


3 1761 11649969 0



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116499690>

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 71

Wednesday, November 19, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

RESPECTING:

Bill C-73, An Act to provide for
the restraint of profit margins,
prices, dividends and compensation
in Canada.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75

5707 CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 71

Le mercredi 19 novembre 1975

Président: M. Roland Comtois

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

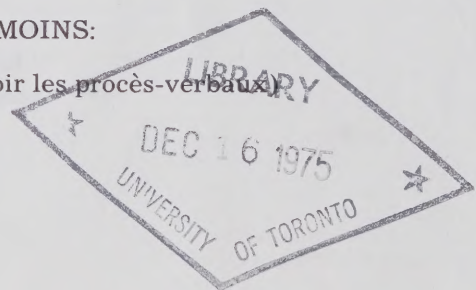
Finances, du commerce et des questions économiques

CONCERNANT:

Bill C-73, Loi ayant pour objet de
limiter les marges bénéficiaires,
les prix, les dividendes et les
rémunérations au Canada.

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Première session de la

trentième législature, 1974-1975

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Anderson	Gray
Appolloni (Mrs.)	Hargrave
Clarke	Herbert
(Vancouver Quadra)	Joyal
Clermont	Kempling

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert (Bellechasse)	McGrath
Lambert	Neil
(Edmonton West)	Orlikow
Leblanc (Laurier)	Stevens
Martin	Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, November 19, 1975:

Mr. Anderson replaced Mr. Kaplan
Mr. Gray replaced Mr. Philbrook
Mr. Hargrave replaced Mr. Ritchie

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 19 novembre 1975:

M. Anderson remplace M. Kaplan
M. Gray remplace M. Philbrook
M. Hargrave remplace M. Ritchie

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, NOVEMBER 19, 1975
(87)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Anderson, Mrs. Appolloni, Messrs. **Cafik**, Clarke (*Vancouver Quadra*), Comtois, Clermont, Gray, Hargrave, Herbert, Joyal, Kempling, Lambert (*Edmonton West*), Leblanc (*Laurier*), Martin, McGrath, Neil, Orlikow, Stevens and Trudel.

Other Members present: Messrs. Andre (*Calgary Centre*), Côté, Harquail, Lee, Loiselle (*Chambly*), Philbrook, Ritchie, Rodriguez, Roy (*Laval*), Towers, Wise.

Witnesses: From the Anti-Inflation Board: Mr. Jean Luc Pepin, Chairman; Mrs. Beryl Plumptre, Vice-Chairman; Mr. J. King, Director General—Compensation Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada.

On Clause 2,

Mr. Pepin made a statement.

Agreed,—That the Committee continue its sitting until 6:00 p.m.

The witnesses answered questions.

Agreed,—That the Committee continue its sitting in order that the members may ask further questions.

The witnesses answered questions.

At 6:30 o'clock p.m., the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m., Thursday, November 20, 1975.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 19 NOVEMBRE 1975
(87)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 15 h 40, sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: M. Anderson, M^{me} Apolloni, MM. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Comtois, Clermont, Gray, Hargave, Herbert, Joyal, Kempling, Lambert (*Edmonton-Ouest*), Leblanc (*Laurier*), Martin, McGrath, Neil, Orlikow, Stevens et Trudel.

Autres députés présents: MM. Andre (*Calgary-Centre*), Côté, Harquail, Lee, Loiselle (*Chambly*), Philbrook, Ritchie, Rodriguez, Roy (*Laval*), Towers et Wise.

Témoins: De la Commission de la lutte contre l'inflation: M. Jean-Luc Pepin, président; M^{me} Beryl Plumptre, vice-présidente; M. J. King, directeur général de la Direction des indemnités.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi portant sur le Bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada.

Article 2:

M. Pepin fait une déclaration.

Il est convenu,—Que le Comité poursuive la séance jusqu'à 18 heures.

Les témoins répondent aux questions.

Il est convenu,—Que le Comité poursuive la séance afin que les membres puissent poser d'autres questions.

Les témoins répondent aux questions.

A 18 h 30, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 20 novembre à 9 h 30.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, November 19, 1975

• 1535

[Text]

The Chairman: Order. We shall resume consideration of Bill C-73, an Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada. We are on Clause 2.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Jean-Luc Pepin et à M^{me} Plumptre de la Commission de lutte contre l'inflation. J'inviterais M. Pepin à faire ses remarques pour ouvrir le débat. Pourriez-vous nous présenter, monsieur Pepin, les autres membres qui vous accompagnent aujourd'hui?

M. Jean-Luc Pepin (Président, Commission de lutte contre l'inflation): Monsieur le président, je tiens surtout à vous présenter les autres membres de la Commission: M. Castonguay qui est le représentant régional pour le Québec; M. Renouf qui est le représentant régional pour les Maritimes; M. Ladyman, commissaire régional pour les Prairies et M. Biddell, le commissaire pour l'Ontario.

Je tiens à vous présenter également les numéro 1 et numéro 2 de la Commission, M. Bob Johnstone, qui est le directeur général, et M. Yeomans qui est le directeur général adjoint.

Monsieur le président, M. Clermont me demandait si ma présence ici aujourd'hui me rappelait de bons souvenirs. Je ne vais pas répondre à cette question, parce que je suis un petit peu ambivalent présentement sur ce sujet-là. Mais un des bons souvenirs que ma présence me rappelle, c'est la bienveillance, la gentillesse, la générosité, la charité que le comité a toujours manifestées à mon endroit du temps lointain où j'étais ministre de l'Industrie et du Commerce. J'espère que ces bons sentiments vont se continuer à mon endroit dans les mois et peut-être même dans les années qui viennent, parce que je prends pour acquis qu'aujourd'hui est la première d'une longue série de visites; je ne me fais pas d'illusion à ce sujet.

Monsieur le président, j'ai un texte préparé. La première page est tout simplement pour situer la Commission de lutte contre l'inflation dans le panorama général, dans l'ensemble de la politique anti-inflationniste du gouvernement. Et comme c'est un rappel, je ne vais pas la lire. Je vais simplement vous dire ce que cette page contient. Elle contient d'abord un paragraphe qui dit que la politique des prix et des revenus n'est qu'une des politiques qui forment l'ensemble de la politique anti-inflationniste du gouvernement.

Deuxièmement, c'est pour vous rappeler également que la Commission de lutte contre l'inflation, que j'ai l'honneur de présider, n'est qu'un des instruments de la politique des prix et des revenus, je le répète, n'est qu'un des instruments de cette politique. Je veux bien croire que c'est peut-être l'instrument central, mais je répète que ce n'est qu'un des instruments. Pourquoi? Parce que le gouvernement fédéral reste un des instruments de mise en application de cette politique des prix et des revenus de plusieurs façons, dont deux en particulier. La première, c'est que les règlements qui vont présider au travail de la Commission sont des règlements gouvernementaux et non pas des

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 19 novembre 1975

[Interpretation]

Le président: A l'ordre. Nous reprenons l'étude du Bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada. Nous en sommes à l'article 2.

I would like to welcome Mr. Jean-Luc Pepin and Mrs. Plumptre from the Anti-Inflation Board. I shall invite Mr. Pepin to make the opening remarks. I wonder, Mr. Pepin, whether you could introduce the officials accompanying you today.

Mr. Jean-Luc Pepin (Chairman, Anti-Inflation Board): Mr. Chairman, I shall be most happy to introduce the other members of the Board: Mr. Castonguay, Regional Representative for Quebec; Mr. Renouf, Regional Representative for the Maritimes; Mr. Ladyman, Regional Commissioner for the Prairies; Mr. Biddell, Commissioner for Ontario.

I should also like to introduce two members of the Commission's administration: Mr. Bob Johnstone, Executive Director, and Mr. Yeomans, Associate Executive Director.

Mr. Chairman, Mr. Clermont asked me if my presence here today brought to mind happy memories for me. I shall not answer that question because I have rather mixed feelings on that subject. However, I shall always fondly recall the kindness, graciousness, generosity and charity that the Committee has always manifested towards me, especially during that time when I was Minister of Industry, Trade and Commerce. I hope that the members of the Committee will continue to manifest these feelings towards me in the coming months or years because I think that I can take for granted that this first visit is one of a series. I have no illusions in this regard.

Mr. Chairman, I have prepared a text. The first page explains the Anti-Inflation Board's position in the general order of things, as well as within the framework of the government's anti-inflation policy. I shall not read this page since you are all well aware of the situation. Rather I shall relate its contents. The first paragraph states that the policy dealing with prices and incomes is but one of many within the context of the government's anti-inflation policy.

Secondly, I should like to underscore the fact that the Anti-Inflation Board, of which I am the Chairman, is but an instrument that is part of the prices and incomes policy. It is important to remember that the Board is but an instrument within the larger framework of this policy. Of course, the Anti-Inflation Board is a very important instrument, yet I repeat it is but an instrument. You may ask why. The reason for this is that the federal government itself is an instrument in the application of this prices and incomes policy. The federal government has many means at its disposal and I shall deal with two in particular. First of all, the regulations by which the Anti-Inflation Board

[Texte]

règlements de la Commission elle-même, et deuxièmement, je vous rappelle également, je crois que c'est l'article 24, que le Cabinet conserve le droit de rescinder, d'annuler une décision de l'administrateur ou du directeur qui a été saisi d'une affaire à la suite de représentations faites par la Commission elle-même.

Alors, voilà deux aspects du rôle que le Cabinet va continuer à jouer dans cette politique des prix et des revenus.

• 1540

Je vous rappelle également que les gouvernements des provinces ont un rôle important à jouer dans cette politique, soit directement, soit indirectement, s'ils préfèrent par délégation de pouvoir passer la responsabilité au gouvernement central.

Je vous rappelle également, troisièmement, que les organismes régulateurs du gouvernement central et fort probablement même des gouvernements provinciaux vont jouer un rôle, sont appelés déjà à mettre en application la politique de restreinte des prix. Je dis ces choses-là, pas simplement pour essayer de sous-estimer le rôle de la Commission, encore moins par timidité ou par non-volonté d'exercer les responsabilités qui nous appartiennent, je dis simplement cela pour que les membres du Comité n'oublient jamais que nous ne sommes qu'un des instruments et que, tout en exerçant à l'occasion des pressions sur nous, on en exerce aussi sur d'autres à l'occasion qui, également ont des responsabilités dans cette matière. I now come to page two. Most of you have my text in front of you, so I will read it as clearly and rapidly as I can. The purpose of this again is to tell you how we approach our role, our task.

Canada's recent experience with inflation has created a high degree of uncertainty and fear about future rates of price and cost increases. Canadians have reacted to this uncertainty in a perfectly natural way, I believe, by attempting to protect themselves from prices which they see to be rising and which they fear will continue to rise.

People have been reacting in that way not only because of their general experience with inflation but also because of particularly large increases in the prices of some basic goods and services. In this situation, sellers of goods have pushed their prices up in order to protect their earnings; individuals have pressed for higher incomes for the same reason. There attempts to anticipate future inflation give rise to strains in the fabric of society as each of us tries to defend his own earning power.

I do not think anybody has yet said that there was not a sickness. There might be disagreement as to the way to treat it but the sickness itself has not been denied by anybody. The words "an attempt" or "strains on the very fabric of society" are used in all kinds of communication that I have been getting and other members of the board have been getting, from all sides of the Canadian community, labour as well as business.

As I said to somebody, I am not back in government service, I am in public service. Consequently, remarks like the one made now do not touch me at all. Mr. Stanfield was kind enough to say that the disease originated about a year ago. As I was not in government at that time, I take no responsibility.

[Interprétation]

will have to abide are made by the government and not by the Board itself. Secondly, by virtue of Clause 24, the Cabinet has the right to rescind or annul a decision made by either an administrator or a director when dealing with a case brought before the Anti-Inflation Board.

The preceding are but two aspects of the continuing role played by Cabinet in the prices and incomes policy.

May I also remind you that the provincial governments have a very important role to play in this policy, either directly or indirectly through delegation, if they prefer, to leave this responsibility with the central government.

Thirdly, I would remind you that the regulatory agencies of the central government and most probably of the provincial governments will have to play a role and are already being asked to implement a restrictive price policy. In so saying, I do not want to under-estimate the role of the Commission, nor to have it appear shy or unwilling to take its responsibility, but rather have the members of the Committee never to forget that we are only one of several instruments and that by putting pressure on us, people will also put pressure on others also sharing responsibilities in this area. Je passe maintenant à la page 2. Vous avez pour la plupart mon texte sous les yeux et je vais donc le lire aussi clairement et rapidement que possible. Ceci pour vous dire comment nous envisageons notre rôle, notre tâche.

Les taux d'inflation que nous avons connus au pays récemment ont créé une grande inquiétude à propos de l'évolution de l'inflation. Les gens ont réagi à cette situation de façon tout à fait naturelle en tentant de se protéger contre les prix qu'ils voient à la hausse et qui, craignent-ils, continueront de grimper.

Ils ont ainsi réagi non seulement à la lumière de leur expérience du phénomène inflationniste, mais également aux augmentations de prix particulièrement fortes qu'ont connues certains biens et services essentiels. Dans une telle situation, les vendeurs ont haussé leurs prix de manière à protéger leurs gains, alors que les travailleurs ont exigé des salaires plus élevés pour la même raison. Ces efforts pour prévoir l'inflation éventuelle engendrent des tensions au sein de la société, chacun tentant de défendre son pouvoir d'achat.

Je crois que personne n'a jamais prétendu qu'il n'y avait pas de malaise. Peut-être n'est-on pas d'accord sur la façon de le traiter mais personne ne nie qu'il y ait un malaise. Les termes «effort» ou «tension au sein de la société» se retrouvent dans toutes les communications que j'ai pu recevoir de tous les coins du Canada, qu'il s'agisse des syndicats ou des entreprises.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, je ne suis pas revenu au service du gouvernement, mais appartiens à la Fonction publique. Si bien que des observations comme celles qui viennent d'être faites ne me touchent pas du tout. M. Stanfield a été assez aimable pour dire que le malaise avait environ un an. Comme je n'étais pas au gouvernement à cette époque, je ne me sens pas du tout responsable.

[Text]

My second paragraph. The guidelines described in the White Paper are intended, and I underline that, to change this environment. How is that going to be done? By setting a framework of conduct that allows real incomes to be maintained while inflation is brought under control. The guidelines are a set of rules limiting the ability of firms to raise prices and limiting the increases in earnings awarded to individuals whether those earnings are set by a collective agreement or by other means.

The effect of the observance of these guidelines will be threefold. First, firms will be able to pass on in higher prices only the increases in allowable operating costs. Second, the increase in personal incomes will be restrained but the guidelines will allow average incomes to rise by more than the rise in prices. In effect, the guideline structure provides room for Canadians to obtain increases in their real incomes and makes special provisions for those with the lowest incomes. Third, there will, by way of consequence, be a gradual deceleration in the rate of cost and price increases so that people will no longer need to insulate themselves from anticipated future inflation. That is the way we understand the operation, which is a socio-economical-political-psychological exercise, they way I see it, and I think members of the Board agree with me on that.

• 1545

The Board's job is to ensure that Canadians observe these guidelines. Specifically, we are charged with responsibility for clarifying the guidelines, and clarifying the regulations once they are issued by the government, monitoring compliance with these guidelines and with these regulations and trying to persuade those who depart from the guidelines to conform. This is our role as friendly persuaders, which is an expression that Charlotte has invented and which I find most adequate. If these efforts fail, the Board must refer cases of violation or breach to the administrator for enforcement.

The Board is presently establishing a system, that will enable it to really monitor prices, profits and incomes development. In addition to making use of all the existing information available from Statistics Canada and other services, it is setting out to collect information directly. This will enable it to assess directly whether the price and income guidelines are being followed. With this information in hand, the Board will try to persuade those who may be departing from the guidelines to alter their conduct.

There will no doubt be times when our efforts at persuasion will fail. We are not that good. We will fail occasionally. As it is essential to the success of the program that it applies fairly to all, the Board will not hesitate to bring into play the enforcement provisions of the legislation.

Mr. Chairman, I now come to a most difficult aspect of our task. One of the toughest challenges of the Board will be to find a balance—and I will ask the understanding of the Committee on that subject—between firmness and flexibility. There is a tremendous ambivalence in all of us at this time on that subject. We talk about firmness, about

[Interpretation]

Passons au deuxième paragraphe. Les lignes directrices définies dans le projet de loi C-73 ont justement pour but, et j'insiste là-dessus, de modifier cette attitude. Comment? En établissant des lignes de conduite qui permettront à chacun de maintenir son revenu réel, tout en jugulant l'inflation. Il s'agit d'un ensemble de règles qui limitent la possibilité pour les entreprises d'augmenter leurs prix et qui limitent aussi la hausse des salaires accordés aux particuliers, qu'ils aient été établis par convention collective ou autrement.

L'observance des lignes directrices aura un triple effet. Tout d'abord, les entreprises ne pourront répercuter sur leurs prix que les augmentations de coûts qui sont permises. Deuxièmement, les augmentations de revenus personnels seront restreintes, mais les lignes directrices prévoient que les revenus moyens pourront augmenter d'un montant supérieur à la hausse des prix. En effet, les lignes directrices sont conçues de façon à permettre aux Canadiens d'obtenir des augmentations de leurs revenus réels et ont prévu le cas particulier des personnes à faibles revenus. Troisièmement, il se produira une décélération progressive du taux d'augmentation des prix et revenus, de sorte que les gens n'auront plus besoin de se prémunir contre les nouvelles hausses du taux d'inflation. Voilà comment nous comprenons le fonctionnement de la Commission, comme l'exercice d'une influence sociale, économique, politique et psychologique; je pense que les membres de la Commission seront d'accord avec moi.

La Commission a pour fonction de s'assurer que les Canadiens observent les indicateurs. En particulier, nous avons la responsabilité de préciser les indicateurs et les règlements, une fois qu'ils auront été émis par le gouvernement, ainsi que de surveiller la façon dont on se plie aux indicateurs et aux règlements; enfin, nous devons essayer de persuader les réfractaires de s'y conformer au plus vite. Nous aurons donc à les en «persuader amicalement», expression que Charlotte a trouvée et qui me semble très pertinente. Si nos efforts ne donnent rien, la Commission doit déferer au directeur les cas de ceux qui violent la loi, pour les y astreindre.

La Commission est en train d'établir un système qui lui permettra de surveiller efficacement les prix, les bénéfices et les augmentations de revenu. En plus de toute l'information qui existe et qui lui est donnée par Statistique Canada et par d'autres services, elle cherchera à se renseigner directement. Cela lui permettra d'évaluer immédiatement si les indicateurs des prix et des revenus sont suivis. Ayant cette information en main, la Commission essaiera de persuader ceux qui refusent de suivre les indicateurs de changer leur façon d'agir.

Je ne doute pas qu'il y ait des cas où nous soyons incapables de dissuader les gens de désobéir. Nous ne réussirons pas dans 100 p. 100 des cas, et nous faillirons parfois à la tâche. Comme il est essentiel pour la réussite du programme que ce dernier s'applique de façon générale à tous, la Commission n'hésitera pas à mettre en œuvre les contraintes prévues par le projet de loi.

Monsieur le président, j'arrive maintenant à l'aspect le plus difficile de notre tâche. Le défi le plus grand de la Commission sera de trouver l'équilibre—et je demande en cela aux membres du Comité de nous offrir leur appui—entre la fermeté et la souplesse. Chacun d'entre nous fait montre de beaucoup d'hésitation à ce sujet: en effet, nous

[Texte]

the rigidity of the guidelines and, at the same time and in the same breath, we talk about the necessary flexibility which is very, very much in order at this time.

I am sorry to say that it will be difficult to have both at the same time. The guidelines set out in the White Paper, as you know, allow for exceptions to the basic arithmetic rules. The exceptions are highly justified, in our view. The relative income positions of various groups in society, in the economy, are constantly changing and one would not wish to freeze these positions rigidly as they happened to be on October 14.

In the administration of the compensation guidelines, the Board will give careful attention to requests for special consideration in order to prevent serious inequities. We will do that, but at the same time the Board will have to take a relative account, rather, of the danger that one group's adjustment to restore a relative position will result, or might result, in a series of claims by others for special treatment, with no end to the process in sight. I hope you have sympathy for us because this will not be an easy task.

The guidelines also provide for limited exceptions to the price and profit rules. The most important of these relate to productivity increases, as you well know. In general, increases in productivity must be fully passed on in lower prices, but an exception may be allowed in the case of unusual gains in productivity that can be demonstrated to result from the efforts of a firm. This feature of the guidelines is essential in order to provide an incentive for firms to increase the efficiency of their operations.

It would not be in the national interest, we think, to remove all such incentives, for it is improvements in productive capacity that provide a major source of income in economic output and in the real incomes of Canadians.

• 1550

The price and profit rules will impose real restraints on the business community but I am confident that businessmen will recognize that their own longer-term interests will be well served by a program that succeeds in reducing the rate of inflation.

This is our conviction, our hope, that gentlemen in the business community will understand that the sacrifices that they are being asked to make today will in the long term be rewarded.

It is in the proper balancing of rigidity and flexibility that members of the Board will have ample occasion to use their wisdom.

By the way, I am delighted at the quality of the members the government has attracted, excluding the Chairman, who cannot comment on himself.

Quelques remarques pour terminer, monsieur le président, sur le rôle de la Commission; la première pour dire que, tout comme le gouvernement, la Commission de la lutte contre l'inflation est persuadée que les Canadiens se conformeront aux lignes directrices à mesure que le forum prendra forme, et sera mieux compris, et par conséquent, mieux accepté. La Commission fera tout en son possible pour bien expliquer aux Canadiens comment ils ont intérêt à se conformer aux lignes directrices. Nous reconnaissons toutefois que les gens seront disposés à le faire, c'est-à-dire à obéir aux lignes directrices, dans la mesure où ils auront la conviction que les autres s'y conforment également. Et voilà qui peut devenir, monsieur le président, un peu un

[Interprétation]

parlons de la fermeté et de la rigidité des indicateurs, et, dans le même souffle, disons à quel point il faut être souple, surtout à cette époque-ci.

J'en suis désolé, mais il sera difficile de concilier les deux attitudes. Les indicateurs du Livre blanc permettent certaines exceptions aux règles arithmétiques de base. Les exceptions nous semblent tout à fait justifiées. Les situations de revenu relatif de certaines catégories de la société, dans le domaine économique, changent constamment et l'on ne voudrait pas geler ces situations de façon rigide, au niveau qu'elles avaient le 14 octobre.

Lorsqu'elle administrera les indicateurs portant sur les rémunérations, la Commission étudiera avec toute l'attention nécessaire les demandes de considération spéciale, dans le but d'éviter de créer des inégalités graves. Toutefois, par la même occasion, la Commission devra tenir compte de certains risques, du fait que le rajustement de la situation d'un groupe peut susciter à l'infini, de la part d'autres groupes, la réclamation de traitements spéciaux. J'espère que vous nous accordez votre appui, en cette tâche qui n'est pas facile.

Les lignes directrices prévoient également des exceptions limitées aux règles des prix et bénéfices. Parmi elles, la plus importante porte sur l'augmentation de la productivité. En général, l'augmentation de la productivité doit se traduire par une réduction des prix, mais on peut permettre une exception dans le cas de bénéfices inhabituels de la productivité résultant des efforts d'une entreprise, si cette dernière peut le prouver. Cet aspect est essentiel, si l'on veut encourager les entreprises à augmenter leur efficacité de fonctionnement.

Il ne serait pas dans l'intérêt du pays de supprimer ces encouragements, étant donné que l'amélioration de la productivité se traduit en une source accrue de revenus pour l'économie et pour le revenu réel des Canadiens.

Les règles générales en matière de prix et profits imposeront au monde des affaires des restrictions réelles, mais j'ai la ferme conviction que les hommes d'affaires reconnaîtront qu'à long terme ils ont tout à gagner d'un programme qui réussit à diminuer le taux d'inflation.

Nous sommes convaincus, ou du moins nous espérons, que les hommes d'affaires comprendront que les sacrifices qu'on leur demande aujourd'hui les serviront à long terme.

Les membres de la Commission auront tout loisir de faire preuve de sagesse en équilibrant convenablement les facteurs de rigidité et de souplesse.

Je dois dire que je suis enchanté de la qualité des membres réunis par le gouvernement, président exclu, car je ne puis me livrer à une auto-appréciation.

And to conclude, Mr. Chairman, I would like to make some remarks on the role of the Board; first of all, the Anti-Inflation Board shares the government's confidence that Canadians will comply with the guidelines as the program takes shape and comes to be accepted. The Board will do its best to explain to the Canadians how compliance with the guidelines will benefit them. However, we recognize that people can be expected to comply voluntarily only if they are confident that others are also complying, and this, Mr. Chairman, may bring about a vicious circle: everyone expecting the others to comply with the guidelines before themselves complying.

[Text]

cercle vicieux. Chacun attendant que les autres se conforment aux lignes directrices, pour s'y conformer lui-même.

Il y a là un danger évident et il me semble qu'on peut sortir de ce cercle vicieux seulement si un grand nombre de personnes font, au point de départ, l'acte de foi nécessaire, l'acte de croyance au succès de ces lignes de conduite.

Ma deuxième observation: les membres de la Commission ont une préférence marquée pour une commission qui soit restreinte en ce qui a trait au nombre de son personnel, afin de limiter l'aspect, si vous voulez, bureaucratique, au sens péjoratif du mot, au grand minimum. Ils espèrent, les membres de la Commission, qu'un petit organisme peut être efficace, étant donné surtout le caractère sélectif des interventions sur le marché que la Commission entend faire. La Commission n'a pas l'intention de se substituer en effet au mécanisme du marché plus qu'il ne le faut. Il espère qu'un très grand nombre de décisions en matière de prix et de revenus seront prises librement, conformément aux lignes directrices.

Maintenant, il est facile pour nous, je pense, de prendre cette décision d'intervenir le moins possible sur le marché, parce que, si on essayait de la faire, les conséquences sont tellement incroyables que nous serions très rapidement inondés par le nombre de cas qui seraient soumis à notre autorité. La Commission compte aussi sur d'autres services du gouvernement canadien, comme je l'ai dit au début, pour contribuer à l'application et elle compte également sur les provinces pour le faire.

Troisième remarque; l'article 12, du projet de loi C-73, stipule que la Commission doit recommander toute modification susceptible d'accroître l'efficacité et la praticabilité des lignes directrices. La Commission reconnaît qu'il faudra faire certains changements aux règlements, et aux lignes directrices elles-mêmes, à l'occasion, et elle invite le Comité et la population en général, à lui faire parvenir leurs observations, suggestions et propositions.

Avant de finir, je tiens à répéter que les règlements que le gouvernement émettra dans quelques jours, ou dans quelques semaines, sont les règlements du gouvernement. Nous avons très bien pu, à la Commission, parce que nous avons un personnel compétent dans cette matière, contribuer à la rédaction de ces règlements. Mais ce ne sont pas nos règlements. Ce sont les règlements du gouvernement. Et par conséquent, la Commission aura une autorité relative mais importante quand même, pour suggérer, à l'occasion, des changements à ces règlements, et même à ces lignes directrices.

Monsieur le président, la Commission fera l'impossible pour appliquer le programme avec équité et fermeté. Avec une volonté commune de mener le programme à bien, et avec un petit peu de chance, monsieur le président, il est possible et je crois même que nous y réussirons. Merci.

• 1555

Le président: Merci, monsieur Pepin.

I already have 13 names on my list and, as you know, we are supposed to adjourn at 5.30 p.m. It does not give 10 minutes to each member. Do you agree to continue after 5.30 p.m.? We might as well decide that right away to allow everyone to have their 10 minutes.

[Interpretation]

This is an obvious danger and I think it will only be overcome if a large number of people are, right from the beginning, confident enough in the success of these guidelines.

My second remark is that the members of the Board have a strong preference for a small agency, thus keeping the bureaucracy to a minimum. They also believe that a small agency can be effective, given the selective nature of the market interventions. The Board does not wish to replace the normal market mechanisms anymore than it has to, and it expects that a great many price and income decisions will be made through voluntary compliance with the guidelines.

Now, it is I think easy for us to decide that we will intervene as little as possible on the market because otherwise the consequences would be so incredible that we would very rapidly be buried under all the cases that would be brought to our attention. The Board is also counting on other parts of government and on the provinces to help enforce the guidelines.

The third remark: Section 12 of Bill C-73 requires the Board to recommend any modifications to the guidelines that would improve their effectiveness and workability. The Board recognizes that some changes will be necessary and it will therefore always be open to comments and suggestions from this Committee and from the community at large.

Before concluding, I want to repeat that the regulations that the government will issue in a few days, or weeks, are theirs. We have been quite able, because of the competence of our personnel, to contribute to the writing of these regulations. But they are not our regulations. They are the government's. Consequently, the Board will have a relative but significant authority to suggest, if need be, some changes to the regulations and even to these guidelines.

Mr. Chairman, the Commission will do its utmost to apply this program equitably and firmly. With a common will to achieve this program and with a little luck, Mr. Chairman, it is possible and I even believe that we will succeed. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Pepin.

J'ai déjà 13 noms sur ma liste et, comme vous le savez, nous devons lever la séance à 17 h 30. Cela fait moins de dix minutes pour chaque membre. Êtes-vous d'accord pour continuer après 17 h 30? Nous ferions bien de décider tout de suite afin de permettre à chacun d'avoir ses 10 minutes.

[Texte]

Until 6 o'clock?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, est-ce que vous pouvez garder quelques minutes avant la fin de la séance pour les amendements, s'il vous plaît?

Le président: Oui, nous pourrions faire cela à 18 h. 00 exactement.

At 6 o'clock we will then call those who have amendments to present to the Committee, so that the amendments could be tabled tonight.

I have first on my list Mr. Herbert, followed by Mr. Orlikow and Mr. Stevens. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, I would like to discuss with Mr. Pepin the actual operation of the Board.

First, there probably is some fear. He has spoken in his opening remarks about the fact that the members of the Board believe a small agency can be effective. That means that if he is going to operate with a small Board it may initially have to be quite selective in the work it chooses to do.

I am sure the Board has already looked at this problem. The Minister, when he appeared before the Board, suggested that the findings of the Board, the work of the Board, would establish a certain pattern. It was his feeling that the pattern that was established would tend probably to reduce the work of the Board in the months ahead. However, there will still be probably a heavy workload initially. The Board must have looked at this.

Has the Board considered how it is going to go about selecting the way in which it will proceed. In other words, it will probably establish cases which will enable there to be some precedents.

Mr. Pepin: Mr. Chairman, we do intend to be selective for a couple of reasons. One is a constitutional one. This program, as I understand it, is based on peace, law and order and consequently the cases, as a general proposition, should be of substantial importance. If you read Clause 12—I do not know which paragraph—it uses words like “as an impact on the economy of Canada”. That is the first element of selectivity, which I think is justified, although I am not too sure to what extent we can implement it, in view of the diversity and the number of cases coming to us and in view of the fact that some of these cases may have an importance in the future that they do not appear to have in the present. All right.

The second reason for selectivity is, as you imply, administrative. If we try to be everything to everybody we are condemned and we are doomed by the very weight of cases coming to us. With two good reasons to be selective, I do not think we can be anything else but.

[Interprétation]

Jusqu'à 18 h 00?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, could you spare a few minutes before the end of the sitting to deal with the amendments: if you please?

The Chairman: Yes, we could do that at exactly 6 o'clock.

Donc à 18 h 00 nous allons demander à ceux qui ont des amendements à présenter au comité de le faire de sorte que ces amendements puissent être déposés ce soir.

Sur ma liste j'ai tout d'abord M. Herbert, suivi de M. Orlikow et de M. Stevens. Monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. Monsieur le président, je voudrais discuter avec M. Pepin du fonctionnement de la Commission.

Tout d'abord, il y a probablement certaines craintes. Il a dit dans son exposé liminaire que des membres de la Commission croyaient qu'une petite agence pouvait être efficace. Ce qui veut dire que s'il fonctionne avec une Commission restreinte, au début elle devra faire preuve de sélectivité dans le travail qu'elle choisira de faire.

Je suis sûr que la Commission a déjà étudié ce problème. Le ministre, lorsqu'il a comparu devant la Commission, a laissé entendre que les constatations de la Commission, le travail entrepris par la Commission, établiraient un certain cheminement. Et ce cheminement entraînerait probablement une réduction du travail de la Commission dans les mois à venir. Toutefois, elle aura quand même au début une quantité de travail assez imposant. La Commission doit avoir étudié ceci.

La Commission a-t-elle envisagé la façon de déterminer sa procédure? En d'autres mots, elle créera probablement des précédents à partir de certains cas?

M. Pepin: Monsieur le président, nous avons l'intention d'être sélectifs pour plusieurs raisons. La première est une raison constitutionnelle. Ce programme, comme je le comprends, est basé sur la paix, la loi et l'ordre et conséquemment, de façon générale, les cas soumis devraient être d'une certaine importance. Si vous vous reportez à l'article 12, je ne sais plus quel paragraphe, on y lit par exemple «des conséquences importantes sur l'économie canadienne». Je pense que c'est là le premier élément de sélectivité justifié. D'un autre côté je ne suis pas tout à fait certain jusqu'à quel point on peut le pousser étant donné la diversité et le nombre de cas qui nous seront soumis et en vue du fait que certains de ces cas peuvent avoir une importance future qui n'est pas immédiatement apparente. Cela va.

La deuxième raison de cette sélectivité est, comme vous l'avez soupçonné, une raison administrative. Si nous essayons de tout faire pour tout le monde nous sommes condamnés, et nous serons écrasés, par le poids du travail qui s'abattra sur nous. Pour ces deux bonnes raisons, je ne pense pas que nous puissions faire autrement que d'être sélectifs.

[Text]

This shows for example, in the communiqué that we issued on compensation. I am sure you have read it five times already—that was on November 7—and it shows how we intend to proceed on the compensation side. We hope—we express the wish, the desire, the ambition, the prayer—that negotiations will carry on and will come to the conclusion normally. We do not intend to replace every collective bargaining process in the country.

We say however that companies or parties can come to agreement and that they can then refer to the Board for the Board's views on that. We say also that if the parties reach an impasse we accept the idea that they can come to us for guidance as to the meaning of the guidelines and later on as to the meaning of the regulations. We reserve the right also, as you will probably remember, on the basis of the monitoring system that we have, to go after parties who have not bothered to submit their cases to us but who appear to be in breach of the law.

That is the sort of approach we have indicated.

• 1600

Mr. Herbert: Mr. Chairman, that leads me to the second question, which is that if a case is not referred to the Board and appears to be in the national interest, how are you likely to pronounce? Specifically, if the government and the Post Office were to decide their current dispute, would you still make a pronouncement to clarify the attitude of the board towards this type of agreement?

Mr. Pepin: I am quite sure, and it is known by the parties that in the particular case you mentioned, the Board has jurisdiction to look at the agreement that will be reached. I think this is well understood by both sides.

Mr. Herbert: If you wish.

Mr. Pepin: If we wish. It is also, however, understood by both sides that the extra or the apparent breach of the guidelines in this particular case can be justified by historical relationships to which both sides agreed. So we have there all the makings, all the bases, all the ingredients of a solution, of an agreement, if the parties decide to do so.

Mr. Herbert: From information I have received, it appears that you are already establishing a contact man for the large companies that are listed in effect on the government's paper. Is that intended to be your procedure, that there will be a name given for each of these companies so that they can receive information from the Board?

Mr. Pepin: Yes.

Mr. Herbert: Are you distributing your personnel through these 1500 companies?

Mr. Pepin: That is a principle I have seen applied very well, I think, by the Department of Industry, Trade and Commerce, where all the parties can relate with one of the officers in the organization—in the Commission, in this case—and feel free to talk to that person when needed.

Mr. Yeomans, you might want to say a few more words on that subject. Do you? He does not. He thinks I am right.

[Interpretation]

Un exemple de cela est le communiqué que nous avons émis concernant la rémunération. Je suis sûr que vous l'avez lu au moins cinq fois déjà.—c'était le 7 novembre—et cela démontre la façon dont nous avons l'intention de procéder concernant la rémunération. Nous espérons, nous avons énoncé le souhait, le désir, l'ambition, la prière que les négociations vont se poursuivre et conduiront à une conclusion normale. Nous n'avons pas l'intention de nous substituer à tous les processus de négociation collective du pays.

Toutefois, nous disons que les compagnies ou les parties peuvent arriver à une entente et qu'elles peuvent alors consulter la Commission pour connaître ses opinions sur cette entente. Nous mentionnons aussi que si les parties tombent dans une impasse nous acceptons l'idée qu'elles nous demandent conseil quant au sens des indicateurs, et plus tard sur la définition des règlements. Nous nous réservons aussi le droit, comme vous vous en souviendrez probablement, fondé sur notre système de surveillance, de poursuivre ceux qui n'ont pas pris la peine de soumettre leur cas à la Commission et qui ne semblent pas respecter la loi.

C'est là le genre d'approche que nous avons fait valoir.

M. Herbert: Monsieur le président, cela m'amène à la deuxième question; si un cas n'est pas renvoyé à la Commission et semble être d'intérêt national, comment pourrait-elle se prononcer? Plus précisément, si le gouvernement et les postiers décidaient de régler leur conflit actuel, feriez-vous quand même une déclaration pour préciser l'attitude de la Commission à l'égard de cet accord?

M. Pepin: Je suis certain, et cela est connu des deux partis, que dans le cas précis dont vous parlez, la Commission est habilitée à examiner l'accord. Je crois que les deux parties s'en rendent très bien compte.

M. Herbert: Mettons.

M. Pepin: Bon. Toutefois, les deux parties savent également que tout supplément ou toute infraction apparente aux indicateurs dans ce cas particulier peut se justifier par des accords antérieurs conclus par les deux parties. Nous disposons donc des éléments, du fondement, de toutes les composantes d'une solution, d'un accord, si les parties veulent bien s'accorder.

M. Herbert: Des renseignements que j'ai reçus m'apprennent que vous entreprenez déjà d'affecter une personne-contact pour les grandes sociétés qui sont inscrites sur le document du gouvernement. Avez-vous l'intention de procéder ainsi? Fournira-t-on un nom à chacune de ces sociétés afin qu'elles puissent recevoir les renseignements de la Commission?

M. Pepin: Oui.

M. Herbert: Répartissez-vous votre personnel entre ces 1,500 sociétés?

M. Pepin: C'est un principe que, si je ne m'abuse, le ministère de l'Industrie et du Commerce applique très bien, et selon lequel tous les organismes visés peuvent rejoindre un des fonctionnaires du ministère, ou de la Commission dans notre cas, pour lui parler, s'il y a lieu.

Monsieur Yeomans, vous voulez peut-être ajouter quelque chose. Oui? Non, il n'a rien à dire. Il pense que j'ai raison.

[Texte]

Mr. Herbert: If a company has been advised that its contact man is a certain individual, will that be the same individual for the union group representing that particular company?

Mr. Pepin: I would think in the same sector, yes; I would think the same man or another one might be the contact man.

Mr. Herbert: Have they also been notified?

Mr. Pepin: But, you see, that would probably be on the remuneration side, and the union will want to have their contact man. I would think that business would want to have their contact man on the pricing side particularly. It is a purely practical device, if I understand it well, to facilitate relationships, to facilitate communication—I am looking back for support—to facilitate relationship with the parties that are bound to come to the Board.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, because our time is short...

The Chairman: Mr. Herbert, you have two minutes to go.

Mr. Herbert: All I want to do now is pose a question to Mrs. Plumptre concerning the work that she was doing so ably before she left her last position and to ask if, since she did state that she was most anxious that that work be cleaned up, she is now satisfied that she has been able to terminate the work which she was so ably doing in the Commission.

Mrs. A. F. W. Plumptre (Vice-Chairman, Anti-Inflation Board): Not at all. We are by no means through with that. We have issued two reports recently, one on boiler marketing and one on food profits, which I am afraid have not received very wide distribution because of the mail strike. We will be issuing within a few days a report on beef prices, bringing up to date two of our earlier reports. We have a report on the effects of advertising on food prices. We have a report on dairy prices. We have what we consider to be a most important report coming up which has been on the way for a long while, and that is on feed grains policy. We also had hoped to issue a series of papers.

As you know, we had planned to try and end our work at the end of the year with some work on the need for a national food policy over a longer period. We have a number of papers that have been done in connection with that work and we hope to put out a group of papers which will relate to those problems and we hope, really, to help give a background for public discussion of those papers. So we still have quite a lot of work there.

On all these papers, I was going to say, the research is finished and they are all in the process of getting the final approval of the Commission and putting into final shape, which of course is often one of the most difficult times.

Mr. Herbert: You do believe this work will be completed?

[Interprétation]

M. Herbert: Si on apprend à une société que son contact est une certaine personne, est-ce que cette même personne agira en qualité de contact pour le syndicat de ladite société?

M. Pepin: Dans le même secteur, oui. Je pense que le contact pourrait être la même personne, ou une autre.

M. Herbert: Le syndicat aura-t-il aussi été avisé?

M. Pepin: Mais, voyez-vous, cela portera probablement sur la question de la rémunération, et c'est là que le syndicat voudra avoir un contact. Par contre, je pense que les entreprises voudront avoir un contact surtout en ce qui concerne les prix. Il s'agit d'un moyen purement pratique, en vue de faciliter les rapports, les communications—je cherche de l'appui—pour faciliter les rapports entre la Commission et les divers organismes avec lesquels elle devra traiter.

M. Herbert: Monsieur le président, comme nous manquons de temps...

Le président: Monsieur Herbert, il vous reste deux minutes.

M. Herbert: Il ne me reste plus qu'à poser une question à M^{me} Plumptre en ce qui concerne le travail dont elle se chargeait si admirablement avant de quitter son poste. Comme elle a indiqué qu'elle était soucieuse de voir cette tâche menée à bonne fin, se sent-elle rassurée et pense-t-elle en avoir fini avec le travail qu'elle accomplissait si bien à la Commission de surveillance?

Mme A. F. W. Plumptre (vice-présidente, Commission de la lutte contre l'inflation): Mais pas du tout. Nous n'en avons certainement pas fini avec cela. Nous avons publié deux rapports récemment, le premier sur la commercialisation des poulets à griller et l'autre sur les profits alimentaires; hélas! j'ai bien peur qu'ils aient manqué de diffusion en raison de la grève des postes. Nous publierons, d'ici quelques jours, un rapport sur les prix de la viande de bœuf, qui constitue une mise à jour de deux rapports antérieurs. Nous disposons d'un rapport sur les effets de la publicité sur les prix des aliments, d'un autre sur le prix des produits laitiers. Il y a aussi un autre rapport en voie de parution, rapport très important et que nous préparons depuis bien longtemps, celui sur la politique des grains de provende. Nous nourrissons aussi l'espoir de publier une série d'exposés.

Comme vous le savez, nous voulions finir notre travail de fin d'année par des travaux sur le besoin d'une politique nationale d'alimentation à long terme. Nous disposons de quelques exposés à ce sujet, et nous voulons en publier un recueil qui permettra, nous l'espérons vraiment, de constituer la base d'une saine discussion publique. Nous avons donc beaucoup à faire.

J'aimerais préciser, à propos de tous ces exposés, que la recherche est terminée et qu'il n'est plus question que d'obtenir l'approbation de la Commission et d'apporter les dernières retouches; évidemment, c'est toujours cela qui est le plus difficile.

M. Herbert: Vous pensez que ce travail sera achevé?

[Text]

Mrs. Plumptre: Oh, absolutely. I am sure it will.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert.

Mr. Orlikow, followed by Mr. Stevens and Mr. Cafik.

Mr. Orlikow: Mr. Pepin, on page 1 of your statement you have...

Mr. Pepin: Before we move on, just one point. It should be emphasized that the work that Mrs. Plumptre has done at the Food Prices Review Board is going to be carried on by this new board, and the monitoring system she developed at the Food Prices Review Board, the complaint system that she developed there, will also be integrated into the new board.

Mrs. Plumptre: Oh, if the Committee would be interested to hear, the complaints unit has been taken over and it is now in the Anti-Inflation Board. Our information section has been absorbed into that board. We still have our own computing unit which is carrying on our food price index and extending it now to other commodities. Unfortunately we lost, in the intervening period, a number of our good people but we still have a few of our research people left who I hope will be taken over by the Anti-Inflation Board.

The Chairman: Thank you, Mrs. Plumptre.

Mr. Orlikow.

Mr. Orlikow: Mr. Pepin, in your statement today, on the first page, the last paragraph, let me read one sentence which I want to put on the record before I ask my question. You say:

The Board is enjoined by the terms of the legislation to comment on any aspect of the economic situation and policies that relate to the inflation problem.

This morning's *Toronto Globe and Mail*, Mr. Pepin, carries a news story by Patrick Howe, and I will just read the first paragraph of the story:

Regulations to implement Ottawa's anti-inflation program will be "too restrictive and inflexible" for business, according to Toronto accountant J. L. Biddell.

Now since Mr. Biddell is a member of your board, and since Mr. Biddell is publicly critical of the government's anti-inflation program, publicly critical of the guidelines which have not yet been published, I want to ask you whether you have asked for Mr. Biddell's resignation.

Mr. Pepin: Mr. Chairman, the members of the board, as already indicated, are extremely good people with strong views. Most of us expressed these strong views before we became members of the board and presumably it is difficult not to continue to believe in them now, which is what I think that Jack Biddell did last night.

[Interpretation]

• 1605

Mme Plumptre: Oh, absolument. J'en suis certaine.

M. Herbert: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Herbert.

M. Orlikow a la parole, suivi de M. Stevens et de M. Cafik.

M. Orlikow: Monsieur Pepin, à la page 1 de votre déclaration vous avez...

M. Pepin: Avant de poursuivre, une remarque. Il faut souligner que le travail que M^{me} Plumptre a fait à la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires sera poursuivi par cette nouvelle commission et le système de surveillance qu'elle avait mis au point, ainsi que le système d'audition des plaintes, seront intégrés dans le nouvelle commission.

Mme Plumptre: Oui, si cela intéresse le Comité, la section d'audition des plaintes a été reprise et est maintenant intégrée dans la Commission de lutte contre l'inflation. Notre section de l'information a également été absorbée. Nous avons encore notre propre unité informatique qui continue à établir l'indice des prix des denrées alimentaires, en l'étendant à d'autres produits. Malheureusement, nous avons perdu dans l'intervalle un certain nombre de nos meilleurs employés, mais il nous reste quelques-uns de nos chercheurs qui seront absorbés, je l'espère, par la Commission de lutte contre l'inflation.

Le président: Je vous remercie, madame Plumptre.

Monsieur Orlikow.

M. Orlikow: Monsieur Pepin, dans votre déclaration d'aujourd'hui, à la première page, figure une phrase que j'aimerais lire avant de poser ma question. Vous dites:

Mais nous avons néanmoins le devoir, aux termes de la loi, de nous prononcer sur ces questions, ainsi que sur tout autre aspect de la situation économique qui concerne le problème de l'inflation.

Le *Globe and Mail* de ce matin contient un article de Patrick Howe et je vais en lire le premier paragraphe:

La réglementation visant à mettre en œuvre le programme de lutte contre l'inflation d'Ottawa sera trop restrictif et trop inflexible pour le monde des affaires, selon le comptable de Toronto, J. L. Biddell.

Puisque M. Biddell est membre de votre Commission, et qu'il a critiqué publiquement le programme de lutte contre l'inflation du gouvernement et critiqué publiquement les directives qui n'ont pas encore été publiées, j'aimerais savoir si vous avez demandé la démission de M. Biddell.

M. Pepin: Monsieur le président, les membres de la Commission, comme nous l'avons déjà dit, sont des gens extrêmement compétents ayant des opinions très tranchées. La plupart d'entre nous ont exprimé ces opinions tranchées avant de devenir membre de la Commission et il serait difficile de cesser d'y croire, ce que Jack Biddell a évidemment fait hier soir.

[Texte]

We hope, however, that while keeping these . . .

Mr. Orlikow: Mr. Pepin, I put it to you that whatever Mr. Biddell's views are—I think I know what Mr. Ladyman's views have been for most of his adult life—whatever his views were when he was not a public servant, when he was not a member of your board, I assumed that when people went on a public board they would no longer express their individual personal partisan point of view.

I ask you, Mr. Pepin, when you were a minister, how long would you have kept a deputy minister, an assistant deputy minister, in the employment of the government, in your employment, if he had gone out after you had announced a program and said the program was no good?

Mr. Pepin: I think I had a good reputation there not to try to crush people and to force them to my way of thinking. I think that this board is going to develop a view as a board but I have really no hope of convincing every one of them to submit to a collective view. I take for granted that while we remain faithful members of this board, every once in a while I will emphasize an aspect and other members will emphasize one. You may not agree with that but I think it is terribly democratic and I would not take it as my responsibility to bring these six, eight, twelve persons, male and female, to a single view on everything in the next year or two or three.

• 1610

Mr. Orlikow: Mr. Pepin yesterday we had the Canadian Labour Congress here expressing very strongly their view that the task of the Board will be fairly easy in regulating and putting a cap on the increases in wages with people who make a living through getting a wage or a salary—what they will be able to get, the 10 per cent that the government has indicated, but expressing very strong reservations about the ability of the Board to regulate the prices and the profits. And here you have a member of your Board saying that labour will get off—well, he says that the program's effect on wage and salary earners will not be severe, but the businessman is going to be restricted.

How do you expect, Mr. Pepin, to get the co-operation of people who are in the wage and salary groups when a member of your Board starts off publicly by saying that as far as he is concerned, the people on wages will do quite well but businessmen are going to find it very difficult, and he knows in advance that the regulations will have to be changed?

Mr. Pepin: He was certainly expressing a view which is not very popular at this time in the community. I think he wanted—it was Mr. Biddell, and maybe we should let him speak for himself. He wanted to express the thought, the idea, that the guidelines were also quite harsh, quite tough, on business.

Mr. Orlikow: Well, perhaps I can turn to another question, Mr. Pepin. How many applications have you received from, let us say, the construction industry to be brought under the provisions of the Anti-Inflation Board?

[Interprétation]

Nous espérons, cependant, que tout en conservant . . .

M. Orlikow: Monsieur Pepin, quel que soit le point de vue de M. Biddell—je crois connaître les opinions auxquelles M. Ladyman a adhéré pendant la plus grande partie de sa vie d'adulte—qu'elles qu'aient été ses opinions alors qu'il n'était pas fonctionnaire, ni membre de votre Commission, j'imaginai que lorsque les gens sont nommés membres d'une commission publique ils n'ont plus à exprimer leur point de vue personnel et partisan.

Je vous demande, monsieur Pepin, lorsque vous étiez ministre, combien de temps auriez-vous conservé un sous-ministre ou un sous-ministre adjoint à votre service s'il avait déclaré publiquement qu'un programme que vous avez annoncé ne valait rien?

M. Pepin: Je crois que je m'étais fait une bonne réputation de libéralisme dans ce domaine, ne contraignant personne à penser comme moi. Je pense que cette Commission va formuler un point de vue général mais je n'espère vraiment pas convaincre quiconque de partager une opinion collective. Nous pouvons tous faire sincèrement notre travail, mais ce faisant de temps à autre j'insisterai sur un aspect, tandis que d'autres membres insisteront sur un autre. Cela ne vous convient peut-être pas mais c'est tout à fait démocratique et je ne considère pas de mon devoir d'amener ces six, huit, douze personnes, hommes et femmes, à adopter un point de vue unique sur tous les problèmes qui se poseront au cours des deux ou trois prochaines années.

M. Orlikow: Monsieur Pepin, le Congrès du travail du Canada a comparu hier matin et a déclaré croire fermement que la Commission pourra facilement réglementer et empêcher les augmentations de salaire pour toutes les personnes qui gagnent leur vie en obtenant un salaire fixe, c'est-à-dire qu'elles pourront se limiter à une augmentation de 10 p. 100 comme l'a indiqué le gouvernement; cependant, le CTC a également exprimé des doutes quant à la capacité de la Commission de réglementer les prix et les profits. Par contre, un des membres de votre Commission déclare que la main-d'œuvre salariée ne sera pas touchée grandement par les indicateurs du programme, mais que c'est l'homme d'affaire canadien qui sera le plus touché.

Monsieur Pepin, comment espérez-vous obtenir la collaboration des Canadiens salariés, alors qu'un membre de votre Commission déclare publiquement que, à son avis, les salariés se débrouilleront très bien, mais que les hommes d'affaires auront beaucoup de difficultés à s'adapter au programme et qu'il faudra changer les règlements?

M. Pepin: Cette personne exprimait très certainement une opinion qui n'est pas très populaire ces temps-ci. Comme c'était M. Biddell qui avait la parole, je devrais lui laisser le soin de vous répondre. Je pense qu'il a voulu dire que les indicateurs pouvaient également être très durs pour les hommes d'affaires.

M. Orlikow: Dans ce cas, je passerai à une autre question. Combien de demandes avez-vous reçues de la part de l'industrie de la construction pour tomber sous le coup des dispositions de la Commission de lutte contre l'inflation?

[Text]

Mr. Pepin: Mr. Johnstone, have you—I have not followed this. Do you mean, how many applications from the construction...

Mr. Orlikow: How many construction companies are there in Canada, and how many have applied to come under the provisions of the Board?

Mr. Pepin: My general impression is that the construction industry favours coming under the guidelines as a group, and this will be done.

Mr. Orlikow: Yes, but I am told that there are only some 1,500 members of the Canadian Construction Association. These are the relatively large companies. But there are something in the neighbourhood of 60,000 small companies. Are they coming under the jurisdiction of your Board? Have they asked to? Are you going to put them under? How are you going to monitor them?

An hon. Member: What does the act say?

Mr. Orlikow: Well, the act does not say. That is precisely the point.

Mr. Gray: On a point of order, Mr. Chairman, does not the act say every construction company with more than 20 employees is automatically covered?

Mr. Pepin: There is a problem there, and it is under the heading of firms that bargain in association with each other, the way I understand that. Is it not the case?

It is a complex area. We are giving careful thought to the best way of dealing with it. You expected that, did you not?

As you know, the inclusion of any such groups under the enforceable provisions of the act would call for the use now of Section 12. My understanding of that is that there is a discrepancy here between the law and the White Paper. Under that Section 12, the Governor in Council would issue an order to the Board instructing it to investigate particular situations, and we expect that.

The Chairman: Mr. Orlikow, you still have two minutes.

Mr. Orlikow: Mr. Chairman, I hope you are not taking my time off from the answer that Mrs. Plumptre gave to another member.

The Chairman: No.

Mr. Orlikow: I think I have until 4.20 p.m. I have been watching quite carefully.

Are all the small construction companies who have less than 20 employees and who, up till now, have been under the jurisdiction of the province, provincial governments and the provincial labour departments and so on—are they bound in terms of wages to observe the guidelines or are they exempt from the guidelines?

Mr. Pepin: The act makes a distinction between construction companies with less than 20 and with more than 20. My understanding is that this is not a terribly realistic division. I was told yesterday that in Quebec, for example, over 20 represents only 6 per cent of the construction industry. I was told in Ontario it was 30 per cent. So obviously there is an area of difficulty at this time, and this is what I said. We are studying that situation now and expect that the government is going to ask us to submit our views on the subject, leading to the possibility of a change.

[Interpretation]

M. Pepin: Je n'ai pas bien saisi. Voulez-vous savoir combien de demandes provenant de l'industrie de la construction...

M. Orlikow: Combien d'entreprises de construction existe-t-il au Canada, et combien ont demandé de relever de la compétence de la Commission?

M. Pepin: J'ai l'impression que l'industrie de la construction, en tant que groupe, est favorable à l'idée de relever de la juridiction de la Commission, et c'est ce qui se produira.

M. Orlikow: Mais on me dit qu'il y a seulement quelque 1,500 membres d'entre elles qui font partie de l'Association des constructeurs canadiens. Ce sont des entreprises relativement grandes, et, pourtant, il y a environ 60,000 petites entreprises. Est-ce que ces dernières vont tomber sous la juridiction de votre Commission? Ont-elles demandé à relever de cette dernière? Est-ce que vous allez leur répondre affirmativement et comment allez-vous pouvoir les surveiller?

Une voix: Que dit la loi?

M. Orlikow: La loi ne dit rien du tout à ce sujet, et c'est cela que je veux souligner.

M. Gray: Monsieur le président, un rappel au règlement. La loi ne dit-elle pas que toute entreprise de construction qui emploie plus de 20 personnes tombe automatiquement sous le coup du bill?

M. Pepin: Oui, mais il y a un problème, celui des entreprises qui négocient les unes avec les autres. N'est-ce pas le cas?

La question est complexe, et nous essayons de la régler de la meilleure façon possible. C'est bien ce que vous attendiez de nous, n'est-ce pas?

Vous savez que l'inclusion d'une telle catégorie aux termes des dispositions de mise en application de la loi requerrait l'utilisation de l'article 12. Je crois comprendre qu'il y a une différence entre la loi et le Livre blanc. Aux termes de l'article 12, le gouverneur en conseil peut émettre une ordonnance à la Commission lui enjoignant de faire enquête dans des situations particulières, ce qui se produira certainement.

Le président: Monsieur Orlikow, il vous reste deux minutes.

M. Orlikow: Monsieur le président, j'espère que vous ne me retirez pas le temps qu'a pris M^{me} Plumptre à répondre à un autre député.

Le président: Non.

M. Orlikow: Je peux parler jusqu'à 16 h 20, j'ai regardé ma montre avec attention.

Les petites entreprises de construction qui emploient moins de 20 personnes et qui, à ce jour, tombaient sous la juridiction provinciale et sous la juridiction des ministères du Travail provinciaux, sont-elles limitées en termes de salaires et doivent-elles observer ou non les indicateurs?

M. Pepin: La loi distingue entre les entreprises de construction qui ont plus de 20 employés et celles qui en ont moins. Mon expérience me dit que cette distinction n'est pas très réaliste. On m'a dit hier que les entreprises du Québec, de plus de 20 employés représentaient seulement 6 p. 100 de l'industrie de la construction. En Ontario, elles en représentent environ 30 p. 100. Il est donc évident que cela posera des difficultés. Nous étudions donc la situation et espérons que le gouvernement nous demandera d'émettre nos opinions à ce sujet, ce qui pourra peut-être apporter un changement.

[Texte]

Mr. Orlikow: So until they do that you cannot give an answer to that question.

• 1615

Mr. Pepin: No.

Mr. Orlikow: Could I ask you how many requests you have had to judge where an agreement has been reached between a union and its employer where the increase is more than the guidelines permit?

Mr. Pepin: Do you mean collective agreements ...

Mr. Orlikow: That is right.

Mr. Pepin: ... that were signed subject to ratification of proposals?

Mr. Orlikow: That were signed subsequent to October 13. How many have you had and how long is it going to take you to deliver a decision?

Mr. Pepin: I understand that we have about 25 of those and we will do as fast a job as we can. But the idea is, as you will recall from the communiqué that we issued, that we should be giving answers within 30 days, which does not I understand preclude the fact that occasionally we might have to ask for more information than we have been provided with, which is inevitable, as I hope you will agree with me. But we will try to do as fast a job as we can.

The Chairman: Thank you, Mr. Orlikow. Mr. Stevens, followed by Mr. Cafik and McGrath.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. Could I take you back to the same reference that Mr. Orlikow mentioned on your submission today, Mr. Pepin, where you say:

The Board is enjoined by the terms of the legislation to comment on any aspect of the economic situation and policies that relate to the inflation problem and we will not hesitate to do so.

I was wondering if you could give us the benefit of your comments with respect to the fiscal stance of the government. In the context of government spending having gone up now 50 per cent in the last two years, 25 per cent per year, would you indicate, first of all, if you feel that that has been a significant factor in our inflation that we are now living with and, secondly, do you feel that the statement made in the House on October 30 by Mr. Chrétien that next year, fiscal 1977, he anticipated spending something less than 15 per cent is restraint in the terms that you feel is necessary at the governmental level to ensure that an anti-inflationary program would work?

Mr. Pepin: Mr. Chairman, about one month ago the Board was made up of me, one chair, one table, two lines, one of which was not working. In the period of one month we have managed to put together a group of commissioners, six of them, two to come. We have managed to put together an administrative team, 170 people today. We have managed to meet four times for periods of two days—I mean the commissioners. We have managed to issue communiques on compensation, on price monitoring. We have managed to take care of a good number of cases. Do not ask us who have already been in the business of expressing our views on other matters that are not directly related to the survival of this Board at this time. I am quite sure you understand that, and I do not intend to belabour

[Interprétation]

M. Orlikow: Vous ne pouvez donc me donner de réponse avant qu'on vous demande votre avis?

M. Pepin: Non.

M. Orlikow: Pouvez-vous me dire combien de demandes avez-vous eues avant de prendre une décision dans le cas où un accord avait été conclu entre un syndicat et l'employeur, accord qui prévoyait une augmentation supérieure à ce que permettent les indicateurs?

M. Pepin: Voulez-vous dire les conventions collectives ...

M. Orlikow: C'est cela.

M. Pepin: ... qui devaient être sujettes à la ratification des propositions?

M. Orlikow: Celles qui ont été signées après le 13 octobre. Combien de demandes avez-vous eues et combien de temps cela vous prendra-t-il pour prendre une décision?

M. Pepin: Nous en avons eu environ 25, et nous agissons le plus vite possible. Si vous vous rappelez le communiqué que nous avons publié, nous devons répondre dans un délai de 30 jours, ce qui ne nous empêche pas de demander, à l'occasion, plus de renseignements que nous n'en aurons reçu. Cependant, nous agissons le plus vite possible.

Le président: Merci, monsieur Orlikow. M. Stevens, suivi de M. Cafik et de M. McGrath.

M. Stevens: Monsieur le président, je vous remercie. Je vous reporte à la même déclaration qu'a mentionnée M. Orlikow, déclaration dans laquelle vous dites, monsieur Pepin:

La Commission a néanmoins le devoir, aux termes de la loi, de se prononcer sur ces questions, ainsi que sur tout autre aspect de la situation économique qui concerne le problème de l'inflation. Nous n'hésiterons pas à le faire.

Nous diriez-vous ce que vous pensez de la position adoptée par le gouvernement dans le domaine fiscal? Étant donné que les dépenses gouvernementales ont augmenté de 50 p. 100 pendant les deux dernières années, soit de 25 p. 100 par année, pensez-vous que ce facteur a été d'une grande importance eu égard à l'inflation que nous connaissons? Pensez-vous que la déclaration qu'a prononcée M. Chrétien à la Chambre des communes le 30 octobre, dans laquelle il disait que, pour l'année financière 1977, il s'attendait à ce que les dépenses baissent d'environ 15 p. 100, constitue un geste de restriction? C'est-à-dire pensez-vous que cela soit nécessaire au niveau gouvernemental pour assurer que le programme anti-inflation ait de bons résultats?

M. Pepin: Monsieur le président, il y a un mois environ que la Commission a été créée; elle était composée d'une personne, d'une chaise, d'une table, et de deux lignes, dont l'une ne pouvait fonctionner. En un mois, nous avons pu former un groupe de commissaires qui en comprend déjà six et à qui nous en ajouterons encore deux. Nous en sommes arrivés à former une équipe administrative composée de 170 personnes à l'heure actuelle. Les commissaires se sont rencontrés quatre fois en deux jours. Nous avons émis des communiqués sur les rémunérations et sur le contrôle des prix. Nous nous sommes déjà occupés de bon nombre de cas. Ne nous demandez donc pas de vous donner nos opinions concernant des sujets qui ne sont pas directement reliés à la survie de la Commission, à l'heure qu'il est.

[Text]

it. The only exception I would like to make is to say that we indeed intend to develop our own economic research. We intend to develop our own views on a good number of problems, of questions of the day, one of which is government spending, and we intend to occasionally pass some kind of judgment on salaries, on prices that the government might charge for services, and that sort of thing. But at this particular moment it seems to me that one of the responsibilities of the Board is not to add too much to present difficulties and to get on with the job of administering the guidelines and the regulations. And, besides that, as an ex-politician, there has been so much *mea culpa* in recent days that I do not think I need to emphasize it.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I was simply taking up Mr. Pepin's invitation, as I read it, that he would not hesitate to do so. Now I take it that he means he will not hesitate to do so at some time in the distant future. But let me ask you this question.

Mr. Pepin: I meant the Board, not I.

Mr. Stevens: Let me ask you this. Do you think the federal government should have implemented a short temporary freeze on wages and prices during the period that you are now in?

• 1620

Mr. Pepin: I wish they had, from a purely selfish Board point of view, because instead of having to do all of what I indicated a moment ago in 30 days we might—I would not say we would have had time to relax, this is not the case—have worked in a much easier atmosphere than we do now. However, this is a decision of the government; I am not commenting, the Board is not commenting either way on that decision; we take it as a fact; we can on a basis of psychological reaction and regret that it was not given to us, but there is nothing else that we can add. I understand that the economists say that a freeze creates distortions that are also difficult to correct after—I am willing to believe them—but to me the fact that there is no freeze, and for the Board the fact that there is no freeze is a fact of life that we live with.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, to Mr. Pepin, while you may not wish to comment, your Vice-Chairman did comment apparently in Winnipeg on this subject and she is quoted as stating that the government introduced the program in the wrong way. Do I take it that you do not go so far as Mrs. Plumptre, or do you agree the government introduced the program in the wrong way?

Mr. Pepin: I usually agree with Mrs. Plumptre, but sometimes it takes a bit of time to get there. Mrs. Plumptre, what is it that you said?

The Chairman: Mrs. Plumptre.

Mrs. Plumptre: As Mr. Pepin has indicated to you, the fact that the program was issued very quickly, the legislation was not through and the regulations are still not ready makes it extremely difficult for the Board to operate. I think quite frankly it would have been much easier for us—but there is another thing, I think, having just come back from days out West, it would have had a much bigger effect on the public generally, judging by the people that I

[Interpretation]

J'espère que vous comprenez cela, et je n'ai pas l'intention de m'étendre là-dessus. La seule exception que je ferai, c'est pour vous dire que nous avons l'intention de mettre sur pied notre propre recherche économique. Nous avons l'intention d'émettre nos propres opinions sur un bon nombre de problèmes, de questions à l'ordre du jour, dont l'une est en effet les dépenses gouvernementales; nous avons aussi l'intention, à l'occasion, de porter un jugement sur les salaires, ou sur les prix que le gouvernement demandera en échange de services, etc. Mais, à l'heure actuelle, l'une des responsabilités de la Commission est de ne pas chercher à accroître ses difficultés présentes, et de s'occuper d'administrer les indicateurs et les règlements. En outre, en tant qu'ex-politicien, j'ajouterai qu'il y a eu tant de *mea culpa* ces derniers jours, que je n'ai pas besoin d'insister.

M. Stevens: Monsieur le président, je ne faisais que répondre à l'invitation de M. Pepin, puisqu'il a dit dans son communiqué qu'il n'hésiterait pas à le faire. Je comprends maintenant qu'il voulait dire qu'il n'hésiterait pas à le faire plus tard, à l'avenir. Je vous poserai donc une autre question.

M. Pepin: Je parlais de la Commission, pas de moi.

M. Stevens: Pensez-vous que le gouvernement fédéral aurait dû mettre en vigueur un gel temporaire et court des prix et salaires pendant la période que nous traversons?

M. Pepin: J'eus souhaité que ce fût le cas, du simple point de vue égoïste de la Commission, puisqu'au lieu de nous tuer à la tâche pendant 30 jours, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous aurions pu, non pas nous reposer, puisque c'eût été impossible, mais travailler dans une atmosphère beaucoup plus détendue que celle qui existe maintenant. Toutefois, le gouvernement en a décidé autrement; c'est sa décision, nous n'avons pas à y revenir et la Commission n'y revient pas non plus. Nous pouvons tout au plus avoir une réaction et regretter que ce ne fut pas le cas, c'est tout. Les économistes disent qu'un gel crée des distorsions qui sont bien difficiles à corriger par la suite; je suis bien prêt à accepter leur opinion. Le fait est que la Commission a accepté la situation telle qu'elle se présente qu'il y ait gel ou non.

M. Stevens: Monsieur le président, monsieur Pepin, vous ne voulez peut-être pas donner d'opinion là-dessus, mais votre vice-présidente s'est prononcée semble-t-il à Winnipeg, et elle est d'avis, selon les rapports, que le gouvernement ne s'y est pas pris de la bonne façon pour introduire le programme. Dois-je comprendre que vous ne voulez pas aller aussi loin que M^{me} Plumptre ou qu'au contraire vous êtes prêt à endosser sa théorie?

M. Pepin: Je suis habituellement d'accord avec M^{me} Plumptre, même si habituellement je mets un peu de temps à souscrire à ses idées. Qu'avez-vous voulu dire exactement, madame Plumptre?

Le président: Madame Plumptre.

M^{me} Plumptre: Comme M. Pepin vous l'a dit, le programme a été introduit subitement, de sorte que la Loi de même que les règlements qui doivent en découler ne sont pas encore prêts, ce qui n'est pas sans rendre la tâche extrêmement difficile pour la Commission. Je reviens d'un voyage dans l'Ouest où j'ai pu prendre le pouls du public; je crois pouvoir dire, d'après les réactions que j'ai vues, que les présentes mesures auraient eu un effet beaucoup plus

[Texte]

have met, if there had been a very quick definite freeze and it certainly would have helped the Board in getting its organization into place.

Mr. Pepin: So you see, we agree once again.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, we have agreed presumably on some type of a 90-60 day freeze. Could you give us the benefit of your views as to what you think is an adequate term for the program, bearing in mind that the Minister of Finance is reported as having stated that he believes a two-year period is appropriate to the problem before us. This was something that was made clear in a brief submitted to this Committee yesterday by the Canadian Chamber of Commerce, and I have since had it confirmed that he made that statement. Would you agree that two years is probably an ample time for this program to take hold or not to take hold?

Mr. Pepin: The only thing you can say is that if it succeeds it will be shorter than if it fails, but there is no way at this time that one can anticipate the length of time. Galbraith apparently said that to be a good price or wage or profit or cost controller you have to believe in controls. I claim no particular preference, no particular liking for controls, but I am not sure, as most of us, to what extent they have become in part great or small inevitable in our society, and that is the way I approach it.

Mr. Stevens: Mr. Pepin, do I take from your comments then that you foresee the controls program perhaps even going longer than the 39 months that are contemplated in this proposed act?

Mr. Pepin: I have no idea really.

Mr. Stevens: I thought that is just what you said, though, that it is a permanent part of our...

Mr. Pepin: I just raised the question which is in my mind, the question being that in a society that is not particularly disciplined, to what extent are controls avoidable? Then you have to comment on quantities of that, and as you well know better than I do, we have had a growing number of controls in our society, right? Then the question is, do we need a bit more, how much more? I have no answer at this time on that one.

The Chairman: Two minutes to go.

Mr. Pepin: Was that too political an answer?

The Chairman: Mr. Stevens, you still have two minutes.

Mr. Stevens: Good, thank you.

• 1625

Dealing with the 8 per cent guideline figure as it affects wages, I wonder whether you could tell the Board how you understand the 8 per cent is going to operate. Are you within the guideline if you ask for an eight per cent increase and receive it on Day one of whatever 12-month period is concerned, bearing in mind that that would mean you would probably have an effective return that year of 12 per cent, as opposed to a true eight per cent increase? Have you with your limited staff at least tackled this question of what the eight per cent guidelines really means?

[Interprétation]

significatif s'il y avait eu un gel imposé rapidement. Et le travail de la Commission en eut été simplifié d'autant.

M. Pepin: Vous voyez, nous sommes une fois de plus d'accord.

M. Stevens: Monsieur le président, il me semble que nous soyons convenus de l'opportunité d'un gel de 90 ou 60 jours. Pouvez-vous nous dire maintenant ce que vous auriez souhaité vous-même comme durée du programme, à la vue de la déclaration du ministre des Finances à l'effet qu'une période de 2 ans est nécessaire pour régler le problème. Le mémoire présenté par la Chambre de commerce du Canada en a fait état hier; il y a eu d'autres confirmations de cette déclaration du ministre. Croyez-vous que le programme doive durer 2 ans pour qu'on voit s'il est un succès ou un échec?

M. Pepin: Je suppose que s'il est un succès, les 2 ans paraîtront bien plus courts, mais il est absolument impossible à ce moment-ci de spéculer sur sa durée. M. Galbraith a semble-t-il indiqué que pour contrôler efficacement les prix et les salaires, il faut croire en la vertu des contrôles. Personnellement, je n'ai pas de préférence, je ne suis pas particulièrement attiré par les contrôles, mais comme beaucoup de mes concitoyens, je commence à me demander s'ils ne sont pas devenus inévitables dans notre société. C'est la manière dont j'ai choisi d'aborder le problème.

M. Stevens: Dois-je comprendre, monsieur Pepin, que vous envisagez la possibilité que les contrôles s'appliquent au-delà de la période de 39 mois qui a déjà été mentionnée?

M. Pepin: Je n'ai aucune idée de la durée qui pourrait atteindre le programme.

M. Stevens: Je pensais que vous veniez de dire que les contrôles étaient devenus un élément permanent...

M. Pepin: Je me suis tout simplement demandé tout haut dans quelle mesure les contrôles ne sont pas devenus inévitables dans une société qui semble réfractaire à toute discipline. C'est une question de mesure; vous savez très bien, encore mieux que moi, qu'un grand nombre de contrôles ont dû être instaurés déjà. La question est de savoir où il faut s'arrêter. Je ne puis vous donner de réponse là-dessus.

Le président: Il vous reste 2 minutes.

M. Pepin: J'espère que ma réponse n'est pas trop politique à votre goût.

Le président: Il vous reste 2 minutes, monsieur Stevens.

M. Stevens: D'accord.

En ce qui concerne la limite de 8 p. 100 touchant les salaires, je voudrais savoir comment la Commission entend l'appliquer. Est-ce qu'on respecte les indicateurs si l'on demande une augmentation de 8 p. 100 et qu'on l'obtienne la première journée de n'importe quelle période de 12 mois, ayant à l'esprit que ceci représente une augmentation effective pour l'année de 12 p. 100, versus une augmentation réelle de 8 p. 100? Est-ce que vous avez avec votre personnel restreint étudié cette question, à savoir ce que signifie réellement cet indicateur de 8 p. 100?

[Text]

Mr. Pepin: I recall vividly a discussion in recent days, with M. Castonguay leading, when we looked at that particular question of the retroactivity and length of application of the eight per cent in a contract year as opposed to a program year, and that sort of thing. I remember that it is awfully complicated. We looked at all sides of it. I am not sure what the final conclusion, which you will find in the government regulations, will be.

The Chairman: Last question, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Pepin, if I gave you a chart, which I am willing to do, setting out the contrast between the two approaches, could you have one of your officials review it while we are meeting and let us know if the impact as shown in this chart is in fact an accurate reflection of the effect of the government plan, compared to a more accurate approach, if it is truly an eight per cent guideline they are attempting to achieve?

Mr. Pepin: I am sure there is somebody—Jim King, for example—who would be only too pleased to receive the case and comment on it as soon as he can.

The Chairman: Thank you, Mr. Stevens. I am sorry, your time is up.

Mr. Cafik, followed by Mr. McGrath and Mr. Clermont.

Mr. Herbert: On a point of order, Mr. Chairman. Should we not have that printed, so we know what we are talking about when we read the minutes?

Mr. Pepin: To my way of thinking, it is a special case that you are submitting now, which will really be solved only when we have the regulations.

Mr. Herbert: But if there is a...

The Chairman: Mr. Herbert, we will have photocopies made and distributed immediately to the members.

Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Thank you, Mr. Chairman.

I want to say right off, Mr. Pepin, that it is a great joy and pleasure to be exposed to your wit and charm once again as a member of a committee. We enjoyed that for many years around here and it is kind of nice today.

Mr. Kepling: Another Brownie point.

Mr. Cafik: I would think that all of you who are around long enough to be exposed to Mr. Pepin would share that view.

In any event, I am concerned about two or three areas, Mr. Pepin. The first one is related to a submission that was presented to this Committee from the B.C. Employers' Council—they did not appear before us but a submission was circulated—which raised a concern of theirs based on the government highlights of its anti-inflation program, where the government indicated that firms whose employees were taking part in industrial-wide bargaining would be covered by this particular policy. The bill itself covers it in the sense that the Board is capable of recommending to the administrator, on direction from the Governor in Council, that those who are involved in negotiating on behalf of a number of employers with one group of employees, be covered if they are of strategic importance.

[Interpretation]

M. Pepin: Je me souviens très bien d'une discussion ces jours derniers avec M. Castonguay lorsque nous avons étudié cet aspect particulier de la rétroactivité et de la durée de l'application du 8 p. 100 dans un contrat d'une année versus l'année d'application du programme et ce genre de choses. Je me souviens que c'est très compliqué. Nous avons étudié tous les aspects de la question. Je ne suis pas tout à fait certain de ce que seront les conclusions finales, que vous trouverez dans les règlements du gouvernement.

Le président: Dernière question, monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur Pepin, si je vous donnais un tableau, ce que je suis prêt à faire, établissant la différence entre les deux approches, est-ce qu'un de vos fonctionnaires pourrait l'étudier pendant que nous sommes en réunion et nous laisser savoir si l'impact tel qu'indiqué dans ce tableau reflète de façon précise les effets du plan gouvernemental, comparativement à une approche plus adéquate, si c'est vraiment un indicateur de 8 p. 100 qu'on veut atteindre?

M. Pepin: Je suis sûr qu'il y a quelqu'un, Jim King, par exemple, qui serait heureux d'étudier ce cas et de faire des commentaires sitôt qu'il le pourrait.

Le président: Merci, monsieur Stevens. Je regrette, votre temps est écoulé.

Mr. Cafik suivi de M. McGrath et de M. Clermont.

M. Herbert: Un rappel au Règlement, monsieur le président. Est-ce que ceci ne devrait pas être imprimé de sorte que nous sachions de quoi il s'agit lorsque nous lirons le procès-verbal?

M. Pepin: Selon moi, le cas que vous nous soumettez présentement est un cas spécial qui ne pourra vraiment être réglé que lorsque nous aurons les règlements.

M. Herbert: Mais si c'est un...

Le président: Monsieur Herbert, nous en ferons des photocopies que nous distribuerons immédiatement aux membres.

Monsieur Cafik.

M. Cafik: Merci, monsieur le président.

Monsieur Pepin, je dois dire tout de suite que c'est pour moi une grande joie et un plaisir, en tant que membre du Comité, d'être encore une fois témoin de votre vivacité d'esprit et de votre charme. C'est une chose que nous avons appréciée ici pendant plusieurs années et c'est bon de le sentir aujourd'hui.

M. Kempling: Un autre bon point.

M. Cafik: Je pense que tous ceux qui seront ici assez longtemps pour connaître M. Pepin partageront cette opinion.

De toute façon, je suis préoccupé par deux ou trois aspects, monsieur Pepin. L'un concerne une présentation à ce Comité de la part du Conseil des employeurs de la Colombie-Britannique—they n'ont pas comparu devant le Comité mais une présentation nous a été distribuée—laquelle explosait luer préoccupation concernant les points saillants du programme anti-inflation du gouvernement, dans lequel le gouvernement laissait entendre que les entreprises dont les employés participent aux négociations au niveau de l'industrie tomberaient sous le coup de cette politique. Le Bill lui-même aborde cette question en ce que la Commission peut recommander à l'administrateur, sur une directive du gouverneur en conseil, que ceux qui sont impliqués dans des négociations et représentent un certain

[Texte]

This appears to them to be a very cumbersome way of being included in the proposed act, if the Board gets around to making that recommendation. I wonder if you could explain to the Committee how long, in your view, it would take to be able to designate a given group as being of strategic importance and to go through the process of hearings, recommendations, and so on. Is it as cumbersome as this particular group fears?

Mr. Pepin: I do not really know. Would Mr. Johnstone know?

It comes to us from the government as a request for inclusion of that group. We already expect to receive a number, and the impression that I have gained from conversations with officials is that the decision itself is not difficult to make. The implementation of that decision is the really tough part.

Mr. Cafik: The difficulty being experienced by this particular group—and I do not think it is peculiar to the B.C. Employers' Association—is that they represent employers, some of whom have more than 500 employees, some of whom do not, and they negotiate one central contract with the employees and are in the very difficult position of having part of their group covered by the guidelines directly and others not covered at all. They find this a very difficult position to be in.

Mr. Pepin: That is exactly why the law anticipates that groups of that kind can be brought in collectively. That is exactly the purpose of the legislation.

• 1630

Mr. Cafik: Well, there is provision for hearings, as you know, when you make such a designation. They are concerned about how quickly you could implement that kind of an approach.

Mr. Pepin: We will do our best.

Mr. Cafik: All right.

The second question, Mr. Pepin, is in relationship to exports and special levies that are talked about in the White Paper. If a firm decides to charge domestically its international price and opts to go along that particular route, then there is a provision, whereby special levies could be applied to that increased price. Has any consideration been given by the Board to this question, as to the size of the levy, and how it will be imposed, etc?

Mr. Pepin: This is a consideration which is given by the government, not by the Board, at this time.

Mr. Cafik: That would be covered in the regulations, would it?

Mr. Pepin: Let me remind you of what I said at the beginning. The Board officials are but some of the experts contributing in the exercise of drafting regulations at this time. So their knowledge presumably was not sensational in that particular area. Consequently, in that particular area, I would have thought that specialists in Industry, Trade and Commerce would be, *en principe*, more useful than the ones we have, who are terribly competent but not particularly in this subject.

[Interprétation]

nombre d'employeurs vis-à-vis un groupe d'employés, soient concernés s'ils sont d'une importance stratégique.

Ça leur semble une façon très embarrassante de les inclure dans ce projet de loi, si la Commission en arrive à formuler cette recommandation. Pouvez-vous dire au Comité, selon vous, le temps qu'il faudrait pour pouvoir déterminer si un groupe donné est d'une importance stratégique et traverser toute la filière des auditions, des recommandations, et ainsi de suite. Est-ce aussi embêtant que ce groupe semble le craindre?

M. Pepin: Vraiment, je ne sais pas. Est-ce que M. Johnston saurait?

Cela nous parvient du gouvernement sous forme de demande pour inclure ce groupe. Nous nous attendons d'en recevoir plusieurs et l'impression que j'ai eue par des conversations avec des fonctionnaires est que la décision elle-même ne saurait être difficile à rendre. La partie difficile est la mise en vigueur de cette décision.

M. Cafik: Le problème que connaissent les groupes en particulier—et je ne pense pas que cela soit caractéristique à cette Association des employeurs de la Colombie-Britannique—c'est qu'ils représentent des employeurs dont plusieurs ont plus de 500 employés, d'autres moins, et ils négocient une entente globale avec les employés et se trouvent dans la position très difficile qu'une partie de ce groupe tombe sous le coup des indicateurs de façon tout à fait directe et que d'autres ne sont pas du tout concernés par ces indicateurs. Ce n'est pas une situation confortable.

M. Pepin: C'est justement la raison pour laquelle la loi prévoit que ces groupes peuvent être assujettis collectivement. C'est le but même de la loi.

M. Cafik: Je sais que des audiences peuvent être tenues dans ces cas. Mais je me demande dans quelle mesure on peut agir rapidement dans ce genre de situation.

M. Pepin: Nous ferons de notre mieux.

M. Cafik: D'accord

Ma deuxième question, monsieur Pepin, a trait aux droits d'exportation et aux droits spéciaux dont il est question dans le Livre blanc. Si une maison d'affaires décide d'ajuster ses prix selon les prix sur le marché international, il y a des droits spéciaux qui peuvent être appliqués. La Commission a-t-elle pu à ce stade-ci fixer le niveau de ces droits ainsi que les modalités d'application?

M. Pepin: C'est le gouvernement qui serait chargé de les fixer, et non pas la Commission.

M. Cafik: C'est une question qui serait couverte par les règlements, n'est-ce pas?

M. Pepin: Je vous rappelle ce que j'ai dit au début. Les hauts fonctionnaires de la Commission ne sont que quelques-uns des experts qui participent à la rédaction des règlements. Leurs connaissances ne font pas nécessairement autorité dans ce domaine. Je pense que les connaissances des spécialistes du ministère de l'Industrie et du Commerce sont sans doute plus utiles que les nôtres à ce niveau; même si nos spécialistes à nous sont compétents, ils ne le sont pas nécessairement dans tous les secteurs.

[Text]

Mr. Cafik: Right.

Now the third area, Mr. Pepin, that I am concerned about is the historic relationship question, in terms of incomes. I think it is particularly relevant in light, for instance, of the teachers' strike in Toronto, and in light of the fact that rather high settlements, in the minds of many, were reached in the teaching profession, for instance, in Ottawa and in Windsor.

The teachers in Toronto are now on strike. I think it is felt by many of them that the historical relationship consideration that is allowed to be given to this might well justify raising their income level to that of Windsor or Ottawa, or the best of either. It seems to me that it might be useful, if it is at all possible—it may not be—to make some kind of advanced consideration of that sort of question in light of the industrial strife that exists over the confusion respecting it.

I wonder if you have given any thought to making any determination of that kind of question even before it is submitted to the Board, in terms of your public relations announcements and so on, for guidance of the public.

Mr. Pepin: Mr. Cafik, the words "historical relationship" come to me in my dreams every night at the moment...

Mr. Cafik: I am sure they do.

Mr. Pepin: ... and they keep me awake because they are probably among the most difficult words that will have to be defined in the regulations. We all know what the term implies and if you defined it in—I was going to say in a "conservative" way but I must not do that—but if you defined it in a strict way, you would have that kind of problem, and if you defined it in a loose way, you would have another kind of problem.

What is "historical relationship"? Is it something that is limited to an industry, to a company which has a number of plants? Is it limited to an industrial sector? Is it limited regionally? Can you cross from one sector of the industry to find a relationship in another sector of the industry? Can you cross one province to find a relationship in another province? It is really a most difficult problem to resolve.

To my way of thinking, and I do not know if it is going to come in the regulations, but I would tend to put the emphasis on the will, on the agreement of the parties. The historical relationship exists when the parties historically have understood a relationship to exist. Do you see what I mean? It is essentially something that is demonstrated by the behaviour of the parties in the past, but how long do you have to go in the past to determine if there are historical relationship answers to these questions in a few days when the regulations come out. However, there might not be very clear answers in the regulations, and at the end of the day it may be the Board, in its wisdom, which will establish a jurisprudence in these matters, hopefully fast enough, rapidly enough, that the uncertainty will not continue too long.

The Chairman: Mr. Cafik, you still have one minute.

• 1635

Mr. Cafik: Thank you. I will ask a very small question relating to performance bonuses of corporations. I have had some calls, in fact, one call only to be exact in respect of this where there has been a history in a firm of considerable fluctuation in bonuses that are given out to employees at year end. There is not really much of a pattern to be able

[Interpretation]

M. Cafik: D'accord.

Il y a un troisième point que je veux aborder avec vous, monsieur Pepin, et c'est celui des rapports historiques qui ont toujours existé entre les échelles de revenus au pays. C'est un point qui est très important dans la grève que mènent actuellement les enseignants de Toronto, à la suite de ce que d'aucuns considèrent comme des règlements salariaux extrêmement élevés pour la profession d'enseignant à Ottawa et à Windsor.

Les enseignants de Toronto sont en grève. Beaucoup d'entre eux estiment que ce rapport historique qui a toujours existé fait que le niveau de leur revenu devrait au moins atteindre celui qui a cours à Windsor ou à Ottawa. Je me demande si on ne devrait pas accorder plus d'importance à cet aspect de la question face aux troubles qui existent en beaucoup d'endroits et la confusion qui régne.

Je me demande si vous avez envisagé la possibilité d'aborder cette question avant qu'elle n'atteigne la Commission, au niveau de votre travail de relations publiques et d'éducation du public.

M. Pepin: Monsieur Cafik, la formule «rapport historique» hante toutes mes nuits actuellement...

M. Cafik: J'en suis sûr.

M. Pepin: ... au point où elle m'empêche de dormir puisque ce sera sûrement le problème le plus difficile auquel les règlements auront à s'attaquer. Tout le monde s'accorde à dire que la question n'est pas facile. Tout dépend du point de vue où vous vous placez, selon que vous adoptez, j'allais dire une attitude conservatrice, j'utiliserai plutôt le terme «stricte», ou encore une attitude plus souple.

Qu'est-ce au juste que ce «rapport historique»? Se limite-t-il à une industrie, à une société qui a plusieurs usines? Se limite-t-il à un secteur industriel? Se limite-t-il à une région? Peut-on comparer un secteur industriel à un autre? Peut-on même comparer une province à une autre? Il n'y a pas de réponse facile à ces questions.

Je ne sais pas si c'est la solution que préconiseront les règlements, mais je serais tenté moi-même d'insister sur la possibilité que les parties s'entendent entre elles. Le rapport historique existe en autant que les parties ont toujours considéré qu'il existe. M'avez-vous bien compris? C'est essentiellement un facteur qui est démontré par l'attitude qu'ont adoptée les parties dans le passé; mais jusqu'où faut-il remonter dans le passé pour déterminer s'il y a des réponses historiques à ces questions, à quelques jours de l'émission des règlements? Toutefois, il se peut que les règlements ne contiennent pas de réponses définies; ainsi, vers la fin de la journée, il se pourrait que la Commission, dans toute sa sagesse, soit obligée d'établir une jurisprudence dans ces questions, et assez rapidement, pour dissiper toute incertitude.

Le président: Monsieur Cafik, il vous reste une minute.

M. Cafik: Merci. Je vous poserai une brève question au sujet des primes de rendement des sociétés. On a fait appel à moi dans un cas précis, soit celui d'une entreprise qui a connu une fluctuation considérable des primes distribuées aux employés à la fin de chaque année. Il n'y a pas vraiment de mode qui justifie la distribution d'une somme en

[Texte]

to justify a particular given amount, yet there is a history of doing it. Do they have any restrictions on themselves in respect of this? Are they confined to limit such bonuses, say, to the average of the last five years or the last year or are they completely exempt from considering that, and what effect does that kind of receipt of income have upon the employees?

Mr. Pepin: The other word that keeps me awake at night is "increment", by the way, which is part of that. It will be found again, I am sorry, in the regulations inasmuch as it cannot be defined at this specific time.

The Chairman: Thank you, Mr. Cafik. Mr. McGrath followed by Mr. Clermont and Mr. Lambert, Edmonton West. Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Pepin, many of the witnesses who appeared before this Committee, even those who had qualified approval or support for the Bill and certainly those who were opposed to the Bill, expressed the criticism of the ambivalence, if you like, of the guidelines in respect of prices where prices will be controlled by a system of cost and profit margins. I certainly would share that concern, I would like to translate that into food prices and this is where it is especially felt. This is an area where a number of people in this country are concerned as to the fairness and equity of the government's program because they see prices in supermarkets going up every day, whereas since the Prime Minister made his announcement on October 13, wages and salaries have been very specifically constrained to a definite guideline. We have statements, for example, by the Minister of Agriculture who said that the policy would have little or no effect on food prices. We have statements by Mrs. Plumptre in a speech yesterday in Manitoba when she said, and I quote:

Another element which has caused me some concern, has been the suggestion that farm gate prices would be exempt from the program.

I share her concern in that regard as do a number of people. The question I am leading up to is this. What is the Board doing to control food prices and what can you tell us in that regard so that word can get out to people in this country that at least they can expect some relief in this area?

Mrs. Plumptre: If you do not mind, I will answer Mr. McGrath, Mr. Chairman, if that is all right with you.

The Chairman: Yes.

Mrs. Plumptre: The Board is, first of all, as I said earlier, continuing the monitoring that we did in the Food Prices Review Board, a monitoring across the country every week in 8 cities with 12 cities once a month for the bulk of the 67 items. As you know, at the Food Prices Review Board we backed that up with research into the various commodities where increases were indicated. We will continue to do so and I hope we will have a research staff that will be able to do that. In addition, we did have and are now taking over into the Anti-Inflation Board, the financial reports of 78 food companies, which represent about 80 per cent of the food industry. We supplement the annual report with quarterly reports from those companies. It seems to me that if you watch the retail market, and I think you must watch for the market forces in this particular industry, you watch the commodity market to see what are the actual food costs that are going up. You relate those to the companies, especially the manufacturers rather than the distributors. And you have to look at the other costs that may be

[Interprétation]

particulier, et cependant il y a une certaine coutume depuis des années. Les sociétés sont-elles limitées à ce sujet? Doivent-elles limiter de telles primes à, par exemple, la moyenne des 5 dernières années, ou à celle de l'année précédente? Ou encore sont-elles complètement exemptes de cette considération? Quelles sont les conséquences de ce genre de revenu que reçoivent les employés?

M. Pepin: L'autre terme qui m'empêche de m'endormir le soir, c'est «accroissement»; la chose fait partie de ce problème. Cette question sera traitée dans les règlements, pour autant qu'elle puisse être définie à l'heure actuelle.

Le président: Merci, monsieur Cafik. M. McGrath, suivi de MM. Clermont et Lambert, d'Edmonton-Ouest. Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur Pepin, un grand nombre des témoins qui ont comparu devant le Comité, même ceux qui avaient approuvé publiquement le projet de loi, et surtout ceux qui s'y étaient opposés, ont critiqué l'ambivalence des indicateurs eu égard aux prix qui doivent être contrôlés par un système de coûts et de marges bénéficiaires. Je partage leur inquiétude, et j'aimerais l'appliquer aux prix des aliments, domaine où cela se fait particulièrement sentir. C'est un domaine qui touche beaucoup de Canadiens, qui s'interrogent sur l'équité et la justice du programme du gouvernement, parce qu'ils voient les prix des aliments dans les supermarchés monter chaque jour, alors que les prix et salaires, depuis l'annonce du premier ministre le 13 octobre, sont limités de façon très spécifique aux indicateurs. Le ministre de l'Agriculture, par exemple, a déclaré que cette politique toucherait très peu les prix des aliments. Mme Plumptre, d'autre part, a déclaré hier dans un discours qu'elle a prononcé au Manitoba:

Ce qui m'inquiète également, c'est qu'on ait laissé croire que les prix à la production seraient également exemptés du programme.

Je partage son inquiétude à ce sujet, comme la partage bon nombre de Canadiens. Voici la question que je veux vous poser: que fera la Commission pour contrôler le prix des aliments? Quels encouragements pouvez-vous nous donner pour que les Canadiens aient au moins quelque espoir dans ce domaine?

Mme Plumptre: Monsieur le président, permettez-moi de répondre à M. McGrath.

Le président: Oui.

Mme Plumptre: D'abord, je répète que la Commission continuera la surveillance que nous avons exercée aux fins de la Commission de révision des prix à l'alimentation, soit une vérification dans tout le pays qui se faisait chaque semaine dans 8 villes, et chaque mois dans 12 villes pour 67 aliments. Vous savez que la Commission de révision des prix à l'alimentation a appuyé cette surveillance avec une recherche portant sur les divers articles dont les prix étaient augmentés. J'espère que nous aurons une équipe de recherche qui continuera cette action. Pour revenir à la Commission de lutte contre l'inflation, nous avons également reçu les rapports financiers de 78 entreprises d'alimentation, ce qui représente environ 80 p. 100 de l'industrie de l'alimentation. Nous ajoutons à ces rapports annuels, les rapports trimestriels de ces compagnies. Si vous examinez de près le marché au détail, il vous faut étudier quelles sont les forces du marché de cette industrie en particulier; il faut également étudier le marché des denrées pour voir quels sont les coûts des aliments qui montent vraiment. Il

[Text]

affecting the food prices. You then have to make a judgment on whether you would consider any increase in prices as due to the actual movement of the food in the processed product, or as due to the other items, overhead costs, such as labour costs, packaging, etc. This is one of the ways in which we intend to do that.

• 1640

On the other hand, of course, we do realize the difficulty with farm-gate prices, because a number of farmers are takers, not makers. But there are instances where the farmers are price-makers. For example, I have just received a note about the egg situation. I find that CEMA has, during the second week of November, further increased the price paid to producers for grade A large eggs.

Now, this caused me some concern. I knew from the research that our young researchers are carrying on that feed prices have been going down. For example, in Ontario the laying mash, if you take in the value of quotas and that kind of expense as a cost of production, is about 50 per cent of the cost of production. If you leave out quota values, it will be 70 per cent of production.

The price of feed grains has declined approximately \$9 a ton between October 15 and November 15. The result of that decline is approximately \$.02 a dozen. But now CEMA has raised the price \$.01. We must, and we will, immediately ask for a justification from CEMA. If our policy is going to have any effect, we must ask CEMA for a justification. Certainly, on the face of it, there does not seem to be a justification.

These are some of the ways in which we hope to keep our eye on food prices.

Mr. McGrath: The Canadian Federation of Agriculture appeared before us. They said that on the basis of their legal advice the marketing board does not come under your jurisdiction.

If we take, for example, the case of CEMA . . . all we have in CEMA is ten provincial marketing boards which have decided to call a truce insofar as the chicken war is concerned—but they are still carrying on the same as before. I would state to you, as another example, the very excellent report you did on the broiler industry.

Let me put my next question to you in a hypothetical way. Assuming that this bill became law today, what would be your next step vis-à-vis marketing boards—particularly CEMA and the broiler marketing boards?

Mrs. Plumptre: The broiler marketing boards are entirely provincial. So it would depend on the agreements between the provincial and the federal governments, would it not?

Mr. McGrath: The egg marketing boards under CEMA are also provincial.

[Interpretation]

faut ensuite retrouver les compagnies qui ont vendu ces produits, et ensuite surtout les fabricants, plutôt que les distributeurs. Il faut également étudier les autres coûts qui pourraient toucher les prix des aliments. Enfin, il faut décider si cette augmentation du prix est due au mouvement des aliments dans le produit traité, ou est due à des frais généraux indirects, comme les coûts de main-d'œuvre, d'emballage, etc. C'est une des façons dont nous procéderons.

D'autre part, nous savons qu'il est difficile de contrôler les prix à la production, puisque beaucoup d'agriculteurs sont des preneurs et non des faiseurs. Cependant, dans certains cas, les agriculteurs sont ceux qui font les prix. Par exemple, je viens tout juste de recevoir des renseignements au sujet de la situation dans le domaine des œufs. J'ai découvert que l'Agence canadienne de commercialisation des œufs avait, pendant la deuxième semaine de novembre, augmenté encore davantage le prix payé aux producteurs des gros œufs de catégorie A.

Cela m'inquiète. Les travaux de nos jeunes chercheurs m'avaient montré que le prix des provendes baissait. Par exemple, la pâtée pour les pondeuses en Ontario, si l'on tient compte de la valeur des quotas et du genre de dépenses en fonction du coût de production, est d'environ 50 p. 100 du coût de production. Si l'on laisse de côté les valeurs de quota, elle équivaut à environ 70 p. 100 de la production.

Le prix des grains de provende a baissé d'environ \$9 la tonne entre le 15 octobre et le 15 novembre, ce qui se traduit en une baisse d'environ 1c.. Nous demanderons immédiatement à l'Agence canadienne de commercialisation des œufs de justifier cette augmentation. Cela est nécessaire si nous voulons que la politique ait de bons résultats. En effet, il ne semble pas qu'elle puisse justifier cette augmentation.

Voilà donc une manière, entre autres, dont nous entendons garder l'œil sur le prix des aliments.

M. McGrath: La Fédération canadienne des agriculteurs a comparu déjà devant nous et a déclaré que, d'après son conseiller juridique, l'Agence de commercialisation ne relevait pas de votre compétence.

Prenons par exemple le cas de l'ACCO. L'ACCO comprend dix offices de commercialisation provinciaux qui ont décidé de conclure une trêve dans le cas de la guerre du poulet, mais qui continuent à agir comme auparavant. Je vous donnerai également l'exemple du rapport excellent rédigé au sujet de l'industrie du poulet à chair.

Ma prochaine question sera hypothétique. En supposant que le bill soit adopté et prenne force de loi aujourd'hui, quelle serait votre prochaine mesure vis-à-vis des agences de commercialisation, surtout l'ACCO et l'Agence de commercialisation des poulets à chair?

Mme Plumptre: Les Agences de commercialisation des poulets à chair sont entièrement provinciales. Notre action dépendrait donc d'accords signés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, n'est-ce pas?

M. McGrath: Les Agences de commercialisation des œufs qui tombent sous la compétence de l'ACCO sont également provinciales.

[Texte]

Mrs. Plumptre: No, eggs are federal, but broilers are provincial.

Mr. McGrath: Yes, but the marketing boards under CEMA are under provincial licence. It is only by agreement that they have this national plan.

Mrs. Plumptre: Yes, but it is a national board; it operates under national jurisdiction.

Quite frankly, I think this is the kind of thing you have to put to the public—say to them, all right, here we have a situation where the costs are going down and you have a marketing board that is raising the prices. Do you or do you not like it? I suppose that is how government policy is made. If the public does not like it, you know what happens.

Mr. McGrath: You did not answer my question.

Mr. Pepin: I will try. I will try it.

Mr. McGrath: What would you do tomorrow if this bill became law today, with regard to . . .

Mrs. Plumptre: We cannot do anything. As I understand, at the moment there is no legal situation. We cannot say to the farmer—because it is a farm-gate price. On the other hand, is there a justification? Is it really fair and equitable for a government agency, because they do operate under government licence, to be raising prices when costs are going down? Is that fair to the consumers of Canada?

Mr. McGrath: Whether it is fair or not, it is being done. I would like to have Mr. Pepin respond to that.

Mr. Pepin: All I want to add is the fact that the federal government has asked the marketing board to implement the guidelines. As CEMA is a federal board, for all practical purposes, it is supposed to see to the implementation of them.

Mr. McGrath: That is fine as far as CEMA is concerned. What about the marketing boards, the majority of whom are provincial?

Mr. Pepin: The federal government is said to have asked the provinces to do the same thing: to ask their own provincial marketing boards to implement the guidelines.

• 1645

Mr. McGrath: What has been done with respect to the Broiler Marketing Board specifically? We now have the report in front of us, and have had it now for some time, that was prepared by the Food Prices Review Board. What action has the Board taken in that particular area?

Mr. Pepin: From my point of view, this is why, for the very first paragraph I uttered this afternoon, I said the Anti-Inflation Commission is but one of the many instruments that need to be operative in this game. And again, this is where we look to the federal government and to provincial governments to also make that contribution to the implementation of this program, of these guidelines.

[Interprétation]

Mme Plumptre: Non, les Agences de commercialisation des œufs sont fédérales, mais celles des poulets à chair sont provinciales.

Mr. McGrath: Oui, mais les Agences de commercialisation qui relèvent de l'ACCO ont un permis provincial. Elles ne tombent sous le régime national qu'à la suite d'un accord.

Mme Plumptre: Oui, mais il s'agit bien d'une agence nationale; elle relève bien de la compétence nationale.

Il s'agit d'une question qu'il faudrait rendre publique; il faudrait pouvoir dire aux Canadiens qu'il s'agit d'une situation où les prix baissent mais où l'Agence de commercialisation les augmente par après. Il faudrait demander aux Canadiens s'ils sont satisfaits de la situation. C'est comme cela que la politique gouvernementale fonctionne. Si le public canadien n'est pas satisfait vous savez ce qui se produit.

M. McGrath: Vous n'avez pas répondu à ma question.

M. Pepin: Moi, j'essaierai.

Mr. McGrath: Que feriez-vous si demain le projet de loi prenait force de loi, eu égard à . . .

Mme Plumptre: Nous ne pouvons rien faire. À l'heure actuelle, nous ne pouvons rien faire légalement. Nous ne pouvons rien dire à l'agriculteur, puisqu'il s'agit de prix à la production. D'autre part, peut-il justifier l'augmentation? Est-il juste et équitable qu'une agence gouvernementale, simplement parce qu'elle relève d'un permis gouvernemental, augmente les prix alors que les coûts baissent? Est-ce que cela rend justice aux consommateurs canadiens?

Mr. McGrath: Que cela soit juste ou non, c'est bien ce qui s'est produit. J'aimerais que M. Pepin réponde à cela.

M. Pepin: J'ajoute simplement que le gouvernement fédéral a demandé à l'Agence de commercialisation de mettre en application les indicateurs. Étant donné que l'ACCO est une agence fédérale, à toutes fins pratiques, elle est censée se conformer à la mise en application des indicateurs.

Mr. McGrath: Très bien pour l'ACCO. Mais que se passe-t-il pour les Agences de commercialisation, dont la majorité sont provinciales?

M. Pepin: Le gouvernement fédéral aurait demandé aux provinces de faire la même chose, c'est-à-dire de demander à leur agence provinciale de commercialisation de mettre en application les indicateurs.

M. McGrath: Qu'a-t-on fait précisément pour ce qui concerne le Conseil de commercialisation du poulet à griller? Nous avons en notre possession le rapport de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires. Quelles ont été les mesures que la Commission a prises en ce domaine?

M. Pepin: En ce qui me concerne, c'est la raison même pour laquelle dès mes premiers mots aujourd'hui, j'ai dit que la Commission de lutte contre l'inflation n'est qu'un des nombreux instruments qui vont jouer un rôle dans ces circonstances et c'est là encore qu'il nous faudra attendre des gouvernements fédéral et provinciaux un rapport à la mise en application de ce programme, de ces indicateurs.

[Text]

The Chairman: Mr. McGrath, you still have one minute.

Mr. McGrath: I just have one question, Mr. Chairman. Mrs. Plumptre said in a speech on September 11, 1975 and I quote:

In my view the introduction of comprehensive mandatory wage and price controls would not constitute sound leadership at this time. A temporary prices and incomes freeze could offer some attractive possibilities in terms of buying time and temporarily checking the upward spiral.

I want to ask Mrs. Plumptre what has happened to change her mind since September 11, 1975.

Mrs. Plumptre: I have not changed my mind. I talked about comprehensive wage and price controls. We do not have comprehensive wage and price controls; we have a selective control policy.

Mr. Rodriguez: Comprehensive wage controls.

Mrs. Plumptre: I beg your pardon.

Mr. Rodriguez: Comprehensive wage controls.

The Chairman: Order, order.

Mrs. Plumptre: These are not comprehensive wage and price controls which is what I was talking about; these are selective. It is a squeeze policy rather than a fully controlled policy. I have not changed my mind. As I said earlier, I still think it would have been better—certainly for this Board, and I think the people in the country would have understood it much better—if there had been a temporary freeze. That is exactly in the line of what I said in September.

Mr. McGrath: If I have time . . .

The Chairman: Thank you, Mr. McGrath. I am sorry, your time is up.

Mr. Clermont followed by Mr. Lambert (Edmonton West) and Mr. Leblanc.

Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, monsieur Pepin, M. Stevens vous a posé une question concernant la durée du programme, il a mentionné que la Chambre de commerce du Canada, qui a témoigné devant ce Comité hier soir, a confirmé que cela ne devrait pas durer plus de deux ans. Il a joué un peu avec la déclaration, parce que dans son mémoire, la Chambre de commerce du Canada disait: «pas deux ans, mais pas trois ans». Alors, il faut choisir entre les deux. Les témoins représentant la Chambre de commerce du Canada n'ont pas dit deux ans, ils ont dit: «deux ans ce n'est pas assez, trois ans, c'est trop». Alors, c'est à vous de faire votre choix.

Monsieur Pepin, la Commission a déjà pris des initiatives. Vous avez fait parvenir une lettre à 178 compagnies; selon certaines informations, 46 de ces compagnies-là vous ont répondu par lettre, d'autres, par télégramme ou autrement, mais 60 p. 100 des compagnies à qui vous aviez fait parvenir la lettre vous ont répondu. Ça, je crois que c'était en date du 4 novembre à une telle heure. Aujourd'hui, le 18 novembre, combien de ces compagnies-là ont répondu à votre lettre?

[Interpretation]

Le président: Monsieur McGrath, il vous reste une minute.

M. McGrath: J'ai une seule question, monsieur le président. M^{me} Plumptre a déclaré dans un discours prononcé le 11 septembre 1975:

A mon avis l'introduction d'un contrôle complet et obligatoire des salaires et des prix ne constituerait pas un geste de bonne administration. Un gel temporaire des prix et des revenus présenterait certains avantages en ce sens qu'il permettrait de gagner du temps et d'arrêter temporairement la montée.

J'aimerais demander à M^{me} Plumptre ce qui lui a fait changer d'idée depuis le 11 septembre 1975.

Mme Plumptre: Je n'ai pas changé d'idée. Je parlais alors d'un contrôle complet des salaires et des prix. Or, nous ne disposons pas de mesures de contrôle complètes des salaires et des prix; nous disposons d'une politique de contrôle sélectif.

M. Rodriguez: Contrôle complet des salaires.

Mme Plumptre: Mais pas du tout.

M. Rodriguez: Contrôle complet des salaires.

Le président: A l'ordre, à l'ordre.

Mme Plumptre: Les mesures de contrôle des salaires et des prix dont j'ai parlé ne sont pas complètes; elles sont sélectives. Il s'agit d'une politique d'austérité, non d'une politique de contrôle complet. Je n'ai pas changé d'idée. Comme je l'ai dit plus tôt, je pense toujours qu'il aurait mieux valu, en tout cas pour la Commission de surveillance, et les Canadiens l'auraient d'ailleurs très bien compris, qu'il y ait un gel temporaire. Cela ne change rien à ce que j'ai dit au mois de septembre.

M. McGrath: Si j'ai le temps . . .

Le président: Merci, monsieur McGrath. Je regrette, votre temps est écoulé.

M. Clermont suivi de M. Lambert (Edmonton-Ouest) et de M. Leblanc.

Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, Mr. Pepin, when Mr. Stevens asked you a question concerning the length of the program, he mentioned that the Canadian Chamber of Commerce, which appeared before this Committee yesterday, had confirmed it should not last more than two years. He misquoted slightly, since the Canadian Chamber of Commerce said in its brief: «Not two years, but not three years.» Obviously, there is a choice to be made. The witnesses representing the Canadian Chamber of Commerce did not say two years, they said: «Two years are not enough, three years are too much.» I suppose the choice is up to you.

Mr. Pepin, the board has already taken initiatives. You have sent a letter to 178 companies; according to information I have received, 46 of these companies have answered your letter, others cabled you or used another method, but 60 per cent of these companies have answered you. I believe this dates to November 14. To date, that is November 18, how many of these companies have answered your letter?

[Texte]

M. Pepin: La réponse comptable c'est entre 140 et 150 sur 178, mais j'ai une liste détaillée ici et justement on dit que dans un certain nombre de cas, j'imagine que ce sont ceux qui ne comptent parmi ceux qui ont répondu, dans certain nombre de cas, on a dit: «eh bien, ça s'en vient; on a des problèmes à résoudre et...»

M. Clermont: Vous savez très bien, monsieur Pepin,...

M. Pepin: L'impression générale qui se dégage de tout ça c'est qu'elles vont se conformer.

M. Clermont: Devant ce Comité nous avons eu la version des travailleurs. On nous a dit qu'eux vont être contrôlés en partie, qu'ils ne pourront recevoir que 8, 2 et 2, mais que la Commission ne pourra pas surveiller l'augmentation des prix. Hier soir, les représentants de la Chambre de commerce du Canada nous ont dit qu'en ce qui les regarde, les travailleurs savent qu'ils vont avoir 8, e, 2 mais c'est nous qui serons le plus affectés. Alors, je leur ai demandé où se situe la réalité, parce que les représentants des travailleurs nous ont dit qu'il y avait des procédés pour les multinationales, d'autres compagnies de transférer les coûts, les profits. Alors, quelle organisation ou quelle procédure votre Commission a-t-elle pour réellement, si c'est possible, je dis bien, si c'est possible, surveiller l'augmentation des prix et aussi des revenus? Vous savez l'inquiétude des travailleurs à salaire: c'est que les professionnels, les personnes à commission, et les personnes s'occupant de gestion pourront recevoir plus de \$2,400 d'augmentation parce qu'elles pourront bénéficier d'une promotion etc. Je vois que le 18 novembre, vous avez publié un *Bulletin provisoire* N^o1, où vous parlez de coûts de conversion et d'augmentations d'anniversaires etc. Vous y faites une certaine allusion à la question que je vais vous poser. Mais peut-on assurer, si c'est possible je le répète, les travailleurs à salaire que la Commission est en position de surveiller l'augmentation des prix? Alors quel est...

• 1650

M. Pepin: Le président me rappelle continuellement que je dois donner des réponses courtes. Je l'en remercie.

Alors la réponse courte à cette question, c'est que la discussion à savoir quelle catégorie de personnes seront le plus affectées par ces mesures-là, c'est une discussion qui m'apparaît ne conduire à rien. L'impression que j'ai c'est que tout le monde va être affecté par cette législation-là. Est-ce qu'il y en aura qui le seront un peu moins que d'autres, je n'ai pas une balance qui me permet de peser toutes ces choses-là. Mais j'ai l'impression que tout le monde va être très affecté par ces mesures-là. Il y a une personne qui m'a dit: «Pepin, le rôle principal de la Commission cela va être de s'assurer que tout le monde au Canada souffre également». Nous allons faire des efforts pour y arriver, mais je pense qu'il y a dans la législation des éléments qui conduisent à cela.

Maintenant, le deuxième aspect de la question, c'est jusqu'à quel point peut-on mettre sur pied un système de surveillance qui soit vraiment efficace? Mme Plumtre vient de raconter ce qui se fait dans le secteur des produits alimentaires; eh bien, ce qui se fait dans le secteur des produits alimentaires se fera aussi, peut-être un peu moins intensément, mais dans les autres secteurs également. C'est-à-dire que nous avons dit aux sociétés: «Maintenant, rappelez-vous ce qu'étaient vos coûts et ce qu'étaient vos prix le 14 octobre, parce que nous allons vous le rappeler, nous autres». Après nous aurons dit à un grand nombre de sociétés: «Écrivez-nous pour nous dire quels sont vos pro-

[Interprétation]

Mr. Pepin: The accountable answer is between 140 and 150 on 178; well, I have a detailed list here and, in a number of cases, I imagine those are the ones that are non-accountable, the answer is: «Well, our answer is on its way, we have problems to solve and...»

Mr. Clermont: You know quite well, Mr. Pepin...

Mr. Pepin: The general impression is that they will all abide.

Mr. Clermont: This Committee has heard the workers' side of the story. We are told that they will be partly controlled, that they can only receive 8, 2 and 2, but that the board will not be able to control price increases. Yesterday evening, the representatives of the Canadian Chamber of Commerce told us that, in their opinion, workers know they will be getting 8, 2 and 2, but it is the people from the Chamber of Commerce who will be mostly affected. I then asked them where the truth laid, since the workers' representatives had told us that there were ways for multinational enterprises to know what organizational procedure your board transfer their costs and profits. I would therefore like intends to implement to really, if at all possible, control price and income increases? I am sure that you are aware of the wage earners' prime source of worry. They fear that professionals, employees on commission as well as administrators will have the possibility of receiving an increase of more than \$2,400 because these persons may be promoted. On November 18, the Board published a document entitled *Interim Compensation Bulletin No. 1*. This bulletin deals with conversion costs, anniversary date increases, etc. I should like to ask you a question pertaining to this bulletin. Is it at all possible to assure wage earners that the Board is capable of monitoring price increases? Then what is...

Mr. Pepin: The Chairman is forever reminding me that I must make my answers brief. I should like to thank him.

Thus, here is a brief answer to your question, It seems futile to discuss which category of people will be the most affected by these measures. In my opinion, we shall all be affected by this legislation. However, I am unable to determine whether or not some will be affected in a larger measure than others. But I feel we shall all be affected. Recently, I was told that the most important role to be played by the Anti-Inflation Board was to see to it that all Canadians suffered equally. We shall try our best, but it seems to me that these legislative measures can lead us nowhere else.

I shall now deal with the second part of this question. How far can we go in setting up a truly efficient monitoring system? Mrs. Plumtre has just told you about how this is done in the food prices sector. Well, we shall proceed in exactly the same way, perhaps a shade less vigorously, in all other sectors. This means to say that we have told companies across Canada that they had better recall what their costs and prices were as of October 14 since the Board will undoubtedly remind them. Then we shall ask a large number of companies to write to us in order to submit their profits and tell us about their profit-making policies. After having compiled these documents as well as those provided

[Text]

fits présentement, quelles sont vos politiques d'établissement de profits». Et alors, avec toute cette documentation et celle qui existe déjà dans les organismes gouvernementaux, nous allons faire de la surveillance». Et nous allons construire des équipes nécessaires pour y arriver.

Dans la dernière communication que nous avons faite, nous avons demandé aux sociétés de nous indiquer leurs produits-clés. Alors, nous allons prendre une attitude d'échantillonnage, si vous voulez, et suivre en particulier un certain nombre de produits-clés. Parce que, évidemment, on ne peut pas suivre tous les produits.

M. Clermont: Eh bien quelle réponse vous allez donner à une affirmation qui nous vient du secteur du travail et selon laquelle les grandes compagnies, surtout les multinationales peuvent, par exemple lorsqu'elles achètent des pièces de la maison-mère procéder à des transferts de coûts?

M. Pepin: Bien, c'est un domaine qui est surveillé déjà par le ministère du Revenu national. Chaque fois que nous aurons raison de penser que des transferts se font d'une façon qui n'est pas régulière, ce que les Français appellent «at arms length», nous allons intervenir, nous allons faire l'enquête nous-mêmes pour que ce soit déterminé.

Et comme vous le savez, tout ce qui n'est pas fait d'une façon purement concurrentielle dans les relations entre les subsidiaires et la société-mère ou entre les subsidiaires elles-mêmes, n'est pas acceptable dans l'établissement du coût de production et est exclu de l'établissement du coût de production. Et nous allons mettre cette mesure-là en application.

Le président: Monsieur Clermont, il vous reste 2 minutes.

M. Clermont: Merci.

M. Pepin: Est-ce que j'ai été assez clair?

M. Clermont: Bien, j'espère, à tout événement...

M. Pepin: Vous saviez la réponse d'avance, comme d'habitude, n'est-ce pas?

M. Clermont: Cela me donne certains éclaircissements, et en autant que la Commission pourra prouver aux travailleurs à salaire qu'ils ne sont pas les seuls qui vont être affectés, je suis satisfait. Dans vos commentaires, monsieur Pepin vous avez dit à deux ou trois reprises que les règlements que vous allez avoir à administrer sont les règlements du gouvernement. Vous l'avez répété trois fois. Vous avez dit aussi que la Commission que vous présidez, va sans doute conseiller le gouvernement pour établir ces règlements. Qu'est-ce que vous entendez par le mot «conseiller»?

M. Pepin: Non, non, non. Une fois que les règlements sont établis, sont publiés, c'est un des rôles de la Commission de soumettre au gouvernement des changements possibles à ces lignes directrices et à ces règlements, et cela nous allons le faire.

• 1655

M. Clermont: Merci monsieur le président.

Le président: Merci monsieur Clermont. M. Lambert, suivi de M. Leblanc et de M. Joyal.

[Interpretation]

by governmental agencies, we shall set up a system of controls. The Board will select the necessary teams in order to arrive at this objective.

In the last bulletin that we published, we asked companies to indicate which were their key products. We intend to take several samplings, especially in the field of these key products. The reason for this is that we obviously cannot exercise control in all fields.

Mr. Clermont: What explanation can you provide to the labour sector which claims that large companies, especially multinationals, can transfer their costs to the parent company, when purchasing certain parts, for example?

Mr. Pepin: The Department of National Revenue already exercises some control in this field. Whenever we suspect that these transfers are being handled "at arms length", the Board will intervene in order to carry out an investigation to determine the regularity of these practices.

As you know, all business relations between subsidiaries and parent companies that are not carried out on a purely competitive basis are not included in production costs. We shall make sure that this measure is carried out.

The Chairman: Mr. Clermont, you have two minutes left.

Mr. Clermont: Thank you.

Mr. Pepin: Is my answer sufficiently clear?

Mr. Clermont: In any case, I hope...

Mr. Pepin: You knew perfectly well what my answer would be ahead of time, did you not?

Mr. Clermont: Your answer has provided me with certain facts and I shall be satisfied as long as the Board can prove to the wage earners that they are not the only ones affected by these legislative measures. Mr. Pepin, you said earlier that regulations that you will have to apply are government regulations. You have repeated this three times. You also said that the board, of which you are the chairman, will no doubt advise the government on the establishment of these regulations. What exactly do you mean by the expression "advise"?

Mr. Pepin: No, no, no. It is the duty of the board to submit certain changes to the government concerning the guidelines and the regulations, but this will be undertaken once the regulations have been established and published.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont. Mr. Lambert has the floor, followed by Mr. Leblanc and Mr. Joyal.

[Texte]

Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je vous remercie. Je dois saluer le président, j'ai fait des remarques tout à l'heure, mais nous nous sommes toujours bien entendus, et je lui souhaite personnellement la bienvenue.

Maintenant, je me demande si le président ou la vice-présidente de la Commission peuvent nous dire s'ils ont déjà pris en considération, et je n'en doute pas, les problèmes, non seulement des revenus professionnels, mais aussi des promotions. Le ministre semble nous indiquer que la philosophie ou le principe du maintien des niveaux de salaire est basé sur le niveau du salaire et non pas sur l'efficacité de l'individu ou la promotion. Est-ce qu'on a pensé à cela? Ainsi, un jeune médecin qui vient de terminer son internat et qui entre dans sa première année ou deuxième année de pratique. Un jeune avocat qui, après avoir fait sa cléricature, est admis au Barreau et est embauché. S'il est embauché par le gouvernement fédéral, je puis vous assurer que très rapidement, il triplera la limite de \$2,400. Qu'allez-vous faire alors?

M. Pepin: Il faut changer d'emploi, c'est la situation du bonhomme qui change d'emploi.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Prenons le cas d'un jeune avocat qui a fait sa cléricature dans une étude ou dans certaines études, il devient immédiatement associé dans cette étude.

M. Pepin: Toute la situation sur les carrières libérales est encore en discussion. Encore une fois c'est pour cela que je répète tout le temps que les règlements ne sont pas des règlements de la Commission, ce sont des règlements du gouvernement, c'est un aspect qui est en discussion maintenant. Mais simplement sur la base du bon sens, il me semble qu'on ne peut pas interdire à cet individu qu'il change de statut professionnel complètement, d'être limité aux règles arithmétiques d'accroissement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Deuxièmement, prenons le cas d'un avocat et d'un médecin qui ont eu une année très occupée; l'ont-ils bien travaillé ou ont-ils été chanceux? Leur revenu fait voir une différence de \$10,000, \$15,000. Est-ce qu'on va taxer à 100 p. 100 l'excédent sur le \$2,400? Prenez un chirurgien qui a été occupé pendant un an, beaucoup plus que l'année précédente, mais pour chaque intervention, chaque patient, il ne demande pas plus, qu'allons-nous faire?

M. Pepin: Vous soulevez merveilleusement bien, par des exemples extrêmement pertinents, la difficulté de faire des règlements dans ces matières. Tout ce que je peux vous répéter, c'est que ce genre de problème va être traité dans les règlements et ce que j'en ai vu pose des problèmes psychologiques et philosophiques sur lesquels on pourrait écrire des romans. La façon de justifier l'augmentation de salaire pourrait être, par la longueur de temps qu'un individu consacre à son travail. C'est une notion qui dépasse un petit peu les catégories conventionnelles d'aujourd'hui où on dit simplement que ce n'est pas tellement le nombre d'heures qu'un homme passe au travail qui compte, c'est l'intensité d'application, la compétence qu'il apporte à son travail. Enfin je dis cela seulement pour dire à quel point c'est compliqué.

[Interprétation]

Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Thank you. I should personally like to welcome the chairman of the board since we have always gotten along well, despite my earlier comment.

I wonder if the chairman or the vice-chairman of the board could tell us whether or not they have already taken into consideration the problems dealing with incomes for professionals as well as promotions. The minister has stated that the philosophy or the principle behind the maintenance of salary levels is not based on individual efficiency or promotion, but rather on the salary level. Have you given this problem any thought? There are numerous examples, such as a young doctor, having just finished his internship, who is in his first or second year of practice or a young lawyer, who has just finished articling and has been admitted to the bar, who has just found employment. If this young lawyer is hired by the federal government, I can assure you that his increases will triple the \$2,400 limit in no time at all. What do you propose to do then?

Mr. Pepin: He must change jobs. The young man's status has changed and it is akin to changing jobs.

Mr. Lambert (Edmonton West): Let us take the case of the young lawyer who, upon completion of his articling period, becomes an associate of the firm.

Mr. Pepin: We are still discussing the problems which arise in the field of professional employment. That is why I repeat that the regulations applied by the board are government regulations. This whole question of professional employment is being discussed at the present time. From a common sense point of view, it seems unfair to forbid the young lawyer to change his status and to limit him to the mathematics of increase.

Mr. Lambert (Edmonton West): Here is another example. If a lawyer or a doctor has been unusually busy in a year, have they simply worked well or have they been lucky? It may happen that their income has increased by \$10,000 or \$15,000. Does the board propose to tax the income in excess of \$2,400 on a 100 per cent basis? Let us say that a surgeon has been unusually busy during the year, much more than in the preceding year. However, this surgeon has not charged any more than he did the previous year. What does the Board propose to do in such a case?

Mr. Pepin: You illustrate very well, by well-chosen examples, the difficulty of applying regulations in the professional field. All I can say is that this type of problem will be dealt with in the regulations. From what I have been able to gather so far, this whole question brings out certain psychological and philosophical problems which would be excellent sources for a number of novels. Perhaps the best way to justify a salary increase would be to take into consideration the number of hours that an individual has worked. This is not in keeping with today's categories since it is felt that it is not really the number of hours than an individual spends at his work that counts, but rather the diligence and competence of the individual. This having been said I can only repeat that this problem is very complex.

[Text]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Maintenant, peut-être vous allez ...

• 1700

M. Pepin: Je ne peux pas vous aider aujourd'hui, monsieur Lambert ...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non.

M. Pepin: ... la prochaine fois quand nous nous rencontrerons ...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non, mais c'est parce que ce sont des choses qui attendent. Ainsi, dans les grandes sociétés canadiennes, vous avez des catégories d'employés qui, non seulement ont mérité une avance de traitement de tant pour cent pour l'ensemble, mais qui, après l'examen de leur travail de l'année précédente méritent, disons, un autre \$1,000 ou une ...

Le président: Une prime?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): ... non, cela peut-être une prime ou bien peut-être une promotion. Vous prenez dans les banques, dans les grandes sociétés de fiducie, etc., vous avancez, vous passez de comptable, classe 6 à comptable, classe 7.

M. Pepin: D'après les critères déjà établis de longue main.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): D'accord. Vous avez pris cela en considération?

M. Pepin: Bien oui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui mais quand est-ce qu'on va avoir des ...

M. Pepin: C'est là le problème, c'est pour cela qu'on m'a dit tantôt que j'avais répété trois fois la même chose, c'est justement, c'est pourquoi je l'ai répétée, c'est que nous ne sommes que des participants dans la procédure de rédaction de ces règlements. Tout ce que je pourrais vous dire si je voulais le faire, ce que je ne ferai pas, c'est ce que les experts de la Commission de lutte contre l'inflation pensent, et cela n'est pas nécessairement ce qui va être dans les règlements, parce qu'il y a d'autres parties en cause, monsieur Lambert, pour une fois je plaide temps, je vous demande de donner l'occasion, quand nous reviendrons, de vous expliquer ce que nous faisons avec les règlements que le gouvernement nous a donnés.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. Mon dernier commentaire sur ce point-ci serait tout simplement qu'il y a risque à ce moment-ci que certains professionnels prennent des congés jusqu'à la fin de l'année, parce que si on établit une règle très sévère avec le maximum absolu de \$2,400, comme ils l'ont déjà gagné eh bien, ils ne travailleront plus d'ici la fin de l'année.

M. Pepin: Ils ne le feront pas parce qu'ils sont plus intelligents que cela, vous ne leur donnez pas tout le crédit ...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est cela qu'ils me disent.

M. Pepin: S'ils font cela, ils vont handicaper à long terme le succès de leur profession, n'est-ce pas?

[Interpretation]

Mr. Lambert (Edmonton West): Now perhaps you could ...

Mr. Pepin: Mr. Lambert, I regret that I am unable to come to your aid today.

Mr. Lambert (Edmonton West): No.

Mr. Pepin: ... Perhaps when next we meet.

Mr. Lambert (Edmonton West): No, because these matters have not yet been settled. Thus, it happens that in certain large Canadian companies, there are certain employees who deserve a standard salary increase as well as an additional \$1,000 for, say, improvement in their work.

The Chairman: A bonus?

Mr. Lambert (Edmonton West): ... no, it may well be a bonus but it may also be a promotion. For example, in banks and trust companies, an accountant can go from a level 6 to a level 7.

Mr. Pepin: According to criteria established long ago.

Mr. Lambert (Edmonton West): Very well. But have you taken this question into consideration?

Mr. Pepin: Of course.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but when shall we have ...

Mr. Pepin: That is the problem. That is what prompted me to repeat myself at least three times this afternoon. Once again, I wish to state that the Board is but a participant in the establishment of these regulations. I could tell you what the experts on the Anti-Inflation Board think, but I will not, since their thoughts may not necessarily be the basis of the regulations in question. As you know, Mr. Lambert, there are other parties concerned. I should like you to give us enough time to deal with this question. When we return to the Committee, we shall endeavour to explain to you what is being done in this field of government regulations.

Mr. Lambert (Edmonton West): Very well. My last comment is that at the present time certain professionals may take a holiday near the end of the fiscal year because they will already have earned the additional \$2,400.

Mr. Pepin: The professionals will not act in this way because they are more intelligent than that. If you will not give them full credit ...

Mr. Lambert (Edmonton West): That is what the professionals have been telling me.

Mr. Pepin: If they do so, they will seriously hinder their long-term success in the professional world. Do you not think so?

[Texte]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ah bien!

M. Pepin: Et ils ne le feront pas parce qu'ils pensent que ce programme est temporaire et que par conséquent ils ne veulent pas endommager leur réputation vis-à-vis leur clientèle.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais déjà vous avez des médecins ici au pays qui ne travaillent que quatre jours par semaine parce que l'impôt leur enlève trop d'argent et ils refusent de se faire casser le derrière et la tête à travailler simplement pour le bénéfice du revenu national.

M. Pepin: Mais cela indiquerait, dans ma psychologie à moi, que ces médecins-là ne sont pas de bons médecins...

M. Lambert (Edmonton-Ouest) Ah oui!

M. Pepin: ... parce que leur préoccupation matérielle, foncière, comme vous venez de dire aux deux sens du mot les préoccupe davantage que le traitement des malades.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ils préfèrent jouer au golf.

M. Pepin: Oui, mais c'est peut-être pour cela justement à cause de ces mœurs un petit peu délabrées que le pays a certains problèmes qu'il a aujourd'hui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Bon, c'est tout monsieur pour ce moment-ci.

M. Pepin: Vous et moi nous sommes puritains, cela ne nous touche pas, on n'a pas...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ici au Parlement, vous travaillez 16 heures par jour...

M. Pepin: C'est cela.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): ... et vous ne gagnez pas plus.

M. Pepin: Non, non. Alors, espérons qu'il y en aura d'autres, il y en a déjà beaucoup d'autres qui sont prêts à faire la même chose.

Le président: Merci, monsieur Lambert. M. Leblanc suivi de M. Joyal et M. Kempling. Monsieur Leblanc.

M. Leblanc (Laurier): Merci, monsieur le président. De combien de personnes est censée se composer la Commission de lutte contre l'inflation?

M. Pepin: Il y a, comme vous le savez, trois commissaires nationaux, M^{me} Plumptre et moi nous en sommes deux, il y a ensuite cinq commissaires régionaux et quatre ont été nommés jusqu'à maintenant, ils sont là devant vous, et il en reste un autre à nommer pour la Colombie-Britannique qui, j'espère sera nommé très bientôt. Et il y a également des commissaires spéciaux, je ne sais pas quel nom leur donner, pour les cas qui relèvent de la fonction publique des provinces. En anglais ils s'appellent «panel members». Selon le nombre de provinces qui vont déléguer leurs responsabilités au gouvernement fédéral dans ces matières de service public provincial, il y aura plus ou moins de panel members. Jusqu'à maintenant, il semble qu'il y en aura deux, parce que le nombre de provinces qui vont accepter cette délégation le justifiera.

[Interprétation]

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, well!

Mr. Pepin: The professionals will not act in this way because they feel that this program is a temporary one and I am certain that they do not want to harm their reputation as professionals among their clients.

Mr. Lambert (Edmonton West): But there are already doctors who only work four days a week because the Department of National Revenue syphons off a large part of their income. They simply refuse to work like dogs for the benefit of the Department of National Revenue.

Mr. Pepin: But according to me, these doctors are not acting as good doctors should...

Mr. Lambert (Edmonton West): Of course!

Mr. Pepin: ... because they are primarily pre-occupied by material gain rather than by the care of their patients.

Mr. Lambert (Edmonton West): They prefer playing golf.

Mr. Pepin: Yes, but it is because our system of values has undergone these rather bizarre changes that our country is in such a state today.

Mr. Lambert (Edmonton West): Very well, that is all for the time being.

Mr. Pepin: You and I are puritanical. We are untouched by this since we do not...

Mr. Lambert (Edmonton West): I can tell you that here, in Parliament, we work 16 hours a day...

Mr. Pepin: Exactly.

Mr. Lambert (Edmonton West): ... and we are not paid anymore for it.

Mr. Pepin: No, no. Let us hope that there are others like us. There are already quite a number who are willing to sacrifice themselves in this way.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Mr. Leblanc has the floor followed by Mr. Joyal and Mr. Kempling. Mr. Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Thank you, Mr. Chairman. How many people are supposed to sit on the Anti-Inflation Board?

Mr. Pepin: As you know, there are three national commissioners—Mrs. Plumptre and I are both commissioners; there are also five regional commissioners. Four commissioners have already been appointed and they are here today; a commissioner for British Columbia has yet to be appointed. I hope that this appointment will be made in the near future. There are also special commissioners, for lack of a better term, who will deal with problems involving the Public Service in the various provinces. In short, they will be «panel members». The number of panel members will depend on the number of provinces which delegate their responsibilities to the federal government in respect of provincial public service. It would seem so far that there will be two members because that corresponds to the number of provinces that will be accepting that delegation.

[Text]

[Interpretation]

• 1705

Alors cela fait donc trois, plus cinq, plus deux, et, dans certains documents, la nomination de commissaires ad hoc est également prévue. S'il y a, par exemple, pour la Commission, un grand nombre de problèmes à traiter en Ontario, disons, et la Commission va travailler, comme vous le savez, en groupe de trois à l'occasion, et s'il y a beaucoup de travail à faire, pour ne pas écraser les huit ou dix commissaires dont j'ai parlé, la possibilité existe d'en choisir d'autres dans le public et de les nommer commissaires ad hoc.

M. Leblanc (Laurier): Si je comprends bien, il manque à l'heure actuelle deux commissaires.

M. Pepin: Il en manque deux.

M. Leblanc (Laurier): Un national et un provincial, ou régional, si vous voulez.

M. Pepin: Et deux «panélistes», appelons-les comme cela, pour les fonctions publiques provinciales.

M. Leblanc (Laurier): Est-ce que parmi les commissaires il y a quelqu'un qui représente le monde du travail?

M. Pepin: C'est une question qui s'est posée dès le début. Je tiens à vous faire remarquer que ce n'est pas moi qui ai nommé les commissaires, c'est le gouvernement. Mais un effort a été fait justement pour équilibrer les choses. Je parle pour le premier ministre maintenant, ce que je n'ai pas le droit de faire, mais j'ai l'impression, en regardant les gens qui ont été nommés, que ce sont des gens qui, ayant servi dans une profession ou dans une autre, ayant été comptable comme vous, ou ayant été syndicaliste comme M. Ladyman, n'en sont pas moins parvenus à se créer une réputation qui dépasse les différents secteurs de la communauté économique, ou sociale, ou professionnelle, dans laquelle ils ont travaillé. Je pense que pour M^{me} Plumptre on ne peut pas dire qu'elle est représentante de telle ou telle catégorie de personnes dans la Commission. Elle est représentante du grand public, qui la respecte d'ailleurs. J'espère que c'est la même chose dans mon cas et je pense que c'est la même chose dans le cas de tous les autres membres de la Commission.

M. Leblanc (Laurier): Alors on peut dire, d'après votre réponse, que le monde du travail, dans le sens où certaines personnes l'entendent, qui est une façon un peu restreinte quand même, est assez bien représenté et qu'il ne peut pas douter...

M. Pepin: M. Ladyman est meilleur représentant de ce monde-là que moi, en principe. Mais l'ensemble de l'équipe, j'espère, parviendra à créer l'image de travailler vraiment dans l'intérêt de toute la population.

M. Leblanc (Laurier): Êtes-vous au courant que le gouvernement a essayé d'attirer une personne, quelle qu'elle soit, du monde syndical pour siéger à la Commission afin que les syndicats soient assurés d'une représentation, mais que, jusqu'à ce jour du moins, le gouvernement n'ait pas réussi? Est-ce que vous êtes au courant de cela?

M. Pepin: Non. Là, ce n'est pas mon bag, pour parler français encore une fois, mais je peux vous assurer qu'à la Commission de lutte contre l'inflation, nous avons fait des efforts pour attirer des membres des organisations syndicales à venir travailler au sein de l'organisation elle-même. Nous avons fait des efforts également pour solliciter leurs vues sur un certain nombre de problèmes.

So that makes three plus five plus two, and some documents speak of the appointment of ad hoc commissioners. Say, for example, that there is a large number of problems to deal with in Ontario and, as you know, the Board will occasionally work in groups of three; if there is an awful lot to do, it will be possible to appoint ad hoc chosen individuals as ad hoc commissioners, so as not to overwork the eight or ten commissioners I have already mentioned.

Mr. Leblanc (Laurier): If I have followed correctly, we are at present two commissioners short.

Mr. Pepin: Two short.

Mr. Leblanc (Laurier): One national commissioner and a provincial or regional one.

Mr. Pepin: Plus two panel members for the provincial public services.

Mr. Leblanc (Laurier): Will there be anyone on the Board to represent labour?

Mr. Pepin: That question has been asked from the very beginning. I should like to stress that it was not I who appointed the commissioners but the government, but the aim was to provide a balanced representation. I am speaking now on behalf of the Prime Minister, which I have no right to do, but looking at the appointments so far made, I should say that these are people who have been active in one profession or another, accountants like you, or union leaders like Mr. Ladyman, but who nevertheless have acquired a reputation outside of the various economic, social or professional fields in which they worked. In the case of Mrs. Plumptre, you could not say that she represents any special category of people on the Board. She represents the general public, who hold her in esteem. I trust that the same is true for me and indeed for all the other members of the Board.

Mr. Leblanc (Laurier): So, you would say that labour, taken in what is perhaps a rather limited sense, is sufficiently well represented and need not worry...

Mr. Pepin: Mr. Ladyman is in theory the best representative of labour on the Board, but I trust that the Board as a whole will manage to give the impression of working in the general interest of the whole population.

Mr. Leblanc (Laurier): Are you aware of any attempts by the government to bring any particular union representation, whoever it might be, onto the Board membership so that the unions may be assured of adequate representation, and are you aware of any unsuccessful attempts to do so far? Are you aware of that?

Mr. Pepin: No. That is not my kettle of fish but I can assure you that the AIB has made every attempt to bring union representatives into the organization itself. We have also attempted to canvass their views on certain matters.

[Texte]

M. Leblanc (Laurier): Est-ce que vos efforts ont réussi concrètement, ou est-ce que c'est encore au stage des efforts?

M. Pepin: Je pense que la position des syndicats ouvriers est bien claire et très connue maintenant. Nous espérons seulement que les efforts que nous faisons maintenant seront récompensés un peu plus tard, assez rapidement cependant.

M. Leblanc (Laurier): Au sujet de la Commission, il est question, dans le Bill C-73, en français, d'un «Directeur», en anglais, d'un «Administrator». Est-ce que la personne est nommée, est-ce qu'elle est déjà en fonctions?

M. Pepin: Ceci relève de la responsabilité de M. Ouellet, ministre de la Consommation et des Corporations, mais je pense qu'il a indiqué lui-même que c'est une personne, qui présentement relève du ministère du Revenu national, qui exercerait cette fonction.

M. Leblanc (Laurier): Le rôle de ce directeur est très important.

• 1710

M. Pepin: Très important. Nous de la Commission, nous espérons que son rôle sera minime, parce que nous espérons que dans la majorité des cas nous parviendrons par notre persuasion à convaincre ceux qui dépassent les lignes directrices de ne pas le faire. Mais c'est un instrument indispensable au système, c'est ce que vous voulez souligner, le fait que nous pouvons référer les coupables, pour employer un mot détestable, à ce directeur.

M. Leblanc (Laurier): Les présumés coupables.

M. Pepin: C'est cela.

M. Leblanc (Laurier): Vous savez qu'à l'heure actuelle, le principal argument des syndicats est que la Commission comme telle, quels que soient les individus qui la contrôlent, je pense du moins qu'ils sont assez larges d'esprit, c'est que la Commission, dis-je, ne pourra pas contrôler les prix, mais pourra facilement contrôler les salaires. Évidemment vous ne connaissez pas les règlements plus que moi, mais je pense qu'il y a de vos officiers qui sont en train de travailler là-dessus. Mais, d'après le Bill et le Livre blanc qui a été publié, est-ce que vous pensez que c'est un argument très valable ou un argument très fallacieux?

M. Pepin: Traitons de ce sujet-là. Il y a quatre arguments qui sont invoqués pour dire que le contrôle des prix ne sera pas efficace.

Le premier argument, c'est que la législation est trop vague. Bien, comme il y en a d'autres qui disent qu'elle est trop précise, on va laisser cet argument de côté.

Le deuxième argument, c'est que les industriels, les commerçants, les détaillants vont réussir à fausser leurs comptes, à fausser leurs livres. Depuis le commencement du monde, j'imagine qu'il y a des gens qui essaient de fausser les livres. Les comptables, profession honorable dont vous faites partie, sont responsables justement de voir à ce que les livres soient présentés, après le 14 octobre, de la même façon qu'ils l'étaient avant, et que les comptables donnent leur garantie que ces livres-là ont été faits d'une façon honnête. Je ne pense pas qu'il y ait un changement considérable après le 14 octobre dans ces cas-là.

[Interprétation]

Mr. Leblanc (Laurier): Have you achieved any concrete results or are these attempts still under way?

Mr. Pepin: I think that the position adopted by the labour unions is quite clear and well known by now. Our only hope is that our current efforts in this respect will be rewarded at some later date, hopefully fairly soon.

Mr. Leblanc (Laurier): Bill C-73 mentions an "Administrator", in French a "Directeur", in connection with the AIB. Has this individual been appointed, and has he started work?

Mr. Pepin: This comes under the responsibilities of Mr. Ouellet, Minister of Consumer and Corporate Affairs, but I think he himself has indicated that someone at present employed by the Department of National Revenue would be filling that position.

Mr. Leblanc (Laurier): This Administrator's role will be a very important one.

Mr. Pepin: Yes, a very important one. We, at the AIB, hope that his role will nevertheless be a small one, because we hope in most cases to be able to persuade those who go over the guidelines that they should not do so. But it is essential to the system that we be able to refer offenders, to use a hateful word, to this administrator, and that was what you meant to stress.

Mr. Leblanc (Laurier): The presumed offenders.

Mr. Pepin: That is right.

Mr. Leblanc (Laurier): At present, as you know, the main argument of the unions is that the AIB, as such, whoever is in control, because I think they are pretty broadminded, that the AIB will be unable to control prices but easily able to control wages. Of course, you know no more about the regulations than I do, but I believe that some of your officials are currently working on them. But judging by the bill and by the White Paper that was published, would you say that this is a valid argument, or a very mistaken one?

Mr. Pepin: Let us discuss this matter. There are four arguments that are used to support the claim that price control will not be effective.

The first is that the legislation is too vague. However, since there are others who say that it is too specific, we will forget about that one.

The second is that industry, traders and retailers will find a way of falsifying their accounts and their books. I suppose that ever since the world began, there have been people who try to cook the books. Your own most honourable profession, the accountants, are responsible for seeing that the books are presented in the same fashion after October 14, as they were previously, and if the accountants give their word for it that the books have been prepared honestly, I should not think that there will be too much of a change after October 14.

[Text]

Le troisième argument qu'on invoque, c'est pour dire que les producteurs ou les distributeurs vont augmenter, vont gonfler leurs coûts de façon à les passer dans le prix de vente. Il y aura dans les règlements des articles très clairs qui vont vous indiquer quels sont les coûts qui sont acceptables et quels sont ceux qui ne le sont pas. S'il y a, après le 14 octobre, des coûts extraordinaires plus élevés qu'avant le 14 octobre, cela ne prend pas la tête à Papineau pour trouver ce vice de comportement.

Le quatrième argument qu'on invoque, c'est de dire qu'il y a dans les lignes directrices des exceptions: l'exception par laquelle on ne poussera pas une société à la banqueroute, je pense que c'est assez utile comme exception; l'exception également par laquelle on n'obligera pas une société, qui a connu des développements de prix ou de productivité extraordinaires, de les passer tous dans son prix de vente. Encore une fois, c'est une question de jugement et le bon sens semble indiquer que ces exceptions sont très louables. Il appartiendra à la Commission de les interpréter d'une façon sage.

M. Leblanc (Laurier): M. le président me fait signe que mon temps est écoulé...

Le président: Monsieur Leblanc, votre temps est écoulé, je regrette.

M. Leblanc (Laurier): ... mais j'aurais aimé élaborer un peu sur le rôle des comptables agréés dans ce système.

Le président: Je regrette, monsieur Leblanc. M. Joyal, suivi de MM. Kempling et Anderson. Monsieur Joyal.

M. Joyal: Monsieur le président, il y a un point qui m'apparaît essentiel d'établir au début du mandat de la Commission et c'est celui de la crédibilité de ses membres. Certains de nos témoins, qui ont comparu déjà cette semaine, ont mis en doute la crédibilité de la fonction du président, entre autres, à cause de votre implication dans l'entreprise privée antérieurement. Est-ce que vous pouvez nous dire si, à ce stade-ci, vous avez abandonné les directorats que vous occupiez depuis votre retour à l'entreprise privée et s'il en est de même pour les autres membres de votre Commission à l'heure actuelle?

M. Pepin: Je vais me permettre une gaminerie! Il y a quelqu'un qui me disait récemment que, ce dont la Commission, j'hésite à le dire maintenant, non, je ne le dirai pas...

En effet, j'ai passé trois ans et demi dans le secteur privé; j'avais accepté un certain nombre de directorats que j'ai abandonnés à partir du 14 octobre, pour avoir l'insigne honneur d'être président de la Commission de lutte contre l'inflation.

• 1715

M. Joyal: Est-ce qu'il en est de même pour les autres membres...

M. Pepin: J'ai abandonné également la présidence de Interimco, société que j'avais créée en 1973, j'ai abandonné les actions que j'avais dans cette société-là; j'ai mis les quelques investissements que j'ai en *blind trust*, j'ai abandonné ma pension d'ancien membre du Parlement fédéral pour la circonstance.

[Interpretation]

The third argument that is used is that producers or distributors will blow up their costs so as to pass them on to the sale price. The regulations will contain very precise clauses describing which costs are acceptable and which ones are not. If the costs recorded after October 14 are very much higher than before, you do not need to be Einstein to find out where things have gone wrong.

The fourth argument is that there are exceptions laid down in the guidelines. I believe the exemption for companies threatened with bankruptcy is a most useful one, as is also the one that says that a company which has undergone extreme price or productivity changes does not have to reflect them in its sales prices. Once again, this is a matter for good judgment and common sense, and these exemptions seem perfectly justifiable. It will be up to the AIB to interpret them wisely.

Mr. Leblanc (Laurier): The Chairman has motioned to me that my time is up...

The Chairman: Mr. Leblanc, your time is up, I am sorry.

Mr. Leblanc (Laurier): But I should have liked to elaborate on the role of chartered accountants within this system.

The Chairman: I am sorry, Mr. Leblanc. Mr. Joyal, and then Mr. Kempling and Mr. Anderson. Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Mr. Chairman, it seems to me essential to establish one point before the Board gets underway, and that is the credibility of its members. Some witnesses this week have questioned the credibility of the Chairman in that function, among other things, because of your previous connections with private enterprise. Can you tell us whether you have now relinquished the directorships that you have held since returning to private enterprise, and whether the same can be said for the other Board members at the present time?

Mr. Pepin: I am going to indulge in a piece of childishness! Someone said to me recently that once the Board—perhaps I should not say it, no, I will not talk about that...

It is true that I was in the private sector for three and a half years; I had assumed a certain number of directorships which I relinquished on October 14 in order to assume the great honour of being chairman of the Anti-Inflation Board.

Mr. Joyal: And did the other members do the same...

Mr. Pepin: I also gave up the chairmanship of Interimco, a company I started in 1973. I relinquished shares I had in that company; I placed my few investments in blind trust, and I gave up my pension as a former federal M.P., all this to the same end.

[Texte]

M. Clermont: Il est possible qu'elle revienne.

M. Pepin: Il est possible qu'elle revienne.

M. Clermont: Avec le bill C-52.

M. Pepin: C'est cela. Mais je n'aurai pas droit de vote, monsieur Clermont, c'est vous qui allez voter pour ou contre.

M. Joyal: Est-ce qu'il en est de même des autres membres de la Commission?

M. Pepin: Ici, la situation est la suivante: en invitant tous ces messieurs à devenir membres de la Commission, le gouvernement a insisté surtout sur une politique de divulgation de leur situation professionnelle et financière. Et à ce point de vue-là, chacun d'eux me présentera un état complet de sa situation professionnelle, de ses investissements, etc., afin que je puisse m'assurer, moi, qu'ils ne prendront pas parti dans des cas où il y aurait possibilité de conflit d'intérêts. Et je tiens à souligner qu'un certain nombre d'entre eux sont même allés au-delà de cette préoccupation-là et ont quitté les sociétés auxquelles ils appartenaient, justement pour ne pas que cette possibilité de conflit puisse même être envisagée. Dans un autre cas, M. Castonguay est resté membre de la société à laquelle il appartient, parce qu'il n'y a aucune possibilité de conflit.

Encore une fois je vous souligne que l'idée générale, cela n'a pas été de la part du gouvernement de forcer ces messieurs-là à abandonner leurs professions, à vendre les actions qu'ils avaient dans des sociétés, mais cela a été de les révéler au président de façon que le président s'assure qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts.

Maintenant, moi-même, je vais faire rapport de ces choses-là au premier ministre, qui, lui-même fera rapport à une personne qui s'appelle le registraire de je ne sais quoi, qui aura la responsabilité de surveiller l'application de ces mesures.

M. Joyal: Je vous remercie de la réponse.

Ma deuxième question a trait aux représentations qui ont été faites par le monde syndical à ce comité-ci avant vous. Comme vous le savez, il y a une pente à remonter au niveau de monde syndical, et je pense que vous en êtes conscient, et M^{me} Plumptre l'a bien mentionné elle-même hier, à sa conférence, à Winnipeg, que sans la coopération des syndicats, c'est un programme dont les résultats ne seront certainement pas ceux qu'on attend à court terme, à tout le moins. Quelles priorités d'action accorderez-vous ou quelle approche prendrez-vous immédiatement, dès que les règlements seront connus, pour faire en sorte de remplir ce fossé qui vous sépare actuellement et qui nous sépare du monde syndical? Est-ce qu'il y a des secteurs des prix qui vous apparaissent prioritaires de façon à pouvoir arriver à convaincre le monde syndical, que le gouvernement est sérieux lorsqu'il parle du contrôle des prix, et que ce n'est pas un programme qui va tomber sur la tête des salariés ou des travailleurs canadiens qui ont très peu de défense dans le contexte du projet de loi C-73?

M. Pepin: D'abord, nous allons continuer à faire des efforts pour établir des ponts avec le secteur syndical, d'une façon ou d'une autre, par exemple, en les amenant à la Commission elle-même, en les invitant à venir travailler avec nous à la Commission, dans le personnel que nous y avons, et en cherchant également des contacts de caractère plus social, si vous voulez, avec les leaders syndicaux. Une de mes convictions c'est que si la Commission parvient, et je pense qu'elle va y parvenir, à créer l'image d'un corps, d'un groupe de personnes, extrêmement bien intention-

[Interprétation]

Mr. Clermont: You might get that back.

Mr. Pepin: I might.

Mr. Clermont: Through Bill C-52.

Mr. Pepin: That is correct. But I will not be able to vote on it, Mr. Clermont. It is you who will be voting for or against it.

Mr. Joyal: Can the same be said for the other members of the Board?

Mr. Pepin: The situation is as follows: when it invited these gentlemen to become members of the Board, the government insisted firmly on a policy of disclosure with regard to their professional and financial situation. Each of them will accordingly be presenting me with a complete statement of his professional situation, his investments, etc., so that I can make sure that they will have no influence in cases where there might be a conflict of interest. And I should like to point out that some of them have gone beyond that requirement and have left the companies that they were involved with, precisely in order to avoid the possibility of such conflicts of interest. In one other case, Mr. Castonguay has remained a member of the company he is associated with because there was no possible conflict of interest.

Let me repeat that the general idea was not for the government to force people to leave their professions, and sell whatever shares they may have, but rather to disclose these interests to the Board chairman so that he could make sure that there was no conflict of interest.

I myself will be reporting on all of this to the Prime Minister, who in turn will be reporting to someone called the Registrar of something or other, whose job will be to check on the implementation of these measures.

Mr. Joyal: Thank you for your answer.

My second question has to do with representations made to this Committee, before you, by the unions. As you know, there remains a lot to be done on the union front, and I am sure you are aware, as Mrs. Plumptre was saying yesterday in her speech at Winnipeg, that without co-operation from the unions this program will certainly not have the desired results, at least in the short term. What will be your first priorities and your immediate reaction once the regulations are out, for the purpose of breaching the gap which exists at present between you and us and the unions? Are there any price areas which you think should take priority as a means of persuading the unions that the government is in earnest about price controls and that it is not a program that will penalize Canadian wage earners and workers, who are left somewhat defenceless under the terms of Bill C-73?

Mr. Pepin: We shall be continuing our efforts to bridge the gap with the unions, by whatever means; for example, bringing them into the Board itself, inviting them to come and work with us on the Board staff, as well as establishing contacts of a rather more social nature, so to speak, with union leaders. I firmly believe that if the Board succeeds, as I believe it will, in creating the image of a very well intentioned and devoted group of people working towards the objective that was entrusted to them, in other words, if the Board's first decisions reflect its composure,

[Text]

nées, extrêmement dévouées à la réalisation de l'objectif qu'on leur a assigné, en d'autres termes, si la Commission, elle-même, surtout dans les premières décisions, dans les premiers jugements qu'elle va rendre, démontre sa sérénité, sa compétence et son objectivité, je pense que, assez rapidement, le secteur ouvrier, qui est réticent maintenant, viendra à accepter la qualité, la valeur du système. C'est un souhait que j'exprime mais je pense, qu'il pourra se réaliser.

• 1720

M. Joyal: Est-ce que dans cette veine-là vous avez l'intention d'utiliser le pouvoir, qui sera vôtre, d'exiger des avis préalables à des hausses de prix dans les secteurs qui touchent le plus directement le budget des salariés à revenu moyen, je pense, entre autres, au secteur de l'alimentation? C'est un secteur que M^{me} Plumptre a eu elle-même l'occasion d'étudier plus à fond au cours des deux dernières années.

Est-ce que vous pourriez nous dire, quels sont, dans ce secteur en particulier, les éléments de production sur lesquels vous pourriez exiger un avis préalable à une hausse de prix de façon à pouvoir réellement convaincre le monde syndical que les éléments les plus importants de l'augmentation du coût de la vie sont ceux qui font l'objet d'une préoccupation prioritaire de la part de la Commission?

M. Pepin: Je vous indiquais que dans la lettre que nous avons envoyée à 178 sociétés, nous leur avons demandé d'identifier leurs produits principaux. Cela pourrait conduire, justement, à l'établissement d'un système d'avis préalables dans ces cas-là. C'est une chose que nous étudions présentement, mais qui existe déjà dans le cas de l'alimentation.

M. Joyal: Vous avez mentionné dans un communiqué du 7 novembre que vous porterez une attention particulière à définir des circonstances exceptionnelles. Est-ce que vous avez l'intention, avant de refuser d'accéder à une demande qui outre-passerait les lignes directrices, de donner l'occasion aux représentants syndicaux de se faire valoir et, ma deuxième question, avez-vous l'intention d'institutionnaliser cette forme de consultation permanente avec les syndicats lorsque des demandes sont faites qui outrepasseraient l'application des lignes directrices?

M. Pepin: Nous allons parler seulement des cas particuliers; l'affaire Une telle, le cas Un tel. Notre intention et, nous l'avons déjà fait, ce n'est donc pas seulement une intention, c'est une pratique établie, est de demander aux deux parties de nous indiquer, de justifier la position qu'elles ont prise, par exemple, sur les antécédents historiques, les relations historiques ou le cas particulier. Nous écrivons, nous demandons aux deux parties de bien vouloir nous démontrer la validité de la thèse qu'ils défendent. Nous les invitons même à le faire ensemble, s'ils le veulent bien, parce qu'il existe des cas où l'employeur est d'accord avec l'employé pour reconnaître l'existence d'une relation historique.

Alors, cela, c'est une de nos principales croyances, un de nos articles de foi, si vous voulez, que d'essayer, dans chaque cas particulier, d'obtenir le maximum de coopération, le maximum d'information des deux parties ensemble, si possible.

[Interpretation]

competence and objectivity, I believe that labour, which so far has been somewhat reticent, will quickly come to accept the validity and value of the system. I am expressing a wish, but I believe it is a realistic wish.

Mr. Joyal: Continuing in that vein, do you intend to use your power to require prior notice of price raises in areas that directly affect the budget of middle-income workers; I am thinking of food prices, for one thing? Mrs. Plumptre has had occasion to investigate these in depth in the last two years.

In this particular field, could you tell us which are the elements of production for which you might require prior notice of price increases, with a view to really convincing labour that the Board is really giving proper priority to the truly major element factors in the increase of the cost of living?

Mr. Pepin: As I indicated to you, in our letter to 178 companies, we asked them to identify their main products. This might lead to such a system of prior notice for increases. We are looking into this at present, but it already exists as far as food is concerned.

Mr. Joyal: In a press release, on November 7, you said that you will be paying special attention to the definition of exceptional circumstances. Before refusing demands that go beyond the guidelines, do you intend to give union leaders an opportunity to state their case; and secondly, do you intend to institutionalize an ongoing form of consultation with the unions whenever demands are made which go beyond the guidelines?

Mr. Pepin: We will discuss specific cases only; such and such a dispute, the case of so and so. It is not merely our intention, since we have already done so, but our established practice to invite both parties to provide justification for their positions, for example in connection with historical consideration, historical links or the specific cases. We write to both parties and ask them to demonstrate that their positions are justified. We even invite them to do so together, if they so desire, because there are cases in which the employer and the employees are agreed on the existence of a historical link.

So one of our main beliefs, one of our articles of faith, so to speak, is to attempt, in every specific case, to obtain a maximum of co-operation and of information from both parties together, where possible.

[Texte]

Mr. Joyal: Est-ce que vous avez l'intention de faire des recommandations aux gouvernements provinciaux lorsque vous êtes convaincus que l'augmentation de l'indice du coût de la vie est due à des pressions exercées par des décisions municipales? Je pense, entre autres, à l'augmentation de l'impôt foncier, dans le cas de Montréal ou de la Communauté urbaine de Montréal et dans le cas du transport en commun à Montréal. L'indice du coût de la vie au mois d'octobre nous démontrait clairement que l'augmentation la plus élevée était au niveau du transport et au niveau de l'impôt foncier.

Mr. Pepin: Sûrement, mais encore faudrait-il savoir si le cas particulier que vous invoquez tombe sous la juridiction fédérale, c'est-à-dire, la juridiction de la Commission fédérale de lutte contre l'inflation.

Dans le cas de la province de Québec, comme vous le savez, les indications actuelles portent à croire que la Commission provinciale anti-inflationniste gardera la juridiction dans le secteur des employés publics, et dans le secteur des organismes relevant d'une juridiction provinciale également. Alors, comme d'habitude, vous en êtes toujours à vous demander quelle est la base constitutionnelle d'intervention dans chaque cas.

Le président: Dernière question, monsieur Joyal.

Mr. Joyal: Est-ce que vous avez eu l'occasion de faire des représentations au ministre des Finances sur l'imposition d'une surtaxe pour contrôler les honoraires professionnels?

Mr. Pepin: Je vous ai dit tantôt en réponse que toute la question des honoraires professionnels est en discussion présentement et je suis pas mal convaincu que la voie à laquelle vous faites allusion est une de celles qui sont étudiées.

Le président: Merci, monsieur Joyal. Mr. Kempling, followed by Mr. Anderson and Mr. Neil.

Mr. Kempling: Mr. Chairman, when we had the Honourable Donald Macdonald before this Committee we discussed the situation of school teachers. I realize this matter has been brought up in a peripheral way by other members. We discussed particularly the method of teachers moving up through their grid system by reason of years of service, or as they call it, an experience rating, and by reason of the fact that through taking summer courses they increase the quality of their teaching skills and by so doing they can move up the grid as well.

Mr. Macdonald said this was a special case and would have to be dealt with by the Anti-Inflation Board.

Have you had any consultations and discussions on this matter?

• 1725

Mr. Pepin: We certainly have had, but I cannot give final views on these matters today because that is the sort of thing you would find in the regulations. But already the Board is issuing a number of guidance bulletins. Some of these guidance bulletins have had to do, for example, with what the Board considers to be the date of the signature of an agreement, and apparently this has solved the problem of 46 boards in Ontario...

[Interprétation]

Mr. Joyal: Do you intend to make recommendations to provincial governments when you believe that a rise in the cost of living index is due to pressures resulting from local government decisions? I am thinking, for example, of the increase of land taxes in Montreal, and of public transportation in the Montreal urban community. October's cost of living index showed clearly that the highest increase was in transportation and land tax.

Mr. Pepin: Certainly, but one would still have to check if the particular situation that you mention comes under federal jurisdiction, and thus under the jurisdiction of the federal Anti-Inflation Board.

As concerns Quebec, you are aware that it now seems probable that the provincial Anti-Inflation Board will retain jurisdiction in the public service field, and over organizations that are under provincial jurisdiction. So, as is always the case, you still have to find out what constitutional basis you have for any intervention.

The Chairman: Your last question, Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Have you had occasion to make representations to the Minister of Finance concerning a surtax on professional fees?

Mr. Pepin: As I answered before, the whole question of professional fees is currently under discussion, and I am pretty sure that the solution you mentioned is one that is under close consideration.

The Chairman: Thank you, Mr. Joyal. M. Kempling a la parole, suivi de M. Anderson et de M. Neil.

Mr. Kempling: Monsieur le président, lorsque l'honorable Donald Macdonald a comparu devant le Comité, nous avons discuté de la situation des enseignants. Je sais que d'autres députés ont déjà soulevé indirectement la même question. Nous avons discuté particulièrement du cas des enseignants qui avancent dans leur échelle de salaire à l'ancienneté ou, comme ils le disent, en fonction de l'expérience et du fait que, en suivant des cours d'été, ils accroissent leur compétence, ce qui leur permet également d'avancer.

Mr. Macdonald a dit que c'est là un cas particulier qui devra être tranché par la Commission de lutte contre l'inflation.

Avez-vous eu des consultations ou des entretiens à ce sujet?

Mr. Pepin: Certainement, mais je ne peux pas vous donner notre point de vue final sur ces questions aujourd'hui car tout cela figurera dans la réglementation. Mais la Commission publie déjà un certain nombre de bulletins indicatifs, notamment au sujet de ce que la Commission considère comme étant la date de signature d'une convention; apparemment, cela a résolu le problème de 46 commissions scolaires en Ontario...

[Text]

Mr. Kempling: I see.

Mr. Pepin: ... just the fact that we were able to define. So, would you make sure that you read those guidance bulletins as they come out? We will make sure that you get them.

Mr. Kempling: Yes, fine.

I also discussed with Mr. Macdonald both at the Committee and after the Committee, in the House, as a matter of fact, we discussed the matter of construction companies—this may touch other companies as well—but particularly the matter of the way they pay some of their superintendents and supervisors bonuses for performance. The way it is done, as I am sure you are aware, by perhaps completing a project within the time limits specified or completing the project within the cost limits set forth or other measures that they may establish, in fact the superintendents receive a bonus.

Initially, Mr. Macdonald was not sure, but in further discussions with him, he indicated that where this fact could be established historically, such bonuses would in fact be outside of the guidelines. In other words, where this has been a practice of a company for a number of years and in fact the salary of the individual may be lower than it would normally be if bonuses were not in effect, this is a sort of incentive. In view of Mr. Macdonald's opinion that where it could be established historically, it would be outside the guidelines, do you and your officials concur in this view?

Mr. Pepin: Mr. Kempling, I have to apologize again. I do not know myself. Otherwise, I would be the head of the Compensation Branch, and the head of the Compensation Branch who is behind me now cannot answer because, again, this is something that will be defined in the government regulations. He could only give his own views, and that would not be particularly useful at this particular time. I apologize for that, it is not my fault ...

Mr. Kempling: I appreciate your position, Mr. Pepin. I said at the time to Mr. Macdonald, may I quote you? And he said, yes. So I have in fact quoted him to the people who have contacted me, saying this is the minister's view, but you would be ...

Mr. Pepin: But you are presuming what he said about the historical aspect of the behaviour. No doubt this is an important factor.

Mr. Kempling: Yes.

Mr. Pepin: What is to be avoided is changes in the way things—that is one of the aspects—changes in the way things are done after the fourteenth of October as opposed to the way they were done before.

Mr. Kempling: Yes. Some of these companies have different methods—I have been associated with some of them—and some of the bonuses are based on the over-all profitability of the company, where it rises above a certain level or they strike a certain level based on an anticipated return on investment. There are various methods of doing it. But I expressed the view to the people who questioned me on this that the minister's view was, where it could be established historically, and I look forward to your ruling on this.

[Interpretation]

M. Kempling: Je vois.

M. Pepin: ... uniquement du fait que nous avons publié cette définition. Aussi, je vous invite à lire les bulletins indicatifs au fur et à mesure qu'ils seront publiés. Nous ferons en sorte qu'ils vous soient distribués.

M. Kempling: Très bien.

J'ai également discuté avec M. Macdonald, au Comité et après, de la question des entreprises de construction—cela peut également en concerner d'autres—et notamment des primes qu'elles paient à certains de leurs chefs de chantier. Lorsqu'un chantier est achevé dans les limites de temps spécifiées ou de coût prévu, etc., les chefs de chantier reçoivent une prime.

A l'origine, M. Macdonald n'était pas certain, mais par la suite il a dit que lorsqu'on pouvait prouver que c'était là un mode de paiement traditionnel, ces primes ne seraient pas affectées par les directives. Autrement dit, dans le cas des entreprises où ce mode de rémunération existe depuis un certain nombre d'années, où le salaire des individus est en fait inférieur à ce qu'il serait normalement si les primes n'existaient pas, c'est là une sorte de prime au rendement. Est-ce que vous et vos collaborateurs êtes d'accord avec ce point de vue?

M. Pepin: Monsieur Kempling, je dois m'excuser de nouveau. Je ne sais pas moi non plus. Autrement, je serais le chef de la direction des compensations, et le chef de la direction des compensations se trouve derrière moi et ne peut pas répondre non plus car, encore une fois, c'est quelque chose qui sera décidé par la réglementation gouvernementale. Il ne pourrait que vous donner son point de vue personnel, ce qui ne serait pas très utile actuellement. Excusez-moi, mais ce n'est pas de ma faute ...

M. Kempling: Je comprends votre position, monsieur Pepin. J'ai demandé à l'époque à M. Macdonald si je pouvais citer ses paroles et il a dit oui. C'est donc ce que j'ai fait, j'ai cité ses paroles aux personnes qui m'ont contacté en disant que c'est là le point de vue du ministre, mais il faudrait ...

M. Pepin: Vous présumez là de l'aspect traditionnel de ce mode de paiement. C'est en tout cas un facteur très important.

M. Kempling: Oui.

M. Pepin: Ce qu'il faut éviter ce sont des changements dans la façon de procéder après la date du 14 octobre.

M. Kempling: Oui. Ces entreprises ont souvent des modes de paiement différents et, dans certaines, les primes sont basées sur la rentabilité générale de l'entreprise, lorsque celle-ci dépasse un certain niveau ou atteint un niveau de bénéfices déterminé à l'avance. Il y a diverses façons de procéder. J'ai donc donné cette réponse aux gens qui m'ont posé cette question et j'attends votre décision finale à ce sujet.

[Texte]

Mr. Pepin: That gives me an occasion to say that one of the things that the Board hopes to do—I was going to say, as soon as the regulations are out—but as soon as we master the regulations that are going to be out, would be to come to meet members of the House of Commons and give them all the wisdom that is in the Board in helping them to interpret these regulations in their own ridings.

Mr. Kempling: I think that is a very wise move, Mr. Pepin.

Mr. Pepin: In other words, we will not wait to be called to Committee again.

• 1730

Mr. Kempling: Thank you.

Now, others have mentioned—we all seem to be dwelling on similar points here—this matter of professional salaries and fees and someone starting up a practice, whether it be a doctor or an architect or an engineer or what have you. We have had varying views on this. Initially it was no, we would have to allow the man to get up to a certain level, and then after further questioning, too bad, that is it. The very view that my colleague Mr. Lambert expressed has come to me. It was said, if that is the rule I have already reached my level, so I may as well close down my office. You commented that maybe they would not be very good professional people if they did this, but they are still going to be guided by their income.

I do hope, in view of the massive amount of statistical material available, particularly with doctors and dentists and people in that category, the massive amount of material that the CMA explained to us they have on their profession and the way they can calculate a doctor's income—I am sure it applies to engineers and lawyers and so forth—that you will take that into consideration. They should be allowed to rise to a level where they are fully productive in whatever professional capacity they are.

Mr. Pepin: I smile because these are obviously not new problems.

Mr. Kempling: I recognize that. I am sure you have...

Mr. Pepin: Efforts have been made by the provinces in the past to control the situation.

Mr. Kempling: Yes.

Mr. Pepin: You and I are old enough—you are much younger than I am.

Mr. Kempling: Thank you.

Mr. Pepin: But you are old enough to know that this Board will not in the next month or two or three months solve a great number of problems that the provinces or the federal government have not been able to solve in years past. We will do our best. Miracles we will do tomorrow.

Mr. Kempling: I suspect that some of the provinces are rather happy that you are going to be able to handle these problems on their behalf. It alleviates them of the problem.

The Chairman: You still have two minutes, Mr. Kempling.

[Interprétation]

M. Pepin: C'est pour moi une occasion de dire que l'une des choses que la Commission espère faire aussitôt que le règlement sera connu—ou plutôt aussitôt que nous l'aurons bien assimilé—est de rencontrer les députés et de les aider à interpréter la réglementation au profit de la population de leur circonscription.

M. Kempling: Cela sera une excellente chose, monsieur Pepin.

M. Pepin: En d'autres mots, nous n'attendrons pas d'être convoqués de nouveau devant le Comité.

M. Kempling: Je vous remercie.

D'autres ont mentionné la question des honoraires et salaires professionnels et le cas de la personne qui vient d'ouvrir un cabinet, qu'il s'agisse d'un médecin, d'un architecte, d'un ingénieur, etc. Nous semblons donc tous avoir les mêmes préoccupations. Nous avons entendu des points de vue divergents à ce sujet. Tout d'abord la réponse était non, on permettra à l'intéressé d'atteindre un certain niveau de revenu, puis ensuite, à l'occasion d'autres questions, la réponse a été «non, dommage, c'est assez». La même réaction qu'a exprimée mon collègue M. Lambert m'est déjà parvenue. On m'a dit: «Si c'est comme cela, je ne peux augmenter mes revenus, autant fermer mon cabinet». Vous répondez que ce ne seront pas les bons professionnels qui feront cela, mais ils vont quand même se laisser guider par leurs revenus.

J'espère, étant donné la quantité massive de données statistiques disponibles, notamment dans le cas des médecins et des dentistes, la quantité de données dont dispose l'ACM et la possibilité qu'elle a de calculer les revenus d'un médecin—mais je suis sûr que cela s'applique également aux ingénieurs, aux avocats etc.—que vous allez tenir compte de cela. On doit les laisser atteindre un niveau qui leur permette d'être pleinement productif dans leur profession.

M. Pepin: Je souris parce que ce ne sont évidemment pas là des problèmes nouveaux.

M. Kempling: Je le reconnais. Je suis sûr que vous avez...

M. Pepin: Les provinces se sont déjà efforcées par le passé de contrôler la situation.

M. Kempling: Oui.

M. Pepin: Vous et moi sommes suffisamment âgés—vous êtes beaucoup plus jeune que moi.

M. Kempling: Je vous remercie.

M. Pepin: Vous êtes suffisamment âgé pour savoir que la Commission ne résoudra pas en deux ou trois mois toute la masse de problèmes que les provinces et le gouvernement fédéral n'ont pas réussi à résoudre jusqu'ici. Nous ferons de notre mieux. Nous ferons les miracles demain.

M. Kempling: J'ai l'impression que certaines provinces sont plutôt satisfaites de voir que vous allez être confrontés à ces problèmes à leur place. Cela leur facilite les choses.

Le président: Il vous reste deux minutes, monsieur Kempling.

[Text]

Mr. Kempling: I have two short questions, Mr. Chairman.

I am concerned about the matter of commission salesmen and the variable products they sell. As I crudely explained to the Minister, a man might sell cement mixtures this year and bulldozers next year. The rate of commission is not going to change, but certainly in the mix of products he sells his income has wide variances. How are we going to deal with that matter?

Mr. Pepin: We take good note of what they sell.

Mr. Kempling: Really great. Well, now that my colleague Mr. Cafik is back, and due to your great charm and wit, I would ask you this in closing. In one of your early statements you said that you were first going to take a look at the high salaries paid to professional athletes. Bearing in mind that I come from the Hamilton area, and I am not a great supporter of the Argonauts, are you going to examine the great offer that has been made to Anthony Davis by the Argonauts? Is this really one of your functions, or were you just making a witty remark at the time?

Mr. Pepin: That was during my press conference. I had the pleasure of giving it in Mrs. Plumptre's company. Somebody expressed the opinion that at least I should not have been there. But I was just fishing up in the sky for illustrations of what appeared to me to be excessive demands on the economy. I thought that one was a heavy one to pick up at that particular moment. I still believe so. But then you know, there might be other approaches, and other approaches are taken today to salaries, at least to compensation. The establishment of the rewards over a longer period of time and that sort of thing . . .

Mr. Kempling: Do you intend to look into athlete's salaries? Is this what your position is?

Mr. Pepin: This is the sort of thing we will be interested in.

Mr. Kempling: A good tight end is worth a lot of money these days, you know.

Mr. Anderson: Especially in Hamilton.

The Chairman: Thank you, Mr. Kempling. Now we have Mr. Anderson, followed by Mr. Neil and Mrs. Appolloni.

Mr. Anderson: Thank you, Mr. Chairman.

I wonder, Mr. Pepin, if you have in your group of people here someone who is specifically relegated—if that is the word—to the question of unions, in other words, regarding labour problems or labour settlements. Is there one of your people here who could come up to the witness chair?

• 1735

Mr. Pepin: Jim, would you be courageous enough to come forward?

Mr. Anderson: Thank you. Now I can change that word to "delegated".

Mr. Chairman, through you to the witness, I think all of us here on this Committee and perhaps in the House in general would express the concern that not only does Bill C-73 have to be fair, but it has to appear to be fair. The reason I am asking you perhaps to step up to the table is that there are some very complex situations that exist in the Canadian labour market and the fact that I have a situation which is very personal and very close to me, since it originates in my own riding regarding the CPU, which is the Canadian Paperworkers' Union, who signed their last

[Interpretation]

M. Kempling: J'ai deux brèves questions, monsieur le président.

Je m'intéresse au cas des vendeurs rémunérés à la commission et vendant des produits différents. Comme je l'ai schématiquement expliqué au ministre, un représentant peut vendre aujourd'hui du ciment et, l'année prochaine, des bulldozers. Le pourcentage de sa commission ne changera pas mais son revenu dépendra de la nature du produit qu'il vend. Comment va-t-on procéder dans son cas?

M. Pepin: Nous prenons bonne note de ce qu'ils vendent.

M. Kempling: Parfait. Maintenant que mon collègue, M. Cafik, est de retour, je vais vous poser la question suivante, pour terminer. Dans une de vos premières déclarations, vous avez dit que vous alliez d'abord vous intéresser aux salaires élevés payés aux athlètes professionnels. Étant donné que je viens de la région d'Hamilton et que je ne suis pas un grand partisan des Argonauts, allez-vous vous pencher sur la proposition mirobolante qui a été faite par les Argonauts à Anthony Davis? Cela fait-il partie de vos fonctions, ou ne faisiez-vous là qu'une de ces remarques spirituelles dont vous avez coutume?

M. Pepin: C'était durant ma conférence de presse que j'ai eu le plaisir de donner en compagnie de M^{me} Plumptre. Quelqu'un a dit que j'aurais mieux fait de m'y abstenir. Je cherchais simplement des exemples de ce qui me paraît être des pressions excessives sur l'économie. L'exemple me paraissait apte à démontrer mon propos, à l'époque. Je n'ai pas changé d'avis. Il y a peut-être d'autres façons de procéder, d'autres façons de considérer les salaires et les compensations. Il faut tenir compte de la façon dont s'établissent les rémunérations à long terme et ce genre de chose . . .

M. Kempling: Avez-vous l'intention de vous occuper des salaires des athlètes? Est-ce là votre position?

M. Pepin: C'est le genre de chose auquel nous allons nous intéresser.

M. Kempling: Un bon arrière vaut beaucoup d'argent ces jours-ci, vous le savez.

M. Anderson: Surtout à Hamilton.

Le président: Je vous remercie, monsieur Kempling. Je donne la parole à M. Anderson qui sera suivi de M. Neil et de M^{me} Appolloni.

M. Anderson: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur Pepin, est-ce que parmi vos collaborateurs, qui sont ici ce soir, il y en a un qui est chargé expressément de la question des syndicats, c'est-à-dire des problèmes du travail et des conventions collectives. Y a-t-il ici quelqu'un qui pourrait s'asseoir à la table des témoins?

M. Pepin: Jim, vous avez suffisamment de courage pour vous avancer à la table?

M. Anderson: Maintenant, je puis parler de délégation d'autorité.

Monsieur le président, monsieur le témoin, nous tous ici au Comité et à la Chambre désirent que non seulement le Bill C-73 soit équitable mais encore qu'il le soit de façon évidente. La raison qui m'amène à vous interroger aujourd'hui tient à la situation particulière dans laquelle se trouvent les travailleurs au Canada, surtout ceux de ma circonscription qui appartiennent au syndicat des travailleurs du papier du Canada qui ont signé leur dernier contrat en juillet 1973. Traditionnellement, ces travailleurs ont toujours eu à peu près les mêmes conditions que ceux

[Texte]

contract in July of 1973. There are complications with this because, traditionally, the pulp workers have the same contract or the same terms as the IWA, but here we have a situation where a union is presently negotiating a contract which expired in July of 1975; this union went on strike; the union was then put back to work by the B.C. provincial government for a three-month period and will be up again for union negotiation very shortly. My concern is, not just on a small constituency basis, but the whole tenor of these negotiations are, in a large part, going to depend upon the Anti-Inflation Board because I think both management and the union are somewhat bemused as to what they should actually do, what steps they should take and in what direction they should be going because, as I understand it, in the guidelines, the Prime Minister said that those unions that had negotiated contracts prior to 1974 would be given some consideration, but there was no definition as to what form this consideration this. I think my problem, the problem of the union and the problem of the management is specifically what form does the Anti-Inflation Board look at this 1973-July contract and on what basis can they negotiate? I think the saddest thing would be if these people went on strike again, assuming that they would be given some consideration, and then finding out, after a five or six months strike, that actually those five or six months had been wasted and the people had lost a great deal of their wages because they were not clear as to where they could go.

My first question is, in a situation such as that, can management, can union, come to you and ask you to give them something to go by so that they will not waste their time, the country's time and lose productivity, lose more days because of a strike through which they have already lost a tremendous amount of days in 1974 and 1975? What do I, as a representative of these people, tell them? I would certainly like some help from you.

Mr. Jim King (Director-General, Compensation Branch, Anti-Inflation Board): I think the simple answer is "yes", but I think the whole process of collective bargaining is much more complicated than one can just express in a simple answer. Hopefully, the Board has expressed through their publications a desire for the two parties to attempt to follow the normal process and come to an agreement, and if either party suspects that the agreement is in excess of the guidelines, then they should approach the Board for an opinion as to whether it is. I think we have also gone on record as saying that if this is not possible, because there are many occasions when parties do not come to an agreement, but reach a complete impasse, we would most certainly be quite prepared to try to clarify the issue at that time. I think I really cannot go much beyond that at this point because without the facts of that particular situation, it is very difficult to comment on it.

Mr. Anderson: Let me be perhaps, Mr. Chairman, a bit more explicit then.

With a July, 1973 contract, the one that I am discussing, when it says that considerations will be given, what does that mean?

• 1740

Mr. King: It simply means that for contracts that were in effect prior to January, 1974 we recognize that there may have been some peculiar circumstances at that time in which there was a very, very low settlement. And we will give some special consideration. But there is no hard and

[Interprétation]

qui appartiennent à l'IWA, mais maintenant il y a complication du fait qu'ils sont à négocier un contrat qui a expiré en juillet 1975; le syndicat est allé en grève, mais les travailleurs ont été rappelés par une loi du gouvernement de la Colombie-Britannique pour une période de trois mois et la négociation doit reprendre sous peu. Et il ne s'agit pas que des travailleurs de ma circonscription. Toute cette négociation, pour la plus grande part, va dépendre de l'attitude de la Commission anti-inflation puisque la direction comme le syndicat ne savent pas très bien où aller maintenant, ils ne savent pas quelles mesures prendre ou quelle attitude adopter. Si j'ai bien compris, le premier ministre a indiqué que les syndicats qui avaient négocié des contrats avant 1974 auraient droit à un traitement spécial, mais il n'a pas élaboré là-dessus. Le problème du syndicat, comme le problème de la direction, est de savoir exactement de quelle façon la Commission considère ce contrat négocié en juillet 1973 et la négociation qui doit avoir lieu maintenant. L'ironie serait que ces travailleurs fassent la grève de nouveau, en supposant qu'ils aient droit à une attention particulière, pour s'apercevoir après cinq ou six mois de grève qu'ils n'ont rien gagné et qu'il n'y avait rien à gagner. Ils auraient perdu beaucoup financièrement parce qu'ils n'auraient pas su exactement à quoi s'en tenir.

Ma question est celle-ci: dans une situation comme celle-là, la direction, le syndicat peuvent-ils se présenter à vous et vous demander des directives de façon qu'ils ne perdent pas leur temps, le temps du pays et de la production en acceptant une grève qui les oblige aux mêmes sacrifices qu'en 1974 et 1975? Et en tant que représentant de tous ces gens, qu'est-ce que je dois leur dire? J'aimerais bien que vous m'aidiez à répondre.

M. Jim King (directeur général, Direction de la Compensation, Commission de lutte contre l'inflation): Je puis vous répondre oui, tout simplement, mais le processus de la négociation collective est beaucoup trop complexe pour que cette réponse suffise. Il faut supposer qu'auparavant la Commission, dans sa publication, aurait exprimé le désir que les deux parties s'en tiennent au processus normal et en viennent à un accord. Si c'est impossible et que les parties s'attendent que l'accord dépasse les limites prévues par les directives, la Commission serait mise à contribution et elle devrait émettre une opinion. Je pense qu'il a été dit clairement qu'il y aura toujours des occasions où les parties ne pourront en venir à une entente et seront dans l'impasse; à ce moment-là, nous serons certainement prêts à éclaircir la situation. Malheureusement, je ne puis être plus précis parce que je ne suis pas au courant de tous les détails du cas que vous me soumettez. Il me serait bien difficile de faire plus.

M. Anderson: Dans ce cas, je vais essayer d'être plus explicite.

Le dernier contrat remonte à juillet 1973. A quelle attention particulière ont droit les intéressés? Qu'est-ce que cela signifie?

M. King: Cela signifie tout simplement que les contrats qui avaient cours avant janvier 1974 peuvent avoir été dus à des circonstances particulières et avoir prévu des augmentations très limitées. A ce moment-là, nous sommes prêts à tenir compte des circonstances particulières. Nous

[Text]

fast rule at this point in time as to what that consideration will be. We are merely saying that we recognize that there is a problem, in this situation there quite likely is, and we would like to hear about what that problem is so that at least we can help alleviate the situation.

Mr. Anderson: Mr. Chairman, through you again, are you in fact saying then that in a situation like this, which is complex because of the length of time involved, plus the fact they have already been on strike and have been legislated back to work, that they should apply to the Anti-Inflation Board for guidance in settling? Is that what you are saying, that in order that they be on the right track they should seek assistance? I realize that you do not have all the facts in front of you but it is my concern that if there are no guidelines present another strike could very likely take place after this three months' cooling off period has taken place, and I think this would be disastrous also. This is why I would like to plug them into your Board, and that is why I am asking you if this is perhaps one way out of an impasse, where they have already agreed to disagree, and then, with the guidelines coming in after they have been forced back to work, this is causing a further complication to an already complicated system.

Mr. King: We would be quite prepared to give them assistance in the form of opinions. We certainly would not want to get involved in the collective bargaining process at all.

Mr. Anderson: No. But, as I suggested, perhaps you could be of some help, not in the collective bargaining situation but in establishing some lines that they could proceed on, not saying that you may go this way or that way but giving them some expectation as to what direction they could go so that a settlement could be resolved rather than, as I say, a further strike which, to me, would be completely senseless at this point.

Mr. King: We would be quite prepared to do that.

Mr. Anderson: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: One minute, Mr. Anderson.

Mr. Anderson: Going over to perhaps a different subject, since you have, Mr. Chairman, Mrs. Plumptre here, I have another concern. First of all I agree with Mr. Whelan, that in many instances the cost of food or products coming out of the farm gate really does not affect the price when it is sold on the shelf of the grocery store. I was just wondering if there is any way, being a Commissioner on the Anti-Inflation Board, that you can look at the differences in the price that does occur from the farmer to the retailer? I say this because I think we could get the situation that if beef prices, for example, do not increase to the producer there will be perhaps at some time in the very near future a shortage of beef on the retail shelf. I was wondering if you consider it part of your job on the Commission to examine that whole flow process. As I say, I suppose it is fairly obvious where my sympathies lie; it is with the producer and not the processor or the retailer. But do you see that as part of your job?

Mrs. Plumptre: Yes, I do. There has been some discussion as to whether, seeing that prices at the farm gate are not included in the guidelines in the White Paper, we have the right to go back. I do not see how we can possibly estimate whether or not an increase in a food price is justified if we do not know what is happening right back

[Interpretation]

ne sommes pas en mesure de dire maintenant exactement ce que nous entendons faire dans ces cas. Nous disons simplement que nous sommes prêts à reconnaître qu'il y a problème et à rencontrer les intéressés enfin d'en discuter et de trouver une solution.

M. Anderson: Vous dites qu'après tout ce qui s'est passé, après le temps qui a été perdu et après la loi spéciale qui a forcé les employés en question à retourner au travail, qu'ils devaient se présenter maintenant à la Commission pour demander des conseils sur la façon d'en venir à une entente? C'est ce que vous dites, qu'ils doivent passer par la Commission pour être en droit? Je crois que vous n'avez pas tous les faits en main, mais je crains que si les directives ne sont pas précises une autre grève se produise à la suite de cette période de trois mois de temporisation et qu'elle soit encore plus désastreuse que la première. Voilà pourquoi je vous demande s'il est possible pour eux de passer par la Commission et si ce n'est pas une solution à l'impasse qui existe. Les parties ne peuvent en venir à un accord maintenant; les directives viennent après que les employés eussent été forcés de retourner au travail de sorte que je me demande si ce n'est pas une nouvelle complication dans un système déjà assez compliqué.

M. King: Nous serions certainement prêts à émettre une opinion dans ce cas. Mais il ne serait pas question pour nous d'intervenir dans le processus de la négociation collective même.

M. Anderson: Mais sans intervenir dans le processus de la négociation collective, vous pourriez certainement établir des directives à l'intention des parties. Vous n'auriez pas à prendre position d'un côté ou de l'autre: vous vous contenteriez d'indiquer votre tendance de sorte que les parties pourraient en venir à une entente sans qu'il y ait cette grève qui seraient totalement inopportune à ce moment-ci.

M. King: Nous serions prêts à agir de la sorte certainement.

M. Anderson: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Il vous reste encore une minute, monsieur Anderson.

M. Anderson: Il y a encore un point que je veux aborder puisque M^{me} Plumptre est ici. D'abord, je dois dire que je suis d'accord avec M. Whelan que dans bien des cas le coût des produits alimentaires au moment où ils quittent la ferme n'a souvent pas grand chose à voir avec le coût réel sur les étagères du magasin d'alimentation. Je me demande si vous ne pouvez pas, en tant que commissaire, vous pencher sur cet écart qui existe entre le prix qui revient au producteur et celui qui revient au détaillant? Je crains que si les prix du boeuf, par exemple, n'augmentent pas bientôt pour l'éleveur, il y ait dans un avenir rapproché pénurie de boeuf au détail, je voudrais savoir si votre rôle en tant que commissaire vous amène à examiner tout ce processus. Je répète que je suis plutôt du côté du producteur, et non pas du transformateur ou du détaillant: ce doit être assez évident. Comment voyez-vous votre tâche exactement?

Mme Plumptre: J'estime avoir un rôle justement. Il y en a qui se sont demandé de quelle façon nous pouvions aborder cette question puisque les prix à la ferme ne sont pas inclus dans les directives. Personnellement, je ne vois pas comment nous pouvons déterminer si l'augmentation du prix d'une denrée alimentaire est justifiée si nous ne

[Texte]

at the farm gate. Of course, this is exactly what we were doing in the Food Prices Review Board.

Mr. Anderson: Yes.

Mrs. Plumptre: And I hope we will be able to use a great deal of the knowledge that we gained there. For example, in the case of beef we know now that roughly 70 per cent to 75 per cent of that goes back to the farmer. In other instances, of course, it is not nearly as much as that. It depends really on the degree of processing; I suppose that is the most important factor there. Although the farm-gate prices may not be included under the guidelines, if the Anti-Inflation Board is effective, is, for example, holding the prices of fertilizers, holding the prices of farm machinery and other prices which affect the input of farmers, we would hope that certainly in the areas of their prices we will see some restraint too.

Mr. Anderson: Thank you, Mr. Chairman.

• 1745

The Chairman: Mr. Neil, followed by Mrs. Appolloni and Mr. Hargrave.

Mr. Neil: Mr. Pepin, the supplementary estimates tabled last week in the House show that your budget totals \$4,863,000, and your advertising is \$1 million. I assume this is for the period from October 13 to the end of March, a six-month period. I am wondering if you could tell the Committee how this \$1 million will be spent. Do you have your own PR people who are preparing the necessary brochures or advertising? Will you be using Information Canada, which has a budget of some \$20 million a year, or will you be retaining the services of some advertising firm?

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Les chiffres que M. Neil mentionne ont été déferés à un Comité et ce Comité va avoir la responsabilité d'examiner le budget qui est attribué à la Commission.

Mr. Neil: Oh, nonsense.

M. Clermont: Monsieur Neil, vous pouvez dire: «Nonsense» autant que vous voudrez, mais il y a des règlements. Nous avons à l'étude le Bill C-73, pas les prévisions budgétaires de la Commission de lutte contre l'inflation.

Je sou mets cela à la présidence. Si la présidence vous donne la parole, je m'inclinerai, mais votre...

Le président: Monsieur Clermont, il est entendu que tous les membres du Comité peuvent faire les commentaires qu'ils veulent pendant les 10 minutes qui leur sont alloués. C'est la règle...

M. Clermont: Alors, vous ne suivez pas le Règlement qui est établi. Alors, merci. Merci.

Le président: La règle était de laisser à peu près tout le monde—soumettre ses idées.

M. Clermont: Alors on peut discuter des crédits du ministère des Finances. Si vous le voulez, très bien.

[Interprétation]

savons pas quelle est la situation au niveau de la production. C'était exactement la façon dont nous procédions à la Commission de révision des prix des produits alimentaires.

M. Anderson: Je comprends.

Mme Plumptre: Et j'espère que nous pourrions mettre à profit le bagage de connaissances que nous avons acquises à ce moment-là. Par exemple, en ce qui concerne le bœuf, nous savons que 70 p. 100 ou 75 p. 100 du prix revient au producteur. Dans d'autres cas, ce n'est pas autant. Le degré de transformation requis est un facteur important. Même si les prix à la ferme ne sont pas inclus dans les directives, en supposant que la Commission soit efficace et que le prix des fertilisants, par exemple, le prix des instruments aratoires et les autres prix soient maintenus à un niveau raisonnable, nous espérons que les producteurs feront preuve de modération à leur tour.

M. Anderson: Merci, monsieur le président.

Le président: M. Neil, suivi de M^{me} Appolloni et de M. Hargrave.

M. Neil: Monsieur Pepin, le budget supplémentaire déposé à la Chambre la semaine dernière montre que votre budget s'élève à \$4,863,000 en tout et que votre publicité compte \$1 million. Je suppose que cela porte sur la période allant du 13 octobre à la fin de mars, une période de 6 mois. Je me demande si vous pourriez dire au Comité comment vous comptez dépenser ce million de dollars. Disposez-vous de vos propres chargés de relation publique qui préparent les brochures nécessaires ou les annonces publicitaires? Aurez-vous recours à Information Canada, qui dispose d'un budget d'environ \$20,000,000 par année? Retiendrez-vous les services d'une agence de publicité?

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: On a point of order, Mr. Chairman.

The figures mentioned by Mr. Neil were referred to committee and that committee will be responsible for considering the budget allocated to the Board.

M. Neil: Oh, allons!

Mr. Clermont: Mr. Neil, you can say "nonsense" as long as you want. However, there are regulations. We are studying Bill C-73, not the projected budget of the Anti-Inflation Board.

I submit this to the Chair. If the Chairman entitles you to speak, I will submit, but your...

The Chairman: Mr. Clermont, it is agreed that all the members of the Committee may express any comment during the 10 minutes which are allocated to them. This is the rule...

Mr. Clermont: I see, you are not observing the established rules. Well then, thank you. Thank you.

The Chairman: The rule was to give everybody an equal chance to express their ideas.

Mr. Clermont: Fine, let us discuss the estimates of the Department of Finance then; if that is what you want, fine by me.

[Text]

Le président: Merci, monsieur Clermont.

M. Clermont: Très bien.

The Chairman: Mr. Neil, please proceed.

Mr. Neil: Are you allowing me to ask this question?

The Chairman: Yes, but the witness is free to answer or not.

Mr. Pepin: The easy answer is simply this, that the supplementary estimates you saw were prepared by the Anti-Inflation Secretariat before we arrived on the scene. Consequently they are estimates, very much estimates, and the members of the Board had no opportunity to discuss them in any way, shape or form. So do not give them too great a biblical value at this time. We will, regrettably, establish our own budgeting system and take our responsibility. But these were estimates brought for us before we were on the scene.

With respect to the information, that was one of the items in front of us this morning. You know that we had today our fourth meeting as members of the Board, and we are preparing now a grand strategy for information and publications and so on. We intend to do it as cheaply as our name commands that we should, and we intend to use all available channels.

As I said before, our purpose in life is not to create a big bureaucratic monster that we will not be able to get rid of once it is alive.

Mr. Neil: There were some questions put to you earlier as to the time frame. Mr. Biddell in a speech given in Toronto, I believe it was, stated that if the controls are not removed quickly, there is a distinct possibility that stagnation will set into the economy and create a climate where it will be impossible for new business to get off the ground. I appreciate this is his personal opinion, but I am wondering, Mr. Pepin, if you can give the Committee some indication of how long a period of time you expect it will take before there is some indication as to whether or not this program is being effective. I think the public are entitled to have some idea as to when they can decide whether it is being effective or not.

Mr. Pepin: It is impossible for me to give an answer at this time. But the sort of thing Mr. Biddell said would certainly, if I were a businessman, encourage me to pay all the attention I should to the program and to contribute to it as much as I can. So you see, one can read these things differently.

• 1750

Again, with respect to the length of time, how long it would take before we make an impact—there are so many factors to consider there, the fact that some prices are now behaving slightly better than they were in the past, what will happen in the world depends on a number of things. So it is going to be a frustrating exercise for both the members of the Commission, if I may be totally blunt, and for the public in general. It will be frustrating, because we will say it will take some time. We all say it will be difficult to claim progress. If, for example, it happens that next year the cost of living, instead of being 11 happens to be 9½ and we all go out and say that is because of the Anti-Inflation Board, people will laugh because they know it will be because of so many other factors. And rightly so. Somebody will say it is because of the cost of imports that went

[Interpretation]

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Very well . . .

Le président: Monsieur Neil, je vous prie de poursuivre.

M. Neil: Me permettez-vous de poser cette question?

Le président: Oui, mais le témoin est libre d'y répondre ou non.

M. Pepin: La réponse est facile; les prévisions supplémentaires que vous avez vues ont été préparées par le secrétariat de la Commission de lutte contre l'inflation avant que nous n'y soyons parvenu. Ce sont donc des prévisions et rien de plus, les membres de la Commission n'ont pas encore eu l'occasion d'en discuter de quelque façon que ce soit. Ne leur accordez donc pas encore trop d'importance. Nous devons, c'est malheureux, établir notre propre budget et assumer nos responsabilités. Mais ces prévisions-là ont été préparées avant notre arrivée.

En ce qui concerne l'information, c'était une des questions à l'ordre du jour ce matin. Vous savez que les membres de la Commission ont tenu aujourd'hui leur quatrième réunion et nous préparons actuellement un vaste plan de renseignements, de diffusion des publications, et ainsi de suite. Nous avons l'intention de procéder avec la parcimonie qui doit nous caractériser et nous avons l'intention d'avoir recours à toutes les voies disponibles.

Comme je l'ai déjà dit, nous ne devons surtout pas créer une gigantesque machine bureaucratique dont nous ne pourrions pas nous débarrasser une fois qu'elle se mettra à vibrer.

M. Neil: On vous a posé des questions, un peu plus tôt, au sujet de la durée. M. Biddell, dans un discours prononcé à Toronto, si je ne m'abuse, a déclaré que si les contrôles ne sont pas supprimés rapidement, il y a de fortes chances que l'économie soit atteinte de stagnation et que cela créera un climat où il sera impossible à de nouvelles entreprises de se lancer dans les affaires. Je me rends compte que c'est son opinion personnelle, mais je me demande, monsieur Pepin, si vous pouvez indiquer au Comité combien de temps devra s'écouler avant qu'on ne se rende compte de l'efficacité ou de l'inefficacité de ce programme. Il me semble que le public a le droit de savoir si ce programme est efficace ou pas.

M. Pepin: Je suis incapable de vous répondre pour l'instant. Mais la déclaration de M. Biddell m'encouragerait certainement, si j'étais un homme d'affaires, à faire très attention au programme et à y contribuer autant que possible. Vous voyez donc qu'on peut interpréter ces choses de manière différente.

Encore une fois, en ce qui concerne la durée, et le temps qu'il faudra avant que nous ne voyons des effets—il y a tant de facteurs à prendre en compte: le fait que certains prix se comportent maintenant mieux qu'auparavant, que ce qui arrivera dans le monde dépend d'un grand nombre de choses. Si je puis me permettre de parler carrément, ce sera une évolution difficile et pour les membres de la Commission et pour le public en général. Cela sera difficile parce que nous disons tous que cela va prendre un certain temps. Nous disons tous qu'il sera difficile de voir une progression. Si, par exemple, il se produit l'année prochaine que le coût de la vie au lieu d'être 11 p. 100 est de 9½ p. 100, nous allons tous dire que cela est dû à la Commission anti-inflation; les gens vont bien rigoler parce qu'ils sauront que cela sera dû à tellement d'autres fac-

[Texte]

down. Somebody else will say it is because of the control we had on this or that. Again, it is going to be most frustrating for both the public and for the members of the Commission. This is where we will sort of have to create around ourselves an aura of great responsibility and be fantastically good communicators and what-not to convince the public of that fact. I cannot lie there. I am not lying now and I do not intend to lie. But people will have to say well, there are a great number of factors at stake here, a great number of factors affecting prices and wages and the role of the Anti-Inflation Board is a very important one and these people are doing their best to contribute in the way which has been assigned to them by the anti-inflation program.

Mr. Neil: Getting back to professional fees, there have been a number of questions asked and, like other members, we get telephone calls regarding the effect on professional fees. In listening to Mr. Macdonald he indicated when he was before the Committee that the professional man would have to show that there was increased productivity. Now, I am concerned specifically with the legal profession; it could apply to doctors as well. But in the legal profession, as you know, most provinces do set the fee schedule and there are situations, particularly in the United States, where your fees are based on a percentage of the value of the estate. I know in my own particular business in some years you get some relatively small estates but every once in a while you pick up two or three very large estates which brings in a substantial amount of income. And really there is no increase in productivity. You are doing the same amount of work but your fees, being based on the amount of the estate, your income is bound to go up. So I am wondering under those circumstances what the attitude of the Board will be.

Mr. Pepin: It will be the attitude of the government whose responsibility is to bring the regulations on this matter. But what you and some of your colleagues have said about the difficulty of establishing criteria like extra work and that sort of thing tends to indicate the difficulty of controlling professional fees by ways that have been indicated up to now.

The Chairman: One last question, Mr. Neil.

Mr. Neil: It would be a very difficult job. Where the fees are set they are fixed fees, so could not the ruling be that the law society or the government would not permit any increase in the fee schedule during the period of time or if they did it would have to fall within the guidelines, and then you would not have all these problems of having lawyers and doctors trying to account for their increase in income?

Mr. Pepin: A good idea that we will put on the table.

The Chairman: Thank you, Mr. Neil. Mrs. Appolloni followed by Mr. Hargrave and Mr. Gray.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Pepin, you will have known if you have read the minutes of our recent meetings that we have had quite a few criticisms of the program from the point of view that people feel it is very difficult to control prices, especially food prices, especially because we import so much. Yesterday for instance,

[Interprétation]

teurs. Et ils auront raison. Certains diront que cela est dû à une baisse des coûts d'importation. D'autres diront que cela est dû aux restrictions que nous avons eues sur telle ou telle chose. Encore une fois, cela sera très frustrant et pour le public et pour les membres de la Commission. C'est à ce moment-là que nous devons faire valoir que nous assumons d'énormes responsabilités et devenir extrêmement efficaces dans nos communications et je ne sais quoi afin de convaincre le public de ce fait. Là, je ne peux pas mentir. Je ne mens pas maintenant et je n'ai pas l'intention de le faire. Mais les gens devront se dire qu'il y a beaucoup de facteurs en jeu ici, un grand nombre d'éléments influant sur les prix et les salaires et que le rôle de la Commission est très important, que ces gens ont fait de leur mieux afin de contribuer dans le sens du mandat reçu selon le programme anti-inflation.

M. Neil: Pour en revenir aux honoraires professionnels, il y a eu beaucoup de questions posées sur le sujet et, comme les autres députés, nous recevons des appels téléphoniques concernant ces honoraires. M. Macdonald, dans ses propos au Comité, a dit que les professionnels devront démontrer qu'il y a eu une augmentation de la productivité. Je pense tout particulièrement aux avocats, cela pourrait aussi bien s'appliquer aux médecins. Dans la profession légale, comme vous le savez, la plupart des provinces déterminent l'échelle des honoraires et il y a des situations, particulièrement aux États-Unis, où les honoraires sont basés sur un pourcentage de la valeur de la succession. Je sais que, dans mon entreprise, certaines années vous avez des successions relativement petites, mais de temps à autre, vous en avez 2 ou 3 très importantes qui rapportent un revenu assez important. Il n'y a vraiment pas d'augmentation de la productivité. Vous faites le même travail mais vos honoraires, étant basés sur le montant de la succession, votre revenu ne peut qu'augmenter. Étant donné ces circonstances, je me demande quelle sera l'attitude de la Commission.

M. Pepin: La Commission adoptera la même attitude que le gouvernement qui a la responsabilité d'établir des règlements sur cette question. Mais ce que vous et certains de vos collègues avez mentionné concernant la difficulté d'établir des critères concernant le travail additionnel et ce genre de choses démontre la difficulté de contrôler les honoraires professionnels par les moyens qui ont été indiqués jusqu'à date.

Le président: Une dernière question, monsieur Neil.

M. Neil: Ce serait une tâche très difficile. Dans le cas où les honoraires sont établis officiellement, ils sont fixes, de sorte que vous pourriez dire que les associations d'avocats ou les gouvernements n'auraient pas la permission d'augmenter l'échelle d'honoraires au cours de cette période ou, s'ils le faisaient, qu'ils devraient le faire selon les indicateurs. Et alors, vous n'auriez pas tous ces problèmes concernant les avocats et les docteurs qui devront rendre compte de leur augmentation de revenu?

M. Pepin: C'est une très bonne idée dont nous tiendrons compte.

Le président: Merci, monsieur Neil. M^{me} Appolloni suivie de M. Hargrave et de M. Gray.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président. Monsieur Pepin, vous saurez probablement, si vous avez lu les procès-verbaux de nos dernières séances, que nous avons eu beaucoup de critique au sujet du programme car les gens pensent qu'il serait très difficile de restreindre certains prix, surtout les prix des aliments étant donné l'importa-

[Text]

we had the Canadian Chamber of Commerce and they were quite convinced that it was impossible to do anything about imported prices. Frankly, I am convinced to the contrary. I am convinced that it must be possible—let me explain myself. I do not think we can control the prices beyond our border, but once they come in I think it would be sufficient to look at the Chicago commodities exchange or something like that, allow the usual transportation and due profit, but surely we should be able to monitor the prices that the Canadian importer charges to the Canadian consumers. Would you agree or not?

Mr. Pepin: I agree with you, and we will do that.

• 1755

Mrs. Appolloni: You will do that?

Mr. Pepin: Yes, indeed.

Mrs. Appolloni: Hallelujah. I am so happy. Thank you. Now on the second point, there has again been a fear expressed on several occasions that companies, corporations particularly, might be able to get away with "excess" profits which they would not necessarily have to plough back into the economy in order to create more jobs. Is there any way you see that your Board could control that kind of movement of corporate profits to ensure that they are ploughed back to create more jobs?

Mr. Pepin: As opposed to what?

Mrs. Appolloni: As opposed to just being taken away or made up in higher salaries or something.

Mr. Pepin: If it is taken away, it is controlled by way of control on dividends.

Mrs. Appolloni: But is there any way we can encourage them to continue creating more jobs, especially at a time when unemployment is rather high?

Mr. Pepin: At least in the White Paper as it stands now our major problem is that.

Mrs. Appolloni: This is a major threat.

Mr. Pepin: Yes.

Mrs. Appolloni: The third question, if you do not mind, I would perhaps address to Mrs. Plumptre, particularly in view of what she said about the egg marketing, the CEMA, and the consequences there of the increased prices.

You are very much aware, I am sure, Mrs. Plumptre, of the capillary action that occurs when one particular product is increased. Take for instance sugar. If you remember not too long ago the price just soared. As a result of that many products from the humble candy bar right up to the very necessary and essential loaf of bread—the price went up accordingly. Now that the price of sugar has gone down, I have not noticed a consequent downward trend either in the candy bar or all the way up to the loaf of bread. Will your Board be able to monitor that kind of action?

Mrs. Plumptre: I would not say we could monitor every kind of product, but there has been—we have already monitored some of those prices. There has been quite a reduction—for example, we were in touch with the baking industry and they did reduce prices of the bakery goods that require sugar, which are much more important. Sugar is not a very important item in bread. There is some, but not very much.

[Interpretation]

tion que nous en faisons. Hier, par exemple, nous avions ici des représentants de la Chambre canadienne de commerce et ils étaient convaincus qu'il était tout à fait impossible de faire quoi que ce soit vis-à-vis les prix des produits importés. Franchement, je suis convaincu du contraire. Je pense que ce doit être possible et permettez-moi de m'expliquer. Je ne dis pas que nous pouvons contrôler les prix au-delà de nos frontières, mais une fois les produits entrés, il suffirait d'examiner les tarifs de Chicago par exemple, de tenir compte du transport et des bénéfices normaux, mais nous devrions certainement pouvoir contrôler les prix qu'impose l'importateur canadien aux consommateurs du pays. Êtes-vous d'accord ou pas?

M. Pepin: Oui et c'est ce que nous ferons.

Mme Appolloni: Vous ferez cela?

M. Pepin: Oui, certainement.

Mme Appolloni: Alléluia. J'en suis bien heureuse. Merci. Maintenant, une deuxième chose. A diverses reprises, on a exprimé la crainte que les sociétés, particulièrement celles qui sont constituées en corporation, seront peut-être en mesure de faire des profits excessifs qu'elles ne réinvestiraient pas nécessairement dans l'économie pour créer plus d'emplois. Pensez-vous que votre Commission pourrait contrôler ce genre de mouvement pour assurer que lesdits bénéfices soient réinvestis pour créer des emplois?

M. Pepin: Par opposition à quoi?

Mme Appolloni: A être seulement retirés ou à constituer par exemple une hausse de traitements.

M. Pepin: S'ils sont retirés, ils tombent sous le coup du contrôle des dividendes.

Mme Appolloni: Mais serait-il possible de les encourager à créer plus d'emplois, surtout lorsque le chômage est assez important?

M. Pepin: D'après le Livre blanc tel qu'il se présente actuellement, c'est là le principal problème.

Mme Appolloni: Cela représente une forte menace.

M. Pepin: Oui.

Mme Appolloni: Ma troisième question, si vous me le permettez, s'adresserait plus particulièrement à M^{me} Plumptre et à ce qu'elle a dit à propos de la commercialisation des œufs, de l'Office de commercialisation des œufs et des conséquences de la hausse des prix dans ce domaine.

Vous savez très bien, madame Plumptre, ce qui se passe lorsqu'on relève le prix d'un produit en particulier. Prenez l'exemple du sucre. Vous vous souviendrez qu'il n'y a pas si longtemps les prix se sont considérablement élevés. En conséquence, bien des produits, qu'il s'agisse des bonbons ou de cette miche de pain qui est bien essentielle, ont été augmentés en conséquence. Maintenant que le prix du sucre est redescendu, je n'ai pas l'impression que les bonbons ou le pain en aient pour autant diminué. Votre Commission sera-t-elle à même de contrôler ce genre de choses?

Mme Plumptre: Je ne dirais pas que nous pourrions contrôler tous les produits, mais c'est possible dans certains cas et nous l'avons déjà fait. Nous avons, par exemple, contacté l'industrie boulangère qui a réduit ses prix sur les produits nécessitant du sucre. Le sucre toutefois n'est pas un ingrédient très important dans le pain. Il y en a, mais pas beaucoup.

[Texte]

In the other bakery items, of course, there is quite a lot. There has been reduction in some of those prices, and I think in other things too. I do not think we can monitor every product, but if we notice that happen again, then I think we do have to go to the firms that use a great deal of sugar in the processing of items.

Mrs. Appolloni: Yes. I used sugar as an example.

Mrs. Plumptre: It is a very good example.

Mrs. Appolloni: And jams.

Mrs. Plumptre: Yes.

Mrs. Appolloni: This will be my last question. This example was brought to my attention today. A consumer, this time a male of the species, went into a supermarket over the weekend and...

Mr. Pepin: Why is a consumer a female?

Mrs. Appolloni: It is usually referred to as "she", especially when she is being ripped off, poor love. Anyway, as I was saying, he went into a supermarket in Ottawa just before the weekend and he found three packages of pea-meal bacon with three different prices per pound. The packaging was the same but the three prices were different. He took it to the store manager and said, why are there three different prices? The store manager said one of them is because it comes from a different part of the pig. It so happens that this consumer was a farmer and knew better. Then he said, what about the third? The third, the manager said, is because it comes from a firm named Ziggy's or something, which we all know makes delicatessen goods. Now, with all due respect, and I do not want to make a pun, I think that is hogwash. If the consumer has to pay an awful lot more just because of a fancy name—look what happened in Toronto recently when Loblaw's sold out. Are we going to be...

Mrs. Plumptre: Excuse me. I think Loblaw's has not sold out. I think Ziggy's belongs to Loblaw's.

• 1800

Mrs. Appolloni: Worse still, very much worse still. Is the consumer going to have some kind of protection against that?

Mrs. Plumptre: That is a very difficult thing, we would hope so, but there also may have been—I can think of another reason, actually you have seen some decrease in the price of pork recently. There may have been a difference in price, and some of them may have gone down because that does happen, of course, with bacon or something that can stay for some time.

Mrs. Appolloni: The price differential was well over a dollar.

Mrs. Plumptre: Was it really? I must say that it sounds like what we call a real rip-off. I cannot say to you we will catch everyone. All we can say is that we will do the best we can in monitoring. We certainly will be monitoring and bacon is one of the things we will be monitoring. There has been, as you know, a tremendous increase in price and now it has come down a little. We just hope that we will be able—and that is why we have to know what is happening. It is no good trying to pretend we do not have to have agricultural economists because we must have them to watch what is happening at the basic price, so that you can

[Interprétation]

Pour les autres articles de boulangerie, bien sûr, il y en a beaucoup. Certains de ces prix ont été diminués et je crois que le cas s'est reproduit. Je ne pense pas que nous puissions tout contrôler mais si nous nous apercevions que cela se reproduisait, je pense qu'il nous faudrait contacter les entreprises qui utilisent beaucoup de sucre dans la fabrication de leurs articles.

Mme Appolloni: Oui. J'ai pris le sucre comme exemple.

Mme Plumptre: C'est un excellent exemple.

Mme Appolloni: Et les confitures.

Mme Plumptre: Oui.

Mme Appolloni: Voici ma dernière question. L'exemple a été porté à mon attention aujourd'hui. Un consommateur, cette fois un homme, est allé en fin de semaine dans un supermarché et...

M. Pepin: Pourquoi le consommateur serait-il une femme?

Mme Appolloni: On dit en général «elle», surtout si elle s'est fait avoir, la pauvre chérie. De toute façon, il est allé au supermarché à Ottawa juste avant la fin de la semaine et s'est aperçu qu'il y avait trois prix différents sur trois sachets de bacon identiques. L'emballage, lui, ne variait pas. Il a montré cela au gérant du magasin en lui demandant pourquoi il y avait trois prix différents? On lui a répondu que dans un cas le bacon venait d'une autre partie du cochon. Il se trouvait que le consommateur était agriculteur et donc mieux renseigné. Il a alors demandé ce qu'il en était du troisième? Le gérant lui a alors répondu qu'il venait d'une certaine maison Ziggy ou quelque chose du genre qui, comme chacun sait, vend de l'épicerie fine. Maintenant avec tout le respect que je vous dois, je ne voudrais pas jouer sur les mots, mais j'estime que c'est une histoire de cochon. S'il faut que le consommateur paye beaucoup plus tout simplement parce que le nom change—voyez ce qui s'est passé à Toronto récemment avec Loblaw. Allons-nous...

Mme Plumptre: Excusez-moi. Je ne pense pas que Loblaw ait revendu. Et je crois que Ziggy's appartient à Loblaw.

Mme Appolloni: C'est pire, c'est bien pire. Va-t-on protéger le consommateur contre ce genre de choses?

Mme Plumptre: C'est très difficile à faire, mais nous espérons néanmoins—il y a peut-être une autre raison, car il y a eu une baisse du prix du porc récemment. Il peut y avoir eu une différence de prix à l'achat, et dans certains magasins, le prix aura baissé, car cela arrive souvent avec le bacon ou avec d'autres produits qui risquent de rester sur les rayons pendant quelque temps.

Mme Appolloni: La différence de prix était bien supérieure à un dollar.

Mme Plumptre: Vraiment? Je dois dire que cela me semble être du vol. Je ne peux pas promettre que nous attraperons tous les contrevenants. Tout ce que je puis dire, c'est que nous ferons de notre mieux pour surveiller les prix. Nous allons surveiller le prix du bacon, notamment. Comme vous le savez, les prix du porc ont énormément augmenté dernièrement, et ils sont en train de rebaisser. C'est pour cela que nous devons toujours être informés de ce qui se passe sur le marché. Nous avons besoin d'économistes spécialisés dans l'agriculture car nous devons connaître les prix à la production de façon à pouvoir

[Text]

see what happens to the process price. With regard to the supermarket, as I said, we just have to monitor and do the best we can.

Mr. Pepin: Nobody is obligated to go to Ziggy's either.

Mrs. Plumptre: No, it was within supermarkets. It must have been in Loblaws.

Mrs. Appolloni: They were all in the same refrigerator, so that a shopper in a hurry just picks up peameal bacon.

Mrs. Plumptre: Some shoppers should be in a hurry these days.

The Chairman: Thank you, Mrs. Appolloni.

M. Trudel invoque le Règlement.

M. Trudel: Monsieur le président, tel qu'il a été convenu au début de la réunion, j'ai déposé, auprès du secrétaire du Comité, les amendements en français et en anglais, et il y a suffisamment d'exemplaires pour les membres du Comité. Je crois aussi que le parti conservateur a fait la même chose et nous avons donc vu à remplir les obligations auxquelles nous étions intéressés auparavant. Merci.

Le président: Merci monsieur Trudel.

I think, Mr. Stevens, you have also tabled some amendments.

Mr. Stevens: Yes, we have tabled them. I hope we do not adjourn, though, right away. I think we just have one more...

The Chairman: I was coming to that, Mr. Stevens. I still have three names on my list, Mr. Hargrave, Mr. Gray and Mr. Martin, so I am in the hands of the Committee. Do we proceed with these three?

M. Leblanc (Laurier): Monsieur le président...

Le président: Monsieur Leblanc.

M. Leblanc (Laurier): ... à la suite du rappel au règlement soulevé par M. Trudel, il faut faire remarquer quand même que la décision du Comité signifie que tous les partis d'opposition peuvent et devraient aujourd'hui déposer des amendements, pas seulement les conservateurs.

Le président: Non, non.

M. Leblanc (Laurier): Si les créditistes ont des amendements ou un autre parti, NPD, ils peuvent également déposer des amendements...

Le président: J'ai demandé à M. Orlikow quand il était ici et il m'a dit que son parti n'avait pas d'amendement à déposer.

M. Leblanc (Laurier): Je pense qu'il est bon de l'indiquer quand même pour les fins du procès-verbal.

Le président: Oui. Monsieur Cafik.

Mr. Cafik: Mr. Chairman, also on a point of order, I notice in the subcommittee's report, which was adopted by this Committee, it spoke of Donald Macdonald's and the opposition party's tabling their amendments. I am not in either category. I may be considered an opposition member at times, but I am not at least an opposition party, so I have some amendments which I would like to table and I presume that I can do so now.

[Interpretation]

surveiller les prix à la transformation. En ce qui concerne les supermarchés, nous allons devoir exercer une surveillance et faire de notre mieux.

M. Pepin: Personne n'est obligé d'aller acheter chez Ziggy's.

Mme Plumptre: Non, c'était dans un supermarché. Sûrement chez Loblaws.

Mme Appolloni: Les diverses marques étaient toutes dans le même réfrigérateur, si bien qu'un acheteur pressé pouvait prendre l'un ou l'autre.

Mme Plumptre: Il y a beaucoup d'acheteurs pressés en ce moment.

Le président: Je vous remercie, madame Appolloni.

Mr. Trudel has a point of order.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, as it was agreed at the beginning of the meeting, I have tabled with the Clerk of the Committee the amendments, in French and in English, and there are enough copies for all members. I understand the Conservative Party has done the same and we have therefore fulfilled our commitments. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel.

Je crois, monsieur Stevens, que vous avez également déposé quelques amendements.

M. Stevens: Oui, nous les avons déposés. J'espère cependant que nous n'allons pas ajourner tout de suite. Nous avons encore quelques...

Le président: J'allais y venir, monsieur Stevens. J'ai encore trois noms sur ma liste, ceux de M. Hargrave, M. Gray, M. Martin, aussi je m'en remets aux souhaits des membres du Comité. Allons-nous donner la parole à ces trois-là?

Mr. Leblanc (Laurier): Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Following the point of order raised by Mr. Trudel, we should stress that the Committee's decision means that all opposition parties can and should table today their amendments, and not only the Conservatives.

The Chairman: No.

Mr. Leblanc (Laurier): If the Social Credit Party has amendments or the NDP, they may also table them.

The Chairman: I asked Mr. Orlikow when he was here and he said that his party has no amendments.

Mr. Leblanc (Laurier): I still think it had to be said, for the record.

The Chairman: Yes. Mr. Cafik.

M. Cafik: Monsieur le président, j'ai également un rappel au Règlement. J'ai remarqué que le rapport du sous-comité, qui a été adopté par le comité plénier, dit que Donald Macdonald et les partis de l'opposition doivent déposer leurs amendements. Je ne fais partie ni de l'une ni de l'autre catégorie. Parfois je peux être considéré comme député de l'opposition, mais je ne suis pas un parti d'opposition, et j'ai moi aussi quelques amendements que j'aimerais déposer, et je présume que je peux le faire maintenant.

[Texte]

The Chairman: Yes, any member can table an amendment at this time for study tomorrow. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: On the same point of order while we are on it, all these amendments are going to be distributed at this time.

The Chairman: They will be distributed to the members of the Committee.

Mr. Herbert: At this time.

The Chairman: Yes, immediately. Mr. Stevens on the same point of order.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, on this point of order, we have handed in our amendments. We believe there will be consequential amendments coming out of our amendments. For example, we are proposing an 18-month limitation on the Bill as opposed to the 39 months and that will ricochet into other clauses such as the amendment the Minister has already handed in in respect of Clauses 26(2) on page 21. So, I hope it is understood that there will be those consequential amendments.

The Chairman: It does not remove the possibility of tabling some more amendments tomorrow, but it was agreed that the amendments that were ready should be tabled at this moment.

Mr. Herbert: Did you say that more amendments can be tabled tomorrow?

Mr. Kempling: Sure thing.

The Chairman: Oh, yes. All through the day tomorrow during the clauses-by-clause study, more amendments could be brought in, but it was agreed that those ready would be tabled tonight to allow the members to study them.

Mr. Herbert: Not just consequential amendments such as Mr. Stevens was talking about?

● 1805

The Chairman: No, other amendments also.

Mr. Stevens: In fairness, Mr. Chairman, and I am willing to abide by whatever the Committee wishes, I think the original steering committee understanding was — and I suppose the Committee can reverse itself tomorrow that anything of any consequence was supposed to be shown tonight.

Mr. Gray: Agreed.

An hon. Member: That is my understanding.

Mr. Gray: Mr. Chairman, we have to be clear that there may be a necessity for amendments to reflect compromises.

Mr. Herbert: That is okay. Agreed.

The Chairman: The Committee is always free to decide anything tomorrow or tonight.

Mr. Clermont: Not just anything, but anything within the rules.

The Chairman: Within the rules, yes. *Merci, M. Clermont.*

[Interprétation]

Le président: Oui, tous les députés peuvent déposer aujourd'hui leurs amendements. qui seront étudiés demain. Monsieur Herbert.

M. Herbert: A ce sujet, est-ce que tous les amendements seront distribués maintenant?

Le président: Ils seront distribués aux membres du Comité.

M. Herbert: Maintenant.

Le président: Oui, immédiatement. Monsieur Stevens, au sujet du même rappel au Règlement.

M. Stevens: Monsieur le président, nous avons remis nos amendements. Je pense qu'ils donneront lieu à des sous-amendements. Par exemple, nous proposons que le projet de loi soit limité à 18 mois au lieu de 39 et cela aura des conséquences sur d'autres amendements comme celui que le ministre a déjà proposé à l'article 26(2), page 21. J'espère donc qu'il est bien admis qu'il y aura des sous-amendements.

Le président: Je n'exclus pas la possibilité de déposer d'autres amendements demain, mais nous avons convenu que les amendements qui étaient prêts devaient être déposés aujourd'hui.

M. Herbert: Avez-vous dit que d'autres amendements pourraient être déposés demain?

M. Kempling: Certainement.

Le président: Oui. Pendant toute la journée de demain, durant l'étude article par article d'autres amendements pourraient être déposés, mais nous avons convenu que ceux qui étaient prêts ce soir devraient être déposés tout de suite, afin de permettre aux députés de les étudier.

M. Herbert: Non seulement les amendements faisant suite à d'autres, comme ceux dont parlait M. Stevens?

Le président: Non, d'autres amendements également.

M. Stevens: En fait, monsieur le président, la décision d'origine du comité directeur était que tous les amendements importants devraient être déposés ce soir, mais je suis prêt à m'en remettre à la décision du Comité.

M. Gray: D'accord.

Une voix: C'est ce que je croyais.

M. Gray: Monsieur le président, il sera peut-être nécessaire d'introduire des amendements de compromis.

M. Herbert: C'est bien. D'accord.

Le président: Le Comité pourra décider ce qu'il veut demain ou ce soir.

M. Clermont: Mais pas n'importe quoi, il faut respecter le Règlement.

Le président: Certainement. *Merci, monsieur Clermont.*

[Text]

Mr. Clermont: Within the House rules.

The Chairman: Is it agreed that we hear the three members I have on my list: Mr. Hargrave, Mr. Gray and Mr. Martin?

Mr. Joyal: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Joyal.

Mr. Joyal: If you have copies of the amendments and section numbers, is it possible to have them circulated now? We previously agreed that we would adjourn at 6 o'clock.

The Chairman: We will do that while we continue the questions. Is it agreed that we continue?

Mr. Leblanc.

M. Leblanc (Laurier): Le secrétaire pourrait-il également faire faire des photocopies immédiatement des amendements déposés par mon collègue, M. Cafik, afin que tous les membres aient les amendements qui ont été déposés. De cette façon-là nous aurons les amendements des membres de l'opposition, les amendements du ministre lui-même et les amendements des autres membres.

Le président: D'accord, monsieur Leblanc nous allons faire faire des photocopies immédiatement.

M. Leblanc (Laurier): Merci.

Mr. Herbert: Are these amendments that are being tabled going to be printed as an appendix to today's minutes?

The Chairman: No, because some are in only one language.

Mr. Herbert: Then there will be no record of the amendments that are being tabled.

The Chairman: Except the copy that you will have in your hand. Thank you.

Mr. Hargrave.

Monsieur Leblanc.

M. Leblanc (Laurier): Je regrette beaucoup, je n'ai pas compris l'intervention de M. Herbert. Est-ce que les amendements qui sont déposés aujourd'hui vont être imprimés? Ils ne seront pas imprimés?

Une voix: Moi je ne pense pas.

M. Leblanc (Laurier): Ils sont distribués aux membres présents et à ceux qui viendront demain.

Le président: C'est ça.

M. Leblanc (Laurier): Mais pour tout de suite on ne les imprime pas en appendice et ils seront étudiés, je suppose, lorsqu'on en viendra aux articles pertinents.

Le président: C'est cela.

M. Leblanc (Laurier): C'est bien ainsi que nous allons procéder?

[Interpretation]

M. Clermont: Respecter le Règlement de la Chambre.

Le président: Est-il convenu que nous donnons la parole aux trois députés qui sont sur ma liste: M. Hargrave, M. Gray et M. Martin?

M. Joyal: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Joyal.

M. Joyal: Si vous avez les copies des amendements et les numéros des articles, serait-il possible de les distribuer maintenant? Nous avons décidé d'ajourner à 18 h.

Le président: Nous les distribuerons pendant que nous continuerons à débattre. Est-il convenu que nous poursuivions?

Monsieur Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Could the Clerk also make immediately photocopies of the amendments tabled by my colleague Mr. Cafik so that we members can have them? In this way we will have the amendments of the opposition members, the Minister's amendments and those of the other members.

The Chairman: Agreed, Mr. Leblanc. We will make the photostats immediately.

Mr. Leblanc (Laurier): Thank you.

M. Herbert: Est-ce que les amendements qui sont déposés aujourd'hui figureront en annexe au procès-verbal d'aujourd'hui?

Le président: Non, car certains ne sont pas traduits.

M. Herbert: Il n'y aura donc pas trace des amendements qui sont déposés.

Le président: Non, en dehors de la copie que vous aurez en main. Je vous remercie.

Monsieur Hargrave.

Mr. Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Excuse me but I did not understand Mr. Herbert's point. Will the amendments that have been tabled today be printed? They will not be printed?

An hon. Member: I do not think so.

Mr. Leblanc (Laurier): They will be circulated to the members who are here today and to those who will come tomorrow.

The Chairman: That is right.

Mr. Leblanc (Laurier): They are not going to be printed as an appendix to today's proceedings and I suppose that they will be called when we proceed clause by clause.

The Chairman: That is right.

Mr. Leblanc (Laurier): This is how we are going to proceed?

[Texte]

Le président: C'est ça.

M. Leblanc (Laurier): Merci.

Le président: Très bien.

Mr. Stevens: Are we putting them on as an appendix?

The Chairman: No.

Mr. Stevens: I think we should.

The Chairman: We are just circulating them.

Mr. Stevens: Let us put them on as an appendix. It will clear up any confusion as to just what was handed in tonight.

Mr. Leblanc (Laurier): That is what I was asking, Mr. Stevens, but I have a ruling from the Chair.

The Chairman: I am in the hands of the Committee. Does the Committee—?

Mr. Kempling: Yes, let us do it.

The Chairman: Do you want the amendments to be printed as an appendix to today's minutes?

Some hon. Members: D'accord. Agreed.

Le président: Monsieur Trudel.

A l'ordre s'il vous plaît.

Monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, je m'objecte à cette manière de procéder parce que, comme vous le savez, chaque amendement doit être considéré et déposé par un ministre ou un député quand on en arrive à l'article étudié, pour devenir document officiel. Je m'objecterais à ce qu'on imprime les documents dans le compte rendu d'aujourd'hui.

Le président: En fait, monsieur Trudel, il avait été décidé que ceux qui voudraient déposer des amendements ce soir pourraient le faire afin de permettre aux députés, aux membres du Comité de les étudier avant demain matin.

M. Trudel: Exactement.

Le président: Alors est-ce qu'on s'en tient à cette décision-là?

M. Leblanc (Laurier): Je pense qu'il y a plus que cette décision. Je pense que c'est dans le Règlement. A l'heure actuelle, ces amendements-là, il n'y a pas personne qui les propose. Il n'y a pas de proposeur, il n'y a pas de motion. S'il n'y a pas de motion, on ne peut pas imprimer. Je pense qu'il faut attendre d'avoir une motion ce qui se fera demain à chaque article et à ce moment-là, évidemment, l'amendement pourra être imprimé. Pour tout de suite, je pense que le but principal et M. Stevens va être d'accord. The principal objective we are trying to achieve this evening with the tabling of the amendments is to ensure that you are aware of the amendments by the Minister; that we are aware of them—that everyone is aware of those amendments. And also that all the members are aware of the amendments of the opposition. Tonight we can do some homework, and tomorrow we will be in a position to commence discussion of those amendments. But there is no motion. You cannot move those amendments now, because the clause is not on call. According to the rules, I think—I may be wrong but the Clerk is there, maybe she can confirm what I am saying—I think according to the rules we cannot do that. We can only table them and circulate them.

[Interprétation]

The Chairman: That is right.

Mr. Leblanc (Laurier): Thank you.

The Chairman: Very well.

M. Stevens: Allons-nous les imprimer en annexe?

Le président: Non.

M. Stevens: Je pense que nous devrions.

Le président: Nous ne faisons que les distribuer.

M. Stevens: Mettons-les en annexe. Cela réglera tous les litiges quant à la question de savoir lesquels ont été déposés ce soir.

M. Leblanc (Laurier): C'est ce que je demandais, monsieur Stevens, mais nous avons entendu la décision du président.

Le président: Je m'en remets aux membres du Comité. Est-ce que le Comité...?

M. Kempling: Faisons-le.

Le président: Voulez-vous que les amendements soient imprimés en annexe au procès-verbal d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

The Chairman: Mr. Trudel.

Order please.

Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I object to this procedure because, as you know, each amendment has to be considered and tabled by a minister or a member when we reach the pertinent clause, in order to become an official document. I object that we print the documents in today's proceedings.

The Chairman: In fact, Mr. Trudel, it has been decided that those who wanted to table their amendments this evening could do it in order to give the members of the Committee time to study them before tomorrow morning.

Mr. Trudel: Exactly.

The Chairman: So do we stick to this decision?

Mr. Leblanc (Laurier): I think there is more to it than that. I think it is in the rules. At the present time, there is no mover for these amendments. There is no mover, there is no motion. If there is no motion we cannot print it. I think we will have to wait for a motion, which will be done tomorrow when we call the clauses and at that time amendments will of course be printed. But right now, I think that the principal objective that we are trying to achieve, and Mr. Stevens will agree with me, Le principal objectif ce soir est de déposer les amendements de façon à ce que vous soyez informés des amendements du ministre, que nous soyons informés des amendements de tout le monde. Ainsi, nous pourrions travailler ce soir et, demain, nous serons mieux en mesure d'en discuter. Il n'y a pas de motion. Vous ne pouvez présenter d'amendement maintenant puisque l'article n'a pas encore été mis en délibération. Selon le Règlement, le greffier peut vérifier si je me trompe, c'est impossible. Vous ne pouvez que déposer et faire circuler des amendements.

[Text]

[Interpretation]

• 1810

Mr. Orlikow: Mr. Chairman, on a point of order, surely the members on the government side who have the amendments that the Minister wishes to have, and Mr. Sinclair or any other members of the official opposition, if they have amendments, could hand their proposed amendments to the Clerk who could have them photocopied, could circulate them to every member, so that the members can look at them tonight; and tomorrow at the appropriate time...

Mr. Kempling: That is what we are saying.

Mr. Orlikow: Then if we are all saying the same thing, why do we not do it?

An hon. Member: Hear, hear!

The Chairman: Thank you, Mr. Orlikow. Anyway, you know that Printing would not give anything more to the members of the Committee—you will not get them by tomorrow.

Okay, agreed, so we will just distribute the amendments to the members.

Mr. Hargrave.

Mr. Hargrave: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, I only have one question but I wish to make a short preamble to lead up to that one question. Through you, to Mr. Pepin and Mrs. Plumptre, I want to say that I am concerned that the Canadian Transport Commission, a federal government regulatory agency that is involved in using its powers to enforce the anti-inflation guidelines, seems to have perhaps two guidelines of its own. Let me enlarge on that.

Last Friday, the railways—the CPR and the CNR—introduced freight rate increases that were of rather substantial proportions, 15 per cent on single-deck livestock cars and 25 per cent on double-deck livestock cars, which made a cumulative increase since the first of this year of 64.4 per cent for single-decks and 86.7 per cent for double-decks.

On Monday of this week, the CTC advised the Cattle-men's Association, who had Telexed the CTC on this matter, that they have no power to disallow freight rate increases; and, of course, the Minister of Transport, Mr. Lang, has pointed out in a recent release that all the CTC can do is to monitor freight rate increases.

I want to go back briefly. Last winter, the Appeal Court had already reversed the decision of the CTC respecting certain freight rate increases. That was this year.

I am suggesting that perhaps the government is misleading Canadian people in its White Paper guidelines by advertising that the government's regulatory agencies are to employ their powers in carrying out the terms of reference of the anti-inflationary policy.

In contrast, Mr. Chairman, the Minister of Finance on November 14 stated in the House that the CTC had caused B.C. Telephone to back off its rate increase by some 28 per cent, and they had to reduce it accordingly.

M. Orlikow: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Les députés ministériels qui ont les amendements sur lesquels le ministre est d'accord, de même que M. Sinclair et les autres députés de l'opposition officielle, s'ils ont des amendements, peuvent sûrement les déposer auprès du greffier pour qu'il en fasse des copies et les fasse circuler, de façon que demain au moment approprié...

M. Kempling: C'est exactement ce que nous disons.

M. Orlikow: Puisque nous sommes tous d'accord, pourquoi ne pas le faire?

Une voix: Bravo!

Le président: Je vous remercie, monsieur Orlikow. De toute façon, vous savez bien que le service de l'Imprimerie ne peut pas avoir les amendements prêts pour demain.

D'accord, nous allons distribuer les amendements seulement aux députés.

Monsieur Hargrave.

M. Hargrave: Je vous remercie, monsieur le président.

J'ai seulement une question, mais je voudrais faire une sorte d'introduction. Monsieur Pepin, madame Plumptre, je tiens à dire que la Commission canadienne des transports, un organisme investi d'un pouvoir de réglementation par le gouvernement fédéral et qui, à ce titre, doit faire appliquer les directives anti-inflation, semble avoir au moins deux directives à elle seule. Je m'explique.

Vendredi dernier, les compagnies de chemin de fer, soit le CP et le CN, ont présenté des augmentations substantielles pour le transport des marchandises, de l'ordre de 15 p. 100, pour les wagons de transport de bétail à pont unique, et de 25 p. 100 pour les wagons de transport de bétail à double pont, pour un total cumulatif, depuis le début de l'année, de 64.4 p. 100 pour les wagons à pont unique, et de 86.7 p. 100 pour les wagons à pont double.

Lundi de cette semaine, la Commission canadienne des transports avisait l'Association des éleveurs de bétail, qui l'avait alertée par Telex, qu'elle n'avait pas le pouvoir de refuser les augmentations du taux de transport des marchandises; et M. Lang, le ministre des Transports, avait indiqué plus tôt que tout ce que la Commission pouvait faire c'était de surveiller ces augmentations du taux de transport des marchandises.

Je fais une rétrospective. L'hiver dernier, la Cour d'appel avait renversé la décision de la Commission canadienne des transports concernant certaines augmentations du taux de transport des marchandises. Je répète, c'était l'hiver dernier.

J'estime que le gouvernement induit en erreur le peuple canadien dans son Livre blanc en indiquant que les organismes investis d'un pouvoir de réglementation par lui doivent s'employer dans l'accomplissement de leur mandat à faire respecter la politique anti-inflationniste.

A l'opposé, monsieur le président, le ministre des Finances a indiqué à la Chambre, en date du 14 novembre, que la Commission canadienne des transports avait obligé la compagnie de téléphone de la Colombie-Britannique à réduire son augmentation des taux de 28 p. 100 et qu'il y avait eu effectivement réduction.

[Texte]

Now, my question is, in view of the fact that the CTC cannot do more than monitor railway freight increases, will your board be the appropriate authority for purposes of regulatory control? And I am quoting the response of the Minister of Finance to my question in the House yesterday. Will it indeed be the authority that will see to it that railway freight increases are subject to the guidelines? I think this is a most important matter that is causing grave concern to the shippers of livestock, especially from Western Canada to Eastern Canada.

Mr. Pepin: Mr. Hargrave, you raise a real problem. It is the first time I have had the release of the Minister of Transport, and I just realize now that, and I quote,

The CTC will review increases and report if there is a possibility of the guidelines being breached. In such a case the Governor in Council would refer directly to the administrator of the anti-inflation act to initiate enforcement of the provision of the act.

Mr. Lang says. So you are quite right. I am surprised because my understanding was that the government was giving authority to the regulatory body to directly implement the guidelines.

• 1815

An hon. Member: Right.

Mr. Pepin: The only question left in our minds was would there be after that still a possibility that the regulatory body would have to account to the Anti-Inflation Board in cases where the Anti-Inflation Board has reason to believe they had been too soft or too hard or what-not. That was the only preoccupation I had.

Mr. Hargrave: Well, there is nothing to indicate that though, is there, sir?

Mr. Pepin: You mention something which I will certainly take up with Mr. Lang and the government in general. And the two cases which you invoke, the air charters and the B.C. Telephone, are good illustrations because, as I have here, in this case, the CTC intervened directly to implement the guidelines. So I can only agree with the background notes you delivered to us and ask the government for further information on that.

Mr. Hargrave: That is what prompted me to suggest there seem to be two guidelines that the CTC is operating under and, just as a follow-up, I would like to ask you, sir, if I can advise the Canadian Accountants Association, who are deeply concerned about this, to make their responses directly to your board.

Mr. Pepin: Well, it would seem to contradict; it would seem. There may be other reasons that I do not see at this time because what you brought up is new to me. Unless there is a reason explaining the apparent contradiction, some kind of explanation will have to be provided.

Mr. Hargrave: There is one other comment I will make, sir, and that is in reference to the Minister of Transport's 95 per cent guideline about total profit picture. Now, I would hope that freight rates in Canada are not to be governed by that very loose terminology. They could hide any number of freight rate increases in a profit and loss picture for companies of that size.

[Interprétation]

Ma question est la suivante: puisque la Commission canadienne des transports ne peut que surveiller les augmentations du taux du transport des marchandises, est-ce que c'est la Commission qui devra les contrôler effectivement? Je cite la réponse du ministre des Finances à la question que je lui ai posée à la Chambre hier. Est-ce que ce sera la Commission qui sera chargée de faire appliquer les directives en ce qui concerne les augmentations du taux du transport des marchandises? C'est une question qui intéresse au plus haut point les producteurs de bétail, surtout ceux de l'Ouest du Canada.

M. Pepin: Monsieur Hargrave, vous soulevez un problème de taille. C'est la première fois que je prends connaissance du communiqué du ministre des Transports. Voici ce qu'il dit:

La Commission canadienne des transports sera chargée d'examiner les augmentations et de faire rapport dans les cas où il y aura possibilité que les directives ne soient pas respectées. Dans un tel cas, le gouverneur en conseil demanderait directement à l'administrateur de la Loi sur la lutte contre l'inflation d'appliquer la disposition voulue.

Vous avez donc tout à fait raison. Je suis surpris car je croyais que le gouvernement donnait à l'organisme de réglementation le pouvoir d'appliquer directement les directives.

Une voix: C'est cela.

M. Pepin: Il reste qu'on se demandait s'il serait toujours possible qu'un organisme de réglementation rende compte à la Commission de lutte contre l'inflation dans les cas où cette dernière aurait certaines raisons de croire qu'il a été trop indulgent ou trop dur. C'était ma seule préoccupation.

M. Hargrave: Bien, mais rien ne semble indiquer cela, n'est-ce pas?

M. Pepin: Vous parlez de quelque chose dont j'entreprendrais certainement M. Lang et le gouvernement en général. Et les deux cas invoqués, à savoir les vols nolisés et le téléphone de Colombie-Britannique, sont de bons exemples car, d'après les renseignements que j'ai ici, dans ce cas, la CCT est intervenue directement pour appliquer les directives. Je ne puis donc être d'accord avec les notes que vous nous avez fournies et demander au gouvernement d'autres renseignements à ce sujet.

M. Hargrave: C'est ce qui m'a poussé à dire qu'il semble y avoir deux directives dans le cas de la CCT et, toujours à ce sujet, je voudrais vous demander si je peux conseiller à l'Association des comptables du Canada de répondre directement à votre commission.

M. Pepin: Eh bien, cela semblerait être une contradiction. Il existe peut-être d'autres raisons que je ne connais pas encore car vous venez de m'apprendre quelque chose. Sauf si cette apparente contradiction se justifie, il faudra fournir quelque explication.

M. Hargrave: Je voudrais d'autre part, monsieur, revenir sur la directive du ministre des Transports qui limite les bénéfices totaux à 95 p. 100. J'espère que les tarifs marchandises au Canada ne seront pas régis par cette terminologie très vague. Il serait en effet possible de cacher toute hausse de tarifs en pertes et profits.

[Text]

Mr. Pepin: I do not catch your point, sir.

Mrs. Plumptre: I see the point. Actually, if I may just comment, Mr. Chairman, the cattlemen did bring this to our attention, the Anti-Inflation Board did discuss it, and we referred the matter. We asked the CTC what they were doing and were told, because we were advised, that this matter really should be under their jurisdiction, not under our jurisdiction. I think we were very discouraged that there was not a decision coming from them before November 14 because they knew for some time before that this was going to be done.

Mr. Hargrave: Thirty days.

Mrs. Plumptre: You might know I have just come back from talking to the beef people in the West and so I am well aware that to increase the freight rates at this particular time, with the great movement of cattle, is just very difficult for these people to understand.

Mr. Hargrave: Thank you, Mrs. Plumptre.

Mr. Pepin: I should try to understand. Did you take objection to the 95 per cent...

Mr. Hargrave: Well, it would seem the Minister of Transport is suggesting that this matter is covered by that 95 per cent profit and loss picture and that the matter could be covered by that. Well, I think it is incredible to think that freight rates could be left in that state.

Mr. Pepin: All right, I understand. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Hargrave. Mr. Gray has left the Committee. Mr. Martin will be the last.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I just have one brief question—I realize the hour is late—through you to Mr. Pepin, if I may, and then one question to yourself, Mr. Chairman, on a procedural matter.

I think it is becoming quite obvious that the real concern of much of Canadian society is going to be on the ability of the board to effectively police the situation in relation to prices. We had, as you are probably aware, again today eight or nine busloads of people from the Toronto area in the room downstairs who are quite definite in their views that, indeed, this cannot be done. The Canadian Labour Congress, of course, made their point quite clearly yesterday morning to us that, indeed, it cannot be done, in their opinion.

In the mechanics you will be working out in order to give you the kind of information that will be necessary, in order to carry out the policy that indeed prices will be monitored in the same manner as wages—I am referring to increases—has there been active consultation with a body such as the Canadian Institute of Chartered Accountants in order to come up with a reporting mechanism that will be most effective, both in terms of your Board and in terms of industry that will be required to subscribe to the guidelines?

• 1820

Mr. Pepin: To answer the last question first, the conversation with the chartered accountants is taking place and we hope, as a matter of fact, as you seem to imply, that we will use their services in our effort to control prices.

[Interpretation]

M. Pepin: Je ne comprends pas où vous voulez en venir, monsieur.

Mme Plumptre: Je vois. Si vous me permettez de prendre la parole, monsieur le président, les éleveurs ont en effet déjà parlé de cela, la Commission de lutte contre l'inflation en a discuté et nous avons renvoyé la question. Nous avons demandé à la société ce qu'elle faisait et ce qu'on leur avait dit car on nous a avisés que cette question relevait plus de leur juridiction que de la nôtre. Nous avons été très déçus qu'elle ne prenne pas de décision avant le 14 novembre car elle savait depuis quelque temps que cela allait se produire.

M. Hargrave: Trente jours.

Mme Plumptre: Vous savez peut-être que je reviens à peine de l'Ouest où je suis allée voir les éleveurs de bovins et je suis donc bien au courant que si l'on augmente les tarifs de transport de marchandises à l'heure actuelle, étant donné l'importance du mouvement de bétail, cela sera très difficile à comprendre.

M. Hargrave: Merci, madame Plumptre.

M. Pepin: J'aimerais essayer de comprendre. Faites-vous objection au 95 p. 100...

M. Hargrave: Il semble que le ministre des Transports déclare que cette question est couverte par les 95 p. 100 de profits et pertes et que cela devrait suffire. Il est, à mon avis, impensable de laisser les tarifs de transport de marchandises comme cela.

M. Pepin: Bon, je comprends. Merci.

Le président: Merci, monsieur Hargrave. M. Gray a quitté la salle. M. Martin sera donc le dernier.

M. Martin: Monsieur le président, je voudrais simplement poser une question rapide à M. Pepin car il est tard et j'en aurais ensuite une pour vous, monsieur le président.

Je crois qu'il devient tout à fait évident que la véritable préoccupation des Canadiens va porter sur l'aptitude de la Commission à agir efficacement au niveau des prix. Comme vous le savez probablement, nous avons encore reçu aujourd'hui huit ou neuf autobus de Toronto à l'étage en-dessous qui déclarent sans équivoque que cela est impossible. Le Congrès du travail du Canada, bien sûr, a été également très clair hier matin en affirmant la même chose.

Au sujet des systèmes censés recueillir les renseignements nécessaires à l'application d'une politique faisant que les prix soient contrôlés de la même manière que les salaires—je parle des augmentations—avez-vous sérieusement consulté un organisme tel que l'Institut canadien des comptables agréés, en vue d'établir un système de rapport qui sera absolument efficace, en ce qui concerne tant votre Commission que les entreprises qui devront se soumettre aux indicateurs?

M. Pepin: Je répondrai d'abord à votre dernière question; les discussions avec les comptables agréés ont lieu actuellement et nous espérons d'ailleurs avoir recours à leurs services en vue de contrôler les prix.

[Texte]

Mr. Martin: Are they indicating an active interest in working with the Board and coming up with the kind of reporting mechanisms that will be most useful to you?

Mr. Pepin: I have not been personally involved in it, but I understand that this if so. I seem to remember that this kind of approach was taken on the last previous occasion during wartime when controls were established. I remember that.

On the general subject you raised, that is, whether it is possible to control prices, I gave a very lengthy explanation before you came in, in which I tried to define what our monitoring system was, and in which I also tried to answer some of the questions and some of the doubts that have been expressed with respect to the possibilities for companies to falsify their books, to use non-allowable expenses that they pass through their prices, and so on. I have already answered that. I will probably be making a few speeches in the coming weeks on that, and I will send you copies. I just do not feel we should repeat all that stuff which is already on the record.

Mr. Martin: No. I was not asking for it to be repeated. It is just that communication is going to be the problem, and it is as much our task as parliamentarians as anybody's.

Mr. Pepin: Yes.

Mr. Martin: The communication problem is there, and obviously we have not even got to first base yet.

Mr. Pepin: We have an excellent paper on that subject that I hope we can make the object of a communiqué or a bulletin of some kind, that you members can use in your efforts at demonstrating that a proper price restraint system and monitoring system can, in fact, be put together. I do not want to sound naive to the point of believing that you can do that with limited people in a very exhaustive way, but some decent and respectable price restraint monitoring system can be put together.

Mr. Martin: That publication will be most helpful.

Mr. Chairman, I have a question to you. I understand that the Canadian Institute of Chartered Accountants were requested to prepare a brief, or were invited to make a brief to this Committee. Have they done so? Has that brief been received?

The Chairman: I do not know. I know that all the briefs that were received were circulated to the members.

We have not received a brief from the chartered accountants. Not yet, anyway.

Mr. Martin: I see. Thank you.

Le président: Je voudrais remercier M. Pepin, M^{me} Plumptre et les autres membres de la Commission de lutte contre l'inflation pour leur présence devant notre Comité.

The Committee is adjourned until 9.30 a.m. tomorrow in the same room for clause-by-clause study of the bill.

[Interprétation]

M. Martin: Ont-ils fait montre d'un intérêt véritable à travailler avec la Commission et établir le système de référence qui vous sera le plus utile?

M. Pepin: Je n'ai, quant à moi, pas participé à ces échanges, mais on m'apprend que c'est bien cela qui se passe. Je crois me souvenir que c'était là l'attitude adoptée lors des dernières mesures de contrôle, c'est-à-dire pendant la guerre. Je me souviens de cela.

Pour ce qui est de la question générale que vous avez soulevée, à savoir s'il est possible de contrôler les prix, j'ai fourni une très longue explication avant votre arrivée, en essayant de définir quel serait notre système de contrôle et en essayant également de répondre à certaines questions et de dissiper certains doutes exprimés au sujet de la possibilité que des sociétés altèrent leurs livres de comptes, s'engagent dans des dépenses non admissibles qu'elles reporteraient sur leurs prix, et ainsi de suite. J'ai déjà répondu à cela. Je prononcerai sans doute quelques discours à ce sujet dans les semaines à venir et je vous en ferai parvenir des exemplaires. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de répéter mes propos maintenant qu'ils sont tous déjà inscrits aux procès-verbaux.

M. Martin: Non, je ne vous demandais pas de vous répéter. C'est tout simplement que la communication va constituer un problème et qu'elle relève autant de nous, en notre qualité de députés, que de n'importe qui d'autres.

M. Pepin: Oui.

M. Martin: Le problème de la communication est présent et nous ne semblons pourtant pas avoir même commencé à le résoudre.

M. Pepin: Nous avons un excellent exposé à ce sujet et j'espère qu'il pourra faire l'objet d'un communiqué ou d'un bulletin que les membres de ce comité pourront utiliser pour démontrer qu'un système adéquat de contrôle et de limitation du prix est chose possible. Je ne veux pas sembler naïf au point de croire que l'on peut faire cela, avec un effectif réduit, de manière complète, mais on peut constituer un système de contrôle et de limitation des prix qui soit juste et sérieux.

M. Martin: Cette publication nous sera très utile.

Monsieur le président, j'ai une question à poser. J'appréhends qu'on a demandé à l'Institut canadien des comptables agréés de préparer un mémoire ou de présenter un mémoire à ce comité. L'ont-ils fait? A-t-on reçu ce mémoire?

Le président: Je ne sais pas. Je sais que tous les mémoires reçus ont été distribués aux membres.

Nous n'avons pas reçu de mémoire provenant des comptables agréés, ou du moins pas encore.

M. Martin: Très bien. Merci.

The Chairman: I would like to thank Mr. Pepin, Mrs. Plumptre and the other members of the Anti-Inflation Board for their appearance before this Committee.

La séance est levée jusqu'à 9 h 30, demain matin, dans cette même pièce, pour l'étude article par article du projet de loi.

CA 17 SC 26
F51
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 72

Thursday, November 20, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 72

Le jeudi 20 novembre 1975

Président: M. Roland Comtois

Gouvernement
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

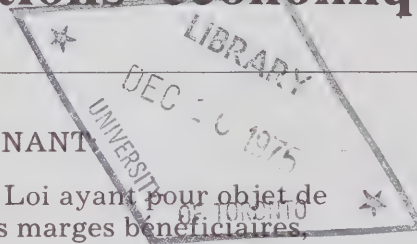
Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill C-73, An Act to provide for
the restraint of profit margins,
prices, dividends and compensation
in Canada.

CONCERNANT

Bill C-73, Loi ayant pour objet de
limiter les marges bénéficiaires,
les prix, les dividendes et les
rémunérations au Canada.



APPEARING

The Honourable Donald S. Macdonald,
Minister of Finance

COMPARAÎT

L'honorable Donald S. Macdonald,
Ministre des Finances

WITNESS:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOIN:

(Voir les procès-verbaux)

First Session
Thirtieth Parliament, 1974-75

Première session de la
trentième législature, 1974-1975

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Appolloni (Mrs.)

Clarke

(*Vancouver Quadra*)

Clermont

Gray

Hnatyshyn

Hubert

Joyal

Lambert (*Bellechasse*)

Lambert (*Edmonton West*)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Leblanc (*Laurier*)

Lee

Martin

McGrath

Neil

Rodriguez

Stevens

Towers

Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, November 19, 1975:

Mr. Rodriguez replaced Mr. Orlikow

On Thursday, November 20, 1975:

Mr. Lee replaced Mr. Martin

Mr. Towers replaced Mr. Kempling

Mr. Whittaker replaced Mr. Hargrave

Mr. Demers replaced Mr. Anderson

Mr. Philbrook replaced Mrs. Appolloni

Mr. Gray replaced Mr. Demers

Mr. Herbert replaced Mr. Philbrook

Mr. Martin replaced Mr. Gray

Mrs. Appolloni replaced Mr. Herbert

Mr. Dick replaced Mr. Whittaker

Mr. Hnatyshyn replaced Mr. Dick

Mr. Hubert replaced Mr. Demers

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi, 19 novembre 1975:

M. Rodriguez remplace M. Orlikow

Le jeudi, 20 novembre 1975:

M. Lee remplace M. Martin

M. Towers remplace M. Kempling

M. Whittaker remplace M. Hargrave

M. Demers remplace M. Anderson

M. Philbrook remplace M^{me} Appolloni

M. Gray remplace M. Demers

M. Herbert remplace M. Philbrook

M. Martin remplace M. Gray

M^{me} Appolloni remplace M. Herbert

M. Dick remplace M. Whittaker

M. Hnatyshyn remplace M. Dick

M. Hubert remplace M. Demers

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, NOVEMBER 20, 1975
(88)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 9:49 o'clock a. m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Cafik, Clarke (Vancouver Quadra), Comtois, Clermont, Demers, Gray, Herbert, Joyal, Lambert (Bellechasse), Lambert (Edmonton-West), Leblanc (Laurier), Lee, McGrath, Neil, Philbrook, Rodriguez, Stevens, Towers, Trudel and Whittaker.

Other Members present: Messrs. Kaplan, McCleave and Saltzman.

Appearing: The Honourable Donald S. Macdonald, Minister of Finance.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada.

On Clause 2,

The Minister answered questions.

Agreed.—That the Committee continue its morning sitting until 12:00 noon and its afternoon sitting until 6:00 p. m.

Ordered.—That the questions raised by Mr. McCleave relating to Bill C-73 and the answers provided by the Honourable Donald S. Macdonald, Minister of Finance, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (See Appendix "SS").

Clause 2 was allowed to stand.

On Clause 3,

[Translation]

Mr. Trudel moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 32 to 35 on page 4 and substituting the following therefor:

‘(iii) suppliers of services prescribed by the regulations to be professional services,’

[Text]

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was carried.

Mr. Cafik moved,—That Clause 3 be amended by adding in subclause 2 (a) a new section (v):

“Private sector suppliers of commodities or services who belong to an Employer Association whose employees in combination number 500 or more persons in Canada” and by re-numbering the old Section v to vi and by further amending the Bill in Section 3, sub-section (2) (b) (i) on line 6, page 5, by deleting the words “or (v)” and substituting the words “(v) or (vi)”.

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was by a show of hands negative: YEAS 4, NAYS 6

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 20 NOVEMBRE 1975
(88)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 9 h 49 sous la présidence de M. Comtois, (président).

Membres du Comité présents: MM. Cafik, Clarke (Vancouver Quadra), Comtois, Clermont, Demers, Gray, Herbert, Joyal, Lambert (Bellechasse), Lambert (Edmonton-Ouest), Leblanc, (Laurier), Lee, McGrath, Neil, Philbrook, Rodriguez, Stevens, Towers, Trudel et Whittaker.

Autres députés présents: MM. Kaplan, McCleave et Saltzman.

Comparait: L'honorable Donald S. Macdonald, ministre des Finances.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi ayant trait au bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada. (Loi anti-inflation).

Article 2,

Le ministre répond aux questions.

Il est convenu.—Que le Comité prolonge sa séance du matin jusqu'à 12 heures et la séance de l'après-midi jusqu'à 18 heures.

Il est ordonné.—Que les questions soulevées par M. McCleave concernant le Bill C-73 et les réponses fournies par l'honorable Donald S. Macdonald, ministre des Finances, soient jointes aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir appendice «SS»).

L'article 2 est réservé.

Article 3,

[Texte]

M. Trudel propose,—Que le sous-alinéa 3 (2) a (iii) du bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 24 et 25, page 4, par ce qui suit:

«(ix) des fournisseurs de services professionnels désignés par règlement»

[Traduction]

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Cafik propose,—Que l'article 3 soit modifié en ajoutant au sous-alinéa a) du paragraphe 2 le nouveau sous-alinéa (v) suivant:

«(v) des fournisseurs d'articles ou de services du secteur privé affiliés à une association d'employeurs qui, ensemble, emploient au moins 500 personnes au Canada.» et en renumérotant l'ancien sous-alinéa (v) qui devient le sous-alinéa (vi) et en remplaçant, au sous-alinéa 3 (2) b) (i), ligne 5, page 5, les mots «ou (v)» par les mots «(v) ou (vi)».

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par vote à main levée par 6 voix contre 4.

At 12:10 o'clock p. m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p. m. this day.

AFTERNOON SITTING (89)

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 3:45 o'clock p. m., the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Messrs. Clarke (*Vancouver Quadra*), Comtois, Clermont, Demers, Dick, Joyal, Lambert (*Edmonton West*), Leblanc (*Laurier*), Lee, Martin, McGrath, Neil, Philbrook, Rodriguez, Stevens, Towers and Trudel.

Other Members present: Messrs. Gray and Herbert.

Appearing: The Honourable Donald S. Macdonald, Minister of Finance.

Witness: From the Department of Justice: Mr. Fred Gibson.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference, relating to Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada. (*The Anti-Inflation Act*)

On Clause 3,

On motion of Mr. Trudel, Clause 3 was amended by striking out lines 6 and 7 inclusive, on page 5 and substituting the following therefor:

'graphs (a) (i), (ii), (iv) or (v),

(ii) employees, who are members of a profession, of persons whose prices or profit margins are subject to restraint in accordance with guidelines established pursuant to subparagraph (a) (iii), and

(iii) all public sector employees not'

Mr. Trudel moved,—That Clause 3 be amended by adding immediately after subclause 3 (3) on page 5, the following new subclause:

'(3.1) A guideline established by regulation made pursuant to subsection (2) may be made applicable to

(a) all suppliers, persons or employees described in a subparagraph of paragraph (2) (a) or (b) or to all dividends, or

(b) a particular class of suppliers, persons, employees or dividends specified in or in relation to the guideline.'

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Trudel moved,—That Clause 3 be amended by adding immediately before line 24 on page 5, the following new subclause:

'(3.2) An order of the Governor in Council made pursuant to subparagraph 3(2) (a) (v) may be made applicable on and after'

(a) the day on which the direction was given to the Anti-Inflation Board pursuant to subsection 12(2) with respect to the particular private sector supplier of commodities or services or class of such suppliers to which the order relates, or

A 12 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 15 h 30.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (89)

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 15 h 45, sous la présidence de M. Comtois (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, MM. Clarke (*Vancouver-Quadra*), Comtois, Clermont Demers, Dick, Joyal, Lambert, (*Edmonton-Ouest*), Leblanc (*Laurier*), Lee, Martin, McGrath, Neil, Philbrook, Rodriguez, Stevens, Towers et Trudel.

Autres députés présents: MM. Gray et Herbert.

Comparaît: L'honorable Donald S. Macdonald, ministre des Finances.

Témoin: Du ministère de la Justice: M. Fred Gibson.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi portant sur le bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada (*Loi anti-inflation*).

Article 3

Sur proposition de M. Trudel, l'article 3 est modifié en remplaçant les lignes 5 et 6, à la page 5, par ce qui suit:

«des sous-alinéas a) (i), (ii), (iv) ou (v),

(ii) des personnes qui exercent une profession libérale pour le compte d'un employeur dont les prix et les marges bénéficiaires sont assujettis aux indicateurs établis en vertu du sous-alinéa a) (iii), et

(iii) des employés du secteur public non»

M. Trudel propose,—Que l'article 3 soit modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraph 3 (3) à la page 5, du paragraphe suivant:

«(3.1) L'application des indicateurs établis par règlement en vertu du paragraphe (2) peut être étendue

a) aux fournisseurs, personnes et employés visés aux alinéas (2)a) b) et à tous les dividendes, ou

b) aux catégories particulières de fournisseurs, de personnes ou d'employés ou de dividendes précisées par l'indicateur ou pour son application».

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

M. Trudel propose,—Que l'article 3 soit modifié par l'adjonction, après la ligne 14, page 5, du paragraphe suivant:

«(3.2) Le décret du gouverneur en conseil pris en vertu du sous-alinéa 3(2)a) (v) peut s'appliquer

a) à compter de l'ordre donné à la Commission en vertu du paragraphe 12(2) au sujet des fournisseurs ou des catégories de fournisseurs d'articles ou de services du secteur privé visés, ou

(b) a later day that is before the day on which the order is made,

if notice of intent to make it applicable on the day on which the direction was given or that later day, as the case may be, was given by a member of the Queen's Privy Council for Canada in the House of Commons on the day on which the direction was given or that later day, as the case may be.

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 3, as amended, carried.

On Clause 4,

On motion of Mr. Trudel, Clause 4 was amended by striking out the heading preceding Clause 4 and substituting the following therefor:

«APPLICATION»

Mr. Stevens proposed to move that Clause 4 be amended by striking out line 5 on page 6 and substituting the following therefor.

“and agents of those governments; and in particular, but without restricting the generality of the foregoing, all estimates of expenditures submitted to Parliament for services coming in course of payment during the fiscal year 1975-76 shall not exceed in total budgetary expenditures the sum of \$30,000,000,000.00 and in National Accounts expenditures the sum of \$35,500,000,000.00, and all such estimates so submitted for the fiscal year 1976-77 shall not exceed the total budgetary and National Accounts expenditures for the fiscal year 1975-76 as so limited and restrained by an amount that is greater in each case by 8 per cent of such 1975-76 budgetary and National Accounts expenditures: the words “total budgetary expenditures” as used in this subsection, not to include any amount by which the budgetary expenditures in a fiscal year are increased by reason of indexing provisions in respect of public pensions, benefits or allowances.”

A point of order having been raised as to the acceptability of the motion, the Chairman ruled that in his understanding of Citation 242 (2) of Beauchesne's Fourth Edition, the motion was acceptable.

Whereupon, Mr. Clermont appealed from the decision of the Chair.

The question being put by the Chairman:

Shall the decision of the Chair be sustained?—

It was decided by a show of hands in the negative: YEAS 7; NAYS 8.

On motion of Mr. Trudel, Clause 4 was amended by striking out line 21 on page 6 and substituting the following therefor:

“prescribed by the regulations for the purposes of that province.”

Mr. Trudel moved,—That Bill C-73 be amended by striking out lines 35 to 37 inclusive, on page 6 and substituting the following therefor:

b) à compter d'une date ultérieure mais antérieure à celle du décret,

à la condition qu'un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada en donne, à la même date, préavis à la Chambre des communes.

Après débat, l'amendement, amis aux voix, est adopté.

L'article 3, modifié, est adopté.

Article 4,

Sur proposition de M. Trudel, l'article 4 est modifié en remplaçant la rubrique qui précède l'article 4, à la page 6, par celle qui suit:

«APPLICATION»

M. Stevens propose que l'article 4 soit modifié en remplaçant la ligne 4, page 6, par ce qui suit:

«Territoires du Nord-Ouest et leurs mandataires; et en particulier, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, toutes les estimations de dépenses soumises au Parlement pour des services à payer au cours de l'année financière 1975-76 ne devraient pas dépasser en dépenses budgétaires totales la somme de \$30,000,000,000.00 et en dépenses de Comptes nationaux la somme de \$35,500,000,000.00, et toutes les estimations de cette nature ainsi soumises pour l'année financière 1976-77 ne devront pas dépasser la somme totale des dépenses budgétaires et des dépenses des Comptes nationaux de l'année financière 1975-76 ainsi limitées et réduites d'un montant supérieur dans chaque cas de 8 pour cent des dites dépenses budgétaires et des dépenses des Comptes nationaux de l'année fiscale 1975-76: les mots «dépenses budgétaires totales», tel qu'utilisés au présent paragraphe, ne comprenant pas les montants par lesquels les dépenses budgétaires d'une année financière sont augmentées en raison de dispositions d'indexation à l'égard des pensions, prestations ou allocations publiques.

Le Règlement ayant été invoqué sur la recevabilité de la proposition, le président décide que d'après son interprétation du Commentaire 242 (2) de la quatrième édition de Beauchesne, la motion est recevable.

Sur quoi, M. Clermont fait appel de la décision du président.

La question mise aux voix par le président est la suivante:

La décision du président est-elle maintenue?

La décision est infirmée par vote à main levée, par 8 voix contre 7.

Sur proposition de M. Trudel, l'article 4 est modifié en remplaçant la ligne 22, page 6, par ce qui suit:

«ment pour les fins d'une province.»

M. Trudel propose,—Que le bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 34 à 36, page 6, par ce qui suit:

'entered into, this Act is binding in accordance with the terms of the agreement and the guidelines apply in accordance with the terms thereof with effect on and after the day on and after which the guidelines apply, by virtue of the operation of this Act, with respect to Her Majesty in right of Canada.'

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Trudel moved that Clause 4 be amended by adding immediately after line 43 on page 7 the following new subclauses:

'4.1(1) Any body that, pursuant to any other Act or law, establishes or approves the prices or profit margins of any supplier or person to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply or that establishes or approves any base from which or basis on which any such price or profit margin is calculated shall, in exercising its powers and performing its duties and functions, apply such of the guidelines as are applicable in the circumstances modified to such extent, if any, as, in the opinion of the body, is necessary to take into account the particular facts of the situation; and, to the extent that those guidelines are inconsistent with any Act or law otherwise governing that body in the exercise of its powers and the performance of its duties and functions, the guidelines prevail.'

(2) The Anti-Inflation Board shall not perform the duties and functions or exercise the powers set out in sections 12 and 13 in relation to any price or profit margin that is affected or regulated in a manner referred to in subsection (1).

4.2 Notwithstanding any other Act or any other provision of this Act, no increase in compensation shall be paid to a person pursuant to the Senate and House of Commons Act, the Salaries Act and the Parliamentary Secretaries Act, or any of those Acts, in an aggregate amount or at a rate that would constitute or result in a contravention of the guidelines.'

And debate arising thereon;

Mr. Lee moved in a subamendment thereto—That the amendment be amended by striking out in clause 4.1 the following words:

"to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply or"

and by adding in the words after profit margins, in 4.1 (2), the following:

"of a person to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply and"

And debate arising thereon;

The amendment and subamendment were allowed to stand.

At 6:10 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this day.

«la présente loi s'applique, dès la conclusion de l'accord conformément aux conditions qu'il stipule et les indicateurs s'appliquent, aux mêmes conditions, à compter de la date à laquelle les indicateurs s'appliquent à Sa Majesté du chef du Canada par l'effet de la présente loi.»

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

M. Trudel propose que le bill C-73 soit modifié par l'adjonction, après la ligne 36, page 7, des articles suivants:

«4.1(1) Tout organisme qui, en vertu d'une autre loi ou règle de droit, établit ou approuve les prix ou les marges bénéficiaires d'un fournisseur ou d'une personne assujettie à toutes dispositions des indicateurs ou qui établit ou approuve une ou plusieurs bases de calcul de ces prix ou de ces marges bénéficiaires doit, dans l'exercice de ses pouvoirs ou l'exécution de ses fonctions, appliquer les indicateurs applicables en y apportant, le cas échéant, les modifications qu'il juge nécessaires dans les circonstances; les dispositions des indicateurs l'emportent sur toute autre loi ou règle de droit qui régit l'organisme.

(2) Les prix et les marges bénéficiaires visés par le paragraphe (1) échappent aux pouvoirs que les articles 12 et 13 confèrent à la Commission.

4.2 Nonobstant toute autre loi ou toute autre disposition de la présente loi, aucune augmentation de rémunération ne peut être versée à quiconque en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, de la Loi sur les traitements ou de la Loi sur les secrétaires parlementaires dans les cas où le montant global ou le taux de l'augmentation constitueraient une contravention aux indicateurs.»

Le débat s'engage, puis

M. Lee propose un sous-amendement à l'amendement—Que l'amendement soit modifié en retranchant du paragraphe 4.1 ce qui suit:

«assujettie à toute disposition des indicateurs ou»

et en ajoutant après les mots «les marges bénéficiaires», au paragraphe 4.1(2), ce qui suit:

«d'une personne assujettie à toute disposition des indicateurs et»

Le débat s'engage, puis

L'amendement et le sous-amendement sont réservés.

A 18 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 heures.

EVENING SITTING

(90)

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 8:17 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Messrs. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Comtois, Clermont, Gray, Herbert, Hnatyshyn, Joyal, Lambert (*Edmonton West*), Leblanc (*Laurier*), Lee, Martin, McGrath, Neil, Rodriguez, Towers and Trudel.

Other Member present: Mr. Kaplan.

Appearing: The Honourable Donald S. Macdonald, Minister of Finance.

Witness: From the Department of Justice: Mr. Fred Gibson.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference, relating to Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada. (The Anti-Inflation Act)

On Clause 4,

The Committee resumed debate on the amendment of Mr. Trudel, which reads as follows:

'4.1(1) Any body that, pursuant to any other Act or law, establishes or approves the prices or profit margins of any supplier or person to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply or that establishes or approves any base from which or basis on which any such price or profit margin is calculated shall, in exercising its powers and performing its duties and functions, apply such of the guidelines as are applicable in the circumstances modified to such extent, if any, as, in the opinion of the body, is necessary to take into account the particular facts of the situation; and, to the extent that those guidelines are inconsistent with any Act or law otherwise governing that body in the exercise of its powers and the performance of its duties and functions, the guidelines prevail.

(2) The Anti-Inflation Board shall not perform the duties and functions or exercise the powers set out in sections 12 and 13 in relation to any price or profit margin that is affected or regulated in a manner referred to in subsection (1).

4.2 Notwithstanding any other Act or any other provision of this Act, no increase in compensation shall be paid to a person pursuant to the Senate and House of Commons Act, the Salaries Act and the Parliamentary Secretaries Act, or any of those Acts, in an aggregate amount or at a rate that would constitute or result in a contravention of the guidelines.'

and on the subamendment of Mr. Lee, which reads as follows: That the amendment be amended by striking out in Clause 4.1 the following words:

"to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply or"

and by adding in the words after profit margins, in 4.1 (2), the following:

"of a person to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply and"

After debate thereon, the question being put on the subamendment, it was negatived on the following division:

SÉANCE DU SOIR

(90)

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui, à 20 h 17, sous la présidence de M. Comtois (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, MM. Cafik, Clarke (*Vancouver-Quadra*), Comtois, Clermont, Gray, Herbert, Hnatyshyn, Joyal, Lambert (*Edmonton-Ouest*), Leblanc (*Laurier*), Lee, Martin, McGrath, Neil, Rodriguez, Towers et Trudel.

Autre député présent: M. Kaplan.

Comparait: L'honorable Donald S. Macdonald, ministre des Finances.

Témoin: Du ministère de la Justice: M. Fred Gibson.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi portant sur le bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada. (Le bill Anti-Inflation)

Article 4:

Le Comité reprend le débat sur l'amendement de M. Trudel qui se lit comme suit:

«4.1 (1) Tout organisme qui, en vertu d'une autre loi ou règle de droit, établit ou approuve les prix ou les marges bénéficiaires d'un fournisseur ou d'une personne assujettie à toutes dispositions des indicateurs ou qui établit ou approuve une ou plusieurs bases de calcul de ces prix ou de ces marges bénéficiaires doit, dans l'exercice de ses pouvoirs ou l'exécution de ses fonctions, appliquer les indicateurs applicables en y apportant, le cas échéant, les modifications qu'il juge nécessaires dans les circonstances; les dispositions des indicateurs l'emportent sur toute autre loi ou règle de droit qui régit l'organisme.

(2) Les prix et les marges bénéficiaires visés par le paragraphe (1) échappent aux pouvoirs que les articles 12 et 13 confèrent à la Commission.

4.2 Nonobstant toute autre loi ou toute autre disposition de la présente loi, aucune augmentation de rémunération ne peut être versée à quiconque en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes de la Loi sur les traitements ou de la Loi sur les secrétaires parlementaires dans les cas où le montant global ou le taux de l'augmentation constitueraient une contravention aux indicateurs.»

et sur le sous-amendement de M. Lee, qui se lit comme suit: Que l'amendement soit modifié en retranchant du paragraphe 4.1 ce qui suit:

«assujettie à toute disposition des indicateurs ou»

et en ajoutant après les mots «les marges bénéficiaires», au paragraphe 4.1(2), ce qui suit:

«d'une personne assujettie à toute disposition des indicateurs et»

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté sur division:

YEAS

Appolloni (Mrs) McGrath
Gray Rodriguez—5
Joyal

NAYS

Cafik Neil
Clermont Stevens
Herbert Towers
Leblanc (*Laurier*) Trudel—9
Lee

After debate thereon, the question being put on the amendment, there was, by a show of hands an equality of voices: YEAS 8; NAYS 8.

Whereupon Mr. Chairman voted in the affirmative.

The amendment carried.

Mr. Trudel moved,—That Clause 4 be amended by

(a) deleting subsection 4(5) and renumbering the present subsection 4(6) as subsection 4(5);

and

(b) adding immediately after section 4.2 the following heading and subsection:

“AGREEMENTS TO FACILITATE COOPERATION IN ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT; BOOKS AND RECORDS

5. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the government of a province for the purpose of facilitating, in such manner as is provided for in the agreement or by or under any law of the province, cooperation between Canada and the province with respect to the administration and enforcement of the guidelines within that province.”;

and

(c) renumbering the present section 5 as subsection 5(2).

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 4, as amended, carried.

Clause 5, as amended, carried.

On Clause 6,

Mr. Joyal moved,—That Clause 6 be amended by adding immediately after line 19 on page 8 the following new subsections:

[Translation]

6(3) Upon the Board taking up its duties or as soon as possible thereafter, there shall be added to the board an advisory committee consisting of six members chosen in equal numbers among recognized employer and employee organizations and appointed by the Governor in Council.

6(4) The advisory committee

(a) submits to the Board all information, notes and comments relevant to the operation and purposes of this Act;

POUR

Appolloni (M^{me}) McGrath
Gray Rodriguez—5
Joyal

CONTRE

Cafik Neil
Clermont Stevens
Herbert Towers
Leblanc (*Laurier*) Trudel—9
Lee

Après débat, l'amendement, mis aux voix, obtient par vote à main levée, un nombre égal de voix: 8 POUR et 8 CONTRE.

Sur quoi, le président vote en faveur de l'amendement.

L'amendement est adopté.

M. Trudel propose,—Que l'article 4 soit modifié comme suit:

(a) le paragraphe 4(5) est supprimé et remplacé par le paragraphe 4(6);

et

(b) le paragraphe et la rubrique suivants sont ajoutés après l'article 4.4:

«ACCORDS VISANT A FAVORISER LA COOPERATION AVEC LES PROVINCES POUR L'APPLICATION DE LA LOI; LIVRES ET DOSSIERS

5. (1) Le Ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement d'une province un accord visant à favoriser, directement ou par l'application d'une loi provinciale, la coopération entre le Canada et la province pour ce qui concerne l'application des indicateurs dans cette province.»

et

(c) l'article 5 devient le paragraphe 5(2).

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 4, modifié, est adopté.

L'article 5, modifié, est adopté.

Article 6:

M. Joyal propose,—Que l'article 6 soit modifié par l'adjonction, après la ligne 16, page 8, des paragraphes suivants:

[Texte]

6 (3) Dès l'entrée en fonction de la Commission ou à la date la plus rapprochée est adjoint à la Commission un comité consultatif composé de 6 membres choisis à part égale parmi les organisations reconnus des employeurs et les syndicats et nommés par le gouverneur en conseil.

6 (4) Le Comité consultatif

a) soumet à la Commission toutes informations, remarques et commentaires pertinents à l'opération et aux objectifs de la présente loi;

[Text]

(b) stresses the extraordinary circumstances that would justify the Board authorization to go beyond the guidelines defined by the Governor in Council in section 3;

(c) submits to the Board the circumstances that could urge it to require advance notice before any authorization of price increases;

(d) submits all matters it considers appropriate to facilitate the operation of this Act.

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands negatived: YEAS 1; NAYS 10.

Clause 6 carried.

Clauses 7 to 11 inclusive carried.

On Clause 12,

On motion of Mr. Trudel, Clause 12 was amended by striking out lines 28 to 34 inclusive on page 10 and substituting the following therefor:

‘(d) Where, in its opinion, consultations and negotiations under paragraph (c) have failed or are likely to fail to modify an actual or proposed change in prices, profits, compensation or dividends to bring it within the limits of the guidelines and it is not satisfied that there are circumstances that, based on the particular facts of the situation, justify the actual or proposed change in prices, profits, compensation or dividends, refer the matter to the Administrator for consideration by him;

On motion of Mr. Trudel, Clause 12 was amended by adding immediately after line 49 on page 10 a new subclause:

‘(1.1) Notwithstanding paragraph (1)(c), the Anti-Inflation Board may exercise the powers set forth in that paragraph and paragraph (1) (d) in relation to an actual or proposed change in

(a) a price or profit margin of a supplier or person described in subparagraph 3(2) (a) (iii) or (iv),

(b) a price or profit margin of a supplier declared by order of the Governor in Council pursuant to subparagraph 3 (2) (a) (v) to be of strategic importance to the containment and reduction of inflation in Canada, or

(c) the compensation of an employee described in subparagraph 3 (2) (b) (ii), of a person carrying on business in the construction industry who employs twenty or more persons in Canada or of a supplier referred to in paragraph (b),

whether or not it is of the opinion that the change is likely to have a significant impact on the economy of Canada.’

On motion of Mr. Trudel, Clause 12 was amended by striking out lines 9 to 14 on page 11 and substituting the following therefor:

[Traduction]

b) fait valoir les circonstances exceptionnelles qui justifieraient la Commission d'autoriser un dépassement des indicateurs tels que définis par le gouverneur en conseil à l'article 3;

c) soumet à la Commission les circonstances qui pourraient inciter la Commission à exiger un avis préalable avant que des augmentations de prix soient autorisés;

d) et soumet toutes questions qu'il juge à propos pour faciliter l'opération de la présente loi.

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par vote à main levée par 10 voix contre 1.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 11 inclusivement sont adoptés.

Article 12,

Sur proposition de M. Trudel, l'article 12 est modifié en remplaçant la ligne 33, page 10, par ce qui suit:

«d) soumet à l'examen du Directeur les mouvements réels ou envisagés de prix, profits, rémunérations et dividendes dans les cas où elle estime que les consultations et négociations menées, conformément à l'alinéa c), en vue de les rendre conformes aux indicateurs ont abouti ou aboutiront vraisemblablement à un échec et où elle est convaincue que les circonstances particulières du cas ne justifient pas ces mouvements;

Sur proposition de M. Trudel, l'article 12 est modifié par l'adjonction, après la ligne 47, à la page 10, du paragraphe suivant:

(1.1) Nonobstant l'alinéa (1)c), la Commission peut exercer les pouvoirs prévus par cet alinéa et par l'alinéa (1)d) dans le cas d'un mouvement réel ou envisagé

a) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur ou d'une personne visée aux sous-alinéas 3(2)a) (iii) ou (iv),

b) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur déclaré, par un décret du gouverneur en conseil pris en vertu du sous-alinéa 3(2)a) (v), être d'une importance fondamentale pour la réduction et l'endigement de l'inflation au Canada; ou

c) de la rémunération d'un employé, visé au sous-alinéa 3(2)b)(ii), d'une personne qui exploite, dans l'industrie de la construction, une entreprise dont le nombre d'employés au Canada atteint au moins vingt ou d'un fournisseur visé à l'alinéa b),

quel que soit son avis sur l'importance des conséquences que ce mouvement aura sur l'économie canadienne.

Sur proposition de M. Trudel, l'article 12 est modifié en remplaçant les lignes 8 à 11, à la page 11, par ce qui suit:

(a) by reason of the fact that

(i) such supplier or all or any of such suppliers bargain collectively in association with one or more other suppliers, either directly or through an employer's association, for an agreement as to terms or conditions of employment of all or any of their employees, or

(ii) all or any of the employees of any such supplier bargain collectively in association with employees of one or more other suppliers for an agreement as to terms and conditions of their employment, or'

On motion of Mr. Trudel, Clause 12 was amended by striking out line 20 on page 11 and substituting the following therefor:

'graph 3(2)(a)(v) in respect thereof; and the'

Clause 12, as amended, carried.

On Clause 13,

On motion of Mr. Trudel, Clause 13 was amended by:

(a) striking out line 47 on page 11 and substituting the following therefor:

'notice to file with the Board, in a form specified in the notice, such informa-'

(b) striking out line 8 on page 12 and substituting the following therefor:

'requiring him or it to file with the Board, in a form specified in the notice;'

Clause 13, as amended, carried

Clauses 14, 15 and 16 were allowed to stand.

Mr. Martin moved,—That this Committee continue its sitting tonight until all clauses of Bill C-73 have been called, debated and voted upon.

After debate thereon, by unanimous consent, Mr. Martin was allowed to withdraw his motion.

On Clause 17,

Mr. Trudel moved,—That Clause 17 be amended by striking out lines 29 to 31 inclusive on page 14 and substituting the following therefor:

'17.(1) Where the Anti-Inflation Board or the Governor in Council advises the Administrator that it or he has reasonable grounds for'

The amendment was allowed to stand.

Mr. Trudel moved,—That Clause 17 be amended by striking out lines 42 to 46 inclusive on page 14 and substituting the following therefor:

'or is likely to contravene the guidelines.'

The amendment was allowed to stand.

Mr. Trudel moved,—That Clause 17 be amended by striking out lines 1 and 2 on page 15 and substituting the following therefor:

'(2) The Anti-Inflation Board shall, forthwith after advising the Administrator as provided in subsection (1), report to the Governor in Council that such action has been taken and a copy of each such report, and of each advice given by the Governor in Council to the Administrator pursuant to subsection (1), shall be laid before Parliament forthwith after the making or giving thereof or, if Parliament is not then sitting, on any of the first ten days next thereafter that Parliament is sitting.

«a) pour le motif que

(i) l'un ou plusieurs d'entre eux s'associent, directement ou par l'intermédiaire d'associations d'employeurs, à d'autres fournisseurs pour négocier collectivement avec leurs employés ou une partie de leurs employés, ou

(ii) leurs employés ou une partie de leurs employés s'associent, pour leurs négociations collectives, aux employés d'un ou de plusieurs de ces fournisseurs, ou»

Sur proposition de M. Trudel, l'article 12 est modifié en remplaçant la ligne 16, page 11, par ce qui suit:

«sous-alinéa 3(2)a)(v); la Commission doit en»

L'article 12, modifié, est adopté.

Article 13,

Sur proposition de M. Trudel, l'article 13 est modifié

en remplaçant la ligne 4, page 12, par ce qui suit:

«de lui communiquer, en respectant les modalités de présentation prescrites par l'avis, les renseignements y pré-»

L'article 13, modifié, est adopté

Les articles 14, 15 et 16 sont réservés.

M. Martin propose,—Que le Comité continue de siéger ce soir jusqu'à ce que tous les articles du bill C-73 aient été mis en délibération, débattus et mis aux voix.

Après débat, et du consentement unanime, M. Martin est autorisé à retirer sa motion.

Article 17,

M. Trudel propose,—Que l'article 17 soit modifié en remplaçant les lignes 26 et 27, à la page 14, par ce qui suit:

«17. (1) Dans les cas où la Commission ou le gouverneur en conseil l'informent qu'ils ont des»

L'amendement est réservé.

M. Trudel propose,—Que l'article 17 soit modifié en remplaçant les lignes 35 à 37, à la page 14, par ce qui suit:

«juge nécessaires pour établir ces faits.»

L'amendement est réservé.

M. Trudel propose,—Que l'article 17 soit modifié en remplaçant les lignes 1 et 2, à la page 15, par ce qui suit:

«(2) La Commission doit faire rapport au gouverneur en conseil dès qu'elle communique ses motifs au Directeur dans les circonstances envisagées au paragraphe (1); une copie de chaque rapport et des avis communiqués au Directeur par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) doit être déposée devant le Parlement dès l'établissement du rapport ou la communication de l'avis, ou, le cas échéant, dans les dix premiers jours de la séance suivante.

(3) The Administrator shall report to the Minister on the disposition of each matter investigated by him pursuant to subsection (1) and generally on the performance of his duties and'

The amendment was allowed to stand.

Clause 17 was allowed to stand.

Clause 18 was allowed to stand.

On Clause 19,

Mr. Trudel moved,—That Clause 19 be amended by:

(a) striking out line 36 on page 15 and substituting the following therefor:

'any compensation agreement and any account,

(b) striking out lines 40 and 41 on page 15 and substituting the following therefor:

'or that is connected with any compensation agreement'

(c) striking out line 27 on page 16 and substituting the following therefor:

'tion, authorize in writing any person engaged'

(d) striking out line 35 on page 16 and substituting the following therefor:

'place for documents, books, records, compensation'

(e) striking out line 40 on page 16 and substituting the following therefor:

'books, records, compensation agreements, papers, or'

The amendment was allowed to stand.

Clause 19 was allowed to stand.

On Clause 20,

Mr. Trudel moved,—That Clause 20 be amended by:

(a) striking out lines 13 to 18 inclusive on page 17 and substituting the following therefor:

'20. (1) Where the Administrator is satisfied that a person is likely to contravene the guidelines,'

(b) striking out lines 28 to 31 inclusive on page 17 and substituting the following therefor:

'trator may make such order'

(c) striking out lines 10 to 12 on page and substituting the following therefor:

Where a person has contravened the guidelines by paying or crediting as compensation or as a divi-

(d) striking out lines 15 to 19 inclusive on page 18 and substituting the following therefor:

'to so pay or credit, the Administrator may make such order as he deems'

(e) striking out lines 44 to 47 inclusive on page 18 and substituting the following therefor:

(3) Le Directeur doit faire rapport au Ministre sur chaque enquête effectuée en vertu du paragraphe (1) et, d'une manière générale, sur l'exercice des fonctions et pouvoirs que»

L'amendement est réservé.

L'article 17 est réservé.

L'article 18 est réservé.

Article 19,

M. Trudel propose,—Que l'article 19 soit modifié comme suit:

a) la ligne 30, page 15; est remplacée par ce qui suit:

«les accords de rémunération, ainsi que tous»

b) la ligne 36, page 15, est remplacée par ce qui suit:

«les accords de rémunération;»

c) la ligne 24, page 16, est remplacée par ce qui suit:

«par écrit toute personne qui concourt à»

d) la ligne 32, page 16, est remplacée par ce qui suit:

«registres, accords de rémunération, pièces ou élé-»

L'amendement est réservé.

L'article 19 est réservé.

Article 20,

M. Trudel propose,—Que l'article 20 soit modifié comme suit:

a) les lignes 15 à 17, page 17, sont remplacées par ce qui suit:

«vraisemblablement aux indicateurs, rendre l'ordon-

b) les lignes 26 à 28, page 17, sont remplacées par ce qui suit:

«autrement, peut rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée»

c) remplaçant les lignes 9 à 11, à la page 18, par ce qui suit:

«ou créditant, à titre de rémunération ou de dividende, une somme supérieure

d) les lignes 12 à 14, page 18, sont remplacées par ce qui suit:

«indicateurs peut rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée»

e) les lignes 37 à 39, page 18, sont remplacées par ce qui suit:

'trator may make such order as he deems'

(f) striking out lines 21 to 23 inclusive on page 19 and substituting the following therefor:

'to contravene the guidelines, the Administra-'

(g) striking out lines 36 to 38 inclusive on page 19 and substituting the following therefor:

'the guidelines, the Administrator, in addi-'

The amendment was allowed to stand.

Mr. Cafik moved,—That Clause 20 be amended by deleting line 27 on page 19 the word 25% and substituting therefor:

"50%"

The amendment was allowed to stand.

Mr. Trudel moved,—That Clause 20 be amended, by striking out lines 36 to 38 inclusive on page 19 and substituting the following therefor:

'the guidelines, the Administrator, in addi-'

The amendment was allowed to stand.

Mr. Cafik moved,—That Clause 20 be amended by striking out line 42 on page 19 the word 25% and substituting the following therefor:

"50%"

The amendment was allowed to stand.

Mr. Lambert (*Edmonton West*) moved,—That Clause 20 be amended by striking out line 2 on page 20 the words "or after".

The amendment was allowed to stand.

Mr. Lambert (*Edmonton West*) moved,—That Clause 20 be amended by striking out line 6 on page 20 and substituting the following therefor:

"pursuant to any such other Act of law but nothing in this section shall be so construed and applied as to abrogate, abridge or infringe or to authorize the abrogation, abridgment or infringement of any of the rights or freedoms a person may have under or by virtue of the Canadian Bill of Rights, the Canadian Human Rights Act, the Criminal Code and the Canada Evidence Act or of any of the extraordinary remedies of certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition or quo warranto."

By unanimous consent, Mr. Lambert (*Edmonton West*) was allowed to withdraw his amendment.

Mr. Lambert (*Edmonton West*) moved,—That Clause 20 be amended by striking out line 6 on page 20 and substituting the following therefor:

"pursuant to any such other Act or law but nothing in this section shall be so construed and applied as to abrogate, abridge or infringe or to authorize the abrogation, abridgment or infringement of any of the rights or freedoms a person may have under or by virtue of the Canadian Bill of Rights, the Criminal Code and the Canada Evidence Act or of any of the extraordinary remedies of certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition or quo warranto."

«venu aux indicateurs peut rendre l'ordonnance qu'il juge»

f) les lignes 17 à 19, page 19, sont remplacées par ce qui suit:

«contrevenir, il peut en outre lui ordon-»

L'amendement est réservé.

M. Cafik propose,—Que l'article 20 soit modifié en remplaçant à l'article 20, paragraphe 6, page 19, ligne 21, le chiffre 25 p. 100 par

«50 p. 100.»

L'amendement est réservé.

M. Trudel propose,—Que l'article 20 soit modifié en remplaçant les lignes 27 à 29, page 19, par ce qui suit:

«sciemment contrevenu aux indicateurs, le Direc-»

L'amendement est réservé.

M. Cafik propose,—Que l'article 20 soit modifié en remplaçant le chiffre 25 p. 100 à la ligne 32, page 19, par

«50 p. 100»

L'amendement est réservé.

M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) propose,—Que l'article 20 soit modifié en supprimant à la ligne 2 de la page 20 les mots «ou après».

L'amendement est réservé.

M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) propose,—Que l'article 20 soit modifié en remplaçant les lignes 5 et 6 de la page 20 par ce qui suit:

«approuvées conformément à ces autres lois ou règles de droit, mais rien, dans la présente loi, ne doit être interprété et appliqué de façon à abroger, abrégé ou enfreindre ou à autoriser l'abrogation, l'abréviation ou la violation de tout droit ou toute liberté dont peut jouir une personne en vertu de la Déclaration canadienne des droits, de la Loi canadienne sur les droits de l'homme, du Code criminel ou de tout recours extraordinaire de certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition ou quo warranto.»

Du consentement unanime, M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) est autorisé à retirer son amendement.

M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) propose,—Que l'article 20 soit modifié en remplaçant les lignes 5 et 6 de la page 20 par ce qui suit:

«approuvées conformément à ces autres lois ou règles de droit, mais rien, dans la présente loi, ne doit être interprété et appliqué de façon à abroger, abrégé ou enfreindre ou à autoriser l'abrogation, l'abréviation ou la violation de tout droit ou toute liberté dont peut jouir une personne en vertu de la Déclaration canadienne des droits, du Code criminel ou de tout recours extraordinaire de certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition ou quo warranto.»

The amendment was allowed to stand.

Clause 20 was allowed to stand.

Clauses 21, 22, 23 and 24 were allowed to stand.

On Clause 26,

Mr. Trudel moved,—That Clause 26 be amended by:

(a) striking out line 35 on page 21 and substituting the following:

‘behaviour for a term not exceeding three years’

(b) striking out line 39 on page 21 and substituting the following:

‘term not exceeding three ears.’

The amendment was allowed to stand.

Mr. Stevens moved,—That Clause 26 be amended by:

(a) striking out line 35 on page 21 and substituting the following therefor:

‘behaviour for a term not extending beyond April 30, 1977’

(b) striking out line 39 on page 21 and substituting the following therefor:

‘term not extending beyond April 30, 1977’

The amendment was allowed to stand.

Clauses 27 to 45 inclusive were allowed to stand.

On Clause 46,

Mr. Stevens moved,—That Clause 46 be amended by striking out lines 7 to 40 inclusive on page 31 and substituting the following therefor:

“(2) This Act expires on April 30, 1977, or on such earlier date as may be fixed by proclamation.”

The amendment was allowed to stand.

During the course of the meeting, the Minister answered questions.

At 10:50 o'clock p.m., the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m., Friday, November 21, 1975.

L'amendement est réservé.

L'article 20 est réservé.

Les articles 21, 22, 23 et 24 sont réservés.

Article 26:

M. Trudel propose,—Que l'article 26 soit modifié comme suit:

a) en remplaçant la ligne 29, page 21, par ce qui suit:

«trois ans au maximum et le gouverneur en»
et

b) en remplaçant la ligne 33, page 21, par ce qui suit:

«de trois ans au maximum.»

L'amendement est réservé.

M. Stevens propose,—Que l'article 26 soit modifié comme suit:

a) en remplaçant les lignes 28 et 29, page 21, par ce qui suit:

«nommé à titre inamovible pour un mandat expirant au plus tard le 30 avril 1977 et le gouverneur en»

b) en remplaçant la ligne 33, page 21, par ce qui suit:

«expirant au plus tard le 30 avril 1977»

L'amendement est réservé.

Les articles 27 à 45 inclusivement sont réservés.

Article 46,

M. Stevens propose,—Que l'article 46 soit modifié en remplaçant les lignes 5 à 28, page 31, par ce qui suit:

«(2) La présente loi cesse d'avoir effet le 30 avril 1977, ou à une date antérieure fixée par proclamation.»

L'amendement est réservé.

Au cours de la réunion, le ministre a répondu aux questions.

A 22 h 50, le Comité suspend ses travaux jusqu'au vendredi 21 novembre 1975 à 9 h 30.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, November 20, 1975.

• 0949

[Text]

The chairman: Order, We shall resume consideration of Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada.

Mr. McGrath: May I raise a point of order, Mr. Chairman?

The Chairman: We are on Clause 2, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: We are going to have a long day and I would suggest—I would move it as a motion but perhaps there might be a consensus that we take a break around 11.00 o'clock or 11.15 or so . . .

Hon. Donald J. Macdonald (Minister of Finance): May I make an alternative suggestion?

The Chairman: Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): Because of my attendance here I will not be able to attend Cabinet this morning and I have some items on. I wonder if we could go right through until 12 o'clock and then rise, and I would be agreeable to sitting until 6.00 p.m. or 6.30 p.m., if you like, to pick up the time.

Mr. McGrath: I will buy that.

The Chairman: Is it agreed that we will adjourn at 12 o'clock and then this afternoon we will adjourn at 6 o'clock?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Shall clause 2 carry? Are there any comments on Clause 2? Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: I notice that there is no definition in Clause 2 of "agreement". Are oral agreements considered to be as binding as written agreements?

Mr. Macdonald (Rosedale): In general terms, I think the answer is yes. There are certain limitations in the law where an agreement has to be reduced to writing, but in general terms a contract is as binding if made orally between parties as if it were reduced to writing.

Mr. Rodriguez: Let me extend that to a specific point, Mr. Chairman. With respect to compulsory arbitration, where the findings of an arbitrator are binding on both parties and where such order for compulsory arbitration was made by a province in respect to policemen under the Ontario Police Act. I am thinking now specifically of the Sudbury Regional Police which on September 10 of this year, ordered compulsory arbitration with the results binding on both parties and therefore an agreement did exist at that time that the findings would be binding on both parties. The arbitrator brought down his decision on October 31, after the announcement of the anti-inflation law, and it provided for 17 per cent on the basic wage for policemen. The local police commission does not want to implement the finding of the arbitrator and the policemen are left in a quandry. Can the Minister tell me whether this is covered by the anti-inflation guidelines? There are only 225 policemen on the force.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 20 novembre 1975.

[Interpretation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous allons reprendre l'étude du bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada.

M. McGrath: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Nous sommes rendus à l'article 2.

M. McGrath: Nous avons devant nous une journée assez chargée, et je propose qu'on prenne une pause à 11 h 00 ou à 11 h 45. C'est une proposition plutôt qu'une motion.

L'hon. Donald J. Macdonald (ministre des Finances): Puis-je faire une proposition moi aussi?

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): A cause de ma présence ici ce matin, je ne vais pas pouvoir assister à la réunion du Cabinet bien que j'y aie des affaires à régler. Ne pourrait-on pas siéger jusqu'à midi et lever la séance à ce moment-là? Je ne verrais pas d'inconvénient à ce qu'on siège jusqu'à 18 h 00 ou 18 h 30, si vous voulez bien, pour rattraper le temps perdu.

M. McGrath: Cela me paraît acceptable.

Le président: Est-ce donc d'accord que nous levions la séance à midi et qu'on siège jusqu'à 18 h 00?

Des voix: D'accord.

Le président: L'article 2 est-il adopté? Y a-t-il des remarques au sujet de cet article? Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Je vois que l'article 2 ne comporte pas une définition du terme «accord». De tels contrats sont-ils des obligations aussi irrévocables que les contrats écrits?

M. Macdonald (Rosedale): De façon générale, oui, mais il existe certaines limitations dans la loi qui disent qu'un contrat doit être préparé par écrit, mais de façon générale, les contrats verbaux représentent des engagements aussi irrévocables que les contrats par écrit.

M. Rodriguez: Passons à un point plus précis. Prenons le cas de la province qui demande l'arbitrage obligatoire lorsque la décision de l'arbitre engage les deux parties en question. Je pense ici à la Loi sur la police de l'Ontario. Le 10 septembre de cette année, la constabulaire régionale de Sudbury a exigé l'arbitrage obligatoire, ce qui signifie que les deux parties étaient liées par la décision de l'arbitre. L'accord d'ailleurs en a stipulé autant. L'arbitre a rendu sa décision le 31 octobre, suite à la présentation de la loi anti-inflationniste, et sa décision a précisé que les policiers allaient recevoir une augmentation de 17 p. 100. La commission de police locale ne veut pas mettre en vigueur la décision de l'arbitre, et les policiers se trouvent dans une position confuse. Le ministre pourrait-il me dire si un tel cas tombe sous le coup des directives anti-inflationnaires? Remarquez, il n'y a que 225 policiers employés à Sudbury.

[Texte]

The Chairman: Mr. Minister

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Rodriguez, in my opinion this is an oral agreement. I take it it was reduced to writing between the parties...

Mr. Rodriguez: Yes.

Mr. Macdonald (Rosedale): ... that they would go to arbitration. My opinion is that that does predate the guidelines. I would have to say, however, that under the bill, assuming Ontario enters into an agreement, that that is the responsibility that has been given by the law to the Anti-Inflation Board, but I would think in the light of their interpretation with regard to preventent agreements—agreements which occurred before October 14—that that would very clearly be so. That, however, is only my opinion. The Board has been given the final word here.

Mr. Rodriguez: But in the legislation you say, for example, that where 500 employees come under the provincial jurisdiction there has to be agreement between the province and the federal government for the federal legislation to apply provincially. Is that not correct? This is in clause 4 of the bill.

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, there is an option here. Either the province will take it on itself, and if you are not talking about Sudbury but about Thetford Mines, for example, the situation would be that the Quebec tribunal would have to deal with that one, but the Government of Ontario has said that they are happy to enter into an agreement to have the federal government take on this responsibility with regard to the public sector in Ontario, so that the elements involved in this are really three. Firstly that the bill receives Royal Assent. Secondly, that Ontario enters into the agreement that they said they will enter into. Thirdly, a finding of the Anti-Inflation Board. What I am offering you is the opinion that it seems to me that the kind of situation you describe is an agreement that is prior in time.

Mr. Rodriguez: Thank you.

Le président: Monsieur Lambert, sur l'article 2.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je voudrais d'abord demander quelque chose au ministre. Puisque le Bill C-73 est maintenant à l'étude devant le Comité, donc il n'a pas encore été adopté définitivement, comment le gouvernement peut-il se permettre d'annoncer à la Chambre et au public la nomination d'un président et d'autres membres d'une commission prévue par le Bill C-73? Comment expliquez-vous à la population et au Parlement cette procédure qui me dépasse, parce qu'en vertu du Bill C-73, on prévoit la formation d'une commission de contrôle? Même avant que le Parlement ait donné son assentiment à ce bill, le Cabinet se permet de faire des nominations et de donner des pouvoirs à cette commission.

• 0955

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Lambert, nous avons une Loi sur les enquêtes qui nous permet de nommer des commissions d'enquêtes pour toute question publique et c'est en vertu de cette Loi sur les enquêtes que nous avons nommé le président, le vice-président et d'autres membres de la Commission. Ils n'ont pas, par exemple, le pouvoir de référer au directeur des cas ayant trait à l'application des dispositions de ce projet de loi. Vous avez raison

[Interprétation]

Le président: Monsieur le ministre.

M. Macdonald (Rosedale): Je pense qu'il s'agit ici d'un contrat verbal. Si je comprends bien, les deux parties ont rédigé un contrat par écrit.

M. Rodriguez: C'est exact.

M. Macdonald (Rosedale): Les deux parties devaient donc accepter la décision de l'arbitre. Je pense que ce contrat est entré en vigueur avant la présentation du bill. Cependant, si l'Ontario signe un accord, la responsabilité revient à la Commission de lutte contre l'inflation en vertu de la loi, mais compte tenu des décisions rendues par la Commission dans d'autres cas, où il s'agissait également de contrats signés avant le 14 octobre, je pense que les signataires du contrat auquel vous faites allusion seront obligés de respecter cette date limite. Remarquez, c'est mon opinion personnelle. Il faut que la Commission rende la décision finale.

M. Rodriguez: Or dans la loi, vous dites que, dans des cas où des entreprises ayant 500 employés tombent sous le coup de la juridiction provinciale, il faut qu'un accord soit signé entre la province et le fédéral pour que la loi fédérale puisse s'appliquer dans la province en question. Est-ce exact? Je me rapporte à l'article 4 de la loi.

M. Macdonald (Rosedale): Oui, un choix peut se faire dans un tel cas. La province peut accepter la responsabilité elle-même et dans le cas de Thetford Mines par exemple, le tribunal du Québec aurait à s'en occuper. Mais le gouvernement de l'Ontario a dit qu'il lui ferait plaisir de signer un accord avec le fédéral pour que celui-ci accepte la responsabilité dans le secteur public en Ontario, ce qui fait qu'il nous faut tenir compte de trois facteurs. Tout d'abord, il faut que le bill reçoive la Sanction royale, deuxièmement, il faut que l'Ontario signe l'accord comme ils l'ont dit, et troisièmement, il faut attendre la décision de la Commission. Selon mon opinion personnelle, l'accord auquel vous faites allusion est entré en vigueur avant le 14 octobre.

M. Rodriguez: Merci.

The Chairman: Mr. Lambert, has something to say about clause 2.

Mr. Lambert (Bellechasse): I first of all have a question to ask the Minister. Since Bill C-73 is now before this Committee, it has not yet been given final approval. How then can the government go so far as to publicly announce in the House the appointment of a chairman and members who will sit on a board to be set up by Bill C-73? It is beyond me how you could justify such a step to the House and to the people of Canada. Even before the House approves the bill, the Cabinet takes it upon itself to make appointments and grant powers to the board.

Mr. Macdonald (Rosedale): The Inquiries Act gives us the necessary power to create boards of inquiry to study all matters of public policy. This is the legislation which authorized us to appoint a chairman, a vice-chairman and other members to the board, but they do not have the power to refer to the administrator cases involving the application of the act. You are quite right in pointing out that they do not have any power at the moment to issue

[Text]

de dire qu'ils n'ont pas, en ce moment, l'autorité par exemple, d'ordonner une réduction des prix. Ils ont en vertu d'une loi qui existe déjà le pouvoir de faire des enquêtes, mais ils n'ont pas le pouvoir de donner des ordres.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le ministre, puis-je vous demander si c'est en vertu de la loi dont vous venez de parler que cette Commission a pu se permettre d'envoyer en date du 7 septembre, si ma mémoire m'est fidèle, un questionnaire aux entreprises? Ce questionnaire demandait aux entreprises de soumettre à la Commission des renseignements pouvant permettre à ladite Commission, prévue par le Bill C-73, de prendre des mesures pour maintenir les prix à leur niveau actuel ou du moins pour empêcher des augmentations trop considérables. Est-ce en vertu de cette loi, dont vous venez de parler, que cette Commission a pu procéder à ce moment-là?

M. Macdonald (Rosedale): Oui, monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): C'est en vertu de cette loi?

M. Macdonald (Rosedale): Vous avez raison.

M. Lambert (Bellechasse): Puisque c'est absolument dans l'ordre et puisque cette procédure a été adoptée par le Cabinet canadien, étant donné l'importance de la question, est-ce que cette Commission sera autorisée à procéder de la même façon vis-à-vis des institutions financières, que ce soit les banques à charte ou les maisons de crédit, qui consentent des prêts aux consommateurs après une publicité assez intense pour inviter les consommateurs à se prévaloir des avantages offerts par ces institutions? En vertu de cette même loi et en attendant que le Bill C-73 soit adopté par le Parlement, est-ce que cette Commission ne pourrait pas, sur l'avis du ministre des Finances, inviter ces mêmes institutions à se modérer dans leurs exigences au niveau des taux d'intérêts qui, à mon point de vue, je ne sais pas si c'est le vôtre, vous me le direz dans votre réponse, est une des causes majeures de l'inflation, de l'augmentation des prix à tous les niveaux? Est-ce que cette Commission peut faire la même chose vis-à-vis des institutions financières?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Lambert, la Commission peut faire une telle demande aux institutions financières, si elle juge qu'une telle demande est utile. Je crois je suppose que l'opinion de la Commission est qu'une telle demande ne serait pas utile dans ce sens. Je suppose qu'on peut dire, monsieur Lambert, qu'ils ne partagent pas votre opinion sur la situation. Mais je crois que j'ai raison de dire que la Commission a demandé aux institutions financières ayant plus de 500 employés de faire les rapports que j'ai mentionnés mais qu'elle n'a pas insisté sur la politique que vous avez proposée.

• 1000

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le ministre, très sérieusement, puis-je vous demander si en vertu de vos responsabilités comme ministre des Finances de notre pays, vous ne croyez pas que les taux d'intérêt que nous connaissons actuellement sont beaucoup trop élevés. Je sais d'avance que vous allez me répondre qu'il faut tenir compte du contexte international. Je suis d'accord avec vous mais tenant compte du fait que je pense que l'on doit mettre de l'ordre dans sa propre maison avant de se préoccuper du fait que le voisin va mettre ou non de l'ordre dans sa maison, ne croyez-vous pas que les taux d'intérêt que nous connaissons actuellement sont un des facteurs majeurs de l'inflation que nous connaissons présentement dans notre pays?

[Interpretation]

directives designed to keep prices down; but, under existing legislation, they are authorized to make inquiries, even if they cannot issue directives.

Mr. Lambert (Bellechasse): Was it the Inquiries Act which authorized the board to send out questionnaires to Canadian businesses on September 7, if my memory serves me correctly? In this questionnaire, businesses were asked to send to the board any information which would make it possible for them to take the necessary steps to keep prices at their present level or at least prevent unseemly increases. Were they empowered to do so under the Inquiries Act?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes.

Mr. Lambert (Bellechasse): It was under the act then?

Mr. Macdonald (Rosedale): That is correct.

Mr. Lambert (Bellechasse): They had the necessary authority to act then. Taking into consideration the seriousness of the situation, will the board have the power to proceed in the same way with regard to financial institutions such as chartered or credit unions? Those grant loans to consumers after inviting them to take advantage of these offers through heavy publicity campaigns. Would the board, at the request of the Minister of Finance, be authorized to ask such financial institutions to adopt moderate interest rates, receiving the authority to do so under the Inquiries Act, since Bill C-73 has not yet been adopted? I am of the opinion that high interest rates are one of the main causes of inflation and soaring prices in our country. Perhaps you do not share my opinion, but I would like to know if the board could ask our financial institutions to keep down their interest rates.

Mr. Macdonald (Rosedale): The board can make such a request to our financial institutions if it is of the opinion that such a request would be useful. I do not believe that the Board would consider such a request to serve any useful purpose. It might be said that they do not share your opinion. The Board asked financial institutions in Canada with 500 employees or more to send in the reports referred to earlier, but it did not make the request you brought up concerning interest rates.

Mr. Lambert (Bellechasse): As Minister of Finance, are you not of the opinion that the present interest rates in Canada are far too high? I know, you are going to tell me we must take into consideration the international financial context. I understand that, but I think we should try to put our own house in order before seeing what are neighbours are doing. Do you not feel that the high interest rates in Canada today are one of the major causes of inflation?

[Texte]

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Lambert, je suis d'accord avec votre opinion que les taux d'intérêt sont trop élevés pour l'intérêt de tous les Canadiens, mais je pense aussi que le niveau présent des taux d'intérêt reflète le niveau de l'inflation ici au Canada. Avec un taux d'inflation de 10 p. 100 comme nous en avons un en ce moment, il est évident qu'un épargnant cherchera un taux d'intérêt sur ses investissements plus élevé que 10 p. 100 pour tirer un profit de son argent et dans ce sens il est inévitable qu'avec l'élévation du taux d'inflation au Canada le taux d'intérêt s'élève aussi.

M. Lambert (Bellechasse): Je m'attendais, monsieur le ministre, à cette réponse.

M. Macdonald (Rosedale): Un moment, s'il vous plaît. Nous croyons qu'avec ce projet de loi et les autres mesures proposées par le gouvernement, on peut réduire le taux d'inflation ici au Canada. Mais dans une économie ouverte aux capitaux étrangers il est inévitable qu'on doive s'adapter au mouvement des capitaux et dans ce sens il est inévitable qu'on aura un taux d'intérêt trop élevé. Nous pouvons nous aider par une telle réduction de l'inflation. La solution du problème des taux d'intérêt est liée à la solution du problème de l'inflation.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le ministre, le 4 novembre, à la Chambre des communes, je vous ai posé une question se rapportant à l'autorité que vous détenez, à titre de ministre des Finances, sur la Banque du Canada et sur les banques à charte relativement au taux d'intérêt. Vous avez répondu que vous détenez pas cette autorité qui serait pourtant utile, actuellement, à l'économie canadienne et à l'ensemble des activités des Canadiens. Pouvez-vous dire au Comité si le gouverneur de la Banque du Canada a des pouvoirs plus étendus que le ministre des Finances pour surveiller et déterminer les taux d'intérêt au Canada?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Lambert, voulez-vous du café?

M. Lambert (Bellechasse): Oui, merci, vous êtes bien aimable. Mais même avec un café, vous ne me ferez pas oublier la question que je vous pose.

• 1005

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Lambert, cette question exige une réponse un peu plus compliquée.

M. Lambert (Bellechasse): Oui, mais, je voudrais que vous la décompliquiez.

M. Macdonald (Rosedale): A cause du fait que c'est le gouverneur de la Banque du Canada qui a la responsabilité de la politique monétaire du Canada et que cette politique a beaucoup d'influence sur les taux d'intérêt, le gouverneur doit regarder les effets de l'inflation ici au Canada et aussi sur la valeur à l'étranger des dollars canadiens. A vrai dire, il a quelques points à surveiller comme gouverneur et une des questions, naturellement, c'est le taux d'intérêt. Pour lui, le taux d'intérêt, c'est comme un outil pour réaliser ses autres tâches ici au Canada. Et dans ce sens, il est tout à fait conscient, je peux le dire, de l'effet d'intérêt trop élevés ici au Canada, mais il doit accepter la situation comme il la trouve, et il la trouve en ce moment avec un taux d'inflation très élevé aussi.

[Interprétation]

Mr. Macdonald (Rosedale): I agree with you when you say that interest rates are far too high in Canada, but it must be pointed out that present interest rates reflect the rate of inflation in our country as well. With a 10 per cent rate of inflation, such as we now have, it is obvious that people will try to get more than 10 per cent return on their investments so as to come out ahead. In this way, interest rates go up as the inflation rate goes up.

Mr. Lambert (Bellechasse): That was the answer I expect to get.

Mr. Macdonald (Rosedale): Just a moment. We feel that this legislation and the other steps proposed by the government will help reduce inflation in Canada. But our economy is open to the flow of foreign capital. This means we have to adapt to the flow of capital, which in turn means excessively high interest rates. The real solution is to be found in trying to reduce inflation. The excessively high interest rate problem is inexplicably linked with the whole problem of inflation.

Mr. Lambert (Bellechasse): On November 4, I asked you a question in the House concerning your authority as Minister of Finance over the Bank of Canada and the chartered banks with respect to interest rates. You told me that you had no such authority, but that it might be a good thing for the Canadian economy as a whole if you did. Could you tell us if the Governor of the Bank of Canada has broader powers than the Minister of Finance in determining what the interest rates will be in our country?

Mr. Macdonald (Rosedale): Would you like a cup of coffee, Mr. Lambert?

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, most thoughtful of you. But it will not make me forget the question I asked you.

Mr. Macdonald (Rosedale): Your question requires a somewhat more complicated answer.

Mr. Lambert (Bellechasse): Granted, but I would like you to make it a bit less complicated.

Mr. Macdonald (Rosedale): The Governor of the Bank of Canada is responsible for monetary policy in Canada. These policies have a great deal of influence upon interest rates, which means that he must take into account the rate of inflation here in Canada and the value of the Canadian dollar on foreign markets. Indeed, he must keep his eye on a number of factors, one of which is the rate of interest. Interest rates are one of the tools he makes use of to carry out his work as Governor of the Bank. This means he is quite aware of the effect of excessively high interest rates on the Canadian economy. At the same time, he has to accept things as they are, and there happens to be a very high rate of inflation in Canada today.

[Text]

Le président: Merci, monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Est-ce que j'ai terminé, monsieur le président?

Le président: Oui, sur les questions d'ordre général, notre politique est que vous avez dix minutes.

M. Lambert (Bellechasse): D'accord, je me fie à votre compétence et à votre honnêteté pour déterminer le temps de parole de chacun des députés.

Le président: Merci. Monsieur Stevens.

M. Clermont: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: J'aimerais avoir les directives de la présidence. Est-ce que nous en sommes présentement à l'étude article par article ou bien si nous avons droit de poser des questions?

Le président: Nous en sommes à l'article 2, monsieur Clermont, et nous pouvons poser des questions d'ordre général.

M. Clermont: Mais vous avez demandé, monsieur le président, si on avait des commentaires à faire sur l'article 2.

Le président: Oui.

M. Clermont: Mais est-ce que, lors de l'étude de l'article 2, on peut diriger des questions générales au ministre?

Le président: Oui, monsieur Clermont.

M. Clermont: Merci.

Le président: Monsieur Stevens.

Mr. McGrath: Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: My colleague, Mr. Stevens, is going to get into the bill but before he does, I would like to ask a general question of the Minister.

The Chairman: Go ahead, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Yesterday, Mr. Minister, the Board appeared before us and we had some very interesting questions regarding the...

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Mr. McGrath: ... regarding the ability of the Board to control food prices. We specifically talked about marketing boards and it was generally agreed by the Board that they had no control over marketing boards. As a matter of fact, it was especially disturbing to learn that they had no control over federal marketing boards. Specifically, the only one that relates directly to the market place, as far as consumers are concerned, is the Canadian Egg Marketing Agency.

[Interpretation]

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Is my time up?

The Chairman: Each member has 10 minutes to ask questions of a general nature.

Mr. Lambert (Bellechasse): I trust your sense of fair play as Chairman.

The Chairman: Thank you. Mr. Stevens, you have the floor.

Mr. Clermont: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: I seek the guidance of the Chair. Are we now dealing with a clause-by-clause study of the bill, or may we ask general questions?

The Chairman: We are now at Clause 2, and questions of a general nature may be asked.

Mr. Clermont: You asked us if we had any remarks to make concerning Clause 2.

The Chairman: That is correct.

Mr. Clermont: We therefore may ask questions of a general nature at the same time as we are studying Clause 2.

The Chairman: That is correct.

Mr. Clermont: Thank you.

The Chairman: Mr. Stevens has the floor.

M. McGrath: Monsieur le président.

Le président: Oui, monsieur McGrath.

M. McGrath: J'ai une question générale à poser avant que M. Stevens commence à poser des questions au sujet du bill.

Le président: Allez-y.

M. McGrath: Hier, les représentants de la Commission ont comparu, et nous avons posé des questions fort intéressantes au sujet de...

The Chairman: Order, please.

M. McGrath: ... au sujet de la capacité de la Commission d'imposer des contrôles sur le prix des aliments. Nous avons parlé de façon particulière des offices de commercialisation, et les représentants de la Commission ont reconnu de façon générale qu'ils n'avaient pas d'autorité dans ce secteur. De fait, Nous étions surtout inquiets à apprendre qu'ils n'avaient pas d'autorité vis-à-vis les offices de commercialisation fédéraux. En ce qui concerne le consommateur canadien, le seul office de commercialisation ayant des rapports directs avec le marché domestique est l'Office canadien de la commercialisation des œufs.

[Texte]

I am just wondering if the government proposes to introduce an amendment to cover that anomaly or loop-hole; and what is the procedure with respect to marketing boards that are directly under the control of the federal government, under the Farm Products Marketing Agencies Act, or marketing boards that are under the control of provincial governments.

• 1010

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. McGrath, I was pausing really because we tabled an amendment last night that would make it clear that it is not a case now by accretion of Clause 41 (1), that the other federal regulatory agencies would be restricted by the guidelines.

I have to say that there might be some argument that the federal marketing boards would be guided by that. At the moment at least we have not departed from the principle that we would not affect farm produce. So it may be a matter of some policy choices in the first place on whether the Canadian Egg Marketing Agency should be dealt with by these restrictions. There may be some legal question as to whether the amendment extends that far. Whether we are doing so by this amendment or not—in other words, in policy terms—we are not purporting to extend the jurisdiction at this point.

On provincial marketing agencies—which are far more considerable as you know—in Canada, we have already had discussions with the provinces in this regard. I would have to say that the discussion at the moment on that point is inconclusive.

The Chairman: Thank you. Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, before I commence, I was wondering whether the committee would consent to Mr. McCleave asking some questions of Mr. Macdonald, which Mr. Macdonald has had notice of. Mr. McCleave was unable to be here yesterday to get an answer, and he now has another conflict of a committee.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Des Voix: D'accord.

Le président: Le Comité est-il d'accord?

Mr. McCleave: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Macdonald (Rosedale): Hold it just a minute, Bob, before you ask the questions, I will give you the answers.

As you will see, we have in effect, tried to boil some rather complex questions down into tabular form. I do not know whether it would suit your purpose if we persuaded the Committee to put that in as such or . . .

The Chairman: Perhaps, Mr. McCleave, you could put your questions.

Mr. McCleave: The question is a four-page letter, Mr. Chairman. First, I would like to thank you, the members of the Committee and the Minister, for your indulgence in having me here this morning. My questions cover some dozen clauses and if I were to say and ask the questions on each clause, then I would not be able to sit on three other committees today. So this is very helpful.

[Interprétation]

Le gouvernement songe-t-il à présenter un amendement afin de combler cette lacune? Quelle est la procédure à suivre dans le cas des offices de commercialisation régis directement par le gouvernement fédéral, en vertu de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, ou dans le cas des offices de commercialisation qui tombent sous la coupe des gouvernements provinciaux?

M. Macdonald (Rosedale): Si je réfléchis, monsieur McGrath, c'est que j'ai déposé un amendement hier soir qui montrera clairement que ce n'est pas en application de l'article 41(1) que les autres agences fédérales chargées de la régulation se verraient appliquer les directives.

On pourrait bien entendu discuter de la question de savoir si les offices de commercialisation fédéraux sont assujettis à ces dispositions. Mais pour le moment nous nous en tenons au principe de l'exclusion des produits agricoles. Il faut donc d'abord décider si oui ou non ces restrictions seront applicables à l'Office de commercialisation des œufs. Du point de vue juridique l'application de ces amendements à l'Office n'est pas claire en effet. Autrement dit nous n'avons pas l'intention pour l'instant d'étendre ces dispositions au domaine de la commercialisation des œufs.

En ce qui concerne les offices de commercialisation provinciaux qui jouent un rôle bien plus important au Canada comme vous le savez, nous en avons déjà discuté avec les autorités provinciales; mais ces discussions n'ont pas encore abouti.

Le président: Je vous remercie. Monsieur Stevens.

M. Stevens: Le Comité serait-il d'accord pour permettre à M. McCleave de poser quelques questions à M. Macdonald, questions dont la teneur a déjà été communiquée au ministre. En effet M. McCleave se trouvait dans l'impossibilité d'assister à la réunion hier et devra de nouveau bientôt quitter la salle pour se rendre à une autre réunion.

The Chairman: Are the Committee members in agreement?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you. Mr. McCleave.

M. McCleave: Je vous remercie monsieur le président.

M. MacDonald (Rosedale): Attendez un instant je vais vous donner les réponses avant même que vous n'ayez posé vos questions.

Comme vous pourrez le constater nous avons cherché à exprimer vos questions plutôt complexes sous forme de tableaux. Je ne sais pas si vous serez d'accord de les présenter tels quels . . .

Le président: M. McCleave pourrait peut-être poser ses questions.

M. McCleave: La question est sous forme d'une lettre de quatre pages monsieur le président. Mais tout d'abord je tiens à vous remercier ainsi que les membres du Comité et le ministre de m'autoriser de prendre la parole ce matin. Comme mes questions traitent d'une douzaine d'articles du présent bill, si j'avais à les poser toutes il me serait impossible de siéger aujourd'hui à trois autres réunions du Comité donc la formule du ministre m'est toute indiquée.

[Text]

Perhaps, so that there could be something on the record to explain why I am here at all, it should be noted that I asked the minister whether certain of the guidelines, the agreements, the by-laws, information required under certain sections by the administrators, the orders-in-council, the rules of the Anti-Inflation Appeal Tribunal, its rulings, its written reasons, regulations, etc., done by virtue of Bill C-73 would come under parliamentary scrutiny in the Joint Committee on Regulations and Other Statutory Instruments.

The minister has given me a reply. I propose to take in back and share my questions and his reply with our Committee, so it will be on record there. I do not know whether any further points need be made about it here. If there has to be a point made about it here, perhaps I could be heard this evening.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, I wonder whether—I have only the one copy here, but I am sure we can have it copied—Mr. McCleave's questions could be, in the Committee proceedings here, put into his mouth as though he put them because they are quite precise and as, he says, quite extensive.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I would like to move that the questions as put by Mr. McCleave and the answers from the Minister be appended to these minutes.

The Chairman: Is it agreed?

Agreed.

The Chairman: Thank you, Mr. McCleave. Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Mr. Chairman, through you to the Minister. We are dealing with Clause 2, which deals with all the interpretation aspects of this bill. I note that you have tabled an amendment yourself to Clause 12 (2) (a) on Page 11 of the bill which deals with employers associations. It strikes me that as there is a definition for an employee association in the bill, so there ought also to be a definition for employer association to be in conformity with the general approach taken in the bill. And number two, at subsequent dates it is my intention to propose an amendment which would cover directly employers associations under certain terms and conditions, and I would like to use the term "employer association" with an appropriate definition. It appears to me that the definition that ought to be employed there is the same as for an employee organization because that definition covers any employees that are formed together for negotiating relationships between employees and employers. And the same ought to be true in the case of an employee-employer association.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Cafik, I would make it clear that for our proposed amendment to Clause 12 (2) (a), it is not in our opinion necessary to define an employers association because we really describe the actions carried out, namely the fact that suppliers bargain collectively in association with one or more other suppliers.

Mr. Cafik: Yes.

Mr. Macdonald (Rosedale): There may not be a formal association in this regard. They may, either for a specific situation or in more general terms, get together without any formal association. As we see the situation the words here in Clause 12 (2) (a) adequately describe the situation and we do not think we need a definition of employers association. We are talking about a relationship that goes beyond a formal association of employers.

[Interpretation]

J'avais demandé au ministre si les directives en accord aux règlements administratifs et renseignements qui aux termes de certains articles doivent être fournis par les administrateurs ainsi que les décrets en conseil et les règlements du Tribunal d'appel anti-inflation et enfin ces décisions, ces raisons écrites et règlements comme prévus aux termes du Bill C-73 seront examinés par le comité conjoint des règlements et autres réglementaires.

Le ministre ayant répondu à mes questions, celles-ci ainsi que sa réponse seront consignées au compte rendu de nos réunions, donc je pense que pour le moment cela règle l'affaire. Sinon j'en reparlerai ce soir.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président y aurait-il moyen dans le compte rendu d'imprimer les questions de M. McCleave comme s'il les avait posées personnellement au cours de la réunion, ces questions étant très précises et longues.

M. Stevens: Je propose monsieur le président que les questions posées par M. McCleave et les réponses fournies au ministre soient annexées au compte rendu de la réunion.

Le président: Vous êtes d'accord?

D'accord.

Le président: Je vous remercie monsieur McCleave. Monsieur Cafik.

M. Cafik: Nous débattons actuellement de l'article 2 qui traite de l'interprétation du présent bill. Or vous avez vous-même déposé un amendement à l'article 12 (2) a) à la page 11 du bill qu'elle traite des associations patronales. Puisque les associations de travailleurs ont été définies aux fins du présent bill, j'estime que les associations patronales devraient elles aussi être définies aux fins du présent bill. D'autre part, j'ai l'intention de déposer un amendement concernant les associations patronales, lesquelles doivent être définies au même titre que les associations de travailleurs, laquelle définition s'applique à tous ces employés qui se réunissent aux fins de négociations avec les employeurs.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Cafik, je tiens à préciser qu'au fin de notre amendement à l'article 12(2) a) il n'est pas à notre avis indispensable de définir les associations patronales, étant donné que nous décrivons leurs activités, c'est-à-dire que les fournisseurs négocient collectivement.

M. Cafik: Je comprends.

M. Macdonald (Rosedale): Il ne s'agit donc pas toujours d'une association officielle. Ainsi les fournisseurs peuvent s'associer dans un but bien déterminé et se réunir sans pour autant constituer une association officielle. Donc, le libellé de l'article 12(2) a) décrit convenablement la réalité et c'est pourquoi nous estimons la définition des associations patronales superflue.

[Texte]

Mr. Cafik: I certainly would concur with that the amendment that is put forward is self-explanatory and does define itself. However, in light of a possible amendment which may or may not be carried by the Committee in respect to this, I would like at least to enter a caveat that I may want to come back to define "employers association" in this clause of the bill at that time.

The Chairman: Thank you, Mr. Cafik. Mr. Gray.

Mr. Gray: Mr. Chairman, you may decide that what I am going to ask would be more appropriate when a particular amendment comes up but I thought I should at least pose the question. Did I understand the Minister to say that he is not certain that the government policy is that these guidelines which are in the White Paper will apply even on a voluntary basis to the Canadian Egg Marketing Agency and the Turkey Marketing Agency?

Mr. Macdonald (Rosedale): Certainly on a voluntary basis we would have those agencies as all other individuals and groups in Canada comply with them. The question involved in the bill is whether the Canadian Egg Marketing Agency is a regulatory authority within the terms of the amendment proposed. My response to Mr. McGrath was whether it is or not, as a matter of policy we are not proposing to regulate them.

Mr. Gray: You mean to say that the Anti-Inflation Board under the terms of the law will not be able to carry out its monitoring and reporting activity with respect to the work of the Canadian Egg Marketing Agency.

Mr. Macdonald (Rosedale): We are not proposing that at this time. It may be that that will become desirable but we are not proposing that as a matter of policy.

Mr. Gray: With all due respect, sir, I suggest this is a major omission from the system.

Mr. Macdonald (Rosedale): That is a matter of opinion, but...

Mr. Gray: Who do you expect is going to carry out this monitoring in the interest of the public?

Mr. McGrath: Eugene Whelan.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Gray, the Anti-Inflation Board can monitor anything or anybody it wishes. In terms of enforcement, however, it is not the purpose of the Anti-Inflation Board to operate against the Canadian Egg Marketing Agency.

Mr. Gray: I respectfully submit that the law that we are considering today and which you have presented does not allow the Anti-Inflation Board to monitor anything or anybody it wishes. The law specifically states it can only monitor prices and activities in relation to the guidelines and the guidelines that we have so far are those set out in the White Paper. The guidelines specifically say that prices received by farmers and fishermen are exempt from the guidelines. So I again also respectfully submit that your statement that the government expects the guidelines to be applied voluntarily to everybody in the community is inconsistent with the White Paper you tabled.

[Interprétation]

M. Cafik: J'admets que l'amendement est clair et précis. Cependant, étant donné que le Comité pourrait éventuellement adopter un amendement sur cette question, je tiens à vous avertir que je reviendrai peut-être à charge pour définir les associations patronales dans le cadre de cet article du Bill.

Le président: Je vous remercie, monsieur Cafik. Monsieur Gray.

M. Gray: Si j'ai bien compris, le ministre a déclaré qu'il n'était pas certain que les directives du Livre blanc s'appliqueraient à l'Office de commercialisation des œufs et à l'Office de commercialisation des dindes, même à titre facultatif.

M. Macdonald (Rosedale): Il est évident que nous préférons que ces institutions, comme tous les autres groupes au Canada, se conforment de leur propre gré à ces dispositions. La question est de savoir si l'Office de commercialisation des œufs est effectivement une instance chargée de la réglementation aux termes du projet d'amendement. Dans ma réponse à M. McGrath, j'avais dit que pour le moment, le gouvernement n'a pas l'intention d'imposer des contrôles à ces offices de commercialisation.

M. Gray: Ce qui revient à dire qu'aux termes de la Loi, la Commission de lutte contre l'inflation ne sera pas habilitée à surveiller et à faire rapport sur l'activité de l'Office de commercialisation des œufs.

M. Macdonald (Rosedale): En effet, tel n'est pas notre propos, mais il se pourrait que cela devienne souhaitable par la suite.

M. Gray: C'est là à mon avis une lacune importante.

M. Macdonald (Rosedale): C'est une question d'opinion.

M. Gray: Qui dans ce cas va se charger de contrôler les activités de ces groupes dans l'intérêt public?

M. McGrath: Ce sera Eugene Whelan.

M. Macdonald (Rosedale): La Commission anti-inflation est habilitée à surveiller les activités de n'importe qui. Mais cette Commission n'est pas chargée d'appliquer les dispositions de la Loi à l'Office de commercialisation des œufs.

M. Gray: A mon avis, la Loi ne permet pas à la Commission anti-inflation de contrôler les activités de n'importe qui. Au contraire, la Loi stipule clairement qu'elle peut surveiller uniquement les prix et activités repris dans les directives, lesquelles figurent dans le Livre blanc. Or ces directives précisent que les prix touchés par les agriculteurs et les pêcheurs sont exemptés des dispositions de la Loi. C'est pourquoi vous contredisez votre propre Livre blanc en affirmant que le gouvernement s'attend à ce que tout le monde applique librement ces directives.

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): I accept your correction.

The Chairman: Thank you, Mr. Gray. Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, dealing with certain of the definitions, "Administrator," could the Minister indicate if he has any announcement to make with respect to whom will be the administrator assuming the bill is passed?

• 1020

Mr. Macdonald (Rosedale): No, we have not made that appointment yet, and I would not like to anticipate a Cabinet decision.

Mr. Stevens: Have you any further announcement to make about who will be sitting on the anti-inflation board?

Mr. Macdonald (Rosedale): I expect there will be an announcement in the relatively near future with regard to one additional position. As to the one here in Ottawa, I think that we would like to leave the opportunity open to make a further appointment a little later; there will not be an immediate appointment to the third position here in Ottawa.

Mr. Stevens: The one that you anticipate there will be an announcement on—will it be announced within the week?

Mr. Macdonald (Rosedale): I must confess that I personally have not been conducting those discussions; I cannot say anything. I do not think that anyone listening has been contributing to those discussions.

Mr. Stevens: You referred to a Minister who will be designated within Cabinet. Has any decision been made on who that Minister will be?

Mr. Macdonald (Rosedale): Actually, more than one, Mr. Stevens. With regard to the anti-inflation board itself, it would be the Minister of Consumer and Corporate Affairs. And with regard to the responsibility for the essentially legal aspects of the matter—that is to say, the appeal procedure and, of course, any legal action through to the federal court system—the Minister of Justice would have the responsibility there. With regard to the work of the administrator, it would be the Minister of National Revenue. And the Minister of Finance would be *éminence grise* ou *noire* in behind the whole operation.

Mr. Stevens: You will preside over a kind of triumvirate of other Ministers?

Mr. Macdonald (Rosedale): A full array of talents, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Answerable only to whom?

Mr. Macdonald (Rosedale): Answerable to Cabinet and Parliament and, ultimately, the Canadian people.

Mr. Stevens: Dealing with the definition of "dividend", I notice you stated, "includes a stock dividend".

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes.

Mr. Stevens: Could you explain why you have used that terminology, in that a stock dividend could well be a distribution of capital as opposed to a return in the form of a dividend out of profit. I was wondering if you really intended to do that.

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): J'accepte cette mise au point.

Le président: Je vous remercie, monsieur Gray. Monsieur Stevens.

M. Stevens: En ce qui concerne la définition du mot administrateur, le ministre pourrait-il nous dire qui sont ces administrateurs, en supposant bien entendu que le Bill sera adopté.

M. Macdonald (Rosedale): La nomination n'a pas encore été faite et je ne voudrais pas préjuger d'une décision du Cabinet.

M. Stevens: Avez-vous autre chose à ajouter au sujet de la composition de la Commission anti-inflation?

M. Macdonald (Rosedale): Un communiqué sera publié prochainement concernant un autre poste à pourvoir. En ce qui concerne le poste à Ottawa, cette nomination sera mise à un peu plus tard.

M. Stevens: La nomination qui selon vous fera bientôt l'objet d'un communiqué sera-t-elle faite dans une huitaine, pensez-vous?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne puis rien vous dire parce que je n'ai pas participé aux discussions.

M. Stevens: Une décision a-t-elle déjà été prise quant au ministre qui serait nommé?

M. Macdonald (Rosedale): Il y en aura plus d'un, monsieur Stevens. En ce qui concerne la commission elle-même, ce sera le ministre de la Consommation et des Corporations. Le ministre de la Justice sera chargé des questions juridiques, c'est-à-dire la procédure d'appel et les actions intentées devant les tribunaux fédéraux. Enfin, le ministre du Revenu national sera chargé du travail administratif tandis que le ministre des Finances en sera l'*éminence grise*.

M. Stevens: Vous allez donc en quelque sorte présider à un triumvirat de ministres.

M. Macdonald (Rosedale): Toute une panoplie de talents, monsieur Stevens.

M. Stevens: Ils seront comptables envers qui?

M. Macdonald (Rosedale): Ils seront comptables au conseil des ministres, au Parlement et au peuple canadien.

M. Stevens: Sous la définition du mot «dividende» vous ajoutez «y compris les dividendes sous forme d'actions».

M. Macdonald (Rosedale): Oui.

M. Stevens: Pour quelle raison avez-vous utilisé ces mots, étant donné qu'un dividende sous forme d'actions pourrait découler d'une distribution de capitaux par opposition à des dividendes distribués à partir des bénéfices?

[Texte]

Let us assume that a company in the year under review is at a break-even point, and they want to give something to their shareholders in the form of a stock dividend. Is that what you are really trying to cover? Because it is really a diminution of the capital with regard to the shareholder.

Mr. Macdonald (Rosedale): The intention, Mr. Stevens, is really to cover the corporate distributions—in effect, any appropriations of earned surplus that would occur under the Income Tax Act. And it would go beyond the Income Tax Act; for example, it would cover payments out of capital surplus as well.

An actual return of capital, for example, by a redemption of preferred shares would not, as you know, be a dividend. But I would make it clear that a payment out of capital surplus would be a dividend, for the purpose of the statute.

Mr. Stevens: In Spite of the fact that the company may not even have earned money that year?

Mr. Macdonald (Rosedale): If it does not have from a balance sheet standpoint the funds from which dividends could be declared, it would be an unlawful dividend in terms of the Corporations law. Let us assume that a corporation has on hand either a substantial earned surplus or a capital surplus arising from previous transactions. A dividend paid out of those accounts, as opposed to current earnings, would be proscribed as well.

Mr. Stevens: Yes.

Dealing with your definition of “guidelines”, have you any draft guidelines or regulations that you can produce for the Committee?

• 1025

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Stevens, the process of drafting has been going on intensively. Certainly on some of the issues that are involved here we have been having very full discussions with the provinces and, in other cases, we have obtained professional advice for the purpose of determining how they would fit specific firms. I think it is fair to say that there is a drafting process underway but we are not through to the position of finality, of being able to say that if we laid a text on the table that is what we would propose to promulgate as the regulation if the bill received Royal Assent.

Mr. Stevens: Mr. Minister, how far away do you think you are from being able to give a final draft of what you are proposing?

Mr. Macdonald (Rosedale): I think the deadline I have set is for the first week in December.

Mr. Stevens: In the bill you refer to “public sector” and I notice you are proposing an amendment on page 6 which would delete the words “to public sector”. It is a title that is over Clause 4. I was wondering why there is no definition of public sector in the bill. Would it not be helpful to be more specific about what you mean by public sector?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Stevens, could I refer you to page 7 of the bill, to subclause (6) (a) of Clause 4, which in turn relates back of course to the definitions in subclause (3) of the same clause.

[Interprétation]

Supposons qu’une société ait tout juste couvert ses dépenses mais qu’elle tienne néanmoins à distribuer des dividendes à ses actionnaires. Est-ce que les dispositions du Bill s’appliqueraient à pareil cas? Cela reviendrait en fait pour les actionnaires à voir réduire le capital.

M. Macdonald (Rosedale): L’intention du bill est d’appliquer cette disposition à tous les dividendes versés par les sociétés à partir de bénéfices assujettis à la Loi sur l’impôt sur le revenu. Mais contrairement aux dispositions de cette dernière loi, le présent bill s’appliquerait également aux paiements pris sur les bénéfices non distribués.

Ainsi, une rentrée de capitaux effectuée par le rachat d’actions privilégiées ne constitue pas un dividende. Par contre des paiements de capitaux à partir de bénéfices non distribués constituent des dividendes aux fins de la présente loi.

M. Stevens: Même si la société en question n’a pas réalisé de bénéfices?

M. Macdonald (Rosedale): Si la société n’a pas sur ses livres comptables les montants nécessaires pour distribuer des dividendes, elle contreviendrait aux dispositions de la Loi sur les corporations. Supposons qu’une société ait à sa disposition des bénéfices non répartis résultant de transactions passées. Il lui serait interdit de verser des dividendes à partir de pareils montants.

M. Stevens: Je comprends.

Auriez-vous des projets de directives ou de règlements pour la gouverne des membres du Comité?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Stevens, les travaux de rédaction se poursuivent activement. Nous avons notamment discuté à fond avec les autorités provinciales de certaines questions qui se posent ici et pour d’autres, nous avons consulté des spécialistes pour voir comment ces dispositions s’appliqueraient à telles ou telles sociétés. Donc le processus de rédaction suit son cours mais il nous est impossible pour l’instant de vous soumettre un texte définitif des règlements qui seront promulgués lorsque le Bill recevra la sanction royale.

M. Stevens: Combien de temps vous faut-il encore pour élaborer le texte définitif.

M. Macdonald (Rosedale): Je me suis fixé l’échéance de la première semaine du mois de décembre.

M. Stevens: Il est question de secteur public dans le bill; or je remarque qu’à la page 6 vous avez un amendement qui aurait pour objet de supprimer la phrase «au secteur public». C’est l’intitulé de l’article 4. J’aimerais savoir pourquoi il n’y a pas de définition du secteur public dans le bill. Ne pensez-vous pas qu’il serait bon de préciser plus en détail ce que vous entendez par secteur public?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Stevens, veuillez jeter un coup d’œil à la page 7 du bill au paragraphe (6) a) de l’article 4 lequel se rapporte aux définitions prévues au paragraphe 3 du même article.

[Text]

Mr. Stevens: Yes, I have that subclause before me but I was wondering why you chose to do it that way. Is your deletion of the words "to public sector" on page 6 to make the flow of these subclauses easier?

Mr. Macdonald (Rosedale): Actually we are proposing another amendment which will be new Clause 4 (1) and (2) and which in effect will not be confined to the public sector but will deal with the private sector as well. At that point the over-all title to that part of the bill becomes a little misleading because the amendments we have put forward go beyond the public sector as such.

Indeed, Mr. Gibson reminds me that subclause (5) of course already indicates that public sector is not perhaps the right term because you are dealing there with profession which of course is the private sector. It is really because the words "to public sector" would be a misnomer over the succeeding clauses that we are proposing to delete it.

The Chairman: Thank you, Mr. Stevens.

Mr. Neil.

Mr. Neil: Mr. Chairman, my question had to do with the regulations and it was covered by Mr. Stevens. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman. I am not sure if I am following along Mr. Cafik's line of questioning about the definition of "employee organization". First I had trouble finding where the term was used but I have found it several times now in the bill.

It strikes me that it is such a broad definition that it goes much farther than it intends to go, which would be something like describing a union that is bargaining for wages, and would even carry on to include the flower fund and the golf club committee and that sort of thing.

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, I suppose it could be that

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I wondered if there was any consideration to using the word "wages" perhaps in the definition, if that is the intent.

Mr. Macdonald (Rosedale): It is not necessarily confined to wages. If you think about certain areas of the public service employment of course they do not receive wages, they receive salaries. I think it is fair to point out that under the definition perhaps the golf club fund or the flower fund may be one of the functions that, as the definition indicates, the regulation of relations between employer and employee has to be one among the other functions it might have, if I could refer you specifically to the definition.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): That is right. But there could easily be an employee organization which I am sure you would not intend to cover, and perhaps you just would not apply it then.

• 1030

Mr. Macdonald (Rosedale): Any association which has the responsibility of regulating relations between employers and employees—I suppose if they could make the case that the relations were not with regard to monetary terms but, for example, were with respect to time off for the purpose of playing golf or something like that, then perhaps that would not be covered. But it is defined fairly

[Interpretation]

M. Stevens: Oui je vois le paragraphe en question mais je me demande pourquoi vous avez décidé de procéder de la sorte. Voulez-vous supprimer la phrase «au secteur public» figurant à la page 6 pour faciliter la lecture des différents paragraphes?

M. Macdonald (Rosedale): Nous avons un autre amendement qui deviendra le nouvel article 4 (1) et (2), lequel amendement s'appliquera aussi bien au secteur privé que public. Donc le titre général de ce chapitre du bill n'est pas tout à fait exact étant donné que les amendements proposés s'étendent au-delà du secteur public à proprement parler.

M. Gibson me signale justement que dans le paragraphe 5 on explique que l'appellation de secteur public n'est peut-être pas appropriée étant donné qu'il s'agit de professions relevant du secteur privé. C'est pourquoi nous nous proposons de supprimer les mots «secteur public».

Le président: Je vous remercie monsieur Stevens.

Monsieur Neil.

M. Neil: Je voulais moi aussi poser des questions au sujet des Règlements. Donc je vous remercie monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver-Quadra): Je vous remercie monsieur le président. J'ignore si mes préoccupations sont les mêmes que celles de M. Cafik en ce qui concerne la définition d'organisation patronale. J'ai eu du mal à trouver l'expression mais par la suite je l'ai trouvée à plusieurs reprises dans le texte du bill.

Or cette définition est tellement large qu'elle dépasse de loin l'intention de ses auteurs et pourrait comprendre non seulement un syndicat chargé de négocier les accords salariaux mais également les fonds pour achats de fleurs, un club de golf etc.

M. Macdonald (Rosedale): Si vous voulez.

M. Clarke (Vancouver-Quadra): Avez-vous envisagé la possibilité d'utiliser le mot «salaire» dans la définition?

M. Macdonald (Rosedale): La définition ne s'applique pas uniquement aux salaires. En effet certains travailleurs de la Fonction publique sont non pas salariés mais appointés. Ainsi aux termes de la définition, la réglementation des relations employeurs-employés pourrait effectivement s'appliquer à un club de golf ou à la caisse pour l'achat de fleurs.

M. Clarke (Vancouver-Quadra): C'est exact. Mais il pourrait néanmoins exister des associations de travailleurs auxquelles les dispositions de la présente loi ne devraient pas s'appliquer.

M. Macdonald (Rosedale): Toute association qui a la responsabilité de réglementer les relations entre employeurs et employés, si l'Association pouvait prouver qu'elle ne s'occupait pas des conditions monétaires, mais plutôt de choses comme le temps dont on peut disposer pour jouer au golf ou quelque chose du genre je crois que cela ne serait pas visé par la loi. Cependant, la définition

[Texte]

broadly here in order to make certain that we do deal with any association which would have this responsibility on behalf of employers of negotiating relationships with the employers.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you.

The Chairman: Mr. Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Merci bien. Toujours sur l'article 2, tout à l'heure, monsieur le ministre, vous avez donné des précisions sur le rôle du gouverneur de la Banque du Canada en rapport avec l'établissement des taux de prêt, ou encore un certain contrôle pour concourir avec le gouvernement à cette lutte contre l'inflation. Est-ce que je pourrais vous demander, monsieur le ministre, de donner au Comité votre interprétation de ce que signifie dans son ensemble l'inflation, afin que nous puissions bien nous situer, en tant que membres du Comité, face au Bill C-73 et que nous puissions prendre une position très positive dans son ensemble. Est-ce que l'inflation, dans votre esprit, c'est un ensemble de circonstances qui amènent une augmentation des prix, des salaires, des taux d'intérêt, en somme, de tous ces facteurs dont le consommateur est obligé de tenir compte dans le paiement des biens qu'il doit acheter pour subvenir à ses besoins et en tenant compte de son pouvoir d'achat? Voulez-vous, s'il vous plaît, nous dire qu'est-ce que c'est, d'après vous, l'inflation?

M. Macdonald (Rosedale): Je veux dire, monsieur Lambert, que votre description en général est très juste pour la situation. Les causes sont très complexes, mais en général, je suis d'accord que c'est une augmentation des prix des marchandises, des services, des produits que les consommateurs doivent payer.

M. Lambert (Bellechasse): J'ai remarqué le sourire un peu narquois du président tout à l'heure, qui semblait peut-être penser, je ne le sais pas, je ne voudrais pas lui...

M. Macdonald (Rosedale): Je ne suis pas responsable de ses sourires.

M. Lambert (Bellechasse): Non, non, je sais ça. Il pouvait peut-être penser que la question était...

Le président: Monsieur Lambert, j'ai toujours le sourire.

M. Lambert (Bellechasse): ... un peu directe, mais à tout événement, je pense que nous sommes ici pour nous parler franchement. C'est du moins ainsi que je comprends le rôle du Comité. Alors, d'après votre rapport, monsieur le ministre, si vraiment, nous voulons être objectifs et si nous voulons être justes à l'endroit de tous les secteurs de notre activité économique, ne devrions-nous pas, comme responsables de l'administration de notre pays au niveau parlementaire et au niveau gouvernemental, chargés d'exécuter les volontés du Parlement, tenir compte de l'ensemble des facteurs et être réellement justes à l'endroit de tous les secteurs de notre activité économique? Le bill prévoit une limitation dans les revendications au niveau salarial. Premier point.

Deuxièmement, le Bill prévoit également, du côté des entreprises, cette possibilité pour ces mêmes entreprises de tenir compte du facteur de l'augmentation des coûts des matières premières, mais on n'établit pas de niveau, ce sera déterminé par la Commission. Ne croyez-vous pas, monsieur le ministre, pour être véritablement juste, je m'excuse d'insister, mais je pense que c'est fondamental, pour être véritablement juste, que le Bill devrait prévoir également des mesures de limitation et de surveillance de contrôle vis-à-vis les opérations bancaires des institutions financières? Pour ma part, je considère cela comme étant

[Interprétation]

est assez large dans le contexte présent car il faut nous assurer que nous visons toute association à laquelle les employeurs confieraient la responsabilité de négocier avec les employés.

M. Clarke (Vancouver-Quadra): Merci.

Le président: Monsieur Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you. Still concerning Clause 2, a while ago Mr. Minister, you went into certain details concerning the role of the Governor of the Bank of Canada concerning the establishing of interest rates or certain controls to help the government fight inflation. Could I ask you, sir, to tell the Committee what your general interpretation of inflation is so that we, as members of the Committee, can take a stance concerning Bill C-73 and a generally positive attitude. According to you, is inflation a general set of circumstances that bring upon us increases in prices, wages, interest rates, in other words, an increase in all the factors that the consumer must take into account when he must pay for the things he must have in order to fulfil his needs while also taking into account his purchasing power. Would you please tell us what you yourself consider inflation to be?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Lambert, I must say that your general description of the situation is good. These causes are quite complex but in general I agree with you that it is an increase in prices of commodities, services and products that the consumers must pay.

Mr. Lambert (Bellechasse): I noticed the slightly bemused smile that the Chairman had a while ago which leads me to believe, I do not know, I would not like to...

Mr. Macdonald (Rosedale): I am not responsible for his smiles.

Mr. Lambert (Bellechasse): No, no, I know that. Perhaps he might have thought that the question was...

The Chairman: Mr. Lambert, I smile all the time.

Mr. Lambert (Bellechasse): ... a little direct, however I believe we are here to speak frankly to one another. At least, I believe that is this Committee's role. So, according to your report, Mr. Minister, if we really want to show equity and fairness to all segments of our economy, as we are responsible for the administration of our country at the parliamentary and government levels and it behooves us to execute Parliament's will, should we not give consideration to all the factors and show real fairness for all the segments of our economy? The bill provides for limits in wage increases. That is my first point.

Second, on the company side, the bill provides that these may take into consideration the cost increase factor of raw materials but no level has been established and this is to be determined by the Board. Mr. Minister, to be absolutely fair, do you not think that—not that I want to belabour the point but I believe this is fundamental—really to be fair that the bill should also provide for limits and controls on banking operations of financial institutions? After all, I believe that this is a factor and you said so, an important factor in production and operating costs.

[Text]

un facteur, vous l'avez dit d'ailleurs tout à l'heure, un facteur important dans les coûts de production, dans les coûts d'exploitation.

Or, si nous voulons adopter une mesure qui soit réellement juste à l'endroit de tous les secteurs de notre activité économique, ne croyez-vous pas que le Bill devrait être amendé de façon que la Commission puisse également surveiller ce domaine des prêts et le niveau des intérêts?

• 1035

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Lambert, je dois souligner le fait que le projet de loi, le programme, la politique s'appliquent aussi aux institutions financières comme à toutes les autres grandes institutions, qui ont plus de 500 employés et, dans ce sens, elles tombent toutes sous le coup des lignes directrices qui réglementent toutes les autres compagnies. Pour elles, les coûts d'exploitation incluent le taux d'intérêt qu'elles doivent payer pour les dépôts et, ainsi, si on doit payer des taux d'intérêt de 7, 8, 9 p. 100, ces coûts peuvent être inclus dans leurs charges.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le ministre, je comprends très bien votre point de vue, je trouve que votre réponse est sage: on doit tenir compte du facteur des intérêts payés par ces institutions aux épargnants. Lorsqu'un épargnant fait un dépôt, c'est parce qu'il l'a gagné d'abord, c'est parce qu'il a réussi par son travail à gagner cette partie qu'il peut épargner. Alors, je trouve qu'il a raison de recevoir une récompense pour le produit de son travail qu'il accumule en vue de l'avenir. Mais, tenez-vous le même raisonnement vis-à-vis des institutions financières qui détiennent un privilège spécial de créer des dépôts et de multiplier sous garantie des épargnes qui sont déposées par les épargnants, créer une masse monétaire qui ne leur coûte absolument rien?

Vous serez certainement de mon avis si je vous donne le raisonnement suivant: le ministre des Finances qui vous a précédé, a eu une réponse aux questions posées au *Feuilleton*, réponse qui figure au *Journal des débats*, la masse monétaire de notre pays, au 1^{er} janvier 1974, était de 5,860 millions et, il donnait la définition: les dollars, les \$5, les \$2, les monnaies et tout cela créé par la Banque du Canada. Alors que la masse monétaire, au même moment, était de l'ordre de 62 milliards, ce qui veut dire que dans le tableau du Ministre, il y a 57 milliards qui constituent la masse monétaire de notre pays qui a été créée de toutes pièces par les banques à charte. C'est sur ce facteur spécial, ce privilège spécial que j'insiste, monsieur le ministre, non pas sur les intérêts pour les épargnants, mais sur ce facteur important de cette masse monétaire, de ce privilège accordé aux banques de créer des crédits pour prêter et cela, à des taux d'intérêt usuraire. C'est là que je demande au Ministre de porter toute son attention pour voir s'il n'y aurait pas une possibilité d'inclure, dans ce projet de loi, ce facteur de contrôle vis-à-vis cette création de masse monétaire qui ne concerne nullement les épargnants.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Lambert, nous l'avons inclus dans ce sens que nous réglementons les profits des institutions financières comme ceux de toute autre grandes institutions. L'un de leur coûts c'est l'intérêt qu'ils doivent payer aux épargnants et s'il n'y a pas de hausse du taux d'intérêt à payer aux épargnants, s'il n'y a pas de hausse des coûts d'opération d'une telle institution financière, elle ne peut pas augmenter ses profits. Ils sont réglés comme tous les autres.

[Interpretation]

So if we want to pass legislation that will really be fair for all sectors of our economy, do you not believe that the bill should be amended so that the Board will also be able to control this area of loans and interest rate levels?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Lambert, I must point out that the bill, the program and the policy also apply to financial institutions in the same way they apply to all the other institutions that have more than 500 employees, and in that way, they all fall under the guidelines that regulate all the other companies. In their case, operation costs include the interest rates they give to their depositors and if the interest rates are 7, 8 or 9 per cent, these costs can be included in their charges.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Minister, I understand your point of view very well and I believe your answer is a wise one: consideration must be given to the factor of interest rates paid by these institutions to depositors. When a depositor deposits, it is because he managed to earn his money first, it is because he managed, by his work, to earn whatever he wants to save. I, therefore, only find it fair that he receive a reward for the results of his work that he is accumulating for his future. However, are you using the same line of reasoning for financial institutions that have a special privilege which consist in creating depositing and multiplying, under guarantee, savings that are deposited by the depositors and create a monetary mass that costs them absolutely nothing?

You will certainly grant me that if I put forth the following: the Minister of Finance who preceded you answered questions posed in the Order Paper, and the answers are to be found in *Hansard*, to the effect that our country's money supply as of January 1, 1974 was \$5,860 million and he gave the following definition: dollar bills, five dollar bills, two dollar bills, coins and how that was created by the Bank of Canada. At the same time the total money supply was something like \$62 billion, which means that in the Minister's description \$57 billion of our country's total money supply was created out of nothing by the chartered banks. It is that special factor, that special privilege, that I am pointing out, Mr. Minister, I am not talking about interest given to depositors, I am pointing out that important factor concerning the money supply, that privilege given to banks which allows them to create credits for loans on which they charge usurious interest rates. I am therefore asking the Minister to consider that and see if it would not be possible to include in the bill a control factor for this money supply that has nothing to do with depositors.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Lambert, we have included this because financial institutions' profits are being regulated in the same way as those of all the other big institutions. One of their costs is the interest they must pay to depositors and if there is no increase in interest rates to pay to the depositors then there is no increase in operating costs of such a financial institution and it can not increase its profits. They are regulated just as all other are.

[Texte]

[Interprétation]

• 1040

M. Lambert (Bellechasse): Votre réponse est juste, monsieur le ministre, mais si on tient compte des chiffres que je viens de citer, les épargnants ne peuvent tout de même pas avoir à leur crédit plus que la masse monétaire réelle créée par la Banque du Canada, qui se situait au 1^{er} janvier 1974 à 5,860 millions de dollars. C'est sur la différence que j'insiste, monsieur le ministre, de 5,860 millions à 62 milliards. A ce moment-là, je ne comprends pas, ou je comprends mal, que ces 57 milliards soient véritablement la propriété des épargnants. D'après ce que je peux comprendre, ça devient la propriété, parce que cela a été créé par les institutions financières, et je ne crois pas que cela ait aucun rapport avec les intérêts payés aux épargnants. Et je pense que c'est là que réside le vice de notre système, et c'est de ce côté-là que je vous invite, comme ministre des Finances, à regarder avec vos conseillers financiers pour chercher quels seraient les moyens à prendre pour établir un certain contrôle pour que de ce côté-là, afin qu'on soit également modéré pour ne pas obliger nos commerçants, nos industriels à augmenter les prix à cause des intérêts élevés à payer justement à ces institutions qui créent du crédit, qui créent de l'argent pour le prêter et ce n'est pas l'argent des épargnants. C'est ce facteur-là que je voudrais qu'on envisage.

Le président: Merci, monsieur Lambert.

M. Macdonald (Rosedale): Si je comprends vous bien, monsieur Lambert, c'est une question fondamentale que vous posez sur le système financier global, plutôt que simplement une question sur le système de contrôle de l'inflation pour quelques années. Peut-être qu'il y a de bons arguments dans toutes ces questions mais je peux dire que nous aurons l'occasion de discuter de tels arguments quand nous considérerons la Loi sur les banques au cours des prochaines années. Mais il me semble que de tels arguments doivent être considérés dans ce contexte plutôt que dans celui de ce projet de loi-ci.

M. Lambert (Bellechasse): Je vous remercie bien, monsieur le ministre, mais moi je puis vous dire ceci que plus on retarde, plus la situation s'aggrave, et tous les Canadiens vont payer pour.

Le président: Merci, monsieur Lambert.

Since I have no other names on my list for Clause 2, is it agreed by the Committee that Mr. Saltzman who is not a member of the Committee, ask questions of the Minister at this time?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Okay. Mr. Saltzman.

Mr. Saltzman: Thank you, Mr. Chairman, and to the members of the Committee.

Mr. McGrath: As long as this does not become a "movable feast" all day. You know, we have to get rid of this some time. We are operating under a guillotine, under a time limit, and...

The Chairman: I know.

Mr. McGrath: ... as long as Mr. Saltzman is not going to be followed by his Cossacks.

Mr. Lambert (Bellechasse): That is a good answer Mr. Minister, but if we go by the figures I have just mentioned, the depositors cannot be credited with more than the real money supply created by the Bank of Canada and as of January 1, 1974, that was \$5,860 million. Mr. Minister, I insist upon the difference between \$5,860 millions and \$62 billion. I really do not understand or I have trouble understanding how those \$57 billion can really belong to the depositors. According to my way of seeing things it becomes their property because it was created by the financial institutions and I do not believe that has anything to do with the interest paid to the depositors. I think that is the big defect in our system and as Minister of Finance that is what I would like you to examine with your financial council to find out what means could be taken to establish some kind of control there so that some restraint is shown and this will allow our businessmen and industrialists to be under less pressure to raise their prices because of high interest paid to these institutions who create credit, who create money to lend it and it is not the depositors money. That is the factor I would like to have considered.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

Mr. Macdonald (Rosedale): If I understand you correctly, Mr. Lambert, you are posing a fundamental question on the whole financial system rather than a question on the inflation control system for the next few years. There might be some validity to what you say but I can assure you that we will have occasion to discuss such things when we consider the Banking Act during the next few years. It seems to me, moreover, that such things are best left to discussion in that context rather than in the context of this bill.

Mr. Lambert (Bellechasse): I thank you, Mr. Minister, but I can assure you that the longer we wait, the worse it gets and all Canadians will have to pay for it.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

Puisqu'il n'y a pas d'autres noms sur ma liste pour l'article 2, le Comité permettra-t-il à M. Saltzman, qui n'est pas membre du Comité, de poser quelques questions au ministre?

Des voix: D'accord.

Le président: Parfait. Monsieur Saltzman.

M. Saltzman: Merci, monsieur le président, et MM. les membres du Comité.

M. McGrath: Le principal, c'est que cela ne devienne pas un festin mobile qui durera toute la journée. Vous savez, nous devons nous débarrasser de ceci un bon jour. Nous avons des délais à respecter, il y a une épée de Damoclès qui...

Le président: Je le sais.

M. McGrath: ... à condition que M. Saltzman ne soit pas suivi par ses Cosaques.

[Text]

Mr. Saltzman: No.

Mr. Macdonald (Rosedale): This is more an aperitif rather than a "movable feast".

The Chairman: Agreed, Mr. Saltzman.

Mr. Saltzman: We will let you talk with the aperitif officer.

I have a question which I have been wondering about for a long time. Over the years, over the last number of years, the government has insisted that it has contingency and emergency plans to deal with inflation. I do not know whether you have ever been asked directly whether the program you are putting before us, this present bill, is that contingency plan.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Saltzman, I would have to say that some considerable time ago—and the exact precision in time I could not be certain of, it was certainly before my responsibility in this portfolio—the government had set about seeking to determine the circumstances in which a possible system of mandatory controls, either selective controls of this kind or totally comprehensive controls, might be put into place.

So, if I could put it this way, the preliminary thinking of the kind of system that would be required, the kind of legislative and other reactions that would be required for this purpose, had indeed been done some considerable time ago.

The preliminary thinking in that regard would, in a very real sense, have motivated the choices which from time to time the government had to consider as to what it would do. In terms of saying on the other hand that we have down to the last, as lawyers say, jot and tittle of the law a draft bill and all that is required is introduction, or draft regulations and all they require is introduction—no, we did not have on the shelf and do not have on the shelf a totally comprehensive legislative plan. The contingency plan in a broader sense had of course been studied and several options had been defined.

• 1045

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I hesitate to interrupt because I do not want to be hard to get along with and it is going to be a long day and we have to report this bill tomorrow. That question has already been put to the Minister when we commenced our hearings and I do not mind if Mr. Saltzman has something new to add but if he is going to go over ground that we have already gone over, it seems to me to be a useless waste of time.

The Chairman: Thank you, Mr. McGrath. Mr. Saltzman.

Mr. Saltzman: One other question, Mr. Chairman, on the matter of how bank profits are going to be controlled. Is it the intention of the government to instruct the board to establish a price differential or a differential between what the bank pays for money and what it charges for money, since the interest rate is going to be allowed to fluctuate according to the cost? Is there going to be a regulation on the maximum allowable spread?

[Interpretation]

M. Saltzman: Non.

M. Macdonald (Rosedale): Il s'agit plutôt d'un apéritif qu'un «festin mobile».

Le président: D'accord, monsieur Saltzman.

M. Saltzman: Nous vous laisserons dire un mot au fonctionnaire préposé aux apéritifs.

J'ai une question qui me chicotte depuis longtemps. Depuis bien des années, le gouvernement nous assure qu'il a des plans d'urgence pour combattre l'inflation. Je ne sais pas si on a cherché à savoir si le programme que vous nous proposez, le présent bill, est un de ces plans d'urgence.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Saltzman, sans pouvoir vous préciser exactement quand cela s'est fait, mais c'est certainement avant que je devienne ministre des Finances, le gouvernement a essayé de déterminer dans quelle circonstance un système éventuel de contrôles obligatoires, sélectifs ou globaux, devrait être mis en place.

Donc, si vous me permettez l'explication suivante, il y a eu des discussions préliminaires concernant le genre de système dont on aurait besoin, le genre de loi et autres mesures qu'il faudrait adopter à ces fins et c'est vrai que cela s'est fait il y a assez longtemps.

D'ailleurs, de façon très concrète, c'est en se fondant sur ces plans préliminaires que le gouvernement a pris, de temps à autre, certaines décisions qu'il avait à prendre. Par contre, il serait faux de prétendre que nous avions dès lors rédigé une ébauche de projet de loi jusqu'au dernier iota et qu'il ne resterait plus qu'à rédiger les règlements pour adoption; nous n'avions pas et n'avons pas, quelque part sur une tablette, une série de mesures complètes qui n'attendent que le feu vert. De façon très générale, il y a eu certaines discussions concernant un plan d'urgence et certaines possibilités avaient été étudiées.

M. McGrath: Monsieur le président, je n'aime pas tellement interrompre les débats parce que je ne veux pas qu'on me trouve antipathique, mais il y a la perspective d'une longue journée et nous devons reporter le projet de loi à la Chambre demain. Cette question a déjà été posée au ministre lors de nos premières séances et je ne m'oppose pas à ce que M. Saltzman pose des questions s'il veut faire ressortir quelque chose de nouveau, mais s'il veut refaire le même chemin que nous avons déjà fait, il me semble que ce n'est qu'une perte de temps.

Le président: Merci, monsieur McGrath. Monsieur Saltzman.

M. Saltzman: Une autre question, monsieur le président, concernant la façon de contrôler les bénéfices des banques. Le gouvernement a-t-il l'intention de demander à la Commission de fixer une marge de prix ou une marge entre ce que la banque paie pour son argent et ce qu'elle demande pour le prêter puisque le taux d'intérêt pourra fluctuer d'après le coût? Y aura-t-il un règlement concernant la marge maximum permise?

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Saltzman, it would be really a regulation on the profit that the bank is going to have to make, which it will be permitted to make, and of course in turn it would reflect the spread. If indeed for external or even internal reasons the interest rate increased in Canada, it would be at their peril if the banks failed to increase also the interest rate payable to depositors because they would then of course, in all probability, be showing a profit beyond the guidelines and in that particular case would be submitting themselves to the jeopardy of the law.

The Chairman: Thank you, Mr. Saltzman.

Mr. Cafik: Excuse me, Mr. Chairman. Subject to the caveat that I expressed earlier, I would like to be able to go back if an amendment that I propose to put forward carries. It will require an amendment to that clause.

Clause 2 allowed to stand.

On Clause 3—*Publication of guidelines*

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, I have, and Mr. Trudel has on my behalf, several amendments to clause 3, the first of these will be to (2) (a) (iii) with respect to:

(iii) suppliers of professional services or of such classes of professional services as are from time to time specified in the guidelines,

I think one can say that the consequence of discussion with the provinces and with certain professional associations indicates that there is wanting a uniformity of definition which would be inclusive of all professions in Canada, therefore the existing amendment is replaced by one which would say;

(iii) suppliers of services prescribed by the regulations to be professional services, . . .

The draftsmen feel they cannot find a term which would be inclusive of all professions, since there is some variation from province to province. Therefore, they would have to proceed by regulations to define which, in a particular province, are professions and which are not. That is the purpose of that amendment.

The second amendment is with regard to clause 3 (2) (b). This is the point that was made by Mr. MacKay, I believe it was, with regard to the employee professionals, the lawyers who work for law firms, for example, but who are not partners.

Mr. McGrath: I have a question.

The Chairman: Yes, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, this is probably the appropriate place to ask it. When the Canadian Medical Association appeared before us they recommended that the guidelines apply to them on a fee basis and that they would negotiate their fee structure with the provinces within the guidelines but that no limits be placed on their incomes. May I ask the Minister what the policy of the government is with respect to this question?

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Saltzman, il y aura des règlements concernant les bénéfices que la banque aura droit de faire et cela jouera évidemment sur cette marge dont vous parlez. Si, à cause de la conjoncture nationale ou internationale, les taux d'intérêt devaient augmenter au Canada et que les banques décidaient de ne pas augmenter le taux d'intérêt accordé à l'épargne, ce serait à leurs risques et périls parce qu'alors leurs bénéfices excéderaient probablement ce qui est permis par les directives et risqueraient ainsi de contrevenir à la loi.

Le président: Merci, monsieur Saltzman.

M. Cafik: Je vous demande pardon, monsieur le président. Sous réserve de la réserve que j'ai faite tout à l'heure, j'aimerais reprendre le débat si un amendement que je propose est adopté. L'article devra être modifié.

(L'article 2 est reporté.)

Article 3—*Publication des indicateurs*

Le président: Monsieur le ministre.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, j'ai, et M. Trudel a en mon nom, quelques amendements à proposer à l'article 3 dont le premier concerne l'article (2), alinéa a) sous-alinéa (iii):

(iii) des fournisseurs de services ou de catégories de services professionnels visés,

Je crois qu'on peut dire que les discussions que nous avons eues avec les provinces et certaines associations de professionnelles nous portent à croire que la définition n'est pas assez uniforme et qu'on risque ainsi d'exclure certaines professions au Canada et on remplacerait l'amendement actuel par l'amendement suivant:

(iii) des fournisseurs de services professionnels désignés par règlements, . . .

Les rédacteurs croient qu'il est impossible de trouver un terme qui engloberait toutes les professions puisqu'il y a certains changements d'une province à l'autre. Il faudrait donc procéder par voie de règlements pour définir province par province, ce qui est profession et ce qui ne l'est pas. C'est le but de cet amendement.

Le deuxième amendement concerne l'alinéa 3 (2) b). Je crois que cette question a été soulevée par M. MacKay concernant les professionnels qui sont à l'emploi de quelqu'un, par exemple les avocats qui travaillent pour un bureau, mais qui ne sont pas associés du bureau, par exemple.

M. McGrath: J'ai une question à poser.

Le président: Oui, monsieur McGrath.

M. McGrath: C'est probablement le moment le plus opportun de la poser, monsieur le président. Quand l'Association médicale canadienne est venue témoigner, elle nous a recommandé que les directives s'appliquent à ses membres sur une base honoraire puisque les médecins négocieraient leur grille d'honoraires avec les provinces à l'intérieur des directives, mais elle ne voulait pas qu'il y ait de limites quant aux revenus annuels du médecin. Puis-je demander au ministre quelle décision le gouvernement a prise à cet égard?

[Text]

The Chairman: Mr. Minister, maybe we should first move the amendment and then have a discussion on it, if Mr. Trudel wants to move the amendment.

• 1050

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I would like to move the first amendment referred to by the Minister.

Le sous-alinea 3 (2)a) (iii) du Bill C-73 est modifié en remplaçant les lignes 24 et 25, page 4, par ce qui suit:

«(iii) des fournisseurs de services professionnels désignés par règlement,»

C'est le premier amendement.

Le président: Proposé par M. Trudel que:

Le sous-alinea 3 (2)a) (iii) du Bill C-73 est modifié en remplaçant les lignes 24 et 25, page 4, par ce qui suit:

«(iii) des fournisseurs de services professionnels désignés par règlement,»

Mr. Minister.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. McGrath, this question of professional incomes is one that was very intensively discussed during the last two days with provincial officials, and I think it is a fair commentary that nationally there is a whole range of opinion from province to province as to how this should be dealt with. I would go back and say that a fundamental point we would make is that—the CMA to the contrary, notwithstanding—we think that doctors and other professionals should be . . .

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I am having a little difficulty. Perhaps the caucus would step aside.

Mr. Macdonald (Rosedale): The professionals, like everyone else, should have their incomes restrained by the \$2,400 per annum guideline with regard to their personal incomes as opposed to gross incomes, if you like, which will cover their office expenses. So, we adhere to that one and I think on the whole there is probably general agreement with that one.

The more difficult question is really the mechanics of how you are going to do this. Are you going to—as I suggested earlier to the Committee—set a pattern of billing practices with a particular profession and the departure from such pattern by any particular professional will in itself be a prima facie case of violation of the guidelines, and it is on that point we have not yet been able to come to agreement. We are certainly looking for over-all income limits, and the mechanics of doing it is a matter on which we have still not been able to arrive at a conclusive agreement with the provinces. It may well be that with such a spectrum of opinion we are going to have to make a choice in this regard, but we are seeking to arrive at some agreement.

Mr. McGrath: As I understand it, Mr. Chairman, what you are saying is that the guidelines shall apply to professionals on a net income basis.

Mr. Macdonald (Rosedale): Right.

[Interpretation]

Le président: Monsieur le ministre, il serait-être bon de faire la proposition d'amendement, et puis en discuter, si M. Trudel le désire.

M. Trudel: Monsieur le président, j'aimerais proposer la première modification à laquelle a fait allusion le ministre.

Subparagraph 3 (2) (a) (iii) of Bill C-73 be amended by striking out lines 24 to 25 on page 4, and substituting the following:

“(iii) Suppliers of services prescribed by the regulations to be professional services,”

That is the first amendment.

The Chairman: It was moved by Mr. Trudel that,

Subparagraph 3 (2) (a) (iii) of Bill C-73 be amended by striking out lines 24 to 25 on page 4 and substituting the following:

“(iii) Suppliers of services prescribed by the regulations to be professional services,”

Monsieur le ministre.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur McGrath, la question des revenus professionnels a fait l'objet d'une discussion intense avec les représentants provinciaux au cours des deux dernières journées, et je crois juste de dire que dans le pays entier, on diffère d'opinions pour ce qui est de la solution. Nonobstant l'opinion de l'AMC, il nous apparaît fondamental d'affirmer que les médecins et que les autres professionnels devraient . . .

M. McGrath: Monsieur le président, j'ai quelque difficulté à comprendre; le caucus pourrait-il s'éloigner un peu?

M. Macdonald (Rosedale): Comme tous les autres, les professionnels devraient avoir un plafond de \$2,400 pour ce qui est de leur revenu personnel, par opposition à leur revenu brut, étant donné que ce dernier couvrirait leurs dépenses au bureau. Nous restons fermes là-dessus, et je crois que nous avons obtenu l'assentiment général.

Cependant, il nous est difficile de savoir comment faire fonctionner ce système. Comme je l'ai suggéré plus tôt au Comité, on pourrait établir une comptabilité dans une profession, et dans ce cas, une infraction faite par l'un des membres serait évidente, et cet individu ferait immédiatement l'objet d'un examen. Cependant, nous n'avons pas pu nous mettre d'accord sur cette question. Nous aimerions obtenir des limites globales, et nous n'avons pas pu trouver un fonctionnement acceptable à toutes les provinces. Il est possible qu'en raison de l'éventail d'opinions que nous avons eues, il nous faudra arrêter notre choix; cependant, nous tentons d'obtenir un accord.

M. McGrath: Si je comprends bien, monsieur le président, c'est que les directives vont s'appliquer au revenu net des professionnels.

M. Macdonald (Rosedale): Vous avez raison.

[Texte]

Mr. McGrath: That leads me to my next question.

Mr. Macdonald (Rosedale): Let me put it this way, Mr. McGrath. I think we will have to have some attention to gross income. If the gross income appears to indicate that there are higher charges being put in that purport to be for overhead which are not related to the actual cost increases in overhead, then we cannot ignore the possibilities of the charging for overhead as being some indirect way of putting in additional income for the individual.

Mr. McGrath: May I ask, since we are talking about an area of provincial jurisdiction, and since 95 per cent of the practicing physicians in the country operate under medicare, is it the intention to use the medicare plan to force the provinces into imposing the guidelines on the medical profession?

Mr. Macdonald (Rosedale): Not really. I think the law is well established with regard to the medicare payments, at least during the life of this particular program. As you know, the longer range form of the federal support for medicare is a matter of debate as well, but we are seeking by persuasion to get a system that all would agree on and that all would agree in particular would be fair in relation to these particular income groups, as with others in the country. It is a rather complex one both because of the variations in treating a single profession from province to province and also because of the variations within professionals in a particular province.

• 1055

Mr. McGrath: Could I ask the Minister briefly, Mr. Chairman, what you propose with respect to individual entrepreneurs or commission salesmen who are in fact professionals in terms of fee for service and that kind of thing? How will the guidelines apply there—because with respect to commission salesmen you must be careful not to take away the incentives to produce? It is a tricky one, I suggest.

Mr. Macdonald (Rosedale): That is recognized and in some cases a commission salesman of certain things is regarded in one province as a profession and in others he is not. So that is an example of one of the reasons for the amendment, because it varies from province to province.

The basic position with regard to someone on commission is that there should be no change in the rate of his commission, that he, for example, should not be seeking a greater rate by which he would be compensated in the future. Now, if through the application of industry he succeeds in selling more in the year 1976 than he sold in the year 1975 it would be clearly unfair to him and not, as I agree, in our general interest to restrain his getting that kind of return. So in effect if there has been no change in his rate of remuneration but his income has increased because of greater productivity then we feel he should be entitled to have it.

Mr. McGrath: Then you are going to get a tremendous reaction, I suspect from the legal and medical professions because under this program in fact real estate agents will certainly pass them in terms of income as well as other commission salesmen. That is one of the problems.

[Interprétation]

M. McGrath: Cela me donne une autre question.

M. Macdonald (Rosedale): Voici, monsieur McGrath: il nous faudra tenir compte du revenu brut. Si le revenu brut tend à indiquer que les frais supplémentaires augmentent de façon indue pour l'allocation du bureau, étant donné qu'on pourrait facilement inscrire une dépense qui n'existe pas.

M. McGrath: Étant donné qu'il s'agit d'un domaine de juridiction provinciale, et en vue du fait que tous, exception faite de 5 p. 100 des médecins du pays travaillent dans les cadres de l'assurance médicale, a-t-on l'intention d'employer ce régime d'assurance-maladie pour obliger les provinces à imposer des directives aux médecins?

M. Macdonald (Rosedale): Non, pas vraiment. La loi est bien arrêtée pour les paiements versés par le régime d'assurance-maladie pendant la durée d'un programme. La participation fédérale à ce régime fait l'objet de discussions, mais nous essayons d'obtenir un système qui soit général et qui soit juste envers tous les groupes de revenus. Il s'agit d'une question fort difficile, étant donné qu'on a bien des variations lorsqu'on traite d'une seule profession qui peut varier d'une province à l'autre ainsi qu'à l'intérieur d'une province donnée.

M. McGrath: Monsieur le président, permettez-moi de demander au Ministre ce qu'il a l'intention de faire pour les entrepreneurs individuels ou les vendeurs à commission qui sont en fait des professionnels puisqu'ils vendent leurs services? Comment les indicateurs s'appliqueront-ils à ces catégories de personnes? En effet, nous devons nous assurer que nous ne portons pas atteinte à la motivation des vendeurs à commission. C'est un problème, je pense.

M. Macdonald (Rosedale): C'est un fait reconnu et dans certains cas le vendeur à commission de certains articles est considéré dans une province comme un professionnel et dans une autre comme ne l'étant pas. C'est précisément l'une des raisons de cet amendement, la différence qui existe d'une province à l'autre.

Pour une personne qui travaille à commission, nous avons pris pour acquis que les taux de commission ne devaient pas changer et qu'il ne fallait pas exiger une augmentation de ces taux avec compensation future. D'autre part, si grâce à son zèle un vendeur réussit à vendre plus en 1976 qu'en 1975, il serait bien sûr injuste de chercher à réduire ses bénéfices, cela irait d'ailleurs à l'encontre de l'intérêt général. En fait, son taux de rémunération reste inchangé, mais son revenu augmente à cause d'une augmentation de sa productivité et, dans ce cas, nous estimons qu'il y a droit.

M. McGrath: Dans ce cas, les professions légales et médicales vont se soulever car en vertu de ce programme les agents immobiliers et autres vendeurs à commission vont finir par gagner plus d'argent. C'est l'un des problèmes.

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): I think, with regard to the medical profession, you are quite correct, that the scope for their putting in additional hours and therefore improving their utilization of services—I do not know whether you apply the word productivity there—is relatively limited. In the case of the legal profession it may to a degree depend on the circumstances. If a particular lawyer has a number of spectacular trials in one year, which of course would involve him in a more severe personal challenge in terms of his efforts than he had the year before, there may be some scope for change. But somebody in a neighbourhood real estate practice, on the whole, is probably in the same situation as a medical doctor.

The Chairman: Thank you, Mr. McGrath. Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Mr. Chairman...

The Chairman: On Mr. Trudel's amendment, Mr. Cafik?

Mr. Cafik: No, on that amendment I am quite prepared for the question. It is on this same proposed section.

The Chairman: I am sorry, we are on Mr. Trudel's amendment. Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I am very concerned about this because, as I pointed out to the Minister when we were discussing this much earlier, it seems to me that there is a wrong economic conception abroad back of this bill in that the Minister did use, shall we say, the example of a pie being divided off into so many pieces that if some people were allowed to take bigger pieces of the pie others necessarily must take smaller pieces of the pie. But when it comes to income earned by individual efforts, that is by way of additional services, additional goods, an increase in the size of the pie, it seems to me that we are somehow or other going to impose a disincentive on, shall we say, authors, on professional men, not only doctors and lawyers but architects and engineers and dentists, all those who are qualified as professionals, merely by the fact that (a) they may be improving themselves within their profession. I am sure the Minister will recall the days when he was practicing law and how he felt that he was advancing from year to year both in expertise, knowledge and size of his practice and so forth. Does this mean that in essence, as the example last used by the Minister, a neighbourhood real estate legal practice, we are freezing those practices effectively?

Mr. Macdonald (Rosedale): Not really, Mr. Lambert, in the first place the practitioner would be entitled, if the figures were appropriate, to an increase up to \$2,400 per annum.

• 1100

Mr. Lambert (Edmonton West): On which he is taxed more, of course.

Mr. Macdonald (Rosedale): If he goes beyond \$2,400 per annum, he is going to be taxed even more again but yes, he is taxed more.

What I have said, and in response to Mr. McGrath, is that we have recognised in the case of professional income that there will be circumstances where there has been additional effort and it is not our approach that people should be dissuaded from being more productive in the community. That is why we have stipulated this consideration which, I might say, has been very much criticized by the trade union movement, for example, that we should not have any compensation for increased productivity. That is why we stipulated it.

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): Quant à la profession médicale, vous avez tout à fait raison, il lui est assez difficile d'augmenter le nombre de ses heures de travail—je ne sais pas si le terme productivité peut être employé ici. Dans le cas de la profession juridique, dans une certaine mesure cela dépend des circonstances. L'avocat qui au cours d'une année donnée obtient un certain nombre de procès spectaculaires peut, effectivement, dans une certaine mesure augmenter ses revenus mais il le fait grâce à un travail personnel supplémentaire. Par contre, la situation de l'agent foncier qui travaille dans une agence de quartier, peut probablement se comparer à celle d'un médecin.

Le président: Merci, monsieur McGrath. Monsieur Cafik.

M. Cafik: Monsieur le président...

Le président: C'est à propos de l'amendement de M. Trudel, monsieur Cafik?

M. Cafik: Non, pour cet amendement je suis prêt à passer au vote; je voudrais parler du même projet d'article.

Le président: Je suis désolé, mais nous en sommes à l'amendement de M. Trudel. Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Cela m'inquiète particulièrement car, comme je l'ai dit au Ministre, lorsque nous discutons de la question il y a un certain temps, il me semble que ce bill repose sur des conceptions économiques erronées; le Ministre a l'air de penser que lorsqu'on coupe une tarte en morceaux, si certains morceaux sont plus gros, les autres doivent forcément être plus petits. Mais lorsqu'il s'agit de revenus tirés des efforts individuels, c'est-à-dire de services supplémentaires, de biens supplémentaires, d'une tarte plus grande, j'ai bien peur que nous ne décourageons les auteurs, les professionnels, et pas seulement les médecins et les avocats mais les architectes, les ingénieurs, les dentistes, tous ceux qui sont qualifiés de professionnels du simple fait qu'ils améliorent leurs services en exerçant leurs professions. M. le Ministre se souviendra de son passé d'avocat et du sentiment qu'il avait d'une année à l'autre d'acquiescer de l'expérience, de nouvelles connaissances, d'augmenter sa clientèle. Voulez-vous dire, comme dans l'exemple donné par le Ministre à propos d'une agence immobilière de quartier, que nous allons imposer un gel à ces secteurs?

M. Macdonald (Rosedale): Non, pas vraiment, monsieur Lambert. Tout d'abord, si les chiffres sont exacts, le médecin aurait droit à une augmentation de \$2,400 par année.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Et sans doute, on lui ajoute d'autre impôt.

Mr. Macdonald (Rosedale): S'il obtient plus de \$2,400 de plus par année, on va bien entendu l'imposer encore plus lourdement.

C'est ce que nous avons dit en réponse à M. McGrath, nous reconnaissons qu'il y a des circonstances, dans le cas d'un revenu professionnel, où il y a eu des efforts supplémentaires, et on ne devrait pas dissuader la productivité dans la communauté. C'est pourquoi nous avons fait cette exception, et, bien entendu, les syndicats l'ont critiquée sévèrement; parce que d'après eux, il n'y avait pas de compensation pour une productivité accrue. C'est pourquoi nous l'avons incluse.

[Texte]

In the case of law-firm juniors—which at one time was very close to my heart—I think you have put your finger on a reality there. Someone who has been out a couple of years has, as that point, become more productive in the sense that he has acquired additional skills through the years and one of the attempts, in the compensation guidelines, would be to in particular recognize the additional skill and capacity of those at the lower end of the scale in a profession rather than those at the upper end.

Mr. Lambert (Edmonton West): Last night I was questioning Mr. Pepin on this point. He said he was having nightmares on the complexities of this, particularly in the case of a resident doctor an intern who moves into private practice or a staff doctor who is admitted into partnership in a group clinic.

Is there going to be an absolute limit of \$2,400 on an increase in any particular year? Is the concept of promotion to apply, that it is another job, it is another position and therefore there is no actual increase in the rate of pay? In the same way the lawyer, who does not charge any more per real estate transaction, who does not charge any more per court appearance, can, due to changes beyond his control, increase his income by 25 per cent. In other words, he is that much more productive during the year.

Mr. Macdonald (Rosedale): We have, in the guidelines, sought to accommodate improved productivity. It is going to be difficult to do in the case of professionals and, of course, it has already been very much criticized by everyone.

Mr. Lambert (Edmonton West): I want to put one point, Mr. Minister, with regard to the criticism. That is a laying-of-bricks mentality. You see, it means that it just does not recognize, as a matter of fact, the greater productivity of the individual, it claims that the man can lay only so many bricks per day. On the other hand, your colleague, Mr. Sharp, in a speech on November 3 in Toronto, said that these guidelines would not penalize additional production through overtime.

Mr. Macdonald (Rosedale): Exactly.

Mr. Lambert (Edmonton West): Right. If the trade unions have criticized the professionals getting greater income because they work harder, then what about those people, or are they discouraging people and saying, we are going to freeze activity, we are going to discourage additional production because we are going to insist that there is going to be an absolute ceiling on income regardless of effort?

With the greatest respect so far as doctors are concerned, if they are operating entirely through the medicare program, then the fee scale has been negotiated by the provinces. Unless someone with some sort of a funny mind is going to substitute their opinion as to how many treatments a patient shall have, they are embarking on a very dangerous wicket if they feel that a doctor's income should be limited quantitatively and that he should not be more productive.

The Chairman: Thank you. Mr. Rodriguez.

• 1105

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I think we see the problem faced when you try to come into the area of controlling professional incomes. Indeed, working class people are most concerned about the actual increase of a cost to them when their wages are very effectively controlled. I want to

[Interprétation]

Dans le cas des jeunes avocats—c'était autrefois un problème qui me tenait à cœur—vous avez soulevé un problème qui existe vraiment. Une personne qui revient après quelques années peut avoir acquis une bien plus grande productivité que ne serait habituellement le cas; c'est pourquoi nous avons essayé d'inclure des directives compensatoires pour reconnaître les capacités et les compétences accrues des gens à l'échelon inférieur des professions.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'ai posé quelques questions à M. Pepin à ce sujet hier. Il a admis que cela l'empêchait de dormir la nuit. Il y a surtout les cas complexes des médecins résidents ou des médecins qui font leur internat et qui, par la suite, entrent dans la pratique particulière ou dans la pratique groupe.

La limite de \$2,400 sera-t-elle absolue pour une année donnée? Le concept de l'avancement s'appliquera-t-il encore, étant donné que certaines personnes peuvent changer de profession sans faire de gain matériel? L'avocat qui ne demande pas un pourcentage plus élevé pour une transaction immobilière ou qui ne demande pas plus pour son apparence devant le tribunal pourrait augmenter son revenu de 25 p. 100, dans des circonstances qui ne dépendent pas de lui. En d'autres termes, il est plus productif au cours de cette année-là.

M. Macdonald (Rosedale): Dans les directives, nous avons essayé de compenser la productivité accrue. Cela sera un cas bien difficile que celui des professionnels, et il a déjà fait l'objet de critiques.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pour ce qui est de la critique, c'est assez négatif. Ces gens ne veulent reconnaître que la productivité normale d'un individu; on ne croit pas qu'il peut faire plus. Cependant, votre collègue, M. Sharp, dans un discours prononcé le 3 novembre à Toronto, a dit que ces directives ne pénaliseraient pas la productivité accrue faite en temps supplémentaire.

M. Macdonald (Rosedale): Parfaitement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Bon. Les syndicats ont critiqué les professionnels pour leur revenu accru; voudraient-ils décourager la productivité accrue parce qu'il doit y avoir un plafond absolu quel que soit l'effort investi?

Avec tout le respect qui est dû aux médecins, je crois que dans les provinces où il y a l'assurance-santé, on a déjà une échelle de salaire. A moins que la bureaucratie ne change le nombre de traitements qui seront données à un patient, il s'agirait d'un faux pas que d'affirmer que le revenu de médecin devrait être réduit de façon quantitative, et qu'il ne devrait pas augmenter sa productivité.

Le président: Merci. Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, lorsqu'on essaie de contrôler les revenus professionnels, on se heurte à des problèmes. Les gens de la classe ouvrière sont plus directement touchés lorsqu'il y a des augmentations de prix et lorsque leurs salaires sont contrôlés. Le ministre a-t-il

[Text]

ask the Minister what consideration is being given, if any at all, to a particular service, for example filling a tooth. If it is \$9 to fill a tooth today, and suddenly next week it becomes \$15 to fill a tooth, that is what the individual—he is not concerned about the productivity, if the doctor makes \$50,000 a year, but it is the particular service. If that is exceeding the 10 per cent, that is what he is extremely concerned about.

Are you approaching the problem from that standpoint, or are you looking for this gross and net income thing?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Rodriguez, we have approached it in a two-step level. We have been seeking, with the assistance of the provinces, to arrive at some agreement on billing practices, which is what you are talking about—how much for filling a tooth. So once there was agreement on what the billing practices would be, if someone departed from those and was charging more, that would be a *prima facie* case that he was outside the guideline.

It has not at this point been possible to get agreement on that, partly because of the diversity of our professions in Canada and the diversity of viewpoints from various parts of the country.

In basic terms the proposal we have been discussing is to get some agreement on billing practices which relate to your concern, but to shore that up by some monitoring of individual incomes. The latter is, if you like, a double check. The latter would operate against the individual's income after he has filed the income return for the purpose of checking back and seeing what he was doing. It would reinforce the first one.

Mr. Rodriguez: Then in the meantime, while we go through this great big process, since you have not got anything, but the legislation effectively applies to incomes of wage earning people—in this period of time you have no check on that fee-for-service thing. You have no check on that.

Mr. Macdonald (Rosedale): I guess it is an argument for early passage of the bill, Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Unless you have told us how you have worked it out, how can you expect us to pass the bill when we do not know what the implications are? It does not seem fair to me to ask parliamentarians to pass a bill when we do not know the manner in which the thing is going to work.

Mr. Macdonald (Rosedale): I would agree that it certainly is difficult in this particular period in time to be able to predict how it will apply in a whole series of situations, and I cannot make that kind of prediction to you. But it seems to me that having decided on a course of action we are going to seek to restrain inflation in this country, and having put these proposals forward, the most desirable thing is to proceed as quickly as possible to get the apparatus in place, and in particular the enforcement provision in place so that violations can be checked.

Mr. Rodriguez: But you see, that is what bothers me. Later on in Clause 14 of the bill you talk about confidentiality, and everything is going to be secret unless certain rules are made to make certain things public. Every collective agreement is public knowledge. Everybody knows how the workers negotiate the wage increase, and they know the conditions under which those increases come. But even within your bill you provide for confidentiality. Everything is being done in the back room.

[Interpretation]

étudié la situation des coûts; prenons l'exemple d'un homme qui veut se faire plomber une dent. Cela lui coûte \$9 aujourd'hui, et la semaine prochaine, cela pourrait lui coûter \$15. Si le médecin touche déjà \$50,000 par année, il ne s'agit pas là d'une productivité tellement accrue, mais il s'agit tout de même d'une augmentation pour ce service. Ce qui intéresse l'ouvrier, c'est que cette augmentation représentée bien plus de 10 p. 100.

Avez-vous étudié ce problème, ou n'étudiez-vous que le revenu brut?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Rodriguez, nous l'étudions de deux façons. Avec l'aide des provinces, nous essayons d'en arriver à un accord sur les usages de comptabilité auxquels vous faites allusion. Lorsqu'on aura établi les directives, on pourra facilement voir s'il y a des infractions à ces usages.

Nous n'avons pas encore pu obtenir d'accord à ce sujet, étant donné en partie la diversité des professions au pays, ainsi que la diversité des points de vue des provinces.

Au fond, la proposition dont nous discutons, c'est en vue d'un accord sur les pratiques de comptabilité qui ont trait à l'entreprise. De plus, nous aimerions faire un contrôle de revenus individuels; il s'agit alors d'une vérification double. Cette dernière vérification étudierait le revenu d'un particulier lorsqu'il a fait sa déclaration d'impôt.

M. Rodriguez: Cependant, avant d'en appliquer ce processus, la législation ne s'applique qu'aux gagne-petit, et non pas aux professionnels; n'est-ce pas?

M. Macdonald (Rosedale): Eh bien, je crois que c'est là un excellent argument pour une adoption rapide du bill, monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: A moins que vous ne nous expliquiez comment vous l'avez conçue, il ne faut pas vous attendre à ce que nous l'adoptions sans en connaître les conséquences? Il ne me semble pas juste de demander aux députés d'adopter un bill dont ils ignorent le fonctionnement.

M. Macdonald (Rosedale): Je conviens qu'il est difficile de prédire les conséquences. Cependant, lorsque nous aurons adopté une direction quelconque, nous allons tenter de ralentir l'inflation au pays; ce qu'il nous faut d'abord faire, c'est adopter les dispositions afin de pouvoir contrôler les infractions.

M. Rodriguez: Et c'est justement ce qui m'inquiète. Un peu plus loin, à l'article 14 du bill, on parle de l'aspect confidentiel; tout sera tenu en secret à moins qu'on ne fasse des règles qui changent les faits. Les conventions collectives sont du ressort public. Tous savent comment négocient les travailleurs pour obtenir leurs augmentations, et tous connaissent les conditions. Cependant, vous avez inclus l'aspect confidentiel dans votre bill, on semble tout faire sous les couvertures.

[Texte]

It is important for the public to know how you are going about this process for those sectors of the economy which you have admitted will be difficult to control. Do you expect the Canadian people to buy that kind of pig in a poke?

Mr. Macdonald (Rosedale): I suppose one could argue that as well with regard to the Income Tax Act. The individual figures are confidential there as well, although one can predict from a wage earner's income, from the average hours worked a year and the rates of pay, what his income will be, and equally therefore you should make all incomes public so that it will be regarded as fair.

Mr. Rodriguez: No, sir. I am not asking to do that. But you are saying to Parliament, "Pass this bill and then you will see the regulations. Then you will see the process by which we are going to determine how professional wages are going to be controlled".

I am saying to you that you are not being fair to the Canadian people. You are not being fair to parliamentarians when you ask us to take you on your word. I am sorry, sir, I cannot take you on your word, because I have seen your work change from one year to the other.

I am saying to you that if you want the program to work and you want the people to co-operate, and you want the workers and the unions to co-operate, then you will have to be a little more honest about how you are going to go about this thing. I am saying that is the dilemma, and you can get out of it.

Mr. Macdonald (Rosedale): If you are not prepared to take my words, Mr. Rodriguez, I guess I better not use any more.

Mr. Rodriguez: I will not ask any more questions.

The Chairman: Thank you. Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I am sorry, Mr. Towers, you are not a member of the Committee.

Mr. Towers: Well, listen, I am on.

An hon. Member: Yes, he was put on.

The Chairman: Mr. Clarke on the amendment of Mr. Trudel.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I think the issue that I want to ask about has been skirted, but I want to try to pin it down. Mr. Minister is it correct that the original sub-clause 3 was felt to be inadequate because there are different definitions of professional services and now the amendment will allow the provinces to add different services to the list? Is that correct, Mr. Minister?

Mr. Macdonald (Rosedale): Not exactly. What is a professional profession varies from province to province. It would permit the Governor in Council, in the regulations, to define them for the purposes of British Columbia, for example.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): A fine province.

[Interprétation]

Le public doit savoir ce qu'est ce processus, étant donné que vous avez admis l'existence de problèmes dans son contrôle. Pensez-vous vraiment que les Canadiens vont adopté ce programme chat en poche?

M. Macdonald (Rosedale): On a le même argument avec la Loi de l'impôt sur le revenu. Le revenu des particuliers y est confidentiel, bien qu'on puisse prédire le revenu d'un particulier, à partir des heures de travail et des taux de salaire d'une année donnée. On devrait donc publier tous les revenus pour plus de justice.

M. Rodriguez: Ce n'est pas ce que je vous demande. Vous demandez aux députés d'adopter ce bill, avant de ne voir les règlements. On pourra ensuite décider de la façon de contrôler les honoraires professionnels.

Vous n'agissez pas injustement envers les Canadiens, ni envers les députés, lorsque vous nous demandez de vous croire sur parole. Je regrette, mais je ne puis certainement pas le faire moi-même, étant donné que votre parole change d'année en année.

Si vous voulez faire fonctionner le programme, si vous voulez la coopération des Canadiens, et des travailleurs et des syndicats, il vous faudra être un peu plus honnête.

M. Macdonald (Rosedale): Eh bien, monsieur Rodriguez, si vous ne voulez pas me croire, je ferais mieux de me taire.

M. Rodriguez: Je ne poserai plus de questions.

Le président: Merci. Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président.

Le président: Pardon, monsieur Towers, vous n'êtes pas membre du Comité.

M. Towers: Eh bien, on m'a inscrit sur la liste.

Une voix: On l'a inscrit.

Le président: Monsieur Clarke, vous voulez ajouter une observation sur la modification proposée par M. Trudel.

M. Clarke (Vancouver Quadra): On a essayé d'esquiver ma question, mais je vais tout de même essayer de la retrouver. Monsieur le ministre ai-je raison d'affirmer que le sous-article 3 était considéré comme non adéquat, parce qu'on dispose de différentes définitions de services professionnels? La modification permettrait aux provinces d'ajouter à la liste de nouveaux services.

M. Macdonald (Rosedale): Non, ce n'est pas tout à fait ça. La signification du mot «professionnel» change d'une province à l'autre. Le gouverneur en conseil pourrait définir le terme pour la Colombie-Britannique, par exemple.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Une excellente province.

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): Pardon?

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): A fine province.

Mr. Macdonald (Rosedale): Indeed. A defined list would be professionals for the purposes of this . . .

The Chairman: Mr. Clarke, I am sorry. Mr. Towers is a Member of the Committee so I will recognize him. We were advised a few minutes ago. Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. Could the Minister explain to the Committee what his position is going to be with a professional or someone other than that—it could fall perhaps into any category of the labour sector—who is perhaps sick or ill for six or eight months of a year and his income drops accordingly and then he comes back into the work force the following year? Is there going to be a guideline established or a schedule whereby he will be able to move back in or what is the position of the government on this?

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, the approach that we have taken to this one in our discussions with the provincial representatives is that in that kind of circumstance it would be clearly inequitable to an individual to say, all right, you could only work for three months last year therefore, you are confined to three months' income. We will have to make an exception in that particular case. It is not unrelated to the comment made by Mr. Lambert. For example, if someone has been a resident in a hospital and goes out to practice then, very obviously, he has changed from an occupation which, for learning purposes is quite restrained in income, to one where he goes into a different area, and the program with regard to compensation will have to take account of that kind of an adjustment in someone's income.

Mr. Towers: Well, in certain cases, is unemployment insurance going to be considered income on a previous year?

Mr. Macdonald (Rosedale): I suppose that in certain cases it might be although generally speaking we are looking income from employment as opposed to income generally. I think if you have a kind of employment in which there are periodic interruptions, then one would have to take into account the unemployment insurance that was available at certain points in that year. But generally speaking I do not think we are talking about that in the case of a professional income.

Mr. Towers: Mr. Chairman, with regard to teachers, I think you have to classify teachers in the professional field and they are eligible for unemployment insurance. I would think in certain cases if they changed professions, then consideration should be given to the fact that, consideration should be given to that.

With regard to income tax, has there been discussion with the Department of Justice with the confidentiality aspect of the amount of information that will be available through the income tax?

• 1115

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, there has been, Mr. Towers, and this information will not be available in individual cases for this administration, as for any other. There are, of course, aggregates available on professional incomes, for example, which will be made available by National Revenue but the individuals will not be in the situation of having their income tax returns scrutinized by

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): Je n'ai pas bien saisi.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Une excellente province.

M. Macdonald (Rosedale): Mais oui. Il y aurait une liste des professions pour les besoins du . . .

Le président: Pardon, monsieur Clarke. M. Towers est membre du Comité, et il convient de lui donner sa période de questions. On ne m'en a informé que récemment. Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président. Le ministre pourrait-il expliquer au Comité quelle est sa position lorsqu'un professionnel a une perte de revenus parce qu'il a été malade six ou huit mois? Établirait-on des directives en vue desquelles il pourrait reprendre sa position fiscale antécédente?

M. Macdonald (Rosedale): Lorsque nous en avons discuté avec les représentants provinciaux, les discussions ont indiqué qu'il serait injuste d'affirmer que les particuliers n'ont pas le droit de travailler une année entière parce qu'ils n'ont travaillé que trois mois l'année précédente. Le commentaire de M. Lambert était quelque peu semblable. Par exemple, si un patient quittait l'hôpital pour pratiquer son métier, il est évident que son occupation est devenue bien plus profitable; il faudra tenir compte de ces ajustements lors de l'étude des revenus personnels.

M. Towers: Est-ce vrai que dans certains cas, l'assurance-chômage reçue sera considérée comme un revenu?

M. Macdonald (Rosedale): Sans doute, dans certains cas, bien que nous étudions le revenu d'emploi plutôt que le revenu en général. Si on a un emploi comportant des interruptions périodiques, il faudra alors tenir compte de l'assurance-chômage versée à certains moments cette année-là. Cependant, de façon générale, je ne crois pas que cela se produise souvent pour ce qui est des professionnels.

M. Towers: Monsieur le président, les enseignants sont des professionnels, et ils ont pourtant droit à l'assurance-chômage. Dans certains cas, s'ils changent de profession, il faudrait étudier ces cas.

Avez-vous discuté avec les représentants du ministère de la Justice de l'aspect confidentiel des renseignements émanant de l'impôt sur le revenu?

M. Macdonald (Rosedale): Nous avons eu des pourparlers avec eux, monsieur Towers, et les renseignements obtenus ne seront pas mis à la disponibilité du gouvernement. Les chiffres globaux des revenus professionnels pourront être remis au ministère du Revenu national, mais il est bien entendu que les particuliers ne risquent pas de voir leurs déclarations d'impôt sur le revenu examinées par

[Texte]

the Anti-Inflation Board. I should say, however, that one of the procedures that has been proposed is that the Anti-Inflation Board might require a professional to file a professional income statement as opposed to an over-all income statement with the Anti-Inflation Board when he files his annual income tax return.

But the income tax return itself will continue to be exempt from scrutiny by this other element of government.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Towers. Mr. Clarke, we are back to you.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Then following along, did I understand from the Minister's answer to Mr. McGrath that real estate salesmen would be included in the definition under that paragraph as amended?

Mr. Macdonald (Rosedale): This particular category of individual has been discussed with the provinces. There is some variation in application from province to province but this certainly has been discussed with some provinces.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): When we get down to that—I should not say that quite that way as I have a real estate licence myself—when we get down to that level—perhaps I can say it that way . . .

Mr. Macdonald (Rosedale): Up to that level.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Up to that level—what about the individual who is not a professional in the accepted sense of the word but a professional from the point of view that he is offering a service at an hourly rate, he might be repairing washing machines or automobiles or something like that where he offers a service?

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not think we are dealing there with—this, of course, is one of the areas of definition. As you know, the real estate salesman is under licensing and under some regulations by a provincial body.

Mr. Clark (Vancouver Quadra): So are mechanics, Mr. Minister.

Mr. Macdonald (Rosedale): That is right but there is disagreement. This illustrates the difficulty of what is a professional and what is not.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Following on—I do not think Mr. Lambert got as far as this—there are thousands of young professionals and people that would be caught in this clause: doctors, lawyers, chartered accountants, dentists; and there is quite a number at this table, as a matter of fact, who, starting out, find themselves in a very unproductive state through no choice of their own. And they might spend half their time in the early years of practice sitting around doing nothing. And then, as their stature and clientele and reputation grow, their work load increases.

I am sure that is productivity but how is this clause going to accommodate those people? Certainly it is not the intention of the government to put a ceiling on them.

Mr. Macdonald (Rosedale): As I said to Mr. Lambert, we have sought to recognize this in the discussions we have had with the provinces on professional income. Indeed, as they say, in the legal profession someone who has just been called to the Bar will start at a certain level of income. But after a couple of years of practice his legal skills will have been considerably increased and this is an element of productivity, if you like, that should be recog-

[Interprétation]

la Commission de lutte anti-inflation. Mais je vous rappelle à ce propos qu'on a suggéré que la Commission puisse exiger d'un professionnel de lui soumettre une déclaration de ses revenus professionnels par opposition à ses revenus globaux au moment où le professionnel en question remplit sa déclaration d'impôt sur le revenu.

Toutefois la Commission de lutte anti-inflation n'aura pas le droit de prendre connaissance des déclarations d'impôt sur le revenu.

M. Towers: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Towers. La parole est de nouveau à vous, monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Dois-je donc comprendre que les agents immobiliers seront inclus dans la définition prévue dans l'alinéa, tel que modifié?

M. Macdonald (Rosedale): Nous avons discuté de la situation des agents immobiliers avec les autorités provinciales. Les modalités d'application varient d'une province à l'autre mais nous en avons parlé.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Ce n'est pas tout à fait exact, car j'ai moi-même un permis d'agent immobilier . . . si nous descendons à ce niveau-là . . .

M. Macdonald (Rosedale): Vous voulez dire «montons».

M. Clarke (Vancouver Quadra): Mais que faites-vous des personnes qui ne sont pas des professionnels au sens exact du mot et qui travaillent néanmoins à des tarifs horaires comme par exemple ceux qui réparent les machines à laver ou les voitures?

M. Macdonald (Rosedale): C'est une question de définition. Les agents immobiliers quant à eux doivent obtenir un permis auprès des institutions provinciales.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Tout comme les mécaniciens, monsieur le ministre.

M. Macdonald (Rosedale): C'est exact. Mais le fait même qu'il y a désaccord prouve bien la difficulté de définir le terme professionnel.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Il y a des milliers de jeunes professionnels auxquels s'appliqueraient les dispositions de cet article, à savoir les médecins, les avocats, les experts-comptables, les dentistes, qui au début de leur carrière n'ont guère la possibilité de beaucoup travailler et sont souvent obligés de passer le plus clair de leur temps à ne rien faire. Par la suite lorsque leur réputation est bien établie, que leur clientèle augmente, ils ont davantage de travail.

Il s'agit là de productivité, mais comment les dispositions de cet article vont-elles être appliquées à ces personnes? Le gouvernement n'a certainement pas l'intention de leur imposer un plafond de revenu?

M. Macdonald (Rosedale): Ainsi que je l'ai expliqué à M. Lambert, nous avons justement essayé de tenir compte de ce facteur lors de nos discussions avec les autorités provinciales au sujet des revenus des professionnels. Ainsi un jeune avocat qui vient d'être inscrit au barreau a des revenus assez modestes, mais après plusieurs années de pratique, il acquiert plus d'expérience ce qui devrait lui valoir en principe des revenus accrus. Nous avons donc

[Text]

nized. We have sought to recognize that in the discussions we have had with the provinces.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): But will that be reflected in the legislation?

Mr. Macdonald (Rosedale): In the regulations; we feel it should be.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Yes.

Mr. Macdonald (Rosedale): As I said, we have had this difficulty in arriving at any agreement with the provinces. The viewpoint has been expressed that there should be a fixed upper limit on an individual, whatever his actual productivity and that has been opposed by others.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Clarke. Mr. Philbrook.

Mr. Philbrook: Thank you, Mr. Chairman. Through you to the Minister briefly, I share the concern expressed by Mr. McGrath and Mr. Lambert about ceilings placed on total professional incomes. I think it is a difficult subject. We begin to interfere with productivity here and where that productivity is not real, where it simply amounts to over-servicing, after much thought and study I believe it can really only be policed by the profession itself.

There is one thing I am not sure about: in the business of regulating fee structures, limiting the actual increase on fees, do we have a well-recognized, precise fee structure for all the professions that we can use here? It was my understanding that the only one we really had was the fee schedule for medical doctors with perhaps a similar one for dentists. But such a fee schedule, for example, does not exist for the legal profession. Legal fees do vary considerably and it would be difficult to pin this down as to a level of fees.

Mr. Macdonald (Rosedale): That, Dr. Philbrook, is one of the problems. My recollection from the legal practice is that there is a floor; the only rate structure is a floor beneath which you are not allowed, you are not supposed to charge, rather than a ceiling above which you are not supposed to go.

Mr. Philbrook: Sort of a poverty line in the legal profession.

• 1120

Mr. Macdonald (Rosedale): That is right.

Mr. Philbrook: Will there in fact be any new fee schedules forthcoming?

Mr. Macdonald (Rosedale): We sought to get this kind of co-operation and I would have to say there have been difficulties in achieving this.

Mr. Philbrook: So we will handle that as best we can, then.

Mr. Macdonald (Rosedale): This is, as I say, one of the really very difficult areas of controlling a variety of professions and, within individual professions, a variety of situations.

[Interpretation]

cherché à tenir compte de ce facteur lors de nos discussions avec les autorités provinciales.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Mais est-ce que ceci sera traduit dans les textes de loi?

M. Macdonald (Rosedale): Oui, dans les règlements.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Bien.

M. Macdonald (Rosedale): Nous avons eu du mal à conclure un accord sur cette question avec les provinces. D'aucuns proposent d'imposer un plafond aux revenus individuels tandis que d'autres s'y opposent.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Clarke. La parole est à M. Philbrook.

M. Philbrook: Je vous remercie, monsieur le président. Je partage les préoccupations exprimées par MM. McGrath et Lambert concernant l'imposition d'un plafond sur les revenus globaux des professionnels. C'est effectivement un sujet complexe. Cela revient en fait à s'immiscer dans la productivité de ces gens, mais comme il ne s'agit pas toujours de productivité à proprement parler, j'estime que tout compte fait c'est à chaque profession de surveiller ses membres.

En ce qui concerne la réglementation des honoraires, existe-t-il un barème valable pour toutes les professions que nous pourrions utiliser en l'occurrence? Il me semble que pour le moment il y a uniquement le barème des honoraires des médecins et aussi probablement celui des dentistes. Mais il n'existe pas un barème de ce genre pour les avocats. Or leurs honoraires varient considérablement, ce qui causera des difficultés à l'application du bill.

M. Macdonald (Rosedale): C'est justement un de nos problèmes, monsieur Philbrook. Si je me souviens bien, il y a un barème plancher et non pas un barème plafond.

M. Philbrook: Un seuil de la pauvreté pour avocats comme qui dirait.

M. Macdonald (Rosedale): C'est exact.

M. Philbrook: Est-ce qu'on va élaborer un nouveau barème d'honoraires?

M. Macdonald (Rosedale): Nous avons essayé d'en obtenir mais nous nous sommes heurtés à des difficultés.

M. Philbrook: Donc il va falloir essayer de faire de son mieux.

M. Macdonald (Rosedale): C'est justement pourquoi il est très difficile effectivement de contrôler toutes ces professions libérales et dans le cadre de ces professions des cas individuels.

[Texte]

Mr. Philbrook: I am sure you can be assured of the co-operation of the medical profession in any event.

The Chairman: Thank you, Dr. Philbrook.

Amendment agreed to.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, there is a second amendment.

The Chairman: Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Thank you, Mr. Chairman. Before I move an amendment, I would like to open it up by a discussion on this matter and get the Minister's response, if I may. If that is not possible . . .

The Chairman: I would like you to move your amendment.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman. I think we should have the Committee's wish established here. We apparently have had two new amendments submitted to us so far, one from Mr. Joyal and one from Mr. Cafik, in addition to the one Mr. Cafik put in last night.

I understood that the understanding was, at the steering committee and also in this Committee, that no further amendments other than those arising out of consequential things were to be received by the Committee.

In our case we had, I think, 14 possible amendments that we at one time considered with respect to this bill. We narrowed it down to the four that we put in yesterday, and I think we should get an understanding because we have very limited time to review the bill and there are many important clauses that I am sure members here want to discuss. Are we going to accept amendments such as are coming in or are we going to firmly say that unless they were in our hands by last night, in the Committee's hands by last night, they will not be received?

Could I make a point in respect of that, Mr. Chairman?

The Chairman: On that point of order?

Mr. Cafik: Yes.

The Chairman: Mr. Cafik, then Mr. Leblanc.

Mr. Cafik: Mr. Chairman, the amendment that I am addressing myself to, or will be in a few moments, is one that I have had in mind for some time and indeed I could have brought it forward last night. The difficulty was that I did not have access to the amendments that the government itself was proposing. As a matter of fact, I faced the dilemma, with the two amendments moved last night, as to whether in fact there would be something forthcoming from the Committee which would cover the point that I had in mind. In light of the fact that that point is not being taken care of in the amendments that I see before us this morning, I have proposed to make this particular amendment.

I agree that the steering committee did come to the conclusion that the amendments should be tabled by the Minister and opposition parties by 6 o'clock last night or at the conclusion of last night's meeting. For I suppose a technical reason, it did not include all members of the Committee. I am not going to belabour that particular point but I think that if there are legitimate amendments that are going to be brought forward, I do not think we should limit them at this particular time.

[Interprétation]

M. Philbrook: Quoi qu'il en soit, la coopération des médecins vous est acquise.

Le président: Je vous remercie, monsieur Philbrook.

(L'amendement est adopté.)

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, il y a un deuxième amendement.

Le président: Monsieur Cafik.

M. Cafik: Je vous remercie, monsieur le président. Avant de proposer mon amendement, je voudrais dire quelques mots et entendre la réponse du Ministre. Si ce n'est pas possible . . .

Le président: Voulez-vous déposer votre amendement.

M. Stevens: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Il faut que le Comité se déclare sur cette question. Jusqu'à présent, nous avons été saisis de deux nouveaux amendements. Un de la part de M. Joyal et l'autre de la part de M. Cafik en plus de l'amendement déposé hier soir par M. Cafik.

Or le comité de direction et le comité lui-même avaient convenu que le comité n'accepterait plus d'autres amendements.

En tout état de cause, 14 projets d'amendements avaient été déposés relativement à ce bill. Nous avons réduit maintenant ce chiffre à 4, lesquels amendements ont été déposés hier, et étant donné le peu de temps qu'il nous reste pour discuter de différents articles du bill, il faut que nous arrivions à un accord sur ce sujet. Allons-nous accepter d'autres amendements ou allons-nous refuser tous ceux qui n'auraient pas été remis hier soir?

Pourrais-je dire un mot à ce sujet, monsieur le président?

Le président: Au sujet de ce rappel au Règlement?

M. Cafik: Oui.

Le président: M. Cafik suivi par M. Leblanc.

M. Cafik: Monsieur le président, cela fait quelque temps déjà que je réfléchissais à l'amendement en question et j'aurais pu facilement le déposer hier soir. Le problème c'est que je n'avais pas connaissance de la teneur des amendements proposés par le gouvernement. La même chose est vraie d'ailleurs des deux amendements que j'avais déposés hier soir, ne sachant pas si d'autres amendements reprendraient le sujet de mes préoccupations. Mais étant donné que cette question n'a pas été reprise par les amendements déposés ce matin, je me vois dans l'obligation de déposer mon amendement.

Je conviens que le comité de direction avait décidé que les amendements déposés aussi bien par le Ministre que par les partis de l'Opposition, devaient être déposés au plus tard hier soir à 18 heures à l'issue de la réunion d'hier soir. C'est pour des raisons techniques j'imagine que cette disposition ne s'applique pas à tous les membres du comité. Or j'estime que s'il y a d'autres amendements valables à déposer, il ne serait pas juste de les exclure.

[Text]

Le président: Monsieur Leblanc.

M. Leblanc (Laurier): Monsieur le président, mon intervention va un peu dans le même sens que celle de M. Cafik. Le Comité a pris une décision à l'effet qu'à la fin de la réunion, l'honorable Donald S. Macdonald et les partis de l'Opposition déposent leurs amendements.

Alors, cela ne limite en rien le dépôt d'autres amendements, d'autant plus d'ailleurs que le petit livre vert qui est le livre de nos règlements est bien clair là-dessus, que des députés peuvent déposer des amendements quand bon leur semble.

Alors, je ne vois pas pourquoi on devrait limiter la liberté d'un député de déposer des amendements quand il veut le faire. Cela peut se faire également tout à l'heure au stade du rapport, ou en troisième lecture. Mais on peut le faire également maintenant, je ne vois pas pourquoi on limiterait quelques membres. Si M. Stevens, à un moment donné, veut en déposer un personnellement, il n'y a aucun problème. Il sera bien libre de la faire.

Le président: J'aimerais préciser à ce moment-ci que je n'ai pas l'intention de refuser des amendements qui seront en bonne et due forme, selon les règlements.

• 1125

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ce serait un non-sens de la liberté, imposé par le gouvernement.

Le président: Si je me souviens bien, le sous-comité avait décidé de demander au ministre et aux partis d'opposition, et je pense que cela incluait automatiquement tous les membres du Comité, de déposer, en autant que possible, leurs amendements à l'avance afin de permettre aux membres du Comité de les étudier. Cela ne restreignait pas le droit des membres du Comité de présenter des amendements, lors de l'étude article par article.

Monsieur Joyal, sur le même rappel au Règlement.

M. Joyal: Sur le même rappel au Règlement. Hier soir, lorsque nous avons ajourné, M. Cafik vous a fait la remarque et il vous a posé directement la question, et c'est dans les procès-verbaux de notre rencontre d'hier. Il vous a demandé si des députés pouvaient individuellement déposer des amendements. Et votre réponse a été affirmative.

Le président: Exactement, monsieur Joyal.

M. Joyal: C'est en me basant sur cette réponse que j'ai déposé mon amendement ce matin. Cependant, je comprends le souci exprimé par M. Stevens et l'intérêt qu'il a démontré pour limiter les amendements, de façon à pouvoir utiliser au maximum le temps qu'il nous reste avant de faire rapport à la Chambre. Personnellement, c'est le seul amendement que j'ai l'intention de proposer. Moi aussi, je me suis limité; j'avais quatre autres amendements à déposer, mais, compte tenu du temps limité, je préfère à ce stade-ci les reporter à plus tard, s'il y a lieu. Mais je partage parfaitement le souci de M. Stevens, il faut limiter les amendements pour pouvoir donner la chance à l'opposition de faire valoir ses arguments. Je restreindrai moi-même la discussion sur mon amendement.

Le président: Merci, monsieur Joyal.

[Interpretation]

The Chairman: Mr. Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Mr. Chairman, I agree with what Mr. Cafik just said. The Committee that at the conclusion of the meeting the honourable Donald S. Macdonald and the members of the opposition party would table their amendments.

This ruling does in no way limit the debating of other amendments, all the more so as our green book on standing orders is perfectly clear on that matter, namely that members can table amendments whenever they wish.

So I do not see why we should limit the freedom of members to table amendments whenever they feel like doing so. It will still be possible to table amendments at the report stage and during third reading. We can likewise do so now and I do not see why we should limit some members. If, at a given point, Mr. Stevens should wish to table an amendment, there should be no trouble; he is free to do so.

The Chairman: I wish to point out that I have no intention of rejecting amendments tabled in due form according to our standing orders.

Mr. Lambert (Edmonton West): That would be infringing upon our freedom.

The Chairman: If I remember correctly, the steering committee had asked the Minister and the opposition parties—and this I think automatically included all committee members—to table their amendments in advance as far as possible in order to allow committee members to examine them. But this in no way limits the right of committee members to table amendments during the clause-by-clause study of the bill.

Mr. Joyal, on the same point of order.

Mr. Joyal: On the same point of order. Last night when we adjourned, Mr. Cafik asked a question which you will find in our proceedings. He asked whether members could table amendments individually and you answered that they could.

The Chairman: That is right, Mr. Joyal.

Mr. Joyal: That is why I tabled my amendment this morning. I do however understand Mr. Stevens' concern and his interest limiting amendments, thus to enable us to use the maximum time available for the clause-by-clause study of the bill before making our report to the House. Personally, it is the only amendment which I propose to table. I did restrict myself, although I had originally four amendments to table but in view of our limited time I decided to postpone them for a later date. I agree with Mr. Stevens, however, that we must limit the number of amendments to give the opposition parties a chance to put their positions forward. I will therefore limit my own discussion on my own amendment.

The Chairman: Thank you, Mr. Joyal.

[Texte]

MM. Herbert, McGrath et Clermont.

Monsieur Herbert, sur le rappel au Règlement.

Mr. Herbert: I particularly asked about this point last night to get clarification for my understanding, and it was clear that all amendments of the nature of the particular amendment before us now were to be tabled last night. The only additional amendments that were going to be brought out would come from the discussions, would flow from these amendments that were tabled last night, because it was recognized that there could not be a restriction. I feel that there was an accord, everybody was in agreement that the substantive amendments were to be tabled yesterday and that the only additional ones would be those amendments that would flow from our discussions today—from the changes, from the agreements and so on, because there could be agreement in this Committee today resulting in the rewording of an amendment, meaning that it will be necessary to bring another one forward.

It is not often that I am agreement with Mr. Stevens, but I felt that this point was clearly brought out last night. We have had no time to discuss, to find out what our party position is, what general agreement we have got on these new amendments. I feel that the whole purpose of our discussion yesterday is lost if we allow this type of amendment to be coming forward at this time.

Some hon. Members: Hear, hear.

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Herbert places me in a very difficult position, because it would appear that there is a split over there, and I do not know which way to go. If Mr. Cafik is going to vote against the government and if he is against government policy on this I tend to go with him. On the other hand, I subscribe very much to the argument of ... So it is a hell of dilemma.

Mr. Philbrook: Why do not you split as usual?

Mr. McGrath: I would just add one thing to what Mr. Herbert said, Mr. Chairman, without going over the same ground again; there was a very good reason for that agreement, and that was touched on in an interjection by Mr. Lambert that is that we are operating under a time limit. We were making progress, and if we have these amendments coming up throughout the day it is going to make our job impossible really. That is the main reason why there was this accord in the Committee. On the other hand, we might even be able to make an exception for Mr. Cafik.

Mr. Cafik: I would just point out that ...

Le président: Monsieur Clermont, sur le rappel au Règlement.

M. Clermont: Monsieur le président, M. McGrath va être encore surpris. Je crois qu'il y a deux raisons qui nous ont amenés à décider que les amendements au Bill C-73 soient déposés, au plus tard, à la dernière réunion de jeudi. C'est pour permettre aux membres du Comité de se familiariser avec les amendements et, deuxièmement, à cause de la limite de temps.

Je sais que mon collègue, M. Leblanc, a dit que les règlements de la Chambre et les règlements qui concernent les comités permettent de déposer des amendements à une législation, qui est étudiée en comité, jusqu'à la dernière minute. Je comprends très bien cela, mais je crois que dans l'ensemble, le Comité comprend la situation à laquelle nous

[Interprétation]

Messrs. Herbert, McGrath and Clermont.

Mr. Herbert, on the point of order.

M. Herbert: J'avais posé la question hier soir pour lever tout doute à ce sujet. J'avais cru comprendre que tous les amendements de cette sorte, devaient être déposés hier soir au plus tard. Les seuls amendements supplémentaires qui seraient acceptés découleraient de la discussion sur les amendements déposés hier soir, la restriction n'étant pas admissible. Il me semble donc que nous avons tous convenus que les amendements sur le fond devaient être déposés hier au plus tard, seuls les amendements découlant de la discussion d'aujourd'hui étant admissibles, c'est-à-dire des amendements sur la forme ou le nouveau libellé d'un amendement qui exigerait bien entendu le dépôt d'un nouvel amendement.

Comme il ne m'arrive pas trop souvent d'être d'accord avec M. Stevens, je tiens à souligner qu'en l'occurrence il me semble que la question avait été clairement réglée hier soir. Nous n'avons pas eu le temps de discuter ni de dégager la position de notre parti en ce qui concerne ces nouveaux amendements. J'estime que nous avons perdu notre temps hier soir, si nous permettions maintenant le dépôt de ces amendements.

Des voix: Bravo.

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: M. Herbert me place dans une situation délicate car les gens d'en face ne semblent pas d'accord, et je ne sais plus quoi faire moi-même. Si M. Cafik a l'intention de voter contre le gouvernement et sa politique, je me joins à lui. Par contre, je suis aussi tout à fait d'accord avec ... donc, je ne sais vraiment plus quoi faire.

M. Philbrook: Vous n'avez qu'à ne pas être d'accord comme d'habitude.

M. McGrath: J'ajouterai un mot à ce que M. Herbert vient de dire, à savoir que nous avions d'excellentes raisons de conclure cet accord vu le manque de temps. Nous avançons rapidement et si de nouveaux amendements vont être déposés tout au long de la journée, je ne vois pas comment nous allons nous en sortir. C'est la raison pour laquelle le Comité avait pris cette décision. Par contre, nous pourrions peut-être faire une exception pour M. Cafik.

M. Cafik: Je voudrais simplement signaler ...

The Chairman: Mr. Clermont, on a point of order.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I am going to surprise Mr. McGrath once more. There are two reasons why we decided that amendments to Bill C-73 had to be tabled at the latest at the Thursday meeting. It is on the one hand to enable committee members to examine these amendments and, on the other hand, because of the time constraints.

My colleague, Mr. Leblanc, mentioned that under the Standing Orders of the House of Commons, committee members may table amendments to a legislation studied in committee right up to the last minute. I understand very well and I believe that in general the Committee understands the situation we are facing today. For this reason

[Text]

faisons face présentement et c'est la raison pour laquelle le Sous-comité du programme et de la procédure a suggéré au Comité de procéder de cette façon.

• 1130

Le président: Monsieur Clermont, j'aimerais relire le 11^{ème} rapport, la partie qui traite de ce point-là. "At the end of the meeting"—that was last night's meeting—the Hon-ourable Donald Macdonald and the opposition parties are to table their amendments." I took the position last night of saying that I would have to accept amendments by any member of the Committee, but I believe all the members are reasonable persons and that they will restrain themselves and try to deal with the bill as quickly as possible our time is limited. We could sit all night if you want to. I am ready. I think we have only two amendments at the moment, and there could be other ones coming out of the debate. I would not like to restrict myself at this time.

An hon. Member: Hear, hear.

Monsieur Joyal avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Joyal: Non.

Mr. McGrath: If the authors can get a consensus over there, we will accept.

The Chairman: That is going to be hard.

Mr. Cafik:

Mr. Cafik: I would not want to think I am either the author or the torpedoer of these particular proceedings but, in any event, in light of the ruling of the Chair, I will move my amendment that Bill C-73 be amended in Clause 3.(2)(a) on page 4 by adding a new section, (v):

Private sector suppliers of commodities or services who belong to an employer association whose employees in combination number 500 or more persons in Canada

And by renumbering the old subclause (v) to (vi) and by further amending the bill in Clause 3.(2)(b)(i) on line 6, page 5 by deleting the words, 'or (v)' and substituting the words, '(v) or (vi)'.

The Chairman: It is moved by Mr. Cafik that Bill C-73 be amended in Clause 3.(2)(a) on page 4 by adding a new subclause (v) ... Dispense?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, I wonder if I could say that I would ...

Mr. Stevens: Mr. Chairman, before we hear the Minister, I was wondering whether Mr. Cafik could give us an explanation as to what he has in mind here? Presumably, Mr. Macdonald already knows.

Mr. Cafik: I would be glad to, Mr. Chairman. It is a concern that has been brought to my attention in the last couple of weeks, and I am sure a great deal of argument could be made on both sides of this question.

In terms of my view, in any event—limited or otherwise—I would like to indicate that I have a great concern about employer associations that are really bargaining agents for a group of employers. They themselves are in a very awkward position as a consequence of this bill, because they may have 10, 20, 50 or even 100 groups of employers they are representing at the bargaining table, some of whom have more than 500 employees, some of whom have less than 500 employees. They have legal rights to bargain on behalf of the entire group, and it seems to me to be rather difficult for them to be able to bargain effectively on behalf of such people when, in fact, the guide-

[Interpretation]

the sub-committee on Agenda and Procedure suggested this procedure.

The Chairman: Mr. Clermont, would you allow me to read again from the eleventh report the part regarding this point. «A la fin de la séance»-c'était la séance d'hier soir-«l'honorable Donald Macdonald et les parties de l'opposition déposeront leurs amendements». J'ai déclaré hier soir que j'accepterais les amendements de tous les membres du Comité mais je pense que nous sommes tous raisonnables et que nous essayerons d'adopter ce bill le plus rapidement possible puisque notre temps est limité. Si vous le voulez, nous pouvons siéger toute la nuit, je suis prêt. Je pense que nous n'avons que deux amendements pour l'instant, d'autres seront peut-être présentés au cours du débat. Je ne voudrais pas m'imposer dès maintenant des restrictions.

Une voix: Bravo, bravo.

Mr. Joyal, is there anything else?

Mr. Joyal: No.

M. McGrath: Si les auteurs réussissent à faire l'unanimité dans ce coin-là, nous accepterons.

Le président: Cela va être difficile.

Monsieur Cafik.

M. Cafik: je ne voudrais pas provoquer la ruine de cette séance, mais, tenant compte de la décision du président, je vais proposer mon amendement: que le Bill C-73 soit modifié à l'article 3(2)a) à la page 4 en ajoutant un nouvel article, (v):

Les fournisseurs d'articles ou de services du secteur privé qui appartiennent à une association d'employeurs dont le nombre total d'employés atteint ou dépasse 500 personnes au Canada

Et en numérotant l'ancien article (v): (vi) et en modifiant de plus l'article 3. (2)b)(i) à la ligne 5 page 5 en remplaçant les mots: «ou (v) par les mots «(v) ou (vi)».

Le président: M. Cafik propose que le Bill C-73 soit modifié à l'article 3. (2)a) à la page 4 en ajoutant un nouveau paragraphe (v) ... C'est inutile?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, permettez-moi de dire que ...

M. Stevens: Monsieur le président, avant d'écouter le ministre, je me demande si M. Cafik peut nous expliquer ce que cela signifie? J'imagine que M. Macdonald le sait déjà.

M. Cafik: Avec plaisir, monsieur le président. Il s'agit d'un problème sur lequel on a attiré mon attention depuis deux semaines et je suis certain que des arguments dans les deux sens pourraient être avancés à ce sujet.

Quoi qu'il en soit, à mon sens, il faut se préoccuper des associations d'employeurs qui servent en fait d'agents de négociation pour un groupe d'employeurs. Ceux-ci se trouvent dans une situation très difficile à cause de ce bill puisqu'ils peuvent représenter à la table des négociations 10, 20, 50 ou même 100 groupes d'employeurs qui, dans certains cas, auront plus de 500 employés et dans d'autres moins de 500 employés. Ils ont légalement le droit de négocier au nom de tout le groupe et il me semble assez difficile d'exiger d'eux qu'ils négocient effectivement au nom d'un groupe qui pour une partie est assujéti aux indicateurs et pour l'autre, ne l'est pas.

[Texte]

lines apply in a mandatory way for part of the group that they represent and does not apply in a mandatory way for another part of that group.

There is a provision within the bill under groups of "strategic importance"—as a matter of fact this type of group is even mentioned, I believe it is in Clause 12 of the bill—where they can be brought into the mandatory aspect of the legislation. However, it is a rather, I think, cumbersome and awkward procedure where the Governor in Council has to direct the Anti-Inflation Board to conduct an investigation as to whether such an association or group of associations ought to be covered in a mandatory way under the bill. The Anti-Inflation Board have to hold hearings and investigate the whole situation. Ultimately they have to make a conclusion. After making that conclusion, they recommend, and then a decision can be taken as to whether they are included or not. Now that appears to me to be a rather cumbersome process.

• 1135

I am not suggesting that that aspect of the bill should be eliminated in any way because I think it may be difficult to circumscribe all the employer-employee organizations in Canada that ought to be covered under the bill in a mandatory way. But under this amendment, that I address myself to, it seems to me to be fairly clear that they will ultimately be covered.

They cover large segments of the pulpwood and paper industry in British Columbia, food processing, and a whole wide range of commodities and services in British Columbia and elsewhere in Canada. If we do not include them in the bill directly, in Clause 3, I think we are placing ourselves and those employer and employee associations involved in a very difficult position. I think this is going to cause a great deal of delay and perhaps, antagonism.

I bow to the superior knowledge of the Minister and his officials who, I am sure, have given careful thought to this matter, and if they can present arguments that would indicate to me that I have come to a wrong conclusion, I am quite prepared to live with that. But to me it is fairly evident that they ought to be included directly in the bill.

There are literally hundreds of associations affected and thousands and thousands of employees. I think it is strictly a technicality. They have the bargaining rights for the entire group and, effectively, for all practical purposes, for this act they ought to be considered as one employer.

The Chairman: Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, Mr. Chairman, I think, Mr. Cafik's last phrase about hundreds of associations and thousands of employees being brought in under the administration of enforcement proceedings in this way is probably the best evidence of why I would hope that the amendment would not carry. We have set out in this particular program not to apply mandatory controls over the whole community but to apply selective controls only in a specific limited number of cases, really to apply these to the major units in the community rather than applying controls in a very general sense throughout.

[Interprétation]

Ce bill contient une disposition destinée aux groupes d'«importance stratégique»—je crois même qu'il en est question dans l'article 12 du bill—qui permet de rendre la loi obligatoire pour ces groupes. Pourtant il me semble qu'il est assez mal aisé de demander au gouverneur en conseil d'avertir la Commission anti-inflation de la nécessité de faire une enquête et de déterminer si l'une de ces associations ou groupe d'associations doit être lié par les termes de ce bill. La Commission anti-inflation doit tenir des séances et faire une enquête de la situation. Enfin, elle doit parvenir à une conclusion. Après être parvenu à cette conclusion il fait une recommandation et une décision peut ensuite être prise. C'est un processus assez pénible.

Toutefois, je ne pense pas que ces mesures doivent être éliminées car il serait assez difficile de retracer tous les organismes employeur-employés qui doivent être liés obligatoirement par ce bill. Or, grâce à cet amendement que j'ai rédigé, il me semble évident qu'en fin de compte ils finiront tous par être liés.

Cela regroupe un large secteur de l'industrie des pâtes et papiers de Colombie-Britannique, de l'industrie alimentaire ainsi qu'une gamme très vaste de produits et de services en Colombie-Britannique et ailleurs au Canada. Si nous ne les mentionnons pas expressément à l'article 3 du bill, je pense que nous nous plaçons et que nous plaçons ces employeurs et ces employés dans une situation très difficile. Cela risque de causer des délais graves et peut-être un certain antagonisme.

Je m'incline devant les connaissances supérieures du ministre et de ses collègues qui, j'en suis certain, ont étudié très sérieusement cette question et s'ils réussissent à me convaincre que je suis parvenu à une conclusion erronée, je suis tout disposé à m'incliner. Mais à mon sens, il est évident que ces cas doivent être prévus directement dans la loi.

Il existe littéralement des centaines d'associations qui représentent des milliers et des milliers d'employés. C'est une question strictement technique; ces associations détiennent les droits de négociation pour tout le groupe et, à toutes fins utiles dans le cadre de cette loi elles devraient être considérées comme un seul employeur.

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, M. Cafik vient de dire que son amendement portait sur des centaines d'associations et sur des milliers d'employés: c'est probablement la meilleure raison que j'aie de désirer que cet amendement ne soit pas adopté. Nous nous sommes appliqués dans notre programme à ne pas exercer des contrôles obligatoires sur toute la communauté; nous nous sommes efforcés d'appliquer ces contrôles sélectifs dans un certain nombre de cas, c'est-à-dire dans le cas des groupements les plus importants.

[Text]

The choice of the procedure that is referred to under clause 3(2)(v) is not accidental. It represented the considered decision of the government that there may well be some circumstances of strategic importance to the containment of the reduction of inflation in Canada which would require the number of categories to be expanded. But it should be a considered decision in every case as to whether that expansion should be made. Initially, the study of that particular question should be made by the Anti-Inflation Board which would then make a recommendation to the Governor in Council as to whether or not the group should be expanded.

In short, the specific facts of every case should be carefully considered to see whether the rather extensive provisions of this enforcement procedure should be added to others in Canada. This amendment, in the terms in which it is put forward... I do not think anybody knows how many additional hundreds of either firms or employees it is going to sweep into the mandatory control feature. For that reason, we chose deliberately not to go this route but to go by the selective route.

The Chairman: Mr. Lee.

Mr. Lee: Thank you, Mr. Chairman. I am in support of Mr. Cafik's amendment.

In a telegram I just received from the Employers Council of British Columbia, they quote some figures. I would like to read in part from this telegram because I think it has some bearing on what Mr. Cafik is suggesting. They do not agree with the argument by the government about the heavy additional administrative load. The Employers Council states that they agree inclusion of employer bargaining associations would bring in certain numbers of companies with less than the 500 employees who would currently escape guidelines. However, this would not create serious administrative problems. At the present time, for the entire Province of British Columbia, where employer bargaining associations are far more prevalent than in any other part of Canada, 2,101 companies are included in membership of the 54 employer bargaining associations. Some 525 companies in the Province of British Columbia are already subject to the guidelines under existing legislation. Provincial records show 112,000 businesses registered in the province so all the companies in bargaining associations could actually reduce the number of corporate units to be administered by the Anti-Inflation Board since the 54 employer bargaining associations would take much of the focus for the Board rather than the 525 separate entities. This would require less administrative effort, not more. The employer bargaining associations are responsible professional organizations which would emphasize to the members the total responsibilities under the program.

• 1140

While use of employer bargaining associations is more highly developed, I must admit there are associations of that kind in most Canadian provinces. They are legally constituted entities to which a group of employers transfer

[Interpretation]

Le choix de la procédure énoncé à l'article 3(2)(v) n'a pas été laissé au hasard. Le gouvernement, après mûre réflexion, a jugé que certaines circonstances d'importance stratégique pour la diminution de l'inflation au Canada exigeraient un élargissement des catégories touchées. Mais dans tous les cas, ces décisions devront être prises après mûre réflexion. Cette démarche serait initiée par la Commission anti-inflation qui recommanderait ensuite au gouverneur en conseil d'étendre ou de ne pas étendre l'application de la loi.

Bref, une étude sérieuse des faits accompagnant chaque cas s'impose pour nous assurer que nous ne nous trompons pas en décidant d'élargir le champ d'application de cette procédure. Quant à votre amendement, dans les termes où il est rédigé... Personne ne sait vraiment combien de centaines d'entreprises ou d'employés supplémentaires vont se retrouver sous le contrôle de cette loi. C'est pour cette raison que nous avons choisi délibérément la voie de la sélection.

Le président: Monsieur Lee.

M. Lee: Merci, monsieur le président. Je suis en faveur de l'amendement de M. Cafik.

Dans un télégramme que je viens de recevoir du conseil des employeurs de Colombie-Britannique certains chiffres sont cités. J'aimerais vous lire un passage de ce télégramme puisqu'il porte précisément sur les préoccupations de M. Cafik. Le conseil n'est pas d'accord avec le gouvernement lorsqu'il invoque une charge administrative supplémentaire. Le conseil des employeurs reconnaît que la mention des associations de négociation des employeurs empêcherait un certain nombre de compagnies qui ont moins de 500 employés d'échapper aux indicateurs. Pour tant, cela ne devrait pas poser de problèmes administratifs graves. Pour l'instant, pour toute la province de Colombie-Britannique où les associations de négociation d'employeurs sont beaucoup plus nombreuses que partout ailleurs au Canada, 2,101 compagnies font partie de 54 associations de négociations des employeurs. Quelque 525 compagnies de la province de Colombie-Britannique sont déjà assujetties aux indicateurs dans le cadre de la loi actuelle. Les dossiers de la province font état de 112,000 entreprises enregistrées dans la province et, si bien, que toutes les compagnies appartenant à des associations de négociations pourraient en fait réduire le nombre d'unités constituées en sociétés administrées par la Commission anti-inflation puisque la Commission aurait à s'occuper de 54 associations de négociations d'employeurs et non pas 525 sociétés distinctes. Du point de vue administratif, cela serait moins coûteux. Les associations de négociations des employeurs sont des organismes professionnels responsables qui pourraient expliquer à leurs membres quelles sont leurs responsabilités dans le cadre du programme.

Bien que le système des associations de négociations des employeurs soit plus développé en Colombie-Britannique, je dois reconnaître qu'il existe des associations de ce genre dans la majeure partie des provinces canadiennes. Il s'agit

[Texte]

their individual rights to bargain collectively and by which such employers enter into one agreement with union organizations which is binding upon all the members of the association. Such organizations exist in British Columbia in the forest, maritime, education, construction, municipal, pulp, transport, hotels and the food sectors, to name a few.

I would like to add that I think the amendment to Clause 12(2), although it does cover it, does create a cumbersome procedure because it is subject to the inquiry as to what the Anti-Inflation Board may develop and there is no guarantee how long that procedure can take.

Mr. Macdonald (Rosedale): What you say, Mr. Lee, is perfectly true but the associations combine on the wage side and do not combine on the price side. So really what is being opposed here, and it seems to me to be rather wanting between the employer-employee relationship, is really to putting a restriction on the wage side which does not apply by the terms of the association on the prices.

Mr. Cafik: Excuse me, Mr. Chairman; may I just raise a point here on the point that has been made? The amendment is made to Clause 3(2) which relates to prices and restraints. And there is a consequential amendment which relates to the compensation of groups so covered. It would have a double-barrelled effect in relation to the prices of such groups as well as of the compensation of their employees.

Mr. Macdonald (Rosedale): But it is the administration on the price side that is going to create the complexity of the problem. It may be appropriate for British Columbia; I am not sure that the British Columbia Association knows the impact it will have on the rest of the country. We certainly do not know.

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I am completely opposed to the bill because of its implications . . .

Some hon. Members: Do you mean the bill?

An hon. Member: Watch your language!

An hon. Member: We are all your friends, now.

An hon. Member: A change of seat?

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: I trust it will not appear that way in the *Minutes*.

An hon. Member: We have a seat for you here, Hal.

Mr. Herbert: . . . because this amendment effectively gets rid of the word "selective" which is the whole essence of the bill.

I feel that if this amendment had been suggested to the groups that appeared before us, to let them speak, for example the Association of Independent Businessmen that appeared before us, I can imagine their attitude toward this particular amendment. I am thinking of the Canadian Construction Association and their attitude toward the amendment.

[Interprétation]

d'organismes légalement constitués auxquels des groupes d'employeurs cèdent leurs droits individuels de négociations collectives qui permettent à ces employeurs de signer des accords uniques avec les organismes syndicaux, accords qui sont obligatoires pour tous les membres de l'association. Des organismes de ce genre existent en Colombie-Britannique dans les secteurs de l'industrie forestière et maritime, de l'éducation, de la construction, des administrations municipales, l'industrie des pâtes à papier, les transports, l'hôtellerie et le secteur alimentaire, pour n'en nommer que quelques-uns.

J'ajouterais que l'amendement à l'article 12(2), sans vraiment régler la situation, institue une procédure pénible puisqu'il exige une intervention de la Commission anti-inflation, et rien ne nous garantit la durée de cette procédure.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Lee, ce que vous dites est parfaitement exact, mais ces associations se regroupent pour les salaires mais non pas pour les prix. Par conséquent, c'est une lacune grave dans le domaine des relations employeur-employés, cela revient à poser une contrainte sur les salaires qui ne s'applique pas aux termes de l'association aux prix.

M. Cafik: Monsieur le président, excusez-moi, vous me permettez de répondre? Cet amendement porte sur l'article 3(2) et traite des prix et restrictions. Un amendement complémentaire traite de la compensation des groupes ainsi couverts. Les répercussions seraient doubles pour les prix pratiqués par ces groupes, de même que pour la rémunération de leurs employés.

M. Macdonald (Rosedale): Mais c'est l'administration de l'aspect prix qui posera des problèmes. Cela s'applique peut-être fort bien à la Colombie-Britannique; je ne suis pas certain que l'Association de Colombie-Britannique sache quelles en seront les répercussions sur le reste du pays. Pour notre part, nous ne le savons certainement pas.

Le président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: Monsieur le président, je suis fermement opposé à ce bill à cause de ses répercussions . . .

Des voix: Vous voulez parler du bill?

Une voix: Faites attention à ce que vous dites!

Une voix: N'oubliez pas que nous sommes tous vos amis.

Une voix: Il a retourné sa veste?

Le président: M. Herbert.

M. Herbert: J'espère que cela ne sera pas transcrit dans le procès-verbal.

Une voix: Nous avons un fauteuil pour vous de ce côté, Hal.

M. Herbert: . . . en effet, cet amendement supprime le terme «sélectif», qui se trouve à la racine même du bill.

J'imagine que s'il en avait parlé de cet amendement à certains des groupes qui ont paru devant nous, par exemple l'Association des hommes d'affaires indépendants, ils auraient eu une réaction un peu violente. Je pense également à ce qu'aurait pensé l'Association canadienne de la construction de cet amendement.

[Text]

I am agreed that if we want to go 100 per cent across the board, this is the kind of amendment. But than the whole nature of the bill should be changed. If we are no longer talking about selective controls then instead of passing this particular amendment let us get rid of the words "selective controls" and let us go 100 per cent for the whole economy. But so long as we are discussing the bill with selective controls, this particular amendment does not make any sense.

On that basis I am completely and categorically opposed to the passing of this amendment.

The Chairman: Thank you. Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I find some difficulty in establishing what is an employer association. There is no such amendment put forward.

An hon. Member: On a point of order.

Le président: A l'ordre.

• 1145

Mr. Lambert (Edmonton West): No. There was no such amendment put forward. There is no such amendment and, Mr. Chairman, there is none yet before us.

The Chairman: That is right.

Mr. Lambert (Edmonton West): Now the only point is, as I said: are we going to get a succession of amendments like a dog with diarrhoea tripping all over the sidewalk, or are we going to work on a deadline here? That guillotine was imposed by Mr. Cafik's entreaties to his colleagues.

Mr. Gray: No, no. I did it.

Mr. Lambert (Edmonton West): He was part of the jackboot gang, too. I must say that...

Mr. Cafik: Guilty.

Mr. Lambert (Edmonton West): ... if we are going to have all this sort of thing now on the substance of the argument, I agree with the Minister on this point.

The Chairman: Thank you.

Monsieur Clermont.

M. Clermont: Non, je passe.

Le président: Monsieur Leblanc.

M. Leblanc (Laurier): Merci, monsieur le président. Je dois dire immédiatement que je suis contre un tel amendement. Même qu'une *Employer Association*, je ne sais pas, moi, ce que c'est, on n'a pas de définition de cela, et je suis d'accord avec M. Lambert qu'une *Employer Association* cela peut être un peu n'importe quoi. Mais en plus, si cela comprenait des associations qui pourraient être définies un peu plus tard, cela voudrait dire que nous aurions besoin, au lieu de 200 fonctionnaires, peut-être de 2,000 fonctionnaires pour faire appliquer cette loi-là. Et d'après l'interprétation qui nous a été donnée hier soir par M. Jean-Luc Pepin, le président de la Commission, ils veulent essayer de fonctionner, vu que c'est un travail sélectif, avec environ 200 personnes; et avec un tel amendement, il faudrait à peu près 2,000 à 3,000 personnes pour pouvoir mettre le programme en vigueur. Si on se souvient de ce qui se passait dans le temps de la guerre, et du nombre de fonctionnaires qui existaient pour appliquer le programme de restriction de contrôle et de gel qu'on avait, on peut penser que cela pourrait amener beaucoup d'autres choses que ce nombre de fonctionnaires.

[Interpretation]

Je conviens que si nous voulons couvrir 100 p. 100 des cas, cet amendement se justifie. Mais, dans ce cas, tout le bill est modifié. S'il ne s'agit plus de contrôles sélectifs, au lieu d'adopter cet amendement, supprimons l'expression «contrôles sélectifs» et couvrons toute l'économie à 100 p. 100. Mais tant que nous discuterons d'un bill portant sur les contrôles sélectifs, cet amendement est dénué de sens.

Pour cette raison, je m'oppose catégoriquement à l'adoption de cet amendement.

Le président: Merci. Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, j'ai quelque difficulté à me représenter ce qu'est une association d'employeurs. Aucun amendement à ce sujet n'a été déposé.

Une voix: J'invoque le Règlement.

The Chairman: Order, please.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non. On n'a pas proposé un tel amendement, et nous n'en sommes toujours pas saisis.

Le président: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Allons-nous donc avoir toute une suite d'amendements comme un chien souffrant de la diarrhée, ou allons-nous respecter une échéance? C'est M. Cafik qui a tout commencé.

M. Gray: Non, j'en suis le responsable.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il faisait également partie de la bande.

M. Cafik: Vous êtes coupable.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Si nous allons divaguer ainsi sur des points fondamentaux, je dois vous dire que je partage l'avis du ministre là-dessus.

Le président: Merci.

Mr. Clermont.

Mr. Clermont: I pass.

The Chairman: Mr. Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Thank you, Mr. Chairman. I should point out right away that I am against such an amendment. An "Employer Association" could mean almost anything, since there is no definition in the act. If it includes associations which could be defined later on, that means that we would need some 2,000 employees instead of 200 in order to apply the act. According to the information given to us yesterday evening by Mr. Jean-Luc Pépin, the Chairman of the Board, they are going to try to get along with around 200 people. If this amendment is adopted, something like 2,000 or 3,000 people would be needed for the application of the program. Remember what happened during the war. All sort of officials were necessary to apply the controls and freeze restrictions. The adoption of such an amendment could result in more than simply a plethora of officials.

[Texte]

Le président: A l'ordre! Monsieur Leblanc.

M. Leblanc (Laurier): De plus, je pense qu'un autre argument qui peut être invoqué, monsieur le président, c'est qu'on essaie de faire par une motion de ce genre-là, une interprétation du projet de loi et que je pense que l'interprétation devrait être laissée à la Commission, aux gens qui ont été nommés pour s'en occuper, et je pense également que si la Chambre de commerce du Canada avait vu un tel amendement, ses conclusions auraient été différentes et que les recommandations qu'elle nous a faites auraient été totalement différentes aussi. Alors, pour ces raisons, monsieur le président, je vais me prononcer contre la motion.

Le président: Merci, monsieur Leblanc. J'aimerais souligner que le temps passe. Je demanderais aux membres du Comité de limiter leurs remarques, et de les faire les plus brèves possibles. J'ai encore cinq noms: MM. Demers, Clarke, Philbrook, Rodriguez, Stevens.

Monsieur Demers.

Mr. McGrath: Do I understand correctly, Mr. Chairman, that we are on the point of order?

The Chairman: We are on the amendment.

Mr. McGrath: The amendment has been moved?

The Chairman: Yes.

Monsieur Demers.

M. Demers: Monsieur le président, je voudrais m'opposer à cette motion pour une raison assez simple. C'est que l'expression «*Employer Association*» est un terme excessivement vague et, si je comprends bien, cela pourrait inclure des entreprises comme les *Dairy Queen*, *MacDonald's* ou *Ponderosa*, enfin toutes les associations de ce genre et on sait qu'ordinairement, chacune de ces entreprises-là est une petite entreprise familiale qui s'est jointe à une association pour améliorer sa situation sur le plan des achats. Et la principale raison pour laquelle on propose une méthode sélective, dans le projet de loi, c'est qu'on sait que les compagnies qui possèdent 500 employés et plus, en règle générale sont de très grosses compagnies où le système comptable est très efficace parce que les administrateurs de ces compagnies-là doivent protéger les actionnaires. Donc, ce système de comptabilité étant très efficace pour protéger les actionnaires, il permet également d'établir assez souvent les coûts par unité de production ou du moins par groupe d'unités de production et à ce moment-là, il est très facile pour le gouvernement, pour la Commission de lutte contre l'inflation de contrôler les augmentations de coût. On sait que les petites entreprises, qui sont comme on dit en français un *one man show* assez souvent, sont assez difficiles à contrôler, ce sont souvent des entreprises où les revenus proviennent de paiement en argent comptant, par conséquent, il est assez facile de frauder l'impôt et cela rend la loi très difficile à appliquer.

Le président: Merci, monsieur Demers.

Mr. Clarke.

• 1150

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, I want to ask the Minister if his interpretation of this amendment would be to include all members of associations like The Canadian Construction Association, the Canadian Manufacturers' Association, the Canadian Federation of Independent Business, the Hotel Association of Canada, the Canadian Restaurant Association. In fact, I would have

[Interprétation]

The Chairman: Order, please. Mr. Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Moreover, I am of the opinion that such an amendment seeks to impose a certain interpretation of the bill, and I think that the interpretation of the bill should be left up to the Board and to those appointed to take care of such matters. If the Chamber of Commerce of Canada had seen such an amendment, its conclusions and recommendations would have been very different indeed. For these reasons, I am against the motion.

The Chairman: Thank you, Mr. Leblanc. Time is flying by, and I would ask the members of the Committee to be as succinct as possible. There are five more names on my list: Messrs. Demers, Clarke, Philbrook, Rodriguez, and Stevens.

Mr. Demers.

M. McGrath: Dois-je comprendre, monsieur le président, que nous discutons toujours de ce rappel au Règlement?

Le président: Il est question maintenant de l'amendement.

M. McGrath: L'amendement a-t-il été proposé?

Le président: Oui.

Mr. Demers has the floor.

Mr. Demers: I am against the amendment for the following reasons. The term "Employer Association" is most imprecise. If my understanding is correct, it could include businesses like Dairy Queen, MacDonald's or Ponderosa. Many such businesses could be included in this definition, even though they are usually small family businesses which become members of an association in order to improve their purchasing power. We should not forget that, if a selective method was proposed in the bill, it was to take into account the fact that firms with 500 employees and more are usually big businesses with a very efficient book-keeping system. The directors of these firms have a very efficient book-keeping system in order to protect their shareholders. At the same time, they are often able to establish a per unit cost, or at least break down their cost into production unit groups. This means that it is quite easy for the government and the Board to control price increases. It is a well fact that it is difficult to have any measure of control over small businesses which are, as we say in French, one-man shows. Payment for transactions are often made in cash which makes it easy for them to deceive the Internal Revenue and so it is difficult to apply any legislation to such small businesses.

The Chairman: Thank you, Mr. Demers.
Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): J'aimerais savoir si l'interprétation que fait le Ministre de cet amendement engloberait tous les membres d'associations telles que l'Association canadienne de la construction, l'Association des manufacturiers canadiens, la Canadian Federation of Independent Business, la Hotel Association of Canada, et la Canadian Restaurant Association. De fait, très peu d'entre-

[Text]

a difficult time envisaging very many businesses that would be outside the scope of this amendment because every kind of association would have a combination of 500 employees or more, I would think. Can we have the Minister's comments?

Mr. Macdonald (Rosedale): I think the comment is well made. It really depends on what an Employer Association—capital “E”, capital “A”—is. If it is a group of employers that are formally associated for collective bargaining purposes, that is a little more restricted. An association of employers would include all the organizations you mentioned—the Chamber of Commerce, the Canadian Bankers' Association and many others. It depends very much on what the definition of employer association is.

Mr. Cafik: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Cafik, on a point of order.

Mr. Cafik: I think it is important. I did indicate earlier that there would be a consequential amendment and that is why I put the caveat into the definitions clause; perhaps it is my fault that I did not refer to this in my opening remarks. But clearly, “employer association” requires definition, and the definition that I propose is as follows, which would be a consequence, if this were passed. I move that Bill C-73 be amended in Clause 2, page 2 on line 35 by adding:

employer association means any organization of employers formed for purposes including the regulation of relations between employers and employees;

In other words, a bargaining agent. And it follows the definition for “employee organization” already in the bill and parallel to it, describing it in the opposite side of the coin. That seems to me at least to overcome the arguments which would be very legitimate without such a definition of the term “employer association”. That is really a consequential amendment on this, if it were to pass.

Mr. Chairman, I do not know whether there is any need for the Committee to give any further consideration. You may want to stand that for a few hours and get back to it after lunch. I hate to see the Committee tied up all this length of time on one amendment.

The Chairman: Mr. Stevens, on a point of order.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I was just going to make some comment in relation to what Mr. Cafik has just said. I, too, hate to see us tied up in this way. I think it is most unfair to have introduced this amendment that triggered this discussion. Surely the government side can get their own house in order to decide what amendments they are willing to come in with without having suggestions from certain of the members obviously not acceptable to the Minister. I think this has very far-reaching implications. I do not know, frankly, whether it is a good amendment or not. But if the Minister states that he is uneasy by including this type of new-sector coverage, I think this Committee should vote on it and hopefully vote it down because we need a minimum of uncertainty in any type of controls program. If this is going to introduce still more uncertainty as to what the implications are, I hope that the Committee will not introduce that aspect to make the legislation even worse than it is at the present time.

[Interpretation]

prises ne tomberaient pas sous la coupe de cet amendement puisque toutes les associations d'entreprises au Canada auraient 500 employés ou plus, à ce qu'il me semble. Puis-je savoir ce que le Ministre en pense?

M. Macdonald (Rosedale): Vous faites bien de soulever ce point. Tout dépend de la définition du terme, «Association d'employeurs», avec un «A» majuscule. S'il s'agit d'un groupe d'employeurs qui se mettent ensemble aux fins des négociations collectives, la définition serait plus restrictive. Une association d'employeurs engloberait toutes les associations que vous avez mentionnées, telles que la Chambre de commerce et l'Association des banquiers canadiens. Tout dépend de la définition du terme.

M. Cafik: J'invoque le Règlement.

Le président: M. Cafik invoque le Règlement.

M. Cafik: J'ai dit plus tôt qu'il y aurait un amendement à faire et c'est pour cela que je me suis qualifié en rédigeant l'article qui propose la définition. J'aurais dû en parler tout au début. Il va de soi qu'il nous faut définir le terme «association d'employeurs» et je vous propose la définition qui suit. Je propose que l'article 2 du Bill C-73, à la page 2, ligne 35, soit modifié en y ajoutant:

association d'employeurs désigne toute association d'employeurs constituée notamment pour régir les relations entre employés et patrons;

En d'autres termes, il s'agit d'un agent négociateur. Ma définition est parallèle à celle du «syndicat» qui figure déjà au bill et qui décrit, pour ainsi dire, l'autre côté de la médaille. Cela me semble réfuter les arguments qui seraient valables si une telle définition n'existait pas. C'est un amendement que je fais après coup.

Je ne sais pas s'il serait nécessaire que le Comité étudie davantage mon amendement. On pourrait toujours le réserver pendant quelques heures et y revenir après l'heure du lunch. Je n'aime pas que le Comité passe tant de temps à étudier un seul amendement.

Le président: M. Stevens invoque le Règlement.

M. Stevens: J'ai une remarque à faire au sujet des observations que vient de faire M. Cafik. Moi aussi, je n'aime pas gaspiller trop de temps là-dessus. C'est très injuste d'avoir présenté cet amendement en premier lieu. J'espère que le gouvernement est capable de mettre de l'ordre dans sa propre maison et décider quels amendements seront faits sans que certains membres du Comité ne fassent d'autres amendements qui ne sont pas acceptables au Ministre. Un tel procédé peut avoir des répercussions assez graves. J'ignore si l'amendement est bon ou pas, mais si le Ministre nous dit qu'il hésite à inclure de tels amendements, je pense que nous devrions passer au vote et, j'espère, rejeter l'amendement. Il nous faut une certaine marge d'incertitude dans tout programme de contrôle. Si l'amendement proposé créerait une marge d'incertitude plus grande encore quant aux répercussions du bill, je compte sur le Comité de ne pas l'adopter, pour que le bill ne soit pas pire qu'il ne l'est déjà.

[Texte]

The Chairman: Is the Committee ready for the question?

Mr. Neil: On a point of order.

The Chairman: Mr. Neil, on a point of order.

Mr. Neil: I wonder whether this could be stood; if you look at Clause 12 of the bill I think it covers a similar situation. It is not as sweeping but I think it covers what Mr. Cafik is trying to do.

• 1155

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Neil, you are quite right in saying that Clause 12 indicates a different approach. It indicates a considered decision in every particular case as to whether it should be added. This would merely add groups in general. That is the distinction between the two viewpoints.

The Chairman: One further point, Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I can understand what Mr. Cafik is talking about and I sympathize with the point of view he presents. I know, for example, that the hotel association in our area bargains with the bartenders and waitresses, and they get together to set standards of services and the cost of those services. In effect, under this particular clause we are discussing, they would not be covered within that wording. I think his amendment is attempting to cover them in that respect.

He also points out very effectively how it covers employees, but on the other hand employee associations with more than 500—but certainly it does not cover the other side of the question. And once again, this points up to me the very difficult nature of doing what you are trying to do, and even at this stage of the game bringing in a bill that is being amended—there are more amendments than original clauses in the bill and this makes me think it is just a lot of baloney.

The Chairman: Is the Committee ready for the question? Mr. Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Oui. Je voudrais...

Le président: Sur l'amendement de M. Cafik.

M. Lambert (Bellechasse): Absolument. Je voudrais dire d'abord qu'il m'est très difficile d'avoir une compréhension parfaite de cet amendement parce que je n'ai que la version anglaise qui a été transmise aux membres du Comité, soit dit sans faire de reproche à qui que ce soit.

En rapport avec cet article, je voudrais demander au ministre, quelle est l'idée qui a incité les autorités à inclure dans ce bill, à l'article 3(2)a)(ii), le nombre de 500 employés et dans l'autre, au même article, sous-alinéa (iv) 20 employés seulement. Est-ce qu'il y a une raison qui a motivé le ministère à établir une marge aussi considérable entre les deux catégories d'employeurs?

M. Macdonald (Rosedale): Oui, monsieur Lambert. Nous avons décidé que le programme doit être sélectif plutôt que compréhensif. Ainsi nous avons identifié les grandes entreprises comme étant celles sur qui nous exercerons des contrôles, mais pas les plus petites. Entre autres raisons, les grandes compagnies peuvent plus facilement répondre à des demandes de rapports, d'information, que les petites.

[Interprétation]

Le président: Le Comité est-il prêt à passer au vote?

M. Neil: J'invoque le Règlement.

Le président: M. Neil invoque le Règlement.

M. Neil: Ne pourrait-on pas réserver cet amendement? Si vous jetez un coup d'œil sur l'article 12 du bill, vous allez voir que des situations semblables y sont envisagées. Les dispositions en sont moins générales, mais je pense que l'article accomplit déjà ce que M. Cafik essaie de faire.

M. Macdonald (Rosedale): Vous avez raison de dire que l'article 12 aborde les choses d'une façon différente, monsieur Neil. D'après cet article, chaque cas précis doit être étudié à ses mérites. Ici, on ne ferait qu'ajouter des groupes généraux. C'est la différence entre les deux points.

Le président: Une autre question, monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, je comprends ce que veut dire M. Cafik et je comprends aussi son point de vue. Par exemple, je sais que les associations hôtelières de la région négocient avec les garçons et les filles de table et qu'il est question de normes de service et de prix à ces occasions. Évidemment, l'article dont nous parlons en ce moment ne tient pas compte de cet état de chose. Je crois que ce serait différent si on adoptait le présent amendement.

Il souligne aussi que les employés sont couverts, mais que d'autre part, les associations d'employés regroupant plus de 500 employés... mais rien n'est dit sur l'autre aspect de la question. Encore une fois, cela ne fait que souligner les difficultés auxquelles vous devez faire face et même à ce stage-ci du jeu, faire adopter un projet de loi dont on discute les amendements... il y a maintenant plus d'amendements qu'il n'y avait d'articles dans le bill à l'origine et cela me porte à croire que tout ceci n'est que de la bouillie pour les chats.

Le président: Le Comité veut-il passer au vote? Monsieur Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes. I would like...

The Chairman: On Mr. Cafik's amendment.

Mr. Lambert (Bellechasse): Absolutely. First I would like to say that I find it very difficult to understand this amendment perfectly because I only have the English version that was given to the members of the Committee, but I am not saying that by way of reproach for anyone.

Concerning this clause, I would like to ask the Minister what brought the authorities to include in this bill in clause 3 (2)(a)(ii) the figure of 500 employees and in the same breath, in (iv) 20 employees only. Does the ministry have a reason for having established such a considerable margin between the two categories of employers?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, Mr. Lambert. We decided that the program should be selective rather than comprehensive and we identified big enterprise as being the sector over which we would exercise control as opposed to smaller enterprise. Among other reasons, the bigger companies can more easily answer our requests for reports and information.

[Text]

M. Lambert (Bellechasse): Est-ce que, monsieur le ministre, vous pouvez nous dire s'il y a d'autres catégories de services, d'industries ou d'entrepreneurs qui comportent un nombre d'employés qui correspond entre 20 et 500, mais qui ne sont pas prévues sauf pour l'industrie de la construction? Est-ce qu'il y a d'autres secteurs qui pourraient figurer parmi les 20, par exemple, à l'exception du secteur de la construction?

M. Macdonald (Rosedale): C'est possible, monsieur Lambert, qu'il se présentera de tels cas et c'est pour cette raison que nous avons proposé l'article 12 dans des circonstances spéciales et nous pouvons inclure d'autres groupes, d'autres compagnies dont le nombre d'employés varie entre 20 et 500. Mais nous avons décidé que dans ce cas, nous devons avoir un examen spécifique de chaque situation pour déterminer si les circonstances justifient une telle extension d'application des contrôles.

• 1200

M. Lambert (Bellechasse): Ne croyez-vous pas, monsieur le ministre, qu'il existe un danger du fait que la Commission puisse avoir le pouvoir d'établir des règlements, les faire approuver par le gouverneur en conseil, qui viseraient des situations qui ne sont pas prévues dans le bill? Ne croyez-vous pas que cela peut être de l'autorité qui serait conférée à la Commission qui ne serait pas comprise dans l'idée des parlementaires en vertu de cette mesure législative?

M. Macdonald (Rosedale): Si je comprends bien, vous me demandez s'il est possible qu'il y ait, par exemple, des groupes d'employeurs qui ne sont pas inclus spécifiquement ici? Je dois dire que oui, et pour cette raison, nous avons inclus la procédure à l'article 12 en vue de faire des additions, si c'est nécessaire, à un groupe assujéti à des contrôles spécifiques.

Le président: Monsieur Lambert, le Comité avait décidé d'ajourner à midi, mais si le Comité est prêt à disposer de cet amendement immédiatement, nous pourrions procéder à la mise aux voix.

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Gray.

Mr. Gray: Is it the Minister's point of view that this amendment is inappropriate because it would be a better procedure to do what is permitted already by the bill, that is to say, direct the Anti-Inflation Board to carry out a study of this type of issue, and then act on the basis of the Anti-Inflation Board's report?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Gray, it is more than just a procedural observation; it is the precise decision, substantively, that we should only apply it to a limited number of groups within the community and that this amendment would expand by an amount that no one can predict the number of additional groups that would be put in here.

Mr. Gray: But you are not saying that on further study the problem outlined by Mr. Lee and Mr. Cafik may not require some modification of the guidelines.

Mr. Macdonald (Rosedale): I am indeed. That is why clause 12 is in there. Perhaps the B.C. Employers Council or some other group can come in and make a case that they should be included and in that case Cabinet would have the authority to do so.

[Interpretation]

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Minister, could you tell us if there are other categories of services, industries or businesses whose employees fall between the 20 and 500 standards, but for which nothing is provided other than for the construction industry? Except for construction, are there other sectors that could fall under the 20 guideline?

Mr. Macdonald (Rosedale): It is possible, Mr. Lambert, that such situations could occur and that is why we included clause 12 for special circumstances and we can include other groups, other companies where the number of employees is between 20 and 500. However, we decided that in such case each situation should be examined specifically to determine whether circumstances justify such an extension of controls.

Mr. Lambert (Bellechasse): Do you not believe, Mr. Minister, that there is some danger in view of the fact that the Board will have the power to establish regulations, have them approved by the Governor in Council, and that these regulations could concern situations that are not provided for in the Bill? Do you not think that this would be conferring upon the Board authority that it was not the legislator's intention to grant by the passing of this Bill.

Mr. Macdonald (Rosedale): If I understand you correctly, you are asking me if it is possible, for example, that certain groups of employers are not specifically included in here. I must answer, yes, and for that reason we included this procedure in Clause 12 to be able to add, if it is necessary, to a group subject to specific controls.

The Chairman: Mr. Lambert, the Committee had decided to adjourn at noon, but if the Committee is ready to dispose of this amendment immediately, we can put it to the question.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Gray.

M. Gray: Le ministre croit-il que cet amendement porte à faux parce qu'il serait mieux, du point de vue de la procédure, de faire ce que le bill permet déjà, c'est-à-dire de demander à la Commission de lutte contre l'inflation d'étudier ce genre de questions puis agir ensuite en se fondant sur le rapport de la Commission?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Gray, c'est beaucoup plus que de la simple procédure; il a été décidé, en substance, que cela ne s'appliquerait qu'à un nombre limité de groupes au sein de la collectivité et cet amendement porterait à un nombre incalculable le nombre de groupes additionnels qu'on devrait y inclure.

M. Gray: Mais vous ne prétendez pas que, suite à une étude plus poussée du problème posé par MM. Lee et Cafik, les directives n'auraient pas besoin d'être modifiées.

M. Macdonald (Rosedale): C'est exactement ce que je prétends. C'est pour cela que nous avons l'article 12. Il se pourrait fort bien que le Conseil des employeurs de la Colombie-Britannique ou qu'un autre groupe nous trouve qu'on aurait dû les inclure et dans ce cas, le Conseil des ministres aurait le pouvoir de le faire.

[Texte]

Mr. Gray: Mr. Chairman, I think the concern of Mr. Lee and Mr. Cafik is that the procedure arising out of bringing together clause 3 and clause 12(2) would be unduly lengthy and cumbersome requiring, first, a specific direction by the Governor in Council to the Anti-Inflation Board; second, hearings by the Anti-Inflation Board; third, a report by the board to the Governor in Council, following which the Governor in Council may or may not decide to amend the guidelines.

Would not the amendment we are going to consider, which is in page 5 of the xeroxed amendments, enable the Governor in Council to make such an amendment to the guidelines directly without first interposing the hearings by the Anti-Inflation Board? If I am correct in this, it may remove the concern of Mr. Lee and Mr. Cafik which has given rise to this amendment.

Mr. Macdonald (Rosedale): No, it deals with the dating only of such an order; it does not enable any such short circuiting of the procedure under clause 12. In other words, this is to make it clear. The observation that might be made by Messrs. Lee and Cafik is that while the Anti-Inflation Board is considering this and then while it is before Cabinet, the situation would be prejudiced. Our job would be a direction to the Anti-Inflation Board that the decision is capable of being dated back. That would take away the incentive for any delay on anyone's part, and the parties involved would recognize that even if there were a subsequent order it would be applicable to the earlier date.

The Chairman: Thank you.

Amendment negatived.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, just before we adjourn, we abstained because we believe the accepting by yourself of this amendment was a breach of the agreement that we had.

• 1205

Some hon. Members: Hear, hear!

The Chairman: The Committee is adjourned until 3.30 p.m. this afternoon in the same room. Thank you.

AFTERNOON SITTING
(89)

Thursday, November 20, 1975

• 1541

The Chairman: A l'ordre. Order. We shall resume consideration of Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada. We are on Clause 3. Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I think the Minister this morning referred to an amendment and this was tabled, you will recall on November 7. I would like to move that Clause 3(2) (b) of Bill C-73 be amended by striking out lines 6 and 7 inclusive on page 5 and substituting the following:

graphs (a) (i), (ii), (iv) or (v),

(ii) employees, who are members of a profession, of persons whose prices or profit margins are subject to restraint in accordance with guidelines established pursuant to subparagraph (a) (iii), and

[Interprétation]

M. Gray: Monsieur le président, je crois que MM. Lee et Cafik s'inquiètent de toute la procédure qui s'ensuivra si on met ensemble les articles 3 et 12(2), que ce serait beaucoup trop long et lourd parce que, d'abord, il faudrait que le gouverneur en conseil donne un ordre précis à la Commission de lutte contre l'inflation; ensuite, audition par ladite Commission; troisièmement, rapport de la Commission au gouverneur en conseil qui décide alors que les directives seront amendées ou non.

L'amendement qui se trouve à la page 5 du document photocopié qu'on nous a remis ne permettrait-il pas au gouverneur en conseil d'amender les directives directement sans avoir à passer par les auditions de la Commission de la lutte contre l'inflation? Si je ne me trompe pas, peut-être l'amendement de MM. Lee et Cafik deviendra-t-il inutile puisqu'ils n'auront plus ces inquiétudes.

M. Macdonald (Rosedale): Non, il ne s'agit que de la date de cet ordre; rien ne permet de court-circuiter la procédure établie à l'article 12. En d'autres termes, mettons les choses au point. MM. Lee et Cafik prétendent qu'on peut subir préjudice tandis que la Commission de lutte contre l'inflation et le Conseil des ministres étudient la situation. Nous dirions tout simplement alors à la Commission de lutte contre l'inflation que la décision a un effet rétroactif. Cela encouragerait les gens à faire vite et les parties concernées sauraient que même si la décision se prend un peu plus tard, qu'elle a un effet rétroactif.

Le président: Merci.

(L'amendement est rejeté.)

M. Stevens: Monsieur le président, juste avant de lever la séance, nous nous sommes abstenus parce que nous croyons que vous n'avez pas respecté notre accord en acceptant cet amendement.

Des voix: Bravo, bravo!

Le président: La séance est levée jusqu'à 15 h 30 aujourd'hui dans cette même pièce. Merci.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(89)

Le jeudi 20 novembre 1975

Le président: Order. A l'ordre. Nous reprenons l'étude du bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada. Nous étudions l'article 3. Monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, je pense que le ministre a fait allusion ce matin à un amendement qui a été déposé le 7 novembre. Je propose donc que l'alinéa 3 (2) b) du bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 5 et 6, à la page 5, par ce qui suit:

des sous-alinéas a) i), (ii), (iv), ou (v),

(ii) des personnes qui exercent une profession libérale pour le compte d'un employeur dont les prix et les marges bénéficiaires sont assujettis aux indicateurs établis en vertu du sous-alinéa a) (iii) et,

[Text]

(iii) all public sector employees not

and that would end it.

I think there was some doubt in our discussion Mr. Chairman, as to the possibility of salaried members of the professions. I think this amendment would clarify that situation and I would bring it before the Committee.

The Chairman: Thank you. Move by Mr. Trudel that Clause 3.(2) (b) of Bill C-73 be amended by striking out lines 6 and 7 inclusive on page 5 and substituting the following:

graphs (a) (i), (ii), (iv), (v),

(ii) employees who are ...

Shall I dispense? Thank you. Are there any questions on the amendment?

Mr. Trudel: It is my feeling, Mr. Chairman, we had a discussion on that this morning. Unless some of the other members ...

Motion agreed to.

Mr. Trudel: On the same clause, Mr. Chairman. This will be a new subclause and that was also tabled on November 7, you will recall. I move that Bill C-73 be amended by adding thereto immediately after Clause 3 (3) on page 5, the following subclause:

(3.1) A guideline established by a regulation made pursuant to subsection (2) may be applicable to

(a) all suppliers, persons or employees described in subparagraph of paragraph (2) (a) or (b) or to all dividends, or

(b) a particular class of suppliers, persons, employees or dividends specified in or in relation to the guideline.

Mr. Chairman, this amendment would authorize the making of guidelines specifically applicable to particular classes of suppliers, persons, employees and dividends as well as guidelines that are not of general application. I think there was some considerable discussion as well on this subject.

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel. It is moved by Mr. Trudel that Bill C-73 be amended by adding thereto immediately after Clause 3 (3) on page 5 the following subclause ... Shall I dispense? Are there any comments on the amendment? Mr. Cafik.

Mr. Cafik: I have a position for clarification. This is the one that Mr. Gray, I think, alluded to in his questioning prior to lunch, as to whether this allows the Governor to make certain persons or classes of persons subject to the guidelines directly. And the Minister, I think, replied that it was in relationship only to the establishment of the dates. I find myself confused in reading the amendment in relationship to subclause (3) to come to that conclusion. I wonder if that might be clarified a little bit.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Cafik, I think you are referring to amendment number 4. This is amendment number 3 and we have a fourth amendment to introduce Clause 3 (3.2).

[Interpretation]

iii) des employés du secteur public non

et c'est tout.

Je crois que nos discussions, monsieur le président, laissent planer certains doutes sur la situation des professionnels salariés. J'estime que l'amendement éclaircira la situation et j'en saisis le Comité.

Le président: Merci. M. Trudel propose que l'alinéa 3 (2) b) du bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 5 et 6, à la page 5, par ce qui suit:

des sous-alinéas a) (i), (ii), (iv) ou (v),

ii) des personnes qui ...

Puis-je vous en dispenser? Merci. Y a-t-il des questions sur l'amendement?

M. Trudel: A mon avis, monsieur le président, nous en avons discuté ce matin. A moins que certains députés ...

La motion est adoptée.

M. Trudel: Sur le même article, monsieur le président. Il s'agit ici d'un nouveau paragraphe, dont le texte fut également déposé le 7 novembre. Je propose que le bill C-73 soit modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe 3 (3), à la page 5, du paragraphe suivant:

(3.1) L'application des indicateurs établis par règlement en vertu du paragraphe (2) peut être étendue

a) aux fournisseurs, personnes et employés visés aux alinéas 2) a) et b) et à tous les dividendes, ou

b) aux catégories particulières de fournisseurs, de personnes ou d'employés ou de dividendes précisées par l'indicateur ou pour son application.

Monsieur le président, cet amendement autoriserait l'établissement d'indicateurs applicables spécifiquement à des catégories particulières de fournisseurs, de personnes ou d'employés ou de dividendes, ainsi que d'indicateurs qui ne sont pas d'application générale. Je crois que nous avons aussi longuement discuté de cette question.

Le président: Merci, monsieur Trudel. M. Trudel propose que le bill C-73 soit modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe 3 (3) à la page 5, du paragraphe suivant: dois-je vous en dispenser? Y a-t-il des commentaires sur l'amendement? Monsieur Cafik.

M. Cafik: J'aimerais avoir un éclaircissement. C'est à cet amendement que M. Gray, je crois, a fait allusion dans ses questions avant le déjeuner, à savoir si l'amendement permettait au gouverneur d'assujettir directement aux indicateurs certaines personnes ou catégories de personnes. Je crois que le ministre a répondu que l'amendement visait seulement l'établissement des dates. J'ai du mal à en venir à cette conclusion à la lecture de l'amendement au paragraphe (3). J'aimerais avoir un éclaircissement.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Cafik, je pense que vous faites allusion à l'amendement numéro 4. Nous en sommes à l'amendement numéro 3 et nous avons un quatrième amendement à proposer au paragraphe 3 (3.2).

[Texte]

The Chairman: It is the next one.

Mr. Cafik: No. I do not think so.

Mr. Macdonald (Rosedale): Amendment number 4 is the one to which I have made reference.

Mr. Cafik: Oh, I see, not to 3.

Mr. Macdonald (Rosedale): It will create Clause 3 (3.2) but it is the fourth in a series of amendments. It is perhaps the numbering that is confusing.

• 1545

Mr. Cafik: Thanks, Mr. Chairman, I am more confused now than before but . . .

The Chairman: Thank you, Mr. Cafik.

Mr. Stevens: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Before we deal with this proposed amendment, would the Minister indicate why he is suggesting that this amendment be added?

The Chairman: Mr. Trudel just mentioned the reason.

Mr. Stevens: No, I want it from the Minister.

Mr. Macdonald (Rosedale): That is the reason, that it would be possible to make guidelines specifically be applicable to particular classes of suppliers, persons, employees and dividends, as well as guidelines that are of general applications. There may be some reasons to have a differential in application.

Mr. Stevens: Could you give us a couple of specific instances?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, I will have to ask Mr. Gibson to come back to comment on this.

Mr. F. E. Gibson (Director, Legislation, Department of Justice): Mr. Chairman, there are several cases that we had in mind here.

In certain circumstances, if we take the example of private sector suppliers of commodities or services who employ 500 or more persons in Canada, the nature of businesses in the resource sector is different from the nature of businesses still with over 500 employees, in the retail sector. For reasons of the difference in nature of these businesses—and I use this only as an example, it might well be desirable to make a guideline different in relation to the retail sector from that which is applicable in the resource sector or the heavy industry sector or some other sector.

The same kind of example can apply in relation to the professional classes where it may be desirable to make a differentiation in the guidelines applicable to, say, the medical profession as opposed to the legal profession or certain other professions.

The sole objective of this amendment was to make it possible to subdivide the classes which are referred to in clause 3(2)(a) for purposes of adapting the guidelines to the peculiarities of various industry sectors or other elements of the covered classes.

[Interprétation]

Le président: C'est le prochain.

M. Cafik: Non, je ne pense pas.

M. Macdonald (Rosedale): C'est à l'amendement numéro 4 que j'ai fait allusion.

M. Cafik: Je vois, non au numéro 3.

M. Macdonald (Rosedale): Il deviendra le paragraphe 3 (3.2), mais c'est le quatrième de la série d'amendements. La numérotation est peut-être la cause de la confusion.

M. Cafik: Merci, monsieur le président; je suis encore plus embrouillé qu'avant, mais . . .

Le président: Merci, monsieur Cafik.

M. Stevens: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Avant que nous discussions de ce projet d'amendement, le ministre pourrait-il nous dire pourquoi il propose que l'on apporte cet amendement?

Le président: M. Trudel vient d'en donner la raison.

M. Stevens: Non, je veux l'entendre du ministre.

M. Macdonald (Rosedale): C'est la raison; il serait possible de rédiger des indicateurs applicables spécifiquement à des catégories particulières de fournisseurs, de personnes, d'employés ou de dividendes, ainsi que des indicateurs d'application générale. Certaines raisons pourraient justifier des applications différentes.

M. Stevens: Pourriez-vous nous donner quelques exemples précis?

M. Macdonald (Rosedale): Oui. Je dois demander à M. Gibson de présenter un commentaire à ce sujet.

M. F. E. Gibson (directeur, législation, ministère de la Justice): Monsieur le président, nous avons plusieurs cas à l'esprit.

Dans certaines circonstances, si l'on prend l'exemple des fournisseurs d'articles ou de services du secteur privé qui ont au moins 500 employés au Canada, la nature des entreprises du secteur de ressources diffère de celle des entreprises, qui ont toujours 500 employés, du secteur de la vente au détail. A cause des différences dans la nature de ces entreprises—et j'utilise ce cas seulement en exemple—il se pourrait fort bien qu'il soit opportun d'établir un indicateur différent pour le secteur de la vente au détail par rapport à l'indicateur applicable au secteur des ressources, ou au secteur de l'industrie lourde, ou à un autre secteur.

Un exemple similaire peut s'appliquer en ce qui concerne les catégories professionnelles où il pourrait être opportun de rédiger des indicateurs différents, par exemple, dans le cas de la profession médicale, par opposition aux professions juridiques ou d'autres professions.

Le seul objectif de l'amendement est de rendre possible la division des catégories mentionnées au sous-alinéa 3(2)a) afin d'adapter les indicateurs aux particularismes des divers secteurs industriels ou des autres éléments des catégories visées.

[Text]

The Chairman: Thank you.

Amendment agreed to.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: On that same clause, I have a new subclause that was tabled last night, Mr. Chairman, as members will recall. I would like to move that Bill C-73 be amended by adding thereto immediately before line 24 on page 5 the following subclause:

(3.1) An order of the Governor in Council made pursuant to subparagraph 3(2)(a)(v) may be made applicable on and after

(a) the day on which the direction was given to the Anti-Inflation Board pursuant to subsection 12(2) with respect to the particular private sector supplier of commodities or services or class of such suppliers to which the order relates, or

(b) a later day that is before the day on which the order is made,

if notice of intent to make it applicable on the day on which the direction was given or that later day, as the case may be, was given by a member of the Queen's Privy Council for Canada in the House of Commons on the day on which the direction was given or that later day, as the case may be.

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel. Moved by Mr. Trudel that Bill C-73 be amended by adding thereto immediately after line 24 on page 5 the following subclause. Shall I dispense?

An hon. Member: Dispense.

The Chairman: Dispensed. Mr. Trudel.

Mr. Trudel: That would complete the amendments on Clause 3, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Is it after line 23 or 24?

The Chairman: Twenty-four.

Mr. Trudel: Did I say...? On line 24. I am sorry if I said... I think I read, Mr. ...

The Chairman: Line 24.

Mr. Trudel: Immediately before line 24.

The Chairman: Immediately after line 24.

Mr. Trudel: Before line 24.

Mr. Macdonald (Rosedale): Immediately after line 23 and immediately before line 24. It is in effect putting it right in between the two of them.

Mr. Stevens: How do we want the motion? Is it immediately before...?

Mr. Trudel: Line 24.

Mr. Stevens: We seem to end up with two Clause 3.(1)'s; we just moved an amendment on Clause 3.(1) and now we have another Clause 3.(1).

[Interpretation]

Le président: Merci.

L'amendement est adopté.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Sur ce même article, j'ai un nouveau paragraphe dont le texte a été déposé hier soir, monsieur le président. Je propose que le Bill C-73 soit modifié par l'adjonction, avant la ligne 22, page 5, du paragraphe suivant:

(3.1) Le décret du gouverneur en conseil pris en vertu du sous-alinéa 3(2)a)(v) peut s'appliquer

(a) à compter de l'ordre donné à la Commission en vertu du paragraphe 12(2) au sujet des fournisseurs ou des catégories de fournisseurs d'articles ou de services du secteur privé visés, ou

(b) à compter d'une date ultérieure mais antérieure à celle du décret,

à la condition qu'un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada en connaisse, à la même date, préalablement à la Chambre des communes.

Le président: Merci, monsieur Trudel. M. Trudel propose que le Bill C-73 soit modifié par l'adjonction, après la ligne 22, à la page 5, du paragraphe suivant. Puis-je m'en dispenser?

Une voix: Dispensez.

Le président: Dispensé. Monsieur Trudel.

M. Trudel: Ceci termine les amendements à l'article 3, monsieur le président.

M. Stevens: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Est-ce après la ligne 21 ou 22?

Le président: Vingt-deux.

M. Trudel: Ai-je dit—? A la ligne 22. Je m'excuse d'avoir dit... je pense avoir lu, monsieur...

Le président: Ligne 22.

M. Trudel: Immédiatement avant la ligne 22.

Le président: Immédiatement après la ligne 22.

M. Trudel: Avant la ligne 22.

M. Macdonald (Rosedale): Immédiatement après la ligne 21 et immédiatement avant la ligne 22. En fait, l'amendement se trouve placé juste entre les deux paragraphes.

M. Stevens: Comment voulez-vous la motion? Est-ce immédiatement avant...

M. Trudel: La ligne 22.

M. Stevens: Il semblerait que nous ayons deux paragraphes 3.(1); nous venons de proposer un amendement au paragraphe 3.(1) et nous avons maintenant un autre paragraphe 3.(1).

[Texte]

The Chairman: Clauses 3.(1) and 3.(2).

Mr. Stevens: This one is Clause 3.(2)?

The Chairman: That is correct.

Mr. Trudel: Mr. Chairman that would conclude the amendments to Clause 3.

The Chairman: Shall the amendment carry?

Mr. Stevens: Mr. Chairman, would the Minister also give us an explanation with respect to this amendment?

Mr. Macdonald (Rosedale): This is referring to the situation we were talking about this morning. If I could just take you over to Clause 12(2), at the very bottom of page 10:

(2) The Board shall, on receipt of a direction from the Governor in Council and not otherwise, conduct, such inquiry . . .

to shorten it somewhat—as to whether another group is of such strategic importance to the containment and reduction of inflation in Canada that they should be added to the groups already stipulated under Clause 3. So you would have the situation here where the Governor in Council would make the direction, the Anti-Inflation Board would have to conduct the inquiry and report back to the Governor in Council who would then have to make an order in council as to whether they should be added.

There is some concern that while that procedure is very deliberate and therefore will require some time, it might be long enough to permit the parties to take action in some way to evade the guidelines. On this basis the purpose of the amendment is to make it clear that either on the day on which the direction is given by the Governor in Council, or at some later day as the Governor in Council might choose, the member of the Queen's Privy Council could indicate in the House that the direction was given and that, therefore, the order would be effective as of that date even though it would be made at a later date.

The Chairman: Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Stevens asked my question, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Mr. Cafik.

Mr. Cafik: This does mean, then, that it can be effective immediately, I gather. What happens if the Anti-Inflation Board comes back with a recommendation not supporting the action already taken by the Governor in Council?

Mr. Macdonald (Rosedale): Actually, all that is effective is the period of notice to this particular group. The Anti-Inflation Board is considering whether they too should be added to the enforcement provisions. If the Anti-Inflation Board then goes ahead and makes its finding and comes back and recommends to the Governor in Council against adding them, or even if they do recommend it and the Governor in Council decides not to take that advice, and, therefore, does not enact an order in council, nothing legally, happens. What they will do from the date of this notice is to be on notice that this may happen to them, but the actuality of it will depend on an order in council.

[Interprétation]

Le président: Les paragraphes 3.(1) et 3.(2).

M. Stevens: Celui-ci est le paragraphe 3.(2)?

Le président: C'est exact.

M. Trudel: Monsieur le président, cela termine les amendements à l'article 3.

Le président: L'amendement est-il adopté?

M. Stevens: Monsieur le président, le ministre pourrait-il nous donner également une explication de cet amendement?

M. Macdonald (Rosedale): Il s'agit de la question dont nous avons parlé ce matin. Reportez-vous un instant au paragraphe 12(2), tout au bas de la page 10:

(2) La Commission doit, uniquement dans les cas où elle en reçoit l'ordre du gouverneur en conseil, procéder aux enquêtes . . .

en deux mots, afin d'établir si un autre groupe est d'une importance telle, pour la réduction et l'endiguement de l'inflation au Canada, qu'il devrait être ajouté aux autres groupes déjà visés à l'article 3. Dans ce cas, le gouverneur en conseil devrait en donner l'ordre; la Commission devrait alors procéder aux enquêtes et faire rapport au gouverneur en conseil qui devrait ensuite établir par décret l'opportunité d'ajouter ce groupe.

Certains craignent que, bien que les mécanismes soient très explicites il faudra attendre un certain temps avant leur application, ce qui pourrait être suffisant pour permettre aux parties en cause de prendre des mesures qui leur permettraient d'une façon ou d'une autre de contourner les indicateurs. Dans ce cas, l'amendement a pour but de préciser clairement que, soit le jour où l'ordre est donné par le gouverneur en conseil, ou à une date ultérieure si le gouverneur en conseil en décide ainsi, le membre du Conseil privé de la Reine pourrait indiquer à la Chambre que l'ordre s'appliquera à partir de cette date même si l'ordre peut être effectivement donné à une date ultérieure.

Le président: Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): M. Stevens a posé ma question, monsieur le président.

Le président: Merci. Monsieur Cafik.

M. Cafik: J'en conclus que cela équivaut à une entrée en vigueur immédiate. Qu'arriverait-il si la Commission présentait par la suite une recommandation à l'encontre des mesures déjà prises par le gouverneur en conseil?

M. Macdonald (Rosedale): En fait, c'est seulement la période d'avis à un groupe particulier qui est en vigueur. La Commission se demande s'il ne faudrait pas l'ajouter aux dispositions de mise en application. De la commission procède aux études et fait par la suite une recommandation contraire au gouverneur en conseil, ou même si la recommandation est positive et que le gouverneur en conseil décide de ne pas tenir compte de cet avis, et que, par conséquent, il n'émet pas de décret, en droit, rien ne s'est produit. En fait, à compter de la date de cet avis, le groupe sera avisé de la possibilité d'une telle application, mais sa réalisation dépendra du décret du Conseil.

[Text]

Mr. Cafik: If it were sustained by the action of the Anti-Inflation Board in its recommendation, and then sustained again by positive action on the part of the Governor in Council, would the effective date of that be the date originally conceived by the Governor in Council and stated in the House of Commons?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes.

Mr. Cafik: So it would have immediate effect if it had any effect.

Mr. Macdonald (Rosedale): It would certainly put them on notice if for example, they were planning on so ordering their affairs as to get out of the guidelines or to take another action that would be in contravention of the guidelines, that they should desist from doing so.

Mr. Cafik: Thank you Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Shall the amendment carry? Amendment agreed to.

The Chairman: Shall Clause 3 as amended carry?

Some hon. Members: Carried.

Mr. Stevens: Just a minute. I wonder if the Minister could comment on Clause 3.(1) in which it is stated:

3. (1) The Governor in Council may from time to time cause to be published and made known guidelines for the guidance of all Canadians ...

That seems to be a general clause; then in the next one you specifically say that they may by regulation establish the guidelines. Where my confusion comes in is Clause 20, the wide powers given to the administrator where he may take action if he is satisfied; for example, in Clause 20(1):

20. (1) Where the Administrator is satisfied that a person is likely to contravene the guidelines ...

What guidelines are we referring to? Would it be those that might be passed under Clause 3(1) that you refer to as being published or those that are actually set out in the regulations?

• 1555

Mr. Macdonald (Rosedale): I could take you back to the definition, Mr. Stevens. On page 2, guidelines, except under the term as used under Clause 3(1) mean those referred to under Clause 3(2). The purpose there is this distinction in character. The guidelines referred to under Clause 3(1) are those of a nature intended for the community as a whole to apply to itself. The regulations under Clause 3(2) and the guidelines referred to under Clause 3(2), which would be established by regulations, are those for enforcement, so this enables the Governor in Council to establish some general standards, which in the course of the program people would be asked generally to adhere to. Those under Clause 3(2) are those, of course, with legal binding effect on those groups within the community who are subject to the enforcement provisions of the Bill.

The Chairman: Thank you, Mr. Stevens. Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I would like to ask the Minister about that same Clause 3(1). You are talking about establishing these guidelines for restraining profit margins, prices, dividends and compensation. Have the regulations been drawn up with respect to compensation, dividends, profit margins, et cetera? Are the provinces involved in discussing the regulations that will guide that and what is the progress so far?

[Interpretation]

M. Cafik: Si l'avis était confirmé par la recommandation de la Commission et à nouveau confirmé par des mesures appropriées du gouverneur en conseil, la date effective d'application serait-elle la date de l'ordre original du gouverneur en conseil citée à la Chambre des communes?

M. Macdonald (Rosedale): Oui.

M. Cafik: Donc, si effet il y a, il sera immédiat.

M. Macdonald (Rosedale): Le groupe en question serait certainement avisé de s'abstenir si, par exemple, il se préparait à arranger ses affaires de façon à échapper aux indicateurs ou voulait prendre d'autres mesures qui contreviendraient aux indicateurs.

M. Cafik: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci. L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

Le président: L'article 3, modifié, est-il adopté?

Des voix: Adopté.

M. Stevens: Un instant. Le ministre pourrait-il faire un commentaire au sujet du paragraphe 3.(1), où il est stipulé:

3. (1) Le gouverneur en conseil peut publier ou diffuser des indicateurs pour guider les citoyens ...

Cet article semble général; l'article suivant spécifie que les indicateurs peuvent être par voie de règlements. Je m'y perds toutefois à l'article 20, où des pouvoirs étendus sont donnés au directeur qui peut prendre des mesures s'il est convaincu; par exemple, au paragraphe 20. (1):

20. (1) Le directeur peut, dans les cas où il est convaincu qu'une personne contreviendra vraisemblablement aux indicateurs ...

De quels indicateurs s'agit-il? Parlez-vous des indicateurs qui font l'objet de l'article 3(1) ou des indicateurs qui sont exposés dans les règlements?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Stevens, je vous prie de consulter les définitions. Si vous consultez la page 2, vous constaterez que lorsqu'on parle d'indicateurs, on fait allusion à ceux de l'article 3(2), exception faite des indicateurs définis par l'article 3(1). Il s'agit d'une distinction caractéristique. En effet, les indicateurs définis par l'article 3(1) sont de nature générale et s'appliquent à tous. Les règlements dont parle l'article 3(2) ainsi que les indicateurs cités dans ce même article et entreront en vigueur par réglementation concernent la mise en application. Ces mesures permettent au gouverneur en conseil d'établir des normes générales auxquelles devront s'astreindre les Canadiens pendant la durée du programme. Les indicateurs de l'article 3(2) constituent une obligation juridique pour les groupes de la société assujettis au bill.

Le président: Merci, monsieur Stevens. Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'aimerais poser une question au Ministre au sujet de l'article 3(1). Le gouvernement veut mettre en vigueur des indicateurs en vue de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations. Est-ce que des règlements ont été établis à cet effet? Est-ce que les provinces discuteront l'adoption de tels règlements où en sont les discussions?

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, the regulations are in the process of drafting at the present time. There was a meeting of federal-provincial officials yesterday and the day before for the purpose of dealing with unresolved questions in relation to the program. There will be a meeting of Ministers of Finance a week from yesterday, that is to say on Wednesday next, for the purpose of discussing this further. The provinces have indeed been involved, and the regulations, as opposed to guidelines under Clause 3(1), under Clause 3(2) are subject to drafting, although that process has not yet been cleared.

Mr. Rodriguez: Is Parliament going to see the regulations before the Bill receives report stage and third reading?

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not think so, Mr. Rodriguez. A rather immense amount of work has been done for the purpose of preparing them but I am not certain from talking to the draftsman—this depends, of course, on the timing of the Bill—if they will be available in the time frame that we would like to have it passed.

Mr. Rodriguez: Could I ask are you aware of any consideration that is being given to excluding real estate companies and stock brokers from the provisions of the Bill?

Mr. Macdonald (Rosedale): I think I would be correct in saying, without having a list of the companies in front of me, indeed a number of real estate companies have received notice from the Anti-Inflation Board. I cannot recall...

Mr. Rodriguez: Will they be exempt?

Mr. Macdonald (Rosedale): No, they have been. They have already received notice they will be included because of their size from the Anti-Inflation Board, either because of their size or because they are engaged in the construction business. I think I am right in saying there is no exclusion of those categories of business. It is really the question of size that is involved. Yes, that is right.

Mr. Rodriguez: Could I ask the Minister very specifically, on the question of dividends can you very succinctly and briefly tell me how you would apply the guidelines to dividends when, in effect, dividends can very well determine the amount of capital that a company would need. The Bell Telephone has always argued that they have to have a high rate. They have to have a good dividend return so that they can attract capital investment. Tell me, how would you be able to control dividends in a realistic way if the companies need no ceilings so that they can attract capital?

Mr. Macdonald (Rosedale): With regard to dividends, the general rule is that a company may not increase its dividends either beyond the indicated annual rate immediately prior to the application of the guidelines or 1974, whichever of the two would be the most appropriate year.

There is provision that a company, which is seeking to raise new capital by way of a fresh issue, can make application to the Anti-Inflation Board to establish that the current dividend rate is not adequate for this purpose and it might have to be increased. But it does not have authority to do so without getting the express permission of the Anti-Inflation Board.

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Oui, les règlements sont actuellement en cours de rédaction. Hier et avant-hier, les hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux se sont entretenus des questions du programme qui n'avaient pas encore été résolues. Mercredi prochain, il y aura une rencontre des ministres des finances, qui, eux aussi, discuteront cette question. Les provinces participent à l'élaboration des règlements. Les règlements, par opposition aux indicateurs de l'article 3(1) et de l'article 3(2), doivent être rédigés. Cependant, le travail n'est pas encore terminé.

M. Rodriguez: Est-ce que les règlements seront soumis à la Chambre avant l'étape du rapport et de la troisième lecture?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne crois pas, monsieur Rodriguez. La rédaction a exigé un travail préparatoire considérable. D'après les conversations que j'ai eues avec le rédacteur, il n'est pas certain que les règlements soient prêts à être soumis au Parlement dans les détails que nous nous étions fixés bien entendu, tout dépend de la date à laquelle le bill sera présenté à la Chambre.

M. Rodriguez: Pourriez-vous nous dire si l'on a envisagé d'exempter de ce bill des sociétés immobilières et les courtiers?

M. Macdonald (Rosedale): Bien que je ne puisse vous citer de noms, je peux vous assurer qu'un certain nombre de sociétés immobilières ont déjà reçu un avis de la Commission anti-inflation. Je ne me souviens pas...

M. Rodriguez: Ces sociétés seront-elles exemptes?

M. Macdonald (Rosedale): Non. Nous avons avisé ces sociétés qu'elles devront observer les dispositions du bill puisqu'elles ont suffisamment d'importance ou qu'elles exercent leurs activités dans le secteur de la construction. Je crois pouvoir affirmer qu'il n'y a aucune exemption dans cette catégorie du monde des affaires. C'est plutôt l'importance de la société qui compte. Oui, c'est exact.

M. Rodriguez: Puis-je demander au Ministère de m'expliquer brièvement comment il se propose d'appliquer les indicateurs aux dividendes. En effet, il arrive que les dividendes déterminent souvent le montant des capitaux dont une société peut avoir besoin. La société Bell Canada a toujours déclaré qu'il lui fallait un taux élevé. En effet, il faut qu'elle puisse offrir des dividendes avantageux afin d'attirer les investissements. Pourriez-vous m'expliquer comment vous vous proposez de contrôler les dividendes, compte tenu du fait que les sociétés ne doivent pas être assujetties à des plafonds puisqu'il leur faut attirer des capitaux?

M. Macdonald (Rosedale): Pour ce qui est des dividendes, la règle générale est la suivante. Une société n'a pas le droit d'augmenter ses dividendes au-delà du taux annuel indiqué immédiatement avant la mise en application des directives ou en vigueur en 1974, selon le cas.

La loi prévoit qu'une société qui désire attirer de nouveaux capitaux en lançant une nouvelle émission peut en faire la demande auprès de la Commission anti-inflation afin de prouver que le taux courant d'intérêt est insuffisant et doit être augmenté. Toutefois, la société n'a pas le droit de prendre de telles mesures sans l'autorisation de la Commission anti-inflation.

[Text]

• 1600

Mr. Rodriguez: All right. It is very possible, Mr. Minister, that a company could defer payment of a dividend and when, at the end of the three years, the guidelines are lifted, they could then pay the deferred dividends. I want to compare that with a worker who works out a contract to 10 per cent of his limit who cannot defer a wage increase. So how are you going to handle the situation . . .

Mr. Macdonald (Rosedale): The companies, are, of course, also subject to profit restraints which will prevent them, in the same period of time, from getting anything higher than 95 per cent of the net profit margin for the past five years or if they are in the distribution sector of the gross profit margin. So the companies are, in effect, subject to profit controls.

It is quite true that if they come in on October 12 with earned surplus on hand, which would be eligible for dividends, they can carry that on their books right through the control period and go out the other side and then declare a dividend from it. But their ability to make profits will be restrained at 95 per cent of the average of the historic period.

They will not be able to make profits in the period to add to the current surplus they may have on hand, in excess of those that they have had on an average over the period of time. They will be entitled to make as much as they have in the average of their previous five years as opposed to a worker who will be entitled in the first year to go up by 10 per cent and the succeeding year by the factors as indicated. In a sense the profit restriction is tighter than that on wages.

The Chairman: Thank you. Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): It is possible that the Minister has treated this point before but it has to do with guidelines and we are our own guidelines right now and I am afraid that Mr. Pepin could not do anything about it last night.

The Minister may be aware that in Western Canada during the past year, particularly in the construction industry, there have been settlements which have provided a wage and fringe package in excess of 19 per cent in the first-contract year. Now, since these contracts were negotiated prior to October 14 these employees will be entitled to retain the increases according to the initial guidelines. However, under the initial guidelines it would appear that supervisory personnel and other salaried employees whose increases paralleled the union-wage settlement in the past will be penalized because the companies will not be allowed to increase that category of employee's income by any more than 10 per cent.

I think somebody has talked about historical relationships and traditional relationships and so forth. Now, that is one area of difficulty. It is obvious that the people who will be held down to the 10 per cent will gravitate to a company where higher paying positions will have been created. There is nothing in the guidelines that says that a company cannot create a higher paying position for essentially the same job as is carried out by a competitor. There will then be the gravitation from firm A to firm B, or to firm C which may not be affected by the legislation at all. Therefore, the firm that is caught this way—and it may be

[Interpretation]

M. Rodriguez: Très bien. Il est possible, monsieur le ministre, qu'une société retarde le paiement des dividendes jusqu'à l'échéance des trois ans prévus par le programme, lorsque les indicateurs ne seront plus en vigueur. Je tiens à comparer cette situation à celle du travailleur qui obtient une augmentation salariale de l'ordre de 10 p. 100 mais qui n'a pas la possibilité de retarder cette augmentation. Quelles mesures envisagez-vous dans ce cas?

M. Macdonald (Rosedale): Les sociétés sont assujetties aux restrictions des marges bénéficiaires. Au cours de cette même période, les sociétés ne pourront amasser plus de 95 p. 100 des bénéfices nets réalisés au cours des 5 dernières années ou si elles appartiennent au secteur de la distribution, pas plus de 95 p. 100 des bénéfices bruts. De cette façon, les sociétés sont assujetties au contrôle des bénéfices.

Il est évident que si au 12 octobre ces sociétés ont un surplus qui pourrait donner lieu à des dividendes, elles peuvent très bien les reporter dans leurs livres pendant toute la période des contrôles pour ensuite déclarer des dividendes. Toutefois, leurs bénéfices seront limités à 95 p. 100 de la moyenne des 5 ans.

Au cours de la période des contrôles, les sociétés ne pourront pas réaliser des bénéfices supérieurs à la moyenne de ceux qu'elles ont réalisés au cours des cinq dernières années. Par contre, le travailleur pourra obtenir une augmentation salariale de 10 p. 100 la première année et qui dépendra des indicateurs l'année suivante. Dans un certain sens, les restrictions bénéficiaires sont plus sévères que les restrictions salariales.

Le président: Merci. Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il est possible que le ministre ait déjà exposé cette question, mais nous traitons maintenant des indicateurs et malheureusement, je n'ai pu obtenir une réponse satisfaisante de M. Pepin hier soir.

Le ministre sait certainement que l'année dernière dans l'Ouest du Canada, et surtout dans l'industrie de la construction, les conventions collectives qui ont été adoptées prévoyaient une augmentation salariale et des avantages sociaux dépassant 19 p. 100 au cours de la première année du contrat. Puisque ces conventions collectives ont été adoptées avant le 14 octobre, ces employés pourront toucher leurs augmentations selon les indicateurs initiaux. Toutefois, il semble que le personnel d'encadrement et certains autres employés salariés, dont les augmentations étaient semblables aux augmentations négociées par les syndicats, seront pénalisés puisque les sociétés qui les emploient n'auront pas le droit d'augmenter les revenus de cette catégorie d'employés de plus de 10 p. 100.

On a déjà parlé, semble-t-il des relations historiques et traditionnelles. C'est là que se pose le problème. Il est évident que ceux dont les augmentations ne seront que de l'ordre de 10 p. 100, seront naturellement attirés par les sociétés qui auront créé des postes plus rémunérateurs. En effet, rien n'empêche les sociétés de créer des postes plus rémunérateurs que des mêmes équivalents dans d'autres sociétés. Donc, il y aura passage des employés de la société A à la société B ou encore à la société C qui ne sera pas du tout assujettie aux mesures législatives. Donc, les sociétés placées dans une telle situation—et il peut très bien s'agir

[Texte]

a very substantial and successful organization—will see particularly its supervisory and executive personnel simply siphoned off to someone else.

There have also been others where within the same firm one union has settled its negotiations. The agreement is in force prior to October 14, 1975, and will be paid during the balance of 1975 and 1976 whereas another union has not yet completed its negotiations, but it is caught. We have that question.

• 1605

In business it is not quite so easy. I know in the Post Office they simply said, "Oh yes, we will pay that, we will pay to the equivalent", and they hoped to get it before the Anti-Inflation Board. But what about business, how can it be assured if it is going into negotiations now or is in negotiations now with its second or third group of employees?

Mr. Macdonald (Rosedale): There are really a lot of questions there. In the construction industry generally, of course, you are down to quite a much smaller firm size than you are with regard to the private sector generally, you are down to firms of 20 in size, so in general most contracting firms will be caught by these provisions and there will be less scope, for example, to skip over to a smaller firm in the same industry and for the smaller firm to pay higher levels of wages, because in effect most of the major operators are going to be included in the guidelines.

It is true that people who have a contractual obligation to receive money which was concluded prior to October 14 are entitled to see that obligation performed. In that sense some union employees are going to have benefits by way of salary remuneration that other union employees or some supervisory personnel will not have. The others, of course, will be entitled to increases, depending on the previous increase situation, up to a percentage of 10 per cent. They would not be entitled to it over that. There is certainly no doubt about the fact that there will be some people who will be caught at a disadvantage.

Mr. Lambert (Edmonton West): There was some mention at one time of rough justice here and there, but when we look at, say, the carpenters in northern Alberta who earlier this year concluded a two-year pact which called for a 37 per cent increase in salaries. I know one was 19 and the other one was 18 in the second year. Surely if the supervisory and executive personnel with whom they are related are held to 10 per cent, this is going to introduce a disparity of almost 20 per cent by the end of 1976. I do not know how one can treat that. It is a problem. If there were some sort of an indication that these factors will be taken into account perhaps some of these people will be satisfied but to tell them that you are going to take their 10 per cent in those lumps at this time is rather harsh and not even-handed.

Mr. Macdonald (Rosedale): It is tough but, on the other hand, we have set out the guidelines and they could be much tougher, you know. If you were seeking to carry the reduction through guidelines of the inflation rate in 18 months instead of taking a longer period of time they would have to be very much tougher than this. I agree that there will be some individual cases of injustice.

[Interprétation]

de sociétés très importantes et très prospères—verront leurs cadres littéralement aspirés par leurs concurrents.

Il y a aussi le cas des employés syndiqués qui ont déjà terminé leurs négociations. Leur convention collective entrainait en vigueur avant le 14 octobre 1975 et ces employés recevront les augmentations promises au cours de 1975 et 1976. Par contre, les syndicats dont les négociations n'ont pas encore abouti sont pris au dépourvu. C'est un problème.

En affaires, ce n'est pas aussi facile. Je sais qu'au ministère des Postes ils affirment vouloir payer une somme équivalente et ils espèrent présenter cela à la Commission. Mais, qu'en est-il des affaires? Comment peut-on en être assuré si l'entreprise commence maintenant des négociations, ou est déjà en négociation à l'heure actuelle avec son deuxième ou troisième groupe d'employés?

M. Macdonald (Rosedale): En fait, il y a là beaucoup de questions. Dans l'industrie de la construction en général, nous avons évidemment des entreprises beaucoup plus petites que celles du secteur privé dans son ensemble; il s'agit d'entreprises d'une vingtaine d'employés. Règle générale donc, la plupart des entrepreneurs seront visés par ces dispositions et il y aura moins de possibilité, par exemple, de passer à une autre entreprise plus petite dans la même industrie où cette entreprise plus petite paierait des salaires plus élevés, car, en fait, la majorité des principaux entrepreneurs sera assujettie indicateurs.

Il est vrai que les personnes qui doivent recevoir certaines sommes en vertu d'une convention signée avant le 14 octobre, ont droit au respect des obligations contractuelles. En ce sens, certains employés syndiqués auront droit à certains avantages salariaux que d'autres employés syndiqués, ou certains cadres, n'obtiendront pas. Les autres auront évidemment droit à des augmentations, compte tenu de leurs augmentations antérieures, qui pourraient atteindre 10 p. 100. Ils n'auraient pas droit à une augmentation supérieure à ce chiffre. Il est certain que certaines personnes se verront désavantagées.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): L'on a parlé à quelques reprises d'un manque de justice dans certains cas, mais prenons l'exemple des charpentiers du nord de l'Alberta qui ont signé un peu plus tôt cette année une convention de deux ans leur accordant des augmentations de salaires de 37 p. 100. Je sais qu'il s'agissait d'une augmentation de 19 p. 100 la première année et de 18 p. 100 la seconde. Il est évident que si le personnel d'encadrement dans leur secteur est limité à 10 p. 100, il s'ensuivra un écart de près de 20 p. 100 à la fin de 1976. Je ne sais pas ce que l'on peut faire dans ce cas. C'est un problème. S'il y avait une quelconque indication que l'on tiendra compte de ces facteurs, ces gens seraient peut-être satisfaits, mais leur dire que vous allez leur imposer 10 p. 100 dans ce cas, c'est assez dur et ce n'est pas équitable.

M. Macdonald (Rosedale): C'est dur, mais, par ailleurs, nous avons établi les indicateurs et ils pourraient être beaucoup plus durs, vous le savez. Si l'on tentait d'utiliser les indicateurs pour comprimer le taux d'inflation en 18 mois au lieu d'une plus longue période, les indicateurs devraient être beaucoup plus sévères. J'admets qu'il y aura certains cas individuels d'injustice.

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Mr. Towers.

Mr. Towers: Along these general lines, Mr. Chairman, I wonder if the Minister could tell us about registered retirement savings. Are they going to be locked in during the length of this program or will an individual be allowed to take them out and not have them included in his income, because they certainly would be included on your income tax basis.

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes. For example, I guess there are several situations, Mr. Towers. If he is still in the work force and if he chooses to draw them now, of course he will be faced with a tax penalty, but he may decide to do that for his own reasons and he would not be restrained by the guidelines from doing that.

Mr. Towers: There would be no restraint?

Mr. Macdonald (Rosedale): There would be no restraint on his doing that, or indeed restraint on him, for example, if he has it with "X" trust company and he figures that he might be better off with "Y" investment fund. He can switch over without any restriction.

We are talking about income from employment and the kind of income or cash payments that are involved there are really not from employment, they are from a provision he is making for his retirement.

The Chairman: Thank you. Mr. Neil.

• 1610

Mr. Neil: Thank you, Mr. Chairman. I have just two short questions. I am concerned about dividends of companies who have been in operation for a very short time or else, because of their operations, have not paid any dividends, and are now in a position to pay a dividend. What would the level of their dividend rate be? Is there anything in the...

Mr. Macdonald (Rosedale): I think the general response, Mr. Neil, is that they of course at that point would not be inhibited. The only inhibition that would be operative against them would be the Canada Corporations Act. In other words, if you have somebody that came into operation in this current year and has not yet paid a dividend but finds itself in that position, then it would be entitled to pay the dividend at whatever seemed to be the appropriate rate. There is not a historical background there that would limit it. The limitation it would be under, of course, would be in terms of its profits in the next several years. It would have a profit limitation.

Now, if they also started off from scratch and they did not have a previous profit record—there is a good question. Mr. Gibson confirms that if it is a new incorporation, a new corporate grouping as opposed to one that colourably might have been perhaps euchred around for the purpose of evading the guidelines, then they of course would not be subject to the limitation.

Mr. Neil: A second question, on the 95 per cent ceiling on the previous five years profit. There are some situations where corporations, for example, have had employees out on strike for an extended period of time, maybe three or four or five months, which has reduced their profits in a particular year. Will that be taken into consideration in determining their five-year average profit?

[Interpretation]

Le président: Merci, monsieur Lambert. Monsieur Towers.

M. Towers: Dans le même ordre d'idées, monsieur le président, le Ministre pourrait-il nous parler des programmes d'épargne-retraite enregistrés? Ces économies seront-elles bloquées pour la durée du programme ou est-ce qu'un individu pourra retirer ses économies sans qu'elles s'ajoutent à son revenu, car elles le seraient certainement pour l'impôt.

M. Macdonald (Rosedale): Oui. Par exemple, je pense qu'il y a plusieurs situations possibles, monsieur Towers. Si cette personne travaille toujours et qu'elle décide d'encaisser ses économies, elle devrait évidemment en payer l'impôt; elle peut toutefois décider de le faire pour des raisons personnelles et les indicateurs ne l'en empêcheraient pas.

M. Towers: Il n'y aurait aucun empêchement?

M. Macdonald (Rosedale): Il n'y aurait aucun empêchement à ce qu'elle le fasse; non plus, par exemple, qu'à ce qu'elle fasse un transfert par exemple, si ses économies sont déposées dans la compagnie de fiducie «X» et qu'elle estime préférable d'investir dans le fonds «Y».

Nous parlons d'un revenu dérivé d'un emploi; ce genre de revenu, ou de paiements en espèces, dans ce cas, ne provient pas vraiment d'un emploi. Il provient de mesures prises en vue de la retraite de la personne.

Le président: Merci. Monsieur Neil.

M. Neil: Merci, monsieur le président. J'ai seulement deux petites questions. En ce qui concerne les dividendes, je suis préoccupé par les nouvelles compagnies ou les compagnies qui, à cause de leur fonctionnement, n'ont pas payé de dividendes et sont maintenant en position de le faire. Quel serait le niveau de leur taux de dividende? Y a-t-il quelque chose dans le...

M. Macdonald (Rosedale): Je pense que de façon générale, monsieur Neil, on peut dire qu'à ce moment-là l'interdiction ne les frapperait pas. La seule restriction les concernant serait la Loi sur les corporations canadiennes. En d'autres mots, si l'on a quelqu'un qui a commencé à fonctionner durant l'année et qui n'a pas encore versé de dividendes mais se trouve en position de la faire, alors il aurait droit de payer des dividendes à un taux adéquat. Il n'y aurait aucun précédent quant à la limite. Les restrictions applicables, bien sûr, seraient en termes des bénéfices réalisables dans les années à venir. Il y aurait une restriction quant aux bénéfices.

Il y a aussi le cas de quelqu'un qui est parti à zéro et qui n'a jamais réalisé de bénéfices, cela aussi c'est une bonne question. M. Gibson affirme que si c'est une nouvelle constitution, un nouveau groupe de sociétaires, en opposition à celui qui aurait été formé dans le but évident de se soustraire aux indicateurs, alors ils ne seraient pas touchés par les restrictions.

M. Neil: Une autre question concernant le plafonnement de 95 p. 100 sur les bénéfices des cinq années précédentes. Il y a certains cas, par exemple, où une société a dû faire face à une grève de ses employés pour une longue période de temps peut-être trois, quatre ou cinq mois, ce qui a réduit de façon considérable sa marge bénéficiaire pour l'année en question. Est-ce qu'on va tenir compte de cela pour déterminer la moyenne de bénéfices de cinq ans?

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): Take two situations. If we are talking about, say, the current year they are operating on, and they have been in a strike situation and are coming back, they of course could get a return of profits on an annual basis. They could get a higher return on profits than they normally could in order to catch up with the five-year average.

Now with regard to, say, the year 1973, when they may have been hung up on a strike situation, that is where the average comes in. That year would be averaged in with the others so that they would be stuck to the extent of the waiting, if that has any average, with that kind of treatment.

Mr. Neil: So there will be no special . . .

Mr. Macdonald (Rosedale): There would be no special situation there.

The Chairman: Thank you. Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, my question follows along from that of Mr. Neil and one that I raised with the Minister when he was before us on a previous occasion. It concerns dividends as they affect pensioners and others who rely on dividends for some of their income. Last time the Minister was here he indicated that he was sensitive to the problem but he saw no way of ensuring that those people might be able to cope with the effect of inflation.

I do not think we dealt last time with the effects on pension plans. I understand from pension association people that a number of private pension funds, which of course are only private in the sense that they are not government, are in serious difficulties because of the investment climate in Canada and because of the longevity of people, et cetera, et cetera, and that this legislation is going to further aggravate the problems of the pension plans that are seeking to keep some of the pensioners going in the face of inflation.

Has the Minister been able to give any further consideration to the plight of these people and these organizations?

• 1615

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Clarke, this was a very difficult one, because not only individual dividend recipients who may be in retirement but, as you say, pension funds are substantial beneficiaries of dividends from Canadian corporations.

I think one of the misconceptions in our political debates is always to assume that the recipients of dividends are the fat cats when, in fact, there may be a lot of union and other pension funds which are the benefits of dividends from Canadian corporations—at least, I hope they are investing in Canadian corporations. Therefore, this kind of restriction does create a problem. It is in recognition of that we have stipulated the dividend restriction for the one year. I think the best assurance I can give is that we will have to monitor very closely the impact of this provision on pension funds, in particular, and see whether at the end of the year there will have to be a modification on the dividend provision.

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Prenons deux situations. Si l'on s'en tient, disons, à l'année en cours et qu'ils ont eu une grève et qu'ils ont repris les opérations, il est sûr qu'ils obtiendront un retour de profits sur une base annuelle pour obtenir un plus haut retour de profits que la normale afin de pouvoir se rattraper sur la moyenne de cinq ans.

Maintenant, prenons comme exemple l'année 1973 au cours de laquelle ils peuvent avoir eu une situation de grève; c'est à ce moment-là qu'on utilise la moyenne. On tiendrait compte de cette année pour fixer la moyenne alors ils devront attendre pour voir si cette moyenne est affectée par cette façon de procéder.

M. Neil: Alors il n'y aura pas de . . .

M. Macdonald (Rosedale): Dans ce cas-ci, il n'y aurait pas de situation spéciale.

Le président: Merci. Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci, monsieur le président. Ma question fait suite à celle de M. Neil et je l'ai déjà posée au ministre à une autre occasion. Elle a trait aux dividendes des personnes à la retraite ou autres pour qui ces dividendes constituent une part de leur revenu. Lors de sa dernière comparution, le ministre a dit qu'il était sensibilisé au problème et qu'il ne voyait aucune façon de s'assurer que ces gens ne seraient pas touchés par les effets de l'inflation.

Je ne pense pas que la dernière fois l'on ait discuté des effets sur les régimes de pensions. Selon les représentants de l'association des régimes de pensions, plusieurs régimes de pensions privés, privés dans le sens qu'ils ne sont pas gouvernementaux, font face à de sérieuses difficultés à cause du climat sur le marché canadien et à cause de la longue durée de vie des gens, etc., etc., et selon eux, cette loi va encore augmenter les difficultés des régimes de pensions qui essaient de subvenir aux besoins des pensionnés face à l'inflation.

Le ministre a-t-il étudié la situation de ces gens et de ces organismes?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Clarke, ceci est un problème des plus difficiles parce que non seulement les personnes qui reçoivent des dividendes et qui sont à la retraite, mais aussi, comme vous l'avez mentionné, les régimes de pensions sont d'importants bénéficiaires des dividendes des corporations canadiennes.

Je crois qu'une des fausses conceptions de nos débats politiques est de présumer que ceux qui reçoivent des dividendes sont les grandes sociétés alors, qu'en fait, il peut y avoir beaucoup d'autres fonds de pension, tels ceux des syndicats qui reçoivent des dividendes de sociétés canadiennes—du moins, j'espère qu'ils placent leur argent dans des sociétés canadiennes. Donc, ce genre de restrictions crée un problème. C'est en tenant compte de cela que nous avons suggéré que les restrictions sur les dividendes soient d'un an. Je pense que la meilleure assurance que nous pouvons donner est que nous allons surveiller de très près l'effet de cette disposition sur les fonds de pension, en particulier, et voir si, à la fin de l'année, on devrait modifier cette disposition.

[Text]

By way of comparison in the United States, the dividends were entitled to move up at a 4 per cent per annum rate in the same fashion as, for example, wages in Canada are entitled to move up in the first year at a 10 per cent rate. We have been tougher on dividends and, of course, it may be tough on some people who are dependent on this for income.

The Chairman: Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Macdonald, for that answer.

I understand that any corporation that has special needs or is in special circumstances, for instance, if it happened to eliminate a dividend in the preceding year for financial reasons and now wants to resume a dividend policy of years ago, can apply to the Board. Has the Minister anticipated that the Board will be given any special guidelines to deal with special circumstances such as that?

Mr. Macdonald (Rosedale): I suspect we will be enacting regulations, I cannot be very precise about them at this point, but in effect, the White Paper refers to the two categories where the firm can establish that it cannot offer a new issue of shares to the public without a higher dividend rate or, second, where the comparison year is atypically low, for reasons of economic performance and, therefore, why it should get an increase in the dividend rate. I am afraid I cannot be more specific than that at the moment.

The Chairman: Thank you. Shall Clause 3 as amended carry?

Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Dealing with the regulations that will be forthcoming under Clause 3.(2), I believe I understood the Minister correctly that there will be an opportunity for a committee of the House of Commons to review these guidelines once they are established by regulation, by reference to the committee on regulations.

Mr. Macdonald (Rosedale): Let me just check that, Mr. Stevens. Yes. The Standing Joint Committee on Regulations and Other Statutory Instruments will be able to review the regulations. Under Clause 3 (2) there will be both statutory instruments and regulations as those terms are used in the Statutory Instruments Act, and in that sense, will be reviewable by the Standing Joint Committee on Regulations and Other Statutory Instruments.

Mr. Stevens: Is there an automatic reference to that Committee?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, there is.

The Chairman: Mr. Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Do you mean, Mr. Macdonald, that this will be referred automatically to the Standing Joint Committee on Regulations and Other Statutory Instruments?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes.

Mr. Leblanc (Laurier): Because we were wondering if it would be. It will be studied.

[Interpretation]

Pour fins de comparaison, aux États-Unis, on a permis une augmentation de 4 p. 100 par année sur les dividendes de la même façon qu'au Canada on permet une augmentation de 10 p. 100 des salaires la première année. Nous avons été plus stricts sur les dividendes et, bien sûr, cela peut être difficile pour certaines personnes qui dépendent de cette source de revenu.

Le président: Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci, monsieur Macdonald.

Si je comprends bien, une société qui, pour des raisons financières, n'a pas versé de dividende dans l'année financière précédente peut, si les besoins spéciaux se font sentir ou dans des circonstances spéciales, faire une demande à la Commission afin de payer ses dividendes comme dans le passé. Le ministre a-t-il prévu donner à la Commission des directives spéciales afin de faire face à de telles circonstances?

M. Macdonald (Rosedale): Nous allons, je suppose, établir des règlements. Je ne peux pas, à ce moment-ci, vous fournir beaucoup de détails. Le Livre blanc reconnaît les deux catégories où une compagnie peut prouver qu'elle ne peut offrir de nouvelles actions au public sans offrir un taux de dividendes plus élevé ou, dans le second cas, lorsque l'année servant aux calculs de ces dividendes est une année vraiment faible au niveau de la performance économique et donc, de ce fait, la compagnie aurait droit à une augmentation du taux des dividendes. Je ne pense pas pouvoir vous en dire plus pour le moment.

Le président: Merci. Le comité consent-il à l'adoption de l'article 3 modifié?

Monsieur Stevens.

M. Stevens: En ce qui concerne les règlements futurs découlant de l'article 3(2), je pense avoir bien compris qu'il y aura possibilité pour un comité de la Chambre des communes d'étudier ces indicateurs tels qu'élaborés dans ces règlements, en les déférant au Comité des règlements.

M. Macdonald (Rosedale): Permettez-moi vérifier, monsieur Stevens. Oui. Le Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires aura l'occasion de réétudier ces règlements. D'après l'article 3(2), il y aura des règlements et des textes réglementaires, deux termes utilisés dans la Loi sur les textes réglementaires, et dans ce sens, ils seront sujets à être réétudiés par le Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires.

M. Stevens: Est-ce qu'ils seront soumis d'office au comité?

M. Macdonald (Rosedale): Oui, c'est cela.

Le président: Monsieur Leblanc.

M. Leblanc (Laurier): Vous voulez dire, monsieur Macdonald, qu'ils seront d'office soumis au Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires?

M. Macdonald (Rosedale): Oui.

M. Leblanc (Laurier): Nous nous posons la question; cela va donc être étudié.

[Texte]

The Chairman: Shall Clause 3 as amended carry?

Some hon. Members: Agreed.

Clause 3 as amended agreed to.

The Chairman: Shall Clause 4 carry?

Some hon. Members: No, no . . .

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, you will recall there was an amendment tabled last night and I would like to move that the heading preceding Clause 4 on page 6 of Bill C-73 be struck out and the following substituted therefor:

Application

The Chairman: It is moved by Mr. Trudel that the heading preceding Clause 4 on page 6 of Bill C-73 be struck out and the following substituted therefor:

Application

Shall the amendment carry?

An hon. Member: D'accord.

Amendment agreed to.

Mr. Trudel: If you look at the clause, I think you will find that Clause 4 includes a provision relating to agreements with provinces regarding tariffs or schedules of professional fees, and because also under the same heading in Clause 5, it is not directed solely to the public sector, if you read Clause 5, that is the main reason, Mr. Chairman. Under the same heading, it refers to other than the public sector.

The Chairman: Thank you. Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

• 1620

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I would move that the Bill be amended in subclause 4 (1) by striking out line 5 on page 6 thereof, and substituting therefor the following:

"and agents of those governments; and in particular, but without restricting the generality of the foregoing, all estimates of expenditures submitted to Parliament for services coming in course of payment during the fiscal year 1975-76 shall not exceed in total budgetary expenditures the sum of thirty billion dollars and in National Accounts expenditures the sum of thirty five billion, five hundred million dollars and all such estimates so submitted for the fiscal year 1976-77 shall not exceed the total budgetary and National Accounts expenditures for the fiscal year 1975-76 as so limited and restrained by an amount that is greater in each case by 8 per cent of such 1975-76 budgetary and National Accounts expenditures: the words "total budgetary expenditures", as used in this subsection, not to include any amount by which the budgetary expenditures in a fiscal year are increased by reason of indexing provisions in respect of public pensions, benefits or allowances."

The Chairman: It is moved by Mr. Stevens that the Bill be amended in subclause 4 (1) by striking out line 5 on page 6 thereof and substituting therefor the following:

[Interprétation]

Le président: L'article 3 modifié est-il adopté?

Des voix: Adopté.

L'article 3 modifié est adopté.

Le président: L'article 4 est-il adopté?

Des voix: Non, non . . .

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, vous vous souviendrez qu'il y a eu un amendement de déposé hier soir et je propose que le titre précédant l'article 4, à la page 6 du bill C-73, soit éliminé et remplacé par:

Application

Le président: Il est proposé par M. Trudel que le titre précédant l'article 4, à la page 6 du Bill C-73, soit éliminé et remplacé par:

Application

L'amendement est-il adopté?

Une voix: D'accord.

L'amendement est adopté.

M. Trudel: Si vous lisez l'article 4, vous verrez qu'il comprend une stipulation ayant trait aux ententes avec les provinces concernant les tarifs et les honoraires professionnels, et aussi sous le même titre, à l'article 5, si vous lisez vous verrez que cela ne concerne pas uniquement le secteur public. C'est là la raison principale, monsieur le président. Sous la même rubrique, on réfère à autre que le secteur public.

Le président: Merci. L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, je propose que le paragraphe 4(1) du bill soit modifié, en remplaçant la ligne 4, page 6, par ce qui suit:

«et leurs mandataires; et en particulier, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, toutes les prévisions de dépenses soumises au Parlement pour des services à payer au cours de l'année financière 1975-1976 ne doivent pas dépasser, en dépenses budgétaires totales, la somme de trente milliards de dollars et, en dépenses de Comptes nationaux, la somme de trente-cinq milliards cinq cent millions de dollars, et toutes les prévisions de cette nature ainsi soumises pour l'année financière 1976-1977 ne doivent pas dépasser la somme totale des dépenses budgétaires et des dépenses des Comptes nationaux de l'année financière 1975-1976 ainsi limitées et réduites d'un montant supérieur dans chaque cas de 8 p. 100 desdites dépenses budgétaires et des dépenses des Comptes nationaux de l'année financière 1975-1976: les mots «dépenses budgétaires totales», tels qu'utilisés au présent paragraphe, ne comprenant pas les montants par lesquels les dépenses budgétaires d'une année financière sont augmentées en raison des dispositions d'indexation à l'égard des pensions, prestations ou allocations publiques».

Le président: Il est proposé par M. Stevens que le paragraphe 4(1) du bill soit modifié en remplaçant la ligne 4, page 6, par ce qui suit:

[Text]

Shall I dispense?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Est-ce que vous êtes en mesure, monsieur le président...

Mr. Stevens: Mr. Chairman, if I may speak to the motion.

Mr. Clermont: Yes, but before that...

Monsieur le président, est-ce que vous êtes en mesure de nous indiquer si l'amendement est recevable?

Le président: Monsieur Clermont, après consultation et après avoir lu l'amendement avec attention, je dois dire que cet amendement est recevable.

M. Clermont: Sur quoi vous basez-vous, monsieur? Très bien, on va entendre les explications.

Le président: Monsieur Clermont, si vous voulez discuter de...

M. Clermont: Voici, monsieur, en fin de compte, je crois que c'est un fait connu qu'on doit discuter en Comité le sujet qui nous a été référé.

Or, le sujet qui nous a été référé est celui-ci:

Que le Bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada, soit déposé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

De plus, monsieur le président, si vous vous référez à la recommandation royale:

Son Excellence le gouverneur général a recommandé à la Chambre des communes la présente mesure prévoyant la restriction des marges bénéficiaires, des prix, des dividendes et des rémunérations au Canada;

Je me demande comment la motion déposée par M. Stevens rencontre ces exigences? En fin de compte, on discute du Bill C-73 qui ne traite aucunement des dépenses du gouvernement.

Alors, je me demande, monsieur le président, sur quel règlement de la Chambre ou du Comité vous vous basez pour trouver cette motion acceptable?

Le président: Monsieur Clermont, je pense qu'il faudrait lire la recommandation dans son entier.

M. Clermont: Oui, je l'ai lue, monsieur. Ensuite la recommandation prévoit la création d'une commission et de son personnel, la nomination d'un directeur et de son personnel, l'établissement d'un tribunal et de son personnel. Mais, rien dans la recommandation royale, monsieur le président, ne traite du sujet contenu dans la motion de M. Stevens.

Le président: Monsieur Clermont, peut-être que je peux entendre les commentaires des autres députés.

[Interpretation]

Puis-je dispenser de lire?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Is it possible, Mr. Chairman—

M. Stevens: Monsieur le président, si je puis prendre la parole au sujet de cette motion.

M. Clermont: Oui, mais avant cela...

Mr. Chairman, can you tell us if the amendment is acceptable?

The Chairman: Mr. Clermont, after consultation and after having read attentively this amendment, I can say that it is acceptable.

Mr. Clermont: On what basis, sir?— Very well, we will hear the explanation.

The Chairman: Mr. Clermont, if you wish to discuss...

Mr. Clermont: Well, after all, sir. It is a known fact that we are to discuss in committee those subjects which have been referred to us.

And, the subject which has been referred to us is as follows:

That Bill C-73, an Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

Moreover, Mr. Chairman, if you refer to the royal recommendation:

His Excellency, the Governor General, has recommended to the House of Commons this bill providing for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada;

I am wondering how this motion which has been proposed by Mr. Stevens, actually meets these requirements? Indeed, we are discussing Bill C-73, which has absolutely nothing to do with the expenditures of the government.

So, Mr. Chairman, I wonder on which procedure of the House or of this Committee, you have based your decision in finding this motion acceptable?

The Chairman: Mr. Clermont, I think that you should read the recommendation in its entirety.

Mr. Clermont: Indeed, I have read it, sir. The recommendation goes on to recommend the establishment of a board and its staff, the appointment of an administrator and his staff, the establishment of a tribunal with staff. But, nothing in the royal recommendation, Mr. Chairman, in any way alludes to the content of Mr. Stevens' motion.

The Chairman: Mr. Clermont, may I hear the comments of other members?

[Texte]

M. Clermont: Très bien.

The Chairman: Mr. Stevens, do you want to comment on this?

Mr. Stevens: Mr. Chairman, we asked legal counsel whether this amendment was in order and our understanding is that it is completely in order, especially in relation to Clause 4 that we are proposing to amend. If Mr. Clermont will refer to it, you will notice that it specifically states:

This Act is binding on Her Majesty in the right of Canada, agents of Her Majesty in the right of Canada, the governments of the Yukon Territory and North-west Territories...

And so on. Specifically we are taking action with regard to the Government of Canada, and surely if it is a suggestion to limit the spending at that governmental level there can be no suggestion that it is not either within the royal prerogative or within the scope of this act to so amend.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, I wonder if, on behalf of the executive, I could make this observation. I refer specifically to Beauchesne's citation 249.(1), and I will quote it:

No principle is better understood than the constitutional obligation that rests upon the executive government, of alone initiating measures imposing charges upon the public exchequer.

Mr. Stevens: We are not doing that.

Mr. Macdonald (Rosedale): If I may go on:

The responsibility of recommending applications for pecuniary redress or relief to the consideration of Parliament should rest solely upon the executive government, who are strictly accountable for every item of public expenditure, whose especial duty it is, in the interest of the taxpayer, to oppose all unnecessary outlay, and who possess peculiar facilities for investigating into the merits of all pecuniary claims.

I will read the first part again:

No principle is better understood than the constitutional obligation that rests upon the executive government, of alone initiating measures imposing charges upon the public exchequer.

I take the position, really, on behalf of the government, Mr. Chairman, that it is and has for a very long time been the responsibility under our Parliamentary system of Her Majesty's advisers from time to time to make the recommendations to Parliament with regard to both the manner in which funds shall be raised for the public treasury and the manner in which funds shall be dispersed from the public treasury. It would seem to me that the amendment which has been put forward here is really an attempt by a private member to take upon himself a duty which in our Parliamentary system has quintessentially rested with the executive.

Mr. Chairman, you appear to have made your ruling, but I would like to make it clear for the record that I would take exception to the amendment on that ground.

[Interprétation]

Mr. Clermont: Very well.

Le président: Monsieur Stevens, voulez-vous apporter des remarques à ce sujet?

M. Stevens: Monsieur le président, nous avons consulté le conseiller juridique pour savoir si cet amendement était régulier et nous comprenons que l'amendement que nous nous proposons de faire à l'article 4 est tout à fait régulier. Si M. Clermont veut bien s'y référer, il verra qu'il y est spécifié:

La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada et ses mandataires ainsi que les gouvernements du Territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest...

Et ainsi de suite. Nous agissons concernant le gouvernement du Canada et si nous voulons limiter les dépenses gouvernementales à ce niveau, il est certain que cette fonction entre dans la prérogative royale ou dans le cadre de la loi.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, je me demande si, au nom de l'exécutif, je puis faire une observation je me réfère particulièrement à la citation 249 (1) du Beauchesne:

Aucun principe n'est mieux compris que l'obligation constitutionnelle qui fait reposer sur le Gouvernement exécutif seul le soin de présenter les mesures qui imposent des charges au trésor public.

M. Stevens: Nous ne faisons pas cela.

M. Macdonald (Rosedale): Si vous permettez, je continue:

«La responsabilité de recommander à la considération du Parlement le recours à des mesures de redressement ou de secours financier doit appartenir exclusivement au pouvoir exécutif, qui est strictement comptable de toute dépense de deniers publics, qui a spécialement le devoir, dans l'intérêt du contribuable, de s'opposer à toute dépense inutile, et qui dispose de services particuliers pour s'assurer du bien-fondé de toutes les réclamations financières.»

Je relis la première partie:

Aucun principe n'est mieux compris que l'obligation constitutionnelle qui fait reposer sur le Gouvernement exécutif seul le soin de présenter les mesures qui imposent des charges au trésor public.

Au nom du gouvernement, monsieur le président, je déclare qu'en vertu de notre système parlementaire, à titre de conseillers de Sa Majesté, nous avons la responsabilité depuis très longtemps de présenter des recommandations au Parlement tant sur la façon dont les fonds du Trésor public doivent être réunis que sur la façon dont ils doivent être dépensés. Il me semble que l'amendement qui a été présenté constitue une tentative de la part d'un député d'assumer lui-même une responsabilité qui dans notre système parlementaire relève essentiellement de l'exécutif.

Monsieur le président, vous semblez avoir pris votre décision, mais j'aimerais préciser que pour cette raison je m'oppose à l'amendement.

[Text]

The Chairman: Mr. Cafik, followed by Mr. Stevens.

Mr. Cafik: Mr. Chairman, I think all members are rather sympathetic to the idea of limiting government expenditure, including the government itself, but that does not appear to be the point at stake at the moment. I simply want to reinforce the argument made by Mr. Clermont—particularly in relation to the Royal recommendation which is quite clear, and there are plenty of decisions made in respect to this—that a Committee cannot go beyond the Royal recommendation, and the Royal recommendation provides for the restraint of profit margins. It seems to me that government expenditures are not really profit margins. I do not know that anybody suggests that governments really make profits, in any event. It is certainly not a motion that affects prices in this country. It is certainly not one that affects dividends or compensation. In addition to that, the Royal recommendation provides for three further things. One is the establishment of an Anti-Inflation Board, and this is not related to the Anti-Inflation Board. It proposes to provide for an administrator under this act and this motion is not in any way related to the function of the administrator under the act, and it provides for an anti-inflation appeal tribunal. This motion is not in any way related to that, either. Not that it is required here, but Mr. Macdonald's remarks and observations in connection with expenditures are clearly correct, in my view, that it is the prerogative of the government and the executive to bring forward these money bills.

So, on those grounds, without going into the merits of it, which I would be quite prepared to discuss at further length if this motion were found acceptable, but I would argue, Mr. Chairman, that very careful consideration should be given to establishing a precedent, which in my view has not existed in the past, of relating to a motion of this kind which is clearly beyond the terms of the Royal recommendation.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman.

• 1630

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I understood that you have already ruled that my proposed amendment is in fact in order and until we have a motion asking that that be overruled, I am a little uncertain as to what the discussion is about.

The Chairman: Are there any more comments? Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would certainly underline the comments of my colleague from York Simcoe in that you made a ruling to Mr. Clermont and is there a motion to declare it out of order? The Minister has indicated that he feels it is out of order, but if you want a reply to that, I certainly have. That is the point. Are we answering the Minister? I do not want to get into the substance of the proposed amendment, and if it is with regard to the Minister I would point out to the Minister that he is citing an item that comes out of Beauchesne out of antiquity in that it has been a standing practice in this House for a number of years that it is within the competence of any private member to either limit the expenditure or reduce the expenditure of government. What the Minister has been talking about is the initiating of an expenditure. There is no initiation of expenditure under the terms of the amendment. There is no initiation of any impost, the imposition

[Interpretation]

Le président: Monsieur Cafik, vous avez la parole, puis ce sera M. Stevens.

M. Cafik: Je crois que tous les députés aiment cette idée de limitation des dépenses gouvernementales, y compris le gouvernement lui-même, mais il ne semble pas que ce soit notre problème pour l'instant. J'aimerais ajouter à l'argument présenté par M. Clermont particulièrement en rapport avec la recommandation royale qui est fort claire et il y a eu beaucoup de décisions en ce sens—qu'un comité ne peut dépasser dans son mandat la recommandation royale, or celle-ci prévoit une limite des marges bénéficiaires. Des dépenses gouvernementales ne sont pas des marges bénéficiaires. Je ne pense pas qu'on puisse prétendre que les gouvernements font en fait des profits et cette motion ne vise pas non plus les prix dans notre pays. En tout état de cause, elle ne vise pas les dividendes ou l'indemnisation. En outre, la recommandation royale a prévu trois autres points: tout d'abord, il y a l'établissement de la Commission de lutte contre l'inflation; or, cette motion ne s'y rapporte pas; on se propose aussi de nommer un administrateur en vertu de cette loi et cette motion n'a rien à voir non plus avec les fonctions de l'administrateur et on a prévu en troisième lieu l'établissement d'un tribunal d'appel en matière d'inflation. Encore une fois, la motion ne s'y rapporte pas. Les remarques qu'a faites M. Macdonald en rapport avec les dépenses sont exactes et c'est la prérogative du gouvernement et de l'exécutif de présenter ces bills financiers.

Donc, sans discuter de sa valeur intrinsèque, je serais tout prêt à discuter plus longuement de la recevabilité de cette motion. Mais je prétends, monsieur le président, qu'il faut se garder d'établir un précédent ce qui à mon avis n'a pas été fait dans le passé pour une motion de ce genre qui dépasse nettement les termes de la recommandation royale.

M. Stevens: J'invoque le règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, d'après ce que j'ai compris, vous avez déjà déclaré que mon amendement est recevable et, puisqu'aucune motion n'a été proposée pour écarter cette résolution, je ne sais trop pourquoi cette discussion.

Le président: Y a-t-il d'autres observations? Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'aimerais souligner ce qu'a dit mon collègue de York Simcoe. Vous avez fait connaître votre décision à M. Clermont et, que je sache, personne n'a présenté de motion voulant que cette décision soit rejetée. Le ministre a déjà fait savoir qu'il estime que cette question est irrecevable et, s'il s'agit de lui répondre, je suis prêt à le faire. Je ne veux pas discuter du fond de la motion proposée mais, pour ce qui est de l'observation du ministre, je lui ferai remarquer que l'exemple de Beauchesne qu'il nous cite n'a plus aucun rapport avec la pratique actuelle de la Chambre des communes selon laquelle un simple député peut présenter une motion entraînant la réduction d'une dépense. Ce à quoi le ministre fait allusion, c'est le fait de prendre l'initiative d'une dépense. Dans cet amendement, il n'est pas question de prendre l'initiative d'une dépense ni d'une taxe. Il s'agit simplement d'une pratique courante depuis très longtemps,

[Texte]

of any impost. It is merely a standard practice that has existed for oh such a very long time of placing a limit on expenditure or of reducing an expenditure. In fact, I will go further; that it would appear contrary to what is in Beauchesne, but a member also has the right now, and has done so for the past five or six years, to reduce a tax.

The Chairman: It was advised that under Section 242, subsection (2), of Beauchesne that this motion is in order. Subsection (2) of Section 242 reads:

The only motion allowed, when a resolution is under consideration in Committee of Supply, is that the amount be reduced . . .

Mr. Macdonald (Rosedale): This is not a Committee of Supply.

Mr. Clermont: We can do something about the ruling.

Mr. Cafik: This is not a Committee of Supply at all. We are considering a bill.

Mr. McGrath: I move the Chairman's ruling be upheld.

The Chairman: I think it is the privilege of any member at any time to make a motion to reduce any amount.

Mr. McGrath: I move that the Chairman's ruling be upheld.

The Chairman: There is no motion.

Mr. McGrath: I just moved one. There is a question on the ruling.

The Chairman: Is there a question on the ruling?

Mr. McGrath: Yes, there is.

The Chairman: Do I have a motion that the ruling of the Chair is to be sustained? Is there such a motion? I did not hear the other one.

Mr. McGrath: Yes, I move that the ruling be sustained.

The Chairman: It is moved by Mr. McGrath that the ruling of the Chair be sustained.

Motion negative: yeas 7; nays 8.

An hon. Member: You will see it at the report stage.

Mr. Macdonald (Rosedale): No, no, that is Committee of the Supply.

An hon. Member: Yes, but your citation is not applicable either.

Mr. Macdonald (Rosedale): No, no. Of course it is.

An hon. Member: Not to this amendment.

The Chairman: Mr. Cafik.

Mr. Cafik: On a point of information at this particular juncture. Does it flow automatically from that particular motion and the result of it and the vote that the ruling of the Chair is now reversed, or do you require a motion to the contrary?

[Interprétation]

c'est-à-dire l'établissement d'une limite à une dépense ou bien la réduction du montant. Je vous signalerais en outre, malgré ce qu'en dit Beauchesne, qu'un simple député a le droit depuis cinq ou six ans de proposer la réduction d'une taxe.

Le président: On m'a informé que cette motion était recevable en vertu de l'article 242, paragraphe 2, de Beauchesne, qui se lit comme suit:

La seule motion permise, quand le Comité des subsides est saisi d'une résolution, doit proposer que le montant soit réduit . . .

M. MacDonald (Rosedale): Ce n'est pas ici un Comité des subsides.

M. Clermont: Ne serait-il pas possible de changer la décision?

M. Cafik: Il ne s'agit pas ici d'un Comité des subsides du tout. Nous étudions un projet de loi.

M. McGrath: Je propose que la décision du président soit maintenue.

Le président: Je crois que tout député a le privilège de présenter une motion entraînant la réduction d'un montant.

M. McGrath: Je propose que la décision du président soit confirmée.

Le président: Il n'y a pas de motion.

M. McGrath: Je viens de la proposer. On conteste la décision.

Le président: Quelqu'un conteste-t-il la décision?

M. McGrath: Oui.

Le président: Quelqu'un a-t-il présenté une motion voulant que la décision de la présidence soit confirmée? Je n'en ai pas entendue.

M. McGrath: Oui, je la présente.

Le président: M. McGrath propose que la décision de la présidence soit confirmée.

Pour 7; contre 8; la motion est rejetée.

Une voix: Il en sera question également dans la rédaction du rapport.

M. Macdonald (Rosedale): Non, il s'agit du Comité des subsides.

Une voix: Oui, mais votre citation ne s'y applique pas non plus.

M. Macdonald (Rosedale): Au contraire.

Une voix: Pas à cet amendement.

Le président: Monsieur Cafik.

M. Cafik: J'aimerais une précision. Le rejet de cette motion veut-il dire que la décision de la présidence est annulée, compte tenu de la mise aux voix, ou faut-il une motion à l'inverse?

[Text]

Mr. McGrath: It is a vote to wipe out the ruling.

Mr. Cafik: All right, that is fine. It is a matter of clarification. What did you say?

The Chairman: No, the vote means that the amendment is not receivable by the Committee.

• 1635

Mr. Cafik: Agreed. That is fine. I just wanted to be sure.

The Chairman: Mr. Stevens. We are on Clause 4.

Mr. Stevens: In view of our present position, I would like to make a comment concerning Clause 4 and make sure that the members of the Committee understand the purport now of what they have done.

Mr. Cafik: On a motion that is not even acceptable.

Mr. Stevens: You have not even heard what I am going to say yet.

Mr. Cafik: No, but the preamble gave me an indication of...

The Chairman: Mr. Stevens, stay on Clause 4.

Mr. Stevens: I am on Clause 4 and I am dealing with the application to the public sector of the guidelines...

The Chairman: Application, period.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, if you want to deal all afternoon in technicalities...

The Chairman: We have just carried an amendment, Mr. Stevens, a few minutes ago to change the title.

Mr. Stevens: What I am saying is that we have a Clause 4 that covers various items with respect to guidelines within the public sector. I am not talking about the title that we have changed. I am saying that there are guidelines that are being set with respect to activities within the public sector and I want the Committee members to understand that we are now in a position where the government have not seen fit to accept a limit on the current fiscal 1976 spending program for themselves in spite of the fact that they have stated in the House that they are willing to keep their spending within a certain limit.

M. Clermont: Monsieur le président, sur un rappel au Règlement.

Le président: Monsieur Clermont, sur un rappel au Règlement.

M. Clermont: M. Stevens fait des remarques concernant la motion qui, selon la majorité des membres ici, était irrecevable. Alors, si vous lui donnez la parole, nous aussi, nous allons solliciter le droit de parler, de faire des commentaires parce que...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Vous avez le droit.

Le président: Non mais, monsieur Clermont, je pense que M. Stevens, à ce moment-ci, parle de l'article 4.

M. Clermont: Je regrette beaucoup, monsieur le président, vous n'avez pas suivi. A tout événement, vous allez nous donner le droit de parole à nous aussi?

[Interpretation]

M. McGrath: Ce vote vient d'annuler la décision.

M. Cafik: Très bien.

Le président: Non, ce vote veut dire que l'amendement n'est pas recevable par le Comité.

M. Cafik: D'accord. C'est bon. Je voulais simplement me rassurer.

Le président: Monsieur Stevens. Nous en sommes à l'article 4.

M. Stevens: En vue de notre présente position, je voudrais faire une remarque au sujet de l'article 4 et m'assurer que les membres du Comité comprennent les conséquences de ce que nous venons de faire.

M. Cafik: Sur une motion qui n'est même pas recevable.

M. Stevens: Vous n'avez même pas entendu ce que j'ai à dire.

M. Cafik: Non, mais le préambule m'en donne une idée...

Le président: Monsieur Stevens, je vous en prie, tenez-vous-en à l'article 4.

M. Stevens: J'en suis à l'article 4 et je traite de l'application des indicateurs au secteur public...

Le président: L'application, point.

M. Stevens: Monsieur le président, si vous voulez discuter de détails tout l'après-midi...

Le président: Il y a quelques minutes, monsieur Stevens, nous avons adopté un amendement qui change le titre.

M. Stevens: Je dis que l'article 4 traite de différentes dispositions concernant les indicateurs pour le secteur public. Je ne parle pas du titre que nous avons changé. Je dis qu'il y a certains indicateurs qui sont imposés aux activités dans le secteur public, et je veux faire comprendre aux membres du Comité que la situation est telle que le gouvernement n'a pas cru bon d'imposer une limite à son programme de dépenses pour l'année financière courante 1976 malgré qu'ils aient déclaré à la Chambre qu'ils étaient prêts à restreindre leurs dépenses en deçà d'une certaine limite.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Mr. Clermont, on a point of order.

Mr. Clermont: Mr. Stevens is commenting on a motion which, according to the majority of the member present, was not acceptable. So, if you are going to give him the floor, we too are going to request the right to speak, to make comments because...

Mr. Lambert (Edmonton West): You have the right.

The Chairman: But, Mr. Clermont, I believe that Mr. Stevens, at this time, is speaking to Clause 4.

Mr. Clermont: I am sorry, Mr. Chairman, but you are not following me. In any event, you will give us the right to speak also?

[Texte]

Le président: Certainement, monsieur Clermont.

M. Clermont: Très bien.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I am speaking on Clause 4, which deals with the establishment of guidelines with respect to public sector activities, and I am pointing out that we are in the position of where the government has not seen fit to accept a guideline with respect to its own spending activity in spite of the fact that the President of the Treasury Board has claimed that he intends to keep that spending activity within 16 per cent, less than 16 per cent increase, over fiscal 1975, bearing in mind that that would work out to exactly \$30 billion. We are in the odd position of where the government are now asking us to accept, again if you follow what Mr. Chrétien has told us in the House, that in the 1977 fiscal year their spending will be held, he hopes, within 15 per cent of the current level. In other words, the government are indirectly unwilling to bind themselves to any guidelines within this section of the act concerning their own spending. They have indicated that their spending next year may be up 15 per cent in spite of the fact that we are being asked to accept guidelines for wage earners on account of inflation of 8 per cent. How the government can expect the Canadian public to accept such a guideline program with such a lack of restraint on their own part I find most, most remarkable, and I feel it is particularly unfortunate that the government has chosen to use a rather technical way to avoid a vote on this restraint program, and I hope that before we leave Clause 4 the Minister will offer some explanation as to why he is unwilling to accept a guideline which would simply say that in fiscal 1977 the governmental expenditures—forgetting indexed items—the governmental expenditures would not exceed 8 per cent of the fiscal 1976 position, bearing in mind fiscal 1976 is a whopping 50 per cent jump over what it was two years ago, a 25 per cent per year jump in fiscal spending, and here we have a government which is trying to tell the Canadian people to be restrained. It is absolutely ludicrous.

The Chairman: Mr. Macdonald.

• 1640

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, I am glad to have an opportunity to respond to that. The Committee, of course, will recall that 56 per cent of the expenditures of the Government of Canada are statutory expenditures, either transfer payments to the provinces or transfer payments to individuals. In that sense, except by annulling programs like the family allowance or by annulling the fiscal transfers, the federal government is bound to make these payments and indeed they are paid.

For example, with regard to equalization or with regard to programs like the Canada Assistance Plan or Medicare, they are bound to pay whatever is 50 per cent of the cost that the provinces may have from year to year. The federal government has given that undertaking to the provinces and is bound to make a payment to them, whatever 50 per cent of those particular programs will be, or is bound to make a payment on equalization equal to whatever the formula produces. In other words, these are not expenditures over which we have control as to amounts.

[Interprétation]

The Chairman: Certainly, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Very well.

M. Stevens: Monsieur le président, je parle de l'article 4, qui traite de l'imposition d'indicateurs en ce qui concerne les activités du secteur public, et je veux faire remarquer que nous sommes dans une position où le gouvernement n'a pas cru bon accepter un indicateur en ce qui concerne ses propres débours malgré que le président du Conseil du trésor ait proclamé qu'il a l'intention de limiter les débours à 16 p. 100, c'est-à-dire moins de 16 p. 100 d'augmentation, en comparaison avec l'année financière 1975, ce qui équivaldrait à exactement 30 milliards de dollars. Nous sommes dans une drôle de situation où le gouvernement nous demande maintenant d'accepter, si vous avez suivi ce que M. Chrétien nous a dit à la Chambre, que durant l'année financière 1977, leurs dépenses seront limitées, il l'espère, à 15 p. 100 du niveau présent. En d'autres mots, le gouvernement, indirectement, ne veut pas se soumettre aux indicateurs cités dans cet article de la loi quant à leurs propres débours. Il indique que leurs dépenses, l'an prochain, pourraient augmenter de près de 15 p. 100 en dépit du fait qu'il nous demande d'accepter des indicateurs pour combattre l'inflation, qui limiteraient les salariés à une augmentation de 8 p. 100. Il est incroyable que le gouvernement puisse s'attendre que le public canadien accepte un tel programme d'indicateurs quand il refuse, de sa part, d'accepter quelque restriction que ce soit, et je crois qu'il est malheureux que le gouvernement ait choisi cette procédure technique pour éviter de mettre aux voix son programme de restriction. Et j'espère qu'avant que nous en finissions avec l'article 4, le ministre pourra nous expliquer pourquoi il ne veut pas accepter un indicateur qui limiterait les débours du gouvernement—pour ne pas parler des articles indexés—durant l'année financière 1977, à une augmentation n'excédant pas les 8 p. 100 de la situation fiscale 1976, en tenant compte que les dépenses pour 1976 représentent un incroyable 50 p. 100 de plus que les dépenses d'il y a deux ans; plus de 25 p. 100 par année d'augmentation des débours fiscaux. Et voilà le gouvernement qui demande au peuple canadien de se restreindre. C'est absolument ridicule!

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, je suis heureux de pouvoir y répondre. Le Comité se souviendra que 56 p. 100 des dépenses du gouvernement du Canada sont des dépenses statutaires, soit transferts de paiement aux provinces ou transferts de paiement à des particuliers. En ce sens, sauf en abolissant des programmes comme celui de l'allocation familiale ou des transferts fiscaux, le gouvernement fédéral est tenu de verser ces paiements et les paiements sont faits.

Au sujet par exemple de la péréquation de programmes comme l'Assistance ou Medicare, l'État doit contribuer 50 p. 100 du coût assumé par les provinces d'année en année. Le gouvernement fédéral s'est engagé à cet égard auprès des provinces et doit s'acquitter du paiement de moitié pour ces programmes et verser un paiement de péréquation selon la formule établie. C'est-à-dire que ce sont des dépenses dont les montants échappent au contrôle.

[Text]

Of course the government is providing its own services to people. It has to meet the same... Mr. Stevens, I did not interrupt you. Please let me finish.

Mr. Stevens: As long as you will let me...

Mr. Macdonald (Rosedale): The government has to make its expenditures, of course, for the services of its own employees and it has to buy materials and equipment to carry on the services it makes to the public. It has to service the public debt, so that only with regard to a very small sector of the public sector could it be regarded as discretionary.

We are engaged in an anti-inflationary program, and this is one part of it. Another part of it, of course, is the \$1.5 billion a year that the Government of Canada is now expending for the purpose of keeping the oil price down for Canadians.

If Mr. Stevens' amendment had carried, if his objectives carried, and if there is a further increase by the oil-producing countries within the time frame of this fiscal year referred to, then of course the Government of Canada would not be in a position to be able to further protect the producers of Eastern Canada from an oil price increase imposed from overseas. I cannot think of anything that would be more inflationary than to submit people in Montreal, Quebec, Halifax, Saint John, St. John's to highly escalating prices for the fuel oil they use in their households.

In the same way, the federal government is spending close to \$2 billion now in support of the housing program, for example, to provide low-income housing whether by rental or by subsidized mortgage for many Canadians. It may well be desirable as the year goes on to increase those amounts to further stimulate housing in Canada. The motion that very happily has not been found in order would have prevented us from taking that kind of action for the purpose of relieving the situation of various groups in the community caused by inflation.

In that sense, I do not think it is inconsistent with the anti-inflation program at all. Indeed the anti-inflation program is in support of measures like the oil subvention and the mortgage interest subsidy, which have had such a good impact in protecting some people in our community from additional costs they have to bear.

Mr. Stevens: Mr. Chairman.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, sauf le respect que je dois à la présidence, M. Stevens a fait une partie, si ce n'est la quasi totalité de ses remarques sur la motion que la majorité des membres de ce Comité ont déclarée non recevable. Lorsqu'il mentionne que les membres du gouvernement ne veulent pas du tout accepter de limites, telle n'est pas la décision qui a été prise par la majorité des membres de ce Comité. La majorité des membres de ce Comité a dit, monsieur le président, que l'amendement déposé par M. Stevens à l'article 4 n'était pas recevable à cause de règlements et à cause de l'ordre de renvoi que nous avons reçu de la Chambre des communes. Et de nouveau, sauf le respect que je vous dois, lorsque vous avez donné la citation qui vous a été fournie, je ne sais par qui, cela n'avait aucun, aucun rapport, monsieur le président, avec le bill que nous avons devant nous. Et il est établi depuis très longtemps qu'un comité a le droit de discuter

[Interpretation]

L'État fournit aussi ses propres services à la population en vue de compenser... Monsieur Stevens, je ne vous ai pas interrompu, veuillez me laisser finir.

M. Stevens: Du moment que vous me laisserez...

M. Macdonald (Rosedale): Le gouvernement a aussi des frais pour l'entretien de son propre personnel et doit acheter les matériaux et l'équipement nécessaire au service public. Il doit administrer la dette publique; donc en ce qui a trait à un faible secteur seulement, y a-t-il pouvoir discrétionnaire.

Nous avons entrepris la lutte contre l'inflation et ceci en fait partie. Un autre élément est celui de un milliard et demi de dollars que le gouvernement du Canada dépense chaque année afin de maintenir le prix du pétrole à un niveau accessible aux Canadiens.

Si l'amendement proposé par M. Stevens avait été adopté, si ses objectifs étaient admis, et qu'il y ait une nouvelle hausse dans les pays producteurs de pétrole au cours de l'année financière en question, le gouvernement du Canada ne pourrait davantage protéger les producteurs de l'Est du Canada contre la hausse du prix du pétrole imposée de l'extérieur. Je ne connais rien qui contribuerait plus à attiser l'inflation que d'imposer aux populations de Montréal, de Québec, d'Halifax, de Saint-Jean et de St. John's, des prix rapidement à la hausse de l'huile de chauffage pour leurs maisons.

De la même manière, le gouvernement fédéral dépense 2 milliards de dollars en ce moment pour la réalisation du programme de logement, pour assurer des logements à prix modiques soit en subventionnant les loyers des personnes à faibles revenus ou le régime hypothécaire auquel ont recours nombre de Canadiens. Il sera peut-être opportun au cours de l'année d'augmenter ces montants afin de stimuler encore plus la construction domiciliaire au Canada. La motion qui, heureusement, s'est avérée inacceptable, nous aurait empêchés d'alléger ainsi la situation dont souffrent divers groupes de la communauté par suite de l'inflation.

C'est pourquoi je ne l'estime pas du tout contraire au programme de lutte contre l'inflation. En réalité, le programme de lutte contre l'inflation appuie des mesures telles que la subvention à l'industrie pétrolière et de l'intérêt hypothécaire qui réussissent si bien à protéger les gens de frais excédentaires.

M. Stevens: Monsieur le président.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, in all due respect to the Chair, Mr. Stevens has made most of his remarks about a motion that members have unanimously declared to be out of order. When he states the government is not willing to accept restrictions, he speaks contrary to the decision that the majority of members have come to. Most members of this Committee said, Mr. Chairman, that the amendment by Mr. Stevens to Section 4 was out of order because of the rules and not in accordance with our terms of reference from the House of Commons. Again, in all due respect, what you quoted to us and that had been produced by I do not know who, had no connection whatever, Mr. Chairman, with the bill we now have before us. It has long been established that a committee must restrict its deliberation to a bill or a vote referred to it. The motion presented by Mr. Stevens dealt with government expenses and not at all with the bill.

[Texte]

seulement un bill ou un crédit qui lui a été renvoyé. Et la motion de M. Stevens traitait des dépenses gouvernementales, elle ne traitait pas du tout du projet de loi.

Mr. Neil: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Neil, on a point of order.

• 1645

Mr. Neil: Mr. Clermont is questioning your ruling and we have dealt with your ruling. We are wasting time, as far as I am concerned. We have 47 clauses in this bill. We are limited in time, and I think if any member wants to speak now he should speak to the point rather than rehash what has happened.

The Chairman: Thank you. Mr. Trudel.

M. Clermont: Je pose la question de privilège, monsieur le président...

Le président: Monsieur Clermont...

M. Clermont: Je pose la question de privilège. Mon collègue, l'orateur précédant, n'a fait aucune intervention lorsque M. Stevens a parlé. Alors je n'ai pas de leçon à recevoir de M. Neil. J'avais le droit de parler et j'en profiterai si j'en ai l'occasion!

Le président: Certainement. Merci monsieur Clermont. Monsieur Trudel.

M. Clermont: Avec tout le respect que je lui dois, il n'a jamais lu les Règlements de sa vie!

M. Trudel: J'ai un autre amendement à proposer monsieur le président. Sur ce point-là je n'ai pas de commentaire—

Mr. Clermont: He did not go to the first page.

M. Trudel: ... je n'ai pas de commentaire à faire sur cela mais j'ai un autre amendement à proposer au comité.

Le président: Oui, très bien.

M. Trudel: Ça va.

Le président: Oui.

Mr. Stevens: Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I thought I was clear. I am dealing with Clause 4. Surely we can question the Minister on Clause 4 with reference to the general question of government activity. It is a clause that deals with guidelines on the public sector, and I am not in any way commenting on the action of the Committee in overruling your ruling that my proposed amendment was in order.

The Chairman: Mr. Stevens, we are still on Clause 4. We have some further amendments, and we can always come back to the clause when we have disposed of all the amendments.

Mr. Stevens: No, but in fairness, the Minister gave what he regarded as a comment or a reply to some of the remarks I had made, and I was wanting to ask him one or two questions, coming out of his remarks.

[Interprétation]

M. Neil: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le président: M. Neil fait appel au Règlement.

M. Neil: M. Clermont met en doute votre décision et nous avons disposé de cette question. Nous perdons du temps quant à moi; nous avons 47 articles à étudier dans ce projet de loi. Nous manquons de temps et je pense que le député qui veut se faire entendre maintenant doit s'en tenir au point plutôt que de rabâcher des choses anciennes.

Le président: Merci. Monsieur Trudel.

Mr. Clermont: On a question of privilege, Mr. Chairman...

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: On the question of privilege, my colleague, the speaker before me, did not intervene while Mr. Stevens was speaking and I have no remarks to take from Mr. Neil. It was my right to speak and I shall avail myself of this right on any occasion!

The Chairman: Of course. Thank you, Mr. Clermont. Mr. Trudel.

Mr. Clermont: In all deference to him, he never did read the rules in his whole life!

Mr. Trudel: I have another amendment to introduce, Mr. Chairman. I have no comments to make on that point.

M. Clermont: Il ne s'est pas rendu à la première page.

Mr. Trudel: ... I have no comments to make about this but I have another amendment to table with the Committee.

The Chairman: Yes, okay.

Mr. Trudel: Okay?

The Chairman: Yes.

M. Stevens: Monsieur le président,...

Le président: Oui, monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, j'avais cru m'être expliqué clairement. Je parlais de l'article 4. Assurément, nous pouvons interroger le ministre au sujet de l'article 4 concernant l'activité gouvernementale. C'est un article qui traite des directives applicables au secteur public et je ne discute en rien la décision du Comité qui a rejeté votre décision assurant que l'amendement que je proposais était recevable.

Le président: Monsieur Stevens, nous en sommes toujours à l'article 4. Nous étudions d'autres amendements et nous pouvons toujours revenir à l'article lorsque nous aurons disposé de tous ces amendements.

M. Stevens: Non, mais en toute équité, le ministre a donné ce qu'il estime être un commentaire ou une réponse à certaines remarques que j'ai faites et je voulais lui poser une ou deux questions inspirées par ses remarques.

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): I think it is fair to point out, Mr. Chairman, in the public sector we are dealing with the pricing of services or commodities to be supplied by the public sector, or the payment by the public sector to its own employees.

It seems to me that it may be appropriate to raise some questions with regard to that, but I wonder whether the general appropriation of funds or the general budgetary policy of the government is the appropriate subject matter for discussion here.

The Chairman: Thank you. Mr. Trudel, you have the floor.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I take it from your response, then, that you in effect are saying that the Minister is quite correct. We cannot question . . .

The Chairman: No, Mr. Stevens. You will have your turn.

Mr. Stevens: I want my turn now.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Bon. Monsieur le président, voici . . . I would like to move that paragraph 4(2)(d) of Bill C-73 be amended by striking out line 21 on page 6 and substituting the following:

"prescribed by the regulations for the purposes of that province."

Amendment agreed to.

M. Trudel: A la même page, monsieur le président . . .

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Cela a été déposé le 7 novembre et les membres du comité s'en rappellent bien, je voudrais proposer que le paragraphe 4(3) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 34 à 36, page 6, par ce qui suit:

«La présente loi s'applique, dès la conclusion de l'accord, conformément aux conditions qu'il stipule et les indicateurs s'appliquent, aux mêmes conditions, à compter de la date à laquelle les indicateurs s'appliquent à Sa Majesté du chef du Canada par l'effet de la présente loi.»

Le président: Il est proposé par M. Trudel que le paragraphe 4(3) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 34 à 36, page 6, par ce qui suit:

«La présente loi s'applique, dès la conclusion de l'accord, conformément aux conditions qu'il stipule et les indicateurs s'appliquent aux mêmes conditions, à compter de la date à laquelle les indicateurs s'appliquent à Sa Majesté du chef du Canada par l'effet de la présente loi.»

L'amendement est-il adopté? Monsieur Lambert?

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I am just wondering there whether inferentially we are not actually imposing a restriction on Her Majesty in the right of Canada to certain guidelines, which are by way of an agreement with a province. We are now saying we are imposing a limit where we had previously said it was not possible for this Committee to accept an amendment imposing limitations.

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): Je pense qu'il est juste de signaler, monsieur le président, que nous traitons, relativement au secteur public, du prix des services ou denrées fournis par le secteur public ou le paiement par le secteur public versé à ses propres employés.

Il me semble qu'il serait approprié de soulever certaines questions à ce sujet, mais je me demande si l'affectation générale des fonds ou la politique budgétaire générale du gouvernement constitue un sujet approprié de discussion ici.

Le président: Merci. Monsieur Trudel, à vous la parole.

M. Stevens: Monsieur le président, je crois comprendre d'après votre réponse que le ministre a parfaitement raison. Nous ne pouvons mettre en doute . . .

Le président: Non, monsieur Stevens. Vous aurez votre tour.

M. Stevens: Je veux parler maintenant.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Good. Mr. Chairman, here— J'aimerais proposer que l'article 4(2)(d) du Bill C-73 soit modifié en biffant la fin de la ligne 21 à la page 6 et en y substituant ce qui suit:

«désignés par règlement aux fins prévues par cette province.»

L'amendement est adopté.

Mr. Trudel: On the same page, Mr. Chairman . . .

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: This was tabled November 7 and members of the Committee will recall that I suggested that Clause 4(3) of Bill C-73 be amended by striking lines 35 to 37, on page 6, and substituting the following:

entered into, this act is binding in accordance with the terms of the agreement and the guidelines apply in accordance with the terms thereof with effect on and after the day on and after which the guidelines apply, by virtue of the operation of this act, with respect to Her Majesty in right of Canada.

The Chairman: It is moved by Mr. Trudel that Clause 4(3) of Bill C-73 be amended by striking out lines 35 to 37 inclusive on page 6 and substituting the following:

entered into, this act is binding in accordance with the terms of the agreement and the guidelines apply in accordance with the terms thereof with effect on and after the day on and after which the guidelines apply, by virtue of the operation of this act, with respect to Her Majesty in right of Canada.

Is the amendment carried? Mr. Lambert?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, je me demande seulement si nous n'imposons pas une restriction implicite à sa Majesté du chef du Canada dans le cas de certains indicateurs dépendant d'un accord avec une province. Nous disons que nous allons imposer une limite alors que nous avons déjà dit que nous ne pouvions pas accepter un amendement imposant des restrictions.

[Texte]

The Chairman: Mr. Macdonald.

• 1650

Mr. Macdonald (Rosedale): I wonder whether I could explain, Mr. Lambert, perhaps to be clear. The purpose of the amendment is to clarify the fact, and it is really done out of an abundance of caution, that where a province enters into an agreement under Clause 4(3), the guidelines, to the extent that they are retrospective to October 14 for the federal public sector, will be equally retrospective to that date for the provincial public sector.

The question has not been raised, but the amendment is moved out of an abundance of caution to make sure that it is not raised. Presumably, the Ontario agreement will be entered into sometime in December. The intention would be, of course, to have the Ontario agreement date back to the period in October, at the very least, at which the Ontario Minister indicated that he would have it applied to the provincial public sector in that province.

I think there is some opinion that the amendment may not be necessary, but it is really out of an abundance of caution to make sure that the provincial agreement does date back just as it does to the federal.

Mr. Lambert (Edmonton West): It does to the federal, yes.

Mr. Macdonald (Rosedale): It does to the federal.

Mr. Lambert (Edmonton West): That imposes a restriction also perhaps on the federal.

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right, fine. If it can in this instance, from that point I would say that one could impose it elsewhere. For that reason, the arguments on the question of accepting Mr. Steven's amendment would seem to be contrary. In any event, I am making that as an observation.

The Chairman: Shall the amendment carry?

Some hon. Members: Carried.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: I have two new clauses, Mr. Chairman, also under Clause 4 and I think they were tabled with the Clerk and with the members last night. This one is quite long. I wonder whether you would like me to read the two pages. I can read them if you wish, Mr. Chairman.

The Chairman: Perhaps...

Mr. Lambert (Edmonton West): We have got the reading. I think that would just take time.

Mr. Trudel: I have a very short explanation if you would like to have the explanation.

The Chairman: Shall we dispense with the reading of the amendment of Mr. Trudel? Do you all have the amendment before you?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Trudel: On Clause 4(1), Mr. Chairman, the new Clause 4(1) would "delegate to regulatory agencies the power and the duty to apply the guidelines to the determination of prices and profit margin regulated by the..." On Clause 4(2), it would make it unnecessary to refer the question of compensation of members of Parliament and Senators to the Administrator for action to restrain increases in excess of the guidelines.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Je me demande si je pourrais expliquer, monsieur Lambert, afin de tirer la chose au clair. L'amendement vise à clarifier, et c'est par excès de précaution, que lorsqu'une province s'engage en vertu d'un accord conforme à l'article 4(3), les indicateurs, vu qu'ils s'appliquent rétroactivement au 14 octobre pour le secteur public fédéral, seront également rétroactifs à cette date pour le secteur public provincial.

La question n'a pas été soulevée mais l'amendement est proposé par excès de précaution pour s'assurer qu'elle ne le sera pas. Présumément, l'accord ontarien sera ratifié quelque temps en décembre. L'intention serait, naturellement, que la date de l'accord ontarien remonte à octobre au moins, qu'il l'appliquerait au secteur public provincial de cette province.

Certains semblent croire que l'amendement ne sera peut-être pas nécessaire mais il l'est par excès de précaution pour s'assurer que l'accord provincial soit rétroactif comme pour l'accord fédéral.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il l'est, en effet.

M. Macdonald (Rosedale): Il est rétroactif comme celui du fédéral.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Cela impose peut-être aussi une restriction au fédéral.

M. Macdonald (Rosedale): Oui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien, très bien. Si cela est possible dans ce cas, je dirais que cela peut s'appliquer ailleurs. C'est pourquoi les arguments visant à savoir si l'amendement de M. Stevens est recevable sembleraient le contredire. En tout état de cause, je le fais à titre d'observation.

Le président: Est-ce que l'amendement est adopté?

Des voix: Adopté.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: J'ai dit deux nouvelles dispositions à introduire, monsieur le président, rapport à l'article 4, et je pense que le texte en a été remis au greffier et aux membres du Comité hier soir. Celle-ci est très longue. Je me demande si vous aimeriez que je lise les deux pages. Je puis les lire si vous le désirez, monsieur le président.

Le président: Peut-être...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Nous avons le texte. Cela gaspillera simplement du temps.

M. Trudel: J'ai une brève explication à donner si vous désirez l'entendre.

Le président: Est-ce que nous allons nous dispenser de lire l'amendement proposé par M. Trudel? Avez-vous tous le texte sous les yeux?

Des voix: D'accord.

M. Trudel: A l'article 4(1) monsieur le président, le nouvel article 4(1) serait ainsi libellé: «déléguer aux agences régulatrices le pouvoir et l'obligation d'appliquer les indicateurs de manière à déterminer les prix et la marge de bénéfices prévus par les règlements...» A l'article 4(2), il deviendrait inutile de référer la question d'indemnité des membres du Parlement et sénateurs à l'administrateur en vue de ramener les augmentations à la limite fixée par les indicateurs.

[Text]

The Chairman: Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): What we are doing here under Clause 4(1) is making it clear that the Canadian Transportation Commission, for example, or the CRTC or other agencies, which have the power under existing federal law to determine the rates at which goods or services are supplied to any member of the public, will carry out their scrutiny in that responsibility within the guidelines stipulated under this particular law. The CTC, in fact, has acted already in the B.C. Telephone case to apply the guidelines. This is to make it clear in case there be any contest by a private party, for example, that federal regulatory bodies have that responsibility.

Under Clause 4(2), there has been the expressed intention right from the start of the guidelines that members of the Senate and House of Commons, Parliamentary Secretaries and persons dealt with by the Salaries Act, in this case meaning Ministers, should themselves be subject to the guidelines just like anyone else, in particular subject to the guidelines putting a maximum of \$2,400 a year on any increase.

As the members know, there would be an increase commencing January 1, 1976, under the Senate and House of Commons Act, as a result of escalation due to the indexing, and the purpose of the provision is to make it clear that it will not come into effect, that there will not be an increase in those particular salaries beyond the guidelines. This, therefore, would mean that instead of, as already provided in the bill, the matter having to be referred by the Anti-Inflation Board, the Administrator would then make an order which would overrule the Senate and House of Commons Act. He would be overruling the Senate and House of Commons Act directly by this particular amendment.

The Chairman: Mr. McGrath.

• 1655

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I am concerned about this clause, because I had some questions about it this morning. I am concerned that it exempts marketing boards under the Farm Products Marketing Agencies Act, for example CEMA.

I would like to refer to a reply that I received from the Prime Minister in the House of Commons on October 17, whereby I asked the Prime Minister specifically if this legislation, the guidelines, would cover marketing boards, and the answer of the Prime Minister at that time is to be found at page 8296 and is as follows:

Mr. Speaker, the answer is yes. It is clear that marketing boards, in their pricing practices, are expected to follow our general guidelines.

And that is the end of the quote.

This morning the Minister indicated that the reverse is true, that new subsection 2 specifically exempts federal farm marketing boards, federal marketing boards. This was also confirmed to us yesterday by Mrs. Plumptre, the Vice-Chairman of the Board, when I asked her what would be the situation if this bill was law with respect to marketing boards, specifically with respect to recent increases in the price of eggs, for example. She said,

[Interpretation]

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Ce que nous faisons ici relativement à l'article 4(1), c'est de préciser ce que sera l'action de la Commission canadienne des Transports, par exemple, ou de la CRTC ou autre agence, qui ont le pouvoir en vertu d'une loi fédérale, de déterminer les taux auxquels les biens et services sont fournis au public et qu'ils doivent scruter en fonction des indicateurs stipulés aux termes de cette loi. La CTC est déjà intervenue dans le cas de la B.C. Telephone pour appliquer les indicateurs. Ceci cherche à rendre clair tout point de litige pouvant être soulevé par un citoyen, ce quiconfirmerait la responsabilité des agences régulatrices fédérales.

Selon les dispositions de l'article 4(2), l'intention ferme depuis le début en fixant ces indicateurs était que les membres du Sénat et la Chambre des communes, les secrétaires parlementaires et les personnes visées par la Loi sur les traitements, en ce cas les ministres, soient eux-mêmes sujets aux indicateurs tout aussi bien que d'autres, et en particulier aux indicateurs plafonnant l'augmentation annuelle à \$2,400.

Vous n'ignorez pas qu'il y a une augmentation prévue pour le 1^{er} janvier 1976 en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, à cause de l'indexation et cette disposition vise à clarifier le fait que cela ne sera pas, qu'il n'y aura pas d'augmentation des traitements dépassant les indicateurs. Cela signifierait que, au lieu de ce qui est stipulé dans le projet de loi, la question ne serait pas référée par la Commission de lutte contre l'inflation, que l'administrateur ferait une proclamation passant outre à la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, directement du fait de cet amendement.

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, cet article me préoccupe parce que j'avais certaines questions à poser à ce sujet ce matin. Je crains qu'il n'exempte les offices de commercialisation créés en vertu de la Loi sur les offices de commercialisation des produits agricoles. Par exemple, l'OCCO.

J'aimerais me reporter à une réponse que j'ai reçue du premier ministre à la Chambre des communes le 17 octobre lorsque je lui ai demandé si cette loi, les indicateurs, viseraient les offices de commercialisation et lorsqu'il m'a fait la réponse suivante qui se trouve à la page 82.96:

La réponse est oui, monsieur l'Orateur. Il est clair que les offices de commercialisation seront tenus de respecter nos lignes directrices dans l'établissement de leurs prix.

Ce matin, le ministre a indiqué que le contraire est aussi vrai, que le nouveau paragraphe 2 exempté de façon précise les offices de commercialisation des produits de ferme fédéraux, les offices de commercialisation fédéraux. M^{me} Plumptre, vice-présidente de la Commission, nous a confirmé ceci hier lorsque je lui ai demandé quelle serait la situation si ce bill était adopté pour ce qui est des offices de commercialisation, surtout en ce qui concerne les augmentations récentes du prix des œufs, par exemple. Elle m'a répondu:

[Texte]

We cannot do anything because there is nothing as I understand it at the moment, there is no legal situation, because we cannot say to a farmer your eggs sell because it is a farm gate product. But on the other hand is it a justification. Is it really fair and equitable for a government agency, because they do operate under government licence, to be raising prices when costs are going down. Is that fair to the consumers of Canada?

In the absence of any specific reference in this section to marketing boards and the fact that new subsection 4(2) clearly exempts marketing boards, I would like to ask ...

Mr. Macdonald (Rosedale): Subsection 4(1), I think is the one you mean.

Mr. McGrath: Sorry, 4(1) and 4(2).

Mr. Macdonald (Rosedale): Well 4(2) really deals with ... unless you are putting members of Parliament in the context of ...

Mr. McGrath: No, I am sorry. It is 4(2).

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, 4(2).

Mr. McGrath: It clearly exempts marketing boards. I am asking the Minister so that there will be no misunderstanding here, because we know that there is a question with regard to marketing boards under provincial jurisdiction. And that is the majority of marketing boards. And the Minister already indicated that there have been discussions with the provinces in this regard but these discussions have been inconclusive. That is fine; I can accept that. But what I find it difficult to accept is that marketing boards which are under the federal legislation, under the Farm Products Marketing Agencies Act, specifically the Canadian Egg Marketing Agency and the Turkey Marketing Agency, are not covered by this legislation. In the words of Mrs. Plumptre, all they can do is what they did in the Food Prices Review Board and that is just make their feelings known to the public.

In the absence of clear, specific directives under this particular amendment I would like to ask the Minister what policy is being evolved by his colleagues in cabinet. And I directed this question to the Acting Prime Minister and got a very evasive reply. What is the policy of the government with respect to agencies which are clearly under its jurisdiction? Clearly the government has jurisdiction. All it would have to do is direct instructions to the Farm Products Marketing Council and they would have the power to direct CEMA to roll back its prices, if in fact these prices could not be justified. What is the policy in this respect?

Mr. Macdonald (Rosedale): Let me just review with you the legal situation, Mr. McGrath. As the Prime Minister indicated, the general guidelines with regard to the anti-inflation program apply to CEMA as to everyone else in the community. And I am talking about the general guidelines under subsection 3(1), that is to say, the general direction for the guidance of the community for restraining profit margins and prices. Conversely, the guidelines established by regulation under subsection 3(2) do not apply to the Canadian Egg Marketing Agency. I have taken advice in this regard; I am advised that they would not so apply as a result of the new Clause 4(1). Therefore

[Interprétation]

Nous ne pouvons rien faire parce que, d'après moi, il n'y a aucune situation juridique, parce que nous ne pouvons pas dire à un agriculteur vos œufs se vendent parce que c'est un produit de ferme. Mais, d'autre part, est-ce une justification? Est-il vraiment juste et équitable qu'un organisme du gouvernement augmente les prix lorsque les coûts baissent parce qu'il fonctionne en vertu d'un permis du gouvernement? Est-ce juste pour les consommateurs du Canada?

Étant donné qu'on ne mentionne pas de façon précise les offices de commercialisation dans cet article et étant donné que le nouveau paragraphe 4(2) exempté maintenant les offices de commercialisation, je voudrais demander ...

M. Macdonald (Rosedale): Je crois que vous voulez dire le paragraphe 4(1).

M. McGrath: Je suis désolé, 4(1) et 4(2).

M. Macdonald (Rosedale): En fait le paragraphe 4(2) porte sur ... à moins que vous ne placiez les députés avec ...

M. McGrath: Non, je suis désolé. C'est le paragraphe 4(2).

M. Macdonald (Rosedale): Oui, 4(2).

M. McGrath: Il exempté de façon évidente les offices de commercialisation. Je pose cette question au ministre afin qu'il n'y ait aucun malentendu parce que nous savons qu'il y a un dilemme en ce qui concerne les offices de commercialisation relevant des provinces. C'est la majorité des offices de commercialisation. Et le ministre a déjà indiqué qu'on avait eu des discussions avec les provinces à cet égard mais ces discussions n'ont apporté aucun résultat. C'est bien, je puis admettre cela. Mais il m'est difficile d'admettre que cette loi ne vise pas les offices de commercialisation qui relèvent du gouvernement fédéral, en vertu de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, plus précisément l'Office canadien de commercialisation des œufs et l'Office de commercialisation des dindons. Selon M^{me} Plumptre, ils peuvent seulement faire ce qu'ils ont fait pour ce qui est de la Commission de surveillance des prix des produits alimentaires, c'est-à-dire faire connaître leurs sentiments à la population.

En l'absence de directives précises en vertu de cet amendement, j'aimerais demander au ministre quelle politique élaborent ses collègues au cabinet. J'ai posé cette question au premier ministre suppléant et j'ai reçu une réponse très vague. Quelle est la politique du gouvernement à l'égard des organismes qui relèvent clairement de lui? Il est évident que le gouvernement est compétent en cette matière. Il lui suffirait de donner ses directives à l'Office de commercialisation des produits de ferme et ce dernier aurait le pouvoir d'obliger l'OCCO à baisser ses prix, si ses prix n'étaient pas justifiés. Quelle est la politique à cet égard?

M. Macdonald (Rosedale): Permettez-moi de revoir avec vous la situation juridique, monsieur McGrath. Comme le premier ministre l'a indiqué, les lignes directrices du programme anti-inflation visent l'OCCO comme toute autre personne de notre collectivité. Je parle des indicateurs généraux mentionnés dans le paragraphe 3(1), c'est-à-dire les directives générales pour guider la collectivité dans son effort en vue de limiter les marges bénéficiaires et les prix. D'autre part, les indicateurs prescrits par règlement en vertu de l'article 3(2) ne visent pas l'Office canadien de commercialisation des œufs. Je me suis informé à cet égard et on m'a dit qu'il ne s'appliquerait pas, étant donné le

[Text]

CEMA would not be covered by the enforcement provisions. The board would have the authority, under Clause 12(1) (a), to monitor changes and to identify those that, in its opinion, contravene the guidelines either in fact or in spirit. It would be able to publish reports on these particular questions and, of course, specifically be able to draw to the attention of the Governor in Council the fact that CEMA in its policy was, in its opinion, violating the guidelines. It would not have the authority to refer the matter to the administrator for the administrator to take enforcement action against CEMA.

• 1700

I would have to say that I had some discussions with Mr. Gray on this question and had given some attention to a possible amendment to Clause 4(1). But it is clear, in the opinion of counsel, that it does not apply to CEMA as it now stands and it is not the government's intention to apply the regulatory proceedings to the CEMA operation. It can apply the monitoring and scrutinizing proceedings without any further change in the law, but it cannot make an enforcement order.

Mr. McGrath: May I ask why?

Mr. Macdonald (Rosedale): The feeling is that another government policy we have, pursuant to agricultural policies, created the body for the stabilization of egg and turkey prices in Canada, just as the provinces have for stabilizing other prices in Canada, and rather than have the Anti-Inflation Board deal with those stabilization programs, it would be appropriate to deal with them under the context of agricultural policy. In that sense we have said we are not going to go after the individual farmer who sells into the market, so we would propose that any regulation to be carried out against the Egg Marketing Agency or the turkey agency should be done through the government's agricultural policy, rather than through the Anti-Inflation Board.

This amendment also removes the responsibility of the Anti-Inflation Board through all those other areas of government administration that already have existing regulatory agencies—the National Energy Board, the Canadian Transportation Commission, and so on. This amendment is to prevent duplication. It prevents duplication with regard to CEMA just as it does with regard to the CTC.

The Chairman: Thank you. Mr. Lee.

Mr. McGrath: I am not finished.

The Chairman: I am sorry.

Mr. McGrath: If I could continue for a moment; I just want to make one or two points.

Mr. Macdonald, it seems to me that you are not setting a very good example for the provinces. If you are trying to get a consensus of the provinces on bringing provincial marketing boards within the guidelines, it is fair to suggest that the provinces would expect that you put your own house in order first. We all know the power and influence of the Minister of Agriculture. We know the problems that this has created within the Cabinet, specifically with respect to his colleague, the Minister of Consumer and Corporate Affairs. We now have evidence presented to this

[Interpretation]

nouvel article 4(1). Par conséquent, l'OCCO ne serait pas touché par les dispositions d'application. En vertu de l'article 12 (1) a), la Commission aurait le pouvoir de surveiller les changements dans les prix et d'identifier ceux qui, à son avis, sont contraires à la lettre ou à l'esprit des indicateurs. Elle pourrait publier des rapports sur ces questions et, bien entendu, elle pourrait attirer de façon précise l'attention du gouverneur en conseil sur le fait que l'OCCO, viole à son avis, les indicateurs. Elle n'aurait cependant pas le pouvoir de renvoyer l'affaire au directeur pour que celui-ci prenne des mesures envers l'OCCO.

Je dois dire que j'ai eu certaines discussions avec M. Gray à ce sujet, et que j'ai envisagé d'apporter un amendement à l'article 4 (1). Mais il est évident, selon le conseiller, qu'il ne s'applique pas à l'OCCO, tel qu'il est rédigé à l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas l'intention d'appliquer la procédure de réglementation au fonctionnement de l'OCCO. Il peut entreprendre des procédures de surveillance et d'examen sans qu'on ait besoin d'apporter des changements à la loi, mais il ne peut rendre une ordonnance.

M. McGrath: Permettez-moi de vous demander pourquoi?

M. Macdonald (Rosedale): On estime qu'en vertu d'une autre politique gouvernementale, conformément aux politiques agricoles, on a créé cet organisme ne vue de stabiliser les prix des œufs et des dindons au Canada, comme les provinces l'ont fait pour stabiliser d'autres prix au Canada. Plutôt que de charger la Commission anti-inflation de s'occuper de ces programmes de stabilisation, il serait plus approprié de s'en occuper dans le contexte de la politique agricole. C'est dans ce sens que nous avons dit que nous n'irons pas chercher l'agriculteur qui vend sur le marché, et nous proposons que toute mesure visant l'Office de commercialisation des œufs ou l'Office de commercialisation des dindons, devrait être prise selon la politique agricole du gouvernement et non pas par l'entremise de la Commission anti-inflation.

Cet amendement supprime aussi la responsabilité de la Commission anti-inflation pour ce qui est de tous les autres domaines de l'administration gouvernementale qui relèvent déjà d'agences de réglementation, par exemple, l'Office national de l'énergie, la Commission canadienne des transports, etc. Cet amendement vise à empêcher un double emploi. IL empêche le double emploi en ce qui concerne l'OCCO comme ne ce qui concerne la CCT.

Le président: Merci. Monsieur Lee.

M. McGrath: Je n'ai pas terminé.

Le président: Excusez-moi.

M. McGrath: Si vous me permettez de poursuivre pendant un instant, je vais simplement soulever un ou deux points.

Monsieur Macdonald, il me semble que vous ne donnez pas un très bon exemple aux provinces. Si vous tentez d'obtenir l'unanimité des provinces pour que les offices de commercialisation provinciaux observent les indicateurs, il semble que les provinces devraient s'attendre à ce que vous le fassiez tout d'abord chez vous. Nous connaissons tous le pouvoir et toute l'influence du ministre de l'Agriculture. Nous connaissons les problèmes que cela a entraîné à l'intérieur du Cabinet, surtout en ce qui concerne son collègue, le ministre de la Consommation et des Corpora-

[Texte]

Committee by the Anti-Inflation Board that, in their opinion, because of a decline in the price of feed grain there should have been a decline in the price of eggs. Yet the reverse is true; eggs have gone up in price. The board has asked CEMA for justification but that is as far as they can go.

Justification obviously could come in the form of increased production costs, which would be a way of covering increased—you could hide under that general heading—increased administrative costs. You could camouflage the fact that here was, conceivably, an unjustifiable increase in price by hiding it under the heading of increased production costs or increased administrative costs. Whilst I realize that this is an anomaly in the bill, I am not at all satisfied that the government is prepared to act within the powers it already has under the Farm Products Marketing Agencies Act to direct the Farm Products Marketing Council in the light of the evidence presented to it by the Anti-Inflation Board to roll back the prices because they cannot, in fact, be justified.

• 1705

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. McGrath, you make the point for me that, of course, under the Agricultural Stabilization Law we do have those powers, and what we really propose to do is to avoid duplicating them, so that the Anti-Inflation Board may give one order to the Board, and the government under its powers may give another, just in the same way as we have proposed to avoid duplicating the findings by the CTC. You can criticize if you will, and it is your function to do so, the manner in which the government has acted under that particular Act; but it seems to me that since we have provided a regime for controls under that Act, we should leave it to that regime rather than create a second one here.

Mr. McGrath: That is fine. I accept that. What I am looking for now is some policy guideline from the government with respect to this unregulated agency, and I have not been able to get it.

Mr. Macdonald (Rosedale): I think, on another point, it might be appropriate to debate the effectiveness of the administration of CEMA or any other federal marketing agency. The real question is, should one set up, really, two federal bodies to do the same thing? And our conclusion is, no, we will leave it to the...

Mr. McGrath: I do not quarrel with that, I do not quarrel with that at all. You are effectively now in a position to control the price of eggs, and now you have evidence from the Anti-Inflation Board that there has been an unjustifiable increase, based on their evidence that feed grain costs have gone down, that there should have been a 2-cent decline and yet there was a 1-cent increase. I do not think it is unfair to ask why there was not a directive issued, on the basis of the evidence of the Anti-Inflation Board and the comments by Mrs. Plumtre, a directive issued to CEMA through the Farm Products Marketing Council to roll back their price.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. McGrath, I was not present for the testimony of the Board; but as I understand it, as it has been reported to me, the Anti-Inflation Board was seeking to clarify whether such an increase of 1 cent was justified or not. I was not present on that particular occasion.

[Interprétation]

tions. Maintenant la Commission anti-inflation déclare au Comité qu'à son avis, étant donné que le prix de la moulée baisse, le prix des œufs devrait baisser aussi. Cependant, le contraire est aussi vrai, le prix des œufs a monté. La Commission a demandé à l'OCCO de justifier cette augmentation, mais c'est tout ce qu'elle peut faire.

Évidemment, elle pourrait justifier cette augmentation en disant que les coûts de production ont augmenté ce qui serait une façon de compenser l'augmentation des coûts d'administration, et on pourrait facilement se cacher derrière cette rubrique générale. On pourrait camoufler le fait d'une augmentation non justifiée du prix en disant qu'il s'agissait d'une augmentation des coûts de production ou des coûts d'administration. Bien que je me rende compte que c'est une anomalie du bill, il ne me plaît pas du tout que le gouvernement soit disposé à se servir des pouvoirs qu'il détient en vertu de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme pour demander à l'Office de commercialisation des produits de ferme, à la lumière du témoignage que lui a présenté la Commission anti-inflation, de baisser ses prix parce que ces derniers ne peuvent pas être justifiés en fait.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur McGrath, vous me signalez que bien entendu en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, nous avons ces pouvoirs et qu'en fait nous avons l'intention d'éviter de les multiplier afin que la Commission anti-inflation puisse rendre une ordonnance à l'endroit des offices, et que le gouvernement en vertu de ses pouvoirs puisse en rendre une autre, de la même façon que nous avons proposé d'éviter de multiplier les conclusions faites par la CTC. Vous pouvez critiquer si vous le désirez, et c'est votre rôle, la façon dont le gouvernement a agi en vertu de cette loi mais il me semble qu'étant donné que nous avons prévu un système de contrôle nous devrions nous en tenir à ce système plutôt que d'en créer un autre.

M. McGrath: Je suis d'accord. Je cherche maintenant une ligne directrice du gouvernement qui concerne cet organisme non réglementé et je n'ai pas pu l'obtenir.

M. Macdonald (Rosedale): Je crois qu'il serait approprié de discuter de l'efficacité de l'administration de l'OCCO ou de tout autre organisme fédéral de commercialisation. En fait, il s'agit de décider si on devrait établir deux organismes fédéraux qui feraient la même chose. Nous avons décidé que ce n'était pas le cas, nous laisserons le...

M. McGrath: Je suis entièrement d'accord avec vous là-dessus. Vous pouvez maintenant contrôler le prix des œufs mais la Commission anti-inflation vous a dit qu'il y avait eu une augmentation injustifiée car étant donné que le coût de la moulée a baissé, il aurait dû y avoir une baisse de 2c., mais il y a eu une augmentation d'1c. Je crois qu'il est juste de demander pourquoi on n'a pas émis de directive, étant donné le témoignage de la Commission anti-inflation et les observations de M^{me} Plumtre, pourquoi l'Office de commercialisation des produits de ferme n'a pas demandé à l'OCCO de baisser son prix.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur McGrath, je n'étais pas ici lors du témoignage de la Commission; mais d'après ce qu'on m'a dit, la Commission anti-inflation tentait de vérifier si cette augmentation d'1c. était justifiée. Je n'étais pas ici.

[Text]

Mr. McGrath: They said it was not. I read to you from the unedited transcript of yesterday's proceedings, and I must say I am very deeply disturbed by it because of—it may seem like a small point—the effect that this will have on the provinces and their attitude to the provincial marketing boards.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. McGrath, is it not a fair description of Mrs. Plumptre's words that she said it was not apparently justified and she was seeking to determine the reasons for it? In other words, as I understand it—and you have the advantage of me, I was not here on that occasion—but as I understand it, she had not concluded on that particular question. I think it is valid and useful that she should pursue that inquiry.

Mr. McGrath: Let me put it another way, Mr. Chairman. I understand that yesterday and today there is in Ottawa a meeting of federal and provincial officials to discuss the guidelines and the implementation of the guidelines and how they can be dovetailed into areas of provincial jurisdiction. What policy directive has been given to the federal officials participating in the discussions vis-à-vis the application of the guidelines to provincial marketing boards?

Mr. Macdonald (Rosedale): As I understand the agenda from that particular officials' meeting—it concluded yesterday, the question of marketing agencies was not reached, principally because they were dealing with a number of the difficult questions, including pricing of governmental services, provincial and federal, and the professional income problem which we have referred to at such length in this Committee, so that the discussion on the question of marketing agencies has not been completed, and that is obviously a question to be pursued. We are in the process of drafting regulations now, specifically dealing with other sectors of the economy, and they have naturally been given priority attention so that we can have the regulations in place as soon as possible, as so many people have said.

Mr. McGrath: Hypothetically, if CEMA replies to the Board that their justification for the increase in price was an increase in operating costs which offset the decrease in the price of feed grain, would the Board, in its own pursuit of its responsibilities, then have the authority to go and seize the books of CEMA, examine the books, in order to be able to satisfy itself whether or not the increase was justified? And if, in that situation, they satisfied themselves that it was not justified, then presumably the government, through the powers it already has under the Farm Products Marketing Agencies Act, would direct them to roll back the price. There are two questions there.

Mr. Macdonald (Rosedale): I would have to check and see whether for monitoring purposes they would have the authority to seize the books. I take it that the answer to that is no.

• 1710

Mr. McGrath: Good heavens!

Mr. Macdonald (Rosedale): It seems to me the appropriate action is under the agricultural stabilization legislation rather than imposing penalties under the Anti-Inflation Board.

[Interpretation]

Mr. McGrath: Elle a dit qu'elle ne l'était pas. Je vous ai lu la transcription non revue des délibérations d'hier, et je dois dire que cela me préoccupe beaucoup étant donné, même si cela semble minime, l'effet que cela aura sur les provinces et leur attitude envers les Offices de commercialisation provinciaux.

Mr. Macdonald (Rosedale): Monsieur McGrath, n'est-il pas juste de dire que M^{me} Plumptre a déclaré qu'apparemment elle n'était pas justifiée et qu'elle tentait d'en déterminer les raisons? Autrement dit, et vous avez un avantage car je n'étais pas là cette occasion, mais d'après moi, elle ne veut pas tirer de conclusion là-dessus. Je crois qu'il serait utile qu'elle poursuive cette enquête.

Mr. McGrath: Permettez-moi de formuler ma question d'une autre façon, monsieur le président. Je crois qu'il y a eu hier et qu'il y aura aujourd'hui une réunion à Ottawa des fonctionnaires fédéraux et provinciaux afin de discuter des indicateurs, de l'application de ces indicateurs et de la façon dont ils peuvent rejoindre les domaines relevant de la compétence provinciale. Quelle directive a-t-on donnée aux fonctionnaires fédéraux participant à ces discussions pour ce qui est de l'application des indicateurs aux Offices de commercialisation provinciaux?

Mr. Macdonald (Rosedale): D'après mon interprétation de l'ordre du jour de cette réunion de fonctionnaires, elle s'est terminée hier, on n'a pas parlé des organismes de commercialisation surtout parce qu'on a traité d'un certain nombre de sujets difficiles comme la fixation du prix des services gouvernementaux, provinciaux et fédéraux, et le problème du revenu des membres des professions libérales dont nous avons parlé en certains détails dans ce comité, et on n'a donc pas discuté de la question des organismes de commercialisation et c'est évidemment une question dont il faudra discuter plus tard. Nous sommes à l'heure actuelle en train de rédiger des règlements, surtout portant sur d'autres secteurs de l'économie, et naturellement ils ont eu la priorité afin que les règlements soient adoptés dès que possible comme bien des gens l'ont proposé.

Mr. McGrath: Supposons que l'OCCO réponde à la Commission que l'augmentation du prix se justifie du fait qu'une augmentation des coûts de fonctionnement contrebalance la baisse du prix de la moulée, est-ce que la Commission, en assumant cette responsabilité, aurait le pouvoir de saisir les livres de l'OCCO et de les étudier afin d'être en mesure de décider si l'augmentation est justifiée? Dans une telle situation, s'il était déterminé que l'augmentation était injustifiée, je suppose que le gouvernement, en vertu des pouvoirs dont il dispose aux termes de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, exigerait qu'ils rétablissent les prix originaux. Il s'agit de deux questions distinctes.

Mr. Macdonald (Rosedale): Il faudrait que je vérifie afin de déterminer s'ils ont le droit de saisir les livres en vue d'effectuer un contrôle. Je suppose que la réponse à cette question est négative.

Mr. McGrath: Mon Dieu!

Mr. Macdonald (Rosedale): A mon avis, cela relève plutôt de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles que des peines prévues par la Commission de lutte contre l'inflation.

[Texte]

Mr. McGrath: They are totally exempt.

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not think they are, Mr. McGrath. I think the fact that Mrs. Plumptre is so obviously energetic, active and interested in this particular area is an indication that they are not exempt and that they are being watched with some very careful scrutiny by the Vice-Chairman of the Anti-Inflation Board.

Mr. McGrath: She has been watching them for quite a while now with little or no effect.

Mr. Macdonald (Rosedale): I thank they are certainly attentive to her intention.

Mr. McGrath: May I thank you for the coffee, Mr. Minister, and suggest to you that it in no way places me in conflict of interest.

Mr. Macdonald (Rosedale): I just want to bring to your attention, Mr. McGrath, that of course, since coffee is one of the items that we import into Canada, the worldwide price increase in that regard inevitably will find its way into costs in Canada.

The Chairman: Mr. Lee.

Mr. Lee: Thank you, Mr. Chairman. I would like to propose a subamendment which I feel will take much of the fears away from Mr. McGrath.

Therefore, I move that the proposed amendment as stated by Mr. Trudel be amended by striking out in Clause 4(1) the following words:

"to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply or"

and by adding in the words, after profit margins in 4.1(2) the following:

"of a person to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply and"

Now, if I may be permitted, maybe I could explain . . .

The Chairman: I will pass first to the motion, Mr. Lee.

It is moved by Mr. Trudel that Bill C-73 be amended by adding—can I dispense?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Also it is moved by Mr. Lee that:

The proposed amendment be amended by striking out in section 4(1) the following words:

"to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply or",

and by adding in the words after profit margins in 4.1(2) the following:

"of a person to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply and"

Mr. Lee.

Mr. Lee: The effect of this would be to include the marketing boards, and in particular those under the federal jurisdiction, but also at the same time to avoid the duplication of regulating these bodies by the Anti-Inflation Board and the particular board under consideration as expressed by the Minister of Finance.

[Interprétation]

M. McGrath: Ils sont donc exemptés.

M. Macdonald (Rosedale): Non, je ne le crois pas, monsieur McGrath. Il est clair, d'après l'énergie, l'intérêt et la vivacité manifestés par M^{me} Plumptre dans ce domaine en particulier, qu'ils ne sont pas du tout exemptés. Plutôt, je crois que la vice-président de la Commission de lutte contre l'inflation surveille de très près leurs opérations.

M. McGrath: Il y a longtemps qu'elle surveille leurs opérations mais elle n'a pas eu beaucoup de succès.

M. Macdonald (Rosedale): Toutefois, je crois qu'ils sont conscients de cette surveillance,

M. McGrath: Monsieur le ministre, je vous remercie de m'avoir offert le café. De plus, je tiens à souligner le fait que cela ne me place aucunement en une position de conflit d'intérêts.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur McGrath, je tiens à attirer votre attention sur le fait que le café fait partie des importations au Canada et que l'augmentation à l'échelle mondiale affectera très certainement les prix sur le marché canadien.

Le président: Monsieur Lee.

M. Lee: Merci, monsieur le président. J'aimerais proposer un sous-amendement qui, à mon avis, enlèverait les craintes exprimées par M. McGrath.

Donc, je propose que l'amendement de M. Trudel soit modifié en laissant tomber les mots qui suivent à l'article 4.(1):

«Assujettie à toutes dispositions des indicateurs ou»

et en ajoutant à l'article 4.1(2), à la suite de l'expression «marges bénéficiaires», en ce qui suit:

«d'une personne assujettie à toutes dispositions des indicateurs»

Avec votre permission, je tiens à expliquer . . .

Le président: Tout d'abord, monsieur Lee, je vais relire la motion.

M. Trudel propose que le Bill C-73 soit modifié par l'adjonction—puis-je laisser tomber la lecture?

Des voix: D'accord.

Le président: Pour sa part, M. Lee propose ce qui suit:

Que l'amendement proposé soit modifié en supprimant dans l'article 4.(1) les mots suivants:

«assujettie à toutes dispositions des indicateurs ou»
et

en ajoutant, à la suite de l'expression «marges bénéficiaires» dans le nouvel article 4.1(2) ce qui suit:

«d'une personne assujettie à toutes dispositions des indicateurs et»

Monsieur Lee.

M. Lee: A mon avis, une telle disposition incluerait les offices de commercialisation, surtout les offices qui tombent sous le coup du gouvernement fédéral. En même temps, cela éviterait à la Commission de lutte contre l'inflation de doubler ses efforts de contrôle auprès de ces agences et de certaines commissions, selon le désir exprimé par le ministre des Finances.

[Text]

Mr. McGrath: I am just a poor sea lawyer, Mr. Chairman, but I must confess I do not understand that at all.

Mr. Lee: Well...

to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply

Clause 4(1). That particular provision as it is now stated as a proposed amendment of Mr. Trudel applies to government regulatory agencies and would also include, by deleting that, making it express that they would cover marketing boards, but then, at the same time, also avoid the duplication of having the Anti-Inflation Board doing the same work that that particular board would be doing in each particular instance.

The Chairman: Any other comments? Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Yes, Mr. Chairman. I am in support of this amendment, although it is a bit complex. I must admit I am not a Philadelphia lawyer either and do not quite understand by the exact wording of the amendment that it in fact achieves the objective that has been laid before us. But on the assumption that it does so—and I would hope that the government would respond in respect of this, as to whether in fact we are achieving the objective that we have in mind—I would support it. I myself am very, very nervous about exemptions for marketing boards, particularly federal ones, when we have so many provincial boards across this country. If we do not set the example and be willing to bring them under our own guidelines on the federal level, I have grave concern as to what the provinces would do in relation to the marketing boards and agencies that are under their jurisdiction.

• 1715

So I am very much in favour of ensuring that the actions of marketing boards on the federal level are covered under this bill, directly, if at all possible, if we could get an agreement to cover them directly in a mandatory way. Failing that, I would be satisfied to have them at least covered in terms of the reporting procedures of the Anti-Inflation Board and so on, so that they would at least be under it from a voluntary standpoint. But it appears at the present moment that they are neither compelled to live with the guidelines nor are they in fact even expected to live with them on a voluntary basis.

I just do not think that is acceptable, particularly in light of the fact that the cost pass-through provisions are available to everyone in society. I feel that that would be adequate protection for farmers operating through marketing boards to ensure that they have their cost of production and are able to make a reasonable income out of their produce. So I am not the least bit concerned about that negative side. I just do not think that it is there. We have nothing to worry about. So I would support, and encourage others to support, this amendment so that marketing boards can be covered in this manner.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Cafik, as I just indicated to Mr. McGrath, if it is the Canadian Egg Marketing Agency you are talking about, they are already covered by the guidelines provisions of Clause 3.(1) and in particular the ability of the Anti-Inflation Board under Clause 12.(1) to monitor changes in price, to identify actual and proposed changes that have contravened the guidelines either

[Interpretation]

M. McGrath: Monsieur le président, je ne suis qu'un avocat dont la spécialité est le droit de la mer; toutefois, je dois dire que je ne comprends pas du tout ce qui se passe.

M. Lee: Voici...

Assujettie à toutes dispositions des indicateurs

C'est à l'article 4.(1). Cette disposition apporterait une modification à l'amendement proposé par M. Trudel. Une telle mesure s'applique aux agences régulatrices gouvernementales. Cela assurerait que ces agences effectueraient un contrôle des offices de commercialisation et, en même temps, cela éviterait un chevauchement de la part de la Commission de lutte contre l'inflation.

Le président: D'autres commentaires? Monsieur Cafik.

M. Cafik: Oui, monsieur le président. J'ai vu cet amendement, bien qu'il soit quelque peu complexe. J'avoue que je ne suis pas un avocat subtil non plus; donc, je n'ai pas très bien saisi le libellé de l'amendement qui, semble-t-il, atteint les objectifs visés. En supposant que tel est le cas—et j'espère que le gouvernement s'occupera de déterminer si oui ou non cet amendement fait l'affaire—je serais en faveur de l'amendement. Pour ma part, je suis très, très inquiet au sujet des exceptions accordées aux offices de commercialisation, en particulier au plan fédéral, alors que nous avons tant d'offices provinciaux à travers le pays. Si nous ne montrons pas l'exemple et si nous n'exprimons pas la volonté de les plier aux lignes directrices au plan fédéral, je me demande alors avec inquiétude ce que les provinces feront en ce qui concerne les offices et agences de commercialisation qui relèvent de leur compétence.

Il est de loin préférable, à mon avis, de s'assurer que les initiatives des bureaux de commercialisation sont régies directement au plan fédéral par le bill, quand cela est possible, et si nous pouvions nous entendre pour les régir directement et de façon obligatoire. Dans la négative, il serait souhaitable du moins de les régir selon les modalités de la Commission anti-inflation, pour que du moins ils soient placés sous son contrôle volontairement. Mais il semble actuellement qu'ils ne sont ni contraints de supporter ces lignes directrices et qu'en fait on n'espère pas non plus qu'ils en supportent les conséquences en les acceptant.

Je pense tout simplement que ce n'est pas acceptable, précisément parce que chacun peut avoir accès aux dispositions sur les déboursés. Je pense que ce serait une protection appropriée pour les agriculteurs faisant appel aux offices de commercialisation afin de s'assurer qu'ils ont un certain coût de production et peuvent tirer un revenu raisonnable de leur production. Ainsi cet aspect négatif n'est pas la moindre de mes préoccupations. Mais je pense que là n'est pas le problème. Nous n'avons pas à nous en plaindre. C'est pourquoi je donnerai mon appui, et j'encouragerai les autres à faire de même, à cet amendement pour que les offices de commercialisation soient régis de cette façon.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Cafik, comme je viens de le dire à M. McGrath, si vous parlez de l'Office canadien de commercialisation des œufs, il est déjà régi par les dispositions des lignes directrices figurant au paragraphe 3.(1) et en particulier l'aptitude de la Commission anti-inflation sous le paragraphe 12.(1) à contrôler les changements de prix, à déterminer quels changements pré-

[Texte]

in fact or in spirit, and ease the publication of reports and so on, to report on any contravention that might have occurred. So that in terms of the so-called voluntary guidelines, the Clause 3.(1) guidelines, CEMA is covered by the law already and by the actions of the Anti-Inflation Board. Indeed it is presumably in carrying out that function that Mrs. Plumptre has been showing an active interest.

I will have to call on Mr. Gibson to give me more detailed support on what the effect of the amendment would be. But as I read the amendment, the effect of it would be that if someone is not now covered by the guidelines—not a board, but some individual or person—either because he is not of 500 or more employees or for some other reason, then he would be covered by the Anti-Inflation Board. In other words, you would be extending this. Sorry, they would be covered by the regulatory tribunal even though they are not within the guidelines.

It seems to me that if it is the Canadian Egg Marketing Agency you intend to get at, they are already covered by the voluntary provisions but this provision extends this far beyond the people who are contemplated would be covered by the legislation in the first place.

Mr. Gibson, I wonder if you would like to elaborate on this.

Mr. Cafik: May I just raise a point on this?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, if I may go back, as I understand it the purpose of Clause 4.(1) was to avoid double regulations by providing that those persons to whom the guidelines apply and whose prices or profit margins are already regulated by a federal or provincial regulatory agency would have the guidelines applied to them through that regulatory agency and not by the Anti-Inflation Board, thus avoiding double regulation of their prices or profit margins. The effect of the amendment would be to require all regulatory agencies, not simply federal regulatory agencies, to apply the guidelines to all persons whose prices and profit margins they regulate, whether or not those persons are now covered by the guidelines. To the extent that a marketing board regulated the prices and profit margins of producers of the produce that was the subject of that marketing board's jurisdiction. This provision with the sub-amendment would require that marketing board to impose the mandatory guidelines on the prices and the profit margins of those producers.

As I follow the proposed amendment to 4.1, it would then subject the manner in which that regulatory agency carried out that mandate to a second review by the Anti-Inflation Board.

• 1720

An hon. Member: What does . . .

The Chairman: I am sorry. Mr. Martin.

Mr. Martin: Yes, Mr. Chairman, on this same point, I think we have to assume that it would be most commendable to avoid any form of double regulation wherever possible. It seems to me there is a key factor here that even puts that element almost in second place. We are dealing with an emergency type of legislation and unfortunately I

[Interprétation]

sents et souhaités contreviennent aux lignes directrices soit dans les faits ou dans leur esprit, à faciliter la publication des rapports etc., à mentionner toute contravention effective. De la sorte, en ce qui concerne les lignes directrices volontaristes, celles du paragraphe 3(1), l'OCCO est déjà régie par la loi et par les interventions de la Commission anti-inflation. En fait on peut présumer que c'est par l'exercice de cette charge que M^{me} Plumptre a présenté un intérêt réel. Je demanderai à M. Gibson de me donner plus de détails sur les effets de l'amendement.

Mais en lisant cet amendement, j'en conclus que, si quelqu'un est régi à présent par les lignes directrices—non pas une commission, mais quelque particulier ou personne privée—soit parce qu'il ne fait pas partie des 500 salariés ou plus ou pour toute autre raison, alors il serait soumis à la Commission anti-inflation. En d'autres mots, une extension est possible. Pardon, il serait régi par l'organisme réglementaire même s'il n'était pas compris dans le champ de ces lignes directrices.

Il me semble, si c'est l'Office canadien de commercialisation des œufs que vous visez, qu'il est déjà régi par les dispositions volontaristes, mais cette disposition en question va bien au-delà des catégories supposées être régies en premier lieu par les lois.

Monsieur Gibson, pourriez-vous nous donner plus de détails à ce sujet.

M. Cafik: Puis-je poser une question à cet égard?

M. Gibson: Monsieur le président, pour revenir en arrière, si j'ai bien compris, le but du paragraphe 4(1), était d'éviter une double réglementation en disposant que ces personnes auxquelles les lignes directrices s'appliquent et dont les prix ou les marges bénéficiaires sont déjà réglementés par un organisme réglementaire fédéral ou provincial, se voient appliquer les lignes directrices par cet organisme réglementaire et non par la Commission anti-inflation ce qui éviterait une double réglementation de leurs prix et de leurs marges bénéficiaires. L'effet de cet amendement serait d'exiger que tous les organismes réglementaires, et pas seulement les organismes réglementaires fédéraux, appliquent les lignes directrices aux personnes dont elles réglementent les prix et les marges bénéficiaires, que ces catégories soient ou non régies par les lignes directrices. Ceci, dans la mesure où un office de commercialisation réglemente les prix et les marges bénéficiaires des producteurs dont le produit relève de la compétence de l'office de commercialisation. La disposition prévue au sous-amendement exigerait que les agences de commercialisation imposent des indicateurs obligatoires sur les marges bénéficiaires et sur les prix des producteurs en question.

Si j'ai bien compris l'amendement proposé à l'article 4.1, il semble que le mode d'application de l'ordre de renvoi de l'agence régulatrice serait sujet à une deuxième révision par la Commission de lutte contre l'inflation.

Une voix: Qu'est-ce que . . .

Le président: Je m'excuse, monsieur Martin.

M. Martin: Oui, monsieur le président je tiens à poursuivre dans le même ordre d'idées. A mon avis, il nous faut supposer qu'il serait préférable d'éviter tout dédoublement au chapitre des règlements. Il me semble que c'est essentiel et que cela place les choses dans une nouvelle perspective. Il s'agit de mesures législatives urgentes et malheureuse-

[Text]

think there are a number of what you might refer to as high profile commodities, such as, fuels, natural gas, eggs, turkeys, electricity, water rates, telephone costs, that one way or another may not seem—and I say seem—in the eyes of the public to fall under the jurisdiction of the Anti-Inflation Board.

I think as members of parliament regardless of party—because I think it will be all our responsibility to ensure that this law when it is passed is workable—that in endeavouring to speak to the public generally about the work of the Anti-Inflation Board there must be some form of reassurance we can give people that these high profile commodity areas will be subject to the same kind of regulation as other areas, such as the common concern over wages etc.

I think this is very important. Some of these items were mentioned by a large delegation that was before us yesterday from Toronto. I think it would be unfortunate if we are not able in some way or other to ensure that these kind of commodities will be covered in some very direct way, whether it is through the Anti-Inflation Board as such or that clearly the Anti-Inflation Board rules will apply to these other regulatory groups.

The Chairman: Thank you. Mrs. Appolloni.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman, I must admit quite frankly I do not understand the wording of the amendment. However, I am totally in agreement with the spirit of it as has been explained to us by Mr. Lee.

The impression I got yesterday from Mrs. Plumtre was that she is very frustrated in many of her efforts particularly when it comes to agencies such as CEMA. We have been told by the witness that if another re-occurrence comes, as had been happening recently, of what seems to be an unjustified price hike, she would not even have the authority to look at the books. I think in all fairness to Mrs. Plumtre it is something like sending her into battle with no bullets. I would very much favour some more help for the various Mrs. Plumtres and some more teeth in this legislation, particularly when it comes to a commodity like eggs.

The Chairman: Thank you. Mr. Joyal, Mr. Towers, Mr. Rodriguez and myself. Mr. Joyal.

M. Joyal: D'abord, monsieur le président, je voudrais poser une question au Ministre, mais je ne sais pas s'il est en mesure de nous fournir la réponse. Est-ce qu'il a vérifié si le projet de loi 64 de la province de Québec soumet au contrôle de la régie les offices provinciaux de mise en marché?

Le président: Est-ce que vous avez d'autres questions en attendant, monsieur Joyal, qu'on fasse les recherches voulues?

M. Joyal: Oui. La remarque que je veux faire, monsieur le président, est la suivante, c'est qu'on en arriverait à une situation où il serait assez difficile de manœuvrer dans le pays si d'un côté, les législateurs provinciaux adoptaient des lois calquées sur le projet de loi 73 et soumettant aux contrôles de leurs régies respectives les offices provinciaux de mise en marché, et si nous, de notre côté, nous laissons les offices fédéraux de mise en marché tout à fait à l'extérieur de tout examen ou de tout contrôle de la part de la Commission. Cela me semble être un point essentiel de la coordination de nos efforts avec ceux des provinces.

[Interpretation]

ment il semble qu'il y ait un bon nombre de produits et d'articles—tels le pétrole, le gaz naturel, les œufs, les dinde, l'électricité, les taxes d'eau, les frais téléphoniques—qui, aux yeux du public, ne tombent pas sous le coup de la Commission de lutte contre l'inflation.

En tant que députés, nous avons la responsabilité, une fois que cette loi aura été adoptée, de voir à ce qu'elle soit mise en vigueur de façon équitable. Ainsi, il nous faudra tâcher d'informer le public au sujet des attributions de la Commission de lutte contre l'inflation. De cette façon, nous pourrions rassurer les Canadiens en leur disant que ces articles et ces produits seront assujettis au même règlement que les augmentations salariales par exemple.

A mon avis, cela est d'importance capitale. Hier, à Toronto, une importante délégation nous a cité un bon nombre de ces articles. A mon avis, il faut s'assurer que ces articles et ces produits seront assujettis au règlement de façon très directe, que ce soit par le truchement de la Commission de lutte contre l'inflation ou par d'autres agences régulatrices qui seront régies par les mêmes règlements.

Le président: Merci. Madame Appolloni.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président. Je dois admettre que je ne saisis pas du tout la signification du libellé de l'amendement. Cependant, je suis tout à fait d'accord en principe, surtout après avoir entendu les explications que nous a fournies M. Lee à ce sujet.

Lors de la comparution de M^{me} Plumtre au comité hier, j'ai cru comprendre qu'elle s'est heurtée à des difficultés quasi insurmontables, surtout en ce qui concerne des agences telles que l'Office canadien de commercialisation des œufs. M^{me} Plumtre a déclaré que si de telles pratiques étaient renouvelées, c'est-à-dire une augmentation injustifiée des prix, elle n'aurait même pas le droit de consulter leurs livres. A mon avis, cela est très injuste envers M^{me} Plumtre puisque c'est lui demander de faire la guerre en lui retirant ses armes. Je serais en faveur de mesures législatives qui apporteraient beaucoup plus d'appui aux défenseurs des consommateurs, tels que M^{me} Plumtre, et surtout lorsqu'il s'agit de produits d'importance vitale comme les œufs.

Le président: Merci. M. Joyal a la parole, suivi de M. Towers, M. Rodriguez et moi-même. Monsieur Joyal.

Mr. Joyal: First of all, Mr. Chairman, I should like to ask a question of the Minister, but I do not know if he is able to provide us with that answer. Has the Minister determined whether or not Bill 64 of the Province of Quebec brings provincial marketing boards under the control of the Anti-Inflation Board?

The Chairman: Mr. Joyal, have you any other questions to ask while the necessary research is being undertaken?

Mr. Joyal: Yes. Mr. Chairman, I wish to make the following remark. It seems to me that we would be creating a very difficult situation for ourselves if provincial legislatures passed certain bills similar to Bill C-73, which would make their provincial marketing boards answerable to their own anti-inflation boards, while the federal government would leave its own marketing agencies free from all controls exercised by the Anti-Inflation Board. In my opinion, this is an essential element in the co-ordination of our efforts with those of the provinces.

[Texte]

Le deuxième point sur lequel je voudrais attirer votre attention, c'est celui de la crédibilité globale du programme. L'un des éléments de l'indice du coût de la vie qui a le plus augmenté, c'est le coût des aliments, au cours des deux dernières années. On impose à des gens dont les revenus sont moyens, et nous avons eu ici assez de témoins qui nous l'ont fait savoir et qui nous l'ont répété sous tous les angles, que si ce projet de loi-là est devant nous aujourd'hui, c'est parce que le coût des aliments en particulier a augmenté de façon dramatique au cours des derniers mois.

Or on en arrive à la situation un peu difficile à accepter, où d'un côté le tiers ou au moins 20 p. 100 du coût des aliments est dicté par les importations; vous avez mentionné le café, tantôt, il y a le sucre, il y a tous les produits manufacturés que nous consommons. D'un côté donc il y a des aliments dont nous ne pouvons pas contrôler l'augmentation des prix sur une longue période, à moins de les geler temporairement, et d'un autre côté, tous les produits dont les prix sont réglementés par des offices de mise en marché et qui se situeraient complètement à l'extérieur de l'évolution des prix que l'on impose dans les autres secteurs de l'industrie.

Or, on arrive à cette situation un peu, à mon sens, inacceptable, où d'un côté on demande, à tous les Canadiens de faire un effort particulier, mais où on va exempter de cet effort particulier, de ce poids particulier, que le projet de loi impose à tout le monde, ceux qui finalement sont le plus directement responsables de l'augmentation du prix des aliments. Les positions qui ont été prises par mes collègues des deux côtés de la table, je pense, touchent le fond même du problème et la raison pour laquelle nous sommes assis ici depuis 15 jours, à débattre le contenu de ce projet de loi. Et je crois qu'il est essentiel que nous en arrivions à une position claire du gouvernement en ce qui concerne les lignes directrices qui vont s'appliquer dans le cas des offices de commercialisation.

La Commission de surveillance du prix des aliments a répété sur tous les avis que c'était le prix des aliments qui étaient mis en marché par ces offices de commercialisation qui avait connu les plus grandes augmentations depuis les deux dernières années.

Or, je me demande comment est conséquente la position du gouvernement, lorsqu'il s'agit de toucher à l'un des indices du coût de la vie qui a le plus augmenté au cours des deux dernières années. C'est la raison pour laquelle je demanderais au ministre de nous réexprimer les raisons pour lesquelles le gouvernement persiste à vouloir exclure du contrôle immédiat de la Commission les offices de commercialisation.

Le président: Monsieur Macdonald.

Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, the government has made the decision that we should not submit to control farmers or fishermen on the products they produce on the assumption that, in general terms, they are subject to regulation by the marketplace. There are some exceptions to this, which we can refer to in a minute, but in general terms neither the income of the farm community, nor the prices that they have been charging, have represented, in the findings of—I think I am right in saying the Food Prices Review Board—an undue return to the farmer.

[Interprétation]

Secondly, I would also like to discuss the over-all credibility of this program. Food was one of the components of the cost of living index which rose the most drastically in the past two years. This has been a strain for people with average incomes and one thing that has been made clear to us time and again by the many witnesses appearing before us is that this bill owes its existence in large part to the dramatic increase in the cost of food in particular over the past months.

This leads us to a situation which I find hard to accept. On the other hand, at least 20 per cent of our food consumption is made up of imports, the prices of which are impossible to control. You have already referred to coffee; there is also sugar and other manufactured products. We are not able to control increases in their prices over any long period, the only thing we could do would be to freeze them temporarily. On the other hand, all the products whose prices are set by marketing boards would be left completely untouched by the controls imposed on the rest of the economy.

We have here a situation which strikes me as unacceptable. We are asking all Canadians to make a particular effort; yet we are going to exempt those who are the most responsible for the rise in food prices from what is required of all others. The positions taken by my colleagues on both sides of the table go to the very heart of this problem and this also explains why we have been debating the contents of this bill for the past two weeks. I think the government must come to a determination to specify how the guidelines shall apply to marketing boards.

The Food Prices Review Board has drilled into our ears over and over again that the foodstuffs whose prices rose most sharply in the past two years were those marketed by these boards.

I would like to know where the consistency in the government position is when it comes to one of the components of the cost of living index which has experienced the greatest increase in the past two years. It is for this reason that I would like the Minister to explain to us once again the reason for which the government persists in wanting to exclude marketing boards from any immediate control.

The Chairman: Mr. Macdonald.

Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, le gouvernement a décidé d'exempter de ces restrictions les produits vendus par les cultivateurs et les pêcheurs puisque, de façon générale, c'est le marché qui règle ces prix. A part quelques exceptions dont je vais parler tout à l'heure, on ne peut pas prétendre, et les constatations de la Commission de surveillance des prix des denrées alimentaires le confirment, je pense, qu'un cultivateur tire des bénéfices excessifs de la vente de ses produits.

[Text]

The government has decided, therefore, not to submit either the individual farmer or farmers as a group to the kind of scrutiny we have proposed for other groups in the community. That may be right or it may be wrong. The Committee can, of course, amend the bill if it wishes to apply it to the farm sector, but we have concluded not to do so.

With regard to marketing boards, concerning those under the federal jurisdiction, as I explained in response to Mr. McGrath and repeated to Mr. Cafik, the bill provides that the examination power—the power of scrutinizing the operation of the federal marketing board—rests with the Anti-Inflation Board. Indeed it has been carrying out that particular function, although it is under the Inquiries Act authority rather than this bill, but Mrs. Plumptre is now engaged in it.

What represents government policy is that the farm stabilization legislation itself does provide for means of government control and direction. The government has concluded that it should be within the operation of that legislation, rather than the Anti-Inflation Board, that those particular marketing boards should be controlled by the government.

• 1730

Now, on the question of Quebec, I cannot give a response as to what Quebec's intentions are with regard to the marketing boards. Under Bill 64, Article 6, to quote it:

This act is binding on the Minister of Finance of Quebec agents of that minister and the government agencies in addition to the other persons to whom it is applicable in virtue of division III and Article 8.

This act is also binding on the corporations, commissions and associations described in Section 7.17 of the Taxation Act.

Without having the Quebec statutes here, indeed, without having frankly the opinion of a Quebec public solicitor available to advise me on this, I am not sure what their intention is in this regard. I cannot answer that particular one.

I can respond that the Bill as before us does not control the operations, and I am subject to correction by Mr. Gibson on this, of provincial marketing agencies in provinces other than Quebec. It does not deal with the marketing agencies themselves.

Le président: Monsieur Joyal.

M. Joyal: Vous avez mentionné dans la première partie de votre réponse que les revenus des agriculteurs n'avaient pas augmenté de façon sensible au cours des dernières années. Alors, c'est un peu procéder par l'absurde, s'ils n'ont pas augmenté, alors pourquoi les exclure de la loi? Ils continueront d'augmenter leurs revenus à l'intérieur de la loi, je ne vois pas quelle est la raison fondamentale qui fait qu'on doit exclure les agriculteurs quand la Fédération des producteurs agricoles qui est venue ici, nous a elle-même fait un plaidoyer à l'effet contraire? Ils ne sont pas opposés à ce qu'ils soient assujettis aux dispositions de la loi puisque, comme vous le mentionnez, leurs revenus sont en-deça des lignes directrices. A ce moment-là il n'y a aucune objection à les soumettre à l'application de la loi au même titre que tous les autres travailleurs canadiens.

[Interpretation]

Par conséquent le gouvernement a décidé d'appliquer ni aux cultivateurs individuellement ni aux cultivateurs collectivement ce contrôle que nous avons proposé à l'endroit d'autres secteurs. Vous pouvez contester le bien-fondé de cette décision. Le Comité peut, bien sûr, modifier le projet de loi s'il veut faire inclure le secteur agricole, mais nous avons jugé bon de l'exempter.

En ce qui concerne les offices de commercialisation qui relèvent du gouvernement fédéral, comme je l'ai expliqué à M. McGrath et à M. Cafik, le projet de loi prévoit que la Commission de lutte contre l'inflation peut étudier le fonctionnement de ces organismes. En fait, cette fonction est déjà remplie par M^{me} Plumptre en vertu de la Loi sur les enquêtes.

Il y a également la Loi sur la stabilisation des prix agricoles qui prévoit surveillance et contrôle de la part du gouvernement. Le gouvernement a jugé bon d'effectuer la surveillance de ces offices par cette législation plutôt que par la Commission de lutte contre l'inflation.

Pour ce qui est de la province de Québec, je ne peux pas vous dire quelles sont ses intentions en ce qui concerne les offices de commercialisation. L'article 6 du Bill 64 dit:

Cette loi engage le ministre des Finances du Québec, les mandataires du dit ministre et les agences gouvernementales aussi bien que les personnes à qui elle s'applique en vertu de la partie 3 et de l'article 8.

Cette loi engage également les sociétés, commissions et associations décrites au paragraphe 17 de l'article 7 de la Loi sur la fiscalité.

Ne pouvant pas consulter les lois du Québec et n'ayant pas une opinion juridique sur la question, je ne saurais vous dire quelle est l'intention du Québec à cet égard.

Je peux vous répondre que le projet de loi, sous sa forme actuelle, ne prévoit pas une surveillance du fonctionnement d'offices provinciaux de commercialisation dans les provinces autres que le Québec. M. Gibson peut me corriger si je me trompe. Il ne vise pas les offices de commercialisation eux-mêmes.

The Chairman: Mr. Joyal.

Mr. Joyal: You said in the first part of your answer that farm incomes did not undergo any remarkable increase in the past few years. If this is the case, then why keep them from coming under the bill? They can continue to increase their income within the limits provided in the bill and I see no fundamental reason why they should be kept out when the Federation of Agricultural Producers, in its brief to us, presented a case for the contrary. They have no objection to coming under the provisions of the Bill, since, as you mentioned, their income is below that mentioned in the guidelines. Thus, there is nothing to prevent them from being included in the bill in the same way as all other Canadian workers.

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): The fact of the matter is that any scrutiny, I think, of farm income in Canada, and in particular farm of income in Eastern Canada, would indicate that among those groups in the community who have least enjoyed the full share of the increased standard of living we have had in Canada for the last 25 years has been the farm producer. Farm income through the past 25 years in Canada has not increased so dramatically except for the last several years. In their case it has been a matter of catch-up. The government's conclusion on the whole is that certainly the eastern dairy farmer and others have not benefited in the same way that so many other groups in the community have.

What is more, we have said that with the exception of professionals, individual self-employed persons are not covered by this legislation. We have exempted not just farmers, but barbers, dry-cleaners and a whole group of other people engaged primarily in the service area, but in some cases producing goods and services for Canadians that we are not covering, a whole group of self-employed persons.

I suppose the real question I should put back to you. We have chosen not to go after these groups who in any historical perspective have not been taking more out of the community than many other sectors have in Canada, so why should we put in the farmers when we are not putting in the other self-employed people?

M. Joyal: Mais je trouve que l'argument est un peu absurde, parce qu'en définitive on dit que ces gens-là n'ont pas beaucoup de revenus, leur revenu n'a pas augmenté sur la même moyenne que la majorité des autres groupes, des travailleurs canadiens, et maintenant, on les exempte de la loi, mais précisément s'ils ont, comme vous dites, du rattrapage à faire sur le revenu, ils peuvent le reprendre à l'intérieur du \$7,000, que vous proposez comme plafond dans les lignes directrices. Je ne comprends pas, alors qu'on essaie de convaincre le public canadien que tout le monde fait un effort identique, qu'on permette à ces gens-là d'augmenter jusqu'à \$7,000, comme on le permet pour tous ceux qui sont sous le salaire minimum actuellement. Il n'y a pas d'objection de principe à mon sens à soumettre ces gens-là aux lignes directrices, pas plus qu'il y en a à soumettre les offices de commercialisation. Les offices de commercialisation n'ont jamais opéré à l'intérieur des lignes directrices pour limiter l'inflation, les offices de commercialisation ont toujours opéré en vertu d'une stabilité du prix, une stabilité du revenu des agriculteurs, c'est cela qu'est le but des offices de commercialisation, ce n'est pas de limiter l'inflation. Nous arrivons temporairement avec un projet de loi qui doit limiter l'inflation à l'intérieur d'un montant qui nous paraît acceptable. Je ne comprends pas comment vous pouvez encore penser que les deux sont inconciliables à l'intérieur des lignes directrices. Si les agriculteurs ont moins de \$7,000, ils vont profiter de l'exemption qu'on offre ou qui est accessible à tous les autres groupes de travailleurs canadiens. Je ne pense pas qu'il y ait une exclusion aussi forte que vous semblez le croire, ou que le gouvernement a semblé l'exprimer à venir jusqu'à présent.

Mr. Macdonald (Rosedale): I am sorry if you find my reasoning absurd, but it seems to me it does make some sense with regard to farm production; that the best way in the long run to assure the stability of prices and in particular to assure that there will not be dramatic increases in prices through shortage is exactly by a stabilization pro-

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Une étude des revenus agricoles du Canada, particulièrement dans les provinces de l'Est, démontrerait que le cultivateur se trouve parmi ceux au Canada qui ont le moins profité de l'amélioration du niveau de vie que nous connaissons depuis 25 ans. Pendant cette période, le revenu agricole a connu des augmentations très légères, sauf au cours des dernières années. Il s'agit là d'un rattrapage. Le gouvernement estime que, de façon générale, le producteur laitier de l'Est et d'autres groupes n'ont pas profité de la même façon que beaucoup d'autres groupes au Canada.

Qui plus est, nous avons déjà dit que, à part les personnes ayant une profession, ce projet de loi ne vise pas les particuliers établis à leur compte. Nous n'avons pas seulement exempté les fermiers, mais aussi les coiffeurs, les nettoyeurs et bien d'autres gens qui se trouvent surtout dans le secteur des services, mais qui produisent également des biens de consommation.

Dans la perspective historique, ces groupes n'ont pas retiré autant de bénéfices de l'économie canadienne que bien d'autres secteurs. Pourquoi inclure les cultivateurs quand les autres personnes qui travaillent à leur compte sont exemptées?

Mr. Joyal: This argument seems to me rather absurd. You say that their income has not increased at the same rate as that of other Canadian workers, and, for this reason, they will be exempted from the act. But if they have some catching up to do, as you say, this can be done within the \$7,000 limit which you propose as ceiling in the guidelines. When we are trying to convince the Canadian public that everyone will be making an identical effort, why should we not allow these people to increase their income up to the \$7,000 as can do those who are earning less than the minimum wage at the present time. I do not see any objection in principle to submitting these people to the guidelines, any more than having them respected by marketing boards. Marketing boards have never operated within the guidelines to limit inflation but have always had as their main aim price stability and income stability for farmers. We have come up with a temporary act to limit inflation to a rate that seems acceptable. I cannot understand why you think that the two cannot be reconciled within the guidelines. If farmers have less than \$7,000, they will be eligible for the same exemption allowed all other Canadian workers in the same situation. I do not see what the basis for such a strongly defined exclusion is.

M. Macdonald (Rosedale): Je regrette que vous trouviez mon raisonnement absurde, mais il me semble que c'est tout à fait logique, surtout en ce qui a trait à la production agricole. A mon avis, le meilleur moyen à long terme d'assurer la stabilité des prix et surtout de s'assurer qu'il n'y aura pas d'augmentation des prix par suite de pénurie,

[Text]

gram. It really has been the absence of effective stabilization over the years that has made for the sawtooth market in some of the farm commodities. The operation of the law of supply and demand has meant that at greatly depressed prices farmers of course will move out of that area, for example as they did with regard to hogs, or earlier as they did with regard to dairy or beef cattle, they will move out of this sector into another sector with a drop in production; therefore, there will be in due course for the consumer a dramatic increase in prices. So what is the most effective way of dealing with farm prices.

It seems to me that a stabilization program is the most effective way. If you have a total stabilization structure in existence, then why not rely on that instead of having the Anti-Inflation Board going in, if you like, taking a snapshot of a particular situation at one time rather than the cinematic view of the farm income as it has been over some period of time.

The reason may be totally unsatisfactory, Mr. Joyal, but I have given you the reasoning of the government and you can, of course, change the bill if you want to.

The Chairman: Thank you, Mr. Joyal. I will come back to you later on. Mr. Towers, followed by Mr. Rodriguez.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. With regard to marketing boards, I want to make it abundantly clear right now that I do not ascribe to any inefficiency in any of them for that matter, so what I have to say, I would not want anybody to construe as that I want any industry protected to the disadvantage of the consumer, but I am sure that the government is correct in not getting involved to too great an extent in the marketing board systems, primarily dealing with maybe what we could consider to be the greatest, the largest marketing board that we have in Canada: the Canadian Wheat Board. Now, the Minister has said, there will be no change in price at the farm gate, but does he mean to say, Mr. Chairman, that this will carry right through to the export market; that there will be no controls whatsoever on our marketing system as it relates to the Canadian Wheat Board?

Mr. Macdonald (Rosedale): Basically yes, Mr. Towers. What we are saying is that the Canadian Wheat Board still has the mandate that it has always had to sell the maximum amount of grain at the most favourable possible prices on behalf of Canadian producers at the lowest collection and distribution costs. With regard to Canadian users of wheat flour at least, as you know, the costs that would otherwise fall upon the millers' having to purchase grain at the international price, the difference is made up by way of the subsidy; but in terms of the Canadian Wheat Board, as with other exporters, looking at a purely export trade, they continue to expect to get the best possible prices and very naturally in the efficiency of their operation not by so much as a nickel to add additional costs that are not necessary, so the wheat farmer gets the best possible return.

Mr. Towers: Has the Minister had any discussion with the Minister in charge of the Wheat Board as this bill relates to Bill C-41; that is the stabilization program?

[Interpretation]

c'est de mettre au point un programme de stabilisation. D'ailleurs c'est en l'absence d'un programme efficace de stabilisation au cours des années que certains produits agricoles ont eu à subir un marché en dents de scie. La loi de l'offre et de la demande jouant, l'affaissement des prix pour tel produit agricole a, par le passé, entraîné l'abandon de sa production chez les agriculteurs. Cela est déjà arrivé dans le secteur du porc, des produits laitiers ou des bovins. Ainsi les agriculteurs optent pour un nouveau produit agricole et la baisse de production subséquente se traduit en une augmentation des prix à la consommation. Donc, quel est le moyen le plus efficace pour contrôler les prix agricoles?

Il me semble que le meilleur moyen est de mettre au point un système de stabilisation. Puisque les mécanismes de stabilisation sont déjà en place, il me semble qu'il est plutôt inutile de demander à la Commission de lutte contre l'inflation d'examiner la situation dans un contexte restreint plutôt que de se fier à la vue d'ensemble du revenu agricole au cours des dernières années.

Monsieur Joyal, il est possible que cette raison ne soit pas du tout satisfaisante, mais je vous ai fait part du point de vue gouvernemental à ce sujet. Bien entendu, vous pouvez apporter des modifications à ce projet de loi si vous désirez le faire.

Le président: Merci, monsieur Joyal. Vous aurez votre tour plus tard. La parole est à M. Towers, suivi de M. Rodriguez.

M. Towers: Merci, monsieur le président. Pour ce qui est des offices de commercialisation, je tiens à souligner le fait que je ne crois pas que ces derniers soient inefficaces. Donc, je ne voudrais pas que l'on croie que je tiens à protéger une industrie au détriment du consommateur. Toutefois, je suis certain que le gouvernement a raison de ne pas vouloir s'immiscer dans le système des offices de commercialisation. Je voudrais donc parler de l'office de commercialisation le plus important au Canada, c'est-à-dire la Commission canadienne du blé. Le Ministre a déclaré qu'il n'y aurait aucun changement au chapitre des prix versés aux agriculteurs. Mais je me demande, monsieur le président, si cela s'appliquera au marché d'exportation. Est-ce que cela implique qu'il n'y aura aucun contrôle sur notre système de commercialisation, surtout en ce qui a trait à la Commission canadienne du blé?

M. Macdonald (Rosedale): C'est exact, monsieur Towers. Le mandat de la Commission canadienne du blé est toujours le même, c'est-à-dire que celle-ci s'engage à vendre le plus de céréales possible au prix le plus avantageux pour les producteurs canadiens, et en moyennant des frais de perception et de distribution minimums. En quoi cela affecte-t-il les usagers canadiens de farine de blé? Comme vous le savez, pour éviter aux minotiers d'assumer les frais d'achat de céréales au prix international, la différence est comblée à partir d'une subvention. La Commission canadienne du blé, comme le font les autres exportateurs, continue à rechercher le meilleur prix de vente à l'échelle internationale. Bien entendu, l'efficacité de ses opérations veut qu'elle maintienne les frais à un minimum. De cette façon les intérêts des agriculteurs sont bien servis.

M. Towers: Est-ce que le Ministre a discuté de cette question avec le Ministre responsable de la Commission canadienne du blé, surtout en ce qui a trait au Bill C-41, relatif au programme de stabilisation?

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, I must confess that I have not specifically had that with the—Minister of Transport, but as he is now, he has of course been actively involved in the evolution of this program, but I specifically have not discussed the impact of Bill C-41 on Bill C-73.

Mr. Towers: One further question, then, Mr. Chairman. In dealing with the cost price of farm products, the British Columbia government in their wisdom decided that the cost of raising a cow was about 77 cents a pound, and the present selling price of that cow runs somewhere between 30 and 40 cents which means that the producer of that cow is losing at the present time about 35 cents to 40 cents a pound.

Is there going to be provision in this Act for that extra input cost of the animal to be reflected through the industry? What is this legislation going to do to production for the cow-calf operator?

• 1740

Mr. Macdonald (Rosedale): My understanding would be it would have no impact whatsoever. It neither scrutinizes the production of the calf—it may well be scrutiny, for example, by Canada Packers and other major packing firms, of the costs which they incur in taking it basically at some point in the process and then packing it, but it will not reach the farm production level.

Mr. Towers: In other words then, the producer can expect, if the market demand so prices it, to profit—if the market demands that.

Mr. Macdonald (Rosedale): If there is a recovery. What we are saying is that in so far as the producer is concerned, he is not subject to the enforcement provision. Those subsequent to the producer—and, as you know, a very substantial percentage of the additional cost before it turns up in the supermarket comes from the handling subsequent to the producer—will of course be subject to scrutiny.

The Chairman: Thank you. Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, you were mentioning that you were trying to avoid double regulatory procedures, but you did not include there provisions where a province has compulsory arbitration within a specific set of negotiating guidelines. For example, with the Police Act of Ontario and the new legislation passed with respect to teachers' negotiations in Ontario, there is a procedure set up and then we are down to binding compulsory arbitration.

That is a regulatory situation for them. Are they included in what you are proposing here?

Mr. Macdonald (Rosedale): Basically, we are talking really here about the scrutiny of the prices of goods and services rather than the compensation side. What you would be dealing with on the compensation side would be in the case of—I take it this is a case other than the Sudbury one you mentioned to me this morning.

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Je dois avouer que je n'ai pas discuté précisément de cette question avec le ministre des Transports, mais je peux vous affirmer qu'il a été étroitement lié à l'évolution de ce programme. Toutefois, je n'ai pas discuté avec lui des répercussions du Bill C-41 sur le Bill C-73.

M. Towers: Une dernière question, monsieur le président. Ma question a trait au coût des produits agricoles. Le gouvernement de la Colombie-Britannique, dans toute sa sagesse, a déclaré qu'un producteur de viande de bœuf déboursait 77c. la livre par animal. Or, il arrive que le prix de vente de viande de bœuf est de l'ordre de quelque 30c. à 40c. la livre, ce qui signifie que les producteurs de viande de bœuf accusent des pertes d'environ 35 à 45c. la livre.

Est-ce que cette loi contient des dispositions ayant trait aux investissements des éleveurs et est-ce que ces dispositions seront reflétées au chapitre de l'industrie? Quelles répercussions cette loi aura-t-elle au niveau de la production pour l'éleveur de veaux?

M. Macdonald (Rosedale): Si j'ai bien compris, il n'y aurait aucune répercussion puisque la loi ne propose pas un contrôle de la production de veaux. Plutôt, la loi prévoit un contrôle exercé sur certaines sociétés de transformation, telles que Canada Packers. En effet, la loi prévoit des contrôles de leurs frais d'achat, d'emballage et ainsi de suite; toutefois, ces contrôles ne s'exerceront pas au niveau de la production agricole. le.

M. Towers: En d'autres termes, le producteur peut s'attendre à faire quelques bénéfices, si le marché en décide ainsi.

M. Macdonald (Rosedale): S'il y a une période de relance. Tout ce que cela implique, c'est que le producteur n'est pas assujéti aux dispositions de mise en application. Ce sont les étapes subséquentes à la production qui feront l'objet de nos enquêtes et de nos contrôles, puisque, comme vous le savez, les augmentations dans les magasins d'alimentation découlent surtout des frais encourus entre la production et la mise en marché.

Le président: Merci. Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, vous avez déclaré que vous vouliez éviter un chevauchement de procédures régulatrices; toutefois, vous n'avez pas parlé des dispositions par lesquelles les provinces exigent que l'arbitrage, dans le cadre des négociations, se déroule selon des normes prescrites. À titre d'exemple, je cite la Loi sur les agents de police en Ontario ainsi que les nouvelles lois adoptées ayant trait aux négociations des enseignants de l'Ontario. La procédure est définie à l'avance et il faut que les parties s'en remettent à l'arbitrage obligatoire.

Dans de tels cas, il s'agit de réglementation. Est-ce que de tels groupes seraient inclus aux termes de vos propositions?

M. Macdonald (Rosedale): Il s'agit plutôt d'un contrôle exercé sur le prix de certains produits et de certains services plutôt que de contrôles dans le domaine de la rémunération. Pour ce qui est de la rémunération, je suppose qu'il ne s'agit pas du cas de Sudbury dont vous nous avez parlé ce matin.

[Text]

Mr. Rodriguez: Yes.

Mr. Macdonald (Rosedale): There would be the arbitration decision. If it was beyond the stipulated guidelines, the parties would have to submit then to the Anti-Inflation Board, who might well say under the circumstances it is felt that it is on the whole just that there should be an increase of 17 per cent, but we have nationally set a standard of 8 plus 2. Therefore we would only agree to 10 per cent of that 17 per cent.

Mr. Rodriguez: That is where I find the thing lacks any kind of logic. You say, on the one hand, you have these marketing boards which are regulatory agencies. A compulsory arbitration board may be a regulatory agency set up by a province to deal with disputes which have come to an impasse.

In effect, you are forcing these parties to come and go through the whole procedure again; in effect, negotiate with the Anti-Inflation tribunal. I do not think that is fair. Do you?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Rodriguez, it seems to me what you are dealing with are two different situations. A marketing board is intended for the purpose of stabilizing the return.

Mr. Rodriguez: Yes.

• 1745

Mr. Macdonald (Rosedale): Stabilizing the return means, in the long run, not just for the benefit of the income of the farmer, but also stabilizing it for the benefit of the income of the consumer. It defies the consumer perhaps in swinging down in price but it also will protect him from the swing up, in that particular sense, dealing with the similar problem—that is of very large price increases—but dealing with it in a different way.

In many ways the individual employee, a policeman, for example, has protection which a farmer does not have. A farmer after all, is subject in his operations, depending on the nature of the commodity, to the competition from foreign producers and, of course, subject to the vagaries of the weather and the quality of the production season. Sometimes he and all those in the community who are competing against him are going to have a very big crop, in which case their income is going to be forced down by the market, and other years they are going to be short and it is going to go up again.

The policeman, on the other hand, has pretty good assurance, even despite the experience of New York, that the municipality will pay its bills, and he can be assured that if he is getting income at a certain level he will continue to get it. So that is why it is difficult to translate to a situation. The policeman does not have the same risk of loss that the individual self-employed farmer does.

Mr. Rodriguez: But the point I was making is that you have these marketing boards. The marketing board is to rationalize the cost and so on, and then it makes a ruling on the price, because they think it is a fair price to the farmer. That is what a compulsory arbitrator does. He rationalizes the cost of the policeman to whatever the group is, and then he views what the person can afford to pay, the employer can afford to pay, the municipality can afford to pay, then he makes a ruling. He may also take into consideration the guidelines, and then he makes a ruling.

[Interpretation]

M. Rodriguez: Oui.

M. Macdonald (Rosedale): Il y aurait une décision d'arbitrage. Si les augmentations dépassaient les indicateurs prévus, les parties en cause devraient ensuite se soumettre à la décision de la Commission de lutte contre l'inflation. Il est fort possible que la Commission décide qu'en de telles circonstances, une augmentation de l'ordre de 17 p. 100 serait tout à fait justifiée. Toutefois, le gouvernement a établi une norme de l'ordre de 8 p. 100, plus 2 p. 100. Donc, nous ne serions d'accord que pour accorder 10 p. 100 des 17 p. 100 proposés.

M. Rodriguez: Cela me semble tout à fait illogique. En effet, vous avez déclaré que les offices de commercialisation sont des régies. Il est fort possible qu'une commission d'arbitrage obligatoire constitue une régie établie par la province afin de sortir d'impasses.

Il me semble que vous forcez les parties en cause à se soumettre deux fois aux mêmes procédures. Cela revient à dire qu'il faut qu'elles négocient avec le tribunal anti-inflation. A mon avis, c'est injuste. Croyez-vous que c'est juste?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Rodriguez, vous semblez parler de deux situations tout à fait différentes. Le but d'un office de commercialisation est de stabiliser les revenus.

M. Rodriguez: Oui.

M. Macdonald (Rosedale): A long terme, la stabilisation du revenu implique non seulement des bénéfices au chapitre des revenus agricoles, mais aussi la stabilisation des bénéfices au chapitre des revenus du consommateur. Si vous voulez, le consommateur ne peut profiter des diminutions de prix, mais par contre, il est protégé des augmentations. Donc, nous nous attaquons à un problème analogue, mais de façon différente.

A maints égards, l'employé, un policier, par exemple, bénéficie d'une protection que n'a pas l'agriculteur. Après tout, l'agriculteur doit subir dans ses activités, compte tenu de la nature de son produit, la concurrence de producteurs étrangers; il est aussi évidemment soumis aux caprices du temps et de la qualité de la saison de production. Parfois, lui et tous ses concurrents vont obtenir de très fortes récoltes, auquel cas leurs revenus seront comprimés par les forces du marché; d'autres années, les récoltes seront moindres et le prix augmentera à nouveau.

Le policier, d'autre part, est raisonnablement assuré, en dépit de l'expérience de New York, que la municipalité paiera ses dettes; il peut donc être assuré, s'il a un revenu donné, de continuer à le recevoir. Voilà pourquoi il est difficile de transposer dans la réalité. Le policier ne court pas les mêmes risques de perte que l'agriculteur autonome.

M. Rodriguez: Je faisais toutefois remarquer qu'il existe des offices de commercialisation. L'Office de commercialisation doit faire une rationalisation des coûts, etc., puis décréter un prix qui est, à son avis, équitable pour l'agriculteur. C'est là forcément le rôle d'un arbitre. Il calcule les coûts pour le policier, compte tenu de son groupe, évalue ensuite ce que l'autre peut se permettre de payer, ce que l'employeur, la municipalité peut se permettre de payer, et rend ensuite une décision. Il peut également tenir compte des indicateurs avant de rendre sa décision.

[Texte]

Surely what I am getting at is that is a regulatory body on the parties. Then you have the Anti-Inflation Board that is a double regulatory body. So if you did not want to place a regulatory procedure on the one hand for a producer—I mean all the policemen have to give is their skill, and their ability to do the job, and incidentally could lose his life in the process, but surely that is the balance there. That is the point I want to make with you.

Mr. Chairman, a rather interesting thing was brought to my attention. One of my consumers brought to me recently a can of clams. They are Canadian clams, by the way. There was an interesting thing on the label. "These clams were packaged in Japan". They were packaged for the Weston group, and then imported into Canada and sold in the supermarkets.

If imported stuffs are going to be exempt from the guidelines, how are you going to come to grips with the multinational corporations that will take Canadian resources, ship them to their subsidiaries abroad, have them packaged, processed, whatever and then sold back to the Canadian market at higher prices because they are exempt from the guidelines?

Mr. Macdonald (Rosedale): There will have to be, just as there is for tax purposes, an attempt to control transfer pricing of the particular corporations, and the Anti-Inflation Board is faced with an important, but a difficult task in that regard.

I would have to acknowledge now that it is not going to have 100 per cent record in terms of checking the transfer pricing by multinational corporations and being able to catch every situation. Obviously it cannot do so with regard to tax at the present time. Because it cannot bat 100 per cent on this particular one, does not mean however that you should thereby abandon the attempt to try to control the pricing.

In the case of clams, they will have, of course, to determine the basic raw clam price in Canada plus the added cost of moving them over there, putting them in a can and moving them back again. I guess they probably cook them first do they not, before moving them back again. They will have to determine whether there has been an unreasonable addition in the form of a profit for the offshore subsidiary of the Weston organization.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I have been sitting here listening to the Minister and all the questions that were raised, and I see 30 amendments alone, on the Bill so far. Do you really think you are going to get away with only 500 bureaucrats keeping track of this maze of legislation?

Mr. Stevens: Two hundred.

Mr. Rodriguez: Really.

Mr. Macdonald (Rosedale): It will really depend upon the...

Mr. Stevens: You like bureaucrats though.

Mr. Macdonald (Rosedale): ... co-operation of Canadians. If it turns out to be very difficult to administer, if there is evidence of widespread violation, obviously the enforcement is going to require more personnel.

[Interprétation]

Je soutiens qu'il s'agit là d'un organisme de réglementation pour les parties. Il y a par ailleurs la Commission anti-inflation qui est un deuxième organisme de réglementation. Donc, si vous ne vouliez pas, d'une part, imposer un mécanisme de réglementation aux producteurs... après tout, les policiers ne peuvent qu'apporter leur compétence, leur capacité à faire le travail; ils pourraient, en passant, y perdre la vie, mais c'est sûrement là un point d'équilibre. Voilà l'argument que je voulais vous soumettre.

Monsieur le président, on a attiré mon attention sur une question fort intéressante. Un de mes consommateurs m'a récemment apporté une boîte de palourdes. En passant, il s'agissait de palourdes canadiennes. L'étiquette portait une mention intéressante: «Ces palourdes ont été mises en boîte au Japon». Elles ont été mises en boîte pour le groupe Weston, puis importées au Canada et vendues dans les supermarchés.

Si les produits importés doivent être exemptés des indicateurs, qu'allez-vous faire dans le cas des entreprises multinationales qui prennent des ressources canadiennes pour les expédier à leurs filiales étrangères où elles seront traitées, emballées, etc., puis ramenées sur le marché canadien pour être vendues à des prix plus élevés, car elles seront exemptées des indicateurs?

M. Macdonald (Rosedale): Il faudra, tout comme on le fait pour l'impôt, essayer de surveiller les prix de transfert des diverses entreprises, et la Commission anti-inflation aura une tâche importante, mais difficile, à assumer à cet égard.

Je dois reconnaître dès maintenant que la Commission n'aura pas l'ensemble des dossiers sur les prix de transfert des entreprises multinationales et ne pourra pas dépister tous les cas. Il est évident qu'on ne peut pas le faire pour l'impôt à l'heure actuelle. Toutefois, même si on ne peut pas être parfait dans ce cas, il ne s'ensuit pas que l'on devrait par conséquent abandonner tout effort en vue de contrôler les prix.

Dans le cas des palourdes, il faudra évidemment établir le prix de base des palourdes crues au Canada, auquel s'ajoutera le prix de transport à l'étranger, la mise en boîte et le retour. Je suppose qu'ils les font de toute façon cuire avant de nous les renvoyer. Il faudra établir s'il y a eu augmentation déraisonnable sous la forme d'un profit pour la filiale étrangère de l'entreprise Weston.

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'écoute de ma place le Ministre et toutes les questions posées, et je vois la trentaine d'amendements proposés au bill jusqu'ici. Pensez-vous vraiment pouvoir vous en tirer avec seulement 500 bureaucrates qui vont surveiller ce dédale législatif?

M. Stevens: Deux cents.

M. Rodriguez: Vraiment.

M. Macdonald (Rosedale): Tout dépendra sans doute de...

M. Stevens: Vous aimez cependant les bureaucrates.

M. Macdonald (Rosedale): La coopération des Canadiens. Si la loi s'avère d'une administration très difficile, s'il est prouvé que les infractions sont généralisées, il est évident qu'il faudra plus de personnel pour la faire respecter.

[Text]

Mr. Rodriguez: You see, Mr. Chairman, really you need the co-operation of labour and of other sectors in the community to make this thing work, correct, or not correct?

• 1750

Mr. Macdonald (Rosedale): It certainly would be preferable but I would have to say that the leaders of organized labour have decided to oppose this. We have not given them a veto over decisions in Canada and I do not think that because they oppose it, therefore we should not go ahead and attempt to do it.

Mr. Rodriguez: No, but my point is that you have to convince people of the effectiveness of the program. O.K.?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes.

Mr. Rodriguez: And one of the first things is eggs?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes.

Mr. Rodriguez: And we see you giving the kinds of answers that you gave, that even though the cost of the grains for chickens has gone down, somehow or other the price goes up. Now, little people going shopping every day do not understand all your fancy economics of the situation. They only see that feed grains have gone down and the price has gone up. So you have a credibility problem, one which I can see is going to be a nightmare.

The Chairman: Thank you, Mr. Rodriguez.

Mr. Macdonald (Rosedale): They will accept it, you know. Mrs. Plumptre will be examining that situation to see, as she apparently said—I was not here—to determine whether or not it was justified. She has not determined this. In that sense, if she does come out and say that she thinks they are too high, then we will, through the stabilization program, be able to come down on these.

Mr. Rodriguez: She might come out and say that it is labour costs that put the price up or...

Mr. Macdonald (Rosedale): And you know, Mr. Rodriguez, it may be labour costs, too. After all, labour is 70 per cent of the gross national product; and if labour rates increase by 30 per cent, somebody has to pay for it.

Mr. Rodriguez: May I ask you this question: what is the cost of the national income that goes to labour in the United States, for example?

Mr. Macdonald (Rosedale): I cannot tell you that. It probably is comparable, I do not know.

Mr. Rodriguez: About 72.8.

The Chairman: Thank you, Mr. Rodriguez.

I still have Mr. Lee and Mr. Cafik on the subamendment. Mr. Lee.

Mr. Lee: I still do not understand why the Minister of Finance is objecting to this particular subamendment to include the marketing boards. As I understand it, the way the provision now reads, in spite of the subamendment that I have made, is that what we are talking about is those people at the farm gate who have subjected themselves to a marketing board and that the 4(1) relates to the body. As I have defined it, my particular subamendment relates to a marketing board and again, it still, by leaving in the 4(2), avoids the duplication. For all the reasons stated, and as

[Interpretation]

M. Rodriguez: Voyez-vous, monsieur le président, il vous faut vraiment la coopération des syndicats et des autres secteurs de la population pour que le tout fonctionne. Est-ce exact ou non?

M. Macdonald (Rosedale): Ce serait certainement préférable, mais je dois dire que les dirigeants des syndicats ont décidé de s'y opposer. Nous ne leur avons pas donné un droit de veto sur les décisions prises au Canada et je ne pense pas que suite à leur opposition, nous devions par conséquent ne pas aller de l'avant et tenter d'agir.

M. Rodriguez: Non, mais je soumets qu'il vous faut convaincre la population de l'efficacité du programme. D'accord?

M. Macdonald (Rosedale): Oui.

M. Rodriguez: Et les œufs sont l'un des premiers produits?

M. Macdonald (Rosedale): Oui.

M. Rodriguez: Or, nous vous entendons donner ce genre de réponses suivant lesquelles même si le coût de la moulée a diminué, le prix continue d'une façon ou d'une autre à augmenter. En fait, les gens ordinaires qui font leurs courses tous les jours ne comprennent pas vos explications compliquées de la situation. Ils constatent simplement que le prix de la moulée a diminué et le prix des œufs a augmenté. Vous avez un problème de crédibilité qui, à mon avis, sera un cauchemar.

Le président: Merci, monsieur Rodriguez.

M. Macdonald (Rosedale): Ils l'accepteront, vous le savez. M^{me} Plumptre va examiner ce cas afin d'établir, ainsi qu'elle l'a dit semble-t-il—je n'y étais pas—d'établir si l'augmentation était justifiée. Elle ne l'a pas encore fait. En ce sens, si elle déclare éventuellement que ce prix est trop élevé, nous pourrions alors, au moyen des programmes de stabilisation, intervenir.

M. Rodriguez: Il se pourrait qu'elle déclare que les frais de main-d'œuvre ont fait augmenter le prix, ou...

M. Macdonald (Rosedale): Vous savez, monsieur Rodriguez, les frais de main-d'œuvre pourraient jouer également. Après tout, la main-d'œuvre constitue 70 p. 100 du Produit national brut; si les taux de rémunération de la main-d'œuvre augmentent de 30 p. 100, il faut que quelqu'un paie la note.

M. Rodriguez: Puis-je vous poser une question: quelle est la proportion du revenu national imputée à la main-d'œuvre aux États-Unis par exemple?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne puis vous répondre. C'est sans doute comparable, je ne sais pas.

M. Rodriguez: Environ 72.8.

Le président: Merci, monsieur Rodriguez.

J'ai encore M. Lee et M. Cafik sur ce sous-amendement.

Monsieur Lee.

M. Lee: Je ne comprends toujours pas pourquoi le ministre des Finances s'oppose à ce sous-amendement qui veut inclure les offices de commercialisation. Si j'ai bien compris le libellé actuel de l'article, en dépit de mon sous-amendement, nous avons affaire dans ce cas aux gens qui vendent directement à la ferme et qui sont réglementés par un office de commercialisation; le paragraphe 4.(1) vise cet organisme. Selon ma définition, mon sous-amendement porte sur un office de commercialisation et, si l'on garde le paragraphe 4.(2), l'on évite tout doublement. Pour toutes

[Texte]

Mr. Joyal has stated, I am still very confused as to why the government does not seem to think the marketing boards should be covered by the guidelines.

The Chairman: Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): I think this is the fourth time, Mr. Lee, but I will be glad to say that they are covered by the voluntary guidelines. They are not covered by enforcement but they are covered by the voluntary guidelines without any amendment at all, under the law as it exists right now, whether on the amendment moved by Mr. Trudel or by myself.

Mr. Lee: The thing that bothers me is that I have read through this bill and I cannot see where the Minister gets the idea that they are covered by the voluntary guidelines.

Mr. Macdonald (Rosedale): All right. Let us go through it, then, Mr. Lee, step by step.

Mr. Lee: All right. Step by step.

Mr. Macdonald (Rosedale): Let us go to Clause 12(1).

Mr. Cafik: Could you go slowly because I think this is really the critical question. I am sure that you are right but many of us, myself included, do not understand that. I know the Minister indicated to me where it was covered in the clause but I was talking and thinking while he was talking and thinking and did not get the clause. I would like to get it straight, where it applies.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Mr. Clarke, on a point of order.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, I see it is four minutes to six o'clock. We have been sitting around here for five hours today already and we are slated for another two hours tonight. This is obviously going to be a lengthy and complex explanation and I for one would like to retire for the dinner hour before we go into this.

Mr. Cafik: How long would it be? Maybe if it would only take a moment or two...

The Chairman: Order, please. There was an arrangement this morning that we would sit until six o'clock.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Does the Chairman remember that?

The Chairman: It is not six o'clock. We still have five minutes.

• 1755

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, Clause 3.(1) on page 4 provides that:

The Governor in Council may... cause to be published and made known guidelines for the guidance of all Canadians in restraining profit margins, prices, dividends and compensation.

That statement for the guidance of all Canadians covers farmers, fishermen, chairmen of marketing boards, members of marketing boards and all others. If we then go to Clause 12.(1) on the last line of page 9, we find that the Anti-Inflation Board is obliged, and then at the top of page 10:

[Interprétation]

ces raisons, ainsi que le déclarait M. Joyal, je demeure très perplexe quant aux raisons qui poussent le gouvernement à ne pas vouloir inclure les offices de commercialisation dans les indicateurs.

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Je pense que c'est la quatrième fois, monsieur Lee, mais je répète qu'ils sont convertis par les indicateurs facultatifs. Il n'y a pas d'application obligatoire dans leur cas, mais les indicateurs facultatifs s'appliquent à eux sans amendement, aux termes de la loi dans son libellé actuel, suivant l'amendement proposé par M. Trudel, ou moi-même.

M. Lee: Je suis préoccupé du fait que, après avoir lu le bill en entier, je ne puis comprendre comment le Ministre s' imagine que les offices sont visés par les indicateurs facultatifs.

M. Macdonald (Rosedale): D'accord. Procédons étape par étape, monsieur Lee.

M. Lee: D'accord, étape par étape.

M. Macdonald (Rosedale): Passons à l'article 12.(1).

M. Cafik: Pourriez-vous aller lentement car c'est là vraiment un point critique. Je suis convaincu que vous avez raison, mais beaucoup d'entre nous, dont moi-même, ne comprennent pas cela. Je sais que le Ministre m'a dit où cette question était traitée dans l'article, mais je parlais et pensais pendant qu'il parlait et pensait et je ne l'ai pas entendu. J'aimerais savoir clairement où cela s'applique.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président, un rappel au règlement.

Le président: M. Clarke, sur un rappel au règlement.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président, je vois qu'il est 17 h 56. Nous siégeons déjà depuis 17 h 00 aujourd'hui et nous devons siéger encore deux heures ce soir. Il est évident que ce sera là une explication longue et complexe. Quant à moi, j'aimerais aller manger avant que nous commencions l'explication.

M. Cafik: Longue jusqu'à quel point? Il est possible que cela ne prenne que quelques instants...

Le président: Alors, s'il vous plaît. Il a été convenu ce matin que nous siégerions jusqu'à 18 h 00.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Le président s'en souvient-il?

Le président: Il n'est pas 18 h 00. Il nous reste cinq minutes.

M. Macdonald (Rosedale): C'est prévu à la page 4, paragraphe 1 de l'article 3.

Le gouverneur en conseil peut publier ou diffuser des indicateurs pour guider les citoyens dans leurs efforts en vue de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations.

En ce qui concerne le but de guider les citoyens, il s'agit de tous les Canadiens, y compris les cultivateurs, les pêcheurs, les présidents d'offices de commercialisation et les membres de ces organismes ainsi de suite. Passons maintenant à l'alinéa a) du paragraphe 1, article 12, où on dit que la Commission:

[Text]

(a) to monitor changes in prices, profits, compensation... in relation to the guidelines and the effectiveness and workability of guidelines both in general and in their application to particular...

sectors.

Under Clause 12.(1) (e) the Anti-Inflation Board is charged with the responsibility

(e) through publication of reports, public hearings and meetings and such other methods as it considers appropriate, promote public understanding of the inflationary process, the relationships between productivity, costs and prices... the role to be played by businesses and groups of employees... in combatting inflation and the implications of the failure...

to play those roles.

These are the non-enforcement powers of the Anti-Inflation Board as they relate to the whole of the program and as they relate not only to the enforceable guidelines under Clause 3.(2) but as they relate to those guidelines applicable to all Canadians under Clause 3.(1).

Mr. Cafik: May I just raise...

The Chairman: Mr. Lee has the floor.

Mr. Lee: I have finished, Mr. Chairman. I think Mr. Cafik...

Mr. Cafik: Now that is all fine. I think that would be quite acceptable if I were to believe marketing boards were covered by that as is stated here. I would like to know where are these guidelines for the guidance of all Canadians. We have heard public statements and other statements indicating that farmers and fishermen, as two, are exempt from the guidelines and I presume that means not only the compulsory but the voluntary guidelines.

From that flows the whole confusion respecting this subject matter because some have drawn the conclusion that that not only means the individual farmer or fisherman who would be exempt in any event because they generally employ less than 500 people, they would be exempt from the compulsory side. So the real question is in fact: are marketing boards, particularly agricultural marketing boards, and agencies exempt by virtue of the statement that farmers and fishermen are exempt? And that is really the question.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, if I may, I would like to suggest that the statement in the White Paper to the effect that prices received by farmers and fishermen, and I am quoting now:

... Prices received by farmers and fishermen for their products are exempt from the guideline is directed towards the enforceable guideline.

I am afraid we are into a semantic difficulty which flows...

An hon. Member: It is more than a semantic difficulty.

Mr. Cafik: But they would be exempt from the enforceable ones in any event without having just said that by virtue of the fact that they do not employ 500 people. So it must have had some meaning other than that, surely.

[Interpretation]

a) surveille le mouvement des prix, profits, rémunérations... en fonction des indicateurs ainsi que leur efficacité et utilité générales ou particulières...

A l'alinéa e) du même article, on dit que la Commission de lutte contre l'inflation:

e) par la publication de rapports, la tenue d'audiences publiques ou de réunions ou tout autre moyen, développe les connaissances du public sur les mécanismes de l'inflation, le rapport entre la productivité, les coûts et les prix... le rôle à jouer par les entreprises et les groupes d'employés pour la combattre et les conséquences d'un manque de coopération dans cette lutte...

Il s'agit là de responsabilités générales de la Commission de lutte contre l'inflation applicables à tous les Canadiens en vertu du paragraphe (1) de l'article 3.

M. Cafik: Puis-je soulever...

Le président: M. Lee a la parole.

M. Lee: J'ai terminé, monsieur le président.

M. Cafik: Ce serait tout à fait acceptable si je pouvais croire que les offices de commercialisation devaient être guidés par ce que vous avez lu. J'aimerais savoir quels sont ces indicateurs destinés à guider tous les Canadiens. On a dit publiquement que les cultivateurs et les pêcheurs ne sont pas visés par les indicateurs et je suppose que ce n'est pas seulement des indicateurs obligatoires, mais les autres qui servent à guider la population.

Il y a beaucoup de confusion entourant cette question. Beaucoup ont tiré la conclusion que les offices de commercialisation ne sont pas visés par ce projet de loi pour la simple raison que les cultivateurs et les pêcheurs en sont exemptés puisqu'ils emploient généralement moins de 500 personnes. Les offices de commercialisation de produits agricoles sont-ils alors exemptés? C'est cela le nœud du problème.

M. Gibson: Monsieur le président, à mon avis, l'affirmation dans le Livre blanc dans laquelle:

Les prix reçus par les cultivateurs et les pêcheurs ne sont pas visés par les indicateurs...

concerne les indicateurs ayant force légale. Nous voici devant une difficulté d'interprétation découlant du fait que...

Une voix: C'est bien plus qu'une difficulté d'interprétation.

M. Cafik: De toute façon, ils ne seraient pas visés par ces dispositions puisqu'ils n'emploient pas plus de 500 personnes. Cela doit vouloir dire quelque chose d'autre.

[Texte]

M. Clermont: Monsieur le président, ...

Le président: A l'ordre! Monsieur Clermont.

M. Clermont: ... il est 18 h.00, puis je crois que peut-être deux heures de repos ...

The Chairman: Gentlemen, are you ready for the question on the subamendment? Mr. Macdonald.

• 1800

Mr. Macdonald (Rosedale): As a result of the federal-provincial discussions it has been suggested there might be a further amendment. I wonder if I could now distribute this for examination by the Committee before we resume this evening.

The Chairman: Agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: The subamendment will be allowed to stand until eight o'clock tonight. The Committee is adjourned until eight o'clock tonight in the same room. Thank you.

EVENING SITTING

• 2013

The Chairman: Order. We shall resume consideration of Bill C-73, an act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada. We are on the subamendment by Mr. Lee to the amendment moved by Mr. Trudel.

Mr. Lee.

Mr. Lee: Mr. Chairman, to save time I have had a considerable length of time over the supper hour to take a look at this particular subamendment, and I am not too sure whether or not it is going to do. I am not too sure whether or not it is going to accomplish what I really want to do. I would like, at this time, to withdraw it, with the caveat that I have the liberty, possibly at report stage, to introduce it at that time. I am not too sure whether or not what I am doing here covers what I intend to do in so far as covering marketing boards is concerned. So, with the consent of members of the Committee, I would like to withdraw it with that liberty.

The Chairman: Is there unanimous consent that Mr. Lee withdraw this subamendment?

Some hon. Members: No.

The Chairman: There is no unanimous consent. Is the Committee ready for the question on the subamendment of Mr. Lee to the amendment moved by Mr. Trudel? Shall I dispense reading?

Mr. Lambert (Edmonton West): Just a minute.

The Chairman: Mr. Lambert, on the subamendment?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, it is on the subamendment. I was just wondering whether the Minister or Mr. Gibson could confirm for me something that I thought was involved. It is an amendment that is to come from Mr. Trudel, which is on page 10, I believe. Yes, that is right.

[Interprétation]

Mr. Clermont: Mr. Chairman.

The Chairman: Order, please! Mr. Clermont.

Mr. Clermont: It is 6 o'clock and I think that we deserve a two hour break.

Le président: Messieurs, êtes-vous prêts à voter sur le sous-amendement? Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): A la suite des discussions fédérales-provinciales, on a proposé un nouvel amendement. J'aimerais le distribuer pour votre gouverne avant d'en parler ce soir.

Le président: D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous allons réserver le sous-amendement jusqu'à 20 heures. La séance est levée jusqu'à 20 heures ce soir. Merci.

SÉANCE DU SOIR

Le président: A l'ordre. Nous reprenons l'étude du Bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada. Nous sommes rendus au sous-amendement proposé par M. Lee à l'amendement proposé par M. Trudel.

M. Lee a la parole.

M. Lee: Pour ne pas perdre de temps, monsieur le président, j'ai eu l'occasion pendant l'heure du souper d'étudier longuement le sous-amendement en question, et je ne suis pas certain qu'il soit à la hauteur de mon intention. J'aimerais maintenant le retirer, à la condition que je puisse avoir la possibilité, lors de l'étape du rapport, de le représenter. Je ne suis pas certain que ce que je propose ici réponde vraiment à mon intention en ce qui concerne l'application de la loi aux offices de commercialisation. Donc, si les membres du Comité veulent donner leur consentement, j'aimerais retirer mon sous-amendement à cette condition-là.

Le président: Y a-t-il consentement unanime pour que M. Lee retire son sous-amendement?

Des voix: Non.

Le président: Il n'y a pas consentement unanime. Le Comité est-il prêt à voter sur la question du sous-amendement proposé par M. Lee à l'amendement proposé par M. Trudel? Le dispense-t-on de le relire?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Une minute.

Le président: Monsieur Lambert veut-il prendre la parole pour parler du sous-amendement?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, il s'agit bien du sous-amendement. J'aimerais demander que le Ministre ou que M. Gibson me confirme un aspect de cette question. Il s'agit d'un amendement proposé par M. Trudel, à propos de la page 10, je crois. Oui, c'est ça.

[Text]

The Chairman: Mr. Lambert, is this related to the sub-amendment on Clause 4?

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, but yes.

The Chairman: Okay. Thank you.

Mr. Lambert (Edmonton West): If we look at the amendment that is proposed by Mr. Trudel to Clause 12, it is the one entitled Clause 12(1.1) and it is to follow at line 49 on page 10. It says:

• 2015

(1.1) Notwithstanding paragraph (1)(c), the Anti-Inflation Board may exercise the powers set forth in that paragraph and paragraph (1)(d) in relation to an actual or proposed change in

And I will go down to paragraph (b) of his proposed amendment.

(b) a price or profit margin of a supplier declared by order of the Governor in Council pursuant to subparagraph 3(2)(a)(v) to be of strategic importance to the containment and reduction of inflation in Canada, ...

Now if we look at paragraph (c), the Board shall:

(c) identify the causes of actual and proposed changes in prices, profits, compensation and dividends identified under paragraph (b) that are, in its opinion, likely to have a significant impact on the economy of Canada, and endeavour through consultations and negotiations with the parties involved to modify such changes so as to bring them within the limits and spirit of the guidelines or reduce or eliminate their inflationary effect;

Am I correct there, Mr. Minister, that this authorizes the Board to jawbone, to use a term, to jawbone the marketing board, any marketing board?

Mr. Macdonald (Rosedale): You are talking about the amendment which has not yet been put.

Mr. Lambert (Edmonton West): That is right, but we have got to look at that.

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, to explain that a little ...

Mr. Lambert (Edmonton West): To me it does.

Mr. Macdonald (Rosedale): The amendment is really for the purpose of removing from the significant impact test the question of establishing a significant impact with respect to construction firms and professionals. In other words, the Board may well find a situation where a member of a profession has flagrantly exceeded the guidelines and in the course of referring this to the administrator for action it might well be argued on behalf of the person who is engaged in a flagrant excess that it is true that he has been exceeding the guidelines but just one fellow like himself breaking the guidelines was not of significant impact on the economy.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Lambert, est-ce que cela a bien trait au sous-amendement relatif à l'article 4?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oh! Mais certainement.

Le président: Très bien. Merci.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Si nous consultons l'amendement que M. Trudel propose à l'article 12, article 12(1.1), nous voyons qu'il s'agit d'une adjonction après la ligne 47 à la page 10. Le texte est le suivant:

(1.1) Nonobstant l'alinéa (1) (c), la Commission peut exercer les pouvoirs prévus par cet alinéa et par l'alinéa (1)(d) dans le cas d'un mouvement réel ou envisagé.

Et je saute à l'alinéa (b) de l'amendement qu'il propose.

(b) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur déclaré, par un décret du gouverneur en conseil pris en vertu du sous-alinéa 3(2)(a)(v), est d'une importance fondamentale pour la réduction ou l'endiguement de l'inflation au Canada ...

Si l'on passe maintenant à l'alinéa (c) du bill, la Commission:

(c) identifie les causes des mouvements réels ou envisagés de prix, profits, rémunérations et dividendes établis conformément à l'alinéa (b), qui, à son avis, auront vraisemblablement des conséquences importantes sur l'économie canadienne, et cherche, à l'aide de consultations et de négociations avec le parti intéressé soit à les rendre conformes à la lettre et à l'esprit des indicateurs, soit à en réduire ou en supprimer l'effet inflationniste;

Si j'ai bien compris, monsieur le ministre, cela autorise la Commission à faire la loi, pour ainsi dire, à faire la loi aux offices de commercialisation, à tous les offices de commercialisation?

M. Macdonald (Rosedale): Vous parlez d'un amendement qui n'a pas encore été mis aux voix.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est exact, mais il faut bien l'étudier.

M. Macdonald (Rosedale): Eh bien, pour vous fournir un peu d'explication ...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Cela me semble évident.

M. Macdonald (Rosedale): Le but de cet amendement est de soustraire au critère des conséquences importantes les catégories telles que les entreprises de construction et les travailleurs professionnels. En d'autres termes, même si la Commission relève un cas où un membre d'une profession a dépassé de manière flagrante les indicateurs, il serait possible, au moment d'en faire rapport au directeur, de défendre l'intéressé en disant que, bien qu'il soit vrai qu'il a dépassé les indicateurs, il a été tout seul à le faire, et que cela n'entraîne donc pas de conséquences importantes pour l'économie.

[Texte]

The purpose of putting that particular category of occupations in was really from the standpoint of equity, that these people should be seen to be dealt with with the same stringency as members of trade unions. It is felt that there should be a significant impact but it has to be a major case of violation with regard to the professionals and also with regard to the small construction firms and it should be possible for them to take action in this case.

Mr. Lambert (Edmonton West): Well, I am sorry that...

Mr. Macdonald (Rosedale): Also, Mr. Gibson reminds me, people who may be added under the 12(2) route who by definition would normally be people who would not have 500 employees.

Mr. Lambert (Edmonton West): I do not know whether you got the drift of what I was trying to say, but Clause 12(1) directs the Board to do certain things in a mandatory way. In paragraph (b) at page 10 on line 12, it says:

(b) identify actual and proposed changes in prices, profits, compensation and dividends that, in its opinion, contravene or, if implemented, would contravene the guidelines either in fact or in spirit.

But in the next paragraph it says it shall:

(c) identify the causes of actual and proposed changes in prices, profits, compensation and dividends identified under paragraph (b) that are, in its opinion, likely to have a significant impact on the economy of Canada,...

such as changes in prices by a marketing board, say in the price of pork or dairy products

... and endeavour through consultations and negotiations with the parties involved to modify such changes so as to bring them within the limits and spirit of the guidelines or reduce or eliminate their inflationary effect;

Now, amendment to be proposed, Clause 12(1.1) says that:

• 2020

... the Anti-Inflation Board may exercise the powers set out...

I have indicated in (c)...

a price or profit margin of a supplier declared by order of the Governor in Council pursuant to subparagraph 3(2)(a)(v) to be of strategic importance to the containment and reduction of inflation in Canada,

Now let us take eggs, for instance. If the Governor in Council were to deem them to be of strategic importance to the containment and reduction of inflation in Canada, surely this authorizes the Anti-Inflation Board to endeavour to consultation and negotiations with the party to modify such changes. Am I correct in my interpretation or am I reading too much into it?

Mr. Macdonald (Rosedale): It has nothing to do, if I may say so, with the amendment that you are talking about which is confined to professionals and construction companies. If I may, on the subject of a price or a profit margin of a supplier person described in Clause 3(2)(a)(iii) or Clause 3(2)(a)(iv), if you look back, Clause 3(2)(a)(iii) is suppliers of professional services and Clause 3(2)(a)(iv) is persons carrying on business in the construction indus-

[Interprétation]

Le motif de l'inclusion de cette catégorie de profession a été foncièrement un motif d'équité, pour qu'il soit manifestement le cas que cette catégorie est soumise aux mêmes restrictions que les travailleurs syndiqués. Il est vrai qu'il existe le critère des conséquences importantes, mais dans le cas des infractions graves de la part des professionnels et des petites entreprises de construction, il n'est que normal qu'il soit possible d'entamer une action en justice.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Eh bien, je regrette que...

M. Macdonald (Rosedale): De plus, M. Gibson me le rappelle, les catégories de gens qui seraient incorporés en vertu de l'article 12(2), sont par définition des gens qui n'ont pas 500 employés.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je ne sais pas si vous avez bien compris ce que j'essayais de dire, mais une fois que le paragraphe 12(1) aura force de loi, la Commission sera légalement obligée d'agir d'une certaine façon. A l'alinéa de la page 10 et à la ligne 10, on lit:

(b) établit les mouvements réels ou envisagés des prix, profits, rémunérations et dividendes, qui, à son avis, contreviennent ou sont susceptibles de contrevenir à la lettre ou à l'esprit des indicateurs.

Mais à l'alinéa suivant, on stipule que la Commission:

(c) identifie les causes des mouvements réels ou envisagés des prix, profits, rémunérations et dividendes, établis conformément à l'alinéa (b), qui, à son avis, auront vraisemblablement des conséquences importantes sur l'économie canadienne,...

comme par exemple les changements de prix effectués par un office de commercialisation, mettons dans le cas du porc ou des produits laitiers.

...et cherche à l'aide de consultations et de négociations avec les parties intéressées, soit à les rendre conformes à la lettre et à l'esprit des indicateurs, soit à en réduire ou à en supprimer l'effet inflationniste.

Or, l'amendement que l'on doit proposer à l'article 12(1.1) précise que:

...la Commission peut exercer les pouvoirs prévus...

Alors qu'on dit au paragraphe (c)

...d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur déclaré par un décret du gouverneur en conseil, prix en vertu du sous-alinéa 3(2)(a)(v) être d'une importance fondamentale pour la réduction et l'endigement de l'inflation au Canada;

Prenons l'exemple des œufs. Si le gouverneur en conseil croyait qu'ils étaient d'une importance fondamentale pour la réduction et l'endigement de l'inflation au Canada, cela donnerait à la Commission de lutte contre l'inflation le pouvoir d'essayer de se mettre en rapport et de négocier avec la partie concernée. Ai-je raison ou est-ce que mon interprétation dépasse l'esprit du libellé?

M. Macdonald (Rosedale): Cela n'a rien à voir avec l'amendement dont vous parlez qui ne touche que les professionnels et les compagnies de construction. J'aimerais ajouter quelque chose au sujet de la marge bénéficiaire du prix que peut exiger les personnes décrites à l'article 3(2)(a)(iii) ou à l'article 3(2)(a)(iv) et si vous voulez bien reprendre ces deux sous-alinéas, vous verrez que dans le premier cas il s'agit des fournisseurs de services profes-

[Text]

try. Then added to that group is the group under Clause 3(2)(b). It is always risky to pick an example but for a particular group of employees, obviously less than 500 and not in the construction industry, from time to time there might be a wish to have declared to be of significant importance, perhaps one of the groups referred to this morning in the discussion from the B.C. Employers Council.

That is what this amendment refers to. With regard to the broader question as to whether or not the Anti-Inflation Board could act concerning CEMA, certainly under (a) and (b) the answer would be yes, and indeed under (e) as well. Under (c) it would have to be designated pursuant to Clause 12(2) to be subject to enforcement proceedings. I am sorry; all right, I have answered your point then.

Mr. Lambert (Edmonton West): Am I correct ...

Mr. Macdonald (Rosedale): That is right. In enforcement proceedings you would have to take the further step under Clause 12.

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, there has to be a designation but it is still possible to reach them.

Mr. Macdonald (Rosedale): It is still possible to reach them ...

Mr. Lambert (Edmonton West): If you want to ...

Mr. Macdonald (Rosedale): Personally I would think a body created by act of Parliament should be reached through the vehicle of that act of Parliament, but if it is defective that is another route to get at it.

Mr. Lambert (Edmonton West): At the moment CEMA seems to be acting on its own.

Mr. Macdonald (Rosedale): That raises another question.

Mr. McGrath: That is the burning question.

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Gibson through the Minister if he can explain to the Committee if the subamendment now before the Committee would enable the Anti-Inflation Board to seize the books of any marketing board under federal jurisdiction if they felt that it was necessary to do so?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, Bill C-73 would not empower the Anti-Inflation Board to seize books. The power of seizure and search is vested in the Administrator under the terms of the bill.

Mr. McGrath: Yes.

Mr. Gibson: And for that power to be exercised there would have to be a situation in which a reference was made either by the Governor in Council or by the Anti-Inflation Board to the Administrator in which case he would then be empowered to make such a seizure.

[Interpretation]

sionnels et, dans le second cas, de personnes qui exploitent des entreprises dans l'industrie de la construction. A ce groupe vient s'ajouter le groupe défini à l'alinéa 3(2)(b). Même s'il est délicat de choisir un exemple, il se peut que pour un groupe d'employés donnés, groupe qui appartiendrait à une entreprise de moins de 500 employés et autre qu'une entreprise de l'industrie de la construction, on juge désirable qu'il soit déclaré d'importance fondamentale et cela pourrait peut-être être l'un des groupes auxquels on a fait allusion ce matin au cours de la discussion avec le Conseil des employés de la Colombie-Britannique.

Voilà ce dont il s'agit dans cet amendement. Pour ce qui est de la question de savoir si la Commission de lutte contre l'inflation peut intervenir dans le cas des offices de commercialisation des œufs, je dirais oui, en vertu du paragraphe (a) et du paragraphe (b) et en fait, également en vertu du paragraphe (e). En vertu du paragraphe (c) il faudrait qu'il soit désigné aux termes de l'article 12(2) pour qu'il y ait application. Excusez-moi; très bien, j'ai répondu à votre question.

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): Ai-je raison ...

M. Macdonald (Rosedale): Très bien. Pour qu'il y ait application, il faudrait que ce soit en vertu de l'article 12.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oh, il faut qu'il soit désigné mais il demeure possible de le faire.

M. Macdonald (Rosedale): C'est possible ...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Si vous voulez ...

M. Macdonald (Rosedale): A mon avis, je crois qu'un organisme créé par une loi du Parlement devrait être assujéti à la loi du Parlement qui le crée, mais si cela s'avérait impossible, il y a une autre façon de le faire.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pour l'instant, l'Office de commercialisation des œufs semble être laissé à lui-même.

M. Macdonald (Rosedale): Vous soulevez là un autre problème.

M. McGrath: Problème épineux.

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Gibson s'il peut dire aux membres du Comité si le sous-amendement à l'étude présentement permettrait à la Commission de lutte contre l'inflation de se saisir des livres d'un office de commercialisation donné et relevant du fédéral si elle jugeait que c'était nécessaire?

M. Gibson: Monsieur le président, le bill C-73 ne donne pas à la Commission de lutte contre l'inflation le pouvoir de saisir des livres. En suivant les dispositions du bill, ce pouvoir appartient au directeur.

M. McGrath: Oui.

M. Gibson: Pour que le directeur se serve de ce pouvoir, il faudrait que le gouverneur en conseil ou la Commission de lutte contre l'inflation lui donne un mandat, auquel cas il pourrait se saisir des livres.

[Texte]

Mr. McGrath: As it now stands he would not have that power, is that right?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, in the manner outlined by Mr. Lambert and the Minister if the reference under Clause 12(2) and the declaration under Clause 3(2) were followed, that power could exist. But as the bill currently stands without such a declaration, no.

Mr. McGrath: I understand what you are saying then is that this subamendment would not affect this situation.

Mr. Macdonald (Rosedale): I think that is right basically and I think it is the point that Mr. made, that his business, I take it, may be not dissimilar from yours in the sense that he is concerned about the Canadian Egg Marketing Agency. However, the second thing is that whatever the nature of that concern, you will not be able to resolve it with this subamendment. The subamendment does not get you any closer to CEMA. If you either take those words out or leave them in, you are no closer to reaching CEMA.

Mr. McGrath: The subamendment, then, would not give the Board any additional powers with respect to marketing boards than now?

• 2025

Mr. Macdonald (Rosedale): Not with regard to marketing boards, no. We are talking about regulatory bodies like the National Energy Board or the CTC, and I am not sure, really, whether—we cannot think of all the situations, but certainly with regard to the NEB. In its regulation of gas pipelines tariffs it is dealing with TransCanada PipeLines Limited, which I suspect must be a designated company for the purposes of the law. This is without having looked at the list. It is hard to see who additionally might be reached by this. I suppose that the Saskatchewan Power Corporation, in the sense that it buys gas from Alberta, the tariffs for which may be controlled by the National Energy Board, might be reached by this, but by any definition that is a long way from egg marketing.

Mr. McGrath: It is a step in the right direction.

The Chairman: Thank you. Mr. Cafik and then Mrs. Appolloni on the subamendment.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Stevens, on a point of order.

Mr. Stevens: I think it is proper to draw the Committee's attention to what has transpired here today. I really think it is a disgrace. I start off by first referring to the guillotine provision that we are now working up to. It is the provision that was passed by this Committee on November 3 and it states that after 9.30 tomorrow morning we cannot hear any further evidence, we are to simply put everything to a vote, and yet we find that the government members have consistently broken agreements here today. They have introduced three amendments, contrary to the agreement that we had last night that all amendments were to be tabled where we could have proper consideration. We have the subamendment now before us brought in the name of Mr. Lee at the request of Mr. Cafik, because he felt he should not have two appearing too close together...

[Interprétation]

M. McGrath: Pour le moment il n'a pas ce pouvoir, n'est-ce pas?

M. Gibson: Ce pouvoir pourrait exister si les conditions de mandat en vertu de l'article 12(2) et de déclaration en vertu de l'article 3(2) étaient réunies, comme en parlaient M. Lambert et le ministre tout à l'heure. Mais dans sa forme actuelle, le bill ne donne pas ce pouvoir de déclaration.

M. McGrath: Si je comprends bien, cet amendement ne changerait rien à la situation.

M. Macdonald (Rosedale): Je crois qu'en substance c'est juste et que c'est ce que faisait remarquer M. , que son établissement n'était peut-être pas très différent du vôtre en ce sens qu'il s'inquiète de l'Office de commercialisation des œufs. Il n'en demeure pas moins que quelle que soit la difficulté que vous éprouviez, vous ne pourrez pas l'aplanir par ce sous-amendement. Ce sous-amendement ne vous permet pas de toucher beaucoup plus à l'Office de commercialisation des œufs. Avec ces mots ou sans ces mots, vous n'êtes pas plus avancé.

M. McGrath: Le sous-amendement, si je comprends bien, ne donnerait pas à la Commission plus de pouvoir à l'égard des offices de commercialisation?

M. Macdonald (Rosedale): Non, pas dans le cas des offices de commercialisation. Nous songeons à des organismes investis d'un pouvoir de réglementation comme l'Office national de l'énergie ou la Commission canadienne des transports et je ne suis pas sûr vraiment si... Nous ne pouvons pas vraiment songer à toutes les situations mais il est sûr que c'est vrai dans le cas de l'Office national de l'énergie. Il réglemente les gazoducs et cela touche la TransCanada PipeLines Limitée qui aux termes de la Loi doit constituer une société désignée de toute façon. Je n'ai pas vu la liste et il m'est difficile de vous dire qui d'autres seraient touchés ici. Je suppose que la Saskatchewan Power Corporation le sera car elle achète en Alberta du gaz dont les tarifs sont probablement contrôlés par l'Office national de l'énergie qui ici est concerné mais de toute façon, cela n'a pas grand-chose à voir avec la commercialisation des œufs.

M. McGrath: C'est un pas fait dans la bonne voie.

Le président: Merci. M. Cafik veut prendre la parole au sujet du sous-amendement et M^{me} Appolloni le suivra.

M. Stevens: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Stevens, vous avez la parole.

M. Stevens: J'aimerais attirer l'attention des membres du Comité sur ce qui s'est passé ici aujourd'hui. Je crois que c'est honteux. J'ai commencé par parler de la guillotine vers laquelle nous nous acheminons. Je fais allusion ici à la décision que les membres du Comité ont prise le 3 novembre, à savoir qu'après la séance de 9 h 30 demain matin nous devons cesser nos débats et passer tous les articles aux voix. Mais nous constatons que les membres du gouvernement ont systématiquement rompu leurs engagements, ici aujourd'hui. Ils ont présenté trois amendements alors qu'hier soir nous avions convenu que tous les amendements devraient être déposés à l'avance afin que nous puissions les étudier. Nous avons sous les yeux un sous-amendement qu'a présenté M. Lee à la demande de M. Cafik car ce dernier a jugé bon de ne pas se faire entendre deux fois de suite...

[Text]

Mr. Cafik: On a point of order . . .

The Chairman: Order.

Mr. Stevens: It is my point of order. You can speak later.

Mr. Cafik: It is a question of privilege, which I think might take precedence. I have no intention of listening to that kind of abuse from a gentleman who has no idea what he is talking about . . .

Mr. Stevens: Tell the press what I have related.

Mr. Cafik: . . . and for you to suggest, which I do not think you or any other member of Parliament has the right to do, to suggest that another member acted in a particular way, is just not within your powers in this Committee and I object to it very strenuously. I hope that as a gentleman you will withdraw that remark that has no foundation in fact whatsoever.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, if I may continue.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: The subamendment we have before us, I suggest, to put it mildly, is most ambiguous as to what its implication is. I believe the suggestion now that the government members want to withdraw it just shows how frivolously they are treating this entire Committee proceeding. The reason I say this, Mr. Chairman, is that I think it is just unbelievable, with legislation of the importance that we have before us, that we have now got into a position with one hour and thirty minutes to go, we have 42 sections to cover and over 20 amendments with regard to those sections, and yet we are seriously going to try to pass this before ten o'clock on the understanding that the votes will be held tomorrow. I take great exception to that.

I suggest that we have had a beautiful little play over here, seeking publicity among some of these government members. They have succeeded in not only getting publicity, but also in burning up this Committee's time. I feel that it is something that has to be straightened out. These committees become absolutely immaterial to the parliamentary process if this type of thing is going to be done by a party in power such as we have had evidence of tonight.

An hon. Member: Hear, hear!

The Chairman: Mr. Stevens, I think that is . . .

• 2030

Mr. Stevens: My point of order is this, Mr. Chairman. I want to know: are the Committee members willing now to let this go into next week where there can be a proper consideration of the 42 provisions that we still have to review plus these amendments, or in fact are we going to have to live with this guillotine that was inspired by Mr. Cafik and Mr. Gray in the first place?

The Chairman: Mr. Stevens, I think we had dealt with this problem earlier in the Committee. The Committee had decided that we would end the meetings tomorrow morning. It is up to the Committee members if they want to change their decision; it is not up to me. So I think we should proceed with due diligence and try to finish by 10 o'clock or later, if the Committee so wishes.

Mr. Lambert (Edmonton West): Do not admit any amendments like you did.

[Interpretation]

M. Cafik: J'invoque le Règlement . . .

Le président: A l'ordre.

M. Stevens: C'est moi qui ai la parole car j'invoque le Règlement, vous parlerez plus tard.

M. Cafik: C'est une question de privilège, et je crois que j'aurai la priorité. Je ne veux pas rester ici inactif alors qu'une personne qui ne sait pas de quoi elle parle m'insulte . . .

M. Stevens: Dites cela aux journalistes.

M. Cafik: . . . je ne crois pas que, ni vous ni aucun autre député, ayez le droit de dire qu'un de vos collègues a agi d'une certaine façon; cela ne fait pas partie de ce que vous pouvez faire en Comité; je m'y oppose donc de la façon la plus ferme. J'espère que le gentleman que vous êtes retirera des paroles qui ne s'appuient sur rien.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais poursuivre.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Le moins qu'on puisse dire, c'est que le sous-amendement à l'étude est des plus ambigus quant à ce qu'il implique. Le fait que les membres du gouvernement veuillent le retirer démontre le peu de sérieux avec lequel ils traitent les débats en comité. Je trouve absolument inconcevable, alors que nous devons étudier un projet de loi d'une telle importance, d'en être réduits là où nous en sommes, alors qu'il nous reste une heure et demie, 42 articles à étudier et 20 amendements à adopter; c'est ridicule de songer d'essayer d'adopter ceci avant 22 heures pour pouvoir voter demain. Je m'y oppose fermement.

C'était du très joli cinéma que de voir des membres du gouvernement tenter de se mettre en valeur; ils y ont réussi et ils ont également réussi à gaspiller le temps des membres du Comité. J'ai cru qu'il fallait mettre les choses au point. Si un parti au pouvoir agi comme on l'a vu faire ce soir, le travail en comité perd tout son sens.

Une voix: Bravo!

Le président: Monsieur Stevens, je crois . . .

M. Stevens: Voici en quoi consiste mon appel au Règlement, monsieur le président. J'aimerais savoir si les membres du Comité sont prêts à poursuivre la semaine prochaine l'étude convenable des 42 articles qu'il nous reste encore à examiner, sans compter les amendements, ou allons-nous être obligés de voir tomber cette guillotine suggérée par M. Cafik et M. Gray au départ.

Le président: Monsieur Stevens, je crois que nous avons déjà discuté de ce problème. Le Comité a décidé de mettre fin à ses séances demain matin. C'est aux membres du Comité à revenir sur leur décision et pas à moi. Nous devons donc procéder avec toute diligence et essayer de terminer à 22 heures ou plus tard si le Comité le désire.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): N'acceptez pas n'importe quel amendement comme vous l'avez fait.

[Texte]

The Chairman: The Committee is free to use its time as it pleases, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh come on, act as a Chairman!

The Chairman: It is not in my hands.

Mr. Lambert (Edmonton West): Put some guts into it.

The Chairman: We are on the subamendment. Is the Committee ready for the question?

Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Mr. Chairman, I wish to make one comment. I do support the original purpose for putting forward this amendment in connection with having voluntary controls in relationship with marketing boards and government agencies.

However, I have been persuaded in looking at this thing and I was concerned—and expressed that concern—when I originally addressed my remarks to this particular amendment as to the wording and possible ambiguities that might be involved. I am prepared to have it withdrawn or even to vote against it on the basis that I will deal with this question, at report stage in the House after I have had time to give it further consideration.

The Chairman: Those in favour of the subamendment will please raise their right hand.

Subamendment negatived.

Mr. Stevens: A roll call vote, Mr. Chairman.

Subamendment negatived: yeas 5; nays 9.

The Chairman: The question is on the amendment of Mr. Trudel. Those in favour of the amendment please raise your right hand.

Amendment agreed to: Yeas, 9; nays, 8.

• 2035

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, I wonder whether I could put it to the Committee that I circulated the copy of an amendment which, as I mentioned to the Committee, arose from the federal-provincial conference yesterday. Recognizing the Committee's request to have the amendment last night, it was not ready at the end of the hour.

Basically what it does is that the provision under proposed section 4(5), which was confined to agreements with the provinces on professional fees only, would be expanded, as the members will see, to deal with agreements with the provinces for co-operation in a more general sense.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: I move that Bill C-73 be further amended by deleting Clause 4. (5) and renumbering the present subsection 4. (6) as subsection 4. (5), and by adding immediately after proposed Clause 4. (2) the following heading and subclause:

AGREEMENTS TO FACILITATE CO-OPERATION AND ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT; BOOKS AND RECORDS

5. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the government of a province for the purpose of facilitating, in such manner as is provided for in the agreement or by or under any law of the province, cooperation between Canada and the province with respect to the administration and enforcement of the guidelines within that province;

29748—7½

[Interprétation]

Le président: Le Comité est libre d'employer son temps comme il lui plaît, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Voyons donc, agissez en président!

Le président: Cela n'est pas de mon ressort.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Montrez que vous avez du cran.

Le président: Nous discutons du sous-amendement. Le Comité est-il prêt à voter?

Monsieur Cafik.

M. Cafik: Monsieur le président, j'aimerais ajouter un commentaire. J'appuis l'esprit dans lequel cet amendement a été présenté à savoir prévoir des contrôles volontaires pour les offices de commercialisation et les organismes gouvernementaux.

Toutefois, j'ai été amené à examiner de plus près la modification afin de vérifier son libellé et les ambiguïtés possible qu'elle pourrait receler. J'en ai d'ailleurs fait part dans mes premières remarques. Je suis prêt à la faire retirer ou même à voter contre, quitte à la présenter à nouveau, au moment de l'étape du rapport à la Chambre, après avoir pu la reformuler.

Le président: Que ceux qui sont en faveur du sous-amendement lèvent la main droite.

Le sous-amendement est rejeté.

M. Stevens: S'il vous plaît, monsieur le président, une mise aux voix par appel nominal.

Le sous-amendement est rejeté par 9 voix contre 5.

Le président: Nous mettons maintenant aux voix l'amendement de M. Trudel. Que ceux qui sont en faveur de l'amendement lèvent la main droite.

L'amendement est adopté par 9 voix contre 8.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, je me demande si je ne pourrais pas faire remarquer au Comité que j'ai fait circuler la copie d'un amendement qui, comme je l'ai mentionné, fait suite à la conférence fédérale-provinciale qui a eu lieu hier. J'ai acquiescé à la demande du Comité voulant que je le présente hier mais, malheureusement, il n'était pas prêt à temps.

En essence, il élargit la portée du paragraphe (5) de l'article 4, qui se limitait aux seules ententes avec les provinces concernant les honoraires des services professionnels, de façon à inclure les ententes avec les provinces en général.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Je propose que le Bill C-73 soit en outre modifié en supprimant le paragraphe (5) de l'article 4 pour le remplacer par le paragraphe (6) du même article et en ajoutant immédiatement après le paragraphe (2) de l'article 4 le titre et le texte suivants:

«ACCORDS VISANT À FAVORISER LA COOPÉRATION AVEC LES PROVINCES POUR L'APPLICATION DE LA LOI; LIVRES ET DOSSIERS

5. (1) Le Ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement d'une province un accord visant à favoriser, directement ou par l'application d'une loi provinciale, la coopération entre le Canada et la province pour ce qui concerne l'application des indicateurs dans cette province.»

[Text]

By renumbering the present Clause 5. as Clause 5. (2).

The Chairman: It is moved by Mr. Trudel that Bill C-73 be further amended. Do you all have the copies of the amendment?

Mr. Trudel: It was handed out before supper.

Mr. Lambert (Edmonton West): Why was it not here yesterday?

Mr. Macdonald (Rosedale): As I just explained, Mr. Lambert, it was the result of the federal-provincial conference, the work from which was not completed until after the deadline last night.

The Chairman: Are there any comments on the amendment? Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, it refers to entering into agreements with the provinces. At the present time, do you have any agreements with the provinces with regard to those workers who are under direct provincial jurisdiction or some act of the provinces?

Mr. Macdonald (Rosedale): We cannot have it at the moment, Mr. Rodriguez, because we do not have the statutory authority. We will only have that authority when the bill is passed. We have the declarations, of course, of Ontario and of Alberta that they would co-operate with the program in the public sector and there is a declaration of Quebec, followed by their introduction of Bill 64, that they will proceed in the public sector on their own.

Mr. Rodriguez: Could I ask then, in the situation of teachers in Ontario, at the present moment are they under the jurisdiction of the federal Anti-Inflation Act.

Mr. Macdonald (Rosedale): Not at the moment, they are not.

Mr. Rodriguez: There is nothing stopping the teachers and their board from entering into an agreement now. They do not have to come to the Anti-Inflation Board now.

Mr. Macdonald (Rosedale): The only thing is, with one of the amendments already adopted and assuming Ontario does enter into an agreement with the federal government under this bill, that will then date back to October 14 so that retrospectively it will cover that situation.

Amendment agreed to.

• 2040

The Chairman: Shall Clause 4, as amended, carry? Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I was cut off on the earlier questions, I was raising with the Minister, concerning the possibility of having guidelines with respect to the government's own spending. The Minister offered some explanation as to why he felt it would be difficult to accept the amendment. I felt the amendment was not out of order at all. The Chairman ruled it in order and if I may, Mr. Chairman, I would like to put these additional questions to the Minister. In drafting Clause 4 was any consideration given to the possibility of establishing a guideline with respect to government spending itself, if not falling suitably under Clause 4 in this bill, then under any other clause?

[Interpretation]

L'article 5 devient le paragraphe 5(2).

Le président: M. Trudel propose que le Bill C-73 soit en outre modifié. Avez-vous tous une copie de l'amendement?

M. Trudel: Il vous a été donné avant le souper.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pourquoi ne l'avez-vous pas présenté hier?

M. Macdonald (Rosedale): Comme je viens de l'expliquer, monsieur Lambert, cet amendement a été rédigé à la suite de la conférence fédérale-provinciale et n'a donc pu être prêt à temps hier soir.

Le président: Y a-t-il des commentaires au sujet de la modification? Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, la modification porte sur les accords avec les provinces. Y a-t-il actuellement des accords intéressant des travailleurs relevant directement d'un gouvernement provincial ou régis par une loi provinciale?

M. Macdonald (Rosedale): Il ne peut y en avoir en ce moment, monsieur Rodriguez, car aucune loi ne nous en donne l'autorisation. Nous ne l'aurons que lorsque le bill aura été adopté. Bien entendu l'Ontario et l'Alberta nous ont promis leur entière collaboration pour l'application du programme au secteur public et la province de Québec a fait la même promesse d'appliquer le programme au secteur public dès l'adoption de son Bill 64.

M. Rodriguez: Qu'advient-il des enseignants de l'Ontario? Sont-ils déjà soumis à la Loi fédérale anti-inflation?

M. Macdonald (Rosedale): Pas encore.

M. Rodriguez: Rien n'empêche donc les enseignants et leur commission scolaire de signer déjà une convention. Ils ne sont pas obligés de se présenter devant la Commission de lutte contre l'inflation.

M. Macdonald (Rosedale): Oui, mais n'oubliez pas que lorsque le bill entrera en vigueur il sera rétroactif au 14 octobre et que, étant donné l'un des amendements déjà adopté et si l'Ontario conclut un accord avec le gouvernement fédéral relativement à l'application du projet de loi, les enseignants tomberont alors sous le coup de la loi.

L'amendement est adopté.

Le président: L'article 4, amendé, est-il adopté? Monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, on m'a interrompu au sujet des questions que je soulevais auprès du ministre en ce qui concerne la possibilité d'obtenir des indicateurs pour les dépenses du gouvernement même. Le ministre m'a fourni certaines des raisons pour lesquelles il pense qu'il serait difficile d'accepter l'amendement. Je pensais que l'amendement était parfaitement recevable. Le président l'a déclaré recevable et, si vous me le permettez, monsieur le président, j'aimerais poser quelques questions supplémentaires au ministre. Lors de la préparation de l'article 4, a-t-on envisagé la possibilité d'établir un indicateur portant sur les dépenses du gouvernement même, sinon dans cet article, au moins dans un autre?

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): It is not appropriate really under this proposed statute. What we do have and have had for many years, of course, is the budgetary process, whereby the general dimensions of the government's expenditures and revenues for the year are set out and, of course, the very elaborate supply system provided for under this House is for the purpose of appropriating supply both under the Main Estimates and under the Supplementary Estimates. In other words, the budget procedure, which is long established in the House, and the supply procedures are available to deal with this and it really would be inappropriate to put it into this clause.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, to the Minister, I am sure the Minister will agree that the budgetary process that he refers to deals with the immediate year, the next immediate year, and, of course, it is altered as a result of your Supplementary Estimates, up to Supplementary Estimates (c) I suppose in some cases now. What I am really looking for though is, the thrust of your anti-inflationary program is that you want people to abide by guidelines over the next three years, in the case of inflation a guideline of 8 per cent, 6 per cent, 4 per cent in those three coming years. Did you not think it would be suitable to let the public know of what guidelines you have accepted with regard to your own expenditures compared to the guidelines that you are suggesting for others in the country?

Mr. Macdonald (Rosedale): As I indicated, Mr. Stevens, some substantial parts of the expenditures that we are making have as their direct object the reduction of the impact of inflation in Canada.

Mr. Stevens: When you say that are you suggesting that government spending indirectly helps lessen inflation?

Mr. Macdonald (Rosedale): Not just indirectly, it directly does. If the citizens of Halifax had to pay for motor gasoline at the rate of \$12 a barrel this would be costing them that much more in their standard of living. The fact that they do not is because we are appropriating a billion and a half dollars to keep them and other people in Eastern Canada free of that cost.

Mr. Stevens: Do you not agree that is relieving them from the impact of inflation but it may, indirectly, be also causing inflation?

Mr. Macdonald (Rosedale): No, I would not agree with that. It certainly relieves them of the impact of inflation but I think it requires something of a distortion of argument to suggest that it is causing it.

Mr. Stevens: Let me put this to you, Mr. Minister. In your earlier replies you indicated that about 56 per cent of your budgetary expenditures were on such items as Old Age Security and interest on the public debt and this type of thing.

Mr. Macdonald (Rosedale): Not interest on the public debt, rather in fiscal transfers to the provinces and basically fiscal transfers to individuals.

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Un indicateur de ce genre ne serait pas approprié aux termes de la loi proposé. Ce dont nous disposons et avons disposé depuis bien des années, bien sûr, c'est du budget, qui permet d'établir les dimensions générales des dépenses et des recettes gouvernementales pour l'année; bien sûr, le système très complexe des subsides dont nous disposons sert à régler les dépenses tant dans le budget principal des dépenses que dans les budgets supplémentaires. En d'autres termes, le processus établi depuis longtemps à la Chambre permet de régler ce problème et il serait vraiment inapproprié d'inclure cela dans cet article.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais, par votre intermédiaire poser une question au ministre. Je suis certain que le ministre m'accordera que le processus budgétaire dont il parle traite toujours de l'année à venir et que, bien sûr, il est modifié par les budgets supplémentaires, qui vont parfois jusqu'au budget supplémentaire (C). Toutefois, je vous ferai remarque que, dans votre programme de lutte contre l'inflation, vous voulez que les gens observent les indicateurs pendant les 3 années à venir et, en cas d'inflation, il s'agit d'indicateurs de 8 p. 100, 6 p. 100 et 4 p. 100 pour ces trois années. Ne pensez-vous pas qu'il serait indiqué d'expliquer au public quels indicateurs vous avez acceptés en ce qui concerne vos propres dépenses par comparaison aux indicateurs que vous imposez aux particuliers et aux organismes du pays?

M. Macdonald (Rosedale): Comme je l'ai indiqué, monsieur Stevens, une bonne partie de nos dépenses ont pour objet direct de diminuer l'effet de l'inflation au Canada.

M. Stevens: Alors, vous voulez dire que les dépenses du gouvernement permettent, indirectement, de diminuer l'inflation?

M. Macdonald (Rosedale): Non seulement indirectement, mais directement aussi. Si les habitants de Halifax devaient payer \$12 par baril d'essence, ils en ressentiraient le contre-coup. Le fait qu'ils n'aient pas à le faire relève de notre dépense de \$1.5 milliard qui leur permet, ainsi qu'à d'autres gens de l'Est du Canada, de ne pas avoir à supporter ce coût.

M. Stevens: N'êtes-vous pas d'accord que cela les débarrasse peut-être de l'effet de l'inflation mais que cela peut également, de manière indirecte, provoquer l'inflation?

M. Macdonald (Rosedale): Non, je ne suis pas d'accord avec vous. Cela les débarrasse certainement de l'effet de l'inflation, mais je pense qu'il faut avoir recours à des arguments spécieux pour prétendre que c'est là la cause de l'inflation.

M. Stevens: Permettez-moi de vous dire ceci, monsieur le ministre. Au cours de vos réponses antérieures, vous avez indiqué qu'environ 56 p. 100 de vos dépenses budgétaires portaient sur des postes tels que la sécurité de la vieillesse et l'intérêt sur la dette publique et ainsi de suite.

M. Macdonald (Rosedale): Pas l'intérêt sur la dette publique; je dirais plutôt les transferts fiscaux aux provinces et, principalement, les transferts fiscaux aux particuliers.

[Text]

Mr. Stevens: Well, I said this type of thing.

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, but interest on the public debt is not a fiscal transfer to individuals like the Old Age Pension.

Mr. Stevens: Has your department done any estimate as to what in fiscal year of 1977 will be the net increase under those headings, the 56 per cent type headings that you are referring to? What will be the net increase in fiscal 1977 over fiscal 1976 on account of the natural increase that you see plus any indexing?

Mr. Macdonald (Rosedale): In each year the estimates, which will be tabled in the House in January, set out an estimate of what that expenditure will be. It will be subject, of course, to the actual experience.

For example, since the equalization is calculated on the basis of revenue within the provinces, one cannot be absolutely definitive as to the amount that is involved and the same thing with the shared cost programs, the Canada Assistance Plan, Medicare, Hospitalization, and so on. It is really 50 per cent of the provincial cost and in that sense it is 50 per cent of a figure which cannot finally be known in advance.

Mr. Stevens: Have you any ballpark estimates?

• 2045

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes. There are ballpark estimates made and they are tabled with the Main Estimates.

Mr. Stevens: Yes, but for us tonight.

Mr. Macdonald (Rosedale): No. I do not have them this evening.

Mr. Stevens: Would you agree with the President of the Treasury Board who indicated on October 30 that next year he hoped to keep such spendings less than 15 per cent?

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not think he was referring to the transfer payments either to provinces or to individuals. He was referring to the increase in the over-all expenditures of the government and I would agree with him. That would be a very desirable objective.

Mr. Stevens: When you say that you would agree for fiscal 1977 that it would be a desirable objective to keep your spending increase less than 15 per cent over the current fiscal year, are you saying that is the extent that you feel you can achieve—roughly something a little less than 15 per cent increase?

Mr. Macdonald (Rosedale): I would not put a figure on it. I agree with the objective he stated. What the actual expenditure will be depends in the first place on the estimates that are finally determined. That has not yet been completed.

Mr. Stevens: To put it another way then, if you were writing a guideline into this Act or into some other Act, Mr. Minister, are you saying the maximum or minimum guideline, depending how you want to look at it, that you would accept would be a 15 per cent guideline with respect to fiscal 1977, in relation to the current year?

[Interpretation]

M. Stevens: Très bien, j'ai dit «et ainsi de suite».

M. Macdonald (Rosedale): Oui, mais l'intérêt sur la dette publique n'est pas un transfert fiscal aux particuliers au même égard que la pension de vieillesse.

M. Stevens: Votre ministère a-t-il prévu d'une manière quelconque quelle sera, pour l'année financière 1977, l'augmentation nette au titre de ces rubriques, de ces rubriques qui comptent pour 56 p. 100 du budget? Quelle sera l'augmentation nette, pour l'année financière 1977, par rapport à l'année financière 1976, compte tenu de l'augmentation naturelle que vous prévoyez, outre toute indexation?

M. Macdonald (Rosedale): Chaque année, les prévisions qui seront déposées à la Chambre en janvier, indiqueront quelles seront ces dépenses. Bien sûr, ces estimations seront fonction de l'expérience même.

Par exemple, étant donné qu'on calcule la péréquation en se fondant sur les recettes dans les provinces, on ne peut absolument pas être certain quant au montant impliqué; cela s'applique aux programmes à coût partagé, au Régime d'assistance publique du Canada, à l'assurance-maladie, à l'assurance-hospitalisation, et ainsi de suite. Il s'agit vraiment de 50 p. 100 des coûts des provinces et c'est donc 50 p. 100 d'un chiffre qui ne peut, somme toute, pas être connu d'avance.

M. Stevens: Disposez-vous au moins d'estimations approximatives?

M. Macdonald (Rosedale): Oui. Il y a des estimations approximatives qui sont calculées et elles sont déposées avec les estimations principales.

M. Stevens: Oui, mais ici, ce soir.

M. Macdonald (Rosedale): Non. Je n'en ai pas ce soir.

M. Stevens: Êtes-vous d'accord avec le président du Conseil du Trésor qui indiquait, le 30 octobre, que l'année prochaine il espérait diminuer ses dépenses à moins de 15 p. 100?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne crois pas qu'il parlait des transferts aux province ou aux particuliers. Il parlait de l'augmentation des dépenses globales du gouvernement et, à cet égard, je suis d'accord avec lui. C'est un objectif qu'il serait fort souhaitable d'atteindre.

M. Stevens: Lorsque vous dites que, pour l'année financière 1977, ce serait un objectif souhaitable à atteindre, à savoir que l'augmentation des dépenses soit de moins de 15 p. 100 par rapport à l'année financière actuelle, nous dites-vous en fait que c'est à peu près ce que vous pensez pouvoir réaliser?

M. Macdonald (Rosedale): Je n'indiquerai pas de chiffres précis. Je suis d'accord avec l'objectif du président du Conseil du Trésor. Ce que seront les dépenses réelles dépend, en premier lieu, des estimations qui seront calculées en définitive. Elles ne sont pas encore prêtes.

M. Stevens: Donc, disons cela d'une autre manière; si vous vouliez inclure dans cette loi ou dans tout autre loi un indicateur, l'indicateur maximum ou minimum, comme vous voudrez, ce que vous accepteriez serait-il un indicateur de 15 p. 100 par rapport à l'année actuelle, en ce qui concerne l'année financière 1977?

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): No. In the first place, Mr. Stevens, I would not think it would make any sense to write that into the Act. I think it should be dealt with under the estimates procedure. I would not. I think that would be a senseless statement to make, so I would not make it.

Mr. Stevens: Whether you put it in the Act or not, if you were going to advise us as to what you felt would be the likely increase in fiscal 1977 over the current year, do I have it correctly that total expenditures you feel will be, if we are lucky, a little less than 15 per cent? We are talking about \$4.5 billion.

Mr. Macdonald (Rosedale): I repeat again, Mr. Stevens, this is determined by the estimates preparation process. The process has not yet been completed.

The estimates will be tabled in January 1976. I would not make any estimate. There does not seem to be any point in making any estimate now. The government is following the normal procedure provided under our financial system of preparing the estimates and we will be tabling them. What they will be in due course will be a matter for Cabinet decision.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, do you feel that it would be desirable for what you call the normal procedure in Canada to be altered in accordance with what many of the industrialized nations are doing now and that is showing estimated budgetary expenditure figures for at least three years in advance?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Stevens, if you would just reflect on that for a moment. What you said would be that in effect a program, such as the oil price subsidy which has been of such assistance to Eastern Canada, could not have been achieved if you had locked yourself three years in advance only to spend certain sums of money.

It seems to me that the critical element is for government to be in a position to be able to react to events that are concerning Canadians from time to time and to be able to make its judgments with regard to the fiscal framework on the basis of the economy that might well be. I think it is rather perilous to try to predict three years from now what the state of the economy will be and what the appropriate level of expenditure will be. In other words, no.

Mr. Stevens: Mr. Minister, why do you feel then that it is so perilous for the government? Why do you feel that the government should not be called upon for this type of a restraint approach, when you are asking the businessmen, the professional people and the wage earners to do exactly what you say the government should not be called upon to do.

Mr. Macdonald (Rosedale): No. We are not doing that. What we are doing is we are saying to them we are asking you to take restraint in the additional salaries for example you will get. What we will undertake to do is to make certain payments, for example, by the way of transfer payments, by the way of old age pensions, and by the way of the shelter against the oil price increase to protect you at the same time.

Governments not only have the responsibility, but they have the power to exercise those broader powers and it seems to me that it would be foolish for a government to tie its hands in advance by that kind of an attitude.

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Non. D'abord, monsieur Stevens, je ne pense pas qu'il serait logique d'écrire cela dans la loi. Je pense qu'il faut traiter de cela par l'intermédiaire du processus des budgets. Je ne le ferais donc pas. Je pense que ce serait une déclaration ridicule à faire, je ne la ferai donc pas.

M. Stevens: Que vous la mettiez dans la loi ou pas, si vous deviez nous dire quelle serait, d'après vous, l'augmentation au cours de l'année financière 1977 par rapport à l'année actuelle, ai-je raison de dire que les dépenses totales augmenteraient, d'après vous, si tout va bien, d'un peu moins de 15 p. 100? Nous parlons de 4.5 milliards de dollars.

M. Macdonald (Rosedale): Je vous le répète, monsieur Stevens, cela est établi par la préparation des budgets. Or cette préparation n'est pas encore terminée.

Les prévisions seront déposées en janvier 1976. Je ne compte faire aucune estimation en ce moment. Il ne me semble pas utile de calculer les prévisions en ce moment. Le gouvernement s'en tient à la procédure normale de notre système financier; nous préparons les prévisions, et nous les déposerons. Leur sort dépend des décisions du Cabinet.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais demander à M. le ministre s'il pense qu'il serait souhaitable que ladite procédure normale du Canada soit modifiée de manière à s'accorder à ce que font beaucoup de pays industrialisés actuellement, à savoir la révélation des estimations des dépenses au moins trois années à l'avance.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Stevens, réfléchissez à cela pendant quelques instants. Ce que vous venez de dire, c'est qu'en fait un programme tel que le programme des subsides au prix du pétrole qui a tant aidé l'Est du Canada n'aurait pas pu être mis en application si nous nous étions enfermés dans des prévisions de dépenses trois années à l'avance.

Il me semble que l'essentiel est que le gouvernement soit capable de réagir aux événements qui influent sur la vie des Canadiens et de prendre ses décisions en ce qui concerne le cadre fiscal en se basant sur l'économie du moment. Je pense qu'il serait plutôt dangereux d'essayer de prédire ce que sera l'économie d'ici trois ans et ce que sera le niveau approprié des dépenses. En d'autres termes, non.

M. Stevens: Monsieur le ministre, pourquoi donc pensez-vous que cela soit si dangereux pour le gouvernement? Pourquoi pensez-vous que le gouvernement ne devrait pas s'imposer ces restrictions lorsque vous demandez aux hommes d'affaires, aux professionnels et aux personnes gagnant un revenu de faire précisément ce que le gouvernement ne doit pas faire?

M. Macdonald (Rosedale): Non. Nous ne faisons pas cela. Nous leur demandons, par exemple, de limiter les traitements supplémentaires qu'ils recevront. Nous entreprendrons de faire certains versements, par l'entremise, par exemple, des transferts, des pensions de vieillesse et des subsides contre les augmentations du prix du pétrole.

Les gouvernements ont non seulement la responsabilité, mais également la possibilité d'exercer ces pouvoirs élargis et il me semble qu'il serait stupide de la part d'un gouvernement de se lier les mains à l'avance en adoptant ce genre d'attitude.

[Text]

• 2050

Mr. Stevens: Mr. Minister, following the same rationalization, would it not be equally foolish for the housewife or the wage earner to tie their hands? They have all kinds of things they would like to be spending money on too, but you do not seem to be willing on behalf of the government to accept discipline and to stay within some type of a predetermined increase level.

Mr. Macdonald (Rosedale): The kind of discipline you are talking about, of course, would be to inflict either on old age pensioners a lower level of . . .

Mr. Stevens: I am not talking about that at all.

Mr. Macdonald (Rosedale): Or to inflict on consumers of oil in Eastern Canada the higher prices they would have to pay. That may be the kind of discipline you would like to inflict on a country but it is not mine.

Mr. Stevens: You know that is not what I am referring to at all, Mr. Minister.

Mr. Macdonald (Rosedale): That is exactly what you are referring to and you may not understand what you are saying, Mr. Stevens, but that is what you are saying when you are saying that the government is spending too much money. The objections you are making are to the kind of program that on the whole has been generally supported by most thinking Canadians, for example to enable the eastern part of the country to have the single oil price—the same price level that other parts of Canada have enjoyed. You may be opposed to that kind of a concept but I think most Canadians do favour it.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman to the Minister . . .

Mr. Lambert (Edmonton West): Of course, if it is somebody else's money, you will agree.

Mr. Stevens: Mr. Minister, what you have indicated tonight is that it is likely in the fiscal year 1977 that your own spending estimates are going to go up slightly less than 15 per cent and yet you cannot give us any figure as to what is the built-in increase that you have really no control over within that 15 per cent increase.

Mr. Macdonald (Rosedale): I could give the figure but . . .

Mr. Stevens: Well, why do you not?

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, I do not because we are engaged in the estimates procedure and we will give it in due course, the procedure that is followed every year. It seems to me just because you ask the question is no particular reason why the proper evaluation of the estimates should not occur and that in due course it should be done this year as all others.

Mr. Stevens: Yes, but, Mr. Chairman, the reason that I think it is most appropriate that we get an answer is I am curious as to why the government has not provided, as I say within this act or some other act if they think another act is appropriate, for a guideline mechanism so that the Canadian public can see the restraints that you in government are willing to work within in the next two to three years.

[Interpretation]

M. Stevens: Monsieur le ministre, avec le même raisonnement, ne serait-il pas également stupide pour une maîtresse de maison ou un salarié de se lier les mains? Eux aussi désirent acheter toutes sortes de choses, mais vous ne semblez pas désirer au nom du gouvernement, accepter une forme de discipline visant à respecter un certain niveau d'augmentation prédéterminé.

M. Macdonald (Rosedale): Le genre de discipline dont vous parlez, bien sûr, viserait soit les retraités à un niveau plus faible de—

M. Stevens: Je ne parle pas de cela du tout.

M. Macdonald (Rosedale): —ou à viser les consommateurs de pétrole de l'est du Canada qui devraient alors payer un prix plus élevé. C'est peut-être là le genre de discipline que vous voulez imposer au pays mais ce n'est pas le mien.

M. Stevens: Vous savez très bien que ce n'est pas du tout de cela que je parlais, monsieur le ministre.

M. Macdonald (Rosedale): C'est exactement ce que vous avez dit, vous ne comprenez peut-être pas ce que vous dites, monsieur Stevens, mais c'est exactement ce que vous dites lorsque vous prétendez que le gouvernement dépense trop d'argent. Les objections que vous faites se rapportent à un genre de programme auquel la plupart des Canadiens réfléchis ont donné leur appui, par exemple pour permettre à l'est du pays de bénéficier d'un prix unique pour le pétrole . . . le même prix que celui qui a cours dans les autres parties du Canada. Vous vous opposez peut-être à ce genre de principe, mais je crois que la plupart des Canadiens l'approuvent.

M. Stevens: Par votre entremise, monsieur le président, j'aimerais savoir, monsieur le ministre—

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Bien sûr, s'il s'agit de l'argent de quelqu'un d'autre,

M. Stevens: Monsieur le ministre, vous avez dit ici ce soir qu'il est probable qu'au cours de l'année financière 1977 vos propres prévisions budgétaires augmenteront d'un peu moins de 15 p. 100; pourtant vous ne pouvez pas nous donner le chiffre de ces augmentations qui fait partie de ces 15 p. 100 que vous ne pouvez pas contrôler.

M. Macdonald (Rosedale): Je pourrais vous donner des chiffres, mais—

M. Stevens: Eh bien pourquoi ne le faites-vous pas?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne le fais pas parce que nous sommes en train de préparer les prévisions budgétaires que nous déposerons au moment prévu comme c'est le cas chaque année. Il me semble que ce n'est pas parce que vous posez la question que nous devrions changer quelque chose à la procédure habituelle.

M. Stevens: Oui, mais, monsieur le président, la raison s'il me semble impérieux d'obtenir une réponse c'est parce que je suis curieux de connaître la raison pour laquelle le gouvernement n'a pas prévu dans la présente loi ni par un autre mécanisme des modalités qui permettraient au public canadien de voir les restrictions que le gouvernement veut bien s'imposer au cours des deux ou trois prochaines années.

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): The guideline mechanism is called the Appropriation Act.

Mr. Stevens: Well, that, as you know, is not an accurate reflection of what you will be spending in 1977.

Mr. Macdonald (Rosedale): That is the accurate reflection of the amounts that we will appropriate for the purpose. Naturally some of that will lapse and it will not be spent. That recognizes the maximum amount that Parliament is being asked to appropriate for these purposes. There will, of course, be a lapse and not that much will be spent; I would agree with that. But you are talking about maximum exposure: that is what the appropriation acts are all about.

Mr. Stevens: But you are saying as of tonight you could give us a figure but you are choosing not to give us a figure.

Mr. Macdonald (Rosedale): As of tonight, I could probably make these estimates but I wonder at the wisdom of doing that. I think the estimates should be presented in the way in which, for example, the Glassco Commission has recommended. They should be presented with some detail, with full explanation, rather than just mentioning figures in a committee on another bill altogether.

Mr. Stevens: Would you be willing to provide Parliament then with that explanation and with the figures that you are referring to?

Mr. Macdonald (Rosedale): That is what is done every year, Mr. Stevens. That is what the main estimates are all about.

Mr. Stevens: No, no. Mr. Chairman, in the budget on June 23, for example, and this Minister likes always to say, of his predecessor, the estimated spending for example was \$28,900 million. Within a few short months we find that the estimated spending of the government is \$29,895 million. Now, please, do not mislead the Committee.

Mr. Macdonald (Rosedale): I am not misleading the Committee, Mr. Stevens. This is a fact of our parliamentary procedure. The main estimates set out the government's intentions of expenditure and explain what those intentions are in detail. You have been here several years, and I would think you would understand that by now.

Mr. Stevens: I understand it only too well. The government is unduly secretive about their own spending plans.

Mr. Macdonald (Rosedale): Unduly secretive, Mr. Stevens? The Blue Book, if you have ever read it, is about three or four inches thick. That is some secrecy!

Mr. Stevens: With three supplementary estimates to follow it.

• 2055

Mr. Macdonald (Rosedale): What happens is that, as I have indicated, in subsequent events through the year—and every government does this—there are going to be expenditures, eventualities, which it is not possible to predict. But we come into Parliament with the supplementary estimates, like, for example, the supplementary estimate on the oil subsidy, which is to seek authority for additional funds to meet what is necessary because the Arabs raised the oil price by \$1.00.

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Les modalités d'application se trouvent dans la Loi des subsides.

M. Stevens: Vous savez très bien que cela ne donne pas une indication précise de ce que vous dépenserez en 1977.

M. Macdonald (Rosedale): Cela indique avec précision les sommes que nous réserverons à cette fin. Naturellement, nous ne dépenserons pas tout. Les subsides représentent la somme maximum que l'on demande au Parlement de voter à cette fin. Il y aura des écarts et tout cela ne sera pas dépensé, je suis parfaitement d'accord. Mais vous parlez de somme maximum: la Loi des subsides est là pour cela.

M. Stevens: Vous nous dites que vous pourriez nous donner des chiffres ce soir, mais que vous préférez n'en rien faire.

M. Macdonald (Rosedale): Oui, ce soir je pourrais probablement vous donner ces prévisions, mais je ne crois pas que cela serait sage. Il me semble que les prévisions doivent être présentées de la façon recommandée par la Commission Glassco, en détail, avec des explications, et non en citant simplement des chiffres.

M. Stevens: Seriez-vous disposé à fournir au Parlement ces explications et ces chiffres?

M. Macdonald (Rosedale): C'est ce qui se fait chaque année, monsieur Stevens. C'est pourquoi nous avons le budget des dépenses.

M. Stevens: Non, monsieur le président, dans le budget déposé le 23 juin par exemple, le ministre aime toujours dire d'ailleurs, déposé par son prédécesseur, les dépenses prévues étaient de 28,900,000 dollars. Quelques mois plus tard, nous constatons que le gouvernement prévoit des dépenses de 29,895,000 dollars. Je vous en prie, n'induisez pas le Comité en erreur.

M. Macdonald (Rosedale): Je n'induis pas le Comité en erreur, monsieur Stevens. C'est la procédure parlementaire qui le veut ainsi. Le budget des dépenses définit les intentions du gouvernement quant aux dépenses et explique ces intentions, en détail. Vous êtes ici depuis plusieurs années, et il me semble que vous devriez avoir déjà compris cela.

M. Stevens: Je ne le comprends que trop bien. Le gouvernement fait beaucoup trop de mystères au sujet de ses programmes de dépenses.

M. Macdonald (Rosedale): Trop de mystères, monsieur Stevens? Le Livre bleu l'avez-vous déjà lu?—est épais de trois ou quatre pouces. Vous appelez cela faire des mystères!

M. Stevens: Et trois budgets supplémentaires y font suite.

M. Macdonald (Rosedale): Ce qui se passe, c'est que, comme je l'ai indiqué, grâce à certains événements qui surviennent au cours de l'année, et c'est le cas de tous les gouvernements, on a à faire certaines dépenses, à des éventualités qu'il est impossible de prévoir. Nous revenons alors au Parlement pour faire voter des crédits supplémentaires. Je cite comme exemple la subvention du pétrole, qui exigeait l'autorisation d'un crédit supplémentaire rendu nécessaire à la suite de l'augmentation par les Arabes du prix du pétrole, augmentation de \$1.00 le baril.

[Text]

Mr. Stevens: What are you going to do if the Arabs ever stop giving you these rationalizations?

Mr. Macdonald (Rosedale): We will not have to appropriate as much money.

Mr. Stevens: You will do it for something else.

The Chairman: Shall Clause 4 as amended carry?

Clause 4 as amended agreed to.

Clause 5 as amended agreed to.

The Chairman: Shall Clause 6 carry? Mr. Joyal.

On Clause 6—Anti-Inflation Board.

Le président: Monsieur Joyal.

M. Joyal: Je voudrais proposer un amendement dont le texte vous a été remis dans les deux langues. Le texte est le suivant: Le Bill C-73 est modifié par l'adjonction, après la ligne 16, page 8, des paragraphes suivants:

6. (3) Dès l'entrée en fonction de la Commission ou à la date la plus rapprochée, est adjoint à la Commission un comité consultatif composé de six membres choisis à part égale parmi les organisations reconnues des employeurs et les syndicats et nommés par le gouverneur en conseil.

6. (4) Le comité consultatif:

a) soumet à la Commission toute information, remarque et commentaire pertinents à l'opération et aux objectifs de la présente loi;

b) fait valoir les circonstances exceptionnelles qui justifieraient la Commission d'autoriser un dépassement des indicateurs tels que définis par le gouverneur en conseil à l'article 3;

c) soumet à la Commission les circonstances qui pourraient inciter la Commission à exiger un avis préalable avant que des augmentations de prix soient autorisées; et

d) soumet toute question qu'il juge à propos pour faciliter l'opération de la présente loi.

Si je peux résumer, très brièvement, monsieur le président, le contexte de cet amendement est le suivant: les témoins qui se sont présentés devant nous ont tous, à des degrés divers et en des capacités diverses, souligné l'importance de la coopération et du volontariat de la part des organismes impliqués.

Il ne fait aucun doute, monsieur le président, que sans la coopération des syndicats et des employeurs, le projet de loi C-73 connaîtrait de grandes difficultés d'application. Le but de mon amendement est de permettre à ces deux groupes, à savoir les employeurs et les syndicats, de se rencontrer à une table où ils peuvent échanger sur les principaux objectifs du projet de loi C-73, sur ses difficultés d'application et surtout sur les circonstances exceptionnelles qui inciteraient la Commission à dépasser les lignes directrices telles que définies par le gouverneur en conseil.

Vous constaterez, monsieur le président, qu'en rien le travail de la Commission n'est empêché ou qu'aucune décision de la Commission n'est retenue dû au fait qu'elle devrait recevoir l'avis préalable du comité consultatif. Je pense qu'il est important de démontrer aux associations d'employeurs et aux syndicats, notre volonté et, surtout, notre désir ferme que le gouvernement puisse leur donner l'occasion, tout au long de la durée de ce programme, de faire valoir leur vue sur les principaux objectifs et les applications du projet de loi.

[Interpretation]

M. Stevens: Et quel sera votre prétexte si jamais les Arabes ne vous les fournissent plus?

M. Macdonald (Rosedale): Eh bien, il ne sera plus nécessaire de demander autant de fonds.

M. Stevens: Vous trouverez bien autre chose, allez.

Le président: L'article 4 est-il adopté, tel qu'amendé?

L'article 4 est adopté, tel qu'amendé.

L'article 5 est adopté, tel qu'amendé.

Le président: L'article 6 est-il adopté? M. Joyal a la parole.

Article 6—Commission de lutte contre l'inflation.

The Chairman: Mr. Joyal.

Mr. Joyal: I wish to move an amendment of which you have copies in both languages. It reads as follows: that Bill C-73 be amended by adding the following subclauses immediately after line 19 at page 8:

6(3) Upon the Board taking up its duties or on the earliest date after that there shall be appointed to assist the Board an advisory committee consisting of six members chosen in equal number among recognized employers, organizations and employees' unions and appointed by the Governor in Council.

6(4) The advisory Committee:

(a) submits to the Board all the information, notes and comments relevant to the operation and objectives of this act;

(b) stresses the extraordinary circumstances that would justify the Board authorization to go beyond the guidelines defined by the Governor in Council in Section 3;

(c) submits to the Board the circumstances that could urge it to require previous notice before any authorization of price increases;

(d) submits all matters it considers relevant to facilitate the operation of this act.

If I may give a brief summary, Mr. Chairman, the reasoning behind this amendment is as follows: all the witnesses who have come before us have, in differing degrees and capacities, stressed the importance of co-operation and voluntary participation by the organizations referred to.

There can be no doubt, Mr. Chairman, that without co-operation from the unions and employers, Bill C-73 would be extremely difficult to implement. The aim of my amendment is to give these two groups, the employers and the unions, a chance to meet around a table and exchange views on the main objectives of Bill C-73, the problems of implementation and especially the nature of the exceptional circumstances that might lead the AIB to go beyond the guidelines defined by the Governor in Council.

You will note, Mr. Chairman, that my proposal would in no way lead to the Board's work being stalled, or its decisions delayed, as a result of having first to receive the opinion of the Advisory Committee. I believe it is important to demonstrate to the employers' associations and to the unions that we firmly wish the government to provide them throughout the duration of this program with the opportunity to bring forward their views on the main objectives and applications of the bill.

[Texte]

Par conséquent, monsieur le président, cet amendement n'est pas présenté dans le but de compliquer ou de retarder l'application des dispositions du projet de loi, il vise uniquement à faciliter la coopération et le volontariat dont tous les témoins nous ont entretenus. La Chambre de commerce, entre autres, a mentionné dans son mémoire qu'elle souhaitait l'établissement d'un tel comité consultatif. Des quatre centrales syndicales qui ont comparu comme témoins, l'une d'entre elles a mentionné expressément qu'elle considérerait très sérieusement une invitation qui pourrait lui être faite de participer à un comité de ce genre.

Par conséquent, je crois, monsieur le président, qu'éventuellement, il y aurait lieu, une fois que le bill sera adopté, de donner une considération immédiate à cette proposition qui vise précisément à aplanir les difficultés d'opération qui nous ont été mentionnées, qui ont été exprimées par les centrales syndicales.

Le président: Monsieur Joyal, est-ce que je pourrais avoir quelques explications? Est-ce qu'il est question de rémunération ou de bénévolat dans votre motion?

M. Joyal: Monsieur le président, mon amendement ne contient aucune référence ou aucune expression de rémunération, de *per diem* ou de quelque dépense d'argent de la part du gouvernement. Les organisations ou associations représentatives des employeurs et les syndicats défraieraient eux-mêmes la représentation de leurs délégués sur ce comité. Elle ne comporte aucune incidence financière additionnelle de la part du gouvernement.

Le président: Merci.

Il est proposé par M. Joyal que le Bill C-73 soit modifié par l'adjonction, après la ligne 16, page 8, des paragraphes suivants: ...

Suis-je dispensé d'en faire la lecture? Le Comité désire-t-il que je lise la motion?

• 2100

M. Clermont: Non, je crois qu'il n'est pas nécessaire de lire la motion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je ne veux pas critiquer le français, mais je dirai que la traduction vers l'anglais est plutôt littérale et que malheureusement ce n'est pas le langage d'une loi. Je dirais la même chose de ma traduction française d'un texte anglais.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman ...

The Chairman: Shall I dispense with the reading of the motion?

M. Clermont: Monsieur le président, avant que vous ne preniez une décision, j'aimerais faire quelques remarques.

Le président: Un instant, monsieur Clermont. M. Macdonald aimerait aussi faire une remarque. Il m'a demandé la parole avant vous.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, it is on the subject of the amendment. I was just going to say that if this can assist in getting the co-operation of organized labour, it will have been worth the trouble.

[Interprétation]

Therefore, Mr. Chairman, this amendment is not proposed with a view to complicating or delaying the implementation of this bill, but only to facilitate co-operation and voluntary participation such as has been recommended by all the witnesses. The Chamber of Commerce among others mentioned in its brief that it would like to see such an advisory committee set up. Of the four union organizations that appeared as witnesses, one mentioned explicitly that it would give serious consideration to any invitation to take part in the work of such a Committee.

I therefore believe, Mr. Chairman, that we should hope to follow up this proposal as soon as the bill is passed, since it aims to remove the obstacles to progress of which the union organizations have already given us warning.

The Chairman: Could I have some points of clarification, Mr. Joyal? Would the services described in your motion be paid or voluntary?

Mr. Joyal: Mr. Chairman, my amendment contains no reference or hint at payment or per diems, or indeed at any expense at all by the government. The associations representing employers and unions would themselves pay for the cost of sending representatives to this Committee. This would involve no additional expense on the part of the government.

The Chairman: Thank you.

It is moved by Mr. Joyal that Bill C-73 be amended by adding the following subsection immediately after line 19 at page 8:

Shall I dispense with the rereading? Does the Committee wish to read the motion?

Mr. Clermont: No, I do not think it necessary to read the motion.

Mr. Lambert (Edmonton West): I have no criticism of the French, but I would say that the English translation is rather literal, and unfortunately does not use statutory terminology. I would make the same criticism if it were a French translation of an English text.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président ...

Le président: Suis-je dispensé de faire la lecture de la motion?

Mr. Clermont: Mr. Chairman, before you come to a decision, I would like to make some comments.

The Chairman: Just a moment, Mr. Clermont. Mr. Macdonald would also like to comment. He was the first to ask.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, c'est au sujet de cet amendement. Je voulais dire que si cette proposition est susceptible de faciliter la coopération des syndicats, elle est certainement très valable.

[Text]

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: What did you say, sir?

Mr. Macdonald (Rosedale): I said if it can assist in getting the co-operation of organized labour as well as others in the community, it is worth the trouble to create an advisory committee.

An hon. Member: Are you going to pay it?

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: J'ai une réserve, monsieur, je n'insisterai pas longtemps. Lorsque M. Stevens a déposé sa motion à l'article 4, j'ai apporté des réserves, et de nouveau, j'apporte des réserves. Je peux comprendre la bonne intention de mon collègue qui l'a expliquée. Je parle seulement de la recevabilité de la motion.

Mon collègue a mentionné que c'était une question de bénévolat. Moi, j'ai beaucoup de doutes, parce que si ces personnes veulent faire un travail valable, elles auront besoin de personnel, de locaux, elles seront obligées de se déplacer. En ce qui concerne les déplacements, mon collègue a dit que les groupes qu'elles représenteraient seraient prêts à défrayer les coûts. Mais si ces personnes ne se rencontrent qu'à tous les mois ou tous les deux mois, ce ne sera pas d'une grande assistance. Je crois, monsieur le président, qu'il y a une possibilité que la Couronne soit appelée à faire des dépenses, et vous connaissez les règlements. De toute façon je n'insisterai pas davantage.

Le président: Monsieur Clermont, je pense que je peux peut-être donner un exemple. Depuis deux semaines, nous avons eu une quinzaine d'associations qui sont venues ici, sans aucun frais, ni pour le Comité, ni pour le gouvernement. C'est peut-être dans cet esprit que j'ai l'intention d'accepter la motion de M. Joyal.

M. Lambert, suivi de M. Rodriguez.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Écoutez, monsieur le président, ceci n'a pas l'apparence d'un comité consultatif qui se réunirait de temps à autre. Mais si l'on regarde l'alinéa c) du paragraphe (4):

soumet à la Commission les circonstances qui pourraient inciter la Commission à exiger un avis préalable avant que des augmentations de prix soient autorisées;

S'il y a tant de demandes d'augmentation de prix à être autorisées et si on exige que ce comité consultatif indique les circonstances pour chaque cas, eh bien!, ils vont être là pour des semaines et des mois. Il y en aura beaucoup de demandes.

M. Joyal: Monsieur le président, si je peux répondre.

Le président: Monsieur Joyal.

• 2105

M. Joyal: Pour répondre à l'objection, pour clarifier très brièvement, vous constaterez qu'en rien l'amendement n'oblige la Commission à requérir l'avis du comité consultatif avant d'exiger qu'une entreprise ou qu'une industrie demande l'autorisation de la Commission. Le travail du comité est purement de transmettre à la Commission ses préoccupations dans les secteurs que lui considère être de première importance. Mais le travail de la Commission ne se trouve nullement empêché, tant et aussi longtemps que l'avis ne lui aura pas été transmis, ou l'information ne lui aura pas été transmise par le comité consultatif.

[Interpretation]

Le président: M. Clermont a la parole.

M. Clermont: Qu'est-ce que vous avez dit, monsieur?

M. Macdonald (Rosedale): J'ai dit que si la création d'un comité consultatif peut nous aider à obtenir la coopération des syndicats comme d'autres secteurs de la société, alors cela en vaut la peine.

Une voix: Et vous êtes d'accord pour en faire les frais?

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: I have one reservation, sir, which will not take long. I wish to make this reservation, just as I made reservations when Mr. Stevens tabled his motion on Clause 4. I quite understand the good intentions of my colleague who proposed the motion. My comment is confined to whether the motion is in order or not.

My friend said that the services described would be on a voluntary basis. I have some doubts about this, because if those involved are to do a worthwhile job they will need a staff and offices, and they will have to be able to travel around. As regards travel expenses, my friend said that the group represented would be willing to pay for them. But it will not help much for these people to get together once a month, or once every two months. I believe, Mr. Chairman, that the Crown might become involved in some expenditure, and you know the regulations. Anyway, I do not wish to dwell on it.

The Chairman: Mr. Clermont, I think that an example might help here. In the past two weeks we have received about 15 different groups here, without the Committee or the government having to pay out anything. It is in this context that I intend to declare Mr. Joyal's motion in order.

Mr. Lambert, and then Mr. Rodriguez.

Mr. Lambert (Edmonton West): Well really, Mr. Chairman, this does not look like an advisory committee that would only meet occasionally. But take a look at subsection (4) (c):

Submit to the Board the circumstances that could urge it to require previous notice for any authorization for price increases;

If there were so many requests for price increases to be authorized, and if this advisory committee is to indicate the particular circumstances for each case, well, they are going to be there for weeks and even months. There will be an awful lot of applications.

Mr. Joyal: Might I answer, Mr. Chairman?

The Chairman: Mr. Joyal.

Mr. Joyal: In reply to the objections, and as a brief clarification, you will note that there is nothing in my amendment to force the Anti-Inflation Board to obtain the advisory committee's opinion before requiring a company or a business to apply for the Board's permission. The committee's work will simply be to convey to the Anti-Inflation Board the concerns that it considers the most important. But the Anti-Inflation Board's work would not be in the least obstructed in the intervening period before the Advisory Committee's opinion was received.

[Texte]

The Chairman: Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, here we go, starting to build the bureaucracy. We start out in a very insidious way: they are just volunteers, working on Sundays and on their days off at the expense of their unions or their employer or for organizations. Then very shortly it becomes an institutional part of the board, then it is the government thing, the shop, and then it is friends of you know who getting appointed to the advisory committee. Mr. Chairman, we are talking about fighting inflation; this is a fine way to start off, starting to build a bureaucracy. You have an advisory committee, you have an administrator, you have a board, you have an appeal tribunal, you have the Minister, you have the Minister of Consumer and Corporate Affairs, you have the Revenue Minister and you have the Governor in Council.

An hon. Member: And Mrs. Plumptre thrown in.

Mr. Rodriguez: Of course, do not forget that they all run off to various parts of the country and everybody is saying things that...

An hon. Member: First class.

Mr. Rodriguez: First class, naturally, and they are going to live in first-class hotels too. Before you know it they will all be off there, everybody saying different things.

The Minister said—and maybe that is the insidiousness of the move, maybe this is a sap to the trade unions, to have them think they are going to be contributing something in a meaningful way to their own demise. It seems to me, if that is what you are aiming at, that that is the insidiousness of the whole thing. I think it is a crock of horse manure.

An hon. Member: Question.

The Chairman: Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): If this amendment should pass I would be concerned about the wording. Mr. Lambert touched on that, but I am not sure how the Committee is expected to deal with the wording. I have the English version, naturally, in front of me and the tense is not the same as it is in the rest of Clause 6, and Clause 6.(4)(c), I think, uses the word "enquire" when it means "require". In other words, the way it is drafted it does not make any sense. If somebody is going to take this and correct it after we pass it, that is one thing. But I suggest that we should not pass it in its present wording. That is not possible.

The Chairman: Mr. Clarke, I think the amendment was moved in French, so the French text should be the official one.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Right.

Le Président: Proposé par M. Serge Joyal... Monsieur Herbert?

Mr. Herbert: I think we are entitled to have you read to us the English version of this amendment, and I support the point that has just been made. Until it was brought to my attention by Mr. Lambert I had not looked at the English text. I think it would be most unfortunate if this were tabled as the official version. If it is not to be that, if there is to be another translation, before we vote on this amendment I would like to know what that translation is so I know precisely what I am voting on.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, nous voilà à nouveau en train de bâtir notre bureaucratie. Cela commence d'une façon très insidieuse: il ne s'agit que de volontaires qui travaillent le dimanche et les jours de congé, aux frais de leurs syndicats ou de leurs associations d'employeur. Cela devient bientôt une partie intégrale de la Commission, puis cela devient une institution du gouvernement, des usines, et finalement ce sont les amis de qui vous savez qui seront nommés à ce Comité consultatif. Monsieur le président, il s'agit ici de combattre l'inflation; voilà un bon point de départ, l'inflation bureaucratique. On aura un comité consultatif, on aura un directeur, on aura une commission, on aura un tribunal d'appel, et puis le ministre, et le ministre de la Consommation et des Corporations, le ministre du Revenu national et le gouverneur en conseil.

Une voix: et M^{me} Plumptre par dessus le marché.

M. Rodriguez: Et puis n'oubliez pas que tous ces gens devront faire des voyages un peu partout dans le pays, et tout le monde aura sa chose à dire—

Une voix: En première classe.

M. Rodriguez: Mais naturellement, en première classe, et vers des hôtels de luxe aussi. En peu de temps, ils vont tous être partis, chacun pour raconter l'histoire à sa façon.

Le ministre a dit quelque chose—et c'est peut-être cela le plus insidieux de cette proposition, c'est peut-être un traquillisant pour les syndicats, pour qu'ils aient tous l'impression de contribuer, de la façon la plus utile au monde, à leur propre déchéance. Si c'est là votre but, le procédé me semble des plus insidieux. Pour moi, tout ça c'est du fumier.

Une voix: Le vote.

Le président: M. Clarke a la parole.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Si cet amendement devait être adopté, je m'inquiéterais fort du libellé. M. Lambert en a parlé en passant, mais je ne sais pas au juste ce qu'il faut faire au sujet du libellé. J'ai naturellement la version anglaise devant moi, et je vois que le temps des verbes n'est pas le même que dans le reste de l'article 6, et par ailleurs l'alinéa 6.(4)c), je crois, emploie le mot «enquire» alors que le sens exige «require». En d'autres termes, la rédaction du texte lui enlève tout son sens. Il est possible qu'une fois que l'amendement sera adopté, quelqu'un va en corriger le texte. Mais je m'oppose à ce qu'il soit adopté dans son libellé actuel. Ce n'est tout simplement pas possible.

Le président: Je crois, monsieur Clarke, que l'amendement a été proposé en français, de sorte que c'est la version française qui serait la version officielle.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Exact.

The Chairman: Moved by Mr. Serge Joyal... Mr. Herbert?

M. Herbert: J'abonde dans le sens de mon préopinant, et je crois que nous avons droit à ce qu'on nous lise le texte anglais de cet amendement. Jusqu'à ce que M. Lambert en parle, je n'avais pas consulté le texte anglais. A mon avis, il serait désastreux que ce texte soit déposé comme la version officielle. Si tel n'est pas le cas, si on doit en faire une autre traduction, eh bien, j'aimerais connaître cette autre traduction avant que l'on mette cet amendement aux voix, pour que l'on sache précisément ce que c'est que l'on vote.

[Text]

Frankly, there is another point too. I would also like an explanation of what is intended when we talk about "an equal number among recognized employers' organizations and employees' unions." I do not understand what that means precisely. Maybe the mover of this motion can explain it.

Further down, when we say:

submits all matters it considers relevant to facilitate the operation of this act

I would like an explanation of that.

There is another point in paragraph (c) where it appears to me that it might be that the board will not be able to make any move while it is waiting for some comments from this advisory committee. I wonder what sort of influence this advisory committee is going to have on the board. Has the board always got to be waiting before the advisory committee makes some comment before it can get on with its job? These are the things I do not understand. But primarily, Mr. Chairman, I want to know precisely what is going to be tabled as the English version of this amendment.

The Chairman: The Committee can stand this amendment until tomorrow morning when we will get the proper translation.

Monsieur Leblanc.

• 2110

M. Leblanc (Laurier): Monsieur le président, même le texte français prête à confusion. On a ici les organisations reconnues des employeurs; j'ai à peu près les mêmes commentaires à faire que lorsque M. Cafik avait déposé une motion qui parlait d'organisations d'employeurs; on n'a pas de définition, on ne sait pas ce que c'est. Qu'est-ce que c'est qu'une organisation d'employeurs? Je pense qu'à toute fin pratique, monsieur le président, on ferait mieux de passer à la mise aux voix et de s'occuper de la motion au lieu de la réserver jusqu'à demain.

Je pense bien que si on se met à réserver des motions jusqu'à demain, on va en réserver, beaucoup. Alors, je pense bien que si nous pouvions nous occuper des motions au fur et à mesure qu'elles se présentent, ce serait préférable.

The Chairman: All right, can I move the motion, because I have not moved the motion yet.

Mr. McGrath: Maybe Mr. Joyal wants to withdraw it.

The Chairman: Mr. Joyal.

Mr. Joyal: I want to say first that I am not the author of the English text. It came from the Chair—I mean from the Clerk.

The second thing I want to say is that the word *organisation reconnue des employeurs* is the exact wording of the Economic Council of Canada Act, so there is no mystery in that expression. I suggest my colleagues look into the Canada Statutes and they will see there is no mystery in the *organisation reconnue des employeurs*. It is exactly the test of the Economic Council Act.

The third point put forward by Mr. Herbert was already answered in a remark put forward by Mr. Lambert. There is nothing in the motion saying that the Board has to require the advice of the consultative committee before authorizing an increase of prices.

[Interpretation]

Franchement, ce n'est pas tout, non plus. J'aimerais que l'on explique ce que veut dire «choisis à part égale parmi les organisations reconnues des employeurs et les syndicats». Je ne comprends pas au juste ce que cela veut dire. Peut-être que l'initiateur de cette motion pourrait me l'expliquer.

Plus loin on lit:

Soumet toute question qu'il juge à propos pour faciliter l'opération de la présente loi.

J'aimerais que l'on m'explique cela aussi.

Il y a un autre problème à l'alinéa c), qui semble vouloir dire que la Commission serait incapable d'agir tant qu'elle n'aurait pas reçu l'avis du comité consultatif. Je me demande quelle est la nature de l'influence que ce comité consultatif doit avoir auprès de la Commission. La Commission devrait-elle toujours attendre l'avis du comité consultatif avant de pouvoir faire son travail? Voilà les questions que je ne comprends pas. Mais surtout et avant tout, monsieur le président, je voudrais savoir précisément quelle doit être la version anglaise de l'amendement qui sera déposé.

Le président: Le Comité peut réserver cet amendement jusqu'à demain matin, lorsque nous aurons une bonne traduction.

Mr. Leblanc.

Mr. Leblanc (Laurier): Mr. Chairman, even the French text is confusing. It says here, recognized employers' organizations; I have much the same comment to make as when Mr. Cafik table a motion about employers' organizations; there is no definition, you do not know what is meant. What is an employers' organization? For practical purposes, Mr. Chairman, I think we would do better to vote on the motion and get it dealt with, instead of standing it until tomorrow.

I also think that if we start standing motions until tomorrow, there will be an awful lot of them stood. I think it is entirely preferable to deal with motions as they come up.

Le président: Très bien, puis-je maintenant mettre la motion aux voix, car je ne l'ai pas encore mise aux voix.

M. McGrath: Peut-être M. Joyal voudrait-il la retirer?

Le président: M. Joyal a la parole.

M. Joyal: Je tiens d'abord à dire que je ne suis pas moi-même l'auteur du texte anglais. Ce texte provient de la présidence, ou plutôt du greffier.

En deuxième lieu, je tiens à signaler que l'expression «organisation reconnue des employeurs» est le libellé exact employé par la Loi sur le Conseil économique du Canada, de sorte qu'elle ne présente aucun mystère. Je suggérerais à mes collègues qu'ils consultent les statuts du Canada et qu'ils constatent d'eux-mêmes que l'expression «organisation reconnue des employeurs» ne présente pas de mystère. Elle sort du texte de la Loi sur le Conseil économique.

La troisième question soulevée par M. Herbert a déjà reçu sa réponse dans un commentaire fait par M. Lambert. Rien dans ma motion ne stipule que la Commission devrait obtenir l'avis du conseil consultatif avant d'autoriser une augmentation de prix.

[Texte]

The purpose of the amendment is to give an opportunity to employers and to unions to put forward to the Board their preoccupation or their interest in the over-all economy and in the operation of the Act. It has nothing to do with the impediment and the embarrassment that might be caused, due to the fact that the Board should require the advice or prior notice from the consultative committee. It is merely a table of discussion and the Board might decide to receive or not to receive, to seek an opinion or not seek an opinion.

The Chairman: Mr. Clark.

Mr. Clark (Vancouver Quadra): I have the French text before me now and I would like to refer again to Clause 6.4 which reads in English:

The Advisory Committee submits to the Board

And in the French it says:

Le comité consultatif: (a) soumet à la Commission

What I am saying to you is that is in the present tense and it shows no requirement in the wording, either in English or as I read the French, for the Committee to do these things.

I do not see how you can have a law that just makes a statement. It should state some requirement for the Committee to do that and I imagine that is what Mr. Joyal wanted to say, but that is not what is said. I do not think the Committee should vote on a motion that does not say what we mean it to say.

An hon. Member: It does not make any sense.

An hon. Member: It should read "shall" or "may".

The Chairman: Shall Clause 6 stand?

Some hon. Members: No, no.

An hon. Member: Yes. It does not make any sense. Let us vote on it.

Mr. McGrath: On a point of order, Mr. Chairman. Mr. Joyal put this motion forward and he is quite serious about it. A question has been raised about the English translation. He should be given the opportunity to withdraw the motion.

The Chairman: Mr. Joyal.

Mr. Joyal: I might withdraw the motion, Mr. Chairman, but keep the opportunity of introducing it when the text is revised.

Mr. Cafik: At the report stage.

Le président: A l'étape du rapport, monsieur Joyal, vous pourrez toujours, comme M. Lee, présenter un amendement si vous le désirez mais j'ai besoin du consentement unanime pour vous permettre de retirer votre motion.

Shall Clause 6 carry?

An hon. Member: What are we doing now? What about the amendment?

[Interprétation]

Le but de cet amendement est de fournir aux employeurs et aux syndicats l'occasion de présenter à la Commission leurs principales préoccupations et domaines d'intérêt dans le contexte général de l'économie et de l'application de cette loi. Il n'est nullement proposé que le travail de la Commission soit retardé en raison de l'exigence d'obtenir un avis préalable du comité consultatif. Il s'agit tout simplement d'une table ronde, et la Commission aurait la liberté d'accepter ou de refuser un avis du Comité, et aussi la liberté de ne pas le consulter dans un contexte donné.

Le président: M. Clark a la parole.

M. Clarke (Vancouver Quadra): J'ai maintenant le texte français en main, et je voudrais vous citer à nouveau l'article 6.4 dans la version anglaise:

The Advisory Committee submits to the Board

Alors qu'en français on lit:

Le comité consultatif: a) soumet à la Commission

Ce que j'essaie de vous dire, c'est que ces verbes sont au présent, et qu'en vertu de ce libellé, qu'il s'agisse de la version anglaise ou française, le Comité n'est nullement tenu d'accomplir les actions décrites.

Je ne vois pas bien comment un statut peut prendre la forme d'une simple déclaration. Il faudrait que le texte impose une certaine obligation pour que le Comité fasse telle ou telle chose, et telle est, j'imagine, l'intention de M. Joyal, mais ce n'est pas ce que dit le texte. Or je ne crois pas que ce Comité devrait mettre aux voix une motion dont le texte ne correspond pas à son intention.

Une voix: Le texte n'a pas de sens.

Une voix: Il faudrait dire «doit» ou bien «peut».

Le président: L'article 6 est-il réservé?

Des voix: Non, non.

Une voix: Oui. La motion n'a pas de sens. Mettons-la aux voix.

M. McGrath: J'invoque le Règlement, monsieur le président. M. Joyal a proposé cette motion, et il l'a proposée sérieusement. On a soulevé un problème qui a trait à la traduction anglaise. Il faudrait lui donner l'occasion de retirer sa motion.

Le président: M. Joyal a la parole.

M. Joyal: Je retirerai peut-être ma motion, monsieur le président, mais à condition d'avoir l'occasion de la réintroduire quand le texte aura été révisé.

M. Cafik: A l'étape du rapport.

The Chairman: As in the case of Mr. Lee, Mr. Joyal, you can always propose an amendment at the report stage if you so wish, but now I need unanimous consent for you to withdraw your motion.

L'article 6 est-il adopté?

Une voix: Qu'est-ce qui se passe maintenant? Qu'est devenu l'amendement?

[Text]

M. Joyal: J'invoque le Règlement.

Le président: Alors, vous me permettez de lire la motion?

Il est proposé par M. Serge Joyal que le Bill C-73 soit modifié par l'adjonction après la ligne 16, page 8 des paragraphes suivants:

6(3) Dès l'entrée en fonction de la Commission . . .

M. Joyal: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Avec le consentement unanime des membres du Comité, je voudrais retirer l'amendement et . . .

Le président: Laissez-moi le lire, monsieur Joyal, avant de le retirer, s'il vous plaît.

• 2115

Mr. Cafik: Well, why should you if you knew it was wrong?

Le président: Est-ce que M. Joyal a le consentement unanime de retirer sa proposition?

Des voix: D'accord.

Le président: Je continue:

6.3 Dès l'entrée en fonction de la Commission ou à la date la plus rapprochée, est adjoint à la Commission un comité consultatif composé de six membres, choisis à parts égales, parmi les organisations reconnues des employeurs et des syndicats et nommés par le gouverneur en conseil.

6.4 Le comité consultatif:

(a) soumet à la Commission toutes informations, remarques et commentaires pertinents à l'opération et aux objectifs de la présente loi,

(b) fait valoir les circonstances exceptionnelles qui justifieraient la Commission d'autoriser un dépassement des indicateurs tel que défini par le gouverneur en conseil à l'article 3,

(c) soumet à la Commission des circonstances qui pourraient inciter la Commission à exiger un avis préalable avant que des augmentations de prix soient autorisées;

(d) et soumet toutes questions qu'il juge à propos pour faciliter l'opération de la présente loi.

Est-ce que l'amendement proposé par M. Joyal est adopté? Ceux qui sont en faveur de l'amendement, veuillez lever la main droite.

Amendment negatived: yeas, 1; nays, 10.

The Chairman: On Clause 6, Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: In Clause 6, you talk about this Anti-Inflation Board. Can the Minister tell us how many members there are on the Board so far?

Mr. Macdonald (Rosedale): The Board has six members at the moment with two positions to be filled yet. Actually, in correction, really clause provides for an unlimited number of members.

[Interpretation]

Mr. Joyal: On a point of order.

The Chairman: Then, you allow me to read the motion?

Mr. Serge Joyal moved that Bill C-73 be amended by adding immediately after line 19 on page 8 the following new subsection:

6 (3) Upon the Board taking up its duties . . .

Mr. Joyal: Mr. Chairman, on a point of order. With unanimous consent from the members of the Committee, I should like to withdraw the amendment and . . .

The Chairman: Please, Mr. Joyal, allow me to read the amendment before it is withdrawn.

M. Cafik: Mais alors, pourquoi agir ainsi si vous saviez que ce n'était pas dans l'ordre?

The Chairman: Do all agree that Mr. Joyal withdraw his motion?

Some hon. Member: Agreed.

The Chairman: I continue:

6.3 As soon as it starts its work, or at the closest date possible, the Commission will adjoin itself an Advisory Committee made up of six members, chosen equally amongst recognized organizations of employers and trade unions and named by the Governor in Council.

6.4 The Advisory Committee:

(a) submits to the Commission all information, remarks and commentaries relevant to the operation and to the objectives of the present law;

(b) puts forward exceptional circumstances which justify that the Commission authorize going beyond the directives established by the Governor in Council in Section 3;

(c) submits to the Commission, circumstances which might incite the Commission to request a preliminary notice before authorizing price increases;

(d) and submits all questions which it judges relevant to facilitate the operation of the present law.

Is the motion proposed by Mr. Joyal adopted? Those in favour, please raise your right hand.

Proposition rejetée: OUI, 1; NON, 10.

Le président: Au sujet de l'article 6, monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: A l'article 6, vous parlez de la Commission de lutte contre l'inflation. Le Ministre peut-il nous dire combien de membres siègent sur cette Commission jusqu'à maintenant?

M. Macdonald (Rosedale): La Commission se compose de six membres pour le moment et il reste deux postes à combler. A titre de correction, l'article prévoit un nombre illimité de membres.

[Texte]

Mr. Rodriguez: That is what bothers me.

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes. We are anticipating, in fact, eight, of whom two are yet to be appointed.

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: When may we expect the appointment of the third member of the Board?

Mr. Macdonald (Rosedale): I really could not be certain about that, Mr. McGrath. It may not necessarily be in the course of the coming weeks.

Mr. McGrath: It may be in the course . . .

Mr. Macdonald (Rosedale): It may not necessarily be in the course of the coming weeks.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman. Mr. Chairman, could I ask the same question . . .

The Chairman: Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Could I ask the same question concerning the representative from British Columbia?

Mr. Macdonald (Rosedale): It may be in the course of the coming weeks.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Does the Minister need any help?

Mr. Macdonald (Rosedale): Are you not happy with your present work?

An hon. Member: That is good.

Mr. Cafik: I am sure it would be an improvement in pay.

Mr. Stevens: Who is the board member that the Minister referred to before dinner that he thought would be appointed within the week?

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, I am looking for an appointment from British Columbia in the coming week.

Mr. Stevens: Right.

An hon. Member: I nominate Mr. Clarke.

Mr. Neil: Mr. Chairman, I am just wondering . . .

The Chairman: Mr. Neil.

Mr. Neil: . . . if the government felt that there should only be eight members, why did you not spell it out in the bill?

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, it could well be, Mr. Neil, that as time goes on that the work load would be even greater. One cannot be certain.

Mr. Neil: Fine.

Mr. McGrath: No, just one final question . . .

[Interprétation]

M. Rodriguez: C'est justement ce qui m'inquiète.

M. Macdonald (Rosedale): Oui. De fait, nous envisageons huit membres dont deux sont à nommer.

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: A quel moment espérez-vous nommer le troisième membre de la Commission?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne sais vraiment pas, monsieur McGrath. Ce ne sera pas nécessairement durant les semaines à venir.

M. McGrath: Ce peut être dans le cours de . . .

M. Macdonald (Rosedale): Ce ne sera pas nécessairement durant les semaines à venir.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président. Monsieur le président, j'aimerais demander la même question . . .

Le président: Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): J'aimerais demander la même question au sujet du représentant de la Colombie-Britannique.

M. Macdonald (Rosedale): Il se peut que ce soit au courant des semaines à venir.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Le ministre aurait-il besoin d'aide?

M. Macdonald (Rosedale): N'êtes-vous pas heureux à votre travail actuel?

Une voix: C'est bon.

M. Cafik: Je suis certain que cela représenterait une amélioration de salaire.

M. Stevens: De quel membre de la Commission parliez-vous, monsieur le ministre, avant le dîner, lorsque vous avez mentionné qu'il pourrait être nommé d'ici une semaine?

M. Macdonald (Rosedale): Bien, j'attends une nomination de la Colombie-Britannique la semaine prochaine.

M. Stevens: Très bien.

Une voix: Je désigne M. Clarke.

M. Neil: Monsieur le président, je me demande simplement . . .

Le président: Monsieur Neil.

M. Neil: . . . si le gouvernement croit que la Commission ne doit se composer que de huit membres, pourquoi cela n'apparaît-il pas dans le projet de loi?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Neil, il est possible qu'au fur et à mesure que le temps passe, la charge de travail devienne plus lourde. Personne ne peut savoir d'avance.

M. Neil: Bien.

M. McGrath: Non, juste une dernière question . . .

[Text]

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: I am not trying to hold this up. At the end of this year, as I understand it, the Food Prices Review Board ceases to exist. It is still in existence now. They have several reports to make. Is it understood that the entire apparatus of the Food Prices Review Board is automatically absorbed by the Anti-Inflation Board?

Mr. Macdonald (Rosedale): I think there will be some personnel who, I think, will not go over but, in general, yes. The functions and the work of the Food Prices Review Board would be absorbed by the Anti-Inflation Board. In fact, it may well be that some of the personnel are already over there in addition to the chairman.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: When that happens—I am rather interested in this because it intrigues me now—there will be some salary differences, I presume? What is the score? Are they just not within the government service? Are they changing levels? Are they within the guidelines?

• 2120

Mr. Macdonald (Rosedale): As I recall, the Chairman changed over without any change in salary. I would expect that that would follow.

Clauses 6 to 9 agreed to.

On Clause 10—Superannuation, etc.

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: I suppose it is as appropriate here as anywhere else to ask the Minister when the administrator will be appointed and when the tribunal...

Mr. Macdonald (Rosedale): The administrator cannot really be appointed until the act is passed.

Mr. McGrath: You have a nominee?

Mr. Macdonald (Rosedale): We have a number of nominees in mind but I think it is very likely to be someone out of the public service.

The Chairman: Shall Clause 10 carry?

Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Are you already over Clause 9?

The Chairman: Yes. Clause 10. Shall Clause 10 carry? Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): The Minister's answer raised a question to me. How is it that the administrator cannot be appointed before the bill is passed but the board member can, the Chairman of the board and so on?

Mr. Macdonald (Rosedale): The board can be appointed under the Inquiries Act, and in fact has been by order in council under the Inquiries Act to carry out inquiries very much as the Food Prices Review Board was. The administrator has to exercise functions set out in the act for which there was no authority under any other general act of Parliament.

[Interpretation]

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Je n'essaie pas de vous retarder. A la fin de cette année, si je comprends bien, la Commission de révision du prix des aliments doit disparaître. Elle existe présentement et doit soumettre plusieurs rapports. Il est entendu que tout le personnel de la Commission de révision du prix des aliments est automatiquement absorbé par la Commission de lutte contre l'inflation?

M. Macdonald (Rosedale): Je crois qu'une partie du personnel ne passera pas au service de la Commission mais, en grande partie, oui. Le rôle et le travail de la Commission de révision du prix des aliments seront absorbés par la Commission de lutte contre l'inflation. De fait, il est possible qu'une partie du personnel travaille déjà avec le président.

M. Rodriguez: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Quand cela s'est-il produit? Je suis plutôt intéressé à cette question parce que je suis intrigué. Je suppose qu'il y aura des différences de salaires? Où en sommes-nous? Sont-ils au service du gouvernement? Changent-ils de niveaux? Sont-ils à l'intérieur des indicateurs?

M. Macdonald (Rosedale): Si je me souviens bien, le président y est allé sans changer de traitement. Je m'attends à ce qu'il en soit de même.

Les articles 6 à 9 sont adoptés.

L'article 10, pension de retraite, etc.

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Je suppose qu'il est approprié de demander maintenant au ministre quand sera nommé le directeur et quand le tribunal—

M. Macdonald (Rosedale): Le directeur ne peut vraiment pas être nommé avant que la loi ne soit adoptée.

M. McGrath: Avez-vous un candidat?

M. Macdonald (Rosedale): Nous avons plusieurs candidats en tête, mais je crois qu'il est fort probable qu'il s'agira d'un fonctionnaire.

Le président: L'article 10 est-il adopté?

Monsieur Stevens.

M. Stevens: En a-t-on déjà fini avec l'article 9?

Le président: Oui. L'article 10. L'article 10 est-il adopté? Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): La réponse de M. le ministre me dicte une question. Comment se fait-il qu'on ne puisse nommer le directeur avant que la loi ne soit adoptée, mais que les membres de la Commission, le président de la Commission, etc. puisse l'être?

M. Macdonald (Rosedale): On peut nommer les membres de la Commission en vertu de la Loi sur les enquêtes et de fait, c'est ce qui a été fait par un ordre en conseil promulgué en vertu de la Loi sur les enquêtes comme ce fut le cas de la Commission de révision des prix des aliments. Le directeur doit exercer des fonctions définies par la loi, fonctions qui ne sont autorisées dans aucune autre loi de portée générale.

[Texte]

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you.

The Chairman: Shall Clause 10 carry? Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: I just wanted to ask the Minister: did you mention how many employees were transferring from the old Food Prices Review Board to this?

Mr. Macdonald (Rosedale): I did not specifically. My understanding is that a substantial number of them are but I do not have an actual figure.

Mr. Rodriguez: Would you say half?

Mr. Macdonald (Rosedale): I am sorry, I cannot give you that this evening. I could make some inquiries as to the actual number. Some of them, as Mr. McGrath mentioned, are completing the board's work, I guess under the aegis of the Food Prices Review Board, so it may not be altogether clear how many are transferring until that is completed.

Mr. Rodriguez: With the selection of these employees, I see their superannuation is going to come under the Public Service Superannuation Act. Do they go through a competition process for hiring?

Mr. Macdonald (Rosedale): If I could refer: under Clause 7.(1), the staff, the officers and employees are to be appointed in accordance with the Public Service Employment Act which has those requirements.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: I was wondering if the Minister could indicate what will be the salary level of the Chairman of the Anti-Inflation Board and each of the board members and the Vice-Chairman?

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not have that with me this evening. The Minister of Consumer and Corporate Affairs responded in the House yesterday to that. I just do not happen to have the ranges with me at the moment. It is on record in the House.

Clauses 10 and 11 agreed to.

On Clause 12—*Duties of the Board*

The Chairman: Monsieur Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, there was a proposed amendment handed to the Table on November 7. I would like to move it at this time. I move that Clause 12(1) of Bill C-73 be amended by striking out lines 28 to 34 inclusive on page 10 and substituting the following:

(d) Where, in its opinion, consultations and negotiations under paragraph (c) have failed or are likely to fail to modify an actual or proposed change in prices, profits, compensation or dividends to bring it within the limits of the guidelines and it is not satisfied that these are circumstances that, based on the particular facts of the situation, justify the actual or proposed change in prices, profits, compensation or dividends refer the matter to the Administrator for consideration by him.

I think, Mr. Chairman, this amendment is related to the equivalent amendments to Clause 17(1) and Clause 20 that would delete a similar discretionary power in the Administrator.

[Interprétation]

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci.

Le président: L'article 10 est-il adopté? Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Je voulais simplement demander ceci au ministre: nous avez-vous dit combien d'employés seraient mutés à la nouvelle commission?

M. Macdonald (Rosedale): Pas précisément. A ma connaissance, un grand nombre d'entre eux le seront, mais je n'ai pas les chiffres.

M. Rodriguez: Diriez-vous la moitié?

M. Macdonald (Rosedale): Je regrette, je ne peux vraiment pas vous le dire ce soir. Je pourrais m'en enquérir. Certains de ces employés, comme l'a mentionné M. McGrath, terminent le travail de l'ancienne Commission. Il sera peut-être difficile par conséquent de voir combien seront mutés avant que cela ne soit terminé.

M. Rodriguez: J'ai appris que la pension de retraite de ces employés va être régie par la Loi sur la pension du service public (sic). Vont-ils devoir réussir un concours pour être embauchés?

M. Macdonald (Rosedale): Si je peux vous citer l'article 7(1), le personnel nécessaire, les agents et employés seront nommés conformément à la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, qui a certaines exigences.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Je me demandais, si vous pouvez nous dire, monsieur le ministre, quel sera le traitement du président de la Commission de lutte contre l'inflation et de chacun des membres de la Commission, ainsi que celui du vice-président?

M. Macdonald (Rosedale): Je n'ai pas ces chiffres avec moi ce soir. Le ministre de la Consommation et des Corporations a répondu hier en Chambre à cette question. Je n'ai pas le barème avec moi ce soir. C'est au procès-verbal de la Chambre.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

L'article 12—*Fonctions*.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, on a distribué un projet d'amendement à cet article le 7 novembre. J'aimerais proposer son adoption maintenant. Je propose que le paragraphe 12(1) du bill C-73 soit modifié en remplaçant la ligne 33, page 10, par ce qui suit:

(d) soumet à l'examen du Directeur les mouvements réels ou envisagés de prix, profits, rémunérations et dividendes dans les cas où elle estime que les consultations et négociations menées, conformément à l'alinéa c), en vue de les rendre conformes aux indicateurs ont abouti ou aboutiront vraisemblablement à un échec et où elle est convaincu que les circonstances particulières du cas ne justifient pas ces moyens;

Je pense, monsieur le président, que cet amendement est lié aux amendements équivalents apportés à l'article 17 (1), et à l'article 20 qui supprimerait un pouvoir semblable du directeur.

[Text]

Amendment agreed to.

• 2125

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I have a further amendment. This will be a new subclause, 12(1.1). It was handed to the members last night, Mr. Chairman, and I would like to move it at this time.

I move that Bill C-73 be amended by adding thereto, immediately after line 49 on page 10, the following subclause:

'(1.1) Notwithstanding paragraph (1)(c), the Anti-Inflation Board may exercise the powers set forth in that paragraph and paragraph (1)(d) in relation to an actual or proposed change in

(a) a price or profit margin of a supplier or person described in subparagraph 3(2)(a) (iii) or (iv),

(b) a price or profit margin of a supplier declared by order of the Governor in Council pursuant to subparagraph 3(2)(a)(v) to be of strategic importance to the containment and reduction of inflation in Canada, or

(c) the compensation of an employee described in subparagraph 3(2)(b)(ii), of a person carrying on business in the construction industry who employs twenty or more persons in Canada or of a supplier referred to in paragraph (b),

whether or not it is of the opinion that the change is likely to have a significant impact on the economy of Canada.'

The Chairman: Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, I had already given it in response to the questions of Mr. Lambert. Basically, in the number of situations referred to there, either with regard to a professional, to a construction firm or to some additional firm which may be added pursuant to the provisions of the act, it is not altogether clear—notwithstanding the flagrancy of, say, a violation by one person—that the Anti-Inflation Board could follow through under the provisions of the section and in due course make a reference over to the Administrator for action. So, in these particular cases, particularly with regard to professionals where you are dealing with a demonstration against them as much as the actual economic benefit, it seems to us that the significant impact on the economy of Canada would not be as relevant. While that is a consideration that will continue to guide the Board under subclause 12(1)(c), in general, in those particular cases, they could say that even though a particular medical practitioner or even though a particular small firm may be violating the law and that may not be regarded as having a significant impact on Canada, notwithstanding that they may take action to roll back a price or to collect back from, say, the practitioner a higher income beyond the guidelines.

The Chairman: Shall the amendment carry?

[Interpretation]

L'amendement est adopté.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, j'ai un autre amendement. Il s'agit d'un nouveau sous-alinéa, 12 (1.1). Il a été distribué hier soir aux membres du Comité, monsieur le président, et j'aimerais le proposer maintenant.

Je propose que le bill C-73 soit modifié par l'adjonction, après la ligne 47 à la page 10 du paragraphe suivant:

(1.1) Nonobstant l'alinéa (1) c), la Commission peut exercer les pouvoirs prévus par cet alinéa et par l'alinéa (1) d) dans le cas de mouvement réel ou envisagé

a) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur ou d'une personne visée ou aux sous-alinéas 3 (2) a) (iii) ou (iv),

b) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire des fournisseurs déclarés, par un décret du gouverneur en conseil pris en vertu du sous-alinéa 3(2) a) (v), être d'une importance fondamentale pour la réduction ou l'endiguement de l'inflation au Canada; ou

c) de la rémunération d'un employé, visée au sous-alinéa 3(2) b) (ii), d'une personne qui exploite, dans l'industrie de la construction, une entreprise dont le nombre d'employés au Canada atteint au moins 20 ou des fournisseurs visés à l'alinéa b),

quel que soit son avis sur l'importance des conséquences que ce mouvement aura sur l'économie canadienne.

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, j'en avais déjà parlé en réponse aux questions de M. Lambert. Fondamentalement, dans les situations auxquelles il est fait allusion ici, soit en ce qui concerne les professionnels, les entreprises de la construction ou toute entreprise supplémentaire ajoutée en vertu des dispositions de la Loi, il n'est pas tout à fait clair, exception faite de l'évidence d'une contrevenance d'une personne, que la Commission de lutte contre l'inflation pourrait poursuivre aux termes des dispositions de la section et reporter l'affaire au directeur pour qu'il s'en charge. Donc, dans ce cas particulier, surtout en ce qui concerne les professionnels pour lesquels la démonstration va autant contre le bénéficiaire économique réel, il nous semble que la répercussion sur l'économie du Canada ne serait pas aussi pertinente. Bien que cela soit une considération qui continuera à guider la Commission en vertu de l'alinéa 12 (1) c) en général, elle pourra, dans ces cas particuliers, dire que même si un médecin ou une petite entreprise contrevienne à la loi et que cela ne soit pas considéré comme ayant un effet significatif sur le Canada, qu'il est nécessaire quand même de réduire un prix, ou d'obtenir un remboursement du médecin pour tout revenu supérieur aux indicateurs.

Le président: L'amendement est-il adopté?

[Texte]

Amendment agreed to.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: I have a further amendment to the same section. This was also handed to the members on November 7.

I move that subsection 12(2) of Bill C-73 be amended by striking out lines 9 to 14 on page 11 and substituting the following:

'(a) by reason of the fact that

(i) such supplier or all or any of such suppliers bargain collectively in association with one or more other suppliers, either directly or through an employer's association, for an agreement as to terms or conditions of employment of all or any of their employees, or

(ii) all or any of the employees of any such supplier bargain collectively in association with employees of one or more other suppliers for an agreement as to terms and conditions of their employment, or'

And that would end there.

• 2130

The Chairman: Moved by Mr. Trudel that Clause 12.(2) of Bill C-73 be amended by striking out lines 9 to 14 on page 11 and substituting the following—Shall I dispense?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Trudel: I could give an explanation if need be.

Mr. Macdonald (Rosedale): To a degree I think it is fair to say that it reaches to the situation Mr. Lee was talking about this morning, where you do have these employer's associations—I gather particularly in British Columbia. I would put in front of that a caveat, of course, that would require the reference to the board and the opinion back from the Anti-Inflation Board. But it is more extensive than the original wording, which dealt only with employees' bargaining and association together. To take, again, another British Columbia example with regard to the fish-canning business, this also applies to employers' associations.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I have two points. I would hope I am correct in my English, but I think the spelling of the word "employers" in this context is somewhat deficient, the apostrophe is in the wrong place.

Secondly, having consideration that there is no definition of an employers' association in Clause 2—even though they do define "employee organizations" there, I am wondering why there is not a definition of "employers' association". As a matter of fact, I think you will find that the employer, being in the singular possessive here, means an employer having an association, whereas if you want to get into an association of employers, it would require a possessive plural. But I am just quibbling.

[Interprétation]

L'amendement est adopté.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: J'ai un autre amendement à ce même article. Il a également été distribué aux membres le 7 novembre.

Je propose que le paragraphe 12(2) du bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 8 à 11 à la page 11 par ce qui suit:

a) Pour le motif que

(i) l'un ou plusieurs d'entre eux s'associent directement ou par l'intermédiaire d'associations d'employeurs, à d'autres fournisseurs, pour négocier collectivement avec leurs employés, ou une partie de leurs employés, ou

(ii) leurs employés ou une partie de leurs employés s'associent, pour leurs négociations collectives, aux employés d'un ou de plusieurs de ces fournisseurs, ou

Et c'est tout.

Le président: M. Trudel propose que l'article 12(2) du bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 8 à 11, à la page 11, par ce qui suit: ... me permettez-vous de ne pas lire la suite?

Des voix: D'accord.

M. Trudel: Je pourrai fournir une explication si cela est nécessaire.

M. Macdonald (Rosedale): Je crois que dans une certaine mesure, il est juste de dire que cet amendement porte sur la même situation dont parlait M. Lee ce matin, savoir celle où il y a des associations d'employeurs—particulièrement en Colombie-Britannique. J'aimerais toutefois donner une mise en garde, visant à exiger que la question soit rapportée à la Commission de lutte contre l'inflation et que celle-ci émette son opinion. Cet amendement est plus long que le texte original qui portait uniquement sur les négociations des employés et des associations ensemble. Si l'on me permet, encore une fois, de recourir à un autre exemple de la Colombie-Britannique, en ce qui concerne les entreprises de conserves de poissons, cela s'applique également aux associations d'employeurs.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'aimerais soulever deux points. J'espère ne pas faire de faute d'anglais, mais je pense que l'orthographe du mot «employers» dans ce contexte est légèrement erroné, puisque l'apostrophe est mal placée.

En deuxième lieu, comme il n'y a pas de définition de ce qu'est une association d'employeurs à l'article 2—même si l'on définit ce qu'est un «syndicat», je vous demande pourquoi on ne définit pas ce qu'est une «association d'employeurs». En fait, vous apercevrez qu'à la manière dont la chose est dite en anglais, on a l'impression qu'il s'agit d'un employeur qui gère une association alors qu'en fait, si on parle d'une association d'employeurs, il faudrait que cela soit écrit autrement. Mais ce sont des détails.

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): Your apostrophic comment is accepted!

Mr. Lambert (Edmonton West): But what about the definition in Clause 2? You have taken care to define an employee association, surely there should be a parallel definition of an employer association.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, this point was raised earlier. It is our view that the term "employers's association" is merely descriptive here and is, in fact, self-defined within the amendment. The terms

all or any of such suppliers bargain collectively in association with one or more other suppliers

is really a self-contained definition of "employers' association."

The need for the definition of "employee association" in the bill relates specifically to other provisions of the bill where the concept is used without self-defining terms.

The Chairman: Shall the amendment carry?

Mr. Cafik: Are we fixing the apostrophe?

The Chairman: Subject to the correction.

Amendment agreed to.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: I have a further amendment which has also been circulated, Mr. Chairman. I would like to move that Clause 12.(2) of Bill C-73 be amended by striking out line 20 on page 11 and substituting the following:

graph 3(2)(a)(v) in respect thereof; and the

this is an amendment regarding a cross-reference that is nonexistent, Mr. Chairman.

The Chairman: Moved by Mr. Trudel that Clause 12.(2) of Bill C-73 be amended by striking out line 20 on page 11 ... Dispense? Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Trudel may have accidentally put an apostrophe in his amendment; perhaps if you read it it would not come out that way.

An hon. Member: Quotation marks, not apostrophe.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I know, but I think he said "apostrophe."

Mr. Trudel: I did say that. It is not one.

Amendment agreed to.

The Chairman: Shall Clause 12 as amended carry?

Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Looking at the duties of the board, in Clause 12.(1)(b) it says to:

identify actual and proposed changes in prices, profits,

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): Vos commentaires orthographiques sont parfaitement justifiés.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais qu'en est-il de la définition à l'article 2? Vous avez pris soin de définir ce qu'est un syndicat, vous devriez certainement préciser ce qu'est une association d'employeurs.

M. Gibson: Monsieur le président, on a déjà soulevé cette question. Nous pensons que le terme «association d'employeurs» est purement descriptible dans ce cas et, que l'amendement le définit de toute façon. Les termes

—l'un ou plusieurs d'entre eux s'associent, directement ou par l'intermédiaire de l'association d'employeurs

constituent en fait une définition de ce qu'est une «association d'employeurs».

Le besoin de définir «association d'employeurs» dans le projet de loi est lié particulièrement aux autres dispositions du projet de loi où le concept est utilisé sans être décrit.

Le président: La motion est-elle adoptée?

M. Cafik: Apportons-nous des corrections orthographiques?

Le président: A la condition donc, que la correction soit apportée.

L'amendement est adopté.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: J'ai un autre amendement qui a également été distribué, monsieur le président. J'aimerais proposer que le paragraphe 12(2) du bill C-73 soit modifié en remplaçant la ligne 16, page 11, par ce qui suit:

sous-alinéa 3(2)(a)(v); la Commission doit—

Il s'agit d'un amendement portant sur une référence qui n'existe pas, monsieur le président.

Le président: M. Trudel propose que l'article 12.(2) du bill C-73 soit modifié en remplaçant la ligne 16, page 11, par... me dispense-t-on de la lecture? Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): M. Trudel a peut-être, par inadvertance, mis une apostrophe dans le texte de son amendement; en le lisant vous vous apercevrez peut-être que cela ne devrait pas en être ainsi.

Une voix: Il s'agit de guillemets, pas d'apostrophe.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je sais, mais je crois qu'il a dit lui-même «apostrophe».

M. Trudel: En effet, c'est ce que j'ai dit. Ce n'en est pas une.

L'amendement est adopté.

Le président: L'article 12 modifié est-il adopté?

Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: En ce qui concerne les devoirs de la Commission, à l'article 12.(1)(b) on dit:

établit les mouvements réels ou envisagés des prix, profits,

[Texte]

Is there any provision for publicity with respect to pricing systems of corporations? Is there going to be any information to the public as to how a supermarket, for example, goes about pricing its products in its relationship in that market?

• 2135

Mr. Macdonald (Rosedale): It would be the intention—this is really foreseen in subparagraph (e)—through the publication of the reports that one of the purposes would be to make better known to the public the manner in which the pricing systems operate. That is expressly in mind.

Mr. Rodriguez: The other question I have: in Clause 12.(1)(a) it says:

(a) monitor changes in prices, profits, compensation and dividends . . .

Recently I heard that this Anti-Inflation Board is going to be setting up regional offices, they are talking about five. Presumably those are going to be in five major centres. What about the monitoring of prices by the board in smaller communities? I think particularly of, say, northern communities like the area where I live. It is all right to monitor the prices in Ottawa, and to come up with certain conclusions, but what about areas like my own? There are many like that across the country.

Mr. Macdonald (Rosedale): It is in this respect that the public can play a very useful role. For example, the summary you sent to me in the House of observations in the Sudbury Basin will be very helpful to the board, and can provide a stimulus to them to focus in particular on the pricing situation in food and other markets in that area. What they would be looking for, naturally, not just from the Member of Parliament but from others, is a pattern of indication that there has been an increase in prices, an increase in markup, particularly in the retail trade, which could then cause it to send out investigators—as the Food Prices Review Board, in its time, did as well.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. Dealing with Clause 12.(1)(e), I was wondering if the Minister could expand upon what he felt was covered by the power given to the board to report, and have public hearings and what not on various things, including the implications of the failure of government in combatting inflation?

Mr. Macdonald (Rosedale): I think the Chairman of the Food Prices Review Board has, from time to time, felt free to be outspoken in this particular area and has commented on the action or inaction of various governments. We are recognizing that we, as well as others, are subject to this scrutiny and that people should be entitled to turn up to complain about practises that the federal government, the provincial governments, or emanations of provincial governments follow that appear to those who participate as being against the interests of the program.

[Interprétation]

Y a-t-il des dispositions quant à la publicité en ce qui concerne les systèmes de prix des corporations? Va-t-on informer le public d'une manière quelconque de la façon dont un supermarché, par exemple, établit ses prix?

M. MacDonald (Rosedale): Cela serait l'intention—cela est vraiment prévu dans le sous-alinéa (e)—par l'intermédiaire de la publication des rapports de renseigner le public sur la manière dont les systèmes d'établissement des prix fonctionnent. J'ai cela à l'esprit.

M. Rodriguez: L'autre question que j'aimerais poser: à l'article 12.(1)(a) il est écrit:

(a) surveille le mouvement des prix, profits, rémunérations et dividendes—

J'ai entendu dire récemment que la Commission de lutte contre l'inflation va établir des bureaux régionaux; on parle de cinq bureaux régionaux. J' imagine qu'ils vont être situés dans 5 centres principaux. Qu'en sera-t-il de la surveillance des prix dans les communautés plus petites? Je pense particulièrement aux communautés du nord, par exemple telles que celle où je vis. Est-il juste de surveiller les prix à Ottawa et de parvenir à certaines conclusions sans en faire autant pour des régions comme la mienne? Il y a bien des régions comme ça dans le Canada.

M. MacDonald (Rosedale): C'est à cet égard que le public peut jouer un rôle très utile. Par exemple, le résumé que vous m'avez envoyé à la Chambre et qui contenait des observations sur le bassin de Sudbury sera très utile à la Commission et lui permettra de se préoccuper particulièrement de l'établissement des prix des aliments et d'autres marchés dans cette région. Ce dont la Commission aura besoin, évidemment, non seulement provenant du député mais d'autres personnes également, c'est une démonstration indiquant qu'il y a eu augmentation des prix, surtout dans le domaine du commerce de détail, ce qui lui permettrait d'envoyer des enquêteurs—comme l'avait fait, en son temps, la Commission de surveillance du prix des aliments.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Merci monsieur le président. En ce qui concerne l'article 12. (1) e), je me demande si le ministre pouvait nous donner plus de précision au sujet du pouvoir accordé à la Commission pour rédiger des rapports, tenir des conférences publiques sur divers sujets, y compris le fait possible que le gouvernement ne réussisse pas à combattre l'inflation?

M. MacDonald (Rosedale): Je pense que la présidente de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires s'est toujours sentie libre de parler librement en ce domaine particulier, et qu'elle n'a pas hésité à fournir ces remarques sur l'activité ou l'inactivité des divers gouvernements. Nous reconnaissons que, comme d'autres, nous devons être soumis à cet examen et que le peuple du Canada devrait avoir le droit de se plaindre des pratiques du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux ainsi que de la manière dont les gouvernements provinciaux fonctionnent si les personnes et organismes qui participent au programme trouvent cette manière contraire aux intérêts du programme.

[Text]

Mr. Stevens: Mr. Macdonald, in view of the fact that apparently you are anticipating a 15-per cent increase in your own spending in fiscal 1977, compared to 1976, can you see the circumstances where this Anti-Inflation Board may comment upon that increase as being a failure to combat inflation?

Mr. Macdonald (Rosedale): They might well do so.

Mr. Stevens: Also, dealing with the Bank of Canada, which has the primary responsibility for setting monetary policies subject to the ultimate authority of Parliament, do you see them passing on the stance of the Bank of Canada if they feel that the monetary policy is unduly expansive in relation to containing inflation?

Mr. Macdonald (Rosedale): I could see that the power here would certainly extend that far.

The Chairman: Thank you.

Clause 12 as amended agreed to.

On Clause 13—Powers of the Anti-Inflation Board

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: On Clause 13, and this is also in the hands of the members at this time, Mr. Chairman, I move that Clause 13.(2)(a) of Bill C-73 be amended as follows: (a) by striking out line 47 on page 11 and substituting the following:

• 2140

notice to file with the Board, in a form specified in the notice, such informa-

and then, (b), by striking out line 8 on page 12 and substituting the following:

requiring him or it to file with the Board, in a form specified in the notice,

Mr. Macdonald (Rosedale): If I may say this, Mr. Chairman, this is an amendment requested by the Board itself.

Amendment agreed to.

Clause 13 as amended agreed to.

On Clause 14—Communication of privileged information

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I would like to get the Minister's response to various statements made by the Prime Minister when he appeared before, I believe it was, the Weekly Newspaper Association in Toronto, when he was quoted as stating that the tax department will monitor the anti-inflationary controls. He stated that if they—meaning the Department of Revenue—can look at incomes to see that taxes are paid, they can check them for our guidelines too. And he goes on to expand on that as to how the Department of Revenue people will be used on behalf of the Anti-Inflation Board to reveal guideline breaches.

[Interpretation]

M. Stevens: Monsieur MacDonald, étant donné que vous prévoyez apparemment une augmentation de 15 p. 100 de vos propres dépenses au cours de l'année financière 1977, par comparaison à l'année 1976, prévoyez-vous les circonstances où cette Commission de lutte contre l'inflation pourra considérer que cette augmentation est un échec de votre lutte contre l'inflation?

M. MacDonald (Rosedale): Elle pourra très bien le faire.

M. Stevens: Également, en ce qui concerne la Banque du Canada, dont la responsabilité principale est d'établir les politiques monétaires sous réserve de la décision finale du Parlement, pensez-vous que la Commission pourra blâmer la Banque du Canada si elle pense que la politique monétaire adopte une attitude par trop expansionniste en vue de la lutte contre l'inflation?

M. MacDonald (Rosedale): Je crois que le pouvoir de la Commission irait jusque là.

Le président: Merci.

L'article 12, tel qu'amendé, est adopté.

L'article 13—Pouvoirs de la Commission

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Au sujet de l'article 13, et cela a également été remis aux membres de ce Comité, monsieur le président, je propose que le paragraphe 13(2)(a) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant la ligne 4, page 12, par ce qui suit:

de lui communiquer, en respectant les modalités de présentation prescrites par l'avis, les renseignements...

et ensuite (b) en remplaçant la ligne 8, page 12, par ce qui suit:

de lui communiquer, en respectant les modalités de présentation prescrites par l'avis,

M. Macdonald (Rosedale): Si vous me le permettez, monsieur le président, j'aimerais dire que c'est la Commission elle-même qui a demandé cet amendement.

L'amendement est adopté.

L'article 13 tel qu'amendé est adopté.

L'article 14—Communication de renseignements protégés

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais savoir ce que le ministre pense des déclarations faites par le premier ministre qui était je crois à une réunion de l'Association des hebdomadaires de Toronto où il aurait dit que le ministère du Revenu national surveillera l'application des contrôles anti-inflation. Il aurait déclaré que s'il, c'est-à-dire le ministère du Revenu national, peut examiner les revenus pour voir si les impôts sont versés, il pouvait également vérifier pour s'assurer que les directives étaient respectées. Il aurait ajouté que les fonctionnaires du ministère du Revenu agiront au nom de la Commission de lutte contre l'inflation pour dévoiler les infractions aux directives.

[Texte]

I was wondering if the Minister could indicate, first of all, if that is true, and secondly, what precautions are going to be taken to ensure that the usual confidential nature of tax returns is not going to be breached.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Stevens, on the last point first, that is correct. The information filed pursuant to the Income Tax Act would not be made available directly to the Board or to the Administrator.

What is contemplated is that there would be certain circumstances, for example, with respect to professional income, where a return of professional income would be required at the time that the personal income tax return is filed; that of course the Department of National Revenue would be in a position to compare that with the two returns and then submit to the Anti-Inflation Board the return which is really made for its purpose; in other words, the return of professional income under this bill.

So that is the kind of circumstances, that as part of the filing process under the Income Tax Act, the same individual would be required to file on professional income, which of course would include the other statements of income that would normally be in the tax return.

Mr. Stevens: Will the reference that you are referring to only apply to professional income? There are some 11 million taxpayers, perhaps more than that in the current year. What percentage of that number will actually have some type of a reference possibility to the Anti-Inflation Board?

Mr. Macdonald (Rosedale): It would be a fraction of that. Naturally, you are not dealing with all the taxpayers of Canada. There may be other circumstances in which that would take place but professional income is the most obvious situation where you would need this kind of cross-checking on the other information about professional income.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, what information, though, will be made available? I can see, for example, the Anti-Inflation Board may request the form that is filed, as you say, by April, 1976; but is the Anti-Inflation Board also entitled to get information concerning what you file for 1975?

Mr. Macdonald (Rosedale): No.

Mr. Stevens: What exactly will the form that goes to the Anti-Inflation Board show, then? Does it show any reference to 1975?

Mr. Macdonald (Rosedale): The individual should be required to declare that as well. As to the return that he may have filed with the tax people in 1975 for 1974, the Anti-Inflation Board will not have access to that.

• 2145

Mr. Stevens: Will the anti-inflationary board have access to the one that he files in 1976 for 1975?

Mr. Macdonald (Rosedale): The personal income tax form? It will not have, no. That is why it would require a separate statement.

Mr. Stevens: Well, what I am really after, though, is will the anti-inflation board form, if we call it that, have a reference to the previous year in it?

[Interprétation]

Je me demande si le ministre pourrait nous dire tout d'abord, si cela est vrai et ensuite dans l'affirmative quelles précautions seront prises pour garantir le caractère confidentiel habituel des déclarations d'impôt sur le revenu.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Stevens, vous avez raison pour ce qui est du premier point. Les renseignements contenus dans les déclarations d'impôt ne seraient pas données directement à la Commission, ni au Directeur.

On envisage dans certains cas, par exemple dans le cas d'honoraires professionnels, l'obligation de les déclarer en même temps que le revenu personnel; le ministère du Revenu national serait très bien placé pour comparer ces deux déclarations et ensuite transmettre à la Commission anti-inflation la déclaration qui va servir à cette fin; en d'autres termes, la déclaration des honoraires professionnels en vertu de ce Bill.

C'est donc dire que dans ce cas, les modalités prévues par la Loi de l'impôt sur le revenu stipuleraient que le même individu fasse une déclaration de ses honoraires professionnels en même temps que des autres données contenues normalement dans la déclaration d'impôt sur le revenu.

M. Stevens: Le renvoi dont vous parlez s'appliquera-t-il uniquement aux honoraires professionnels? Il y a quelque 11 millions de contribuables, quel pourcentage de ceux-ci pourront faire appel à la Commission de lutte contre l'inflation?

M. Macdonald (Rosedale): Une infime partie. Naturellement, vous ne faites pas affaire avec tous les contribuables du Canada. Il y a d'autres circonstances qui pourraient s'appliquer, mais les honoraires professionnels constituent l'exemple le plus évident.

M. Stevens: Monsieur le président, quels renseignements seront donnés? Je conçois par exemple que la Commission de lutte contre l'inflation puisse demander qu'un formulaire soit présenté pour le mois d'avril 1976; mais j'aimerais savoir si la Commission peut également obtenir des renseignements vous concernant pour 1975?

M. Macdonald (Rosedale): Non.

M. Stevens: Que verra-t-on exactement sur le formulaire qui ira à la Commission de lutte contre l'inflation? Y sera-t-il fait mention de 1975?

M. Macdonald (Rosedale): Le particulier devra déclarer cela aussi. La même chose se produira dans le cas de la déclaration d'impôt présentée par le contribuable en 1975 pour l'année 1974, la Commission n'y aura pas accès.

M. Stevens: La Commission pourra-t-elle obtenir la déclaration d'impôt produite en 1976 pour l'année 1975?

M. Macdonald (Rosedale): La déclaration d'impôt sur le revenu? Non. C'est pourquoi il faudrait une deuxième déclaration.

M. Stevens: En fait, ce que je veux vraiment savoir, c'est si le formulaire de la Commission de lutte contre l'inflation, si je peux m'exprimer ainsi, demandera des renseignements portant sur l'année précédente?

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): It may well do. The individual may be required to set out his professional income for the previous year, for the purpose of comparison.

Mr. Stevens: But the Department of Revenue people, though, will not have to reveal the actual form that he filed?

Mr. Macdonald (Rosedale): He will not have to reveal the personal income tax form.

Mr. Stevens: I see.

The Chairman: Thank you. Mr. Martin. Clause 14?

Mr. Martin: Mr. Chairman, through you to the Minister, I know the great respect with which we uphold the confidentiality of income tax returns and I think that is probably very important. I think also we all appreciate the extreme importance of the current bill and the law that will follow from it.

I am wondering if it would not indeed be not only acceptable, but perhaps desirable, that the Anti-Inflation Board should be able to have access to income tax returns from individuals where they consider it will be in their interest to do so.

Mr. Macdonald (Rosedale): I would have to disagree, Mr. Martin. I think there, of course, would be a great temptation if you did this once in government, to seek to do it again and again. I think Revenue Canada's argument probably would be that they would have less prospect of getting a full and complete declaration of an individual's income if the individual knows that it is going to be widely used throughout the government. It is a judgmental assessment of human character, but it seems to have some merit.

Mr. Martin: So it would have to be a separate filing of some sort?

Mr. Macdonald (Rosedale): It would be a separate form that might be filed simultaneously.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I wonder, just while I have the floor, I know that we have quite a number of amendments still before us so I am wondering whether there might be any general consensus among committee members to carry on our sitting this evening until such time as we have been able to call and vote on all the various clauses? If there is a general consensus, I would be pleased to put a motion to that effect.

Mr. McGrath: Mr. Chairman . . .

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: With great respect, we have been here since 9.30 this morning and it has been a very hard day. We have to start again tomorrow morning on this and it would be fair to the staff, the people who have to be here in an official capacity and ourselves if we all adjourn at 10.00 p.m.

An hon. Member: It might be better for the legislation, too.

Mr. McGrath: It would seem to me to be a very sensible thing to do.

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): Peut-être. Le contribuable devra peut-être révéler ses honoraires professionnels de l'année précédente à des fins de comparaison.

M. Stevens: Mais les employés du ministère du Revenu national n'auront pas à transmettre la déclaration que le contribuable a produite?

M. Macdonald (Rosedale): Pas la déclaration d'impôt sur le revenu.

M. Stevens: Je vois.

Le président: Merci. Monsieur Martin. L'article 14?

M. Martin: Monsieur le président, je sais quel respect nous avons pour le caractère confidentiel des déclarations d'impôt sur le revenu, ce qui à mon avis, est probablement très important. Je crois en outre que nous reconnaissons tous la grande importance du présent bill et de la loi qui en découlera.

Je me demande s'il ne serait pas, non seulement souhaitable, mais peut-être préférable, que la Commission de lutte contre l'inflation puisse obtenir les déclarations d'impôt sur le revenu de certains particuliers si elle le juge opportun.

M. Macdonald (Rosedale): Je ne peux pas être d'accord avec vous, monsieur Martin. Je crois bien sûr qu'il y a une grande tentation, si cela se faisait une fois dans un gouvernement, d'essayer de le faire encore et encore. Je crois que l'argument de Revenu Canada, serait probablement de faire valoir que le ministère aurait du mal à obtenir des déclarations précises et complètes si le contribuable savait que tout le gouvernement pourrait en prendre connaissance. C'est une évaluation du caractère humain, mais non sans mérites.

M. Martin: Il faudrait donc qu'on ait un formulaire distinct?

M. Macdonald (Rosedale): Il pourrait s'agir d'un deuxième formulaire qui serait produit en même temps.

M. Martin: Monsieur le président, je me demande, pendant que j'ai la parole, je sais qu'il reste encore nombre d'amendements, je me demandais donc, si les membres du Comité seraient d'avis que nous poursuivions la séance ce soir jusqu'à ce que nous ayons voté sur tous les articles. Si nous sommes tous d'accord, je serais heureux de présenter une motion à cet effet.

M. McGrath: Monsieur le président—

Le président: Monsieur McGrath.

M. McGrath: Sauf votre respect, nous sommes ici depuis 9 h 20 ce matin, et la journée a été dure. Nous devons recommencer demain matin et il me semble qu'il serait équitable envers le personnel, les gens qui sont ici à titre officiel, et envers nous-mêmes si nous levions la séance à 22 heures.

Une voix: Ce serait peut-être mieux pour la loi aussi.

M. McGrath: Il me semble que cela serait très sensé.

[Texte]

The Chairman: Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Well, I certainly agree that we have been sitting for a long time today and I am concerned about the staff as well as everyone else, but I am looking at the motion of the steering committee that was approved by this committee which relates to this question and it reads, in English, that:

The Committee shall meet on the twenty-first day of November at 9.30 a.m., when the Chairman shall put all questions necessary

It would strike me with this bill being reported back tomorrow—I think under the Rules of the House, it would have to be reported back after question period which begins at 11.00 o'clock in the morning and to which I think all members would want to go—there would not be any time for debate on all of these matters tomorrow. you know, one could only vote according to that order.

I would have thought all members would be very anxious to have the opportunity of continuing their questioning in order to expose as much as they can, all the amendments and clauses of the bill that are of concern to them. I, myself, would be quite prepared to sit until whatever time was necessary, in order to dispose of this, so that all of us would have that opportunity which we would not have tomorrow.

In spite of the reservations that some may have expressed or even feel—I myself would be delighted to be able to go home at 10.00 p.m.—I think discussion in respect to this important bill is important. There will be an opportunity to do that if we sit beyond 10.00 p.m. tonight, rather than proceed tomorrow morning under a very close time frame and without those opportunities.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, that is a very ...

• 2150

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): ... comfortable pew to make that pious statement from but, after all, Mr. Cafik was one of those who breached the agreement for yesterday. We had three amendments over on the other side which occupied at least three hours of discussion.

Mr. Stevens: They were all lost by their own members.

Mr. Lambert (Edmonton West): They were either all lost or withdrawn. It is just another form of closing off the debate. Now, it is very easy after 10 o'clock to start discussing other members'. As I said, it is a very comfortable pew.

Mr. Cafik: Yes, I agree I am quite comfortable in it.

The Chairman: Mr. Stevens. Order, please.

Mr. Cafik: The fact is I am really proposing an opportunity for supporting the motion that might come forward to allow us to be able to debate these clauses more fully than we would have otherwise. I would have thought, in light of the positions taken by members on the other side, that they would welcome such an opportunity, but if they do not really want an opportunity to be able to debate them at length then, clearly, we could meet tomorrow morning at 9.30 and put all the questions and dispose of it, which the order suggests.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Cafik.

M. Cafik: Je suis tout à fait d'accord que nous avons siégé longtemps aujourd'hui et le sort du personnel m'intéresse aussi, mais je pense à la motion du Comité de direction approuvée par le présent Comité, se rapportant à cette question et qui dit en substance:

Le Comité se réunira le 21 novembre à 9 h 30 et le président mettra toutes les motions aux voix.

Il me semble que si le présent bill doit être reporté à demain, en vertu du Règlement de la Chambre, il faudrait le remettre après la période des questions qui commence à 11 heures, et je crois que tous les membres veulent y assister... il n'y aurait pas suffisamment de temps pour discuter de toutes ces questions demain. Vous le savez, on ne peut voter qu'en vertu de ce règlement.

J'aurais pensé que tous les membres désiraient avoir l'occasion de poursuivre leurs questions afin de bien exposer tous les amendements et tous les articles de ce bill qui nous intéressent. Pour ma part, je suis disposé à siéger aussi longtemps que nécessaire pour ce faire.

Malgré les réserves que certains ont peut-être, pour ma part je serais très heureux de rentrer chez moi à 22 heures; il me semble que le débat est des plus important. Ce sera possible si nous siégeons après 22 heures ce soir au lieu de reporter le tout à demain matin, alors que nous n'aurons pas beaucoup de temps.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, c'est—

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): —facile d'émettre des vœux pieux, mais après tout, c'est M. Cafik lui-même qui a brisé l'intente hier. L'opposition a soumis trois amendements sur lesquels nous avons discuté durant au moins trois heures.

M. Stevens: Ils ont tous été défaits par leurs propres membres.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ils ont tous été défaits ou retirés. C'est simplement une autre façon de mettre fin au débat. Il est très facile après 22h00 de commencer à critiquer d'autres députés. Comme j'ai dit plus tôt, c'est une situation très confortable.

M. Cafik: Oui, je suis d'accord avec vous, je me sens très confortable.

Le président: Monsieur Stevens. A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Cafik: Le fait est, qu'en vérité, je propose une occasion d'appuyer la motion qui peut être faite pour nous permettre de discuter ces articles d'une façon plus approfondie que nous ne l'aurions fait autrement. J'aurais cru, à la lumière des positions adoptées par les députés de l'opposition, qu'ils auraient été heureux d'une telle occasion. S'ils ne sont pas intéressés à un débat en longueur, alors, évidemment, nous pourrions nous réunir demain matin à 9 h 30, mettre toutes les questions aux voix et en disposer selon l'ordre suggéré.

[Text]

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Cafik: There would be no opportunity tomorrow for debate, and I do not think that is in the interest of anyone on this Committee or the bill either.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, we certainly welcome more time to go through the various clauses we still have to cover and to hear the Minister, but surely we do not have to be caught with a self-inflicted rule such as Mr. Cafik is referring to. The rule that he is referring to, having to put all questions tomorrow at 9.30, is something that this Committee right now can change. After all, this bill is not scheduled to come up in the House of Commons until Thursday and I cannot...

Mr. Cafik: That is not true.

The Chairman: Tuesday. Tuesday.

An hon. Member: You said Thursday.

Mr. Stevens: We have just changed it. It was originally scheduled for Thursday.

An hon. Member: No, the House Leader announced it today, Tuesday.

Mr. Stevens: All right. As far as I am concerned, there is no reason why, if you want to modify the reference that Mr. Cafik referred to, having to put all questions tomorrow at 9.30, this can equally be changed in that we can...

Mr. Cafik: That is the agreement of this Committee.

Mr. Stevens: You breached the agreement.

Mr. Cafik: That is an agreement of this Committee and...

Mr. Stevens: You breached the agreement three times today and you know it.

The Chairman: Order. Order, please.

Mr. Cafik: True. In any event, I simply submit, Mr. Chairman, that this is an order of the Committee and, as a matter of fact, during the discussions in relation to it, I moved an amendment whereby we would, in fact, put those questions on the following Monday. That was rejected by the Opposition party at that time and was already voted on. This is the conclusion of the Committee and the rule stands. I do not know how it could be interpreted in any other way.

The essential question, I think, before us is whether, in fact, we want an opportunity to be able to discuss these clauses and amendments in any kind of meaningful way tonight. That is the only opportunity we have under the terms of this resolution and it is either acceptable or it is not. I am in favour of doing it and, as far as I am concerned, you can put the question. It is an opportunity to be able to debate without putting the questions directly without debate.

The Chairman: I do not have any motion before me at this moment. I do not know whether Mr. Martin wanted to move such a motion when he had the floor.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Stevens.

M. Cafik: Les questions ne pourront être débattues demain et je crois que cela ne servirait pas l'intérêt de ce comité, pas plus que du projet de loi.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, il est certain que nous accueillons avec joie plus de temps pour discuter des divers articles que nous devons revoir et pour entendre le ministre, mais sûrement nous ne voulons pas être pris par un règlement que nous nous sommes imposés tel que celui suggéré par M. Cafik. Le règlement voulant que toutes les questions doivent être mises aux voix demain à 9h30 peut être changé par ce comité immédiatement. Après tout, ce projet de loi est inscrit à l'horaire de la Chambre des communes jeudi prochain et je ne peux pas—

M. Cafik: Cela est faux.

Le président: Mardi. Mardi.

Une voix: Vous avez dit jeudi.

M. Stevens: Cela vient d'être changé. Il devait d'abord être inscrit jeudi prochain.

Une voix: Non, le leader de la Chambre l'a annoncé aujourd'hui, ce sera mardi.

M. Stevens: Très bien. Quant à moi, je ne vois aucune raison pour laquelle nous ne pouvons changer la suggestion de M. Cafik qui veut que toutes les questions soient mises aux voix demain à 9h30, cela peut être changé—

M. Cafik: Le Comité s'est entendu là-dessus.

M. Stevens: Vous avez brisé cette entente.

M. Cafik: C'est une entente de ce comité et—

M. Stevens: Vous avez brisé cette entente trois fois aujourd'hui et vous le savez.

Le président: A l'ordre. A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Cafik: Cela est vrai. A tout événement, je sou mets simplement, monsieur le président, que c'est une décision du Comité et que, de fait, au cours des discussions, j'ai proposé un amendement par lequel nous aurions pu mettre ces questions au vote lundi prochain. Il a été rejeté par le parti de l'opposition et l'on a déjà voté sur cet amendement. C'est la conclusion du Comité et le règlement demeure. Je ne sais pas de quelle autre façon il pourrait être interprété.

La question essentielle devant nous présentement est de décider si nous voulons une occasion de discuter ces articles et ces amendements d'une façon significative ce soir. En vertu de cette proposition, ce sera là l'unique occasion que nous aurons et elle est acceptable ou pas. Je suis en faveur et, quant à moi, vous pouvez le proposer. C'est une chance de discuter sans mettre les questions aux voix directement.

Le président: Je n'ai aucune proposition à cet effet devant moi présentement. Je ne sais pas si M. Martin voulait faire une proposition dans ce sens lorsqu'il avait la parole.

[Texte]

Mr. Martin: I was hoping there might be some general consensus prior to putting the motion but I am prepared to put the motion. Accordingly, I move that this . . .

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman, I wonder whether Mr. Cafik could indicate where the reference was of an earlier vote, presumably at the November 3 meeting, where he proposed we could hold over the voting procedure until the following Monday. I have the minutes here and . . .

Mr. Cafik: I do not have the record with me but it is . . .

An hon. Member: I have it myself.

Mr. Cafik: . . . on the record that such a motion was put forward and it was defeated.

Mr. Stevens: No. It is not in this record.

Mr. Cafik: I do not know whether it is in that record or not. I do not think we need to have an investigation of that at the moment.

Mr. Stevens: Are you willing to put it now?

Mr. Cafik: I am not willing to put it now. It has already been voted on.

Mr. Stevens: You show me where it has been voted on.

The Chairman: Order, please. Mr. Martin.

Mr. Martin: I am quite prepared, Mr. Chairman, to put the following motion: that this Committee continue its sitting tonight until all clauses of Bill C-73 have been called and voted upon.

An hon. Member: Or 10 o'clock, whichever is sooner.

• 2155

The Chairman: Mr. Martin. We have a decision of this Committee that this will be done tomorrow morning without any debate. If you could modify your motion so that we allow some debate . . .

Mr. Martin: Stop at the word "call," "have been called and debated".

The Chairman: "Debated". Do I have your motion?

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, une chose qui est très importante aussi c'est qu'il faut donner un certain avis pour discuter au stade du rapport. Et M. le ministre a dit qu'il serait disponible mardi, non pas jeudi, mais mardi. Alors, il faut, je pense, qu'un avis soit déposé demain ou au plus tard lundi pour que l'on puisse discuter du rapport mardi.

The Chairman: Mr. Martin, do you have your motion in writing?

Mr. Martin: I can give it to you. It sounded very simple to me, Mr. Chairman. Do you want it in writing?

The Chairman: Is it agreed that the Committee sit until we have discussed every motion . . .

[Interprétation]

M. Martin: J'avais espéré que l'on arriverait à un consensus général avant de proposer ma motion mais je suis prêt à le faire maintenant. Je propose donc—

M. Stevens: J'invoque le Règlement, monsieur le président. M. Cafik pourrait-il nous indiquer où se trouve la référence d'un vote antérieur, possiblement à la réunion du 3 novembre, où il a proposé que nous remettions le processus de vote au lundi suivant. J'ai le procès-verbal ici et—

M. Cafik: Je n'ai pas le document avec moi mais—

Une voix: J'ai le document ici.

M. Cafik: —il est écrit qu'une telle proposition a été faite et a été rejetée.

M. Stevens: Non. Cela n'apparaît pas au Procès-verbal.

M. Cafik: Je ne sais pas si cela paraît au procès-verbal ou non. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de faire enquête à ce sujet.

M. Stevens: Voulez-vous proposer une motion à ce moment-ci?

M. Cafik: Je ne veux pas en proposer. On a déjà voté sur cette question.

M. Stevens: Voulez-vous m'indiquer où l'on a voté sur cette question.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Martin.

M. Martin: Je suis prêt, monsieur le président, à faire la proposition suivante: que ce comité continue à siéger ce soir jusqu'à ce que tous les articles du bill C-73 aient été appelés et passés au vote.

Une voix: Ou 22h00, ce qui viendra le premier.

Le président: Monsieur Martin. Ce Comité a décidé que se fera demain matin sans aucun débat. Si vous pouvez modifier votre proposition pour remettre un débat—

M. Martin: Arrêtez après le mot «appeler», «ont été appelés et débattus».

Le président: «Débattus». Me soumettez-vous.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, one thing is very important: we must give a certain notice for discussion at this stage of the report. The Minister told us that he will be available Tuesday, not Thursday, but Tuesday. Therefore, I think that a notice must be deposited tomorrow or Monday at the latest if we wish to discuss the report on Tuesday.

Le président: Monsieur Martin, avez-vous écrit votre proposition?

M. Martin: Je peux vous la donner. Cela me paraissait très simple, monsieur le président. Vous la voulez par écrit?

Le président: Sommes-nous d'accord que le Comité siège jusqu'à ce que nous ayons discuté chaque proposition?

[Text]

Would you put it in writing, Mr. Martin. It would be a lot better.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I would just like one clarification. If it is acceptable I would like to leave it in its original wording, but I think you pointed out to me that perhaps that wording was not acceptable and that is why I did modify it. But my original wording did say that all clauses have been called and voted upon.

The Chairman: With or without discussion? Because we have the same order for tomorrow morning.

Mr. Martin: "Have been called and debated." That is why I modified it because my understanding was that you did not feel the first one was acceptable.

An hon. Member: We do not meet tomorrow morning at all?

Mr. Martin: If we do it all tonight we do not need to meet tomorrow morning.

The Chairman: If that is the wish of the Committee, then I am in the hands of the Committee. Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Is Mr. Martin's motion up for debate now?

The Chairman: If I can get it.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): He does not need a seconder or anything like that.

The Chairman: No.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Well, Mr. Chairman, I would like to...

The Chairman: Would you wait just one second.

It is moved by Mr. Martin that this Committee continue its sitting tonight until all clauses of Bill C-73 have been called, debated and voted upon.

Shall the motion carry?

Mr. Clarke and Mr. Trudel.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, I would like to argue that the motion should be defeated. I base that on the fact that we have considered the matters that we are considering for seven hours today. Treatment such as this is inhuman, and I hope we are still trying to be a little bit human in this Committee. I do not think we will produce any good legislation after this hour and these many hours in debate today. And as far as the rule change is concerned, I feel confident that the rules as set out by the steering committee could be changed by consent of this Committee.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, ce que je voudrais indiquer, c'est que, avant de me prononcer sur cette motion, je voudrais qu'on éclaircisse entre nous le fait que cette motion ne contredira pas la décision qui a déjà été prise collectivement par des membres de tous les partis que le Comité procédera à tous les votes nécessaires demain matin et que ce soit rapporté à la Chambre avant 11 h 00 demain matin. Parce que là, il est possible que cela change complètement l'intention du Comité. Je n'ai pas d'objection en autant que tout le monde comprenne cela bien clairement.

[Interpretation]

Pourriez-vous mettre cela par écrit, monsieur Martin. Ce serait préférable.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais un éclaircissement. Si cela est acceptable, j'aimerais que ma proposition conserve sa forme originale. Je crois que vous m'avez indiqué que la formule utilisée n'est pas acceptable et c'est la raison pour laquelle je l'ai modifiée. Mais ma version originale disait que tous les articles avaient été appelés et passés au vote.

Le président: Avec ou sans discussion? Car nous avons le même ordre pour demain matin.

M. Martin: «Ont été appelés et débattus». J'ai modifié cette version car j'avais compris que la première n'était pas acceptable.

Une voix: Siégeons-nous demain matin?

M. Martin: Si nous terminons ce soir, il ne sera pas nécessaire de se réunir demain matin.

Le président: Est-ce là le désir du Comité; je suis à votre disposition. Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Peut-on discuter la proposition de M. Martin?

Le président: J'attends qu'il me la remette.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Doit-on appuyer sa proposition?

Le président: Non.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Alors, monsieur le président, j'aimerais—

Le président: Pourriez-vous attendre juste une seconde?

Il est proposé par M. Martin, que ce Comité continue de siéger ce soir jusqu'à ce que tous les articles du Bill C-73 aient été appelés, débattus et passés au vote.

La proposition est-elle adoptée?

M. Clarke et M. Trudel.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président, j'aimerais suggérer que la proposition soit rejetée. Je fonde cette requête sur le fait que nous avons étudié ces questions durant sept heures aujourd'hui. Un tel traitement est inhumain et j'espère que nous essayons de demeurer un tant soit peu humains. A cette heure tardive, je ne crois pas que nous produisons un bon texte de loi, surtout après les heures nombreuses de débat tenues aujourd'hui. J'ai confiance que les règlements établis par le Comité directeur pourront être changés suite au consentement de ce Comité.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I would like to indicate that, before pronouncing myself on this motion, I would like some clarification amongst us. This motion must not contradict the decisions already taken collectively by the members of all parties, that the Committee proceed to all necessary votes tomorrow morning in order to report to the House before 11 o'clock Friday morning. It is possible that this motion change completely the intention of the Committee. I have no objection to the motion as long as everybody is aware of this change.

[Texte]

Le président: Si je peux relire la décision du Comité, monsieur Trudel.

Unless Bill C-73 has already been reported to the House, the Committee shall meet on the 21st day of November at 9.30 when the Chairman shall put all questions necessary to dispose of the proceedings of this Committee on the said bill, including all those necessary to report the said bill to the House, unless Bill C-73 has already been reported to the House.

• 2200

Mr. Trudel: I am fully aware, Mr. Chairman, of the wording of what you have just read, but I am just trying to indicate that I do not wish that the intention of the Committee be negated by a further motion. That is the point I was making.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, I wonder if I could make a suggestion in this regard.

The Chairman: Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): I think perhaps Mr. Stevens or someone else has a number of amendments, and I have as well. What about moving our amendments this evening? I will give a brief explanation of mine and he can give an explanation of his, and then perhaps call it a night at that and we can deal with the questions in the morning. In that way we would then have all the matters on record that we want to talk about and we can start off afresh in the morning with all the amendments moved and for consideration. In effect what you would have would be a motion of the amendment and then that clause would be stood and you would move on to the next one, and so on.

The Chairman: Is it agreed by the Committee that we do this?

Mr. Cafik: Just one point, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Cafik.

Mr. Cafik: One point in response to the question—and I think it is a very good question—raised by Mr. Trudel as to whether the motion that has been moved now would in fact negate the motion that already exists of the subcommittee and adopted by the full Committee.

I suggest to you for your consideration that that is not the case because indeed it does say, as you have rightly pointed out, that unless the bill has already been reported to the House, and the case is that the bill will not have been reported to the House by 9.30, and therefore if we put all the questions tonight then clearly there are no questions necessary to be put, therefore the order still stands, but the effect of it is simply that there are no questions left to be put at that particular time.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, there does not seem to be any agreement, so put the question.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Was it agreed with the Minister, or what is the agreement there? What about debate there?

An hon. Member: What about the suggestion of the Minister?

The Chairman: Yes, we have to deal with this motion, please.

[Interprétation]

The Chairman: I might read again the decision of the Committee, Mr. Trudel.

Si rapport du Bill C-73 n'a pas été fait à la Chambre, le Comité se réunira le 21 novembre à 9 h 30 et le président mettra au vote toutes les questions nécessaires pour terminer les procédures de ce Comité sur ledit projet de loi, y compris toutes les questions nécessaires pour faire rapport dudit projet de loi à la Chambre.

M. Trudel: Monsieur le président, je connais très bien ce que vous venez de citer, mais je voulais tout simplement éviter qu'une autre motion vienne contrecarrer l'intention du Comité. Voilà ce que je voulais dire.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, j'ai une proposition à faire à cet égard.

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): M. Stevens ou quelqu'un d'autre ont peut-être des amendements et j'en ai également. Pourquoi ne pas présenter nos amendements ce soir? J'expliquerai brièvement le mien et il peut expliquer le sien, après quoi nous lèverons la séance et nous reprendrons nos travaux demain matin. Ainsi, nous aurons recueilli toutes les questions dont nous voulons parler et nous reprendrons nos travaux frais et dispos demain matin. On pourrait mettre un amendement aux voix et réserver l'article et ainsi de suite.

Le président: Les membres du Comité conviennent-ils de faire cela?

M. Cafik: Une question, monsieur le président.

Le président: Monsieur Cafik.

M. Cafik: M. Trudel dit que la motion qui vient d'être présentée en fait annulerait la motion qu'avait présentée le sous-comité et adoptée le comité.

Ce n'est pas le cas car, comme vous l'avez fait remarquer, on dit qu'à moins que le projet de loi n'ait déjà été rapporté à la Chambre, et le projet de loi ne sera pas rapporté à la Chambre à neuf heures et demie demain... et si nous votions ce soir, de toute évidence aucun vote ne serait nécessaire. L'ordre vaut encore mais le fait est qu'il n'y a aucun vote nécessaire à ce moment-là.

M. McGrath: Monsieur le président, on ne semble pas s'entendre, passons au vote.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: A-t-on accepté la proposition du ministre, qu'a-t-on convenu? Qu'en est-il du débat?

Une voix: Qu'en est-il de la proposition du ministre?

Le président: Oui, il nous faut nous occuper de cette motion.

[Text]

Mr. Stevens: I am trying to get something identified. I do not know how we are sitting at 10.05, because presumably we were supposed to have been adjourned five minutes ago.

The Chairman: That is right.

Mr. Stevens: The thing I do not understand is why the government members feel it is absolutely inflexible changing tomorrow's resolution, and yet they are quite prepared to change the standing rule with regard to a 10 o'clock adjournment tonight. I think if the Minister is willing to have the amendments put as he suggested and let us consider further tomorrow, why do we not take up his suggestion? I think it is a more reasonable thing. After all, this is the most important piece of legislation that this Parliament is likely going to deal with, and the high-handed way that the government members seem to want to ramrod it through I just find unbelievable.

Mr. Cafik: On a point of order, I find it difficult to imagine a ramrod attempting to give more time to the Opposition members to discuss the clauses.

The Chairman: Mr. Cafik, I have a motion. A motion was put to the Committee. Is the Committee ready for the question?

Mr. Gray: Mr. Chairman, can we give full consideration to the suggestion of the Minister? After all, he has to make himself available, as I know he wants to do, to explain the amendments as well as to move them, and I think we should make sure we have fully considered his suggestion, which I think has a lot of merit, provided it is understood that if we stay here tonight to have him or to have his Parliamentary Secretary move the amendments he thinks should be offered, and the Opposition move their amendments, that when we come back at 9.30 tomorrow morning we proceed immediately to the vote.

An hon. Member: Agreed.

Mr. Gray: If that is the case, I respectfully suggest to Mr. Martin that his motion be withdrawn.

The Chairman: If the Committee agrees. I need unanimous consent so that Mr. Martin can withdraw his motion.

Mr. Martin: I would be quite satisfied with that, Mr. Chairman, if there was agreement to withdrawn the motion and the Minister's suggestion is accepted.

The Chairman: Is there agreement in the Committee to the suggestion made by Mr. Macdonald? Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I want to have something clarified. The Minister has made a suggestion and we have a motion on the floor. If in fact the Minister presents his amendments now and explains them, then we get into a discussion, and if by tomorrow at 9.30 all we have to do is vote, then we end up doing exactly the thing we did not want to do in the first place, which is to go through all night tonight.

An honorable Member: I think you are quite right.

• 2205

Mr. Rodriguez: But the Minister does not solve the problem.

[Interpretation]

M. Stevens: J'essaie de comprendre. Je ne vois pas pourquoi nous siégeons encore à 22 h 05 car nous aurions dû ajourner il y a cinq minutes.

Le président: C'est juste.

M. Stevens: Ce que je ne comprends pas c'est pourquoi les membres du gouvernement croient qu'il est absolument impossible de revenir sur la décision que nous avons prise au sujet de demain alors qu'ils sont prêts à changer le Règlement qui veut que nous ajournions à dix heures ce soir. Pourquoi alors ne pas accepter la proposition du ministre qui veut bien nous présenter ses amendements pour que nous les examinions demain? Je crois que c'est ce qu'il y a de mieux à faire. Voici peut-être le projet de loi le plus important de toute cette législature et je suis consterné devant la désinvolture des membres du gouvernement qui le traitent à la légère.

M. Cafik: J'invoque le Règlement. Comment quelqu'un qui traite ce bill à la légère permettra-t-il aux membres de l'opposition d'en parler plus longuement?

Le président: Monsieur Cafik, j'ai une motion. On a présenté une motion au Comité; est-ce que le Comité est prêt pour le vote?

M. Gray: Monsieur le président, pourrions-nous, s'il vous plaît, nous pencher sur la proposition du ministre? Après tout, il faut qu'il soit disponible pour expliquer ses amendements en même temps qu'il les présente, et je voudrais m'assurer que nous comprenons bien sa proposition, qui, à mon avis, est très valable; il faudrait qu'il soit bien compris cependant que, si nous restons ce soir pour qu'il nous présente ses amendements, lui ou son secrétaire parlementaire, pour que l'opposition présente ses amendements, eh bien, lorsque nous reviendrons à neuf heures et demie demain, nous passerons immédiatement au vote.

Une voix: D'accord.

M. Gray: Si tel est le cas, je demande à M. Martin, avec tout le respect que je lui dois, de retirer sa motion.

Le président: Les membres du Comité sont-ils d'accord? Il me faut le consentement unanime pour demander à M. Martin de retirer sa motion.

M. Martin: Je veux bien, monsieur le président, si nous convenons tous de retirer la motion et d'accepter la proposition du ministre.

Le président: Est-ce que les membres du Comité acceptent la proposition de M. Macdonald? Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'aimerais avoir des précisions. Le ministre a fait une proposition et le Comité est saisi d'une motion. Si le ministre présente ses amendements maintenant et les explique, si le débat s'engage et si demain à neuf heures trente nous n'avons qu'à passer au vote, eh bien, nous faisons exactement ce que nous tentions d'éviter de faire, à savoir siéger toute la nuit.

Une voix: Je pense que vous avez tout à fait raison.

M. Rodriguez: Mais le Ministre ne résout pas le problème.

[Texte]

Mr. Gray: I understand that we would not have a discussion but rather that the amendments to be offered on behalf of the government would simply be moved with a necessary word or two of explanation; that the Opposition would do the same; and if there were any other amendments, the same would happen. We would then adjourn until 9.30 tomorrow morning. At 9.30 tomorrow morning, pursuant to the resolution adopted by this Committee, we proceed to take the vote.

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, my intention would be to ask Mr. Trudel to Move the amendments that we have laid before you and I would give, I hope, a succinct explanation of each one so that the Committee could have my explanation before them before they had to make the determination on the vote. I would also find it advantageous to have an explanation from whomever the mover will be of the Official Opposition amendments, and the reasoning behind them. In effect, we will have heard then the reasons for the various amendments before the time comes to take a decision on them.

An honorable Member: But no discussion.

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, I think any discussion would do what so many members fear, go on for a long time; but at least there would be this opportunity to have all the amendments in. We would know what has been presented in each clause might have a succinct explanation as to what the purpose of each one was.

The Chairman: Is there agreement for this suggestion?

Mr. Stevens: It means cutting off our debate.

The Chairman: Well, Mr. Stevens, you heard the suggestion. Is there agreement on it? If there is agreement, I would ask Mr. Martin to withdraw his motion.

Mr. Martin: Yes, if there is agreement on that other suggestion, I would be quite happy to withdraw my motion.

The Chairman: Is it agreed?

Some honorable Members: Agreed.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, the next amendment which I understand Mr. Trudel has in hand, is for Clause 17, subclause (1).

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: On Clause 17, Mr. Chairman, I would like to move the following:

That subclause 17(1) of Bill C-73 be amended by striking out lines 29 to 31 inclusive on page 14 and substituting the following:

17 (1) Where the Anti-Inflation Board or the Governor in Council advises the Administrator that it or he has reasonable grounds for . . .

This amendment would substitute the Governor in Council, Mr. Chairman, for the Minister as one of the two sources of advice that can authorize the Administrator to commence an investigation.

Mr. Macdonald (Rosedale): In short, Mr. Chairman, it is that the reference here will have to be by full Cabinet rather than by the Minister alone.

[Interprétation]

M. Gray: Je crois que nous devrions limiter le débat à la présentation des amendements au nom du gouvernement avec un ou deux mots d'explication; l'Opposition ferait de même, et s'il y avait d'autres amendements, même chose. Nous pourrions alors ajourner jusqu'à 9 h 30 demain matin. Conformément à la résolution adoptée par le Comité, nous pourrions alors passer au vote.

M. Macdonald (Rosedale): Oui, j'avais l'intention de demander à M. Trudel de proposer les amendements que nous avons déposés et j'espère pouvoir vous donner une explication assez succincte pour chacun d'entre eux de sorte que le Comité ait entendu ce que j'avais à dire là-dessus avant de voter. Je pense également qu'il serait bon que la personne qui proposera les amendements de l'Opposition officielle explique les motifs qui les inspirent. Nous aurons donc ainsi entendu pourquoi les amendements sont proposés avant d'en décider.

Une voix: Mais pas de débat.

M. Macdonald (Rosedale): Je crois que toute discussion aboutirait à ce que nombre d'entre vous craignent, c'est-à-dire à ce que l'on prolonge le débat indéfiniment; ceci nous permettrait au moins de déposer tous les amendements. Nous saurions ce qui est proposé à chaque article et pourquoi cela est proposé.

Le président: Est-on d'accord là-dessus?

M. Stevens: Cela revient à supprimer le débat.

Le président: Monsieur Stevens, vous avez entendu la suggestion. Le Comité est-il d'accord? Si oui, je demanderai à M. Martin de retirer sa motion.

M. Martin: Oui, si l'on est d'accord, je serais très heureux de retirer ma motion.

Le président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, je crois que le prochain amendement que va déposer M. Trudel porte sur l'article 17, paragraphe 1.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: A propos de l'article 17, monsieur le président, j'aimerais proposer:

Que le paragraphe 17(1) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 26 et 27, à la page 14, par ce qui suit:

«17.(1) Dans les cas où la Commission ou le gouverneur en conseil l'informe qu'ils ont des»

Cet amendement, monsieur le président, ferait du gouverneur en conseil et non plus du ministre, une des deux sources qui peuvent autoriser l'administrateur à entreprendre une enquête.

M. Macdonald (Rosedale): Bref, monsieur le président, cela exigera une décision de tout le cabinet et non pas seulement du ministre.

[Text]

The Chairman: Shall Clause 14 stand? We are on Clause 14 and we should stand every clause and then deal with each amendment on each clause.

An honorable Member: Clause 14 was carried.

The Chairman: No, Clause 14 was not carried.

Clauses 14, 15, and 16 allowed to stand.

The Chairman: Shall the amendment stand?

Amendment to clause 17 allowed to stand.

Mr. Trudel: I have a further amendment, Mr. Chairman.

The Chairman: The first amendment stands. Mr. Trudel, second amendment to Clause 17.

Mr. Trudel: On the same clause, Mr. Chairman, I move that subclause 17 (1) of Bill C-73 be amended by striking out lines 42 to 46 inclusive on page 14 and substituting the following:

... or is likely to contravene the guidelines.

Mr. Macdonald (Rosedale): In effect, Mr. Chairman, what is appraised here is that the Anti-Inflation Board will make the investigation and make the original determination that the facts exist upon which the matter should be referred to the Administrator for his order. It will be the function of the Administrator no to go through the process of fact-finding again but on the basis of the Board's finding, then to formulate what he regards as the appropriate order for enforcement against the individual or firm concerned.

From the way the subclause appears at this point, it would appear that you would have two separate determinations of facts, a duplication which the amendment seeks to avoid.

Amendment allowed to stand.

• 2210

The Chairman: Monsieur Trudel.

Mr. Trudel: I have a further amendment, Mr. Chairman, to the same clause.

I move that Clause 17(2) of Bill C-73 be amended by striking out lines 1 and 2 on page 15 and substituting therefore the following:

(2) The Anti-Inflation Board shall forthwith after advising the Administrator as provided in subsection (1) report to the Governor in Council that such action has been taken and a copy of each such report and of each advice given by the Governor in Council to the Administrator pursuant to subsection (1) shall be laid before Parliament forthwith after the making or giving thereof or if Parliament is not then sitting on any of the first 10 days next thereafter that Parliament is sitting.

(3) The Administrator shall report to the Minister on the disposition of each matter investigated by him pursuant to subsection (1) and generally on the performance of his duties and

[Interpretation]

Le président: Voulez-vous réserver l'article 14? Nous en sommes à l'article 14 et il nous faut réserver chaque article avant de revenir aux divers amendements touchant ces articles.

Une voix: L'article 14 a été adopté.

Le président: Non.

Les articles 14, 15 et 16 sont réservés.

Le président: Voulez-vous réserver l'amendement?

L'amendement est réservé.

M. Trudel: J'ai encore un amendement, monsieur le président.

Le président: Le premier amendement est réservé. Monsieur Trudel, deuxième amendement, à l'article 17.

M. Trudel: Pour ce même article, monsieur le président, je propose que le paragraphe 17 (1) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 35 à 37, à la page 14, par ce qui suit:

«juge nécessaires pour établir ces faits.»

M. Macdonald (Rosedale): En fait, monsieur le président, la Commission de lutte contre l'inflation mènera ainsi l'enquête et décidera une première fois si la question doit être renvoyée à l'administrateur. Il appartiendra à l'administrateur non pas de refaire l'enquête mais de formuler une décision à partir des résultats de l'enquête de la Commission et de prendre des mesures contre le particulier ou la société en cause.

Sous sa forme actuelle, le paragraphe semble indiquer qu'il faudrait deux enquêtes distinctes, soit un double emploi que l'amendement permettrait d'éviter.

Amendement réservé.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: J'ai encore un amendement à propos de cet article, monsieur le président.

Je propose que l'article 17(2) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 1 et 2, à la page 15, par ce qui suit:

«(2) La Commission doit faire rapport au gouverneur en conseil dès qu'elle communique ces motifs au directeur dans les circonstances envisagées au paragraphe (1); une copie de chaque rapport et des avis acommuniqués au directeur par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) doit être déposée devant le Parlement dès l'établissement du rapport ou la communication de l'avis, ou, le cas échéant, dans les dix premiers jours de la séance suivante.

(3) Le directeur doit faire rapport au ministre sur chaque enquête effectuée en vertu du paragraphe (1) et, d'une manière générale, sur l'exercice des fonctions et pouvoirs que»

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): Just by way of explanation, this would strengthen the reporting provision of the bill by requiring that notice of each reference to the Administrator by the Anti-Inflation Board or indeed by Cabinet and of the disposition of each reference shall be tabled in Parliament.

Amendment allowed to stand.

The Chairman: Shall Clause 17 stand?

Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, before we leave Clause 17, I was wondering whether the Minister could give a further explanation on why he feels it necessary, as he does throughout this bill, to introduce this concept;

is likely to contravene the guidelines

Is there any precedent for this where somebody can be convicted of doing something because it is likely that he may contravene or commit offence?

Mr. Macdonald (Rosedale): It is not a conviction, Mr. Stevens. It is really an investigation by the Anti-Inflation Board. If we have notice from the Steel Company of Canada that they intend to put the price of steel up by a given amount which would exceed the guidelines, then it is known that is likely to contravene. Therefore the Board would be acting quite sensibly to require them to furnish the information. If they, on the basis of the information, determine that indeed it would be likely to contravene the guidelines were it to take place, then they could refer it to the Administrator who could issue an order amounting to an injunction to them saying, do not increase the steel prices by that amount. So, it is in a situation where the Board is notified in advance. It could make the judgment before the act took place rather than trying to unscramble it later on.

The Chairman: Shall Clause 17 stand?

Mr. Neil.

Mr. Neil: Mr. Chairman, on a point of order here, I am looking at the previous amendment which says:

striking out lines 1 and 2 on page 15 and substituting therefore the following:

You are still left with the balance of that paragraph. It does not appear anywhere else, unless I am missing part of an amendment somewhere. It is the previous motion.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Neil, the balance of the paragraph stays as it is so you pick up the balance of the paragraph after the first four words of the new Clause 17(3) in the proposed amendment.

Mr. Neil: Oh, it becomes part of Clause 17(3).

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, that is right.

Mr. Neil: I see, fine. Okay.

Clauses 17 and 18 allowed to stand.

On Clause 19—*Audit and examination*.

The Chairman: Monsieur Trudel.

Mr. Trudel: I would like to move, Mr. Chairman, that Clause 19(1) and Clause 19(2) of Bill C-73 be amended as follows: (a) by striking out line 36 on page 15 and substituting the following:

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Quelques mots seulement. Cela renforcerait la disposition relative au rapport puisqu'il serait exigé qu'avis de renvoi à l'administrateur soit donné à chaque fois par la Commission de lutte contre l'inflation ou en fait par le Cabinet, et déposé devant le Parlement.

Amendement réservé.

Le président: Voulez-vous réserver l'article 17?

Monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, avant d'en finir avec l'article 17, le ministre pourrait-il nous réexpliquer pourquoi il estime nécessaire, comme on peut le constater dans tout ce projet de loi, d'introduire cette idée:

«Juge nécessaires pour établir ces faits.»

Est-il déjà arrivé que quelqu'un soit ainsi condamné parce qu'il risque d'enfreindre un règlement ou de commettre un délit?

M. Macdonald (Rosedale): Il ne s'agit pas, monsieur Stevens, d'une condamnation. Ce n'est qu'une enquête menée par la Commission de lutte contre l'inflation. Si nous apprenons qu Steel Company of Canada a l'intention d'augmenter ses prix au-delà des indicateurs, on sait qu'il y aura probablement infraction. Ainsi la Commission aurait tout lieu d'exiger de cette société les renseignements nécessaires. Si, à partir de cela, elle juge qu'il y a infraction aux directives, elle peut en faire rapport à l'administrateur qui pourra décider d'enjoindre la société de ne pas relever ainsi le prix de son acier. Il s'agit donc de cas où la Commission est avertie à l'avance. La décision peut donc être prise avant que la chose ne se fasse ce qui permettrait d'éviter bien des complications.

Le président: Voulez-vous réserver l'article 17?

Monsieur Neil.

M. Neil: Monsieur le président, j'invoque le Règlement, l'amendement précédent vise à:

remplacer les lignes 1 et 2, à la page 15, par ce qui suit:

Il manque la fin du paragraphe. Elle ne revient nulle part ailleurs, à moins qu'il me manque un bout d'amendement. C'est dans la motion précédente.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Neil, le reste du paragraphe reste tel quel et l'on reprend après les premiers mots du nouvel article 17.(3) de l'amendement proposé.

M. Neil: Oh, cela fait partie de l'article 17.(3).

M. Macdonald (Rosedale): Oui, c'est cela.

M. Neil: Je vois, très bien. D'accord.

Articles 17 et 18 réservés.

Article 19—*Vérification et examen*.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Je voudrais proposer, monsieur le président, que l'article 19(1) et l'article 19(2) du Bill C-73 soient modifiés comme suit: (a) la ligne 30, page 15, est remplacée par ce qui suit:

[Text]

any compensation agreement and any account;

(b) by striking out lines 40 and 41 on page 15 and substituting the following:

• 2215

or that is connected with any compensation agreement

(c) by striking out line 27 on page 16 and substituting the following:

tion, authorize in writing any person engaged

(d) by striking out line 35 on page 16 and substituting the following:

place for documents, books, records, compensation

(e) by striking out line 40 on page 16 and substituting the following:

books, records, compensation agreements, papers, or

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, the words, "wage agreements" have been used there in (a) and are amended by (a), (b), (d) and (e) to substitute the words "compensation agreement". An agreement between a law firm and a salaried lawyer would not be a wage agreement, but it would be a compensation agreement to make certain it applies to all forms of income and not just to wage.

With regard to the replacement of the word by amendment (c) the word "officer" by "person", on reflection, it is felt that the persons engaged in the performance of the duties of the administrator under the act would be allowed to perform searches rather than only officers. "Officer" is felt to be a very vague term in the context.

The Chairman: It is moved by Mr. Trudel that subclauses 19 (1) and (2) of Bill C-73 be amended as follows. Shall I dispense?

Some hon. Members: Dispense.

The Chairman: Dispense. Subclauses 19 (1) and (2) as amended allowed to stand.

Clause 19 allowed to stand.

The Chairman: Clause 20.

Mr. Macdonald (Rosedale): On clause 20, there is an official Opposition amendment and one of our own. I think ours is first in time.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: May I, Mr. Chairman, before I move the amendment indicate to you what the Minister—I hope that what he was trying to say is that I will be moving an amendment that has one subject matter on pages 17 to 19, but also that I will be moving a further amendment on lines 10 to 12 on a different subject.

This is further complicated by the amendment that was, I understand, proposed by Mr. Cafik and this is on line 27, so I am in your hands as to the procedure. I can proceed with one subject matter, notwithstanding that this would not interfere with the amendment of the Opposition or Mr. Cafik.

[Interpretation]

«les accords de rémunération, ainsi que tous»;

(b) la ligne 36, page 15, est remplacée par ce qui suit:

«les accords de rémunération»;

c) en remplaçant la ligne 24, page 16, par ce qui suit:

«par écrit toute personne qui concourt à»

d) en remplaçant la ligne 32, page 16, par ce qui suit:

«registres, accords de rémunération, pièces ou élé-»

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, on avait à l'origine utilisé l'expression «conventions salariales» et on lui substitue maintenant dans les alinéas a), b), d) et e) l'expression «accords de rémunération». Un accord entre un bureau d'avocat et un avocat salarié ne serait pas une convention salariale mais bien un accord de rémunération. En présentant cette modification nous sommes certains que l'article s'appliquera à toute forme de revenus et non seulement aux salaires.

Quant au remplacement du mot «fonctionnaire» par «personne», dans l'amendement de l'alinéa c), on a jugé, après réflexion, que les personnes qui se chargeraient de l'exécution des fonctions du directeur en vertu de la loi seraient autorisées à mener des fouilles et ne seraient donc pas de simples fonctionnaires. On a jugé ce dernier terme beaucoup trop vague dans le contexte.

Le président: M. Trudel propose que les paragraphes 1 et 2 de l'article 19 du Bill C-73 soient modifiés comme suit. Puis-je me dispenser de lire l'amendement?

Des voix: Oui.

Le président: Les paragraphes 1 et 2 modifiés de l'article 19 sont réservés.

L'article 19 est réservé.

Le président: Article 20.

M. Macdonald (Rosedale): L'Opposition propose officiellement un amendement et nous aussi au sujet de l'article 20. Je crois que le nôtre vient en premier.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, permettez-moi avant de proposer l'amendement de vous expliquer ce que le ministre a voulu dire. La modification que je présente porte sur un sujet traité des pages 17 à 19 mais j'en ai une autre portant sur les lignes 9 à 11 mais qui traitent d'un autre point.

Cela se complique du fait que la modification proposée par M. Cafik porte sur la ligne 21. Je m'en remets donc à vous quant à la procédure à suivre. Je pourrais peut-être commencer par un point en supposant que cela ne gênerait pas l'amendement présenté par l'Opposition ou M. Cafik.

[Texte]

Mr. Macdonald (Rosedale): Why do we not have all the Trudel amendments and then we will have the others?

Mr. Trudel: That is why I posed the question to the Chair. If there is no objection to the procedure, I will proceed in that way.

Le président: Non, monsieur Trudel, je pense qu'il faut procéder par amendement en suivant les lignes du texte.

Mr. Trudel: I have no objection, Mr. Chairman, providing we know as a Committee what we are doing. I will proceed according to your orders.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, the thing is such an utter farce anyway, go ahead and move your amendments.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, if I may react to that, I was trying to protect the rights of members of this Committee and indicate a procedure . . .

Mr. Stevens: There are no rights.

Mr. Trudel: . . . and indicate a procedure . . .

The Chairman: According to Citation 397 of *Beauchesne*, amendments must be made in the order of the lines of a Clause.

Mr. Trudel: I will abide by your ruling, Mr. Chairman, and proceed to clause 20.

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel.

Mr. Trudel: I would like to move that clause 20 of Bill C-73 be amended as follows:

(a) by striking out lines 13 to 18 inclusive on page 17 and substituting the following:

'20. (1) Where the Administrator is satisfied that a person is likely to contravene the guidelines,'

(b) by striking out lines 28 to 31 inclusive on page 17 and substituting the following:

'trator may make such order'

I think this is where we would have to conclude, and then there would be another amendment moved according to your ruling.

The other amendment following that, if you are following the lines, would be subsection 20(4) of Bill . . .

The Chairman: Can we deal with the first one, Mr. Trudel?

Mr. Trudel: I am following according to the lines and the instructions you have given me, Mr. Chairman.

The Chairman: All right.

Mr. Trudel: I move that subsection 20(4) of Bill C-73 by striking out lines 10 to 12 on page 18 and substituting the following:

(4) Where a person has contravened the guidelines by paying or crediting as compensation or as divi . . .

[Interprétation]

M. Macdonald (Rosedale): Pourquoi ne présentons-nous pas d'abord tous les amendements de M. Trudel pour ensuite passer aux autres?

M. Trudel: C'est la raison pour laquelle j'ai posé la question au président. S'il n'a pas d'objection quant à cette façon de procéder, je vais poursuivre.

The Chairman: No, Mr. Trudel, I think amendments must be made in order of the lines of a text.

M. Trudel: Je n'ai pas d'objection, monsieur le président, en autant que le Comité sache ce qu'il fait. Je vais suivre la procédure que vous me dicterez.

M. Stevens: Monsieur le président, c'est une farce de toute façon. Allez-y, présentez vos amendements.

M. Trudel: Monsieur le président, j'essayais simplement de protéger les droits des membres du Comité et trouver une procédure—

M. Stevens: Quels droits?

M. Trudel: —et trouver une procédure—

Le président: Selon le commentaire 397 du *Beauchesne*, les amendements doivent être présentés en suivant les lignes de l'article du bill.

M. Trudel: Je vais me conformer à votre décision, monsieur le président, et passer à l'article 20.

Le président: Merci, monsieur Trudel.

M. Trudel: Je désire proposer que l'article 20 du Bill C-73 soit modifié comme suit:

a) en remplaçant les lignes 15 à 17, page 17, par ce qui suit:

«vraisemblablement aux indicateurs, rendre l'ordon—»

b) en remplaçant les lignes 26 à 28, page 17, par ce qui suit:

«autrement, peut rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée»

Je pense que je dois m'arrêter ici et laisser l'autre personne présenter son amendement.

Si on suit les lignes, l'autre amendement doit donc porter sur le paragraphe 4 de l'article 20 du bill—

Le président: Pouvons-nous d'abord discuter du premier, monsieur Trudel?

M. Trudel: Je suis les lignes selon vos directives, monsieur le président.

Le président: C'est bien.

M. Trudel: Je propose que le paragraphe 4 de l'article 20 du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 9 à 11 à la page 18, par ce qui suit:

ou créditant, à titre de rémunération ou de dividende, une somme supérieure—

[Text]

and then on to the next line.

• 2220

Now, (c) if I may continue, Mr. Chairman you would have to change, yes, I think this is right; you would have to change the subclause to (d) by striking out lines 15 to 19 inclusive on page 18 and substituting the following:

to so pay or credit, the Administrator may make such order as he deems

And the next would be (e) by striking out lines 44 to 47 inclusive on page 18 and substituting the following:

trator may make such order as he deems

And (f), by striking out lines 21 to 23 inclusive on page 19 and substituting the following:

to contravene the guidelines, the Administra-

And then on to the next line I would have to stop here, Mr. Chairman because there are other amendments, I understand, that will follow on the other lines.

The Chairman: Moved by Mr. Trudel that Clause 20 of Bill C-73 be amended as follows:

Shall I dispense?

Amendment allowed to stand.

Mr. Stevens: Do we not even get an explanation?

Mr. Macdonald (Rosedale): I will give an explanation although it is not complete in this regard. The amendments are related to the equivalent amendment which has been put forward for Clause 17(1), namely words requiring that the administrator make a judgment as to whether there were facts that would justify a contravention of the guidelines or that would give rise to a reasonable belief that the contravention was justified.

Finding all those facts and the formulation of that belief would be with the Anti-Inflation Board which would then make the reference over the administrator who would have the purely administrative act of then formulating an order to that effect.

The amendment to subclause (4) on page 18 would delete the words «in the course of a business» and would thus allow an order under clause 20(4) to be made against an employer who pays compensation, otherwise than in the course of a business, in excess to the compensation authorized by the guidelines. A government at the municipal, provincial, or federal level is an example of an employer who pays compensation otherwise than in the course of a business.

The Chairman: Thank you.

Amendment allowed to stand.

The Chairman: Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Yes, I have two amendments to this part of the bill.

I move that Bill C-73 be amended in Clause 20(6) by deleting in line 27 of page 19 thereof the word «25%» and substituting therefor «50%». And further, if I am allowed to do so, Mr. Chairman...

[Interpretation]

puis on passe à la ligne suivante.

Si je ne me trompe pas, monsieur le président, l'amendement (c) devient alors l'amendement (d) qui se lit ainsi: en remplaçant les lignes 12 à 14, page 18, par ce qui suit:

indicateurs peut rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée.

L'amendement suivant est donc l'amendement (e), en remplaçant les lignes 37 à 39, page 18, par ce qui suit:

venu aux indicateurs, peut rendre l'ordonnance qu'il juge

Enfin, (f) en remplaçant les lignes 17 à 19, page 19, par ce qui suit:

contrevenir, il peut lui ordon-

Puis ça se poursuit à la ligne suivante. Je dois m'arrêter ici, monsieur le président, car il y a d'autres modifications portant sur les lignes suivantes.

Le président: M. Trudel propose que l'article 20 du Bill C-73 soit modifié comme suit:

Puis-je me dispenser de le lire?

L'amendement est réservé.

M. Stevens: On n'a même pas droit à une explication?

M. Macdonald (Rosedale): Je peux vous donner une explication incomplète. Les amendements correspondent à celui avancé pour l'article 17(1); autrement dit, on a ajouté des mots exigeant que le directeur rende une décision quant à savoir si les faits prouvent une violation des indicateurs ou jettent un doute raisonnable quant à la justification de cette violation.

C'est la Commission de lutte contre l'inflation qui serait responsable de trouver tous les faits nécessaires et de formuler l'allégation pour en faire ensuite rapport au directeur qui aurait alors la simple tâche administrative de rendre une ordonnance à cet effet.

La modification du paragraphe (4) à la page 18 supprime simplement les mots «dans le cours de l'exploitation d'une entreprise» et permettrait donc d'émettre une ordonnance, en vertu de l'article 20(4), contre un employeur versant en rémunération, autrement que dans le cours de l'exploitation d'une entreprise, une somme supérieure à celle autorisée par les indicateurs. Un gouvernement municipal, provincial ou fédéral est un exemple d'un employeur qui verse une rémunération autrement que dans le cours de l'exploitation d'une entreprise.

Le président: Merci.

L'amendement est réservé.

Le président: Monsieur Cafik.

M. Cafik: J'ai deux amendements à présenter sur cet article du bill.

Je propose que le Bill C-73 soit modifié en remplaçant à l'article 20, paragraphe (6), page 19, ligne 21, le chiffre 25 p. 100 par 50 p. 100. En outre, si on me le permet, monsieur le président—

[Texte]

The Chairman: Just one moment, Mr. Cafik, we are going to take one at a time. May I read the motion?

Moved by Mr. Cafik:

That Bill C-73 be amended in Clause 20(6) by deleting in line 27 of page 19 the words «25%» and substituting therefor «50%».

Mr. Stevens: It is just a big joke to the government people.

The Chairman: Are you going to give an explanation on this, Mr. Cafik?

Mr. Cafik: Yes, if the Committee would like an explanation. I think, without being too long about it, there has been some concern about the credibility of this whole program in relationship to the price side. I would like to see an amendment in this regard for knowing contravention or for actions of that type, that the penalty in addition to confiscating 100 per cent of the revenue that might have been derived from such contravention be increased from 25 per cent to 50 per cent.

This is not a mandatory provision but it certainly does allow the administrator to make such an assessment against the person who knowingly contravenes the act. I think it would provide a considerable disincentive to those who might be so inclined.

The Chairman: Thank you.

M. Clermont: Monsieur le président, est-ce que nous pourrions connaître la réaction du ministre à cet amendement?

The Chairman: Mr. Macdonald, do you have any comment on that amendment?

• 2225

Mr. Macdonald (Rosedale): I just say it seems a little tough.

Mr. Clermont: Is that all the explanation you have?

Mr. Macdonald (Rosedale): It is not my amendment. It is Mr. Cafik's.

Mr. Clermont: I know that.

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, 25 per cent seems pretty tough as a penalty and 50 per cent is even tougher. That is my only reaction.

Mr. Comtois: Thank you.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, if I may get Mr. Cafik's response, it is an arbitrary 50 per cent that he is proposing. Either the Administrator does not penalize the man or it is automatically a 50 per cent penalty. It is not up to 50 per cent.

Mr. Cafik: That is correct.

Mr. Stevens: I would think what you are proposing may well be just defeating itself, because the Administrator may say that he thinks, just as the Minister has indicated, that is too tough so he will not inflict the penalty at all. Now if the wording was up to 50 per cent, perhaps there is a little room where he could decide 10 per cent, or 25 per cent or up to 50 per cent if he thought the circumstances justified it. But I can see where an Administrator might hit you with a 25 per cent penalty but he is going to say, if the only thing I can hit you with is 50 per cent I think it is too tough, so I just do not hit you.

[Interprétation]

Le président: Un moment, monsieur Cafik. Nous allons étudier un amendement à la fois. Puis-je lire la motion?

M. Cafik propose:

Que le Bill C-73 soit modifié en remplaçant à l'article 20, paragraphe (6), page 17, ligne 21, le chiffre 25 p. 100 par 50 p. 100.

M. Stevens: Ce n'est qu'une farce pour le gouvernement.

Le président: Pouvez-vous expliquer votre geste, monsieur Cafik?

M. Cafik: Oui, si le Comité le désire. Sans m'attarder trop longuement, je crois pouvoir dire qu'on a émis des doutes quant à l'efficacité de tout ce programme dans le cas des prix. J'aimerais donc voir adopté un tel amendement pour que, dans le cas de violation des indicateurs ou d'autres actions du genre, en plus de confisquer la totalité des revenus obtenus grâce à cette violation, on impose une amende non de 25 p. 100 mais de 50 p. 100.

Cette disposition n'est pas obligatoire mais elle permet au moins au directeur de le faire lorsque la personne a sciemment violé la loi. Cela découragerait sûrement ceux qui seraient portés à le faire.

Le président: Merci.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, could we hear the Minister's comments on this amendment?

Le président: Monsieur Macdonald, avez-vous des commentaires à faire au sujet de cet amendement?

M. Macdonald (Rosedale): Je pense que c'est peut-être un peu dur.

M. Clermont: Est-ce là tout ce que vous avez à dire?

M. Macdonald (Rosedale): Ce n'est pas moi qui présente l'amendement, c'est M. Cafik.

M. Clermont: Je le sais.

M. Macdonald (Rosedale): Eh bien, il me semble que 25 p. 100 c'est déjà une sanction assez dure et, 50p. 100 c'est encore plus dur. Voilà mon commentaire.

M. Comtois: Merci.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais que M. Cafik me dise s'il propose bien un pourcentage arbitraire. Autrement dit, soit le directeur n'impose pas d'amende au coupable soit il doit lui imposer automatiquement une amende de 50 p. 100. Ce n'est pas jusqu'à 50 p. 100.

M. Cafik: C'est exact.

M. Stevens: Je pense que votre proposition part battue d'avance car, comme vient de le dire le ministre, le directeur pourrait juger que cette amende est trop élevée et déciderait donc de ne jamais l'imposer. Par contre, si le texte se lisait jusqu'à 50 p. 100, il aurait la liberté d'imposer 10 p. 100, 25 p. 100 ou 50 p. 100 selon les circonstances. Un directeur peut très bien décider d'imposer une amende de 25 p. 100 mais si la seule dont il puisse jouer est de 50 p. 100, il va simplement la reléguer aux oubliettes.

[Text]

Mr. Cafik: I think that is an argument, and if the hon. member wants to propose an amendment "up to" ... but then, of course, you have a lot of value judgments having to be made in respect of this. We cannot debate that now, I do not think.

The Chairman: Shall Mr. Cafik's amendment stand?

Amendment stood.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Cafik: We have an intervening one, I gather?

Mr. Chairman: Yes.

Mr. Trudel: This would be paragraph (j) if my memory is correct. By striking out lines 36 to 38 inclusive on page 19 and substituting the following: the guidelines, the Administrator, in addi-. In other words, in addition.

The Chairman: It is moved by Mr. Trudel that:

Clause 20 of Bill C-73 be amended as follows:

by striking out lines 36 to 38 inclusive on page 19 and substituting the following: the guidelines, the Administrator, in addi- ...

M. Joyal: Monsieur le président, est-ce qu'on peut avoir des explications?

Mr. Macdonald (Rosedale): In the same order as the previous explanation given, that the Administrator is not to be a new trier of fact. He is to accept the fact as found by the Anti-Inflation Board and then to follow through to formulate an order.

The Chairman: Shall the amendment stand?

Amendment stood.

The Chairman: Mr. Cafik.

Mr. Cafik: I propose that Bill C-73 be amended in subclause 20(7) by deleting in line 42 of page 19 thereof the words 25 per cent and therefor substituting 50 per cent.

The Chairman: It is moved by Mr. Cafik that:

Bill C-73 be amended in subclause 20(7) by deleting in line 42 of page 19 thereof the words 25 per cent and therefor substituting 50 per cent.

Shall the amendment moved by Mr. Cafik stand?

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Merci, monsieur le président. Si je comprends bien, M. Cafik propose les mots: «il peut», It is not automatic.

Mr. Cafik: That is correct. It is a permissive 50 per cent. That is correct.

Amendment stood.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): On page 20, line 2, I move that the bill be amended in clause 20(8) by striking out in line 2 on page 20 thereof the words "or after".

[Interpretation]

M. Cafik: Je ne pense pas que votre argument tienne et si l'honorable député veut proposer une modification pour ajouter «jusqu'à», il faudra encore bien des jugements de valeur et je ne crois pas que nous en ayons le temps maintenant.

Le président: L'amendement de M. Cafik est-il réservé?

L'amendement est réservé.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Cafik: Il y en a un autre entre les deux alors?

Le président: Oui.

M. Trudel: Je pense que nous en sommes au paragraphe (j) de l'amendement. En remplaçant les lignes 27 à 29, page 19, par ce qui suit: «sciemment contrevenu aux indicateurs, le Direc-».

Le président: M. Trudel propose que:

l'article 20 du bill C-273 soit modifié comme suit:

En remplaçant les lignes 27 à 29, page 19, par ce qui suit: sciemment contrevenu aux indicateurs, le Direc-.

Mr. Joyal: Mr. Chairman, could we have some explanations?

M. Macdonald (Rosedale): J'ai la même explication à donner que précédemment, autrement dit, que le directeur ne soit pas obligé d'aller à la recherche des faits. Il doit accepter la preuve présentée par la Commission de lutte contre l'inflation et lui donner suite en rendant une ordonnance.

Le président: L'amendement est-il réservé?

L'amendement est réservé.

Le président: Monsieur Cafik.

M. Cafik: Je propose que le bill C-73 soit modifié en remplaçant à l'article 20, paragraphe 7, page 19, ligne 32, le chiffre 25 p. 100 par 50 p. 100.

Le président: M. Cafik propose que:

Le bill C-73 soit modifié en remplaçant à l'article 20, paragraphe 7, page 19, ligne 32, le chiffre 25 p. 100 par 50 p. 100.

L'amendement proposé par M. Cafik est-il réservé?

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman. If I understand what Mr. Cafik wants, he is suggesting the words: "he may". Ce n'est pas automatique.

M. Cafik: C'est exact. On peut imposer une amende de 50 p. 100.

L'amendement est réservé.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je propose qu'on modifie le paragraphe 8 de l'article 20 du bill en supprimant à la ligne de la page 20 les mots «ou après».

[Texte]

The Chairman: It is moved by Mr. Lambert that:

Bill C-73 be amended in clause 20(8) by striking out line 2 on page 20 thereof the words "or after."

Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): The purpose of this is to make sure that the hands of Parliament in passing subsequent legislation are not tied by the powers given to the administrator under this subsection.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Shall the amendment moved by Mr. Lambert stand?

Amendment stood.

The Chairman: Mr. Lambert.

• 2230

Mr. Lambert (Edmonton West): Line 6 in the same subparagraph.

I move that the bill be amended by striking out line 6 on page 20 and substituting the following:

pursuant to any such other Act or law but nothing in this section shall be so construed and applied as to abrogate, abridge or infringe or to authorize the abrogation, abridgement or infringement of any of the rights or freedoms a person may have or by virtue of the Canadian Bill of Rights, the Canadian Human Rights Act, the Criminal Code and the Canada Evidence Act or of any of the extraordinary remedies of certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition or quo warranto.

Mr. Chairman, the purpose of this is that no act can abrogate any of the rights under the Canadian Bill of Rights, and this has an all-sweeping abrogation of the Canadian Bill of Rights. The "or after" refers to the Canadian Human Rights Act, which is Bill C-72 and which may be passed by this Parliament. We know about the Criminal Code and the Canada Evidence Act and any of the extraordinary remedies that exist under that act to protect civil liberties.

The Chairman: Mr. Lambert, I have some doubts about the part referring to the Canadian Human Rights Act because it is not in the statutes yet. It is before the House.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but the only point is that I provided for that by moving to strike out the words "or after". The bill is on the Order Paper and there is no way, if that act should be passed, the amendment "or after" perhaps failing, that the rights that are being established by Parliament with regard to civil liberties should be abrogated by this section.

The Chairman: According to *Erskine May's Parliamentary Practice*, Mr. Lambert, page 399, it says:

Motions and the rule of anticipation . . .

A motion must not anticipate a matter already appointed for consideration by the House(u), whether it be a bill or an adjourned debate upon a motion.

Mr. Lambert (Edmonton West): With the greatest respect, I do not think that provision in the act has any application to the Canadian Human Rights Act, because if that were the case the words "or after" in the amendment in this bill are equally at fault because they anticipate other legislation. You can have it one way or the other, but you cannot have it both ways.

[Interprétation]

Le président: M. Lambert propose que:

Le bill C-73 soit modifié en supprimant à la ligne 2 de la page 20, article 20(8) du bill, les mots «ou après».

Monsieur Lambert

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le but de cet amendement est de veiller à ce que le Parlement ne soit pas empêché d'adopter des lois ultérieures à cause des pouvoirs accordés par ce paragraphe au directeur.

Le président: Merci, monsieur Lambert. L'amendement proposé par M. Lambert est-il réservé?

L'amendement est réservé.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le suivant porte sur les lignes 5 et 6 du même paragraphe.

Je propose qu'on modifie le bill en remplaçant les lignes 5 et 6 de la page 20 par ce qui suit:

«approuvées conformément à ces autres lois ou règles de droit, mais rien, dans la présente loi, ne doit être interprété et appliqué de façon à abroger, abréger ou enfreindre ou à autoriser l'abrogation, l'abréviation ou la violation de tout droit ou toute liberté dont peut jouir une personne en vertu de la Déclaration canadienne des droits, de la Loi canadienne sur les droits de l'homme, du Code criminel ou de tout recours extraordinaire de certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition ou quo warranto.»

Monsieur le président, je propose cet amendement car aucune loi ne peut supprimer un droit accordé par la Déclaration canadienne des droits or, c'est précisément une abrogation pure et simple de la Déclaration canadienne des droits. Le «ou après» a trait à la Loi canadienne sur les droits de l'homme, le Bill C-72 qui devrait être adopté par la présente législature. Nous connaissons le Code criminel et la Loi sur la preuve au Canada ainsi que tous les moyens extraordinaires que donne cette Loi pour protéger les libertés civiles.

Le président: Monsieur Lambert, j'ai des doutes quant à la partie de l'amendement portant sur la Loi canadienne sur les droits de l'homme car ce n'est pas encore une loi officielle. Elle est en ce moment devant la Chambre.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je le sais mais j'ai prévu cela en proposant de supprimer les mots «ou après». Le Bill figure au *Feuilleton* et si la Loi était adoptée et que l'amendement portant sur l'expression «ou après» était rejeté, on ne peut laisser les droits relatifs aux libertés civiles qui est en train d'établir le Parlement être abrogé par cet article.

Le président: A la page 399 du *Traité d'Erskine May* sur les pratiques parlementaires, on peut lire:

Les motions et la règle d'anticipation—

Une motion ne peut anticiper une question devant être étudiée par la Chambre, qu'il s'agisse d'un projet de loi ou d'un débat ajourné à propos d'une motion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Sauf votre respect, je ne crois pas que cette disposition de la Loi s'applique à la Loi canadienne sur les droits de l'homme car, le cas échéant, les mots «ou après» contenus dans le bill y sont également à tort puisque c'est aussi anticiper une autre Loi. C'est blanc ou c'est noir, mais ce n'est pas noir et blanc.

[Text]

The Chairman: I am told, Mr. Lambert, that in the bill it anticipates in a general way, not in the precise way which you do in your amendment. It is very general. Would you agree to removing those words, "the Canadian Human Rights Act" from your motion?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, subject to the rights of restoration. I will move to delete it at the moment because we are not in a position to debate.

The Chairman: I would need the unanimous consent of the Committee for Mr. Lambert to withdraw his motion and to move another one without these words. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Would you, Mr. Lambert?

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, very well.

Mr. Herbert: Could we not record it as moved?

Mr. Lambert (Edmonton West): No. the only point is that I amended my motion by the deletion of the...

The Chairman: Mr. Lambert, you cannot amend your own motion, but the Committee...

Mr. Lambert (Edmonton West): Do not tell me that without the consent of the Committee I cannot amend to delete a portion thereof.

The Chairman: It is a lot easier, Mr. Lambert, just to move. You had unanimous consent to withdraw and now you can move your motion.

Mr. Lambert (Edmonton West): That was wrongly put.

The Chairman: I am sorry, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right, I move that the bill be amended in Clause 20 (8) by striking out line 6 on page 20 thereof and substituting therefor the following:

pursuant to any such other Act or law but nothing in this section shall be so construed and applied as to abrogate, abridge or infringe or to authorize the abrogation, abridgement or infringement of any of the rights or freedoms a person may have under or by virtue of the Canadian Bill of Rights, the Criminal Code and the Canada Evidence Act or of any of the extraordinary remedies of certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition or quo warranto.

The Chairman: Thank you.

It is moved by Mr. Lambert that the bill be amended in Clause 20(8) by striking out line 6 on page 20 thereof and substituting therefor the following:

Shall I dispense?

Some hon. Members: Dispense.

Mr. Lambert (Edmonton West): I have already done it.

[Interpretation]

Le président: On me dit, monsieur Lambert, que le bill anticipe d'une façon générale mais pas de façon précise comme le fait votre amendement. Seriez-vous d'accord pour retirer les mots «la Loi canadienne sur les droits de l'homme» de votre motion?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, si on a la possibilité de pouvoir les rajouter. Je vais proposer de les supprimer pour le moment car nous n'avons pas le temps de faire un débat là-dessus.

Le président: J'ai besoin du consentement unanime du Comité pour que M. Lambert puisse retirer sa motion et en présenter une autre sans les mots mentionnés. Etes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Etes-vous d'accord, monsieur Lambert?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est bien.

M. Herbert: Ne pourrions-nous pas juger la motion comme étant déjà présentée?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non. Je n'ai que modifié ma motion en supprimant—

Le président: Monsieur Lambert, vous ne pouvez modifier votre propre motion, mais le Comité—

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ne me dites pas que sans le consentement du Comité je ne peux pas décider de supprimer une partie de mon amendement.

Le président: Monsieur Lambert, il est beaucoup plus facile de représenter l'amendement. Vous avez eu le consentement unanime pour le retirer, maintenant vous pouvez présenter votre motion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ça été mal expliqué.

Le président: Je suis désolé, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est bon, je propose qu'on modifie le paragraphe 8 de l'article 20 du bill en remplaçant les lignes 5 et 6 de la page 20 par ce qui suit:

«approuvées conformément à ces autres loi ou règles de droit, *mais rien*, dans la présente loi, ne doit être interprété et appliqué de façon à abroger, abrégé ou enfreindre ou à autoriser l'abrogation, l'abréviation ou la violation de tout droit ou toute liberté dont peut jouir une personne en vertu de la *Déclaration canadienne des droits*, du *Code criminel* ou de tout recours extraordinaire de certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition ou quo warranto.»

Le président: Merci.

M. Lambert propose qu'on modifie le paragraphe 8 de l'article 20 du bill en remplaçant les lignes 5 et 6 de la page 20 par ce qui suit;

Puis-je me dispenser de lire?

Des voix: Oui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je l'ai déjà fait.

[Texte]

Amendment allowed to stand.

Clause 20 allowed to stand.

Clauses 21 to 25 inclusive allowed to stand.

On Clause 26—*Appeal Tribunal established*.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: I would like to move an amendment that subclause 26(2) of Bill C-73 be amended as follows:

(a) by striking out line 35 on page 21 and substituting the following:

behaviour for a term not exceeding three years

and (b), by striking out line 39 on page 21, the same page, and substituting the following:

terms not exceeding three years.

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel. Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, this is further to a point of order taken by Mr. Lambert at second reading, that the provision for a four year term exceeded the royal recommendation by one year. So this reduces it to three years.

The Chairman: Thank you.

Amendment allowed to stand.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: I move that subclause 26,(2) of Bill C-73 be amended as follows, (a), by striking out line 35 on page 21 and substituting the following:

behaviour for a term not extending beyond April 30, 1977. . . .

The Chairman: Is that an amendment, or what?

Mr. Macdonald (Rosedale): It is an alternative amendment, really.

Mr. Stevens: . . . and, (b), by striking out line 39 on page 21 and substituting the following:

term not extending beyond April 30, 1977.

The Chairman: We will stand the amendment by Mr. Trudel and stand this one also because they refer to the same lines.

Amendment allowed to stand.

The Chairman: Shall Clause 26 be allowed to stand?

Clause 26 allowed to stand.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, could I suggest that we stand Clauses 27 to 45 inclusive?

The Chairman: Agreed? D'accord. Shall Clauses 27 to 45 be allowed to stand?

Clauses 27 to 45 allowed to stand.

[Interprétation]

L'amendement est réservé.

L'article 20 est réservé.

Les articles 21 à 25 inclusivement sont réservés.

L'article 26—Constitution du tribunal d'appel.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Je propose que le paragraphe 26(2) du Bill C-73 soit modifié comme suit:

(a) en remplaçant la ligne 29, page 21, par ce qui suit:

«Trois ans au maximum . . .»

b) en remplaçant la ligne 33, page 21, par ce qui suit:

«de trois ans au maximum».

Le président: Merci, monsieur Trudel. Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, j'aimerais donner suite au rappel au Règlement de M. Lambert lors de la deuxième lecture voulant que la disposition prévoyant un mandat de quatre ans excédait la recommandation royale par une année. Le présent amendement réduit cette période à trois ans.

Le président: Merci.

L'amendement est réservé.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Je propose que le paragraphe 26(2) du Bill C-73 soit modifié comme suit: a), en remplaçant la ligne 29, page 21, par ce qui suit:

par un mandat se terminant au plus tard le 30 avril 1977.

Le président: Est-ce un amendement?

M. Macdonald (Rosedale): C'est une alternative, en réalité.

M. Stevens: . . . et b) en remplaçant la ligne 33, page 21, par ce qui suit:

mandat se terminant au plus tard le 30 avril 1977.

Le président: Nous allons réserver l'amendement proposé par M. Trudel ainsi que celui-ci puisqu'ils se rapportent tous deux aux mêmes lignes.

L'amendement est réservé.

Le président: L'article 26 est-il réservé?

L'article est réservé.

M. Stevens: Monsieur le président, puis-je proposer que nous réservions les articles 27 à 45 inclusivement?

Le président: Êtes-vous d'accord? Bon. Les articles 27 à 45 inclusivement sont-ils réservés?

Les articles 27 à 45 sont réservés.

[Text]

On Clause 46—*Coming into force*

The Chairman: Mr. Stevens on Clause 46.

Mr. Stevens: Yes. I would like to move that the Bill be amended in Clause 46 by striking out lines 7 to 40 inclusive on page 31 and substituting therefore the following:

(2) This Act expires on April 30, 1977 or on such earlier date as may be fixed by proclamation.

The Chairman: Shall the amendment moved by Mr. Stevens stand?

Amendment allowed to stand.

The Chairman: Shall Clause 46 be allowed to stand?

Clause 46 allowed to stand.

The Chairman: Mr. Macdonald.

Mr. Macdonald (Rosedale): I should say, Mr. Chairman, that we have for a proposal a Clause 47, which however will require an amendment to the Royal recommendation, so it would not be appropriate to put it in Committee. We would intend to put it at report stage and, also, I would intend to put at report stage as well an amendment with regard to an interim debate on the measure.

The Chairman: Thank you. The Committee is adjourned until 9.30 o'clock tomorrow morning in the same room.

Thank you.

[Interpretation]

L'article 46—*Entrée en vigueur*

Le président: Monsieur Stevens, au sujet de l'article 46.

M. Stevens: Oui. Je propose qu'on modifie l'article 46 du bill en remplaçant les lignes 5 à 28, à la page 31, par ce qui suit:

(2) La présente loi cesse d'avoir effet le 30 avril 1977, ou à une date antérieure fixée par proclamation.

Le président: L'amendement proposé par M. Stevens est-il réservé?

L'amendement est réservé.

Le président: L'article 46 est-il réservé?

L'article 46 est réservé.

Le président: Monsieur Macdonald.

M. Macdonald (Rosedale): Je dois vous dire, monsieur le président, que nous avons un article 47 mais qu'il faudra modifier la recommandation royale et qu'ainsi il ne serait pas approprié de le présenter en Comité. Nous le ferons à l'étape du rapport et je me propose également, à l'étape du rapport, de proposer un amendement portant sur le débat intérimaire de la mesure.

Le président: Merci. La séance est levée jusqu'à 9 h 30 demain matin, dans la même salle.

APPENDIX SS

QUESTIONS RELATING TO
C-73

Question	Statutory Instrument	Regulation
1. Guidelines under Subsection 3(1)	No	No
Guidelines under Subsection 3(2)	Yes	Yes
2. Will Agreements under section 4 on Regulations be made available for scrutiny as Statutory Instruments or in some other manner	Such Agreements are not Statutory Instruments. Consideration will be given to the question of tabling them in Parliament.	
3. By-laws of the Anti-Inflation Board	Yes	No
Notices under section 13 Requiring Disclosure	No	No
4. Information Required under Section 18 by the Administrator	No	No
Orders of the Administrator under Section 20	Yes	Yes
Orders of the Administrator under Section 21	Yes	Yes
Orders of the Administrator under Section 22	Yes	Yes
5. Orders of the Governor in Council under Section 24	Yes	No
6. Rules of the Anti-Inflation Appeal Tribunal under subsection 27(2)	Yes	Yes
7. Dispositions by the Anti-Inflation Tribunal under subsection 30(2)	No	No
8. Written Reasons Given by the Anti-Inflation Appeal Tribunal under section 34	No	No
9. Regulations under Section 39	Yes	Yes
10. An Order-In-Council under Section 46	Yes	Yes

QUESTIONS RELATING TO C-73

1. Clause 3(1) and Clause 3(2) refer to guidelines relating to profit margins, prices, dividends and compensation.

APPENDICE «SS»

QUESTIONS SE RAPPORTANT AU BILL
C-73

Question	Texte réglementaire	Règlement
1. Indicateurs en vertu du paragraphe 3(1)	non	non
Indicateurs en vertu du paragraphe 3(2)	oui	oui
2. Sera-t-il possible d'examiner les accords conclus sur les règlements en vertu de l'article 4 comme des textes réglementaires ou d'une quelconque autre manière?	Ces accords ne sont pas des textes réglementaires. On envisagera la possibilité de les déposer au Parlement.	
3. Statuts de la Commission de lutte contre l'inflation	oui	non
Ordres de divulgation en vertu de l'article 13.	non	non
4. Information requise par le Directeur en vertu de l'article 18	non	non
Ordonnances du Directeur en vertu de l'article 20	oui	oui
Ordonnances du Directeur en vertu de l'article 21	oui	oui
Ordonnances du Directeur en vertu de l'article 22	oui	oui
5. Décrets du gouverneur en conseil en vertu de l'article 24	oui	non
6. Statuts du tribunal d'appel en matière d'inflation en vertu du paragraphe 27(2)	oui	oui
7. Décisions du tribunal d'appel en matière d'inflation en vertu du paragraphe 30(2)	non	non
8. Décisions par écrit données par le tribunal d'appel en matière d'inflation en vertu de l'article 34	non	non
9. Règlements en vertu de l'article 39	oui	oui
10. Décret du conseil en vertu de l'article 46	oui	oui

QUESTIONS SE RAPPORTANT AU BILL C-73

1. Les paragraphes (1) et (2) de l'article 3 se rapportent à des indicateurs relatifs aux marges bénéficiaires, aux prix, aux dividendes et aux rémunérations.

Question: Will any such guidelines be regarded by the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1)(d) of the Statutory Instruments Act?

2. Clause 4 concerns itself with a variety of matters involving the provinces, including (sub clause 5) the regulation of tariffs or fees for professional services.

QUESTION: Will such agreements on regulations be made available for scrutiny as statutory instruments by the Committee on Regulations and other Statutory Instruments, or in some other manner by another parliamentary committee?

3. Clause II provides that by-laws may be made by the Anti-Inflation Board, and Clause 13 provides that the Board may publish notices in the Canada Gazette.

Question: Will such be regarded by the Anti-Inflation Board, the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1) (d) of the Statutory Instruments Act?

4. The Administrator appointed under the Bill (a) may require certain information (Clause 18), (b) may make orders against a person likely to contravene the guidelines (Clause 20), (c) may make orders against those failing to maintain books and records or to file returns (Clause 21), and (d) may rescind or vary orders made pursuant to Clauses 20 and 21 (Clause 22).

Question: Will such be regarded by the Administrator, the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1)(d) of the Statutory Instruments Act?

5. The Governor-in-Council may make certain orders under Clause 24 directed to the Administrator.

Question: Will such orders be regarded by the Governor-in-Council or Administrator, the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1)(d) of the Statutory Instruments Act?

6. The Chairman of the Appeal Tribunal may, by Clause 27(2), make rules to carry out its affairs.

Question: Will such rules be regarded by the Tribunal, the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1)(d) of the Statutory Instruments Act?

7. Clause 30 (2) provides that the Appeal Tribunal may vacate or vary certain orders.

Question: Will such decisions be regarded by the Tribunal, the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1)(d) of the Statutory Instruments Act?

8. Clause 34 provides that the Appeal Tribunal "shall, wherever practicable, give written reasons for its decisions."

Question: Will such written reasons be regarded by the Tribunal, the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1)(d) of the Statutory Instruments Act?

Question: Ces indicateurs seront-ils considérés par le ministre des Finances et le Bureau du Conseil privé comme des textes réglementaires en vertu de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

2. L'article 4 s'intéresse à diverses questions mettant en cause les provinces, y compris (paragraphe 5) la réglementation des tarifs d'honoraires applicables aux services professionnels.

Question: Ces accords sur des règlements pourront-ils être examinés en tant que textes réglementaires par le Comité des règlements et autres textes réglementaires, ou d'une quelconque manière par un autre Comité du Parlement?

3. L'article 11 stipule que la Commission de lutte contre l'inflation peut promulguer des statuts, et l'article 13 qu'elle peut faire publier des avis dans la *Gazette du Canada*.

Question: Ces documents seront-ils considérés par la Commission de lutte contre l'inflation, le ministre des Finances et le Bureau du Conseil privé comme des textes réglementaires en vertu de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

4. Le directeur nommé en vertu du projet de loi peut a) exiger certaines informations (article 18), b) rendre des ordonnances contre une personne qui contreviendra vraisemblablement aux indicateurs (Article 20), c) rendre des ordonnances contre ceux qui ne tiennent pas de livres ni de registres ou qui ne présentent pas de déclarations (Article 21) et d) annuler ou modifier les ordonnances qu'il a rendues en vertu des articles 20 et 21 (Article 22).

Question: Le directeur, le ministre des Finances et le Conseil privé les considéreront-ils comme des textes réglementaires au sens de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

5. Le gouverneur en conseil peut, en vertu de l'article 24, rendre des ordonnances à l'égard du directeur.

Question: Le gouverneur en conseil ou le directeur, le ministre des Finances et le Conseil privé considéreront-ils ces ordonnances comme des textes réglementaires au sens de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

6. Le président d'un tribunal d'appel peut, par l'article 27(2), régir les affaires du tribunal.

Question: Le tribunal, le ministre des Finances et le Conseil privé considéreront-ils ces règles comme des textes réglementaires au sens de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

7. L'article 30(2) prévoit que le tribunal d'appel peut annuler ou modifier certaines ordonnances.

Question: Le tribunal, le ministre des Finances et le Conseil privé considéreront-ils ces décisions comme étant des textes réglementaires au sens de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

8. L'article 34 prévoit que le tribunal d'appel «doit motiver ses décisions par écrit toutes les fois que c'est possible».

Question: Le tribunal, le ministre des Finances et le Conseil privé considéreront-ils ces motifs écrits comme des textes réglementaires au sens de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

9. Clause 39 provides that the Governor-in-Council may make regulations.

Question: Will such regulations be regarded as statutory instruments by the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1)(d) of the Statutory Instruments Act?

10. Clause 46 provides that an Order-in-Council may set the date of expiration of the Act.

Question: Will such regulations be regarded as statutory instruments by the Minister of Finance and the Privy Council Office as statutory instruments within the meaning of Section 2(1)(d) of the Statutory Instruments Act?

11. *Question:* Which of the above, if statutory instruments, will be regarded as regulations within the meaning of Section 2(1) (b) of the Statutory Instruments Act?

9. L'article 39 prévoit que le gouverneur en conseil peut faire des règlements.

Question: Le ministre des Finances et le Conseil privé considéreront-ils ces règlements comme des textes réglementaires au sens de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

10. L'article 46 prévoit qu'un décret en conseil peut fixer la date de l'expiration de la loi.

Question: Le ministre des Finances et le conseil privé considéreront-ils ces règlements comme des textes réglementaires au sens de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

11. *Question:* S'il s'agit de textes réglementaires, lesquels parmi eux seront considérés comme règlements au sens de l'article 2(1)d) de la Loi sur les textes réglementaires?

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 73

Friday, November 21, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 73

Le vendredi 21 novembre 1975

Président: M. Roland Comtois

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill C-73, An Act to provide for
the restraint of profit margins,
prices, dividends and compensation
in Canada.

INCLUDING:

The Eighth Report to the House

CONCERNANT:

Bill C-73, Loi ayant pour objet de
limiter les marges bénéficiaires,
les prix, les dividendes et les
rémunérations au Canada.

Y COMPRIS:

Le huitième rapport à la Chambre

APPEARING:

The Honourable Donald S. Macdonald,
Minister of Finance

COMPARAÎT:

L'honorable Donald S. Macdonald,
Ministre des Finances

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

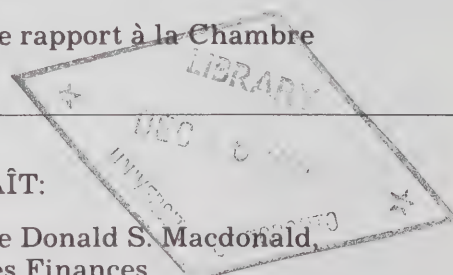
(Voir les procès-verbaux)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75

Première session de la

trentième législature, 1974-1975



STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Appolloni (Mrs.)
Clarke
(*Vancouver Quadra*)
Clermont
Côté

Gray
Herbert
Hnatyshyn
Lambert
(*Bellechasse*)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert
(*Edmonton-West*)
Langlois
Leblanc (*Laurier*)
Martin
McCain

McGrath
Neil
Rodriguez
Stevens
Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Friday, November 21, 1975:

Mr. Philbrook replaced Mr. Lee
Mr. Langlois replaced Mr. Philbrook
Mr. Côté replaced Mr. Joyal
Mr. McCain replaced Mr. Towers

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi, 21 novembre 1975:

M. Philbrook remplace M. Lee
M. Langlois remplace M. Philbrook
M. Côté remplace M. Joyal
M. McCain remplace M. Towers

REPORT TO THE HOUSE

Friday, November 21, 1975

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs has the honour to present its

EIGHTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Monday, October 27, 1975, your Committee has considered Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada, and has agreed to report it with the following amendments:

Clause 3

Strike out lines 32 to 35 inclusive, on page 4, and substitute the following therefor:

“(iii) suppliers of services prescribed by the regulations to be professional services,”

Strike out lines 6 and 7 inclusive, on page 5, and substitute the following therefor:

“graphs (a)(i), (ii), (iv) or (v),

(ii) employees, who are members of a profession, of persons whose prices or profit margins are subject to restraint in accordance with guidelines established pursuant to subparagraph (a)(iii), and

(iii) all public sector employees not”

Add immediately after subclause 3(3) on page 5, the following new subclause:

“(3.1) A guideline established by regulation made pursuant to subsection (2) may be made applicable to

(a) all suppliers, persons or employees described in a subparagraph of paragraph (2)(a) or (b) or to all dividends, or

(b) a particular class of suppliers, persons, employees or dividends specified in or in relation to the guideline.”

Add immediately before line 24, on page 5, the following subclause:

“(3.2) An order of the Governor in Council made pursuant to subparagraph 3(2)(a)(v) may be made applicable on and after

(a) the day on which the direction was given to the Anti-Inflation Board pursuant to subsection 12(2) with respect to the particular private sector supplier of commodities or services or class of such suppliers to which the order relates, or

(b) a later day that is before the day on which the order is made.

if notice of intent to make it applicable on the day on which the direction was given or that later day, as the case may be, was given by a member of the Queen's Privy Council for Canada in the House of Commons on the day on which the direction was given or that later day, as the case may be.”

Clause 4

Strike out the heading preceding clause 4, on page 6, and substitute the following therefor:

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le vendredi 21 novembre 1975

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a l'honneur de présenter son

HUITIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 27 octobre 1975, votre Comité a étudié le Bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada, et a convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

Article 3

Retrancher les lignes 24 et 25, à la page 4, et les remplacer par ce qui suit:

«(iii) des fournisseurs de services professionnels désignés par règlement,»

Retrancher les lignes 5 et 6, à la page 5, et les remplacer par ce qui suit:

«des sous-alinéas a)(i), (ii), (iv) ou (v),

(ii) des personnes qui exercent une profession libérale pour le compte d'un employeur dont les prix et les marges bénéficiaires sont assujettis aux indicateurs établis en vertu du sous-alinéa a)(iii), et

(iii) des employés du secteur public non»

Ajouter immédiatement après le paragraphe 3(3), à la page 5, le nouveau paragraphe suivant:

«(3.1) L'application des indicateurs établis par règlement en vertu du paragraphe (2) peut être étendue

a) aux fournisseurs, personnes et employés visés aux alinéas (2)a) et b) et à tous les dividendes, ou

b) aux catégories particulières de fournisseurs, de personnes ou d'employés ou de dividendes précisées par l'indicateur ou pour son application.»

Ajouter immédiatement avant la ligne 22, à la page 5, le paragraphe suivant:

«(3.2) le décret du gouverneur en conseil pris en vertu du sous-aliné 3(2)a)(v) peut s'appliquer

a) à compter de l'ordre donné à la Commission en vertu du paragraphe 12(2) au sujet des fournisseurs ou des catégories de fournisseurs d'articles ou de services du secteur privé visés, ou

b) à compter d'une date ultérieure mais antérieure à celle du décret,

à la condition qu'un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada en donne, à la même date, préavis à la Chambre des communes.»

Article 4

Retrancher la rubrique qui précède l'article 4, à la page 6, et la remplacer par ce qui suit:

"APPLICATION"

Strike out line 21, on page 6, and substitute the following therefor:

"prescribed by the regulations for the purposes of that province."

Strike out lines 35 to 37 inclusive, on page 6, and substitute the following therefor:

"entered into, this Act is binding in accordance with the terms of the agreement and the guidelines apply in accordance with the terms thereof with effect on and after the day on and after which the guidelines apply, by virtue of the operation of this Act, with respect to Her Majesty in right of Canada."

Add immediately after line 43, on page 7, the following clauses:

"4.1 (1) Any body that, pursuant to any other Act or law, establishes or approves the prices or profits margins of any supplier or person to whom the guidelines or any provision or provisions of the guidelines apply or that establishes or approves any base from which or basis on which any such price or profit margin is calculated shall, in exercising its powers and performing its duties and functions, apply such of the guidelines as are applicable in the circumstances modified to such extent, if any, as, in the opinion of the body, is necessary to take into account the particular facts of the situation; and, to the extent that those guidelines are inconsistent with any Act or law otherwise governing that body in the exercise of its powers and the performance of its duties and functions, the guidelines prevail.

(2) the Anti-Inflation Board shall not perform the duties and functions or exercise the powers set out in sections 12 and 13 in relation to any price or profit margin that is affected or regulated in a manner referred to in subsection (1).

4.2 Notwithstanding any other Act or any other provision of this Act, no increase in compensation shall be paid to a person pursuant to the *Senate and House of Commons Act*, the *Salaries Act* and the *Parliamentary Secretaries Act*, or any of those Acts, in an aggregate amount or at a rate that would constitute or result in a contravention of the guidelines."

Delete subsection 4(5), on page 7, and renumber the present subsection 4(6) as subsection 4(5).

Add immediately after section 4.2, on page 7, the following heading and subsection:

"AGREEMENTS TO FACILITATE COOPERATION IN ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT; BOOKS AND RECORDS"

5. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the government of a province for the purpose of facilitating, in such manner as is provided for in the agreement or by or under any law of the province, cooperation between Canada and the province with respect to the administration and enforcement of the guidelines within that province."

Renumber the present Clause 5, on page 7, as Clause 5(2).

«APPLICATION»

Retrancher la ligne 22, à la page 6, et la remplacer par ce qui suit:

«ment pour les fins d'une province.»

Retrancher les lignes 34 à 36 inclusivement, à la page 6, et les remplacer par ce qui suit:

«la présente loi s'applique, dès la conclusion de l'accord, conformément aux conditions qu'il stipule et les indicateurs s'appliquent, aux mêmes conditions, à compter de la date à laquelle les indicateurs s'appliquent à Sa Majesté du chef du Canada par l'effet de la présente loi.»

Ajouter immédiatement après la ligne 36, à la page 7, les articles suivants:

«4.1 (1) Tout organisme qui, en vertu d'une autre loi ou règle de droit, établit ou approuve les prix ou les marges bénéficiaires d'un fournisseur ou d'une personne assujettie à toutes dispositions des indicateurs ou qui établit ou approuve une ou plusieurs bases de calcul de ces prix ou de ces marges bénéficiaires doit, dans l'exercice de ses pouvoirs ou l'exécution de ses fonctions, appliquer les indicateurs applicables en y apportant, le cas échéant, les modifications qu'il juge nécessaires dans les circonstances; les dispositions des indicateurs l'emportent sur toute autre loi ou règle de droit qui régit l'organisme.

(2) Les prix et les marges bénéficiaires visés par le paragraphe (1) échappent aux pouvoirs que les articles 12 et 13 confèrent à la Commission.

4.2 Nonobstant toute autre loi ou toute autre disposition de la présente loi, aucune augmentation de rémunération ne peut être versée à quiconque en vertu de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes*, de la *Loi sur les traitements* ou de la *Loi sur les secrétaires parlementaires* dans les cas où le montant global ou le taux de l'augmentation constitueraient une contravention aux indicateurs.»

Retrancher le paragraphe 4(5), à la page 7, et renuméroter le paragraphe actuel 4(6), 4(5).

Ajouter immédiatement après l'article 4.2, à la page 7, la rubrique et le paragraphe suivants:

«ACCORDS VISANT À FAVORISER LA COOPÉRATION AVEC LES PROVINCES POUR L'APPLICATION DE LA LOI; LIVRES ET DOSSIERS

5. (1) Le Ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement d'une province un accord visant à favoriser, directement ou par l'application d'une loi provinciale, la coopération entre le Canada et la province pour ce qui concerne l'application des indicateurs dans cette province.»

Renumeroter l'article 5, à la page 7, qui deviendra l'article 5(2).

Clause 12

Strike out lines 28 to 34 inclusive, on page 10, and substitute the following therefor:

“(d) where, in its opinion, consultations and negotiations under paragraph (c) have failed or are likely to fail to modify an actual or proposed change in prices, profits, compensation or dividends to bring it within the limits of the guidelines and it is not satisfied that there are circumstances that, based on the particular facts of the situation, justify the actual or proposed change in prices, profits, compensation or dividends, refer the matter to the Administrator for consideration by him;”

Add immediately after line 49, on page 10, the following subclause:

“(1.1) Notwithstanding paragraph (1)(c), the Anti-Inflation Board may exercise the powers set forth in that paragraph and paragraph (1)(d) in relation to an actual or proposed change in

(a) a price or profit margin of a supplier or person described in subparagraph 3(2)(a)(iii) or (iv),

(b) a price or profit margin of a supplier declared by order of the Governor in Council pursuant to subparagraph 3(2)(a)(v) to be of strategic importance to the containment and reduction of inflation in Canada, or

(c) the compensation of an employee described in subparagraph 3(2)(b)(ii), of a person carrying on business in the construction industry who employs twenty or more persons in Canada or of a supplier referred to in paragraph (b),

whether or not it is of the opinion that the change is likely to have a significant impact on the economy of Canada.”

Strike out lines 9 to 14 inclusive, on page 11, and substitute the following therefor:

“(a) by reason of the fact that

(i) such supplier or all or any of such suppliers bargain collectively in association with one or more other suppliers, either directly or through an employer's association, for an agreement as to terms or conditions of employment of all or any of their employees, or

(ii) all or any of the employees of any such supplier bargain collectively in association with employees of one or more other suppliers for an agreement as to terms and conditions of their employment, or”

Strike out line 20, on page 11, and substitute the following therefor:

“graph 3(2)(a)(v) in respect thereof; and the”

Clause 13

Strike out line 47, on page 11, and substitute the following therefor:

“notice to file with the Board, in a form specified in the notice, such informa-”

Article 12

Retrancher la ligne 33, à la page 10, et la remplacer par ce qui suit:

«à un échec et où elle est convaincue que les circonstances particulières du cas ne justifient pas ces mouvements; et»

Ajouter immédiatement après la ligne 47, à la page 10, le paragraphe suivant:

«(1.1) Nonobstant l'alinéa (1c), la Commission peut exercer les pouvoirs prévus par cet alinéa et par l'alinéa (1d) dans le cas d'un mouvement réel ou envisagé

a) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur ou d'une personne visée aux sous-alinéas 3(2)a)(iii) ou (iv),

b) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur déclaré, par un décret du gouverneur en conseil pris en vertu du sous-alinéa 3(2)a)(v), être d'une importance fondamentale pour la réduction et l'endiguement de l'inflation au Canada; ou

c) de la rémunération d'un employé visé au sous-alinéa 3(2)b)(ii), d'une personne qui exploite dans l'industrie de la construction, une entreprise dont le nombre d'employés au Canada atteint au moins vingt ou d'un fournisseur visé à l'alinéa b),

quel que soit son avis sur l'importance des conséquences que ce mouvement aura sur l'économie canadienne.»

Retrancher les lignes 8 à 11 inclusivement, à la page 11, et les remplacer par ce qui suit:

«a) pour le motif que

(i) l'un ou plusieurs d'entre eux s'associent, directement ou par l'intermédiaire d'associations d'employeurs, à d'autres fournisseurs pour négocier collectivement avec leurs employés ou une partie de leurs employés, ou

(ii) leurs employés ou une partie de leurs employés s'associent, pour leurs négociations collectives, aux employés d'un ou de plusieurs de ces fournisseurs, ou»

Retrancher la ligne 16, à la page 11, et la remplacer par ce qui suit:

«sous-alinéa 3(2)a)(v); la Commission doit en»

Article 13

Retrancher la ligne 4, à la page 12, et la remplacer par ce qui suit:

«de lui communiquer, en respectant les modalités de présentation prescrites par l'avis, les renseignements y pré-»

Strike out line 8, on page 12, and substitute the following therefor:

“requiring him or it to file with the Board, in a form specified in the notice,”

Clause 17

Strike out lines 29 to 31 inclusive, on page 14, and substitute the following therefor:

“17. (1) Where the Anti-Inflation Board or the Governor in Council advises the Administrator that it or he has reasonable grounds for”

Strike out lines 42 to 46 inclusive, on page 14, and substitute the following therefor:

“or is likely to contravene the guidelines.”

Strike out lines 1 and 2, on page 15, and substitute the following therefor:

“(2) The Anti-Inflation Board shall, forthwith after advising the Administrator as provided in subsection (1), report to the Governor in Council that such action has been taken and a copy of each such report, and of each advice given by the Governor in Council to the Administrator pursuant to subsection (1), shall be laid before Parliament forthwith after the making or giving thereof or, if Parliament is not then sitting, on any of the first ten days next thereafter that Parliament is sitting.

(3) The Administrator shall report to the Minister on the disposition of each matter investigated by him pursuant to subsection (1) and generally on the performance of his duties and”

Clause 19

Strike out line 36, on page 15, and substitute the following therefor:

“any compensation agreement and any account,”

Strike out lines 40 and 41, on page 15, and substitute the following therefor:

“or that is connected with any compensation agreement;”

Strike out line 27, on page 16, and substitute the following therefor:

“tion, authorize in writing any person engaged”

Strike out line 35, on page 16, and substitute the following therefor:

“place for documents, books, records, compensation”

Strike out line 40, on page 16, and substitute the following therefor:

“books, records, compensation agreements, papers, or”

Clause 20

Strike out lines 13 to 18 inclusive, on page 17, and substitute the following therefor:

“20. (1) Where the Administrator is satisfied that a person is likely to contravene the guidelines,”

Strike out lines 28 to 31 inclusive, on page 17, and substitute the following therefor:

Article 17

Retrancher les lignes 26 et 27, à la page 14, et les remplacer par ce qui suit:

«17. (1) Dans les cas où la Commission ou le gouverneur en conseil l'informent qu'ils ont des»

Retrancher les lignes 35 à 37 inclusivement, à la page 14, et les remplacer par ce qui suit:

«juge nécessaires pour établir ces faits.»

Retrancher les lignes 1 et 2, à la page 15, et les remplacer par ce qui suit:

«(2) La Commission doit faire rapport au gouverneur en conseil dès qu'elle communique ses motifs au Directeur dans les circonstances envisagées au paragraphe (1); une copie de chaque rapport et des avis communiqués au Directeur par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) doit être déposée devant le Parlement dès l'établissement du rapport ou la communication de l'avis, ou, le cas échéant, dans les dix premiers jours de la séance suivante.

(3) Le Directeur doit faire rapport au Ministre sur chaque enquête effectuée en vertu du paragraphe (1) et, d'une manière générale, sur l'exercice des fonctions et pouvoirs que»

Article 19

Retrancher la ligne 30, à la page 15, et la remplacer par ce qui suit:

«les accords de rémunération, ainsi que tous»

Retrancher la ligne 36, à la page 15, et la remplacer par ce qui suit:

«les accords de rémunération;»

Retrancher la ligne 24, à la page 16, et la remplacer par ce qui suit:

«par écrit toute personne qui concourt à»

Retrancher la ligne 32, à la page 16, et la remplacer par ce qui suit:

«registres, accords de rémunération, pièces ou élé-»

Article 20

Retrancher les lignes 15 à 17 inclusivement, à la page 17, et les remplacer par ce qui suit:

«vraisemblablement aux indicateurs, rendre l'ordon-»

Retrancher les lignes 26 à 28 inclusivement, à la page 17, et les remplacer par ce qui suit:

“trator may make such order”

Strike out lines 10 to 12 inclusive, on page 18, and substitute the following therefor:

“(4) Where a person has contravened the guidelines by paying or crediting as compensation or as a divi-”

Strike out lines 15 to 19 inclusive, on page 18, and substitute the following therefor:

“to so pay or credit, the Administrator may make such order as he deems”

Strike out lines 44 to 47 inclusive, on page 18, and substitute the following therefor:

“trator may make such order as he deems”

Strike out lines 21 to 23 inclusive, on page 19, and substitute the following therefor:

“to contravene the guidelines, the Administra-”

Strike out lines 36 to 38 inclusive, on page 19, and substitute the following therefor:

“the guidelines, the Administrator, in addi-”

Clause 26

Strike out line 35, on page 21, and substitute the following therefor:

“behaviour for a term not exceeding three years”

Strike out line 39, on page 21, and substitute the following therefor:

“term not exceeding three years.”

Your Committee has ordered a reprint of Bill C-73, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 62 to 73 inclusive*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président
Roland Comtois
Chairman

«autrement, peut rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée»

Retrancher les lignes 9 à 11 inclusivement, à la page 18, et les remplacer par ce qui suit:

«ou créditant, à titre de rémunération ou de dividende, une somme supérieure aux»

Retrancher les lignes 12 à 14 inclusivement, à la page 18, et les remplacer par ce qui suit:

«indicateurs peut rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée»

Retrancher les lignes 37 à 39 inclusivement, à la page 18, et les remplacer par ce qui suit:

«venu aux indicateurs peut rendre l'ordonnance qu'il juge»

Retrancher les lignes 17 à 19 inclusivement, à la page 10, et les remplacer par ce qui suit:

«contrevenir, il peut en outre lui ordon-»

Retrancher les lignes 27 à 29 inclusivement, à la page 19, et les remplacer par ce qui suit:

«sciemment contrevenu aux indicateurs, le Direc-»

Article 26

Retrancher la ligne 29, à la page 21, et la remplacer par ce qui suit:

«trois ans au maximum et le gouverneur en»

Retrancher la ligne 33, à la page 21, et la remplacer par ce qui suit:

«de trois ans au maximum»

Votre Comité a ordonné la réimpression du Bill C-73, tel que modifié, pour l'usage de la Chambre des communes, à l'étape du rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce Bill (*fascicules n^{os} 62 à 73 inclusivement*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, NOVEMBER 21, 1975
(91)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 9:48 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Messrs. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Comtois, Côté, Gray, Herbert, Hnatyshyn, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), Langlois, Leblanc (*Laurier*), Martin, McCain, McGrath, Neil, Stevens and Trudel.

Appearing: The Honourable Donald S. Macdonald, Minister of Finance.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada (The Anti-Inflation Act).

Clauses 14, 15 and 16 were severally carried.

On Clause 17,

On motion of Mr. Trudel, *Resolved*,—That Clause 17 be amended by striking out lines 29 to 31 inclusive on page 14 and substituting the following therefor:

"17. (1) Where the Anti-Inflation Board or the Governor in Council advises the Administrator that it or he has reasonable grounds for"

On motion of Mr. Trudel, *Resolved*,—That Clause 17 be amended by striking out lines 42 to 46 inclusive on page 14 and substituting the following therefor:

"or is likely to contravene the guidelines."

On motion of Mr. Trude, *Resolved*,—That Clause 17 be amended by striking out lines 1 and 2 on page 15 and substituting the following therefor:

"(2) The Anti-Inflation Board shall, forthwith after advising the Administrator as provided in subsection (1), report to the Governor in Council that such action has been taken and a copy of each such report, and of each advice given by the Governor in Council to the Administrator pursuant to subsection (1), shall be laid before Parliament forthwith after the making or giving thereof or, if Parliament is not then sitting, on any of the first ten days next thereafter that Parliament is sitting.

(3) The Administrator shall report to the Minister on the disposition of each matter investigated by him pursuant to subsection (1) and generally on the performance of his duties and"

The amendment carried.

Clause 17, as amended, carried.

Clause 18 carried.

On Clause 19,

On motion of Mr. Trudel, *Resolved*,—That Clause 19 be amended by:

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 21 NOVEMBRE 1975
(91)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 9 h 48, sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, MM. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Comtois, Côté, Gray, Herbert, Hnatyshyn, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), Langlois, Leblanc (*Laurier*), Martin, McCain, McGrath, Neil, Stevens et Trudel.

Comparaît: L'honorable Donald S. Macdonald, ministre des Finances.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi portant sur le bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada (Loi anti-inflation).

Les articles 14, 15, 16 sont adoptés séparément.

Article 17,

Sur motion de M. Trudel, —il est décidé,—Que l'article 17 soit modifié en remplaçant les lignes 26 et 27, à la page 14, par ce qui suit

"17. (1) Dans les cas où la Commission ou le gouverneur en conseil l'informent qu'ils ont des"

Sur motion de M. Trudel, —il est décidé,—Que l'article 17 soit modifié en remplaçant les lignes 35 à 37, à la page 14, par ce qui suit:

"juge nécessaires pour établir ces faits."

Sur motion de M. Trudel, —il est décidé,—Que l'article 17 soit modifié en remplaçant les lignes 1 et 2, à la page 15, par ce qui suit:

"(2) La Commission doit faire rapport au gouverneur en conseil dès qu'elle communique ses motifs au Directeur dans les circonstances envisagées au paragraphe (1); une copie de chaque rapport et des avis communiqués au Directeur par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) doit être déposée devant le Parlement dès l'établissement du rapport ou la communication de l'avis, ou, le cas échéant, dans les dix premiers jours de la séance suivante.

(3) Le Directeur doit faire rapport au Ministre sur chaque enquête effectuée en vertu du paragraphe (1) et, d'une manière générale, sur l'exercice des fonctions et pouvoirs que"

L'amendement est adopté.

L'article 17, modifié, est adopté.

L'article 18 est adopté.

Article 19;

Sur la proposition de M. Trudel, —il est résolu,—Que l'article 19 soit modifié comme suit:

(a) striking out line 36 on page 15 and substituting the following therefor:

'any compensation agreement and any account,'

(b) striking out lines 40 and 41 on page 15 and substituting the following therefor:

'or that is connected with any compensation agreement;'

(c) striking out line 27 on page 16 and substituting the following therefor:

'tion, authorize in writing any person engaged'

(d) striking out line 35 on page 16 and substituting the following therefor:

'place for documents, books, records, compensation'

(e) striking out line 40 on page 16 and substituting the following therefor:

'books, records, compensation agreements, papers, or'

Clause 19, as amended, carried.

On Clause 20,

On motion by Mr. Trudel, *Resolved*,—That Clause 20 be amended by:

(a) striking out lines 13 to 18 inclusive on page 17 and substituting the following therefor:

'20. (1) Where the Administrator is satisfied that a person is likely to contravene the guidelines,'

(b) striking out lines 28 to 31 inclusive on page 17 and substituting the following therefor:

'trator may make such order'

(c) striking out lines 10 to 12 on page 18 and substituting the following therefor:

'Where a person has contravened the guidelines by paying or crediting as compensation or as a divi-'

(d) striking out lines 15 to 19 inclusive on page 18 and substituting the following therefor:

'to so pay or credit, the Administrator may make such order as he deems'

(e) striking out lines 44 to 47 inclusive on page 18 and substituting the following therefor:

'trator may make such order as he deems'

(f) striking out lines 21 to 23 inclusive on page 19 and substituting the following therefor:

'to contravene the guidelines, the Administra-'

(g) striking out lines 36 to 38 inclusive on page 19 and substituting the following therefor:

'the guidelines, the Administrator, in addi-'

Mr. Cafik moved,—That Clause 20 be amended by deleting line 27 on page 19 the word 25% and substituting therefor:

a) la ligne 30, page 15, est remplacée par ce qui suit:

«les accords de rémunération, ainsi que tous»

b) la ligne 36, page 15, est remplacée par ce qui suit:

«les accords de rémunération;»

c) la ligne 24, page 16, est remplacée par ce qui suit:

«par écrit toute personne qui concourt à»

d) la ligne 32, page 16, est remplacée par ce qui suit:

«registres, accords de rémunération, pièces ou élé-»

e) les lignes 31 et 32, page 16, sont remplacées par ce qui suit:

«livres, registres, conventions salariales, pièces ou»

L'article 19, modifié, est adopté.

Article 20,

Sur la proposition de M. Trudel, *il est résolu*,—Que l'article 20 soit modifié comme suit:

a) les lignes 15 à 17, page 17, sont remplacés par ce qui suit:

«vraisemblablement aux indicateurs, rendre l'ordon-»

b) les lignes 26 à 28, page 17, sont remplacées par ce qui suit:

«autrement, peut rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée»

c) les lignes 9 à 11, à la page 18, sont remplacées par ce qui suit:

«ou créditant, à titre de rémunération ou de dividende, une somme supérieure

d) les lignes 12 à 14, page 18, sont remplacées par ce qui suit:

«indicateurs peut rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée»

e) les lignes 37 à 39, page 18, sont remplacées par ce qui suit:

«venu aux indicateurs peut rendre l'ordonnance qu'il juge»

f) les lignes 17 à 19, page 19, sont remplacées par ce qui suit:

«contrevenir, il peut en outre lui ordon-»

g) les lignes 27 à 29, page 19, sont remplacées par ce qui suit:

«sciemment contrevenu aux indicateurs, le Direc-»

M. Cafik propose,—Que le Bill C-73, à l'article 20, soit modifié en remplaçant le chiffre 25% par:

“50%”

The question being put on the amendment, it was by a show of hands, negatived: YEAS, 3; NAYS, 7.

On motion of Mr. Trudel, *Resolved*,—That Clause 20 be amended by striking out lines 36 to 38 inclusive on page 19 and substituting the following therefor:

“The guidelines, the Administrator, in addi-”

Mr. Cafik moved,—That Clause 20 be amended by striking out line 42 on page 19 the word 25% and substituting the following therefor:

“50%”

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was by a show of hands, negatived: YEAS, 4; NAYS, 6.

Mr. Lambert (*Edmonton West*) moved,—That Clause 20 be amended by striking out line in line 2 on page 20 the words “or after.”

The question being put on the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS

Clarke (<i>Vancouver Quadra</i>)	Lambert (<i>Edmonton West</i>)
Hnatyshyn	McGrath
Lambert (<i>Bellechasse</i>)	Neil
	Stevens—7

NAYS

Appolloni (<i>Mrs</i>)	Leblanc (<i>Laurier</i>)
Cafik	Martin
Clermont	Trudel—8
Gray	
Herbert	

Clause 20, as amended, carried.

Mr. Lambert (*Edmonton West*) moved,—That Clause 20 be amended by striking out line 6 on page 20 and substituting the following therefor:

“pursuant to any such other Act or law but nothing in this section shall be so construed and applied as to abrogate, abridge or infringe or to authorize the abrogation, abridgment or infringement of any of the rights or freedoms a person may have under or by virtue of the Canadian Bill of Rights, the Criminal Code and the Canada Evidence Act or of any of the extraordinary remedies of certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition or quo warranto.”

The question being put on the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS

Clarke (<i>Vancouver Quadra</i>)	Lambert (<i>Edmonton West</i>)
Hnatyshyn	McGrath
Lambert (<i>Bellechasse</i>)	Neil
	Stevens—7

«50%»

L'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 7 contre 3.

Sur la proposition de M. Trudel, *il est résolu*,—Que l'article 20 soit modifié par la suppression des lignes 35 à 38 inclusivement en page 19 et leur remplacement par:

«aux indicateurs, le Directeur, peut en outre»

M. Cafik propose,—Que le paragraphe 20 soit modifié par la suppression du chiffre 25% à la ligne 21 page 19 et son remplacement par:

«50%»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée de 6 contre 4.

M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) propose,—Qu'on modifie l'article 8 du bill en supprimant à la ligne 2 de la page 20 les mots «ou après».

L'amendement, mis aux voix, est rejeté sur division:

POUR

Clarke (<i>Vancouver Quadra</i>)	Lambert (<i>Edmonton-Ouest</i>)
Hnatyshyn	McGrath
Lambert (<i>Bellechasse</i>)	Neil
	Stevens—7

CONTRE

Appolloni (<i>M^{me}</i>)	Leblanc (<i>Laurier</i>)
Cafik	Martin
Clermont	Trudel—8
Gray	
Herbert	

L'article 20, modifié, est adopté.

M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) propose,—Que l'article 20 soit modifié en remplaçant les lignes 5 et 6 de la page 20 par ce qui suit:

«approuvées conformément à ces autres lois ou règles de droit, mais rien, dans la présente loi, ne doit être ininterprété et appliqué de façon à abroger, abréger ou enfreindre ou à autoriser l'abrogation, l'abréviation ou la violation de tout droit ou toute liberté dont peut jouir une personne en vertu de la *Déclaration canadienne des droits*, de la *Loi canadienne sur les droits de l'homme*, du *Code criminel* ou de tout recours extraordinaire de certiorari, habeas corpus, mandamus, prohibition ou quo warranto.»

L'amendement proposé, mis aux voix, est rejeté sur division:

POUR

Clarke (<i>Vancouver Quadra</i>)	Lambert (<i>Edmonton-Ouest</i>)
Hnatyshyn	McGrath
Lambert (<i>Bellechasse</i>)	Neil
	Stevens—7

NAYS

Appolloni (Mrs.)
Cafik
Clermont
Gray
Herbert

Leblanc
(Laurier)
Martin
Trudel—8

Clause 20, as amended, carried.

Clauses 21 to 25 inclusive carried.

Mr. Stevens moved,—That Clause 26 be amended by:

(a) striking out line 35 on page 21 and substituting the following therefor:

'behaviour for a term not extending beyond April 30, 1977'

(b) striking out line 39 on page 21 and substituting the following therefor:

'term not extending beyond April 30, 1977'

The question being put on the amendment, it was by a show of hands, negatived: YEAS, 8; NAYS, 9.

On motion of Mr. Trudel, —*Resolved*,—That Clause 26 be amended by

(a) striking out line 35 on page 21 and substituting the following:

'behaviour for a term not exceeding three years'

(b) striking out line 39 on page 21 and substituting the following:

'term not exceeding three years'

Clause 26, as amended, carried.

Clauses 27 to 45 inclusive carried.

On Clause 47,

Mr. Stevens moved,—That Clause 46 be amended by striking out lines 7 to 40 inclusive on page 31 and substituting the following therefor:

"(2) This Act expires on April 30, 1977, or on such earlier date as may be fixed by proclamation."

After debate thereon, the question being put on amendment, the Committee divided as follows:

YEAS

Clarke
(Vancouver Quadra)
Côté
Hnatyshyn
Lambert
(Bellechasse) Stevens—9

Lambert
(Edmonton West)
Cain
McGrath
Neil

NAYS

Appolloni (Mrs.)
Cafik
Clermont
Gray
Herbert

Langlois
Leblanc
(Laurier)
Martin
Trudel—9

And the result of the vote having been announced, YEAS, 9; NAYS, 9.

CONTRE

Appolloni (M^{me})
Cafik
Clermont
Gray
Herbert

Leblanc
(Laurier)
Martin
Trudel—8

L'article 20 modifié est adopté.

Les articles 21 à 25 inclusivement sont adoptés.

M. Stevens propose,—Que l'article 26 soit modifié par:

a) le remplacement des lignes 28 et 29 de la page 21 par ce qui suit:

«nommé à titre inamovible pour un mandat ne dépassant pas le 30 avril 1977 et le gouverneur en»

b) le remplacement de la ligne 33 de la page 21 par ce qui suit:

«ne dépassant pas le 30 avril 1977.»

L'amendement proposé mis aux voix est rejeté à main levée sur division: POUR 8; CONTRE, 9.

Sur motion de M. Trudel, il est décidé,—Que l'article 26 soit modifié

a) en remplaçant la ligne 29, page 21, par ce qui suit:

«trois ans au maximum et le gouverneur en»; et

b) en remplaçant la ligne 33, page 21, par ce qui suit:

«de trois ans au maximum.»

L'article 26, modifié, est adopté.

L'articles 27 à 45 inclusivement sont adoptés.

Articles, 47,

M. Stevens propose,—Qu'on modifie l'article 46 du bill en remplaçant les lignes 5 à 28, à la page 31, par ce qui suit:

«(2) La présente loi cesse d'avoir effet le 30 avril 1977, ou à une date antérieure fixée par proclamation.»

Après débat, l'amendement proposé, mis aux voix donne les résultats suivants:

POUR

Clarke
(Vancouver Quadra)
Côté
Hnatyshyn
Lambert
(Bellechasse)

Lambert
(Edmonton-Ouest)
McCain
McGrath
Neil
Stevens—9

CONTRE

Appolloni (M^{me})
Cafik
Clermont
Gray
Herbert

Langlois
Leblanc
(Laurier)
Martin
Trudel—9

Les résultats du vote, annoncés, sont les suivants: POUR: 9; CONTRE: 9.

Whereupon, Mr. Chairman voted in the negatived.

Clause 47 carried.

Clause 2 carried.

Clause 1 carried.

The Title carried.

The Preamble carried.

The question being put: "Shall the Bill as amended carry" it was resolved in the affirmative on the following division:

YEAS

Appolloni (Mrs.)	Langlois
Cafik	Leblanc
Clermont	(Laurier)
Côté	Martin
GrayTrudel—10	
Herbert	

NAYS

Clarke	Lambert
(Vancouver Quadra)	(Edmonton West)
Hnatyshyn	McCain
Lambert	Neil
(Bellechasse)	Stevens—7

Ordered,—That the Chairman report Bill C-73 with amendments to the House.

Ordered,—That Bill C-73 be reprinted, as amended, for the use of the House of Commons at the Report Stage.

At 10:45 o'clock a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le président vote alors contre.

L'article 47 est adopté.

L'article 2 est adopté.

L'article 1 est adopté.

Le titre est adopté.

Le préambule est adopté.

Le Bill, mis aux voix, tel qu'amendé, est adopté sur division:

OUI

Appolloni (M ^{me})	Langlois
Cafik	Leblanc
Clermont	(Laurier)
Côté	Martin
Gray	Trudel—10
Herbert	

NON

Clarke	Lambert
(Vancouver Quadra)	(Edmonton-Ouest)
Hnatyshyn	McCain
Lambert	Neil
(Bellechasse)	Stevens—7.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport du Bill C-73 modifié à la Chambre.

Il est ordonné,—Que le Bill C-73 modifié soit réimprimé pour la Chambre des communes à l'étape du rapport.

A 10 h 45, le Comité ajourne ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Friday, November 21, 1975.

[Texte]

The Chairman: Order. We shall resume consideration of Bill C-73, An Act to provide for the restraint of profit margins, prices, dividends and compensation in Canada.

Yesterday Clause 2 was allowed to stand; Clause 3 as amended carried; Clause 4 as amended, carried; Clause 5 as amended, carried; Clause 6 carried; Clauses 7 to 11 inclusive carried; Clause 12 as amended, carried; Clause 13 as amended, carried, and Clauses 14, 15 and 16 were allowed to stand. We will start with Clause 14.

Clauses 14 to 16 inclusive agreed to.

The Chairman: On Clause 17 we have 3 amendments. It is moved by Mr. Trudel that Clause 17(1) of Bill C-73 be amended by striking out lines 29 to 31 inclusive on page 14 and substituting the following:

Shall I dispense?

Some hon. Members: Agreed.

Amendment agreed to.

The Chairman: There is another amendment. It is moved by Mr. Trudel that Clause 17(1) of Bill C-73 be amended by striking out lines 42 to 46 inclusive on page 14 and substituting the following:

or is likely to contravene the guidelines.

Amendment agreed to.

The Chairman: This is the third amendment. It is moved by Mr. Trudel that Clause 17(2) of Bill C-73 be amended by striking out lines 1 and 2 on page 15 and substituting therefor the following:

Shall I dispense?

Some hon. Members: Agreed.

Amendment agreed to.

Clause 17 as amended agreed to.

Clause 18 agreed to.

The Chairman: On Clause 19 there is one amendment. It is moved by Mr. Trudel that Clause 19(1) and (2) of Bill C-73 be amended as follows, (a), (b), (c), (d) and (e). Shall I dispense?

Some hon. Members: Agreed.

Amendment agreed to.

Clause 19 as amended agreed to.

The Chairman: On Clause 20 we have a few amendments. It is moved by Mr. Trudel that Clause 20 of Bill C-73 be amended as follows: (a) by striking out lines 13 to 18 inclusive on page 17.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le vendredi 21 novembre 1975

[Interprétation]

Le président: La séance est ouverte. Nous reprenons l'étude du Bill C-73, Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada.

Hier, l'article 2 a été réservé; l'article 3 amendé, adopté; l'article 4 amendé, adopté; l'article 5 amendé, adopté; l'article 6 adopté; les articles de 7 à 11 inclusivement, adoptés; l'article 12 amendé, adopté; l'article 13 amendé, adopté; les articles 14, 15 et 16 ont été reportés. Nous commençons donc avec l'article 14.

Les articles 14 à 16 inclusivement sont adoptés.

Le président: Il y a trois amendements à l'article 17. Il est proposé par M. Trudel que le paragraphe 17(1) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 26 et 27, à la page 14, par ce qui suit:

Vous m'en dispensez?

Des voix: D'accord.

L'amendement est adopté.

Le président: Il y a un autre amendement. Il est proposé par M. Trudel que le paragraphe 17(1) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 35 à 37, à la page 14, par ce qui suit:

jugé nécessaire pour établir ces faits.

Amendement adopté.

Le président: Voici le troisième amendement. Il est proposé par M. Trudel que le paragraphe 17(2) du Bill C-73 soit modifié en remplaçant les lignes 1 et 2, à la page 15, par ce qui suit:

M'en dispensez-vous?

Des voix: D'accord.

Amendement adopté.

L'article 17 amendé est adopté.

L'article 18 est adopté.

Le président: Il y a un amendement à l'article 19. Il est proposé par M. Trudel que les paragraphes 19(1) et (2) du Bill C-73 soient modifiés comme suit, (a), (b), (c), (d) et (e). Suis-je dispensé de la lecture de l'amendement?

Des voix: D'accord.

Amendement adopté.

L'article 19 amendé est adopté.

Le président: On propose quelques amendements à l'article 20. Il est proposé par M. Trudel que l'article 20 du Bill C-73 soit modifié comme suit: (a) les lignes 15 à 17, page 17, sont remplacées par ce qui suit.

[Text]

Shall I dispense?

Some hon. Members: Agreed.

Amendment agreed to.

The Chairman: The next amendment is by Mr. Cafik. It is moved by Mr. Cafik that Bill C-73 be amended . . .

Mr. Lambert (Edmonton West): I beg your pardon. You have an amendment at line 28.

The Chairman: This is on line 27.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Cafik's is not on line 27, page 17.

Mr. Leblanc (Laurier): There were two.

Mr. Cafik: Yes.

Mr. Leblanc (Laurier): There is one on line 27 and one on line 42.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Trudel's amendment was on page 17 at line 15.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): It starts at line 13.

• 0950

Mr. Lambert (Edmonton West): Line 15 on page 17. The wording is not the same on line 28. The amendment is not the same, nor is the amendment of Mr. Trudel at line 12 on page 18. Then he repeats himself at line 15. There are several amendments that he has put.

Mr. Chairman: It is not the same page.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mais écoutez, I have the bill here. If you will read his first amendment . . .

Mr. Chairman: Of Mr. Trudel?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, of Mr. Trudel, on Clause 20. It is in subclause (1) at line 15.

Mr. Leblanc (Laurier): That was on lines 13 to 18.

The Chairman: On lines 13 to 18 there is one.

Mr. Leblanc (Laurier): Mr. Lambert, I think you should have those amendments here, not only the ones that are in your book. There are a few that you are missing there. Those were discussed yesterday.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I think the Clerk has prepared the amendments as presented and has grouped them together. I think this would be of some help to Mr. Lambert if he were handed the document that was given by the Clerk.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would apologize. It would appear that concerning the first amendment, my text has been amended the wrong way. Somebody will hear about that.

[Interpretation]

Me dispense-t-on de la lecture?

Des voix: D'accord.

Amendement adopté.

Le président: Le prochain amendement est proposé par M. Cafik. Il est proposé par M. Cafik que le Bill C-73 soit modifié . . .

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je vous demande pardon. Il y a une modification à faire à la ligne 22.

Le président: Nous parlons ici de la ligne 21.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): M. Cafik ne dit rien de la page 19, ligne 21.

M. Leblanc (Laurier): Il y avait deux amendements.

M. Cafik: Oui.

M. Leblanc (Laurier): Un amendement à la ligne 21 et l'autre à la ligne 32.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): L'amendement de M. Trudel portait sur la page 17, ligne 16.

M. Clarke (Vancouver Quadra): A partir de la ligne 15.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): La ligne 16 à la page 17. Ce n'est pas écrit de la même façon qu'à la ligne 26. L'amendement n'est pas le même, non plus que l'amendement de M. Trudel en ce qui concerne la ligne 11 à la page 18. Puis il se répète à la ligne 12. Il a proposé plusieurs amendements.

Le président: Il ne s'agit pas de la même page.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Yes but, j'ai le bill ici. Si vous lisez son premier amendement . . .

Le président: Celui de M. Trudel?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, celui de M. Trudel concernant l'article 20. On le trouve au paragraphe 1 à la ligne 16.

M. Leblanc (Laurier): Il s'agit des lignes 15 à 17.

Le président: Oui, il y en a un concernant les lignes 15 à 17.

M. Leblanc (Laurier): Monsieur Lambert, je crois que vous devriez avoir ces amendements et pas seulement ce qu'il y a dans votre livre. Il vous en manque quelques-uns. Nous avons débattu cette question hier.

M. Trudel: Monsieur le président, je crois que le greffier a préparé et compilé les amendements proposés. Je crois qu'on pourrait aider M. Lambert en lui donnant un exemplaire du document distribué par le greffier.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je vous offre mes excuses. En ce qui concerne le premier amendement, il semble que mon texte ait été mal modifié. On en entendra parler.

[Texte]

Mr. Leblanc (Laurier): I am sure of that.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. We are on Mr. Cafik's amendment. It is moved by Mr. Cafik that Bill C-73 be amended in subclause 20.(6) by deleting in line 27 of page 19 thereof the word 25% and therefor substituting 50%.

Shall the amendment carry?

Motion negatived: yeas, 3; nays, 7.

Mr. Stevens: I would like to be noted as having abstained from this farce that is going on this morning. You laugh, Mr. Minister; sure.

The Chairman: The next amendment is by Mr. Trudel. It is moved by Mr. Trudel that Clause 20 of Bill C-73 be amended as follows:

by striking out lines 36 to 38 inclusive on page 19 and substituting the following: 'the guidelines, the Administrator, in addi-'

Shall the amendment carry?

Motion agreed to.

The Chairman: It is moved by Mr. Cafik that bill C-73 be amended in subclause 20.(7), by deleting in line 42 of page 19 thereof the word "25%" and therefor substituting "50%".

Shall the amendment carry?

Motion negatived: yeas, 4; nays, 6.

The Chairman: The next amendment is by Mr. Lambert. It is moved by Mr. Lambert that Bill C-73 be amended in Clause 20.(8) by striking in line 2 on page 20 thereof, the words 'or after'

Shall the amendment carry?

Amendment negatived.

Mr. Stevens: I would like a roll call on that note.

• 0955

Amendment negatived: yeas, 7; nays, 8.

The Chairman: The next amendment is by Mr. Lambert. It is moved by Mr. Lambert that Bill C-73 be amended in Subclause 20(8) by striking out line 6 on page 20 thereof and substituting therefor the following:

Shall I dispense?

Some hon. Members: Dispense.

The Chairman: Shall the amendment carry?

Some hon. Members: No.

The Chairman: Those in favour of the amendment please raise your hands.

Some hon. Members: Roll call.

• 1000

Amendment negatived: yeas 7; nays 8.

Mr. Leblanc (Laurier): Mr. Chairman, Mr. Langlois is on the attendance sheet; he was not called.

[Interprétation]

M. Leblanc (Laurier): Je n'en doute pas.

Le président: Merci, monsieur Lambert. Nous en sommes toujours à l'amendement de M. Cafik. Il est proposé par M. Cafik que le bill C-73 soit modifié en remplaçant à l'article 20, paragraphe 6, page 19, ligne 21, le chiffre 25 p. 100 par 50 p. 100.

L'amendement est-il adopté?

L'amendement est rejeté: pour, 3 voix; contre, 7 voix.

M. Stevens: J'aimerais que l'on prenne bonne note que je me suis abstenu de prendre part à la farce qui se déroule ici ce matin. Vous riez, monsieur le ministre? Évidemment.

Le président: Le prochain amendement est proposé par M. Trudel. Il est proposé par M. Trudel que l'article 20 du Bill C-73 soit modifié de la façon suivante:

Les lignes 27 à 29, page 19, sont remplacées par ce qui suit: «sciement contrevenu aux indicateurs, le direct-»

L'amendement est-il adopté?

Adopté.

Le président: Il est proposé par M. Cafik que le Bill C-73 soit modifié en remplaçant à l'article 20, paragraphe 7, page 19, ligne 32 le chiffre 25 p. 100 par 50 p. 100.

L'amendement est-il adopté?

L'amendement est rejeté par 6 voix contre 4.

Le président: Le prochain amendement nous est proposé par M. Lambert. Il est proposé par M. Lambert qu'on modifie l'article 8 du bill en supprimant à la ligne 2 de la page 20 les mots «ou après».

L'amendement est-il adopté?

L'amendement est rejeté.

M. Stevens: J'aimerais qu'on fasse l'appel nominatif sur cette question.

L'amendement est rejeté par 8 voix contre 7.

Le président: Le prochain amendement est proposé par M. Lambert. Il est proposé par M. Lambert qu'on modifie le paragraphe 20(8) du Bill C-73 en remplaçant les lignes 5 et 6 à la page 20 par ce qui suit:

Me dispensez-vous de la lecture?

Des voix: D'accord.

Le président: L'amendement est-il adopté?

Des voix: Non.

Le président: Tous ceux qui sont en faveur de l'amendement, levez la main.

Des voix: Appel nominatif.

L'amendement est rejeté par 8 voix contre 7.

M. Leblanc (Laurier): Monsieur le président, le nom de M. Langlois se trouve sur la liste des présences; il n'a pas été appelé.

[Text]

The Chairman: We were just advised of the change, Mr. Leblanc. I am sorry. His name will be there for the next vote. Clause 20 as amended agreed to. Clauses 21 and 22 agreed to.

On Clause 23—*Notice of orders to be given.*

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, is this not a *brutum fulmen*? We should ask the Minister, because you are supposed to send notices by registered mail. This clause 23(1) is completely inoperative because it says: to send notice by registered mail.

Clauses 23 to 25 inclusive agreed to.

On Clause 26—*Appeal Tribunal established.*

The Chairman: On Clause 26 we have two amendments. The first amendment moved by Mr. Stevens:

That subclause 26(2) of Bill C-73 be amended as follows:

(a) by striking out line 35 on page 21 and substituting the following:

“behaviour for a term not extending beyond April 30, 1977”,

and

(b) by striking out line 39 on page 21 and substituting the following:

“term not extending beyond April 30, 1977.”

Amendment negatived: yeas 8; nays 9.

Mr. Lambert (Edmonton West): The late reserves.

Mr. Clermont: What about you, Mr. Lambert. Nobody said a word.

The Chairman: Moved by Mr. Trudel—Order, please.

Mr. Clermont: It is according to the number we have here. You are only seven; we are eleven.

The Chairman: Order, please. Moved by Mr. Trudel:

That subclause 26(2) of Bill C-73 be amended as follows:

(a) by striking out line 35 on page 21 . . .

Shall I dispense?

Some hon. Members: Dispense.

Amendment agreed to.

An hon. Member: On division.

Clause 26 as amended agreed to on division.

Clauses 27 to 45 inclusive agreed to.

The Chairman: We have an amendment to clause 46. It is moved by Mr. Stevens that Bill C-73 be amended in clause 46 by striking out lines 7 to 40 inclusive on page 31 and substituting therefor the following:

[Interpretation]

Le président: On vient tout juste de nous avertir de ce changement, monsieur Leblanc. Je suis désolé. Son nom sera appelé pour le prochain vote. L'article 20 amendé est adopté. Les articles 21 et 22 sont adoptés.

Nous passons à l'article 23—*Signification des ordonnances*

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, ne s'agit-il pas d'un *brutum fulmen*? Nous devrions le demander au ministre parce qu'il s'agit de transmettre cela par courrier recommandé. Le paragraphe 1 de l'article 23 est impossible à appliquer parce qu'on y dit bien: transmettre copies des ordonnances par courrier recommandé.

Les articles 23 à 25 inclusivement sont adoptés.

Article 26—*Constitution du tribunal d'appel*

Le président: Il y a deux amendements proposés à l'article 26. Le premier amendement proposé par M. Stevens porte:

Que le paragraphe 26(2) du Bill C-73 soit modifié comme suit:

a) en remplaçant la ligne 29, page 21, par ce qui suit:

«qui se terminera, au plus tard, le 30 avril 1977 et le gouverneur en»

et

b) en remplaçant la ligne 33, page 21, par ce qui suit:

«qui se terminera, au plus tard, le 30 avril 1977.»

L'amendement est rejeté par 9 voix contre 8.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Enfin, le général fait donner ses réserves.

M. Clermont: Et vous, monsieur Lambert. Personne n'a dit un mot.

Le président: Il est proposé par M. Trudel . . . A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Clermont: Cela dépend du nombre de gens qui se trouvent ici. Vous n'êtes que 7; nous sommes 11.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Il est proposé par M. Trudel:

Que le paragraphe 26(2) du Bill C-73 est modifié comme suit:

a) en remplaçant la ligne 29, page 21 . . .

Me dispense-t-on de la lecture?

Des voix: D'accord.

L'amendement est adopté.

Une voix: Après division.

L'article 26 amendé est adopté après division.

Les articles de 27 à 45 inclusivement sont adoptés.

Le président: On propose un amendement à l'article 46. Il est proposé par M. Stevens qu'on modifie l'article 46 du Bill C-73 en remplaçant les lignes 5 à 28, à la page 31, par ce qui suit:

[Texte]

(2) This Act expires on April 30, 1977 or on such earlier date as may be fixed by proclamation.

Those in favour of the amendment?

Some hon. Members: Aye.

Some hon. Members: Nay.

The Chairman: Those in favour of the amendment please raise your right hand.

Vote on the amendment: Yeas, 9; nays, 9.

Mr. McGrath: Take courage, Mr. Chairman.

The Chairman: I vote against the amendment.

Some hon. Members: Oh!

Amendment negatived: yeas, 9; nays, 10.

Mr. McGrath: That was a close call, Mr. Chairman.

• 1010

Clauses 46 and 2 agreed to.

Title agreed to.

The Chairman: Shall the preamble carry?;

Mr. Stevens: Mr. Chairman, just before we finish off, I would like to record my absolute disgust.

The Chairman: Mr. Stevens, there is no debate before we finish this. Shall Bill C-73 as amended carry?

Some hon. Members: No.

Mr. McCain: On a point of order, Mr. Chairman, when we get to this position, is there no opportunity for debate or remarks? There always has been.

The Chairman: No, sir. I am sorry.

An hon. Member: Closure.

Another hon. Member: Let us have roll call on the bill.

The Chairman: Shall Clause 1 on the bill carry?

Some hon. Members: No.

An hon. Member: On division.

Clause 1 agreed to, on division.

The Chairman: Shall Bill C-73 as amended carry?

Some hon. Members: No. Roll call.

The Chairman: Call the names.

• 1015

Bill C-73, as amended, agreed to: Yeas, 10; Nays, 7.

Shall I report the Bill with amendments to the house?

[Interprétation]

(2) La présente loi cesse d'avoir effet le 30 avril 1977, ou à une date antérieure fixée par proclamation.

Pour l'amendement?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

Le président: Ceux qui sont pour l'amendement, levez la main droite.

Vote: Pour, 9; contre, 9.

M. McGrath: Faites preuve de courage, monsieur le président.

Le président: Je vote contre l'amendement.

Des voix: Oh!

L'amendement est rejeté à 10 voix contre 9.

M. McGrath: Un peu plus et cela y était, monsieur le président.

Les articles 46 et 2 sont adoptés.

Le titre est adopté.

Le président: Adopte-t-on le préambule?

M. Stevens: Monsieur le président, avant d'en finir, j'aimerais tout simplement porter à votre attention le dégoût profond que je ressens.

Le président: Monsieur Stevens, il n'y aura pas de débat avant que nous n'ayons adopté ceux-ci. Le Bill C-73 amendé est-il adopté?

Des voix: Non.

M. McCain: Je fais appel au Règlement, monsieur le président. Lorsque nous en sommes rendus à l'étape présente, n'a-t-on pas l'occasion de parler ou de faire connaître ses sentiments? On l'a toujours fait dans le passé.

Le président: Non, monsieur, je suis désolé.

Une voix: C'est la clôture.

Une voix: Faisons un appel nominatif pour l'adoption du bill.

Le président: L'article 1 du bill est-il adopté?

Des voix: Non.

Une voix: Sur division.

L'article 1 est adopté sur division.

Le président: Le Bill C-73 amendé est-il adopté?

Des voix: Non. Appel nominatif.

Le président: Faites l'appel.

Le Bill C-73, amendé, est adopté: Oui, 10; Non, 7.

Dois-je faire rapport du bill sous sa forme amendée à la Chambre?

[Text]

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Shall the Committee order a reprint of Bill C-73, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: I would like to thank all the members of the Committee for their co-operation during this...

Mr. Stevens: Just before we adjourn...

The Chairman: Mr. Stevens, on a point of order?

Mr. Stevens: Call it what you like, a point of order, if you wish. I would like to point out the meaningless nature of what we have allowed this Committee to do with respect to Bill C-73.

We have not, in our clause-by-clause review of the provisions of this bill, referred to one brief. The Minister has not referred to one brief that has been brought before this Committee. The testimony we have heard at this Committee has not been answered by the Minister. Three-quarters of the clauses in this bill were never even reviewed on a clause-by-clause basis. In short, it is just absolutely farcical the way this Committee has operated with respect to Bill C-73...

An hon. Member: Hear, hear!

Mr. Stevens: ... and if anything demonstrates why this committee system has to be revamped, surely what we have witnessed here in the last three days is the best evidence anyone would need. The committee system, as far as our House of Commons is concerned, is just not working. This is perhaps the most important piece of legislation that this Parliament is going to deal with and it did not have a meaningful review in this Committee. I think it is just a disgrace what has happened.

The Chairman: Mr. Trudel is next.

M. Trudel: Monsieur le président, si M. Stevens décrit sa conduite, je n'ai pas d'objection. S'il fait allusion à la conduite des autres membres du Comité, je m'oppose vivement à sa prétention que nous passons des heures ici à jouer la comédie. Maintenant si c'est son interprétation, encore une fois, je n'ai aucune objection. Toutefois, je tiens à préciser ceci: il a fait plusieurs rappels au Règlement pendant les séances du Comité, c'est son privilège; vous les avez acceptés. Je voudrais seulement souligner une chose, il a accusé plusieurs membres du Comité d'avoir apporté des amendements. Je crois que c'est le rôle et le devoir de chaque membre de ce Comité, qu'il soit d'un parti ou d'un autre, d'apporter des amendements quand ils ont des raisons de le faire.

Le point que je veux souligner, ce n'est pas de discuter du mérite des amendements qui ont été présentés, qui ont été votés. Je voudrais dire ceci. C'est qu'après avoir invoqué le Règlement, j'ai dit de la part de M. Stevens que nous perdions du temps devant ce Comité; j'ai regardé l'horloge, il a passé 27 minutes à discuter de chose qui étaient en dehors du sujet. Il a parlé des prévisions budgétaires. C'est encore son privilège, cela a été accepté par le président et il a été rappelé à l'ordre par quelques-uns de nos collègues, il a continué. Maintenant si la charade qu'il vient de décrire lui convient, encore une fois je n'ai pas d'objection. Il faudrait peut-être, avant de faire un rappel au Règlement, que lui-même respecte au moins les autres membres du Comité. C'est là que je m'oppose et je m'oppose, encore une fois, vivement. Le droit de parole, je pense, ne lui a pas été enlevé. S'il voulait se référer à

[Interpretation]

Des voix: D'accord.

Le président: Devons-nous demander une réimpression du Bill C-73 amendé pour l'étude par la Chambre des communes à l'étape du rapport?

Des voix: D'accord.

Le président: Je tiens à remercier tous les membres du Comité pour leur coopération...

M. Stevens: Avant de lever la séance...

Le président: S'agit-il d'un rappel au Règlement?

M. Stevens: Si vous voulez. Je tiens à vous faire remarquer jusqu'à quel point le travail de ce Comité a été inutile en ce qui concerne notre étude du Bill C-73.

En étudiant les dispositions de ce bill article par article, nous ne nous sommes pas rapportés une seule fois à un mémorandum; et le ministre ne s'est rapporté à aucun mémorandum présenté au Comité. De plus, le ministre n'a pas répondu aux critiques qu'on a faites du bill. Les trois quarts des articles du bill n'ont jamais été étudiés article par article. Somme toute, notre étude de ce bill n'était qu'une farce.

Une voix: Bravo!

M. Stevens: Ce qui s'est passé dans ce Comité au cours des trois derniers jours démontre clairement combien il est nécessaire de réformer le système des comités. En ce qui concerne la Chambre, ce système ne fonctionne tout simplement pas. Voilà qu'on vient d'adopter ce qui est peut-être le bill le plus important de cette législature, mais nous ne l'avons pas étudié de façon sérieuse au Comité. C'est un scandale.

Le président: Monsieur Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I have no objection to Mr. Stevens' describing his own behaviour. But if we was referring to the way in which the other members of the Committee have behaved, I object most vigorously that we are here to play games. If that is his way of seeing Committee duty, that is his business, but I would like to point out that he himself made several points of order during these sittings, as was his right, and you accepted them. But he accused several members of the Committee of having brought forward amendments, I believe it is the duty of each Committee member, whatever his party loyalties may be, to bring forward such amendments when he believes it necessary.

I am not questioning the validity of the amendments brought forward. But I made a point of order myself, and said on Mr. Steven's behalf that we were wasting time. I then sat here looking at the clock while he spent 27 minutes discussing matters which had no connection with this bill. He spoke of budget forecasts. Once again, I would like to say that it was his privilege and right, and the Chair accepted his points of order. He was then called to order by a number of other members, but just went on talking. If the remarks he has just made applies to his behaviour, I have no objection at all. It would perhaps be better if he respected the right to speak of other members on the Committee before bringing up points of order. I object most strongly to his way of proceeding. The right to speak was not taken away from him and if he wanted to refer to certain briefs, he could have done so. Every member of the

[Texte]

certaines des mémoires, il a eu le privilège de le faire tous les membres du Comité en ont eu. Quant à la question de la guillotine, il en a discuté pendant tout le temps qui lui a été accordé et cela a été la seule représentation qu'il a faite. Encore une fois, critiquer la conduite des membres du Comité, je pense que cela ne devrait pas entrer en ligne de compte, cela devrait être respecté, qu'il ait au moins un certain respect à l'égard de ses collègues de son côté et de ce côté-ci du Comité qui essaient de faire un travail.

S'il a l'intention de boycotter, en invoquant qu'on a imposé des limites de temps, (cela s'est déjà fait, cela a déjà été proposé par certains membres de son parti, cela a été voté et discuté) qu'il le fasse! Mais pour ce qui est du jugement qu'il porte sur les membres du Comité, je me répète encore une fois, cela ne devrait pas exister monsieur le président!

Le président: Merci, monsieur Trudel. Monsieur Lambert.

• 1020

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ce que j'avais à dire, monsieur le président, c'est que je regrette infiniment qu'on ait choisi la tactique d'imposer le bâillon dès le début. Ceci a tout gâté la sauce et l'atmosphère de ce Comité. Cela a été fait par des étrangers à ce Comité qui n'avaient pas l'habitude de travailler dans ce Comité, qui ont un sens de leur propre importance et qui se sont ingérés dans les discussions de ce Comité. J'espère que je ne verrai plus cela se reproduire dans l'avenir. Dans le passé on s'est toujours arrangés, sous votre prédécesseur, sous M. Clermont. On ne discutait pas de bâillon au début, on continuait, on faisait son travail et si on voyait que ça prenait trop de temps, alors on s'entendait pour le faire. Mais que tout de suite on nous arrive avec le gros bâton, messieurs, acceptez donc la responsabilité des événements. C'est la tactique qui a été mise de l'avant par des étrangers à ce Comité, c'est-à-dire par des gens qui sont de nouveaux membres de ce Comité. Je regrette infiniment que ce soit arrivé. Cela a empoisonné l'atmosphère.

J'espère que nous ne le verrons plus.

Le président: Merci, monsieur Lambert. M. Leblanc et M. Cafik.

M. Leblanc (Laurier): Monsieur le président, je pense que je tomberais d'accord avec M. Stevens pour une fois que nous devrions réviser les règlements et je pense que le Comité de la procédure et de l'organisation qui siège à l'heure actuelle devrait être saisi des problèmes qui sont soulevés à l'heure actuelle dans les différents comités et qu'on devrait essayer d'en arriver à une solution qui ferait l'affaire et des partis de l'opposition et du parti au pouvoir. Je pense qu'à l'heure actuelle le leader des libéraux à la Chambre et les leaders des autres partis travaillent avec acharnement sur le cas et nous espérons que dans un avenir rapproché nous pourrions présenter à la Chambre des révisions des règles de procédure et du Règlement qui pourront peut-être s'avérer plus efficaces que celles qui existent à l'heure actuelle.

Maintenant, M. Stevens a mentionné que dans les amendements le ministre n'a jamais mentionné les mémoires soumis. Si je me souviens bien, hier soir, quand le ministre a présenté certains amendements, et aussi la veille il a mentionné qu'à la suite de représentations faites par l'opposition et à la suite de certains mémoires qu'il avait préparé des amendements et qu'il les avait déposés. Alors, je pense qu'il est bon d'apporter une correction officielle à l'impression laissée par la déclaration de M. Stevens.

[Interprétation]

Committee receives briefs. He spent the whole of his turn discussing the limits the members of the Committee had to respect, and that was the only time he did speak. He should not criticize the other members of the Committee for the work they have done, and should retain a certain minimal respect for his colleagues on both sides of the table.

If he intends to set up some kind of boycott because he feels time limits were imposed upon the members of the Committee, other members of his party have already made the same suggestion, and it was thoroughly discussed. For heaven's sake, let him do so! But he should not go around passing judgment on the behaviour of the other members of the Committee!

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel. Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I am very sorry, indeed that time limits were imposed from the outset. That is the kind of tactic which spoils one's appetite for work. It was a decision arrived at by people who are not used to committee work, by self-important people who stuck their noses into the workings of our Committee. I hope we will not see it happen again. In past years, under your predecessor and under Mr. Clermont, we always managed to work things out on our own. No time limit was imposed from the outset; we just went on working and if we found out along the way that it would take too much time, we agreed to impose some kind of limit. But in this instance, we were told from the very beginning that we had to face up to a real-world situation. Those were the tactics adopted by strangers in our midst, that is, by new members of the Committee, unfamiliar with its workings. I am sorry it had to happen this way. It spoiled things from the beginning.

I hope it will not happen again.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Mr. Leblanc, followed by Mr. Cafik.

Mr. Leblanc (Laurier): For once, I think I would agree with Mr. Stevens when he says that he should revise committee rules. The Committee on Procedure and Organization is now having sittings, and I think they should be made aware of the problems experienced by various House committees. We should try to work out some kind of solution which will be acceptable to Opposition and government members alike. The Liberal House Leader and the leaders of the other parties are slaving away trying to find an answer to that problem, and it is our hope that we shall be able to present to the House revised and more efficient rules governing procedure and organization to be followed by the committees.

Mr. Stevens tells us that the Minister never made any mention of briefs submitted to us in the amendments he presented. If my memory serves me correctly, yesterday evening, when the Minister presented certain amendments to the Bill, and also on the preceding day, he told us that he had drawn up and presented amendments after receiving certain briefs and representations from the opposition parties. I think we should officially rectify the wrong impression which might have left in some people's minds of the Minister's behaviour.

[Text]

De plus je ferai remarquer à M. Stevens que je me souviens d'un certain projet de loi étudié en juillet, et au sujet duquel il a fait exactement les mêmes remarques que ce matin. Alors on le connaît, on sait quelle sorte de remarques il va faire à chaque bill. D'un autre côté c'est son problème, c'est lui qui est dans l'opposition et je pense qu'il accomplit bien sa tâche. Cependant, je pense qu'il faut quand même rectifier certaines impressions.

Merci.

Le président: Merci. Monsieur Cafik.

Mr. Cafik: Yes, I want to make a couple of points. First, Mr. Lambert—and I do not think deliberately—indicated that those who had put forward amendments to this Bill from this side were strangers to the Committee. I would like to just draw to the attention of the record here that I do not know who he had in mind, but I think Mr. Gray put forward an amendment and he is a former Chairman of this Committee of very, very long standing. I, myself, have been a member of the Finance Committee for a considerable length of time...

Mr. Lambert (Edmonton West): This year.

Mr. Cafik: No, that is not true; as a matter of fact, before the majority of members sitting opposite were members of Parliament. So I hardly consider myself a stranger to the Finance Committee.

The main point that I want to really raise is in respect to a point raised yesterday, by Mr. Stevens, where he indicated that, in fact, I had not proposed to the Committee for consideration that we extend these hearings to November 25. I would draw Mr. Stevens' and other members' attention to Issue Number 64 of this Committee on page 6 of that issue, and pages 7 and 8. I discussed this matter at some length. As a matter of fact, on page 6, I brought to the attention of the Committee a position that had been put forward by Mr. Lambert at the steering committee where he suggested, in fact, that we should conclude public hearings on November 21. I had thought he would have brought that up to the Committee at that time; but as he did not, I brought the point forward.

During the subsequent debate in respect of it, I suggested that we might be able to reach a compromise agreement and accept his proposal of concluding public hearings on November 21, provided there was an understanding that we report the bill back on November 25, which would have allowed Monday and Tuesday of next week for clause-by-clause consideration and, in fact, conclusion of the public hearings today. That was not accepted by the opposition members; there was no agreement and, therefore, I did not put the motion.

But I had clearly indicated, and the record will show, that that was the position I had adopted at that time; and I believe my colleagues on this side would have agreed with that particular position.

• 1025

Mr. Stevens: That is not what you said yesterday.

Mr. Cafik: Of course, it is what I said yesterday.

[Interpretation]

I would also like to point out to Mr. Stevens that I remember a certain bill we were studying last July. He made exactly the same observations at that time as he did this morning. Now we know what he is going to say every time a new bill comes up. But that is his problem, not mine, and I think he carries out his duties as opposition member very well indeed. Nonetheless, an attempt should be made to correct any false impressions which might have been created.

Thank you.

The Chairman: Thank you. Mr. Cafik.

M. Cafik: J'ai quelques points à faire. Tout d'abord, M. Lambert a laissé entendre, sans l'avoir vraiment voulu, que les membres de ce côté de la table qui avaient présenté des amendements étaient des nouveaux membres, sinon des étrangers parmi nous. J'aimerais dire aux fins du procès-verbal que j'ignore à qui il faisait allusion. M. Gray a proposé un amendement, et il est l'ancien président du Comité depuis très longue date. J'ai été également membre de ce Comité depuis fort longtemps...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Vous avez commencé cette année.

M. Cafik: Ce n'est pas exact. De fait, j'étais ici avant que la plupart des députés d'en face ne soient élus. Je ne suis guère étranger ici.

Mais le point principal que je voulais soulever concerne la remarque faite hier par M. Stevens, lorsqu'il a dit que je n'avais pas proposé au Comité que nous siégeons jusqu'au 25 novembre pour étudier ce bill. J'aimerais faire remarquer à M. Stevens et aux autres le Fascicule 64 des procès-verbaux de ce Comité, aux pages 6, 7 et 8, où j'en ai parlé en détail. De fait, comme vous pouvez voir à la page 6, j'ai attiré à l'attention du Comité une suggestion qui avait été faite par M. Lambert lors d'une séance du comité directeur. Il a proposé que les séances publiques se terminent le 21 novembre. J'avais l'impression qu'il allait soulever ce point de nouveau devant le Comité, mais puisqu'il ne l'a pas fait, je me suis permis de le faire.

Au cours du débat qui en a résulté, j'ai dit que nous pouvions peut-être arriver à un compromis et accepter la proposition qu'il a faite, à savoir, que les séances publiques se terminent le 21 novembre, si toujours on faisait rapport du bill à la Chambre le 25 novembre, ce qui nous aurait laissé lundi et mardi de la semaine prochaine pour l'étude du bill article par article. Nous aurions pu terminer les séances publiques aujourd'hui même. Les membres de l'opposition n'ont pas accepté cette proposition et je n'ai pas proposé la motion.

Mais j'ai dit assez clairement, le procès-verbal en fait foi, que c'était mon attitude à ce moment-là. De plus, je suis persuadé que mes collègues de ce côté de la table m'auraient accordé leur appui.

M. Stevens: Ce n'est pas ce que vous avez dit hier.

Mr. Cafik: Au contraire, c'est exactement ce que j'ai dit hier!

[Texte]

Mr. Stevens: You said it was put to a vote.

Mr. Cafik: I never said it was put to a vote. I said it was put to the Committee, and it was. It was offered and . . .

You know, the honourable member there seems to concern himself once in awhile with technicalities accusing us of technicalities. There is no question but that, in relation to the position he put forth yesterday, he was clearly in violation of the truth in respect of the point I have raised, and to which he addressed himself. I would like the record to indicate that clearly.

Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Je remercie tous les membres du Comité et j'espère que l'esprit de conciliation et d'entente qui a été exprimé par M. Lambert prévaudra à l'avenir. Merci.

The Committee is adjourned to the call of the Chair.

[Interprétation]

M. Stevens: Hier, vous avez dit que nous avons voté là-dessus.

M. Cafik: Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que la proposition a été présentée au Comité, ce qui est vrai. Vous le savez fort bien.

Vous savez l'honorable député en face nous accuse de temps en temps de ne pas avoir respecté la procédure. Or, hier il a faussement présenté un point que j'ai soulevé, et je tiens à ce que cela figure au procès-verbal de ce Comité.

Merci, monsieur le président.

The Chairman: I would like to thank all the members of the Committee for their participation, and with Mr. Lambert, I hope that a spirit of understanding and reconciliation will reign in our Committee in the future. Thank you.

La séance est levée à l'appel de la présidence.

F59
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 74

Thursday, November 27, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 74

Le jeudi 27 novembre 1975

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finance, Trade and Economic Affairs

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill C-1002, An Act to incorporate
the Northland Bank.

CONCERNANT:

Bill C-1002, Loi constituant
Norbanque en corporation.

INCLUDING:

The Ninth Report to the House

Y COMPRIS:

Le neuvième rapport à la Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

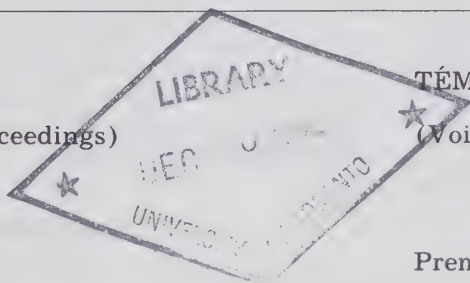
(Voir les procès-verbaux)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75

Première session de la

trentième législature, 1974-1975



STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott
Clarke
(*Vancouver Quadra*)
Clermont
Côté

Guay (*St-Boniface*)
Herbert
Hnatyshyn
Joyal
Lambert (*Bellechasse*)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert
(*Edmonton-West*)
Lee
McGrath
Neil

Orlikow
Ritchie
Robinson
Towers
Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, November 24, 1975:

Mr. Joyal replaced Mr. Côté
Mr. Philbrook replaced Mr. Langlois
Mr. Nystrom replaced Mr. Rodriguez

On Thursday, November 27, 1975:

Mr. Orlikow replaced Mr. Nystrom
Mr. Côté replaced Mr. Trudel
Mr. Corriveau replaced Mrs. Appolloni
Mr. Harquail replaced Mr. Philbrook
Mr. Abbott replaced Mr. Gray
Mr. Ritchie replaced Mr. McCain
Mr. Trudel replaced Mr. Martin
Mr. Robinson replaced Mr. Leblanc (*Laurier*)
Mr. Guay (*St. Boniface*) replaced Mr. Corriveau
Mr. Hnatyshyn replaced Mr. Stevens
Mr. Lee replaced Mr. Harquail

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi, 24 novembre 1975:

M. Joyal remplace M. Côté
M. Philbrook remplace M. Langlois
M. Nystrom remplace M. Rodriguez

Le jeudi, 27 novembre 1975:

M. Orlikow remplace M. Nystrom
M. Côté remplace M. Trudel
M. Corriveau remplace M^{me} Appolloni
M. Harquail remplace M. Philbrook
M. Abbott remplace M. Gray
M. Ritchie remplace M. McCain
M. Trudel remplace M. Martin
M. Robinson remplace M. Leblanc (*Laurier*)
M. Guay (*St-Boniface*) remplace M. Corriveau
M. Hnatyshyn remplace M. Stevens
M. Lee remplace M. Harquail

CORRIGENDA

MINUTES OF PROCEEDINGS

Issue No.72—page 72:5, line 42.

Strike out the words "Whereupon Mr. Clermont appealed from the decision of the Chair" and substitute therefor the following: "Mr. McGrath moved,—That the ruling of the Chair be sustained".

Issue No.73—page 73:11, line 28.

Strike out the words "On Clause 47" and substitute the following therefor: "On Clause 46".

CORRIGENDA

PROCÈS-VERBAL

Fascicule n° 72—page 72:5, ligne 42.

Supprimer les mots «sur quoi, M. Clermont fait appel à la décision du président» et les remplacer par les suivants: «M. McGrath propose que la décision de la présidence soit confirmée».

Fascicule n° 73—page 73:11, ligne 28.

Supprimer les mots «sur l'article 47» et les remplacer par les suivants: «sur l'article 46».

Page 73:12—line 2.

Strike out the words "Clause 47 carried" and substitute therefor the following: "Clause 46 carried".

EVIDENCE

Issue No.72—page 72:60, line 49.

delete *euchred* around and substitute *created*

Issue No.72—page 72:61, line 3.

delete *are coming* and substitute *have now come*

Issue No.72—page 72:61, line 47.

delete *benefits* and substitute *beneficiaries*

Issue No.72—page 72:69, line 47.

after *transfer* add *to provinces*

Issue No.72—page 72:97, line 11.

after *Mr.* insert *Gray*

Issue No.72—page 72:101, lines 33 & 34.

delete *directly does* and substitute *does directly*

Issue No.72—page 72:103, line 4.

delete *I would not*.

Issue No.72—page 72:103, line 40.

delete *economy that might well be* and substitute *state of the economy that will then exist*

Issue No.72—page 72:104, line 21.

delete *are saying* and substitute *argue*

Issue No.72—page 72:104, line 44.

after *course*, insert *under*

Issue No.72—page 72:104, line 47.

delete remainder of paragraph after *that* and substitute *it should be done in the usual course this year as in all others*

Issue No.72—page 72:130, line 18.

delete *apprised* and substitute *proposed*

Issue No.72—page 72:134, line 25.

after *namely* insert *deleting the*

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Information Canada, Ottawa, Canada

Page 73:12—ligne 2.

Supprimer les mots, «article 47 adopté» et les remplacer par les suivants: «Article 46 adopté».

TÉMOIGNAGES

Fascicule n° 72—page 72:60, ligne 49.

Supprimer *aurait été formé* et remplacer par *aurait été créé*

Fascicule n° 72—page 72:61, ligne 3.

Supprimer *ont repris* et remplacer par *ont maintenant repris*

Fascicule n° 72—page 72:61, ligne 47.

Supprimer *qui reçoivent des dividendes* et remplacer par *qui sont bénéficiaires*

Fascicule n° 72—page 72:69, ligne 47.

Ajouter après *transferts fiscaux* aux provinces.

Fascicule n° 72—page 72:97, ligne 11.

Ajouter *Gray* après *M.*

Fascicule n° 72—page 72:101, lignes 33 & 34.

Sans objet en français

Fascicule n° 72—page 72:103, ligne 4.

Supprimer *je ne le ferais donc pas*

Fascicule n° 72—page 72:103, ligne 40.

Supprimer *sur l'économie du moment* et remplacer par *sur l'état de l'économie à ce moment-là*

Fascicule n° 72—page 72:104, ligne 21.

Supprimer *vous dites* et remplacer par *vous soutenez*

Fascicule n° 72—page 72:104, ligne 44.

Supprimer *comme c'est le cas chaque année* et ajouter après *prévu*, suivant la procédure suivie chaque année

Fascicule n° 72—page 72:104, ligne 47.

Supprimer le reste du paragraphe après *que* et remplacer par *que cela doit être fait de la façon habituelle cette année comme toutes les années passées*

Fascicule n° 72—page 72:130, ligne 18.

Sans objet en français

Fascicule n° 72—page 72:134, ligne 25.

Supprimer *on a ajouté* et ajouter après *autrement dit*, *on a supprimé*

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente à Information Canada, Ottawa, Canada

ORDER OF REFERENCE

Thursday, November 6, 1975

Ordered,—That Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

ATTEST:

ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 6 novembre 1975

Il est ordonné,—Que le Bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation, soit déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

ATTESTÉ:

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons.

REPORT TO THE HOUSE

Friday, November 28, 1975

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs has the honour to present its

NINTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Thursday, November 6, 1975, your Committee has considered Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issue No. 74*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président

ROLAND COMTOIS

Chairman

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le vendredi 28 novembre 1975

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a l'honneur de présenter son

NEUVIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du jeudi 6 novembre 1975, votre Comité a étudié le Bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (*fascicule n° 74*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, NOVEMBER 27, 1975
(92)

(Text)

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, Mr. Herbert, the Acting Chairman, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Abbott, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont Côté, Harquail, Herbert, Joyal, Lambert (*Bellechasse*), Leblanc (*Laurier*), Martin, Neil, Orlikow, Ritchie and Towers.

In attendance: Mr. Brian A. Crane, Parliamentary Agent.

Witnesses: Mr. Joseph Guay, Member of Parliament, Sponsor of Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank, *From the Northland Bank:* Messrs. Robert Willson, Provisional Chairman and Hugh Wilson, Provisional President and Chief Executive Officer.

On motion of Mr. Martin;—*Resolved*,—That Mr. Herbert be appointed Acting Chairman of the Committee during the consideration of Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank.

The Committee proceeded to consider its Order of Reference dated Thursday, November 6, 1975, which reads as follows:

Ordered,—That Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

The Acting Chairman presented the TWELFTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure, which reads as follows:

Your Sub-Committee met at 8:28 o'clock p.m., Monday, November 24, 1975, with the following members in attendance: Messrs. Clermont, Comtois, Lambert (*Edmonton West*), Nystrom and Trudel.

Your Sub-Committee agreed to make the following recommendations:

1—That the Committee commence study of Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank on Wednesday, November 26, 1975, at 3:30 p.m. and if an additional meeting is required, it would be held on Thursday, November 27, 1975 at 3:30 p.m.

2—That the Committee continue its postponed hearings with respect to its Order of Reference relating to the Government's program on guideline dates for metric conversion starting on December 2, 1975.

3—That two groups be invited to appear at each meeting.

4—That Mr. Weaver, of the American National Metric Council, be invited to appear on December 9, 1975 at 8:00 p.m.

At 8:50 o'clock p.m., the sub-committee adjourned.

Mr. Abbott moved that the TWELFTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure be concurred in.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 27 NOVEMBRE 1975
(92)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, se réunit aujourd'hui, à 15 h 40, sous la présidence de M. Herbert (président suppléant).

Membres du Comité présents: MM. Abbott, Clarke (*Vancouver-Quadra*), Clermont, Côté, Harquail, Herbert, Joyal, Lambert (*Bellechasse*), Leblanc (*Laurier*), Martin, Neil, Orlikow, Ritchie et Towers.

Aussi présent: M. Brian A. Crane, agent parlementaire.

Témoins: M. Joseph Guay, député, parrain du bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation; de *Norbanque*: MM. Robert Willson, président intérimaire et Hugh Wilson, administrateur délégué.

Sur motion de M. Martin;—*Il est décidé*,—Que M. Herbert soit nommé président suppléant du Comité pour la durée de l'étude du bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation.

Le Comité entreprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 6 novembre 1975, qui se lit comme suit:

Il est ordonné,—Que le bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation, soit renvoyé au Comité permanent des finances et du commerce et des questions économiques.

Le président suppléant présente le DOUXIÈME RAPPORT du sous-comité du programme et de la procédure, que voici:

Votre sous-comité s'est réuni à 8 h 28, le lundi 24 novembre 1975. Y assistaient les membres suivants: MM. Clermont, Comtois, Lambert (*Edmonton-Ouest*), Nystrom et Trudel.

Votre sous-comité convient de faire les recommandations suivantes:

1. Que le Comité commence l'étude du bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation, le mercredi, 26 novembre 1975 à 3 h 30 et si une réunion supplémentaire s'impose, qu'elle soit tenue le jeudi, 27 novembre 1975 à 3 h 30.

2. Que le Comité reprenne la tenue des audiences reportées à plus tard en ce qui a trait à son ordre de renvoi portant sur le programme des dates indicatrices pour la conversation au système métrique, à partir du 2 décembre 1975.

3. Que deux groupes soient invités à comparaître à chaque réunion.

4. Que M. Weaver, de l'*American National Metric Council*, soit invité à comparaître le 9 décembre 1975 à 8 h 00.

A 20 h 50, le sous-comité suspend ses travaux.

M. Abbott propose que le DOUXIÈME RAPPORT du sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

On motion of Mr. Joyal, *Resolved*—That paragraph 1 of the Sub-committee report be amended by deleting the words "On Wednesday, November 26, 1975, at 3:30 p.m. and if an additional meeting is required, it would be held on"

The question being put on the main motion, as amended, it was agreed to.

The Sub-committee report, as amended, carried.

On motion of Mr. Leblanc (*Laurier*),—*Ordered*,—That corrigenda be printed as follows:

a) In Issue No. 72, page 72:5, line 42, strike out the words "Whereupon Mr. Clermont appealed from the decision of the Chair" and substitute therefor the following "Mr. McGrath moved,—That the ruling of the Chair be sustained".

b) In Issue No. 73, page 73:11, line 28, strike out the words "On Clause 47" and substitute therefor the following "On Clause 46".

c) In Issue No. 73, page 73:12, line 2, strike out the words "Clause 47 carried" and substitute therefor the following "Clause 46 carried".

On motion of Mr. Leblanc (*Laurier*), *Ordered*,—That corrigenda be printed as follows:

EVIDENCE

Issue No. 72—Page 72:60, Line 49, delete *euchred* around and substitute *created*.

Issue No. 72—Page 72:61, Line 3, delete *are coming* and substitute *have now come*.

Issue No. 72—Page 72:61, Line 47, delete *benefits* and substitute *beneficiaries*.

Issue No. 72—Page 72:69, Line 47, after *transfer* add to *provinces*.

Issue No. 72—Page 72:97, Line 11, after *Mr.* insert *Gray*.

Issue No. 72—Page 72:101, Line 33 and 34, delete *directly* and substitute *does directly*.

Issue No. 72—Page 72:103, Line 4, delete *I would not*.

Issue No. 72—Page 72:103, Line 40, delete *economy that might well be* and substitute *state of the economy that will then exist*.

Issue No. 72—Page 72:104, Line 21, delete *are saying* and substitute *argue*.

Issue No. 72—Page 72:104, Line 44, after *course*, insert *under*.

Issue No. 72—Page 72:104, Line 47, delete remainder of paragraph after *that* and substitute *it should be done in the usual course this year as in all others*.

Issue No. 72—Page 72:130, Line 18, delete *apprised* and substitute *proposed*.

Issue No. 72—Page 72:134, Line 25, after *namely* insert *deleting the*.

Sur motion de M. Joyal, *Il est décidé*—Que le paragraphe 1 du rapport du sous-comité soit modifié par le retranchement des mots «le mercredi 26 novembre 1975, à 15 h 30, et si une autre séance est nécessaire, elle aurait lieu le»

La principale motion modifiée, mise aux voix, est adoptée.

Le rapport modifié du sous-comité est adopté.

Sur motion de M. Leblanc (*Laurier*),—*Il est ordonné*,—Que le corrigenda soit imprimé comme suit:

a) *Fascicule n° 72*—page 72:5, ligne 42. Supprimer les mots «sur quoi, M. Clermont fait appel à la décision du président» et les remplacer par les suivants: «M. McGrath propose que la décision de la présidence soit confirmée».

b) *Fascicule n° 73*—page 73:11, ligne 28. Supprimer les mots «sur l'article 47» et les remplacer par les suivants: «sur l'article 46».

c) *Page 73:12*—ligne 2. Supprimer les mots, «article 47 adopté» et les remplacer par les suivants: «Article 46 adopté».

Sur motion de M. Leblanc (*Laurier*), *Il est ordonné*,—Que le corrigenda soit imprimé comme il suit:

TÉMOIGNAGES

Fascicule N° 72—Page 72:60, Ligne 49, Supprimer *aurait été formé* et remplacer par *aurait été créé*.

Fascicule N° 72—Page 72:61, Ligne 3, Supprimer *ont repris* et remplacer par *ont maintenant repris*.

Fascicule N° 72—Page 72:61, Ligne 47, Supprimer *qui reçoivent des dividendes* et remplacer par *qui sont bénéficiaires*

Fascicule N° 72—Page 72:69, Ligne 47, Ajouter après *Transferts fiscaux* aux provinces

Fascicule N° 72—Page 72:97, Ligne 11, Ajouter *Gray* après *M.*

Fascicule N° 72—Page 72:101, Ligne 33 & 34, Sans objet en français

Fascicule N° 72—Page 72:103, Ligne 4, Supprimer *je ne le ferais donc pas*

Fascicule N° 72—Page 72:103, Ligne 40, Supprimer *sur l'économie du moment* et remplacer par *sur l'état de l'économie à ce moment-là*

Fascicule N° 72—Page 72:104, Ligne 21, Supprimer *vous dites* et remplacer par *vous soutenez*

Fascicule N° 72—Page 72:104, Ligne 44, Supprimer *comme c'est le cas chaque année* et ajouter après *prévu*, suivant la procédure suivie chaque année

Fascicule N° 72—Page 72:104, Ligne 47, Supprimer le reste du paragraphe après *que* et remplacer par *que cela doit être fait de la façon habituelle cette année comme toutes les années passées*

Fascicule N° 72—Page 72:130, Ligne 18, Sans objet en français

Fascicule N° 72—Page 72:143, Ligne 25, Supprimer *on a ajouté* et ajouter après *autrement dit*, *on a supprimé*

On the Preamble,

Mr. Guay, Sponsor of the Bill, made a statement.

Mr. Robert Willson made a statement and Mr. Hugh Wilson made comments thereon.

Agreed,— That the Committee continue its sitting at 8:00 o'clock p.m.

At 4:20 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this day.

EVENING SITTING (93)

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 8:23 o'clock p.m. this day, Mr. Herbert, the Acting Chairman, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Abbott, Clarke, (Vancouver Quadra), Clermont, Côté, Guay (St. Boniface), Herbert, Hnatyshyn, Joyal, Lambert (Bellechasse), Lambert (Edmonton West), Lee, Orlikow, Robinson and Trudel.

In Attendance: Mr. Brian A. Crane, Parliamentary Agent.

Witnesses: Mr. Joseph Guay, Member of Parliament, Sponsor of Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank; Mr. C. L. Read, Inspector General of Banks; *From the Northland Bank:* Messrs. Robert Willson, Provisional Chairman, Hugh Wilson, Provisional President and Chief Executive Officer and Alan William Scarth, Q.C., Solicitor.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank.

On the Preamble,

Mr. Read, the Inspector General of Banks answered questions.

The witnesses from the Northland Bank answered questions.

The Preamble carried.

Clauses 1 to 5 were severally carried.

The Title carried.

The Bill carried.

Ordered,—That the Chairman report Bill C-1002, without amendment, to the House.

At 10:00 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, December 2, 1975.

Sur le préambule.

M. Guay, parrain du bill, fait une déclaration.

M. Robert Willson fait une déclaration et M. Hugh Wilson fait des commentaires par la suite.

A 16 h 20, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 heures.

SÉANCE DU SOIR (93)

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 20 h 23 sous la présidence de M. Herbert (président suppléant).

Membres du Comité présents: MM. Abbott, Clarke (Vancouver-Quadra), Clermont, Côté, Guay (Saint-Boniface), Herbert, Hnatyshyn, Joyal, Lambert (Bellechasse), Lambert (Edmonton-Ouest), Lee, Orlikow, Robinson et Trudel.

Aussi présent: M. Brian A. Crane, agent parlementaire.

Témoins: M. Joseph Guay, député, parrain du bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation; M. C. L. Read, inspecteur général des banques; *de Norbanque:* MM. Robert Willson, président intérimaire, Hugh Wilson, administrateur délégué, et Alan William Scarth, C. R., avocat.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi concernant le bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation.

Sur le préambule,

M. Read, inspecteur général des banques, répond aux questions.

Les témoins de Norbanque répondent aux questions.

Le préambule est adopté.

Les articles 1 à 5 sont adoptés conjointement.

Le titre est adopté.

Le bill est adopté.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport du bill C-1002 à la Chambre, sans amendement.

A 22 heures, le Comité s'ajourne au mardi 2 décembre 1975 à 20 h.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, November 27, 1975.

[Texte]

The Clerk: Honourable members, I would like to inform you that the Chairman and the Vice-Chairman are unable to be here this afternoon. Do you wish to appoint an acting chairman in order to proceed with the consideration of Bill C-1002, an Act to incorporate the Northland Bank.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Martin: Yes, Madam Clerk, on that particular point, in view of the absence of the Chairman and Vice-Chairman for the hearing of this bill, I move that Mr. Hal Herbert be appointed Acting Chairman for the consideration of this bill during committee.

Motion agreed to.

The Clerk: Mr. Herbert.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Gentlemen, we have some business matters to attend to first. The first item on our agenda is the Twelfth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure. Copies are being distributed. The Twelfth Report reads as follows:

(See *Minutes of Proceedings*)

First, may I have someone move the Twelfth Report.

Mr. Joyal: On a point of order, Mr. Chairman. I notice that in paragraph 1 we were to have met yesterday, November 26, and of course the meeting was cancelled, so is it not possible to delete that part of the report?

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Having had the motion of the Twelfth Report moved, I would accept an amendment of the report. Would you move the change to the report?

Mr. Joyal: I would move, Mr. Chairman, that we delete "Wednesday, November 26, 1975 at 3:30 p.m."

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Is it agreed to amend the report?

Motion agreed to.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, je crois que ce serait une bonne idée de fournir la liste des groupes qui ont demandé à venir devant ce Comité. Est-ce que la liste a été distribuée aux membres pour répondre à l'article n° 3?

At number 3 we are seeing two groups a day; has the list been distributed?

The Acting Chairman (Mr. Herbert): We will agree to distribute the list, Mr. Clermont.

The amendment is carried. Is it then agreed that the Twelfth Report as amended carry?

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 27 novembre 1975

[Interprétation]

Le greffier: Messieurs du Comité, je tiens à vous signaler que ni le président, ni le vice-président ne peuvent être ici cet après-midi. Voulez-vous nommer un président suppléant pour que le Comité puisse procéder à l'étude du bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation?

Des voix: D'accord.

M. Martin: Madame le greffier, puisque le président et le vice-président ne peuvent être ici pour l'étude du bill, je propose que M. Hal Herbert soit nommé président suppléant du comité.

La motion est adoptée.

Le greffier: Monsieur Herbert.

Le président suppléant (M. Herbert): Messieurs, nous avons d'abord quelques affaires courantes à régler. Le premier article à l'ordre du jour est l'adoption du douzième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure. Vous en avez tous reçu une copie. Je vous en fait lecture:

(Voir les procès-verbaux et témoignages)

Quelqu'un veut-il en proposer l'adoption?

M. Joyal: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Au premier paragraphe, je remarque qu'une réunion était prévue le 26 novembre, c'est-à-dire hier. Puisque cette réunion a dû être annulée, ne peut-on pas corriger le rapport?

Le président suppléant (M. Herbert): Je suis prêt à accepter les propositions d'amendement. Quelqu'un veut-il présenter une motion?

M. Joyal: Je propose que soit rayée du rapport la ligne suivante: «Le mercredi 26 novembre 1975 à 3 h 30 p.m.».

Le président suppléant (M. Herbert): Les membres sont-ils d'accord?

La motion est adoptée.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I think it would be a good idea to come up with a list of the groups which have been invited to appear before the Committee. Has such a list been distributed to the members already in accordance with Item No. 3?

L'article n° 3 parle de deux groupes par jour. La liste a-t-elle été distribuée?

Le président suppléant (M. Herbert): Elle sera distribuée, monsieur Clermont.

L'amendement est adopté. Le douzième rapport ainsi modifié est-il adopté?

[Text]

Motion agreed to.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, gentlemen.

I have also been advised that there has been an error in the *Minutes of Proceedings* of Issue No. 72 and 73. It will be necessary to print a corrigendum in the present issue. If I may, quickly, I shall read the following:

Issue No. 72—page 72:5, line 42.

Strike out the words "Whereupon Mr. Clermont appealed from the decision of the Chair" and substitute therefor the following: "Mr. McGrath moved,—That the ruling of the Chair be sustained".

Issue No. 73—page 73:11, line 28.

Strike out the words "On Clause 47" and substitute therefor the following: "On Clause 46".

Page 73:12, line 2.

Strike out the words "Clause 47 carried" and substitute therefor the following: "Clause 46 carried".

I need a move that the corrigendum be printed in the present issue.

Mr. Leblanc (Laurier): I so move.

Motion agreed to.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): I have also been advised that the Clerk has received a letter from the Assistant Chief of the Committee Reporting Service. The letter reads:

Mr. Macdonald submitted to us a list of corrections to the unedited copy of the meetings held on November 20. As the transcript was then at the Printing Bureau, no action could be taken.

• 1550

The printed proceedings, Issue No. 72, have been checked against the corrections requested. Attached as an appendix is a summary of what would be needed to give effect to Mr. Macdonald's request. This is forwarded for whatever action you consider necessary.

There follows a long list of corrections. Do you wish me to read the list?

In that case, gentlemen, may I have a mover that this corrigendum be printed in the present issue?

Mr. Leblanc (Laurier): I so move.

Motion agreed to.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Gentlemen, now having done our housekeeping, we will continue with the consideration of Bill C-1002.

If I may, I would ask Mr. Guay to introduce the sponsors of the bill. Mr. Guay.

Mr. Joseph Guay (député, parrain du Bill): Merci beaucoup, monsieur le président. A titre de parrain du Bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation, j'aimerais présenter les témoins qui sont venus ici aujourd'hui.

[Interpretation]

La motion est adoptée.

Le président suppléant (M. Herbert): Je vous remercie.

On me signale également qu'il y a eu erreur dans les procès-verbaux et témoignages du Comité, fascicules 72 et 73. Il faut publier un rectificatif dans le présent fascicule. Je vous le lis rapidement:

Fascicule n° 72, page 72:5, 42^e ligne.

Supprimer la phrase «Sur quoi, M. Clermont fait appel de la décision du président» et la remplacer par ce qui suit: «M. McGrath propose,—Que la décision du président soit maintenue».

Fascicule n° 73, page 73:11, 28^e ligne.

Supprimer les mots «Article 47» et les remplacer par ce qui suit: «Article 46.»

Page 73:12, deuxième ligne.

Supprimer la phrase «l'article 47 est adopté» et la remplacer par ce qui suit: «L'article 46 est adopté».

Il faut que quelqu'un propose que le rectificatif soit publié dans le présent fascicule.

M. Leblanc (Laurier): J'en fais la proposition.

La motion est adoptée.

Le président suppléant (M. Herbert): Le greffier a reçu une lettre du chef adjoint au service des comptes rendus des comités. Je vous en fais lecture:

M. Macdonald nous a soumis une liste de corrections à apporter au texte non révisé des réunions qui ont eu lieu le 20 novembre. Comme la transcription se trouvait au bureau de l'imprimerie, nous n'avons pu faire le nécessaire.

Le texte imprimé au fascicule 72 a été vérifié au regard des corrections demandées. Vous trouverez ci-joint un résumé des changements qui doivent être apportés pour donner suite à la demande de M. Macdonald. C'est à vous de décider des mesures à prendre.

Suit, une longue liste de corrections. Vous voulez que je la lise?

Dans ce cas, puis-je demander à quelqu'un de proposer que le rectificatif soit publié au présent fascicule?

M. Leblanc (Laurier): J'en fais la proposition.

La motion est adoptée.

Le président suppléant (M. Herbert): Maintenant que nous avons réglé ces questions, nous pouvons aborder le Bill C-1002.

Je vais demander à M. Guay de nous présenter les promoteurs du bill. Monsieur Guay.

Mr. Joseph Guay (Member of Parliament, Sponsor of the Bill): Thank you, Mr. Chairman. In my capacity of sponsor of Bill C-1002, An Act to Incorporate the Northland Bank, I would like to introduce to you our witnesses for today.

[Texte]

The first one, the Provisional Chairman of the Bank is Mr. Robert Willson of Calgary, Alberta. Mr. Robert Willson is a senior business executive who has served as a professor of management and as assistant university dean. He is now President of Willson Associates International, a professional firm which gives management counsel to a number of major companies in Canada, the United States, the United Kingdom and many other countries.

He is now Chairman of the Board of the Banff School of Advanced Management.

I would also like to introduce to you Mr. Hugh Wilson, who is the Provisional President and Chief Executive Officer of the Bank. Mr. Hugh Wilson.

Mr. Hugh Wilson is a career banker with over 25 years of domestic and international banking experience, having started one of the major Canadian chartered banks and progressing through increasing responsibilities to officer level in Canada, Europe, the Caribbean and latterly as International Officer for a West Coast United States bank.

With them and immediately on the right of Mr. Wilson is Mr. Alan Scarth, Queen's Counsel, a partner of Scarth, Simonsen and Company of Winnipeg and a member of the bars of the four Western provinces. Mr. Scarth.

With Mr. Scarth is Mr. Brian Crane, who is a Parliamentary Agent. Mr. Crane.

There is another of the Provisional Directors of the Bank who is here today and he is Mr. Gordon Sinclair of Saskatoon. Mr. Sinclair. He is President of Federated Co-operatives Limited which is one of Canada's largest business organizations and is engaged in the manufacturing, wholesaling, distribution and retailing of consumer goods.

It was expected that we would have with us this afternoon Mr. Ronald Curtis of Winnipeg, a business manager and the past President of the Co-operative Credit Society of Manitoba, which is a central credit union organization in that province, but it appears, and I am sure of it now, that Mr. Curtis cannot be with us because of flying conditions. He only came as far as Toronto as I understand it.

As sponsor of Bill C-1002, I felt it my responsibility to tell these gentlemen to do their homework diligently in preparation for this Committee's hearing.

• 1555

The House and the public generally have been given reason to be very much interested in Canadian banking of recent date, and I have suggested to these gentlemen, therefore, that they be specific about their bank's principles of operation and their financial projections.

I have already advised them that, while they have established an unusually broad base of support for the bank, they must earn the confidence and endorsement of this Committee if they are to proceed to charter.

Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Guay.

Do any of you gentlemen wish to make any remarks before I turn the meeting over to the members for questioning?

[Interprétation]

Le premier est le président du conseil de la Banque à titre provisoire; il s'agit de M. Robert Willson, de Calgary, Alberta. M. Willson est directeur d'entreprise; il a déjà été professeur en gestion et recteur adjoint à une université. Il est président de *Willson Associates International*, une maison d'experts-conseil en gestion auprès d'un certain nombre de grandes compagnies au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans plusieurs autres pays.

Il est actuellement président du conseil d'administration du *Banff School of Advanced Management*.

L'accompagne, M. Hugh Wilson, président de la Banque à titre provisoire et directeur général.

M. Hugh Wilson est un banquier de carrière qui compte plus de 25 ans d'expérience au pays et à l'étranger; il a travaillé pour les principales banques à charte au Canada et il a gravi tous les échelons. Il est allé en Europe, aux Antilles, plus récemment il était chargé des relations internationales pour une banque de la côte Ouest des États-Unis.

A sa droite, M. Alan Scarth, conseiller de la Reine, membre associé de *Scarth, Simonsen and Company*, de Winnipeg, membre du barreau de 4 provinces de l'Ouest.

Il y a également M. Brian Crane, agent parlementaire.

Il y a un autre administrateur à titre provisoire présent aujourd'hui; il s'agit de M. Gordon Sinclair, de Saskatoon. M. Sinclair est président de *Federated Co-operatives Limited*, l'une des plus grandes maisons d'affaires au Canada, qui fabrique, distribue, vend en gros et au détail des produits.

Nous avons espéré avoir avec nous cet après-midi M. Ronald Curtis, de Winnipeg, directeur et ancien président de la *Co-operative Credit Society* du Manitoba, une des plus grandes coopératives de crédit de la province; malheureusement, il semble que M. Curtis n'ait pu se rendre ici avec l'avion à cause du temps. Il n'a pu se rendre qu'à Toronto.

En tant que parrain du Bill C-1002, je me suis fait un devoir d'inciter les témoins à se bien préparer pour leur présentation devant le Comité aujourd'hui.

La Chambre et le public ont été en général captivés, et avec raison, par l'activité bancaire ces derniers temps et j'ai donc demandé à ces messieurs d'être très précis concernant le principe de leurs opérations bancaires et leurs projections financières.

Je les ai prévenus, alors qu'ils avaient déjà établi une base très ferme d'appui pour la banque, qu'ils devaient lui inspirer confiance et être endossés par ce Comité s'ils voulaient obtenir une charte.

Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Guay.

Est-ce que certains parmi vous, messieurs, tiennent à faire des observations avant que j'invite les membres du Comité à poser des questions?

[Text]

Mr. Guay (St. Boniface): Probably I should have said also, Mr. Chairman, if you will allow me, that they are prepared to answer any questions at any time. If they would like to say anything, we would be pleased, I am sure, to go along with your suggestion.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Willson.

Mr. Robert Willson (Provisional Chairman, Northland Bank): Mr. Chairman, gentlemen, perhaps by way of background you would be interested in knowing that the first discussions of this bank for the three prairie provinces started three to four years ago, among the credit unions representatives of all three provinces.

They came to discover at that time that they had requests for funds and services that in many cases exceeded their resources or their competence. They came together to form a task force on a financial facility, which was set up to investigate what kind of national facility might best serve the needs that they recognized.

In the course of those discussions, they were joined by users of funds and by a diversity of companies representative of retailing, wholesaling and production across the three western provinces—essentially co-operatives. The discussion was broadened as a result of their entry.

It became apparent to them, I would say, about two years ago and before I became personally associated with the enterprise that the only way to proceed would be within the regulations of the Bank Act and to try to organize themselves to qualify for a fully chartered Canadian bank.

In discussions with the Inspector General's Department even then, it became apparent to them that credit unions themselves could not form a bank because they were deposit-gathering institutions. We have allowed for this in our further investigations and studies, to which I will refer in just a moment.

I was asked to become Chairman in April 1974 and at that time the task force was changed to a provisional board, or a provisional committee, for Northland Bank. Petition was filed in the Senate to create that bank. My terms of reference as Chairman were first to investigate the feasibility of a chartered bank providing some unique services, to which our Chief Executive Officer will refer; to coalesce the expectations of the very diverse group of founding supporters; to prepare an operating model by which the bank's early progress might be guided; and ultimately to secure a Chief Executive Officer, a professional banker, who might guide us into operation.

Those feasibility analyses included an assessment of the demands for service in the three prairie provinces from various sizes of business which were, in the opinion of those we discussed our plans with, not now being met by the existing chartered banks to their full satisfaction.

Out of that analysis and out of discussions with senior executive members of the existing chartered banks—some of whom have already retired but some of whom are still in office—and further discussions with co-operatives, with the co-operative unions and with Canadians, frankly, in all walks of life in the three prairie provinces, and in some discussions with the Finance Ministers and their deputies in each of the three prairie provinces, came a model for what we are now coming to present to you as Northland Bank.

[Interpretation]

M. Guay (Saint-Boniface): J'aurais peut-être dû ajouter, monsieur le président, si vous voulez bien me le permettre, qu'ils sont prêts à répondre à toutes les questions en tout temps. S'ils ont des propositions à faire, nous serons heureux de les mettre en pratique.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Willson.

M. Robert Willson (président du conseil par intérim de la Norbanque): Monsieur le président, messieurs, vous aimeriez peut-être, afin de vous bien situer, savoir quand ont eu lieu dans les trois provinces des Prairies, il y a trois à quatre ans, les premiers pourparlers au sujet de notre banque auxquels ont participé les représentants de toutes les caisses populaires des trois provinces.

Les demandes de fonds et de services qui, dans bien des cas, dépassaient leurs ressources ou leur compétence, les ont amenés à former un groupe d'étude en vue d'enquêter sur les meilleurs moyens financiers de combler les besoins au niveau national.

Les usagers de fonds financiers se sont joints à eux ainsi que de nombreux représentants de compagnies de détail, de gros et de production des trois provinces de l'Ouest d'un caractère surtout coopératif, cela demande de l'ampleur aux perspectives.

Ils ont constaté il y a environ deux ans, avant que je ne fasse partie de l'entreprise, qu'il importait de se conformer aux règlements établis en vertu de la Loi sur les banques et de s'organiser de manière à remplir les conditions exigées pour devenir une banque canadienne à charte à part entière.

Dès leurs discussions avec l'inspecteur général, ils se sont rendu compte que les caisses populaires ne pouvaient compter parmi les banques parce qu'elles étaient des institutions de dépôt. Nous avons tenu compte de cet élément dans nos nouvelles enquêtes et études et j'en parlerai dans un moment.

On m'a demandé d'assumer la présidence en avril 1974 et, à l'époque, le groupe de travail a été transformé en conseil d'administration provisoire, ou comité provisoire, de la Norbanque. Une pétition a été présentée au Sénat en vue de créer cette banque. Mes attributions de président du conseil m'imposaient: d'abord de faire enquête sur la possibilité qu'une banque à charte fournisse certains services spéciaux, dont notre directeur général parlera; de concilier les aspirations de groupes très divers de fondateurs; de préparer un modèle d'opération selon lequel la banque pourrait dès l'origine progresser; enfin de recruter un directeur général, un banquier de profession, qui pourrait nous guider dans nos opérations.

Ces analyses de la faisabilité comprenaient une évaluation des demandes de services dans les trois provinces des Prairies provenant d'entreprises de diverse importance qui selon ceux avec lesquels nous discutons de nos plans, n'était pas pleinement satisfaites par les banques à charte existantes.

Par suite de ces analyses, de nos entretiens avec les directeurs des banques à charte,—dont les uns déjà à la retraite mais d'autres toujours actifs,—de conférences avec des coopératives, des unions coopératives et des Canadiens de tous les milieux des trois provinces des Prairies, de consultations avec les ministres des Finances des Prairies, nous avons constitué le modèle que nous vous soumettons maintenant sous le nom de Norbanque.

[Texte]

• 1600

Once we had had the model approved by our provisional committee, we had then taken as much time as we could afford to take, and this brings us before you somewhat belatedly as a result of the homework we have been doing, in two ways. First of all, we wanted to be sure that our equity was balanced reasonably across the three provinces. This we have achieved. Secondly, we wanted to be sure that we had a chief executive officer with sufficient banking experience, both domestic and international, to be able to guide us with confidence into the operation and within the terms of reference of the Bank Act without faltering. That search preoccupied a number of weeks and I had reference from many quarters, eventually culminating in the appointment of our Chief Executive Officer. It was not until, then, we had our equity in position, a financial and operating model clearly in perspective and a chief executive officer on board that we felt ourselves ready to come before you, which we are now doing.

There are two or three uniquenesses, if I may refer to them briefly, Mr. Chairman, just again by way of background. First of all, the bank's purpose has been clearly set out for endorsement by the provisional committee that we propose to operate as a mercantile or wholesale bank to serve and contribute to the development of an increasingly viable western Canadian economy with primary emphases upon service to Manitoba, Saskatchewan and Alberta. Many of you gentlemen will recognize that in specifying a wholesale or mercantile bank we are in effect saying that we are not going to be aggregating the major part of our deposits from consumers as in the traditional sense. Our customer will be business.

The second uniqueness is that we have implicit among the subscribing supporters a very broad base of support indeed. We anticipate referrals from credit unions and from co-operatives throughout Western Canada who among them probably represent already something like one and a half million Canadian members who will become aware of the bank's presence once we are in operation.

The third uniqueness to which I might make reference is that we will be emphasizing from the beginning the acquisition of skill in purchasing money and lending money rather than building a large organization is the traditional banking sense. We will be very small. We will be business oriented. We will have within our management the facility and competence to counsel those who borrow funds from us in the effective use of those funds. This will be our targeting. We also propose to make ourselves aware of the economic potential and the economic thrust of each of these three provinces and to be service wherever we can in augmenting those three thrusts.

Against that background, I would like, if I may, Mr. Chairman, to ask our President and Chief Executive Officer, Mr. Hugh Wilson, who incidentally, as you will note, spells his name with one "l"—this gave us some concern at first because it is evident that he knows not how to spell, but we did discover that he knew how to add and thus with some confidence we invited him to the post of chief executive officer, which he has accepted. May I ask him to take over, Mr. Chairman, from me?

[Interprétation]

Notre comité provisoire ayant approuvé le modèle, nous avons passé autant de temps que nous le pouvions à l'étudier, et c'est pourquoi nous vous présentons maintenant un peu tardivement peut-être, le double résultat du travail que nous avons accompli. Tout d'abord, nous voulions être certains que notre capital-actions était divisé de façon appropriée entre les trois provinces. Nous l'avons fait. Deuxièmement, nous voulions être sûrs que notre directeur général aurait une expérience suffisante dans le domaine bancaire, aussi bien intérieur qu'international, pour qu'il nous conseille sans hésiter sur le fonctionnement de la banque conformément aux dispositions de la loi sur les banques. Cette recherche nous a pris quelques semaines, et j'ai reçu de divers milieux des propositions qui ont finalement mené à la nomination de notre directeur général. Maintenant que nous avons réuni notre capital-actions, que nous envisageons clairement un modèle de financement et de fonctionnement et que nous avons choisi un directeur général, nous nous sentons prêts à comparaître devant vous.

L'entreprise a deux ou trois aspects uniques, si vous me permettez d'en parler brièvement, monsieur le président, à titre de documentation. Tout d'abord, le rôle de la banque a été clairement indiqué et approuvé par le Comité provisoire, c'est-à-dire que nous nous proposons d'être une banque de commerce ou de gros et de contribuer à l'expansion d'une économie de l'Ouest de plus en plus viable, en insistant tout d'abord sur les services fournis au Manitoba, à la Saskatchewan et à l'Alberta. Nombre d'entre vous admettront qu'en précisant qu'il s'agit d'une banque de commerce ou de gros, nous disons en fait que nous n'irons pas chercher la plus grande partie de nos dépôts chez les consommateurs, ou sens traditionnel. Nos clients seront les entreprises.

Deuxième aspect unique, le nombre de nos supporteurs nous laisse entrevoir un appui très général. Nous prévoyons des mises en rapport provenant de coopératives de crédit et d'autres coopératives dans tout l'Ouest du Canada qui représentent probablement environ un million et demi de membres canadiens qui seront mis au courant de la présence de la banque lorsque nous serons en activité.

Le troisième aspect unique que je pourrais mentionner est que nous visons tout d'abord l'acquisition de compétences en matière d'achats et de prêts de fonds plutôt que la construction d'un grand organisme dans le sens traditionnel. Nous serons une banque très petite. Nous serons orientés vers le commerce. Les membres de la direction seront aptes à conseiller ceux qui nous emprunteront des fonds sur la façon de les utiliser. Cela sera notre objectif. Nous avons aussi l'intention de connaître le potentiel économique et la poussée économique de chacune de ces trois provinces et de contribuer en toute occasion à l'accélération de ces poussées.

Maintenant, si vous me le permettez, monsieur le président, pourrais-je demander à notre président-directeur général, M. Hugh Wilson,—soit dit en passant, il écrit son nom avec un «l»—au début cela nous a préoccupés un peu parce qu'il est évident qu'il ne connaît pas l'orthographe, mais nous avons découvert qu'il connaissait le calcul et nous l'avons donc invité à occuper le poste de président-directeur général, qu'il a accepté—de poursuivre?

[Text]

• 1605

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Certainly. Thank you Mr. Willson—with two l's. Mr. Hugh Wilson—with one l.

Mr. H. Wilson (Provisional President and Chief Executive Officer, Northland Bank): Thank you. Mr. Chairman, gentlemen: at this time I will make only a few brief comments regarding operative strategies. My remarks will touch upon two or three major points, the highlights of the specific program we have developed to bring Northland Bank to a position of early achievement.

It has been brought home to us that it would be highly impractical for a new bank to emulate or compete with the established line banks in all fields. Within this same general framework we are extremely cognizant of the fact that one of the key factors in building a successful organization is the containment of costs for overhead expense. It is a combination of already well-trodden, well-served ground, and the necessity of curtailing expenditure led us to develop a slightly different approach with regard to the establishment of branch offices.

Branch banking, in the traditional manner, is an expensive operation. It is labour intensive and requires a significant investment of capital. Our plan is initially to open one major branch in Calgary, and simultaneously to open what we would refer to as agency offices in Edmonton, Regina and Winnipeg. These agency offices would employ a minimum of people, perhaps three or four, all highly qualified, selected only on the basis of competence and ability. Their first and prime responsibility would be searching out and developing that business attractive to the new bank and to the community as a whole. When these agency offices are proven productive, and profitable, they will be converted to full branch offices.

I would hasten to assure you that the quieter customer suffers no penalty under this method, in fact, quite the reverse. Our personnel, relieved of time-consuming office administration chores will have a great deal more time for advice and counselling to those of our customers requiring or requesting this totally free service.

Technically, the usual or normal banking facilities of account relationships, etc., would be carried on the books and serviced from the main branch in Calgary.

There is only one more point I would like to mention. As a—so to speak—wholesale bank operating, at least initially, with agency offices, it is apparent that we will in major part be dependent on bought deposits, deposits bought in block amounts from customers and from the money markets across the nation. These are the moneys that will fund our commercial loans.

Line banks, historically, have quoted the rate charged to the commercial borrower on the basis of a margin over the prime rate. We see an opportunity for our pricing mechanism, where applicable, to be a margin over our cost. As a lender, we would be certain of the prescribed margin. It is eminently fair, in that in times of lower wholesale interest rates the client would equally obtain the benefit, what is described as a protective mechanism designed to ensure

[Interpretation]

Le président suppléant (M. Herbert): Certainement. Merci beaucoup, monsieur Willson, avec deux «l». M. Hugh Wilson, avec un «l», a maintenant la parole.

M. H. Wilson (Président provisoire et directeur général de la Norbanque): Merci. Monsieur le président et messieurs les membres du comité, je ne ferai que quelques commentaires au sujet de nos stratégies d'opération. Je parlerai de deux ou trois points importants, ainsi que des grandes lignes d'un programme précis que nous avons mis au point dans le but d'engager rapidement la Norbanque sur la voie du succès.

On nous a fait remarquer qu'il ne serait pas pratique pour une nouvelle banque d'essayer de rivaliser avec les banques de crédit déjà établies dans tous les domaines. À l'intérieur de la même structure générale, nous sommes très conscients du fait que l'un des facteurs clés dans la mise sur pied d'une organisation heureuse, c'est de savoir contenir le coût des frais généraux. C'est à la fois parce que le milieu était déjà bien desservi et bien foulé par toutes ces banques, et qu'il était nécessaire de juguler nos dépenses, que nous avons élaboré une méthode légèrement différente dans l'établissement de nos succursales.

L'établissement d'une banque et de ses succursales, dans le style traditionnel, est une opération coûteuse, car elle exige beaucoup de personnel et un investissement considérable en capital. Nous avons l'intention d'ouvrir d'abord une succursale principale à Calgary, et, simultanément, des agences à Edmonton, Regina et Winnipeg. Ces agences n'auraient qu'un nombre minimal de personnel, peut-être trois ou quatre employés, tous hautement qualifiés et choisis seulement en fonction de leurs compétences et de leur capacité. Leur responsabilité première serait de rechercher et d'attirer les affaires et la collectivité, en général, vers la nouvelle banque. Lorsque ces agences s'avèreront productives et rentables, elles seront converties en succursales ordinaires.

Je m'empresse de vous assurer que le petit client ne souffrirait aucunement de cette méthode, mais en profiterait, bien au contraire. Notre personnel, dispensé du fardeau des responsabilités de l'administration de bureau, pourra se consacrer entièrement aux avis et conseils qu'il pourra dispenser aux clients désireux d'obtenir un service gratuit de ce genre.

Du point de vue technique, la succursale principale de Calgary se chargerait des opérations bancaires normales, des services et de la comptabilité.

J'aimerais souligner un dernier point. En tant que banque de commerce en gros qui a, du moins au départ, des agences, il est clair que nous dépendrons en grande partie des dépôts achetés en bloc à des clients ainsi que des marchés monétaires dans tout le pays. C'est ainsi que nous financerons nos prêts commerciaux.

Traditionnellement, les taux réclamés par les banques de crédit à leurs clients commerciaux sont calculés sur la base d'une marge au-dessus du taux préférentiel. Nous pensons également que dans notre système de calcul des prix, le taux pourrait correspondre, le cas échéant, à une marge au-dessus du coût. En tant que prêteurs, nous serions certains de la marge fixée. C'est très équitable, en ce sens que l'emprunteur profite de la baisse des taux d'intérêt

[Texte]

availability to the client at a minimum of risk to the lender.

Thank you, gentlemen, Mr. Chairman. We would be pleased to respond to any questions you might ask.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Willson.

Mr. R. Willson: My apologies, sir. I would like to add one thing to my opening statement, if I may, Mr. Chairman.

In describing to you the origin of the bank, which lay within discussions by the credit unions, which themselves are deposit-taking institutions, you might well have wondered whether we had evolved beyond that stage. It became apparent to us very early in our discussions with the Inspector General's department that one deposit-gathering institution cannot own a bank. We have discussed this among our sponsors and we have the spontaneous pledge which has been now endorsed by the Northland provisional board, that at no time will the credit unions as such, in aggregate, hold more than 25 per cent of the total equity.

Mr. Joyal: On a point of order, Mr. Chairman: our witness is saying something very important in the over-all context of the discussion, and I would not like us to lose the trend of the discussion. I would ask, with your permission, to continue with that very point at the next meeting, because you are, Mr. Chairman, the bell is ringing.

• 1610

The Acting Chairman (Mr. Herbert): It is a 15-minute bell; I think we have enough time to listen to the rest of Mr. Willson's remarks.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. R. Willson: Thank you, Mr. Chairman. I really sought to reassure, as I am sure you would want from us, that at no point will it be possible for the credit unions, in aggregate, to own more than 25 per cent of the total equity of this bank. The balance will be held by a cross-section of Canadian business and the public generally, representative of our total economy. We realize that in making that statement we are saying it on the record, in *Hansard*, and are authorized to make that statement to you on behalf of the board.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Willson. Gentlemen, with the vote likely to delay us for at least half an hour, what is your wish? Do you wish to come back here and continue on?

Mr. Martin: There are a number of votes, I believe, Mr. Chairman; Bill C-73 includes five or six votes.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): In that case there is little hope that we can continue this meeting this afternoon. In that case...

Mr. Joyal: On a point of order, Mr. Chairman. I know that it is not our procedure to have meetings on Friday mornings, especially because there was a common understanding with our colleagues on the other side that we would meet on Friday morning only in the case of urgency, but these people come from far away and I would not like

[Interprétation]

dans les périodes de diminution, et c'est un mécanisme de protection assurant des prêts aux clients avec risque minimal pour le prêteur.

Monsieur le président et messieurs les membres du comité, je vous remercie. Nous serons heureux de répondre à toutes vos questions.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Willson.

M. Willson: Je vous demande pardon, mais j'aimerais ajouter un détail supplémentaire, si vous me le permettez.

Lorsque je vous ai parlé de l'origine de la banque, qui remonte aux discussions des caisses de crédit qui sont elles-mêmes des institutions recevant des dépôts, vous vous êtes peut-être demandé si nous avions nous-mêmes dépassé ce stade. Il est devenu apparent dès le début de nos discussions avec les services de l'inspecteur général qu'une seule institution collectrices de dépôts ne saurait être propriétaire d'une banque. Nous en avons parlé avec nos promoteurs, qui nous ont garanti de leur propre chef, avec maintenant l'appui du conseil provisoire de Norbanque, qu'à aucun moment les caisses populaires, dans leur ensemble, ne devront détenir plus de 25 p. 100 des actions émises.

M. Joyal: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Ce que dit le témoin est d'une importance primordiale pour l'ensemble de notre discussion, et je ne voudrais pas qu'on perde la direction qu'elle avait prise. Si vous le permettez, monsieur le président, j'aimerais pouvoir continuer sur cette même question lors de la prochaine réunion car, maintenant, on entend la sonnette.

Le président suppléant (M. Herbert): C'est une sonnette de 15 minutes. Je crois que nous avons le temps d'écouter le reste de ce que M. Willson avait à dire.

Des voix: D'accord.

M. R. Willson: Merci, monsieur le président. Je tenais surtout à vous rassurer en affirmant qu'il sera impossible à tout moment que l'ensemble des caisses populaires détiennent plus de 25 p. 100 des actions émises par cette banque. Le reste de ces actions seront détenues par des entreprises et des particuliers représentants de la société canadienne, et de l'ensemble de notre économie. Nous sommes parfaitement conscients, en disant cela, de prendre un engagement qui apparaîtra dans le compte rendu, dans le *hansard*, et c'est à cette fin que le conseil d'administration nous a autorisés à le faire.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Willson. Étant donné, messieurs, que le vote va nous retarder d'au moins une demi-heure, qu'est-ce que vous préférez faire? Voulez-vous revenir ici pour continuer nos délibérations?

M. Martin: Je crois, monsieur le président, qu'il doit y avoir plusieurs votes; le Bill C-73 comporte cinq ou six votes.

Le président suppléant (M. Herbert): Dans ce cas, nous ne pouvons guère espérer pouvoir continuer avec la réunion de cet après-midi. Dans ce cas-là...

M. Joyal: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je sais que nous n'avons pas l'habitude de tenir des réunions le vendredi matin, d'autant qu'il a été entendu avec nos collègues de l'opposition que nous ne tiendrions des réunions le vendredi matin qu'en cas d'urgence; mais nos témoins sont venus de loin, et je ne voudrais pas les voir

[Text]

to have them go back for this week without having the opportunity of being heard. I wonder if it would not be possible, with agreement from the Opposition side, to schedule a meeting, say, for tomorrow afternoon?

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Your alternative, of course, is this evening at 8 p.m.

Mr. Joyal: I think it would be better tonight than tomorrow morning.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, as sponsor of this bill I would like to ask the members present if they would not give me the consideration, and these people who have come far, from Western Canada. Of course, I see the member from Moose Jaw would agree with me, the member from Dawson and the member from Winnipeg. They know it is a long way. They were supposed, actually, to be heard on Tuesday; because of unforeseeable reasons we were delayed until today, and again we are going to be delayed.

Another problem comes up: the only other time I can bring this bill into the House is next week, as you know. If I miss, if I am even as late as Friday, there will be some trouble there. I am wondering if you would agree to sit this evening, to sit, let us say at 8 p.m. and finalize this. It is with all your goodwill that I request that of you, if I may—through you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): What is your opinion? Mr. Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Le parrain du bill vient de nous dire que la date limite pour l'adoption de ce projet de loi serait la semaine prochaine. Est-ce que c'est en vertu d'une entente quelconque ou bien en vertu d'un règlement?

M. Guay (Saint-Boniface): Non, monsieur le président, ainsi que monsieur Lambert, c'est pour la simple raison qu'il faut qu'il soit d'abord rapporté à la Chambre par le président du Comité et après, il faut mettre le mécanisme en marche pour qu'il soit étudié à la Chambre jeudi prochain, je crois. Si je manquais cette date, il faudrait attendre deux semaines, ce qui pourrait nous causer des ennuis avant l'ajournement de Noël. C'est pour ces raisons que je vous demande cela.

• 1615

L'autre point très important est qu'il faut faire rapport à la Chambre et soumettre le tout au Sénat pour étude. C'est pour cette raison, monsieur Lambert, que je vous demande de faire preuve de bonne volonté, ainsi qu'à tous les membres de ce comité.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Neil.

Mr. Neil: Mr. Chairman, I was just going to mention that assuming that we get unanimous consent of the House to proceed with Bill C-73 there will be no problem, but if Bill C-41 the agricultural stabilization bill comes up at least two of us, I think, will be tied up there. In the event that this happens, I would like, at the moment, to indicate my support of the bill.

[Interpretation]

obligés de retourner chez eux sans avoir eu l'occasion de s'exprimer. Ne serait-il pas possible, avec le consentement de l'opposition, de prévoir une réunion, disons, demain après-midi?

Le président suppléant (M. Herbert): L'autre possibilité, c'est bien sûr de la tenir ce soir à 20 h 00.

M. Joyal: Je crois que ce soir serait encore mieux que demain matin.

M. Guay (Saint-Boniface): Monsieur le président, en tant que parrain du présent projet de loi, j'aimerais demander aux membres du Comité d'accorder leur consentement à cette proposition, à moi et aux témoins venus de l'Ouest. Je constate naturellement que les députés de Moose Jaw, de Dawson et de Winnipeg sont d'accord avec moi, car eux savent à quel point le chemin est long. Les témoins devaient comparaître, en fait, mardi; pour des raisons imprévisibles, leur comparution a été retardée jusqu'à aujourd'hui, et nous voilà devant un nouveau retard.

Un autre problème se pose: le seul moment où je vais pouvoir présenter ce projet de loi à la Chambre, est, comme vous le savez, la semaine prochaine. Si j'y manque, même si je vais pour le présenter vendredi, il va y avoir certaines difficultés. Je vous prie donc de bien vouloir siéger ce soir, disons à 20 h 00, pour mettre fin à ces délibérations. Je fais appel à toute votre bonne volonté, avec votre permission, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): Qu'est-ce que vous en pensez? M. Lambert a la parole.

Mr. Lambert (Bellechasse): The sponsor of this bill has just told us that the deadline for this bill to be passed is next week. Is this by virtue of some agreement or of a standing order?

Mr. Guay (Saint-Boniface): No, Mr. Chairman, and Mr. Lambert, it is simply because it has first to be reported to the House by the Chairman of the Committee, and after that one has to follow the usual procedures for it to be brought into the House, next Thursday I think. If it were not done by this date, we would have to wait another two weeks and this could cause some difficulty before the Christmas adjournment. It is for this reason that I am asking you to proceed in such a way.

After a report is made to the House, the matter must be submitted to the Senate for study. Taking this into account, I hope, that you Mr. Lambert, and the other members of the Committee will be co-operative.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Neil.

M. Neil: Monsieur le président, si nous obtenons le consentement unanime de la Chambre en ce qui concerne le Bill C-73, il n'y aura pas de problème; mais si le Bill C-41 sur la stabilisation des prix agricoles doit être étudié en même temps, je crois que deux d'entre nous, au moins, devront y consacrer toute notre attention. Si cela se produit, j'aimerais que vous sachiez que j'appuie le projet de loi.

[Texte]

Mr. Guay (St. Boniface): Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): In that case, gentlemen, this meeting is adjourned until 8 p.m. this evening, in this same room.

EVENING SITTING

• 2019

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Gentlemen, we have a quorum.

Gentlemen, this afternoon before we were interrupted we were considering Bill C-1002, An Act to incorporate the Northland Bank. We had heard from Mr. Guay and Mr. Willson with two "I's" and Mr. Wilson with one "I." On questioning this afternoon, after Mr. Towers, who posed only questions of your Chairman, I had Mr. Abbott.

Mr. Clermont: do you have my name, sir?

The Acting Chairman (Mr. Herbert): I do, Mr. Clermont. After Mr. Clermont, Mr. Martin; and then Mr. Lambert.

Mr. Abbott: I mentioned to the Clerk that I wanted to be second. I did not want to lead off the questioning.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Towers was No. 1.

Mr. Abbott: Maybe Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I have no questions on the first clause. I do want to pose some questions on the clauses; but as we go along.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Okay, then I will pass to Mr. Clermont.

M. Clermont: Merci, monsieur le président. Est-ce que l'Inspecteur général des banques M. Read, est ici?

Le président suppléant (M. Herbert): Oui, il est ici.

M. Clermont: Je crois qu'il serait très opportun, monsieur le président, que l'Inspecteur général des banques nous fasse ses commentaires sur cette demande-là. Parce que, en fin de compte, c'est le ministère des Finances qui, sur la recommandation de l'Inspecteur général des banques, va accorder la charte. Je suggérerais que M. Read nous fasse des commentaires sur la demande.

Le président suppléant (M. Herbert): Sur le même point, monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, j'appuie la demande de M. Clermont, parce qu'à la page 9, on lit que:

Des rencontres avec l'Inspecteur général des banques et son personnel à Ottawa ont permis d'éclaircir la responsabilité prescrite dans la Loi sur les banques pour faire la demande.

Maintenant, ce n'est pas quelque chose de nouveau que nous demandons. J'aimerais connaître ses réactions et j'appuie la demande qui a été faite par M. Clermont. J'aimerais avoir la réaction de l'Inspecteur général des banques, vu qu'il y a déjà eu des discussions et que cela a été mentionné dans le mémoire.

[Interprétation]

M. Guay (Saint-Boniface): Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Herbert): En l'occurrence, la séance est levée jusqu'à 20 heures, dans cette même pièce.

SÉANCE DU SOIR

Le président suppléant (M. Herbert): Messieurs, nous avons le quorum.

Cet après-midi, messieurs, avant l'interruption, nous étudions le Bill C-1002, Loi constituant Norbanque en corporation. Nous avons écouté M. Guay, M. Willson, et M. Wilson. Pendant les questions de cet après-midi, M. Towers a posé une question au président, et il a été suivi de M. Abbott.

M. Clermont: Est-ce que vous avez inscrit mon nom, monsieur?

Le président suppléant (M. Herbert): Oui, monsieur Clermont. Après M. Clermont, M. Martin prendra la parole, et après lui, M. Lambert.

M. Abbott: J'ai dit au greffier que je voulais la seconde place sur la liste. Je ne tenais pas à commencer les questions.

Le président suppléant (M. Herbert): M. Towers avait la première place.

M. Abbott: Ou peut-être M. Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je n'ai pas de question au sujet du premier article. J'ai effectivement des questions sur divers articles, mais je les poserai au fur et à mesure.

Le président suppléant (M. Herbert): Je donne la parole à M. Clermont.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman. Is Mr. Read, Inspector General of Banks, present?

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Yes.

Mr. Clermont: I think that it would be timely for us, Mr. Chairman, to hear the Inspector General of Banks comment on this application. After all, it is on the recommendation of the Inspector General of Banks that the Department of Finance decides to grant a charter. I would like to hear what Mr. Read has to say about this application.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): On the same point, Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I support Mr. Clermont's request. On Page 9 we read:

Visits with the Inspector General of Banks and his staff in Ottawa clarified the responsibilities prescribed in the Bank Act for applications.

We are not asking for anything new. I would like to know what the reaction of the Inspector General of Banks is, since, as was pointed out in the statement, this matter was discussed.

[Text]

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Read.

M. Clermont: J'espère que cela ne sera pas enlevé de mon temps de parole monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): Sûrement.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Read, would you like to...

Mr. C. L. Read (Inspector General of Banks): Mr. Chairman, the sponsors of this bill have kept me informed of their plans over the last few months and, I guess, perhaps even over a period of years. I would like to say that I have no objections to the bill that is before the Committee today.

I would like to add that I welcome the statement by Mr. Willson in stating that the plan of the bank is to limit the extent to which credit unions and their centrals will be participating in the shareholding of the bank. I think this is, as they have indicated, a wise action on their part and is consistent with the principles that financial institutions which are engaged somewhat in the same business as banks should not have excessive shareholdings in banks.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Read.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur Read, selon les rencontres que vous avez eues avec le groupe qui représente Norbanque, ce groupe-là semble rencontrer les exigences. Excepté, avez-vous mentionné, en ce qui regarde la participation des caisses populaires, des *Credit Union* ou des coopératives; on nous dit que le capital initial payé sera d'environ \$10 millions, dont, 50 p. 100 sera avancé par les coopératives et on nous dit aussi à la page 2:

Afin de maintenir un équilibre des investissements et de la représentation parmi les actionnaires de la banque, il a été convenu par le groupe de souscription que les actions détenues par les caisses ou les sociétés de crédit ne devraient jamais dépasser 25 p. 100 de la totalité du capital action émis par Norbanque.

Alors, si tel est le cas, dès le début, ils vont avoir plus de 25 p. 100. Et on nous dit plus loin dans le mémoire que les 10 millions de capital payé seront versée pour environ 4 ans excepté les différents transferts des profits des parties.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Read.

Mr. Read: I do not know whether I should speak to this, or the sponsors. As I understand it, Mr. Clermont, approximately 50 per cent of the planned paid-in capital has already been committed; when the full subscriptions of the total capital are in, no more than 25 per cent of that total will be held by credit unions or their centrals or caisses populaires and their federation.

M. Clermont: Là vous parlez du moment où les deux millions d'actions seront mises sur le marché mais l'un des représentants de Norbanque a dit qu'en aucun temps les coopératives ne participeront pour plus de 25 p. 100. Au départ, c'est plus de 25 p. 100. Est-ce que nous pourrions avoir des explications sur sujet?

[Interpretation]

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Read.

Mr. Clermont: I hope that will not be taken off my time, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): No.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Read voulez-vous...

M. C. L. Read (Inspecteur général des banques): Monsieur le président, les parrains de ce bill m'ont tenu au courant de leur projet depuis quelques mois, voire depuis quelques années. J'aimerais dire que je ne m'oppose nullement au projet de loi soumis au Comité aujourd'hui.

Je me réjouis d'apprendre, par la déclaration de M. Willson, que la banque à l'intention de limiter la participation des caisses populaires à ses actions. Je crois que cette décision fait preuve de prudence et respecte le principe selon lequel les institutions financières qui font un travail analogue à celui des banques ne devraient pas participer de façon excessive aux actions d'une banque.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Read.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Read, it would appear, from your meetings with the group representing Northland, that this group satisfies all requirements. However, as far as the participation of credit unions and co-operatives go, we are told that the initial paid-in capital will be approximately \$10 million, 50 per cent of which will be advanced by co-operatives and it is also stated on page 2:

In order to maintain a balance of investment and representation among the shareholders of the bank, it has been agreed by the committed group that shares held by the credit union centrals and societies will not, at any time, exceed 25 per cent of the total issued capital of Northland.

Yet it seems that, right from the beginning, they will be having more than 25 per cent. Further on in the statement, it is said that the \$10 million capital will be maintained for approximately four years, except for the different transfers of profits among parties concerned.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Reid.

M. Reid: J'ignore si je dois parler de ceci ou des promoteurs. Sauf erreur, monsieur Clermont, à peu près 50 p. 100 du capital à verser prévu est déjà engagé; lorsque seront versées toutes les souscriptions au capital, pas plus de 25 p. 100 du total des actions ne sera entre les mains des caisses de crédit, des caisses populaires ou de leurs fédérations.

Mr. Clermont: What you are speaking about is the time when the two million shares will be placed on the market, but one of the representatives of Northland Bank has said that at no time will co-operatives have more than a 25 per cent share. At the outset it is more than 25 per cent. Could we have some explanation?

[Texte]

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Perhaps Mr. Willson would like to comment.

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, in answer to Mr. Clermont's point, the credit unions have now subscribed less than 25 per cent in total, that is, all credit unions and centrals in total have in fact subscribed less than 25 per cent of the initial \$10 million capital that we will need when we come with a licence to operate.

This will not at any time exceed 25 per cent of the capital subscribed. At this point in time, as I explained, the credit unions made the initial subscription. They will not be allowed to subscribe any further, so that as we distribute the rest of the \$10 million and when we arrive at our authorized \$10 million issue, they will in fact be less than 25 per cent, and at no time in the future will they be allowed to exceed that percentage.

M. Clermont: Dans un autre secteur, est-ce que la banque va avoir des actionnaires non canadiens, étrangers?

Mr. Willson: Mr. Chairman, we have provided what we might call an enabling amount of up to 10 per cent of our total equity as being available for foreign investment if we should need it.

The reason we feel that we may require the foreign investment is that in contacts with banks in Europe, the Far East and the United States, where some of our anticipated customers in Western Canada may wish to export and we wish to facilitate those exports, it has been made clear to us that it would be to our advantage in arriving at suitable arrangements with correspondent banks if some nominal percentage of investment were available in the form of equity participation to those banks of our selection. But this is not in any sense a matter of being required to broaden our capital base, but rather to facilitate the aspirations of our customers.

M. Clermont: Je crois que vous voulez vous spécialiser dans un champ d'activités entre autres, celui du petit commerçant et de la petite entreprise, mais aussi dans les marchés internationaux. Vous nous avez expliqué dans vos remarques où vous allez aller chercher vos fonds pour ensuite les prêter à la petite entreprise. Est-ce que vos taux d'intérêt vont être concurrentiels avec les sources déjà existantes pour ce genre de petites entreprises?

Mr. R. Willson: I think, Mr. Chairman, our professional banking president could best answer that question for Mr. Clermont.

• 2030

Mr. H. Wilson: I would certainly anticipate, Mr. Clermont, that our rates of interest would indeed be competitive. First of all, if they were not competitive we would not have any clients.

Our approach, as far as pricing our services and our loans to our clients, to attract clients and to develop the economy must be competitive. But the approach is the mechanism I described in my opening remarks which we believe is an opportunity for us to ensure the availability of funds to these small- to medium-size businesses while providing us the protection where we do not have the hard core of savings deposits, and where we are buying our funds out of the money markets and from our clients. If we were quoting our price for the lending of money based on a prime rate, we could, in times of tight money find ourselves in some difficulty. And it is our attempt in using

[Interprétation]

Le président suppléant (M. Herbert): M. Willson voudrait peut-être répondre.

M. Willson: Monsieur le président pour répondre à la question de M. Clermont, je dirais que les caisses de crédit ont versé des cotisations totales de moins de 25 p. 100; c'est-à-dire que toutes les caisses de crédit et les centrales ont cotisé moins de 25 p. 100 des 100 millions de dollars en capitaux dont nous aurons besoin au moment où nous recevrons un permis.

Ceci ne dépassera jamais 25 p. 100 des cotisations. Comme je l'ai déjà expliqué, les caisses de crédit ont versé la cotisation initiale. Elles n'auront pas la possibilité de verser d'autres cotisations, de sorte que lorsque nous distribuerons le restant des 10 millions de dollars, et au moment où nous aurons reçu nos fonds autorisés de 10 millions de dollars, leur proportion sera moins de 25 p. 100 et elles n'auront plus jamais la possibilité de dépasser ce pourcentage.

Mr. Clermont: Will the bank have foreigners or non-Canadians among its shareholders?

M. Willson: Monsieur le président nous avons fait en sorte que jusqu'à 10 p. 100 de la totalité de notre capital soit réservé aux investissements étrangers, si nous en avions besoin.

A notre avis, il est possible que nous ayons besoin d'investissements étrangers, car, en relation avec des banques en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis, certains de nos clients éventuels dans l'ouest du Canada voudraient peut-être exporter et nous voulons faciliter de telles exportations. On nous a indiqué clairement que si nous voulions avoir des accords convenables avec les banques de divers pays, il serait à notre avantage de mettre à la disposition des banques que nous aurions choisies un certain pourcentage de la totalité de notre capital. Il ne s'agit pas d'élargir notre base en capitaux, mais plutôt de chercher à rendre service à nos clients.

Mr. Clermont: I believe that one of the fields of activity in which you wish to specialize is that of the small businessman and the small business as well as in international markets. You have explained to us in your remarks where you will seek funds for loans to small businesses. Will your rates of interest be competitive with existing sources of funds for this type of small business?

M. Willson: Monsieur le président, je pense que notre président, professionnel des activités bancaires, pourrait répondre à la question de M. Clermont.

M. H. Wilson: Monsieur Clermont, j'imagine que nos taux d'intérêt seraient concurrentiels. Tout d'abord, s'ils ne l'étaient pas, nous n'aurions pas de clients.

Notre approche doit être concurrentielle, en ce qui concerne l'établissement des prix de nos services et de nos prêts, si nous voulons attirer des clients et développer l'économie. L'approche que j'ai décrite dans mes commentaires d'ouverture et à laquelle nous croyons, nous donne la possibilité de nous assurer que les fonds seront disponibles à ces entreprises petites et moyennes, tout en nous protégeant quand nous n'avons pas de noyau de comptes d'épargne et quand nous devons acheter nos fonds sur le marché monétaire ou auprès de nos clients. Si nous devions établir le prix de nos prêts sur la base d'un taux d'escompte, il serait possible qu'aux moments où il y a peu d'argent, nous

[Text]

this mechanism, to satisfy our clients' requirements while limiting our risk as a lending institution.

Le président suppléant (M. Herbert): Une dernière question, monsieur Clermont.

M. Clermont: Vous avez, à la fin de votre mémoire, monsieur Wilson, des projections de bilan pour cinq ans. Par exemple, vous dites qu'après cinq ans, l'actif serait d'environ 343 millions de dollars et vous avez un montant de dépôt d'environ 316 millions de dollars. Quelle méthode avez-vous employée pour arriver à ces chiffres-là: un actif d'environ 343 millions de dollars, des frais relatifs au revenu de 18,182 mille dollars et des dépôts se totalisant à environ 300 millions de dollars?

Mr. H. Wilson: The projections in the back of our brief are the results of our market investigations, contacts that were made through trade associations, our assessment of what we foresee as the possibility for us of prudent growth primarily in the three Prairie Provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta.

I think it is fair to say if we so desired we could probably build a larger bank much more quickly than is described in these projections. We do not feel it would be a prudent step for us, for our shareholders or for our depositing clients to move at a faster pace than is described here. However, we think this is a realizable goal that we have described here, one that is attainable but, as I say, with prudence.

Mr. Clermont: Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Lambert, Edmonton West.

Mr. Lambert (Edmonton West): Thank you, mr. Chairman. I would like to direct my attention to the requirements of Section 18 of The Bank Act dealing with the qualifications of directors, as to whether any of the provisional directors of the bank are caught by any of these requirements or if it is the intention of selecting persons who, in addition, may be caught by the provisions of this section.

I am not concerned about residence and Canadian citizenship, because these have already been covered. Nor do I think we have to worry about the 75 years of age. Everybody looks to be reasonably under that. But is anyone else a director of another bank?

Mr. R. Willson: No, Mr. Chairman.

Mr. Lambert (Edmonton West): Is anyone a director of a trust company to which the Trust Companies Act applies?

Mr. R. Willson: I am not sure on that point. If I may, Mr. Chairman, I would like to refer that to our solicitor.

Mr. Alan William Scarth Q.C. (Solicitor): No, Mr. Chairman, there are no directors of trust companies on the provisional board.

[Interpretation]

nous trouverions en difficulté. En nous servant de ce mécanisme, nous essaierons de satisfaire les besoins de nos clients tout en limitant les risques que nous pourrions encourir en tant qu'institution de prêts.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): One last question, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: At the end of your brief, Mr. Wilson, you have five-year balance sheet projections. For example, you say that after five years your assets would be about \$343 million and you have a figure for deposit of about \$316 million. What method did you use to calculate these figures: assets of about \$343 million, income expenses of \$18,182,000 and deposits totalling approximately \$300 million?

M. Wilson: Les projections à la fin de notre mémoire ont été établies en conséquence d'enquêtes sur notre marché, de contacts établis par la voie des associations commerciales, et de notre évaluation des possibilités de croissance au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta.

A mon avis, il serait juste de dire que si nous voulions le faire nous pourrions probablement fonder beaucoup plus rapidement une banque beaucoup plus importante que celle qui est décrite dans ces projections. Nous ne croyons pas qu'il serait prudent pour nos actionnaires, pour nos clients ou pour nous-mêmes, de procéder à un rythme plus rapide que celui qu'on décrit ici. Cependant, nous croyons que nous pourrions atteindre l'objectif exposé dans notre mémoire, mais en procédant avec prudence.

M. Clermont: Merci. Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): M. Lambert, Edmonton-Ouest.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Merci, monsieur le président. J'aimerais parler des exigences de l'article 18 de la Loi sur les banques ayant trait aux titres des administrateurs. Est-ce que ces dispositions s'appliquent aux administrateurs provisoires de la banque ou avez-vous l'intention de choisir des personnes auxquelles les dispositions de cet article pourraient s'appliquer?

Je ne me préoccupe pas des dispositions ayant trait au domicile ou à la nationalité canadienne, car ces questions ont déjà été réglées. Il n'est pas question non plus de personnes âgées de plus de 75 ans. Tout le monde paraît beaucoup plus jeune. Mais y a-t-il des gens qui sont administrateurs d'autres banques?

M. R. Willson: Non, monsieur le président.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Y a-t-il quelqu'un qui soit directeur d'une société fiduciaire et à qui s'applique la Loi sur les compagnies fiduciaires?

M. R. Willson: Je n'en suis pas certain. Si vous permettez, monsieur le président, j'aimerais poser cette question à notre avocat.

M. Alan William Scarth, C.R.: Non, monsieur le président, aucun directeur d'une compagnie fiduciaire ne fait partie du conseil provisoire.

[Texte]

• 2035

Mr. Lambert (Edmonton West): Or among those intended to be directors of the Bank?

Mr. Scarth: No, Mr. Chairman, we will ensure that the permanent directors of the Bank conform with proposed section 18.

M. Lambert (Edmonton West): There are no provisional or directors-to-be who are directors of a loan company, within the meaning of the Loan Companies Act?

Mr. R. Willson: No, Mr. Chairman.

Mr. Lambert (Edmonton West): What about being a director of a company that owns shares in the capital stock of a company such as described, let us say a bank to which the Quebec Savings Banks Act applies or the Trust Companies Act applies or the Loan Companies Act apply if that company owns 10 per cent, if he is a director of a company which has a 10 per cent interest and he would be permitted to devote that 10 per cent in this bank?

Mr. Scarth: It is my understanding, Mr. Chairman, that none of the provisional directors are so disqualified. I would point out, Mr. Chairman, that the application of Section 18 is to the permanent directors in the Bank.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but I am asking that in the anticipation that, I presume, at least two, if not three, of the present provisional directors will continue as, shall we call them, permanent directors or active directors of the Bank.

Mr. Scarth: Yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): And it is for that reason that I am asking this question because, as you know, there is a parallel application coming down the pike where there are all sorts of exceptions being written into the incorporating act, exceptions to Section 18 which I think are going to cause it to whistle Dixie.

Mr. Scarth: Mr. Chairman, in response, all of our provisional directors do qualify under Section 10, which is the qualification section for provisional directors, and we are very much aware of the requirements of Section 18, and when the subscribers' meeting comes to elect our permanent directors we value the advice that we look to proposed section 18 and we will ensure that they do qualify.

Mr. Lambert (Edmonton West): Thank you very much, Mr. Scarth, I am reassured on that particular point.

Are there any members of the provisional directors or of any of the intended active directors who shall be members of any public service of any province or of the Government of Canada?

Mr. R. Willson: No, Mr. Chairman.

Mr. Lambert (Edmonton West): There was a Mr. Sampson. Is the Saskatchewan Economic Development Corporation a government Crown corporation or a Saskatchewan emanation? He is the loans manager of that. Is he in any way a director of that corporation?

[Interprétation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ni parmi ceux qui sont appelés à devenir administrateurs de la Banque?

M. Scarth: Non, monsieur le président, nous allons nous assurer que les administrateurs permanents de la Banque se conforment à l'article 18 proposé.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il n'y a pas d'administrateurs provisoires ou d'administrateurs éventuels qui sont aussi directeurs d'une compagnie de prêts, aux termes de la Loi sur les compagnies de prêts?

M. R. Wilson: Non, monsieur le président.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Et s'il s'agit de l'administrateur d'une compagnie qui détient des actions dans une autre compagnie comme celle que je viens de décrire, supposons que c'est une banque assujettie à la Loi sur les banques d'épargne du Québec, la Loi sur les compagnies fiduciaires ou la Loi sur les compagnies de crédit, supposons que c'est 10 p. 100 des actions, et qu'il lui soit possible à cet administrateur de céder ces 10 p. 100 à la Banque?

M. Scarth: Autant que je sache, monsieur le président, aucun des administrateurs à titre provisoire n'est rendu inhabile de cette façon. En passant, je signale que l'article 18 s'applique aux administrateurs permanents de la Banque.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais je suppose au départ qu'au moins deux ou trois administrateurs à titre provisoire sont appelés à devenir administrateurs permanents ou directeurs actifs de la Banque.

M. Scarth: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est pour cette raison que je vous pose la question. Vous n'êtes pas sans savoir que parallèlement il y a toutes sortes d'exceptions qui sont prévues à la Loi d'incorporation, à l'article 18, qui font que des difficultés pourront survenir.

M. Scarth: Monsieur le président, tous nos administrateurs à titre provisoire sont admissibles aux termes de l'article 10, soit l'article établissant les conditions d'admissibilité; nous savons également quelles sont les exigences au titre de l'article 18. Lorsque le moment sera venu pour nos actionnaires d'élire les administrateurs permanents, nous examinerons certainement de très près l'article 18 proposé, comme on nous l'a conseillé, afin de nous assurer qu'ils sont admissibles.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je vous remercie, monsieur Scarth. Je suis rassuré sur ce point.

Y a-t-il des administrateurs provisoires ou des administrateurs éventuels qui sont membres de la Fonction publique d'une province ou du gouvernement du Canada?

M. R. Wilson: Non, monsieur le président.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il y a quelqu'un du nom de Sampson. La *Saskatchewan Economic Development Corporation* est-elle une société de la Couronne ou simplement une créature du gouvernement de la Saskatchewan? Ce M. Sampson est bien directeur du département des prêts de cette société?

[Text]

Mr. Scarth: Mr. Chairman, Mr. Sampson is in no way a director. He is an employee of the Saskatchewan Government Development Corporation but in an employed capacity, not as a director.

Mr. Lambert (Edmonton West): Is it intended that he shall become an active director of this Bank?

Mr. Scarth: Mr. Chairman, that decision has not been taken yet. It is properly taken by the subscribers at their meeting. At that time, if there is objection found to his employment, of course he would be disqualified.

• 2040

Mr. Lambert (Edmonton West): I say that, Mr. Scarth, because I have a distinct dislike of anybody who is an employee of a provincial government who shall become a director of a bank. There are, I think, possibilities of obvious conflicts of interest arising out of that employment and with that of the bank. We have had, at one time, to modify the charter of the Bank of British Columbia with regard to that particular feature, and it is for that reason that I wish to ask. When we look at page 13 of your brief, what do you mean by saying the committed group is as follows?

Listed there are Federated Co-Ops Limited, Co-Operative Fire and Casualty Insurance Company, Co-Op Life Insurance Company, Co-Operative Credit Society of Manitoba, the CCIL, Saskatchewan Co-Operative Credit Society, Co-Operative Trust Company of Canada, Co-Operative Superannuation Society, and Calgary Co-Op Limited. These are the people who are to subscribe for 50 per cent of the authorized capital. Or is it the issued capital of the bank?

Mr. R. Willson: Of the issued capital, the \$10 million, Mr. Chairman.

Mr. Lambert (Edmonton West): You propose to issue 50 per cent of your authorized capital. Is that it?

Mr. R. Willson: This is correct.

Mr. Lambert (Edmonton West): So they will have \$5 million among them.

Mr. R. Willson: This is correct, Mr. Chairman.

Mr. Lambert (Edmonton West): The Co-Operative Trust Company of Canada — does that operate under the Trust Companies Act, Mr. Scarth?

Mr. Scarth: I understand so. Yes, Mr. Chairman.

Mr. Lambert (Edmonton West): Therefore there will be nobody from that trust company who will be a director of your bank.

Mr. Scarth: There will be no director of that trust company who will be a director of the bank.

Mr. Lambert (Edmonton West): That is right. And what about the Co-Op Life Insurance Company?

Mr. Scarth: I do not know, Mr. Chairman, of any disability regarding . . .

Mr. Lambert (Edmonton West): Or are we going to get a Hong Kong arrangement here?

[Interpretation]

M. Scarth: M. Sampson n'est pas l'un des directeurs de la société. Il est simplement employé de la Saskatchewan Economic Development Corporation.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Est-il appelé à devenir administrateur actif de la Banque?

M. Scarth: La décision n'en a pas encore été prise. C'est aux actionnaires qu'elle appartient. Ce n'est que lors de leur réunion que l'on pourra déterminer si M. Sampson est inhabile à occuper le poste d'administrateur de par son emploi.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Si j'aborde son cas, monsieur Scarth, c'est que je vois d'un très mauvais œil qu'un fonctionnaire d'un gouvernement provincial devienne administrateur d'une banque. Je pense qu'il y a nette possibilité de conflit d'intérêts dans l'occupation de ces deux emplois. Nous avons dû à un moment donné modifier la charte de la Banque de la Colombie-Britannique à cause de cet aspect et c'est pourquoi je vous pose la question suivante. A la page 13 de votre mémoire, que voulez-vous dire en citant les sociétés qui ont souscrit? En voici la liste:

Federal Co-Ops Limited, Co-Operative Fire and Casualty Insurance Company, Co-Op Life Insurance Company, Co-Operative Credit Society of Manitoba, le CCIL, Saskatchewan Co-Operative Credit Society, Co-Operative Trust Company of Canada, Co-Operative Superannuation Society et Calgary Co-Op Limited. Ce sont les sociétés qui vont investir 50 p. 100 du capital autorisé. N'est-ce pas plutôt le capital-actions de la banque?

M. R. Willson: Le capital-actions de la banque, le montant de \$10 millions, monsieur le président.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Vous avez donc l'intention de faire une émission d'actions pour 50 p. 100 de votre capital autorisé. Est-ce exact?

M. R. Willson: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Elles se partageront donc \$5 millions.

M. R. Willson: C'est exact, monsieur le président.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le *Co-Operative Trust Company of Canada* ne doit-il pas se conformer à la Loi sur les compagnies fiduciaires, monsieur Scarth?

M. Scarth: Je crois que oui, monsieur le président.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Par conséquent, aucun membre de cette compagnie fiduciaire ne sera un administrateur de votre banque.

M. Scarth: Aucun administrateur de cette compagnie fiduciaire ne sera un administrateur de la banque.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est exact. Et pour ce qui est de la *Co-Op Life Insurance Company*?

M. Scarth: Monsieur le président, je ne connais aucune interdiction ayant trait . . .

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ou est-ce qu'on l'acceptera par complaisance dans ce cas-là?

[Texte]

Mr. Scarth: I know of no disability of a life insurance company director acting as a director of a bank.

Mr. Lambert (Edmonton West): No. All right. I think that is all for this turn, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Abbott.

Mr. Abbott: Mr. Chairman, I would like to ask one of the Wilsons—both of them are knowledgeable—a little about the question of the name of the bank. Very briefly, why is it Northland? Is there some specific reason for this name? Is it to imply that you are going to be very large in the frontier areas?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, we gave considerable thought to the naming of the bank. One of the things we took into account was that it was not really embracing all of western Canada, as one or more of you may be quick to point out. Thus we could not claim purely west, and on reflection we felt that since each of the three provinces concerned is looking very much toward the development of its northlands, the name began to register with us in that sense. We are committed to the economic development of each of them. We came to adopt "Northland" as our style and so registered it.

Mr. Abbott: Mr. Lambert is concerned with directors in conflict, potentially or otherwise. I am a little concerned with the fact that the bank to all intents and purposes is—I will not say a "creature" of the co-operative movement, but very much a partner of theirs, I assume, by its ownership being largely concentrated either in the hands of co-ops or credit unions. I presume the tax-free nature of many of these co-operative operations will permit a pretty generous cash flow into deposits so that they can utilize the co-op funds for the purpose of the bank's growth. Would that be accurate?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, this is an interesting concept. It is one that quite candidly has not been taken into account or even discussed to this point. I am not aware if that is possible.

• 2045

Mr. Abbott: You had mentioned that your customers would be prime sources for deposits.

Mr. R. Willson: Yes.

Mr. Abbott: And I am assuming that your close and friendly association with the co-operative movement in its corporate manifestations, and in the credit unions, will make them pretty healthy customers. Would that be correct?

Mr. R. Willson: Yes, Mr. Chairman, that is correct, and in that sense we will be competing for their custom with a number of other banks who are now serving them, particularly the larger ones, quite effectively in many respects.

Mr. Abbott: I am not even suggesting this is not a good idea. I think the stability of the bank is better insured by having this kind of support from very worthwhile and reputable business operations that are widely owned by westerners.

[Interprétation]

M. Scarth: A ma connaissance, rien n'interdit à un directeur d'une compagnie d'assurance-vie d'occuper le poste d'administrateur d'une banque.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non. Très bien. C'est tout pour ce tour, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Abbott.

M. Abbott: Monsieur le président, j'aimerais poser une question à l'un des deux Wilson, les deux semblent très au courant, au sujet du nom de la banque. Très brièvement, pourquoi l'appelle-t-on la Norbanque? Y a-t-il une raison précise? Est-ce que cela signifie que vous jouerez un rôle important dans les régions frontalières?

M. R. Willson: Monsieur le président, nous avons beaucoup réfléchi au nom de la banque. Tout d'abord, nous avons tenu compte du fait qu'elle n'englobe pas vraiment tout l'Ouest du Canada, comme l'un de vous aurait pu facilement le signaler. C'est pourquoi nous ne pouvions faire mention de «l'Ouest» et, à la réflexion, nous avons pensé qu'étant donné que chacune des trois provinces en cause est très intéressée au développement du Nord, nous avons commencé à penser à ce nom. Nous nous engageons à contribuer à l'expansion économique de chacune de ces provinces. Nous en sommes venus à adopter Norbanque et c'est pourquoi nous l'avons enregistré.

M. Abbott: M. Lambert craint qu'il n'y ait un conflit entre les administrateurs. Je suis un peu préoccupé par le fait que la banque est à tous égards je ne dirai pas une «créature» du mouvement coopératif, mais vraiment un associé, je suppose, étant donné que des coopératives ou des coopératives de crédit détiennent la plupart des actions. Étant donné que bien de ces coopératives ne paient pas d'impôt, je suppose que cela permettra un mouvement de trésorerie assez considérable afin qu'on puisse se servir des fonds des coopératives en vue de l'expansion de la banque. N'est-ce pas exact?

M. R. Willson: Monsieur le président, c'est une idée intéressante. Je vous avouerai franchement qu'on n'en a pas tenu compte ou qu'on n'en a même pas discuté. J'ignore si c'est possible.

M. Abbott: Vous avez mentionné que les dépôts proviendraient d'abord de vos clients.

M. R. Willson: Oui.

M. Abbott: Je suppose que votre association étroite, avec les coopératives pour ce qui est de ces activités, et avec les coopératives de crédit, en feront des clients assez prospère. Est-ce exact?

M. R. Willson: Oui, monsieur le président, c'est exact et c'est pourquoi pour nous assurer notre clientèle nous devons faire concurrence à un certain nombre d'autres banques qui leur assurent maintenant un service efficace à bien des égards surtout les plus importantes.

M. Abbott: Je ne dis même pas que c'est une mauvaise idée. Je crois que la banque gagnera une plus grande stabilité en profitant de l'appui d'entreprises très valables et estimables qui sont la propriété en majorité d'habitants de l'Ouest.

[Text]

I would like to ask you a little bit on the capitalization of \$20 million, and the 50 per cent that remains to be subscribed after you have limited the subscribing co-ops and credit unions, whether you anticipate any difficulty in raising this money.

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, there have been a number of indications of interest addressed to me personally and to Mr. Hugh Wilson as to subscription. It is our intention, if we withhold the 10 per cent for international, to offer the remaining 40 per cent widely across Western Canada. We make no apology whatsoever for the fact that the co-operatives, representing several hundred thousands of Canadians, have seen fit to promote the idea, but we are in no sense a captive of those sponsors. We see our charter coming, as it does for any other bank, directly under the jurisdiction of the Inspector-General, and we will conduct ourselves accordingly. We have no concern, in other words, on that score.

Mr. Abbott: Mr. Willson, would it be fair to observe that probably over 50 per cent of the directors, provisional certainly, permanent likely, will be drawn—and never mind the shareholdings—from these large sponsors?

Mr. R. Willson: Yes. I would think it logical, Mr. Chairman, to assume that the board will reflect the distribution of shareholdings to the extent possible, sure.

Mr. Abbott: So that while you cannot predict the way the directors will choose to run the bank, you assume it will be in the best interests of the bank and not in the best interests of the member co-ops, as befits the directors' responsibility?

Mr. R. Willson: It will be run in the best interests of the bank.

Mr. Abbott: Right.

Finally, I am just sorry that we do not have one of the official financial critics of the Opposition with us tonight because he could shed some very revealing light, I would think, on the hazards of operating a western bank based in Winnipeg. The member for York-Simcoe could, I think, have given us some salutary observations on this problem.

I wonder if you could, without commenting on the ill fortune that struck that particular enterprise, perhaps due to the fact that its directors did not come from such responsible areas of activity as yours, say whether there are any hazards in basing a bank in Winnipeg and dealing in the prairie provinces that might cause the same state to befall you as the Bank of Western Canada under Mr. Sinclair Stevens suffered?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, of course it would be inappropriate for us to comment on the affairs of any other bank because we cannot really recapture the same circumstances with which they were confronted, but I would say, and it may be of some reassurance to the Committee, that we had access to the records, in some depth, of the late Bank of Western Canada. When I say records, I mean some of the proceedings leading up to the creation of the bank and their experience. We had access through personal interview to the experience of the Bank of British Columbia and their start-up. To my agreeable surprise, we had access to some of the experiences of Mercantile, Unity and the other banks. Indeed, the banking industry has been co-operative as we have pursued our search for feasi-

[Interpretation]

J'aimerais vous demander comment vous allez vous procurer ces \$20 millions, et si vous prévoyez avoir de la difficulté à réunir les fonds qui resteront, c'est-à-dire le 50 p. 100 qui restera après la souscription des coopératives et des coopératives de crédit.

M. R. Willson: Monsieur le président, un certain nombre de personnes nous ont signalé, à moi-même et à M. Hugh Wilson, qu'elles étaient intéressées à souscrire. Si nous mettrons de côté le 10 p. 100 destiné à des actionnaires étrangers, nous avons l'intention d'offrir le 40 p. 100 qui reste dans l'Ouest du Canada. Nous ne nous excusons pas du tout que les coopératives, représentant plusieurs centaines de milliers de Canadiens, aient jugé bon de promouvoir cette idée, mais nous ne sommes pas du tout liés à ces parrains. Comme pour toute autre banque, notre charte relève directement de la juridiction de l'inspecteur général, et nous agissons en conséquence. Autrement dit nous n'avons aucune crainte à cet égard.

M. Abbott: Monsieur Wilson, ne serait-il pas juste de dire que probablement plus de 50 p.100 des administrateurs, provisoires et permanents, seront des membres de ces parrains très importants quelle que soit la valeur des actions?

M. R. Willson: Oui. Je crois que c'est logique monsieur le président de supposer que le conseil d'administration reflètera la répartition des actions dans la mesure du possible.

M. Abbott: Donc, bien que vous ne puissiez prédire la façon dont les administrateurs choisiront de gérer la banque, vous supposez qu'ils le feront au mieux des intérêts de la banque et non pas au mieux des intérêts des membres des coopératives, comme il conviendra aux administrateurs?

M. R. Willson: Ils la géreront au mieux des intérêts de la banque.

M. Abbott: C'est exact.

Finalement, je suis désolé qu'un des critiques financiers officiels de l'opposition ne soit pas avec nous ce soir parce qu'il pourrait nous renseigner de façon très significative à mon avis sur les risques que comporte l'établissement d'une banque de l'Ouest fondée à Winnipeg. Le député de York Simcoe aurait pu à mon avis nous donner des renseignements très utiles sur ce problème.

Sans parler de la malchance qui a frappé cette entreprise en particulier, peut-être parce que ses administrateurs ne provenaient pas de milieux aussi sérieux que les vôtres, pourriez-vous nous dire si la fondation d'une banque à Winnipeg qui fasse affaire dans les provinces des Prairies comporte des risques qui pourraient entraîner une faillite comme cela a été le cas pour la banque de l'Ouest du Canada relevant de M. Sinclair Stevens?

M. R. Willson: Monsieur le président, bien entendu nous ne pouvons faire des observations sur les affaires de toute autre banque parce que nous ne pouvons pas vraiment connaître les circonstances auxquelles elle a fait face, mais je dirais, et cela rassurera peut-être le Comité, que nous avons consulté de façon approfondie les dossiers de l'ancienne banque de l'Ouest du Canada. Quand je parle des dossiers, je songe à certains des événements qui ont amené la création de cette banque. Au moyen d'entrevues personnelles, nous avons pu nous renseigner sur l'expérience vécue par la Banque de la Colombie-Britannique lors de ses débuts. J'ai été agréablement surpris, d'ailleurs, de pouvoir ainsi connaître l'expérience de la Banque Mercantile, de la Banque Unity, ainsi que d'autres banques. En

[Texte]

bility. They have given us some instruction in some of the hazards and opportunities.

• 2050

Mr. Abbott: I would finally say that as one who had the privilege of living four years in the City of Calgary in the prairies, I think it is a first-rate idea that a bank, run by sound people, Westerners, and prairie people is being formed because I think it is something the Prairie Provinces have needed for a long time.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Abbott. I guess the inference Mr. Willson made is if something does turn wrong, he can always become a politician.

Mr. Joyal: A question of privilege.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Mr. Chairman, I think it is really unfair. Mr. Stevens is not here and there are such allegations! He has had a great in-put in that committee. We might not share his views and we might not share his opinions and the way he manages things but I think it is unfair to him. I am sorry, but as Chairman you should not be allowed to make such comments of a permanent member of this Committee who is absent tonight.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): I will make an apology.

Mr. Orlikow: I did not know we were questioning Mr. Stevens.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Lambert, du beau comté de Bellechasse.

M. Lambert (Bellechasse): Je m'excuse, monsieur le président, mais j'avais cru comprendre que mon collègue, M. Trudel, me précédait sur la liste avant moi.

Le président suppléant (M. Herbert): Il est sur la liste aussi, mais je vous en prie.

M. Lambert (Bellechasse): Alors, si vous me donnez l'occasion de poser mes questions, je vais le faire. Je remercie bien mon collègue, M. Trudel.

Je m'adresse au témoin qui est immédiatement à votre droite, monsieur le président. Je tiens à vous remercier de nous avoir remis votre mémoire à l'avance et de l'avoir fait traduire en français, l'une des deux langues officielles. C'est déjà un bon point en votre faveur.

M. Lambert (Bellechasse): Alors, à la page 7, il est écrit que:

Dès la fin de 1973, il était devenu manifeste pour le groupe d'études que la nécessité de fonder une nouvelle banque ne pouvait pas être résolue avec les seules ressources des sociétés coopératives intéressées, aussi diverses soient-elles.

il est dit ceci, plus spécialement:

La décision fut prise de poursuivre la possibilité de fonder une banque canadienne à charte comme celle que nous connaissons, qui bénéficierait d'un vaste appui et qui concentrerait son attention sur les besoins d'expansion des trois provinces des Prairies.

[Interprétation]

effet, nous avons profité de la coopération de toute l'industrie. Nous avons pu connaître à l'avance certains des dangers et certaines occasions à saisir.

M. Abbott: Ayant quand même vécu quatre ans dans la ville de Calgary, je tiens à dire que j'approuve à 100 p. 100 la conception d'une banque administrée par des gens compétents, par des gens de l'Ouest et des Prairies, car j'estime que ce besoin se fait sentir depuis longtemps dans les provinces des Prairies.

Le président Suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Abbott. M. Willson voulait dire, je crois, que si son projet foire, il pourrait toujours devenir homme politique.

M. Joyal: Je pose la question de privilège.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Joyal a la parole.

M. Joyal: Monsieur le président, j'estime que ceci est injuste. M. Stevens n'est même pas présent, et voilà qu'on l'attaque! Il a beaucoup contribué au travail de ce comité. Bien que nous ne soyons pas d'accord avec tout ce qu'il pense, avec ses opinions ou même sa façon d'agir, cela est tout de même déloyal. Je m'excuse de le dire, monsieur le président, mais il devrait vous être interdit de faire de telles remarques au sujet d'un membre permanent de ce comité qui est absent ce soir.

Le président suppléant (M. Herbert): Je lui ferai mes excuses.

M. Orlikow: Je ne m'étais pas rendu compte qu'il s'agissait de M. Stevens.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Lambert from the fair riding of Bellechasse.

Mr. Lambert (Bellechasse): I am sorry, Mr. Chairman, but I thought that my colleague, Mr. Trudel, was to speak before me.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): He is also on my list, but please go ahead.

Mr. Lambert (Bellechasse): Well, since you want me to go ahead, I will ask my questions. My thanks to my colleague, Mr. Trudel.

I should like to address my question to the witness who is on your right, Mr. Chairman. I should like to thank you for having supplied your brief in advance, and for having had it translated into French, which is one of the two official languages. That is a good start to get off to.

Mr. Lambert (Bellechasse): On page 7 of your brief it says:

By late 1973, it had become apparent to the task force that satisfaction of the need for the new bank did not lie exclusively within the resources of the interested co-operative associations, however diverse.

And more especially, it says:

The decision was taken to pursue the possibility of a full-fledged Canadian chartered bank, with a broad base of support, while concentrating its attention upon the development needs of the three Prairie provinces.

[Text]

Ma première question serait la suivante: en vertu de quelle loi la Norbanque veut-elle fonctionner si le bill est accepté par le Parlement?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, under the Bank Act of Canada.

M. Lambert (Bellechasse): Alors, elle n'est pas différente des autres. Elle va fonctionner de la même façon! Bon, j'avais cru, tout à l'heure, que vous nous aviez laissé l'impression que cela pouvait être une banque un peu différente des autres.

Alors, si elle fonctionne en vertu de la même loi, elle va être soumise aux mêmes obligations et elle va obtenir, en même temps, les mêmes privilèges.

Le Bill C-1002, là, «Loi constituant Norbanque en corporation», est excessivement léger en papier. Mais, je pense que les droits, les avantages que vous en espérez vont être assez considérable.

Alors, je pense que c'est pour cette raison que nous devons, nous, du Comité, considérer d'une façon bien objective ce qui va se passer, lorsque votre banque pourra fonctionner. Alors, le capital social autorisé à l'article 3 est de 20 millions. Quand prévoyez-vous que ce capital sera disponible?

• 2055

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, it is my understanding that the \$10 million issued capital must be subscribed before we have licence to operate, thus qualifying us for the licence to do business under the Bank Act. I would assume that this might take us another month or two, if we are fortunate to be granted charter. But as soon as the equity is in position, and our licence to operate is granted, I would assume then we would begin.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Alors, supposons que dans un mois les choses ont bien été et que vous avez les 20 millions de dollars de capital social souscrits. Quel sera à ce moment-là le montant global des prêts qui pourront être consentis en vertu de la Loi sur les banques? Avec 20 millions de dollars, combien de millions de dollars en prêts pourriez-vous consentir à des clients, à des petites entreprises tel que mentionné dans votre mémoire?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, we will have in fact \$10 million paid-in capital with which to start operations. The amount that can be loaned I believe bears a functional relationship to the \$10 million as prescribed in the Bank Act. I would defer, if I may, to my colleague, Mr. Wilson, who is a banker and could perhaps give you a more satisfactory answer.

Mr. H. Wilson: The growth of the bank is described in the projections enclosed in the back of the brief, and I might refer to those. While having \$10 million in paid-in capital from the date of initiation, at the end of the first year of operation as we see the bank growing and progressing we would have \$25,500,000 out in loans to a variety of customers, a diverse group of clientele. That grows on through your two and your three and so on into the future.

In a proven fashion, not immediately extending ourselves to the full permission of leverage upon our capital, at such time as we approach a position where we feel we have extended ourselves both on the liability side, being the deposit side of our balance sheet, and on the loan side of our balance sheet, the asset side, at that time in any projections in year four we seek an increase in paid-in capital in our bank.

[Interpretation]

My first question is this: under what act does the Northland Bank wish to operate, provided the bill is passed by Parliament?

M. R. Willson: En vertu, monsieur le président, de la Loi sur les banques.

Mr. Lambert (Bellechasse): In that case, it is now different from the others. It will operate in the same way! It is just that I rather got the impression that you were saying it might be rather different from other banks.

If it is to operate under the same act, it will be subject to the same requirements and will also enjoy the same privileges as others banks.

Bill C-1002, An act to incorporate the Northland Bank, is a very slim document. However, I imagine that the privileges and advantages you hope to obtain from it will be fairly considerable.

I therefore feel that the Committee's duty is to take a very objective look at what will happen once your bank is in operation. The capital stock mentioned in Clause 3 is \$20 million. When do you expect this stock will be available?

M. R. Willson: Monsieur le président, je crois que le capital-actions de 10 millions de dollars doit être souscrit avant que nous puissions être en mesure d'obtenir une licence en vertu de la Loi sur les banques. Cela pourrait nous prendre un mois ou deux, si l'on nous accorde une charte. Dès que ce montant sera atteint et que nous aurons notre licence, je présume que nous pourrions commencer.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Let us assume that things go as you hope in the next month and that you have \$20 million subscribed capital stock. What would be the total loans that you will be authorized to make under the Bank Act? With this capital stock of \$20 million, what is the total amount you will be able to make in loans to the small businesses referred to in your brief?

M. R. Willson: Monsieur le président, nous aurons un capital versé de 10 millions de dollars afin de pouvoir faire des affaires. Je crois que le total des prêts que nous pourrions consentir est en fonction de cette somme de 10 millions de dollars. Mon collègue, M. Wilson, qui est banquier, pourrait vous donner une réponse plus précise.

M. H. Wilson: L'expansion de la banque est décrite dans les projections se trouvant à la fin de notre présentation. Avec 10 millions de dollars de capital versé au moment de notre entrée en affaires, nous prévoyons un total de \$25,500,000 en prêts consentis à divers clients et une expansion régulière pendant les années qui suivent.

Sans vouloir exploiter excessivement ce capital, mais essayant néanmoins de tirer le maximum possible tant du côté actif que passif, nous prévoyons qu'il faudra demander une augmentation du capital versé au cours de la quatrième année de l'existence de la banque.

[Texte]

That would be the growth and the projection of our bank through the coming years, as it has been with the established chartered banks for the last 150 years in Canada.

M. Lambert (Bellechasse): Quelles seront, d'après vous, les principales sources de revenus de Norbanque?

Mr. H. Wilson: The main source of revenue, the prime source of revenue, would be interest earned on loans, of course. There are subsidiary forms of revenue such as resources of revenue, commissions and fees to be earned in foreign exchange operations on behalf of our clientele, certainly not as speculative positions taken by our bank. That would not be our policy. There are fees and commissions for various services provided and offered to our clients. I should not over-emphasize those fees and commissions. The primary revenue is interest on loans.

• 2100

If I might just expand on that, interest earned on securities as well, of course, and Government of Canada bonds and provincial bonds.

M. Lambert (Bellechasse): En vertu de la Loi sur les banques, quelle est la réserve prévue et obligatoire qui est imposée aux institutions de ce genre pour assurer une sécurité aux personnes qui vont investir, qui vont acheter des actions? Vous avez mentionné qu'avec \$10 millions, vous prévoyez pouvoir prêter au cours de la première année \$25 millions. Où allez-vous prendre les \$15 millions additionnels pour pouvoir prêter \$25 millions? On dit: \$10 millions d'actions; cela signifie un capital initial. Vous venez de me répondre que vous allez pouvoir prêter \$25 millions. D'où proviennent les autres millions?

Mr. Wilson: Those are the deposits we attract from the public, sir, or that we buy, so to speak, in the money markets in Canada. These funds that we attract as deposits from our clients, or we buy on the money markets, are in turn loaned to our clientele.

M. Lambert (Bellechasse): Vous savez, moi, je commence à être un peu perplexe.

Le président suppléant (M. Herbert): Dernière question, monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Dernière question? Au moment où cela devient crucial, on est rendu à la fin. Est-ce qu'on aura l'occasion de recommencer avec un deuxième tour?

Une voix: A moins que la cloche ne sonne.

M. Lambert (Bellechasse): La maudite cloche.

Monsieur le président, il faut toujours regarder les choses telles qu'elles sont. S'il y a 24 douzaines d'œufs dans une caisse d'œufs, peu importe les talents du commerçant, il n'est toujours pas capable d'en vendre plus que 24 douzaines; il en a seulement 24. Moi, je m'imagine que dans le domaine de la manipulation de l'argent et du crédit, cela doit être pareil, parce que ce sont aussi des unités.

Alors supposons, par exemple... Non, je ne suppose pas, parce que c'est une réalité. Disons qu'en 1974, il y avait tout près de \$6 milliards en numéraire en circulation. Même si les clients déposent cela dans votre banque, cela va toujours demeurer \$6 milliards. Et l'information fournie par le gouvernement veut qu'à la même époque, il y ait des dépôts bancaires de \$57 milliards dans les banques à charte. Comment voulez-vous déposer \$57 milliards, quand il y a seulement \$6 milliards qui circulent? D'où vient la différence?

[Interprétation]

Voilà ce que nous prévoyons comme expansion de notre banque qui suivrait, dans les grandes lignes, la tradition des banques à charte canadiennes depuis 150 ans.

Mr. Lambert (Bellechasse): What do you expect Northland's main sources of revenue to be?

M. H. Wilson: La source principale de revenus serait l'intérêt sur les prêts, bien sûr. Accessoirement, il y aurait les commissions et honoraires pour des transactions de change, mais évidemment la banque n'aurait pas la politique de faire de la spéculation dans ce domaine. Il y aurait également des frais pour différents services aux clients, mais il ne faut pas exagérer leur importance. La source principale serait l'intérêt sur les prêts.

Il ne faut pas oublier non plus l'intérêt sur les différentes valeurs et obligations, y compris celles des gouvernements fédéral et provincial.

Mr. Lambert (Bellechasse): Under the Bank Act, what sort of reserve is required as a safeguard for investors and shareholders? With an initial capital of \$10 million, you expect to be able to lend \$25 million in the first year. Where will the other \$15 million be coming from?

M. H. Wilson: Cet argent proviendra des dépôts du public ou ce que nous achèterons sur le marché de l'argent au Canada. A partir de ces fonds-là, nous pourrions consentir des prêts.

Mr. Lambert (Bellechasse): I am starting to get a bit confused.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Your last question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Last question? Just when I am getting to the crucial point. Will I be able to have a second turn?

An hon. Member: If the bell does not ring.

Mr. Lambert (Bellechasse): The damn bell.

Mr. Chairman, we always have to look at things as they are. If there are 24 dozen eggs in a box, no matter how talented the merchant may be, he is not able to sell more than 24 dozen because there are only 24 dozen. I imagine that as far as manipulating money and credit goes, it must be the same because we are dealing with units.

Let us suppose that in 1974 there were approximately \$6 billion in circulation. Even if this amount were put in your bank by your customers, it would remain \$6 billion. According to the information provided by the government, during the same period, there were bank deposits of \$57 billion in the chartered banks. How is it possible to deposit \$57 billion when there is only \$6 billion circulating? What explains this difference?

[Text]

Est-ce que la nouvelle banque que vous espérez établir va avoir le privilège à son tour de multiplier les dépôts par X p. 100, donc de créer de l'argent, et d'imposer des intérêts là-dessus? Est-ce que c'est ce que vous espérez avoir? Moi, je serais favorable à ce qu'il y ait des institutions nouvelles, qui réellement tiennent compte des vraies unités, mais qu'on ne les multiplie pas par des choses imaginaires. Je vous ai donné comme exemple 24 douzaines d'œufs. On ne peut pas en vendre plus que 24. Avec \$6 milliards, comment pouvons-nous déposer \$57 milliards dans nos banques à charte? J'aimerais bien avoir une réponse là-dessus.

Mr. H. Wilson: You pose a very large question, of course.

M. Lambert (Bellechasse): Et elle est cruciale en plus.

Mr. H. Wilson: When I say a very large question, it is a question of the whole operation of banking not only in our country but in every country in the world. We are not unique in Canada in what you describe as \$6 billion in circulation and \$57 billion on deposit in the banks. We, as Northland Bank, are not creating money. We have no magic touchstone that allows us to wave a wand and say, one becomes two or one becomes four. What we are dealing with, and our basis of operation, is the money that is entrusted to us by the depositors, by owners of wealth who are prepared to entrust these moneys to us and for us to employ them. That is a very simple answer, I know, sir. I hope it is satisfactory. But we are not, I assure you, any more than any of the other established chartered banks in Canada, creating money.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, just a short question.

• 2105

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, juste une question brève.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Lambert, au deuxième tour, s'il vous plaît.

M. Lambert (Bellechasse): D'accord, Je me soumetts.

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, I would like to add to my colleague's reply to Mr. Lambert. The forecasts which you have before you, sir, are prepared by Mr. Wilson personally; but he had as a guide in doing this not only an earlier forecast done for us by a very experienced banking consultant whom we retained, but also the progress of the Bank of British Columbia and the Mercantile Bank which is on public record for the early years of their growth. We have made a forecast which we have then subjected to the scrutiny of some other bankers and other banking consultants before adopting it in our provisional Board. What you see, sir, has undergone the scrutiny of some professional bankers who tell us that our forecasts are conservative and our expenditures are conservative, which gave rise to some confidence on the part of our Board that we were properly estimating.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Willson. Mr. Trudel.

M. Trudel: Merci, monsieur le président. Je dois dire quelques mots pour féliciter les témoins de nous avoir présenté un mémoire d'une telle qualité, je pense que cela mérite d'être souligné, autant en français qu'en anglais.

[Interpretation]

Will this new bank that you hope to set up have the privilege of multiplying its deposits by X per cent, thus creating money, and then imposing interest on it? Is this what you hope will take place? I am all in favour of setting up new institutions that actually take into account real units but I cannot see how these imaginary multiplications come in. I gave you the example of 24 dozen eggs. It is impossible to sell more than the 24 dozen. With \$6 billion, how is it possible to deposit \$57 billion in our chartered banks? I would like to have an answer to that.

M. H. Wilson: Vous posez une question très vaste.

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes, and of paramount importance.

M. H. Wilson: C'est une question sur le fonctionnement des institutions bancaires non seulement au Canada mais dans tous les pays au monde. Au Canada, nous ne sommes pas les seuls à avoir 6 milliards de dollars en circulation et 57 milliards de dollars en dépôt dans les banques. Norbanque ne créera pas d'argent. Nous n'avons pas de pierre magique qui nous permettrait de doubler ou de quadrupler les montants que nous avons. Les fonds que nous avons et sur lesquels notre entreprise sera fondée, sera l'argent que nous confieront les déposants, c'est-à-dire les propriétaires des richesses qui sont disposés à nous confier cet argent afin que nous puissions nous en servir. Cela est, bien sûr, une réponse très simple, monsieur. J'espère que vous la trouverez satisfaisante. Mais je peux vous assurer que nous ne créerons pas d'argent, pas plus que toute autre banque à charte au Canada.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, j'ai une question brève.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, just a short question.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Lambert, on the second round, if you do not mind.

Mr. Lambert (Bellechasse): Very well, I will pass.

M. R. Willson: Monsieur le président, j'aimerais ajouter des commentaires à la réponse donnée par mon collègue à la question de M. Lambert. Les projections que vous avez devant vous, monsieur, ont été préparées par M. Wilson lui-même. Cependant, il avait comme guide non seulement des prévisions préparées pour nous par un consultant qui a beaucoup d'expérience dans le domaine bancaire et que nous avons engagé, mais il a bénéficié également des documents publiés sur les progrès faits par la Banque de la compagnie britannique et de la Banque Mercantile au début de leurs opérations. Nous avons fait une prévision qui a ensuite été étudiée par d'autres banquiers et d'autres experts conseils bancaires avant de l'adopter dans notre conseil intérimaire. Ce que vous avez devant vous, monsieur, a été examiné par des banquiers professionnels qui nous disaient que nos prévisions et nos dépenses étaient conservatrices, ce qui a rassuré notre conseil sur le bien-fondé de nos prévisions.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Willson. Monsieur Trudel.

Mr. Trudel: Thank you, Mr. Chairman. I would like to say a few words of congratulations to the witnesses for having submitted a brief of such quality, and I think this should be stressed, in both French and English.

[Texte]

Ceci étant dit, monsieur le président, je m'inquiète pour les témoins, et j'espère que vous allez pouvoir me faire oublier mon inquiétude. Si je regarde à la dernière page du bill, je vois: «Capital social autorisé: \$20,000». Je pense que ceci a déjà été souligné au secrétaire du Comité. Moi, je n'ai pas de copie corrigée. Si on donne \$20,000 à ces gens-là pour travailler, je pense que la banque ne durera pas longtemps. Je voudrais bien que ce soit corrigé.

Une voix: Cela a été corrigé à la Chambre.

M. Trudel: Cela a été corrigé. Bon.

Une voix: C'est juste du côté français qu'il y a une faute. l'autre langue.

M. Clermont: Oui, mais le français est aussi important que l'autre langue.

M. Trudel: Monsieur le président, si vous permettez, je crois que M. Willson, quand il répondait tantôt à une question posée par M. Lambert, disait que 25 p. 100 avait déjà été souscrit par les mouvements coopératifs. Je pense que c'est ce qui a été dit. Maintenant, si on traduisait le 25 p. 100 en dollars, est-ce que ce serait 5 millions de dollars ou 2.5 millions de dollars?

Mr. R. Willson: It would be \$2,500,000, Mr. Chairman.

M. Trudel: Je vois, dans votre mémoire, que vous préconisez pour les premières quatre années 10 millions de dollars. Est-ce que vous avez aussi des promesses d'autres sources qui nous rapprocheraient d'une somme de 10 millions de dollars présentement en main?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, we have no commitments at this present time, but we have a number of indications of interest which give us confidence that we will have our \$10 million in place in good time for the subscribers' meeting.

M. Trudel: Est-ce que de ce montant de 7.5 millions que vous pouvez aller chercher, la plus grande partie provient de directeurs provisoires ou de directeurs permanents?

Mr. R. Willson: No, Mr. Chairman. It will come from the general public.

• 2110

M. Trudel: Me permettez-vous une autre question, si j'ai encore quelques secondes, monsieur le président? D'après les bilans que vous nous avez fournis dans votre mémoire et qui, comme je vous le disais tantôt, sont très bien faits, vous avez l'intention d'aller chercher 7,5 millions dans le public, moins les 10 p. 100 que vous avez préconisés; je n'ai pas d'objection. Mais si je regarde votre bilan financier pour une période de quatre ans avec les pertes que vous envisagez pour la première année, je vois le montant minime pour la deuxième année qui est de \$10,000, qui pave ensuite, je crois à \$88,000, si ma mémoire est fidèle et puis à au-delà de \$300,000. Est-ce que vous croyez que ces actionnaires-là vont réellement se lancer pour souscrire avec l'enthousiasme que vous semblez décrire, pour seulement réaliser, sur un investissement de \$10 millions un profit d'environ \$200,000. Moi, je m'inquiète un peu; vous avez peut-être des explications qui sont tout à fait valables mais à moins d'avoir mal lu le document, je ne les trouve pas. J'aimerais qu'on nous donne quelques commentaires là-dessus. Est-ce que c'est suffisant pour aller chercher 7,5 millions de capitalisation et pour remettre 25 p. 100 de profits, j'imagine, aux coopératives et pas plus de \$50,000

[Interprétation]

Having said this, Mr. Chairman, I must add that I am worried about the witnesses and I hope that you will be able to calm my fears. When I look at the last page of the bill I see the following words: "capital social autorisé: \$20,000". I think that this has already been brought to the attention of the Committee Clerk. I do not have a corrected copy of the bill. If we give these people \$20,000 to work with, I do not think that the bank will survive very long. I would hope that this will be corrected.

An hon. member: That has already been corrected in the House.

Mr. Trudel: It has been corrected? Good.

An hon. Member: The mistake is only on the French side.

Mr. Clermont: Yes, but the French is just as important as the other language.

Mr. Trudel: With your permission, Mr. Chairman, I believe that when Mr. Wilson answered a question put by Mr. Lambert, he said that 25 per cent had already been subscribed by the co-operative movement. I believe that that was what he said. Now, if we express that percentage in dollars, would the amount be \$5 million or \$2.5 million?

M. R. Willson: Ce serait de \$2,500,000, monsieur le président.

Mr. Trudel: I see, that in your brief, you stipulate \$10 million for the first four years. Do you also have promises from other sources which would give you the sum of \$10 million at the present time?

M. R. Willson: Monsieur le président, nous n'avons pas de promesses actuellement, mais certaines personnes s'intéressent à notre banque et nous sommes persuadés que nous aurons nos \$10 millions d'ici la réunion des souscripteurs.

Mr. Trudel: Will most of the \$7.5 million that you will be looking for come from provisional directors or permanent directors?

M. R. Willson: Non, monsieur le président, cela viendra du public.

Mr. Trudel: May I ask one more question if I have a few seconds left, Mr. Chairman. According to the projections provided in your brief and which, as I said earlier, are very well done, you intend to seek contributions of \$7.5 million from the public, less the 10 per cent which you have already obtained. I have no objections to that. But if we look at your balance sheet for a four-year period, with the losses that you envisage for the first year, I see that the minimum amount for the second year is \$10,000, which subsequently rises to \$88,000, I believe, and then, if my memory serves me correctly, to more than \$300,000. Do you believe that the shareholders are really going to dash forward to subscribe with the enthusiasm that you seem to describe when the profit on a \$10 million investment will only be about \$200,000? That worries me somewhat; you perhaps have quite valid explanations but unless I have misread the document, I have not found them. I would like someone to comment on this. Is it enough to seek \$7.5 million in capital and then to give back 25 per cent in profit to the co-operatives, I imagine, and not more than about \$50,000 a year. Do you not think that the competition from other banks or financial institutions will be so strong

[Text]

environ, par année. Est-ce que vous ne croyez pas que la concurrence sera tellement forte de la part des autres sociétés bancaires ou institutions financières qu'elle vous empêchera d'avoir les 7,5 millions que vous préconisez?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, obviously our bank would not appeal to someone wishing to make a speculative investment for a high, quick return. This forecast is over a five-year period, and in going to the public with the subscription, of course, we will make it very clear to them that there will be no return in the first couple of years. Indeed, we forecast no dividends until the fourth year of operation. We are being completely open and candid about this.

The interest, however, that has been shown by businessmen in Western Canada for the creation of a bank which will serve their needs is such that they are prepared to wait for this return while in the meantime enjoying the service and the counsel which they see the bank is able to give.

M. Trudel: J'ai une dernière question, monsieur le président. Je vous ai écouté exposer la philosophie qui vous a fait choisir le nom de Norbanque ou de *Northland Bank*. Maintenant, vous avez peut-être l'occasion, ici de faire une pénétration, par l'intermédiaire d'une banque de l'Ouest ou de Norbanque, si vous voulez, dans le marché de l'Est et de renverser les rôles. Je crois que votre initiative est tout à fait valable et que la banque va desservir un besoin réel. Vous avez mentionné, je crois, qu'il y a quatre villes ou cinq villes dans lesquelles vous aurez des succursales. Est-ce que, vu l'enthousiasme que vous semblez pouvoir trouver là, vous avez discuté, ce n'est pas mentionné dans votre mémoire, une possibilité d'étendre vos cadres dans l'Est du Canada?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, there have been no discussions of the possibility of expansion at this point in time. Our total preoccupation will be with establishing a base in the three Prairie provinces, where we will start, and it is only after we are soundly established will we consider the possibility of any further offices.

M. Trudel: Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Trudel. Mr. Clarke, followed by Mr. Robinson. Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman. I notice that the proposed capital is \$10 million, half of which has been committed, and I heard Mr. Willson's answer concerning the other 50 per cent. Why is it felt that this bank can get along with what seems to be roughly half the amount of capital that the Canadian Commercial Industrial Bank, which was recently before this Committee, can get along with, or proposes to get along with?

Mr. Robert Willson: Mr. Chairman, we had the opportunity of reading the *Hansard* report concerning the Canadian Commercial Industrial Bank, their forward plans, and we noted there, among other examples, that there may be an interest in some kinds of loans in which some of their affiliate financial interests are already specialists. It may be, and I am speaking here without bankers' knowledge and I would defer to my colleague if I am incorrect, that they require higher capitalization to execute their plans than we require. It is our conviction that the \$10 million is sufficient to project the forecast that we have made. I would point, for what it is worth, to the parallel that there is another western bank that started with \$12 million only six or seven years ago.

[Interpretation]

that you will be prevented from getting the \$7.5 million that you expect?

Mr. R. Willson: Monsieur le président, il est évident que notre banque n'attirerait pas une personne qui voudrait faire un investissement spéculatif afin d'en tirer rapidement des bénéfices importants. Cette prévision est pour une période de cinq ans et, en cherchant l'appui du public, nous allons évidemment leur indiquer qu'il n'y aura pas de bénéfices pour les deux premières années. En fait, nous ne prévoyons pas de dividendes avant la quatrième année. Nous l'admettons en toute franchise.

Cependant, l'intérêt que démontrent les hommes d'affaires dans l'Ouest du Canada à l'égard d'une banque qui répondra à leurs besoins est telle qu'ils sont prêts à attendre des bénéfices sur leurs investissements tout en bénéficiant des services et des conseils que pourra leur offrir notre banque.

Mr. Trudel: I have one last question, Mr. Chairman. I listened to you expound on the philosophy on which you based your choice of the name "Norbanque" or "Northland Bank". You now perhaps have the opportunity through a western bank or Northland Bank, if you wish, to penetrate the eastern market and reverse the usual role. I believe that your enterprise is a valid one and the bank will serve a real need. I believe that you mentioned that you will have branches in four or five cities. In view of the enthusiasm that you seem to have aroused, is there a possibility of your extending your activities to eastern Canada; you make no mention of this in your brief?

M. R. Willson: Monsieur le président, on n'a pas discuté de la possibilité d'élargir nos activités pour le moment. Nous nous préoccupons entièrement de nous établir dans les trois provinces des Prairies où nous allons commencer. Seulement quand nous aurons établi une base ferme, pourrions-nous envisager la possibilité d'expansion.

Mr. Trudel: Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Trudel. M. Clarke, suivi de M. Robinson. Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci, monsieur le président. J'ai constaté que vous avez un capital proposé de 10 millions de dollars et qu'on a déjà promis la moitié; j'ai également entendu la réponse de M. Willson en ce qui concerne l'autre 50 p. 100. Pourquoi pensez-vous que cette banque pourra fonctionner avec environ la moitié du capital dont a besoin la Banque industrielle commerciale canadienne qui a comparu récemment devant ce comité?

M. R. Willson: Monsieur le président, nous avons eu l'occasion de lire le *hansard* en ce qui concerne la Banque industrielle commerciale canadienne et nous avons constaté, parmi d'autres choses, que cette banque va peut-être s'intéresser au genre de prêts accordés par certaines de leurs filiales financières qui se spécialisent dans ces domaines. Il se peut,—et je parle sans compétence bancaire et m'en remettrai à mon collègue du soin de me corriger si je fais erreur,—qu'ils aient besoin, pour réaliser leurs projets, de plus de capitaux qu'il ne nous en faut. Nous ne doutons pas que les 10 millions de dollars suffiront à nos projections. Je mettrai en parallèle une autre banque de l'Ouest qui a débuté avec un capital de 12 millions de dollars seulement il y a six à sept ans.

[Texte]

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Was that the Bank of British Columbia?

• (2115)

Mr. R. Willson: Yes.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): As I understand it, the Bank of British Columbia had quite a different type of operation than either yours or that of the Canadian Commercial and Industrial Bank. Perhaps that makes them incomparable.

Mr. R. Willson: My suggestion, Mr. Chairman, from my investigation to date, is that none of the three of the banks mentioned are comparable directly one with the other, either in the service contemplated or the precise purpose for which it is bonded, and therefore I do not think the comparison of capitalization would in fact be relevant.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I do not want to belabour the point, but I would have agreed, or tended to agree, except that I read in your brief—I cannot find it right now, but it describes your operation as a wholesale operation. Yes, a mercantile or wholesale bank, and I think those are almost exactly the same words that were used by the Canadian Commercial and Industrial Bank. The point was stressed in their case, and I think by yourselves, that they are going to serve business and not primarily seek deposits, and yet I am concerned that you seem only to have committed \$5 million, although you are proposing to get another \$5 million from the market, whereas, as I understand their proposal, they already had \$20 million, or maybe \$22 million, in that neighbourhood, committed.

The Chairman: Mr. Hugh Wilson.

Mr. H. Wilson: Just a technical point. They described their capital as \$22 million, but 50 per cent paid. They started in the year one with \$11 million, as per their projections. This is paid-in capital.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I see.

Mr. H. Wilson: Regressing through the years as directors were calling for more of the capital to be paid, but they were 50 per cent paid shares, which is permitted under the Bank Act.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): That is the way Canadian Commercial and Industrial was set up. Is that right?

Mr. H. Wilson: Yes.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): While Mr. Hugh Wilson is here, Mr. Chairman, in answer to Mr. Lambert he made a rather more emphatic reference, I thought, to customers' deposits when talking about sources of revenue. It was my impression that this bank would not be seeking customers' deposits in the sense that we accept them from normal banks. Could Mr. H. Wilson comment on that further?

Mr. H. Wilson: When I address myself to customers' deposits I am primarily referring to commercial customers' deposits, not consumer customer deposits, where we would be bidding for short-term moneys and medium-term moneys in a sense in blocks of round amounts of \$50,000 or \$100,000 and where you purchase those funds for one month, two months, six months or whatever period the client is interested in putting his money to work for and for whatever period we are interested in taking the money and attracting the money for. That really is my reference

[Interprétation]

M. Clarke (Vancouver Quadra): Est-ce la Banque de la Colombie-Britannique?

M. Wilson: Oui.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Il me semble bien que les opérations de la Banque de la Colombie-Britannique sont très différentes de celles de la Banque canadienne commerciale et industrielle et des vôtres, et ne peut être comparée.

M. Wilson: Monsieur le président d'après notre enquête jusqu'à présent, aucune des trois banques mentionnées n'est comparable aux autres, soit à cause du service ou de l'objectif particulier et je ne vois donc pas comment la comparaison du capital social pourrait servir.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je ne veux pas insister, mais je serais d'accord ou tenté de l'être si je n'avais vu dans votre mémoire,—je ne puis le retrouver, mais vos opérations y sont décrites comme des opérations en vrac; oui, une banque commerciale ou d'affaires en gros,—je pense que ce sont les termes mêmes employés par la Banque commerciale et industrielle canadienne. Il a été souligné dans leur cas et par vous de même je pense, que le service vise les entreprises et non essentiellement les dépôts; néanmoins, je constate avec appréhension que vous n'êtes engagé que pour 5 millions de dollars, bien que vous pensez pouvoir obtenir encore 5 millions de dollars en lançant des actions sur le marché. Je crois comprendre d'après la proposition de l'autre banque, que 20 à 22 millions de dollars sont déjà engagés.

Le président: Monsieur Hugh Wilson.

M. H. Wilson: Sur une technicalité. Leur capital est indiqué comme étant de l'ordre de 22 millions de dollars dont 50 p. 100 aurait été souscrits, soit 11 millions de dollars pour la première année d'après les projections.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je vois.

M. H. Wilson: Remontant les années, les directeurs exigeaient du capital en plus, mais ils disposaient d'un investissement ferme de 50 p. 100 d'actions, ce qui est conforme aux dispositions de la Loi sur les banques.

M. Clarke (Vancouver Quadra): C'est ainsi que la Banque commerciale et industrielle canadienne a été instituée. N'est-ce pas?

M. H. Wilson: Oui.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Tandis que M. Hugh Wilson est ici, monsieur le président. En réponse à une question de M. Lambert, il a fait une allusion plutôt précise, m'a-t-il semblé, aux dépôts des clients lorsqu'il a parlé des sources de revenu. J'avais l'impression que cette banque ne devait pas solliciter les dépôts comme les banques ordinaires. Est-ce que M. Wilson pourrait nous éclairer davantage?

M. H. Wilson: Lorsque je parle de dépôts des clients, je pense surtout aux dépôts commerciaux et non aux clients ordinaires, soit les cas où nous devrions renchérir pour obtenir des capitaux à court ou à moyen terme en bloc de \$50,000 ou \$100,000 pour l'achat de fonds pendant un, deux ou six mois ou le temps qui convient au client ou durant lequel nous voulons faire profiter l'argent. C'est ainsi que j'entends les dépôts. A titre d'institution coopérative ayant un surplus momentané durant un, deux ou trois mois, on pourrait nous demander, comme à toute autre institution

[Text]

to taking deposits. As a co-operative institution might have temporary surplus funds where their cash flow sees them with surplus funds for one, two or three months, they would ask us, as they would ask other financial institutions, for a bid on that block of money for the period of time attractive to them.

The Chairman: Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, I wonder if there is someone with the delegation who could explain the five-year balance sheet projections and maybe some of the other statements that are provided. As a mere chartered accountant and businessman I have always had trouble with banking terminology, and I am not clear as to some of these expressions that are given to us, such as focal date. That is a new one on me. I am also a little curious to know why the capital and rest accounts together do not come to \$10 million, if that is what you are starting out with. Perhaps a general explanation could be found, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Wilson.

• (2120)

Mr. H. Wilson: I would be pleased to. Focal date, OS, standing for "outstanding", is just the year-end date which for chartered banks in Canada is October 31. Those are the figures that would be reported on a balance sheet as of that date. The day before and the day after they could be quite different.

The next column, average outstanding, is the average amount in those categories as listed on the left-hand side, both on the assets and liabilities, the average outstanding in those categories over the full year of 365 days.

As an example, we might look at loans, Canada, under five years, as of October 31, perhaps 1976. We would have \$44,500,000 outstanding in loans, but our average outstanding in loans through the year would be \$9,108,000.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Could I interrupt? What is the figure immediately above that \$9,108,000? It does not seem to have a label.

Mr. H. Wilson: That is a separate figure. They are loans to security dealers, call loans, of that nature.

Total of capital and rest accounts not totalling \$10 million in the first year or the second year—we have formation expenses, pre-operating expenses, which are charged to rest account from day one. It is only after we have profitability in our operations and we transfer those profits back into rest account and restore rest account.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Your last question, Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Alright. On the income and expense column then, Mr. Wilson, I see what is presumably the total income there, \$3,636,485?

[Interpretation]

financière, de faire une enchère pour ce bloc monétaire dont nous disposerions durant le temps qui leur convient.

Le président: Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président, je me demande s'il n'y aurait pas parmi les témoins quelqu'un qui pourrait nous expliquer le bilan quinquennal des projections et autres données qui nous ont été fournies. En tant que simple expert comptable et homme d'affaires j'ai toujours eu beaucoup de difficulté à comprendre la terminologie bancaire et je ne comprends toujours pas certaines des expressions qui nous ont été données, comme la Date visée encours. Cette expression est nouvelle pour moi. Je ne comprends pas non plus pourquoi le capital et les comptes de réserve ne donnent pas au total \$10 millions, si c'est bien la somme avec laquelle vous commencez. Peut-être peut-on nous donner une explication générale, monsieur le président?

Le président: Monsieur Wilson.

M. H. Wilson: J'en serais heureux. La Date visée encours, encours, représente la date de fin d'année pour les banques à charte au Canada, soit le 31 octobre. Ce sont les chiffres qui seraient reportés au bilan à partir de cette date-là. Les opérations du jour précédent et du jour suivant seraient très différentes.

La colonne suivante, celle de la moyenne en cours, montre la somme moyenne des catégories énumérées au côté gauche, c'est-à-dire à la fois l'actif et le passif, et la moyenne en cours de ces catégories pour les 365 jours.

Par exemple, nous pourrions examiner la catégorie des prêts, pour le Canada, et à moins de 5 ans, à partir du 31 octobre et peut-être pour 1976. Nous aurions \$44,500,000 de prêts encours mais notre moyenne de prêts encours pour l'année serait de \$9,108,000.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Puis-je vous interrompre? Que représente le chiffre situé immédiatement à la ligne au-dessus des \$9,108,000? Il me semble tombé sous aucune catégorie.

M. Wilson: C'est un chiffre séparé. Il s'agit des prêts aux négociants d'obligations, c'est-à-dire des prêts au jour le jour.

Passons maintenant au total du capital et du compte de réserve, total qui n'atteint pas les \$10 millions pour la première ou la deuxième année: ce sont des dépenses de formation et des dépenses d'avant la mise en service qui sont imputées aux comptes de réserve à partir du jour 1. Ce n'est qu'une fois que nos transactions sont rentables que nous transférons ces bénéfices au compte de réserve et rétablissons celui-ci.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Clarke, c'est votre dernière question.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Très bien. Si je regarde la colonne des bénéfices nets et des dépenses, le chiffre de 3,636,485 représente, je suppose, les bénéfices nets totaux.

[Texte]

Mr. H. Wilson: That is correct, sir.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I presume the larger figures above are subtotals, and the \$1,149,000 does not really refer to acceptance...

Mr. H. Wilson: No, not at all. That is a total of interest income under loans.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): And the \$2,486,000 is the total above.

Mr. H. Wilson: Correct.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): That would imply a net income of some \$1,100,000 if we take the \$3.6 million and the \$2.4 million, but when I look at your first-year projected income I am not sure. Oh, yes. I see now your management and...

Mr. H. Wilson: Yes. The difference in between is the balance of revenue figure. But then there are many adjustments to be made after we have struck a balance of revenue figure.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): I have four more speakers on the first round and one for the second round. You might try to keep your questions as short as possible. Mr. Robinson, followed by Mr. Orlikow.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I will be very short, to help you out. I have only a couple of questions. First I would like to ask Mr. Alan William Scarth a question.

You are the corporate lawyer who is setting up the bank. Is that right?

Mr. Scarth: I am, Mr. Chairman.

Mr. Robinson: You are a corporate lawyer. Is that right?

Mr. Scarth: Yes. There is no such designation among lawyers, but I do assist corporations.

Mr. Robinson: Would it be fair to say you are a solicitor?

Mr. Scarth: I am, indeed.

Mr. Robinson: I see. Do you do court work as well?

Mr. Scarth: Yes, I do. It is not predominantly court work, but I have experience in court.

Mr. Robinson: Your firm does both.

Mr. Scarth: Indeed.

Mr. Robinson: I notice that you are described here as being a barrister rather than a solicitor. I sort of wondered. If you are setting up a bank, I thought you would call yourself a solicitor and not a barrister.

[Interprétation]

M. H. Wilson: C'est exact.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je suppose que les chiffres de la ligne supérieure sont des sous-totaux et que la somme de \$1,149,000 ne représente pas vraiment le crédit...

M. H. Wilson: Non, pas du tout. Il s'agit des bénéfices du total des intérêts retenus sur les prêts.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Il en va de même pour la somme de \$2,486,000, n'est-ce pas?

M. H. Wilson: C'est exact.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Cela supposerait des bénéfices nets de quelque \$1,100,000, si l'on considère les chiffres de 3.6 et \$2.4 millions; toutefois, je ne suis pas sûr d'avoir bien suivi lorsque je regarde votre bénéfice projeté pour la première année. D'après votre façon d'administrer...

M. H. Wilson: Oui. La différence entre les deux chiffres représente le solde des recettes. Cependant, une fois le solde des recettes prévu atteint, il faut faire plusieurs rajustements.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): J'ai encore 4 noms sur ma liste pour le premier tour et 1 pour le second tour. Je vous prie de raccourcir le plus possible vos questions. M. Robinson a d'abord la parole, puis M. Orlikow.

M. Robinson: Monsieur le président, j'accepte d'être bref. Je n'ai d'ailleurs que quelques questions. Je m'adresserai d'abord à M. Alan William Scarth.

Vous êtes avocat dans un cabinet et vous êtes prêt à mettre sur pied cette banque. Est-ce exact?

M. Scarth: C'est exact, monsieur le président.

M. Robinson: Vous êtes donc avocat de sociétés, n'est-ce pas?

M. Scarth: Oui. Nous ne faisons pas beaucoup de distinction parmi les différents avocats, mais il m'arrive d'aider des sociétés.

M. Robinson: Serait-il exact de dire que vous êtes également procureur?

M. Scarth: Bien sûr.

M. Robinson: Je vois. Est-ce que vous plaidez également?

M. Scarth: Oui. Ce n'est pas là mon travail prédominant, mais j'ai déjà de l'expérience dans ce domaine.

M. Robinson: Et votre entreprise agit dans les deux domaines.

M. Scarth: C'est exact.

M. Robinson: On vous décrit ici comme étant membre du Barreau plutôt que comme procureur. Je pensais qu'en devenant membre de l'administration d'une banque, vous préféreriez que l'on vous appelle un procureur plutôt qu'un membre du Barreau.

[Text]

Mr. Scarth: The rather antique appellation is barrister and solicitor.

• 2125

Mr. Robinson: Yes, I am one, that is why.

An hon. Member: Oh, now we know, now we know.

Another hon. Member: Let us commercialize.

Another hon. Member: He is looking for a client.

Mr. Abbott: Mr. Robinson, do you want an agent?

Mr. Robinson: I would probably end up doing the barrister work. Tell me, we have a list here of the provisional directors and it is all very nice, but it does not really tell us anything. I would like to know who the permanent directors are going to be. Are any of the people listed here going to be permanent directors, and if so, how many and who are they?

Mr. Scarth: Mr. Chairman, that, of course is a decision which we cannot nor would we presume to take at this stage.

Mr. Robinson: I never incorporated a company yet that I did not know who the permanent directors were going to be when I set up the provisional directors. Are you trying to tell me that you do not know, at this stage, who the permanent directors are going to be?

Mr. Scarth: Mr. Chairman, I have learned in the past month or so that the incorporation of a bank is somewhat different from the incorporation of other corporations over which we have control. It is a fact that only half of the subscribed capital is now in place. I am told the entire \$10 million is in place and until we hear from the subscribers to that full \$10 million, we will not, in fact, know who the permanent directors can be.

Mr. Robinson: I have never incorporated a bank and I do not aspire quite that high, I will just end up as a lowly M.P., I suppose, but I wonder—you have a list of nine co-ops, credit unions and so on—will any or all or some of them have a representation as permanent directors of this bank?

Mr. Scarth: Again, I can only speak in the normal course of events, Mr. Chairman, but surely if these organizations are to be holding approximately 50 per cent of the subscribed capital, yes, we would anticipate they would be represented on the Board.

Mr. Robinson: All of them.

Mr. Scarth: Some of them, in any event. Again, that is in the hands of the subscribers.

Mr. Robinson: I suppose they would be represented on the Board in terms of the portion of shares or the amount of capital they put into the bank. Would that not be a fair assumption?

Mr. Scarth: Mr. Chairman, as the hon. member knows, that is not always the case in direct proportion. Attention will be given to the contributions of the directors concerned and it may very well be, depending on the size of the Board, that all of these founding corporations might not be represented.

[Interpretation]

M. Scarth: L'appellation la plus ancienne est membre du Barreau et procureur.

M. Robinson: Oui, je le suis, et c'est pour cela.

Une voix: Oh, maintenant nous le savons, maintenant nous le savons.

Une voix: Commercialisons.

Une voix: Il cherche un client.

M. Abbott: Monsieur Robinson, est-ce que vous voulez un agent?

M. Robinson: Je serais probablement obligé de faire le travail de l'avocat. Dites-moi, nous avons ici une liste d'administrateurs provisoires et c'est très bien, mais cela ne nous dit rien. J'aimerais savoir qui seront les administrateurs permanents. Est-ce qu'il y a parmi ceux inscrits ici des administrateur qui seront désignés en permanence et, si tel est le cas, combien et qui sont-ils?

M. Scarth: Monsieur le président, c'est une décision que nous ne pouvons et ne prétendons pas rendre à ce stade.

M. Robinson: Je n'ai jamais encore incorporé une société sans savoir qui seraient les administrateurs permanents au moment de désigner les administrateurs provisoires. Essayer-vous de me faire croire que vous ne savez pas maintenant quels seront les administrateurs permanents?

M. Scarth: Monsieur le président, j'ai appris au cours des derniers mois que l'incorporation d'une banque est en soi peu différente de l'incorporation d'autres sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle. C'est un fait que la moitié seulement du capital souscrit est présentement entrée. On me dit que tous les \$10 millions sont rentrés mais nous ne pourrions dire que seront les administrateurs permanents avant d'avoir communiqué avec les souscripteurs du \$10 millions.

M. Robinson: Je n'ai jamais incorporé une banque et je n'ai pas de si hautes aspirations, je vais finir misérable député, j'imagine, mais je me demande—vous énumérez neuf coopératives, caisses populaires et ainsi de suite—si l'une ou l'autre de ces institutions sera représentée parmi les directeurs permanents de la banque?

M. Scarth: Monsieur le président, Je ne puis malheureusement sauter les ponts mais nul doute que si ces institutions détiennent près de 50 p. 100 du capital souscrit, oui, nous présumons qu'elles seront représentées sur le conseil d'administration.

M. Robinson: Toutes ces institutions?

M. Scarth: Quelques-unes à tout événement. Encore une fois, cela revient aux souscripteurs.

M. Robinson: Je suppose qu'ils seront représentés au conseil d'administration proportionnellement aux actions ou au capital souscrit dans la banque. N'est-il pas juste de le supposer?

M. Scarth: Monsieur le président, l'honorable député sait qu'il n'en est pas toujours ainsi et que cela ne se fait pas toujours en proportion directe. Nous tiendrons compte des contributions des administrateurs il se peut très bien, selon le nombre d'administrateurs du conseil, que toutes ces corporations fondatrices ne soient pas représentées.

[Texte]

Mr. Robinson: I understand they are only putting up one half of the money in any event...

Mr. Scarth: That is right.

Mr. Robinson: ... and you are going to look for subscriptions—10 per cent outside the country and the other 40 per cent inside the country. Is that right?

Mr. Scarth: That is correct.

Mr. Robinson: Yes. You did not answer my other question as to whether you know or have any reason to believe any of the present provisional directors will be, in fact, permanent directors.

Mr. Scarth: The best answer, Mr. Chairman, that I can provide is that we would anticipate that a number of them might be, but it is, in fact, a decision which is not ours to take. It must be taken by a subscribers' meeting representing the full \$10 million of stock.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Those are the questions I had, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you. Mr. Hnatyshyn followed by Mr. Joyal.

Mr. Hnatyshyn: Mr. Chairman, I will try to heed your admonition and be as brief as possible. These days when we are concerned about Canadian content and so on, I was carrying on the allusion made by my friend from Toronto-Lakeshore. I was wondering whether you could elaborate on the intention, as specified in your brief, that you are allowing 10 per cent for foreign investment and whether one of the witnesses could possibly let us know the reasoning behind this type of investment, foreign investment, the purpose of it and what you hope to accomplish through that kind of investment. It is 10 per cent of the issued capital that you hope to get from foreign sources. Is that correct? Could you tell us what type of investor you are looking for and the general locale and location of these investors?

• 2130

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, I believe there is already on record a partial answer to a similar question asked of us earlier. But to add to that answer we would anticipate, because of our early recognizance of the interests of our potential customers, an interest in exporting to the United States, to the European Common Market and to the Pacific Rim. Thus we could anticipate using up to 10 per cent as an attraction to correspondent banks in those three market areas that we might seek to tie more closely to us in providing service to our clients.

We will use that up-to-ten-per-cent with that purpose in mind to facilitate the export intentions and plans of our client customers.

Mr. Hnatyshyn: Thank you. That is all, Mr. Chairman.

[Interprétation]

M. Robinson: Je crois comprendre qu'elles fournissent la moitié des sommes en tout état de cause...

M. Scarth: C'est exact.

M. Robinson: ... et vous allez chercher à recueillir 10 p. 100 des souscriptions en dehors du pays et 40 p. 100 au pays. N'est-ce pas cela?

M. Scarth: C'est exact.

M. Robinson: Oui. Vous n'avez pas répondu à l'autre question que je vous ai posée, voulant savoir si vous savez ou avez raison de croire que certains des administrateurs provisoires actuellement en place deviendront en fait administrateurs permanents.

M. Scarth: La meilleure réponse que je puisse donner, monsieur le président, c'est que nous prévoyons que certains d'entre eux le seront; mais cette décision ne nous appartient pas. Elle sera prise par les souscripteurs en assemblée représentant le capital entier de 10 millions de dollars.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Ce sont les questions que j'avais à poser, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci. M. Hnatyshyn puis M. Joyal.

M. Hnatyshyn: Monsieur le président, je suis sensible à votre avertissement et je vais essayer d'être aussi bref que possible. En ces jours de préoccupation particulière concernant le contenu canadien, et ainsi de suite, je poursuis l'allusion de mon ami de Toronto-Lakeshore et j'aimerais que vous exposiez plus nettement l'intention de votre mémoire, soit que vous allouez 10 p. 100 d'investissement étranger, et j'apprécierais que l'un des témoins nous expose la logique de ce genre d'investissement, l'investissement étranger, à quoi cela vise et ce que vous espérez en tirer. Est-ce 10 p. 100 du capital actions que vous espérez obtenir de l'étranger? Est-ce bien cela? Pourriez-vous nous dire quel genre d'investisseurs vous recherchez et l'emplacement de ces investisseurs en général?

M. R. Willson: Monsieur le président, je crois qu'on a déjà répondu de façon partielle à une question semblable auparavant. Mais pour compléter cette réponse je dirais qu'étant donné que nous avons reconnu dès le début les intérêts de nos clients éventuels, nous prévoyons un intérêt dans l'exportation vers les États-Unis, le marché commun européen et les pays du littoral du Pacifique. Nous croyons donc pouvoir nous servir de jusqu'à 10 p. 100 de nos actions pour attirer les banques correspondantes de ces 3 régions avec lesquelles nous pourrions rechercher des liens plus étroits pour fournir des services à nos clients.

Nous nous servirons donc de ce 10 p. 100 à cette fin pour faciliter les exportations de nos clients.

M. Hnatyshyn: Merci. C'est tout monsieur le président.

[Text]

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Joyal.

M. Joyal: Merci, monsieur le président. Ma première question est de vous demander, peut-être d'une façon naïve, quels seraient vos trois principaux concurrents?

Mr. H. Wilson: Our main competitors—but there was a word I am sorry I missed.

Mr. Joyal: Your three main competitors.

Mr. H. Wilson: Our three main competitors.

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, I think perhaps there will be more than three. It is rather difficult to determine which will be the main three.

Mr. Joyal: The question I have in mind is very easy to understand. You want to cover a field that is certainly covered to a certain extent by some other banking institutions. Among those people or institutions already involved in the field that you want to cover, I want to know which one of the three you consider as being your main competitors.

Mr. H. Wilson: To name one of the chartered banks as being more competitive, more progressive, more aggressive than any of the others, I do not think would be fair. I have my personal opinion as to which is the most aggressive bank amongst the 10 currently chartered in Canada but I am sure I would have disagreement around the table which one was the best.

Mr. Joyal: You have certainly made a market study before forming a group. What are the main conclusions of that market study?

Mr. H. Wilson: In the broadest terms to respond to the question, there is most definitely a market to be served, there is a need for an organization in Western Canada with a concept in mind willing to serve the needs and requirements of the region. That is the broad summary of the study, the conclusion of the study.

Mr. Joyal: Okay.

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, I think it might be reasonable to comment further in reply to your question, sir, that we have the strong impression that if we can provide a service which offers very speedy decisions, concerning the loans that may be required by our customers and counselling to the users of the funds that we provide this will in fact fill something of a gap as they perceive it in their present services.

Mr. Joyal: Did you have any contract with the late Industrial Development Bank which is the new Federal Development Bank? They certainly cover part of the field in which you are certainly interested, too, because you are so close, I think, so far as your founding institutions are co-op movements, you are close institutions in a way according to your own brief, because you tend to the market of small entrepreneurs and working capital that is not easy, open and accessible in the market. I want to know if you had any prior discussions with IDB in that respect.

• 2135

Mr. Robert Willson: No, we have had no discussions, Mr. Chairman, but frankly we are heartened by the proposed changes in the previous Industrial Development Bank which, should they become enacted, will really provide a further service, somewhat along the lines that we presently envisage and can do nothing but further strengthen the satisfaction of the needs of the customers.

[Interpretation]

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Joyal.

Mr. Joyal: Thank you, Mr. Chairman. I would like first to ask you, maybe in a candid way, which would be your three main competitors?

M. H. Wilson: Nos concurrents principaux— Il y a un mot que je n'ai pas entendu.

M. Joyal: Vos 3 concurrents principaux.

M. H. Wilson: Nos 3 concurrents principaux.

M. R. Willson: Monsieur le président, je crois qu'il y en aura plus que 3. Il est assez difficile de déterminer quels seront les 3 principaux.

M. Joyal: La question à laquelle je pense est très facile à comprendre. Vous voulez desservir un secteur qui est certainement déjà desservi dans une certaine mesure par d'autres banques. Parmi ces gens ou ces institutions qui desservent déjà le secteur qui vous intéresse, quels sont les 3 qui à votre avis seront vos 3 concurrents principaux?

M. H. Wilson: Je ne crois pas qu'il serait juste de mentionner une des banques à charte en disant qu'elle est plus concurrentielle, plus innovatrice et plus dynamique que toutes les autres. J'ai une opinion personnelle quant à la banque la plus dynamique des 10 banques à charte existant à l'heure actuelle au Canada, mais je suis certain que les membres du Comité ne seraient pas d'accord à ce sujet.

M. Joyal: Vous avez certainement fait une étude de marché avant de former ce groupe. Quelles sont les conclusions principales de cette étude?

M. H. Wilson: En termes très généraux, il y a certainement un marché prêt à être desservi; dans l'Ouest du Canada on a besoin d'un organisme désirant répondre aux besoins de la région. C'est le résumé de l'étude, sa conclusion.

M. Joyal: Très bien.

M. R. Willson: Monsieur le président, pour développer la réponse à votre question, monsieur, nous croyons fermement que si nous pouvons fournir un service qui offre des décisions très rapides, pour ce qui est des emprunts dont auront besoin nos clients et des conseils que nous fournirons aux usagers des fonds, nous comblerons en fait une lacune dans leurs services actuels.

M. Joyal: Avez-vous communiqué avec l'ancienne Banque d'expansion industrielle qui est maintenant la nouvelle Banque d'expansion fédérale? Elle dessert certainement une partie du secteur qui vous intéresse car vous êtes si semblables à mon avis étant donné que vous dépendez toutes deux de coopératives. Dans un certain sens, vous êtes des institutions très semblables selon votre propre mémoire parce que vous visez le marché formé par les petits entrepreneurs et un capital qui n'est pas facile d'accès dans le marché. J'aimerais savoir si vous avez eu des entretiens préalables avec la BDI à ce sujet.

M. Robert Willson: Non, nous n'avons eu aucun entretien, monsieur le président, mais nous sommes très encouragés par les changements qui sont proposés à l'ancienne Banque de développement industriel et qui assurerait un nouveau service un peu semblable à celui auquel nous songeons et qui répondra encore mieux aux exigences du client.

[Texte]

Mr. Joyal: There is one point that still bothers me about your brief. Your most important founding institutions are co-op movements and you seem very optimistic that you will get the rest of your capital from the over-all market and you mention in your cross sections of people in Canada. The fact that you are in a way an emanation of the co-op movement, does that not restrict your market in terms of capital, when you will have to get that subscription to cover your \$10 million?

Mr. Robert Willson: Mr. Chairman, of course, we do not feel that we are in any way a captive bank in any sense of the word. We will be a corporate entity responsible to the subscribers of capital to that entity and only to those.

We find that the co-operative support which has been given in the early stages to get the bank launched is, in fact, an evidence of the enthusiasm of such a wide, broad number of Canadians as to lead us to believe we have perhaps more field than most banks starting off.

Now insofar as the attraction of the balance of the capital we have already, as I indicated earlier, been approached by a number of other citizens in various walks of life who have expressed interest in acquiring some of our equity. Our contacts throughout Western Canada, by reason of Mr. Wilson's and my personal breadth of contacts and by indications of our market survey, would lead us to believe we will have no difficulty in acquiring the balance.

Mr. Joyal: Is it the intention of one of the requesting people to buy an important part of that capital which will be open in the market when you will be incorporated?

Mr. Robert Willson: Mr. Chairman, we are conscious, of course, of the Bank Act requirement that no entity will have more than 10 per cent. It would be for us, however, something of an academic question because we anticipate much smaller amounts than the 10 per cent maximum being distributed in individual subscriptions to take up our \$10 million.

Mr. Joyal: Thank you, Mr. Chairman.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Joyal. Deuxième tour, monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Je sais que l'aiguille avance très rapidement, mais je ne voudrais pas qu'on nous laisse sous l'impression que nous acceptons toutes les réponses, surtout les réponses qui m'ont été données.

Je voudrais savoir quel est le montant que la Norbanque devra déposer à la Banque du Canada, sous forme de réserves, au début de ses opérations.

Mr. Hugh Wilson: The reserves that we must maintain with the Bank of Canada are prescribed by the Minister of Finance and at the moment are the formula calculation of 12 per cent of our demand deposits and 4 per cent of our notice deposits.

• 2140

M. Lambert (Bellechasse): Voici pourquoi je pose la question. C'est parce qu'en date du 28 février 1975, toutes les banques à charte du Canada, il y en a 10, avaient pour \$3,259,240,000 de réserves à la Banque du Canada. Et cela constitue les 12 p. 100 de réserve obligatoire en vertu de la Loi sur les banques et 4 p. 100 payables sur avis. Alors cela correspond à la loi.

[Interprétation]

M. Joyal: Un point de votre mémoire me demeure obscur. Vos principales institutions fondatrices sont des coopératives et vous semblez très confiants d'obtenir le reste de votre capital sur le marché ordinaire et vous mentionnez dans votre mémoire les diverses couches sociales de la population canadienne. Le fait que vous émaniez du mouvement coopératif ne limite-t-il pas votre charge de souscription de 10 millions de dollars en capital?

M. Robert Willson: Monsieur le président, nous ne nous sentons d'aucune façon contraints. Nous serons une société à part entière responsable auprès de cette entité du capital fourni par les souscripteurs qui sont les seuls dont nous sommes les répondants.

Nous estimons que l'appui coopératif qui nous a été assuré au début pour fonder la banque prouve avec quel enthousiasme un si grand nombre de Canadiens nous ont donné le sentiment que nous étions peut-être mieux fondés que la plupart des banques dans notre ambition.

Pour ce qui est de faire le solde du capital que nous possédons déjà, un grand nombre de personnes de divers milieux ainsi que je l'ai déjà dit, ont exprimé le désir d'acheter des parts. Nos contacts établis dans l'Ouest du Canada par l'entreprise de M. Willson et grâce à mes propres contacts et aux résultats de notre enquête sur le marché, nous portent à croire que nous n'aurons aucune difficulté à obtenir la somme complète.

M. Joyal: Est-ce que l'acquéreur éventuel manifeste l'intention d'acheter une part importante des actions qui seront lancées sur le marché lorsque vous serez incorporés?

M. Robert Willson: Monsieur le président, nous n'ignorons pas les dispositions de la Loi sur les banques interdisant toute part supérieure à 10 p. 100. Il serait toutefois pour nous utile de nous poser la question, car nous prévoyons une répartition très inférieure au maximum de 10 p. 100 des souscriptions individuelles pour assembler la somme de 10 millions de dollars.

M. Joyal: Merci, monsieur le président.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Joyal. Second round, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): I know that time is running out but I would not like to leave a feeling that we accept all answers, especially those to my questions.

I would like to know what will be the reserve that Northland Bank must deposit at the Bank of Canada at the beginning of its operation.

M. Hugh Wilson: Les réserves que nous devons conserver à la Banque du Canada sont prescrites par le ministre des Finances et le calcul est présentement fondé sur 12 p. 100 de notre demande de dépôt et 4 p. 100 de notre avis de dépôt.

Mr. Lambert (Bellechasse): This is why I am asking this question. On February 28, 1975, the ten Canadian chartered banks has reserves of \$3,259,240,000 in the Bank of Canada. That represents the 12 per cent compulsory reserves under the Bank Act, and 4 per cent payable on notice. So that is in conformity with the Act.

[Text]

Alors je veux maintenant vous poser une question très, très sérieuse, et puis je voudrais bien avoir une réponse également. Parce qu'en somme, je suis en face de deux experts en questions monétaires. J'ai l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, M. Towers qui, devant le Comité des finances, ici à Ottawa, en 1967, a répondu à une question d'un témoin:

Il est évident que les banques créent l'argent avec rien, se basant sur la réserve faite à la Banque du Canada.

Il y a un autre économiste qui, si je peux prononcer son nom, M. Hawbrey a dit que:

Quand une banque prête elle crée l'argent de rien.

Il y en a un autre, c'est un américain, M. Eccles, président de la Banque de réserve des États-Unis.

Les banques créent et détruisent la monnaie.

Alors je voudrais vous poser une question en terminant: Lorsque la banque consent un prêt à un client, est-ce qu'elle crée le dépôt qu'elle inscrit à son compte et lorsque le client rembourse est-ce que la banque détruit ce qu'elle avait créé pour lui prêter? Est-ce que ma question est assez claire?

Mr. R. Willson: I think, reasonably, sir.

Mr. H. Wilson: What you have described is, of course, the path of money as it flows through the economy. In a sense what you say is correct; money is created. We lend money to corporation A which pays for the services that it buys or the commodities or the merchandise that it buys, which writes a cheque on us to corporation B, which deposits money with another bank down the street, and it flows and flows. There is a certain leverage in it, there is no question about that, sir.

M. Lambert (Bellechasse): Étant donné que vous semblez être d'accord avec moi, je ne m'opposerai pas à votre demande, en tant que membre du Comité, vous ne ferez pas pire que les dix autres qui contrôlent toute la masse monétaire au Canada. C'est pour cela qu'on a de l'inflation et c'est pour cela qu'on est dans un maudit pétrin. Alors cela ne servirait à rien de s'opposer et si vous avez des caisses populaires qui veulent investir là-dedans et si, un moment donné, avec leur puissance, avec leurs dépôts, avec l'argent des membres, elles peuvent réussir à prendre un certain contrôle et à fonctionner de la même façon que les autres, au moins on aura beaucoup plus d'actionnaires au Canada qui vont bénéficier du système.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci monsieur Lambert.

Mr. Willson.

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, also let me say, for Mr. Lambert's reassurance and the reassurance of interested members of the Committee, that we expect to have dialogue with the economic development ministers and their deputies of each of the three prairie provinces at frequent intervals to discover what is in the best interest of the three provinces and to try, where we can, within the limits of our prudence and our jurisdiction, to assist in the attainment of these objectives. Hence, there will be in effect the continuing understanding on our part of what the provincial government feels is best for the people of that province. We will assist as we can and we will be very conscious of those guidelines.

[Interpretation]

I should like you now to answer an extremely serious question. After all, I have before me two experts on monetary matters. I have the former Governor of the Bank of Canada, Mr. Towers, who was here in Ottawa, before the Finance Committee in 1967, gave the following answer to a question from a witness.

It is clear that banks make money from nothing, referring to the reserves in the Bank of Canada.

Another economist whose name, if I can pronounce it, is Mr. Hawbrey, has said:

When a bank lends money, it is making money from nothing.

Here is yet another quote, from an American, Mr. Eccles, Chairman of the United States Federal Reserve Bank:

Banks make and destroy money.

So I would like to finish with a question: When a bank grants a loan to a customer, does it create the deposit in his name, and when the customer repays the loan, does the bank just destroy what it had created to lend to him? Is my question understandable?

M. R. Willson: Assez claire, je crois, oui monsieur.

M. H. Wilson: Vous venez de décrire l'acheminement de l'argent à travers l'économie. Dans un sens, vous avez raison; l'argent se crée. Si nous prêtons de l'argent à la société A, qui s'en sert pour payer les services ou les denrées ou les marchandises qu'elle achète, et si cette société donne un chèque de notre banque à la société B qui dépose son argent chez une autre banque qui est située plus loin, c'est un courant, un acheminement de l'argent. Il est certain qu'il y a du jeu dans le mécanisme, monsieur.

Mr. Lambert (Bellechasse): Since you appear to be in agreement with me, I shall not oppose your request when voting as a member of the Committee; you will do no worse than the ten other banks which control the entire money supply in Canada. That is why we have inflation, and that is why we are in such a mess. It would be no use to try to oppose your request, and if you have credit unions that would like to invest in it, they may eventually, through their deposits of their members money, manage to acquire some degree of control, and at least if you operate in the same way as the others, there will be more shareholders in Canada who profit from this system.

Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Lambert.

Monsieur Willson a la parole.

M. R. Willson: Permettez-moi de dire, monsieur le président, pour rassurer M. Lambert et les autres membres du Comité, que nous nous proposons d'entamer des discussions avec les ministres et les sous-ministres du Développement économique de chacune des trois provinces des Prairies, ceci régulièrement en vue de déterminer où se trouve l'intérêt des trois provinces et de faire tout notre possible, en toute sagesse et en respectant la juridiction, pour contribuer à la réalisation de ces objectifs. Nous allons donc nous tenir au courant des politiques du gouvernement provincial et de son évaluation du bien-être public. Nous allons faire notre possible pour l'aider, et nous comptons respecter ses principes directeurs.

[Texte]

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Willson.

Gentlemen, there are still two names on the second round. I would ask your co-operation.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I have just one question. It is a follow-up on what my friend, Mr. Joyal, was questioning you about before.

I note, on page 4 of your brief, that the last paragraph reads:

Lending activities will be concentrated in the small-medium and medium-sized category in all fields of commercial endeavour.

and so on.

• 2145

I am quite concerned about the plight of the small businessman. Is it your intention to incorporate somewhere in your by-laws that this is the kind of business you are going to concentrate on? Or are you glossing over this? Is this just a bit of window dressing?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, they are in fact incorporated as strategies rather than by-laws. They are set out in our distributed text. These principal strategies have been approved by the provisional board, so they are indicative of our intention.

Mr. Robinson: Is your intention going to continue? Or is it going to be subject to your directors coming in later and saying, we do not really want to invest in the small businessman; we have other investments we want to make.

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, I think we have indicated for ourselves, to the best of our ability, that segment of the market where we can best serve. I would not have the same confidence about entering into headlong competition with much larger banks which are better able to serve the very big loan requirements of major companies. I cannot anticipate that happening for a number of years.

Mr. Robinson: Are you prepared to state that you would incorporate this in your by-laws?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, I see no particular purpose to be gained in tying the marketing discretion of the future management and the future directors to our perception of what is good for the bank at this point in time.

Mr. Robinson: Then this really does not mean what it says, does it?

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, I submit with all respect, sir, that it means exactly what it says. It is a principal strategy by which the provisional board is guiding the formation of the bank and its appeal to subscribers. If the subscribers respond with these guidelines, then they will in fact pursue them.

Mr. Robinson: Then if I were to suggest to you that this is merely window dressing in order to get the bank incorporated, you would say I was wrong.

[Interprétation]

Le président suppléant (M. Herbert): Merci beaucoup monsieur Willson.

Messieurs, il reste deux noms sur la liste du deuxième tour. Je vous demanderai de m'accorder votre coopération.

M. Robinson a la parole.

M. Robinson: J'ai seulement une question à poser. Elle fait suite à celle que vous a posée tout à l'heure mon collègue M. Joyal.

Je note la phrase suivante qui se trouve au deuxième alinéa de la cinquième page de votre mémoire:

Norbanque accordera surtout ses prêts aux petites et moyennes entreprises dans tous les secteurs du commerce.

Et ainsi de suite.

Ce qui me préoccupe le plus, c'est le sort du petit homme d'affaires. Avez-vous l'intention d'incorporer à vos règlements une disposition prévoyant que c'est le genre d'affaire sur laquelle vous vous concentrerez? Mais ce n'est pas plutôt une façon de farder les faits et de jeter de la poudre aux yeux?

M. R. Willson: Monsieur le président, cela fait partie de nos stratégies plutôt que de nos règlements, et vous pouvez retrouver cette disposition dans le texte que nous vous avons distribué. Ces stratégies principales ont été approuvées par notre conseil provisoire, de sorte qu'elles reflètent nos intentions.

M. Robinson: Est-ce que vous continuerez à avoir les mêmes intentions au cours des années? Cette disposition dépendra-t-elle de l'état d'esprit de vos futurs directeurs qui pourront décider de ne pas investir dans les petites entreprises, mais plutôt d'investir ailleurs?

M. R. Willson: Monsieur le président, nous avons précisé du mieux possible quel secteur du marché nous pensions pouvoir le mieux desservir. Je ne prétends pas entrer en concurrence avec les grandes banques qui sont mieux placées que nous pour servir les exigences importantes de prêt qu'ont les grandes sociétés. Je ne pense pas que cela se produira pour nous avant bon nombre d'années.

M. Robinson: Êtes-vous prêt à affirmer que vous incluez cette intention à vos règlements?

M. R. Willson: Monsieur le président, je ne crois pas qu'il soit nécessaire ni même bon de lier les considérations que pourront faire les directions et les directeurs futurs au sujet du marché des affaires à notre perception actuelle de ce qui est bon pour la banque à ce moment-ci.

M. Robinson: Votre déclaration ne vous oblige donc pas à faire ce que vous dites avoir l'intention de faire, n'est-ce pas?

M. R. Willson: Monsieur le président, sans vouloir vous offenser, j'estime que la déclaration est de bonne foi. C'est une de nos stratégies principales aux termes de laquelle le conseil provisoire guide la formation de la banque et l'appel qu'elle fait auprès des souscripteurs. Si ces derniers acceptent ces lignes directrices, alors ils les obéiront.

M. Robinson: Donc, si je prétendais que cette disposition ne vise qu'à jeter de la poudre aux yeux dans le but de faire autoriser la banque, vous me répondriez que j'ai tort, n'est-ce pas?

[Text]

Mr. R. Willson: I would say that your choice of words, sir, would not reflect my position.

Mr. Robinson: Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Robinson. Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Robinson is obviously a lawyer, Mr. Chairman. He cannot count past one.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I take exception to that remark.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I would like to ask again about this amount of cash that is going to be paid in. Mr. Hugh Wilson indicated to me that perhaps the Canadian Commercial and Industrial was only calling on half of its \$22 million, which would give them \$11 million in cash. I seem to be missing a document in my file, but referring to the evidence at the Senate hearings the figure of \$22 million is always mentioned. I wonder if Mr. Abbott as the sponsor of that bill in the Commons could recollect for this Committee whether it was \$22 million in cash or only \$11 million in cash being paid in.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): I doubt that I can officially approve the questioning of another member of the Committee. Perhaps Mr. Read might like to answer.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): All right, can we direct it to Mr. Read. How much cash was received in the initial issue of shares for the Canadian Commercial and Industrial Bank?

Mr. Read: I am going on memory here, but what Mr. Wilson has said is correct. The subscribed capital that was being called was initially 50 per cent. If it was \$22 million which I believe it was, then the initial call on the subscribers of the subscription of \$22 million would be one-half of that.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I may have missed that point earlier, Mr. Chairman.

Finally, one question to Mr. Willson. What effect has your group anticipated on the raising of capital with the possible passage of Bill C-73, the anti-inflation bill, and its freeze on corporate dividends?

• 2050

Mr. R. Willson: Mr. Chairman, we were well aware, of course, of the possibility somewhat earlier of the passage of Bill C-7 but until such time as that does, in fact, become law, it would seem academic to pursue the possibility of any implication for our own action. I presume you mean, sir, the possibility of provincial equity and so on.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): No. I think, Mr. Chairman, that Mr. Willson did not understand. Bill C-73...

Mr. R. Willson: Oh, I am sorry. I thought you said Bill C-7.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): ... which we will probably pass within a couple of weeks, and which is retroactive to October 13—and I know you are not planning to pay dividends in the control period that is projected...

[Interpretation]

M. R. Willson: Je répondrais que la façon dont vous formulez votre pensée ne traduit pas ma position.

M. Robinson: Merci.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Robinson. Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Il est évident que M. Robinson est avocat, car il ne sait pas compter plus que un.

M. Robinson: Monsieur le président, je conteste cette remarque.

Le président suppléant (M. Herbert): Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je voudrais revenir encore à la somme d'argent comptant qui sera investie. M. Hugh m'a déclaré que la Canadian Commercial and Industrial Bank n'allait investir que la moitié de ses 22 millions de dollars, c'est-à-dire qu'elle vous donnerait 11 millions de dollars comptant. Il semble qu'il me manque un document à mon dossier, mais je me reporte aux témoignages des audiences du Sénat pendant lesquelles on mentionne constamment le chiffre de 22 millions. M. Abbott, qui est le parrain de ce bill à la Chambre des communes, se rappellerait-il s'il s'agissait de 22 millions de dollars comptant ou de 11 millions de dollars comptant qui seraient injectés?

Le président suppléant (M. Herbert): Je ne peux approuver officiellement que l'on interroge un autre membre du Comité. M. Read voudra peut-être répondre.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Très bien, je m'adresse donc à M. Read. Combien d'argent comptant a-t-on reçu lors de la première émission de parts pour la Banque canadienne de commerce et de l'industrie?

M. Read: De mémoire, je dirais que M. Wilson a raison. Le capital souscrit appelé était au départ de 50 p. 100. S'il s'agissait de 22 millions, ce qui à mon sens est exact, l'appel de fonds initial auprès des souscripteurs de la souscription de 22 millions de dollars serait de la moitié de cette dernière somme.

M. Clarke (Vancouver Quadra): J'ai peut-être mal compris ce qui s'est dit plus tôt, monsieur le président.

Je poserai une dernière question à M. Willson. Quelles conséquences votre groupe pense-t-il que l'adoption possible du Bill C-73, c'est-à-dire du bill sur la lutte contre l'inflation, ainsi que son gel des dividendes des sociétés, pourra avoir sur votre emprunt de capitaux?

M. R. Willson: Monsieur le président, nous étions déjà conscients de la possibilité qu'il y avait d'adopter le Bill C-7, mais jusqu'à ce que le bill constitue force de loi, il me semble académique de poursuivre des discussions sur les conséquences qu'il pourrait avoir sur nos propres actions. Je suppose que vous voulez parler des mises de fonds provinciales?

M. Clarke (Vancouver Quadra): Non. Monsieur le président, M. Willson n'a pas compris. Il s'agit du Bill C-73.

M. R. Willson: Oh, pardon. Je pensais que vous parliez du Bill C-7.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je parle du Bill C-73 qui sera probablement adopté d'ici quelques semaines et qui est rétroactif au 13 octobre; je sais que vous n'avez pas l'intention de payer des dividendes pour la période projetée de restrictions...

[Texte]

Mr. R. Willson: Yes.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): However, the implications of that bill are very serious, as anybody in the country knows if they have been listening to the Conservatives, and I wanted to know how that might affect, in your opinion, the investment climate for an enterprise such as yours.

Mr. H. Wilson: As you have indicated, Mr. Clarke, as for our projections we do not plan a dividend until year five. Five years is a long time away and none of us knows exactly what the conditions will be at that time as far as Bill C-73 is concerned.

On page 38 of our brief, there is a sentence which perhaps refers to exactly what you are questioning us on:

Dividend policy through the term of the projections subject to any and all regulatory sanctions will tend to be moderate and conservative in the interests of maximizing the strength of the institution.

As we would go to potential subscribers, this would be drawn to their attention, that dividend policy would be subject to any and all regulatory sanctions. It would be on that basis that they would accept participation in the bank.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, could I have a post script. I would have thought that perhaps the gentlemen here would have said that as inflation is mastered, people tend to save; because when inflation is rampant, people spend, because that money is hot. So therefore, as inflation is mastered, so will the possibility of the bank prospering improve.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Thank you, Mr. Lambert.

Gentlemen, that is the end of my list for questioning. We are on the preamble which, a little earlier in this meeting, I tried to carry.

Preamble agreed to.

Clauses 1 to 4 agreed to

On Clause 5—Amendment to Schedule A of the Bank Act

The Chairman: On Clause 5, the typographical error in the French version has already been pointed out at this meeting. Members will note that the Speaker referred to this in *Hansard* of November 6, 1975 on page 8926. The amounts are clearly spelled out in Clause 3 and the mistakes noted by the Law Clerk in due course. It does not require an amendment to correct this particular entry. If any members wish, I can read the extract from *Hansard*.

Some hon. Members: That is not necessary, Mr. Chairman.

Clause 5 agreed to.

Title agreed to.

The Chairman: Shall I report the bill, without amendments, to the House?

[Interprétation]

M. R. Wilson: Oui.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Toutefois, la portée du bill est très grande, comme chacun le sait pour avoir écouté les conservateurs. Comment ce programme influera-t-il, à votre avis, sur les investissements d'une entreprise comme la vôtre?

M. H. Wilson: Monsieur Clarke, comme vous l'avez mentionné, nous ne projetons pas de dividendes avant notre cinquième année d'existence. D'ici cinq ans, beaucoup d'eau peut couler sous les ponts et personne ne sait exactement quelle sera la conjoncture de cette époque-là, pour ce qui est du Bill C-73.

Il se trouve à la page 41 de notre mémoire une phrase qui répond peut-être exactement à votre question:

La politique des dividendes pendant la durée des prévisions, sous réserve de toute autorisation réglementaire, tendra à être modérée et prudente en vue de maximiser la solidité de l'institution.

Au moment où nous irions voir les souscripteurs possibles, nous attirerions leur attention sur le fait que la politique des dividendes est sous réserve de toute autorisation réglementaire. C'est seulement à cette condition qu'ils participeraient à la Banque.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, puis-je ajouter quelque chose? Je pensais que les témoins nous diraient que plus l'inflation est jugulée, plus les gens tendent à épargner; en effet, en temps d'inflation, il est courant de dépenser puisque l'argent est une valeur instable. Par conséquent, plus l'inflation sera restreinte, plus la possibilité de prospérer pour la Banque accroîtera.

Le président suppléant (M. Herbert): Merci, monsieur Lambert.

Messieurs, je n'ai plus de nom sur la liste. Nous voivis revenus au préambule que j'ai essayé de faire adopter au début de la séance.

Le préambule est adopté.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Article 5—Amendement à l'annexe A de la Loi sur les banques.

Le président: Au sujet de l'article 5, l'erreur typographique de la version française a déjà été soulignée à cette séance. Les membres noteront que l'Orateur a mentionné ce cas dans le *Hansard* du 6 novembre 1975, à la page 8926. Les sommes sont précisées très clairement à l'article 3 et les erreurs notées par le greffier juridique le sont aussi. Il n'est pas nécessaire de proposer un amendement pour faire les corrections. Si certains membres le désirent, je peux vous lire l'extrait du *Hansard*.

Des voix: Monsieur le président, ce ne sera pas nécessaire.

L'article 5 est adopté.

Le titre est adopté.

Le président: Dois-je faire rapport du bill, non amendé, à la Chambre?

[Text]

Some hon. Members: Agreed.

An hon. Member: As corrected.

The Chairman: With typographical corrections. Carried.

In that case, gentlemen, I would like, on your behalf, to thank the witnesses, Mr. Robert Willson and Mr. Hugh Wilson, and Mr. Scarth and other witnesses, for being with us today. I shall, hopefully, with the co-operation of the Clerk, report this bill to the House tomorrow.

Just a reminder to the members that, on Tuesday, December 2, there is the continuation of the metric conversion hearings.

Gentlemen, adjourned to the call of the Chair.

[Interpretation]

Des voix: D'accord.

Une voix: Mais corrigé.

Le président: Les erreurs typographiques seront corrigées. Adopté.

Dans ce cas, messieurs, je remercie en votre nom les témoins, M. Robert Wilson, M. Hugh Wilson, ainsi que M. Scarth et les autres témoins, d'avoir comparu avec nous aujourd'hui. Avec la collaboration du greffier, j'espère pouvoir faire rapport du bill à la Chambre dès demain.

Je rappelle aux membres que le mardi 2 décembre, nous continuons les audiences de la Commission du système métrique.

La séance est levée.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 75

Tuesday, December 2, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 75

Le mardi 2 décembre 1975

Président: M. Roland Comtois

Gouvernement
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Government's program on guideline
dates for metric conversion

CONCERNANT:

Programme gouvernemental fixant
des échéances pour la conversion au
système métrique

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session
Thirtieth Parliament, 1974-75

Première session de la
trentième législature, 1974-1975

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott	Kempling
Côté	Joyal
Clermont	Lambert (<i>Bellechasse</i>)
Herbert	Lambert
Hnatyshyn	(<i>Edmonton-West</i>)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Martin	Philbrook
McGrath	Ritchie
Neil	Roy (<i>Laval</i>)
Orlikow	Towers
	Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, December 1, 1975:

Mr. Philbrook replaced Mr. Guay (*St. Boniface*)
Mr. Martin replaced Mr. Côté
Mr. Leblanc (*Laurier*) replaced Mr. Robinson
Mrs. Appolloni replaced Mr. Lee

On Tuesday, December 2, 1975:

Mr. Kempling replaced Mr. Clarke (*Vancouver Quadra*)
Mr. Côté replaced Mrs. Appolloni
Mr. Roy (*Laval*) replaced Mr. Leblanc (*Laurier*)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi, 1 décembre 1975:

M. Philbrook remplace M. Guay (*Saint-Boniface*)
M. Martin remplace M. Côté
M. Leblanc (*Laurier*) remplace M. Robinson
M^{me} Appolloni remplace M. Lee

Le mardi, 2 décembre 1975:

M. Kempling remplace M. Clarke (*Vancouver Quadra*)
M. Côté remplace M^{me} Appolloni
M. Roy (*Laval*) remplace M. Leblanc (*Laurier*)

CORRIGENDUM

Evidence:

Issue No. 70, page 70:103, line 52. Strike out the word "unreasonable" and substitute therefore the words "on reasonable".

Témoignage:

Fascicule n° 70, page 70:103, ligne 49. Supprimer les mots «non raisonnables» et les remplacer par le mot «raisonnables».

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 2, 1975

(94)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 8:17 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Abbott, Clermont, Comtois, Côté, Herbert, Hnatyshyn, Joyal, Lambert (Bellechasse), Lambert (Edmonton West), Martin, Roy (Laval), Towers.

Witnesses: From the Standards Council of Canada: Messrs. Jean-Paul Carrière, President; G. H. Spencer, Director, Metric Conversion. *From the Retail Council of Canada:* Messrs. Alasdair J. McKichan, President; Robert Berilla, President, Canadian Grocery Distributors' Institute; Arthur Southwood, Co-Chairman of the Working Group on Scales in the Retail Food Industry.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to the Government's program of guideline dates for metric conversion.

Mr. Carrière made a statement.

On motion of Mr. Martin, *Ordered*,—That a corrigendum be printed to strike out on page 70:103 of Issue No. 70, line 52, the word "unreasonable" and substitute therefor the words "on reasonable".

Agreed,—That the questioning of the witnesses be limited to five minutes per member.

Ordered,—That the brief submitted by the Standards Council of Canada be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*see Appendix "TT"*).

The witnesses from the Standards Council of Canada answered questions.

The witnesses withdrew.

Mr. McKichan from the Retail Council of Canada made a statement.

Ordered,—That the brief submitted by the Retail Council of Canada be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*see Appendix "UU"*).

The witnesses answered questions.

At 10:10 o'clock p.m. the Committee adjourned until 11:00 o'clock a.m., Thursday, December 4, 1975

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 2 DÉCEMBRE 1975

(94)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 20 h 17 sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: MM. Abbott, Clermont, Comtois, Côté, Herbert, Hnatyshyn, Joyal, Lambert (Bellechasse), Lambert (Edmonton-Ouest), Martin, Roy (Laval), Towers.

Témoins: Du Conseil canadien des normes: MM. Jean-Paul Carrière, président; G. H. Spencer, Directeur, Conversion au système métrique. *Du Conseil canadien du commerce de détail:* MM. Alasdair J. McKichan, président; Robert Berilla, président, Institut canadien de la distribution alimentaire; Arthur Southwood, co-président du groupe d'études sur les balances utilisées par l'industrie alimentaire de détail.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi portant sur le programme du gouvernement relatif aux dates d'application du système métrique.

M. Carrière fait une déclaration.

Sur motion de M. Martin, *il est ordonné*,—Qu'un corrigendum soit joint pour retrancher à la page 70:103, fascicule n° 70 ligne 52, le mot «unreasonable» et le remplacer par les mots «on reasonable».

Il est convenu,—Que l'interrogatoire des témoins soit restreint à 5 minutes par membre.

Il est ordonné,—Que le mémoire présenté par le Conseil canadien des normes soit joint en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*voir Appendice «TT»*).

Les témoins du Conseil canadien des normes répondent aux questions.

Les témoins se retirent.

M. McKichan du Conseil canadien du commerce de détail fait une déclaration.

Il est ordonné,—Que le mémoire présenté par le Conseil canadien du commerce de détail soit joint en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*voir Appendice «UU»*).

Les témoins répondent aux questions.

A 22 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 4 décembre 1975, à 11 heures.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, December 2, 1975.

• 2017

[Text]

The Chairman: Order. We shall resume consideration of our order of reference relating to the government's program of guideline dates for metric conversion.

In accordance with the Twelfth Report of the *Subcommittee on Agenda and Procedure*, which was concurred in by the main Committee on Thursday, November 27, 1975, we shall be hearing two delegations this evening.

I would like to welcome the delegation from the Standards Council of Canada. Mr. Jean-Paul Carrière is the President, and his associate, Mr. G. H. Spencer, is Director for Metric Conversion.

I invite Mr. Carrière to make a few opening remarks at this point.

Mr. Carrière.

Mr. Jean-Paul Carrière (President, Standards Council of Canada): Thank you, Mr. Chairman. We have submitted a brief which I presume all members of the Committee have.

The Chairman: Yes.

Mr. Carrière: So I need not to go into all those details.

The Standards Council of Canada was created by an act of Parliament passed in 1970. Its functions are described in the brief. Since we are to deal with conversion to the metric system, I will try to stick to that part of it.

In the Act there is a statement to the effect that the Standards Council may make recommendations or suggestions to Parliament regarding conversion to the metric system. At the same time, or in the same year anyway, the White Paper on conversion to metric system came before the House and the Metric Commission was created.

After consultation with the Metric Commission we accepted the responsibility to see to it that everything having to do with the conversion of standards would be carried out under our direction.

On page 2 of our brief we indicate the activity we have carried out and are carrying out now. I will be very happy to answer questions on any of this.

Before questions are asked, I would like to make a slight modification. The co-ordination and publication of programs for the conversion of individual Canadian standards, which we call standards conversion supporting programs, and for non-Canadian standards on which Metric Commission sector conversion plans are dependent, is a continuing activity. While the brief mentions 550 programs up to September, 1975, there are now 700 programs included under the status of Activity on page 3.

As far as guideline dates are concerned, I might say—it is not my feeling only, but it is mine definitely—that there cannot be conversion to the metric system without first of all having metric standards. And before we have metric standards, and there are a lot of them to be converted, we have to plan for it, to assemble the technical committees through our standards writing organizations that are accredited. Without guideline dates it would be extremely difficult to make suitable plans.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 2 décembre 1975.

[Interpretation]

Le président: A l'ordre. Nous allons reprendre l'étude de notre ordre de renvoi concernant le programme relatif aux dates d'application du système métrique.

Conformément au douzième rapport du sous-comité du Programme et de la procédure que le comité principal a adopté le jeudi 27 novembre 1975, ce soir nous entendront deux délégations.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux représentants du Conseil canadien des normes dont M. Jean-Paul Carrière, le président, et son associé, M. G. H. Spencer, directeur de la Conversion au système métrique.

J'invite M. Carrière à faire une déclaration d'ouverture.

Monsieur Carrière.

M. Jean-Paul Carrière (Président, Conseil canadien des normes): Merci, monsieur le président. Nous avons présenté un mémoire qui a été distribué, je crois, à tous les membres du Comité.

Le président: En effet.

M. Carrière: Je n'entrerais donc pas dans les détails.

Le Conseil canadien des normes a été créé en vertu d'une loi du Parlement adoptée en 1970. Ses fonctions sont exposées dans le mémoire. Puisque nous allons traiter la question de la conversion au système métrique, j'essaierai de ne pas m'éloigner de cet aspect.

La loi stipule que le Conseil des normes peut faire des recommandations ou des suggestions au Parlement en ce qui concerne la conversion au système métrique. A la même époque, ou du moins pendant la même année, le Livre blanc sur la conversion au système métrique a été déposé à la Chambre et la Commission du système métrique a été créée.

Après avoir consulté la Commission du système métrique, nous avons accepté la responsabilité d'assurer que tous les travaux ayant trait à la conversion des normes seraient effectués sous notre direction.

A la page 2 dans notre mémoire, nous indiquons quelles sont nos activités antérieures et en cours. Je serais très heureux de répondre aux questions s'y rapportant.

Avant de passer à l'interrogatoire, j'aimerais apporter une légère modification au mémoire. La coordination et la publication des programmes pour la conversion des normes canadiennes particulières, que nous appelons programmes d'aide à la conversion des normes, et pour la conversion des normes non canadiennes dont dépendent les plans de la conversion du secteur de la Commission du système métrique, sont des activités continues. Alors que le mémoire fait allusion à 550 programmes jusqu'en septembre 1975, à l'heure actuelle 700 programmes figurent sous la rubrique Activité à la page 2.

En ce qui concerne les dates d'application, je dirai—et nombreux sont ceux qui partagent mon opinion—que la conversion au système métrique ne pourra se faire qu'après l'établissement de normes métriques. Avant d'adopter des normes métriques, et il y en aura beaucoup à convertir, il faut en faire la planification et créer des comités techniques par l'entremise de nos organismes de rédaction des normes, organismes accrédités. Sans dates d'application, il serait extrêmement difficile d'élaborer des plans convenables.

[Texte]

[Interprétation]

• 2020

As far as the actual dates that are here are concerned, we have seen them, we agree with them. We are not capable of influencing them, I might say. This has been arrived at by the Metric Commission after consultation with everybody and his uncle and we would be very happy if those dates were the ones agreed to by Parliament.

Le président: Merci, monsieur Carrière.

Before we go on with the questioning I would like to point out that you have received a schedule of our meetings for this week and next week. I would like to suggest, since at 3.30 p.m. next Thursday, December 11, we have only one association coming before the Committee, that if it is agreeable we move the Friday morning meeting to Thursday afternoon, after the Association of Consulting Engineers. We could sit until 6 o'clock and cancel the Friday morning meeting. Is it agreed by the Committee that we do this next week? We would then have an hour and a half for the Canadian Labour Congress on Thursday afternoon, from 4:30 to 6, instead of having a meeting Friday morning.

Mr. Hnatyshyn: Is there any necessity for making a decision right now, because I think many of us would like to see our own personal schedules?

The Chairman: We have a meeting scheduled for Thursday afternoon anyway, at 3:30, but we have only one group.

Mr. Lambert, would you like to ...

Mr. Lambert (Edmonton West): There is a problem in that a number, I think, of regular members of this Committee who are involved in what you might call an outside and rather esoteric activity dealing with the economic performance of the government on a film in which members on both sides of the House are appearing. Unfortunately, all this is being done in Toronto, and I notice that among those people who are to appear there are a fair number of people on the Committee. I just simply point out that there is a conflict there and ...

The Chairman: For next Thursday?

Mr. Lambert (Edmonton West): For a week Thursday, the 11th, and some of your more brilliant stars, Mr. Chairman, will be starring elsewhere, they hope.

The Chairman: I am in the hands of the Committee. I was just making that suggestion in order to cancel the Friday morning meeting. But we still have another time allocated for Tuesday, December 16, at 8 p.m., and we do not have any witnesses for that meeting.

Mr. Lambert (Edmonton West): If people are able to handle things properly this Thursday, there is a good chance that one, if not two, items will come down the pike the other way. There is a merger of a Nova Scotia trust company with a Nova Scotia savings and loan association bill and there is also the IAC Continental Bank bill, S-30, that are trying to get through the port this Thursday down to the Committee. There will be pressure because of the shortness of the session to try to get them back so that they may go through the very slim aperture of one hour on alternate Thursdays.

En ce qui concerne les dates que nous avons ici, disons que nous les avons adoptées. Nous sommes incapables de les influencer. C'est la Commission du système métrique qui a choisi ces dates après avoir consulté tout le monde et nous serions très heureux si le Parlement les adoptait.

The Chairman: Thank, you, Mr. Carrière.

Avant de poursuivre l'interrogatoire, j'aimerais vous indiquer que nous avons reçu l'horaire de nos réunions pour cette semaine et la semaine prochaine. J'aimerais proposer, puisque jeudi prochain le 11 décembre à 15 h 30 une seule association comparaitre devant le Comité, que si tout le monde est d'accord, nous avançons la séance de vendredi matin à jeudi après-midi, après que nous aurons rencontré l'Association des ingénieurs-conseil. Nous pourrions siéger jusqu'à 18 h 00 et annuler la réunion de vendredi matin. Est-ce que le Comité est d'accord pour procéder ainsi la semaine prochaine? Nous pourrions ainsi consacrer une heure et demie au Congrès du travail du Canada jeudi après-midi de 16 h 30 à 18 h 00 plutôt que de nous réunir à nouveau vendredi matin.

M. Hnatyshyn: Est-il nécessaire de prendre une décision dès maintenant puisque certains d'entre nous voudront consulter leurs horaires personnels?

Le président: Une de nos réunions est prévue pour jeudi après-midi à 15 h 30 de toute façon, mais nous ne rencontrons qu'un groupe.

Monsieur Lambert, aimeriez-vous ...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il y a une difficulté en ce sens qu'un certain nombre de membres réguliers de ce Comité ont des activités extérieures relativement aux réalisations économiques du gouvernement et prennent part à un film. Malheureusement, tout ceci se fait à Toronto et je remarque qu'un bon nombre des membres de ce comité prennent part à ce tournage. Je voudrais simplement indiquer qu'il y a un conflit à ce niveau et ...

Le président: Pour jeudi prochain?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, jeudi le 11, et certains de vos plus brillantes étoiles seront en vedette ailleurs, du moins elles l'espèrent.

Le président: C'est le Comité qui décidera. J'ai cette suggestion simplement afin d'annuler la réunion de vendredi matin. Mais nous avons une autre réunion prévue le jeudi 16 décembre à 20 h 00 et il n'y aura pas de témoin à cette réunion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Si nous pouvons arranger les choses convenablement jeudi, il est possible que l'un ou même 2 articles nous soient présentés. Il y a un bill concernant la fusion d'une société de fiducie et d'une association de prêts et d'épargne de la Nouvelle-Écosse et il y a également le Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque continentale du Canada que l'on essaiera de présenter au Comité jeudi. Il y aura des pressions étant donné que la séance sera courte et on essaiera de les faire adopter pendant le délai d'une heure accordé tous les 2 jeudis.

[Text]

The Chairman: We can always wait until the beginning of next week but we have to advise these people in advance. So would you like to wait until the beginning of next week?

Monsieur Joyal.

M. Joyal: D'autant plus que, si, jeudi le 11 décembre, certains membres permanents du comité doivent s'absenter, à ce moment-là, c'est toute la réunion de cette journée-là qui serait compromise, et non pas uniquement le fait d'ajouter une nouvelle heure de séance.

Alors, dans le contexte actuel, aussi bien reporter l'adoption du rapport ou la modification que vous proposez...

Le président: C'est tout simplement une modification.

M. Joyal: ... la modification que vous proposez à plus tard la semaine prochaine.

The Chairman: Thank you.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, est-ce que cela veut dire que la suggestion de M. Joyal ferait tomber la séance de jeudi le 11 décembre?

Le président: Je pense que nous sommes mieux de retarder notre décision au début de la semaine prochaine. On pourra toujours vous aviser. Monsieur Clermont.

M. Lambert (Bellechasse): J'aurais une suggestion à faire, si vous me permettez,...

Le président: Oui, monsieur Lambert, si vous voulez.

M. Lambert (Bellechasse): ... pendant que j'ai la parole. Si la séance de 15 h 30 est maintenue, étant donné qu'il n'y a seulement qu'un témoin de prévu, pourquoi n'inviterions-nous pas le Congrès du travail pour la deuxième partie de la même séance?

Le président: C'est ce que j'avais proposé au début, monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Je n'avais pas compris.

Le président: C'est exactement cela. Au lieu de l'inviter pour le vendredi matin, le faire pour le jeudi après-midi, dans la deuxième partie.

M. Lambert (Bellechasse): Je pense que ce serait une économie de temps, si on la maintient.

Le président: Oui.

M. Lambert (Bellechasse): Moi, je m'en remets à la majorité.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, personnellement, je préférerais avoir deux groupes de témoins le jeudi que de siéger le vendredi matin. Si, par hasard, certains membres réguliers de ce Comité ont des responsabilités à l'extérieur, bien...

Le président: Monsieur Clermont, c'est justement...

M. Clermont: C'est pour préparer un programme.

Le président: La suggestion avait été faite par plusieurs membres du parti conservateur qui voulaient éliminer la séance du vendredi matin. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé cela.

[Interpretation]

Le président: Nous pouvons attendre au début de la semaine prochaine mais nous devons aviser ces personnes à l'avance. Ainsi, préférez-vous attendre au début de la semaine prochaine?

Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Moreover, if on Thursday, December 11, 1975 certain permanent Committee members must take leave, the whole meeting of that day will be jeopardized, and not only the fact of adding another hour of sitting.

Then, given the present context, it would be better to delay the passage of the report or of the ratification you are proposing...

The Chairman: It is only a modification.

Mr. Joyal: ... the modification you are proposing until later next week.

Le président: Merci.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, does that mean that Mr. Joyal's suggestion will cancel the sitting to be held on Thursday, December 11?

The Chairman: I think it would be better to wait until the beginning of next week to take our decision. We could always notify you. Mr. Clermont.

Mr. Lambert (Bellechasse): If I may, I would like to make a suggestion...

The Chairman: Yes, Mr. Lambert, if you wish.

Mr. Lambert (Bellechasse): While it is my turn. If the 3:30 sitting is maintained, since we are to hear only one witness, why not invite the Labour Congress for the second part of the same sitting?

The Chairman: That is what I had proposed at the beginning, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): I did not understand.

The Chairman: That is exactly it. Instead of inviting them Friday morning, we could have them here Thursday afternoon, for the second part.

Mr. Lambert (Bellechasse): I think we would save time if we held this sitting.

The Chairman: Yes.

Mr. Lambert (Bellechasse): I will agree with the majority.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I for one would prefer to have two groups of witnesses on Thursday rather than to sit Friday morning. If certain regular members of this Committee have commitments elsewhere, well...

The Chairman: Mr. Clermont, that is exactly...

Mr. Clermont: That is to prepare an agenda.

The Chairman: The suggestion has been put forward by several members of the Conservative Party who wanted to eliminate the Friday morning sitting. That is the reason why I made this suggestion.

[Texte]

Des voix: D'accord.

M. Clermont: Je propose, monsieur le président, que le Congrès du travail du Canada, qui doit comparaître à 9 h 30, vendredi le 12 décembre, soit reporté au jeudi le 11 décembre, après l'Association des ingénieurs-conseils.

Le président: Voulez-vous écrire votre proposition, monsieur Clermont, afin que nous puissions l'étudier officiellement.

M. Clermont: Monsieur le président, s'il vous plaît, on discute du programme, je n'apporte pas un amendement à un bill.

Le président: Très bien, monsieur Clermont.

Is it agreed that we change the Friday morning meeting for Thursday afternoon and have two groups?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Hnatyshyn: Mr. Chairman, I do not want to be too difficult about this but...

The Chairman: Mr. Hnatyshyn, a member of your party asked this, to try to cancel the Friday morning meetings as often as possible.

Mr. Hnatyshyn: I appreciate that but I just am curious about the witnesses and so on. Has the Clerk approached the Canadian Labour Congress, as far as the dates are concerned?

The Chairman: Yes, but we have to confirm in advance in order that they may move their day forward by one day.

Mr. Hnatyshyn: But they appear to be satisfied to come on whatever day is convenient to the Committee?

The Chairman: Yes, if they know in advance.

Mr. Hnatyshyn: I think that is important. That is my only observation at this time. I would not want the Canadian Labour Congress to be discomfited in any way.

The Chairman: No, no. We will find out and, if it is possible, then we can change it. Agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: I have received a letter from Mr. McNally of the Canadian Chamber of Commerce in which he has requested that a correction be made in the evidence of Issue number 70. The motion, then, would be as follows:

That a corrigendum be printed to strike out on page 70:103 of issue number 70, line 51, the word "unreasonable" and substitute therefor the words "on reasonable".

Do I have a motion to this effect?

Mr. Martin: Could you explain that again, Mr. Chairman?

The Chairman: Instead of "unreasonable", one word, it should be "on reasonable", two words. It is in the middle of a sentence. It is only one word that we have to change.

Mr. Martin: Is he referring to part of his testimony that he wants to change?

[Interprétation]

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Clermont: I move, Mr. Chairman, that the Canadian Labour Congress which was scheduled to appear at 9:30 Friday morning, December 12, be heard on Thursday, December 11 after the Consulting Engineers Association.

The Chairman: Do you want to write your motion, Mr. Clermont, so that we can consider it officially.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, we are discussing the program, and I am not proposing an amendment to the bill.

The Chairman: Very well, Mr. Clermont.

Est-il convenu de changer la date de la réunion de vendredi matin à jeudi après-midi et d'entendre deux groupes?

Des voix: D'accord.

M. Hnatyshyn: Monsieur le président, je ne veux pas faire des difficultés à ce sujet mais...

Le président: Monsieur Hnatyshyn, un membre de votre parti a proposé ce changement, afin d'annuler les réunions du vendredi matin aussi souvent que possible.

M. Hnatyshyn: Je comprends cela mais je me demande qu'en penseront les témoins. Est-ce que le greffier est entré en communication avec le CTC, pour savoir si les dates lui conviennent?

Le président: En effet, mais il faudra confirmer la date à l'avance afin qu'ils puissent comparaître une journée plus tôt.

M. Hnatyshyn: Est-ce que les représentants du Congrès semblent vouloir comparaître à la date qui convient le mieux au Comité?

Le président: Oui, si on peut les avertir à l'avance.

M. Hnatyshyn: C'est très important. C'est tout ce que j'avais à dire pour le moment. Je ne voudrais pas causer des ennuis au Congrès du travail du Canada.

Le président: Non, non. Nous verrons si c'est possible et ensuite nous pourrions changer la date. Est-ce convenu?

Des voix: D'accord.

Le président: J'ai reçu une lettre de M. McNally de la Chambre de commerce du Canada me demandant d'apporter une correction au témoignage du fascicule n° 70. La motion serait alors la suivante:

Qu'un errata soit imprimé afin de retrancher à la ligne 51 de la page 70:103 du fascicule n° 70, l'expression «non» dans l'expression «motif non raisonnable».

Est-ce que quelqu'un propose cette motion?

M. Martin: Pourriez-vous expliquer cela encore une fois, monsieur le président?

Le président: Au lieu de l'expression «non raisonnable», ce devrait être «raisonnable». C'est au milieu d'une phrase. Il n'y a qu'un mot à changer.

M. Martin: Est-ce qu'il veut changer une partie de son témoignage?

[Text]

The Chairman: Yes.

Mr. Martin: What effect does that change have?

Mr. Lambert (Edmonton West): None at all. It is spelling.

The Chairman: It is just an error in spelling in the printing.

Do I have a motion to this effect?

Mr. Martin: I so move.

Motion agreed to.

• 2030

The Chairman: Is it agreed that we limit the time of questioning for every member to five minutes, since we have two groups tonight?

Motion agreed to.

The Chairman: First I have Mr. Clermont, followed by Mr. Lambert (Bellechasse).

M. Clermont: Monsieur le président, monsieur Carrière, dans votre mémoire vous mentionnez qu'il est très important qu'une déclaration du Parlement soit faite, afin d'obtenir du travail bénévole pour aller de l'avant dans votre travail. Est-ce exact?

M. Carrière: C'est exact.

M. Clermont: Ensuite vous avez fait une correction à la page 3 où vous dites:

... coordonner et publier des programmes pour la conversion de normes canadiennes individuelles (Programmes d'aide à la conversion des normes) et pour les normes ...

Vous avez mentionné:

En cours de réalisation, approximativement on avait 550, vous avez 700,

publiés à la fin de septembre 1975

À quel organisme ces programmes sont-ils distribués?

M. Carrière: Ce sont des programmes dont le Conseil canadien des normes a besoin pour planifier la conversion des normes au système métrique. Ces programmes sont établis, nous avons préparé les fiches, si vous voulez, pour aider les divers secteurs à faire leurs plans, mais ce sont eux qui préparent ces programmes et nous les transmettent pour les mettre en application.

Quand je dis 700, il y en a 700 en cours de réalisation, c'est pour le mois de novembre, il y en avait 550 à la fin de septembre. Alors, ces programmes-là nous sont présentés à un rythme accéléré et il y a des normes qui devront être préparées avant d'autres. Il faut savoir quand les différentes étapes de la conversion complète au système métrique doivent arriver pour établir nos programmes. Chaque norme est préparée et étudiée par un comité technique composé de volontaires; un comité peut être composé de 12 à 20 personnes qui viennent de toutes les régions du pays, qui travaillent sur une base volontaire. Alors si vous comptez déjà 700 normes, avec une vingtaine de personnes à chaque comité, ça fait déjà un grand nombre de volontaires à trouver. Il est vrai que ces personnes viennent des sociétés industrielles, des gouvernements, etc, je ne peux pas vous donner un chiffre exact, mais il y aura certainement au moins 2,000 normes à convertir, des normes qui sont sujettes à des mesures où il faut changer le système de mensuration, le langage de mensuration. Alors cela exige un planning très important pour trouver tout ce personnel.

[Interpretation]

Le président: Oui.

M. Martin: Quel effet aura un tel changement?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Aucun. Ce n'est qu'un mot.

Le président: C'est seulement une erreur d'imprimerie.

Est-ce qu'il y a une motion à cet effet?

M. Martin: Je propose la motion.

La motion est adoptée.

Le président: Êtes-vous d'accord pour limiter les périodes de questions à 5 minutes pour chacun des membres, étant donné que nous aurons deux groupes ce soir?

La motion est adoptée.

Le président: Sur une liste, j'ai tout d'abord M. Clermont, suivi de M. Lambert (Bellechasse).

Mr. Clermont: Mr. Chairman, Mr. Carrière, in your brief you mentioned that it was very important for Parliament to make a statement in order to obtain voluntary workers; this would allow you to proceed with your work. Is that correct?

Mr. Carrière: That is correct.

Mr. Clermont: On page 3, you then proceeded to make a correction:

the co-ordination and publication of programs for the conversion of individual Canadian standards—Standards Conversion Supporting Programs—and for non-Canadian standards ...

and you then mentioned:

continuous, approximately

You have said that there were 550, but you adjusted this figure so as to read 700.

published by end September 1975

Are these programs distributed and, if so, to which organizations?

Mr. Carrière: These are programs required by the Standards Council of Canada, who have to plan conversion to the metric system. These programs are established, and we have drawn up documents to help various sectors plan their own changeover; however, they prepare their own programs and they refer them to us for application.

I quoted you a figure of 700; 700 of these programs were on-going programs in November; there were 550 at the end of September. There have been more and more of these programs all the time, and some standards are, naturally, more important than others. We have to be aware of the different stages of metric conversion in order to establish our programs. All the standards are drawn up and examined by a technical committee made up of voluntary personnel; a committee may be composed of 12 to 20 persons from any area of the country; their work is done on a voluntary basis. We have to find a great many voluntary workers with this type of work; with 700 standards at 20 persons per committee. It is true that these representatives are from government and industry, but there are at least 2,000 standards which must be converted, and the system—as well as the language—must be changed. Finding this personnel implies massive planning.

[Texte]

M. Clermont: Monsieur Carrière, j'ai votre déclaration; qu'est-ce que vous entendez par «une déclaration sans équivoque du Parlement»? Pourriez-vous analyser cette déclaration-là? Je trouve cela dans votre mémoire à la page 4, au paragraphe...

M. Carrière: Oui, dans les conclusions.

M. Clermont: Oui. Dans les...

M. Carrière: Dans la traduction on s'est servi du même terme, si je me souviens bien: «unequivocal statement». Ce serait sous forme d'un communiqué parlementaire qui serait clair: à des dates données, des phases d'investigation devraient être complétées pour en arriver à... telle année.

• 2035

M. Clermont: Mais, est-ce que les dates pour la conversion, émises par la Commission du système métrique ne sont pas suffisantes?

M. Carrière: Oui, on agit actuellement, en autant que c'est possible, avec les dates émises par la Commission du système métrique. Seulement, certains groupes n'acceptent pas aussi facilement de se soumettre et de faire des programmes pour des dates qui n'ont pas l'appui, je dirais, du gouvernement fédéral.

M. Clermont: Pourriez-vous nous donner certains noms qui seraient dans cette catégorie?

M. Carrière: C'est assez difficile, parce que dans un groupe d'industries du même genre, quelques-uns sont prêts à faire l'effort et d'autres disent: «Bien, écoutez, je ne suis pas pour travailler sans savoir où on s'en va». Ensuite, vous avez des filiales de sociétés étrangères. Parce que cela cause des embarras dans leur travail, il faut engager des gens pour faire cela. Avant de s'embarquer, on veut savoir où on va, si c'est bien aussi pressé que cela ou si on ne peut pas attendre. Ce n'est pas encore complètement défini.

Nous sommes convaincus qu'avec une déclaration du Parlement qui appuierait les activités de la Commission du système métrique et qui recommanderait que les phases soient complétées aux dates acceptées par les différents secteurs, cela simplifierait notre tâche. Il faut pousser ces gens-là dans le dos pour avoir les programmes. Cela ne se fait pas seulement en leur faisant des beaux yeux.

Le président: Merci, monsieur Clermont.

M. Clermont: Merci, monsieur Carrière.

Le président: M. Lambert (Bellechasse), suivi de M. Lambert (Edmonton-Ouest).

Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Merci bien, monsieur le président.

Monsieur Carrière, pourriez-vous dire au Comité dans quels secteurs de l'activité économique les difficultés sont les plus nombreuses, où on accepte moins bien la conversion au système métrique?

M. Carrière: Je ne crois pas pouvoir dire que des secteurs n'acceptent pas le principe. Où il y a le plus de problèmes? C'est aussi difficile, parce qu'il y en a un peu partout. Par exemple, là où on se sert de normes étrangères, qui doivent être converties au système métrique pour servir au Canada, où il n'existe pas de normes canadiennes, il faut faire le même travail et le même programme avec des comités techniques qui ne sont pas du pays. Aux États-Unis, par exemple, on est déjà en contact avec un grand nombre d'organismes rédacteurs de normes américains, qui coopèrent très bien avec nous. C'est assez difficile à vous expliquer, mais il faut toujours leur faire comprendre la

[Interprétation]

Mr. Clermont: Mr. Carrière, what do you mean in your statement by: "an unequivocal statement of Parliament's support"? Could you define this statement appearing on page 4?

Mr. Carrière: Is it in the conclusions?

Mr. Clermont: Yes.

Mr. Carrière: We used the same term in the English version if I can recall: "unequivocal statement". It should be a very clear statement emanating from Parliament; at given dates, investigatory phases should be completed for such and such a year.

Mr. Clermont: But are the deadlines for conversion, issued by the Metric Commission, not enough?

Mr. Carrière: Yes, presently we try to work as much as possible within the dates set by the Metric Commission. However, certain groups find it difficult to prepare programs for dates, which, I would say, do not have the support of the federal government.

Mr. Clermont: Could you give us names of groups within that category?

Mr. Carrière: It is rather difficult, because in a group of homogeneous industries, some may be ready to carry on but others might say: "Well, listen, I am not going to forge ahead not knowing where to go". Then, there are some subsidiaries of foreign companies. Because it could hinder their work, special people are hired to do this. Before undertaking the conversion, they want to know where they are going, if it is really as urgent, or if, in fact, it could not wait. It is not completely defined.

We are convinced that a statement from Parliament supporting the Metric Commission's activities and recommending that the various phases be completed at the dates accepted by the various sectors, would certainly make our task easier. We have to push these people constantly in order to get their programs. We cannot get action by just smiling.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Carrière.

The Chairman: First we will hear from Mr. Lambert (Bellechasse), followed by Mr. Lambert, (Edmonton West): Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Carrière, could you tell the Committee in what sectors of the economy you find the greatest number of difficulties, where we are less inclined to accept metric conversion?

Mr. Carrière: I do not believe I could say that some sectors are not accepting the principle. Where are the greatest problems? That is also difficult, because there are some in every sector. For instance, where foreign standards are used, which must be converted to the metric system for use in Canada, and where there are no Canadian standards, we have to do the same amount of work and prepare the same programs with technical committees from outside the country. In the United States, for example, we are already liaising with many organizations, responsible for setting American standards, which are co-operating very well. It is a little difficult to explain, but

[Text]

nécessité que, si on doit continuer à servir leurs normes, elles doivent être converties au système métrique pour continuer à servir au Canada. A un temps donné, encore une fois, s'ils nous demandent quand nous voulons cela. Dans le moment, on a des plans; on devrait faire cette phase-là à telle date, tel qu'il est prévu par la Commission du système métrique.

Mais, est-ce que le Parlement appuie cela? On n'est pas en mesure de le dire encore. C'est ce genre de difficultés qui causent, on peut dire, des problèmes à faire des plans pratiques, ouvrables, qui permettraient réellement de se mettre à l'œuvre et de dire: «Bien, maintenant que ceux-là sont à l'œuvre, on n'a plus besoin de s'en occuper». Mais, si on est obligé de s'occuper de tout ce qui se passe dans 2,000 comités techniques au Canada, aux États-Unis ou ailleurs, on n'arrivera pas.

• 2040

M. Lambert (Bellechasse): Mais, le fait que le Parlement canadien se soit prononcé sur la question, ce n'est pas suffisant pour convaincre les gens récalcitrants que les parlementaires sont en accord avec cela? Est-ce qu'il faudra une motion ou une loi quelconque pour reprendre tout ce travail qui a été fait par la Chambre pour décrire que dans tel ou tel secteur, le Parlement est désireux que soit fixée à telle date l'échéance finale et tout cela? Je pense que si c'est un problème qui se pose dans votre travail, c'est un problème qui se pose également au Parlement. Parce que moi, je pense qu'une conversion à un autre système comme celle-là, cela dérange pas mal du monde malgré que toute la bonne volonté des gens impliqués soit mise dans l'engrenage. Cela ne veut pas dire que c'est une chose facile. C'est pour cela que je vous demandais dans quel secteur on rencontre le plus de difficultés.

Maintenant, il y a un autre sujet qui m'a été soumis à quelques reprises, et je voudrais savoir si cela s'est rendu à votre niveau.

Nous avons au Canada un très grand nombre de mécaniciens, que ce soit des mécaniciens d'automobile ou des mécaniciens de diésel ou de tout autre domaine de la mécanique, qui ont des quantités assez considérables d'outils qui coûtent très cher. Ces gens-là hésitent à donner leur assentiment quoiqu'ils désireraient que ce soit changé. Mais étant donné que cela leur cause des déboursés considérables, est-ce que vous avez reçu des représentations des organisations ou des associations de mécaniciens, et si vous en avez reçu, est-ce qu'on vous y demandait un appui quelconque de la part de l'État, pour que des avantages fiscaux quelconques leur soient accordés en vue de leur permettre de changer tout leur outillage de façon à être en mesure de continuer de gagner leur vie et de bien servir la clientèle?

M. Carrière: Non, monsieur, nous n'avons jamais reçu de telles représentations et si jamais nous en recevions, nous serions obligés de passer ces représentations à d'autres parce que cela n'est pas de notre domaine. Notre domaine est essentiellement le domaine de la normalisation, normalisation nationale et internationale. Alors c'est un domaine complètement en dehors de nos compétences, et nous n'oserions pas y toucher.

[Interpretation]

we must constantly explain the need, to convert to the metric system for use in Canada if we are to continue to provide their standards. And once again, at any given time, they will ask us when we want that. At the moment, we are in the planning stage; and, we should complete that phase at the date foreseen by the Metric Commission.

But is Parliament supporting this? We cannot say yet. One might say that it is this sort of difficulty that gives us problems in preparing practical, workable plans which would allow us to get right down to work and to say: "Well, now that these are well on their way, we need not worry about them". But, if we have to keep watching what is happening in 2,000 technical committees in Canada, in the United States or elsewhere, we cannot succeed.

Mr. Lambert (Bellechasse): But, is the fact that the Canadian Parliament has already made a decision regarding this matter not sufficient to convince the recalcitrants that the members of Parliament are in support of this program? Is a motion or new legislation required to take up again all the work that was done by the House—to establish that in such and such a sector Parliament that the final phase will be completed at such a date? If that poses a problem in your work, I would think it also poses a problem for Parliament. Because, I think, converting to a new system, such as we are undertaking, is troublesome for everybody, even with all the goodwill of the people involved. This does not imply that the task is easy. And that is why I ask in what sectors have you found the greatest difficulty.

Now, there is another matter on which I have been questioned several times; I would like to know if it has reached your office.

We have in Canada, a great number of mechanics automobile, diesel or any other type of mechanics who have a good quantity of very expensive tools. These people hesitate to agree to a change, even if it is desirable. But as this will cause some to face large expenditures, have you received any requests from organizations or associations of mechanics, and if so, were these for some government supports, allowing certain financial advantages in order that they might change all their tools so they can continue to earn their living and serve their clients?

Mr. Carrière: No, sir, we have never received any such request, and if we should, we would channel them to someone else because this is not within our mandate. We are concerned only with standardization, national and international standardization. So that would be an area completely outside our jurisdiction, and we would not date touch it.

[Texte]

Le président: Merci, monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Merci bien.

The Chairman: Before I recognize Mr. Lambert, Edmonton West, is it agreed by the Committee that the brief submitted by the Standards Council of Canada be printed as an appendix to today's *Minutes*?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Lambert, Edmonton West.

M. Lambert (Edmonton Ouest): Monsieur Carrière, je suis très intéressé aux recommandations que vous avez faites parce que c'est justement la raison pour laquelle nous tenons ces séances. Lorsque le Gouvernement a présenté une résolution bien générale, nous avons insisté pour qu'il y ait plutôt un projet de loi pour donner une certaine base juridique aux déclarations faites par la Commission du système métrique et pour établir des échéances pour la conversion etc. Maintenant, je crois bien que nous sommes sur le point d'y arriver. Alors nous sommes, je pense, dans la bonne voie.

Maintenant, j'ai bien devant moi l'exemple de l'Australie qui a fait la conversion tout d'un coup, du jour au lendemain, ou presque. J'aimerais vous demander si par hasard vous avez pu observer certains résultats découlant de cette manière de procéder, ou bien si vous êtes conscients de certaines difficultés qu'ils ont éprouvées là-bas et qui vous suggèrent que le Canada procède mieux en y allant pas à pas.

M. Carrière: Monsieur Lambert, notre domaine est uniquement celui de la conversion de normes.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui.

• 2045

M. Carrière: C'est seulement cela. En Australie, nous avons eu quelques contacts avec eux, leur problème de conversion de normes, était bien différent du nôtre pour une raison bien simple: la grande majorité des normes en usage, surtout les normes industrielles, en usage en Australie, étaient des normes anglaises. Il s'agissait des normes du *British Standard Institute* qui est, je crois, le plus vieil organisme de normalisation moderne au monde.

Et les comités techniques qui siégeaient en Angleterre étaient déjà à l'œuvre pour faire des conversions au système métrique. Alors, il n'y avait pas beaucoup de normes en dehors de celles-là, il y avait les leurs, quelques-unes, donc leur problème a été pas mal différent du nôtre. Il y a autre chose, c'est qu'en Australie le système de normalisation est un peu le même système qui existe en Angleterre, il y a un organisme qui a toujours existé. Ici, au Canada, il y a une série d'organismes et c'est pourquoi le Parlement a adopté la Loi sur le Conseil canadien des normes, pour coordonner les efforts de tous ces gens-là, qui s'étaient organisés à différentes époques, pour différentes raisons et qui fonctionnaient selon leur gré. Ils ont fait du très bon travail mais le développement n'a pas été coordonné; alors là le Conseil canadien des normes a accrédité les organismes rédacteurs de normes, premièrement. Il fallait mettre de l'ordre dans tout cela.

Cela fait, après tout, moins de cinq ans que le Conseil existe. L'accréditation des organismes rédacteurs de normes ont commencé il n'y a pas tout à fait trois ans. Alors nous en sommes encore en pleine période de formation, et la métrisation ajoutée à cela, nous cause un problème qui est tout à fait différent de celui qu'avaient l'Australie, l'Afrique du Sud ou même la Nouvelle-Zélande.

[Interprétation]

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you very much.

Le président: Avant de céder la parole à M. Lambert, d'Edmonton-Ouest, le Comité est-il d'accord pour que le mémoire soumis par le Conseil canadien des normes soit imprimé en appendice au procès-verbal d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Lambert, Edmonton-Ouest.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Carrière, I am most interested in the recommendations that you have made, because that is the very reason for holding these hearings. When the government introduced a general motion, we insisted rather that a bill be prepared, to set a legal basis for the statements made by the Metric Commission and to be able to set deadlines for the conversion and so forth. Now, I think we are almost there. I think we are moving in the right direction.

Now, I am looking at the example of Australia which made the conversion in a single effort, almost overnight. I would like to know if perhaps you have any observations on this method of conversion, or if you are aware of difficulties that they have encountered there that, perhaps, supports the fact that Canada is doing the right thing in proceeding by stages.

Mr. Carrière: Mr. Lambert, we are concerned solely with the conversion of standards.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes.

Mr. Carrière: That is all. We have had a few contacts with Australia. Their difficulty in converting standards, was quite different from ours for a very good reason: the majority of standards used in Australia, particularly industrial standards, are English. Those were the standards of the British Standards Institute which, I believe, is the oldest modern standards organization in the world.

And there were technical committees already working in England on conversion to the metric system. Then, there were not very many other standards other than the English, only a few of their own, so that the problem was very different from ours. Also, the standardization process in Australia is very much like that in England and there has always been some form of organization. In Canada, there is a number of organizations, and it is for that reason that Parliament passed the Standards Council of Canada Act in order to co-ordinate the efforts of these groups which had been established at different times for different reasons and which worked independently. They did some excellent work, but the development was not co-ordinated; so, first, they accredited the standards organizations. The system had to be organized.

After all, it has been less than five years since the Council was established, and the accreditation of standards organizations began less than three years ago. So that area is still in full evolution and with metrication added on we are faced with a problem which is very different from that in Australia, or South Africa, or even in New Zealand.

[Text]

Le président: Une dernière question, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Une dernière question. Est-ce que vous pouvez vous servir des oeuvres ou du travail du BSI?

M. Carrière: Nous nous en servons déjà, et cela facilite la conversion au système métrique, parce que les normes BSI sont suivies au Canada, ont déjà été converties en Angleterre pour leur propre usage.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Bon, d'accord. Merci bien.

Le président: Merci, monsieur Lambert.

Mr. Joyal, followed by Mr. Hnatyshyn.

M. Joyal: Merci, monsieur le président.

Il y a un aspect, je pense, de la question que vous a posée M. Lambert D'Edmonton, qui n'a peut-être pas été complètement couvert par votre réponse. Est-ce qu'il aurait été plus ou moins possible pour le Canada de passer au système métrique, comme il l'a suggéré, du jour au lendemain? Dans le contexte global de la situation telle qu'on la vivait au Canada, est-ce qu'il aurait été possible de nous convertir au système métrique sans passer par toutes les phases d'ordonnancement, d'implantation, de planification et d'investigation que vous avez vous-même proposées?

M. Carrière: Je ne crois pas. Je ne veux pas parler pour la Commission du système métrique, mais comme je vous l'ai dit tout au début, à mon avis, une conversion au système métrique sans normes métriques, c'est une impossibilité.

M. Joyal: Votre mémoire semble dire qu'actuellement vous n'atteignez pas les objectifs que vous voudriez atteindre, principalement parce que le bénévolat sur lequel vous comptiez au niveau de l'entreprise ne se manifeste pas aussi spontanément que prévu et vous considérez que l'une des raisons principales de cette hésitation du bénévolat est le fait que les dates ne semblent pas être pressantes dans l'opinion publique. Les gens ne réalisent pas encore que c'est nécessaire et que cela va venir très bientôt.

Vous croyez qu'une déclaration parlementaire sera suffisante pour réussir à imposer ou à susciter du bénévolat en aussi grand nombre que vous en aurez besoin pour réaliser vos objectifs?

• 2050

M. Carrière: Je le crois. Et puis le problème n'est pas tellement d'obtenir le bénévolat, mais de faire des plans pour l'obtenir à temps et pour que le travail soit fait à temps. C'est un peu comme organiser vos réunions. Vous dites que vous allez recevoir quelqu'un à telle date, à telle heure et puis vous voudriez en recevoir d'autres. Il faut toujours bien que vous avisiez ces autres-là que vous les voulez aussi. Sans faire de plans d'avance, on ne peut pas arriver à quoi que ce soit.

Maintenant, on ne fait pas des plans pour un ou deux groupes, comme je vous l'ai dit, mais pour 1,000 groupes qui envoient de 12 à 20 volontaires chacun. Les gens ne peuvent pas s'assembler continuellement pendant des jours; ils vont s'assembler une journée, ils vont correspondre, ils vont se réunir un mois plus tard, après des échanges de correspondance. C'est très long, la préparation d'une norme. Il y a des normes qui prennent 4 à 5 ans avant d'être prêtes pour publication parce que cela se fait par voix de consensus. Il faut que tout le monde soit d'accord. Il y a des échanges de vues, non seulement dans le comité, mais le comité fait son travail, puis il doit aller consulter

[Interpretation]

The Chairman: One last question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): My last question. Can you use any of the documents or of the work carried on by the British Standards Institute?

Mr. Carrière: We are already using them and it certainly eases conversion to the metric system, because the BSI standards that are being used in Canada have already been converted in England for its own use.

Mr. Lambert (Edmonton West): Good, then. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

M. Joyal, suivi de M. Hnatyshyn.

Mr. Joyal: Thank you, Mr. Chairman.

I think there is one aspect of the question which Mr. Lambert of Edmonton asked which you have not fully covered in your answer. Would it have been more or less difficult for Canada to convert to the metric system, as he suggested, in one single stage, that is overnight? In the full context of the situation as it existed in Canada, would it have been possible to convert to the metric system without having to go through all the phase of organizing, planning, investigation, and implementation which you have proposed?

Mr. Carrière: I do not believe so. I cannot speak for the Metric Commission, but as I said at the beginning, in my opinion conversion to the metric system is impossible without metric standards.

Mr. Joyal: Your brief seems to indicate that you are not reaching the objectives that you had set, principally because the voluntary work that you had counted on at the industrial level has not occurred as spontaneously as foreseen, that you think that one of the main reasons for this hesitation is the fact that the deadlines do not seem urgent to the public. People do not seem to realize that an early start is necessary and that full conversion will soon be here.

You believe that a statement by Parliament would be enough to compel or to raise a great enough number of volunteers to achieve your objectives?

Mr. Carrière: I believe so. And the problem is not so much getting the volunteers, but to prepare plans to get them in time so that the work will be completed in time. It is a bit like organizing your hearings. You say that you will hear someone at such date and such a time and that you would like to hear others. You also have to advise those others that you would like to hear from them. Without some advance planning we cannot achieve anything.

We are no longer planning for one or two groups, but rather for 1,000 groups of 12 to 20 voluntary workers. These workers cannot meet for days on end; they meet one day and correspond for quite a while; they then meet a month later to exchange opinions. Drawing up standards is a very lengthy process; some of them take four or five years before reaching a stage when they are ready for publication, since everything is done by consensus. Everyone has to agree; there are exchanges of opinions, not only with the Committee, but with the manufacturers of the item for which the standard was first drawn up, as well as with consumers, in order to get everyone to agree.

[Texte]

les fabricants de l'article pour lequel la norme est rédigée, aussi bien que les consommateurs, pour voir si tout ce qui y est dit est convenable, jusqu'à ce qu'on en vienne à un consensus.

Alors, chaque norme doit passer par ce réseau d'échange de vues etc. c'est très long, il faut faire des plans. Et puis il y a une série de plans qui sont faits, comme je vous le dis, il y en aura au moins 2,000. Alors, le problème n'est pas tellement la difficulté d'obtenir les volontaires mais de pouvoir leur dire qu'il faudrait que ce travail soit fait dans tel délai pour en arriver à tel but. Alors, c'est à eux ensuite d'établir quand ils doivent se réunir et comment. Il n'y a pas de refus de servir mais ce sont certainement des gens occupés qui ne veulent pas servir aujourd'hui si cela peut se faire demain.

Le président: Votre dernière question, monsieur Joyal.

M. Joyal: Est-ce qu'il y a des groupes ou des entreprises qui vous ont fait valoir que cela leur causait des embêtements financiers qui pourraient ralentir leur coopération ou leur façon de réaliser les objectifs à l'intérieur du calendrier que vous suggérez?

M. Carrière: Pas à nous. Parce que, encore une fois, je dois vous dire que notre domaine est uniquement celui de la normalisation. Or le fait est que la normalisation dans beaucoup de cas, entraînera une économie éventuelle, économie d'effort, et même économie monétaire.

M. Joyal: Une dernière question?

Le président: Très brève.

M. Joyal: Quel est le nombre des employés, qui sont à votre disposition présentement?

M. Carrière: C'est toujours difficile à dire, parce que je ne sais pas quel comité siège. Au Conseil lui-même, le personnel est décrit ici. D'abord, vous avez le conseil lui-même qui consiste en 57 personnes, outre les volontaires. Les organismes rédacteurs de normes qui ont été accrédités sont à leur propre compte, alors ils ont chacun leur personnel. Mais pour ce qui est des comités techniques, je dirais qu'à chaque jour de l'année, il y en a peut-être une dizaine qui siègent quelque part, soit 200 personnes, des volontaires encore. On pourrait dire qu'à chaque jour il y a de 200 à 300 personnes qui travaillent pour nous.

Le président: Merci, monsieur Joyal.

Mr. Hnatyshyn, followed by Mr. Martin.

Mr. Hnatyshyn: Mr. Chairman, I would ask Mr. Carrière, through you, whether it is fair to say that your organization, the Standards Council of Canada, primarily represents those involved in the manufacture of goods and the delivery of services.

Mr. Carrière: No, it represents I would say everybody and his uncle in Canada. It represents consumers, it represents manufacturers who write standards for the medicals, it represents virtually anything that you can think of. We do not know that we are operating by standards but everybody uses standards all the time every day, so we represent everybody.

Mr. Hnatyshyn: You mentioned you have 57 executives on your inner council. I was wondering what proportion of that would represent consumers?

[Interprétation]

Each standard goes through this lengthy examination process. At least 2,000 plans will have to be drawn up, and therefore the problem does not really lie with getting voluntary workers, but rather, giving them final dates for their work. They then decide when they are to meet and how. They do not refuse to work, but they have other things to do; they are not going to do today what can be put off until tomorrow.

The Chairman: Your last question, Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Has any group stated that it would be financially expensive to change over and that it would slow down their co-operation within your time framework?

Mr. Carrière: They have certainly not complained to us. Once again, I must state that we are in charge of standards only. The metrication will gradually bring about savings both in effort and in money.

Mr. Joyal: May I have one last question, please?

The Chairman: If it is very short.

Mr. Joyal: How many employees are at your disposal now?

Mr. Carrière: It is always difficult to know, since I am not aware which committees are now meeting. The Council's personnel is listed here; it is made up of 57 full-time workers, as opposed to the voluntary workers. The organisations which draw up the standards have their own personnel. The technical committees are another matter; at any given date, there might be 10 committees sitting, and that represents 200 voluntary workers. Therefore, each and every day, there might be 200 or 300 persons working for us.

The Chairman: Thank you, Mr. Joyal.

M. Hnatyshyn, suivi de M. Martin.

M. Hnatyshyn: Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Carrière s'il est juste de dire que le Conseil canadien des normes représente surtout les fournisseurs de biens et de services.

M. Carrière: Non, je crois que le Conseil représente tout le monde. Il représente le consommateur, les fabricants qui établissent les normes, tout ce que vous pouvez penser. Tout le monde emploie continuellement les normes, tous les jours, alors nous représentons tout le monde.

M. Hnatyshyn: Vous avez mentionné que votre conseil comprenait 57 personnes à temps plein. Quelle serait, en pourcentage, la représentation des consommateurs?

[Text]

• 2055

Mr. Carrière: There are at the moment, I think, two representatives of consumers. They are appointed by Order in Council, so they represent themselves, but they are recommended to the Governor in Council by various associations. There is a three-year service and one-third changes every year and we try to reach everyone. The Canadian Consumers Association is represented and has been since the beginning. There is another group of consumers, but I do not recall the association.

Mr. Hnatyshyn: It seems to me that in your remarks you indicated there is general accord with the guidelines set down by the Metric Commission with regard to the implementation of the standardization. There is an area that concerns me and I wonder how the Council serves that. There seems to be a fairly substantial public apprehension about the implementation of the metric system. If you take the average Joe on the street, the average citizen, he seems to be rather concerned. I think there was a recent Gallup Poll published within the last few weeks, which indicated that probably somewhere in the vicinity of 70 per cent of the public has either a great apprehension or some apprehension over the transition.

I can understand your argument that in the interests of getting this program into place there is some desirability as far as setting deadlines and establishing dates to get the metric system into place. I wonder what you would say to the proposition that unless you have a very substantial degree of consumer or public accord to the whole process, all the planning and deadlines in the world are going to make this whole process rather difficult.

It may in fact affect, in the final analysis, the success of the transition. I just wonder whether or not there are any grounds for saying that maybe it is a better policy to extend the period of time over which the transition takes place—not only from the point of view of public acceptance but also for the reasons that you have alluded to.

Some of these transitions in some industries, involving parts and planning as they do, should take a very considerable period of time. Five or ten years would not be an unreasonable period of time for some industries. Are there any valid reasons for not having a longer period of conversion as opposed to a shorter period of conversion to metric?

Mr. Carrière: Mind you, I am not qualified to discuss here the total conversion to the metric system. I start from the base that it is Canadian policy. It has been established that we will convert to the metric system.

The domain for which the Council is responsible is limited to standardization. The Canadian policy of converting to the metric system cannot be carried out or arrived at without having metric standards. Starting from that, the Council does not ask people whether they want the conversion or not. I say here it is conversion of metric standards in support of the Commission. The Commission no more than anyone else cannot make metric conversion happen without having metric standards.

Now, this is our limit. If we are going to have metric conversion and if it is Canadian policy, as we are told it is, then our function—to convert present standards to metric standards—must be planned, because of the method by which we obtain standards. If we have no plans, we will not get there.

[Interpretation]

M. Carrière: Il y a, je crois, en ce moment deux représentants des consommateurs. Ces représentants sont nommés par décret du Conseil par conséquent ils se représentent eux-mêmes, et différentes associations les ont recommandé au gouverneur en conseil. La durée du mandat des membres est de trois ans et un tiers des membres sont remplacés chaque année et nous nous efforçons d'atteindre tout le monde. L'Association des consommateurs du Canada existe depuis le début et il y a un autre groupe de consommateurs mais je ne me souviens pas de son nom.

M. Hnatyshyn: Donc, vous semblez d'une façon générale d'accord avec les directives de mise en application de la normalisation établies par la Commission du système métrique. Il y a cependant un domaine qui me préoccupe et j'aimerais savoir comment votre conseil s'y intéresse. Dans le public, on semble craindre l'adoption du système métrique et je crois qu'un sondage Gallup récent publié ces dernières semaines indique que 70 p. 100 du public manifeste sa crainte ou quelque crainte au sujet de la période de transition.

Je sais que vous voulez mettre en application ce programme et qu'il vous faut établir des dates limites, mais je me demande si le fait de ne pas avoir suffisamment d'appui du côté du public ne va pas nuire à tout ce processus quelle que soit votre planification ou vos dates limites.

En fin de compte, l'opinion du public peut compromettre le succès de cette période de transition et je me demande s'il ne faudrait pas la prolonger, non seulement pour que les gens puissent mieux accepter le programme mais aussi pour les raisons auxquelles vous avez fait allusion précédemment.

Dans certaines industries, certaines de ces mesures de transition visent des pièces détachées et visent aussi la planification et par conséquent prendront énormément de temps à appliquer. Il faudra peut-être 5 ou 10 ans dans le cas de certaines industries et pourquoi alors ne pas adopter une plus longue période de conversion dans le cas de la mise en application du système métrique?

M. Carrière: Je ne suis pas apte à discuter toute cette conversion au système métrique mais je prends pour prémisses qu'il s'agit d'une politique canadienne et que par conséquent on doit y donner suite.

Notre domaine, au Conseil, est de nous occuper de la normalisation. Or la politique canadienne de conversion au système métrique ne peut être mise en application si nous ne disposons pas de normes métriques. Partant de cette base, le Conseil ne se pose pas la question si le public veut ou ne veut pas de la conversion. Notre tâche est de nous occuper des normes métriques pour la Commission et la Commission a besoin de ces normes pour faire cette conversion au système métrique.

Voilà donc les limites dans lesquelles nous œuvrons. Partant de cette obligation de conversion au système métrique au Canada, nous devons, pour convertir les normes actuelles en normes métriques, faire une planification en ce sens. Si nous ne planifions pas dans cette direction, nous n'aboutirons à rien.

[Texte]

Mr. Hnatyshyn: You have a job to do, so you are not concerned with whether it is right or wrong.

• 2100

Mr. Carrière: Well, right or wrong, we know that it is declared Canadian policy. As far as we are concerned, it has been it has been declared by Parliament, so we go from there.

Mr. Hnatyshyn: The faster the better, though.

Mr. Carrière: We do not establish the rate.

The Chairman: Thank you, Mr. Hnatyshyn.

Mr. Martin has left the Committee. Mr. Roy, followed by Mr. Towers.

Monsieur Roy.

M. Roy (Laval): Monsieur le président, je reviens au mémoire soumis par M. Carrière, qui manifeste une certaine inquiétude lorsqu'il dit:

Tant que les employeurs ne seront pas certains des intentions du Parlement quant à la conversion au système métrique, il sera difficile d'obtenir de l'aide bénévole...

J'aimerais faire un peu l'historique de la Commission du système métrique au Canada qui a été créée au mois de juin et qui prévoyait justement que l'objectif de généraliser l'usage de mesures du Système international d'unités dans l'économie serait atteint en 1980. Depuis sa formation, je pense que le deuxième rapport qui a été soumis, qui couvrirait la période du 1^{er} avril 1973 au 31 mars 1975, nous illustrait les nombreuses activités de la Commission, à savoir la formation de plus de 60 comités sectoriels et la participation de plus de 1,000 citoyens et ceci, sur une base bénévole, comme vous avez mentionné.

Pour ce qui est de l'attitude des Canadiens à l'égard de la conversion au système métrique, on doit noter que lorsque nous avons commencé à en parler et à sensibiliser l'opinion du grand public à cette conversion, 56 p. 100 de la population canadienne était en faveur en 1972, 77 p. 100 en 1974 et 96 p. 100 au printemps 1975. Alors, je suis quelque peu étonné d'entendre les membres du parti conservateur demander que la période de la mise en application soit prolongée. Nous pourrions peut-être faire comme au Japon, prendre 40 ans pour en venir à l'aboutissement du système tel que prévu par nos objectifs que nous prétendons atteindre en 1980.

Alors, j'aimerais que vous nous éclairiez davantage. Il me semble que les phases sont assez claires dans le deuxième rapport de la Commission, à savoir, au début, la phase d'investigation, la phase de planification et même des dates ont été avancées. J'aimerais que vous soyez un peu plus explicite. Ceci convaincrerait probablement le parti progressiste-conservateur de ne pas demander une prolongation. Quant à moi, je pense que le vœu exprimé par les Canadiens, à raison de 97 p. 100 au printemps 1975, est de nature à encourager l'initiative du gouvernement à aller de l'avant dans la mise en application de cette conversion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, pourrais-je obtenir une clarification?

[Interprétation]

M. Hnatyshyn: Vous avez une tâche à remplir et vous ne vous souciez pas de valeur morale.

M. Carrière: Quoi qu'il en soit, nous savons que c'est une politique canadienne déclarée par le Parlement. C'est tout ce qui nous importe.

M. Hnatyshyn: Par contre, la vitesse est importante.

M. Carrière: Nous n'avons pas participé à l'établissement de l'échéancier.

Le président: Merci, monsieur Hnatyshyn.

M. Martin a quitté la pièce. J'accorde donc la parole à M. Roy, suivi de M. Towers.

Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): Mr. Chairman, I should like to come back to Mr. Carrière's brief, which underline a certain concern and I quote:

As long as there is a question in the minds of employers regarding Parliament's intentions with respect to metric conversion, difficulties can be expected in obtaining voluntary assistance...

The metric system was set up in June 1971 and it has as its target date 1980. The Commission has published its second report dealing with the period from April 1, 1973 to March 31, 1975. This second report listed the Commission's varied activities including the setting up of more than 60 sector committees and the participation of more than one thousand Canadians on a voluntary basis, as you stated previously.

Concerning the attitude of Canadians toward metric conversion, I should like to point out that in 1972, 56 per cent of the Canadian population favoured metric conversion, in 1974, 77 per cent of the Canadian population was in favour, and in the spring of 1975, 96 per cent of the Canadian population was in favour of metric conversion. Thus, I am rather surprised to hear the members of the Conservative Party ask that the conversion process be prolonged. Although our stated objective is 1980, perhaps we could do as Japan did and lengthen our conversion period to 40 years.

I should like you to provide us with additional information in this regard. The second report of the Metric Commission is very clear on the four-phase process. It lists the investigation stage and the planning stage and it even proposes certain deadlines. I should like you to provide us with a detailed explanation of this point. Such an explanation would probably convince the Progressive Conservative Party that a longer conversion period is unnecessary. Personally, I feel that the opinion of the Canadian population—97 per cent were in favour of metric conversion when polled in the spring of 1975—is reassuring as far as governmental initiatives in this field is concerned.

M. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, may I obtain an explanation?

[Text]

Le président: Oui, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Une prolongation; jusqu'à quelle date et sous quelle forme? Nous n'en avons pas demandé officiellement, pas du tout.

M. Roy (Laval): Le décret mentionnait, lorsque la Commission a été formée, jusqu'en 1980, et que c'était sur une base volontaire. Mais mon préopinant vient de dire qu'il était préférable de retarder l'adoption au système.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non. Simplement, sur une base légale avec les dates fixées.

M. Roy (Laval): Alors, vous êtes d'accord pour les dates?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, personne ne s'y est opposé. C'est seulement dans l'imagination de certaines personnes.

Le président: Monsieur Roy, une dernière question.

M. Roy (Laval): Non, mais j'aimerais que M. Carrière, notre témoin, nous réponde, qu'il soit plus explicite.

Le président: Oui. Monsieur Carrière.

M. Carrière: En ce qui affecte le Conseil canadien des normes, à la page 3, le programme des dates indicatives est répété et nous avons dit ce qui doit arriver et ce qui est arrivé. A la page 3, au haut de la page, le deuxième paragraphe, qui est un des points les plus importants pour nous. C'est de:

... coordonner et publier des programmes pour la conversion de normes canadiennes individuelles et pour les normes non canadiennes dont dépendent les plans de conversion sectoriels de la Commission du système métrique;

Vous avez parlé des secteurs et des comités techniques de la Commission. Ce n'est pas les mêmes comités techniques qui rédigent des normes, c'est un autre groupe de comités techniques. Alors il nous faut commencer séparément de tous les comités de la Commission du système métrique, c'est un travail à part, mais c'est un travail de support, à un point tel que si les normes requises, converties au système international d'unités, n'arrivent pas à temps, bien, la conversion n'est pas possible. Les industries travaillent sur la base de normes, la médecine, tout ce que vous voulez, mais tant qu'ils n'ont pas les normes avec le langage mathématique ou de mesures du pays, il est impossible de travailler dans le système.

Le Président: Merci, monsieur Roy.

• 2105

M. Roy (Laval): Je veux particulièrement souligner le deuxième paragraphe à la page 3.

M. Carrière: c'est le plus important pour nous.

Le Président: Merci, monsieur Roy.

Mr. Towers will be the last speaker for the first part of tonight's meeting. Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. It would seem to me that the presentation, perhaps, Mr. Chairman—and this is not a criticism; it is an observation and I want to make that very clear—this brief is possibly just a bit out-dated due to the fact that we now have a new Minister and also that the government has embarked on an austerity program. And in view of the fact that the previous Minister made reference to the possibility of loans being introduced to facilitate and assist in the transformation of the measur-

[Interpretation]

The chairman: Yes, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): How much longer will be period of conversion be and what would it be like? As far as I know, the Progressive Conservative Party has not asked that the conversion period be lengthened.

Mr. Roy (Laval): When the Metric Commission was set up, the target date was 1980 and conversion was to be on a voluntary basis. However, the previous speaker has just said that it would be better to lengthen the conversion process.

Mr. Lambert (Edmonton West): No. We simply requested a legal basis for this decision as well as fixed deadlines.

Mr. Roy (Laval): Then you agree with the target date?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, no one has objected to the target date. That idea is a figment of someone's imagination.

The Chairman: Mr. Roy, one last question.

Mr. Roy (Laval): I have no other questions, but I should like Mr. Carrière to provide us with a more detailed explanation.

The Chairman: Yes. Mr. Carrière.

Mr. Carrière: On page 2 of our brief, you will note that the date guideline has been indicated and that the status of each activity has been stated. At the top of page 3, the fourth point is of utmost importance for us. Let me quote it:

The co-ordination and publication of programs for the conversion of individual Canadian standards and for nonCanadian standards on which Metric Commission sector conversion plans are dependent.

Earlier on, you dealt with sector committees and technical committees within the Metric Commission. The standards are not established by the same group of technical committees; rather it is up to another group of technical committees. Then our work is quite different from that of the committees of the Metric Commission, since it has a support task. As a result, if the required standards, converted to the metric scale, do not come into force as planned, metric conversion will be impossible. Industries, as well as the field of medicine and what have you, rely on certain standards, but as long as these standards are not converted, it is impossible to work within the system.

The Chairman: Thank you, Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): I especially want to underline the importance of the fourth point at the top of page 3.

Mr. Carrière: That point is of utmost importance to us.

The Chairman: Thank you, Mr. Roy.

M. Towers sera le dernier à prendre la parole à l'occasion de la première partie de la séance. Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président. Je tiens à souligner que le mémoire date un peu car il y a maintenant un nouveau ministre et que le gouvernement a mis au point un programme d'austérité économique. Il ne s'agit pas d'une critique, mais plutôt d'une observation. L'ancien ministre avait parlé de la possibilité de faire des prêts afin de faciliter la conversation au système métrique. Je me demande si nos témoins ont discuté de cet aspect de la question avec le nouveau ministre.

[Texte]

ing system, I am just wondering if our witnesses have had any discussion whatsoever with the Minister in this regard.

Mr. Carrière: I hope I will be allowed to say something that I like to repeat often. I did not put it in the Act; it was put in there by members of Parliament. It says in all letters that the Standards Council of Canada is not an agent of the government.

First of all, we report directly to Parliament through the Minister of Industry, Trade and Commerce. We do not report to the Minister; we report to Parliament. We operate from a grant of the government, admittedly, and we go through the period of estimating and budgeting and so on, but we are not an agent of the government and in our operations we are entirely independent of government in our policies and in the work that we perform. And there, we are acting only in support of government policy and the Metric Commission, limited, I repeat again, to standardization work.

I do not know if that answers your question. We would not receive instructions one way or the other from the Minister as to how to do our job.

Mr. Towers: I think, though, while it does not exactly answer my question, Mr. Chairman, we are dealing with the fundamental—not necessarily principle but perhaps policy here in view of the fact that reference is made to what retailer should go first, and in that it is going to be a costly venture to change, if there is not any incentive there to change, certainly there is going to be a tendency to hold back. I am just wondering if there has been any ground work done in order to facilitate this transformation within the retailing industry; for instance, a scale that could be transferred over, perhaps. The scale is still usable, yet the measuring device on it would have to be changed. Who does this? Is the retail industry going to do this or is there going to be some facility within government?

Mr. Carrière: Well, certainly the manufacturers of scales will make the change. A standard will have to be established as to what these scales will be. The standard will be available to the consumer as well as to the manufacturer. To do the actual work is out of our domain. Once the standard is established, unless somebody comes to us and says he would like the standard modified, we are not going to touch it. I am not going to have technical committees sitting for nothing, but again, this is not in our domain, I regret. We provide the necessary tools, you might say, to be able to make these things, change the scales and all these things. But we do not do that ourselves.

The Chairman: Mr. Towers.

• 2110

Mr. Towers: I think that is all I have right now.

Le président: J'aimerais remercier M. Carrière de même que M. Spencer pour leur présence ici ce soir. Merci beaucoup messieurs.

I now invite the delegation from the Retail Council of Canada to come up to the table.

[Interprétation]

M. Carrière: J'espère que j'aurai l'occasion de dire quelque chose que je répète souvent. Ce n'est pas moi qui ait rédigé cette loi, mais plutôt les députés. En effet, la loi stipule que le Conseil canadien des normes n'est pas une agence gouvernementale.

Tout d'abord, nous faisons directement rapport au Parlement, par l'intermédiaire du ministre de l'Industrie et du Commerce. Nous relevons du Parlement. Bien entendu, nous profitons de subventions gouvernementales et nous tâchons de prévoir nos dépenses et d'établir un budget. Toutefois, le Conseil n'est pas une agence gouvernementale et nous sommes donc indépendants au chapitre de la formulation de politiques et des travaux que nous effectuons. Encore une fois, nous assurons un rôle de soutien de la politique gouvernementale et de la Commission métrique, qui se limite à la normalisation.

Je ne sais pas si cela répond bien à votre question. Nous ne recevons aucune directive de la part du ministre quant à la tâche que nous avons à remplir.

M. Towers: Monsieur le président, cela ne répond pas exactement à ma question, mais nous nous attaquons à la politique fondamentale, sinon au principe fondamental. En effet, il faudrait déterminer quel genre de détaillants seraient affectés puisque la conversion sera très onéreuse. S'il n'y avait aucun encouragement qui les pousse à la conversion métrique, ils auront certainement tendance à rechigner. Je me demande si l'on a pris certaines dispositions en vue de faciliter la conversion au système métrique au sein de l'industrie du détail. Par exemple, a-t-on étudié les possibilités en vue de convertir les balances au système métrique? La balance est toujours utilisable, mais il faut la convertir au système métrique. Qui s'occupe de tout ceci? Est-ce que ce sera la responsabilité de l'industrie du détail ou est-ce que le gouvernement facilitera ce genre de conversion?

M. Carrière: Bien entendu, les fabricants de balances effectueront ce changement. Il faudra établir des normes régissant les balances. Les normes seront à la disposition des consommateurs ainsi que des fabricants. Les travaux pratiques de la conversion ne sont pas de notre ressort. Une fois les normes établies, notre travail sera fini, à moins qu'une personne nous demande d'apporter certains changements à la norme. Il serait inutile de réunir les comités techniques s'il n'y a pas de travail. De plus, cet aspect de la conversion ne fait pas partie de notre mandat. Nous fournissons l'instrument en vue d'atteindre cet objectif, soit nous vous changerons les balances etc, mais nous n'effectuons pas nous-mêmes l'opération.

Le président: Monsieur Towers.

M. Towers: Je crois que c'est tout ce que j'ai à dire pour l'instant.

The Chairman: I would like to thank Mr. Carrière and also Mr. Spencer who have been kind enough to come here this evening. Thank you very much.

J'invite maintenant la délégation du Conseil canadien du Commerce de détail à s'avancer.

[Text]

I would like to welcome the delegation from the Retail Council of Canada. Mr. Alasdair McKichan is the president. I will ask him to introduce the other members of his delegation.

Mr. Alasdair J. McKichan (President, Retail Council of Canada): Mr. Chairman, on my immediate right is Mr. Arthur Southwood, who is the co-chairman of the Working Group on Scales for the retail sector. On his right is Mr. Robert Berilla, who is the chief executive of the Canadian Grocery Distributors' Institute. Behind is Mr. Arnold Rands, the chief executive of the Canadian Federation of Retail Grocers, and on his left is Mr. George Crompton, the chief executive of the Retail Merchants Association of Canada Inc.

The group appearing before you, Mr. Chairman, is in effect a consortium of organizations representing the retail sector who are particularly affected by the conversion of scales.

The Chairman: Would you like to comment on your brief before we start the questioning?

Mr. McKichan: I should say, Mr. Chairman, that of course the retail industry supports enthusiastically in principle the conversion to metric standards, and has been working on a considerable number of sectors. As you can imagine, there are many sectors that touch on the retail industry.

One of the most important is that affecting scales. There are, according to our researches, approximately 117,000 scales in the retail sector which will have to be converted to metric or, if they are nonconvertible, will have to be replaced. Regarding the cost of that considerable task, the best estimate we got was in 1974, and that of course is now necessarily outdated by the inflationary process that has taken place since then, and no doubt will take place in the future. But at that time the cost of that conversion was over \$51 million. That is a very considerable figure, especially as it has to be contemplated within the short time of probably two or three years.

It is our belief that the conversion process will not be one which attracts retailers into it as a competitive feature. Rather the reverse is the case. They foresee that consumers are likely to be suspicious of the conversion process, that they may regard it as a device of some sort to make their task more difficult. They may be suspicious that the merchant concerned is taking advantage of the process to do something to his prices.

• 2115

We believe various things can be done to counteract that, and probably many merchants who have foreseen that will adopt suitable pricing policies so there is no doubt at all in the minds of the customer that what is happening at that time is simply a conversion process and it has nothing to do with price. We hope, in fact, that message gets through. All these difficulties mean that it is unlikely to say the least, that merchants will be rushing into the conversion process for the benefit of being seen to do something for their customers. Rather they must be persuaded, we believe, to do it. We, in our associations, are prepared to take leadership in that, we have taken leadership and we will continue to do so.

[Interpretation]

Je souhaite la bienvenue à la délégation du Conseil canadien du Commerce de détail. M. Alasdair McKichan en est le président et je vais lui demander de nous présenter les autres membres de sa délégation.

M. Alasdair J. McKichan (président, Conseil canadien du Commerce de détail): Monsieur le président, je vous présente tout de suite à ma droite M. Arthur Southwood, qui est coprésident du Groupe de travail sur les balances dans le commerce de détail. À sa droite je vous présente M. Robert Berilla, qui est le directeur général de l'Institut canadien de la distribution alimentaire; derrière lui je vous présente M. Arnold Rands, directeur général de la Fédération canadienne des épiceries de détail et à sa gauche, M. George Crompton, qui est directeur général de l'Association des marchands détaillants du Canada.

Ce groupe qui comparaît devant vous, monsieur le président, constitue en fait un consortium des organisations représentant le secteur du commerce de détail, secteur particulièrement touché par cette conversion des balances et bascules.

Le président: Êtes-vous prêt à apporter des remarques au sujet de votre mémoire avant que nous nous lancions dans les questions?

M. McKichan: Naturellement, monsieur le président, l'industrie du détail est tout à fait en faveur de ce principe de la conversion aux normes métriques et y travaille dans beaucoup de secteurs. Vous vous doutez que nombreux sont les secteurs qui sont touchés par cette conversion.

L'un de ces secteurs les plus importants est celui ayant trait aux balances, dont le nombre est d'environ 117,000, qui devront être converties au système métrique ou qui, à défaut, devront être remplacées. Les frais en cause seront énormes et nous en avons fait le calcul en 1974,—l'inflation a naturellement dépassé ces chiffres—mais à l'époque, le coût de la conversion était de plus de 51 millions de dollars. Et voilà un chiffre énorme si l'on considère que cette transformation doit être faite dans une durée très courte de probablement deux à trois ans.

Je ne pense pas que les détaillants considèrent que ces mesures puissent aider à la concurrence; bien au contraire ils croient que les consommateurs se montreront soupçonneux et cette attitude n'est pas pour leur faciliter la tâche. Les consommateurs auront tendance à penser qu'on cherche à manipuler ces prix.

Je pense que nous pouvons prendre différentes mesures pour pallier cet inconvénient. Beaucoup de marchands qui prévoyaient cette attitude du public adopteront des politiques de prix qui rassureront les clients en leur faisant comprendre qu'il ne s'agit pas de prix mais d'un processus de transformation. Nous espérons que les clients comprendront. Donc, je crois qu'il ne faut pas s'attendre à ce que les commerçants se lancent tête baissée dans cette voie en espérant gagner quelque chose, mais je crois qu'il faudra qu'on les persuade petit à petit et notre association est toute prête à prendre l'initiative en ce sens. Nous avons pris l'initiative d'œuvrer en ce sens et nous continuerons ainsi.

[Texte]

We believe there is a *quid pro quo* on the part of government, that government should also give leadership in this sector. We suggest that their leadership should take the form on the one hand of adequate tax relief, and write-off privileges.

We suggested to the then Minister of Finance, Mr. Turner as it then was, that in fact that the purchases of metric scales and parts required for converting existing scales to metric should be exempted from federal and provincial sales taxes. We know of course, the federal government cannot make a decision on provincial taxes. What we suggest is that the federal government use its good offices in helping to persuade the provinces that this is a right and proper thing to do. Certainly, the federal government does have control of the federal manufacturers' sales tax and also, of course, of import duty, and a great many of the parts to be used in the scale conversion would, in fact, require to be imported and will attract duty.

In both these situations we think it would be unfortunate if, on the one hand, the government gained a windfall type of gain on taxation and import duties and, on the other hand, by so doing have discouraged and failed to encourage retailers to make that conversion.

Second, we asked that any and all costs involved in converting existing scales to metric should be allowable as expenses for income tax purposes in the year of conversion. Again, this is another inducement to help the retailer to absorb that considerable cost in one year.

The other suggestion which we made was that loans of adequate terms and at a reasonable rate of interest, which the then Minister of Trade and Commerce talked about in his statements to the House last spring, should in fact be made and the terms of these loans should be made public as soon as possible, because it is a considerable capital expense that is being required of the industry and we think, particularly the smaller retailers, but in fact all retailers will have some difficulty in meeting that substantial capital expenditure, particularly, I may say, in a period such as the one into which we are entering when nobody expects any profits and certainly not retail profits to be by any means outstanding.

That, Mr. Chairman, is the burden of our submission. I believe my colleagues may be able to supplement and add to that in the questioning which follows.

The Chairman: Thank you, Mr. McKichan.

Is it agreed that the brief submitted by the Retail Council of Canada be printed as an appendix to today's minutes?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: D'accord. Agreed.

Mr. Martin, followed by Mr. Lambert, Edmonton West. Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, if I may through you to Mr. McKichan, coming in rather cold to this discussion of metric conversion, as I did a few months ago in our Committee, just prior to the time our Committee was beginning its sessions to discuss the issue, I had the opportunity to meet with a number of businessmen in the Toronto area and there were two factors out of that session that rather interested me. The first was the general feeling that seemed to prevail of satisfaction in the way the metric conversion was going, in fact, a great deal of enthusiasm

[Interprétation]

Nous pensons que le gouvernement doit faire de même, et se montrer aussi meneur dans ce domaine. Dans cette optique nous proposons que le gouvernement nous accorde certains allègements fiscaux et des privilèges d'amortissement rapides.

Nous avions proposé à l'ancien ministre des Finances, M. Turner, de permettre que l'achat des balances en système métrique et des pièces nécessaires pour convertir les balances actuelles en balances métriques soit exempté des taxes de vente fédérale et provinciale. Nous savons naturellement que le gouvernement fédéral n'a rien à dire au sujet des taxes provinciales mais nous proposons qu'il s'efforce de persuader les provinces que telle est la bonne voie à suivre. Il n'y a pas de doute que c'est le gouvernement fédéral qui contrôle la taxe de vente fédérale appliquée par les fabricants et aussi les droits d'importation. Or, beaucoup des pièces utilisées dans cette conversion des balances doivent être importées et par conséquent sont sujettes à des droits de douane.

Dans ces deux situations, nous pensons que le gouvernement ne devrait pas tirer un avantage inattendu de ces droits d'importation et de cette taxation et, d'autre part, nous pensons que s'il agit ainsi il manquera à son devoir et qu'il encouragera les commerçants de détail à procéder à cette conversion.

En deuxième lieu, nous demandons que tous les frais de conversion des balances existantes au système métrique puissent être déduits aux fins d'impôt sur le revenu dans l'année de leur conversion. Ceci aiderait aussi considérablement les commerçants qui vendent au détail.

Nous avons, d'autre part, proposé que l'on fournisse des prêts à des conditions et à des taux raisonnables, ce que le ministre du Commerce d'alors avait mentionné dans une déclaration à la Chambre au printemps dernier et qu'on publie dès que possible ces conditions car l'industrie a besoin d'énormément de capital pour effectuer cette conversion. Nous songeons particulièrement aux petits détaillants mais en fait tous les détaillants auront des difficultés à supporter cette énorme dépense de capital particulièrement dans une période comme celle où nous entrons où personne ne peut s'attendre à obtenir des bénéfices substantiels sur les articles de détail.

Voilà donc, monsieur le président, l'essentiel de notre exposé. Je pense que mes collègues seront en mesure d'y ajouter les détails et de répondre à vos questions.

Le président: Merci, monsieur McKichan.

Êtes-vous d'accord pour que le mémoire soumis par le Conseil Canadien du Commerce de Détail soit imprimé en annexe au compte rendu de la séance?

Des voix: D'accord.

Le président: Agreed. D'accord.

Monsieur Martin, vous avez la parole puis ce sera le tour de M. Lambert d'Edmonton-Ouest. Monsieur Martin.

M. Martin: J'arrive un peu à froid dans cette discussion sur la conversion au système métrique comme cela a été le cas il y a quelques mois. Juste avant que notre Comité commence à discuter dans ses sessions, de cette question, j'ai eu la possibilité de rencontrer un certain nombre d'hommes d'affaires de la région de Toronto et j'en ai tiré deux points qui m'intéressaient. Tout d'abord, on s'est montré satisfait d'une façon générale des progrès réalisés dans la conversion au système métrique et on s'est montré même fort enthousiaste, quant à l'organisation de ce plan.

[Text]

over the total game plan, as it were, as to the how the thing was being organized.

The other factor was the one person who was somewhat reticent and was somewhat concerned seemed to be a person who was involved with one of the major retail organizations in this country. The concern seemed to be restricted to that person among this particular group.

• 2120

I think one of the concerns was the desire that government do a greater job of trying to inform the public of what was going on, the feeling being that industry was doing its job but perhaps government may or may not be.

You mentioned tax concessions. That did not come up in the course of my particular discussion. But I would like to hear your opinions or views as to what ways you think perhaps government should be maintaining perhaps a higher profile in the whole matter of metric conversion in terms of translating or communicating with the public at large. Is this of concern to you in the first place and, if so, do you have any suggestions?

Mr. McKichan: I think our concern is very much wrapped up in one of timing in that we feel that the most meaningful type of education will take place quite close to the element of conversion which immediately succeeds it. We think, for instance, quite a good job was done on the conversion to Celsius. That was maybe an exceptional one because of the utilization that it was possible to make of radio stations, television stations and so on.

We think it is going to be more difficult in terms of the conversion to weights. We think it is probably too soon to be expecting too much to be done yet. But I certainly think the trade would welcome all the public information which can take place in the months prior to these conversion dates which, as you know, are going to be 1978, 1979, 1980-type of dates. We are not worried yet but we will be at that time.

The other element is the amount of effort which has to go into the training of staff within the regional trades, because of our literally hundreds of thousands of people that have to be trained. And of course we have committees working on the planning of that. I think, as time moves on, committees will diagnose areas where government support is important. But they are not quite at that stage in the planning yet.

The Chairman: One last question, Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. McKichan, if things were to continue in the plans as currently laid down, appreciating that perhaps the industry that you represent is closest to the consumer, are you satisfied that the thing will work out in a way in which there will be a minimum amount of confusion on the part of people purchasing from your various organizations when full metric conversion has taken place, or do you think there are specific things that should perhaps be changed in the method by which they are now going about it?

Mr. McKichan: I think it would be unrealistic to suggest that there will be no confusion, because I think there will be some confusion. I think certainly the industry is prepared to do its part in explaining what is going on. And, as I mentioned, there are certain policies which individual companies can adopt in relation to their pricing practices to make clear when a change of weight or package comes

[Interpretation]

Mais, d'autre part, il y avait une personne qui s'est montrée assez réservée et c'était une personne qui travaillait dans ces organisations importantes de commerce au détail. Ainsi donc, dans ce groupe, il n'y avait que cette personne qui manifestait des inquiétudes.

Je crois que l'un des sujets d'inquiétude c'était que l'on aurait aimé que le gouvernement renseigne mieux le public sur sa politique et par conséquent l'impression qui s'est dégagée c'était que l'industrie faisait sa part mais que, dans le cas du gouvernement, on n'en était pas sûr.

Vous avez parlé de concessions fiscales; le sujet n'a pas été soulevé dans ma discussion alors j'aimerais savoir quels moyens vous envisagez du côté du gouvernement pour peut-être améliorer cette communication qu'il a avec le public dans l'optique de la conversion au système métrique. Est-ce que vous vous en occupez et dans ce dernier cas est-ce que vous avez des propositions constructives?

M. McKichan: Pour nous, principalement il s'agit d'établir l'échéancier afin de prévenir le public de ce qui va se passer et nous pensons qu'on a assez bien réussi dans le cas de la conversion aux degrés celsius. Peut-être que le cas a été exceptionnel car on a pu alors faire appel aux stations de radio, télévision etc.

Nous pensons que pour la conversion des poids ce sera plus difficile. Cependant il n'y a pas de doute que dans le métier on sera heureux de tout ce qui sera fait au point de vue information du public au cours des mois précédant les dates de conversion qui s'échelonneront comme vous le savez comme suit: en 1978, 1979, 1980. Pour le moment nous ne nous inquiétons pas mais cela viendra.

Il s'agit aussi de savoir quel effort on fait pour former le personnel en ce sens car comme vous le savez il y a des centaines des milliers de personnes à qui il faut apprendre le nouveau système et naturellement nous avons des comités qui font de la planification en ce sens. Je crois qu'avec le temps les comités arriveront à déterminer les domaines où il faudra que le gouvernement apporte son aide mais on n'est pas encore arrivé à cette étape de la planification.

Le président: Une dernière question, monsieur Martin.

M. Martin: Monsieur McKichan, supposons que les plans continuent à s'appliquer comme prévu actuellement, compte tenu de ce que peut être notre industrie se trouve plus près du consommateur. Est-ce que vous êtes satisfait de la façon dont le consommateur s'adapte au système métrique dans l'optique des achats qu'il fait dans votre domaine. Est-ce que vous pensez qu'il n'y a pas trop de confusion, ou est-ce que vous avez de nouvelles méthodes à proposer?

M. McKichan: Je crois qu'il ne serait pas réaliste de prétendre qu'on n'aura pas de confusion. Très certainement, l'industrie est prête à donner des explications sur le processus et, comme je l'ai mentionné, il y a certaines politiques que les sociétés peuvent adopter dans leur établissement des prix afin de bien faire comprendre les modifications de poids ou de paquets et de faire compren-

[Texte]

along then in fact that is divorced from a price change. But I think at the same time there is also room in that general area for government to do supporting publicity to inform the consumer on what is happening. It is also important to do it through the schools and so on, and some of that is being done. But I think there is a place for public education as well as private sector education, which will be done and is being planned for.

The Chairman: Thank you, Mr. Martin.

Mr. Lambert, Edmonton West, followed by Mr. Côté.

• 2125

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I would like to speak primarily of, shall we say, the capital equipment that may be required by a segment of the retail industry. At the present time I would take it that for tax purposes scales and dispensers of whatever kind may be needed, like pumps and what-have-you, and these are in the nature of capital equipment, subject to depreciation and so forth. I daresay, since it is the Minister of Finance who is going to make up his mind with regard to this—this is a government decision that has to be reached with regard to tax treatment on a one-shot basis or whatever it is which may serve as an inducement.

Naturally there are different ways of approaching it. If it is a case of doing away with the existing equipment and buying new equipment, one way of dealing with it would be to allow a write-off of the undepreciated balance of the equipment that is being set aside, and then the normal capitalization of new equipment would be done the same way you would buy a new set of scales, or what have you, a new model. I wonder if it can be justified that the new equipment be written off in one year, as against if there were merely a cost of conversion that that would be in the nature of a repair and therefore an expense...

Mr. McKichan: Mr. Lambert, I...

Mr. Lambert (Edmonton West): ... and therefore to be written off. Does the retail industry feel that it will in some way suffer a financial loss as a result of either buying new equipment or the conversion of existing equipment?

Mr. McKichan: Mr. Lambert, the estimate that our committee has put together is that the conversion cost will approximate be \$17 million, and the actual cost of replacing scales which cannot be converted but which may be perfectly good for their present purposes but because of their design they are not susceptible to conversion...

Mr. Lambert (Edmonton West): They are scrapped.

Mr. McKichan: Yes, they are scrapped, is \$34 million, and this is in 1974 dollar terms. So far as the effect on the company is concerned, the written-down value of their existing scales is probably much, much less than \$34 million but, on the other hand, they are scales which are performing a perfectly useful function and probably have a long life ahead of them because scales last a long time. However, because of the conversion process those retailers affected have to go out and buy brand new scales to the tune of \$34 million, and so far as the operation of their business is concerned they are really no further ahead. They are replacing good equipment, working equipment, with a new type of equipment, and it is in recognition of that that we are asking for an accelerated write-off provision. The value of the existing scales would not be that significant in the total picture. It would not be anything like \$34 million.

[Interprétation]

dre qu'elles ne sont pas en rapport avec les modifications de prix. Je crois aussi que le gouvernement pourrait faire plus de publicité pour renseigner le consommateur sur ces événements. Il faudrait aussi qu'on se serve des écoles à cette fin de toute façon il faut envisager une éducation publique en ce sens tout comme il y a éducation du secteur privé.

Le président: Merci, monsieur Martin.

Monsieur Lambert, Edmonton-Ouest, vous avez la parole puis ce sera M. Côté.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je voudrais parler des biens d'équipement dont on aura besoin éventuellement dans un secteur de l'industrie du détail. Pour l'instant, je prends pour acquis qu'aux fins d'impôt, les balances, les récipients, les pompes etc. font partie des biens d'équipement et sont sujets à amortissement etc. Je dirais que la décision au point de vue impôt relève du ministre des Finances, du gouvernement, si on espère obtenir un traitement qui serve de motivation.

Naturellement, il y a divers moyens d'envisager la question. S'il s'agit de se débarrasser du matériel actuel et d'acheter du nouveau matériel, on peut permettre un amortissement du solde non déprécié de matériel mis de côté; la capitalisation normale pour le nouveau matériel s'effectuerait alors de la même manière que l'on achèterait de nouvelles balances ou un nouveau modèle de balance. Je me demande si l'on peut justifier l'amortissement, en une seule année, du nouveau matériel plutôt que de traiter la chose comme un coût de conversion, ce qui équivaldrait à une réparation et donc à une dépense...

M. McKichan: Monsieur Lambert, je...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): ... ce qui se traduirait alors par un amortissement. Les détaillants pensent-ils avoir des pertes financières résultant soit de leur achat de nouveau matériel soit de la transformation du matériel actuel?

M. McKichan: Monsieur Lambert, d'après les estimations de notre Comité, le coût de la conversion sera d'environ 17 millions de dollars et le coût réel de remplacement des balances qui ne peuvent pas être converties mais qui sont actuellement en parfait état...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Elles sont donc jetées.

M. McKichan: Oui elles sont jetées; le coût, donc, de remplacement de ces balances serait de 34 millions de dollars, et cela en dollars de 1974. En ce qui concerne les répercussions auprès des entreprises, la valeur amortie de leurs balances actuelles est probablement de beaucoup inférieure à 34 millions de dollars mais, d'autre part, ce sont des balances parfaitement utiles et susceptibles de fonctionner pendant bien longtemps encore. Toutefois, la conversion oblige les détaillants concernés à acheter 34 millions de dollars de nouvelles balances sans pour autant que cela améliore l'exploitation de leurs commerces. Il faut remplacer du matériel en parfait état par un autre genre de matériel et c'est pour cela que nous demandons une disposition permettant un amortissement accéléré. La valeur des balances qui existent actuellement ne signifie pas grand-chose. Elle est certainement bien loin de 34 millions de dollars.

[Text]

Le président: Une dernière question, monsieur Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I take it that it is a question of utilizing some form of tax treatment which would induce people to convert.

Mr. McKichan: Yes, and we are really asking for it on two grounds; one, because of the very substantial cost, and that is certainly most important, but also because of its symbolic value as a leadership move by government to encourage...

Mr. Lambert (Edmonton West): And this would particularly apply to the elimination of or the forgiveness of any import duties on these particular parts on a one-shot basis.

Mr. McKichan: Yes, sir.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right, fine. Thank you.

Le président: Merci, monsieur Lambert. M. Côté suivi de M. Abbott.

Monsieur Côté.

M. Côté: Merci, monsieur le président. Monsieur McKichan, à la page 3 de votre mémoire, l'avant-dernier paragraphe, vous dites:

Si le gouvernement veut que son calendrier soit respecté,...

D'après ce que je peux voir, vous n'êtes pas un fonctionnaire, mais vous êtes au courant qu'il y a un calendrier que le gouvernement aurait établi. Le témoin qui vous a précédé et qui, soit dit en passant, est un fonctionnaire, dit à la page 2 de son exposé que si le gouvernement avait des intentions, il devait les donner ces intentions à la conversion du système métrique parce que ça pourrait aider le bénévolat.

Alors, puisqu'il ne sait pas quelles sont les dates d'échéance du système métrique et que vous, vous semblez les reconnaître, pourriez-vous nous les donner?

• 2130

Mr. McKichan: I think it is fair to say the datelines are expressed in very broad terms. We simply know that the targets for the introduction of three test markets in Sherbrooke, Peterborough and Kamloops is 1977 and that the government hopes the rest of the conversion will follow soon thereafter, being all or mostly completed by 1980. We also recognize that may be an overambitious target because of the capability of the scale industries to handle that amount of equipment in that short a space of time. But we are aware of the general parameters of the program.

M. Côté: D'accord. Merci. A la fin de ce même paragraphe, vous parlez de toutes les mesures dont nous avons discuté. Vous en avez discuté avec qui? Avec l'ancien ministre des Finances, peut-être?

Mr. McKichan: We wrote, on several occasions, Mr. Chairman, to the former Minister of Finance and also to all the provincial ministers. We have an acknowledgement and the assurance that the matter is under consideration. We also contacted the Minister of Consumer and Corporate Affairs who expressed considerable interest and indeed sympathy for our position. We hope with such a substantial and vocal advocate that our cause will be supported.

[Interpretation]

The Chairman: One final question, Mr. Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je suppose qu'il s'agit d'utiliser un certain traitement fiscal qui pousserait les gens à adopter la conversion.

M. McKichan: Oui, et nous le demandons pour deux raisons: d'une part, à cause du coût très élevé, et cela est évidemment important, mais d'autre part, à cause de la valeur symbolique qu'aura ce geste du gouvernement en vue d'encourager...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Cela s'appliquerait particulièrement à l'élimination ou à l'exemption de toute taxe à l'importation pour ces pièces qu'on n'importerait qu'une seule fois.

M. McKichan: Oui monsieur.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien, merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Mr. Côté, followed by Mr. Abbott.

Mr. Côté.

Mr. Côté: Thank you, Mr. Chairman. Mr. McKichan, on page 2 of your brief, at the bottom of the page, you say:

If the government schedule for conversions is to be adhered to...

As far as I know, you are not a civil servant, but you seem aware of the existence of a schedule established by the government. The witness who preceded you and who is indeed a civil servant says on page 2 of his brief, that if the government has any intentions for metric conversion it should reveal them since this would help voluntary work to be performed.

Therefore, since he does not seem to know what the deadlines are for metric conversion while you seem to know them, could you tell us what they are?

M. McKichan: Je pense qu'il serait juste de dire que les échéances sont exprimées de manière très vague. Nous savons simplement qu'il s'agit de faire trois essais à Sherbrooke, Peterborough et Kamloops en 1977 et que le gouvernement espère que le reste de la conversion aura lieu peu après pour être entièrement terminée en 1980. Nous reconnaissons également que cela peut être un but un peu trop ambitieux étant donné l'aptitude de l'industrie de fabrication des balances à s'occuper de cette quantité de matériel en si peu de temps. Mais nous sommes au courant, en tout cas, des grandes données du programme.

Mr. Côté: All right. Thank you. At the end of this same paragraph, you talk about "all the measures we have discussed". With whom did you discuss these measures? Did you discuss them with the former Minister of Finance?

M. McKichan: Monsieur le président, nous avons écrit plusieurs fois à l'ex-ministre des Finances ainsi qu'à tous les ministres des provinces. On nous a assuré que la question est à l'étude. Nous avons également contacté le ministre de la Consommation et des Corporations qui a exprimé beaucoup d'intérêt, j'ose même dire un certain appui, quant à nos vues. Nous espérons bien qu'avec un avocat aussi important et éloquent, notre cause sera entre bonnes mains.

[Texte]

M. Côté: Dans la lettre que vous avez envoyée à l'ancien ministre des Finances, M. John Turner, le 28 novembre 1974, vous mentionnez que:

Les détaillants ont demandé à la Commission du système métrique, si le gouvernement assurerait une aide financière aux détaillants par suite des frais considérables qu'occasionne . . .

Est-ce qu'il s'agirait de la Commission dont le président est venu témoigner tout à l'heure?

Mr. McKichan: We sent the Metric Commission a copy of that letter to the Minister. We did not write the same letter to the Standards Council, of course, which is not concerned in this immediate aspect of the conversion.

M. Côté: D'accord, merci. Maintenant, ce sera ma dernière question, monsieur le président. Cette lettre que vous avez envoyée donne quatre solutions et la troisième suggère:

Qu'on permette de déduire les frais de conversion des balances existantes au système métrique à des fins d'impôt sur le revenu.

Si j'étais un commerçant, de quelle manière l'État pourrait-il me permettre de déduire certains frais aux fins de l'impôt sur le revenu?

Mr. McKichan: It is our suggestion that the allowance be made to the owner of the scales, that is to say to the retail organization.

M. Côte: D'accord.

Le Président: Merci, monsieur Côté. Mr. Abbott followed by Mr. Lambert, Bellechasse. Mr. Abbott.

Mr. Abbott: Thank you, Mr. Chairman. I would like first of all to congratulate Mr. McKichan for maintaining the high standard of clarity and cogent reasoning we have come to expect from retail organizations.

Mr. McKichan: It is a difficult challenge, Mr. Abbott.

Mr. Abbott: Could you reiterate, do I understand that this changeover, far from being a marketable, popular event and therefore beneficial to his members, is going to be detrimental?

Mr. McKichan: I think your point is well taken, Mr. Abbott, in the sense that unlike most sectors in the economy that potentially, at least, stand to gain some advantage in terms of other export markets, that is not the case for the retail industry, obviously.

• 2135

Mr. Abbott: So, in a sense, the imposition of this charge is almost, in itself, a tax being imposed?

Mr. McKichan: Yes, indeed they have various kinds, of costs apart from those we have listed here. They have, obviously, their training costs for their staff, which are going to be very considerable. They have the costs of communicating to their public, which, again, is going to be considerable. But this one is very easily measurable, and it is one we think should be recognized.

[Interprétation]

M. Côté: The letter you have sent to the former Minister of Finance, Mr. John Turner, on November 28, 1974, you mentioned that:

Retailers asked the Metric Commission if the federal government would assist retailers financially with these heavy conversion costs, . . .

Is this the same Commission whose president was appearing here a very short while ago?

M. McKichan: Nous avons envoyé à la Commission du système métrique une copie de notre lettre au ministre. Nous n'avons pas rédigé la même lettre pour le Conseil des normes, puisqu'il ne s'occupe pas, à proprement dire, de cet aspect de la conversion.

Mr. Côté: Fine, thank you. This will now be my last question, Mr. Chairman. This letter you have sent offers four solutions, the third of which reads as follows:

Any and all costs involved in converting existing scales to metric should be allowable as expenses for income tax purposes.

If I was a retailer, how could the state enable me to deduct certain expenses for income tax purposes?

M. McKichan: Nous pensons qu'une déduction devrait être accordée au propriétaire de la balance, c'est-à-dire à l'organisme de vente au détail.

Mr. Côté: All right.

The Chairman: Thank you, Mr. Côté. M. Abbott, suivi de M. Lambert, Bellechasse. Monsieur Abbott.

M. Abbott: Merci, monsieur le président. J'aimerais d'abord féliciter M. McKichan de l'excellence et de la clarté de son raisonnement, chose qui témoigne très bien de l'esprit qui règne dans les organismes de vente au détail.

M. McKichan: C'est un grand défi, monsieur Abbott.

M. Abbott: Auriez-vous l'amabilité de répéter, si je vous ai bien compris, que ce changement, loin d'être une heureuse entreprise de commercialisation, c'est-à-dire profitable à vos membres, va leur être nuisible?

M. McKichan: Je pense que vous avez raison, monsieur Abbott, étant donné qu'au contraire de la plupart des secteurs de l'économie qui retireront certains avantages en termes de marchés d'exportation, les entreprises de vente au détail n'en retireront rien, évidemment.

M. Abbott: Donc, d'une certaine manière, en vous imposant ce changement, c'est un peu comme si on exigeait de vous un impôt?

M. McKichan: Oui. Il y a en outre divers genres de coûts, outre ceux que nous avons indiqués ici. Il y a, évidemment, les coûts de formation du personnel, qui vont être considérables. Il y a les coûts de communication avec le public, qui, eux aussi, vont être considérables. Mais il est facile de calculer ces coûts, et nous pensons qu'il faudrait en tenir compte.

[Text]

Mr. Abbott: Would it be a fair generalization to say that most costs, including taxes borne by retailers, must by necessity be passed on to the consumer?

Mr. McKichan: I think the answer is, in the long run, yes. In the short run competition may mean that some of it is absorbed by the competing companies themselves, depending on the strength of competition at that particular time. But as the wheel goes full circle, yes, it is eventually borne by the ultimate customer.

Mr. Abbott: I presume the main thrust of the submissions you are making tonight, collectively, is not that the major retailer will have difficulty absorbing the cost of this program, but that the real impact will fall on the smaller independent.

Mr. McKichan: I would not want, by agreeing with that, to suggest that it would not be a considerable burden on a major corporate company, which has many hundreds of scales to convert—nobody shrugs off a million dollars these days. But certainly the larger companies are probably better able to face that than are the smaller companies, and to that extent your answer is correct.

Mr. Abbott: In reviewing this question with the tax authorities, are there any precedents that they have made special exceptions for other programs they have imposed?

Mr. McKichan: I guess always in manufacturing when government wants to stimulate some sort of enterprise, whether it is pollution control or whether it is the building of grain elevators, there is often an accelerated depreciation provision. I think it is also noteworthy that in both Great Britain and Australia, when the metric program was introduced, both these countries did, in fact, make tax adjustments of the type we are suggesting for the conversion program.

Mr. Abbott: Your submission could be made analogous to the problem to be borne by garage operators, small and large, who must convert, the same problem is going to exist for them.

Mr. McKichan: There is a similarity, I would agree, in that situation.

Mr. Abbott: There may be a case to be made for a wide application of some special tax incentive.

Mr. McKichan: I think the case gets stronger the closer the conversion has to be made to the consumer, because the more likely is the cost borne by the ultimate consumer when the change takes place at the level immediately serving the consumer.

Mr. Abbott: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Abbott.

M. Lambert, Bellechasse, suivi par M. Clermont.

[Interpretation]

M. Abbott: Pensez-vous qu'il serait juste de dire qu'en général la plupart des coûts, y compris ceux que devront absorber les détaillants, finiront nécessairement par retomber sur le consommateur?

M. McKichan: Je crois que la réponse, à longue échéance, est oui. A court terme, je suppose qu'en raison de la concurrence les sociétés concurrentes absorberont les frais. Mais, à mesure que la roue tournera, ce sera évidemment le client final qui paiera.

M. Abbott: Je suppose que l'esprit fondamental des propositions que vous nous faites ce soir, en général, n'est pas tant que les grands détaillants auront de la difficulté à supporter les coûts du programme mais que les répercussions se feront surtout sentir chez les petits détaillants indépendants.

M. McKichan: Je ne veux pas, en convenant de cela, laisser entendre que cela ne sera pas un fardeau considérable pour une société qui a bien des centaines de balances à transformer; de nos jours, personne ne se passe facilement d'un ou de 2 millions de dollars. Il n'en demeure pas moins que les grandes sociétés seront mieux équipées pour faire face à cette éventualité que ne le seront les petites entreprises; c'est dans cette mesure que vous avez raison.

M. Abbott: Savez-vous s'il existe un précédent aux termes duquel les autorités fiscales auraient fait des exceptions pour d'autres programmes imposés par le gouvernement?

M. McKichan: Je suppose que dans le domaine de la fabrication, presque toujours, quand le gouvernement désire appuyer leur réalisation, que ce soit le contrôle de la pollution ou la construction de silos, il y a souvent une disposition visant à permettre une dépréciation accélérée. Il faut également remarquer qu'en Grande-Bretagne et en Australie, lorsque le programme métrique a été introduit, ces deux pays ont adopté des mesures d'impôt semblables à celles que nous proposons pour le programme de conversion.

M. Abbott: Votre proposition est, en somme, analogue au problème des garagistes, les petits comme les grands, qui devront procéder à la conversion; ils auront à faire face au même problème.

M. McKichan: En effet, ce sont deux situations semblables.

M. Abbott: On pourrait peut-être appuyer l'idée d'une application à grande échelle de certains adoucissements fiscaux.

M. McKichan: Je pense que cela se défend d'autant mieux que la conversion se rapproche du consommateur, parce qu'il est fort probable que ce sera au niveau où la modification a lieu avant que les produits ne nous soient vendus que l'on essaiera de se décharger sur lui des frais engagés.

M. Abbott: Merci monsieur le président.

Le président: Merci monsieur Abbott.

Mr. Lambert (Bellechasse), followed by Mr. Clermont.

[Texte]

Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Merci bien, monsieur le président. Je constate que le Conseil canadien du commerce au détail représente un nombre très considérable de marchands détaillants à travers tout le Canada. Est-ce que, d'après vous, le Conseil canadien représente la grande majorité de tous ces détaillants?

Mr. McKichan: Mr. Chairman, the group you see here represents a variety of retail associations.

The Chairman: Anyone can answer the question.

Mr. McKichan: Yes.

M. Robert Berilla (Président, Institut canadien de la distribution alimentaire): Il y a une nuance là vous savez. En groupe nous représentons la totalité de la distribution alimentaire. Individuellement, vous savez, certaines associations peuvent être plus sur le côté de la marchandise générale si vous voulez, d'autres plus fortement sur le côté alimentation. Dans l'ensemble nous représentons probablement 90 à 95 ou même 100 p. 100 de la distribution alimentaire d'un continent à l'autre.

M. Lambert (Bellechasse): Bon, ceci dit, cela veut dire que les Steinberg, les Dominion, sont inclus dans ...

M. Berilla: Ce sont nos membres.

M. Lambert (Bellechasse): Ce sont vos membres.

M. Berilla: C'est cela.

M. Lambert (Bellechasse): Votre organisme est donc très représentatif. Vous faites allusion à deux phases de la mise en application du nouveau système qui vont occasionner des dépenses considérables aux détaillants, c'est-à-dire le remplacement des balances et également la préparation du personnel pour pouvoir répondre adéquatement au public. Est-ce qu'il y a d'autres recommandations qui entrent en ligne de compte et qui pourraient être considérés par le Comité?

• 2140

M. Berilla: Non, ce sont là les recommandations les plus importantes pour nous, parce qu'elles représentent des investissements. Comme M. McKichan l'a expliqué tout à l'heure, les balances actuellement en usage sont très bonnes encore, quand on parle de celles qui devraient être converties afin de répondre à la demande du système métrique mais, étant donné qu'il n'est plus question de système impérial, elles deviennent périmées.

M. Lambert (Bellechasse): Elles vont prendre le chemin du Japon pour être pressées.

M. Berilla: Donc il faut se débarrasser de balances qui sont encore bonnes parce que cette métrisation-là est imposée.

M. Lambert (Bellechasse): Mais étant donné que vous donnez des chiffres approximatifs du montant impliqué dans le renouvellement, est-ce que vous pouvez dire au Comité si ces balances seront fabriquées ou peuvent être fabriquées au Canada et si elles seront acceptées au Canada?

[Interprétation]

Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, Mr. Chairman. I notice that the Retail Council of Canada represents a large number of retailers throughout Canada. According to you, does the Retail Council of Canada represent the greatest majority of these retailers?

M. McKichan: Monsieur le président, le groupe ici représente diverses associations de détaillants.

Le président: N'importe quel d'entre vous peut répondre à la question.

M. McKichan: Oui.

Mr. Robert Berilla (President, Canadian Grocery Distributors' Institute): Allow me to be more specific. As a group, we represent all the Canadian grocery distributors. Individually, as you know, some associations may deal more with general merchandise if you will, while others deal more with food. Over-all, we represent 90 to 95 or even 100 per cent of the grocery distribution throughout the country.

Mr. Lambert (Bellechasse): Therefore, this means that companies such as Steinberg, Dominion, are included in ...

Mr. Berilla: They are our members.

Mr. Lambert (Bellechasse): They are your members.

Mr. Berilla: That is correct.

Mr. Lambert (Bellechasse): Your Institute is therefore very representative. You talk about two stages of the implementation of the new system which will force retailers to incur considerable expenses, that is the replacement of scales as well as the training of personnel in order to properly satisfy the public. Do you have any other recommendations for the Committee?

Mr. Berilla: No, you have a list of the recommendations which we deem to be most important since they represent investments. As Mr. McKichan explained some time ago, the scales now in use are still excellent, but they are no longer usable when you change over to the metric system.

Mr. Lambert (Bellechasse): They will doubtless be sent to Japan to be processed.

Mr. Berilla: We must therefore get rid of scales which are still good, since the new standards are going to be generally applied.

Mr. Lambert (Bellechasse): You gave approximate figures for the amounts involved in metrication; could you tell the Committee whether these scales will be manufactured in Canada and whether they will be generally accepted in Canada?

[Text]

M. Berilla: Bien je vais vous répondre que au Canada, qu'elles ne seront pas fabriquées parce que les manufacturiers de balances sont aux États-Unis et que le marché canadien ne justifie pas l'implantation d'une fabrique de balances au pays. Donc, les pièces nécessaires pour convertir les vieilles balances ou les nouvelles balances viendront dans 99.9 p. 100 des cas, des États-Unis.

M. Lambert (Bellechasse): Ça me paraît un coût énorme. Est-ce que vous pouvez nous expliquer pourquoi 117,000 balances devront coûter 51 millions de dollars.

M. Berilla: Je vais vous donner une idée du nombre des balances...

Mr. McKichan: 117,000 scales.

M. Berilla: Il y a 117,000 balances destinées au commerce de l'alimentation. Ces données, pour votre information, nous viennent du département des poids et mesures du ministère de l'Industrie et du Commerce qui est au courant du nombre des balances qui existent au Canada.

Alors il y a 5 types de balances. Il y a ce qu'on appelle le *computing cylinder or projection scale*; et vous en avez un total de 61,000 au Canada. Vous en avez 48,000 qui peuvent être converties à raison de \$160 à \$180 chacune, et vous en avez 13,000 qu'il faut absolument remplacer, des 61,000 ce qui coûterait de \$500 à \$700 l'unité. Ensuite vous en avez un autre genre qu'on appelle *the computing fanscale*, 15,000 unités dont 12,000 peuvent être converties à raison de \$90 chacune et 3,000 qui doivent être remplacées à raison de \$2,000 à \$3,000 chacune. Et vous avez l'*Auto. Label scale*; il y en a 5,000 de celles-là, dont 3,500 peuvent être converties, à raison de \$1,500 à \$3,000 chacune, elles sont automatiques, et 1,500 qui devront être remplacées à raison de \$6,000 à \$7,000 chacune.

Le président: Une dernière question monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Et le total?

M. Berilla: Le total qu'on vous a donné est d'environ 51 millions de dollars.

M. Lambert (Bellechasse): C'est fantastique.

Alors il n'est pas étonnant que vous demandiez dans votre lettre au ministre des Finances certains avantages au niveau fiscal parce que je tiens à dire que dans tous les secteurs de l'activité économique, je pense qu'il n'y a personne qui échappe à l'idée de temps à autre de demander à l'État de les aider. C'est ce que vous faites dans votre lettre. Ma dernière question est celle-ci: est-ce que vous avez eu une réponse à cette lettre-là et quel en était le contenu?

• 2145

Mr. McKichan: The Minister of Finance indicated he was studying the situation, sir, and, as I mentioned, we sent a copy to the Minister of Consumer and Corporate Affairs who, we believe, was very sympathetic to our position. The point at which we can distinguish our problem from that of the manufacturing sectors is, as I have said, that most of the manufacturing sectors can look somewhere for some advantages from metric conversion. We can only look for costs and problems from our customers. It is for this reason that we seek to differentiate our position from those of the other sectors.

[Interpretation]

Mr. Berilla: They cannot be manufactured in Canada, since most manufacturers are in the United States, and since the Canadian market does not justify setting up a plant in Canada. The parts required to convert the old scales or the new scales will, in 99.9 per cent of the cases, be produced in the United States.

Mr. Lambert (Bellechasse): It seems to me that the cost will be enormous. Could you explain exactly how 117,000 scales can amount to \$51 million?

Mr. Berilla: I shall give you an idea of the number of scales...

M. McKichan: Il y a 117,000 balances.

Mr. Berilla: There are 117,000 scales used in the food industry. For your information, these data were provided by the Department of Industry, Trade and Commerce, Weights and Measures Branch. This department keeps track of scales used in Canada.

There are five types of scales: the first is the computing cylinder or projection scale; there are 61,000 of them in Canada. Forty-eight thousand can be converted, at a cost of \$160 to \$180 per unit; 13,000 of them will have to be replaced at a cost of \$500 to \$700 per unit. Then, there are 15,000 computing fan scales, 12,000 of which can be converted at a cost of \$90 each, and 3,000 of which must be replaced, at a cost of \$2,000 to \$3,000 each. There are also 5,000 Auto label scales, 3,500 of which can be converted at a cost of \$1,500 to \$3,000 per unit, since they are automatic, and 1,500 of which will have to be replaced, at a cost of \$6,000 to \$7,000 per unit.

The Chairman: One last question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): What is the total amount?

Mr. Berilla: It is the figure we quoted, that is approximately, \$51 million.

Mr. Lambert (Bellechasse): Remarkable!

It is not surprising, therefore, that in a letter to the Minister of Finance, you requested some tax advantages, since sooner or later, no one can avoid trying to ask for help from the state. Did you ever get an answer to this letter and if so, what was it?

M. McKichan: Le ministre des Finances nous a dit qu'il étudiait la question, et comme je l'ai mentionné, nous avons envoyé une lettre au ministre de la Consommation et des Corporations qui, d'après nous, a écouté notre demande d'une oreille sympathique. La différence entre notre situation et celle des secteurs de fabrication, c'est que la plupart de ces derniers peuvent trouver ailleurs certains avantages dans la conversion métrique. Nous, par contre, ne pouvons nous attendre qu'à des dépenses accrues et à des problèmes chez nos consommateurs. Voilà pourquoi nous cherchons à différencier notre position de celle des autres secteurs.

[Texte]

Le président: Merci, monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Merci bien.

Le président: M. Clermont, suivi de MM. Hnatyshyn et Roy.

Monsieur Clermont.

Mr. Hnatyshyn: I wanted to follow Mr. Roy.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, dans le mémoire du Conseil canadien du commerce de détail, à la page 3, recommandation numéro 2, je lis ceci:

Qu'on consente des prêts à taux raisonnable et comportant des conditions de remboursement faciles en vue de la conversion au système métrique.

Qu'est-ce que vous entendez par des taux raisonnables et des conditions de remboursement faciles? Et vous faites allusion à une déclaration faite à la Chambre des communes par l'honorable Alastair Gillespie, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce.

Mr. McKichan: Mr. Chairman, we have not set a figure on either element of the loan, although our hopes were raised by the statement of the Minister of Industry, Trade and Commerce. I assume that the rights and terms to be offered would be similar to those available to farmers for certain purposes and to fishermen for certain purposes, where a particular type of industry is to be stimulated.

M. Clermont: Mon collègue, M. Lambert d'Edmonton-Ouest, a parlé de la question de la réparation des balances. J'ai l'impression que les frais pour réparer ces balances peuvent habituellement être considérés comme dépenses. Vous donnez une somme de 17 millions de dollars à ce chapitre.

Mr. McKichan: I should distinguish, sir, between repair and conversion. We are not talking about repair; we are talking about an actual conversion in which the scale has to have new features.

M. Clermont: Quelle est la durée normale d'une balance?

M. Berilla: Très longtemps.

M. Clermont: Oui, mais ce n'est pas une réponse.

M. Berilla: Les balances qui sont actuellement en usage peuvent durer encore des années.

M. Clermont: C'est correct. Mais, en fin de compte, vous avez dit qu'il y avait quelque 117,000 balances. Il n'y a aucun doute qu'un certain pourcentage de ces balances devront être remplacées d'ici 1980. Est-ce que vous avez pris en considération ces chiffres-là?

Mr. McKichan: There are 117,000 scales. Not all of them have to be replaced.

Mr. Clermont: I know that. But no doubt some of them will have to be replaced anyway, regardless of whether we go to the metric system or not.

Mr. McKichan: Yes, that is true, but most of them only over a very long time span; they have lives of 30, 40 or 50 years. Our figures show that there are 87,500 which have to be converted; 29,500 are not capable of conversion and have to be replaced.

[Interprétation]

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you.

The Chairman: Mr. Clermont, and then Mr. Hnatyshyn and Mr. Roy.

Mr. Clermont.

M. Hnatyshyn: Je voulais parler après M. Roy.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, in the Joint Retail Industries Brief, recommendation number 2, listed on page 3, reads as follows:

Loans of adequate term and at a reasonable interest rate for the purposes of scale conversion.

What do you mean by adequate terms and reasonable interest rates? You referred to a statement made in the House by the hon. Alastair Gillespie, the former Minister of Industry, Trade and Commerce.

M. McKichan: Monsieur le président, nous n'avons pas arrêté de chiffre pour les prêts, bien que le ministre de l'Industrie et du Commerce nous ai donné une lueur d'espoir dans sa déclaration. J'ai supposé que les conditions seraient semblables à celles offertes aux cultivateurs et aux pêcheurs dans certains domaines, lorsqu'il faut stimuler l'industrie.

Mr. Clermont: My colleague, Mr. Lambert of Edmonton West asked a question on the repair of scales. I was under the impression that repair costs could be listed as expenses; you gave an amount of \$17 million for repairs.

M. McKichan: Il faut faire une distinction entre les réparations et la conversion. Ce n'était pas de réparations que nous parlions mais plutôt de la conversion de ces balances.

Mr. Clermont: What is the usual life-span of scales?

Mr. Berilla: It is a very long one.

Mr. Clermont: That is no answer.

Mr. Berilla: Scales now in use can last for many years yet.

Mr. Clermont: Indeed: however, some of the 117,000 scales you mentioned must doubtless be replaced before 1980. Have you taken those numbers into account?

M. McKichan: Il y a 117,000 balances, et il ne faut pas les remplacer toutes.

M. Clermont: Je le sais. Sans doute, il faudra en remplacer quelques-unes, que nous adoptions le système métrique ou non.

M. McKichan: C'est vrai, mais la plupart ont une durée de 30, 40 ou 50 ans. Nos chiffres indiquent qu'il nous faut en convertir 87,500; il est impossible de convertir 29,500 d'entre elles, il faut donc les remplacer.

[Text]

M. Berilla: Le renseignement que j'ai ici va certainement vous être utile; c'est un renseignement qui est très récent, de ce matin. Un an et demi de ventes de balances représente 2,000 balances. Ce n'est pas nécessairement pour remplacer les autres balances, c'est peut-être pour de nouveaux magasins. Mais ce sont des ventes, depuis un an et demi, d'une des compagnies les plus responsables ou les plus populaires, si vous voulez, dans le domaine des balances. Il ne s'en vend pas tellement.

M. Clermont: Le coût que vous avez estimé c'est pour 117,000 balances, ce qui veut dire 117,000 détaillants. Si je me réfère à une lettre du 28 novembre 1974, mémoire préparé par la Fédération canadienne des détaillants, l'Institut canadien de la distribution alimentaire, vous semblez surtout insister sur de l'aide financière pour environ 23,280 petites entreprises alimentaires. Je retrouve la même recommandation dans la lettre de l'Association des marchands détaillants du Canada Inc.

Dans cette lettre, vous semblez surtout demander l'assistance du Parlement, surtout pour ce groupe de 23,000 petites entreprises ...

• 2150

M. Berilla: Permettez-moi de vous dire que ce n'est peut-être pas «surtout», c'est qu'on signale ces petits marchands dont le volume ...

M. Clermont: Dans le 117,000, est-ce que vous incluez aussi la grande entreprise en alimentation, disons, les supermarchés ...

M. Berilla: Tout le monde. Ce sont les chiffres qui nous viennent de la division des Poids et Mesures. Alors ce sont des chiffres qui sont ...

M. Clermont: Vous avez laissé entendre ...

Le président: Une dernière question, monsieur Clermont.

M. Clermont: Vous avez laissé entendre que cela va représenter de grandes difficultés pour les grands magasins d'alimentation à succursales.

M. Berilla: Nécessairement.

Mr. Clermont: How many scales would you have?

Mr. McKichan: Of the 117,000, perhaps 17,000 are shared among the large chain stores and the other 100,000 are among the small outlets. But the problem is considerable, no matter the size of the company.

I think it should be borne in mind that what we are saying is that, because of the conversion and if all things remained equal, the government would get a substantial windfall in taxes, which would not come about apart from the conversion. This is one element we think the government should really be willing to forego as its contribution to the conversion process.

M. Clermont: Je vais exprimer une opinion personnelle, messieurs, c'est que vous allez avoir beaucoup de difficulté à convaincre les autorités en place de venir en aide aux magasins d'alimentation à succursales. Je vous souhaite beaucoup de succès, mais vous allez avoir ...

[Interpretation]

Mr. Berilla: The information I have might be very useful; it is dated this morning. Over one-and-one-half years, 2000 scales were sold. This does not necessarily mean replacement of older scales, since it can quite often be for new stores. Those are the sales for one of the largest scale manufacturers. Sales are not that great.

Mr. Clermont: The cost you estimated was for 117,000 scales, and therefore for 117,000 retailers. If I refer to a letter dated November 28, 1974, in a brief drawn up by the Retail Council of Canada and by the Canadian Grocery Distributors Institute, it seems that you mostly insisted on financial aid to 23,280 small food stores. The letter from the Retail Merchant's Association of Canada Inc., pressed the same point.

In this letter you seem to be asking for help from Parliament mostly for this group of 23,000 small businesses ...

Mr. Berilla: May I tell you that may not be "mostly", with the highlights on the small businessman whom the value ...

Mr. Clermont: In the 117,000 do you also include the big food business like the supermarkets ...

Mr. Berilla: Everybody. Those figures are from the Weights and Measure Branch. So those figures are ...

Mr. Clermont: You have given us to understand ...

The Chairman: One last question, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: You said that this will create great difficulties for the big chain stores in the food business.

Mr. Berilla: Necessarily.

M. Clermont: Combien de balances auriez vous?

M. McKichan: Des 117,000, peut-être 17,000 sont partagées entre les grands magasins à succursales et les autres 100,000 entre les petits magasins. Mais le problème est important peu importe la taille de l'entreprise.

Ce qu'il faut se rappeler c'est que nous disons qu'à cause de la conversion le gouvernement va recevoir un montant de taxes inespéré, qu'il ne percevrait pas s'il n'y avait pas conversion. C'est une des choses que le gouvernement devrait considérer dans sa contribution à ce processus de conversion métrique.

Mr. Clermont: Personally I think that you will have great difficulty to convince the authorities to help the chain stores in the food sector. I wish you all the luck, but you will have to ...

[Texte]

Le président: Monsieur Clermont...

M. Clermont: C'est une opinion personnelle qui n'est appuyée sur quelque information que ce soit.

Le président: Merci, monsieur Clermont.

Mr. Hnatyshyn, followed by Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): Is Mr. Hnatyshyn to make a conclusion, or...

Mr. Hnatyshyn: Mr. Chairman, I suppose at the outset I should file a caveat, because Mr. Roy is going to follow me and I would not want for one moment him to misunderstand the purpose of my interrogation. That is that I think the position our party takes is that we are interested, of course, in the ultimate goal of metric conversion; I do not think there is any question about that. But as a proper opposition should do, I think we have to try constructively to bring to the attention of the government, through the Committee system, at least some of the pitfalls and some of the suggestions we have with respect to implementing this whole scheme with a minimum of discomfiture to the citizenry and to people involved in the whole process.

It is with that in mind that I want to pose some questions to our witnesses tonight, and congratulate them on the brief, which is to the point and direct. I agree that there is a very substantial interest in the area that you serve by consumers to ensure that the cost that is involved in this whole process is not going to result in increased food prices, for example.

But I am wondering in regard to this conversion process, in view of the fact that we have a very substantial trade with the United States, how Mr. McKichan, for example, views that whole procedure of cost to themselves, firstly, in repackaging. In other words, the United States appears to be somewhat behind us in this conversion process, and there will be a period of time of at least five years, I would imagine, in which a product coming from the United States that we apparently have become accustomed to on the shelves of the stores in our country is going to have to be dealt with by repackaging or relabelling or something of that sort. There will be additional costs, I would imagine, in that area.

Mr. McKichan: I think we should bear in mind that the percentage of merchandise, particularly in the grocery area, that is imported direct from a foreign source or from the United States is really quite a low proportion. So in terms of actual unit numbers, there will not be a great many commodities falling into that category.

But certainly there will be a substantial cost going on in the redesigning of packages and the relabelling of commodities under the metric system. Some of it, of course, can take place in the natural evolution of the products. Changes take place in labels all the time and changes take place in sizes all the time, so some of it can be worked in to the normal evolution. But there will be a cost, and I guess that also is a cost that will be ultimately borne by the customer.

• 2155

Mr. Hnatyshyn: A soft drink association points out that the beverage industry has something like \$40 million invested in reuseable bottles with a 10-year life. I would imagine that transition would have to take place over a period of time, possibly extending past the anticipated deadline for metric conversion. In order to accommodate that date, there will be a cost factor there.

[Interprétation]

The Chairman: Mr. Clermont...

Mr. Clermont: This is a personal opinion based on no information whatsoever.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

M. Hnatyshyn, suivi de M. Roy.

M. Roy (Laval): Est-ce que M. Hnatyshyn veut faire une conclusion ou...

M. Hnatyshyn: Monsieur le président, je présume que je devrais faire une mise en garde parce que M. Roy va me suivre et je ne voudrais pas qu'il se méprenne sur le but de ma question. C'est je pense, la position de notre parti, et nous sommes intéressés bien sûr par l'objectif de la conversion métrique, je pense que cela va sans dire. Mais je pense que comme toute opposition doit le faire, nous devons de façon constructive soumettre à l'attention du gouvernement, par le biais du Comité, au moins certains défauts et des suggestions en ce qui concerne la mise en vigueur de tout ce plan, afin que cela se fasse avec la minimum de difficultés pour les Canadiens et les gens impliqués dans ce processus.

Dans cet esprit je veux questionner les témoins de ce soir et les féliciter de leur mémoire qui est pertinent et direct. Je dois dire qu'il y a un très grand intérêt dans votre secteur d'activité surtout de la part des consommateurs afin de s'assurer que les coûts impliqués dans ce processus ne résulteront pas en une augmentation des prix des aliments, par exemple.

Vis-à-vis ce processus de conversion je me demande, étant donné le commerce très important que nous avons avec les États-Unis, de quelle façon M. McKichan, par exemple, voit l'ensemble des coûts de cette conversion, premièrement en ce qui a trait au réempaquetage. Les États-Unis tirent de l'arrière dans le processus de conversion et il y aura une période d'au moins cinq ans, j'imagine, au cours de laquelle un produit venant des États-Unis auquel nous sommes habitués va devoir être réempaqueté et réétiqueté ou quelque chose du genre. J'imagine qu'il y aura des coûts additionnels à ce moment-là.

M. McKichan: Je pense que l'on doit se rappeler que le pourcentage de marchandises surtout dans le domaine de l'alimentation qui est importé directement de l'étranger ou des États-Unis est très peu élevé. Donc, en termes de quantité il y aura très peu de denrées qui tomberont dans cette catégorie.

Mais il est sûr que des dépenses importantes devront être faites pour le réempaquetage et le réétiquetage de ces denrées selon le système métrique. Dans plusieurs cas ça peut se faire avec l'évolution naturelle du produit. Les étiquettes changent tout le temps ainsi que le format. Donc, une certaine évolution va se faire dans le processus normal. Mais il y aura un coût et je suppose qu'éventuellement le coût devra être payé par les consommateurs.

M. Hnatyshyn: Une association de producteurs de boissons gazeuses indique que cette industrie a environ 40 millions de dollars d'investis dans des bouteilles réutilisables ayant une durée de 10 ans. J'imagine que cette transition devra s'échelonner sur une certaine période et peut-être plus longtemps que la période anticipée pour la conversion métrique. Parce que si l'on doit respecter cet échéancier il n'y aura que les coûts additionnels.

[Text]

As your Organization is quite representative, another area of concern that is expressed from time to time is with regard to the change to the metric system and the different sizes in packaging and the possibility of maintaining the same price, for instance, for a lesser amount than would have been on the original package of approximately the same size—that whole syndrome.

Mr. McKichan: Of course, pricing must and obviously will remain a matter of individual company decision. As I was saying, I think members of all of the associations represented here have diagnosed that as a problem that they have to face with their customers.

I am sure that they will be considering ways in which they can get their customers to understand that they are not going to use the conversion as a means of increasing the price. I am sure they are all very anxious to get that message across and will be adopting policies to ensure that occurs.

The Chairman: This is your last question, Mr. Hnatyshyn.

Mr. Hnatyshyn: As an association representing retailers in the interests of public relations, have you considered or is there any movement afoot to do some industry self-monitoring in this area to ensure that your members will, in fact, not take the opportunity to increase prices?

Mr. McKichan: As an association, we cannot take a position on what prices our members are going to charge, because of the competition act if for no other reason. Of course, we can make recommendations, and I think all of us are probably considering the kinds of recommendations that we could make to our members, when this stage comes about, to make sure that this kind of doubt does not arise in the customer on the one hand, and on the other hand that the practice lives up to the promise.

The Chairman: Yes, Mr. Crompton.

Mr. Crompton: If I could just add to this, quite a number of individual retailers are looking at the possibility of dual-unit pricing. In other words, immediately prior to and subsequent to a changeover, they are giving unit prices both in imperial and in metric units, which will enable the customer to monitor and be sure exactly what the situation is.

Mr. Berilla: One of the honest assurances can be the highly competitive nature of the food retail business to keep everyone in line, so you do not have to worry about that.

The Chairman: Thank you, Mr. Hnatyshyn.

Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): Mr. Chairman, first I want to apologize to Mr. Hnatyshyn, if I misunderstood his statement. I understand that he want to postpone the delay of this application.

Mr. Hnatyshyn: I wanted to make sure that we did it with the least possible dislocation within a reasonable period of time, but I was simply canvassing that area . . .

[Interpretation]

Comme votre organisme est très représentatif, une autre préoccupation qui est exprimée de temps en temps concerne le changement au système métrique et les différents formats d'emballage et la possibilité de maintenir un même prix, par exemple, pour une quantité moindre à celle de l'emballage original qui serait à peu près du même format.

M. McKichan: Bien sûr les prix doivent et vont évidemment demeurer une prérogative de chaque compagnie. Comme je le disais, je pense que les membres de toutes les associations représentées ici ont reconnu cela comme un problème qu'ils devront régler avec leurs clients.

Je sais aussi qu'ils étudient la façon de faire comprendre à leurs clients qu'ils n'utiliseront pas la conversion comme un moyen d'augmenter les prix. Je suis certain qu'ils sont tous anxieux de faire comprendre cela et qu'ils vont prendre les mesures nécessaires pour que cela se produise.

Le président: Votre dernière question monsieur Hnatyshyn.

M. Hnatyshyn: En tant qu'association représentant les détaillants dans l'intérêt des relations publiques, allez-vous étudier ou est-ce qu'il y a un mouvement sur pied afin de faire un contrôle de l'industrie dans ce domaine pour assurer que vos membres ne profiteront pas de l'occasion pour augmenter les prix?

M. McKichan: En tant qu'association, nous ne pouvons pas nous prononcer sur les prix que nos membres vont exiger, et cela à cause de la Loi sur la concurrence si ce n'est pour d'autres raisons. Bien sûr nous allons faire des recommandations et je pense que chacun d'entre nous étudie probablement le genre de recommandations que nous allons faire à nos membres, lorsque le moment sera venu, afin que ce doute ne surgisse pas dans l'esprit des clients d'un côté, et de l'autre que l'on tienne nos promesses.

Le président: Oui, monsieur Crompton.

M. Crompton: Si je peux ajouter quelque chose, plusieurs détaillants étudient la possibilité d'un prix unitaire ou jumelé. Avant et après la conversion ils donneraient un prix unitaire en mesures impériales et métriques, qui permettraient aux clients de vérifier des prix.

M. Berilla: Une des meilleures garanties est la nature concurrentielle du commerce alimentaire, alors vous n'avez pas à vous en faire pour cela.

Le président: Merci, monsieur Hnatyshyn.

Monsieur Roy.

M. Roy (Laval): Tout d'abord je fais mes excuses à M. Hnatyshyn si j'ai mal compris sa déclaration. J'ai compris qu'il voulait retarder le délai de cette mise en vigueur.

M. Hnatyshyn: Je voulais m'assurer qu'on puisse le faire avec moins de désordre possible dans une période raisonnable mais je sondais simplement le terrain . . .

[Texte]

Mr. Roy (Laval): Yes.

Monsieur le président, je voudrais féliciter les témoins pour les chiffres qu'ils nous ont donnés dans leur mémoire. Je n'ai pas la prétention d'être un spécialiste dans la matière, et je vais les tenir pour acquis.

Je voudrais aborder le sujet sous un autre aspect, soit celui des avantages d'un tel système, si on considère que les neuf dixièmes de la population mondiale vivent dans des pays qui ont adopté le système métrique et qui représentent 60 p. 100 du produit national brut mondial. Alors, il est certain que pour le Canada c'est aussi avantageux si on considère que lors de l'enquête faite par des organismes privés, 97 p. 100 des Canadiens au printemps de 1975, appuyaient la conversion du système actuel au système métrique.

• 2200

Ce n'est pas nouveau dans la conception ou dans la politique du gouvernement canadien, parce qu'au Canada l'utilisation du système métrique est autorisée par la loi depuis 1873, mais certains commerçants ne l'ont adoptée que dans des domaines très limités. Aux termes de la nouvelle loi, la Loi sur les poids et mesures qui a été déposée, il était prévu de continuer à utiliser des unités canadiennes et d'employer simultanément sur l'étiquetage les unités métriques et les unités canadiennes. Je parle de la Loi 71, la Loi sur les poids et mesures, à laquelle vous vous référez je pense, monsieur Berilla. Tout ceci pour vous expliquer que nous n'avons pas demandé du jour au lendemain aux hommes d'affaires de faire des investissements pour l'adoption d'un tel système.

Je remarque encore dans la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation qui a été adoptée par le Parlement en 1971, qu'on stipulait que les emballages de vente au détail, à quelques exceptions près, devraient porter une déclaration du contenu net en unités métriques et simultanément en unités canadiennes traditionnelles, et ceci à compter du 1er mars 1976.

Alors j'essaie de faire un peu l'historique de la venue de cette loi et l'information que l'on a transmise aux organismes, anisi qu'à la population canadienne; j'ai beaucoup de dépliants que l'on a faits en vue de sensibiliser le consommateur à ces nouvelles normes.

Vous avez spécifié que le gouvernement devrait apporter des réductions d'impôt. La question est la suivante: étant donné les avantages d'un tel système d'une telle modification, est-ce que nous devrions continuer à informer la population canadienne sur une base de publicité partagée au nom de diverses associations canadiennes, telles que le Conseil canadien du commerce de détail, et qu'un budget puisse être alloué à une publication ou à des programmes d'information à frais partagés sur lesquels à ce moment-là on pourrait peut-être apporter un dégrèvement d'impôt?

Il est facile de demander un dégrèvement d'impôt de l'ordre que vous avez mentionné, à savoir 91 millions de dollars, c'est beau, mais il va falloir le prendre dans la poche du consommateur même; on ne fait pas de miracles. Alors si on utilisait des montants à frais partagés de la part des diverses associations canadiennes et du gouvernement pour informer davantage, les consommateurs n'aurait pas à subir certains inconvénients que l'application du système pourraient leur apporter.

[Interprétation]

M. Roy (Laval): Oui.

Mr. Chairman, I would like to congratulate the witnesses for the figures they have given us in their brief. I do not pretend to be an expert in the field si I will take them as correct.

I would like to talk about the advantages of such a system, if we consider that nine-tenths of the world population live in countries which have adopted the metric system and that they represent 60 per cent of the world gross national product. So we can be sure it is advantageous for Canada if we consider that during survey made by a private organization, 97 per cent of the Canadian population were for the conversion of the current system to the metric system in the spring of 1975.

This is not new in the concept and the policy of the Canadian government because in Canada the use of the metric system has been authorized by law since 1873 but some retailers just used it in very restricted areas. Under the new law the Weights and Measures Act, which was tabled, it was foreseen to continue to use the Canadian unit and simultaneously to use the metric unit on the label. I am referring to Bill 71, the Weights and Measures Act, to which you were referring I think, Mr. Berilla. All this to explain that we did not suddenly ask the businessmen to invest for the adoption of such a system.

I see in the Consumer Packaging and Labelling Act adopted by Parliament in 1971 a stipulation that the package on sale by a retailer, with a few exceptions, must bear an identification of the net content in metric units and simultaneously in Canadian traditional units, and this starting on March 1, 1976.

I am trying to give you the background of this act and the information that was given to the organization and to the population; I have many folders that were published to make the consumer aware of these new measures.

You specified that the government should reduce the tax. The question is this: being given the advantages of such a system, of such a change should we continue to inform the population on a cost-sharing base with various Canadian organizations as the Canadian Council of Retailers, and that a budget can be allowed for publication or for a cost-share information program on which they could have a tax allowance?

It is easy to ask for a tax reduction of the importance you have mentioned, that is \$91 million. This is good, but we will have to take it in the consumers' pocket; we cannot produce miracles. Then if we use cost-share project with various Canadian associations to inform the consumer, then maybe the consumer would not have to put up with this certain inconvenience due to the application of this system.

[Text]

Mr. McKichan: First of all, let me respond by saying that the tax measures we propose would total, federal and provincial, only \$9 million. That is the extent of the tax remission we are asking for. As far as the question of a joint publicity campaign is concerned, our assessment to date has been that our associations can be most useful in assisting with organization for training of the staffs of our various companies that are members of our associations and upon whom most of the communication to the public will lie. We feel that our individual member companies are best able and can most economically do the public advertising campaigns as far as communication to the public is concerned. They can build it in as part of their advertising message instead of creating special ads for that purpose which would cost \$4,000 or \$5,000 a page for each ad. They can incorporate it, without substantial additional expense, in their regular advertising program. We see this as being probably the most economical way for the private sector to get that communication through to the public.

But certainly we would be very willing to discuss with the Metric Commission or whatever other government body is concerned with alternative means.

Le président: Merci, monsieur Roy.

M. Berilla: Naturellement, j'apprécie hautement votre demande de partager les frais de publicité pour l'implantation du système métrique. Mais il y a un petit point que j'aimerais vous souligner, c'est que toutes nos organisations sont à but non lucratif; donc, on n'a pas d'argent.

M. Roy (Laval): Oui, mais vous avez une participation de vos membres.

M. Berilla: Oui, je comprends, mais c'est à but non lucratif.

M. Roy (Laval): D'accord. Mais vous recevez des contributions annuelles de la part de vos membres.

M. Berilla: Oui, pour les fins administratives seulement. C'est un point très important. A moins d'avoir des subventions, on pourrait...

M. Roy (Laval): Mais il nous faut aller à l'échelon national. Nous ne pouvons pas le faire au niveau des compagnies.

M. Berilla: Non, je parle de notre situation.

Le président: Merci, monsieur Roy.

Monsieur Côté, une dernière question.

M. Côté: Une dernière question, très courte, que je pose-rais à celui qui vient de répondre. Avec ce dégrèvement d'impôt et la possibilité d'un marché nouveau, comme disait Marcel tout à l'heure, avez-vous pu établir ce que cela pourrait vous apporter, comme détaillant? Mon épouse va s'acheter une petite balance, elle va s'acheter aussi un petit contenant, elle va s'acheter aussi un thermomètre. Une foule de choses ne seront plus utiles dans les maisons, ce qui va automatiquement créer un marché pour les détaillants. A ce moment-là, cela va peut-être vous apporter un chiffre d'affaires qui peut-être balancera vos coûts. Est-ce que vous avez fait une telle étude?

M. Berilla: Je vais vous dire, nous sommes strictement dans le domaine de l'alimentation. Nous ne sommes pas dans le domaine, vous savez, des magasins de variétés, des magasins généraux. Nous sommes strictement des détaillants en alimentation. Donc, je ne vois pas comment on pourrait faire dans ce domaine-là pour en retirer des bénéfices.

[Interpretation]

M. McKichan: Premièrement laissez-moi dire que les dégrèvements d'impôt que nous proposons totaliseraient aux niveaux fédéral et provincial 9 millions de dollars au plus. C'est là la somme que nous demandons. Quant à la question de campagnes publicitaires à frais partagés, selon nous, notre Association sera beaucoup plus utile à aider les organismes à former le personnel des diverses compagnies qui sont membres de nos associations et desquelles dépendront la plupart des communications avec le public. Nous croyons que nos membres sont les plus aptes à communiquer avec le public de façon la plus économique par des campagnes de publicité. Ils peuvent modifier leurs messages publicitaires habituels au lieu de créer des annonces uniquement dans ce but qui coûteraient de \$4,000 à \$5,000 la page. Ils peuvent l'inclure sans trop de frais additionnels à leur programme régulier de publicité. Nous pensons que c'est la façon la plus économique pour l'entreprise privée de communiquer avec le public.

Mais nous sommes prêts à discuter, avec la Commission du système métrique ou quelque autre organisme gouvernemental compétent la possibilité d'autres solutions.

The Chairman: Thank you, Mr. Roy.

Mr. Berilla: I greatly appreciate your asking to share the publicity costs for the implantation of the metric system. I would like to say that our organizations are non-profit; so they do not have any money.

Mr. Roy (Laval): Yes, but you have your participation from your members.

Mr. Berilla: Yes, I understand, but it is non-profit.

Mr. Roy (Laval): Okay. But your members give you annual contributions.

Mr. Berilla: Yes, for administrative costs only. This is very important. Unless we have grants, we could...

Mr. Roy (Laval): But we have to go on the national level. We cannot do it at the company level.

Mr. Berilla: No, I was referring to our situation.

The Chairman: Thank you, Mr. Roy.

Mr. Côté, a last question.

Mr. Côté: A last question, very brief. My question is directed to the person who has just spoken. With this tax reduction and the possibility of your new market, as Marcel said a while ago, could you calculate what this would bring to the retailer? My wife will buy a small scale, she will buy a small container, she will buy a thermometer. A lot of things will become useless in the houses, so automatically this will create a market for retailers. This maybe will bring an amount of business that could counterbalance the costs. Did you make such a study?

Mr. Berilla: We are strictly in the food business. We are not dealing with variety stores. We are strictly retailers in food. So I cannot see how in this area we could get benefits from this.

[Texte]

M. Côté: Je verrais mal une ménagère qui aurait peut-être \$50 ou \$60 à dépenser pour convertir toutes ses affaires de cuisine et qui dirait: «Bien, moi, j'ai de la misère, avec mes petits, à rejoindre les deux bouts; les grosses compagnies ont des dégrèvements d'impôt et moi, je n'en ai pas».

M. Berilla: Je comprends que ce serait bénéfique pour l'économie en général, si vous voulez. Mais pour le détaillant en alimentation, c'est une imposition; on lui demande de faire des dépenses. Je comprends que cela va être avantageux pour l'économie générale au Canada et que, par ricochet, on en bénéficiera éventuellement. Mais si le bonhomme, au coin de la rue, est obligé d'investir \$500 et n'a pas les moyens de le faire, il se lamente actuellement.

M. Côté: D'accord. Merci.

Le président: Merci, monsieur Côté. I would like to thank the witnesses from the Retail Council of Canada for their appearance tonight.

Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would just like to point out an incident that happened a few weeks ago. Under the packaging and labelling legislation at the present time, the sugar refiners are allowed to package sugar exclusively under the metric weights. A lady had gone to her favourite supermarket and when she came away she said that she was quite sure she had never bought sugar as 4 "kegs" before.

The Chairman: Thank you. The meeting is adjourned until 11.00 a.m. on Thursday, December 4, 1975 when we shall have the Metric Steel and the Consumers' Association of Canada before us. Thank you.

[Interprétation]

Mr. Côté: I cannot very well see a housewife who has to spend \$50 or \$60 for the conversion of her kitchenware and that would say: "I have a lot of miseries, with my little ones, to make both ends meet; and the big companies have tax reductions and I do not have any."

Mr. Berilla: I understand that it would benefit the economy in general, if you wish. But for the food retailer this is an imposition to ask him to make these expenses. I understand that this will benefit the economy in general in Canada and so by the spin-off effect will eventually benefit from it. But if the corner store has to invest \$500 and does not have the means to do it, he is the one complaining.

Mr. Côté: Okay. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. côté. Je voudrais remercier les témoins du Conseil canadien du Commerce de détail—d'être venus ce soir.

Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je veux simplement vous relater un incident qui s'est produit il y a quelques semaines. Selon la Loi sur l'étiquetage et l'emballage les compagnies qui raffinent le sucre doivent emballer le sucre exclusivement selon le poids métrique. Une dame qui revenait de son magasin préféré a dit qu'elle était tout à fait certaine qu'elle n'avait jamais acheté 4 kilos de sucre auparavant.

Le président: Merci. La réunion est ajournée jusqu'à 11 heures jeudi le 4 décembre 1975 alors que nous aurons Metric Steel et l'Association des consommateurs du Canada. Merci.

APPENDIX "TT"

BRIEF TO
THE HOUSE OF COMMONS STANDING COMMITTEE ON FINANCE, TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS
FROM THE STANDARDS COUNCIL OF CANADA
WITH RESPECT TO
THE GOVERNMENT'S PROGRAM OF GUIDELINE DATES FOR METRIC CONVERSION

Background

The Standards Council of Canada is the national coordinating agency for standardization. Its membership includes 41 members representing a national cross-section of private interests, 6 members employed in the public service of Canada, and 10 members representing the provinces, one from each.

The Council is concerned, in accordance with the Standards Council of Canada Act (1), with voluntary standardization as a means of advancing the national economy, benefiting the health, safety and welfare of the public, assisting and protecting the consumer, facilitating domestic and international trade and furthering international cooperation in the field of standards.

Standards documents identify and describe for commonality of understanding and usage, such things as physical phenomena, products, materials, devices, tests, processes, programs, and services. Measurements, such as dimensions, volumes, masses, pressures, densities, are essential elements of description in many standards documents. Consequently, such documents are fundamental tools through which conversion to the International System of Units (Système international d'unités), or SI as it is commonly known, may be achieved and the introduction of SI in these documents is a key activity in the metric conversion process.

Standards documents in use in Canada may be categorized in accordance with their origin (Canadian or non-Canadian) and the level at which they are approved: company, industry, (and the government counterparts), standards-writing organization, international, or National Standard of Canada. In general, responsibility for undertaking the conversion of a standard rests with its originator who can be expected to give close attention to the needs of those who use the standard. Because standards are inter-related there is a need for co-ordination of the process of conversion.

(1) Revised Statutes of Canada 1970, Chapter 41 (1st Supplement)

The Council and Metric Conversion

The Standards Council of Canada, with the co-operation of the accredited standards-writing organizations of the National Standards System (2), has accepted responsibility for providing the required co-ordination and supporting the evolving program of the Metric Commission. It fulfils this responsibility by assisting sectors through advice and management arrangements (3) concerned with the conversion of standards to SI. The principal activities included in such advice and management arrangements, together with the general status of each, are recorded hereunder:

<u>ACTIVITY</u>	<u>STATUS</u>
- the provision of the technical basis for Canadian conversion activities through two National Standards of Canada: CAN-3-001-01-73, The International System of Units (SI) and CAN-3-001-02-73, Metric Practice Guide;	Completed 1973-74
- the establishment of review arrangements, with accredited standards-writing organizations and federal and provincial/territorial authorities, to ensure that documents of wide influence are in harmony with the above-mentioned standards;	Arrangements detailed 1973, action continuous
- the provision of advice and guidance with respect to activities which must precede the conversion of standards such as the selection of the multiples and sub-multiples of SI units which are preferred for various applications, the identification of standards in use, and the expression of users' needs, including priorities, with respect to the conversion of these standards;	Guidance completed 1973, subsequent action substantially completed 1975 except for non-Canadian standards

-
- (2) Canadian Gas Association
 Canadian Government Specifications Board
 Canadian Standards Association
 Underwriters' Laboratories of Canada
 Bureau de normalisation du Québec
 Electronic Industries Association of Canada

- (3) Details are contained in CAN-P-5000B, January 1974, "Metric (SI) Standards Conversion Program" and associated Standards Council documents.

<u>ACTIVITY</u>	<u>STATUS</u>
- the participation of representatives from the National Standards System in the work of Metric Commission steering and sector committees;	Continuous
- the co-ordination of the activities of the components of the National Standards System in fulfilling the needs for Canadian standards expressed in SI as determined by Metric Commission sector committees;	Continuous
- the provision of advice and guidance to Metric Commission sector committees with respect to fulfilling their needs for non-Canadian standards expressed in SI;	Continuous
- the co-ordination and publication of programs for the conversion of individual Canadian standards (Standards Conversion Supporting Programs) and for non-Canadian standards on which Metric Commission sector conversion plans are dependent;	Continuous, approximately 550 programs published by end September 1975
- liaison with, and assistance to, federal and provincial/territorial authorities with respect to standards conversion activities.	Continuous

From the foregoing it can be seen that Metric Commission sector committees are well advanced in the principal activity which precedes the conversion of standards, namely the identification of what has to be done. Approximately one quarter of the forecast number of Standards Conversion Supporting Programs which are to guide the conversion of standards have been established, including a preponderance of those judged by sector committees to be of highest priority, and these are now being implemented by technical committees of the National Standards System. These programs reflect the needs of the sectors of the economy which the converted standards are to serve. In the majority of cases the comprehensive conversion plan which is being prepared by each sector of the Canadian economy is dependent upon the timely availability, in converted form, of those standards in which it has signified a direct interest.

Program of Guideline Dates

The Government's program of guideline dates for metric conversion, as referred to the Finance Committee, is as follows:

'The Metric Commission has consulted with representative organizations in all sectors of the Canadian economy in respect to the manner in which conversion to the International System of metric units should proceed and as a result proposes the following four phase program and guideline dates for metric conversion:

An investigation phase, which should reach a peak during 1974, to determine what needs to be done in respect to metric conversion:

A planning phase, which will extend during 1974 and 1975 to identify the sequence in which actions will be performed;

A scheduling phase, during which the timing of these actions will be determined and coordinated and which is to be completed in 1976;

An implementation phase, to commence in some volume in 1975, reach a peak of activity in the period 1977-78 and be substantially completed by 1980 when metric measures will be used by Canadians for all normal commercial and legal purposes.'

A paper entitled "Discussion Of Availability Of Standards Expressed In SI In Relation To Guideline Dates For Metric Conversion", a copy of which is attached, can be summarized as follows:

- Those engaged in standards-writing at all levels should be taking such action as will enable them to undertake a sharply increased workload;
- Timely availability of standards expressed in SI is dependent on the availability of information as well as on the resources devoted to standards-writing and the procedures adopted;
- The Metric Commission sector committee is the forum in which the relationship between the timing envisaged in a sector plan and the availability of suitable standards is determined, assessed, and adjusted.

Discussion

The Council, through the National Standards System, is providing a supporting service to meet the standards needs of sectors as these are identified through consultation between Metric Commission sector committees and the responsible standards-writing organizations. The Canadian voluntary standards system is dependent, at the vital level of technical committee membership, on knowledgeable and talented individuals being made available by private industry and by government at all levels. As long as there is a question in the minds of employers regarding Parliament's intentions with respect to metric conversion, difficulties can be expected in obtaining voluntary assistance on the scale required to effectively meet the increased workload which arises from metric conversion. An unequivocal statement of Parliament's support for metric conversion activities would serve to stimulate the availability of assistance and thus provide impetus to give realism to the plans which sectors have been developing for the past two years.

The Council notes that the program of guideline dates has been developed in consultation with both private and public interests in all sectors of the Canadian economy. Further, the Council understands that the program of guideline dates is in accordance with the wishes of such interests.

The Council's understanding of the guideline dates is that:

- they indicate a general range of dates within which most activities will take place;

- each sector of the economy can be expected to select such specific dates as best meet its circumstances in accordance with its assessment of the situation, including the availability of standards expressed in SI;
- the specific dates selected by a sector will be subject to adjustment from time to time should new information make this desirable.

Conclusion

The Standards Council of Canada considers that an unequivocal statement of Parliament's support for Canada's metric conversion activities would facilitate the realization of the various sectors' plans. In the light of the foregoing the Standards Council of Canada supports the program of guideline dates as the basis for such a statement.

1975-10-14

DISCUSSION OF AVAILABILITY OF STANDARDS EXPRESSED IN SI IN RELATION TO GUIDELINE DATES FOR METRIC CONVERSION

Preparing for the Task

It is generally acknowledged that the size, complexity, and the short period of time envisaged for the standards conversion task provide problems for those engaged in standards-writing at all levels: company, industry, (and the government counterparts) and standards-writing organizations.

The principal measures to meet these problems, all of which have been actively pursued by the standards-writing organizations accredited by the Standards Council of Canada, are :

- augmentation of resources;
- steps to improve the productivity of standards development so as to provide increased output;
- involvement in deliberations of Metric Commission sector committees to facilitate preparations and plans.

The need for augmentation of standards-writing capabilities at all levels has been frequently emphasized in CONSENSUS. Additionally, the need for increased support has been drawn to the attention of senior executives through a widely-distributed pamphlet entitled 'Metric Conversion: How do you measure up?'.

In consideration of the Standards Council's ability to marshal timely support for the conversion of standards to SI, formal representation was made to the Minister of Industry, Trade and Commerce in November 1974 expressing the urgency that an authoritative announcement be made regarding guideline dates for metric conversion in Canada. It was considered that such an announcement would stimulate the availability of resources and provide the impetus to give realism to standards conversion plans.

There are, of course, factors other than those implicit in the foregoing which may influence the availability of standards expressed in SI. The principal of these is the availability of key information on which conversion may depend. Action in some cases may have to await the collection of data or the course of activities taking place outside Canada, such as the conversion of non-Canadian standards.

The Guideline Dates

On 17 March 1975 a motion was introduced in the House of Commons to approve the following program of guideline dates for metric conversion:

'The Metric Commission has consulted with representative organizations in all sectors of the Canadian economy in respect to the manner in which conversion to the International System of metric units should proceed and as a result proposes the following four phase program and guideline dates for metric conversion:

An investigation phase, which should reach a peak during 1974, to determine what needs to be done in respect to metric conversion;

A planning phase, which will extend during 1974 and 1975 to identify the sequence in which actions will be performed;

A scheduling phase, during which the timing of these actions will be determined and coordinated and which is to be completed in 1976;

An implementation phase, to commence in some volume in 1975, reaching a peak of activity in the period 1977-78 and be substantially completed by 1980 when metric measures will be used by Canadians for all normal commercial and legal purposes.'

Action on this motion is to date incomplete. However, planning for metric conversion is proceeding based upon these guideline dates.

The Question

A frequently asked question is 'will standards expressed in SI be available in time to support the implementation phase envisaged by the proposed guideline dates?'

The Source of Answer - Each Metric Commission Sector Committee

Because conversion is being undertaken on a sector-by-sector basis, the answer to this question must come from each Metric Commission sector committee. It cannot be answered until the sector committee has:

- identified the standards it uses and expressed its needs with respect to their conversion to SI;
- initiated appropriate arrangements to meet these needs through the Standards Council, or in the case of standards of non-Canadian origin through the originating technical committee;
- prepared a draft of the sector plan for conversion.

Additionally, the process of converting standards is dependent upon the selection by the sector committee of the units of measurement which are preferred for use by the sector.

The draft sector plan can be expected to reveal the specific range of dates envisaged for the implementation phase for the particular sector. The sector committee is in the best position to judge the importance to its plan of the standards which it uses. Through the information displayed on Standards Conversion Supporting Programs, and through direct links to the technical committees responsible for the standards of importance to it, a sector committee will be able to assess the degree of harmony between the sector's guideline dates and the availability of supporting standards. Should these not be in harmony, the sector committee will wish to give consideration to initiating modifications to either the sector's guideline dates or the Standards Conversion Supporting Programs, or to both.

In Summary:

- Those engaged in standards-writing at all levels should be taking such action as will enable them to undertake a sharply increased workload;
- Timely availability of standards expressed in SI is dependent on the availability of information as well as on the resources devoted to standards-writing and the procedures adopted;
- The Metric Commission sector committee is the forum in which the relationship between the timing envisaged in a sector plan and the availability of suitable standards is determined, assessed, and adjusted.

APPENDIX "UU"

Retail Council of Canada
The Clerk of the Standing Committee
on Finance, Trade and Economic Affairs,
House of Commons,
OTTAWA, Canada
K1A 0A7

Dear Sir,

RE: Government's Program of guideline
dates for Metric Conversion

The following associations, namely, Retail Council of Canada, Retail Merchants Association of Canada Inc., Canadian Grocery Distributors' Institute, The Canadian Federation of Retail Grocers, who among them represent a very high percentage of retail trade in Canada are pleased on behalf of their members to respond to the request made by Mr. Robert Kaplan, Chairman of the House of Commons Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs, in relation to the Federal Government's program of establishing guideline dates for metric conversion.

The guideline dates debated by the House of Commons on March 17, 1975 appear likely only to be meaningful, and observed by retailers in conversion of their scales to metric, if a number of supplementary assistance measures which have been discussed in the recent past are, in fact, implemented.

To put these comments in perspective we should point out that the retail trades generally are sympathetic to the objective of metric conversion. The associations concerned have been active in soliciting their members' co-operation in the implementation of the metric conversion program. Voluntary metric conversion seems most likely to come about rapidly if it is relatively easy for retailers to make the conversion and if a strong tide of persuasion (in which the associations listed here will be willing to play their part) can be mounted so that members of the trade do not feel that they are "pioneering" when they make the scale conversion. All of us concerned are aware that there is little or no competitive advantage

to a retailer to be "first" with metric conversion of scales in his store. Rather the initiators will run the risk of antagonizing their customers, or at least arousing suspicion of their motives. Customers are likely to experience some apprehension and confusion when encountering their first metric weighing experiences. They may unfairly criticize the retailers in whose stores they first have this experience.

The various forms of assistance which have been discussed and which the associations believe are necessary are as follows :

1. Adequate tax relief and tax write off privileges. The Retail Council of Canada, Retail Merchants Association of Canada Inc., Canadian Grocery Distributors' Institute, The Canadian Federation of Retail Grocers, have made their case on this subject several times in the past. Copies of their letters written to the Hon. John Turner are enclosed and set out the provisions regarding this matter.

2. Loans of adequate term and at a reasonable interest rate for the purposes of scale conversion. The Hon. Alastair Gillespie when Minister of Trade and Industry, made reference to the possibility of these loans being introduced some months ago in the House of Commons. We believe that confirmation of the Government's intention to make such loans, along with details on their terms, would have a positive impact on retail decision making in this area.

If the government schedule for conversions is to be adhered to we believe that all the measures we have discussed should be announced and implemented in the very short term.

We appreciate the opportunity of making our views known on this important subject.

Respectfully submitted,

Alasdair J. McKichan,
President
Retail Council of Canada

George E. Crompton,
National Manager
Retail Merchants Association
of Canada Inc.

Robert Berilla,
President
Canadian Grocery Distributors'
Institute

F.A.B. Rands,
General Manager
The Canadian Federation of
Retail Grocers

Enclosures

October 10, 1975.

RETAIL COUNCIL OF CANADA

Hon. John N. Turner, Q.C.
Minister of Finance
Place Bell Canada
Ottawa K1A 0G5.

Dear Mr. Minister

As you know, Canada has committed itself to Metric Conversion and under the direction of the Metric Commission many segments of industry in this country are very active in planning the implementation of the program.

Members of Retail Council of Canada and others have held several meetings in order to study the costly situation facing retailers when converting to or replacing existing avoirdupois scales with metric scales.

The Metric Commission includes a "Working Group on Scales in the Food Retail Industry". From information provided by this group it has been estimated that in Canada there are approximately 117,000 retail food scales that will either have to be replaced with or converted to metric scales. Almost all of these are in the retail food area. Conversion costs have been estimated at \$16,900,000 and replacement costs at \$34,400,000 - a total of \$51,300,000 for the retail food industry.

Although the extra costs for conversion to metric will be a severe burden to all retailers, it will be particularly onerous for many independent food retailers across Canada. They numbered 23,280 in 1973.

Retailers asked the Metric Commission if the Federal Government would assist retailers financially with these heavy conversion costs, since the undertaking was made at the instigation of the Canadian Government. Retailers received a negative answer to this question.

Failing direct financial assistance from the Federal Government, retailers believe that the Federal and Provincial Governments should grant tax relief and fast write-off privileges to those retailers converting their scales to metric over a period of time. Such assistance would not only provide some practical relief to retailers but would also hasten the time factor relating to conversion. Council does not believe that the Federal and Provincial Governments wish to expect to receive "windfall" tax revenue from the metric program. Total Sales Tax Revenue and import duties are estimated at almost \$2 million from the conversion of existing scales to metric and almost \$7 million from the purchase of metric scales, a total of about \$9 million.

Hon. John N. Turner, Q.C.
Minister of Finance

November 28, 1974

Council recommends that assistance be given to retailers in the following manner:

1. Purchases of metric scales and parts required for converting existing scales to metric should be exempted from Federal (and Provincial) sales taxes.
2. All parts for converting existing scales to metric ^{and metric} scales themselves should be free of duty when imported.
3. Any and all costs involved in converting existing scales to metric should be allowable as expenses for income tax purposes.
4. Purchases of metric scales should be allowed to be capitalized and written off 100% in the year of purchase.
(Include in Class 12.)

We will be making a submission to each province separately requesting provincial sales tax exemptions for conversion costs and for purchases of metric scales and also requesting the same income tax treatment as listed in items 3 and 4 in the above.

This submission has the support of the following associations:

Canadian Federation of Retail Grocers
Canadian Grocery Distributors' Institute
Retail Merchants Association of Canada

Your earliest consideration and reply to this request will be appreciated.

Yours truly



J. W. Erwin
Acting President

cc: Messrs. S. M. Gossage
P. C. Boire
F. C. Dougal

Retail Merchants Association of Canada Inc.

July 18, 1975

The Honourable John N. Turner,
Minister of Finance,
Place Bell Canada,
160 Elgin Street,
Ottawa, Ontario, K1A 0G5

Dear Mr. Minister:

On behalf of the Retail Merchants Association of Canada Inc., I am enclosing a resolution passed at the Annual Meeting of the Association, held on May 25th, 26th, and 27th, 1975, indicating the concern of the membership on the financial burden to be borne by them in the conversion by Canada to the Metric System.

At our Annual Meeting in 1974, a similar motion was passed and forwarded to you. That letter of August 21, 1974 was simply acknowledged. Since that period, we understand that other associations, namely, Retail Council of Canada, Canadian Grocery Distributors Institute, and the Canadian Federation of Retail Grocers, to name a few, have written to you expressing similar concern.

As we stated in our 1974 motion, this Association has accepted the judgement of the Government of Canada, that for Canada to continue to play a viable competitive role in the trading world, conversion to the Metric System is necessary.

Therefore, Mr. Minister, I hope you will view our request for tax relief from the cost of Metric Conversion favourably and indicate the intentions of the Government as soon as possible.

A copy of this resolution has been forwarded to the Hon. Ron Basford, the Hon. Alastair Gillespie, and the Hon. Andre Ouellet.

Yours very truly,



G. E. Crompton,
National Manager.

/sd
Encl.

Retail Merchants Association of Canada Inc.

RESOLUTION

PASSED AT THE 1975 ANNUAL MEETING

OF THE RETAIL MERCHANTS ASSOCIATION OF CANADA INC.

WHEREAS, the Retail Merchants Association of Canada Inc. has, in accordance with a resolution passed at the 1974 Annual Meeting, written to the Minister of Finance requesting tax relief and fast write-off privileges for retailers to offset the costs of conversion on replacement of scales, etc., to convert to the Metric System, and,

WHEREAS, the Retail Council of Canada, the Canadian Grocery Distributors Institute and the Canadian Federation of Retail Grocers have also made similar requests to the Minister of Finance, and,

WHEREAS, no decision has, as yet, been made by the Government on these requests, and in fact, there is little indication that the requests have received anything more than token consideration, and,

WHEREAS, it is a fact that the attitude of retailers to Metric Conversion is one of apprehension due mainly to the extra expenses involved in scale conversion or replacement which will be onerous to the majority of Independent Retailers, and,

WHEREAS, these extra costs will ultimately have to be borne by the consumers through higher prices, etc.,

BE IT RESOLVED THAT the Retail Merchants Association of Canada Inc. again submit this resolution to the Federal Ministers with a request for a firm commitment as to the intent of the Government in this regard.

A TRUE EXTRACT FROM THE MINUTES



G. E. Crompton,
National Manager.

CANADIAN GROCERY DISTRIBUTORS' INSTITUTE
INSTITUT CANADIEN DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

retailers, wholesale distributors, brokers, manufacturers

December 23, 1974

The Hon. John N. Turner
Minister
Finance Department
Federal Government
Place Bell Canada
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Minister:

The conversion or replacement of scales so they will conform in due course to metrication, will obviously create severe financial problems to Food Distributors, whether they be Wholesalers or Retailers.

Of the estimated 117,000 scales in operation across the nation, most of them are in food stores.

Close to \$17,000,000.00 will have to be invested on scale conversions and roughly \$34,000,000.00 on new digital scales, for a total of approximately \$51,000,000.00 at prevailing costs. Tax revenue from afore-mentioned is estimated at almost \$9,000,000.00 between components required for conversions and purchases of digital scales.

The financial burden will be difficult to bear by all concerned, but particularly so in dealing with approximately 23,000 independent Food Retailers. The negative answer so far received by Food Retailers pursuant to their earnest plea for financial assistance from the Metric Commission or Federal Government, is away short of being conducive, to generating willingness on their part in embarking upon the Metric Conversion.

Contrary to certain segments of highly specialized major industries, which stand to gain appreciably through anticipated business with

CANADIAN GROCERY DISTRIBUTORS' INSTITUTE**INSTITUT CANADIEN DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE**

retailers, wholesale distributors, brokers, manufacturers

the metric world at large, Canadian Food Retailers cannot so aspire, since their daily transactions are well within the confines of restricted domestic areas.

A situation which surely invites your full consideration Mr. Minister, is the obvious Tax Revenue windfall of \$9,000,000.00 previously mentioned, which will accrue from required scale conversion components and from purchases of new digital scales so as to comply with metrication, originally instigated by the Canadian Government. Under such circumstances, Federal and Provincial Governments should agree on the granting of Tax relief and accelerated write-off privileges to Food Retailers.

The Institute thus recommends the following:

- a. All costs related to converting existing scales to metric, be allowable as expenses for Tax purposes.
- b. Disbursements for purchases of digital metric scales, be allowed to be capitalized and written-off fully during the year of purchase.
- c. Disbursements for purchases of digital metric scales or for components required for converting present scales to metric, be exempted from Federal sales Tax. Agreement between Federal and Provincial Governments should be reached on afore-mentioned Tax exemption.
- d. Imported components for scale conversion to metric and metric scales as such, be free of duty.

We sincerely hope Mr. Minister, you will duly consider our recommendations and should you feel that they should be discussed, we would be entirely at your disposal.

Yours very truly,

G. Hudon, President

R. Berilla, Executive Vice-Pres.

/db

F. A. B. RANDS
Gen. Mgr.

THE CANADIAN FEDERATION OF RETAIL GROCERS

January 7, 1975

Hon. John N. Turner, Q. C.
Minister of Finance,
Place Bell Canada,
Ottawa, Ontario. K1A 0G5

Re Metric Conversion

Dear Mr. Turner:

Our association along with industry in general, have spent many hours of discussion and planning, leading to Metric Conversion in Canada. We, like other Associations, have had representatives sit on sector committees where the "nitty gritty" are debated and decisions reached.

Right from the start of the Sector Meetings, at least where Food Retailers were involved, concern was expressed concerning the overall stupendous cost of conversion but more serious still, was the suspected heavy cost to the individual retailer.

The Metric Commission has maintained, it is beyond their jurisdiction, to enter into any dialogue pertaining to the matter of cost relief to the scale user.

We feel that since Metric Conversion is something wished upon the retailer by Parliament, that the Government should not reap a tax gain thru this exercise.

We suggest that serious consideration be given by your department and the Government, in granting tax relief and fast write off privileges to those retailers who convert within a stated period of time. We believe such action would speed conversion, especially among the many thousands of small retailers. There is no doubt in our mind that the "key" to the successful conversion to metric without "foot lagging" depends to a great extent on how soon small retailers get behind the effort.

We back the recommendations submitted to you by the Retail Council of Canada in their submission to you of November 28, 1974 which read as follows:

1. Purchases of Metric Scales and parts required for converting existing scales to metric should be exempted from Federal (Provincial) scales taxes.
2. All parts for converting existing scales to metric and metric scales themselves should be free of duty when imported.
3. Any and all costs involved in converting existing scales to metric should be allowable as expenses for income tax purposes.
4. Purchases of Metric Scales should be allowed to be capitalized and written off 100% in the year of purchase (include in class 12).

We will be contacting each Province separately requesting their co-operation in allowing Sales Tax exemptions for conversion costs and purchase of Metric Scales, as well as the same Income Tax treatment as listed in 3 and 4 above.

We ask for your early consideration of the recommendations expressed in the foregoing. We feel quite certain, that if the above recommendations, are accepted, conversion to metric will occur at a much faster pace.

Your reply is awaited with interest.

Sincerely.

APPENDICE «TT»

MEMOIRE DU CONSEIL CANADIEN DES NORMES
AU SUJET DU
PROGRAMME GOUVERNEMENTAL DES DATES INDICATIVES DE CONVERSION AU SYSTEME METRIQUE
ADDRESSE AU
COMITE PERMANENT DES FINANCES, DU COMMERCE ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Fond

Le Conseil canadien des normes est l'organisme national de coordination des activités de normalisation. Il se compose de 41 membres venant du secteur privé, 6 membres employés par la Fonction publique du Canada et 10 autres représentant une province chacun.

Conformément à la Loi sur le Conseil canadien des normes (1), le Conseil est responsable de la normalisation volontaire dans le but de faire progresser l'économie nationale, d'améliorer la santé, la sécurité et le bien-être public, d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur et de promouvoir la coopération internationale dans le domaine des normes.

Les normes, sous forme de documents, déterminent et décrivent pour le bénéfice d'une compréhension et d'une utilisation communes des choses telles que des propriétés physiques, des matériaux, des dispositifs, des essais, des procédés, des programmes et des services. Des mesures telles que des dimensions, des volumes, des masses, des pressions, des densités, sont autant d'éléments essentiels dans la description de plusieurs normes. Par conséquent, de tels documents sont des outils de base grâce auxquels on peut effectuer la conversion au Système international d'unités (le SI), et l'introduction du SI dans ces documents est l'activité principale du processus de conversion.

Les normes utilisées au Canada peuvent être classées selon leur origine (canadienne ou étrangère) et le niveau auquel elles sont approuvées: compagnies, industries (et leurs contreparties gouvernementales), organismes rédacteurs de normes, niveau international ou Normes nationales du Canada. Généralement, la responsabilité d'entreprendre la conversion d'une norme reviendra à son initiateur, qui devrait tenir compte de ceux qui vont se servir de la norme. En raison de la corrélation qui existe entre les normes, il est nécessaire de coordonner le processus de conversion.

1) Loi concernant les statuts révisés du Canada, 1970, Chapitre 41 (1er supplément)

Le Conseil et la conversion au système métrique

Le Conseil canadien des normes, avec l'assistance des organismes rédacteurs de normes accrédités du Système de normes nationales (2) a accepté la responsabilité d'assurer la coordination nécessaire et de seconder dans son développement le programme de la Commission du système métrique. Il s'acquitte de cette responsabilité en mettant à la disposition des différents secteurs conseils et directives (3) concernant la conversion des normes au SI. Le détail de la plupart des activités suggérées par ces conseils et directives, ainsi que leurs différents stades d'évolution, se trouve ci-après:

<u>ACTIVITE</u>	<u>STADE</u>
- procurer la base technique aux activités canadiennes de conversion par l'intermédiaire de deux Normes nationales du Canada: CAN-3-001-01-73, le Système international d'unités (SI) et CAN-3-001-02-73, Guide de familiarisation au système métrique;	Complété en 1973-74
- créer, en collaboration avec les organismes rédacteurs de normes accrédités et les autorités fédérales, provinciales et territoriales, un système de révision qui assure la corrélation entre les documents de grande portée et les normes ci-haut mentionnées;	Mesures du système détaillées en 1973, réalisation en cours
- procurer un guide et des conseils relatifs aux travaux qui doivent précéder la conversion des normes; tels une sélection des multiples et sous-multiples d'unités SI préférables pour les divers emplois, l'identification des normes utilisées, l'expression des besoins des utilisateurs, par rapport à la conversion de ces normes;	Guide terminé en 1973, travaux subséquents pratiquement finis en 1975 à l'exception des normes non canadiennes
- faire participer des représentants du Système de normes nationales aux travaux des comités directeurs et sectoriels de la Commission du système métrique;	En cours de réalisation
- faire coordonner les travaux des parties constituantes du Système de normes nationales pour répondre aux besoins en normes canadiennes exprimés par les comités sectoriels de la Commission au système métrique;	En cours de réalisation

2) Association canadienne du gaz
Office des normes du gouvernement canadien
Association canadienne de normalisation
Underwriters' Laboratories of Canada
Bureau de normalisation du Québec
Les Industries électroniques du Canada

3) Détails compris dans CAN-P-5000B, Janvier 1974, "Programme de conversion aux normes métriques (SI)" et documents relatifs du conseil des normes.

- conseiller et guider les comités sectoriels de la Commission du système métrique pour répondre à leurs besoins en normes non canadiennes converties au SI; En cours de réalisation
- coordonner et publier des programmes pour la conversion de normes canadiennes individuelles (Programmes d'aide à la conversion des normes) et pour les normes non canadiennes dont dépendent les plans de conversion sectoriels de la Commission du système métrique; En cours de réalisation, approximativement 550 programmes publiés à la fin de septembre 1975
- seconder et demeurer en contact avec les autorités fédérales/provinciales et territoriales pour ce qui traite aux travaux de conversion des normes. En cours de réalisation

On constate d'après ce qui précède, que les comités sectoriels de la Commission du système métrique sont bien avancés dans les travaux principaux qui précèdent la conversion des normes, à savoir reconnaître exactement ce qui doit être fait. Approximativement, le quart des Programmes d'aide à la conversion qui vont guider la conversion des normes ont été déjà établis y compris une bonne partie de ceux que les comités sectoriels considèrent prioritaires; ces programmes sont actuellement mis en oeuvre par les comités techniques du Système de normes nationales. Ils sont respectivement conformes aux désirs des secteurs de l'économie qui vont utiliser ces normes converties. Dans la plupart des cas, la préparation du plan complet de conversion de chaque secteur de l'économie canadienne dépend de la disponibilité des normes converties qui l'intéressent directement.

Programme de dates indicatives

Le programme gouvernemental des dates indicatives pour la conversion au système métrique, tel que présenté au comité financier, se présente comme suit:

"La commission du système métrique a consulté des organisations représentatives de tous les secteurs de l'économie canadienne sur la façon de procéder pour réaliser la conversion au Système international d'unités de mesure, et à la suite de cette consultation, propose un programme en quatre étapes et des dates indicatives pour la conversion au système métrique:

une phase d'investigation, qui atteindrait son apogée durant 1974 et qui permettrait de déterminer ce qui doit être fait en regard de la conversion au système métrique;

une phase de planification, qui se déroulerait de 1974 à 1975 pendant laquelle l'ordre des activités en cause serait déterminée;

une phase d'ordonnancement, qui devrait être complétée en 1976, fixant et coordonnant la chronologie des événements;

une phase d'implantation débutant avec une importance marquée en 1975, atteignant son apogée en 1977 et 1978, et se terminant avec 1980 alors que les mesures métriques seront utilisées au Canada pour toutes fins légales et commerciales d'ordre général."

Un document intitulé "Discussion sur la disponibilité des normes exprimées en unités SI par rapport aux dates indicatives de conversion au Système métrique", (copie ci-jointe) pourrait se résumer comme suit:

- Ceux qui se consacrent à la rédaction des normes à tous les échelons devraient prendre des mesures leur permettant de faire beaucoup plus de travail;
- La disponibilité en temps utile des normes exprimées en unités SI dépend de la disponibilité des renseignements ainsi que des ressources consacrés à la rédaction des normes et des procédures retenues;
- Le comité sectoriel de la Commission du système métrique est la tribune où l'on détermine, évalue et redresse le rapport entre l'échelonnement envisagé dans un plan sectoriel et la disponibilité des normes appropriées.

Discussion

Par l'entremise du Système de normes nationales, le Conseil fournit un service qui aide à répondre aux besoins de normes des secteurs tels qu'identifiés au cours de consultations entre les comités sectoriels de la Commission du système métrique et les organismes rédacteurs de normes responsables. En ce qui concerne la question essentielle des membres des comités techniques, le système canadien de normes volontaires dépend de la mise à la disposition d'individus doués et bien informés par les industries privées et par le gouvernement à tous les niveaux. Tant que les employeurs ne seront pas certains des intentions du Parlement quand à la conversion au système métrique, il sera difficile d'obtenir l'aide bénévole qui est nécessaire pour effectuer le travail supplémentaire que provoque la conversion au système métrique. Une déclaration sans équivoque du Parlement en soutien des activités de conversion au système métrique servirait à stimuler la disponibilité de l'aide, et fournirait par conséquent l'élan nécessaire pour réaliser les plans que les secteurs ont mis au point depuis deux ans.

Le Conseil souligne que c'est en consultation avec les intérêts publics et privés dans tous les secteurs de l'économie canadienne que le programme des dates indicatives a été établi. En outre, le Conseil est d'avis que le programme des dates indicatives correspond aux désirs de ces intérêts.

Le Conseil envisage les dates indicatives comme suit:

- elles fixent des délais approximatifs pour la plupart des activités;
- on s'attend à ce que chaque secteur de l'économie puisse choisir les dates précises qui rencontrent ses besoins conformément à son évaluation de la situation, y compris la disponibilité des normes exprimées en SI;
- les dates indicatives précises choisies par un secteur pourront être modifiées de temps en temps dans le cas où des renseignements supplémentaires rendraient ces modifications souhaitables.

Conclusion

Le Conseil canadien des normes considère qu'un communiqué parlementaire sans équivoque appuyant les activités de la conversion au système métrique au Canada faciliterait la réalisation des plans des divers secteurs. En vue de ce qui précède, le Conseil canadien des normes endosse le programme des dates indicatives en tant que base d'un tel communiqué.

Discussion sur la disponibilité des normes exprimées en unités SI par rapport aux dates indicatives de conversion au Système métrique

29768

1975-08-01

Préparer la tâche

Il est généralement admis que l'envergure et la complexité de la conversion des normes et le bref délai envisagé suscitent des problèmes à ceux qui se consacrent à la rédaction des normes et ce à tous les échelons: sociétés, industries (et leurs niveaux correspondants au gouvernement), organismes rédacteurs de normes.

Voici les principales mesures de solution, toutes énergiquement poursuivies par les organismes rédacteurs de normes accrédités par le Conseil canadien des normes:

- l'accroissement des ressources;
- des mesures en vue de relever la productivité de l'élaboration des normes en vue d'en accroître la production;
- la participation aux délibérations des comités sectoriels de la Commission du système métrique en vue de faciliter les préparatifs et les plans.

Le besoin d'accroître les moyens de rédaction de normes à tous les niveaux est souvent souligné par CONSENSUS, publication trimestrielle du Conseil. En plus, le besoin d'un soutien plus ferme a été signalé à la haute direction des entreprises au moyen d'une plaquette très répandue intitulée: Conversion au système métrique: où en êtes-vous?

En reconnaissance de l'aptitude du Conseil canadien des normes à rallier des suffrages opportuns pour la conversion des normes aux unités SI, on a adressé au ministre de l'Industrie et du Commerce, en novembre 1974, une requête faisant ressortir l'urgence d'une déclaration en haut lieu concernant les dates indicatives de la conversion au système métrique au Canada. On estimait qu'une telle déclaration stimulerait la mobilisation des ressources et fournirait l'élan qui inculquerait du réalisme aux plans de conversion de normes.

Bien entendu, des facteurs autres que ceux qu'on évoque ci-haut peuvent influencer la disponibilité des normes exprimées en unités SI. Le principe est de rendre disponible des renseignements-clés sur lesquels peut reposer la conversion. Dans certains cas, il faudra avant de prendre une mesure attendre la collecte des données ou le résultat des activités se déroulant à l'extérieur du Canada, telles que la conversion des normes non canadiennes.

Dates indicatives

Le 17 mars 1975, on a présenté aux Communes une motion tendant à l'approbation du programme ci-après de dates indicatives pour la conversion:

- La Commission du système métrique a consulté des organisations représentatives de tous les secteurs de l'économie canadienne sur la façon de procéder pour réaliser la conversion au système international d'unités de mesures. Elle propose donc un programme en quatre étapes qui doit être réalisé selon les dates indicatives qui suivent:
- Une phase d'investigation, qui atteindrait son apogée durant 1974 et qui permettrait de déterminer ce qu'il faut faire pour se convertir au système métrique;
- Une phase de planification, qui se déroulerait de 1974 à 1975 pendant laquelle la séquence des activités en cause serait déterminée.

- Une phase d'ordonnancement, qui devrait être complétée en 1976 qui fixerait et coordonnerait la chronologie des événements;
- Une phase d'implantation, débutant avec une importance marquée en 1975, atteignant son apogée en 1977 et 1978, et se terminant en 1980, alors que les mesures métriques seront utilisées au Canada pour toutes fins légales et commerciales d'ordre général.

La Chambre a débattu la motion mais celle-ci demeure en suspens. Cependant, les plans de conversion vont de l'avant selon ces dates indicatives.

La Question

On demande souvent si les normes exprimées en unités SI seront disponibles à temps pour appuyer la phase d'implantation envisagée d'ici les dates indicatives proposées.

L'origine de la réponse — Chaque comité sectoriel de la Commission du système métrique.

Puisqu'on entreprend la conversion secteur par secteur, la réponse doit venir de chaque comité sectoriel de la Commission du système métrique. La réponse ne peut être donnée avant que le comité sectoriel ait:

- déterminé les normes qu'il emploie et exprimé ses besoins quant à leur conversion aux unités SI;
- pris des dispositions appropriées en vue de répondre à ces besoins par le biais du Conseil canadien des normes ou, dans le cas de normes d'origine non-canadienne, par celui du comité technique d'origine;
- préparé un projet du plan sectoriel de conversion.

En plus, le procédé de conversion des normes dépend du choix, par le comité sectoriel, des unités de mesure préférées pour l'usage du secteur,

On peut prévoir que le projet de plan sectoriel révélera la séquence précise des dates prévues pour la phase d'implantation dans le secteur en question. Le comité sectoriel est le meilleur juge de l'importance que revêtent dans son plan les normes qu'il emploie. Au moyen des renseignements figurant aux Programmes d'aide à la conversion des normes et de communications directes avec les comités techniques chargés des normes qui lui importent, un comité sectoriel pourra évaluer le degré d'harmonie entre les dates indicatives du secteur et la disponibilité des normes de soutien. Si elles ne concordent pas, le comité sectoriel voudra étudier la question d'apporter des modifications soit aux dates indicatives, soit aux Programmes d'aide à la conversion des normes, soit aux deux éléments.

En résumé:

- Ceux qui se consacrent à la rédaction des normes à tous les échelons devraient prendre des mesures leur permettant de faire beaucoup plus de travail;
- La disponibilité en temps utile des normes exprimées en unités SI dépend de la disponibilité des renseignements ainsi que des ressources consacrés à la rédaction des normes et des procédures retenues;
- le comité sectoriel de la Commission du système métrique est la tribune où l'on détermine, évalue et redresse le rapport entre l'échelonnement envisagé dans un plan sectoriel et la disponibilité des normes appropriées.

APPENDICE «UU»

Conseil Canadien du
Commerce de Détail

Le Greffier,
Comité permanent de la Chambre des
communes sur les finances, le commerce
et les affaires économiques,
Chambre des communes,
OTTAWA, Canada
K1A 0A7

OBJET: Programme relatif aux dates
d'application du système
métrique

Monsieur,

Les associations sousmentionnées, notamment le
Conseil Canadien du Commerce de Détail, l'Association des
Marchands Détaillants du Canada, l'Institut Canadien de la
Distribution Alimentaire et la Canadian Federation of Retail
Grocers, qui représentent une grande partie des détaillants
du Canada, sont heureux d'acquiescer, au nom de leurs membres,
à la demande de M. Robert Kaplan, Président du Comité
permanent de la Chambre des communes sur les finances, le
commerce et les affaires économiques, relativement au programme
visant à fixer des dates en vue de la conversion au système
métrique.

Les dates envisagées, qui ont fait l'objet d'un
débat aux Communes le 17 mars 1975, ne seront vraisemblablement
valables et respectées par les détaillants dans la conversion
de leurs balances au système métrique que si les mesures
d'aide supplémentaires qui ont été discutées récemment sont
effectivement adoptées.

Pour remettre ces observations dans leur contexte, il

importe de mentionner qu'en général, les détaillants accueillent favorablement les objectifs de la conversion au système métrique. Les associations intéressées ont travaillé sans relâche pour obtenir la collaboration de leurs membres à la mise en application du programme de conversion. Il semble que la participation volontaire au programme sera assez rapide si l'on facilite le processus de conversion pour le détaillant et si l'on peut créer une atmosphère propice qui ne donnera pas aux détaillants l'impression qu'ils sont des "innovateurs" lorsqu'ils convertiront leurs balances au système métrique. Les associations susmentionnées sont disposées à participer activement à ce niveau. Nous sommes tous conscients du fait que, pour un détaillant, les avantages commerciaux d'être "le premier", quand il s'agit de la conversion au système métrique de son équipement sont faibles ou même inexistants. Il est même possible que les innovateurs risquent de contrarier leurs clients ou même d'éveiller des soupçons quant à leurs motifs. Les clients éprouveront une certaine appréhension et même un certain désarroi les premières fois qu'on leur indiquera le poids de certains produits en mesures métriques. Il est possible qu'ils critiquent injustement les détaillants chez qui ils auront vécu cette première expérience.

Voici les différentes méthodes qui ont fait l'objet de discussions et qui, à l'avis des associations, sont nécessaires en vue d'aider les détaillants à effectuer cette transition:

1 . Qu'on accorde des dégrèvements fiscaux adéquats ainsi que des privilèges d'amortissement. Le Conseil Canadien du Commerce du Détail, l'Association des Marchands Détaillants du Canada, l'Institut Canadien de la Distribution Alimentaire et la Canadian Federation of Retail Grocers ont fait connaître leur opinion sur ce sujet à plusieurs reprises. Vous trouverez ci-joint les copies de lettres adressées à l'honorable John Turner où sont exposées les dispositions concernant cette question.

2 . Qu'on consente des prêts à taux raisonnable et comportant des conditions de remboursement faciles en vue de la conversion au système métrique. Il y a quelques mois, l'honorable Alastair Gillespie, qui était alors Ministre de l'Industrie et du Commerce, a soulevé en Chambre la question de ces prêts. Nous croyons que la confirmation de l'intention du gouvernement de consentir ces prêts ainsi que la précision des modalités aurait une incidence positive sur le processus de décision des détaillants dans ce domaine.

Si le gouvernement veut que son calendrier soit respecté, il doit, à notre avis, annoncer et mettre en application dans le plus bref délai possible, toutes les mesures dont nous avons discuté.

Nous apprécions l'occasion qui nous a été donnée d'exprimer nos opinions sur cette question importante.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs les membres
du Comité, l'expression de notre très haute considération.

Alasdair J. McKichan
Président,
Conseil Canadien du
Commerce de Détail

George E. Crompton
Directeur National,
Association des Marchands
Détaillants du Canada

Robert Berilla
Président,
Institut Canadien de la
Distribution Alimentaire

F.A.B. Rands
Directeur Général,
The Canadian Federation of
Retail Grocers.

pièces jointes.

Le 10 octobre 1975.

Le 28 novembre 1974.

L'honorable John N. Turner, C.R.
Ministre des Finances
Place Bell Canada
Ottawa, KIA 0G5

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, le Canada s'est engagé dans le processus de la conversion au système métrique, et sous la direction de la Commission du système métrique, de nombreux secteurs de l'industrie de ce pays travaillent à planifier et à mettre en oeuvre ce programme.

Les membres du Retail Council of Canada ont eux aussi tenu plusieurs réunions en vue d'étudier l'augmentation des frais auxquels font face tous les détaillants à cause de la conversion des balances avoirdupois existantes au système métrique, ou leur remplacement par des balances métriques.

La Commission du système métrique a créé un groupe d'études sur les balances utilisées par l'industrie alimentaire de détail. D'après les renseignements fournis par ce groupe, on a estimé qu'il existe au Canada environ 117,000 balances pour aliments au détail qu'il faudra convertir au système métrique ou remplacer par des balances métriques; or la grande majorité d'entre elles sont utilisées par l'industrie de l'alimentation au détail. On a estimé que la conversion coûterait \$16,900,000, et le remplacement \$34,400,000, soit un total de \$51,300,000, à l'industrie de l'alimentation au détail.

Les frais supplémentaires de conversion au système métrique imposeront un lourd fardeau aux détaillants, mais cette charge sera tout particulièrement onéreuse pour bon nombre de détaillants indépendants de l'alimentation au Canada. En 1973 on dénombrait 23,280 de ces entreprises.

Les détaillants ont demandé à la Commission du système métrique si le gouvernement assurerait une aide financière aux détaillants par suite des frais considérables qu'occasionne la conversion, étant donné que cette conversion se fait à l'instigation du gouvernement canadien. On leur a répondu par la négative.

Faute d'aide financière directe du gouvernement fédéral, les détaillants considèrent que les gouvernements fédéral et provinciaux devraient alléger leur fardeau fiscal et conférer pendant un certain temps des privilèges d'amortissement rapide à ceux d'entre eux qui convertiront

leurs balances au système métrique. Non seulement cette aide soulagerait-elle les détaillants, mais elle aurait en outre l'avantage d'accélérer la conversion au système métrique de ces détaillants. Le Conseil ne croit pas que les gouvernements fédéral et provinciaux espèrent tirer de la conversion au système métrique un revenu inespéré en impôts/ or, le revenu total en taxe de vente et en droits d'importation est évalué à près de \$2 millions pour la conversion des balances existantes au système métrique, et à près de \$7 millions sur les achats de balances métriques, soit un total d'environ \$9 millions.

Le Conseil recommande que le gouvernement aide les détaillants de la manière suivante:

1. Que les achats de balances métriques et de pièces requises pour la conversion au système métrique des balances existantes soient exonérés de la taxe de vente fédérale et provinciale.
2. Qu'on supprime le droit d'importation sur toutes les pièces nécessaires pour convertir les balances existantes au système métrique, et sur les balances métriques elles-mêmes.
3. Qu'on permette de déduire tous les frais de conversion des balances existantes au système métrique à des fins d'impôt sur le revenu.
4. Qu'on permette de capitaliser et d'amortir de 100% le prix des balances métriques l'année même de l'achat. (inclure dans la classe 12).

Nous présenterons à chaque province un mémoire distinct leur demandant une exemption de la taxe de vente provinciale pour les pièces de conversion et les balances métriques, ainsi que l'application des dispositions relatives à l'impôt sur le revenu exposées aux points 3 et 4 ci-dessus.

Le mémoire est appuyé par les associations suivantes:

Fédération canadienne des détaillants

Institut Canadien de la distribution alimentaire

Association des marchands détaillants du Canada.

Nous vous serions reconnaissants d'étudier la présente et d'y répondre le plus tôt possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président suppléant

c.c.: MM. S.M. Gossage
P.C. Boire
F.C. Dougal

J. W. Erwin

ASSOCIATION DES MARCHANDS DÉTAILLANTS DU CANADA INC.

Téléphone 291-7535 - 1780 Chemin Birchmount - Scarborough - Ontario - MIP 2H8

Le 18 juillet 1975.

L'honorable John N. Turner
Ministre des Finances
Place Bell Canada
160, rue Elgin
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Monsieur le Ministre,

Au nom de l'Association de marchands détaillants du Canada inc. je joins à la présente lettre une résolution adoptée lors de la réunion annuelle de l'Association qui s'est tenue du 25 au 27 mai 1975; on y fait état des préoccupations des membres de l'Association face au fardeau financier que leur imposera la conversion au système métrique au Canada.

Lors de notre réunion annuelle de 1974, nous avons adopté une motion semblable qui vous a par la suite été transmise. Suite à cette lettre datée du 21 août 1974, nous n'avons reçu qu'un simple accusé de réception. Depuis lors, nous avons appris que d'autres associations, notamment le Conseil canadien du commerce de détail, l'Institut canadien de la distribution alimentaire et la Fédération canadienne des épiciers de détail pour n'en nommer que quelques unes, vous ont écrit pour vous faire part des mêmes inquiétudes.

Comme le stipulait la motion que nous avons adoptée en 1974, l'Association a accepté le jugement rendu par le gouvernement du Canada, à savoir que pour que notre pays puisse continuer à occuper une position concurrentielle viable au sein du monde commercial, il lui faut se convertir au système métrique.

Conséquemment, Monsieur le Ministre, j'espère que vous ferez suite à nos requêtes en vue d'obtenir des dégrèvements fiscaux relatifs à la conversion au système métrique et que vous nous ferez part dans les plus brefs délais des intentions du gouvernement.

Des copies de cette résolution ont été adressées à l'honorable Ron Basford, à l'honorable Alastair Gillespie, et à l'honorable André Ouellet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

G. E. Crompton,

Le directeur national.

ASSOCIATION DES MARCHANDS AU DÉTAIL DU CANADA INC.

Téléphone 291-7535 - 1780 Chemin Birchmount - Scarborough - Ontario - MIP 2H3

RÉSOLUTION

ADOPTÉE LORS DE L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DE 1975

DE L'ASSOCIATION DES MARCHANDS AU DÉTAIL DU CANADA INC.

ATTENDU QUE, l'Association des Marchands au Détail du Canada Inc., conformément à une résolution adoptée à son assemblée annuelle de 1974, a écrit au Ministre des Finances afin d'obtenir pour les détaillants un abattement d'impôt et des privilèges d'amortissement accélérés afin d'absorber les coûts de remplacement des échelles, etc., en vue de la conversion au système métrique, et,

ATTENDU QUE, le Conseil Canadien du Commerce de Détail, l'Institut Canadien de la Distribution Alimentaire et la Fédération Canadienne des Épiceries de Détail ont aussi effectué des démarches similaires auprès du Ministre des Finances, et,

ATTENDU QU'aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement au sujet de ces demandes et qu'il soit fort possible que ces demandes n'aient effectivement reçues rien de plus qu'un examen de principe, et,

ATTENDU QU'il est notoire que l'attitude des détaillants envers la conversion métrique traduise une certaine appréhension due principalement aux dépenses supplémentaires occasionnées par la conversion ou le remplacement d'échelle qui seront élevées pour la grande majorité des détaillants indépendants, et,

ATTENDU QUE ces coûts supplémentaires devront, en dernier ressort, être supportés par les consommateurs qui paieront des prix plus élevés, etc.,

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ QUE l'Association des Marchands au Détail du Canada Inc. présente à nouveau cette résolution aux Ministres fédéraux leur demandant de dire clairement quels sont à ce sujet les desseins du gouvernement.

EXTRAIT CONFORME DES PROCÈS-VERBAUX

Le Directeur Général,

G. E. Crompton.

CANADIAN GROCERY DISTRIBUTORS' INSTITUTE

INSTITUT CANADIEN DE LA DISTRIBUTION
ALIMENTAIRE

Détaillants, distributeurs en gros,,
courtiers, fabricants.

le 23 décembre 1974

L'honorable John Turner
Ministre des finances
Gouvernement fédéral
Place Bell Canada
Ottawa, Ontario

Monsieur le Ministre,

Il est évident que la conversion des balances à l'échelle métrique créera de graves difficultés financières aux distributeurs alimentaires de gros ou de détail.

La majorité des 117,000 balances utilisées partout à travers le pays se trouvent dans les magasins de produits alimentaires. On devra dépenser près de \$17,000,000 pour convertir les balances et environ \$34,000,000 pour acheter de nouvelles balances numériques, soit une somme total d'environ \$51 millions d'après les prix actuels. Le montant susmentionné comprend environ \$9 millions en taxes imposées sur les éléments nécessaires à la conversion et l'achat de balances numériques.

Le fardeau financier sera lourd pour toutes les personnes concernées, mais surtout pour les quelque 23,000 détaillants alimentaires indépendants du pays. La Commission du système métrique et le gouvernement fédéral ayant répondu par la négative, des détaillants alimentaires demandant une aide financière, ils sont loin d'avoir encouragé ces derniers à convertir leurs entreprises au système métrique.

A l'opposé de certains secteurs hautement spécialisés d'industries importantes, qui tireront des avantages considérables de la conversion au système métrique dans leurs échanges avec tous les autres pays métriques dans leurs échanges avec tous les autres pays métriques, les détaillants alimentaires canadiens ne peuvent espérer un tel résultat, puisque leurs transactions quotidiennes s'effectuent dans les limites de régions restreintes du pays.

Nous désirons porter à l'attention du ministre les rentrées fiscales de l'ordre de \$9 millions, mentionnées précédemment, qui découleront des achats de nouvelles balances numériques métriques et de pièces nécessaires pour convertir les balances au système métrique en réponse à une mesure adoptée par le gouvernement canadien. Dans ces circonstances, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient s'entendre pour accorder aux détaillants alimentaires, des dégrèvements d'impôt et des déductions anticipées. Par conséquent, l'institut recommande que:

- a. Tous les frais reliés à la conversion au système métrique des balances soient déductibles en tant que dépenses.
- b. Les frais encourus pour l'achat de balances métriques numériques puissent être amortis complètement au cours de l'année de l'achat.
- c. Les frais encourus pour l'achat de balances métriques numériques ou d'éléments nécessaires à la conversion au système métrique des balances actuelles, soient exemptés de la taxe de vente fédérale. Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient parvenir à une entente sur l'exemption fiscale susmentionnée.
- d. Les éléments nécessaires à la conversion au système métrique et les balances métriques elles-mêmes, puissent être importées en franchise de droits.

Monsieur le ministre, nous espérons sincèrement que vous considérerez nos recommandations comme il se doit, et nous serons à votre entière disposition si vous désirez en discuter.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

G. Hudon, président

R. Berilla, vice-président exécutif

Fédération canadienne des
épiciers au détail.

1e 7 janvier 1975

L'honorable John N. Turner, CR
Ministre des Finances
Place Bell Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Objet: La conversion au système métrique

Monsieur,

Notre association ainsi que les membres de l'industrie en général, ont consacré de nombreuses heures à la discussion et à la planification de la conversion au système métrique au Canada. Comme d'autres associations, nous avons eu des représentants aux comités de secteurs qui discutent les considérations pratiques de cette question et arrivent à des décisions.

Dès les premières réunions de comités de secteurs, au moins en ce qui concerne les détaillants de produits alimentaires, on a exprimé une certaine inquiétude au sujet du coût général considérable de la conversion au système métrique, mais ce qui est encore plus grave, son coût élevé que l'on pressent pour chaque détaillant.

La Commission du Système métrique a soutenu qu'elle était incompétente pour s'engager dans tout dialogue au sujet de l'allègement du coût de la conversion au système métrique pour les utilisateurs de balances.

A notre avis, puisqu'il s'agit d'une mesure que le Parlement impose aux détaillants, sa mise en oeuvre ne devrait pas rapporter de recettes fiscales au gouvernement.

Nous proposons que votre ministère et le gouvernement étudient sérieusement la possibilité d'accorder un dégrèvement fiscal et des privilèges d'amortissement à bref délai aux détaillants qui adoptent le système métrique dans un délai stipulé. Nous pensons qu'une telle mesure accélérerait la conversion au système métrique, particulièrement parmi les milliers de petits détaillants. Nous sommes convaincus que la réussite de la conversion au système métrique sans délais dépend essentiellement de l'empressement des détaillants à contribuer à cet effort.

Nous appuyons les recommandations suivantes formulées par le Conseil canadien du commerce de détail dans le mémoire qu'il vous a présenté le 28 novembre 1974:

1. Les achats de balances métriques et de pièces nécessaires à la conversion au système métrique des balances utilisées actuellement devraient être exemptés des taxes de ventes fédérales et provinciales.
2. Toutes les pièces nécessaires à la conversion au système métrique des balances existantes et les balances métriques elles-mêmes devraient bénéficier de la franchise douanière lors de leur importation.
3. Tous les coûts qu'implique la conversion au système métrique des balances utilisées actuellement devraient être autorisés comme déductions fiscales à titre de dépenses.
4. On devrait autoriser la capitalisation et l'amortissement complet des achats de balances métriques dans le courant de l'année de leur acquisition (à inclure dans la classe 12).

Nous nous adresserons à chaque province en particulier pour lui demander sa collaboration en ce qui concerne l'autorisation d'exemptions de la taxe de vente pour les coûts de la conversion au système métrique et l'achat de balances métriques, ainsi que les mêmes avantages fiscaux énumérés aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus.

Nous vous demandons d'étudier dans les plus brefs délais, les recommandations formulées dans ce qui précède. Nous sommes tout à fait certains que si les recommandations ci-dessus sont acceptées, la conversion au système métrique s'effectuera à un rythme beaucoup plus accéléré.

Nous attendons votre réponse avec intérêt.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

F. A. B. Rands

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 76

Thursday, December 4, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 76

Le jeudi 4 décembre 1975

Président: M. Roland Comtois

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Government's program on guideline
dates for metric conversion.

CONCERNANT:

Programme gouvernemental fixant
des échéances pour la conversion au
système métrique.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session
Thirtieth Parliament, 1974-75

Première session de la
trentième législature, 1974-1975

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott
Appolloni (Mrs.)
Côté
Clermont
Herbert

Hnatyshyn
Joyal
Kempling
Lambert
(Bellechasse)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert
(Edmonton West)
Leblanc (Laurier)
McGrath
Nystrom

Philbrook
Ritchie
Roy (Laval)
Towers
Whittaker—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Thursday, December 4, 1975:

Mr. Whittaker replaced Mr. Neil
Mrs. Appolloni replaced Mr. Trudel
Mr. Leblanc (Laurier) replaced Mr. Martin
Mr. Nystrom replaced Mr. Orlikow

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi, 4 décembre 1975:

M. Whittaker remplace M. Neil
M^{me} Appolloni remplace M. Trudel
M. Leblanc (Laurier) remplace M. Martin
M. Nystrom remplace M. Orlikow

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 4, 1975
(95)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 11:18 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Abbott, Mrs. Appolloni, Messrs. Comtois, Côté, Joyal, Lambert (*Edmonton West*), Philbrook, Ritchie and Roy (*Laval*).

Witnesses: From the Metric Steel: Mr. P. M. McCooey, administrator. *From the Consumers' Association of Canada:* Mrs. M. Lister, Chairman, Metric Advisory Committee.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to the Government's program of guideline dates for metric conversion. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, October 21, 1975, Issue No. 59*)

Mr. McCooey made a statement.

*Ordered,—*That the brief submitted by Metric Steel be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "VV"*).

The witness from Metric Steel answered questions.

Mrs. Lister from the Consumers' Association of Canada made a statement.

*Ordered,—*That the brief submitted by the Consumers' Association of Canada be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "WW"*).

The witness answered questions.

At 12:32 o'clock p.m. the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m., Tuesday, December 9, 1975.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 4 DÉCEMBRE 1975
(95)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 11 h 18, sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: M. Abbott, M^{me} Appolloni, MM. Comtois, Côté, Joyal, Lambert (*Edmonton-Ouest*), Philbrook, Ritchie et Roy (*Laval*).

Témoins: De Metric Steel: M. P. M. McCooey, administrateur. *De l'Association des consommateurs du Canada:* M^{me} M. Lister, Présidente du comité consultatif sur le système métrique.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi portant sur le programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion au système métrique. (*Voir procès-verbal du mardi 21 octobre 1975, fascicule n° 59*).

M. McCooey fait une déclaration.

*Il est ordonné,—*Que le mémoire présenté par Metric Steel soit joint en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir Appendice «VV»*).

Le témoin de Steel Metric répond aux questions.

M^{me} Lister de l'Association des consommateurs du Canada fait une déclaration.

*Il est ordonné,—*Que le mémoire présenté par l'Association des consommateurs du Canada soit joint en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir Appendice «WW»*).

Le témoin répond aux questions.

A 12 h 32, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 9 décembre 1975, à 9 h 30.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, December 4, 1975

• 1116

[Text]

The Chairman: Order. We shall resume consideration of our order of reference relating to the government's program of guideline dates for metric conversion.

I would like to welcome Mr. McCooley from Metric Steel. He is the Administrator of that organization. Just a few words on Mr. McCooley. He is a graduate of the Royal College of Military Engineering and in addition holds certificates in metallurgy, mechanical engineering, materials handling and personnel management.

In 1960 he assumed responsibility for developing and recording the engineering standards, practices and procedures of Canada's largest steel producer. In the course of this work he authored a two volume, 1,000-page manual of engineering practice. In 1970 in preparation for the forthcoming conversion to the metric system he undertook in depth studies of the impact of metric conversion upon not only the engineering function but also the operation of the steel industry.

Mr. McCooley is co-ordinator of metric conversion at the Steel Company of Canada Limited and administrator of the Task Force for metric conversion in the Canadian iron and steel industry. He is also secretary to Sector 21 of the steering committee, No. 2 of the Metric Commission and Canadian industrial representative of the Metals Sector Committee of the American National Metric Council. He is a consultant of metric conversion and related subjects to companies in both Canada and the United States where he has fulfilled over 50 speaking engagements in the past two years.

I would invite Mr. McCooley to make a few opening remarks or to summarize his brief at this moment. Mr. McCooley.

Mr. P. M. McCooley (Administrator, Metric Steel): Thank you, Mr. Chairman. I would like to read our overview.

The brief notes Mr. Gillespie's statement that the government has approved a four-phase program for metric conversion in Canada, with specific target dates for each phase.

The highlights of the government's policy statement on metric conversion are reviewed, together with the general response to the White Paper. The brief explains the iron and steel industry's position, and the supply of its materials and products.

Preferred sizes for materials, co-ordination with the United States, iron and steel industry arrangements for metric conversion, metric standards, and metric legislation, are summarized.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 4 décembre 1975

[Interpretation]

Le président: A l'ordre. Nous reprenons l'étude de notre mandat concernant l'échéancier proposé par le gouvernement pour la conversion au système métrique.

Je souhaite la bienvenue à M. McCooley de Metric Steel. Il est l'administrateur de cette société. Pour vous parler brièvement de M. McCooley, il est diplômé du *Royal College of Military Engineering* et détient en plus des diplômes en métallurgie, génie mécanique, manutention des matériaux, et administration du personnel.

En 1960, il a pris la responsabilité d'élaborer et d'enregistrer les normes, les pratiques et les procédés adoptés en ingénierie par le plus grand producteur d'acier canadien. En cours de route, il a écrit en deux volumes et 1,000 pages, un manuel des pratiques d'ingénierie. En 1970 et en prévision de la conversion au système métrique, il a entrepris des études en profondeur sur les répercussions de cette conversion non seulement dans le domaine de l'ingénierie mais également sur le fonctionnement de l'industrie de l'acier.

Monsieur McCooley est coordonnateur de la conversion au système métrique pour la *Steel Company of Canada Limited*, et administrateur du groupe d'experts pour la conversion au système métrique dans l'industrie canadienne du fer et de l'acier. Il est également secrétaire du secteur 21 du comité de direction numéro 2 de la Commission du système métrique, et le représentant industriel canadien du comité du secteur des métaux de l'*American National Metric Council*. C'est un expert-conseil en matière de conversion au système métrique et sujets connexes pour le compte de certaines sociétés canadiennes et américaines, pour lesquelles il a prononcé une cinquantaine de discours formels ces deux dernières années.

J'invite M. McCooley à faire quelques remarques préliminaires, ou à résumer son mémoire. Monsieur McCooley, vous avez la parole.

M. P. M. McCooley (administrateur Metric Steel): Merci, monsieur le président. Je voudrais vous lire d'abord notre survol.

Le mémoire fait état de la déclaration de Monsieur Gillespie selon laquelle le gouvernement a approuvé un programme de quatre phases pour la conversion au système métrique au Canada, les dates précises en vue d'atteindre cet objectif étant fixées pour chaque phase.

Les points saillants de la déclaration de principe du gouvernement sur la conversion au système métrique font l'objet d'une étude en même temps que la réaction générale à l'égard du Livre blanc. Le mémoire explique la position de l'industrie sidérurgique, et la fourniture de ses matériaux et produits.

Il renferme un résumé des dimensions préférées pour les matériaux, la coordination avec les États-Unis, et les dispositions prises par l'industrie sidérurgique en vue de la conversion au système métrique, l'adoption des normes métriques et de mesures législatives en ce domaine.

[Texte]

The promised support from, and some of the support of government departments is detailed, together with support from provincial and municipal governments and the iron and steel industry.

The costs and benefits are balanced. The conclusion is reached that over the past five years there has been an opportunity for interested groups to get involved; to study and respond to the government's declared policy. Parliamentarians were given the opportunity to debate the impact of the change when they deliberated on the merits of, and passed in 1971, An Act respecting Weights and Measures that placed metric units in a prime position.

The government has exercised its prerogative to bring metric units into greater use, based on a sound legal foundation.

Support for the resolution will lead to the benefit of a short transition. Delay or withholding of support for the resolution will impede the rate of change and generate unnecessary costs. The natural evolutionary migration to the System International now taking place in North America cannot be stopped.

The four-phase program and dates for metric conversion adopted by the government give adequate flexibility for all sectors to respond to the economic forces, bringing about the change to a single measurement system.

Those, Mr. Chairman, are my remarks on the overview to the brief.

The Chairman: Thank you, Mr. McCooey. I have no names on my list. Mr. Lambert, first.

Mr. Lambert (Edmonton West): I notice in the digest of your submission, Mr. McCooey, the point that has bothered so many people that is the cost of metric conversion. I take it that the steel industry takes that in its stride; it is a case of amortization and presumably recouping it through depreciation and so on, whatever is available to the industry through the tax system.

• 1120

Mr. McCooey: No, that assumption is not correct. The cost of metric conversion has been very difficult to define. We have spent a great deal of time and used a great many of our resources to derive a cost. As we say in the brief, those costs are not definable, and if they are, they are very insignificant. The point we are making is that the benefits will far outweigh the cost, if we can even find it.

Mr. Lambert (Edmonton West): I seem to sense that there is very strong support for metric conversion from the industry because of international relationships and because of working in the international market where metric leads as the unit of measurements and standards, that the industry is all too happy to see it come and that you hope the period of transition will be as short as possible. Am I right in that general assumption?

Mr. McCooey: I would like to correct you for the record and say that the steel industry in Canada is a domestic industry. Exports represent less than 5 per cent and they fluctuate greatly, depending upon the world market. Therefore, there is no significant drive in that direction to go metric, from the point of view of exporting.

[Interprétation]

L'appui promis et une partie du soutien accordé par les ministères du gouvernement sont exposés en détail, ainsi que l'appui accordé par les gouvernements provinciaux et les municipalités à l'industrie sidérurgique.

On y établit les rapports entre les coûts et les avantages. On y arrive à la conclusion qu'au cours des six dernières années les groupes intéressés ont eu la possibilité de s'y engager, d'étudier, de donner leur réponse à la politique annoncée par le gouvernement. Les parlementaires ont eu la possibilité de discuter les répercussions du changement durant leurs délibérations sur ses avantages et ont adopté en 1971 «La Loi relative au Poids et Mesures» qui a placé les unités métriques dans une position prédominante.

Le gouvernement a exercé sa prerogative d'obtenir un emploi plus généralisé des unités métriques, en fonction de mesures législatives judicieuses.

L'appui apporté à la résolution offrira l'avantage d'une brève transition. Le retard ou le retrait de tout soutien à la résolution entravera les rythmes des changements et engendra des frais inutiles. L'adoption naturelle progressive du système international (SI) qui a lieu actuellement en Amérique du Nord ne peut être arrêtée.

Le programme en quatre phases et les dates pour la conversion au système métrique adoptées par le gouvernement donnent une souplesse appropriée à tous les secteurs en leur permettant de répondre aux forces économiques, entraînant la conversion à un système unique de mesures.

Voilà, monsieur le président, les remarques que j'avais à faire et qui constituent un survol du mémoire.

Le président: Merci monsieur McCooey. Je n'ai pas de nom sur ma liste. Monsieur Lambert aura la parole le premier.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je note dans le résumé de votre mémoire, monsieur McCooey, que vous abordez la question qui inquiète tant de monde, à savoir celle du coût du passage au système métrique. Je suppose que cela ne représente aucun obstacle pour l'industrie sidérurgique; c'est un cas d'amortissement, et on récupère sans doute les coûts par la dépréciation et par les avantages fiscaux dont bénéficie l'industrie.

M. McCooey: Non, cette supposition n'est pas exacte. Il s'est avéré très difficile de calculer le coût du passage au système métrique. Nous y avons consacré beaucoup de temps et de ressources. Comme nous le disons dans notre mémoire, les coûts sont impossibles à définir, et ils sont en tout cas infimes. Nous essayons de faire valoir que les avantages dépassent de très loin le prix, s'il était possible de le chiffrer.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il me semble que l'industrie appuie très fortement le principe de la conversion, en raison des relations internationales et du fonctionnement du marché international où le système métrique est le premier système de mesures et de normes; je crois que l'industrie est heureuse de voir arriver l'adoption du système métrique, et que vous espérez que la période de transition sera aussi brève que possible. Est-ce que j'ai raison de croire cela?

M. McCooey: Pour les besoins du compte rendu, je voudrais rectifier en disant que l'industrie sidérurgique canadienne est une industrie interne. Les exportations représentent moins de 5 p. 100 des ventes, et ce chiffre varie énormément selon le marché mondial. Ce n'est donc pas essentiellement dans le cadre des exportations que l'on appuie la conversion au système métrique.

[Text]

There definitely is a benefit to the industry in certain products. As I think we have stated in the brief, the industry is market dependent and product oriented. I would have to ask you to be specific if you want to get that generalization into the record.

Mr. Lambert (Edmonton West): No, I am just saying that I get that impression from your brief that you are in accord totally with the proposal.

Mr. McCooey: Very much so.

Mr. Lambert (Edmonton West): And on the length of the transition period where some people have said it should be stretched out some more, you feel that it should be the contrary; that the dates that have been set are realistic, they are possible, and that everything should be done to comply with them.

Mr. McCooey: Yes. I would like to raise this point: the iron and steel industry cannot set the pace of metric conversion but can only stay in step. We have detailed that point in the brief. Of course, that is the role of any basic producer. We are market dependent. As the market develops for metric products, we will be there to respond to it. Therefore it does not really affect us that greatly.

The time frames that have been accepted by the government are a series of phases which give everybody adequate flexibility. There are no dates in the form of an M-day or a target date. These phases give everybody within the industry and the economy adequate flexibility to respond as their economic forces dictate.

Mr. Lambert (Edmonton West): Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert

Before I recognize Dr. Ritchie, is it agreed by the Committee that the brief submitted by Metric Steel be printed as an appendix to today's minutes?

Agreed.

Dr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I would just like to ask if the witness speaks for the iron or industry right down to, say, the reinforcing steel you put into the basement of your house when you are speaking for the industry?

Mr. McCooey: Yes.

Mr. Ritchie: Yes. Does that include nuts and bolts, and so on, that might go into a machine that would be exported?

Mr. McCooey: The task force as such is composed of basic producers, but, of course, many of the basic producers also carry on their operations down to the finished product.

• 1125

There is another group known as the Canadian Fasteners Institute that would specifically be responsible for fasteners. The fact that one, or several, of the members of the industry task force has a membership in that is a statement of fact.

[Interpretation]

Cela dit, il y a des avantages certains pour l'industrie face à un certain nombre de produits. Comme nous l'avons signalé dans le mémoire, notre industrie est très sensible aux marchés, et surtout au marché de certains produits. Il faudrait donc d'être précis dans votre généralisation, pour que le compte rendu soit exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Tout ce que je disais, c'est que j'ai l'impression, en lisant votre mémoire, que vous êtes totalement en faveur de la conversion.

M. McCooey: Oui, tout à fait.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Et en ce qui concerne la durée de la période de transition, vous n'êtes pas de ceux qui voudraient la voir prolonger, car, au contraire, vous trouvez que l'échéancier déjà établi est assez réaliste et réalisable, et qu'il faudrait tout mettre en œuvre pour s'y conformer.

M. McCooey: Oui, je vous signale cependant ceci: l'industrie du fer et de l'acier ne peut pas établir le pas de la conversion, elle ne peut que le suivre. Nous avons explicité cela dans le mémoire. Naturellement, c'est le cas de tout producteur de matières de base; nous sommes sensibles aux marchés. Au fur et à mesure que s'accroît la demande de produits marqués en unités métriques, nous saurons la combler. Cette question ne nous inquiète donc pas beaucoup.

L'échéancier établi par le gouvernement comporte plusieurs étapes qui assurent à tous un traitement assez souple. On n'a pas fixé de date limite précise, ni des dates cibles. Les étapes en question assurent à l'industrie et à toute l'économie suffisamment de latitude pour qu'elles puissent respecter les forces économiques qui les régissent.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Merci.

Le président: Merci, monsieur Lambert.

Avant de donner la parole à M. Ritchie, le Comité est-il d'accord pour que le mémoire présenté par *Metric Steel* soit imprimé en annexe au procès-verbal de la séance d'aujourd'hui?

Le Comité est d'accord.

M. Ritchie a la parole.

M. Ritchie: Monsieur le président, je voudrais savoir si le témoin représente toute l'industrie, à commencer par le minéral de fer, et jusqu'à l'armature d'acier dont on se sert pour les sous-sols de maison?

M. McCooey: Oui.

M. Ritchie: Oui. Et cela comprend-t-il la production des boulons et des écrous, du genre que l'on trouve, par exemple, dans une machine destinée à l'exportation.

M. McCooey: Le groupe d'experts lui-même ne comprend que des producteurs de produits de base, mais, naturellement, beaucoup de ces producteurs-là poussent leurs fabrications jusqu'au produit fini.

Il existe un autre groupe connu comme l'Institut canadien des fermetures, qui s'occupe précisément de fermetures. Le fait qu'un ou plusieurs membres du groupe d'étude de l'industrie en fasse partie est révélateur.

[Texte]

Mr. Ritchie: I could see that it would be fairly easy to convert when you have large volumes like this, but I was wondering whether there would be any difficulty for somebody making or fabricating something that was exported, if it were going to be exported into the market that still used the imperial measure. Would he run into trouble?

Mr. McCooley: It would depend. If it were going to be an engineered product they would normally specify whether they wanted imperial or metric fasteners if that was part of the export.

Mr. Ritchie: That would mean that for a while both would have to be carried or made.

Mr. McCooley: That is the point we are making, that a short transition is beneficial to those people who are carrying inventory.

Mr. Ritchie: Most of it, I believe, would be exported to the United States, where it is still imperial measure. What is the relative progress of metrification in Canadian industry as compared with the equivalent in the American side?

Mr. McCooley: The pace of conversion has been dictated entirely in Canada by the actions of General Motors and similar multinational corporations. We are supplying metric product, that would be what we call the preferred sizes to the manufacturers in Canada that are working to American-produced designs. So the answer to your question is that we are dependent upon the parent company of the multinational that only ships the designs to Canada to have them made. Specifically, in the case of the automobile, their declared policy to go metric has resulted in our producing product to meet that demand. That, by the way, includes fasteners.

Mr. Ritchie: Then in effect, regardless of what we might decide as Canadian industry, by and large, at least at the finished-product end—nuts, bolts and so on—it is still dictated by the pace of the American conversion. Is that a reasonable assumption? Can we, say, in certain areas move ahead of the Americans.

Mr. McCooley: In areas, for example, like reinforcing bar, which is a totally local market, the answer is yes, we can move ahead. Specifically, there is joint work taking place both in Canada and in the United States. Admitted, it is very close. The conversion to a metric series of rebar, for example, will be simultaneous both in Canada and the United States. The same thing applies to fasteners. The interlock between the societies is very, very close, and in many cases the society is an American society in the first place and the Canadians only hold membership in it.

Mr. Ritchie: Is the automobile industry in North America pretty metric now?

Mr. McCooley: In certain product lines they are moving, and the policy of the automobile industry, I believe, is to phase in components. Eventually, within maybe two years, you will have a completely metric car. We have already seen, in the case of the *Pinto*, that that engine is a metric engine and the fasteners on it are not, that is, a totally metric engine if I can use that word in its loose sense. But the answer is that the car that just came on the market from General Motors is as close to metric as anything will be, but it will probably be several years before you can say you are looking at the equivalent of a *Volkswagen*.

[Interprétation]

M. Ritchie: Je peux comprendre qu'il pourrait être assez facile d'effectuer la conversion lorsqu'il s'agit de gros volumes comme dans ce cas-ci, mais je me demandais si cela poserait des difficultés à quelqu'un qui fabriquerait un produit pour l'exportation si ce produit était destiné à un marché où on calcule encore en mesures impériales. Cela lui poserait-il des difficultés?

M. McCooley: Tout dépendrait. S'il s'agissait d'un produit fabriqué, on préciserait, en cas d'exportation des mesures impériales ou des mesures métriques.

M. Ritchie: Cela veut dire qu'on devrait garder les deux systèmes pendant un certain temps.

M. McCooley: C'est précisément ce que nous essayons de faire comprendre: une courte période de transition est dans l'intérêt de ceux qui gardent des stocks.

M. Ritchie: Mais la plupart de ces stocks seraient exportés aux États-Unis, où les mesures impériales ont toujours cours. Comment la conversion au système métrique de l'industrie canadienne se compare-t-elle à celle de l'industrie américaine?

M. McCooley: C'est la General Motors et d'autres sociétés multinationales de même envergure qui dictent entièrement le rythme de la conversion au Canada. Nous fournissons des produits en mesures métriques, ce que nous appellerions les tailles choisies de préférence, à des manufacturiers canadiens qui travaillent d'après des plans américains. Donc, pour répondre à votre question, nous dépendons de la société-mère, qui envoie ses plans au Canada pour que la fabrication y prenne place. Dans le cas de l'industrie de l'automobile, lorsqu'elle a déclaré qu'elle adopterait le système métrique, nous avons fabriqué des produits pour répondre à ses demandes. Entre autres choses, cela comprend les fermetures.

M. Ritchie: Ce qui veut dire que quoi que nous décidions, l'industrie canadienne, du moins pour ce qui est des produits finis—écrous, boulons, etc.—doit suivre le rythme de la conversion américaine, n'est-ce pas? Y a-t-il des secteurs où nous pourrions devancer les Américains?

M. McCooley: Oui, par exemple, dans le cas des barres de renforcement, nous pouvons les devancer, le marché étant complètement local. Dans le cas où le travail se fait et au Canada et aux États-Unis, comme par exemple dans le cas d'une série métrique de barres, la conversion se ferait simultanément au Canada et aux États-Unis. Il en va de même pour les fermetures. Les liens qui existent entre les sociétés sont très étroits et dans plusieurs cas, la société est une société américaine et seules ses filiales sont au Canada.

M. Ritchie: L'industrie de l'automobile en Amérique du Nord s'est déjà mise au système métrique dans l'ensemble?

M. McCooley: Pour certains produits, c'est déjà fait et la politique, si je ne me trompe pas, est de commencer par les pièces produits. D'ici quelques années, peut-être deux ans, toute la voiture sera en mesures métriques. Par exemple, dans le cas de la *Pinto*, le moteur est en mesures métriques et les fermetures ne le sont pas, ce qui fait que ce moteur n'est pas complètement métrique, si vous voulez. On peut dire que les voitures que vient de produire la General Motors sont aussi métriques que possible, mais il faudra attendre encore plusieurs années avant de pouvoir dire qu'on aura là l'équivalent d'une *Volkswagen*, par exemple.

[Text]

Mr. Ritchie: What about the farm machinery industry and the heavy industrial machinery? Is this metric?

Mr. McCooley: It is moving very fast. With major corporations that are international—and that would be in what we call the off-road vehicles, the harvesting machine, Caterpillar tractor, this kind of thing—for many of them the majority of their profit comes amongst these operations, and therefore they are producing a design in North America to be fabricated in a metric country. It is that movement of the multinational, of which we in Canada are a part, that leads us into setting the economic rate of change. In the case of International Harvester and these kinds of companies which are in sometimes 50 countries overseas, metric countries, they are under pressure from those governments to buy material locally, which is of a metric nature in size.

• 1130

Mr. Ritchie: Do you foresee an early obsolescence, say, in farm machinery? There are lots of tractors 25 and 30 years old that are still useful; if we go metric, are we liable to have these machines but no replacements?

Mr. McCooley: I say, categorically, no; so long as there is money in making spare parts, spare parts will be made. This happens with a car, like maybe the *Corvair*. So long as there was money in selling the components of that car, you could buy them. To say that anything will be obsolete, you are talking of wearable or replacement parts. Fasteners are in such a mess throughout the world, I can rest assured that if a machine breaks down somewhere, the ultimate is to drill the hole out and put another bolt in, even a tapped hole happens. Most of the major corporations that I work with have bought machinery from overseas and when the thing breaks down on 24-hour operation you can rest assured nothing stops that machine from getting back together again.

Mr. Ritchie: It will not be an *Edsel*.

The Chairman: Thank you, Dr. Ritchie. Mr. Abbott.

Mr. Abbott: Thank you, Mr. Chairman. I really think it is helpful for an industry so vital as the steel industry to make its views felt and to encourage the government in its efforts, so I think we should be grateful for the time spent in appearing here before us. Beyond that, I do not know how many of us feel compelled or qualified to ask profound questions as to the technical progress being made by your industry.

I am rather interested in the conclusion of your brief, or its reference, the two possible systems, imperial and metric, side by side; you are drawing an analogy between that and the bicultural and bilingual position of Canada. I do not really think the analogy stands the test of analysis because clearly we look, in Canada, for a continuance of bilingualism and biculturalism whereas the reverse is true that we are dedicated to moving away from the imperial to the metric system. I do not think it was an apt way of picturing the development, and I therefore would question whether it should be added. It is an interesting thing; it is the first time I have ever heard it raised in reflections on the metric system.

[Interpretation]

M. Ritchie: Qu'en est-il de l'industrie de la machine agricole et des lourdes machines industrielles? La conversion s'est-elle effectuée?

M. McCooley: C'est très rapide. Pour ce qui est des sociétés qui sont internationales et qui s'occupent de véhicules non destinés à la route, pour ainsi dire, comme par exemple, les moissonneuses, les tracteurs à chenille et ce genre de machines, beaucoup de leurs profits sont tirés de leur opération en Amérique du Nord et donc, elles produisent des plans de machines en Amérique du Nord et la fabrication se fait dans un pays où le système métrique a cours. C'est ce mouvement multinational que nous faisons partie, et ce mouvement nous amène à effectuer le changement à une allure économique. Si vous prenez ce cas de l'*international Harvester* ou d'autres sociétés semblables, qui sont établies parfois dans 50 pays, outre-mer, des pays où le système métrique a cours, vous constaterez que par-

fois les gouvernements font pression sur elles pour qu'elles achètent leurs matériaux sur place et, bien sûr, tout est en mesure métrique.

M. Ritchie: Croyez-vous que les machines agricoles vont bientôt être désuètes? Il y a beaucoup de tracteurs, qui ont 25 ou 30 ans d'usage, et dont on peut encore se servir; de la confection au système métrique, résultera probablement une impossibilité de remplacer les pièces de ces tracteurs.

M. McCooley: Non, pas du tout. Tant qu'il y aura des profits à réaliser dans la fabrication de pièces de rechange, les pièces de rechange seront fabriquées. Tant qu'on a pu faire de l'argent en vendant les pièces de cette voiture, ces pièces étaient sur le marché. Si quelque chose devait devenir désuet, ce serait les pièces qui ne résistent pas à l'usure, ou les pièces de rechange. Pour ce qui est des fermetures, la situation est dans le marasme dans le monde et vous pouvez être sûr que si une machine fait défaut quelque part, très souvent on perce un autre trou et on y enfonce un autre boulon, par soi-même on bouche le trou tout simplement. La plupart des grandes sociétés où j'ai travaillé utilisaient des machines fabriquées outre-mer et lorsqu'elles faisaient défaut, dans le cas où on travaille 24 heures sur 24, vous pouvez être assuré que rien n'entravait la réparation de cette machine.

M. Ritchie: Ce ne sera pas comme dans le cas de l'*Edsel*.

Le président: Merci docteur Ritchie. Monsieur Abbott.

M. Abbott: Merci monsieur le président. Je crois qu'il est très utile pour l'industrie aussi vitale que l'industrie de l'acier fasse connaître son point de vue afin de stimuler le gouvernement. Je crois que nous devons vous être reconnaissants de prendre le temps de venir témoigner ici. Je ne sais pas combien d'entre nous se sentent en mesure de poser des questions poussées sur les progrès techniques réalisés par votre industrie.

Je m'intéresse davantage à la conclusion de votre exposé ou plutôt à la préférence qui s'y trouve. Vous comparez les 2 systèmes, l'impérial et le métrique, à la politique biculturelle et bilingue du Canada. Je crois que l'analogie est mal choisie car au Canada, le bilinguisme et le biculturalisme sont ici pour y rester tandis que nous tentons de remplacer le système impérial par le système métrique. Je ne crois pas que l'on puisse judicieusement comparer l'évolution des 2 situations et voilà pourquoi je conteste votre comparaison. C'est étrange mais c'est la première fois que je l'entends.

[Texte]

Mr. McCooley: The point is made, of course, Mr. Chairman, that we have been bisystem for over 100 years, and that is a statement of fact. What we are saying is that in the transition towards a single system, people would ask you, how long will it take to get there? I would quote the fact that it took the French 30 years, even after a very difficult revolution, to outlaw the old measurement systems and so we have existed in Canada in a bisystem environment for over 100 years. The need to make metric legal in, I think, 1873, was obvious then and the migration, as we say, toward imperial will perhaps vary according to the sector of the economy. The parallel we are making is, why make such a big thing of metric when, in fact, you are only asking people to use more one system or the other.

Mr. Abbott: In other words, you see, as some of us do, that while it is probably desirable to move to a total metric system, it by no means should be regarded as fatal if we were to maintain some of the imperial system in our economy?

Mr. McCooley: I do not think we have any choice about maintaining it. If I can draw a parallel to the Italian immigrant who comes to Canada speaking only Italian, he will go to an Italian community, church, store and speak only Italian; their children go into the community and go to English-speaking schools and they in turn become bilingual. The grandchildren of those original immigrants normally learn English as their prime language because of their parents, depending on how close they come to the grandparents.

• 1135

You are looking at three generations and, of course, the separation of the two and this is our parallel. If you take a person with an academic background, whether he be a doctor or an engineer, he is thinking in imperial now. The possibility of his abandoning his reference points and recognition factors is nil. You have to wait until those people move out of the organization. The great problem of transition is that if your school system is now teaching metric exclusively, which it is in my children's school—everything is in metric—when these children come out of the school system either sooner or later, depending upon whether they are geniuses and they want to be a Ph.D, eventually they will only know metric.

In Alberta, where I was visiting recently, the freshman year was billed as being the one that would have the first metric engineers in four years' time. I had to correct the Dean and say: I hope not, they are going to starve, because they are coming into an environment where people will not surrender.

As much as we would like them to do these things, as much as you have been agonizing over bilingualism and biculturalism here in Ottawa, we do not feel that this is an issue that is going to be resolved by legislation or by any program. It is natural evolution and it will take time. In certain segments of the industry—like the steel industry—from the point of view of efficiency, the conversion will take place at the product level.

[Interprétation]

M. McCooley: Mais nous disons clairement que nous avons eu recours au 2 systèmes pendant 100 ans, c'est un fait. Lors de la période transitoire pour l'instauration d'un système unique, les gens vous demanderont, combien de temps cela mettra-t-il? Je vous rappellerai que les Français ont mis 30 ans, même après une difficile révolution, à irradier les vieux systèmes de mesure et dans le cas du Canada, les deux systèmes ont coexisté pendant plus de 100 ans. C'est dès 1973 qu'on a ressenti le besoin d'effectuer la conversion au système métrique, et l'évolution dépendra probablement du secteur de l'économie en cause. Par notre comparaison, nous disons tout simplement, pourquoi cela est-il si compliqué, alors qu'en fait nous demandons qu'on utilise un système plus que l'autre.

M. Abbott: En d'autres termes, vous voulez dire que même s'il serait préférable que nous évoluions vers la généralisation du système métrique, ce n'est absolument pas péché mortel si nous maintenons certaines mesures impériales dans notre économie?

M. McCooley: Je crois que nous n'avons pas le choix. Je vous donnerai comme exemple un immigrant italien qui vient au Canada et qui ne parle que l'italien; il s'installe dans une communauté italienne, et il peut aller à l'église et au magasin et parler encore italien. Ses enfants vont dans une école où l'enseignement est en anglais et ils deviennent bilingues. Les petits enfants des immigrants ont, en règle générale, l'anglais comme langue maternelle, langue qu'ils apprennent de leurs parents, quoi que l'étréitesse des liens qu'ils ont avec leurs grands parents soit un facteur important ici.

Il s'agit donc de trois générations et là, nous établissons le parallèle, c'est avec cette dissociation linguistique de deux générations. Prenons le cas d'une personne qui a une formation universitaire, un médecin ou un ingénieur, il pense présentement en mesures impériales. La possibilité qu'il abandonne tous ses points de référence est nulle. Il faut attendre que ces gens ne fassent plus partie d'une entreprise pour que le système métrique soit généralisé. Si le système scolaire prévoit un enseignement uniquement en mesures métriques—comme c'est le cas pour l'école de mes enfants, tout est en mesures métriques—il se posera un problème lorsque ces enfants auront terminé car, même s'ils décident de poursuivre des études très longues, à un moment donné, ils ne connaîtront que les mesures métriques.

Récemment, je me suis rendu en Alberta où on m'a fait remarquer que les étudiants qui étaient en première année, cette année, feraient partie de la première promotion d'ingénieurs «métriques», dans quatre ans. J'ai fait remarquer au doyen que j'espérais qu'il n'en serait pas ainsi, car ces pauvres ingénieurs crèveraient de faim, étant donné que le milieu actuel résiste au changements.

Même si nous aimerions que les choses se transforment rapidement, et songez ici à Ottawa, aux offres de l'acheminement vers le bilinguisme et le biculturalisme, ce n'est pas en adoptant une loi ou en mettant sur pied un programme que nous allons aplanir toutes les difficultés. Il s'agit d'une évolution naturelle qui mettra du temps sur certains secteurs de l'industrie—l'industrie de l'acier par exemple—pour des raisons d'efficacité, la conversion se fera au niveau du produit.

[Text]

Now whether we can achieve that in the corporate departments of the company again is a very, very difficult point. Listen to the radio. Instead of telling you that it is cold outside and is a certain temperature of Celsius, they are still converting to Fahrenheit. This is very common in the Toronto-Burlington area. There is your guide as to the rate of change.

I think in certain areas the program will reach its goal, but the goal of eventual metric has never been defined as to when it will be total.

Mr. Abbott: I agree. Some of us will go to our graves thinking of Fahrenheit rather than Celsius.

Mr. McCooley: If you go to a doctor and he is giving a dosage for a patient and it is based upon the body mass and not upon weight, certainly he knows instinctively at this point—and also the nurse that is used to recognizing the significance of a one degree Fahrenheit change when it is almost twice as much the rate of change of Celsius—that he has to get new reference points. Let us not become dogmatic about it.

In our industry we would like to see a short transition in our product line for obvious reasons. The inventory is not carried by us but by the service centre institutes. These people carry as much as 35 per cent of the product. This is the point we are trying to make. We would like to see a short transition because the economics are obvious, but it will vary. An engineer, for example, will still probably calculate in imperial because that is what he is safe and happy with. He will lose his licence if he has made a mistake. He will convert the answer into metric to suit some other end goal. Does that answer your question?

Mr. Abbott: Thank you, sir.

The Chairman: Thank you, Mr. Abbott. Mr. Philbrook.

Mr. Philbrook: Thank you, Mr. Chairman. Through you to Mr. McCooley, it certainly is a pleasure to see the steel industry so positive about the process and accepting it completely. I just wonder whether the steel industry feels it can absorb the extra costs of conversion, Mr. McCooley, or whether in fact these will have to be passed on to the consumer, as is the common trend these days in business, and whether this will have much pressure on prices and, therefore, on inflation?

Mr. McCooley: The answer is very simple. The cost has not been defined. When we used the American Iron and Steel Institute's formula we came up with some horrendous figures. In the company I work for, it was to be \$96 million, using the American Iron and Steel Institute formula. We have now come up with a figure of less than \$5 million, and even that when it comes up for appropriation, as it is, say, this year, some of those moneys will again not be accountable. In other words, they are not an out-of-pocket expense. They are something we would have done in any case. So to say that there will be a cost as an administrator, we have not been able to identify these out-of-pocket expenses as being significant. Therefore it is, I think a fair statement to say that we would not anticipate any increase. In fact, the brief states on the subject of cost, that the improvement in productivity in other areas that we list, although not maybe reducing the price, will certainly not lead to increases.

[Interpretation]

Il est cependant très difficile de dire si nous pourrions réaliser cela au niveau de l'entreprise. Vous n'avez qu'à écouter la radio. Au lieu de dire qu'il fait froid dehors et que la température est de X degrés Celsius, on fait toujours la conversion en degrés Fahrenheit. C'est très fréquent dans la région de Toronto-Burlington. A vous de juger à quel rythme s'effectue le changement.

Je crois que dans certains secteurs, les objectifs seront atteints mais jamais on a fixé une date précise où tout serait donné en mesures métriques.

M. Abbott: J'en conviens. Quelques-uns d'entre nous mourront en pensant encore en degrés Fahrenheit, plutôt qu'en degrés Celsius.

M. McCooley: Un médecin qui prescrit une certaine dose à un patient et se sert de la masse plutôt que du poids, sait certainement, comme son infirmière, qui sait très bien qu'une variation d'un degré Fahrenheit équivaut au double d'une variation d'un degré Celsius, qu'il lui faut de nouveaux points de référence. Mais gardons-nous bien d'être dogmatiques.

Dans notre industrie, nous aimerions bien que la période de transition soit la plus brève possible pour des raisons bien évidentes. Nos stocks de produits se trouvent dans des centres, et ce n'est pas nous qui les gardons. Ces gens s'occupent d'environ 35 p. 100 de nos produits. Voilà ce que nous essayons de faire comprendre, que, pour des raisons économiques, la période de transition doit être brève quoi que cela peut varier. Un ingénieur, pourra peut-être continuer de calculer en mesures impériales car il est à l'aise avec cette mesure. Il perdrait son permis s'il faisait une erreur. Il peut toujours convertir sa réponse en mesures métriques, au besoin. Est-ce que j'ai répondu à votre question?

M. Abbott: Merci, beaucoup, monsieur.

Le président: Merci, monsieur Abbott. Monsieur Philbrook.

M. Philbrook: Merci monsieur le président. Monsieur McCooley, c'est très réconfortant de voir que l'industrie de l'acier adopte une attitude ouverte à l'égard de l'opération et l'accepte d'emblée. Je me demande si l'industrie de l'acier peut absorber les coûts supplémentaires de la conversion ou bien est-ce le consommateur qui devra en avoir pour ses frais, comme c'est là si souvent le cas aujourd'hui, et je me demande si les prix vont en subir le contrecoup, contribuant ainsi à accroître l'inflation?

M. McCooley: La réponse est très simple. On ne connaît pas encore le coût de la conversion. Nous nous sommes servis d'une formule élaborée par l'American Iron and Steel Institute et nous avons obtenu un chiffre prodigieux. En ce qui nous concerne, en utilisant la formule de l'American Iron and Steel Institute, on prévoyait qu'il en coûterait 96 millions de dollars. Nous avons réussi à réduire considérablement ce montant; et il est maintenant de 5 millions de dollars et même là encore, cette année, une partie de ces montants n'aura pas besoin d'être justifiée. En d'autres termes, il ne s'agit pas de dépenses imprévues. Il s'agit de dépenses que nous aurions faites de toute façon et du point de vue administratif, ces dépenses imprévues sont insignifiantes. Voilà pourquoi je crois qu'il est juste de dire que nous ne prévoyons pas d'augmentation des coûts. En fait, notre exposé dit clairement, au chapitre des coûts, que l'amélioration de la productivité dans d'autres secteurs, dont nous présentons une liste, sans toutefois

[Texte]

• 1140

Mr. Philbrook: You do not necessarily see that this will have inflationary pressures, not in the case of the steel industry anyway.

Mr. McCooley: It could, but only if the thing is drawn out and extended. If the Metric Commission is allowed to do its job and co-ordinates the change and results in a short transition, where is no hesitation—similar to the man with the thermometers who went into production, but he did not believe the country would go celcius. So what did he do? He made a fahrenheit thermometer in his production run and the result was the he ended up with stock on his hands. This year we are starting to see some thermometers in two systems. I have yet to see a celcius thermometer for sale as an outdoor measurement of temperature. So, my answer to you is that the government in its program is leading us; its programming construction will certainly help us to a short transition.

Mr. Philbrook: How do you account for that amazing discrepancy in price estimates between the American estimate of \$96 million and your own estimate of \$5 million for conversion?

Mr. McCooley: The American Institute took a very negative approach from the very beginning, at least those that read the testimony. Let us put it this way. It is an embarrassment to the American industry that such a figure ever was allowed to lie around, and it is an embarrassment to them that we have come up with an analysis that does not in any way substantiate that, in fact, as I have just stated depending upon your bookkeeping methods, it is almost impossible. In fact my assistant and I were the only identifiable out-of-pocket expense because our salaries were charged right into the program.

Mr. Philbrook: Maybe we can draw an encouraging analogy then between the American attempt on wage and price controls and our own. Maybe ours will work better too than theirs, with a more positive attitude.

Many organizations have spoken in favour of tax and duty exemptions or relief for the expenses of conversion. Does the steel industry have some feelings on that?

Mr. McCooley: Of course, we have under the existing legislation that kind of relief already. Then, of course as I said before, it would be very difficult to define, to justify to the taxman that this expense was in fact incurred uniquely because of metric. Also, we would not want to give you back our benefits would we?

Mr. Philbrook: Do you accept that as a reasonable and fair part of the whole metric conversion program, particularly in relation to the business of absorbing the costs and not having to pass them on to the consumer in an inflationary way and so on?

[Interprétation]

réduire le prix des produits, n'entraînera certainement pas d'augmentation.

M. Philbrook: C'est donc dire que vous ne prévoyez pas que la conversion constituera une pression inflationniste, en tout cas, sûrement pas pour l'industrie de l'acier.

M. McCooley: Cela pourrait arriver, mais seulement si l'on fait traîner la chose en longueur. Si l'on permet à la Commission du système métrique de faire son travail et d'effectuer la coordination de la période transitoire qui serait gardée brève, si on n'hésite pas, comme l'a fait cet homme qui, ne croyant pas que le changement allait s'effectuer, a commencé à produire des thermomètres en mesures traditionnelles, tout ira bien. En effet, cet homme a fabriqué des thermomètres Fahrenheit et il s'est retrouvé avec un stock sur les bras car cette année, on commence à vendre des thermomètres indiquant les deux mesures. Mais on n'en pas encore à vendre des thermomètres Celcius pour mesurer les températures extérieures. Voilà pourquoi je vous dis que c'est le gouvernement qui doit donner la note et la programmation qu'il adoptera nous aidera certainement à limiter la longueur de la période de transition.

M. Philbrook: Comment expliquez-vous qu'il y ait une telle différence entre l'estimation américaine de 96 millions de dollars et la vôtre, 5 millions de dollars, pour effectuer la conversion au système métrique?

M. McCooley: L'*American Institute* a adopté une attitude négative dès le début, du moins sa première équipe. Soyons francs cependant, l'industrie américaine est très gênée devant un tel chiffre et elle l'est d'autant plus que notre analyse ne permet nullement de justifier un tel chiffre, quelles que soient les méthodes de comptabilité utilisées. C'est presque impossible. En fait, les seules dépenses imprévues proviennent du traitement qu'on verse, à moi et à mon assistant, montant qui doit être imputé au programme même.

M. Philbrook: Peut-être pourrait-on faire également une analogie entre la tentative américaine d'imposer un contrôle des prix et des salaires et notre tentative d'en faire autant. Peut-être que la nôtre aura plus de succès que la leur, vu notre attitude plus positive.

Beaucoup d'associations nous ont réclamé des exemptions fiscales ou des compensations pour les dépenses occasionnées par la conversion. Quelle est l'attitude de l'industrie de l'acier à cet égard?

M. McCooley: En vertu de la loi actuelle, ce genre de compensation existe déjà. Mais, je le répète, il serait très difficile de prouver aux représentants du fisc que ces dépenses découlent uniquement de la conversion au système métrique et, du reste, il est entendu que nous ne voudrions pas que l'impôt soit doublé sur les bénéfices accrus, n'est-ce pas?

M. Philbrook: Dois-je comprendre que vous croyez que cela constitue une part raisonnable et juste du programme de conversion, surtout si nous voulons que ce soit l'entreprise qui absorbe les coûts et ce ne soit pas le consommateur qui en ait pour ses frais, dans un contexte inflationniste?

[Text]

Mr. McCooley: Where the red herring started was the Australians passed this kind of legislation, because so much machinery is imported and they wanted tax relief to assist them because of the fact that they had these kits, these things to make their system—they went for a very rapid change. This would not happen in North America. We do not import that kind of thing. It is not defineable.

Mr. Philbrook: Will we not be importing a lot of equipment and so on from the United States that is not manufactured in Canada?

Mr. McCooley: The rate of change in the United States is coming so rapid now that machine builders—As I said before, and I must say again, it is not defineable. You have to be specific. Take a screw thread, anything such as this is a wearable item. It is the die. It is a thing that wears out, it is costed out to the production run. So it is a matter of accounting.

• 1145

Mr. Philbrook: A final question. There seems to be some concern about the need for enabling legislation. I understand we still do not have it, to go ahead within the protection of the law to make these changes and receive the various benefits of tax duty and so on. Has this been a concern with the steel industry?

Mr. McCooley: Would you be specific?

Mr. Philbrook: I am concerned about the need for enabling legislation to make this whole process of metric conversion legal and official.

Mr. McCooley: Our contention, throughout the brief, is that it has been totally legal and valid, for over 100 years to use metric units in contracts and similar documents. The changes to the Weights and Measures Act makes it valid without any need for enabling legislation. It is totally legal now.

Mr. Philbrook: The Canadian Federation of Independent Businessmen made a point of this in their brief. I will refer to it. They said the purpose . . .

The Chairman: Mr. Philbrook, the group to which you are referring have not appeared before the Committee, so I ask you to not use their brief.

Mr. Philbrook: There seems to be some need felt for such legislation from people I have talked with in the industry and so on—other sources of information. However, I will leave that for now if it is not of particular concern.

Mr. McCooley: I would like to make this point very clear. In our brief we talked about metric legislation. We stated on May 23, 1973, that no contract or dealing should be deemed to be invalid or open to objection on the grounds that the weights or measures expressed or referred to in such conduct or dealing are weights or measures of the metric system. Then in April 1971, the House of Commons passed an act respecting weights and measures which placed metric in a prime position. It stipulates all units of measurement used in Canada shall be determined on the basis of international system of units established by the General Conference of Weights and Measures. If you read further into that document, the Imperial is now referenced to the metric, with prime place given to metric, not to Imperial. That law is behind us, if one has to find any legal reason why we would not adopt a mass of one kilo. This has gone. In 1971, the House of Commons made metric prime and again in 1971, the Labelling Act also does it.

[Interpretation]

M. McCooley: Toute la panique a commencé lorsque les Australiens ont adopté ce genre de loi car, important beaucoup de machines, ils désiraient une compensation fiscale pour effectuer un changement extrêmement rapide. Cela ne se produira pas en Amérique du Nord car nous n'importons pas beaucoup de machines. De toute façon, c'est très difficile à définir.

M. Philbrook: N'allons-nous pas importer des États-Unis, beaucoup de biens d'équipement qui ne sont pas manufacturés au Canada?

M. McCooley: Le rythme auquel s'effectue la conversion aux États-Unis devient si rapide que les constructeurs de machines . . . comme je l'ai dit plus tôt, c'est difficile à définir. Il faut préciser. Le pas de vis, tout ce qui peut s'user, par exemple, ce qui sert à fileter une vis, ce qui s'use, on en tient compte dans l'évaluation des coûts de production. C'est une question de comptabilité.

M. Philbrook: Une dernière question. N'a-t-on pas ressenti le besoin d'une loi car, nous n'avons encore aucune disposition législative qui garantisse que ces modifications sont faites légalement et qui permettent de retirer des dégrèvements d'impôt etc. L'industrie de l'acier s'est-elle préoccupée de cet aspect?

M. McCooley: Qu'entendez-vous par là?

M. Philbrook: Je m'inquiète du fait que nous n'ayons pas de loi qui rendrait légale et officielle toute l'opération de conversion au système métrique.

M. McCooley: Dans notre exposé, nous soulignons qu'il a toujours été légal et valable, au cours de cent ans, d'avoir recours aux unités métriques dans les contrats et autres documents du même genre. Les modifications apportées à la Loi sur les poids et mesures suffisent et il n'est pas nécessaire d'adopter une loi d'autorisation. Tout est parfaitement légal dès maintenant.

M. Philbrook: La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a souligné ceci dans son exposé. Je vous citerai ce qu'elle a dit . . .

Le président: Monsieur Philbrook, cette fédération n'est pas venue témoigner ici, voilà pourquoi je vous demanderais de vous abstenir de citer son exposé.

M. Philbrook: Mais il n'en demeure pas moins que certaines gens ressentent le besoin d'une telle loi, du moins des gens avec qui j'ai parlé dans l'industrie etc. Quoi qu'il en soit, je m'en tiendrai là si ce n'est pas plus grave que cela.

M. McCooley: Je voudrais dissiper tout malentendu ici. Dans notre exposé, nous parlons d'une loi pour la conversion métrique. Nous avons dit le 23 mai 1973 qu'aucun contrat ou aucune entente ne pouvait être réputé invalide ou faire l'objet de contestation du seul fait que l'expression des mesures et des poids qui s'y trouvait était en mesures métriques. En avril 1971, la Chambre des communes a adopté une loi sur les poids et mesures laquelle accorde une importance fondamentale au système métrique. La loi dispose que toutes les unités de mesures utilisées au Canada doivent être conformes au système international d'unités établi à la Conférence générale des poids et mesures. De plus, le système impérial est maintenant secondaire au système métrique, lequel se voit accorder la première place. Cette loi existe déjà pour réfuter les arguments de ceux qui croient que nous ne devrions pas adopter une masse d'un kilo. C'est déjà fait. En 1971, la Chambre des communes a accordé la première place au système métri-

[Texte]

Our point to you, is there is no need for law, it is a matter of encouragement that has come from the government in its program of conversion. The federal government has led the conversion.

Mr. Philbrook: Even making the aspects of exemption for tax and duty official, are you not concerned about enabling legislation — so that you are covered legally so that the government cannot back out of this business?

Mr. McCooley: In machinery and production equipment we now have a tax aid that we need. Nobody has been specific on what the enabling legislation would cover in the way of release. If you are going to say an employer's tools for example, this is another red herring that has been chasing around. Major corporations supply those tools so this again is not a thing. We say existing legislation and the powers of regulation in the hands of the Minister are such that we do not need it. Now if we are wrong, of course we come running back here to correct the record.

Mr. Philbrook: Fair enough, thank you very much.

The Chairman: I would like to thank Mr. McCooley for his appearance before our Committee and invite the delegation of the Consumers' Association of Canada to come up to the table.

Before we start this second part of our meeting, I will ask Mr. Abbott to take the chair.

• 1150

The Acting Chairman (Mr. Abbott): We welcome the delegation from the consumers' Association of Canada. I would like to introduce Mrs. M. Lister, who is the Chairman of the Metric Advisory Committee.

Perhaps, Mrs. Lister, you could introduce the other members of the delegation.

Mrs. M. Lister (Chairman, Metric Advisory Committee): Mr. Chairman, on my right is Mrs. Lola Wade, Acting President, and beside her is Mrs. Sidney Madden, a member of our Metric Advisory Committee.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Perhaps, Mrs. Lister, you would like to make a few opening remarks.

Mrs. Lister: I have a few, Mr. Abbott. There have been a few concerns which have arisen since our submission of the brief. At the back of the room I have set out a table presenting some products which are now on the market in metric. These will further illustrate some of the points we have made in our brief.

I have provided a list of those products. They are classified under mass, volume, length and temperature. Under mass we have potato chips, biscuits, cat food, cake flour, pet litter and sugar. The sugar is now in the western provinces and will be in the east in January. Under volume we have shampoo, wine, detergents, soft drinks, ice cream and Pyrex bakeware. Under length we have candles, plastic wrap, and cookie dough. Under temperature we have

[Interprétation]

que, position qui se trouve réitérée dans la Loi sur l'étiquetage de 1971 également.

Je voudrais bien dire ici que nous n'avons pas besoin d'une autre loi et qu'il s'agit d'obtenir tout l'encouragement possible de la part du gouvernement dans ce programme de conversion, car c'est le gouvernement fédéral qui mène le bal.

M. Philbrook: Pour ce qui est des exemptions fiscales et douanières, ne croyez-vous pas que nous devrions avoir une loi d'autorisation? Afin que, d'un point de vue juridique, vous soyez protégé et que le gouvernement ne puisse pas revenir sur sa décision?

M. McCooley: Pour la machine et l'équipement de production, cette aide fiscale existe présentement. Personne n'a dit précisément ce qu'une loi d'autorisation permettrait du point de vue des dégrèvements. Prenons le cas des outils appartenant aux employeurs mais je vous prouverai que c'est là un autre fameux canular car les grandes sociétés fournissent les outils à leurs employés. Par ailleurs, la loi actuelle et le pouvoir d'établir des règlements que détient le ministre en suppriment la nécessité. Si nous avons tort, évidemment nous voudrions changer le compte rendu.

M. Philbrook: Très bien, merci beaucoup.

Le président: J'aimerais remercier monsieur McCooley d'être venu témoigner ici et je voudrais inviter la délégation de l'Association des consommateurs du Canada à s'approcher.

Avant de commencer cette deuxième partie de notre séance, je demanderais à M. Abbott de me remplacer à la présidence.

Le président suppléant (M. Abbott): Bienvenue à la délégation de l'Association des consommateurs du Canada. J'aimerais vous présenter M^{me} L. Lister, qui est la présidente du comité consultatif de conversion au système métrique.

Madame Lister, voulez-vous présenter les autres membres de la délégation?

Mme M. Lister (président, comité consultatif de la conversion au système métrique): Monsieur le président, à ma droite se trouve M^{me} Lola Wade, présidente-suppléante et, à côté d'elle, M^{me} Sidney Madden, membre de notre comité consultatif de la conversion au système métrique.

Le président suppléant (M. Abbott): Vous avez peut-être quelques remarques préliminaires à faire, madame Lister.

Mme Lister: Oui, monsieur Abbott. Depuis que nous avons présenté notre mémoire, un certain nombre de nouveaux éléments de préoccupation sont apparus. A l'arrière de la salle, j'ai dressé une table sur laquelle sont exposés certains produits qui sont vendus maintenant en contenants métriques. Ils vont nous permettre d'illustrer certaines des remarques que nous avons faites dans notre mémoire.

J'ai dressé une liste de ces produits. Ils y figurent sous quatre rubriques, à savoir les produits vendus au poids, ceux vendus au volume, ceux vendus à l'unité de longueur, puis les instruments de mesure de température. Comme produits vendus au poids, nous avons les pommes de terre chips, les biscuits, la nourriture pour chats, la farine, les litières de chats et le sucre. Le sucre est vendu maintenant en unités métriques dans les provinces de l'Ouest et le sera

[Text]

indoor thermometers, outdoor thermometers and clinical thermometers. I think by looking at that, the members will be aware that metric conversion really is happening in the marketplace.

As well, there have been two conversions this fall. We have had weather precipitation which is given in millimeters and centimeters, and then on November 1 body temperatures were converted to celsius. So some drugstores are carrying only celsius thermometers. A consumer who went to buy one would find only celsius thermometers.

We feel the public has not been prepared for this. The Metric Commission has done some things but not a lot. The retailers have done very little. Industry has done very little and unfortunately some industries in attempting to give metric information have given information which is rather untimely or confusing. I have a couple of examples here.

Here is a cereal box and on the back is a temperature chart. It does not say what temperatures they are for. They happen to be oven temperature, and no consumer would be able to use those right now. It really is confusing. It would have been far better to have the body temperatures which people have to know right now in dealing with the medical profession, so here is a case of communication breakdown. A vehicle which is good for public information is not being used to its best advantage.

Another company has put out a promotion for metric on all their products. It says, free converters. These are stickers which can be used in the household, and there is one for kitchen metric. They give oven temperatures, but they are soft conversions, 66 degrees celsius, 121 and such. The consumer will not be using those temperatures, so that it really does discredit the program when a consumer put this up on her kitchen cupboard and finds out later that these are not the temperatures she will be using. It is good that industry is enthusiastic but somehow the message has to get through to them that there is a correct way to give consumers information.

• 1155

As well as these situations, there is another one that is going to confuse and anger the public if something is not done about it now. A standard has been developed for cooking measures that is the replacement of our present cups and spoons that the average housewife uses every day. We have liquid measures, dry measures, and spoons and, unfortunately, most of the measures on the market do

[Interpretation]

en janvier dans l'Est. Dans les produits vendus au volume, nous avons le shampoing, le vin, les détergents, les liqueurs douces la crème glacée et les récipients Pyrex. Les produits vendus en unité de longueur, nous avons les bougies, les emballages plastiques, la pâte de gâteau. Comme instrument de mesure de température, nous avons des thermomètres extérieurs, des thermomètres intérieurs et des thermomètres médicaux. J'imagine qu'en regardant tous ces produits, les membres du Comité prendront conscience du fait que la conversion au système métrique est vraiment devenue une réalité dans le domaine de la consommation.

On a également décidé cet automne deux nouvelles conversions. Les précipitations météorologiques sont données en millimètres et centimètres, et depuis le premier novembre on a converti la température du corps au système celsius. Par conséquent, certaines pharmacies ne vendent plus que des thermomètres celsius. Le consommateur qui veut en acheter un n'y trouve plus que des thermomètres celsius.

Nous estimons que le public n'a pas été suffisamment préparé à cela. La Commission métrique a fait une campagne mais de trop faible ampleur. Les commerçants détaillés ont très peu fait. L'industrie a également très peu fait et, malheureusement, certaines en voulant informer le public lui ont donné des indications trompeuses ou peu claires. J'en ai ici quelques exemples.

Vous avez ici une boîte de céréales, et au dos de l'emballage il y a un tableau des températures. Mais on n'indique pas à quoi ces températures s'appliquent. Il se trouve que ce sont des températures de four, et aucun consommateur ne peut s'en servir actuellement. Tout cela est très déroutant. Il aurait beaucoup mieux valu indiquer les températures du corps, pour lesquelles la conversion est déjà effectuée. Il y a donc là des défauts dans les communications. Un moyen de communications qui aurait pu être utile pour le public n'est pas utilisé au meilleur de ses possibilités.

Une autre société fait actuellement une campagne de promotion pour le système métrique sur tous ses produits. Elle distribue des tableaux de conversion gratuits sous forme d'étiquettes autocollantes qui peuvent être collées dans la cuisine. Ces tableaux indiquent les températures de four, mais il s'agit d'une conversion douce car les tableaux indiquent les températures telles que 66 degrés celsius, 121, etc. Ce ne sont pas là les températures que le consommateur aura à utiliser, si bien que toute la campagne s'en trouve discréditée car le consommateur s'apercevra ensuite que les températures indiquées sur ces tableaux ne sont pas celles qu'il aura à utiliser. Il est bon que le secteur privé se montre aussi enthousiaste mais il faut lui faire comprendre qu'il y a une bonne méthode et une mauvaise méthode d'informer le consommateur.

Il y a encore un autre problème qui va dérouter et irriter le public si on ne fait rien pour y remédier. On a adopté une norme pour les instruments de mesure de cuisine afin de remplacer nos tasses et nos cuillères actuelles que la ménagère moyenne utilise tous les jours. Nous avons des instruments de mesure pour les liquides, pour les denrées sèches, et des cuillères mais malheureusement la plupart

[Texte]

not conform to that standard. There are odd sizes. For instances, for the dry measures, the standard has 50, 125 milliliters, and 250 milliliters—just three. That is this group here; there are three standard measures. But on the marketplace, we get all kinds of measures, some giving 56, 76, 113, 151, which are absolutely useless when it comes to metrics cooking because you have to level off, and there will be no metric recipe that says 76 or 56 milliliters.

Some of these are being promoted through advertising on television—and coming through the United States, in fact. People are going out to equip themselves to cook metrically and they are getting the wrong things. It is very important that the public be informed so that they know what to ask for. It is situations such as this that further confuse and cause apprehension, and this is the main concern of the Consumer's Association right now.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Thank you, Mrs. Lister.

Before commencing questioning, could I have agreement that the brief submitted by the Consumer's Association of Canada be printed as an appendix to this day's *Minutes of Proceedings and Evidence*?

Some hon. Members: Agreed.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Mrs. Appolloni.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

Good morning, Mrs. Lister. I share your concern very much over the confusion which seems to be existing, particularly regarding the consumer, I think you have made an excellent point here in insisting on unit pricing.

I would refer you to two recent episodes where the conversion did, in effect, cause a hidden price increase, which I thought was deplorable and it could have been easily avoided.

However, coming to unit pricing, I am thinking of my own city of Toronto. There is one chain of supermarkets that adopted it straightaway, but many other supermarkets are hesitant in using unit pricing and they say that it adds to the consumer cost. What do you feel about that?

Mrs. Lister: Included in our brief, Mr. Chairman, is a paper on unit pricing which points out that costs to retailers are not all that great. We have had it researched and there are chains in the United States that have implemented it and they have come up and said: it does not cost us much; in comparison with the amount we spend on advertising, it is peanuts. perhaps the retailers are dragging their feet a little on that.

Mrs. Appolloni: All right. Mrs. Lister, in large, busy supermarket, when new products come in in a metric package and they are side by side with the familiar package, how do you avoid confusion, even if there is unit pricing?

[Interprétation]

des instruments de mesure sur le marché ne sont pas conformes à la norme. Les unités de grandeur sont étranges. Par exemple, pour les denrées sèches, la norme prévoit des unités de grandeur de 50, 125 et 250 millilitres. C'est le groupe qui se trouve là sur la table, il y a uniquement trois mesures standard. Mais vous trouvez sur le marché toutes sortes d'unités de grandeur, certaines indiquant 56, d'autres 76, 113, 151, ce qui est tout à fait aberrant, car il n'y aura aucune recette en unité métrique prescrivant d'utiliser 76 ou 56 millilitres d'un produit quelconque.

Certains de ces instruments de mesure font l'objet d'une publicité à la télévision et viennent en fait des États-Unis. Les gens vont aller s'équiper pour se préparer à la conversion au système métrique et ils vont acheter des instruments inutiles. Il est très important d'en informer le public afin qu'il sache quoi acheter. Ce sont des choses de ce genre qui déroutent et inquiètent le public, c'est ce qui préoccupe actuellement le plus l'Association des consommateurs.

Le président suppléant (M. Abbott): Je vous remercie, madame Lister.

Avant de passer aux questions, ai-je l'accord du comité pour que le mémoire présenté par l'Association canadienne des consommateurs soit publié en annexe au procès-verbal d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Abbott): Madame Appolloni.

Mme Appolloni: Je vous remercie monsieur le président.

Bonjour, madame Lister. Je partage votre préoccupation au sujet de la confusion qui semble régner, notamment dans le domaine de la consommation. Vous avez fait valoir d'excellents arguments en réclamant des prix unitaires.

Je connais personnellement deux cas récents où la conversion a donné lieu en fait à des hausses de prix cachés, ce qui me paraît déplorable car c'est facilement évitable.

En ce qui concerne les prix unitaires, je pense à ma propre ville de Toronto. Il y a une chaîne de supermarchés qui a adopté ce système immédiatement, mais beaucoup d'autres hésitent à recourir au prix unitaire et prétendent que cela augmente les coûts encourus par le consommateur. Qu'en pensez-vous?

Mme Lister: Dans notre mémoire, monsieur le président, figure un chapitre sur les prix unitaires qui montrent que les coûts encourus par les détaillants ne seront pas si élevés que cela. Nous avons fait des recherches là-dessus, il y a des chaînes aux États-Unis qui ont adopté ce système et qui disent que le coût n'en est pas tellement plus élevé, comparé aux dépenses publicitaires, par exemple. Peut-être les détaillants font-ils preuve de mauvaise volonté à cet égard.

Mme Appolloni: Bien; Madame Lister, dans un gros supermarché très couru, qui vend des produits nouveaux en emballage métrique côte à côte avec des emballages familiers, que faut-il faire pour éviter toute confusion, même en indiquant des prix unitaires?

[Text]

Mrs. Lister: Really, you have hit the nail on the head. We have asked manufacturers, to begin with, to flash their products to make them look different. I think you will remember that in the case of the cat food, although the manufacturers said they had done that, the cat was the same, and that is what the consumer sees. The package has to be different.

In the case of sugar in the West, the companies have made their packages different so that the consumer picking it up sees right away that this is a different thing. Otherwise, they take it home and they say: my goodness, what have they done to me now? Often the package has become slightly smaller to conform to the standard metric size. So you are right there, Mrs. Appolloni.

Mrs. Appolloni: All right. Mrs. Lister, you mentioned you had included a few things there for metric conversion to help the poor befuddled consumer. I personally look up on anything that is included "free" in any package as a sheer out and out gimmick. I have a very jaundiced eye when it comes to that. Si I hope and presume then when you are talking about more consumer education in this regard, metric conversion, you are not advocating all these gimmicks.

Mrs. Lister: No, but we are . . .

• 1200

Mrs. Appolloni: It would really add to the consumer's plight.

Mrs. Lister: No, I agree. In the case of the cereal box, they often do promotions to include things which irritate the consumer. But if they are going to put something extra on the box and they want it to be metric, let us get it right. As far as inclusions, in the fact that most people want some help, we want it to be correct. But if the government was able to get to every consumer with some simple brochure that said: "this is all you are going to need to know", then the average person does not need all this.

Mrs. Appolloni: Right.

Mrs. Lister: But to relieve that initial apprehension is our concern.

Mrs. Appolloni: All right. Now, when you say that some of this information is incorrect—and I take your word for it—do you think that could be a case of false advertising?

Mrs. Lister: This was brought up at one of our Metric Commission meetings and it has been referred to Consumer and Corporate Affairs in that some of these do not hold what they say. So that they are going to do a study on that and . . .

Mrs. Appolloni: Have formal complaints been laid, then?

Mrs. Lister: Yes.

Mrs. Appolloni: Are they . . .

Mrs. Lister: Well, not with the industry, but Consumer and Corporate Affairs are looking into it.

Mrs. Appolloni: Good. That will be interesting.

[Interpretation]

Mme Lister: Vous avez mis là le doigt sur le grand problème. Nous avons demandé aux fabricants, pour commencer, de donner une apparence différente aux produits métriques. Vous vous souviendrez que dans le cas de la nourriture pour chats, bien que les fabricants aient légèrement modifié l'emballage, le chat représenté sur l'étiquette était le même, et c'est cela que le consommateur voit. Il faut que l'emballage soit différent.

Par exemple, dans le cas du sucre dans l'Ouest, les fabricants ont modifié leur emballage de façon à ce que le consommateur voit tout de suite qu'il s'agit là de quelque chose de différent. Autrement, il rentre chez lui et se demande ce qui se passe. En effet, souvent la quantité vendue est légèrement inférieure, conformément à la norme métrique. Vous avez donc tout à fait raison, madame Appollini.

Mme Appolloni: Bien, madame Lister, vous avez mentionné certaines choses que l'on pourrait faire pour aider le pauvre consommateur dérouté par la conversion au système métrique. Personnellement, toute boîte contenant un objet «gratuit» me semble suspecte, étant donné que j'y entrevois toujours l'attrape publicitaire. J'espère que lorsque vous faites allusion à l'éducation des consommateurs, pour ce qui est de la conversion au système métrique, vous ne prénez pas une augmentation de ces attrapes.

Mme Lister: Non, mais . . .

Mme Appolloni: Cela serait empirer la situation des consommateurs.

Mme Lister: Je suis tout à fait d'accord. Pour ce qui est des céréales, on inclut souvent des cadeaux dont le consommateur n'a que faire. Si les sociétés veulent inclure des primes à données «métriques» dans la boîte, il faudra que cela se fasse correctement. Le consommateur moyen n'aurait pas besoin de ces primes, si le gouvernement pouvait envoyer à tous les consommateurs une brochure très simple énumérant les points à connaître.

Mme Appolloni: Vous avez raison.

Mme Lister: Il nous faut balayer cette peur de l'inconnu qui accompagne toujours les premiers pas.

Mme Appolloni: Très bien. Vous affirmez que certains renseignements sont faux, et vous avez sans doute raison. Mais cela constituerait-il de la publicité trompeuse?

Mme Lister: Quelqu'un a soulevé cette question lors d'une réunion de la Commission du système métrique, et on a soumis la question au ministère de la Consommation et des Corporations. Ce ministère va entreprendre l'examen et . . .

Mme Appolloni: A-t-on fait des plaintes de façon officielle?

Mme Lister: Oui.

Mme Appolloni: Sont-elles . . .

Mme Lister: Les plaintes n'ont pas été faites à l'industrie même, mais le ministère de la Consommation et des Corporations étudie les cas.

Mme Appolloni: Très bien, cela sera sans doute fort intéressant.

[Texte]

One final point, Mrs. Lister. I am concerned not only from the culinary or for the gourmet aspect of metric conversion, but also for people who have special dietary needs and habits. Can you foresee in the future a rash of new cookbooks to cope with this metric conversion?

Mrs. Lister: Yes. The home economists are now working on all kinds of new cookbooks. There are some now on the market but there will be a lot more in the coming years.

Mrs. Appolloni: Yes. Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

Le président suppléant (M. Abbott): Monsieur Côté.

M. Côté: Madame Lister, est-ce que l'Association des consommateurs du Canada, que vous représentez, a l'impression que la ménagère va être un peu embarrassée, au point de vue économique, dans l'achat de ses produits? Est-ce que vous croyez que le vendeur essaiera, à l'occasion de la conversion au système métrique, d'exploiter le consommateur dans ses achats?

Mrs. Lister: On the whole, in our talks with retailers, they have had a positive attitude towards metric conversion and they are very concerned about this whole pricing aspect. Now, there is going to be the odd one that steps out of line. There always are people like that. But I think pressure from the associations themselves should offset this. People who are involved with the planning of metric conversion all want it to go well. It is absolutely essential that it does go well and that the public receive it well or the whole program will become similar to what is happening in Britain where it is chaotic.

So there is a positive attitude and we have found in the past, where pricing problems have arisen that when we go back to industry or we go back to the retailers, we get a definite answer from them right away. These cases have received maximum exposure and I know both industry and retailers are right now trying to come up with policy on pricing which will become visible to the public to give reassurance about metric conversion.

M. Côté: D'accord. Une autre question, s'il vous plaît, monsieur le président.

Je pense qu'on est en lieu de croire que la majorité, et la grande majorité, disons, 99.9 p. 100 des personnes seront de bonne volonté, mais pour ce qui est du ½ p. 100 qui pourrait exploiter la population, votre Association a-t-elle fait des recommandations à la Commission du système métrique pour imposer des sanctions assez sévères? Lorsque nous faisons cela en tant que législateurs, nous passons pour des personnes un peu dures. Mais lorsque ces demandes nous viennent d'associations aussi importantes que la vôtre, eh bien, l'État est en droit de marcher et la population a le devoir de respecter les décisions prises. Est-ce que vous avez fait des recommandations?

• 1205

Mrs. Lister: We have raised our concern about this. We have said that there must be monitoring of it, but the Consumers' Association cannot do all the monitoring. As far as the government coming down on those people who step out of line, there is nothing right now that would prevent people from doing this. We feel that it is important that everyone develop a positive attitude so that someone who does that, which is negative, gets the exposure, because if they do and if the press are on to it or the Consumers' Association puts out a press release about it,

[Interprétation]

Une dernière question, madame Lister. Il faudra changer toutes les recettes, les recettes pour la fine cuisine et les gourmets, mais surtout pour les gens qui ont des régimes et des besoins alimentaires spéciaux. Vous attendez-vous à la publication d'une pléthore de nouveaux livres de recettes à mesures métriques?

Mme Lister: En effet, on rédige à l'heure actuelle de nombreux volumes; il y en a déjà sur le marché, mais il y en aura bien plus dans les années à venir.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Mr. Côté.

Mr. Côté: Mrs. Lister, does the Canadian Consumers' Association, which you represent, believe that housewives will run into problems in purchasing products? Do you believe that some salesmen will try and take advantage of the change-over to the metric system to cheat consumers?

Mme Lister: En général, dans les entretiens que nous avons eus avec les détaillants, ces derniers ont adopté une attitude positive envers la conversion au système métrique, et ils s'intéressent à toutes les questions de prix. Inévitablement, il y en aura qui vont tricher, cela se produit toujours. Cependant, les pressions venant des associations elles-mêmes devront y faire contrepoids. Tous ceux qui s'intéressent à la planification de la conversion au système métrique veulent qu'il fonctionne bien. C'est d'ailleurs essentiel, sinon le programme revêtira un aspect chaotique, comme en Grande-Bretagne.

Il existe donc une attitude positive, et pour ce qui est des prix, nous nous en sommes toujours remis à l'industrie et aux détaillants dans le passé, et ils nous donnent toujours immédiatement les réponses. On a bien établi l'importance de ces cas, et l'industrie et les détaillants veulent trouver une politique d'établissement des prix pouvant rassurer le public quant à la conversion au système métrique.

Mr. Côté: Thank you. May I ask another question, please, Mr. Chairman?

It is 99.9 per cent of the population undoubtedly that acts in good faith but does your association have any recommendations to make to the Commission as to penalties for the other fraction? When we try and take these steps, as legislators, we are usually branded as harsh administrators. However, when these requests are made by associations as important as yours, the state must act, and the population must respect its decisions. Have you made any recommendations?

Mme Lister: Nous avons exprimé notre anxiété à cet égard. Il faut un contrôle, mais l'Association des consommateurs ne peut pas l'assurer à elle seule. Pour ce qui est de la censure gouvernementale envers les contrevenants, il n'y a rien pour l'instant. Si la grande majorité adopte une attitude positive, les contrevenants se trouvent vite en évidence, parce que la presse et l'Association des consommateurs s'occupe d'annoncer l'affaire. Dans notre système de libre entreprise, cette deuxième méthode vaut parfois plus que la censure gouvernementale dans les cas de publi-

[Text]

then that person who is trying to exploit will withdraw. I think in our free enterprise system often that kind of thing is better than the government coming down and saying—unless it is a case of misleading advertising or something holding what it does not say, if it does not hold what it says it does, then right away I think we do have laws for that. However, we are concerned, and as far as the monitoring goes, that should be stepped up in some way, but we do not have solutions to that.

M. Côté: Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Abbott): Monsieur Roy.

M. Roy (Laval): Monsieur le président, je voudrais d'abord féliciter les représentants de l'Association des consommateurs du Canada pour ce mémoire et l'intérêt qu'elle porte à la conversion au système métrique. Mais vous semblez laisser entendre qu'il y aurait un manque d'information et que nous devrions publier des brochures à cet effet. Mais est-ce que ces brochures-là n'existent pas ou, si elles existent, est-ce la distribution qui fait défaut? Il existe tout de même des brochures. Vous nous avez apporté des échantillons, mais il y en a d'autres que nous avons, j'en mentionne ici quelques-unes: «En marche vers le système métrique» qui est très, très bien. Nous avons toutes sortes de brochures que vous pouvez me dispenser de déposer, mais que nous avons à la Commission du système métrique. Est-ce que vous laissez entendre que ces brochures-là ne sont pas distribuées? Vous nous dites que les consommateurs manquent d'information.

Mrs. Lister: There is a problem here. There is a problem with distribution. There is not the money to distribute these things to everyone. There is a problem with the quality of the material that has been put out. We have said from the start that one simple brochure, which does not have to be glossy, etc., going to every Canadian home would mean that you would not need this copious amount of material. That once every home had received something on metric, people would become aware that this is all they need to know. We have had many letters from people across the country with comments about this type of literature. I have letters in front of me which I could read excerpts to you from, but I gather we may run out of time.

People want something simple, to the point, factual, and nothing else. They do not want promotion. They want the facts.

You may be interested in an editorial in the *Metric Reporter*. This is from the American Metric Council. They put out this publication. It is their official publication. They speak about the public's right to know. I think it is very pertinent to this question of yours. It reads:

As far as public education goes in the U.S., it should fall into the domain of the U.S. Metric Board.

That would be the equivalent of our Metric Commission:

It cannot be said too emphatically that this education program must be on a scale large enough so that the whole population is reached and of a design sensible enough so that there will be as little confusion and alienation as possible.

[Interpretation]

cité trompeuse. Nous avons certaines lois dans ce domaine, mais d'après nous, il faudrait augmenter le contrôle.

Mr. Côté: Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): Mr. Chairman, first of all, I would like to congratulate the representatives from the Consumers' Association of Canada for their brief and for their interest in metric conversion. You seem to believe that there will be a lack of information and that we should publish some brochures as corrective measure. Do these brochures not exist at the present time, or, if they do exist, is their distribution a problem? It seems to me that I have seen some brochures of this kind. You brought us some samples, and *Towards the Metric System*, in particular, seems very good. The Metric Commission has all kinds of these brochures. Are you saying that they are not being distributed? You did say that consumers lacked information.

Mme Lister: Il existe un problème de distribution. On n'a pas l'argent nécessaire pour distribuer des brochures à tout le monde. Il y a aussi un problème quant à la qualité des documents publiés. Au départ, nous avons dit qu'une brochure simple pour chaque consommateur éliminerait le besoin de nombreux documents. Lorsque tous les foyers en auraient reçu une, il connaîtraient tout ce qu'ils ont besoin de savoir. J'ai reçu de nombreux commentaires de toutes les régions du pays, et je pourrais vous en lire des extraits, mais nous n'en avons pas le temps.

Les consommateurs veulent des documents simples et précis. Ils ne veulent pas de publicité de vente, mais seulement les faits.

L'éditorial du *Metric Reporter*, journal officiel de l'American Metric Council pourrait vous intéresser. On y fait allusion au droit qu'a le public de savoir ce qui se passe. Cela cadre très bien avec votre question:

L'éducation du grand public américain devrait être la responsabilité de la Commission du système métrique des États-Unis.

C'est l'équivalent de notre Commission du système métrique:

Il faut insister sur le fait que le programme d'éducation doit être assez vaste pour atteindre la population entière et assez logique pour entraîner le moins possible de confusion et de rejet.

[Texte]

It is very important that the American people be given a minimum of propaganda and a maximum of hard facts on how metric will affect them.

And it goes on to speak about our Canadian situation. It suggests that perhaps the communication lines have broken down. It says that:

• 1210

It is more likely that metrication can proceed with a minimum of public criticism and ignorance if a good education program is carried out.

M. Roy (Laval): Monsieur le président, je n'accepte pas complètement, cette opinion, même si elle vient du *Globe and Mail*. J'ai actuellement des brochures ici qui sont très bien illustrées, et nous avons aussi des lettres de félicitations d'élèves qui ont reçu ces brochures conçues pour la description et l'illustration du système métrique. Mais ce que j'ai moi aussi déploré, dans mon comté, c'est que ces brochures-là ne soient pas distribuées aux élèves dans les écoles. Je suis entièrement d'accord sur le principe que c'est ainsi que cela devrait se faire, et c'est la raison pour laquelle je vous demandais si c'était contre la qualité, la présentation des brochures ou bien contre la distribution que vous en aviez. Vous m'avez semblé répondre que c'est autant dans la qualité que dans la distribution qu'il y a une lacune.

Mrs. Lister: Mr. Chairman, our concern is that every Canadian receive some information. When we make a submission and say this, we are told the money is not there to do that. There is literature out, such as you have on very good quality paper, and that weather brochure is of good quality, but the finances are not available to distribute that to everyone. If the finances are not there, then there has to be some cutback. We are suggesting that something simple be sent out to everyone rather than numerous brochures that cannot reach everyone.

M. Roy (Laval): Mais quelle suggestion avez-vous à faire quant à la distribution? Est-ce que vous avez un programme à nous suggérer pour distribuer ce matériel d'information de la Commission du système métrique?

Mrs. Lister: It has been suggested that when we met with Mr. Gillespie last March—I do not know if you are aware that the Consumers' Association did meet with Mr. Gillespie—to explain some of our concerns, one of the recommendations was that the Department Consumer and Corporate Affairs take over the distribution of these pamphlets.

We did surveys across the country and found that many offices of Consumer and Corporate Affairs or IT&C or Information Canada did not have the material available for the public. If one distribution source in every area was established, then the average people could reach this information.

However, there is a problem in that people who are negative about it are not going to go out and seek information. Even if you have the material on hand, you have to get to the people who really need it. They are the ones who are apprehensive and negative about it. They are not going to go out to Information Canada or write the Commission. This is where the problem lies.

[Interprétation]

Il est important de donner au peuple américain un minimum de propagande et un maximum de données précises quant aux effets qu'aura sur eux le système métrique.

Le document mentionne ensuite la situation canadienne. On affirme qu'il est possible que les lignes de communication se soient rompues:

L'acceptation du système métrique pourrait s'accompagner de moins de critiques et de moins d'ignorance de la part du public si on entreprenait un programme d'éducation qui soit efficace.

Mr. Roy (Laval): Mr. Chairman, I cannot completely accept that opinion, even if it did proceed from the *Globe and Mail*. I have some excellent brochures here as well as congratulatory letters from students who received these brochures describing the metric system. What saddened me in my riding is that these brochures are not handed out to students in schools. I agree with the principle, and that is why I inquired whether you were opposed to the quality or lack thereof in the brochures, or their presentation or distribution. You seem to indicate that there were shortcomings in both quality and distribution.

Mme Lister: Monsieur le président, nous voulons que tous les canadiens reçoivent des renseignements. Lorsque nous faisons cette demande, on nous dit qu'on n'a pas les fonds nécessaires. On a des documents imprimés sur un excellent papier, et la carte des températures est d'une excellente qualité, mais on n'a pas les fonds disponibles pour distribuer ces brochures à ceux qui en ont besoin. Il faut donc évidemment faire certaines réductions; il serait peut-être mieux de publier et de distribuer un document simple plutôt que de distribuer, en quantité limitée, de nombreuses éditions.

Mr. Roy (Laval): What can you suggest for the distribution of this information material produced by the metric commission?

Mme Lister: Lorsque nous nous sommes réunis avec M. Gillespie en mars dernier—l'Association des consommateurs a en effet rencontré M. Gillespie—pour lui faire part de certaines inquiétudes, l'une des recommandations qu'on a faites, c'est que le ministère de la Consommation et des Corporations s'occupe de la distribution de ces documents.

Nous avons fait des examens dans le pays entier, et nous avons découvert que les bureaux de la Consommation et des Corporations, de l'Industrie et du Commerce et d'Information Canada n'avaient pas de documents disponibles à l'intention du grand public. Si on pouvait établir une source de distribution dans chaque région, ces documents seraient accessibles à la population en général.

Il y a cependant certaines difficultés pour les gens qui répugnent à trouver ces renseignements. On peut avoir les documents à la portée de la main, mais il faut atteindre les gens qui en ont vraiment besoin, étant donné que ce sont souvent eux qui s'y opposent le plus. Ce ne sont certainement pas eux qui vont aller chercher ces documents à Information Canada, ni ceux qui vont s'enquérir auprès de la Commission. Voilà notre problème majeur.

[Text]

Le président suppléant: Madame Appolloni.

Mme Appolloni: Merci.

Mrs. Lister, I assume you are familiar with the pamphlet, or this paper, called "Consumer Contact". I must tell you some of my experiences with it, and perhaps we could have at least half of the loaf if we cannot get the whole one.

This particular pamphlet has been very well received in my riding. I have had very very good reports about it, to such an extent that I personally wrote to the Minister of Consumer and Corporate Affairs, with a copy to the Minister of Health and Welfare, suggesting that in order to cut down too much government spending, but at the same time extend the basis of recipients of this thing, they include it with the federal cheques—all family allowances, all pensions or what not. All these recipients would receive it.

Both ministers agreed and in February there will be, if not the "Consumer Contact" itself—I think there will be—also a little slip which people can fill out, saying whether they want to receive it on a regular basis. Therefore, these people who want to receive it will not just put it in the garbage can. They will use it. I do not have my files with me. I am pretty sure the Minister did say that in February everyone would receive the copy itself.

In order to facilitate the whole thing, do you have any particular points on metric conversion that could be included at least in that particular edition? Would you like to think about it and tell the Department or what?

• 1215

Mrs. Lister: We certainly do. We have a subcommittee on public information which is made up of the retailers, the home economists and the consumers, and we are meeting next week, so it is just an ideal time, Mrs. Appolloni. We will bring that to the attention of that group. In fact, in that group was the recommendation well over a year ago that material be sent out in the family allowance cheque and the pension cheques, etc. That whole committee is very concerned and I will refer this to that committee and come up with something for you.

Mrs. Appolloni: Good, Thank you.

My other question is more or less hypothetical. Here again I am banking on my memory, which is not infallible, but I believe when I was a member of the special committee studying the egg disaster of last year, one of the exporters said that when they were exporting eggs, Europe particularly wanted a package of 10 rather than 12. I believe my memory serves me correctly.

We are going metric and, therefore, the decimal, do you foresee the day when we will have 10 eggs and 10 oranges instead of a dozen or something? Do you think that will happen?

Mrs. Lister: I do not think it will happen. In fact, we had a case where a florist, instead of selling a dozen roses was selling 10 roses and saying that he had converted to metric. There are certain customs that are going to stay with us and I pity the day if we ever go to 10 eggs, the consumer will not be happy with that.

Mrs. Appolloni: I agree.

Mrs. Lister: No I think somebody has the wrong information there.

[Interpretation]

The Vice-Chairman: Mrs. Appolloni.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

Madame Lister, je suppose que vous connaissez le document intitulé Communication avec les consommateurs. Je vais vous raconter certaines de mes péripéties avec ce document.

Dans ma circonscription, on a très bien accueilli ce document. J'en ai reçu d'excellents rapports, et j'ai écrit au ministre de la Consommation et des Corporations, lui suggérant d'inclure cette brochure avec les chèques fédéraux afin de réduire les dépenses du gouvernement. J'en ai d'ailleurs envoyé une copie au ministre de la Santé et du Bien-être social.

Les deux ministres se sont mis d'accord et en février, on enverra probablement le document mais aussi une formule que rempliront les destinataires des chèques fédéraux, pour indiquer s'ils veulent recevoir le document de façon régulière. Les gens intéressés s'en serviront. Je n'ai pas mes dossiers ici, mais le ministre m'a dit qu'en février, tous en recevraient une copie.

Afin de faciliter cette entreprise, avez-vous des questions d'ordre plus important que vous voudriez inclure dans cette publication-là? Aimerez-vous communiquer vos idées au ministère à ce sujet?

Mme Lister: Certainement. Nous avons un sous-comité de l'information publique constitué de détaillants, de spécialistes d'art ménager et de consommateurs, et nous nous rencontrons justement la semaine prochaine, madame Appolloni. Ce sera fort opportun. Il y a un an, ce groupe a fait la recommandation qu'on distribue les documents dans les mêmes enveloppes que le chèque d'allocation familiale et le chèque de pension. Le comité entier s'intéresse à cette question, et je lui soumettrai la question.

Mme Appolloni: Merci beaucoup.

Mon autre question constitue plus ou moins une hypothèse. Je me fie encore à ma mémoire faillible, mais il me semble que lorsque j'étais membre du comité spécial ayant pour objet d'étudier la tragédie des œufs l'an dernier, l'un des exportateurs a dit que les Européens voulaient un paquet de dix œufs, plutôt que douze.

Nous nous plions maintenant au système métrique, et j'aimerais savoir si vous prévoyez bientôt un changement au système d'un paquet de dix œufs ou de dix oranges, plutôt que d'une douzaine?

Mme Lister: Je ne crois pas que cela se produira. Nous avons eu vent d'un cas où un fleuriste, plutôt que de vendre les roses à la douzaine, les vendait à la dizaine, étant devenu partisan du système métrique. Certaines coutumes sont ici pour rester, et je ne crois pas que le consommateur soit heureux d'un changement de ce genre.

Mme Appolloni: Je suis tout à fait d'accord.

Mme Lister: Je ne crois pas que ce soit une bonne mesure.

[Texte]

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Mr. Philbrook.

Mr. Philbrook: Thank you, Mr. Chairman. I just have one question for Mrs. Lister.

You have made a number of good suggestions here in principle. With regard to the first concern, as represented by this package of goods which is either misleading or is not living up to its potential in informing the public and so on, how do you picture a government's making a significant contribution to rectify this? Do you picture a massive preventive program of their inspecting, giving approval to each product before it goes on the market and, if so, how do you picture enforcing that as a massive program, particularly in light of restraints of governments spending, this type of difficulty we are facing today?

Mrs. Lister: There are two things here. One is massive government information so that the people know that there is a standard, that this is what they should be buying, not this. So that is the first thing. Because through consumer demand for the correct things, this type of thing will disappear off the market.

Mr. Philbrook: Because it will not sell.

Mrs. Lister: Right. Right now it is selling. There is a metric symbol. I believe you are probably aware of that. The Metric Commission has come up with a metric symbol and we have asked that it be used for items which are correct for SI, so that the symbol would become visible to the public and they would know that because it has a symbol on it, it must be correct, therefore I can purchase it.

However, there have been many problems with the symbol. First of all, the majority of the public do not know what it is. If they see it, they do not know what it means. We have asked that "Canada Metric" be added to it so, at least, they will know it is concerned with metric conversion, but the sugar packages in the west have that metric symbol on them. Therefore, that is a visible sign that this conforms to our SI system. However, we have to tell the public about the symbol and there are not the funds to do that. So we are in the bind and I do not know what the solution is, but it is going to get worse.

Mr. Philbrook: Would it not be possible for a company to slap on the official symbol without actually having corrected the product.

Mrs. Lister: No, it is a copyrighted symbol and they have ways and means of going at anyone who does that.

Mr. Philbrook: So you really feel that it is possible to come up with an effective program to eliminate this type of problem without a massive excessively expensive government program.

Mrs. Lister: I think so, yes. It is a matter of getting industry interested as well in using the symbol and there has been confusion about that. They think it is expensive, it will take them months to get it. Therefore, we have to communicate to industry that it will not be difficult, that they can get it quite reasonably and quickly. There was one sugar company in the east, in particular, that was not going to use it because they had several product lines and they thought it would be too costly for them. So, something has to be done there.

[Interprétation]

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Abbott): Monsieur Philbrook.

M. Philbrook: Merci, monsieur le président. J'ai une question à l'intention de M^{me} Lister.

Vous avez fait d'excellentes suggestions en principe. Pour ce qui est de la question de plus grande importance, c'est-à-dire l'étiquetage d'un paquet qui constitue la publicité trompeuse, comment entrevoyez-vous la responsabilité du gouvernement? Croyez-vous que le gouvernement devrait instaurer un programme de grande envergure pour l'inspection et l'approbation de tous les produits avant leur commercialisation? Si c'est le cas, comment entrevoyez-vous l'application de ce programme, à la lumière des restrictions budgétaires du gouvernement?

Mme Lister: Vous avez deux questions. Tout d'abord, il s'agit d'un programme massif de renseignements fournis par le gouvernement afin de faire reconnaître une norme d'achat. Les consommateurs exigeront les produits indiqués sur l'emballage, et la publicité trompeuse disparaîtra.

M. Philbrook: Parce que le produit ne se vendra pas.

Mme Lister: En effet. En ce moment, les produits se vendent parce qu'ils sont accompagnés du symbole métrique—vous êtes sans doute au courant. La Commission du système métrique a adopté un symbole métrique, et nous avons demandé qu'on l'emploie sur les articles évalués selon le SI, afin que ce symbole devienne compréhensible au public et qu'il s'y fie.

Nous avons cependant connu des problèmes avec le symbole; la majorité de la population ne sait pas ce qu'il représente. On a demandé qu'on y ajoute l'étiquette suivante «Canada Métrique» pour sa gouverne. Cependant, dans l'ouest du pays, les sacs de sucre sont imprimés avec ce symbole, en conformité avec notre système SI. Cependant, il nous faut renseigner le public quant à ce symbole et nous n'avons pas l'argent nécessaire. Nous sommes donc pris, et je ne connais pas la solution; tout ce que je sais, c'est que la situation va empirer.

M. Philbrook: Serait-il possible pour une société d'imprimer ce symbole sur l'emballage sans avoir évalué son produit?

Mme Lister: Non, il s'agit d'un symbole déposé, et on peut prendre des mesures contre les contrevenants.

M. Philbrook: Croyez-vous vraiment qu'il soit possible d'adopter un programme qui soit efficace afin d'éliminer ce genre de problème, sans que cela n'en coûte trop cher au gouvernement?

Mme Lister: Je le crois. Il faut intéresser l'industrie à l'emploi du symbole, et cela a donné lieu à certaine confusion. L'industrie croit que cela lui coûtera cher, et que cela prendra un long temps. Nous avons donc dû communiquer avec l'industrie, afin de l'assurer que ce ne serait pas difficile, que ce serait peu coûteux et rapide. Une firme de sucre de l'Est du pays ne voulait pas employer le symbole parce qu'elle avait plusieurs produits et parce qu'elle croyait que ce serait trop cher. Il faut renseigner les gens à cet égard.

[Text]

• 1220

Mr. Philbrook: When you say "we" must communicate with industry, do you mean the government?

Mrs. Lister: I mean the commission and the government.

Mr. Philbrook: Right. Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Mr. Chairman, I was not here when you were elected Chairman. I was quite surprised when I arrived.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): It was a popular choice.

Mrs. Appolloni: Unanimous.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): I am sorry you were not here.

Mr. Joyal: I do apologize for being late; I was caught in another committee meeting.

I would like to welcome the representatives from the Consumers' Association of Canada. We on the Finance Committee had the opportunity to welcome you in the past. Your brief on Bill C-2 was, I think, as far as the members were concerned, one of the best presented briefs. In the case of Bill C-73, you did not have as much time to go through all aspects of the legislation, and the regulations have not yet been published. It has made the game difficult, even for members of the government.

To come back to the objective of our meeting this morning, one aspect of your brief is very important. Unfortunately, the pages are not numbered, but it is paragraph 5, *Coûts de la conversion*, Costs of Conversion. You suggest a principle which is, I think, very important in our Canadian institutions — that is, not only to give justice but to make sure justice is seen to be given to people. You suggest in your brief that there should be some kind of group or body which consumers might contact if they feel they have been cheated in the changing of prices that follows the change of size in products, and so on. In the previous pages you mention the fact that you recommend that companies review the sizes of products. I am thinking especially of the soap business, for instance, where all the companies have the same soap. I am not a washer professionally, but as far as I can judge there is little difference between soap industries, and yet there is a proliferation of container sizes. If we are to use the conversion to try and make the system of container size more logical, I think it is something that will certainly improve the market.

On your suggestion regarding a body which consumers might contact in circumstances such as I have described — could you give us more details? What input do you think consumers or your group should have in such a committee? I share your views, but I also share the concern that we not multiply the number of government bodies to such an extent that in the long run the very citizen we want to serve is not helped. My concern, and the concern of Mrs. Appolloni, has always been to simplify things. Unfortunately, there are always complicated things at the Finance Committee. Could you give us some general comments on how you think such a body should operate? What do you see as the easiest way, from your experience, for citizens to

[Interpretation]

M. Philbrook: Lorsque vous dites nous devrions communiquer avec les représentants de l'industrie, songez-vous au gouvernement?

Mme Lister: Je songe à la commission et au gouvernement.

M. Philbrook: D'accord. Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Abbott): Monsieur Joyal.

M. Joyal: Monsieur le président, je n'étais pas présent lorsqu'on vous a élu président. J'ai été étonné de vous voir là, lorsque je suis entré.

Le président suppléant (M. Abbott): Ma nomination a été très accueillie.

Mme Appolloni: Elle a été unanime.

Le président suppléant (M. Abbott): Je suis désolé que vous ayez été absent.

M. Joyal: Veuillez m'excuser, pour ce retard, mais j'ai dû me rendre à une séance d'un autre comité.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux représentantes de l'Association des consommateurs du Canada. Ce n'est pas la première fois que nous vous accueillons ici au comité des Finances. Votre exposé sur le Bill C-2, était l'un des mieux présentés et je crois que les autres membres du comité partagent mon opinion. Pour ce qui est du Bill C-73, je crois que vous n'avez pas eu assez de temps pour fouiller la loi dans ses moindres détails et de toute façon les règlements ne sont pas encore établis. Même pour les membres du gouvernement, cela complique les choses.

Mais revenons à ce qui nous amène ici ce matin, et au sujet dont vous traitez dans votre exposé. Un aspect m'a frappé et malheureusement les pages ne sont pas numérotées mais il s'agit du paragraphe 5 intitulé *C Coût de la conversion*, *Costs of Conversion*. Vous faites valoir un argument qui a une importance extrême pour nos institutions canadiennes, à savoir qu'il ne suffit pas que la justice règne mais qu'il faut s'assurer que les gens ont l'impression que la justice règne. Vous parlez d'un groupe ou d'un organisme où les consommateurs pourraient s'adresser s'ils sentent qu'on les a roulés en changeant le prix d'un produit dont on aurait changé la taille. Un peu plus haut vous recommandiez que les sociétés revoient les tailles de leur produit. Je songe en particulier au savon alors que toutes les sociétés ont environ le même savon. Sans être un buandier, je peux toutefois me rendre compte qu'il y a très peu de différence dans les savons alors que l'on dispose d'une profusion de tailles pour leur contenant. Pourquoi ne pas saisir l'occasion de la conversion pour essayer d'uniformiser le système des contenants afin d'y mettre un peu de logique car je crois que le marché ne s'en trouverait que mieux.

Vous parlez d'un organisme auquel les consommateurs pourraient s'adresser s'ils se sentaient lésés; pourriez-vous élaborer là-dessus? Quel serait le rôle des consommateurs et quel serait le rôle d'une association comme la vôtre? Je conviens avec vous que ce serait là une bonne chose mais je ne voudrais pas multiplier le nombre des organismes gouvernementaux de sorte que nous ne puissions plus aider les citoyens, ce qui est notre souci, au premier chef. Tout comme M^{me} Appolloni, j'ai toujours voulu simplifier les choses. Malheureusement, le comité des Finances n'est pas le bon endroit pour simplifier les choses. J'aimerais recueillir quelques-unes de vos observations générales sur la façon dont cet organisme fonctionneraient. Quelle serait

[Texte]

contact such a body without the complications we usually have in departmental groups?

Mrs. Lister: We are in a difficult time, of course, with the Anti-Inflation Board just being established.

I might go back a little. We contacted the Food Prices Review Board about this over one year ago. We thought that perhaps it was a body that could be a recourse for consumers. At that time, they were not sure what was going to be happening to them and they did not want to get into metric conversion. We now have the Anti-Inflation Board and we are not quite sure yet exactly how it is going to operate, but perhaps that might be a place. There is the Department of Consumer and Corporate Affairs.

Let us face it: we do not want another body set up. Government is big enough. The tools are there and we should be able to find some place. The problem is that right now everybody is saying that everybody else is going to do it. People have said, the Consumers' Association of Canada are going to do it. We will do our best; we are well established across the country. But it is a volunteer organization. Right now we are monitoring the sugar conversion. We have met with industry and retailers and told them what we have found, and we expect things will be improved because of these reports. But there has to be some place for consumers to go if they find this. It is not only metric conversion, it is everything right now. Government has to focus on this, and perhaps that AIB board is the place. I do not know; Mrs. Plumptre is still there.

• 1225

Mr. Joyal: My first comment to such a suggestion would be to inform you that the Food Prices Review Board has been dismantled. Mrs. Plumptre joined the group of the Anti-Inflation Board, and the Anti-Inflation Board is a temporary board as the bill is now planned. More than that, there is provision, as you know, in the bill that after 18 months 50 members of the House of Commons have the opportunity to reopen the over-all debate. I hope very much, myself, that by that time inflation will be within the limit we can accept in our economy. It might not be so; the Board might continue its work for another year, or a year and a half.

I think if we are to resort to some existing government body, we should at least take into account the over-all calendar of the conversion to make sure that if we resort to a temporary body it will be a body that will last, at least, till 1980. That is why I think the protection we should seek for consumers should be addressed more to the Department of Consumer Affairs, and the kind of consumers' bureau or consumers' office that the department is now establishing, I understand, throughout the country. I think that is very, very important, because citizens will feel lost. I am thinking especially of old-age people: they have always bought their meat, their food and their vegetables in pounds, and even people having a normal education and instruction feel it difficult for the first time to convert to that.

[Interprétation]

la meilleure façon de procéder, d'après votre expérience, pour un citoyen qui voudrait s'adresser à un tel organisme sans avoir à subir toutes les complications qu'entraîne une démarche auprès de la bureaucratie, en temps normal.

Mme Lister: C'est difficile, surtout lorsque la Commission de lutte contre l'inflation vient d'être mise sur pied.

Mais revenons un peu en arrière. Il y a un an environ nous avons contacté la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires et nous croyons que cet organisme serait probablement utile ici. A ce moment-là, la Commission ne savait pas elle-même quel sort on lui réservait et elle ne voulait pas se mêler de la conversion au système métrique. La Commission de lutte contre l'inflation est maintenant formée et nous ne savons pas exactement ce qui lui arrivera. Cependant ce serait peut-être un bon endroit où s'adresser il y a également le ministère de la Consommation et des Corporations.

Nous ne voulons pas qu'on fonde un autre organisme. Soyons réalistes: la bureaucratie est déjà assez encombrée. Les moyens existent présentement et nous devrions pouvoir trouver un bon endroit. Pour l'instant, le problème naît du fait que chacun se renvoie la balle. On a même dit, l'Association des consommateurs du Canada va s'en occuper. Eh bien, nous faisons de notre mieux et nous avons des groupes à travers tout le pays mais il s'agit d'une association bénévole et pour l'instant nous nous occupons de la conversion des emballages de sucre. Nous avons rencontré les représentants de l'industrie et les détaillants et nous leur avons fait part de ce que nous avons découvert. Nous espérons que, par suite de nos rapports, les choses s'amélioreront. Mais il faut alors que le consommateur puisse s'adresser quelque part. Il ne s'agit pas uniquement de la

conversion au système métrique, tout est en cause en ce moment. Le gouvernement doit s'en occuper et peut-être que la Commission de lutte contre l'inflation serait une réponse. Je ne sais pas; M^{me} Plumptre y est toujours.

M. Joyal: La Commission de surveillance des prix des produits alimentaires n'existe plus et M^{me} Plumptre s'est jointe à la Commission de lutte contre l'inflation, laquelle est un organisme provisoire en vertu du projet de loi. Qui plus est, le projet de loi contient une disposition qui fait que, dans 18 mois, 50 députés de la Chambre des communes peuvent relancer le débat. J'espère, pour ma part, que d'ici là l'inflation sera réduite à un taux acceptable pour notre économie. Toutefois, il est difficile de prévoir et il se peut que la Commission doive continuer son travail un an ou un an et demi de plus.

Je crois que si nous devions nous en remettre à un organisme gouvernemental existant, nous devrions consulter l'échéancier de la conversion afin de nous assurer que ce n'est pas un organisme temporaire qui sera désigné mais que l'organisme en question vivra au moins jusqu'en 1980. Voilà pourquoi, cet aspect de la protection du consommateur devrait revenir au ministère de la Consommation et des Corporations ou à ces bureaux du consommateur que le ministère est en train d'ouvrir à travers le pays. Je crois que c'est très important car les citoyens sont un peu désemparés. Je songe en particulier aux personnes âgées qui de tout temps ont acheté leur viande, tous leurs aliments et leurs légumes en livres, et même les gens qui jouissent d'un niveau d'instruction et d'éducation normal trouvent qu'il est difficile d'effectuer la conversion.

[Text]

I think we have a responsibility, when we are imposing for the benefit of the over-all economy such a measure as the conversion, that we make sure, too, that we take steps to make it human, in a way, I mean that we take into account the level of understanding of some groups of citizens within Canada. I concur very strongly with your suggestion, and I think when we make our report that will be certainly one of the major recommendations we will pick up from your group.

To come back to the first point . . .

The Acting Chairman (Mr. Abbott): This will be your last question, Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Yes, Mr. Chairman, I was not intending to make a great speech this morning anyway.

To come back to the first point I mentioned, the proliferation of sizes of containers, I think your comment is very vague. You notice the proliferation, but you do not recommend specifically some—I would say—guidelines in terms of the decision of a company to change and to multiply the size of a container. The tendency of the market, I am informed, in the case of a company that is supposed to bottle soft drinks, is that after a certain period of time when other products are peu à peu on the market, they try not to change the product as such but to change the image of the product. They try to create the atmosphere that there is a new thing on the market, it is part of the publicity game we are playing in this country.

I see what difficulty there is—where we should amend our legislation, or where we should resort to regulations to try to confine the publicity to a game. That, I would say, is closer to what is really happening; when you change the container you are not changing, at all, the product. Did you pay more attention to that?

Mrs. Lister: We have come up with that we call a, "consumer blueprint to metric packaging" since the submission of this brief. It is a 10-point program; we feel, if industry and eventually retailers followed it, that we would have the standardization and reduction of proliferation. That has been distributed to industry; it is receiving wide distribution. We do have the Packaging and Labelling Act; the Governor in Council has the opportunity to go in if there is proliferation. We are currently updating our list of items that we consider proliferated, and giving the preferred consumer sizes for those items. That will be submitted very soon to Consumer and Corporate Affairs. We see the standardization of packaging as one of the main benefits for the consumer in metric conversion. This is how the Consumers' Association got into this whole bit, as a result of that bill and what has happened since. So that is desirable; we are seeing it with some industries now. Proposals are coming forth on standardization and there is a very great reduction in the number of sizes. Some other industries, no; and we are concerned about those. This is paramount in our interest.

[Interpretation]

Je crois que nous avons une certaine responsabilité car si nous imposons une telle mesure pour que l'économie générale en profite, il faut s'assurer dans l'application, que nous tenons compte de l'aspect humain et du niveau de compréhension de certains groupes de citoyens au Canada. Vos suggestions me paraissent excellentes et lorsque nous présenterons notre rapport, je suis sûr que l'une de nos principales recommandations nous aura été fournie par votre association.

Pour revenir . . .

Le président suppléant (M. Abbott): C'est là votre dernière question, monsieur Joyal.

M. Joyal: Je ne voulais pas faire de grand discours ce matin, de toute façon.

J'aimerais revenir à ce dont je parlais tout à l'heure, à la prolifération des tailles des contenants car je crois que votre observation est vague. Vous relevez cette prolifération mais vous ne recommanderez rien de spécifique, aucune directive à l'égard des sociétés qui décideraient de changer les tailles des emballages et de les multiplier. On me dit qu'une compagnie qui par exemple met des boissons gazeuses en bouteilles, a tendance à vouloir après un certain temps, lorsque ses concurrents lancent sur le marché un produit semblable, à vouloir changer, non pas le produit mais l'image de ce produit. C'est alors qu'on essaie de créer une certaine atmosphère, l'impression qu'on lance quelque chose de nouveau et tout cela fait partie du jeu publicitaire qui se joue au pays.

Je constate qu'il y a là des difficultés pour déterminer où nous devrions modifier notre loi ou où nous devrions nous servir des règlements pour que la publicité devienne un peu plus réaliste. Lorsque le contenant change, le produit ne change pas. Vous êtes-vous penchés sur cet aspect?

Mme Lister: Depuis que nous vous avons présenté cet exposé, nous avons élaboré un plan détaillé de l'emballage en mesures métriques à l'intention du consommateur. Il s'agit d'un programme qui comporte 10 points et nous croyons que si l'industrie et les détaillants suivaient ce guide, cela entraînerait une certaine normalisation et une diminution de la prolifération des tailles. Nous essayons d'atteindre l'industrie dans la plus grande mesure possible. Vous connaissez les dispositions de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage et le gouverneur en conseil a le loisir d'établir des règlements en cas de prolifération. Nous, nous sommes en train de remettre à jour la liste des articles pour lesquels nous croyons qu'il y a une prolifération exagérée des tailles en indiquant quelles sont les tailles que les consommateurs préfèrent. Nous allons présenter cette liste au ministère de la Consommation et des Corporations, sous peu. Dans un contexte de conversion au système métrique, il est dans l'intérêt du consommateur qu'il existe une normalisation de l'emballage. C'est donc de cette façon, à la suite de l'adoption de ce projet de loi, et des événements qui ont suivi, que l'Association des consommateurs s'est mêlée de l'affaire. Le changement est désirable; c'est évident dans certaines industries. Des propositions ayant trait à la normalisation ont été faites et il y a une diminution du nombre de formats. Le changement est moins bien accepté dans d'autres industries; voilà ce qui nous inquiète.

[Texte]

[Interprétation]

• 1230

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Thank you, Mrs. Lister.

As it is now 12:30 we shall adjourn.

The next meeting will be on Tuesday, December 9, when we will have the following organizations before us: at 9:30 a.m., The Canadian Federation of Independent Business, and the Canadian Feed Manufacturer's Association; at 8:00 p.m., Mr. Adrian Warver, Chairman, and Dr. M. O'Hagan from the American National Metric Council.

I want to thank you all for coming. I am sorry that the pressure of business kept so many of our members from this meeting but you may be sure that they will read with great interest the report and your review, and it will be published in our *Minutes*.

Mrs. Lister: Mr. Chairman, could I suggest that perhaps the list of items at the back of the room and the metric cooking measures be attached to our brief?

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Acting Chairman (Mr. Abbott): Meeting adjourned.

Le président suppléant (M. Abbott): Merci, madame Lister.

Puisqu'il est maintenant 12 h 30, nous lèverons la séance.

La prochaine séance aura lieu le mardi 9 décembre à 9 h 30. Nous accueillerons des représentants de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et de l'Association canadienne des manufacturiers de moulées. Le même jour, à 20 h, nous entendrons les témoignages de M. Adrian Warver, président, et du docteur M. O'Hagan, directeur exécutif, représentant l'American Metric Council.

Je vous remercie tous d'être venus aujourd'hui. Je regrette que tant de membres n'aient pas eu l'occasion d'assister à cette séance parce qu'ils avaient trop de travail, mais je peux vous assurer qu'ils liront attentivement vos rapports ainsi que vos témoignages, qui seront publiés au procès-verbal.

Mme Lister: Monsieur le président, puis-je proposer que la liste d'articles, qui se trouve au fond de la pièce, ainsi que les mesures métriques de cuisson, soient annexées à notre mémoire?

Le président suppléant (M. Abbott): D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Abbott): La séance est levée.

APPENDIX "VV"

BRIEF

on

**THE GOVERNMENT'S PROGRAM OF GUIDELINE
DATES FOR METRIC CONVERSION IN CANADA**

to

**THE STANDING COMMITTEE ON
FINANCE, TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS**

by



**The Task Force for Metric Conversion in
the Canadian Iron and Steel Industry**

OCTOBER 1975

Aldershot Sub Post Office
Burlington, Ontario, L7T 1N4

P.M. MCCOOEY
Administrator

THE GOVERNMENT'S PROGRAM OF GUIDELINE
DATES FOR METRIC CONVERSION IN CANADA

O V E R V I E W

The brief notes Mr. Gillespie's statement that the Government HAS approved a four phase program for metric conversion in Canada, with specific target dates for each phase.

The highlights of the Government's policy statement on metric conversion are reviewed, together with the general response to the White Paper. The brief explains the Iron and Steel Industry's position, and the supply of its materials and products.

Preferred sizes for materials, coordination with the United States, Iron and Steel Industry arrangements for metric conversion, metric standards, and metric legislation, are summarized.

The promised support from, and some of the support of government departments is detailed, together with support from Provincial and Municipal Governments and the Iron and Steel Industry.

The costs and benefits are balanced. The conclusion is reached that over the past five years there has been an opportunity for interested groups to get involved; to study and respond to the Government's declared policy. Parliamentarians were given the opportunity to debate the impact of the change when they deliberated on the merits and passed in 1971 "An Act respecting Weights and Measures" that placed metric units in a prime position.

The Government has exercised its prerogative to bring metric units into greater use, based on a sound legal foundation.

Support for the resolution will lead to the benefit of a short transition. Delay or withholding of support for the resolution will impede the rate of change and generate unnecessary costs. The natural evolutionary migration to the Systeme International (SI) NOW taking place in North America cannot be stopped.

The four phase program and dates for metric conversion adopted by the Government give adequate flexibility for all sectors to respond to the economic forces, bringing about the change to a single measurement system.

GUIDELINE DATES

The Metric Commission has recommended and the Government has approved a four phase program for metric conversion in Canada with specific target dates for each phase. (Alastair Gillespie, Minister of Industry, Trade and Commerce, House of Commons Debates, volume 119, number 97, 1st session, 30th Parliament, Monday, March 17, 1975, page 4158). The following diagram, published by the Metric Commission, illustrates the program.

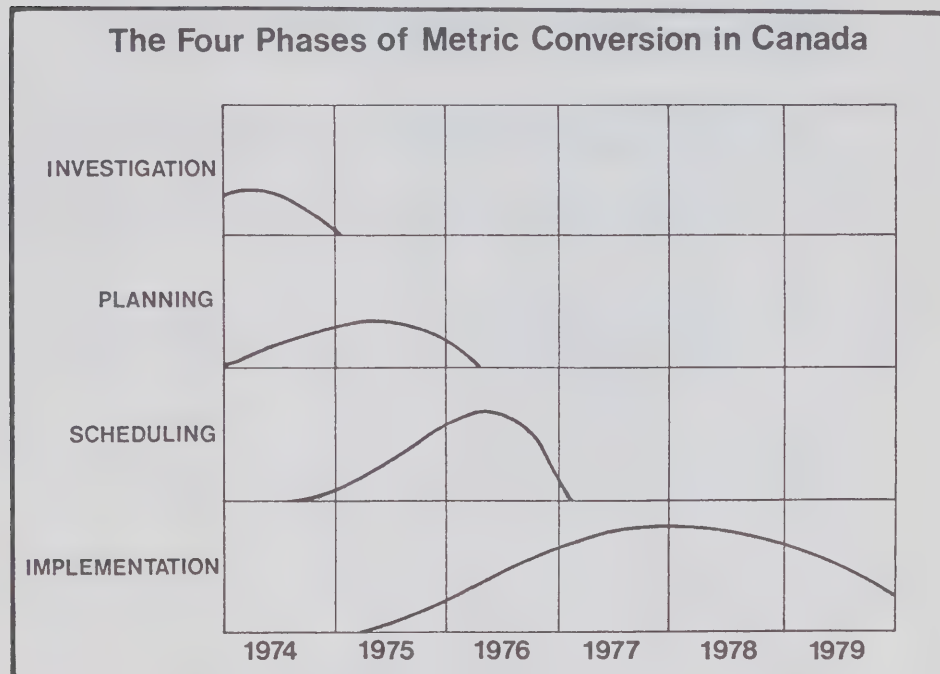


Figure One

GOVERNMENT POLICY

The White Paper on Metric Conversion in Canada, published in January 1970, clearly stated the Government's policy.

- 1.5 The Government believes that adoption of the metric system of measurement is ultimately inevitable - and desirable - for Canada.....
- 1.6 It is appropriate that the federal government should assume a leading role in the planning and in the process of change. The Government accordingly accepts eventual conversion as a definite objective of Canadian policy, and proposes means of study and consultation whereby the pace and the methods of change may be determined in the national interest. No legislative action is

contemplated which would make mandatory a general use of metric in place of inch-pound units.....

- 1.7 It is intended that the Government will appoint a Preparatory Commission which would act on behalf of government as a coordinator in the study and planning of conversion.....
- 2.7permits each sector of industry to assess the problems of conversion and consider practical solutions, including timing, without the inhibitions which compulsory immediate changes in physical standards would involve. Metric conversion may be conceived as a variety of programmes extending over periods of years as determined by the needs and problems in different sectors of the economy.
- 3.1 (i) The eventual adoption in Canadian usage of a SINGLE coherent measurement system based on metric units should be acknowledged as inevitable and in the national interest.

(ii) This SINGLE system should come to be used for all measurement purposes required under legislation, and generally be accepted for all measurement purposes.

(iii) Planning and preparation in the public and private sectors should be encouraged in such a manner as to achieve the maximum benefits at minimum cost to the public, to industry, and to government at all levels.
- 3.3 The intent is to study and consult so as to determine the processes of transition and decide on the timing of changes which are most appropriate to each individual sector of the Canadian economy. Wide variations from sector to sector are inevitable.....
- 5.1 The Government accepts its responsibility to provide leadership in planning for the processes of change. Conscious of the need for a transitional period, the Government will propose arrangements for the division of responsibilities in the public and private sectors for studies, planning, consultation, and ultimate organization of a coordinated approach to conversion. This would involve development of programmes capable of flexible adjustment to the evolving situation in Canada and abroad. In this process, the views and proposals of all concerned would be considered. The Government would also begin the process of change within its own Departments.

GENERAL RESPONSE TO THE GOVERNMENT'S POLICY STATEMENT

When the White Paper on metric conversion was tabled in the House of Commons in January of 1970 there was unanimous political support from all parties for the principle that metric conversion is not only inevitable but in the national interest.

The White Paper records a broad spectrum of groups expressing support for conversion:

Consumers Association of Canada
Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation
Agricultural Institute of Canada
Canadian Chamber of Commerce
Canadian Teachers' Federation
Canadian Pharmaceutical Association
The Canadian Council of Professional Engineers
Chemical Institute of Canada
Engineering Institute of Canada
Canadian Hospital Association
Canadian Construction Association.

Since the publication of the White Paper, those supporting conversion have been formed into a hierarchy of committees by the Metric Commission, starting with a Committee of Commissioners, representing all sectors of the economy and regional interests. Communications are a two-way system reaching through steering and sector committees to monitor on a continuous basis the needs of Associations, Institutions, and Task Forces.

For reasons of their own, some companies and groups have not joined in the committee process, but all have had the OPPORTUNITY to contribute some of their resources of time, money, and expertise. Important groups such as the Canadian Manufacturers Association are not part of the communication system because they do not fit into the existing structure of committees; the structure can be changed. Communications and organizations are dynamic systems that respond to changing circumstances, situations and personalities.

The executives and senior management of many of the country's corporations, businesses, institutes, and associations have not studied the impact of metric conversion on their enterprises and therefore have no policy or response to the government's statement of policy and the work of the Metric Commission. In the past four years there has been ample opportunity TO GET INVOLVED.

The role of management in Metric
Conversion is to MANAGE A CHANGE
THAT IS ALREADY HAPPENING.

The Canadian National Program and Target Dates for Metric Conversion, now before this standing committee, represents a consensus of involved, informed, and interested opinion and expertise. The investigation phase has passed, planning will be completed by February 1976, scheduling will peak by June 1976, implementation has started, and Canada COULD be predominantly metric by 1980. The RATE of change will depend on economic forces and the leadership in government at all levels, industry, business, and social communities.

POSITION OF THE IRON & STEEL INDUSTRY

The Iron and Steel Industry
is
PRODUCT ORIENTED
and
MARKET DEPENDENT

The Steel Mills are primarily producers of basic materials and products that are consumed by secondary or manufacturing industries. The Iron and Steel Industry is market dependent and RESPONSIVE to the needs of its customers. If the customer WANTS products and materials in metric dimensions, then the mills have no choice but to supply what is needed. The market place and economic forces dictate the rate of production of metric products and materials.

The Iron and Steel Industry CANNOT
set the pace of metric conversion,
but CAN only stay in step.

For example, the Automobile and Off-Road Vehicles Industries, multinational in size, REQUIRES some metric dimensioned materials starting in February, 1976. The steel mills are responding to this change in the market need and will deliver the metric product. The Construction Industry, after consultation with dependent and related economic sectors, in an Intersectorial Meeting chaired by the Metric Commission on April 22, 1975, has decided that January 1, 1978 will be the SI-Day for their Industry--the date on which drawings, specifications, and necessary materials are to be available for metric construction. Through Sector Committee 2.1, the Iron and Steel Industry indicated that at that moment in time there appeared to be no reason why steel products in metric dimensions would not be available for the Construction Industry's Program.

THE SUPPLY OF IRON & STEEL MATERIALS & PRODUCTS

There are two prime sources of supply for iron and steel materials and products:

1. The Mills
2. The Steel Service Centres.

The choice of supply depends on the SIZE of the order and other factors. The Mills supply to ORDER, while the Steel Service Centres supply from INVENTORY. The Service Centre is the CUSTOMER of the Mills; the manufacturer whose needs are too small for a mill order is the customer of the Steel Service Centre.

The committee structure of the Metric Commission provides a forum for the dialogue necessary for thorough investigation, careful planning, and methodical scheduling and implementation leading to a short transition period from imperial to metric dimensions which will benefit the

PRODUCER,
MANUFACTURER, and
CONSUMER.

During the transition period, it is the Steel Service Centre that must respond to the needs of HIS customer--the manufacturer who needs small quantities. The resulting need for dual inventory must be satisfied within the EXISTING financial resources of the Centre if additional costs are not to be passed on to the consumer. Therefore, the utilization of preferred sizes for materials is to be encouraged.

PREFERRED SIZES FOR MATERIALS

Within the voluntary consensus system of the Canadian Standards Association (CSA), balanced committees of producers and users, together with a nominee from the Department of Industry, Trade and Commerce have developed standards on "Preferred Metric Sizes of Ferrous and Non-Ferrous Bars (Hot Rolled and Cold Drawn); Rod and Wire; Sheet, Strip and Plate". These standards are now proceeding through the balloting and approval procedure of the CSA, and are being submitted to the Standards Council of Canada for approval as NATIONAL STANDARDS OF CANADA.

COORDINATION WITH THE UNITED STATES

The Canadian Standards on preferred metric sizes have been harmonized with standards published in the U.S. The Canadian Iron and Steel Industry's participation in American associations, societies, institutes, and councils ensures maximum coordination between both countries on iron and steel metric conversion activities. Active membership is held in the Metals Sector of the American National Metric Council, the Metric Practice Committee of the American Iron and Steel Institute, together with other key organizations.

IRON AND STEEL INDUSTRY ARRANGEMENTS FOR METRIC CONVERSION

The Task Force for Metric Conversion in the Canadian Iron and Steel Industry was formed at the request of the Metric Commission because no Canadian Industry organization exists. The Task Force, funded by the Industry, was asked to make cooperative arrangements to assess the opportunities and solve the problems that the Iron and Steel Industry will face in metric conversion, and recommend a suitable timetable for conversion.

Membership in the Task Force is open to any Canadian company that is a basic producer of iron and steel, welded and rolled shapes, flat rolled, bars, rod, wire and pipe products. Present membership consists of the following companies:

The Algoma Steel Corp. Ltd.
Atlas Steels Company
Barton Tubes Limited
Burlington Steel Company
Canron Limited
Dominion Foundries & Steel Limited
Lake Ontario Steel Company Limited
Interprovincial Steel & Pipe Corp. Ltd.
Manitoba Rolling Mills
Prudential Steel Limited
Questeel Division, QSP Limited
Quebec Iron and Titanium Corporation
Sidbec-Dosco Limited
The Steel Company of Canada, Limited
Sydney Steel Corporation
Titan Steel & Wire
Union Drawn Steel Company Limited
Western Canada Steel Limited

The Task Force held its first meeting on August 24, 1972. Since that time the Task Force and the Commercial and Technical Committees have met thirty times.

The Technical Committee has compiled an "Industry Practice Guide for SI Metric Units in the Canadian Iron and Steel Industry", and has identified the need for new standards and those existing standards that should be published in metric editions.

The Commercial Committee, amongst its other activities, has investigated the impact of metric conversion on the Industry and made recommendations to member companies on the possible need for metric dimensional materials and products.

The Task Force is publishing an Industry News BULLETIN, which is mailed to the INDUSTRY's customers and suppliers. Circulation is over 14,000 copies. Customers of the Steel Service Centres do NOT receive the BULLETIN directly, although further dissemination of information can be made by the Centres. With the BULLETIN is mailed an in-depth article on a current topic related to metric conversion, and a flyer on the EDUCATIONAL PUBLICATIONS authored and available from the Task Force. Many of these publications are bilingual.

The Educational Publications include the following:

TIS 1003	Metric Dimensions of Piping Components
TIS 1004	Industry Practice Guide
TIS 1007	Metric Converter Card
TIS 1011	Metric Converter Slide Rule
TIS 1012-1016	Set of Five Wall Charts
TIS 1017	Metric Conversion and the Engineer
TIS 2001	Communicating in the SI Metric System.

The data sheet, "Communicating in the SI Metric System" is the text for an audio-visual program - "Metric Conversion for the SECRETARY and HER BOSS".

The Educational Philosophy of the Industry for its employee is.....

"Learn only what you have to know to do
your job, when you need the new knowledge
and have an opportunity to practice it."

A metric DATA SHEET is being prepared on each subject and measurement unit that is metric sensitive. The necessary metric data sheets are selected and made up into PERSONALIZED METRIC DATA KITS for each function within a company and each job level in that function. It is assumed that the necessary knowledge to take your place in a Metric Society--EVERYDAY METRIC--will come from the media and sources funded by the government.

Research and development work is proceeding to identify the needs, format, and design of DISPLAYS to augment Industry EDUCATION PROGRAMS. Similar work is proceeding on EXHIBITIONS to inform Technical, Professional, and Trade Associations of the Canadian Industry's plans and schedules for introduction of metric steel products. Additional displays are being designed for utilization in the reception areas of our companies. These displays are to keep visitors informed about the Industry's plan, schedule, progress, and approach to metric conversion.

Customers of, and suppliers to the Industry, Technical, Professional and Trade Associations are obtaining a general awareness of the Industry's positive support for metric conversion through an active program of PUBLIC RELATIONS. The Administrator has fulfilled over fifty speaking engagements in the past two years, both in Canada and the United States.

The companies in the Industry are providing the time and expenses of a large number of experts to work in international and national STANDARDS COMMITTEES, associations, institutes, societies and councils here in Canada, the United States, and overseas.

METRIC STANDARDS

The conversion program needs a large number of METRIC standards in a short period of time. The resources of the Standards-Writing Organizations are limited by the financial support that comes from corporate and private memberships, the sale of standards, testing and inspection fees, and grants. Lack of metric standards will impede the smooth progress of the metric conversion program. Additional government funding for the Standards Council of Canada and financial aid to Standards Writing Organizations is necessary. The supply of competent experts to write standards is limited in industry, commerce and government. Careful planning, scheduling and assignment of priorities by the Metric Commission will ease the problem, but the strength of the CANADIAN NATIONAL STANDARDS ORGANIZATION comes from the voluntary consensus principle that governs the development and approval of standards, and the work of unpaid volunteer experts.

METRIC LEGISLATION

On May 23, 1873, Canada legally became a bi-system country when "An Act respecting Weights and Measures" stated:

"....no contract or dealing shall be deemed to be invalid or open to objection, on the grounds that the weights or measures expressed or referred to in such contract or dealing are weights or measures of the metric system....."

The White Paper on Metric Conversion, published in January 1970 clearly stated the Government's policy (See pages 1 and 2 of this brief). Over the past five years, the Government has faithfully implemented its policy.

- April 7, 1971 - A new "Act respecting weights and measures" places metric units in prime position when it stipulates....
 - 4.(1) All units of measurement used in Canada shall be determined on the basis of the International System of Units established by the General Conference of Weights and Measures.
- June 10, 1971 - Consumer Packaging and Labelling Act gives metric units equal standing with Canadian units....
 - 4.(1)(b) a unit of measurement set out in Schedule I to the Weights and Measures Act AND a Canadian unit of measurement set out in Schedule II to that Act.

- June 14, 1971 - Under the Standards Council of Canada Act, fifty-five Canadians were appointed to the Council responsible for promoting and coordinating VOLUNTARY standardization in Canada, and Canadian participation in international standardization organizations.
- July, 1971 - Mr. S.M. Gossage was appointed Chairman of the Canadian Preparatory Commission for Metric Conversion (Metric Commission).
- Jan., 1972 - Twelve members appointed to the Metric Commission.
- Feb. 26, 1974 - Consumer Packaging and Labelling Regulations 27 and 29 show Metric Units of Measurement.

SUPPORT FROM GOVERNMENT DEPARTMENTS

The White Paper stated (5.1)The Government would also begin the process of change within its own Departments. This policy is being implemented.

- Department of Supply and Services, through the Canadian Government Specification Board has issued 9-GP-100 (September 1972) for ISO Standard Paper Sizes. These "Metric" sizes of paper have been adopted by the Standards Council of Canada, the Metric Commission, and the Ontario Provincial Government. (The Industry Task Force has followed the government's leadership and produced its publications and this brief on A4 paper.
- The Meteorological Service switched to reporting temperature from the Celsius scale on April 1, 1975, started giving rainfall in millimetres on September 1, 1975, and will give snowfall this winter in centimetres.
- July 1, 1977 is the proposed date at which the Post Office Department would "start conducting business with the public in SI (Metric) Units".
- On June 20, 1975, the INTERGOVERNMENTAL CONSTRUCTION COMMITTEE on Metric Conversion, composed of senior representatives of the Federal, Provincial, and Territorial Governments, supported the SI (Metric) Construction Day of January 1, 1978, and assured the construction industry that Government will be among the first to design and construct in METRIC TERMS and that there will CERTAINLY be a large Government market for metric products as soon as they become available. Construction is Canada's largest industry, with an estimated 1975 volume of \$28 billion dollars, or 18% of the Gross National Products (GNP). Collectively, the Intergovernmental Construction Committee on Metric Conversion represents the spending of 40% of the construction dollar and collectively it represents the largest single owner of existing properties.

- On July 21, 1975, the Intergovernmental Construction Committee indicated support for modular design and the CSA A31 series of standards "METRIC DIMENSIONAL COORDINATION IN BUILDINGS". Public Works Canada, in association with the Intergovernmental Committee, proposes to publish a short series of documents indicating preferred metric dimensions for several basic building materials and components. The first document, published on July 21, 1975, was concerned with sheet material.
- In January 1978 the construction agencies of Federal, Provincial, and Territorial Governments will start calling tenders based largely on METRIC CONTRACT DOCUMENTS. This means that the working drawings for larger projects will be started in January 1977 based on metric preliminary designs produced during 1976.

The government departments are to be commended for carrying out the GOVERNMENT'S STATED POLICY on metric conversion. The government construction agencies are to be commended for recognizing, promoting and achieving the savings in the tax dollar that comes from modular design and METRIC dimensional coordination. Their leadership is being recognized by Industry as an example of how to eliminate the waste of money, time, skills, and materials that comes from material off-cuts and making UN-coordinated components fit together.

At the Provincial level of government, a policy statement on metrification has been issued under the authority of the Minister of Education in Ontario, which states, "It is anticipated that the major part of the metric conversion program in the schools will take place in the following calendar years:

elementary schools - 1975 and 1976
secondary schools - 1976 and 1977.

Conversion to the predominant use of common metric units is expected to be completed by June 1978." The 1975 freshman year in Engineering at the University of Alberta will graduate as "Metric Engineers" in four years time.

At the Municipal level of government, by-laws requiring a minimum ceiling height of not less than 8'-0" (1219 mm) will be amended to show 1200 mm, in line with proposed revisions in the 1977 issue of the National Building Code. Other amendments to building by-laws are planned to be enacted between July and December of 1976.

SUPPORT FROM THE IRON & STEEL INDUSTRY

As a PRODUCER, the Iron and Steel Industry has demonstrated its support for the Government's Metric Conversion Policy Statement of 1970 by supplying to the metric market. The Industry is funding the additional involvement of its experts in the metric committee work of Societies, Institutes, Councils, Standards Writing Organizations, and Metric Commission. The Industry is conducting a series of information briefings on metric conversion and related subjects to technical, commercial, and other interested groups in an active general awareness program. Through a BULLETIN, customers of and suppliers to the Industry are being continuously updated on the Industry's plans, programs, and progress in metric conversion.

As a CONSUMER, the Industry is supporting metric conversion. Canada's largest steel producer has begun construction on a \$900 million first phase development that will be able to produce 1.3 million metric tonnes of raw steel, commencing in late 1977. This site of 2600 hectares (approximately 7000 acres) includes an industrial park, and the whole development is on a metric grid and land elevations are also in metres. All civil work and the majority of the production equipment is in the metric system of measurement. All civil engineering contracts call for material quantities in metric units. By 1987 it is projected there will be 5.4 million metric tonnes per year of raw steelmaking capacity at the site, and with additional production equipment the investment is expected to exceed \$2 billion. The Lake Erie Development is being constructed in the metric system wherever possible, while the OPERATION of the facilities will be exclusively in metric units. Products can be metric, imperial, or both, depending on the market demand. As a consumer, the Industry has started to buy metric products, material, and services.

As a GOOD CITIZEN the Industry has formed and funded "The Task Force for Metric Conversion in the Canadian Iron and Steel Industry" to participate in the work of the Metric Commission and to respond to the information needs of the Industry's customers and suppliers.

THE COST OF METRIC CONVERSION

There are several ways to approach the subject of the cost of conversion. We will consider two approaches:

1. What will it cost TO GO metric?
2. What will it cost NOT TO GO metric?

The first approach was tried by Canada's largest steel producer in June 1973 when it used the cost formula developed by the American Iron and Steel Institute (AISI) for their response to the U. S. National Bureau of Standards' questionnaire and the AISI Statement to the (US) House Committee on March 20, 1973. Relating to 1971 sales of \$730.2 million, a preliminary estimate showed the cost as \$94.7 million over 15 years, or \$64.5 million over 7 years. A recent estimate placed the cost at about \$5 million over five years, and sales were \$1133.2 million in 1974. The AISI cost formula of 1973 reflected a very negative attitude to metric conversion and showed the maximum cost. Even the \$5 million over five years will no doubt be greatly reduced as appropriation requests proceed through the approval procedure that requires adequate economic justification for all expenditures.

The second approach is used by the Government in its Policy White Paper, when it recognizes that metric conversion is inevitable and in the national interest. The intensive study leading to the policy statement showed that Canada cannot be economically viable as an imperial island in a metric world; an Industry cannot exist as an imperial sector in a Canadian metric economy; a Company attempting to sell only imperial materials, products, and services to a metric market will suffer the ULTIMATE COST OF GOING OUT OF BUSINESS.

THE BENEFITS OF METRIC CONVERSION

There are three widely held philosophies associated with the free enterprise system and metric conversion:

Let costs rest where they fall

Let savings accrue to those who make them

Let benefits aid those who avail themselves of opportunities.

The major benefit of converting to the metric system is the ability to COMMUNICATE in the INTERNATIONAL System of Measurement without the impediment of translating from one system to another. Multinational companies will be conducting their operations in ONE measurement language with corresponding improvements in communications, the decision making process, and overall efficiency of the organization.

RAPID TRANSFER of technology is possible, as seen in the automobile industry's response to environmental problems, higher gasoline prices, and the resulting need for a small car. They brought to North America an existing engine developed and proven in metric Europe. New engines take as long as five years to develop and this kind of transfer of technology is making the North American automobile manufacturers METRIC and international in operation. The steel industry is supplying metric products for the automobile industry's growing metric market.

Shopping in the metric system makes possible purchases in the world's market places. The Lake Erie Development has procured from Russia, Japan, Holland, France, and Germany (metric countries) the best and most advanced technology for iron and steelmaking. The Canadian Iron and Steel Industry has sold its manufacturing and process technology to the metric world, and this EXCHANGE of technology is vital to a dynamic and highly productive industry.

As North America depletes its reserves of such vital resources as iron, coal, and oil, those countries with these resources will want to TRADE for the technologies that will enhance their own standards of living and quality of life. These basic resource countries want North American technology that is compatible with technology from a metric Europe, Japan, etc.

If technical AID to the Third World countries is to be utilized to the maximum to alleviate their hunger and satisfy their fundamental needs, then it must be recognized that the donated farm equipment, machinery, and processes will be operated and maintained in a metric environment.

Greater standardization, through the metric conversion opportunity, leading to interchangeability of spare parts, will result in smaller INVENTORIES, reduced downtime, and increased output from existing facilities.

Utilization of preferred metric sizes for materials and products will result in SHORTER DELIVERY time, LONGER PRODUCTION RUNS, and reduce the proliferation of sizes, bringing benefits to the producer, manufacturer, and consumer.

Conversion to a new measurement system gives the progressive company the OPPORTUNITY to examine the organization, improve the lines of communications, eliminate redundancy, improve efficiency, and utilize to the maximum existing resources.

Improvements in the PRODUCTIVITY of the Industry, while not necessarily reducing costs, should minimize price increases.

CONCLUSION

The Government clearly stated its policy in the 1970 White Paper on Metric Conversion. Over the past five years, interested groups have had an OPPORTUNITY TO GET INVOLVED in the process of change; to study and respond to the Government's declared policy on Metric Conversion; parliamentarians were given the OPPORTUNITY TO DEBATE the impact of the change on Canada in 1971 when they deliberated on the merits and passed "An Act respecting Weights and Measures" that gave prime position to metric units.

The Government has exercised its prerogative to implement metric conversion by Order in Council, requiring no additional authority from Parliament. The legal foundation for use of metric units is to be found in the 1873 and 1971 "Acts respecting Weights and Measures", that made Canada bi-system, in keeping with a nation that is bilingual and bi-cultural. The Government states in its White Paper that "NO legislative action is contemplated which would make mandatory a general use of metric in place of inch-pound units....." (1.6). The Government has accepted the principle that "The EVENTUAL adoption in Canadian usage of a SINGLE coherent measurement system based on metric units should be acknowledged as INEVITABLE and in the NATIONAL interest." (3.1(i)). Parliamentarians have raised no suggestion that these two statements contradict each other, or that a SINGLE system of measurement, although advanced as being in the national interest, is not consistent with the government's policy on bilingualism and bi-culturism; no doubt the measures of efficiency are different.

Unanimous support by all political parties for the resolution now before this Standing Committee will result in the efficiency of a SHORT TRANSITION from imperial to predominantly metric measure in Canada. Additional delay and withholding of support for the resolution will impede the rate of change and generate unnecessary costs, but cannot stop the natural evolutionary migration to the Systeme International (SI), NOW taking place in North America. The four phase program and dates for metric conversion adopted by the Government give adequate flexibility for all sectors to respond to the economic forces bringing about the change to a single measurement system.

"The world hates change, yet it is the only thing that has brought progress."

Charles Franklin Kettering.

APPENDIX "WW"

SUBMISSION
TO THE
STANDING COMMITTEE OF THE HOUSE OF COMMONS
ON
FINANCE, TRADE AND ECONOMIC
AFFAIRS
RE
PROPOSED GUIDELINE DATES FOR METRIC CONVERSION

Consumers' Association of Canada
251 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario. K1P 5Z7

October 17, 1975

SUMMARY

- The Consumers' Association of Canada has been actively involved in Canada's metric conversion program for three years.
- Shortcomings of the Government's public information program are identified.
- Costs incurred by industry for metric conversion are not always as high as anticipated.
- The conversion must not be used as an excuse to raise prices.
- Protection is needed for the public in the form of monitoring and unit pricing.
- Guideline dates for conversion would lead to a more orderly implementation of metric.
- Strong government leadership must be indicated in the areas identified in the brief.

APPENDIX

1. CAC Annual Metric Reports 1972-73
1973-74
1974-75
2. List of CAC branches in Canada
3. Results of three metric awareness surveys
4. Metric Conversion Monitoring Sheet
5. Unit Pricing Brief

1. The Consumers' Association of Canada is a voluntary, independent and non-profit organization which has been representing Canadian consumers for twenty-eight years. In presenting this brief to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs, CAC endeavours to focus attention on consumer concerns at a period when metric conversion is becoming more and more apparent in the marketplace.

2. CAC has been actively involved in Canada's metric conversion effort since 1972. (Appendix 1). At that time, a national metric advisory committee was formed. CAC now has metric chairmen in each province and the territories, and metric representatives in 115 local associations and consumer committees from Whitehorse to St. John's. (Appendix 2). CAC is the only volunteer association representing the Canadian public to be participating in the Metric Commission program. Involvement in metric conversion includes representation on the Metric Commission:

- Steering Committee 9
- Sector Committee 9.5 - Consumers,
Home Economics and Retail Trade
- Sub-Committee on Public Information
- Sector 9.5
- Sector 6.2 - Food
- Sector 7.1 - Textiles
- Sub-Committee on Cookwares and
Housewares - Sector 2.2
- Working group on scales
- Working group on packaging
- Working group on the kilojoule

and representation on various Standards' writing committees.

CAC continues to meet with the Department of Consumer and Corporate Affairs and industry to discuss proposed metric sizes for grocery items. It is CAC's belief that one of the greatest benefits of metric conversion to the consumer can be the reduction in the proliferation of sizes and the development of a standardized series of metric sizes so that the consumer can easily choose value for money.

Other direct benefits for the consumer include the rationalization of material sizes (e.g. reduction in the number of nuts, bolts and screws) and the reduction of error and more rapid calculation stemming from the simplicity of the metric system.

Consumer Interest

There is a great interest and enthusiasm amongst the CAC membership across Canada and an indicated desire to have the conversion to the metric system carried out as efficiently as possible. The CAC magazine CANADIAN CONSUMER has carried articles on metric conversion since early 1973 with the intent that informed consumers can act as catalysts for a favourable public attitude towards metric conversion. Three metric awareness surveys were carried out by our locals across the country in the winter and

and spring of 1975. It was found that over 90% of the Canadian public were aware that Canada was converting to the metric system. (Appendix 3). However, there is apprehension and concern in the minds of many people which appears to result from one or more of the following:

- i) ignorance of why the change is being made, how it is being implemented and how it will affect the individual
- ii) lack of awareness of the benefits of the metric system
- iii) unfamiliarity with the metric system and with relationships between imperial quantities and corresponding metric quantities and the feeling that the change will involve exercises in mathematics
- iv) apprehension that metric changes could be used to justify price increases.

A metric forum was held at the CAC Annual Meeting in June and a number of questions were put to a panel comprised of representatives from the food industry, government and the retail trade. The following questions came from CAC members from all parts of the country:

"When are the imperial measurements going to become illegal and more pointedly why is this not a part of our metric conversion program?"

"Why were the retailers not prepared for the Celsius conversion?"

"Could we have a commitment on behalf of those who are going to convert metrically that when metric sizes are chosen for consumer products they will become a little larger rather than a little smaller?" (e.g. 1 pound-454 grams would become 500 grams rather than 450 or 400 grams)

"Would the panel comment on the statement that Canadians are being given too much time to convert to the metric system?"

"If we identify a rip-off in a consumer product during metric conversion how is it going to be handled after we take the concern either to the Department of Consumer and Corporate Affairs or to the Metric Commission? I see no sense in acting as a 'watch-dog' if something is not going to be done once the problem has been identified."

"Where is the enthusiasm from the federal level to persuade, to encourage us, to support us? When is the federal government going to support this procedure?"

"What is going to happen with car speedometers? Will we get stickers for each year, each model - because the physical size of the speedometers is not the same in all cars?"

"Would the panel comment on the type of information that is being put out and on its availability to the general public?"

"When is strong federal leadership going to be demonstrated in order for the provincial governments to begin to promote metric?"

These questions all occurred in the context of CAC's commitment to a metric year this year.

4. Public Information

Experience in other countries is relevant to Canada. There is general agreement that one of the main reasons metric conversion has been so poorly received in Britain is that the British people were not involved in the conversion process from the start.

"Australia's Metric Conversion Board, benefitting from the U.K. experience, recognized that establishing and maintaining a high level of communication with the general public was a key issue in a successful conversion. The aim has been not only to instruct the public but to gain its support. The first step was to create an awareness of the imminence of conversion and to develop a climate favourable to the change through an understanding of why Australia was converting and what was involved. The prime aim was to overcome apprehension regarding the changeover."¹ Mr. F. Harper of the Australian Board emphasized this when addressing the Canadian Conference Board in Toronto in December. He pointed out how smoothly the Australian program was being carried out and stressed the point that the public information effort was paramount and should supercede all other planning.

¹Metric Reporter (American National Metric Council). Vol.3, No.4,p.5.

Great emphasis is being placed by the management of the Canadian Metric Commission on planning within the sectors but there is very little evidence that any planning has been done for the Commission's information program, both internal and external.

Informing consumers about the metric system should occur in three stages:

- i) making them aware that conversion will take place
- ii) allaying their apprehension
- iii) educating them regarding the units that will be used.

CAC's contention is that while Canadians are aware of metric they remain apprehensive and need to be informed. Meanwhile more and more evidences of the metric system are appearing. The Canadian public is aware of metric through weather reports (temperatures and precipitation); clinical and out-door thermometers and the introduction of metric sizes in grocery items such as ice cream, sugar, soft drink containers, cake flour. Linear measurements are given for some items in metric only e.g. candles, plastic shelf covering. Many industries have shown an initial enthusiasm which must be maintained. This enthusiasm will disappear if consumer resistance occurs. An adequate information program must be instituted now so that

point-of-sale information etc. will be prepared before too many metric sizes items appear on the market; if not, resistance will occur.

Since metric conversion is a new idea for most Canadian industry, some guidance is needed to ensure that information prepared by industry for the public is correct. A great portion of the information beginning to flood the market is untimely and/or incorrect. Such efforts could be prevented through adequate communication to industry. We believe that communication between the various sectors involved in metric conversion is key and that the Metric Commission must endeavour to put more emphasis here.

A delegation from CAC met with the Honourable Alastair Gillespie on March 3, 1975 to raise a number of concerns regarding the Metric Commission and the information program.

The two recommendations made to the Minister at that time were:

- i) that a Public Information Advisory Committee be established immediately similar to the Australian Committee which included senior representatives of newspapers, radio, television and advertising organizations.
- ii) that consideration be given to having the Department of Consumer and Corporate Affairs manage the public information program and hence the dissemination of information since that Department has regional offices across the country.

An information policy committee has been recently

established by the Metric Commissioners and we urge that a plan for the Commission's information program be formed and acted upon immediately. We are aware that as the situation now stands there are inadequate funds for such a program. In our view, this calls for an immediate reordering of priorities with the public information program paramount.

5. Costs of Conversion

Gregor T. Caldwell of the Conference Board in Canada states:

"The important issue, from a cost point of view, is that with careful phasing and planning, conversion costs can be minimized. Many of the expenses attributable to conversion can be offset by savings resulting from standardization, particularly if the number of production items can be reduced."²

In the same article, Mr. Caldwell notes that the pharmaceutical industry in the United States paid for the direct costs of conversion through operating cost savings during the first year of metric operations. Experience in some United Kingdom industries would back this up. They point to significant and on-going savings in terms of production and inventory costs.

²The Problems and Benefits of Metric Conversion, Canadian Business Review, Vol.1, No. 4.

6. Monitoring Price Increases

We recognize that there will be some costs associated with metric conversion. However, the conversion period must not be used as an excuse to raise prices. Statements such as "costs will be passed on to the public in the form of higher prices"³ do nothing to give consumers confidence in the change. It is important that some type of monitoring of prices during metric conversion be carried out particularly to relieve consumer apprehension about potential rip-offs. A vehicle to air consumer complaints regarding this must also be developed. CAC is carrying out a pilot survey of the introduction of metric sized sugar packages across the country. Prices, point-of-sale information and consumer acceptance will be monitored. (Appendix 4). CAC does not have the resources to be the sole monitors of the process.

7. Unit Pricing

Unit pricing would enable the general public to act as monitors of the conversion. (Appendix 5). It has been apparent in talks with industry that similar products will be found in both metric and imperial sizes on the shelves for an extended period of time.

³The Canadian Grocer, August 1975.

Consequently there will be a proliferation of sizes of some grocery items. CAC believes that the consumer needs a tool for making value choices during that period. Cost comparators are too complex for the average person. Unit pricing would provide an excellent tool. A resolution was passed at the Annual Meeting in June that:

CAC urge the Department of Consumer and Corporate Affairs to initiate the development of a standard for unit price label declarations and lists in metric units in retail food stores.

It is important that the Government give impetus to the development of that standard and the mounting of an education campaign to run concurrently with it.

8. Implementation

An orderly implementation will lessen the confusion for the consumer. Guideline dates will give impetus to industries to plan for their conversions. For example: the designation of March 1, 1976 in the Consumer Packaging and Labelling Act as the date on which all packages must carry dual weight or volume declarations has provided an incentive for industry to move to metric sizes since those packages falling into a range of standard metric sizes will be exempt from dual labelling.

The experience of Britain has shown "the need for shortening the conversion time as far as is humanly possible...increasing the time given for conversion merely increases procrastination and hence cost."⁴

9. Strong Government Leadership Needed

Success of the metric conversion program will depend on strong Government leadership in the following areas:

- i) The Metric Commission - the focal point of government leadership should be the Metric Commission. Such leadership will not be possible unless a re-examination of the budget of the Metric Commission is undertaken.
- ii) Co-ordination of federal and provincial government efforts - CAC provincial metric chairmen have reported that the provinces are insisting on strong government action before they begin programs of public information and conversion of matters under provincial jurisdiction.
- iii) Legislation - a number of changes are needed in legislation to facilitate metric conversion (Consumer Packaging and Labelling Act, Weights and Measures Act, Gas Act). CAC is in favour

⁴The Progress of Metric Conversion in Britain, Canadian Textile Journal, October, 1973.

of an umbrella Act which would cover changes needed in these various acts. By combining the legislation public attention would be focussed, on metric conversion and government support would be emphasized.

- iv) Information - support for public information should be given in the form of a general metric information booklet. This would be a first step to be followed by a well-developed two-way information program. Special attention should be paid to an approach to such groups as the aged, low income and ethnic. A public that is not informed will seriously hamper the achievement of the target date.

CAC urges the government to show leadership in the above areas and to adopt the proposed guidelines for metric conversion without delay. It must be made obvious to all that the Government is firmly committed to the process of conversion and will do all in its power to ensure the speedy and successful achievement of the adoption of metric units.

It is difficult to predict the confusion and uncertainty which will exist when changes occur but certainly education in the use of SI (International System of Units) will be a necessity. The Commission will assume responsibility for this in a general way and posters etc. have already begun to roll off the press. It will be helpful to anticipate some of the problems which will occur and this will be one of the functions of this Committee. With this in mind, we have begun to focus on some areas of concern:

1. Packaging: regulations are now being drafted by the Department of Consumer and Corporate Affairs for the new Packaging and Labelling Act. All packages will be required to have either metric or both metric and customary units of weight or volume on their labels. In the case of dual labelling, confusion is evident already in that a common language is not being used by manufacturers e.g. gram is written as gm., frm., grms., instead of the SI notation of g. We feel that dual labelling should only be used for a short transition period. The other problem in the area of packaging is the present proliferation of useful container shapes and odd quantity listings. Since we are moving to metric the optimum would be to have a range of metric specified quantity packages with the following range of weights suggested: 25, 50, 75, 125, 250, 375, 500, 750 grams and 1, 1.5 and 2 kilograms. Volume range would be 25, 50, 75, 100, 175, 200, 350, 450, 500, 750 millilitres and 1,2,3 and 4 litres.

Recommendation is made in the regulations that manufacturers aim for standard metric-sizes such as those now being used for toothpaste in gram weights. The considerable cost in delineating two separate sets of standard sizes and having manufacturers convert from customary standard sizes to metric standard sizes at a later date means additional expense to all concerned. Furthermore it might well simply increase the consumer's confusion. Consumers must demand standard metric packaging and let's commend those manufacturers who introduce it!

2. Milk: We feel that with new standards being drawn up the time is ripe to press for a 3 litre milk jug. This too would be a good way for the consumer to become familiar with the metric system. CAC committee member Mrs. E.P. Bond will prepare a policy paper on this.
3. Decisions have to be made as to whether sizes should move to even metric measurement or whether familiar sizes should continue to be used with metric designation in things such as clothing, yardgoods, bedding, sporting goods. e.g. should the single bed (39" x 72") become 150 cm x 200 cm? This would now be a bed 40" x 78". Or should it be 99 cm x 183 cm?
4. Food Preparation: Some questions which will have to be asked in this area are:
 - i) how many Canadians use kitchen scales?
 - ii) how many Canadians would be willing to change from volume to weight measurement when following recipes?
 - iii) if volume measurement is retained will the capacity of the standard measuring cup be changed e.g. to a rounded metric unit of 250 millilitres?

It is the desire of the Committee to involve CAC locals as much as possible and some of the things which they might do would be:

- i) carry out surveys such as the above and determine consumer problems,
- ii) help identify areas in which metric conversion could be carried out most easily and effectively,
- iii) determine basic costs for converting home workshops to metric tools,
- iv) have open meetings on metric conversion.

With our nation-wide organization, CAC is in an optimum position to help "spread the word" for metric conversion. This has to be done in a lively and colourful manner.

The magazine is an excellent vehicle for information and it is hoped that a column on metric conversion progress can be carried in future issues.

Let us as consumers be informed about metric conversion and let us above all contribute so that when all is said and done and the land is metric, nobody will ask why!

Appendix I

PERIOD: October 1972 - June 1973

CAC ADVISORY COMMITTEE ON METRIC CONVERSION

Annual Report

by

Marilyn Lister

The wheels are beginning to turn and the metric conversion process is on its way in Canada!*

Proposed dates for metric conversion have not yet been decided in the various industries but much thought is being given and recommendations will be sent to the Metric Commission on the methods and timing of conversion most suited to each industrial sector as soon as possible. It is expected that the completion date for a "Metric Canada" will be about ten years hence.

In June 1971, the Metric Commission was established as a result of the White Paper on Metric Conversion in Canada. Its job is to advise upon and coordinate overall planning of the conversion process. Eleven steering committees of the Metric Commission have been formed and over 200 national, industrial, consumer, service, labour, trade, agricultural, professional and educational associations have been asked to establish planning committees to study the impact of metric conversion and to suggest a timetable most suitable to their sector.

CAC is represented on Committee #9 for consumers, services and labour organizations. This is comprised of representatives from organizations such as the Canadian Medical Association, Association of Canadian Advertisers, Canadian Labour Congress etc. Mrs. Betty Robinson (CAC) is Chairman of this steering committee. One introductory meeting has been held to date with another meeting scheduled in May. It was emphasized at the first meeting that the metric conversion program is voluntary. The Commission has no statutory powers.

The CAC Advisory Committee was set up last fall. It is comprised of five members who are geographically scattered. It has so far been difficult to get input from those outside Ottawa and it is hoped that when more momentum gathers a larger Ottawa committee can be formed.

Following are the areas where the consumer will be most affected by the metric changeover: groceries, clothing, cooking utensils, paints, wall paper, hardware and lumber, sports, shoes, carpets and tiles, yard goods, bedding, paper for writing and wrapping, weather announcements, traffic signs, beer, liquor and fuel.

*See CANADIAN CONSUMER November/December 1972
January/February 1973

It is difficult to predict the confusion and uncertainty which will exist when changes occur but certainly education in the use of SI (International System of Units) will be a necessity. The Commission will assume responsibility for this in a general way and posters etc. have already begun to roll off the press. It will be helpful to anticipate some of the problems which will occur and this will be one of the functions of this Committee. With this in mind, we have begun to focus on some areas of concern:

1. Packaging: regulations are now being drafted by the Department of Consumer and Corporate Affairs for the new Packaging and Labelling Act. All packages will be required to have either metric or both metric and customary units of weight or volume on their labels. In the case of dual labelling, confusion is evident already in that a common language is not being used by manufacturers e.g. gram is written as gm., grm., grms., instead of the SI notation of g. We feel that dual labelling should only be used for a short transition period. The other problem in the area of packaging is the present proliferation of useless container shapes and odd quantity listings. Since we are moving to metric the optimum would be to have a range of metric specified quantity packages with the following range of weights suggested: 25, 50, 75, 125, 250, 375, 500, 750, grams and 1, 1.5 and 2 kilograms. Volume range would be 25, 50, 75, 100, 175, 200, 350, 450, 500, 750, millilitres and 1, 2, 3, and 4 litres.

Recommendation is made in the regulations that manufacturers aim for standard metric sizes such as those now being used for toothpaste in gram weights. The considerable cost in delineating two separate sets of standard sizes and having manufacturers convert from customary standard sizes to metric standard sizes at a later date means additional expense to all concerned. Furthermore it might well simply increase the consumer's confusion. Consumers must demand standard metric packaging and let's commend those manufacturers who introduce it!

2. Milk: We feel that with new standards being drawn up the time is ripe to press for a 3 litre milk jug. This too would be a good way for the consumer to become familiar with the metric system. CAC committee member Mrs. E.P. Bond will prepare a policy paper on this.
3. Decisions have to be made as to whether sizes should move to even metric measurement or whether familiar sizes should continue to be used with metric designation in things such as clothing, yardgoods, bedding, sporting goods, e.g. should the single bed (39" x 72") become 150 cm x 200cm? This would now be a bed 40" x 78". Or should it be 99 cm x 183 cm?

4. Food Preparation: Some questions which will have to be asked in this area are:
- i) how many Canadians use kitchen scales?
 - ii) how many Canadians would be willing to change from volume to weight measurement when following recipes?
 - iii) if volume measurement is retained will the capacity of the standard measuring cup be changed e.g. to a rounded metric unit of 250 millilitres?

It is the desire of the Committee to involve CAC locals as much as possible and some of the things which they might do would be:

- i) carry out surveys such as the above and determine consumer problems,
- ii) help identify areas in which metric conversion could be carried out most easily and effectively,
- iii) determine basic costs for converting home workshops to metric tools,
- iv) have open meetings on metric conversion.

With our nation-wide organization, CAC is in an optimum position to help "spread the word" for metric conversion. This has to be done in a lively and colourful manner.

The magazine is an excellent vehicle for information and it is hoped that a column on metric conversion progress can be carried in future issues.

Let us as consumers be informed about metric conversion and let us above all contribute so that when all is said and done and the land is metric, nobody will ask why!

Appendix 1

PERIOD: June 1973 - June 1974

CONSUMERS' ASSOCIATION OF CANADA

CAC ADVISORY COMMITTEE ON METRIC CONVERSIONANNUAL REPORT

by

Marilyn Lister

PROGRESS IN METRIC CONVERSION

The metric conversion program in Canada is gathering momentum and it will be very soon that the consumer will begin to encounter metric measurement in every-day life.

The eleven steering committees and 70 sub or sector committees of the Metric Commission are now embarked on a 4-phase program of investigation, planning, scheduling and implementation of metric conversion. The investigation phase is well underway and should reach its peak this year. The planning phase is expected to extend through 1974 and 1975 and the scheduling phase should be substantially completed in 1976. Implementation should start in 1975, reach its peak in 1977-78 and be completed in most sectors by 1980.

Some tentative implementation dates have already be announced: beginning April 1, 1975, weather temperatures will be in degrees celsius. During the six week period preceding this temperatures will be given in both farenheit and celsius units. Precipitation (rain and snow) will be given in millimetres and metres starting September 1, 1975. August 1, 1976 is the target date for the start of conversion in the grain industry. Highway signs will be changed over a one month period by September, 1977. The sale of gasoline in litres is expected to begin in 1975.

Consumers may have noted random examples of conversion now such as toothpaste, toilet goods, kilometre road signs in Quebec (a measure to familiarize the public with the metric system).

The regulations for Bill C-180 (Packaging and Labelling) have been published and they set out a range of package sizes for solely metric packages. We are encouraged to see these sizes and are hopeful that manufacturers will move to these standardized metric sizes rather than dual labelling existing packages. Soft conversion such as this would not be true metric conversion and benefits from hard conversion such as ease of price comparison, reduction in number of packages etc. would not be realized.

The national symbol for metric conversion has been prepared by the Commission. This symbol will be used for metric items which use correct SI terminology. Watch for it!

The Metric Commission has produced a guide entitled "A Style Guide to SI" designed to educate the public in the correct usage of the new metric units being introduced now. This is available from the Commission or Information Canada. The Commission has also established a Box 4000 for metric information.

The Commission is preparing a handbook for consumers which will be available shortly. This will be part of a series of consumer handbooks.

Two films about the metric system and metric conversion in Canada are being released by the Commission. They will be available free of charge.

A metric newspaper The Metric Monitor is being published quarterly by the Commission. This is intended for wide circulation.

STRUCTURE OF THE CAC METRIC ADVISORY COMMITTEE

A good portion of the past year has been spent setting up the CAC Committee so that it will be representative of Canada as a whole and also

have a broad Ottawa base for quick reaction, monitoring of Commission activities, etc.

The Committee now consists of 6 members from Ottawa, a representative of the CAC research committee and two other CAC members with a particular interest in metric conversion (one from Alberta, the other from Toronto).

There are 10 provincial and territorial representatives. It is hoped that they will deal with provincial governments in matters under provincial jurisdiction such as highways, and education and that they will keep the committee informed as to metric "happenings" in the provinces especially if CAC is involved. It is also hoped that they will help to identify problems particular to their areas especially when things such as scale conversions are introduced on a regional basis.

The Committee will remain in close contact with the Advisory Committee on Standards for Consumers (Standards Council) through CAC representative Mary Robinson.

CAC AND THE METRIC COMMISSION

CAC is now represented on Sector 9.5 of the Metric Commission entitled Consumers Home Economics and Retailers. Elizabeth Bond, CAC committee member, is chairman of this sector. The sector is presently occupied with defining objectives and tasks. While all other steering committees are concerned primarily with the production of goods, this steering committee #9 and hence sector 9.5 is service and consumers oriented and is therefore somewhat dependent on development in manufacturing sectors for its own progress. The CAC Committee feels that it would be desirable to have consumer input at the planning level in other steering committees particularly #6 (Agriculture, Food, Beverages & Tobacco) and #7 (Textiles, Clothing and Leather) and accordingly will put pressure to have representation on those committees.

The Committee has established a good relationship with members of the Commission. The Commission has reacted positively to suggestions made by the CAC committee which has tended to take a lead pursuing the consumer point of view. Because of this, the position of Sector Committee manager for consumers has been created by the Commission. Marilyn Wallace is ably filling this role.

ACTIVITIES OF THE CAC COMMITTEE

Three briefs to date have been submitted to the Metric Commission. CAC's position regarding metric conversion has been defined. The central philosophy is that:

- the consumer be involved in metric conversion process at the start,
- consumer products and services be converted as soon as possible,
- conversion should be to even metric sizes to facilitate price comparisons between sizes,
- whenever possible new standardized metric sizes should be larger than former sizes - if they must be smaller then wide publicity should be given to these items so that hidden price increases cannot exist,
- wherever possible the sale of products should be by weight rather than by vol.
- simple precise information necessary for conversion should be available at the point of sale,
- dual labelling should be avoided so that consumers are forced to think metric,
- a positive attitude in sales personnel must be cultivated from the start by encouraging a concerted education and promotion program for the retail sector,

- guidelines for educators should be prepared immediately so that Departments of Education across the country can move to SI instruction now,
- in respect to household food preparation the consumer must be assured that measurement will only change if the individual so wishes - existing equipment can still be used.

The Committee has held informal and formal meetings with members of the Metric Commission and Department of Consumer and Corporate Affairs dealing with such matters as packaging and consumer information programs.

Specified metric package sizes in the regulations for Bill C-180 have been studied and endorsed.

The Committee has examined the role CAC can play in consumer education. It is felt that CAC is in an excellent position to aid with consumer education. Information programs set up by the Commission and the Department of Consumer and Corporate Affairs could be used at local meetings.

Articles concerning metric conversion have been published in THE CONSUMER. It is intended that articles about metric conversion progress will be carried frequently in the magazine.

A member of the committee has been appointed to examine the clothing area, particularly womens' clothing. Another member will work with Bob Cross in designing conversion stickers and the publicity program in general.

FUTURE ROLE OF CAC COMMITTEE

Sub-committees will be created to study specific topics, monitor other sector and steering committees etc.

The committee will have to determine how it can best contribute to the tasks defined for Sector 9.5. Some of these tasks will include:

- the identification of commodities or services which have few linkage dependencies and whose conversion would be highly visible and to recommend priorities in timing where possible,
- to make recommendations on product sizes relating to consumers in respect to their metric conversion, standardization and rationalization,
- to review standards for consumer goods and make recommendations for legislative revision when necessary,
- to provide guidance for the education of personnel in direct contact with the public,
- to advise on publicity programs,
- to contribute ideas for conversion stickers, price comparison charts, cost comparators, etc.,
- to evaluate the impact on the public of education, publicity and awareness programs and make recommendations on them and on their timing,
- to assess the effect of metric conversion and to ensure the adoption of fair metric conversion practices as they affect the public,
- to examine specific methods for providing assurances and guidance to the general public such as price comparison posters and unit pricing.

Some of the ways in which CAC could contribute would be:

- carry out surveys of public opinion,
- use the magazine for general metric information and as a forum for consumers' views,
- develop simple conversion stickers,
- provide metric information for CAC Locals to set up store-front displays or hold consumer education meetings,
- utilize CAC expertise in areas such as standards, consumer research etc.,
- suggest metric conversion topics to CAC Locals who are producing cable television programs,

- contribute to and evaluate consumer information distributed by the Metric Commission,
- act as watchdogs to ensure that there are no disguised price increases at the time of conversion,
- work with provincial government metric representatives in matters under provincial jurisdiction,
- have metric conversion for CAC's theme for 1975-76. This would tie in with implementation plans in various sectors. The Annual Meeting will be held in Ottawa in 1975 and this would be an excellent place for workshops etc. on metric conversion as the Commission is located in Ottawa,
- submit a report on the work currently being done by the Provinces on the subject of unit pricing.

To achieve this and to ensure that the entire CAC membership is involved it is essential that the committee hear from all interested CAC members. We want to aid in an orderly move to metric conversion and anticipate problems before they occur. To that end we will endeavour to keep all members informed of metric conversion developments and encourage their participation.

CHAIRMAN

Mrs. B.D. Lister
54 Kilbarry Crescent
Ottawa, Ontario

MEMBERS

Mrs. Elizabeth Pond
2407 Rosewood Avenue
Ottawa, Ontario
K2B 7L3

Mrs. J. Madden
190 Grandview Avenue
Ottawa, Ontario

Mrs. J.R. Wilson
233 Fourth Avenue
OTTAWA, Ontario

Mrs. June Freeman
657 Echo Drive
Ottawa, Ontario

Mr. Derick Harrison
Management Systems, Dev. Dept.
P.O. Box 2100
Calgary, Alberta
T2P 2M5

Mr. Walter W. Young
202-1002 Valance Avenue E.
DON MILLS 403, Ontario

Mrs. M. Daniels
8 Kitoman Crescent
MANOTICK, Ontario

Mrs. Marjorie Scott
240 Oriole Pkwy #20
TORONTO 7, Ontario

PROVINCIAL REPRESENTATIVES

Mrs. W.W. Douglas
914 Keith Road
WEST VANCOUVER, British Columbia

Mrs. L. Lillie
233 Dalhousie Drive
WINNIPEG, Manitoba
R3T 2Y9

Mme Madeleine Normand
2800 Poul. Liegeois
QUEBEC 40, Quebec

Mrs. Sally Ackerman
76 Edgemoor Road
TORONTO, Ontario
M8Z 2B8

Mrs. Lidiene van der Made
41 Flamingo Drive
HALIFAX, Nova Scotia

Mrs. Marie Eaton
#17-315 East Place
SASKATOON, Saskatchewan

Mr. Derick Harrison
Management Systems, Dev. Dept.
P.O. Box 2100
CALGARY, Alberta
T2P 2M5

APPENDIX "1"

CONSUMERS' ASSOCIATION OF CANADA

CAC METRIC ADVISORY COMMITTEE ANNUAL REPORT

1974/75

by Marilyn Lister, Chairman

It is interesting to note that this is the third Annual Report since CAC became involved in metric conversion. Perhaps it is time to sit down and take stock of just where we are at and how we envision CAC's role in the metric conversion process in the future.

We have already experienced the first overall metric conversion. Weather reporting is now given in Celsius. CAC's input into that conversion was as follows: recommendation to the Metric Commission that all negative Celsius readings be reported as "minus degrees Celsius" rather than so many degrees below; follow-up of this with press release to media; three public awareness surveys carried out by the National Research Committee in all locals across the country to determine public awareness of the change in weather reporting and forecasting to degrees Celsius - these were the only surveys carried out for the Metric Commission both before and after April 1; attendance by CAC people at Metric Commission seminars for the media in over 40 centres across the country; expression of concern to Mr. Alistair Gillespie, Minister of Industry, Trade & Commerce, that the public were not sufficiently prepared for the conversion; article on weather conversion in the February issue of the magazine; statement to retailers and thermometer manufacturers asking that they assure us that Celsius thermometers would be stocked in all retail outlets by April 1; many CAC people monitored the media after April 1 and made phone calls to urge stations not reporting Celsius only temperatures to do so.

Examining the above it is apparent that CAC's role has been multifaceted; instigating, recommending, monitoring, increasing public awareness, etc. This role is extremely important since we are the only independent group sitting on the Metric Commission committees that represents the interests of all Canadian consumers.

Work of the committee has been seriously hampered by the lack of funds. A budget proposal was submitted to the Metric Commission last September and was refused in January. We had hoped to have two meetings with all provincial metric representatives in Ottawa this year in preparation for our CAC metric year. Suggested projects for the metric year include: metric kits to all locals to include literature, resource lists, ideas for workshops, displays and demonstrations; monitoring kits to all locals so that they will be able to carry out monitoring of each conversion as it occurs; special metric issue of the magazine; public forums on metric conversion to enable consumers to express their concerns; further surveys as required. We must have financial backing to make this metric year a success.

The next major conversion to affect the consumer will be the introduction of metric sugar packages (500 g, 1, 2 and 4 kilograms) next fall and early 1976. CAC has begun to play a role in this by attending a meeting with representatives of the sugar industry and retailers and asking that they make their metric sizes distinctive and add some wording to the package stating that this is a new metric size. We have been assured that retailers will provide information at the point of sale and also carry information in their weekly ads just prior to this conversion.

Information Program

We have been extremely concerned about the quality, type and quantity of information for the general public coming out of the Metric Commission. We have stressed repeatedly that information must be simple and relevant. We are hopeful that some type of Information Policy Advisory Board comprised of people chosen for their experience in information work can be set up. A CAC delegation met with Mr. Gillespie in January to express our concerns and make that recommendation. We also recommended that the information effort be taken over by DCCA who have the facilities for distribution.

Rip-offs

The subject of rip-offs during the conversion process has been raised at many meetings. Public forums for airing consumer concerns were carried out in Australia during their conversion period. They were extremely successful. It is hoped that

the same type of forums could be carried out by CAC on a regional basis. Representatives from government, industry and retailers would be present to answer consumer concerns.

Retail Scale Conversions

Four meetings have been held by the Metric Commission Working Group on retail scale conversions in Toronto, Vancouver, Quebec City and Halifax. Marjorie Scott is the CAC representative on this Group. We have had CAC representation at the meetings in Vancouver, Quebec City and Halifax from locals in those cities. The kilogram has been chosen as the unit of sale by this scale group. Three pilot areas, Kamloops, Sherbrooke and Peterborough have been chosen for a retail scale conversion. It is hoped that CAC locals in those cities will be able to monitor those conversions.

CAC concerns expressed at the scale meetings have been i) that it is not desirable to sell prepackaged produce in metric sizes prior to the scale conversion as consumers will not be able to compare prices of metric prepackaged produce with bulk or store-packed produce in conventional units and ii) there are a large number of independent stores in Canada which have not been reached through representation on Metric Commission Sectors. There is a face to face contact with the public in these stores and it is essential that these retailers be prepared for the conversion.

Proposed Package Sizes

A working group on packaging has been set up by the Commission but only two meetings have been held to date. Sally Ackerman is the CAC representative.

We have had consultation with DCCA on proposed metric sizes for biscuits, detergents, wines, aerosol hair sprays and shaving creams, peanut butter and edible oils. Most of these proposals will bring about a rationalization of package sizes with a subsequent reduction in the number of sizes and the benefit of ease of price comparisons. Detergents will be sold by volume. 85% of detergent packages will be in the sizes 1.5 litres, 3 litres and 6 litres. We have opposed the sizes chosen for butter, cheese, soft drinks and biscuits.

We are concerned that there will be a prolonged period when metric sized items will be sold side by side with existing sizes and feel that unit pricing giving price per metric unit is the only answer to enable consumers to make rational choices in the supermarket. A concerted effort for the implementation of unit pricing in all large supermarkets across the country should be a CAC project during our metric year.

Standards

It is hoped that the newly established CAC Standards Committee will be able to handle the representation on standards committees for new metric standards. We presently have two members of the Metric Advisory Committee sitting on the standards committees for household measures and furniture. The household measures standard has been developed and will be finalized this spring. Liquid measures will be 250 ml, 500 ml and 1 litre; the dry measures 50 ml, 125 ml and 250 ml; and the small measures 1 ml, 2 ml, 15 ml and 25 ml.

The Canadian Home Economics Association has made available a style guide for metric recipes to accompany this standard.

CAC Involvement in Metric Commission Committees

The following is a list of our representation on Metric Commission Committees. We hope to have further representation on Sector 7.1 (Clothing) and 7.2 (Textiles).

Steering Committee 9 - 2 members; Sector 9.5 - 2 members; Sector 9.5 Sub-Committee on Public Information - 3 members, 1 is Chairman; Working Group on Packaging - 1 member; Working Group on Scales - 1 member; Sector 3.2 (Food) - 1 member.

As well as this involvement with the Metric Commission our provincial metric representatives have been extremely busy making speeches, giving workshops, distributing information, etc. Congratulations goes to them for their untiring devotion to the cause! I hope that all local organizations will appoint a metric contact for the metric year who would be able to carry out this type of work as well.

In closing, I would like to express my sincere thanks to Elizabeth Bond for her invaluable help to me during the past two years. Liz has had to resign due to professional commitments but will continue to keep an interest in our CAC efforts for the successful implementation of the metric system in Canada.

CONSUMERS' ASSOCIATION OF CANADA

APPENDIX "2"

LIST OF BRANCHES IN CANADAALBERTA

Calgary
Edmonton
Grande Prairie
Red Deer
Vermilion-Mannville

BRITISH COLUMBIA

Alberni Valley
Campbell River
Cowichan Valley
Cranbrook
Kamloops
Kelowna
Kimberley
Nor-West Vancouver
Port Hardy
Prince George
Richmond
Rossland-Trail
Vernon
Victoria
Williams Lake

NEW BRUNSWICK

Greater Fredericton
Moncton
Sackville
Saint-John

NEWFOUNDLAND

Corner Brook

NORTHWEST TERRITORIES

Inuvik
Pine Point
Yellowknife

NOVA SCOTIA

Annapolis County
Antigonish County
Cape Breton
Colchester County
East Hants
Halifax County
King's County
Pictou County
Strait Area

ONTARIO

Algoma
Barrie
Brantford
Burlington
Chatham
Cornwall
Deep River
Elliot Lake
Gloucester
Goderich
Grimsby
Guelph
Hamilton
Humber
Keswick
Kingston
Kitchener-Waterloo
London
Nepean
Niagara
North Bay
Oshawa
Peterborough
Quinte
Sarnia
Simcoe
St. Thomas
Stratford
Thunder Bay
Toronto
Windsor
Woodstock

PRINCE EDWARD ISLAND

Queen's County
Summerside

QUEBEC

Bas-Richelieu - Sorel
Beloeil
Boucherville
Haut-Richelieu - St. Jean
La Baie - Port Alfred
Lac St-Jean Est
La Tuque
Lakeshore
Laval
Lévis
McGill Students
Montreal West Section
Québec
Salaberry
Sherbrooke
Ste-Foy
Trois-Rivières
Val d'Or
Valleyfield

SASKATCHEWAN

Moose Jaw
Regina
Saskatoon

YUKON TERRITORY

Whitehorse

MANITOBA

(Manitoba Provincial
Association only)

10/10/75

PRELIMINARY REPORTFIRST METRIC AWARENESS SURVEY

There were 1136 responses to the metric survey conducted on January 30th and 31st. In addition 231 CAC members were interviewed for comparison.

Although about 97% of the persons interviewed knew that Canada is converting to metric measurements, only about 50% were aware that, as of April 1, temperature readings were to be given only in degrees Celsius instead of degrees Fahrenheit. In comparison, 77% of the CAC members interviewed were aware of the impending change.

Ten percent of the subjects said that they talked in degrees Celsius for weather temperature but at the same time, ten percent had never heard of it. About 55% had heard the term on radio and 40% on television.

From this survey, it would appear that most people do not know the degrees Celsius for common temperatures. About 50% of the respondents could correctly quote the Celsius for Freezing, 35% for Boiling Water, a little less than 20% for Body Temperature and a little more than 10% for Room Temperature or a Cool, Rainy Day.

The detailed tabulated results are attached, with Canada divided into provinces and each province divided into areas in which the surveys were conducted.

SECOND METRIC AWARENESS SURVEY

1236 responses were obtained in this survey conducted on March 13th. In addition 228 CAC members were interviewed for comparison.

The percentage of persons who knew that Canada was converting to metric measurements remained constant at 97%, but the percentage of those who were aware of the weather conversion for April 1st increased from 50% to 70%.

Despite this increase in national awareness, the following areas had less than 50% of the respondents who were aware of the imminent weather conversion.

B.C.	- Cranbrook, Kimberley
Ontario	- Barrie, Elliot Lake
Quebec	- Trois Rivières
New Brunswick	- Sackville
P.E.I.	- Summerside
Nova Scotia	- East Hants, King's County, Halifax County

This increase in awareness of temperature conversion was not accompanied by an increase in the ability of the public to correctly quote common temperatures in degrees Celsius.

Detailed tabulated results of the second survey are attached.

THIRD METRIC AWARENESS SURVEY

The results of the third Metric Awareness Survey indicate that there has been a marked increase not only in the awareness of the public to metric conversion but also in their knowledge of the degrees Celsius for commonly used temperatures.

There were 1457 responses for this survey conducted on May 8th and 9th. In addition 273 CAC members were interviewed for comparison.

As might be expected, awareness that Canada is converting to metric measurements and that temperatures readings were to be given only in degrees Celsius as of April 1st, was almost one hundred percent. But whereas only 13% of the respondents talked in degrees Celsius as of March 13th, that percentage is now 52%. Accompanying this increased useage of degrees Celsius in conversation is a greater knowledge of the correct Celsius degrees for freezing, boiling, body temperature, room temperature and rainy day temperatures. Only six respondents out of a total of 1457 (0.4%) had never heard of metric conversion.

Detailed tabulated results of the survey are attached.

May 27, 1975

APPENDIX "4"

CONSUMERS' ASSOCIATION OF CANADAMETRIC CONVERSION MONITORINGProduct - SUGAR

Date of introduction of Metric package Date of Survey

City Province Store Name.....

Is unit pricing used in store? ☐ Yes ☐ No

Product Type	Granulated		Lump		Golden Yellow		Dark Brown		Icing		Fruit	
Size	PP	UP	PP	UP	PP	UP	PP	UP	PP	UP	PP	UP
1lb												
2lbs												
5lbs												
10lbs												
500g												
1kg												
2kg												
4kg												
Other (specify)												

Has price of imperial packages changed in past weeks?

If yes please attach on separate sheet.

Yes ☐ No ☐ Don't Know ☐

Point of sale information. Check all which are available.

☐ Posters ☐ Clerks ☐ Product itself ☐ Metric logo used on package?
☐ Displays ☐ Store Manager ☐ Price comparators, charts

Was any information available before conversion? Yes ☐ No ☐

If yes, please describe.

Metric product displayed ☐ Alone (on separate shelf space)☐ Mixed in with customaryPrice comparison - Easy ☐ Moderate ☐ Difficult ☐

Shopper acceptance/reaction:-

Good ☐ Average ☐ Poor ☐ Don't Know ☐

UNIT-PRICING: THE CASE FOR ADOPTION AND USE
- Victor Crostern

The Consumer's Association of Canada has endorsed unit-pricing as a primary aid to supermarket customers in making their purchasing choices. The intention of this paper is to detail the reasons for this endorsement, and present the case for adoption. It is felt that both consumers and retailers should be positively encouraged to accept and use unit-pricing for the greater benefit of all concerned. Further, unit-pricing can be an effective instrument to help both consumers and retailers adjust to the imminent changes in the supermarket, including metrication and optical-scanning checkout systems.

Unit-pricing has been haphazardly instituted and used in Canada during the last few years. In the United States experience has been on a larger scale, and seems to have been more seriously treated, at least by the various chains that have installed it. Both Massachusetts and Rhode Island have passed unit-pricing legislation, other states are considering it, and New York City is actively working out plans for mandatory use. However, most of the materials and studies on the installations and operations that are currently available are rather dated and limited, in that the studies were conducted largely in the 1970-71 period, and extended over quite short time periods (maximum 12 weeks). Consequently, these studies have not produced an entirely inclusive picture of unit-pricing and its effects. A number of firm statements about the potential benefits of unit-pricing can, however, be drawn out of the studies.

- 1) Unit-pricing gives the consumer a better chance to get the most value for money spent in the supermarket.

- Purchasing errors due to ignorance of best value or miscalculation of value are eliminated. Some studies indicate that shoppers may cut down their mistakes in selection of the most economical 'basket' of goods by 50% or more.

- Supermarket shopping becomes a less complicated task (or battle) which can be accomplished with greater preparedness. The elimination of the necessity to calculate the price per unit leaves the shopper to make decisions relating to quality, quantity desired, and total expenditure, while having the unit-price available as a basis for comparison.

- 2) Unit-pricing gives information, and helps the shopper fight deceptive merchandizing practises.

- Customers are quickly alerted to price increases, whether these are straightforward or hidden through contents-reduction of packages. Providing

consumer with this information might stiffen resistance to price hikes, and might inhibit manufacturers and packagers from resorting to the contents-reduction method of increasing prices. This might reduce the odd-size package proliferation at the same time, allowing for greater standardization of package sizes.

- Consumers are alerted to the true comparative unit-costs of "money-saving, family-sized" packaging, helping to fight against the generalized but false assumption that these sizes always provide best value.
- Consumers are given greater opportunity to make more rational decisions in their choices, especially in respect of the quality-price equation. If the only difference between brands is in the packaging, then consumers should know what this is costing them. Together with an education campaign, unit-pricing can effectively fight these unwarranted consumer expenditures and losses of value. If, however, quality differences are real, consumers should be informed of the premium that quality costs. (Studies show, incidentally, that unit-pricing does not foster brand-switching so much as size-switching within brands.)

3) Unit-pricing is beneficial to the retailer too.

- Consumers tend to have greater confidence in retailers who are prepared to more adequately inform them, and have reacted favourably wherever unit-pricing has been introduced. This confidence can be reflected in both an increased clientele and increased sales, thereby off-setting unit-pricing costs.
- Depending upon the size of the retail operation and the number of items to be unit-priced, installation and maintenance costs amount to no more than 10% of profits, and often much less. This cost is off-set by improvements in inventory control and space management, substantial reduction in price-marking errors, and the potential increase in sales. Since computer operations are necessary for efficient introduction of unit-pricing, one or more chain operations might consider selling unit-pricing computer services to smaller non-computerized retail outfits.
- Especially where private labels give greater value to the consumer, unit-pricing tends to improve the competitive position of private label products, and thus improve profit margins.

4) Unit-pricing can be complementary to the metrication program.

- The information provided by unit-pricing can help consumers adapt to the new metric sizes and avoid some of the confusion that will be fostered by conversion. The unit-pricing should be introduced relatively early in the period of dual labelling, and marked in metric units only, so as to condition the consumer and to provide a basis for meaningful price comparisons, regardless of the measures used on the products.
- A monitor on price levels through the conversion period can be more easily effected and hidden price increases quickly spotted, especially in the period that both old and new sizes appear on the shelves.
- Insofar as metrication will involve extensive changes (shelf labelling, display re-arrangements, etc.), a good opportunity is provided to install unit-pricing at minimal additional effort and cost.

5) Optical-scanning checkout systems will enhance the value of unit-pricing to the consumer.

- The proposed shelf-mounted stickers to be used when optical-scanning checkout is introduced should be unit-price stickers. Objections to unit-pricing based on maintenance costs will be invalidated with the institution of optical-scanning.
- The same information should be provided on the printed sales slip at checkout so that consumers are made aware of their costs and values received, and can better prepare their shopping trips.

From the above details, it is fairly obvious that unit-pricing in the supermarket can substantially benefit both consumers and retailers. But any program undertaken must be intelligently conceived, diligently applied, and well maintained after installation. Some points to note are:

- Unit-price labels must be intelligible, uniformly applied and adequately enforced. They should be eye-catching, conspicuously positioned, and contain as much information (product, size, price, unit-price) and is useful to the consumer. The unit-price should be clearly and quickly distinguishable to the eye. Perhaps the item of lowest unit-price within a product group might have a differently-coloured label.
- The unit chosen for unit-pricing should be relevant to the product and to the consumer (preferably the unit in which the product is sold), but where a choice of units is possible the one that most meaningfully emphasizes cost differences should be used.
- Shelf maintenance of unit-price information must be consistently careful, and, of course, regularly up-dated to reflect price or size changes. Damaged or missing labels must be regularly replaced and product must not wander from its label.
- Finally, and most importantly, the public must be educated to the value and use of unit-pricing so that its full potential as an effective instrument is realized. In particular, the lower-income, the uneducated, and the disadvantaged segments of the population must be educated to use unit-pricing, for it is these groups who stand to proportionately benefit the most. To date, unit-pricing seems to have largely benefitted the middle-income, well-educated segments.

Unit-pricing is a potentially effective instrument to be used in the constant economic battle to maximize our available resources. More efficient spending by consumers means more efficient allocation and distribution throughout the economy. Although unit-pricing is not the complete answer - standardization and rationalization of packaging is another important program to be encouraged - it does provide a relatively effective and easy means to make supermarket shopping more rational and efficient. In the battle against inflation and the constant erosion of our personal economics, it is a well-warranted effort.

(June/75)

Metric Sized Products Now On The Market:**Mass**

Hostess Potato Chips	250 g
Arrowroots	350 g
Purina Tender Vittles	500 g
*Swans Down Cake Flour	1 kg
*Saular Pet Litter	2 kg
*Sugar (Western Provinces)	4 kg

Volume

*Shampoo (Head & Shoulders)	175 ml
*Wine (Casa Bello)	1 litre
Detergent (Wisk)	1 litre
Pepsi	1.5 litre
*Ice Cream (Loblaws)	4 litre
*Pyrex Bakeware	1.7 litre (23 X 13 X 7 cm)

Length

*Boudoir candles	30 cm
*Cover All Plastic Wrap	3 m X 91 cm
*Pillsbury Cookie Dough	metric instructions

Temperature

Celsius indoor-outdoor thermometer (Taylor)
Celsius clinical thermometer (Security)

* metric only

Metric Cooking Measures

Correct

Liquid Pyrex 250 ml, 500 ml and 1 litre
 Dry Pantry Pride 50 ml, 125 ml and 250 ml
 Small Pantry Pride 1 ml, 2 ml, 5 ml, 15 ml, and 25 ml

Incorrect

Liquid Foley 200 ml
 Fireking 200 ml

Dry Modern Plastics 56 ml ($\frac{1}{4}$ c), 76 ml ($\frac{1}{3}$ c), 113 ml ($\frac{1}{2}$ c),
 151 ml ($\frac{2}{3}$ c), 170 ml ($\frac{3}{4}$ c), 227 ml (1 c)

Foley 60 ml ($\frac{1}{4}$ c), 80 ml ($\frac{1}{3}$ c), 125 ml ($\frac{1}{2}$ c), 250 ml (1 c)

Modern Plastics 25 ml, 50 ml and 125 ml

Small Foley .6 ml ($\frac{1}{8}$ tsp), 1.2 ml ($\frac{1}{4}$ tsp), 2.5 ml ($\frac{1}{2}$ tsp)
 5 ml (1 tsp), 7.5 ml ($\frac{3}{4}$ tbsp) and 15 ml (1 tbsp)

Modern Plastics 1.25 ml ($\frac{1}{4}$ tsp), 2.5 ml ($\frac{1}{2}$ tsp),
 5 ml (1 tsp) and 15 ml (1 tbsp)

Levco 2.5 spoon, 5 spoon and 15 spoon

APPENDICE «VV»

MEMOIRE

sur

L'ÉCHÉANCIER PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT POUR LA
CONVERSION AU SYSTEME METRIQUE

au

Comité permanent des finances, du commerce
et des questions économiques

par

M E T R I C S T E E L

Groupe d'experts pour la conversion au
systeme métrique dans l'industrie
canadienne du fer et de l'acier

Octobre 1975

Bureau de poste auxiliaire
Burlington, Ontario, L7T 1N4

P. M. McCooley
Administrateur

PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - CALENDRIER DE LA
CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE AU
CANADA

E X A M E N G É N É R A L

Le mémoire fait état de la déclaration de Monsieur Gillespie selon laquelle le gouvernement a approuvé un programme de quatre phases pour la conversion au système métrique au Canada, les dates précises en vue d'atteindre cet objectif étant fixées pour chaque phase.

Les points saillants de la déclaration de principe du gouvernement sur la conversion au système métrique font l'objet d'une étude en même temps que la réaction générale à l'égard du livre blanc. Le mémoire explique la position de l'industrie sidérurgique, et la fourniture de ses matériaux et produits.

Il renferme un résumé des dimensions préférées pour les matériaux, la coordination avec les États-Unis, et les dispositions prises par l'industrie sidérurgique en vue de la conversion au système métrique, l'adoption des normes métriques et de mesures législatives en ce domaine.

L'appui promis et une partie du soutien accordé par les ministères du gouvernement sont exposés en détail, ainsi que l'appui accordé par les gouvernements provinciaux et les municipalités à l'industrie sidérurgique.

On y établit les rapports entre les coûts et les avantages. On y arrive à la conclusion qu'au cours des six dernières années les groupes intéressés ont eu la possibilité de s'y engager, d'étudier, de donner leur réponse à la politique annoncée par le gouvernement. Les parlementaires ont eu la possibilité de discuter les répercussions du changement durant leurs délibérations sur ses avantages et ont adopté en 1971 "La Loi relative au Poids et Mesures" qui a placé les unités métriques dans une position prédominante.

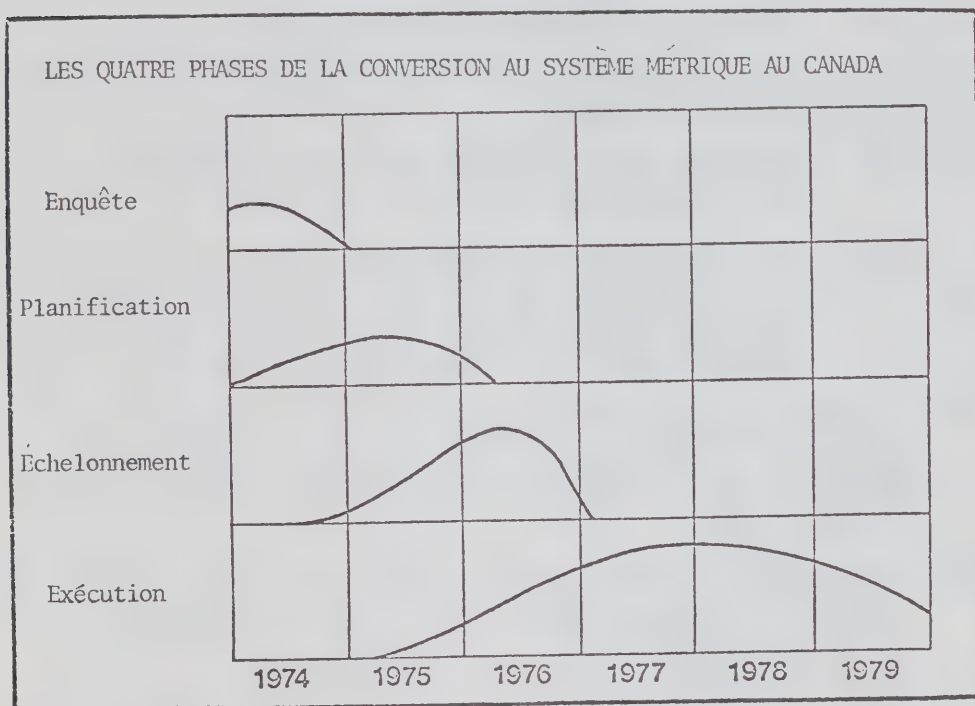
Le gouvernement a exercé sa prérogative d'obtenir un emploi plus généralisé des unités métriques, en fonction de mesures législatives judicieuses.

L'appui apporté à la résolution offrira l'avantage d'une brève transition. Le retard ou le retrait de tout soutien à la résolution entravera le rythme des changements et engendra des frais inutiles. L'adoption naturelle progressive du système international (SI) qui a lieu actuellement en Amérique du Nord ne peut être arrêtée.

Le programme en quatre phases et les dates pour la conversion au système métrique adoptées par le gouvernement donnent une souplesse appropriée à tous les secteurs en leur permettant de répondre aux forces économiques, entraînant la conversion à un système unique de mesures.

CALENDRIER DE CONVERSION

Le gouvernement a un programme en 4 phases pour l'adoption du système métrique au Canada recommandé par la Commission du système métrique; les dates précises en vue d'atteindre cet objectif ont été fixées pour chaque phase. (Alastair Gillespie, le ministre de l'Industrie et du Commerce, volume 119, numéro 97, première session, 30^e législature, lundi 17 mars 1975, page 4158). Le diagramme suivant, publié par la Commission du système métrique, illustre ce programme.



POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

La politique du gouvernement est exposée explicitement dans le Livre blanc sur la conversion au système métrique au Canada, publié en janvier 1970.

- 1.5 Le gouvernement est d'avis que l'adoption du système de mesures métriques devient inévitable, voire souhaitable, au Canada.....
- 1.6 Il convient que le gouvernement fédéral prenne l'initiative de préparer et de réaliser le changement. Par conséquent, le gouvernement fait de la conversion au système métrique un objectif précis de sa politique et propose des moyens d'étude et de consultation qui permettront de déterminer le rythme et les méthodes de conversion compte tenu de l'intérêt national. Il n'envisage pas l'adoption d'une loi pour imposer de façon générale la substitution des unités métriques aux unités P.L.,

- 1.7 Le gouvernement entend créer une Commission préparatoire qui coordonnera, pour le compte du gouvernement, l'étude et la la préparation de la conversion au système métrique.
- 2.7chaque secteur industriel peut ainsi évaluer les problèmes que pose la conversion et envisager des solutions pratiques, comme le choix de la date de conversion, livre des contraintes que supposeraient les changements obligatoires et immédiats des normes matérielles. On peut considérer le projet de conversion au système métrique comme un ensemble de programmes à réaliser sur plusieurs années, suivant les besoins et les problèmes des différents secteurs de l'économie.
- 3.1 (i) L'adhésion du Canada a un système de mesures unique et cohérent ayant pour base les unités métriques doit être reconnue comme inévitable et de nature à servir l'intérêt national.
- (ii) Ce système unique devra servir un jour à toutes les mesures exigées par la loi, et devra être accepté de façon générale pour toutes les autres mesures.
- (iii) La planification et la préparation dans les secteurs public et privé doivent être orientées de façon telle que la population, l'industrie et les pouvoirs publics à tous les niveaux puissent, tout en limitant les frais, retirer du système métrique le maximum d'avantages.
- 3.3 Il s'agit, par des études et des consultations, de déterminer les modes de transition et de décider du moment le plus opportun pour procéder à la conversion dans chaque secteur de l'économie canadienne. Il y aura inévitablement des variations marquées d'un secteur à l'autre.
- 5.1 Le gouvernement accepte de prendre l'initiative de planifier les étapes du changement. Conscient de la nécessité d'une période de transition, il proposera des dispositions permettant de répartir les responsabilités entre les secteurs public et privé pour ce qui est des études, de la planification, des consultations, et, finalement, de l'organisation devant assurer la coordination des opérations. Le projet suppose l'élaboration de programmes assez souples pour pouvoir s'adapter à des situations qui évoluent sans cesse au Canada et à l'étranger. Les vues et les propositions de toutes les personnes intéressées seraient prises en considération au cours de l'opération. De plus, le gouvernement commencerait à effectuer le changement au sein même de ses ministères.

LA RÉACTION GÉNÉRALE À LA DÉCLARATION DE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT

Lorsque le Livre blanc sur la conversion au système métrique a été déposé à la Chambre des communes en janvier 1970, tous les partis politiques ont unanimement approuvé le principe que la conversion au système métrique est non seulement inévitable, mais d'intérêt national.

Le Livre blanc renferme toute une liste de groupes qu'appuient la conversion:

L'Association des Consommateurs du Canada
Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation
L'Institut agricole du Canada
La Chambre de commerce du Canada
La Fédération des enseignants du Canada
L'Association des pharmaciens du Canada
Le Conseil canadien des ingénieurs professionnels
Chemical Institute of Canada
Engineering Institute of Canada
L'Association canadienne des hôpitaux
L'Association canadienne de la construction

Depuis la publication du Livre blanc, ceux qui appuient la conversion ont été constitués en une hiérarchie de comités par la Commission du système métrique, en partant du Comité des commissaires, représentant tous les secteurs d'intérêts économiques et régionaux. Les communications vont dans les deux sens entre les comités de direction et les comités sectoriels, pour contrôler de façon suivie les besoins des associations, des institutions et des groupes de travail.

Pour des raisons qui leur sont propres, certaines sociétés et certains groupes n'ont pas participé aux comités, mais tous ont eu l'occasion de contribuer en y consacrant une partie de leur temps, de leurs fonds ou de leurs compétences. Des groupes aussi importants que l'Association des manufacturiers canadiens ne font pas partie du système de communication parce qu'ils ne peuvent pas s'adapter à la structure actuelle des comités. Celle-ci peut être changée. Les communications et les organismes sont des systèmes dynamiques qui se plient aux changements de circonstances, de situation et de personnalités.

Les administrateurs et la haute direction d'un bon nombre de sociétés, entreprises, instituts et associations du pays, n'ont pas étudié l'incidence de la conversion au système métrique dans leur entreprise et, par conséquent, n'ont pas de politique ou de réponse à faire à la déclaration de principe du gouvernement et au travail de la Commission du système métrique. Au cours des quatre dernières années, les occasions n'ont absolument pas manqué de participer.

Le rôle de la direction dans la conversion
au système métrique est DE PRÉSIDER A UN
CHANGEMENT QUI SE PRODUIT DÉJÀ.

Le programme national canadien et les dates fixées pour la conversion au système métrique, qui sont maintenant présentés au Comité permanent, représentent un consensus d'opinions et de compétences intéressées, informées et concernées. La phase d'enquête est passée, la planification sera terminée d'ici février 1976, la programmation atteindra son sommet d'ici juin 1976, la mise en oeuvre a débuté et le Canada POURRAIT se convertir presque entièrement au système métrique d'ici 1980. Le rythme du changement dépendra des forces économiques et des initiatives gouvernementales à tous les niveaux de l'industrie, des entreprises et des groupes sociaux.

POSITION DE L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER

L'industrie du fer et de l'acier

est

AXEE SUR LE PRODUIT

et elle

DEPEND DU MARCHE

Les aciéries sont principalement productrices de matières de base et de produits concommés pas les industries secondaires ou manufacturières. L'industrie du fer et de l'acier dépend du marché et elle répond aux besoins de ses clients. Si le client VEUT des produits et des matières métriques, les usines n'ont pas le choix. Le marché et les forces économiques dictent le taux de production des produits et des matériaux métriques.

L'industrie du fer et de l'acier NE PEUT PAS
donner le pas à la conversion au système métrique,
mais PEUT uniquement la suivre.

Par exemple, les industries de l'automobile et des véhicules non routiers, d'importance multinationale, EXIGERONT des produits métriques à partir de février 1976. Les aciéries réagissent à ce changement dans les besoins du marché et livreront les produits en dimensions métriques. L'industrie de la construction, après avoir consulté les secteurs économiques dépendants et connexes lors d'une réunion intersectorielle présidée par la Commission du système métrique le 22 avril 1975, a décidé que le 1^{er} janvier 1978 sera le jour J pour cette industrie jour où les plans, les spécifications et tout le matériel nécessaires seront fournis aux constructeurs en système métrique. Par l'intermédiaire du Comité sectoriel 2.1, l'industrie du fer et de l'acier a indiqué que, pour le moment, il semblait n'y avoir aucune raison pour que les produits en acier en dimensions métriques ne soient pas fournis au programme de l'industrie de la construction.

FOURNITURE EN MATERIAUX ET PRODUITS DE FER ET D'ACIER

Il existe deux principales sources d'approvisionnement en matériaux et en produits de fer et d'acier:

1. Les aciéries
2. Les centres de service de l'acier.

Le choix dépend de l'IMPORTANCE de la commande et d'autres facteurs. L'acierie fournit sur COMMANDE, tandis que les centres de service de l'acier fournissent à partir des STOCKS. Le centre de service est le CLIENT de l'acierie; le fabricant dont les besoins sont trop limités pour une commande à l'acierie s'adresse au centre de service de l'acier.

La formation en comités de la Commission du système métrique permet d'établir

le dialogue nécessaire à une recherche approfondie à une planification soignée et à une programmation et une mise en oeuvre méthodiques, qui réduira la période de transition entre les mesures impériales et l'adoption des mesures métriques ce qui bénéficiera aux

PRODUCTEURS
FABRICANTS
ET CONSOMMATEURS

Pendant la période de transition, c'est le centre de service de l'acier qui devra répondre aux besoins de ses CLIENTS - les fabricants dont les besoins sont plus restreints. Le besoin qui en découle d'un stock double doit être satisfait par les ressources financières EXISTANTES au centre si l'on veut éviter que des coûts supplémentaires soient infligés au consommateur. Par conséquent, l'utilisation de dimensions préférées pour le matériel doit être encouragée.

DIMENSIONS PREFEREES
des MATERIAUX

Dans le cadre du système fondé sur le consensus volontaire de l'Association canadienne de normalisation, des comités comprenant en nombre égal des producteurs et des utilisateurs, avec un représentant du ministère de l'industrie et du Commerce, ont élaboré des normes sur "Les dimensions métriques préférées de barres ferreuses en Non-Ferreuses (laminées à chaud et à froid); tiges et câbles; feuilles, bandes et plaques. Ces normes suivent la voie de la procédure de vote et d'approbation de la Commission canadienne de normalisation, et sont soumises au Conseil de Normes du Canada qui doit les approuver comme NORMES NATIONALES DU CANADA.

COORDINATION AVEC LES ETATS-UNIS

Les normes canadiennes sur les dimensions métriques préférées ont été harmonisées avec les normes publiées aux Etats-Unis. La participation de l'industrie canadienne du fer et de l'acier au sein d'associations, de sociétés, d'instituts et de conseils américains assure le maximum de coordination entre les deux pays sur les activités liées à la conversion au système métrique pour le fer et l'acier. En outre, l'industrie participe activement à titre de membre dans le secteur de la métallurgie du American National Metric Council, The Metric Practice Committee of the American Iron and Steel Institute, et d'autres organismes clés.

DISPOSITIONS DE L'INDUSTRIE
DU FER ET DE L'ACIER POUR LA CONVERSION AU SYSTEME METRIQUE

Le groupe de travail sur la conversion au système métrique de l'industrie du fer et de l'acier a été formé à la demande de la Commission du système métrique parce qu'aucun organisme de l'industrie canadienne n'existait. Le groupe de travail, financé par l'industrie, a reçu comme mission de prendre des mesures coopératives pour évaluer les possibilités et résoudre les problèmes que l'industrie du fer et de l'acier connaîtra en effectuant la conversion au système métrique, et pour recommander un échelonnement approprié pour la conversion.

La participation au groupe de travail est ouverte à toute société canadienne productrice de base de fer et d'acier, d'éléments soudés ou laminés, d'aciers plats, de barres, tiges, câbles et tuyaux. Voici les compagnies membres actuelles:

The Algoma Steel Corp. Ltd.
Atlas Steels Company
Barton Tubes Limited
Burlington Steel Company
Canron Limited
Dominion Foundries & Steel Limited
Lake Ontario Steel Company Limited
Interprovincial Steel & Pipe Corp. Ltd.
Manitoba Rolling Mills
Prudential Steel Limited
Questeel Division, QSP Limited
Quebec Iron and Titanium Corporation
Sidbec-Dosco Limited
The Steel Company of Canada, Limited
Sydney Steel Corporation
Titan Steel & Wire
Union Drawn Steel Company Limited
Western Canada Steel Limited.

Le groupe d'étude a tenu sa première réunion le 24 août 1972. Depuis lors, le groupe d'étude et les comités commercial et technique se sont réunis 30 fois.

Le Comité technique a compilé un guide industriel pratique des unités métriques du SI dans l'industrie du fer et de l'acier au Canada, et a identifié le besoin de nouvelles normes et les normes déjà existantes qui devraient figurer dans les publications métriques.

Le comité commercial a effectué, entre autres activités, des recherches sur l'effet de la conversion métrique sur l'industrie et a fait des recommandations aux sociétés membres sur le besoin possible d'achat de matériaux et de produits dans des dimensions métriques.

Le groupe d'étude publie un BULLETIN industriel, posté aux clients et aux fournisseurs de l'industrie. Son tirage dépasse 14,000 exemplaires. Les clients des centres de service des produits métallurgiques ne reçoivent PAS le bulletin directement, mais ces centres peuvent servir à diffuser encore plus l'information. Le BULLETIN est accompagné d'un article de fond sur un sujet d'actualité se rapportant à la conversion métrique, et d'une liste des PUBLICATIONS EDUCATIVES qu'on peut aussi se procurer auprès du groupe d'étude. Bon nombre de ces publications sont bilingues.

Les publications éducatives comprennent:

- TIS 1003 Dimensions métriques des composantes de tuyauterie
- TIS 1004 Guide industriel pratique
- TIS 1007 Carte de conversion métrique
- TIS 1011 Règle à coulisses de conversion métrique
- TIS 1012-1016 Cinq tables murales
- TIS 1017 La conversion métrique et l'ingénieur
- TIS 2001 Communiquer dans le système métrique SI.

Cette dernière publication constitue en outre le texte d'un programme audio-visuel intitulé "La conversion métrique à l'intention de la SECRETAIRE et de son PATRON.

Voici le principe qui sous-tend l'apprentissage métrique de l'employé dans l'industrie:

"Il convient qu'il n'apprenne que ce qui lui est nécessaire pour accomplir sa tâche, quand il a besoin de cette nouvelle connaissance et il a l'occasion de la mettre en pratique."

Nous préparons une FEUILLE DE DONNÉES métriques sur chaque sujet et chaque unité de mesure qui se rapporte au système métrique. Les feuilles de données métriques nécessaires sont sélectionnées et rassemblées en ENSEMBLES DE DONNÉES PERSONNALISÉES pour chaque fonction à l'intérieur d'une société et chaque niveau de travail dans cette fonction. On présume que la connaissance nécessaire à la vie quotidienne dans une société métrique sera tirée des médias et d'autres sources financées par le gouvernement.

On est en train d'effectuer du travail de recherche et de développement afin d'identifier les besoins, la forme et la conception d'ÉTALAGES en vue de compléter les PROGRAMMES ÉDUCATIFS industriels. On effectue un travail similaire sur des EXPOSITIONS ayant pour but d'informer les associations techniques, professionnelles et commerciales des programmes et échéanciers de l'industrie canadienne touchant l'introduction des dimensions métriques dans 6 cas des produits de l'acier.

Nous préparons aussi des étalages additionnels qui seront exposés dans les aires de réception de nos sociétés. Ces étalages viseront à renseigner les visiteurs sur le programme de conversion métrique dans l'industrie, l'échéancier, les progrès accomplis et la manière d'aborder la question.

Les clients et les fournisseurs de l'industrie, les associations techniques, professionnelles et commerciales deviennent de plus en plus conscients de l'appui positif de l'industrie à la conversion métrique par l'entremise d'un programme actif de RELATIONS PUBLIQUES. L'Administrateur a donné plus de 50 conférences au cours des deux dernières années au Canada et aux Etats-Unis.

Les sociétés de l'industrie assument les dépenses de bons nombres d'experts affectés à des COMITÉS DE NORMALISATION nationaux et internationaux, des associations, instituts, sociétés et conseils au Canada, aux États-Unis et outre-mer.

NORMES MÉTRIQUES

Le programme de conversion nécessite l'élaboration d'un grand nombre de normes en très peu de temps. Les organismes de normalisation tirent leurs fonds uniquement des sociétés-membres et des membres privés, de la vente des normes, des droits perçus pour les tests et inspections, et de subventions. Le manque de normes entraverait l'évolution sans heurt du programme de conversion métrique. Il est indispensable que le gouvernement apporte une aide financière supplémentaire au Conseil canadien des normes et finance en outre les organismes de normalisation. Le nombre d'experts compétents dans la rédaction des normes est limité dans l'industrie, le commerce et le gouvernement. Une planification soignée, l'établissement d'un échéancier et la désignation de priorités par la Commission du système métrique aplanira les difficultés, mais l'ORGANISATION DES NORMES NATIONALES CANADIENNES tire sa force du principe de consensus volontaire qui régit l'élaboration et l'approbation des normes, et du travail d'experts bénévoles.

LOIS SUR LE SYSTÈME MÉTRIQUE

Le 23 mai 1973, le Canada devint légalement un pays à deux systèmes lorsque "Un Acte des poids et mesures" stipula:

"Aucun contrat et aucune transaction ne seront réputés invalides ou prêtant à objection du fait que les poids et mesures exprimés ou auxquels il est fait référence dans le dit contrat ou la dite transaction sont des poids et mesures du système métrique..."

Le Livre blanc sur la conversion métrique, présenté le 11 janvier 1970, faisait clairement état de la politique du gouvernement (Voir les pages 1 et 2 du présent mémoire). Au cours des cinq dernières années, le gouvernement a fidèlement mis sa politique en oeuvre.

7 avril 1971 - Une nouvelle Loi sur les poids et mesures décerne à l'unité métrique la première position en stipulant:

"4(1) Toutes les unités de mesure utilisées au Canada doivent être déterminées d'après le Système international d'unités établi par la Conférence générale des poids et mesures."

10 juin 1971 - La Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation donne aux unités métriques un rang équivalent aux unités canadiennes.

"4(1)b) soit en une unité de mesure indiquée à l'annexe I de la Loi sur les poids et mesures et en une unité de mesure canadienne indiquée à l'annexe II de cette loi".

- 14 juin 1971 - En vertu de la Loi sur le Conseil canadien des normes, 55 canadiens ont été nommés au Conseil pour promouvoir et coordonner la normalisation volontaire au Canada et la participation canadienne aux organisations internationales de normalisation.
- Juillet 1971 - M. S.M. Gossage a été nommé président de la Commission préparatoire de conversion métrique (Commission du système métrique)
- Janvier 1972 - Douze membres ont été nommés à la Commission du système métrique
- 26 février 1974 - Les règlements sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation donnent des unités de mesure métriques.

AIDE DES MINISTÈRES

Le Livre blanc mentionnait (5.1) ... que le gouvernement entreprenait également la conversion dans les ministères. Cette politique est déjà mise en oeuvre.

Le ministère des Approvisionnement et Services, par l'entremise de l'Office des normes du gouvernement fédéral, a émis en 1972 le 9-GP-100 pour l'adoption de formats normalisés ISO pour le papier. Ces dimensions "métriques" ont été adoptées par le Conseil canadien des normes, la Commission du système métrique et le gouvernement provincial de l'Ontario (le groupe de travail de l'industrie, suivant l'exemple du gouvernement, a publié ses documents sur papier A4.

Depuis le 1^{er} avril 1975, le service météorologique a commencé à donner la température en degrés celsius, depuis le 1^{er} septembre 1975, elle indique les précipitations en millimètres et elle le fera cet hiver en centimètres.

Le 1^{er} juillet 1977 est la date prévue à laquelle le ministère des Postes commencera à utiliser des unités métriques pour son service au public.

Le 20 juillet 1975, le comité intergouvernemental de la construction chargé de la conversion au système métrique et composé de représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et ceux des territoires a proposé le 1^{er} janvier 1978 comme jour de conversion au système métrique dans le secteur de la construction et a donné à ce secteur l'assurance que le gouvernement sera un des premiers à exécuter les travaux de conception et de construction en utilisant des unités métriques et que le marché gouvernemental pour les produits conçus en unités métriques sera certainement important aussitôt que ces produits seront sur le marché. La construction constitue la principale industrie canadienne et le total des investissements dans ce secteur atteindra en 1975 \$28 millions ou 18% du produit national brut (PNB). Dans l'ensemble, le comité intergouvernemental de la construction pour la conversion au système métrique accaparrera 40% des montants investis dans la construction et c'est lui qui constituera le plus important propriétaire autonome.

Le 21 juillet 1975, le Comité intergouvernemental de la construction a indiqué qu'il appuyait la conception modulaire et la série de normes CSA A31 "COORDINATION DIMENSIONNELLE METRIQUE DES ÉDIFICES". Le ministère des Travaux publics du Canada, de concert avec le Comité intergouvernemental, a proposé de publier une courte série de documents indiquant les dimensions métriques les plus usuelles pour plusieurs matériaux de base de la construction des édifices. Le premier document, publié le 21 juillet 1975 traitait des matériaux en feuilles.

En janvier 1978, les agences de la construction des gouvernements fédéral, provinciaux et des Territoires commenceront à faire des appels d'offres fondés principalement sur les DOCUMENTS CONTRACTUELS EN DONNÉES MÉTRIQUES. Cela signifie que les dessins de travail des projets de grande envergure seront entrepris en janvier 1977 d'après les dessins préliminaires en données métriques qui auront été produits au cours de 1976.

Les ministères méritent des éloges sur la façon dont ils ont mis en oeuvre LA POLITIQUE AVOUÉE DU GOUVERNEMENT au sujet de la conversion au système métrique. Les agences gouvernementales de la construction méritent également des éloges sur la façon dont elles ont reconnu, favorisé et réalisé les épargnes de l'argent des contribuables que permettent la conception modulaire

et la coordination dimensionnelle METRIQUE. L'industrie a reconnu que la façon dont elles ont pris en main la situation constitue un exemple des moyens à prendre pour éliminer les pertes d'argent, de temps, de main-d'oeuvre et de matériaux qu'entraîne la non-utilisation des restes et les incompatibilités techniques qui empêchent l'utilisation de divers matériaux NON coordonnés.

Au niveau des gouvernements provinciaux, une déclaration de principe visant la conversion au système métrique a été émise au nom du ministre de l'éducation de l'Ontario; et elle se lit ainsi: "On prévoit que la majeure partie du programme de conversion au système métrique dans les écoles s'effectuera au cours des années scolaires suivantes:

écoles élémentaires - 1975 et 1976

écoles secondaires - 1976 et 1977.

On espère avoir complété en juin 1978 la conversion à l'utilisation prédominante des unités métriques communes." Les étudiants actuellement en première année de génie de l'Université de l'Alberta seront entièrement familiarisés avec le système métrique recevront dans quatre ans leur diplôme d'ingénieur.

Au niveau des administrations municipales, les règlements exigeant une hauteur minimale de huit pieds (1219 mm) pour les plafonds seront modifiés de façon à être ramenés à 1200 millimètres, conformément aux propositions de révisions qui seront apportées en 1977 à l'édition du Code national du bâtiment. On prévoit la mise en vigueur entre juillet et décembre 1976 d'autres modifications touchant les règlements relatifs aux bâtiments.

APPUI DE L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER

A titre de PRODUCTEUR, l'industrie du fer et de l'acier a démontré qu'elle appuyait la déclaration de politiques relatives à la conversion au système métrique faite par le gouvernement en 1970, en soumettant sa production au régime métrique. L'industrie finance de plus la participation supplémentaire de ses experts aux travaux de comités métriques de sociétés, et d'instituts, de conseils, et d'organisations qui rédigent les normes, ainsi qu'aux travaux de la Commission du système métrique. Cette industrie offre de plus une série de rencontres d'information sur la conversion au système métrique et les sujets connexes aux groupements techniques, commerciaux et autres qui sont intéressés, dans le cadre d'un programme général visant à sensibiliser la population. Par l'entremise d'un BULLETIN, les clients et les fournisseurs de cette industrie sont continuellement tenus au courant des plans, programmes et progrès de l'industrie au chapitre de la conversion au système métrique.

En tant que CONSOMMATEUR, l'Industrie appuie la conversion au système métrique. Le plus grand producteur d'acier du Canada a amorcé, au coût de \$900 millions, la première phase d'un projet qui devrait produire 1.3 millions de tonnes métriques d'acier brut dès la fin de 1977. Ses chantiers, de 2,600 hectares (environ 7,000 acres, comprennent un parc industriel, et l'ensemble du complexe est établi à l'échelle métrique; les élévations de terrain étant aussi calculées en mètres. Tout le travail de génie se fait en mètres, et la plus grande partie de l'équipement de production a été construit à l'échelle métrique. Tous les contracts de génie civil font appel à des matériaux quantifiés en unités métriques. D'ici 1987, on prévoit pourvoir y produire 5.4 millions de tonnes métriques d'acier annuellement et, avec l'équipement de production supplémentaire, les investissements pourraient excéder \$2 milliards. Dans la mesure du possible, le complexe du Lac Erié est construit suivant le système métrique, mais le FONCTIONNEMENT des installations fera uniquement en unités métriques. Les produits pourront être métriques ou impériaux, ou les deux, selon les demandes du marché. En tant que consommateur, l'Industrie a commencé à acheter des produits, des matériaux et des services "métriques".

En tant que BON CITOYEN, l'Industrie a formé et subventionné une "équipe spéciale pour la conversion au système métrique de l'industrie canadienne du fer et de l'acier" afin de collaborer aux travaux de la Commission du système métrique et de satisfaire aux besoins en information de ses propres clients et fournisseurs.

COÛT DE LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

Il y a plusieurs manières d'aborder le sujet du coût de la conversion au système métrique. Nous étudierons deux d'entre elles:

1. Qu'en coûtera-t-il d'ADOPTER le système métrique?
2. Qu'en coûtera-t-il de NE PAS ADOPTER le système métrique?

Le premier point de vue a été adopté par le plus grand producteur d'acier canadien en juin 1973, lorsqu'il utilisa la formule d'établissement des coûts conçue par l'American Iron and Steel Institute (AISI) pour répondre au questionnaire du Bureau national des normes américains; de même que le rapport de l'AISI au Comité de la Chambre (É.-U) le 20 mars 1973. En se fondant sur les ventes de \$730.2 millions en 1971, une estimation préliminaire a montré que les coûts répartis sur 15 ans, s'élevaient à \$94.7 millions ou, répartis sur 7 ans, à \$64.5 millions. Une estimation plus récente évalue les coûts à environ \$5 millions sur 5 ans, et les ventes ont été de \$113.2 millions en 1974. La formule des coûts de L'AISI établie en 1973 reflétait une attitude très négative face à la conversion au système métrique, et montrait des coûts maximaux. Même ce \$5 million sur 5 ans sera probablement diminué de beaucoup, au fur et à mesure que les demandes de subsides seront soumises pour approbation, processus qui exige une justification économique appropriée pour toute dépense.

La deuxième méthode est utilisée par le gouvernement dans son Livre blanc sur la politique de conversion, où il reconnaît que la conversion au système métrique est inévitable et ce, dans l'intérêt national. L'étude approfondie qui a donné lieu au rapport sur la politique de conversion a montré que le Canada ne peut être économiquement viable s'il reste un îlot impérial dans un monde métrique; aucune industrie ne pourra subsister si elle tient à conserver le système impérial dans une économie canadienne métrique; une société qui essaierait de ne vendre que des matériaux, des produits et des services à l'échelle impériale sur un marché métrique, devra en assumer le coût ultime: LA FAILLITE.

AVANTAGES DE LA CONVERSION MÉTRIQUE

Trois idées très répandues, sont habituellement associées à la libre entreprise et à la conversion métrique:

Que les frais soient là où ils sont suscités

Que les économies profitent à ceux qui les font

Que les avantages profitent à ceux qui savent se saisir des occasions propices

Le principal avantage de la conversion au système métrique est la capacité de communiquer dans le système de mesure INTERNATIONAL sans avoir à "convertir" constamment. Les sociétés multinationales gèreront leurs opérations d'après un SEUL système de mesures et des améliorations s'ensuivront dans le domaine des communications, des méthodes de prise de décisions, et de l'efficacité globale des entreprises.

UN CHANGEMENT RAPIDE de la technologie est possible, et on l'a vu dans l'industrie automobile: celle-ci a dû faire face à des problèmes écologiques, à une hausse des prix du pétrole, et satisfaire à la demande en autos plus petites qui s'avèrait dès lors plus avantageuses. Ainsi, un moteur qui existait déjà, avait été mis au point et avait fait ses preuves dans l'Europe métrique a été implanté en Amérique du Nord. Cela peut prendre jusqu'à cinq ans, pour mettre au point de nouveaux moteurs, et ce type de changement technologique rend les fabricants d'automobiles nord-américains MÉTRIQUES et internationaux. L'industrie de l'acier approvisionne en produits métriques le marché métrique de l'industrie automobile toujours croissante. Avec le système métrique, il est possible de s'approvisionner sur tous les marchés du monde. Le Complexe du Lac Erie a utilisé des produits de la Russie, du Japon, de la Hollande, de la France et de l'Allemagne (Tous pays métriques), les pays les plus sûrs à la technologie la plus avancée quant à la fabrication du fer et de l'acier. L'industrie canadienne du fer et de l'acier a vendu sa technologie de fabrication et de transformation au monde métrique, et cet échange de technologie est vital pour une industrie dynamique et hautement productive.

Au fur et à mesure que l'Amérique du nord se dépouille de ses réserves de ressources vitales telles que le fer, le charbon et le pétrole, les pays qui ont ces ressources voudront les échanger pour des technologies qui élèveront le niveau et la qualité de leur vie. Ces pays ressources, veulent une technologie nord-américaine qui soit compatible avec une technologie en provenance de pays métriques que ce soit l'Europe, le Japon, etc.

Si on veut que l'AIDE fournie aux pays du Tiers monde soit utilisée au maximum pour alléger leur faim et satisfaire leurs besoins fondamentaux, alors, on doit reconnaître que l'équipement agricole, la machinerie, et les équipements de transformation doivent être opérés et maintenus d'après l'échelle métrique.

Une standardisation accrue, par la conversion au système métrique conduira à l'interchangeabilité des pièces de rechange, il en résultera des STOCKS simplifiés, une réduction des périodes creuses, et un accroissement de la production à partir de l'équipement existant.

L'utilisation de certaines mesures métriques préférentielles pour les matériaux et les produits entraînera une DIMINUTION DES DÉLAIS DE LIVRAISON, des SÉRIES DE PRODUCTION PLUS LONGUES, et réduira la prolifération des dimensions diverses, apportant ainsi des avantages aux producteurs aux fabricants et aux consommateurs.

La conversion à un nouveau système de mesures donne à une entreprise dynamique l'occasion de se réorganiser, d'améliorer ses moyens de communication, d'éliminer les doubles emplois, d'accroître son efficacité, et d'utiliser au maximum ses ressources existantes.

Un accroissement de la PRODUCTIVITE industrielle, si elle ne réduit pas nécessairement les coûts, devrait en freiner les augmentations.

CONCLUSION

Le gouvernement a clairement énoncé sa politique de conversion dans le Livre blanc de 1970 sur la conversion métrique. Au cours des cinq dernières années, les groupes intéressés ont eu l'occasion de s'engager dans le processus de changement, d'étudier la politique de conversion gouvernementale et de formuler leurs commentaires; les députés ont eu l'OCCASION EN 1971, DE DISCUTER DE L'IMPACT DE CE CHANGEMENT SUR LE CANADA lorsqu'ils ont discuté des avantages de cette conversion, et de passer "une Loi sur les Poids et Mesures" qui accordait la priorité aux unités métriques.

Le gouvernement a procédé, comme c'était en son pouvoir, par décret du conseil, pour mettre en application la conversion métrique, et l'approbation d'aucune autre autorité parlementaire n'était ainsi requise. La fondation juridique pour l'utilisation des unités métrique **se trouve dans les lois sur les Poids et Mesures**, de 1873 et 1971, qui faisaient du Canada un pays à double système, pendant d'une nation qui est à la fois bilingue et biculturelle. Le gouvernement déclare dans son Livre blanc qu'"aucune mesure législative n'est envisagée pour rendre obligatoire l'usage général du système métrique au lieu des unités pouces-livres...."(1.6). Le gouvernement a accepté le principe selon lequel "L'adoption ultérieure dans l'usage canadien d'un seul système de mesures cohérent fondé sur les mesures métriques devrait être envisagée comme inévitable et dans l'intérêt national." (3.1(i)). Les députés n'ont aucunement soulevé l'objection que ces deux déclarations étaient contradictoires, ou qu'un système de mesures unique, bien que proposé comme étant dans l'intérêt national est incompatible avec la politique gouvernementale de bilinguisme et de biculture; les mesures d'efficacité sont sans nul doute différentes.

Tous les partis politiques appuyant la résolution maintenant devant le comité permanent, il en résultera une courte période transitoire du système impérial au système de mesures métriques au Canada. Des délais additionnels et des objections à la résolution entraveront le rythme du changement et entraîneront des frais inutiles, mais ne pourront arrêter l'évolution naturelle de l'Amérique du Nord vers un système international (SI). Le programme en quatre phases et les dates limites pour la conversion métrique adoptés par le gouvernement sont assez souples pour permettre à tous les secteurs de faire face aux aspects économiques que le passage à un système de mesures unique pourra entraîner.

"Le monde hait le changement, et pourtant ce n'est que par lui qu'il a progressé."

Charles Franklin Kettering.

APPENDICE « WW »

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ AU
COMITÉ PERMANENT DES FINANCES, DU COMMERCE
ET DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES
DATES PROPOSÉES POUR LA MISE EN APPLICATION
DE LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DU CANADA
251 ouest, avenue Laurier,
Ottawa, Ontario
K1P 5Z7

Le 17 octobre 1975

SOMMAIRE

- . L'Association des consommateurs du Canada participe activement à la mise en oeuvre du programme canadien de conversion au système métrique depuis 3 ans.
- Mise en lumière des faiblesses du programme d'information publique lancé par le gouvernement.
- L'industrie ne consacre pas autant de fonds que prévus au chapitre de la conversion au système métrique.
- La conversion ne doit pas être utilisée pour justifier une augmentation des prix.
- Le gouvernement doit exercer une surveillance sur l'établissement des prix à l'unité pour protéger le public.
- Des dates précises devraient être fixées pour la mise en oeuvre pour la conversion au système métrique afin que tout se fasse dans l'ordre.
- Il faudrait que le gouvernement fasse preuve de leadership dans les domaines mentionnés dans le présent mémoire.

APPENDICE

1. Rapports annuels de l'ACC concernant le système métrique
(1972-1973, 1973-1974 et 1974-1975)
2. Liste des bureaux de l'ACC au Canada.
3. Résultats de trois sondages sur la sensibilisation des canadiens
au système métrique.
4. Formule de contrôle de conversion au système métrique.
5. Notes sur l'établissement des prix à l'unité.

1. L'Association des consommateurs du Canada est un organisme à but non lucratif, privé et bénévole qui représente les consommateurs canadiens depuis 28 ans. Le présent mémoire présenté par l'ACC au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques vise à attirer l'attention du Comité sur les préoccupations des consommateurs en ce qui a trait à l'importance de plus en plus grande que prennent les unités métriques dans le marché canadien.

2. L'ACC participe activement au mouvement canadien de conversion au système métrique depuis 1972 (voir l'appendice 1), année de la mise sur pied d'un comité consultatif national de la conversion au système métrique. A l'heure actuelle, l'ACC compte parmi son personnel un président par province et par territoire des questions relatives à la conversion au système métrique; elle a en outre délégué des représentants s'occupant de ces mêmes questions dans 115 associations locales et comités de consommateurs des quatre coins du pays, de Whitehorse à Saint-Jean (Terreneuve) (Appendice 2). L'ACC est la seule association bénévole représentant le public canadien à participer au programme de la commission du système métrique. Elle a en outre délégué des représentants auprès de la Commission du système métrique:

- Comité directeur 9
- Comité sectoriel 9.5 - Consommateurs, économie domestique et commerce de bétail
- Sous-comité de la politique d'information - Secteur 9.5
- Secteur 6.2 - Aliments
- Secteur 7.1 - Textiles
- Sous-comité des batteries de cuisine et des appareils ménagers - Secteur 2.2
- Groupe de travail sur les balances
- Groupe de travail sur l'emballage
- Groupe de travail sur le kilojoule

de même qu'au sein de divers Comités sur la rédaction des normes.

L'ACC demeure en communication constante avec le ministère de la Consommation et des Corporations de même qu'avec l'industrie pour discuter des unités métriques qui devraient être utilisées dans le cas des articles d'épicerie. L'ACC estime que l'un des grands avantages de la conversion au système métrique pour le consommateur sera qu'elle mettra un terme à la prolifération des mesures utilisées et qu'elle imposera l'utilisation de mesures métriques normalisées de façon que les consommateurs pourront faire leurs achats avec plus de discernement. Au nombre des autres avantages directs que les consommateurs pourront tirer de la conversion au système métrique, on retrouve la rationalisation des dimensions des matériaux (réduction entre autres du nombre d'écrous, de boulons et de vis), l'élimination d'un certain nombre d'erreurs et plus de rapidité dans les calculs en raison de la simplicité du système métrique.

3. Intérêt des consommateurs

Partout au Canada, la conversion au système métrique a suscité un vif intérêt et un grand enthousiasme chez les membres de l'ACC. Partout l'on a retrouvé ce même désir que la conversion au système métrique se fasse le plus rapidement possible. Depuis 1973, de nombreux articles ont été publiés sur le sujet dans LE CONSOMMATEUR CANADIEN, magazine de l'ACC. Ces articles visaient à sensibiliser les consommateurs au rôle qu'ils peuvent jouer auprès du public afin qu'il adopte une attitude favorable à l'égard de la conversion au système métrique. Au cours de l'hiver et du printemps de 1975, trois sondages visant à déterminer la sensibilisation au système métrique ont été menés par nos succursales d'un bout à l'autre du pays. Ces sondages nous ont permis de découvrir que 90% des citoyens canadiens savaient que le Canada avait entrepris la conversion au système

métrique. (Annexe 3). Il semble, cependant, que cette innovation suscite chez bon nombre de Canadiens craintes et préoccupations pour l'une ou l'autre des raisons suivantes:

- i) on ignore la raison pour laquelle on appliquera les unités métriques, comment la conversion au système métrique sera mise en oeuvre et les conséquences qu'elle aura pour chaque citoyen;
- ii) on ne connaît pas suffisamment les avantages qui résulteront de la conversion au système métrique;
- iii) on connaît mal les unités métriques et leur valeur par rapport aux unités impériales et on a l'impression que la conversion obligera les Canadiens à se livrer à de fastidieux exercices mathématiques;
- iv) on craint que la conversion au système métrique sera utilisée pour justifier des augmentations de prix.

En juin dernier, lors de son assemblée annuelle, l'ACC a tenu une table ronde sur la conversion au système métrique. Au nombre de conférenciers invités, on retrouvait des représentants de l'industrie alimentaire, du gouvernement et du commerce de détail. Des membres de l'ACC, venant de tous les coins du pays, leur ont posé de nombreuses questions. En voici quelques-unes:

"Quand deviendra-t-il illégal d'utiliser les unités impériales et pourquoi au juste cette question n'a-t-elle pas été traitée dans le programme de conversion au système métrique?"

"Comment se fait-il que les détaillants n'étaient pas préparés à la conversion aux unités celsius?"

"Pourrions-nous obtenir des personnes qui s'occuperont de la conversion au système métrique qu'elles nous donnent l'assurance que les produits de consommation seront présentés dans un plus grand format et non dans de plus petits formats suite à la conversion au système métrique?" (Qu'un produit pesant une livre, par exemple, soit 454 grammes, se vende dans un format de 500 grammes plutôt que dans un format de 450 ou de 400 grammes).

"Les invités auraient-ils l'obligance de commenter la déclaration selon laquelle les Canadiens prendraient trop de temps pour mettre en application la conversion au système métrique?"

"Si les consommateurs, dans le cas d'un produit donné, sont lésés par la conversion au système métrique, quelles mesures le ministère de la Consommation et des Corporations ou la Commission du système métrique pourront-ils prendre? Agir en tant de contrôleur ne sert à rien si des mesures ne sont pas prises dès qu'un problème est repéré."

"Comment se fait-il que le gouvernement fédéral ne fasse rien pour nous persuader, nous encourager et nous appuyer? Quand le gouvernement fédéral va-t-il prendre des mesures pour promouvoir la conversion au système métrique?"

"Qu'adviendra-t-il dans le cas des tachymètres? Les fabricants seront-ils obligés de mettre des collants chaque année dans tous leurs modèles, parce que les tachymètres des diverses voitures n'ont pas tous les mêmes dimensions?"

"Les invités pourraient-ils nous donner des précisions sur les documents d'information qui sont publiés et sur leur diffusion dans le public en général?"

"Quand le gouvernement fédéral commencera-t-il à faire preuve de leadership afin que les gouvernements provinciaux fassent des efforts pour promouvoir la conversion au système métrique?"

Toutes ces questions s'inscrivent dans le vaste mouvement lancé par l'ACC pour faire de l'année en cours l'année de la conversion au système métrique.

4. Information du public

L'expérience des autres pays peut servir au Canada. On s'entend généralement pour dire que la conversion au système métrique a été si peu favorablement accueillie en Grande-Bretagne surtout parce que le peuple britannique n'a pas été amené dès le début à participer au processus de conversion.

"Le Bureau de conversion au système métrique de l'Australie, profitant de l'expérience du Royaume Uni, a reconnu qu'il fallait absolument établir et maintenir un haut niveau de communications avec le grand public pour réussir la conversion. Il ne s'agissait pas seulement d'instruire le public, mais de gagner son appui. La première étape a été de l'éveiller à l'imminence de la conversion et de créer un climat propice au changement en faisant comprendre à la population pourquoi l'Australie adoptait le système métrique et ce que cela comportait. Le principal objectif était de surmonter l'appréhension du changement."¹

Monsieur F. Harper de la Commission australienne en a souligné l'importance lorsqu'il s'est adressé au Canadian Conference Board à Toronto en décembre. Il a fait ressortir la souplesse avec laquelle la conversion s'était effectuée en Australie, et a insisté sur le fait que l'information du public restait primordiale et devrait prendre le pas sur toute autre forme de planification.

La direction de la Commission du système métrique donne une grande importance à la planification au sein des secteurs, mais il semble que bien peu de planification ait été faite pour le programme d'information de la Commission, tant interne qu'externe.

L'information des consommateurs sur le système métrique devrait se faire en trois étapes:

1. Metric Reporter (American National Metric Council). Vol. 3, n° 4, page 5.

- i) leur apprendre que la conversion aura lieu,
- ii) dissiper leurs craintes, et
- iii) leur apprendre à utiliser les nouvelles mesures.

L'ACC croit que même si les Canadiens connaissent le système métrique, ils conservent une certaine appréhension et ont besoin d'être informés. Entre temps, un nombre de plus en plus grand de signes de la présence du système métrique se manifestent. Le public canadien prend connaissance du système métrique par l'entremise des rapports météorologiques (température et précipitations); des thermomètres médicaux et climatiques et de l'utilisation progressive de mesures métriques dans des articles d'épicerie tels que la crème glacée, le sucre, les eaux gazeuses, la farine à pâtisserie. Les mesures linéaires sont données en système métrique uniquement pour quelques articles, par exemple les chandelles et la tapisserie de plastique. Bon nombre d'industries ont tout de suite manifesté un enthousiasme qui doit être préservé. Cet enthousiasme disparaîtra si le consommateur fait preuve d'une certaine résistance. Un programme d'information adéquat doit être lancé maintenant pour que l'information au point de vente etc soit prête avant que trop d'articles en unités métriques n'apparaissent sur le marché; sinon, on manifestera de la résistance.

Comme la conversion au système métrique est une nouveauté pour la plupart des industries canadiennes, il faut prévoir certaines lignes directrices pour que l'information préparée par l'industrie à l'intention du public soit exacte. Une grande partie de l'information qui commence à arriver sur le marché est inopportune et (ou) incorrecte. Ces efforts inutiles

pourraient être évités par une communication adéquate avec l'industrie. Nous croyons que la communication entre les divers secteurs touchés par la conversion au système métrique est essentielle et que la Commission du système métrique doit s'efforcer d'en accentuer davantage l'importance. Une délégation de l'ACC a rencontré l'honorable Alastair Gillespie le 3 mars 1975 pour lui faire part d'un certain nombre de préoccupations au sujet de la Commission du système métrique et du programme d'information. Voici les deux recommandations faites au ministre à l'époque.

- i) qu'un comité consultatif d'information du public soit immédiatement créé sur le modèle du comité australien qui se composait des principaux représentants de la presse, de la radio, de la télévision et des organismes de publicité.
- ii) qu'on songe à demander au ministre de la Consommation et des Corporations de diriger le programme d'information du public et, par conséquent, la diffusion de l'information puisque ce ministère a des bureaux régionaux dans tout le pays.

Un comité de la politique d'information a été récemment constitué par les membres de la Commission du système métrique et nous croyons important que le plan du programme d'information de la Commission soit établi et exécuté immédiatement. Nous savons que dans la situation actuelle, il n'y a pas suffisamment de fonds pour financer un tel programme. A notre avis, il faut procéder immédiatement à une réformation des priorités en tenant compte de l'importance primordiale du programme d'information du public.

5. Coûts de la conversion

Grenor T. Caldwell du Canadian Conference Board déclare:

"La principale question, au point de vue des coûts,

c'est qu'avec un échelonnement et une planification soignés, les coûts de conversion peuvent être minimisés. Un grand nombre des dépenses attribuables à la conversion peuvent être compensées par les épargnes résultant d'une normalisation, tout particulièrement si le nombre des articles de production peut être réduit." ²

Dans le même article, M. Caldwell observe que l'industrie pharmaceutique américaine assumait les coûts directs de conversion par les épargnes des coûts d'exploitation réalisées au cours de la première année de la mise en place du système métrique. L'expérience importantes et continues, en ce qui a trait aux coûts de production et des stocks.

6. Contrôle des hausses de prix

Nous comprenons que la conversion au système métrique entraînera certains frais. Toutefois, la période de conversion ne doit pas servir de prétexte à des hausses de prix. Des déclarations telles "les frais seront assumés par le public sous forme de prix plus élevés" ³ ne contribuent certes pas à rendre le consommateur confiant face au changement. Il est important qu'un certain genre de contrôle des prix, au cours de la conversion au système métrique, soit effectué, surtout pour dissiper l'appréhension du consommateur au sujet d'éventuels abus.

Il faut également songer à un moyen de répondre aux plaintes des consommateurs à ce sujet. L'ACC a lancé une enquête pilote pour la présentation dans tout le pays de paquets de sucre en mesures métriques.

2. The Problems and Benefits of Metric Conversion, Canadian Business Review, Volume 1, n° 4.

3. The Canadian Grocer, août 1975.

Les prix, l'information au point de vente et l'acceptation du consommateur seront contrôlés. (Annexe 4). L'ACC n'a pas les ressources nécessaires pour être l'unique agent de contrôle du processus.

7. Prix à l'unité

L'établissement de prix à l'unité permettra au grand public d'agir en tant que contrôleur de la conversion. (Annexe 5). Il est ressorti d'entretiens avec des représentants de l'industrie, que des produits semblables se trouveront à la fois en mesures métriques et impériales sur les tablettes, pendant assez longtemps.

Il y aura donc une prolifération de formats pour certains articles d'épicerie. L'ACC croit que le consommateur a besoin d'un moyen pour soupeser la valeur des produits pendant cette période. Les comparateurs de coûts sont trop complexes pour le consommateur moyen. L'établissement de prix à l'unité serait un excellent moyen. Une résolution a été adoptée lors de la réunion annuelle, en juin, selon laquelle:

L'ACC presse le ministère de la Consommation et des Corporations d'entreprendre l'élaboration d'une norme pour la rédaction des étiquettes et des listes en fonction des unités en mesures métriques dans les magasins d'alimentation de détail.

Il importe que le gouvernement donne le pas pour l'élaboration de cette norme et la préparation d'une campagne d'information qui devra l'accompagner.

8. Mise en oeuvre

Une mise en oeuvre ordonnée atténuera la confusion chez le consommateur. Un échelonnement de dates incitera l'industrie à planifier la conversion. Par exemple: le choix du 1^{er} mars 1976 dans la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, comme date à laquelle tous les emballages doivent porter deux poids ou volumes a inciter l'industrie à adopter les mesures métriques puisque les emballages qui s'inscrivent dans

une gamme d'unités métriques normales seront exempts du double étiquetage. L'expérience de la Grande-Bretagne a illustré "le besoin d'abrégé le plus possible la période de conversion ...augmenter le temps de conversion ne fait qu'accroître la temporisation et par conséquent les coûts." 4

9. Nécessité d'une prise de positions gouvernementale ferme

Le succès du programme de conversion au système métrique dépendra de la ferme prise de position gouvernementale dans les domaines suivants:

- i) La Commission du système métrique - elle devrait constituer le point central de l'action gouvernementale. Cette action ne sera pas possible sans un réexamen du budget de la Commission.
- ii) La coordination des efforts des gouvernements fédéral et provinciaux - les présidents provinciaux du système métrique de l'ACC ont déclaré que les provinces insistent pour que le gouvernement adopte une attitude ferme avant de commencer les programmes d'information du public et la conversion dans les domaines compétence provinciale.
- iii) Législation - un certain nombre de changements doivent être effectués dans les lois pour faciliter la conversion au système métrique (Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, Loi sur les poids et mesures, Loi sur le gaz.)

4. The Progress of Metric Conversion in Britain, Canadian Textile Journal, Octobre 1973.,

L'ACC préconise l'adoption d'une loi cadre qui apporterait tous les changements nécessaires aux diverses lois. Cette loi cadre attirerait l'attention du public sur la conversion au système métrique et la population en appuierait davantage le gouvernement.

iv) L'information

L'information du public devrait se faire sous forme d'un livret de renseignements généraux sur le système métrique. Il s'agirait là d'une première étape qui serait suivie d'un programme bien élaboré d'information mutuelle. Il conviendrait d'accorder une attention spéciale à des groupes tels les personnes âgées, les gagne-petit et les membres des groupes ethniques. Un public non informé compromettra dangereusement ce respect de l'échéance. L'ACC presse le gouvernement de donner le pas dans les domaines susmentionnés et d'adopter sans délai les directives proposées pour la conversion au système métrique. Tous doivent être convaincus que le gouvernement est fermement engagé dans le processus de la conversion et qu'il fera tout en son pouvoir pour que l'adoption des unités métriques se fasse rapidement et sans douleur.

Appendice 1

PERIODE: octobre 1972 - juin 1973

LE COMITE CONSULTATIF (ACC) SUR LA CONVERSION AU SYSTEME METRIQUE

Rapport annuel

par

Marilyn Lister

La machine commence à se mettre en branle et le processus de conversion au système métrique fait son chemin au Canada!*

On n'a encore proposé aucune date pour l'adoption définitive du système métrique dans les différents secteurs industriels, mais des progrès ont été accomplis et on compte faire parvenir à la Commission du système métrique des recommandations sur les méthodes et l'échéancier convenant le mieux à une conversion aussi rapide que possible dans chaque secteur industriel. On prévoit que l'adoption définitive du système métrique au Canada aura lieu dans environ dix ans.

En juin 1971, la Commission du système métrique a été créée à la suite d'un Livre Blanc sur l'adoption du système métrique au Canada. Son rôle consiste à conseiller et à coordonner la planification globale du processus de conversion. Onze comités de direction de la Commission ont été formés et on a demandé à plus de 200 associations nationales d'entreprises, de consommateurs, de services, de travailleurs, de corps de métiers, d'agriculture, de professions libérales et d'éducateurs de mettre sur pied des comités de planification pour étudier la portée de la conversion au système métrique et proposer un échéancier convenant le mieux à leur secteur.

L'ACC est représentée au comité no 9 composé d'organismes de consommateurs, de services et de travailleurs. Ce groupe comprend des représentants d'organismes comme l'Association médicale du Canada, l'Association canadienne des annonceurs, le Congrès du travail du Canada, etc. Mme Betty Robinson (ACC) préside ce comité de direction. Jusqu'à présent, nous avons tenu une réunion préliminaire, la prochaine devant avoir lieu en mai. Lors de cette première réunion, l'accent a été surtout mis sur le caractère volontaire du programme de conversion au système métrique. La Commission n'a aucun pouvoir statutaire.

Le Comité consultatif de l'ACC a été créé l'automne dernier. Il se compose de cinq membres qui sont géographiquement dispersés. Jusqu'à maintenant il a été difficile d'obtenir la contribution de ceux qui résident à l'extérieur d'Ottawa, et nous espérons qu'en déployant une plus grande activité, il sera possible de former un comité plus vaste à Ottawa.

Viennent ensuite les domaines où la conversion au système métrique touche davantage le consommateur: l'alimentation, le vêtement, les ustensiles de cuisine, la peinture, les tentures, la quincaillerie et le bois d'oeuvre, le matériel de sport, la chaussure, les tapis et les carreaux, les tissus, la literie, la papeterie et le papier d'emballage, la météorologie, la signalisation routière, la bière, les boissons, les carburants de chauffage et l'essence.

* Voir le Consommateur canadien novembre/décembre 1972
janvier /février 1973

Il est difficile de prévoir la confusion et les incertitudes que ces changements apporteront, mais il est certain qu'il faudra enseigner l'usage du SI (Système international d'unités). La Commission assumera cette responsabilité générale et a déjà commencé à imprimer des affiches. En raison de la nécessité de prévoir certains des problèmes qui se poseront, cette tâche fait partie des fonctions du comité. En ne perdant pas de vue cet aspect, nous avons commencé à nous concentrer sur certains domaines d'intérêt:

1. Les emballages: Le ministère de la Consommation et des Corporations a entrepris la rédaction de règlements afférents à la nouvelle Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation. Les étiquettes des emballages devront faire mention du poids ou du volume soit dans le système métrique, soit dans le système anglais. Dans le cas des étiquettes portant les deux mentions, la confusion règne déjà car les fabricants n'utilisent pas le même langage; par exemple, pour l'abréviation de gramme, on trouve gm, grm, grms au lieu de la notation "g" normalisée du SI. L'étiquetage selon les deux unités ne devrait être employée que pour une courte période de transition. Un autre problème d'emballage est la prolifération actuelle de formes de contenants inutiles et de contenants de capacités non courantes.

Puisque nous passons au système métrique, le mieux serait d'avoir une gamme de contenants métriques dont la gamme de poids pourrait être la suivante: 25, 50, 75, 125, 250, 375, 500, et 750, grammes et 1, 1.5 et 2 kg. Les différents volumes seraient de 25, 50, 75, 100, 175, 200, 350, 450, 500, 750 ml, et 1, 2, 3 et 4 litres.

Dans les règlements, on a recommandé aux fabricants d'établir des formats métriques normalisés, en grammes, tout comme ceux qui sont maintenant utilisés pour les dentifrices. Le fait de concevoir deux gammes distinctes de formats normalisés et de laisser ensuite aux fabricants la tâche de convertir les unités anglaises en unités métriques normalisées, entraînent des dépenses additionnelles pour tous les intéressés. En outre, cela n'aurait pour effet que d'accroître la confusion chez les consommateurs. Ceux-ci doivent exiger des emballages métriques normalisés et nous devons imposer nos exigences à ceux qui les fabriquent.

2. Le lait: il nous semble qu'avec l'introduction de nouvelles normes, le temps est venu d'exiger un contenant de 3 litres. Ce serait également un bon moyen pour permettre aux consommateurs de se familiariser avec le système métrique. Mme D.E. Bond, membre du comité de l'ACC, rédigera une déclaration de principes à ce sujet.

3. Il faudra décider si l'on devra adopter des dimensions métriques entières ou s'il faudra conserver les dimensions actuellement employées, accompagnées de leur équivalent métrique pour les articles comme les vêtements, les tissus, la literie et les articles de sport. Par exemple, les dimensions d'un lit simple (39 X 72 po) deviendront-elles 100cm X 200 cm ? Ce lit mesurerait alors 40 X 78 po. Devra-t-il plutôt mesurer 99 cm X 183 cm?

4. La cuisine: il faudra dans ce domaine poser quelques questions comme:

-) Combien de Canadiens utilisent des balances de cuisine?
-) Combien de Canadiens accepteront de passer des unités de volume aux unités de poids dans les recettes?
-) Si l'on garde les unités de volume, la capacité de la tasse à mesurer normalisée sera-t-elle changée, par exemple, à une unité métrique arrondie de 250 millilitres?

Le Comité désire obtenir la plus grande participation possible des associations locales de l'ACC; elles pourraient par exemple:

-) mener des enquêtes comme celle qui est ci-haut mentionnée, et définir les problèmes des consommateurs.
-) aider à identifier les secteurs dans lesquels le système métrique pourrait être appliqué le plus facilement et efficacement.
-) déterminer les coûts de base de la conversion au système métrique des outils de bricolage.
-) tenir des tables rondes sur la conversion au système métrique.

Grâce à notre organisation nationale, l'ACC est des mieux placées pour "passer le mot" au sujet de la conversion au système métrique. Cela doit se faire de manière vivante et colorée.

Notre revue est un excellent moyen d'information et nous espérons que dans les numéros à venir il sera possible de consacrer une rubrique au progrès de la conversion au système métrique.

Comme consommateurs, renseignons-nous sur la conversion métrique et surtout, contribuons, de sorte que lorsque tout sera dit et que le système métrique sera adopté chez nous, personne ne se demandera pourquoi!

Période: juin 1973-juin 1974

ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DU CANADA

COMITE CONSULTATIF ACC DE LA CONVERSION AU SYSTEME METRIQUE

RAPPORT ANNUEL

par

Marilyn Lister

Les progrès de la conversion au système métrique

Le programme canadien de conversion au système métrique prend sa vitesse de croisière et d'ici fort peu de temps les consommateurs commenceront à faire réellement connaissance avec les mesures métriques dans leurs activités quotidiennes.

Les onze comités directeurs et les 70 sous-comités sectoriels de la Commission du système métrique travaillent à la réalisation d'un programme en quatre phases: recherches, planification, programmation et mise en oeuvre de cette conversion. La phase recherches est déjà bien avancée et devrait atteindre son plafond cette année. La phase planification devrait occuper 1974 et 1975, tandis que la phase programmation devrait être pratiquement achevée en 1976. La mise en oeuvre devrait démarrer en 1975, battre son plein en 1977-1978 et s'achever dans la plupart des secteurs avant 1980.

Un certain nombre de dates probables de mise en oeuvre sont déjà connues: à partir du 1 avril 1975, la météo donnera les températures en degrés Celsius; au cours des six semaines précédentes elle sera indiquée à la fois en Fahrenheit et en Celsius. Les précipitations (pluie, neige) seront indiquées en millimètres et en mètres à compter du 1^{er} septembre 1975. Le 1^{er} août 1976 est la date prévue pour le démarrage de la conversion dans l'industrie céréalière. Les panneaux routiers passeront au métrique en un mois avant septembre 1977. L'essence devrait se vendre au litre à partir de 1975.

Les consommateurs ont sans doute déjà remarqué par-ci par-là des exemples de cette conversion, comme par exemple dans les pâtes dentifrice, les articles de toilette et les panneaux kilométriques routiers du Québec (mis en place afin de familiariser le public avec le système métrique).

Les règlements afférents au projet de loi C-180 sur l'emballage et l'étiquetage ont été publiés et ils définissent toute une série de tailles d'emballages, uniquement en mesures métriques. Cela est fort encourageant, et nous espérons que les fabricants s'orienteront vers ces tailles métriques normalisées plutôt que vers les emballages actuels à double étiquetage. Une conversion "mitigée" n'aurait rien d'authentique et l'on perdrait tous les avantages d'une conversion net et franche au système qui facilite les comparaisons de prix, diminue le nombre des emballages etc...

La Commission a mis au point un symbole national de conversion au système métrique. Il sera attribué aux articles utilisant correctement la terminologie S I. Guettez le!

La Commission a rédigé un guide intitulé "Petit manuel des unités SI" dont le but est de former le public à une utilisation convenable des nouvelles unités métriques mises en place. On peut se le procurer auprès de la Commission ou à Information Canada. La Commission dispose également d'une case postale: la C.P. 4000 réservée aux demandes de renseignements à ce sujet.

Elle prépare pour les consommateurs un opuscule qui sera bientôt disponible. Il fera partie de toute une série de brochures destinées aux consommateurs.

La Commission est en train de tourner deux films sur le système métrique et la conversion au Canada. Ils seront également gratuits.

Elle publie un journal trimestriel, "Le moniteur métrique" dont la diffusion devrait être importante.

Structure du Comité consultatif de l'ACC de la conversion au système métrique.

Une bonne partie de l'année écoulée a été consacrée à la mise en place du Comité de l'ACC, afin qu'il représente effectivement l'ensemble du Canada tout en ayant à Ottawa une base importante permettant entre autres des actions rapides et la surveillance des activités de la Commission. Le Comité comprend actuellement six membres d'Ottawa, un représentant du Comité des recherches de l'ACC et deux autres membres de cette dernière ayant manifesté leur intérêt dans ce domaine, l'un de l'Alberta l'autre de Toronto.

Les représentants provinciaux et territoriaux sont au nombre de 10. Ils devraient constituer en relais auprès des gouvernements provinciaux dans des domaines relevant de l'autorité de ces derniers, comme les routes ou l'enseignement, tout en tenant le Comité au courant des progrès de la métrisation provinciale, en particulier dans les domaines où l'ACC est impliquée. On espère également qu'ils permettront l'identification des problèmes particuliers à leurs régions, surtout lorsque l'on mettra en place sur une base régionale des mesures du genre conversion des barèmes.

Le Comité gardera des contacts étroits avec le Comité consultatif des normes des produits de consommation (Conseil des normes), par l'intermédiaire de la représentante de l'ACC, Mme Mary Robinson.

L'ACC et la Commission du système métrique

L'ACC est maintenant représentée au sein du secteur 9.5. des activités de la Commission, secteur intitulé Consommateurs: Economie ménagère et commerce de détail. Mme Elizabeth Bond, membre du Comité de l'ACC est présidente de ce groupe qui se consacre actuellement à la définition des objectifs et des tâches. Tous les autres comités directeurs s'occupent essentiellement de la production de biens alors que le Comité 9, et par conséquent son secteur 9.5., est orienté vers les services et la consommation; ses progrès dépendent par conséquent dans une certaine mesure de l'évolution du secteur fabrication. Le Comité de l'ACC est d'avis qu'il serait souhaitable qu'il y ait une participation des consommateurs au niveau de la planification dans les autres comités directeurs, en particulier les n° 6 (Agriculture, alimentation, boissons et tabac) et n° 7 (Textiles, vêtements et cuirs) et va donc exercer des pressions afin d'obtenir cette représentation.

Le Comité a établi de bonnes relations avec les membres de la Commission. Cette dernière a réagi positivement aux suggestions faites par le Comité de l'ACC voulant que l'on adopte une ligne de conduite tenant compte de l'opinion des consommateurs. De ce fait, la Commission a créé le poste de directeur du Comité sectoriel Consommation, poste qu'occupe avec compétence, Mme Marilyn Wallace.

Activité du Comité de L'ACC

A ce jour, trois mémoires ont été soumis à la Commission du système métrique. L'ACC y a défini sa position relativement à cette conversion, position reposant essentiellement sur les points suivants:

- les consommateurs doivent être impliqués dès le départ dans la mise en oeuvre dans la conversion au système métrique.
- la conversion des produits de consommation et des services doit se faire le plus tôt possible.
- la conversion devrait se faire en tailles métriques en chiffres ronds afin de faciliter les comparaisons de prix entre les tailles.
- chaque fois que cela est possible, les nouvelles tailles métriques normalisées devraient être plus grandes que les anciennes; si l'on est obligé d'en adopter de plus petites, il faudrait en informer largement le public afin que ne puissent se produire des augmentations de prix cachées.
- chaque fois que cela est possible, les produits devraient être vendus en poids plutôt qu'en volume.
- des renseignements permettant une conversion simple et rapide devraient exister à tous les points de vente.
- le double étiquetage devrait être évité, de façon à ce que les consommateurs soient obligés de penser métrique.
- il faudrait mettre au point immédiatement une série de principes directeurs permettant à tous les ministères de l'Education canadiens de passer tout de suite à l'enseignement du système SI.
- il faudrait favoriser dès le départ une attitude positive chez les vendeurs, et cela en encourageant un programme éducatif et incitatif dans le secteur des tailles.
- en ce qui concerne la cuisine faite par la ménagère, les consommatrices devraient être informées de ce que les mesures ne changeront que si elles le désirent et que le matériel actuel restera parfaitement utilisable.

Le Comité a participé à plusieurs réunions officielles et officieuses avec des membres de la Commission du système métrique et des représentants du ministère de la Consommation et des Corporations, et cela sur des sujets tels que l'emballage ou les programmes d'information des consommateurs.

Les tailles d'emballage métriques prévues dans le règlement afférent au projet de la loi C.180 ont été étudiées et adoptées. Le Comité a examiné le rôle que l'ACC peut jouer pour l'éducation des consommateurs. La Commission et le ministère de la Consommation et des Corporations ont mis au point des programmes d'information qui pourraient être utilisés lors d'assemblées locales. Le CONSOMMATEUR CANADIEN a publié une série d'articles sur la conversion au système métrique et il est bien évident que cela va se reproduire de plus en plus fréquemment.

Un membre du Comité a été chargé de s'occuper plus spécialement du secteur du vêtement féminin. Un autre, avec M. Bob Cross, s'occupera de la mise au point d'affiches sur la conversion et du programme publicitaire général à cet égard.

Futur Rôle du Comité de l'ACC

Des sous-comités vont être mis en place afin d'étudier des points particuliers, de surveiller d'autres secteurs et Comités directeur, etc.

Le Comité devra déterminer comment il pourra le mieux contribuer aux tâches correspondant au secteur 9.5. Parmi elles figurent:

- identifier les produits de base et les services relativement indépendants et dont la conversion serait spectaculaire; établir lorsque cela est possible, un ordre prioritaire de conversion.
- effectuer des recommandations sur les tailles des produits de consommation, en ce qui concerne leur conversion au système métrique, leur normalisation et leur rationalisation.
- revoir les normes des biens et effectuer des recommandations en vue d'une modification des règlements en cas de besoin.
- établir des lignes de conduite pour la formation du personnel directement en contact avec le public.
- fournir des conseils dans le cadre des programmes publicitaires.
- donner des idées sur des affiches relative à la conversion, des tableaux de comparaison des prix, des systèmes de comparaison des coûts, etc...
- évaluer les effets sur le public des programmes d'éducation, de publicité et d'information; effectuer des recommandations sur ces programmes et leur chronologie.
- déterminer les effets de la conversion au systèmes métrique et s'assurer de la loyauté des méthodes de conversion vis-à-vis du public.
- étudier des méthodes précises d'information indiscutables du public, comme des affichettes de comparaison des prix et l'affichage unitaire des prix.

L'ACC pourrait apporter sa contribution en particulier par les moyens suivants:

- sondages d'opinion
- utilisation de la revue à la fois pour des informations générales sur le système et pour que les consommateurs y expriment leur opinion.
- mettre au point des affichettes simples de conversion.
- fournir des renseignements sur le système aux sections locales de l'ACC, afin de mettre en place des stands dans les magasins et de tenir des réunions éducatives pour les consommateurs.
- utiliser les capacités de l'ACC dans des domaines tels que les normes, les recherches, etc.
- suggérer des sujets de conversion au système métrique pouvant être traités par les sections locales participant à des émissions de télédistribution.
- participer à la distribution de renseignements émanant de la Commission du système métrique et apprécier leur effet.
- monter une garde vigilante pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'augmentation de prix cachées au moment de la conversion.
- travailler avec les autorités provinciales dans les domaines relevant de leurs compétences.
- faire de la conversion au système métrique le thème de l'ACC pour 1975-1976, ce qui correspondrait à la mise en oeuvre du système dans différents secteurs. L'Assemblée annuelle 1975 se tiendra à Ottawa et constituerait un excellent forum pour la tenue d'ateliers sur la conversion au système métrique, étant donné que le siège de la Commission est à Ottawa.
- rédiger un rapport sur les travaux actuellement en cours dans les provinces au sujet de l'affichage unitaire des prix.

Il est essentiel que tous les membres de l'ACC intéressés fassent connaître leur opinion au Comité si nous voulons réussir et nous assurer de la participation de tous. Nous voulons favoriser une conversion sans heurts au système métrique et ils nous faut discerner les problèmes avant qu'ils ne se posent. Nous avons la ferme intention d'informer tous les membres de l'ACC de l'évolution de cette conversion au système métrique et invitons chacun à y participer.

PRESIDENTE

MEMBRES

REPRESENTANTES PROVINCIALES

Président

Mme. B.D. Lister
54 Kilbarry Crescent
Ottawa, Ontario

Membres

Mme. Elizabeth Bond
2407 Rosewood Avenue
Ottawa, OTtario
K2B 7L3

Mme. J. Madden
199 Grandview Avenue
Ottawa, Ontario

Mme. J.R. Wilson
233 Fourth Avenue
Ottawa, Ontario

Mme. June Freeman
657 Echo Drive
Ottawa, Ontario

M. Derick Harrison
Management Systems, Dev. Dept.
P.O. Box 2100
Calbary, Alberta
T2P 2M5

M. Walter W. Young
202-1002 Valance Ave, E.
Don Mills 403, Ontario

Mme. M. Daniels
8 Kitoman Crescent
Manotick, Ontario

Mme. Marjorie Scott
240 Oriole Pkwy #20
Toronto 7, Ontario

Représentants provinciaux

Mme. W.W. Douglas
914 Keith Road
West Vancouver, British Columbia

Mme. L. Lillie
233 Dalhousie Drive
Winnipeg, Manitoba
R3T 2Y9

Mme. Madeleine Normand
2800 Boul. Liegeois
Québec #0, Québec

Mme. Sally Ackerman
76 Edgecroft Road
Toronto, Ontario
M8Z 2B8

Mme. Liduine Van der Made
41 Flamingo Drive
Halifax, Nova Scotia

Mme. Marie Eaton
17-315 East Place
Saskatoon, Saskatchewan

M. Derick Harrison
Management Systems, Dev. Dept.
P.O. Box 2100
Calgary, Alberta
T2P 2M5

ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DU CANADA

RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ CONSULTATIF DU SYSTÈME MÉTRIQUE

1974/75

par Marilyn Lister, Présidente

Voici donc notre troisième rapport annuel depuis que l'ACC participe à la conversion au système métrique. Peut-être est-il temps pour nous de faire le point pour savoir où nous en sommes et comment nous voyons, dans l'avenir, le rôle de l'ACC dans ce processus de conversion.

La première conversion d'ensemble au système métrique est déjà intervenue: les bulletins météorologiques donnent la température en degrés Celsius. La participation de l'ACC à cette conversion a été la suivante: recommandation à la Commission du système métrique que toutes les températures négatives en Celsius soient annoncées sous la forme suivante: "moins X° Celsius" et non pas "X° sous zéro"; poursuite de cette action sous forme de communiqués de presse distribués aux media; trois enquêtes effectuées dans toutes nos sections locales par le Comité national de recherches et portant sur le degré de connaissance du public de la conversion des bulletins et des prévisions météorologiques en degrés Celsius (ce sont les seules enquêtes effectuées pour la Commission du système métrique, avant et après le premier avril); participation de l'ACC aux réunions organisées par cette même Commission pour les media dans plus de 40 centres du pays; expression auprès de M. Alistair Gillespie, ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce, de notre souci causé par le manque de préparation du public à la conversion; article sur la conversion météorologique pour le numéro de février de notre revue; demande formulée auprès des vendeurs et fabricant; de thermomètres les invitant à s'assurer de l'approvisionnement en thermomètres Celsius des points de vente au détail à compter du 1er avril; surveillance des media après le 1er avril sur une grande échelle et appels téléphoniques les priant de ne donner les températures qu'en degrés Celsius s'ils ne le faisaient pas.

Il ressort de tout ceci que l'ACC a joué un rôle multiple: enquêtes, recommandations, surveillance, information accrue du public, etc. Ce rôle est extrêmement important, étant donné que nous sommes le seul groupe indépendant membre des comités de la Commission du système métrique représentant les intérêts de tous les consommateurs canadiens.

Le manque de fonds a sérieusement handicapé le fonctionnement de notre comité. La proposition de budget que nous avons soumise à la Commission du système métrique en septembre dernier a été refusée en janvier. Nous avions espéré tenir cette année à Ottawa deux réunions avec tous les représentants provinciaux chargés de la mise en application du système métrique en vue de la préparation de l'année du système métrique de l'ACC. Nous avions prévu à cette fin des pochettes destinées à toutes nos sections et comprenant de la documentation, des listes de personnes ou organismes adéquats, des idées de colloques, d'exposition et de démonstrations, des protocoles de contrôle devant permettre à toutes les sections de suivre les différentes conversions au système métrique; la publication d'un numéro spécial de notre revue; des réunions publiques sur la conversion au système métrique afin de permettre aux consommateurs de faire connaître leurs préoccupations; d'autres enquêtes en cas de besoin. Il nous faut un soutien financier si nous voulons que cette année de passage au système métrique soit un succès.

La prochaine étape importante dans ce domaine, sur le plan des consommateurs, sera l'emballage métrique du sucre (500 g, 1, 2 et 4 kilos) dès l'automne prochain et au début de 1976. L'ACC a commencé à intervenir dans ce domaine en participant à une réunion avec des représentants de l'industrie sucrière et des commerces de détail; elle leur a demandé de faire en sorte que les tailles métriques soient nettement identifiées et qu'ils précisent bien sur ces emballages qu'il s'agit de nouvelles tailles métriques. Nous avons reçu l'assurance que les détaillants fourniraient ces renseignements aux points de vente et publieraient des renseignements à cet égard dans leurs publicités au cours de la semaine précédant cette conversion.

Programme d'information

Nous nous sommes montrés extrêmement soucieux de la qualité, du genre et de la quantité des renseignements généraux adressés au public par la Commission du système métrique. Nous avons sans arrêt souligné que ces renseignements devraient être simples et pertinents. Nous espérons que l'on pourra mettre en place un type quelconque de Conseil consultatif sur les modes d'information composé de gens choisis pour leur expérience en ce domaine. Une délégation de l'ACC a rencontré

M. Gillespie en janvier, lui a fait part de nos soucis à ce sujet et lui a formulé cette recommandation. Nous avons également recommandé que les activités d'information soient coiffées par le ministère de la Consommation et des Corporations qui dispose des moyens de diffusion nécessaires.

Profiteurs

Ce problème des "profiteurs" a été soulevé au cours de nombreuses réunions sur la conversion au système métrique. L'Australie a organisé à cet égard toute une série de réunions publiques fort réussies durant la conversion au système, et cela afin de calmer les inquiétudes du public. Nous espérons que le Canada pourra en faire autant à l'échelon régional par le canal de l'ACC. Des représentants de l'administration, de l'industrie et du détail participeront à ces réunions et répondront aux questions des consommateurs.

Conversions à l'échelle de détail

Le groupe de travail sur la conversion au système métrique a organisé à Toronto, Vancouver, Québec et Halifax quatre réunions sur l'échelle de détail. Marjorie Scott y représentait l'ACC. A Québec, Vancouver et Halifax, les sections locales de ces villes étaient représentées aux réunions. Ce groupe a choisi le kilogramme comme unité de vente. On a choisi trois régions pilotes: Kamloops, Sherbrooke et Peterborough pour la conversion à l'échelle de détail. Nous espérons que les sections locales pourront surveiller cette conversion.

Les préoccupations exprimées par l'ACC aux réunions sur l'échelle de détail ont été que: i) il n'est pas souhaitable de vendre des produits pré-emballés en tailles métriques avant la conversion à l'échelle, car les consommateurs ne pourront pas comparer les prix des produits pré-emballés en métrique avec ceux en vrac ou emballés sur place en mesures impériales; ii) il existe au Canada un grand nombre de magasins indépendants qui n'ont pas été motivés par le canal d'une représentation au sein des divers secteurs de la Commission du système métrique. Dans ces magasins le contact détaillant-client est direct, et il est essentiel que le détaillant soit préparé à cette conversion.

Tailles proposées pour les emballages

La Commission a mis en place un groupe de travail sur les emballages, mais il n'a tenu jusqu'ici que deux réunions. Sally Ackerman y est la représentante de l'ACC.

Nous avons eu avec le MCC des consultations sur les tailles métriques proposées pour les biscuits, les détergents, les vins, les aérosols capillaires, les crèmes à barbe, le beurre d'arachide et les huiles comestibles. La plupart de ces propositions amèneront une rationalisation des tailles des emballages et, par voie de conséquence, une réduction de leur nombre et l'avantage de pouvoir comparer facilement les prix. Les détergents seront vendus au volume et leurs emballages seront de 1.5, 3 et 6 litres, et cela pour 85% d'entre eux. Nous nous sommes opposés aux tailles choisies pour le beurre, le fromage, les boissons non alcoolisées et les biscuits.

Nous regrettons qu'il doive exister une longue période durant laquelle seront vendus côte à côte des articles en tailles métriques et en tailles actuelles et, à notre avis, l'indication du prix unitaire en unités métriques est la seule solution permettant aux consommateurs d'effectuer des choix rationnels dans un supermarché. Le déploiement d'un effort concerté pour la mise en application du principe du prix unitaire dans tous les grands magasins du pays devrait constituer une des réalisations de l'ACC au cours de l'année de conversion au système métrique.

Normes

Nous espérons que le Comité de normalisation de l'ACC, nouvellement créé, pourra assurer notre représentation auprès des comités de normalisation devant s'occuper des nouvelles normes métriques. Deux membres de notre Comité consultatif du système métrique siègent actuellement dans les comités de normalisation des mesures ménagères et de l'ameublement. Les normes de mesures ménagères ont été définies et seront mises en application au printemps. Les mesures liquides seront: 250 ml, 500 ml et 1 litre; les mesures pour produits secs 50 ml, 125 ml et 250 ml; les petites mesures 1 ml, 2 ml, 15 ml et 25 ml.

L'Association canadienne d'économie domestique a réalisé un guide type de recettes métriques pour accompagner les normes.

Participation de l'ACC aux Comités de la Commission du système métrique

Voici la liste de notre représentation au sein des comités de la Commission du système métrique. Nous espérons pouvoir être représentés au sein du secteur 7.1 (Vêtement) et 7.2 (Textiles).

Appendice 2

ASSOCIATION CANADIENNE DES CONSOMMATEURSLISTE DES BUREAUX AU CANADAALBERTA

Calgary
Edmonton
Grande Prairie
Red Deer
Vermilion-Mannville

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Alberni Valley
Campbell River
Cowichan Valley
Cranbrook
Kamloops
Kelowna
Kimberley
Nor-West Vancouver
Port Hardy
Prince George
Richmond
Rossland-Trail
Vernon
Victoria
Williams Lake

NOUVEAU-BRUNSWICK

Greater Fredericton
Moncton
Sackville
Saint-John

TERRE-NEUVE

Corner Brook

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Inuvik
Pine Point
Yellowknife

NOUVELLE-ÉCOSSE

Annapolis County
Antigonish County
Cape Breton
Colchester County
East Hants
Halifax County
King's County
Pictou County
Strait Area

ONTARIO

Algoma
Barrie
Brantford
Burlington
Chatham
Cornwall
Deep River
Elliot Lake
Gloucester
Goderich
Grimsby
Guelph
Hamilton
Humber
Kewick
Kingston
Kitchener-Waterloo
London
Nepean
Niagara
North Bay
Oshawa
Peterborough
Quinte
Sarnia
Simcoe
St. Thomas
Stratford
Thunder Bay
Toronto
Windsor
Woodstock

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Queen's County
Summerside

QUÉBEC

Bas-Richelieu - Sorel
Beloeil
Boucherville
Haut-Richelieu - St. Jean
La Baie - Port Alfred
Lac St-Jean Est
La Tuque
Lakeshore
Laval
Lévis
Étudiants de McGill
Montreal Section Ouest
Québec
Salaberry
Sherbrooke
Ste-Foy
Trois-Rivières
Val d'Or
Valleyfield

SASKATCHEWAN

Moose Jaw
Regina
Saskatoon

YUKON

Whitehorse

MANITOBA

(Association provinciale
seulement)

10/10/75

APPENDICE «3»

RAPPORT PRÉLIMINAIREPREMIERE ENQUETE SUR L'INTERET SOULEVE PAR LE SYSTEME METRIQUE

L'enquête menée sur le système métrique, les 30 et 31 janvier nous a valu 1136 réponses. De plus, nous avons vu 231 membres de l'ACC aux fins de comparaison.

Bien que 97 p. cent de ceux que nous avons interviewé savaient que le Canada était en train d'effectuer la conversion au système métrique, seuls 50 p. cent savaient que, à partir du 1er avril, la météo se donnerait en degrés celsius au lieu de Fahrenheit. En comparaison, 77 p. cent des membres de l'ACC questionnés étaient au courant du changement imminent.

Dix p. cent de ceux qui ont été interviewés ont dit qu'ils parlaient température en degrés celsius, par contre, dix autres p. cent n'en avaient jamais entendu parler. Environ 55 p. cent avaient entendu prononcer ce mot à la radio et 40 p. cent à la télévision.

Il semble, d'après cette enquête, que la plupart des gens ne savent pas mesurer la température en degrés celsius. Environ 50 p. cent de ceux qui ont répondu au questionnaire connaissaient exactement en degrés celsius le point de congélation; 35 p. cent le point d'ébullition; moins de 20 p. cent, la température du corps humain et un peu plus de 10 p. cent, la température normale d'une pièce ou celle d'une journée froide et pluvieuse.

Vous trouverez plus loin les résultats obtenus dans les diverses régions des provinces où l'enquête a été menée.

DEUXIÈME ENQUÊTE SUR LA CONNAISSANCE DU SYSTEME MÉTRIQUE

L'enquête du 13 mars nous a valu 1236 réponses. En outre, nous avons questionné 228 membres de l'ACC, aux fins de comparaison.

Le pourcentage des personnes qui savaient que le Canada effectuait la conversion aux mesures métriques demeurait constant, soit 97 p. cent; mais le pourcentage de ceux qui étaient au courant de la conversion dans les lectures météorologiques, à partir du 1er avril, passait de 50 p. cent à 70 p. cent.

Malgré l'augmentation au niveau national du nombre de gens au courant de ce changement, moins de 50 p. cent de ceux qui avaient répondu à l'enquête étaient au courant de cette conversion dans la lecture météorologique dans les régions suivantes:

C.-B.	- Cranbrook, Kimberley
Ontario	- Barrie, Elliot Lake
Québec	- Trois-Rivières
Nouveau-Brunswick	- Sackville
I.-P.-E.	- Summerside
Nouvelle-Ecosse	- East Hants, King's County
	Halifax County

Toutefois, l'augmentation de l'intérêt porté à la conversion météorologique n'a pas été suivie d'une augmentation parallèle dans l'aptitude des gens à donner avec exactitude les températures communes en degrés celsius.

Vous trouverez ci-joint le tableau des résultats détaillés de la seconde enquête.

TROISIÈME ENQUÊTE SUR LA CONNAISSANCE DU SYSTÈME MÉTRIQUE

Les résultats de la troisième enquête sur la connaissance du système métrique indiquent que le public est encore plus au courant de la conversion au système métrique, mais aussi, qu'il connaît les températures courantes en degré celsius.

Nous avons reçu 1,457 réponses pour cette enquête des 8 et 9 mai. De plus, nous avons questionné 273 membres de l'ACC pour établir une comparaison.

Comme il était à prévoir, presque toutes les personnes interrogées savaient que le Canada était en train d'effectuer la conversion au système métrique et que les lectures météorologiques se donneraient seulement en degré celsius, à partir du premier avril. Mais tandis que seulement 13 p. cent des personnes questionnées parlaient en degré celsius, le 13 mars, ce pourcentage s'élevait à présent à 52%. Cette utilisation croissante des degrés celsius dans la conversation s'accompagnait d'une plus grande connaissance des degrés celsius exacts pour le point de congélation, le point d'ébullition, la température du corps, la température de la pièce et les températures des journées pluvieuses. Seuls six des personnes questionnées, sur un total de 1,457 (soit 0.4%), n'avaient jamais entendu parler de la conversion au système métrique.

Vous trouverez ci-joint le tableau des résultats détaillés de l'enquête.

Le 27 mai 1975.

Appendice 4

ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DU CANADA
CONTRÔLE DE CONVERSION AU SYSTEME METRIQUE

Produit - SUCRE

Date de l'introduction de l'emballage métrique.... Date de l'enquête.....

Ville... Province Nom du magasin.....

Y établit-on des prix unitaires ☐ Oui ☐ Non

Type de produit	Granulé		Cube		Jaune Or		Brun foncé		A glacer		à fruits	
GENRES												
Taille	PE	PU	PE	PU	PE	PU	PE	PU	PE	PU	PE	PU
1lb												
2lbs												
5lbs												
10lbs												
500g												
1kg												
2kg												
4kg												
AUTRE (préciser)												

Le prix des articles en mesures impériales a-t-il changé ces dernières semaines?

Dans l'affirmative, annexer sur une autre feuille

Oui ☐Non ☐Je ne sais pas ☐

Information sur le point de vente. Vérifier tout ce qui est possible.

☐ Affiches☐ Commis☐ Produit lui-même☐ Symbole du système métrique sur l'emballage☐ Etalages☐ Administrateur du magasin☐ Comparateurs de prix, tableaux.

Pouvait-on se renseigner avant la conversion?

Oui ☐Non ☐

Si oui, préciser s.v.p.

Produit en mesures métriques en étalage

☐ Seul (sur une tablette à part)☐ Mêlé aux produits habituels

Comparaison de prix - facile

☐ Plus ou moins facile☐ Difficile

Acceptation/Réaction du client - Bonne

Moyenne ☐Mauvaise ☐Je ne sais pas ☐

POUR L'ADOPTION ET L'UTILISATION: DES PRIX À L'UNITÉ

Victor Grostern

L'Association des consommateurs du Canada a appuyé la fixation de prix à l'unité comme premier moyen d'aider les clients des super-marchés dans les choix qu'ils ont à faire. Le présent document vise à expliquer en détail les raisons de cet appui et d'expliquer pourquoi les prix à l'unité doivent être adoptés. On pense qu'il faudrait encourager tout les consommateurs que les détaillants à accepter et à utiliser les prix à l'unité pour le plus grand avantage de tous les intéressés. En outre, les prix à l'unité peuvent être un moyen efficace pour aider les consommateurs et les détaillants à s'adapter aux changements imminents dans les super-marchés, y compris le système métrique et la compilation par examen optique.

Les prix à l'unité ont été adoptés et utilisés de façon désordonnée au Canada au cours des quelques dernières années. Aux États-Unis, l'expérience a été faite sur une plus grande échelle et semble avoir donné lieu à plus de sérieux, du moins de la part des diverses chaînes qui ont adopté les prix unitaires. Le Massachusetts et le Rhode Island ont adopté une loi sur la fixation des prix à l'unité, les autres états sont à l'étudier et la ville de New York projette actuellement des mesures les rendant obligatoires. Cependant, la plupart des documents et études portant sur les installations et opérations actuellement disponibles sont plutôt périmés et limités en ce que les études ont été faites vers 1970-71 et portaient sur des périodes assez brèves (maximum 12 semaines). En conséquence, ces études n'ont pas fourni une image complète de la fixation des prix à l'unité et de ses effets. Cependant, on peut en tirer un certain nombre de conclusions solides quant aux avantages possibles de la fixation de prix à l'unité.

- 1) Les prix à l'unité permettent aux consommateurs de tirer un meilleur parti de l'argent qu'ils dépensent au super-marché.
 - Les erreurs dues à l'ignorance de la meilleure valeur ou au mauvais calcul de la valeur sont éliminés. Quelques études indiquent que les acheteurs réduisent de 50% ou plus les erreurs qu'ils font en choisissant le "panier" de nourriture le plus économique.
- 2) Les prix à l'unité donnent des renseignements et aident l'acheteur à combattre les pratiques trompeuses de vente.
 - Les consommateurs sont rapidement avertis des hausses de prix, que ceux-ci soient directs ou dissimulés par des réductions du contenu des emballages. Avec ces renseignements, les consommateurs pourraient

mieux résister aux hausses de prix et les fabricants et emballeurs ne pourraient recourir aux méthodes de réduction du contenu pour accroître les prix. En même temps, on limiterait la prolifération des emballages de dimensions non courantes permettant de normaliser les dimensions des emballages.

- Les consommateurs sont avertis du vrai coût unitaire relatif des "formats familiaux économiques" aidant à combattre l'idée générale mais fausse que ces formats offrent toujours la meilleur valeur.
- Les consommateurs ont l'occasion de prendre des décisions plus rationnelles dans leurs choix, particulièrement en ce qui concerne le rapport qualité-prix. Si l'emballage est la seule différence entre les marques, les consommateurs devraient alors savoir ce qu'il leur coûte. Liée, à une campagne d'éducation, la fixation des prix à l'unité peut effectivement combattre les dépenses injustifiées du consommateur ainsi que les pertes en valeur. Cependant, s'il y a de réelles différences dans la qualité, les consommateurs devraient être informés de ce que coûte cette qualité. (Incidentement, les études montrent que la fixation des prix à l'unité n'encourage pas tant le passage à une marque différente que le passage à un autre format de la même marque.)

3) La fixation des prix à l'unité est également avantageuse pour le détaillant.

- Les consommateurs ont tendance à avoir plus confiance dans les détaillants qui sont prêts à les informer de façon plus adéquate et ont réagi favorablement partout où les prix à l'unité ont été adoptés. Cette confiance se traduit à la fois par une clientèle accrue et des ventes accrues, et contrebalance ainsi le coût de la fixation des prix à l'unité.
- Les frais d'installation et d'entretien, qui dépendent de l'importance de l'exploitation et du nombre d'articles dont le prix doit être unitaire, ne se montent pas à plus de 10% des bénéfices et souvent moins. Ce coût est compensé par des améliorations dans le contrôle des stocks et dans l'utilisation de l'espace par une réduction importante des erreurs d'étiquetage de prix et un accroissement possible des ventes. Etant donné que l'on doit avoir recours aux ordinateurs pour passer facilement aux prix à l'unité, une ou plusieurs chaînes d'exploitation devraient étudier la vente de services d'ordinateurs pour la fixation des prix à l'unité à des détaillants moins importants non pourvus d'ordinateur.

4) La fixation des prix à l'unité peut compléter le programme de conversion au système métrique.

- Les renseignements donnés par les prix à l'unité peuvent aider les consommateurs à s'adapter aux nouvelles dimensions métriques et diminuer la confusion découlant de la conversion. Les prix à l'unité devrait être adoptés relativement tôt dans la période de double étiquetage et indiqués seulement en unités métriques de façon à conditionner le consommateur et permettre des comparaisons valables des prix quelles que soient les dimensions utilisées pour les produits.

- Il est plus facile de vérifier le niveau des prix durant la période de conversion et de repérer les hausses de prix camouflées, particulièrement pendant la période où les nouveaux et les anciens formats seront ensemble sur les rayons.
- Dans la mesure où la conversion au système métrique comportera de grands changements (étiquetage des rayons, ré-arrangements d'étalages, etc.), ce sera une bonne occasion d'adopter les prix à l'unité à un minimum de frais et d'efforts additionnels.

5) Les systèmes de compilation par examen optique rehausseront la valeur des prix à l'unité pour les consommateurs.

- Lorsque la compilation par examen optique sera utilisée les affiches proposées et collées sur les rayons devraient indiquer des prix unitaires. Les objections à la fixation de prix à l'unité, se basant sur les frais d'entretien ne pourront plus être justifiées avec l'examen optique.
- Les mêmes renseignements devraient être fournis, sur les bordereaux de vente donnés à la caisse de sorte que les consommateurs connaissent les coûts et les valeurs et puissent mieux préparer leurs achats.

D'après les détails ci-dessus, il est assez clair que l'adoption des prix à l'unité dans les super-marchés présente des avantages importants à la fois pour les consommateurs et les détaillants. Tout programme entrepris doit être conçu intelligemment, appliqué rapidement et respecté après sa mise en vigueur. Il faut noter quelques points, à savoir:

- Les étiquettes des prix unitaires doivent être lisibles, appliquées uniformément bien en évidence, et donner autant de renseignements qu'il est utile au consommateur (produit, dimensions, prix, prix unitaire). Il doit être possible de distinguer très clairement et très rapidement le prix unitaire. L'article dont le prix unitaire est moindre, à l'intérieur d'un groupe de produits, devrait peut-être avoir une étiquette de couleur différente.
- L'unité choisie pour la fixation des prix à l'unité devrait être appropriée au produit et utile au consommateur (de préférence l'unité dans laquelle le produit est vendu) mais là où un choix d'unités est possible, on devrait utiliser celle qui souligne le mieux les différences de prix.
- La disposition des renseignements sur les prix unitaires doit être constamment soignée et bien sûr régulièrement mise à jour pour refléter les changements de prix ou de dimensions. Les étiquettes endommagées ou manquantes doivent être régulièrement remplacées et le produit ne doit pas s'éloigner de son étiquette.
- Enfin et c'est le plus important, il faut éduquer le public quant à l'importance et à l'utilisation des prix à l'unité de sorte qu'ils jouent pleinement leur rôle. En particulier il faut montrer aux groupes de population peu instruits et désavantagés et dont les revenus sont les plus bas, à utiliser les prix à l'unité car ce sont eux qui devraient retirer le plus de cette méthode. A ce jour, les prix à l'unité semblent avoir été au grand avantage des gens à revenu moyen, et plus instruits.

La fixation des prix à l'unité est un instrument qui peut être efficace dans la lutte économique constante pour tirer le maximum de nos ressources disponibles. Des dépenses plus utiles des consommateurs signifient une meilleure répartition et une meilleure distribution pour toute l'économie. Bien que les prix à l'unité ne soient pas l'unique réponse - la normalisation et la rationalisation des emballages est un autre programme important qui doit être encouragé - ils fournissent un moyen relativement efficace et facile de rendre les achats au super-marché plus rationnels et utiles. Dans la lutte contre l'inflation et l'érosion constante de nos économies personnelles, c'est un effort très justifié.

Mesures métriques pour la cuisson

Exact

Liquide	Pyrex 250 ml, 500 ml et 1 litre
Sec	Pantry Pride 50 ml, 125 ml et 250 ml
Petit	Pantry Pride 1 ml, 2 ml, 5 ml, 15 ml, et 25 ml

Inexact

Liquide	Foley 200 ml Fireking 200 ml
Sec	Modern Plastics 56 ml ($\frac{1}{4}$ t), 76 ml ($\frac{1}{3}$ t), 113 ml ($\frac{1}{2}$ t), 151 ml ($\frac{2}{3}$ t), 170 ml ($\frac{3}{4}$ t), 227 ml (1 t) Foley 60 ml ($\frac{1}{4}$ t), 80 ml ($\frac{1}{3}$ t), 125 ml ($\frac{1}{2}$ t), 250 ml (1 t) Modern Plastics 25 ml, 50 ml et 125 ml
Petit	Foley 6 ml ($\frac{1}{8}$ c. à thé) 1.2 ml ($\frac{1}{4}$ c. à thé) 2.5 ml ($\frac{1}{2}$ c. à thé) 5 ml (1 c. à thé) 7.5 ml ($\frac{1}{2}$ c. à soupe) et 15 ml (1 c. à soupe) Modern Plastics 1.25 ml ($\frac{1}{4}$ c. à thé) 2.5 ml ($\frac{1}{2}$ c. à thé) 5 ml (1 c. à thé) et 15 ml (1 c. à soupe) Levco 2.5 cuillerées, 5 cuillerées et 15 cuillerées

Produits commercialisés en fonction du système métrique actuellement sur le marché:

Mesure de masse

Croustilles Hostess	250 g
Arrowroots	350 g
Nourriture pour animaux domestiques (Purina)	500 g
*Farine à pâtisserie Swans Down	1 g
*Litière Saular pour animaux domestiques	2 g
*Sucre (Provinces de l'Ouest)	4 g

Mesure de volume

*Shampooing (Head & Shoulders)	175 ml
*Vin (Casa Bello)	1 litre
Détersif (Wisk)	1 litre
Pepsi	1.5 litres
*Crème glacée (Loblaws)	4 litres
*Plat à cuire Pyrex	1.7 litres
	(23 x 13 x 7 cm)

Mesure de longueur

*Bougies Boudoir	30 cm
*Couverture de plastique	3 m x 91 cm
*Pâte à biscuit Pillsbury	Directives en mesure métrique

Température

Thermomètre d'intérieur et d'extérieur (en degrés Celsius) Taylor
Thermomètre clinique en degrés Celsius (Security)

*seulement en mesure métrique

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 77

Tuesday, December 9, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 77

Le mardi 9 décembre 1975

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Government's program on guideline
dates for metric conversion.

CONCERNANT:

Programme gouvernemental fixant
des échéances pour la conversion au
système métrique.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session
Thirtieth Parliament, 1974-75

Première session de la
trentième législature, 1974-1975

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois
Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott	Hnatyshyn
Appolloni (Mrs.)	Joyal
Clermont	Kempling
Gray	Lambert
Herbert	(Bellechasse)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois
Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert	Philbrook
(Edmonton West)	Ritchie
Martin	Roy (Laval)
McGrath	Towers
Nystrom	Whittaker—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité
Santosh Sirpaul
Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, December 8, 1975:

Mr. Gray replaced Mr. Côté
Mr. Martin replaced Mr. Herbert

On Tuesday, December 9, 1975:

Mr. Côté replaced Mr. Clermont
Mr. Clermont replaced Mr. Côté
Mr. Herbert replaced Mr. Leblanc (Laurier)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 8 décembre 1975:

M. Gray remplace M. Côté
M. Martin remplace M. Herbert

Le mardi 9 décembre 1975:

M. Côté remplace M. Clermont
M. Clermont remplace M. Côté
M. Herbert remplace M. Leblanc (Laurier)

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 9, 1975
(96)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 9:45 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Messrs. Comtois, Côté, Gray, Joyal, Kempling, Lambert (Edmonton West), Martin, Philbrook, Ritchie, Roy (Laval) and Whittaker.

Witnesses: From the Canadian Federation of Independent Business: Messrs. J. F. Bulloch, President and James R. Conrad, Director, Policy and Research. *From the Canadian Feed Manufacturers' Association:* Mr. Curtis L. Friend, Executive Secretary.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to the Government's program of guideline dates for metric conversion. (See *Minutes of Proceedings, Tuesday, October 21, 1975, Issue No. 59*).

Mr. Bulloch made a statement and Mr. Conrad commented thereon.

*Ordered,—*That the brief submitted by the Canadian Federation of Independent Business be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (See Appendix "XX").

*Agreed,—*That the questioning of the witnesses be limited to five minutes per member.

Mr. Friend from the Canadian Feed Manufacturers' Association read his submission.

The witness answered questions.

At 10:50 o'clock a.m. the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this day.

EVENING SITTING
(97)

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 8:20 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Abbott, Mrs. Appolloni, Messrs. Clermont, Comtois, Herbert, Joyal, Lambert (Edmonton West), Martin, Ritchie, Roy (Laval) and Towers.

Witnesses: From the American National Metric Council: Mr. Adrian G. Weaver, Chairman; Dr. Malcolm E. O'Hagan, Executive Director.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to the Government's program of guideline dates for metric conversion. (See *Minutes of Proceedings, Tuesday, October 21, 1975, Issue No. 59*).

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 9 DÉCEMBRE 1975
(96)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 9 h 45 sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, MM. Comtois, Côté, Gray, Joyal, Kempling, Lambert (Edmonton-Ouest), Martin, Philbrook, Ritchie, Roy, (Laval), et Whittaker.

Témoins: De la Fédération canadienne des entreprises indépendantes: MM. J. F. Bulloch, président et James R. Conrad, directeur, Politiques et Recherche. *De l'Association canadienne des manufacturiers de moulées:* M. Curtis L. Friend, secrétaire exécutif.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi portant sur le programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion au système métrique. (Voir *procès-verbal du mardi 21 octobre 1974, fascicule n° 59*).

M. Bulloch fait une déclaration et M. Conrad fait des commentaires par la suite.

*Il est ordonné,—*Que le mémoire présenté par la Fédération canadienne des entreprises indépendantes soit joint aux procès-verbaux et témoignages de ce jour (Voir Appendice «XX»).

*Il est convenu,—*Que l'interrogatoire des témoins soit restreint à 5 minutes par membre.

M. Friend de l'Association canadienne des manufacturiers de moulées fait lecture de son mémoire.

Le témoin répond aux questions.

A 10 h 50, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 heures.

SÉANCE DU SOIR
(97)

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 20 h 20 sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: M. Abbott, M^{me} Appolloni, MM. Clermont, Comtois, Herbert, Joyal, Lambert (Edmonton-Ouest), Martin, Ritchie, Roy (Laval), et Towers.

Témoins: Du American National Metric Council: M. Adrian G. Weaver, président; M. Malcolm E. O'Hagan, directeur exécutif.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi ayant trait au programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion au système métrique. (Voir *procès-verbal du mardi 21 octobre 1975, fascicule n° 59*).

Mr. Weaver read his statement.

M. Weaver fait lecture de son rapport.

The witnesses answered questions.

Les témoins répondent aux questions.

At 9:42 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m., Thursday, December 11, 1975.

A 21 h 42, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 11 décembre 1975, à 15 h 30.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, December 9, 1975

[Texte]

• 0940

Le président: A l'ordre. Order.

We shall resume consideration of our Order of Reference relating to the government's program of guideline dates for metric conversion.

I would like to welcome Mr. Bulloch, the President from the Canadian Federation of Independent Business. He is accompanied by Mr. Conrad, who is the Director of Policy and Research in that organization.

I would invite Mr. Bulloch to make a few opening remarks at this time. Mr. Bulloch.

Mr. John F. Bulloch (President, Canadian Federation of Independent Business): Mr. Chairman and gentlemen, I would like to thank you for this opportunity of appearing before the Committee.

Jim Conrad, our Research Director, is our spokesman on metric conversion, and I am going to leave the bulk of the remarks to him.

Very briefly, for those of you that have not been updated on our organization, we are now running at close to 30,500 members. We are growing at the rate of about 800 members every 30 days. We consider ourselves a political movement of Canada's owner-managers. We operate in every town and village of this country.

The directives we have got from our members on the issue of metric conversion are possibly twofold. First, they are supportive of the principle of conversion. They see the inevitability of the Canadian economy's tie-in with the United States' economy.

The other direction we get from our membership is that they do not support the concept that costs should lie where they fall. I am going to comment a little later on the question of financial support for certain groups of small businesses and others caught in the conversion, and perhaps give you the benefit of some of the insights I gained from financial assistance programs during a recent trip I took to Japan. I attended the World Conference on Small Business, which was attended by 34 nations in the United Nations. Two directors of the CFIB, and E. R. Clark, the Vice-President and Chief General Manager of The Federal Business Development Bank, also attended.

I will now turn to Mr. Jim Conrad, to enable him to make the proper remarks; I will make some comments later.

• 0945

The Chairman: Mr. Conrad.

Mr. James R. Conrad (Director, Policy and Research, the Canadian Federation of Independent Business): Thank you, Mr. Chairman, ladies and gentlemen of the Standing Committee. I would like to make one point today, and make it as clearly, carefully and precisely as I can. The point is this: the Canadian Federation of Independent Business is proposing that this Committee recommend to the government that it bring enabling legislation on metric conversion before the Parliament of Canada.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 9 décembre 1975

[Interprétation]

The Chairman: Order. A l'ordre.

Nous reprenons l'étude de notre ordre de renvoi concernant le programme gouvernemental des dates-repère pour la conversion au système métrique.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Bulloch, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Il est accompagné de M. Conrad, directeur des politiques et recherches au sein de cette organisation.

J'inviterai maintenant M. Bulloch à faire quelques observations liminaires. Monsieur Bulloch.

M. John F. Bulloch (président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante): Monsieur le président, messieurs, j'aimerais vous remercier pour l'occasion qui m'est donnée de paraître devant le Comité.

Jim Conrad, directeur des recherches, sera notre porte-parole sur le problème de la conversion au système métrique, et je lui laisserai l'initiative des observations essentielles.

Rapidement, pour ceux qui ne sont pas au courant de notre organisation, nous approchons les 30,500 participants. Environ 800 nouveaux membres se rallient à nous chaque mois. Nous sommes l'expression politique des indépendants du Canada. Nous opérons dans chaque ville et village de ce pays.

Nos membres nous ont plus ou moins donné deux types de directives sur le problème de la conversion au système métrique. Tout d'abord, ils appuient le principe de la conversion. Ils savent que l'économie canadienne est inévitablement liée à celle des États-Unis.

En deuxième lieu, nos membres n'acceptent pas le fait que les frais seront assumés par la source. Je traiterai un peu plus tard de la question de l'appui financier à certains groupes de petites entreprises et d'autres obligés de se plier à la conversion, ce qui vous permettra peut-être de connaître certaines des observations que j'ai pu faire au sujet de programmes d'aide financière lors de mon voyage récent au Japon. J'assistais à la Conférence mondiale de la petite entreprise, où étaient présentes 34 nations membres des Nations Unies. Deux administrateurs de la FCEI ainsi que E. R. Clark, vice-président et directeur général en chef de la Banque fédérale de développement, étaient également présents.

Je passe maintenant la parole à M. Jim Conrad, pour lui permettre de faire les observations nécessaires; je ferai des remarques supplémentaires plus tard.

Le président: Monsieur Conrad.

M. James R. Conrad (directeur, Politique et Recherche, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante): Monsieur le président, mesdames et messieurs, merci. J'aimerais dire quelque chose bien clairement aujourd'hui, et aussi soigneusement et précisément que possible; savoir que la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante propose à ce comité de recommander au gouvernement qu'il présente au Parlement du Canada une loi d'autorisation sur la conversion au système métrique.

[Text]

The reasons for making this recommendation are several-fold. The first reason is that the joint resolution presently being considered by this Committee has no force in law. The danger is that it only creates the impression of Parliamentary assent.

The second reason: in a democracy legislation is an orderly way to involve the members of Parliament, who are ultimately accountable to the citizens and to the voters of Canada.

Third: a bill would provide a degree of certainty on what will be done, who will do it and when it will be done.

Four: the Federation believes the conversion process will thus have broader public support and greater provincial co-operation.

Five: the committee process would create a debate on costs and who pays for these costs.

Six: a bill would be enabling legislation specifically to support the financing of small firms and worker's tools when they bear costs in the metric conversion process.

The issue here is whether we are going to be governed by the democratic process, through enabling legislation, or whether we are going to be governed by order in council and by bureaucratic fiat.

It is part of our heritage in Canada to have enabling legislation put before the Parliament of Canada for free and open debate on public policy issues. It is, perhaps, of interest to the Committee, and the Committee may be already aware, that Australia had Parliamentary hearings on a bill, as also did the United Kingdom and the United States. In summary, we urge all parties in this Committee to request the government to bring in enabling legislation on metric conversion for the reasons given above.

Mr. Chairman, I would like to turn back to Mr. Bulloch.

The Chairman: Thank you. Mr. Bulloch.

Mr. Bulloch: I would like also to enlarge on the issue of financial assistance to those firms that find the conversion process a difficult financial burden.

The former Minister, Mr. Alastair Gillespie, did indicate that his department was working on a small-business metric-conversion assistance plan. Undoubtedly this would function in terms of some kind of long-term financing, or intermediate-term financing, arranged through the Federal Business Development Bank.

I would like to suggest that that is not adequate. I am not critical of that portion of the government's suggestions, but limiting financial assistance to The Federal Business Development Bank is pretty well going to close the doors to the vast majority of small firms that find entry into a new financial institution like The Federal Business Development Bank a difficult adjustment to make.

[Interpretation]

Les raisons qui justifient cette recommandation sont nombreuses. Premièrement, la résolution conjointe qu'étudie actuellement ce comité n'a aucun pouvoir législatif. Le danger, c'est qu'elle ne fait que donner l'impression du consentement du Parlement.

Deuxièmement, dans une démocratie, une loi est une manière consacrée d'engager les membres du Parlement, qui doivent, un jour, rendre compte de leurs positions aux citoyens et aux électeurs du Canada.

Troisièmement, un projet de loi permettrait de certifier, dans une certaine mesure, ce qui sera fait, qui le fera et quand.

Quatrièmement, la Fédération pense que le processus de conversion obtiendra ainsi un appui plus généralisé du public et une collaboration provinciale plus tangible.

Cinquièmement, l'étude du projet de loi par le Comité permettrait un débat sur les coûts et sur les sources de fonds.

Sixièmement, un bill autoriserait une aide financière aux petites entreprises et aux ouvriers, pour leurs outils, lorsqu'il s'agirait de coûts découlant de la conversion au système métrique.

Il s'agit, en somme, de savoir si le gouvernement agira en vertu des procédés démocratiques, à savoir par l'intermédiaire d'une loi d'autorisation, ou si nous allons nous en remettre à des décrets du conseil et des rouages bureaucratiques.

Il est traditionnel, au Canada, de présenter des lois d'autorisation au Parlement afin qu'il en soit discuté publiquement et librement. Le Comité sait d'ailleurs peut-être déjà que l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont procédé par voie de projets de loi. En un mot comme en quatre, nous exhortons tous les partis représentés au sein de ce comité à demander au gouvernement de présenter une loi d'autorisation sur la conversion au système métrique, et ce pour les raisons que j'ai déjà énumérées.

Monsieur le président, j'aimerais de nouveau céder la parole à M. Bulloch.

Le président: Merci. Monsieur Bulloch.

M. Bulloch: J'aimerais également traiter de l'aide financière aux entreprises qui trouvent que le processus de conversion constitue une lourde charge financière.

Le ministre précédent, M. Alastair Gillespie, avait dit que son ministère travaillait à un plan d'aide aux petites entreprises en vue de la conversion au système métrique. Ce plan se fonderait sans doute sur un financement à long ou à moyen terme par l'intermédiaire de la Banque fédérale de développement.

Je pense que cela n'est pas adéquat. Je ne m'oppose pas à cette partie des suggestions du gouvernement, mais je trouve qu'en limitant l'aide financière à sa provenance unique de la Banque fédérale de développement, on va, à toutes fins utiles, exclure une majorité des petites entreprises qui trouvent très difficile de fonctionner dans le cadre d'une nouvelle institution financière telle que la Banque fédérale de développement.

[Texte]

• 0950

The majority of small firms are very small—less than 15 employees. One third of them possibly are not even incorporated and are not normally eligible for federal programs and most of them deal with their local chartered bank because there is a personal relationship established.

What I learned in Japan, where government have literally dozens and dozens of programs of financial assistance to small and medium enterprises, is that they set up a whole range of facilities and they do not limit the small business to any particular one. They have, in Japan, a people's finance corporation that caters mostly to the very small firms making very small loans but is still open to all firms within the definition of a small business.

They have a small business finance corporation, which is equivalent to our Federal Business Development Bank, open to all but which tends to specialize in the 10-year term loans of around \$100,000 or more. They also have a very elaborate credit guarantee structure with flexible rates for guaranteed loans through the normal chartered banks and the government administered assistance programs through all of these organizations.

What we are suggesting as appropriate in Canada is that, in the enabling legislation, provisions be made that would direct the chartered banks, through the guaranteed loan facilities under the Small Business Loans Act, to provide financial assistance or guaranteed loans to small firms. I am thinking of the local butcher looking for \$4,000. This would make the assistance programs not only available through Federal Business Development Bank, but through every chartered bank.

What I would make different from the existing Small Business Loans Act, is that I would ask in the enabling legislation that there be a mandatory provision for provision of term loan to finance equipment under the Small Business Loans Act, but for normal loans under the Small Business Loans Act, I would leave the act as it is and leave it up to the good commercial judgment of the bank manager. Remember that the reason we are talking about small business loan assistance here is because a number of firms are facing substantial out-of-pocket expenses without any real pay-back.

As far as we are concerned, the thrust for metric conversion, which is inevitable, is coming from the global firms who will find tremendous economies in their interdivisional transfers around the globe. The net effect of metric conversion in North America—and I include Canada and the United States in that definition—will be an increased transfer of jobs to Third World countries.

We have been concerned, of course, that in the past the Metric Commission has made cost benefit statements to the effect that we would enjoy export increases of 5 to 10 per cent. I would think, with the kind of debate that will be possible with enabling legislation, we might be able to question these kind of figures and find out if, in fact, we will enjoy a net increase in exports.

[Interprétation]

La majorité des petites entreprises sont minuscules; elles comptent moins de 15 employés. Le tiers d'entre elles ne sont probablement même pas constituées en corporation et ne sont donc pas admissibles aux programmes du gouvernement fédéral. La plupart font affaires avec la banque à charte du coin, avec laquelle elles entretiennent des relations personnelles.

J'ai appris une chose au Japon où le gouvernement compte des dizaines et des dizaines de programmes d'aide financière à l'intention des entreprises de petite et moyenne envergure; c'est que celui-ci a créé tout un éventail d'installations et ne limite pas une entreprise à un type en particulier. On y trouve une société de finance du peuple, qui s'occupe surtout de prêter aux très petites entreprises des sommes peu importantes, bien qu'elle puisse accepter comme client, toute société répondant à la définition d'une petite entreprise.

Il y a aussi une société de finance pour les petites entreprises, qui correspond à notre Banque fédérale de développement, qui est accessible à tous et qui se spécialise particulièrement dans les prêts de \$100,000 ou plus pour une période de dix ans. Leur système de garantie très perfectionné comporte des taux flexibles pour les prêts garantis accordés par les banques à charte ordinaires et les programmes d'aide administrés par le gouvernement par l'entremise de tous ces organismes.

Nous suggérons qu'au Canada, la loi d'autorisation comporte des dispositions qui obligerait les banques à charte, étant donné les facilités de prêts garantis grâce à la Loi sur les prêts aux petites entreprises, à accorder à ces dernières aide financière ou prêts garantis. Dans le cas par exemple du boucher du coin qui cherche \$4,000, ces programmes d'aide financière lui seraient accessibles non seulement auprès de la Banque fédérale de développement, mais aussi auprès de toute banque à charte.

Je modifierais toutefois la Loi sur les prêts aux petites entreprises en y ajoutant une disposition obligatoire visant l'octroi des prêts à terme destinés à financer l'achat d'équipement aux termes de la Loi. Mais je ne changerais rien au reste et laisserais la décision au bon jugement du gérant de banque. N'oubliez pas que si nous parlons en ce moment de prêts accordés aux petites entreprises, c'est parce qu'un certain nombre d'entre elles devront assumer des dépenses très élevées sans en rien retirer véritablement.

En ce qui nous concerne ce sont les multinationales qui font le plus de pression en faveur de la conversion au système métrique, qui est inévitable, puisque cela leur permettra de réaliser des économies considérables dans leurs échanges interdivisionnaires d'un point à l'autre du globe. La conséquence directe de la conversion, au Canada et aux États-Unis, sera un transfert accru des emplois dans les pays du Tiers-Monde.

Bien entendu, les déclarations passées de la Commission du système métrique au sujet des coûts et profits nous ont inquiétés puisqu'elles assuraient une augmentation de 5 à 10 p. 100 des exportations. Étant donné le genre de débat auquel donnerait lieu une loi d'autorisation, nous pourrions remettre en question ces chiffres et vérifier si nous profiterons vraiment d'une augmentation nette des exportations.

[Text]

My own personal judgment is that we will suffer a further imbalance in trade and manufactured goods as a result of metric conversion but, at the same time, we have no choice but to move in that direction and take our lumps. Certainly let us make the provision in the bill that has the force of law to make available to firms that need the assistance financing under the Small Business Loans Act and through the Federal Business Development Bank.

That is all I have to say, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Bulloch. Is it agreed that the brief submitted by the Canadian Federation of Independent Business be printed as an appendix to today's *Minutes and Proceedings of Evidence*?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: D'accord. First on my list I have Mr. Martin, followed by Mr. Kempling.

Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, through you to Mr. Bulloch, I would like to pursue for the moment this matter of your emphasis on the desirability of enabling legislation. In a conversation I had prior to the beginning of our hearings with people who were, in fairness, probably associated with larger business enterprises, there seemed to be a specific desire that there not be legislation as such. In other words, the feeling was that they were entirely satisfied with the manner in which the Commission was operating. I think there was concern that the public might not be getting adequate information, but there was a feeling, which perhaps I interpreted incorrectly that might pervade business generally, that they would much prefer this manner of proceeding and not get involved in detailed legislation coming forward from Parliament.

• 0955

You are so emphatic about this. What do you see is the difference between the attitude of representatives of larger businesses and representatives of smaller businesses, as I believe you are?

Mr. Bulloch: When you are dealing with larger businesses you are part of a process in which mandarins are talking to mandarins. Certainly it is much more convenient for them just to go to lunch with the heads of the Metric Commission and attend their various meetings than have the whole question exposed to the light of public opinion and debated by the members of Parliament. I feel quite strongly that a proper debate by this Committee in the consideration of enabling legislation would bring out a lot of embarrassing information to the simple effect that there is no real evidence that metric conversion is going to expand our exports. In fact, there is going to be a significant danger that the imbalance on manufactured goods will further deteriorate once the metric conversion process is under way. It is felt that our pound system is a non-tariff trade barrier which we are eliminating.

I am not arguing that we have to go that way; I am just saying that I can understand why those that are a part of the multinational group would prefer to have it done on the quiet rather than have it exposed in debate. Also, I think they do not have the interest in the support programs that we have because the benefits of conversion are very substantial to firms whose economics and profits are based on interdivisional transfers from one country to

[Interpretation]

Personnellement, nous souffrirons d'un déséquilibre encore plus grand dans les échanges et le commerce des biens manufacturés à la suite de la conversion, mais nous n'avons pas le choix; nous devons faire ce qu'on nous dit et encaisser. Mais, sûrement, modifions la loi de façon à permettre aux entreprises, qui en ont besoin, d'obtenir de l'aide de la Banque fédérale de développement et en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Voilà tout ce que j'ai à dire, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Bulloch. Est-il convenu que le mémoire présenté par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante soit imprimé en appendice aux procès-verbaux et témoignages d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

Le président: Le premier sur ma liste est M. Martin, suivi de M. Kempling.

Monsieur Martin.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais m'attarder sur l'avantage d'une loi d'autorisation que M. Bulloch a plusieurs fois soulignée. Au cours d'une conversation tenue avant le commencement de nos audiences, avec des personnes qui, je dois l'admettre, sont probablement associées aux grandes entreprises on semblait s'entendre pour refuser l'adoption d'une loi comme telle. En d'autres mots, ces personnes semblaient parfaitement heureuses du fonctionnement actuel de la Commission. Je crois qu'on s'inquiétait que le public ne recevait peut-être pas les renseignements nécessaires, mais l'impression générale qui semblait prévaloir dans le monde des affaires, je l'ai peut-être mal interprétée, était que cela s'étendrait à l'entreprise, que les intéressés préféraient cette façon de procéder plutôt que d'avoir une loi détaillée adoptée par le Parlement.

Vous semblez tellement convaincu à ce sujet. A votre avis, quelle est la différence entre l'attitude des représentants des grandes entreprises et celle des représentants des petites entreprises?

M. Bulloch: Dans le cas des grandes entreprises, des mandarins s'entendent avec d'autres mandarins. Il est certainement plus pratique pour eux tous d'aller déjeuner avec les directeurs de la Commission métrique et d'assister aux différentes réunions que d'attendre que toute la question soit débattue sur la place publique et fasse l'objet de débats du Parlement. Je suis convaincu que si le présent comité entreprenait un débat sérieux lors de l'étude d'une loi d'autorisation, on verrait ressortir beaucoup de renseignements embarrassants comme le simple fait qu'il n'existe aucune preuve réelle que la conversion métrique va promouvoir nos exportations. De fait, il y aura un danger réel que le déséquilibre, au niveau des produits manufacturés, s'accroisse lors de la conversion métrique. On est généralement d'avis pour dire que notre système actuel constitue une barrière commerciale non tarifaire que nous allons éliminer.

Je n'essaie pas de faire valoir que nous devrions nous engager dans cette voie; j'essaie simplement de dire que je comprends pourquoi ceux qui font partie de groupes multinationaux aimeraient autant que cela se fasse en douce au lieu de faire l'objet d'un débat public. Je crois également que ces personnes ne s'intéressent pas autant que nous au programme d'appui, car les avantages de la conversion sont assez importants pour les sociétés dont les

[Texte]

another, and certainly, a more standardized measurement system would have very substantial long-term benefits. I can understand their haste. They are going to metric regardless of whether you have a bill or not.

Mr. Martin: Excuse me, just one point of correction. I will leave that point, Mr. Bulloch, but I would mention that I know at least two or three of them that did not represent multinational corporations at all; they are strictly Canadian companies.

Mr. Bulloch: No, but their associations have taken certain formal positions. I know that they have mixtures within their membership.

Mr. Martin: The one thing they did emphasize—and I would appreciate your comments on this—was that they felt that these sector groups that were meeting were very representative of all segments of society. Consumer groups were represented, industry groups, and I assumed that there would be small and large industry groups represented in these sector meetings. I could be wrong. The feeling was left with me that there was very good representation from various elements of society in these sector sessions and that that seemed to be quite adequate. I gather you do not think it is.

May I ask you a further question? Your analysis has shown that the companies from which you have taken your survey seem to be very much in favour of metric conversion. I gather from your comments that you do not share their enthusiasm. Is that fair?

Mr. Bulloch: No, I do not think that is true. I think the membership reflects the inevitability. We have done further internal studies and everybody says: well, it has to come; there is no way we can fight it; it has to come because if the United States goes, we have to go. There is no doubt that the principle is there. But our next survey did indicate that they do not support the principle of the Metric Commission that costs will lie where they fall. We have done a number of other studies internally on which Mr. Conrad could perhaps comment. Do you want to take it further, Jim?

• 1000

Mr. Conrad: Mr. Martin, I will deal with your positional comment on your first question; when we sat down to prepare our brief, we were faced with the question of how do you make the case for a democracy in Canada. You think it might be self-evident but perhaps it is not so. It is the normal style of this government and all governments in Canada to bring in enabling legislation, and I would refer you to one that this Committee has dealt with, Bill C-73. It was the clear intention of government to bring in enabling legislation before the regulations were proclaimed. We are doing nothing more than saying, bring in enabling regulations that would set the tone and the policies which then would enable these regulations to be proclaimed.

If you begin to by-pass the parliamentary process, which is really what has started to happen here, then you go down I would suggest, a very slippery road and I would give the example of Argentina. Argentina regularly elects

[Interprétation]

affaires et les profits reposent sur les transferts interdivisionnels, d'un pays à l'autre, et qui pourront certainement tirer des profits assez intéressants à long terme grâce à un système de mesures normalisé. Je comprends que ces personnes aient hâte. Elles adoptent le système métrique, qu'il y ait ou non un projet de loi.

M. Martin: Excusez-moi, une simple précision. Nous allons laisser ce sujet, monsieur Bulloch, mais j'aimerais mentionner que je connais au moins 2 ou 3 sociétés qui ne représentent pas des corporations multinationales; ce sont des compagnies entièrement canadiennes.

M. Bulloch: Oui, mais leurs associations ont adopté certaines positions officielles. Je sais que, parmi leurs membres, les avis sont partagés.

M. Martin: Le point qu'ils m'ont souligné et je serais heureux d'entendre vos commentaires à ce sujet—était qu'à leur avis, les groupes de secteurs qui se réunissaient étaient très représentatifs de tous les segments de la société; s'y trouvaient représentés les groupes de consommateurs, les groupes de l'industrie et j'ai supposé que des groupes de la petite comme de la grande industrie étaient représentés. Je peux me tromper. On m'a néanmoins donné l'impression que les divers éléments de la société étaient bien représentés à ces réunions et que le tout était très adéquat. J'en déduis que vous n'êtes pas de cet avis.

Puis-je vous poser une autre question? Votre analyse démontre que les sociétés au sujet desquelles vous avez fait enquête semblent très en faveur de la conversion métrique. Vos commentaires me laissent croire que vous ne partagez leur enthousiasme. Est-ce juste?

M. Bulloch: Non, je ne crois pas que cela soit exact. Je crois que les sociétés en question reflètent l'inévitable. Nous avons effectué d'autres études internes et tout le monde dit: Eh bien, il faut que ça vienne; il n'y a rien à faire, ça doit venir parce que si les États-Unis le font, nous devons le faire aussi. Il ne fait aucun doute que le principe est là. Mais notre enquête suivante a démontré que les intéressés n'étaient pas en faveur du principe voulant que les frais découlant de la conversion métrique soient laissée au hasard, principe énoncé par la Commission. Nous avons fait nombre d'autres études internes au sujet desquelles M. Conrad pourrait peut-être vous donner plus de précisions. Voulez-vous continuer, Jim?

M. Conrad: Monsieur Martin, je parlerai d'abord de votre commentaire quant à la position des intéressés; lorsque nous nous sommes réunis pour préparer notre exposé, nous devons répondre à la question de savoir comment présenter nos arguments en faveur de la démocratie au Canada. Vous pensez peut-être que cela va de soi, mais il n'en est pas ainsi. Il est normal pour le présent gouvernement et tous les gouvernements du Canada, d'adopter des lois d'autorisation; je pense à une loi que le présent Comité a étudiée, le Bill C-73. Le gouvernement avait nettement l'intention d'adopter la Loi avant que le règlement ne soit promulgué. Tout ce que nous disons c'est, adoptez le règlement d'autorisation qui donnera le ton et exposera les politiques, ce qui permettra ensuite de les faire proclamer.

Si vous commencez à contourner le processus parlementaire, ce qui commence à se produire ici, vous empruntez, à mon avis, une voie dangereuse, et je citerai l'Argentine en exemple. En Argentine, on élit régulièrement les mem-

[Text]

a Senate and a House of Representatives; they have a U.S. style to government. The House and the Senate regularly meet and they pass no legislation. So I would think, as parliamentarians, you ought to consider this responsibility very seriously, but that the question is how you proceed in a democracy to bring about change.

The Chairman: One last question, Mr. Martin.

Mr. Martin: What kind of expenses, Mr. Bullock, do you envisage the small businessman of, say, anywhere under a dozen employees being faced with on conversion? What dollar extent do you see his outlay probably having to be?

Mr. Bullock: I do not think an average figure would have any sense here. There are groups of small businessmen that do not belong to associations, do not belong to central committees, do not belong to organizations but will face certain types of outlays, the costs of double inventories will work itself through in terms of the marketplace. The costs of carrying double inventories will work itself through in terms of possibly margins and prices, and the marketplace will determine whether or not he is able to pass on the costs of increasing his stock by 10 per cent, 20 per cent, 25 per cent. You get those kinds of inventory figures.

We are more worried about the type of person that has to put an outlay on equipment with no real economic . . .

Mr. Martin: That is my question.

Mr. Bullock: That type of person again could vary it. He could be talking \$1,000 to \$4,000 for a scale. He could be talking about a \$2,000 to \$100,000 machine but I am more worried about the fellows who are not used to making cash-flow forecasts, who are not sophisticated in their finance and are faced with these outlays and most of them are small. If you study the outlays in the Small Businesses Loans Act, most of them are under \$10,000. I am talking about those kinds of outlays where a man has to, say, buy a new scale or spend \$1,000 and he just goes down to the bank and gets that financed over time. It is not putting an undue pressure on his business. It is a loan he has to pay back and the bank essentially has the guarantee, through the federal government, and it is a very low-cost program. I would say it is efficient and effective in a low-cost way to ensure that there is not an undue burden on firms that have these kinds of outlays with no return benefit.

I do not think you can get an average figure on it, but in most cases loans for the majority of our members will be under \$10,000 outlays, and most of the under \$5,000. The kind of things The Federal Business Development Bank are talking about are much more substantial. These are manufacturers who have suddenly been told by their major suppliers to convert and they are talking working capital, they are talking outlay, they are talking retraining, they could be looking at \$100,000. The Better Business Development Bank has the expertise to work with manufacturers and they are fairly broadly located and they are a more sophisticated group.

[Interpretation]

bres du Sénat et de la Chambre des représentants; leur gouvernement est du même genre que celui des États-Unis. La Chambre et le Sénat se réunissent régulièrement, mais n'adoptent aucune loi. Il me semble donc qu'à titre parlementaire, vous devriez penser à cette responsabilité très sérieusement. La question est de savoir comment procéder dans le cadre d'un système démocratique pour apporter des changements.

Le président: Une dernière question, monsieur Martin.

M. Martin: Quelles dépenses, Monsieur Bulloch, croyez-vous que le petit homme d'affaires, disons celui qui a moins de 12 employés, devra-t-il encourir pour la conversion? Quelles sommes croyez-vous qu'il devra déboursier?

M. Bullock: Je ne crois pas qu'il soit possible de donner un chiffre moyen. Certains groupes de petits hommes d'affaires n'appartiennent à aucune association, ni à un comité central, ni à d'autres organismes, mais ils auront à faire certains déboursés, bien que le coût d'une deuxième prise d'inventaire ne pourra se calculer que selon le cours du marché. On pourra en effet transmettre, selon le marché, ces coûts dans une mesure de 10 p. 100., 20 p. 100 ou 25 p. 100. Ce sont les chiffres que vous obtenez à l'inventaire.

Nous nous inquiétons beaucoup plus du sort de la personne qui doit faire un déboursé pour acheter de l'équipement sans aucune compensation économique réelle . . .

M. Martin: C'est justement ma question.

M. Bullock: Dans ce cas aussi, les coûts pourraient varier. L'intéressé pourrait dépenser de \$1,000 à \$4,000 pour une balance. Par ailleurs, il pourrait s'agir d'équipement de \$2,000 à \$100,000 mais ce qui m'inquiète vraiment, c'est le cas de celui qui n'a pas l'habitude de faire des prévisions de ses avoirs liquides, qui ne s'y connaît pas en calculs sophistiqués et qui doit faire face à ces déboursés bien que minimes. Si vous regardez le chapitre sur les mises de fonds, dans la Loi sur les prêts aux petites entreprises, vous constaterez que la plupart se chiffre à moins de \$10,000. Je parle de ce genre de déboursés, du cas où quelqu'un va acheter une nouvelle balance, dépenser \$1,000; il ira à la banque et pourra échelonner la dépense. Cela ne met pas de pression indue sur ses affaires. C'est un prêt qu'il doit rembourser et la banque a une garantie, par l'entremise du gouvernement fédéral, et ce programme coûte très peu. A mon avis, c'est là un moyen peu coûteux et efficace qui permet de s'assurer qu'il n'y a aucun fardeau déraisonnable sur ces petites entreprises lorsqu'elles font des déboursés qui n'engendrent aucun profit.

Je ne crois pas pouvoir vous donner de chiffres moyens, mais dans la plupart des cas, les emprunts que feront la majorité de nos membres se chiffreront à moins de \$10,000 et peut-être même à moins de \$5,000. Ce dont parle la Banque fédérale de développement se rapporte à des sommes beaucoup plus importantes. Il s'agit, par exemple, de fabricants à qui leurs fournisseurs principaux ont tout à coup dit de faire la conversion; pour eux, il s'agit donc de capital de roulement, de déboursés, de formation, le tout pouvant coûter \$100,000. La Banque fédérale de développement a les connaissances pour travailler en collaboration avec ces fabricants; de plus, elle est située un peu partout, et le groupe est des plus sophistiqués.

[Texte]

The broad group of people who are not manufacturers are looking at much smaller amounts and I think the normal banking system and the guaranteed loan program—which of course is under revision as some of you may know—is the proper vehicle to provide that additional assistance.

The Chairman: Thank you, Mr. Martin. Mr. Kempling, followed by Mrs. Appolloni and Mr. Gray. Mr. Kempling.

Mr. Kempling: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Bulloch, we agree with you that we should have enabling legislation. The Order in Council as we read it is very loosely worded. There is a provision in there in one of the clauses that says:

The Commission shall recommend to the Minister appropriate legislation or other means . . .

• 1005

It seems to me the Commission has been working on this "or other means" since their existence. As an example we are just now looking at, I guess, our first or second metric report for all the years they have been operating, and I think that is deplorable.

The criticism that I have of The Federal Business Development Bank per se is that they are really not doing that much or cannot do that much in this program to help the small business. First of all, their rates are higher than the chartered banks to start with. So really there is not that much assistance given to the small businessman. As far as the Small Business Loans Act is concerned—I do not know what feedback you are getting from your members, but if you get the kind of feedback I get, the average one seems to go into the bank and has a great deal of difficulty, the manager does not know anything about the Small Business Loans Act, he never heard of it, his branch does not carry or any one of a number of excuses, and he usually ends up getting the money at the going rate at the bank if he has adequate collateral to give them.

I would ask you, during your trip to Japan what did you find there in the way of interest rates? Was special preference given to the small businessman in their legislation?

Mr. Bulloch: They have so many programs, probably 25 to 35 various programs of assistance for small business. They are continually encouraging small business to update, retrain, reorganize, modernize, and they have anything from interest-free loans for modernization to subsidized loans up to loans of 1 or 2 per cent below the market, and each bank has a schedule of the various programs and the various loan rates. They are all pretty well either from interest-free up to 2 per cent under normal bank rates. They have much more flexibility. They have 52 credit guarantee organizations to whom where you go, first, and then they take you to the bank. They have over 100 offices of their Peoples Bank and about 60 offices of their other small business corporation, all designed for small to medium enterprise plus the normal credit associations, the normal savings and loans associations, plus the normal banks. There are multiple choices and that is what is so important to small business.

[Interprétation]

L'ensemble beaucoup plus d'important de personnes qui ne sont pas des fabricants, doit penser à des sommes beaucoup plus petites et je crois que le système normal des banques et le programme de prêts garantis qui, bien sûr, fait en ce moment l'objet d'une révision, est le moyen le plus approprié de fournir une aide supplémentaire.

Le président: Merci, monsieur Martin. M. Kempling, et ensuite M^{me} Appolloni et M. Gray. Monsieur Kempling.

M. Kempling: Merci, monsieur le président. Monsieur Bulloch, nous sommes d'accord avec vous: il devrait y avoir une loi d'autorisation. Le décret du conseil, de la façon dont nous l'interprétons est formulé de façon très vague. On a prévu dans un des alinéas que:

La Commission doit conseiller le ministre sur les mesures législatives ou autres . . .

Il me semble que la Commission depuis toujours s'occupe de ces: «ou autres . . .». Comme exemple, je dirais qu'actuellement nous n'en sommes encore qu'à l'étude de notre premier ou deuxième rapport sur le système métrique et, compte tenu de toutes les années d'existence de la Commission, c'est déplorable.

Je critiquerai la Banque fédérale de développement elle-même du fait qu'elle n'aide pas beaucoup les petites entreprises ou qu'elle ne peut pas les aider. Tout d'abord, ses taux sont plus élevés que ceux des banques à charte; elle n'aide donc pas beaucoup. Au sujet de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, je ne sais pas quelles sont les réactions que vous recevez mais, dans mon cas, j'ai appris qu'en moyenne les réactions concernant la Banque, la personne qui s'y adresse rencontre énormément de difficultés. Le directeur ne semble pas connaître la Loi sur les prêts aux petites entreprises, il m'en a jamais entendu parler et son service n'est pas efficace ou il se retranche derrière un tas d'excuses et, en fin de compte, c'est le taux courant de la banque qui est utilisé pour obtenir de l'argent, à condition qu'on fournisse les garanties suffisantes.

Je vous demanderais quels sont les taux d'intérêts dont vous avez eu connaissance au cours de votre voyage au Japon? Est-ce que, dans ce pays la loi offre des taux préférentiels aux petits hommes d'affaires?

M. Bulloch: Il y a tant de programmes là-bas probablement de 25 à 35 pour aider les petites entreprises et l'on y encourage continuellement ces dernières à se mettre à jour, à se recycler, à se réorganiser et à se moderniser; on leur fournit tout un éventail de prêts, allant des prêts sans intérêt pour modernisation, aux prêts subventionnés, des prêts à 1 ou 2 p. 100 en-dessous du taux du marché. Chaque banque dispose de toute une liste de programmes variés et de taux de prêts variés et ils s'échelonnent à peu près tous entre les prêts sans intérêt à ceux qui sont de 2 p. 100 en-dessous du taux normal demandé par les banques. Il y a donc beaucoup plus de souplesse au Japon que chez nous et il y a 52 organisations fournissant des garanties de crédit où vous vous adressez avant de passer à la banque. Il y a plus de 100 bureaux de la Banque populaire, et à peu près 60 bureaux de sociétés pour petites entreprises, qui s'adressent toutes aux entreprises de taille petite ou moyenne, et, en plus, des associations ordinaires de crédit, des associations ordinaires d'épargne et de prêt, plus les banques ordinaires. La petite entreprise a donc tout un choix et c'est ce qui importe.

[Text]

Lending is a personal thing. To ever have to go to one bureaucrat for money who does not like the fact that you have red hair, you are dead for life. You must have options and the personal tie is what is so important and that is why it is so essential that you bring the SBLA program into this process which has a rate lower than the lending rate.

At the present time there is a problem with SBLA and it is being resolved. The problem is not all the fault of the banks. The interest rate mechanism, the mechanism for establishing the rate is just not sensitive enough to the rapidly changing interest rates. I think it is possible to revitalize and I think the banks are willing to give a great deal more co-operation and support to the Small Business Loans Act. They are sensitive politically to the fact that they are open targets, they know we have 50 men going up and down the streets handing out SBLA brochures and they have never had pressure like it.

They certainly have doubled almost what they did previously, but twice as many people are asking for loans and twice as many are being turned down. I do not believe it is all the banks' fault and I think a more realistic interest rate that moves closer to prime would ensure a degree of co-operation we have not had in the past. With the Department of Finance's re-examining a more realistic rate structure and this Committee's moving to bring the SBLA into the enabling legislation for the purpose of support, I think the two together would greatly ease the burden of the conversion process. I certainly recognize the criticisms that you have received because when they call us we tell them to call Kempling.

Mr. Kempling: Thank you!

Mr. Bulloch: I say you have nothing to do down here and you would be glad to hear from them.

Mr. Kempling: Great. That is just great, I love you for that.

It is a very critical thing. I was just noticing that our balance of trade in high technology products, that is anything other than raw materials, is projected to be in the order of \$9 billion. If we further stifle and choke the small businessmen at that level, they are certainly not going to become medium size or larger businesses as we hope they will.

In your studies have you had any particular group, that is, a particular segment of operators who have got together as a group? Have you fostered this sort of dialogue where they have come up with any cost to their individual group? I am sure you have people in groups or segments of trade—you mentioned butchers. I am thinking of service station and small garage operators. Many of these small groups have associations. Have they come to you with any particular . . .

Mr. Bulloch: We have had individuals come to us, but we have told them to go back and work through the trade association. This is the function of the trade association. Only a trade association can have the expertise and knowledge to come forward with intelligent information. This is why, if you had proper committee hearings, you could bring in the key trade groups yourselves and talk to these groups. You would get more authoritative data on

[Interpretation]

Le prêt est une question personnelle, et si vous vous présentez à un bureaucrate qui n'aime pas la couleur de vos cheveux, alors votre affaire est mal partie. Il vous faut donc pouvoir profiter de choix. Le lien personnel est si important. C'est pourquoi, il faut faire intervenir dans ce processus le programme basé sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises, car les taux de prêt dans ce cas sont moins élevés.

Pour l'instant, il existe une difficulté dans le cas où on fait appel à cette loi et on est en train de la résoudre; ce ne sont pas les banques qui en sont entièrement responsables: le rouage d'établissement du taux d'intérêt n'est pas suffisamment sensible pour s'adapter aux modifications rapides des taux, et je crois qu'il est possible de réanimer ce processus et que les banques sont toutes prêtes à collaborer et à soutenir la Loi sur les prêts aux petites entreprises. Il se fait une forte pression politique car on sait que 50 personnes distribuent dans les rues des brochures sur cette loi.

Il n'y a pas de doute que les banques ont doublé leurs efforts en ce sens, mais il y a aussi deux fois plus de gens qui demandent des prêts et il y en a deux fois plus qui se les voient refusés. Je ne pense pas que cette situation soit entièrement de la faute des banques, mais il faudrait établir un taux d'intérêt plus réaliste, suivant de plus près le taux préférentiel pour améliorer cette situation. Compte tenu du fait que le ministère des Finances réexamine la possibilité d'établir une structure de taux plus réaliste et compte tenu du fait que le présent comité s'efforce d'intégrer la LPPE dans le cadre d'une loi d'autorisation, je crois que le processus de conversion s'avèrera moins pénible. Je reconnais que vous avez reçu des critiques, car lorsqu'on fait appel à nous, nous renvoyons ces plaintes à Kempling.

M. Kempling: Merci!

M. Bulloch: Je dis que vous n'avez rien à faire et que vous seriez heureux là-bas d'entendre les plaintes.

M. Kempling: Magnifique, je vous en remercie.

C'est un problème extrêmement délicat. J'ai remarqué que l'on prévoyait pour notre balance commerciale, dans le domaine des produits de haute technologie, soit pour tous les produits qui ne sont pas des matériaux bruts, un chiffre de l'ordre de \$9 milliards. Si nous les étouffons dans l'œuf, les petites entreprises ne pourront jamais se développer comme nous l'espérons.

Au cours des études que vous-avez effectuées, avez-vous eu un groupe particulier, c'est-à-dire un secteur précis d'industriels? Vous êtes-vous efforcés de susciter un certain dialogue afin de connaître les coûts réels que cela entraînera pour ce groupe particulier? Vous avez parlé des bouchers et je pense plus précisément aux petits garagistes et aux gérants de postes d'essence. Nombre de ces petits groupes ont des associations, et j'aimerais savoir s'ils vous ont communiqué . . .

M. Bulloch: Plusieurs particuliers sont venus nous voir mais nous leurs avons dit de s'adresser plutôt à nous par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles, dont c'est le rôle précis. En effet, seule une association professionnelle dispose de l'expertise et de connaissances suffisantes pour communiquer des informations intelligentes. Ainsi, si vous vouliez faire vraiment du bon travail, vous pourriez convoquer ces groupes clés afin de discuter direc-

[Texte]

cost per industry. Service station operators are a very big sector and have very big costs.

For example, the reason the question of support for metric tools, is an issue, is because it is going to fall on the employer one way or the other. You cannot separate small business assistance and the metric tools. I think it is an area about which you have to be careful, it could be a ripoff area. You have to carefully look at the cost and how you are going to approach it. A man operating the service station is going to pay for that fellow's tools. If he does not have them now, he is going to pay for them one way or the other, in wages or other allowances. As far as we are concerned, the question of assistance for measurement sensitive tools and assistance for financing for equipment, all fall in the area of assistance to small firms.

Mr. Kempling: In your answer number two that you ran on your mandate—are you for or against providing tax relief to employees in the purchase of metric tools—it was 55.5 per cent for and 38 per cent against. I assume you are referring to some relief in the Income Tax Act for these individuals over and above what they presently get.

Mr. Bulloch: Yes, I recognize this is a difficult area to administer. It could be done either through a tax credit of \$100 or \$50, or \$100 extra exemption. A tax credit is perhaps more accurate and more fair, but the exemption might be easier to administer without creating new precedents about which the Department of Finance would have to be concerned. We have \$150 allowance that could possibly be raised to \$250, and allow certain chits for measurement sensitive tools once.

Mr. Kempling: One time, that is what I am getting at.

Mr. Bulloch: One time.

Mr. Kempling: I was trying to draw it away . . .

Mr. Bulloch: Yes, a one time, because the thing could be abused very much. You want to provide a minimal assistance but not the whole assistance. You want to take some of the pressures off the system and spread it out over a broader base, but not get ripped-off by people trying to finance the repurchase of metric tools which they already have. I think a once only minimum additional exemption of \$100, then depending on the tax bracket, they would give them some relief. Most workers are not that big a spread, they might be 35 per cent average tax brackets. That would take pressures off the employers because they could say: you are getting some relief there and I am getting some relief, but I still have the costs. We are just spreading this on a minimum basis.

I think the mandate does indicate the small business wish, that if this so-called metric conversion does have broad benefits to society, let us have a broader base for financing it.

[Interprétation]

tement avec eux, ce qui vous permettrait d'obtenir des données beaucoup plus précises sur les coûts qu'un tel système entraînera pour chaque secteur industriel. Les gérants de poste d'essence représentent un groupe très important et les coûts qu'il auront à assurer le sont également.

Si l'on se pose la question du soutien aux industries en ce qui concerne les instruments métriques, c'est parce que l'on sait très bien que, d'une façon ou d'une autre, l'employeur va assumer sa part. La conversion des instruments au système métrique fait parti des programmes d'aide aux petites entreprises, mais vous devrez cependant vous montrer extrêmement prudents dans ce domaine. En effet, il vous faudra avoir une évaluation précise des coûts qu'une telle conversion entraînera et savoir exactement comment vous allez procéder. Celui qui travaille dans un poste d'essence va devoir payer pour les outils de l'autre; s'il ne le fait pas maintenant, il le fera un jour ou l'autre, que cela soit par son salaire ou par d'autres indemnités. En ce qui nous concerne, la question de l'aide à apporter pour la conversion au système métrique et en matière de financement relève du domaine général de l'aide aux petites entreprises.

M. Kempling: J'aimerais savoir si vous êtes pour ou contre le fait d'accorder aux employés certaines exonérations fiscales pour l'achat d'instruments métriques, il me semble que 55,5 p.100 étaient d'accord et 38 p.100 contre. J'en conclus que vous demandez d'autres exonérations pour ces individus je veux dire des exonérations supérieures à ce qu'ils obtiennent aujourd'hui aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu.

M. Bulloch: Je reconnais que c'est un programme très difficile à gérer. On pourrait le faire soit par un crédit d'impôt de \$100 ou \$50, soit par une exemption supplémentaire de \$100. Un crédit d'impôt est sans doute plus précis et plus équitable mais, cependant, l'exemption serait plus facile à gérer, car elle ne créerait pas de précédents pour le ministère des Finances. Nous avons une allocation de \$150 qui pourrait éventuellement être haussée à \$250, et nous pourrions également accorder une fois certaines exemptions pour la conversion au système métrique d'instruments de mesure.

M. Kempling: Une fois, c'est ce que je veux savoir.

M. Bulloch: Une fois, oui.

M. Kempling: J'ai essayé . . .

M. Bulloch: Sinon, cela pourrait entraîner des abus. En effet, nous voulons accorder une aide minimum mais pas tout faire. En d'autres termes, nous essayons de répartir les responsabilités entre un plus grand nombre de personnes, mais il ne faut pas non plus que certains bénéficiaires essaient d'abuser de nous en achetant des instruments métriques qu'ils possèdent déjà. Je pense qu'une seule exemption supplémentaire s'élevant à \$100 et tenant compte de la tranche de revenus constituerait déjà une aide appréciable. Ainsi, le système permettrait de répartir les responsabilités mais l'employeur aurait une certaine somme à payer. L'aide que nous accordons est une aide minimum.

Selon les petits industriels, si cette présumée conversion au système métrique doit donner des avantages à l'ensemble de la société, son financement doit être assumé par plusieurs responsables.

[Text]

Mr. Kempling: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Kempling.

Since I still have three names on my list and we have another witness, is it agreed that we limit the questioning time to five minutes to each of the three names that I have, Mrs. Appolloni, Mr. Gray and Mr. Whittaker.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mrs. Appolloni.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Bulloch, do you represent some manufacturers who actually export?

Mr. Bulloch: Yes, we have about 4,000 manufacturers within our membership of 30,000.

Mrs. Appolloni: What kinds of things do they export?

Mr. Bulloch: I beg your pardon?

Mrs. Appolloni: What kinds of things do they export?

Mr. Bulloch: Just about everything. They are a cross section of the nation. Many of them operate small mini-multinationals, the small business export sales is a pretty risky venture. They tend to move into another nation and set up a joint venture relationship and operate across the border. But I do not think it would be very hard.

You probably can spin off because you talk to them.

• 1015

Mr. Conrad: We have members who sell multicouplers to the U.S. military, for example.

Mrs. Appolloni: Maybe I could ask another question to help you. Why do you suppose that metric conversion will add to the trade imbalance?

Mr. Bulloch: I think if you examine what is going to happen as firms start sourcing metric equipment, they will find that more experienced manufacturers of metric exist. There will be a much broader range of manufacturers who have not really gone after the Canadian market. The larger firms in Germany and Sweden and Japan have metric and imperial measure equipment. There is a whole host of equipment suppliers around the world that have been excluded from our market because of our nontariff barrier, which is really pounds measurement. The discussions we have had with larger manufacturers have indicated that every time they have gone metric they have replaced a domestic supplier with an international supplier.

On top of that there is a very significant transfer of jobs that are going to move out of Western society, North America, to the Third World. I got that very visibly when I was in Japan when all the Asian countries were represented there, and the aggressive programs of assistance and manufacturing that have been going on in Korea and Taiwan and Singapore and Malaysia, and even Mexico. There is going to be a massive transfer out of our high-wage countries. Any kind of standardized manufacturing that is not really knowledge-intensive, any large scale, anything big business does in large numbers that is fairly standardized, is just going to disappear out of Western society in the next five years.

[Interpretation]

M. Kempling: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Kempling.

J'ai trois noms sur ma liste, mais nous avons un autre témoin; êtes-vous d'accord pour limiter chaque orateur à cinq minutes? Il s'agit de M^{me} Appolloni, de M. Gray et de M. Whittaker.

Des voix: D'accord.

Le président: Madame Appolloni.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président. Monsieur Bulloch, certains de vos membres exportent-ils leur production?

M. Bulloch: Oui, environ 4,000 sur 30,000.

Mme Appolloni: Quel genre d'articles et produits exportent-ils?

M. Bulloch: Pardon?

Mme Appolloni: Quel genre d'articles et produits exportent-ils?

M. Bulloch: De tout. La plupart d'entre eux dirigent de petites multinationales car, pour les petites entreprises, l'exportation est un gros risque. Ces entreprises développent leurs activités avec un autre pays et réussissent finalement à passer des contrats d'association. Je ne pense pas que cela soit très compliqué.

Par la suite, l'entreprise se développe en fonction des contacts qu'elle a.

M. Conrad: Par exemple, certains de nos membres vendent du matériel à l'armée américaine.

Mme Appolloni: J'aimerais poser une autre question. Pourquoi pensez-vous que la conversion au système métrique aggraverait le déséquilibre commercial?

M. Bulloch: Au fur et à mesure que les entreprises vont chercher des outils et instruments métriques, elles vont constater qu'il existe un plus grand nombre de fabricants expérimentés dans ce domaine et qu'un nombre beaucoup plus grand de fabricants n'ont pas vraiment pénétré le marché canadien. Les entreprises les plus importantes d'Allemagne, du Suède et du Japon ont du matériel métrique et du matériel gradué en mesures impériales. Un très grand nombre de fournisseurs du monde entier n'ont pas pu pénétrer notre marché parce que nous évaluons les poids en livres. Les grands fabricants que nous avons rencontrés nous ont dit que chaque fois qu'ils ont converti leurs outils et leurs instruments au système métrique, ils ont remplacé un fournisseur canadien par un fournisseur international.

De plus, cela entraîne le transfert d'un nombre considérable d'emplois de la société occidentale, c'est-à-dire l'Amérique du Nord, vers le Tiers Monde. J'ai particulièrement constaté cela lorsque je me trouvais au Japon où étaient représentés tous les pays asiatiques; ainsi, des programmes d'aide et d'industrialisation très énergiques ont été lancés en Corée, à Taïwan, à Singapour, en Malaisie et même au Mexique. Nous allons donc assister à un transfert massif de ces emplois bien rémunérés dans nos pays. Tout système de fabrication très standardisé et ne disposant pas d'une technologie de pointe est condamné à disparaître de l'hémisphère occidental au cours des cinq prochaines années.

[Texte]

Japan is preparing for that by emphasizing small business. The White Paper in Tokyo from the Government of Japan was the shift to an economy of slow growth and small business. They are emphasizing knowledge-intensive, differentiated products, things that are short runs that are specialized, and they are restructuring and upgrading all their small manufacturers. We are sitting here and are incapable of doing that because of our branch plant economy, and we are just going to get hammered.

Mrs. Appolloni: Mr. Bulloch, I have tremendous sympathy for the small business people, and I share yours. But when we talk about giving actual financial assistance to small business, I think we also have to be realistic and realize that some businesses are small because they are not very efficient. In Japan, for instance, how do they weed out the inefficient when we are talking about the tremendous assistance that is being given to small business?

Mr. Bulloch: The market weeds them out. Ten per cent of our members disappear every year, and that is what weeds them out. If they are surviving, they are efficient, even though you do not know how to measure them. We do not even have a proper kind of measure of efficiency. Even in Japan they said that the difference in productivity between big and small is greatly exaggerated because most of the infrastructure of government and roads and pollution—all the costs are costs to support a few hundred giants. Yet they do not show up on the financial statements of businesses. So the test of whether a small business is efficient or not is whether it survives.

Mrs. Appolloni: But in the meanwhile it is the taxpayer who helps them. Right?

Mr. Bulloch: Not really. You will find that the highest return you get—you create a job for \$3,000 to \$10,000 in a small firm and you create a job for \$50,000 to \$100,000 in a large firm. It is very efficient, a very high return, and if you look at the cost of the federal government of their loan program and you look at the federal Business Development Bank program, they are all moneymakers. Very low cost. The loss ratios are almost ridiculous. It is a very efficient way of providing funds for these people because the capital markets—they even say in Japan the banking system pushes money to the upper-class small businesses, as they call it, and the big businesses. So they have five different financial institutions geared specifically to small and medium enterprise for social and economic reasons, because it sops up your labour market. There are more people employed in small business in Japan than in any country in the world, over 73 per cent, and that figure is 55 to 60 per cent in Canada. Most of the countries in Europe and the Western world are talking about a decade of slow growth which requires a new re-emphasis on small business.

The Chairman: We now have Mr. Gray, followed by Mr. Whittaker.

Mr. Gray: Are any of your members directly participating in any of the cyclic committees of the Metric Commission, so far as you are aware?

[Interprétation]

Le Japon s'y prépare en mettant l'accent sur les petites entreprises. Le Livre blanc qui a été publié à Tokyo par le gouvernement japonais indiquait très nettement son renversement vers une économie à faible croissance et basée sur les petites entreprises. Le Japon insiste maintenant sur la technologie, la différenciation des produits, les articles spécialisés et fabriqués en petit nombre ainsi que la restructuration des petites entreprises. Or, nous sommes incapables d'en faire autant parce que notre économie repose sur les succursales, et nous allons donc perdre considérablement de terrain.

Mme Appolloni: Monsieur Bulloch, je comprends votre inquiétude vis-à-vis des petites entreprises. Cependant, lorsque nous envisageons de leur accorder une aide financière il faut se montrer réaliste et reconnaître que certaines entreprises restent petites parce qu'elles ne sont pas très efficaces. Au Japon, par exemple, comment éliminent-ils les entreprises inefficaces de leur programme d'aide aux petites entreprises?

M. Bulloch: Elles s'éliminent d'elles-mêmes, avec le marché. Dix pour cent de nos membres disparaissent chaque année, à cause du marché. S'ils survivent, cela veut dire que leur entreprise marche bien mais vous ne pouvez cependant pas évaluer cette efficacité. Même les Japonais affirment que la différence de productivité entre petites et grandes entreprises est grandement exagérée parce que la plupart des dépenses du gouvernement en matière d'infrastructure, de routes et de pollution sont destinées à aider des centaines de géants lesquels ne les font pas apparaître dans leur bilan. Ainsi, si une petite entreprise survit, cela veut dire qu'elle est efficace.

Mme Appolloni: Mais en attendant, c'est le contribuable qui les aide?

M. Bulloch: Pas vraiment. Vous constaterez qu'avec le maximum de bénéfices, une petite entreprise peut créer 3,000 à 10,000 emplois et une grande entreprise 50,000 à 100,000. Si vous examinez maintenant les dépenses du gouvernement fédéral pour ces programmes de prêts et son programme de la Banque de développement pour les entreprises, vous constaterez que tous ces programmes rapportent de l'argent, à des coûts très minimes. En fait, les pertes sont pratiquement négligeables. C'est donc une méthode très efficace de fournir des fonds aux entreprises; même au Japon, les banques soutiennent financièrement les petites et les grandes entreprises de la haute société, comme ils l'appellent. Les Japonais ont donc 5 établissements financiers différents destinés à aider précisément les petites et moyennes entreprises pour des raisons économiques et sociales. Dans ce pays, le pourcentage de population active employé dans des petites entreprises est supérieur à tout autre pays au monde, soit plus de 73 p. 100 alors qu'il est de 55 à 60 p. 100 au Canada. La plupart des pays de l'hémisphère occidental prévoit que les dix prochaines années connaîtront un taux de croissance très faible et qu'il est donc nécessaire de remettre l'accent sur les petites entreprises.

Le président: Je vais maintenant laisser la parole à M. Gray et ensuite à M. Whittaker.

M. Gray: Certains de vos membres participent-ils directement à l'un ou l'autre du comité de la Commission du système métrique?

[Text]

Mr. Bulloch: I am sure they are, Mr. Gray. We have not communicated on that basis, but I know that we are just so huge we have members in everything. So with 30,000 members and 4,000 manufacturers, you can be sure they are involved in the trade associations and they are involved in various sector committees. We just have not got into that process because it is more naturally structured through trade groups.

Mr. Gray: I wonder what feedback you received, if any, as to the interface between your members or the kind of people your organization represents as they affect the committees. Have any of your members said to you, we hear this is going on in the sector committees of the Metric Commission, but we have not been contacted directly or anything like that?

Mr. Bulloch: I will leave that to Jim. We stayed away from the sector committees, but Jim has been closer to the whole program.

• 1020

Mr. Conrad: We have no specific feedback from members with regard to the sector committees, as Mr. Bulloch mentioned. We have manufacturing members—let us be realistic—who belong to both the CMA and to the Federation. We think this is entirely appropriate, if the small manufacturer so desires, and through the CMA he gets the trade association information on the sector committees.

Mr. Gray: What I was really getting at is this. Is it your impression that the work of the Commission and the sector committees as such has reached out and touched the mass of your membership?

Mr. Bulloch: I would say, no. I would say it is impossible. The Metric Commission people over the years have come to us many times and I said, you have to hit them in about 25 different ways because of the nature of small business. We are the only group that has been able to organize. Most trade associations represent a fraction of the people that are in their trade—maybe 20 per cent or 30 per cent—and with the majority of these people, it will only hit them in the eye when they are suddenly forced to do something.

I would not say that the sector committees, the public debate in the press, and the kind of coverage of these kind of hearings brings the awareness. I think there is a long-term educational process and the sector committee is going to hit key people in key areas, but it certainly will not hit the mass.

Mr. Gray: As both package goods and non-package goods move to metric sizes, there is a price effect. That is to say if the new metric size is smaller than the size that applied before, there could be a hidden profit if the price is the same or, for that matter, even if the price were to go down slightly. It occurred to me that this so-called metric rip off, as I refer to it, could be a matter of concern, not only to consumers but to smaller businessmen, who have to buy their own requirements from other larger firms. What is your view on this aspect?

Mr. Bulloch: I have made that same kind of point in public addresses on the issue of metric in the past. Let us say the media and the members of Parliament are conscious of the potential rip off because of what happened in

[Interpretation]

M. Bulloch: Certainement, monsieur Gray. Je n'ai pas reçu de renseignements précis à ce sujet, mais je sais que nous avons des membres dans tous les secteurs étant donné que sur 30,000 membres, nous avons 4,000 fabricants vous pouvez être sûrs qu'ils participent aux associations professionnelles et aux différents comités de secteurs. Nous ne nous sommes pas occupés de cette question car elle relève plus naturellement des groupes professionnels.

M. Gray: Je me demande quelle réaction vous avez reçue, si c'est le cas, de vos membres ou des personnes faisant partie de votre organisme, c'est-à-dire au niveau du comité. Est-ce que vos membres vous disent, nous avons ouï dire qu'il se passe quelque chose aux comités sectoriels de la Commission métrique, mais on n'a pas communiqué avec nous, vous voyez ce que je veux dire?

M. Bulloch: Je passerai la parole à Jim. Nous ne nous sommes pas occupés des comités sectoriels, mais Jim a suivi tout le programme de plus près.

M. Conrad: Comme l'a dit M. Bulloch nous n'avons eu aucune réaction particulière des membres quant aux comités sectoriels. Soyons réalistes, plusieurs de nos membres appartiennent à l'AMC et à la Fédération: Nous pensons que c'est tout à fait acceptable—si le petit fabricant le désire—par le truchement de l'AMC il reçoit des renseignements des associations professionnelles et commerciales sur les comités sectoriels.

M. Gray: Voici où je veux en venir. Selon vous, les efforts de la Commission et des comités sectoriels comme tels ont-ils vraiment abouti et atteint la majorité de vos membres?

M. Bulloch: Je dirais non. Je dirais que c'est impossible. Au cours des années, les gens de la Commission métrique sont venus nous voir de nombreuses fois et je leur ai dit qu'il fallait les atteindre de 25 façons différentes à cause de la nature même de la petite entreprise. Nous sommes le seul groupe ayant réussi à nous organiser. La plupart des associations professionnelles et commerciales ne représentent qu'une fraction de ce secteur d'activité, peut-être 20 p. 100 ou 30 p. 100. Quant à la majorité des gens, ils ne s'en rendront compte que lorsque, soudainement, ils seront obligés de faire quelque chose.

Je ne pense pas que les comités sectoriels, les débats publics dans les journaux et les articles sur ces audiences aient réussi à sensibiliser les gens. Je pense que c'est un processus d'éducation à long terme et que le comité sectoriel va rejoindre les personnes clés dans les domaines clés, mais certainement pas la masse.

M. Gray: Les prix seront touchés à mesure que les marchandises emballées et non emballées vont être converties en mesures métriques. Si le nouvel emballage métrique est plus petit que le précédent, il peut y avoir un profit caché si le prix est le même ou même si le prix est légèrement inférieur. Ce que j'appelle moi la combine métrique pourrait bien devenir un sujet de préoccupation, non seulement pour les consommateurs mais pour les petits commerçants qui doivent acheter ce dont ils ont besoin auprès des plus grosses entreprises. Quelle est votre opinion à ce sujet?

M. Bulloch: J'aurais déjà fait la même remarque dans un discours à ce sujet. Disons que la presse et les députés sont conscients des possibilités de tripatouillages à cause de ce qui s'est passé, en Australie notamment, où en plus

[Texte]

Australia and other areas, where they have specifically come in with metric conversion plus a freeze. They put the freeze in to make sure people did not juggle the sizes and try to get hidden profits.

I think today if there is any evidence of a rip off, it is going to be on the front page of the *Globe and Mail*, and that is the best kind of defence there is. Generally speaking, however, in the competitive market system there are going to be higher costs involved. You cannot have \$500,000 of sales and \$100,000 of inventory and suddenly go up to \$125,000 inventory and no increase in sales wit-out higher margins. That is the basic fact of economics.

Whether they can pass all those higher margins will depend on whether or not here is a flood of new imported products to keep the price down. Under normal conditions, with a lower turnover you need a higher margin. That is just basic economics. There are costs of metric that will work their way through to consumers and they will be quite substantial in my judgment. Because of the way the program works, these will be costs that will be passed on through the system and the public will pay for a fair portion of metric conversion, especially in the kind of additional inventory.

In the long term, the ultimate aim of metric is standardization, and eventually when we get to better standardization and lower inventory, it will work the other way around. In the short term—the first five years—I do not think the average inventory levels of business will be higher.

Mr. Gray: I have one final question. Do you have any ideas for a mechanism to which you say your members can turn if they find that prices have gone up for the same metric size of goods they are buying and if they want to be assured whether they involve real increases in cost or not, or whether it is just a disguised attempt to smuggle in a profit increase that could not otherwise be justified?

Mr. Bulloch: On the average most small businessmen are pretty sophisticated and they can smell a rip-off pretty quickly. We monitor a hundred calls a day, and usually, within the market system, they can put the pressure on the supplier and find another supplier.

Mr. Gray: What if it is a dominant supplier?

• 1025

Mr. Bulloch: I think what will happen there is that there will be a question asked in the House and a front page story and that is what will stop it. In other words, there are enough groups that are sensitive to that. You have consumer specialists with all the newspapers today, and they are getting all kinds of exposure. The press are very conscious of costs. Inflation has made people very price sensitive. I think there are enough countervailing forces in the system, normal market forces and these kinds of consumer groups and the press, to act as a counterbalance. I am not as preoccupied with that particular problem because I think there are enough checks and balances.

Mr. Gray: I hope it works out to the degree you say. I still have some concern that in spite of all these so-called forces some instances will fall between them and there will be some very stubborn entrepreneurs who will not be willing to respond to these pressures. Thank you, Mr. Chairman.

[Interprétation]

d'introduire le système métrique on a aussi gelé les prix. Ils ont gelé les prix pour s'assurer que les gens ne jouaient pas avec les quantités et donc n'essayaient pas de retirer des profits cachés.

De nos jours je pense que s'il y a un signe quelconque d'escroquerie, ce sera en manchette dans le *Globe and Mail*, et c'est la meilleure défense qui soit. De façon générale, toutefois, il y aura dans notre système de libre marché des frais plus élevés. Vous ne pouvez pas avoir un chiffre d'affaires de \$500,000 et des stocks pour \$100,000 pour soudainement vous retrouver avec pour \$125,000 de stocks sans aucune augmentation des ventes et sans une plus grande marge bénéficiaire. C'est l'ABC de l'économie.

Qu'ils réussissent ou non à réaliser une plus grande marge bénéficiaire dépendra du volume des nouvelles importations qui aideront à contrôler les prix. Dans des circonstances normales, si vos ventes diminuent, votre marge bénéficiaire doit augmenter. C'est fondamental. Une partie du prix de la conversion métrique sera transmise aux consommateurs et elle sera selon moi assez importante. A cause de la façon dont fonctionne ce programme, il y aura des frais qui seront transmis par le système et le public devra payer une bonne partie de la conversion métrique, spécialement pour ce qui touche aux stocks additionnels.

A long terme, et c'est le but de la normalisation métrique, c'est le contraire qui va se produire lorsque nous aurons atteint une meilleure normalisation et réduit les stocks. A court terme, dans les cinq prochaines années je ne pense pas que la moyenne des stocks des entreprises augmente.

M. Gray: J'aurais une dernière question. Pouvez-vous nous suggérer un mécanisme auquel vos membres pourraient faire appel s'ils trouvent que les prix ont augmenté pour une même quantité de marchandise et s'ils veulent s'assurer que cette augmentation est bien due à une augmentation des frais et non à une hausse déguisée des marges bénéficiaires et qui ne pourraient pas se justifier autrement?

M. Bulloch: La plupart des petits hommes d'affaires ont l'œil au guet et sentent une mauvaise affaire. Nous recevons une centaine d'appels par jour et le marché exerce ses pressions sur le fournisseur et en change au besoin.

M. Gray: Et si le fournisseur s'impose?

M. Bulloch: Je pense qu'une question sera posée en Chambre et que le cas sera rapporté en première page des journaux et ceci mettra fin à la pratique. Autrement dit, il y a assez de groupes en état d'alerte; il y a les spécialistes de la consommation attachés à tous les journaux qui révèlent ces pratiques. La presse est très sensible aux coûts—l'inflation a sensibilisé les gens—et des forces compensatrices existent dans le système; le mouvement normal du marché, l'action des groupes de consommateurs et la vigilance de la presse rétablissent l'équilibre. C'est un problème qui ne me préoccupe pas autant; l'action et la réaction assurent l'équilibre.

M. Gray: J'espère que le résultat sera aussi heureux que vous le prétendez. Je crains qu'en dépit de tous ces remue-ménages, les décalages soient possibles et que des entrepreneurs sans vergogne refusent de céder ces pressions. Merci, monsieur le président.

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Gray. Mr. Whittaker.

Mr. Whittaker: Mr. Chairman and Mr. Bulloch, there are two areas that I am concerned about in this move to the metric. One of them, of course, is inflation. The costs of the changeover could be highly inflationary in this time of restraint.

The other area is one that you mentioned earlier on. You said that one of the things the people who were answering these surveys said was that as the United States go, we have to go. The concern is whether we are not ahead of the United States. Is there not a slowdown there? It could be some time before the United States come in. Should we not be moving more with them, rather than ahead of them? There is a possibility that Canada will be in metric long before the United States. I was just wondering when you asked that question whether these people who answering it were aware of the inflationary aspect of this changeover and whether they were aware of the status of Canada versus the United States?

Mr. Bulloch: I think at the time that question was asked—and we will update that question if you people introduce a bill, we will bring the whole issue further and update it—there was a substantial number of public statements issued by the Metric Commission that this was going to pay off, that we were to increase our exports, that we had to go, that there would be benefits. At that time I believe there was a bill before the U.S. Senate, and it had not been defeated at that time.

I agree that metric conversion in the short term will be very inflationary, just like labelling. These are very real costs, very high costs. Labelling and metric conversion are very high costs that have been imposed on the business system.

As far as our relationship with the United States is concerned, perhaps Mr. Conrad is more up to date. He has a counterpart in the U.S. on metric and he could perhaps comment more accurately.

Mr. Conrad: Mr. Whittaker, we are both ahead of the United States and behind the United States. We are ahead of the United States in converting in some very visible areas, such as degrees Celsius and centimetres and millimetres for snow and rain. In those consumer-sensitive areas it is my distinct impression from the U.S.—I may be inaccurate—that they are not converting. They are certainly in no rush to convert in the consumer-sensitive areas.

But in areas that make sense to them economically, such as where the benefits exceed the costs, they have converted. IBM, I understand, has or is well on its way to converting, GM has converted; other firms have converted. There the firms see the costs and it is almost irrelevant what we do in Canada. It is as GM goes, Mr. Kempling's firm goes, and we do not need to spend a dollar on a metric commission in Canada.

Mr. Whittaker: Mr. Chairman, is this then something that is being seized by the multinational-type business, rather than the government?

Mr. Bulloch: They have the motivation for metric. The thrust for metric conversion is coming from the global firms, there is no question about it.

[Interpretation]

Le président: Merci, monsieur Gray. Monsieur Whittaker.

M. Whittaker: Monsieur le président et monsieur Bulloch, deux secteurs de la conversion métrique retiennent mon intérêt. Le coût de la transition pourrait être excessif en nos temps de lutte contre l'inflation.

Vous avez mentionné l'autre point il y a un moment lorsque vous avez dit que les gens qui répondaient à l'enquête ont soutenu que nous suivions les États-Unis. Il serait bon de savoir si nous précéderons les États-Unis où on semble retarder et où cela pourrait continuer quelque temps. Ne devrions-nous pas nous accorder au mouvement américain plutôt que de chercher à gagner du terrain? Tout indique que le Canada passera au système métrique longtemps avant les États-Unis. Je me demandais si ceux qui ont répondu à votre question se rendaient compte de l'aspect inflationniste qui accompagne la transition et s'ils avaient une juste idée du statut du Canada par rapport aux États-Unis?

M. Bulloch: Au moment où la question a été posée—et nous allons normaliser si vous présentez un projet de loi; nous allons tout remettre à jour—de nombreuses déclarations officielles de la Commission du système métrique assuraient que ce serait avantageux, que cela contribuerait à augmenter nos exportations, que nous devions aller de l'avant que nous devions en retirer des bénéfices. Un projet de loi avait été je crois présenté au Sénat américain à l'époque et n'avait pas encore été rejeté.

J'admets que la conversion au système métrique, tout comme dans le cas de l'étiquetage peut à brève échéance faire augmenter l'inflation. Les coûts réels sont très élevés. L'étiquetage et la conversion au système métrique ont imposé au monde des affaires de fortes surcharges.

M. Conrad est peut-être mieux renseigné sur nos relations avec les États-Unis, où il a son homologue du système métrique et il pourrait peut-être faire des observations plus justes.

M. Conrad: Monsieur Whittaker, nous précéderons et suivons à la fois les États-Unis; nous sommes en tête dans certains secteurs très délimités, soit le Celsius, le centimètre et le millimètre de précipitations, neige et pluie. Dans ces secteurs chers au monde de la consommation, j'ai l'impression très nette—et peut-être ai-je tort de le penser—que les États-Unis ne s'occupent pas de conversion ou ne sont au moins pas pressés de le faire.

Toutefois, dans leur secteur économique de premier intérêt, l'excédent des bénéfices sur les coûts, les Américains se sont occupés de conversion. IBM avance à grand pas, sauf erreur et GM et d'autres entreprises l'ont fait. Les firmes américaines analysent les coûts et se soucient bien peu de ce qui se passe au Canada. Là où GM va M. Kempling va et nous n'avons pas à dépenser un dollar pour la Commission du système métrique au Canada.

M. Whittaker: Monsieur le président, est-ce que ce système est sous l'emprise des sociétés multinationales plutôt que du gouvernement?

M. Bulloch: Elles sont motivées; il n'y a aucun doute que les entreprises internationales donnent le ton.

[Texte]

The Chairman: Mr. Ritchie, on the last question.

• 1030

Mr. Ritchie: I just want one question. If, as you suggest, the next 10 years, the next decade, there is a change to smaller firms. Would not the value of metric in standardization be much reduced? In other words, you are going to have many small firms with short-run, specialty products. Then standardization seems to me not as great importance; therefore, maybe metric will not bring us the additional advantages that it would seem to at this time. What is your opinion?

Mr. Bulloch: What is happening to European countries and Japan is that their movement to knowledge-intensive, differentiated products is a recognition of the fact of the low wages in the Third World and that they will of necessity have to see the loss of many jobs in that area. To compensate for that they are gearing up to handling more sophisticated types of products that they can still sell domestically and compete with the world which will mean being metric. Our inability to make the kind of adjustments that are going on in these countries is a product of our branch-plant economy. You cannot do all the things that Japan is doing with its industry or the European countries are doing unless you are dealing with industries that are owned and operated in this country. So we are going to see the loss of jobs; we are going to get hammered on metric costs; and yet we have no real in-place manufacturing complex to move us ahead to the realities of 1985 with higher energy costs, lower growth rates and a massive transfer of jobs out of this country.

The Chairman: Thank you, Dr. Ritchie. I want to thank Mr. Bulloch and Mr. Conrad for their appearance before our Committee. Thank you, gentlemen. I now invite the delegation from the Canadian Feed Manufacturers' Association to come to the table.

I would like to welcome Mr. Friend, who represents the Canadian Feed Manufacturers' Association and is the Executive Secretary of that Association.

Mr. Friend, as your brief is very short would you like to read it or do you prefer to make opening remarks?

Mr. Curtis L. Friend (Executive Secretary, Canadian Feed Manufacturers' Association): No; I will read it.

The Chairman: You will read your brief. Mr. Friend.

Mr. Friend: Thank you, Mr. Chairman. I welcome the opportunity to appear before this Committee and also to state that the Canada Grains Council, which represents the western grain industry, is in full support of the points that we outline here and have sent letters to the Minister of Finance on the same subject.

The CFMA represents the manufacturers of nutritionally balanced livestock feeds across Canada. Our members operate close to 800 plants in all provinces from B.C. to Newfoundland. The feed industry is Canada's sixteenth largest manufacturing industry.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Ritchie, la dernière question.

M. Ritchie: Je n'ai qu'une question à poser. Si, comme vous le dites, au cours des dix prochaines années, de la prochaine décennie, il y a adaptation des petites entreprises, est-ce que la valeur de la normalisation métrique n'en sera pas considérablement réduite? Autrement dit, il y aura un grand nombre de petites entreprises vendant à brève échéance des produits spécialisés; la normalisation ne sera peut-être pas alors de grande importance et la conversion au système métrique ne présentera peut-être pas les avantages supplémentaires que nous envisageons présentement. Quel est votre avis?

M. Bulloch: La variation extrême des produits en Europe et au Japon tient compte des salaires inférieures du Tiers monde et de la perte éventuelle d'emplois dans ce secteur. Comme mesure de compensation, ces pays s'appliquent à la fabrication de produits perfectionnés qu'ils peuvent encore écouler sur le marché intérieur tout en faisant concurrence au monde international des affaires, ce qui oblige à la conversion au système métrique. Notre impuissance à nous adapter aux changements qui ont lieu dans ces pays provient de notre économie fondée sur l'usine à filiales. Nous ne pouvons manipuler l'industrie comme au Japon ou dans les pays européens sinon en traitant avec des industries canadiennes exploitées au Canada. Nous perdrons donc des emplois; nous serons accablés par le coût de la conversion au système métrique et nous n'avons pas de réels complexes manufacturiers qui nous guident vers les réalités de 1985, alors que le coût de l'énergie sera accru, que l'expansion sera au ralenti et qu'il y aura un exode massif de la main-d'œuvre.

Le président: Merci, monsieur Ritchie. Je désire remercier M. Bulloch et M. Conrad d'avoir bien voulu comparaître devant notre Comité. Merci, messieurs. Je vais maintenant inviter la délégation de l'Association canadienne des manufacturiers de moulées à s'approcher de la table.

Je tiens à souhaiter la bienvenue à M. Friend qui représente l'Association canadienne des manufacturiers de moulées à titre de secrétaire exécutif de cette association.

Monsieur Friend: comme votre mémoire est très court, préférez-vous le lire ou le commenter?

M. Curtis L. Friend (Secrétaire exécutif de l'Association canadienne des manufacturiers de moulées): Le lire.

Le président: Vous allez lire votre mémoire. Monsieur Friend.

M. Friend: Merci, monsieur le président. Je suis heureux de pouvoir comparaître devant votre Comité et d'avoir l'occasion de dire que la Commission des grains, qui représente l'industrie des céréales dans l'Ouest, est entièrement d'accord sur les points que nous mentionnons dans notre mémoire et que des communications ont été adressées au ministre des Finances à ce sujet.

L'A.C.M.M. (C.F.M.A.) représente des manufacturiers d'aliments diététiquement équilibrés pour les bestiaux de tout le Canada. Nos membres exploitent près de 800 usines dans toutes les provinces, de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve. L'industrie des aliments pour bestiaux occupe le 16^e rang au Canada parmi les grandes industries de manufacture.

[Text]

We are currently committed to the metric conversion date of February 1, 1977. This date coincides with that of the Canadian grains industry and all purchases and sales of commodities that are handled by these two industries will be conducted under the metric system from February 1, 1977. Other sectors of agriculture are also planning to convert by that date.

Since the cost of the conversion is borne by each individual company, a significant cost of production increase is expected. Scales, equipment, packages and literature have to be converted. In the opinion of our Association, neither the Government of Canada nor the provincial governments should benefit financially through various taxes by this metric conversion. This is especially emphasized as all costs will be borne by the individual companies.

We therefore recommend that purchases of metric scales and parts required for converting existing scales to metric should be exempted from federal and provincial sales taxes; all parts for converting existing scales to metric scales themselves should be free of duty when imported; any and all costs involved in converting existing scales to metric should be allowed as expenses for income tax purposes; and equipment required in the production process which has to be changed due to metric conversion should be sales tax and duty exempt and be allowed for rapid depreciation, 100 per cent in year of purchase.

• 1035

Since the changeover of equipment is taking place at this time in order that we may be able to purchase and sell goods under the metric system by February 1977, it is urgent that the government act on this recommendation as early as possible.

The demand for metric equipment between now and 1977 is very strong and only a planned phasing in can avoid serious problems. The exemptions mentioned above should apply to any purchases of equipment and or weighing equipment regardless of when the purchase was made, as long as it can be proven that the equipment was needed for metric conversion. A probable date for sales tax exemption would be 1974. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Friend.

Is it agreed that we will limit our questioning to 5 minutes per member since we only have 25 minutes? There is another committee scheduled to sit in this room at 11 o'clock.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I think I would agree with a lot of the suggestions of the Canadian Feed Manufacturers' Association with regard to sales tax and customs duties as an easing generally across the country of the burden of conversion of some of the equipment.

[Interpretation]

Nous nous sommes engagés dernièrement à effectuer la conversion au système métrique d'ici le 1^{er} février 1977. Cette date coïncide avec celle de l'industrie canadienne des céréales. Les achats et ventes de tous les produits bruts utilisés par ces deux industries se feront selon le système métrique à partir du 1^{er} février 1977. D'autres secteurs de l'agriculture prévoient également se convertir à ce système à la même date.

Étant donné que le coût de la conversion est assumé par chaque compagnie, on prévoit une augmentation importante dans les coûts de production. Les balances, l'équipement, les emballages, et les imprimés doivent être convertis. D'après notre association, le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux ne devraient pas tirer d'avantages financiers de la conversion au système métrique grâce à diverses taxes. On insiste surtout sur ce point étant donné que tous les frais seront assumés par les compagnies elles-mêmes.

Ainsi, nous recommandons que l'achat des balances métriques et des pièces nécessaires pour la conversion des balances déjà utilisées soient exemptés des taxes de vente fédérales (et provinciales) et que toutes les pièces importées nécessaires à la conversion au système métrique des balances déjà utilisées soient franc de port; que tous les frais encourus par la conversion au système métrique des balances déjà utilisées soient déductibles de l'impôt sur le revenu à titre de dépenses; et que l'équipement nécessaire à la production devant être changé à cause de la conversion au système métrique soit exempté de la taxe de vente et franc de port, et que l'on permette une dépréciation rapide. (100% dans l'année de l'achat).

Étant donné que l'on est en train de changer l'équipement en ce moment en vue de l'achat et de la vente de marchandises en mesures métriques en février 1977, il est urgent que le gouvernement prenne, le plus rapidement possible, les mesures recommandées.

La demande d'équipement métrique sera très forte d'ici à 1977, et seule la planification peut vous éviter de graves problèmes. Les exemptions mentionnées ci-dessus devraient s'appliquer aux achats d'équipement ou d'instruments de pesage sans tenir compte de la date d'achat, si l'on peut prouver que l'équipement était nécessaire à la conversion au système métrique. Nous proposons l'année 1974 comme date possible pour l'exemption de la taxe de vente. Merci.

Le président: Merci, monsieur Friend.

Est-on d'accord pour que nos questions soient limitées à cinq minutes par député, étant donné qu'il ne nous reste que 25 minutes? Un autre comité doit siéger dans cette salle à 11 h 00.

Des voix: D'accord.

Le président: M. Lambert a la parole.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, je suis d'accord avec un bon nombre des suggestions de l'Association canadienne des manufacturiers de moulées, notamment en ce qui concerne l'exemption de la taxe de vente et des droits de douane, dont l'effet serait de faciliter dans tout le Canada la conversion au système métrique d'une partie de l'équipement.

[Texte]

As to the cost of equipment, I am somewhat dubious about any grants to it, because these are capitalized and then subject to ordinary depreciation rates, so it does not make any difference. Whether a man bought a scale on a metric basis or whether he bought it on the Imperial measure, he would have to capitalize and the tax treatment is the same. I feel quite satisfied with regard to the sales tax and the customs.

The question that bothers me a little bit is your No. 3 recommendation, the costs in converting existing scales. Is there any suggestion that a change in capital equipment has to be capitalized as part of the capital equipment or would this be an ordinary maintenance expense? If it were deemed to be maintenance expense where you are merely changing scales and so forth, without replacing the equipment, obviously it is an expense and would be permitted under the Income Tax Act.

Why should this type of capital equipment qualify for 100 per cent accelerated depreciation? Accelerated depreciation, as you know, is a snare and a delusion, because all you do is hurry up the day on which you cannot claim any depreciation and sometimes it has some advantages in accelerating cash flow in earlier years in large establishments, but not in small establishments. I just wonder why would you want to have that depreciated all in the one year as against depreciated under the ordinary scales of the Income Tax Act?

Mr. Friend: I cannot answer directly why the companies prefer this process. The cost involved in some of the equipment could be large. In some cases it could be small, depending on the piece of equipment that is required.

The general consensus of the industry, both for the grain industry where all the weighing facilities in country elevators, in terminal elevators and in the feed industry have to be changed, is that they would prefer to write off the cost in that one year. I am not a tax expert so . . .

Mr. Lambert (Edmonton West): I want to differentiate between the costs of, shall we say, alteration, bringing in merely new pieces of equipment, new dials and that sort of thing and the ripping out, say, of a whole set of scales in an elevator and replacing it because it just has to be so different that the balances and all other things have to be torn out. Those are two different things, but if it is only a question of replacing dials, putting on converter dials or something of that nature, then one really questions whether it is going to need 100 per cent depreciation in the one year. In other words, total accelerated depreciation. That is all I was going to say.

Mr. Friend: I agree, so far as those parts where just a dial needs to be changed instead of replacing the whole scale is concerned. The members felt it needed more clarification than just a repair job because of the metric changeover, if we were not changing to metric they would not need a new dial.

• 1040

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes. You see the point that I have been trying to make. The sales tax, customs duties and that the cost, shall we say the physical cost or the labour costs of changing dials should not be capitalized upon. These should be treated as a business expense in the normal course of business, then everybody would be happy.

[Interprétation]

Pour ce qui est du coût de l'équipement, j'hésiterais à recourir aux subventions, car l'équipement constitue un capital qui est sujet à la dépréciation normale, de sorte que cela ne change rien. Que l'on achète une balance métrique ou une balance à mesure impériale, le traitement fiscal de ce capital est le même. Mais je suis tout à fait d'accord sur l'exemption de la taxe de vente et des droits de douane.

Votre recommandation N° 3 m'inquiète un peu, celle qui a trait à la conversion des balances déjà utilisées. Prétend-on que la modification du capital d'exploitation doit être considérée comme une dépense d'exploitation ou bien simplement comme une dépense normale d'entretien? Car si elle n'était qu'un coût d'entretien, dans le cas de la conversion des balances, etc, sans que l'équipement soit remplacé, cela constitue évidemment une dépense admissible en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Pourquoi ce capital d'exploitation subirait-il une dépréciation accélérée de 100 p. 100 de sa valeur? Vous n'êtes pas sans savoir que la dépréciation accélérée est un piège et une illusion, qui ne fait qu'avancer le jour où il n'est plus possible de faire admettre la dépréciation normale, et bien que cette pratique puisse avoir l'avantage, au cours des premières années des grandes entreprises, d'accélérer le *cash flow*, ce n'est pas le cas pour les petites entreprises. Je ne comprends pas bien pourquoi vous préféreriez citer une dépréciation à 100 p. 100 dans une seule année, plutôt que le taux normal de dépréciation prévu par la Loi de l'impôt sur le revenu.

M. Friend: Je ne peux pas vous dire précisément pourquoi les sociétés préfèrent ce procédé-là. Dans certains cas, le coût de l'équipement pourrait être très élevé. Dans d'autres cas il serait assez réduit, selon la nature de l'équipement en question.

L'ensemble de l'industrie, aussi bien celle des céréales que celle des moulées, du moins dans les secteurs où les installations de pesage dans les silos ruraux et terminaux doivent être modifiés, préfère réclamer une dépréciation totale au cours d'une seule année. Je ne suis pas un expert en matière d'impôt, de sorte que . . .

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je voulais distinguer entre, d'une part, la modification des balances par l'installation, disons, de nouveaux cadrans et de nouveaux éléments, et d'autre part, le remplacement draconien de toutes les balances dans un ensemble de silos. Ce sont là deux procédés différents, car s'il ne s'agit que de remplacer un cadran par un autre, ou quelque chose de ce genre-là, on peut se demander pourquoi il faudrait parler d'une dépréciation totale au cours d'une seule année. En d'autres termes, pourquoi une dépréciation accélérée totale? Voilà ce que je voulais savoir.

M. Friend: Je suis d'accord avec vous, du moins dans le cas où il ne s'agit de remplacer que le cadran et non pas l'ensemble de la balance. Nos membres croyaient qu'il ne fallait pas inscrire cela comme une simple réparation, car sans la politique de la métrologie, ils n'auraient pas besoin de changer le cadran.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. Vous comprenez, j'espère, ce que j'essaie d'expliquer. Il ne faudrait pas considérer la taxe de vente, les droits de douanes et le coût de la main-d'œuvre qui remplace les cadrans des balances, comme des dépréciations de capital, mais plutôt comme des dépenses ordinaires de l'exploitation, et alors tout le monde serait content.

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Mr. Roy.

M. Roy (Laval): Merci, monsieur le président. A la suite de la question de M. Lambert au sujet de la dépréciation de l'équipement, auriez-vous des chiffres concernant la dépréciation des balances sur les camions? Je pense que, de plus en plus, les moulées sont expédiées en vrac, sans aucun contenant. Les moulées sont livrées en vrac. Est-ce que vous voulez dire, à ce moment-là, que la dépréciation des balances sur les camions devrait être incluse comme la dépréciation des balances des meuneries?

Mr. Friend: Yes, the truck scale is actually the agreement, both in the grain industry and in the feed industry, that we will measure the ton to the third decimal, which means to the kilo. The truck scales and grain scales all have to measure to the kilo. Therefore, they have to be very accurate in all locations.

M. Roy (Laval): Est-ce que vous avez une idée du coût de l'investissement dans les 800 meuneries que vous avez mentionnées en ce qui a trait justement aux balances? Est-ce que vous avez une idée, de la valeur d'une telle demande?

Mr. Friend: We tried to get an average figure for this Committee. The cost of converting per mil depends very much on whether a company has an electronic scale in place, then it has to change the electronic package which is somewhere around \$500, or \$600. If they have beam scales, the whole beam, or in some cases the whole scale has to be replaced because the old beams cannot be recalibrated to go on the metric. There are other equipment requirements like bagging machines that have to be changed as well as storage bins and the physical plant layout. You are moving a larger ton in the metric than you do under the imperial, so the total cost is not only on scales, it goes really through the whole manufacturing process. Depending on the size and the circumstances of the company it can be \$1,000, \$50,000 \$100,000, \$200,000 or \$1 million. This all depends on the size of the plant.

M. Roy (Laval): Est-ce que ces balances sont fabriquées au Canada ou sont-elles importées des États-Unis ou d'autre pays?

Mr. Friend: Both. Some are made here but the majority would be imported. With the heavy demand for scales, it probably would be a very good business to be in, for the next 10 years. Our industry is not the only one that needs scales. We have tried to work with the scale companies on an industry basis but they have decided to go by companies, they are not working with any particular industry together.

M. Roy (Laval): Quels sont les autres pays qui exporteraient ces balances, en plus des États-Unis?

Mr. Friend: They are European scales, I do not know exactly where they all come from. But even if we had sufficient capacity, the demand for scales is one Canada could not supply.

[Interpretation]

Le président: Merci, monsieur Lambert. M. Roy a la parole.

Mr. Roy (Laval): Thank you, Mr. Chairman. Following on Mr. Lambert's question about the depreciation of equipment, have you any statistics about the depreciation of truck scales? I believe that feed tends more and more to be shipped loose, without any container. Feed is delivered loose. Do you consider therefore, that the depreciation of truck scales should be claimed just like the depreciation of scales at the mills?

M. Friend: Oui, pour ce qui est des balances sur les camions, il est convenu, autant dans l'industrie des céréales que dans l'industrie des moulées, que nous devons mesurer chaque tonne au troisième décimal, autrement dit au kilo près. Les balances sur les camions, tout comme les balances des meuneries, doivent peser au kilo près. Il faut donc qu'elles soient très précises partout.

Mr. Roy (Laval): Have you any idea of how much is invested in scales, in the 800 mills you spoke of? Could you put a figure on the cost entailed by this requirement?

M. Friend: Nous avons essayé d'obtenir pour le Comité le coût moyen de cette conversion, par meunerie. Ce chiffre dépend beaucoup de si la société en question a déjà installé une balance électronique; à ce moment-là la modification du mécanisme coûte environ \$500 ou \$600. Dans le cas des balances à fléau, il faut souvent remplacer le balancier même, ou parfois l'ensemble de la balance, car il est impossible de recalibrer les vieux balanciers selon le système métrique. Il y a ensuite d'autre matériel qu'il faut modifier, comme par exemple les machines à emballage, les coffres d'entreposage, ainsi que l'organisation matérielle de la meunerie. En vertu du système métrique, la tonne que l'on transporte est plus lourde que la tonne impériale, de sorte que la conversion ne s'applique pas qu'aux balances, mais à tout le processus de manufacture. Selon l'importance et les circonstances de la société en question, ces coûts peuvent s'élever à \$1,000, \$50,000, \$100,000, \$200,000 ou à 1 million de dollars. Tout dépend de l'importance de la meunerie.

Mr. Roy (Laval): Are these scales made in Canada, or imported from the United States and other countries?

M. Friend: Une partie d'entre elles sont fabriquées ici, mais la plupart sont importées. Étant donné la forte demande actuelle de balances, cette fabrication représente sans doute un très bon commerce pour les 10 années à venir. Notre industrie n'est pas la seule qui aura besoin de balances. Nous avons tenté, auprès des fabricants de balances, de faire approvisionner l'industrie dans son ensemble, mais les fabricants ont décidé de traiter indépendamment avec les différentes sociétés, de sorte qu'il n'y a pas de contrat à l'échelle de l'industrie.

Mr. Roy (Laval): What countries other than the United States would be exporting scales?

M. Friend: Ce sont des balances européennes, je ne sais pas exactement de quel pays. Mais en tout cas, la production de balances canadiennes n'est pas à la hauteur de la demande canadienne.

[Texte]

The Chairman: Merci, Monsieur Roy. I do not have any more names on my list. Monsieur Lambert

Mr. Lambert (Edmonton West): I do not know whether I missed it, but in the very last sentence of Mr. Friend's brief this morning the date is 1974. Should that not be 1977?

Mr. Friend: No.

Mr. Lambert (Edmonton West): Why is the date 1974, please?

Mr. Friend: There are Companies converting now, and some have been converted throughout this year—maybe January, 1975. It is a debatable date where the sales tax could be exempted.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes; on a one-shot basis, that is all that you require.

Mr. Friend: Yes. It should be retroactive to a certain date, whatever the government decides.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. That is fine.

The Chairman: Merci, Monsieur Lambert. Dr. Ritchie?

Mr. Ritchie: Just one question on point number 2:

All parts for converting existing scales—should be free of duty . . .

What is the duty at the moment, approximately?

Mr. Friend: I cannot tell you the rate, I do not have it. I only have here a letter from the Chairman of the Metric Committee on the Grains Council; he has talked to the scale companies, and I will quote it:

Included in the cost of the equipment, even under the reduced rate was an item of \$10.50 per unit for duty and \$7.20 for sales tax.

This was just a unit to supply scales and related equipment in grain elevators to test dockage and establish grain test plates for grading purposes for the Canadian Grain Commission. These are just the little units that are used for the grader.

Mr. Ritchie: What will be the unit the farmer will deal in when he sells his grain?

Mr. Friend: A ton, the metric ton.

Mr. Ritchie: That is 100 kilos?

Mr. Friend: A thousand kilos.

Mr. Ritchie: So it is a little more than the present ton?

Mr. Friend: Ten per cent.

Mr. Ritchie: What units will he use if he hauls a load of grain to the elevator? He has not got a ton.

Mr. Friend: No; I would think we will not convert the farmer's thinking for a while yet.

[Interprétation]

Le président: Thank you, Mr. Roy. Je n'ai plus de nom sur ma liste. Mr. Lambert?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je ne sais pas si l'explication m'a échappé, mais à la dernière phrase du mémoire de M. Friend, il est question de 1974. Ne s'agit-il pas plutôt de 1977?

M. Friend: Non.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pourquoi donc cette date de 1974, s'il vous plaît?

M. Friend: Certaines sociétés procèdent actuellement à la conversion, et d'autres y travaillent depuis le début de cette année—disons depuis janvier 1975. La question de la date de l'exemption de la taxe de vente est encore à débattre.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui; si l'on choisit la dépréciation à 100 p. 100, c'est tout ce qu'il vous faudrait.

M. Friend: Oui. Quoi qu'en décide le gouvernement, il faudrait fixer une date de rétroactivité.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien. C'est correct.

Le président: Thank you, Mr. Lambert. M. Ritchie a une question à poser?

M. Ritchie: Une seule, sur la recommandation n° 2:

Toutes les pièces importées nécessaires à la conversion au système métrique des balances déjà utilisées soient franc de port.

A combien environ s'élèvent les droits de douane actuels?

M. Friend: Je ne peux pas vous citer le taux de ces droits, je ne le connais pas. Toute ce que j'ai ici, c'est la lettre du président de la Commission du système métrique qui siège à la Commission des grains; il avait parlé aux fabricants de balances, et je cite:

Même au tarif réduit, le prix de l'équipement comportait \$10.50 par unité pour les droits de douane, et \$7.20 en taxe de vente.

Il s'agit ici de la provision de balances et autre équipement connexe servant à l'épreuve des impuretés et à établir les plaques utilisées pour la classification des céréales destinées à la Commission canadienne des grains. Il s'agit donc seulement des petits appareils utilisés pour la classification.

M. Ritchie: Quelle sera la mesure utilisée par les agriculteurs lorsqu'ils vendront des céréales?

M. Friend: La tonne métrique.

M. Ritchie: C'est-à-dire 100 kilos?

M. Friend: Mille kilos.

M. Ritchie: C'est donc plus lourd que la tonne actuelle?

M. Friend: De 10 p. 100.

M. Ritchie: Et de quelle mesure se servira-t-il pour transporter un chargement de céréales au silo? Il ne s'agira pas de la tonne.

M. Friend: Non; je crois qu'il nous faudra quelque temps pour convertir la façon de penser des agriculteurs.

[Text]

Mr. Ritchie: Is the grain company still going to buy in bushels?

Mr. Friend: No, they will not. There will be dual invoicing, giving him both bushel and the ton, in the educational process.

Mr. Ritchie: And in acres, you are going into hectares?

Mr. Friend: Yes.

Mr. Ritchie: It will take a long time to re-educate people to think in kilos and hectares.

Mr. Friend: I would think so. Even the Wheat Board quotas will be in hectolitres per hectare.

Mr. Ritchie: And there will have to be a dual bushel-acre quota for 10, 15 years?

Mr. Friend: Yes, for the educational program. Actually, when you put all costs together, probably the educational program is the most costly because it will run for the longest period. Particularly the farmers' . . .

Mr. Ritchie: The costs are, basically, pretty high, over a period of time.

The Chairman: Thank you, Dr. Ritchie.

I would like to thank Mr. Friend for his appearance before the Committee this morning. We are adjourned until 8 o'clock this evening, when we shall have Mr. Weaver, Chairman, and Dr. O'Hagan, from the American Metric Council. Eight o'clock tonight, same room. Thank you.

EVENING SITTING

• 2015

The Chairman: We shall resume consideration of our order of reference relating to the government's program of guideline dates for metric conversion. This evening we are very pleased to have Mr. Adrian Weaver, Chairman, and Dr. M. O'Hagan, Executive Director, from the American National Metric Council. I welcome them on behalf of the Committee.

I now invite Mr. Weaver to make an opening statement.

Mr. Adrian Weaver (Chairman, American National Metric Council): Thank you, Mr. Chairman. It is a pleasure to appear before you tonight. As your Chairman said, my name is Adrian Weaver. I am Chairman of the Board of the American National Metric Council. I am also the Director of Standards Practices for the IBM Corporation. Accompanying me today is Dr. Malcolm O'Hagan, the Executive Director of the American National Metric Council.

Before I get into my prepared text I would like to say it has been a very interesting sequence of events. I would like to advise the Committee that the *New York Times* this morning carried a note that our Senate in the United States has passed, without dissent, legislation to accept metres, litres and grams as the nation's predominant but not exclusive system of measurement.

[Interpretation]

M. Ritchie: Et les compagnies de grains vont-elles continuer à acheter par boisseaux?

M. Friend: Non. Il y aura un régime de double facture, avec les chiffres en boisseaux et en tonnes, établi comme mesure d'instruction.

M. Ritchie: Et vous allez convertir les acres en hectares?

M. Friend: Oui.

M. Ritchie: Il va falloir très longtemps pour que les gens commencent à penser en kilos et en hectares.

M. Friend: Je le crois bien. Même les contingents établis par la Commission du blé seront exprimés en hectolitres par hectares.

M. Ritchie: Et ces contingents seront également exprimés en boisseaux-acres pendant dix ou quinze années à venir?

M. Friend: Oui, en vertu du programme d'instruction. En fait, lorsqu'on rassemble toutes ces dépenses, il se pourrait bien que le programme d'instruction soit le plus coûteux, car c'est celui qui s'étend sur la plus longue période. Surtout dans le cas des agriculteurs . . .

M. Ritchie: Fondamentalement, sur une période de temps, les coûts sont assez élevés.

Le président: Merci, monsieur Ritchie.

Je tiens à remercier M. Friend d'avoir comparu ce matin devant le Comité. La séance est levée jusqu'à 8 h. 00 ce soir lorsque les témoins seront M. Weaver, président, et M. O'Hagan, représentant de l'*American Metric Council*. La prochaine réunion, donc, à 8 h. 00 ce soir, dans la même salle. Merci.

SÉANCE DU SOIR

Le président: Nous allons reprendre l'étude de notre ordre de renvoi portant sur le programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion métrique. Ce soir nous avons le très grand plaisir d'accueillir M. Adrian Weaver, président, et M. M. O'Hagan, directeur exécutif, du Conseil national du système métrique des États-Unis. Je leur souhaite la bienvenue au nom du Comité.

Je vais maintenant demander à M. Weaver de nous présenter son exposé.

M. Adrian Weaver (président, American National Metric Council): Merci, monsieur le président. Il nous fait grand plaisir de comparaître ici ce soir. Comme l'a dit M. le président, je m'appelle Adrian Weaver. Je suis président du conseil d'administration du «Conseil national du système métrique des États-Unis». Je suis également directeur des normes à la Société IBM. Je suis accompagné aujourd'hui de M. Malcolm O'Hagan, directeur exécutif du «Conseil national du système métrique des États-Unis».

Avant de lire mon exposé, j'aimerais vous faire remarquer que la suite des événements s'est avérée très intéressante dernièrement. J'aimerais informer le Comité que dans le *New York Times* de ce matin se trouvait un entrefilet où il est dit que le Sénat des États-Unis a adopté, à l'unanimité, une loi reconnaissant les mètres, les litres et les grammes comme système de mesure prédominant, mais non exclusif, au pays.

[Texte]

From the standpoint of the United States at least, that means that both of our Houses have taken positive action now on a metric bill. We expect that the differences between the two versions in our Senate and our House of Representatives will be resolved very quickly, and we expect that there will be metric legislation in the United States signed by the President before Christmas this year.

Before going further with my statement, Mr. Chairman, I would like to make it quite clear that my comments do not represent an official Government position. The Council is a private sector organization. So these are my own personal observations.

The American National Metric Council is a nonprofit organization established in 1973 in the private sector to assist all segments of the economy in the United States in planning, co-ordinating, and implementing the voluntary change to the metric system of weights and measures. Over 1,300 corporations, organizations and individuals subscribe to the services of the Council to date and participate in the committee activities. Five basic co-ordinating committees, over 30 sector committees, and several sub-committees have been active since 1974.

Further information about the Council is shown in "A Progress Report—June 1975" that I have here in my hand, and it includes the committee activity and the committee structure. I would like to call your attention to pages 2 and 3. We identify on page 2 the activities of our sector and co-ordinating committees, and I would like to read these briefly for you.

Determine the status of metric activities within the industry, identify relevant metric activities in related industries, define the metric units to be used in the industry, identify the need for metric engineering standards required in the industry, identify the federal, state, local laws, codes and regulations requiring amendment for that industry to go metric, identify in general terms where soft conversion will be appropriate, identify the elements of a minimum cost conversion strategy for industry, and there are a few other things listed.

Those are the principal activities of our sector committees. As you can see, these are the basic requirements for a business plan. I would underscore the point that I made, identify the elements of a minimum cost conversion strategy, because that is what we believe it is all about, converting to metric but doing it at a reasonable cost for the industry.

• 2020

On the next page, on page 3, is the list of our co-ordinating committees and our sector committees. I think you will notice there that we have a rather broad representation. I understand that you people have just received a copy of a publication from the Canadian Metric Commission that includes the correlation between sector committees in Canada and sector committee activities in the United States.

[Interprétation]

Du point de vue des États-Unis du moins, cela signifie que les deux Chambres ont déjà pris des mesures positives sur le projet de loi visant la conversion métrique. Nous nous attendons à ce que les différences qui existent entre la version du Sénat et celle de la Chambre des représentants seront rapidement éliminées et que le Président des États-Unis entérine avant Noël de cette année, ce projet de loi.

Avant de reprendre mon exposé, monsieur le président, je veux qu'il soit bien entendu que mes commentaires ne représentent pas la position gouvernementale officielle. Le Conseil est un organisme privé. Il s'agit donc de mes propres observations.

Le Conseil national du système métrique des États-Unis est un organisme à but non lucratif, établi en 1973 dans le secteur privé, afin d'aider tous les secteurs de l'économie des États-Unis à planifier, coordonner et mettre en œuvre l'adoption du système métrique de poids et de mesures. Plus de 1,300 sociétés, organismes et personnes sont abonnés aux services du Conseil et participent aux activités de ses comités. Cinq comités de coordination de base, plus de trente comités sectoriels et plusieurs sous-comités sectoriels sont à l'œuvre depuis 1974.

On trouve des renseignements supplémentaires au sujet du Conseil dans «A Progress Report—June 1975», que j'ai ici en main, où il est fait mention des activités et de la structure des comités. J'aimerais attirer votre attention sur les pages 2 et 3. Nous trouvons à la page 2 des activités des comités sectoriels et de coordination que j'aimerais vous lire rapidement.

Évaluer l'importance du système métrique au sein de l'industrie; trouver les fonctions métrologiques communes dans les industries apparentées et dans d'autres secteurs de l'économie; définir les unités métriques qui serviront dans l'industrie; trouver les normes du système métrique à utiliser en génie, pour l'industrie; relever les lois, les codes et les règlements au niveau du pays, des états et des municipalités qui devront être modifiés pour permettre à l'industrie d'adopter le système métrique; décider de façon générale dans quels secteurs il faudra échelonner la conversion; planifier une stratégie de conversion à coût minime pour l'industrie; et on trouve encore quelques autres domaines énumérés ici.

Ce sont là les activités principales de nos comités sectoriels. Comme vous pouvez le constater, il s'agit des exigences de base permettant d'élaborer un plan d'ensemble pour le monde des affaires. J'aimerais souligner le principe suivant, planifier une stratégie de conversion à coût minime, car à notre avis, toute la question est là, effectuer une conversion au système métrique, mais à un coût raisonnable pour l'industrie.

À la page suivante, la page 3, on trouve la liste des comités de coordination et des comités sectoriels. Vous constaterez que la représentation est assez vaste. Si j'ai bien compris, vous avez reçu un exemplaire d'une revue publiée par la Commission du système métrique du Canada qui établit la corrélation entre les comités sectoriels canadiens et ceux des États-Unis.

[Text]

Just for purposes of emphasis, we have enjoyed a very good relationship with the Canadian Metric Commission and we have in fact interchange between our committees and theirs, representatives observing on both sides; and I think that is the right way to make progress in the continent.

Within this Progress Report, on pages 6 through 10, we have listed some of the company subscribers; the organization subscribers are shown on pages 10 through 13; and then on pages 14 and 15, you will find the names of the Directors of the American National Metric Council. I would like to suggest to you that in those three lists you will find the major corporations and trade organizations in the United States, and you will find the major companies represented. So the Metric Council is truly representative of a broad section of American economy.

This summary statement on the status of metric activity in the United States I will base on material developed through our working committees, and I will follow the structure of our committees that is shown on page 3 of our Progress Report.

Following a brief review of the activity in the private sector, I will touch briefly on metric activities in federal and state government in the United States and comment on the status of metric standards development in the States.

With that, let me just review quite quickly, so that we can get into questions, the status of activity in our various co-ordinating and sector committees.

In the Materials Co-ordinating Committee, we have standards-developing organizations that have prepared standards for thicknesses of metric sheet, strip and bar stock. At least two major steel producers in the United States have announced that they will supply mill runs of metric steel at no cost differential to conventional sizes, and that has been available now for the last several months. Although there is, as yet, no strong movement towards metrication in the copper industry, representatives of the industry favour soft conversion, and there is some precedent for that throughout the world. The aluminium industry is advancing work to establish metric tolerances and sizes.

The chemical products group in the States is one of those groups that see little incentive to assume a leadership role in metric conversion. Some dual dimensioning of product packaging and engineering standards is occurring in that industry, however.

The American Petroleum Institute supports immediate, nationally co-ordinated adoption of the metric system. They have been very active in this area. They have developed a standard for converting operating and process units to metric and, in 1974, began a ten-year program to convert all of the American Petroleum Institute publications to metric—a very active group.

Another active group in the United States is the lumber and wood products sector. They have proposed the use of a 100mm module in the design of wood structures, and they have already set up a number of active subcommittees working in this area.

[Interpretation]

J'aimerais souligner en passant que les relations sont excellentes avec la Commission du système métrique et que les échanges entre nos comités et les leurs, entre nos représentants et les leurs sont des plus cordiaux; je crois que c'est là une bonne façon de faire des progrès sur ce continent.

On trouve dans le présent rapport, des pages 6 à 10, la liste des sociétés abonnées; des pages 10 à 13 les organismes abonnés et aux pages 14 et 15 le nom des membres du conseil de direction. J'aimerais vous faire remarquer que ces trois listes contiennent le nom des sociétés et des organismes commerciaux les plus importants aux États-Unis ainsi que celui des sociétés principales. Le Conseil métrique constitue, en vérité, un éventail assez complet de l'économie américaine.

Ma déclaration préliminaire sur la situation de l'activité métrique aux États-Unis se fonde sur des documents établis par nos comités de travail et pour vous en parler, j'adopterai le plan qui se trouve à la page 3 du rapport.

Après un résumé de l'activité dans le secteur privé, je parlerai brièvement des mesures du gouvernement fédéral et des gouvernements des états et je commenterai la situation de la conversion au système métrique aux États-Unis.

Ceci dit, je vais revoir assez rapidement, de façon à ce que nous puissions passer aux questions, la situation de la conversion au niveau des divers comités de coordination et de secteurs.

Le Comité de coordination des matériaux réunit des organismes de normalisation qui ont préparé des normes d'épaisseur de feuilles, feuillets et barres en unités métriques. Au moins deux producteurs d'acier importants ont annoncé qu'ils fabriqueraient des produits à l'acierie d'après les mesures métriques au même prix que celui des produits de dimensions conventionnelles, ce qui se fait déjà depuis plusieurs mois. Bien qu'on n'ait pas encore noté de véritables efforts de conversion au système métrique dans l'industrie du cuivre, des représentants de cette industrie favorisent une conversion par étapes, ce qui se fait d'ailleurs en d'autres endroits du monde. L'industrie de l'aluminium travaille à établir les tolérances et les tailles en mesures métriques.

Le groupe des produits chimiques aux États-Unis voit peu d'intérêt à assumer la direction dans la conversion au système métrique. On remarque l'utilisation des deux systèmes de mesures dans l'emballage des produits et les normes techniques.

L'*American Petroleum Institute* approuve l'adoption immédiate du système métrique coordonné à l'échelle nationale. Ses membres ont été très actifs dans ce domaine. Ils ont établi une norme pour établir au système métrique les unités d'exploitation et de transformation et, en 1974, ils ont commencé un programme de 10 ans pour convertir toutes les publications de l'*Institute* au système métrique,—un groupe très actif.

Un autre groupe actif aux États-Unis est celui représentant le secteur des bois et des produits du bois qui a proposé l'emploi du module de 100 mm. dans la conception des structures de bois et a établi un certain nombre de sous-comités très actifs.

[Texte]

The American Paper Institute in the States has had an active metric industry committee for the past two years. Here is another one of those industries that has been shipping what we would call conventional sizes and quantities of paper within the United States and at the same time shipping metric quantities and sizes of paper to outlets in South and Central America. So, again, we have had this dual capacity for some time.

The mined and mineral products sector has a rather low level of interest in metric conversion. They all feel quite unanimously that the impetus for change in that sector will come from the customer.

The engineering industries is an area where very active metric conversion activity is taking place, and I would like to summarize these several subcommittees.

• 2025

In the maritime industries dual dimensioning for cargo, containers and shipping literature is spreading. United States Coast Guard has said that its standards will be dual dimensioned. The maritime administration has set 1980 as the target for complete conversion of the merchant marine segment of the industry.

Manufacturers of highway and off-road vehicles are in the forefront of metric conversion. In the States 1976 model cars show increasing evidence of metric design. We have seen advertised this year our first announced totally metric designed car in the United States and new models are featuring the unique parts of the car that have been redesigned this particular year in metric. So that is becoming quite obvious in our advertising in the States.

Power generation companies foresee no problems in metric conversion when metric materials are available.

The railroads, interestingly enough, see no advantage in metric conversion and they are concerned about costs, and I think that is a fairly basic statement about the people who see no incentive to move. They find themselves concerned continuously about the cost.

The aerospace industry is organizing to carefully plan a cost-effective change to metric. And there is that word again, "cost-effective." Although a few aerospace systems are now being designed and fabricated in metric, the industry expects to follow the lead of the nation, not to set the pace. And they have a rather complex job ahead of them because of not only the engineering design areas, but because of the concern for safety in the aircraft.

Several companies, including my own, in the computer and office equipment area have announced plans to convert to metric and have set up programs to follow through.

A number of companies in our machine tool industry have metric module machines in the design phase right now.

Metric activity in the electrical and electronic components industry is slow in starting and most major companies in that industry still feel that metric conversion is a low priority item. I will have more to say about that at the conclusion of my remarks.

[Interprétation]

L'*American Paper Institute* a formé un comité qui s'occupe activement de la conversion au système métrique de cette industrie depuis deux ans. Nous trouvons ici un autre exemple d'une industrie qui expédie des tailles et des quantités traditionnelles de papier aux États-Unis tout en expédiant en Amérique centrale et en Amérique du Sud des quantités de papier en mesures métriques. Là aussi, on trouve donc l'utilisation de deux systèmes depuis un certain temps.

Le secteur des produits miniers et minéraux s'intéresse peu à la conversion au système métrique. Les membres de ce secteur sont unanimes à dire que c'est le client qui devra fournir la motivation dans ce domaine.

Le secteur des industries techniques participe activement à la conversion métrique et j'aimerais donc vous résumer les activités de plusieurs de ces sous-comités.

Dans les industries maritimes, l'usage de deux systèmes pour la marchandise, les containers et la documentation sur le transport maritime se répand. Les normes des garde-côte américains seront établies dans les deux systèmes. L'administration maritime a choisi l'an 1980 comme date limite pour la conversion complète du secteur de la marine marchande.

Les fabricants de véhicules automobiles et tout terrain occupent le premier rang dans la conversion au système métrique. Dans la conception des automobiles 1976, on utilise de plus en plus le système métrique. Nous avons pu voir, cette année, pour la première fois, une voiture de conception complètement métrique aux États-Unis et on fait beaucoup état des nouveaux modèles qui affichent des pièces uniques qui ont été refaites cette année en mesures métriques. Ainsi on se rend compte, d'une façon très évidente, de la conversion métrique aux États-Unis.

Les sociétés d'électricité ne prévoient aucun problème dans la conversion au système métrique lorsqu'elles auront des fournitures métriques.

Les sociétés ferroviaires ne voient pas ce qu'elles pourraient tirer de la conversion au système métrique et s'inquiètent des coûts; cela représente assez clairement l'attitude de ceux qui n'ont aucun intérêt à changer. Elles s'inquiètent constamment des coûts.

L'industrie aérospatiale planifie minutieusement une conversion au système métrique qui ne soit pas trop onéreuse. On parle encore ici de coût. Même si l'on conçoit et fabrique déjà des systèmes aérospatiaux suivant le système métrique, l'industrie prévoit emboîter le pas plutôt que donner l'exemple. Une tâche assez complexe les attend d'ailleurs, non seulement au niveau technique mais plutôt à cause des normes de sécurité essentielles au concept de l'avion.

Plusieurs sociétés, y compris la mienne, spécialisées dans le matériel informatique et les fournitures de bureau ont annoncé des projets de conversion au système métrique et ont établi des programmes d'application.

Un certain nombre de sociétés dans l'industrie des machines-outils en sont au stade de la conception pour ce qui est des machines conçues suivant le système métrique.

La conversion au système métrique est lente à démarrer dans l'industrie des éléments électriques et électronique. La plupart des grandes compagnies pensent encore que la conversion au système métrique n'est pas prioritaire. Je reviendrai à cette question à la fin de mes remarques.

[Text]

Shifting to our co-ordinating committee in the construction industry, there has been fairly good activity in trying to understand the metric problems and the metric needs, but it is clear that the initiative for metric conversion in that industry comes from the designers and the architects. Most builders and contractors appear reluctant to act unless motivated by an outside force, that is the government or a customer. If the customer says I want a building in metric the contractors will do it, but they are not going to start it themselves.

The consumer products area is one which is very interesting in the States. In the food and grocery products sector we have a growing number of packages dual dimensioned by a soft conversion. It is getting quite commonplace now to walk into our markets, look and pick up almost any prepackaged item and you will find both the conventional measurement as far as the mass or contents of the package and you will find an equivalent metric. Now that, again, is soft conversion. However, that industry, having taken that step, feels there is little incentive to convert further and consequently there is relatively little activity in that industry at this point.

The textile industry has shown an increasing interest in metric and some apparel manufacturers are dual-marking their products. It is interesting to find at this point, Mr. Chairman, a belt that is labelled both in the conventional system with a slash and the dimension in centimeters following it. By the way, there is no marking that it is 95 centimeters, there is just the figure 38/95 and people are understanding what that means.

We have an interesting activity in that some of our major retail and catalogue companies have established very active programs to educate customers and that education is following two lines. I will divert from my text here a minute.

One of the companies has set up customer education centres in their stores, produced some metric education material, and is actively engaged in helping the consumer understand the implications and the usage of metric programs.

Another one has undertaken an advertising campaign that shows equivalent tool sets in several areas offering either metric or conventional tools indicating there is no difference in price, they are equally available and equally attractively priced. So there is activity in those areas.

The Education and Industrial Training Co-ordinating Committee has a very interesting set of tasks because in the United States, the educators are very keen to become involved in the metric activity. There is widespread interest and activity in metric education from the federal government legislation in support of metric education to state and locally-supported education programs.

• 2030

Education associations and technical societies are actively involved and are producing much metric material for the use of their constituents. Publishers and suppliers of audio-visuals are providing an increasing amount of

[Interpretation]

Si nous passons maintenant au comité de coordination de l'industrie de la construction, on voit qu'on s'est concerté pour essayer de comprendre les problèmes découlant du système métrique, mais il est clair que l'initiative de la conversion vient des dessinateurs et des architectes. La plupart des constructeurs et des entrepreneurs semblent répugner à agir s'ils ne sont pas motivés par une force extérieure, par exemple, le gouvernement ou le client. Si un client exige une construction en unités métriques, l'entrepreneur le fera, mais ne prendra certainement pas l'initiative lui-même.

Le domaine des produits de consommation est l'un des plus intéressants aux États-Unis. Dans le secteur des produits alimentaires, un nombre croissant d'emballages comportent les deux dimensions par le biais d'une conversion progressive. Il devient tout à fait normal maintenant d'aller au supermarché, de prendre un emballage et de trouver les mesures traditionnelles pour le volume ou le contenu du paquet et l'équivalent en métrique. Cette conversion est tout à fait progressive. Cependant, ceci fait, l'industrie n'est pas très motivée pour pousser la conversion et donc elle ne fait pas grand-chose en ce moment.

L'industrie textile s'intéresse de plus en plus au système métrique; certains fabricants marquent leurs produits dans les deux systèmes. Entre parenthèses, monsieur le président, il est intéressant de lire l'étiquette sur une ceinture et en pouces, et en centimètres. Par ailleurs, on ne dit pas 95 centimètres, on ne trouve que 38/95 et on doit comprendre ce que cela signifie.

Les principales compagnies de vente au détail et par catalogue ont mis sur pied des programmes énergiques pour informer les consommateurs et ce de deux façons. Je vais laisser tomber mon texte pour une minute.

Une de ces sociétés a organisé des centres d'éducation à l'intention des clients dans ses magasins, a préparé un matériel didactique et s'occupe beaucoup d'aider le consommateur à comprendre les répercussions et l'utilisation du système métrique.

Une autre société a entrepris une campagne de publicité où on indique les équivalents pour des jeux d'outils, offrant des outils en mesure métriques ou traditionnelles, précisant qu'il n'y a aucune différence de prix, que les deux sont disponibles et se vendent tous deux au même prix avantageux. Il y a donc des démarches dans ces domaines.

Des tâches très intéressantes attendent le comité coordonnateur de l'instruction et de la formation professionnelle, car aux États-Unis, les éducateurs sont très intéressés à participer à l'enseignement du système métrique. Grands sont l'intérêt et l'activité autour de l'enseignement du système métrique, depuis la loi du gouvernement fédéral appuyant l'enseignement du système métrique jusqu'aux programmes d'enseignement soutenus localement et par l'État.

Les associations d'enseignement et les sociétés techniques participent activement et produisent beaucoup de matériel didactique à l'usage de leurs membres. Les publi-citaires et les fournisseurs de matériel audio-visuel four-

[Texte]

metric material—and I will be glad to go into that further, in detail, as we get into questions.

My prepared text says: "In the government, legislation appears imminent in the Congress". I am pleased to have made the announcement that I did at the beginning of this testimony. Even without that legislation, however, and this was interesting to us, many departments of the federal government have already, on their own, initiated programs for metric implementation. I would like to just delineate a few of those so that you get the idea of how broadly this metric activity is going on in the United States.

You may know that wine sold in the United States must be bottled in metric volumes by January 1, 1979, and that is going to extend to the hard spirits; and those bottles are already showing up on the shelves of our spirits stores. Interestingly enough, that is an area in which there was a reduction in the number of package sizes and the industry expects some economies in packaging.

Our national weather service has already developed its plan for metric conversion and the only reason for their not implementing it is that they have been holding it, waiting for federal metric legislation.

Our Department of Defence, with some very positive action in terms of internal committees, has prepared and issued a metric policy for procurements, and they have established the policy of the Department of Defence in terms of metric activity within the department.

Our federal communications commission now requires that metric measure be used for specifying signal distances. Our forest service is dual-dimensioning the measurement-sensitive signs. Our parks service is doing that—all of the signs in the various park facilities are now dual-dimensioned.

The Department of Agriculture is asking for crop yields and stating crop yields in metric terms. And there are many, many more examples—we could go on for quite some distance.

Changing pace, now, for just a minute: in the standards area in the United States, and we think this is one of the important needs for metric conversion, most of the organizations that customarily develop standards—and, as you may know, in the United States, we have a voluntary standards system; it is a series of standards-developing associations co-ordinated by the American National Standards Institute as the federation to release these voluntary standards—and most of those organizations have already adopted the policy of dual-dimensioning, but to date, only a very limited number of existing standards have been changed. Very little really has been done to develop national engineering standards on a pure metric base except for the standards that I mentioned earlier about sizing of metals. Many standards-writing organizations, however, have plans for instituting hard conversion over the next five years.

In summary, metric conversion in the United States is proceeding rapidly in the engineering manufacturing companies that have substantial international trade volume. This activity clearly will have and is showing a ripple effect on suppliers and contractors who work with those companies.

[Interprétation]

nissent de plus en plus de documentation utilisant le système métrique—je serai heureux d'entrer dans les détails lors de la période des questions.

Le texte que j'ai ici dit: «La présentation d'une loi semble imminente au Congrès.» Je suis très heureux d'avoir pu vous en faire l'annonce au début de mon exposé. Néanmoins, même sans loi, et c'est très intéressant, beaucoup de ministères fédéraux ont déjà, de leur propre chef, amorcé des programmes pour implanter le système métrique. J'aimerais vous en expliquer quelques-uns afin de vous donner une idée de l'étendue des activités dans ce secteur aux États-Unis.

Vous savez peut-être que le vin vendu aux États-Unis doit être embouteillé en volume métrique et ce, avant le 1^{er} janvier 1979, et on étendra cette mesure pour inclure les spiritueux; les nouvelles bouteilles sont déjà à l'étagère dans de nombreux magasins. Fait à noter, c'est un domaine où la conversion va entraîner la diminution de la taille des emballages et l'industrie s'attend à réaliser des économies.

Le service météorologique national a déjà conçu son plan de conversion au système métrique. Sa mise en application est retenue en attendant la Loi fédérale sur le système métrique.

Le ministère de la Défense a pris des mesures très positives au sein des comités internes et a publié une politique d'approvisionnement en mesures métriques et établi des lignes directrices pour implanter au ministère le système métrique.

La Commission fédérale des communications exige maintenant qu'on utilise le système métrique pour mesurer les distances de signal. Le Service forestier États-Unis exprime les mesures selon les deux systèmes. Le service des parcs nationaux a fait de même et toutes les affiches dans les différents parcs utilisent maintenant les deux systèmes.

Le ministère de l'Agriculture demande que les cultures soient évaluées en mesures métriques. On pourrait citer de nombreux autres exemples—nous pourrions en parler pendant longtemps.

Pour passer à autre chose, maintenant, parlons une minute des normes aux États-Unis, question très importante à notre avis dans l'optique de la conversion au système métrique. La plupart des organismes qui fixent habituellement les normes—vous savez peut-être qu'aux États-Unis nous avons un système facultatif de normes, il s'agit d'une série d'associations qui établissent des normes, le tout étant coordonné par l'American National Standards Institute, qui publie ces normes facultatives—ont déjà adopté la politique des deux systèmes, mais, à date, seulement un nombre limité de normes existantes ont été changées. On a peu fait pour fixer, en génie, des normes nationales exclusivement métriques, sauf pour les métaux forgés. Un grand nombre d'organismes qui fixent les normes projettent d'effectuer cette conversion au cours des cinq prochaines années.

Bref, la conversion au système métrique gagne rapidement du terrain aux États-Unis dans les sociétés de transformation et de génie dont le volume de commerce international est appréciable. Cette façon de procéder influencera leurs fournisseurs et leurs entrepreneurs.

[Text]

In industries where the principal market for their goods and services is within the continental United States, there has been in the past little interest or activity in metric conversion and no incentives to start.

However, I would like to add that, given the signal from Congress that has developed in the last three months, I am sure that those companies will start to change consideration of metric in their own internal company programs. We have seen it as far as the Metric Council is concerned in just the two months since the House of Representatives acted. A number of the food packaging companies, who in the past had been reluctant, are now setting up metric programs, starting to work with the Council on a more active basis and moving ahead in that area.

So I really predict that all of the people who have been using, as an excuse, the fact that there has been no federal signal or no government statement of intent will now start to move more directly.

Thank you, Mr. Chairman. That concludes our formal statement and if there are any questions I will be pleased to answer them.

• 2035

The Chairman: Thank you, Mr. Weaver. Would Dr. O'Hagan like to add anything before we start with the questioning?

Dr. Malcolm E. O'Hagan (Executive Director, American National Metric Council): No, thank you very much.

The Chairman: Thank you. First I have on my list Mr. Abbott followed by Mr. Martin and Mr. Lambert. Mr. Abbott.

Mr. Abbott: Thank you, Mr. Chairman. I would like, as the lead off questioner, to welcome Mr. Weaver and thank him for his very thoughtful statement and also welcome Dr. O'Hagan and to say how pleased we are to have you here tonight on such a bitter, snowy evening just to show you what we can lay on for you in Ottawa. How many centimetres of snow did we have?

An hon. Member: About 10.

Mr. Abbott: Well, thank you. We have had a lot of difficulty even adjusting to Celsius in terms of temperature, some of us.

I really was going to ask you when one thinks of Canada doing 70 per cent or more of our trade with the United States, it seems fundamentally important in the very beginning of these discussions to know what the U.S. progress is. I think it is very heartening to hear that your Senate has now given this kind of Congressional approval to the progress. I suppose without that a lot of your major industries would be dragging their feet. Would that be correct?

Mr. Weaver: That literally is going to be the incentive I am sure for a number of these companies that have viewed the metric conversion as a very low priority. If they are not really forced to look at it they find many other things to do.

[Interpretation]

Dans les industries qui écoulent principalement leurs biens et services aux États-Unis, on s'intéresse peu à la conversion au système métrique et on n'est nullement porté à s'y engager.

Néanmoins, il faut ajouter que maintenant que le Congrès a donné le signal, au cours des trois derniers mois, sans aucun doute ces sociétés vont se pencher sur la possibilité d'adopter les mesures métriques dans leurs programmes internes. Nous avons vu ce qui s'est passé au niveau du Conseil du système métrique au cours des deux derniers mois, depuis que la Chambre des Représentants a agi. Nombre des sociétés qui emballent les produits alimentaires et qui par le passé s'étaient montrées réticentes établissent maintenant des programmes de conversion au système métrique, travaillant en collaboration avec le Conseil de façon plus active et poussant de l'avant.

Je prédis donc que tous ceux qui jusqu'à présent se sont retranchés derrière le fait que le fédéral n'avait donné aucun signe et que le gouvernement n'avait fait aucune déclaration d'intentions, vont maintenant prendre de mesures concrètes.

Merci, monsieur le président. J'en ai donc terminé avec mon exposé, et s'il y a des questions, je serai des plus heureux d'y répondre.

Le président: Merci, monsieur Weaver. M. O'Hagan aurait-il quelque chose à ajouter avant que nous passions aux questions?

M. Malcolm E. O'Hagan (directeur exécutif, Conseil national du système métrique des États-Unis): Non, je vous remercie beaucoup.

Le président: Merci. D'abord, j'ai sur ma liste M. Abbott, et ensuite MM. Martin et Lambert. Monsieur Abbott.

M. Abbott: Merci, monsieur le président. Étant le premier à poser des questions, j'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Weaver et le remercier de l'exposé approfondi qu'il vient de nous faire, et également souhaiter la bienvenue à M. O'Hagan; j'aimerais aussi vous dire à quel point nous sommes heureux de vous avoir ici ce soir malgré le temps désagréable et neigeux; c'était tout simplement pour vous montrer ce que nous pouvions faire pour vous ici à Ottawa. Combien de centimètres de neige avons-nous?

Une voix: Environ 10.

M. Abbott: Eh bien, merci. Certains d'entre nous ont éprouvé beaucoup de mal à s'adapter aux degrés Celsius.

Je voulais simplement souligner que lorsqu'on pense au fait que le commerce canadien se fait à 70 p. 100 avec les États-Unis, il semble assez fondamental au tout début de ces discussions, de savoir où en sont rendus les États-Unis. Il est réconfortant d'apprendre que votre Sénat a donné son accord au programme. Je suppose que sans cela, nombre de vos industries principales se feraient tirer l'oreille. N'est-ce pas?

M. Weaver: En effet, l'accord donné par le Sénat incitera, j'en suis convaincu, nombre de ces compagnies qui jusqu'à présent ont estimé que la conversion au système métrique n'était pas prioritaire. Si on ne les forçait pas à se pencher sur la question, elles trouveraient certainement beaucoup d'autres choses à faire.

[Texte]

Mr. Abbott: Sure. Could you comment on what associations you maintain with officials from other imperial measure countries? I suppose there are not that many left—principally Canada?

Mr. Weaver: May I ask you to clarify that question for me, please. We do have relations with people in Australia, in Canada, in the U.K. and in New Zealand.

Mr. Abbott: Well, I guess what I was really asking was: is there a growing harmony and a growing dialogue between countries such as Canada and Australia and, of course, the United States, which is going to have to be the dominant influence?

Mr. Weaver: Yes, let me try to sort that one out. First, with very great help from the Canadian Metric Commission, we have tackled the job of building North American committees to the best of our ability. Now, that means where there is a Canadian committee working and we have a representative equivalent committee we try to have an interface. We try to have an observer both ways, not to vote in the other committee necessarily but to observe, communicate and interface so that there is an awareness. That has been going on quite solidly and quite well.

At the same time—and I think this was a very useful exercise with the Canadian Metric Commission—the American national Metric Council sponsored a two-week review of the Australian program last April and we spent a very comprehensive two weeks in Australia with some 57 people, of which about half from Canada and about half from United States. We went through a very exhausting review of what Australia had done in each of the various sectors, what kinds of problems they had run into, what kinds of mistakes they felt they have made, what kind of decisions they had made that triggered things. We had a good three-way round robin communication. So, yes, we do have that kind of . . .

Mr. Abbott: Speaking, sir, in terms of time frame, how do you view the United States' progress from your angle—progress towards metrication or partial metrication—vis-à-vis other countries like ourselves?

• 2040

Mr. Weaver: Let me see if I can handle that one without confusing you. First of all, the legislation that the United States Congress has passed carries no time frame. It is an open-ended piece of legislation. The intent here, quite clearly, is to encourage the individual industry sectors to voluntarily start thinking and planning their own schedules and time frames, and of course the key in the United States is voluntary conversion. So, there is no time frame established in that sense.

From the standpoint of the multinational engineering industries, if I can use that set of words, I think we are seeing a very rapid conversion in terms of their internal activities—in the automotive areas, for example—it is moving very rapidly, and within a matter of the next five or six years I think you will see those dramatically changed. As I said, the first evidence this year of a totally metric-designed car in the United States is quite an interesting observation.

[Interprétation]

M. Abbott: En effet. Pouvez-vous nous dire quels liens vous maintenez avec les fonctionnaires des autres pays qui utilisent la mesure impériale? Je suppose qu'il n'y en a pas beaucoup qui restent—dont le Canada?

M. Weaver: Puis-je vous demander de préciser votre question, s'il vous plaît. Nous entretenons des liens avec des responsables en Australie, au Canada, en Grande-Bretagne et en Nouvelle-Zélande.

M. Abbott: Voici ce que je demandais vraiment: y a-t-il harmonie et dialogue croissants entre pays tels que le Canada et l'Australie, et bien sûr, les États-Unis qui auront certainement la plus grande influence?

M. Weaver: Oui, laissez-moi essayer de faire la part des choses. D'abord, grâce à l'aide précieuse de la Commission du système métrique canadienne, nous nous sommes attaqués de notre mieux à la tâche de constituer des comités nord-américains. Cela signifie que lorsqu'il y a un groupe de travail canadien et que nous en avons le pendant, nous essayons d'établir une collaboration. Nous essayons de nommer un observateur dans chaque cas, sans qu'il ait nécessairement une voix, mais pour observer, établir les communications, servir d'intermédiaire, pour qu'on sache ce qui se passe. Cela fonctionne en général très bien.

Par ailleurs, et je crois que cela a constitué un exercice des plus utiles en collaboration avec la Commission du système métrique canadienne, le Conseil national du système métrique des États-Unis a parrainé une étude de deux semaines du programme australien au mois d'avril dernier et nous avons passé deux semaines très utiles en Australie, étant présentes quelque 57 personnes en tout, dont la moitié venaient du Canada et l'autre moitié de chez nous. Nous avons fait une étude très poussée de ce que les Australiens ont fait dans divers secteurs, des problèmes qu'ils ont rencontrés, des erreurs qu'ils croyaient avoir commises et des décisions qui avaient permis de mettre les choses en marches. Nous avons donc établi des pourparlers à trois voix des plus intéressants. Donc, oui, nous avons ce genre de . . .

M. Abbott: A propos de calendrier, que pensez-vous des progrès réalisés par les États-Unis en ce qui concerne la conversion au système métrique, par rapport à d'autres pays comme nous?

M. Weaver: Je vais essayer d'être très simple. Tout d'abord, la loi adoptée par le Congrès américain ne prévoit aucun calendrier précis. L'objectif est donc d'encourager chaque secteur économique à s'occuper de sa propre planification et de son propre calendrier. Je dois signaler cependant qu'aux États-Unis, la conversion au système métrique est tout à fait volontaire et c'est dans ce sens qu'aucun calendrier n'a été fixé.

En ce qui concerne les multinationales touchées par le problème de la conversion, celle-ci se fait à un rythme très rapide au niveau de leurs activités internes dans le secteur de l'automobile par exemple; d'ici 5 ou 6 ans, je pense que cette conversion sera pratiquement terminée. Je vous ai déjà mentionné un cas très intéressant, à savoir le lancement cette année de la première voiture américaine entièrement métrique.

[Text]

I think you will find, perhaps, a more leisurely pace in some of the other peripheral industries. As we get into some of the more domestic industries, I think you will find that taking a little longer, particularly where there is a large amount of capital involved.

Mr. Abbott: Would it be fair to say that both the United States and Canada recognize that the two systems are going to be in existence for many, many years to come side by side, but that total metrication is not likely to take place for a good deal longer than some of the official forecasts around here?

Mr. Weaver: Let me try to put my words around that one, if I may, sir. The definition of total metrication might be different to each person who talks about it. If one is talking about using completely metric standards, completely metric parts and completely metric materials, I will be the first to say that it is going to be a fairly long time, but if one is talking about using the metric language consistently so that everyone is communicating, and if that constitutes becoming totally metric, which I believe is my definition, by the way, then I think that can happen rather quickly.

Mr. Abbott: For corporations such as IBM, presumably the sooner the better.

Mr. Weaver: The IBM Corporation is going to have hybrid products for some time to come, because we are good businessmen and we are going to continue to use those products which have proven themselves and those components which are useful for as long as they are useful, but we will put them in metric-designed housings and metric-designed parts, and as we design new parts, those that are . . .

Mr. Abbott: Yes, but I suppose for those industries that are looking to domestic markets in the United States principally, metrication comes as a bit of a nuisance, does it not?

Mr. Weaver: I am sure that some people think of it that way. I would bring back to you something that occurred in the American National Metric Council about a year ago, and that was when our steel producers came in and said, "We used to think of this as a nuisance or a problem, and now we can see many opportunities in it", and from now on that is the word we are using as we talk about the metric conversion program. I firmly believe that as people understand that it is not the big mystery or the big unknown that new programs always are, I think more people will start to see the opportunities as well as the problems.

Mr. Abbott: Finally, I would like to ask about a problem that has agitated a good many people in this country, which is that as the automobile business moves perhaps more swiftly to metrication, considering its international character, many thousands of mechanics are going to have to invest in tools, and that sort of thing. Have the United States metric authorities considered what compensation or assistance might be offered to these kinds of people?

• 2045

Mr. Weaver: The answer to that in my understanding is that it has been considered, but let me comment on it. First of all, it is my understanding from people in the automotive industry that over the last several years the impact of imported vehicles in the American marketplace

[Interpretation]

Je pense que le rythme de cette conversion sera sans doute plus lent dans d'autres secteurs industriels périphériques, surtout dans les secteurs brassant des capitaux considérables.

M. Abbott: Pensez-vous que les États-Unis et le Canada admettent que ces deux systèmes de mesures vont se côtoyer encore pendant des années et que, en conséquence, la conversion au système métrique ne sera pas totalement réalisée avant très longtemps, bien plus longtemps que ne l'avait prévu des sources officielles.

M. Weaver: Je vais essayer de vous répondre. Il est difficile de dire ce qu'est une conversion totale au système métrique, et les avis diffèrent d'une personne à l'autre. S'il s'agit d'utiliser exclusivement des normes, des pièces, des équipements, etc, gradués selon le système métrique, il faudra alors beaucoup de temps avant que cette conversion soit totalement réalisée. Par contre, s'il s'agit d'utiliser le langage métrique de façon cohérente afin que tout le monde puisse comprendre, alors je pense que la conversion au système métrique va se réaliser beaucoup plus rapidement.

M. Abbott: Pour des sociétés comme IBM, je pense que le plus tôt sera le mieux.

M. Weaver: La société IBM va fabriquer des articles dans les deux systèmes pendant encore quelques temps car, en tant qu'hommes d'affaires efficaces, nous allons continuer d'utiliser ces articles qui ont fait leur preuve; en ce qui concerne les éléments de ces articles, nous pourrions les intégrer à des pièces métriques et au fur et à mesure que nous concevons de nouvelles pièces, ils . . .

M. Abbott: Cependant, pour ces entreprises qui ont un marché aux États-Unis, la conversion au système métrique est plutôt un problème?

M. Weaver: Certains le pensent. A ce propos je voudrais vous rappeler ce qui s'est passé à l'*American Metric Council* il y a un an environ, où des producteurs d'acier canadiens ont déclaré: «Avant, nous considérons la conversion au système métrique comme un problème mais maintenant, nous nous rendons compte des possibilités que cela nous offre.» Pour ma part, j'estime que c'est toujours la même chose avec les nouveaux programmes: c'est le grand mystère, l'inconnu. Cependant, au fur et à mesure que ces programmes sont mieux connus, on s'intéresse davantage aux possibilités qu'ils présentent.

M. Abbott: Je voudrais maintenant aborder un problème auquel se heurtent beaucoup de Canadiens; étant donné que le secteur automobile doit se convertir plus rapidement au système métrique de par son envergure internationale, des milliers de mécaniciens vont devoir investir dans de nouveaux outils et cela crée des problèmes. Les responsables américains de la conversion au système métrique ont-ils prévu une certaine compensation ou aide financière pour ce secteur de population?

M. Weaver: On a envisagé cette possibilité mais je voudrais vous signaler plusieurs choses. Tout d'abord, au cours des dernières années, la multiplication des voitures étrangères sur le marché américain a certainement incité les garagistes, les mécaniciens à avoir des outils métri-

[Texte]

has been an interesting mechanism for growing the use of metric tools in many supply and repair shops. The growth of use of imported motorcycles, ski-doo's and a series of things of this nature have just automatically led the garages to purchase the tools they needed to do their business. My own local serviceman who is right around the corner was telling me just the other day about his experiences in using metric wrenches and metric bolts on some of the foreign cars that he services. Three years ago he would not service a foreign car. So, I have been told by our automotive people that the problem they once saw of service peoples having to invest large amounts for tools really no longer exists because that has been principally taken care of.

In respect of this business of compensation for tools, the program in the United States, as I have read the hearings and the sense of the Congress, is really to let the costs lie where they fall with, I think, a very basic understanding that there are going to be some hardships created. You are bound to have some occasions where something does not quite mesh the way you would like it. So, the way they have programmed to take care of that is to charge the newly designated United States Metric Board with the responsibility for identifying where hardships do occur, investigating them and coming up with some recommendations as to what action to take. So there has not been any blanket solution other than a mechanism to solve the fact that things are known. I think it is a very practical way to do it.

Mr. Abbott: Thank you, sir.

The Chairman: Thank you, Mr. Abbott. Mr. Martin, followed by Mr. Lambert.

Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I too, through you would like to welcome Mr. Weaver and Dr. O'Hagan with us tonight and once again express the appreciation from all of us here that you have taken this time and come a long distance to spend this hour and a half or so with us.

I am rather interested in some of your comments, Mr. Weaver, particularly in one or two areas. You mentioned something about customer relations, but I am not sure whether it concerned the retail organizations maybe in their carrying out and I wonder whether you would go into this a little more. Are some of the large retail chains doing this with the public? it is the education program to which I am referring.

Mr. Weaver: Oh, the reference I made to the major retail catalogue stores.

Mr. Martin: Yes, I think you mentioned their conducting an education program and I am interested in whether they are doing this on their own auspices without seeking government assistance or initiative, or whether it is something being subsidized by government.

Mr. Weaver: No, the first is the J. C. Penney Corporation, a very well-known chain in the United States which has over the last two years set up a program for educating consumers. At various shows it has had a booth to expose consumers to this, it has set up consumer awareness areas in their stores; it has produced metric literature, a little film slide strip and things of this nature, and it has done it all on its own. That is their activity. The other one that I referred to was Sears Roebuck and Company. They have over the last two years been carrying out regional advertising campaigns emphasizing the fact that it does not cost

[Interprétation]

ques. Ceci est un fait très intéressant. En d'autres termes, la multiplication des mobylettes, motoneiges etc. importées a tout simplement incité les garagistes à acheter les outils dont ils avaient besoin pour faire leur travail. Mon garagiste me parlait justement l'autre jour de ses expériences avec les clés à molettes et les boulons métriques qu'il devait utiliser pour réparer les voitures étrangères. Il y a 3 ans, il ne pouvait tout simplement rien faire avec une voiture étrangère. Ainsi, d'après ce que m'ont dit les représentants de ce secteur, le problème du service auquel ils se heurtaient autrefois et qui les avait incités à acheter des outils métriques ne se posait plus maintenant.

Vous avez parlé d'une compensation ou d'une aide financière pour l'achat d'outils; le programme américain, d'après ce que j'ai pu conclure des délibérations du Congrès, consiste essentiellement à faire assumer les dépenses par les responsables; tout le monde comprend très bien qu'il y aura certaines difficultés mais ce sera alors à l'organisme récemment constitué, soit l'«United States Metric Board», d'identifier ces difficultés et de recommander des solutions. Il n'y a donc pas de solution miracle mais un mécanisme a été instauré pour régler les difficultés qui se poseront au fur et à mesure. A mon avis, c'est une façon très réaliste de voir les choses.

M. Abbott: Merci.

Le président: Merci, monsieur Abbott. Je vais maintenant laisser la parole à M. Martin, et ensuite à M. Lambert.

Monsieur Martin.

M. Martin: Monsieur le président, je voudrais également souhaiter la bienvenue à MM Weaver et O'Hagan qui sont ici ce soir et je voudrais les remercier d'avoir fait un si long trajet pour passer une heure et demie avec nous.

Vos remarques m'ont beaucoup intéressé, monsieur Weaver, surtout dans deux domaines. Vous avez parlé des relations avec les clients et je me demande s'il s'agissait des magasins de détail vis-à-vis de leurs clients; pourriez-vous nous donner des détails à ce sujet? Certains grands magasins de détail ont-ils ce genre de relation avec leurs clients? Je veux parler du programme d'éducation que vous avez mentionné.

M. Weaver: Voulez-vous parler des grands magasins de commande sur catalogue?

M. Martin: Oui, car vous avez dit qu'ils avaient lancé un programme d'éducation et j'aimerais savoir s'ils l'ont fait de leur propre chef, c'est-à-dire sans l'aide du gouvernement, ou bien s'ils reçoivent certaines subventions.

M. Weaver: La première société est la «J.C. Penney Corporation» une chaîne très connue aux États-Unis, qui a lancé il y a deux ans un programme d'éducation à l'intention de ses clients. Ce programme consistait à organiser des séances pour sensibiliser les consommateurs à certains problèmes, les informer des mesures métriques au moyen de présentations de diapositives etc. Tout ce programme a été lancé sur la propre initiative de cette société. L'autre à laquelle je faisais allusion était la société «Sears Roebuck and Company» qui organise, depuis deux ans, des campagnes de publicité locale pour montrer au public

[Text]

more to buy metric tools. This is back to the earlier question, sir, who was looking at metric tools for service people. They really do not cost any more if you buy them from Sears and that is what their advertising has been trying to say. Over and above that Montgomery Ward's is becoming very interested in the same area. Again, none of these receive any government funds; this is all on their own initiative.

• 2050

Mr. Martin: Do you feel from your own position on the American National Metric Council that this is a very important factor in the over-all dissemination of information on metric conversion to the consumer? This particular program that is being conducted by the retail stores?

Mr. Weaver: My opinion is that it is really a very practical way to go. These are the people who have merchandising to their customers at stake; and they should know them quite well. The approach they take in helping their customers understand is all to the good and, probably, has a very direct influence.

Mr. Martin: Are you concerned that the problem of dissemination of information to the public could be a real—not necessarily a stumbling block, but an obstacle that has to be overcome? In other words, I gather generally from what you have said and certainly from what we are hearing in this country, that industry, particularly larger industry—I am not so sure at the moment about smaller industry—is generally accepting the program, and things seem to be moving on target. There is some concern as to whether or not the public is being adequately informed as things move along. Obviously things are happening in your country, and these education programs are an example; but do you have any over-all concern that programs presently in place are or are not adequate for the general dissemination of information to the public?

Mr. Weaver: In the United States?

Mr. Martin: Yes.

Mr. Weaver: Do not let me mislead you. I gave you the examples of three companies that are taking action on their own initiative. Quite clearly, I believe the problem of early effective communication with the consumer, the general citizen, the homeowner, the householder, is of prime importance. I think we saw this in Australia; we have seen the example of the problems in the United Kingdom. Clearly, it deserves top-level attention; the consumer should have appropriate, timely and useful information. I believe we are still trying to find out how best to do that.

Mr. Martin: Have you looked at what Canada may or may not be doing in that regard? Do you have any reaction as to whether it has been helpful to you?

Mr. Weaver: What I know of the Canadian program is; I think very positive.

Mr. Martin: One last question, if I may, Mr. Chairman.

Do you find in your dealings with business in the U.S. that you are running into a difference of opinion between what might loosely be called big business and small business? By "smaller" I am referring to the really smaller outlets or industries which might employ, say, less than 20 or 30 people. Are you finding a different attitude being displayed by these two groups towards the metric conversion problems or opportunities?

[Interpretation]

qu'il ne revient pas plus cher d'acheter des instruments métriques. Soit dit en passant, cette remarque répond à une question précédente. Ainsi, ces instruments ne coûtent pas plus cher si vous les achetez chez Sears, et c'est ce que ces campagnes de publicité tentent de prouver au public. La société «Montgomery Wards» est également très intéressée par ce genre de programme, mais je vous rappelle qu'aucune de ces 3 sociétés ne reçoit de subvention du gouvernement.

M. Martin: Étant donné que vous faites partie du Conseil national du système métrique des États-Unis, pensez-vous que de telles campagnes auront des effets importants pour l'éducation du public dans ce domaine?

M. Weaver: A mon avis, c'est façon très réaliste de voir les choses. Ces magasins dépendent des ventes qu'ils réalisent et ils doivent bien connaître leurs clients. Les programmes d'information qu'il ont lancés sont tout à fait louables et auront sans doute une influence directe sur l'information du public en général.

M. Martin: Ne pensez-vous pas que l'information du public risque de devenir, non pas une pierre d'achoppement mais un obstacle qu'il faudra surmonter? En d'autres termes, j'en conclus de ce que vous dites de ce que nous entendons dans ce pays que l'industrie, et surtout la grande industrie, accepte le programme de conversion au système métrique et que celui-ci progresse bien. Cependant, certains se demandent si le public est bien informé. Certes, des choses se font dans votre pays et ces programmes d'éducation en sont un exemple mais cependant, vous demandez-vous si les programmes actuellement en cours répondent vraiment aux besoins d'information du public?

M. Weaver: Aux États-Unis?

M. Martin: Oui.

M. Weaver: Je ne voudrais surtout pas vous induire en erreur. Je vous ai donné l'exemple de ces trois sociétés qui ont pris l'initiative de lancer ces programmes d'éducation. Cependant, il est bien évident que le problème de la communication avec le consommateur, citoyen en général, la ménagère est extrêmement important. Nous en avons eu des exemples en Australie et en Grande-Bretagne. Il nous faut donc nous occuper très sérieusement de ce problème afin que les consommateurs puissent avoir des renseignements adéquats, utiles et opportuns. Nous n'avons pas encore trouvé la solution idéale.

M. Martin: Avez-vous envisagé ce que le Canada pourrait faire ou ne pas faire en ce domaine? Cela vous a-t-il aidé?

M. Weaver: Ce que je sais du programme canadien est extrêmement positif.

M. Martin: Je voudrais vous poser une dernière question, si vous me le permettez, monsieur le président.

Dans vos rapports avec les industriels américains, constatez-vous une divergence d'opinions entre ce qu'on peut appeler les grandes entreprises et les petites entreprises? Par petites entreprises j'entends celles qui emploient moins de 20 ou 30 personnes. Avez-vous constaté que ces deux groupes avaient une attitude différente vis-à-vis des problèmes ou des possibilités que présente la conversion au système métrique?

[Texte]

Mr. Weaver: Yes. I would say that the small businessman is concerned about the effects of change. I think that is a very reasonable and understandable concern. He does not have quite the control of his affairs that perhaps a larger corporation does.

I think it is interesting to note, however, and this is through our American National Metric Council, that we have probably the finest grouping of minds—from organized labour, the National Federation of Independent Business Inc., the National Small Business Association, and large business—all working together on the Council. The thing they can agree on; even though they have different concerns, as you point out; is that the metrication conversion is happening; it is probably irreversible and it ought to be managed. While they may be concerned about its effects on them—yes, you are right, the smaller businessman is concerned—they are concerned that someone ought to be pulling it together and doing something intelligent about it instead of just letting it happen. Has that addressed your question, sir?

Mr. Martin: Partially, I think. We have been hearing some indication in this country that perhaps there is a bit of difference of opinion between larger businesses and small businesses as to the feasibility of this whole thing.

Mr. Weaver: That is true.

• 2055

Mr. Martin: I gather you are running into much the same sort of thing.

Mr. Weaver: Yes, we see that. But the point I would make is that none of them disagree that it is happening and that it is going to happen.

Mr. Martin: Do I have time for another question?

The Chairman: Yes, one more question, Mr. Martin.

Mr. Martin: Does it concern you at all that the metric system in vogue in Europe, I gather, or metric systems—there are metric systems rather than one metric system—is it of concern to you that what North America might be moving to would not necessarily be a standard metric system throughout the European continent? Or do you feel this is being resolved in other ways?

Mr. Weaver: I would suggest to you that that has been resolved by international agreement, and the system we are all working towards in the International System, the SI system. I believe the Northern American continent has a little advantage because we are changing to it from something quite different. So we can adopt this new system perhaps in an easier fashion than a country that is only modestly changing, where some old terms are imbedded. But it is by international agreement. The European Economic Community and all the rest of the countries of the world have accepted the ISO 1,000, which is the international system.

Mr. Martin: As of what date?

Mr. Weaver: As of about 1963. I believe that was the effective date.

Mr. Martin: They will be converted completely by the time we are. Will they? I am talking about Canada and the U.S.A.

[Interprétation]

M. Weaver: Oui. Le petit industriel se préoccupe, lui, des effets du changement, et cette inquiétude se comprend, me semble-t-il. En effet, il n'a pas autant de contrôle sur ses affaires que pourrait en avoir une grande société.

Je voudrais cependant vous faire remarquer que le Conseil national du système métrique des États-Unis réunit des intérêts très divergents puisqu'il se compose de représentants des syndicats, de la "National Federation Independent Business Incorporated", de l'Association nationale des petites entreprises, ainsi que de grandes entreprises. Malgré leurs divergences d'opinions, ils sont tous d'accord pour reconnaître que le pays se convertit peu à peu au système métrique, que cette conversion revêt un caractère irréversible et qu'il faut donc la contrôler. Même si les petites entreprises s'inquiètent des répercussions qui en découleront pour elles, elles aimeraient voir quelqu'un qui intègre le système et pousse son application plutôt que de laisser le temps accomplir son œuvre. Est-ce que je réponds à votre question?

M. Martin: En partie, oui. Au Canada, les grandes entreprises et les petites entreprises n'ont pas tout à fait le même avis sur la possibilité de mettre en pratique ce système.

M. Weaver: C'est exact.

M. Martin: Je suppose que vous rencontrez les mêmes difficultés.

M. Weaver: Oui, mais de toute façon on est tous d'accord pour dire que la conversion au système métrique en pratique est inéluctable.

M. Martin: Puis-je poser une dernière question?

Le président: Oui, une dernière, monsieur Martin.

M. Martin: Est-ce que le fait qu'en Europe on a adopté différents systèmes métriques plutôt qu'un seul vous inquiète? C'est-à-dire qu'ici en Amérique du Nord on adopterait un système métrique normalisé qui ne serait pas nécessairement celui adopté dans toute l'Europe? Pensez-vous qu'on a résolu ce problème d'une autre façon?

M. Weaver: Je dirais que le problème a été résolu par accord international et que nous travaillons tous à adopter le système métrique d'unités internationales, soit le système SI. Je dirais qu'ici en Amérique du Nord, nous profitons d'un avantage dans ce sens que nous partons d'un système entièrement différent et que par conséquent, il nous est plus facile d'adopter des changements de nature radicale, alors que ceux qui avaient déjà un système établi sont obligés d'adopter des habitudes légèrement différentes. La Communauté économique européenne et tous les autres pays du monde ont accepté le système ISO, 1,000, qui est le système de l'Organisation internationale de la normalisation, OIN, système international.

M. Martin: Depuis quand?

M. Weaver: Depuis environ 1963; je crois que c'était la date de mise en vigueur.

M. Martin: Donc, la conversion sera parfaitement terminée alors que pour nous . . .

[Text]

Mr. Weaver: By legal action—let me see. It was under the Treaty of Rome, and it was an EEC directive. I believe it was approved in 1951. I am doing this from memory, sir, so please excuse me. It said that all the Common Market countries—that includes the expanded Common Market now—would be on the SI metric system officially in five years from 1971, which takes it to 1976.

They have a two-year period of grace to wipe out some of the old units of measure. But I would hasten to suggest that in our country we are still using many old terms as we refer to activities, furlongs in horse racing and things of this nature. I suspect it will be rather difficult if France has used a specific term in the old metric system for a long time and it is imbedded in their population. It is going to be just as hard for them as it is for us to understand and convert to celsius. But by law they are supposed to do that.

Mr. Martin: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would like to turn to another sector. To what degree is there co-operation with or by the state educational authorities to phase-in the teaching of the metric system in the early years in the schools? As an example, I was in Washington last February and there in some of the schools nothing but metric was being taught in the very early years so that the students would have a full grasp and a total familiarity with the metric system as they proceeded, anticipating that there would be a marrying-up, shall we say, maybe six or seven years down the road between an official adoption of the metric system in the United States and the students who would mesh into it right away.

Mr. Weaver: There is a growing consortium—I guess that is the right word—a grouping of state education departments concerned with a uniform program for adopting metric in the public education systems. There is also—I believe you might be aware. If not, I will cite it. The amendment to the Education Act of 1974 in the United States, which established a fund for sponsoring metric education throughout the school system, set up I believe it was \$10 million each year for a three year period for this purpose.

So there is a growing amount of activity. It has been accelerating through 1975. It started with a grouping of states under the leadership of California last spring and has moved ahead. I believe now all 50 states are involved in trying to co-ordinate this education program.

Dr. O'Hagan, do you have another comment?

• (2100)

Dr. O'Hagan: The Office of Education is about to award perhaps 50 projects designed to co-ordinate and implement metric education in the school systems around the country. Again, as Mr. Weaver indicated earlier, many of the state legislatures have just been waiting for federal action before they take some positive action. I expect that many of the early actions of the state legislatures will be to provide for the introduction in the formal way of the metric system into the school system.

[Interpretation]

M. Weaver: Légalement parlant, il s'agissait d'une stipulation du traité de Rome et non pas d'une directive de la Communauté économique européenne, et elle a été adoptée, je le crois, en 1951. Je dis ceci de mémoire: il y est indiqué que tous les pays du Marché commun, ce qui comprend le marché commun agrandi tel qu'il est maintenant, auront adopté le système métrique si, dans les 5 ans qui suivent l'année 1971, ce qui nous mène à 1976.

On leur a donné une période de grâce de deux ans afin de se débarrasser des anciennes unités de mesure. Je dirais tout de suite que chez nous on continue à utiliser en pratique les anciennes dénominations telles que les furlongs, aux courses, etc... Mais je pense qu'il sera encore plus difficile en France par exemple, de s'habituer à de nouvelles dénominations puisque l'habitude a été prise depuis de nombreuses années. Ce sera comme pour nous le degré celsius. Cependant la loi l'exige.

M. Martin: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je voudrais passer à un autre domaine: jusqu'à quel point, les responsables dans le domaine de l'enseignement—collaborent-ils à cette introduction progressive du système métrique dans les classes de début dans les écoles? Par exemple, j'ai été en février dernier à Washington et certaines des écoles là-bas n'enseignent que le système métrique dans les premières années afin que les écoliers s'y habituent entièrement, car on prévoit un mélange éventuellement du fait que ce sera peut-être dans six sept ans qu'il y aura adoption du système métrique aux États-Unis.

M. Weaver: Il y a un consortium, je suppose que c'est le bon mot—un groupement des services d'éducation des États qui s'intéresse à introduire à un programme uniforme d'adoption du système métrique dans le cadre des systèmes publics d'éducation. Je ne sais pas si vous êtes au courant mais, aux États-Unis, on a modifié la loi sur l'éducation dès 1974 afin d'établir un fonds permettant de promouvoir l'enseignement du système métrique dans tout le cadre du système scolaire. Je crois qu'il s'agit de dix millions de dollars qui seront versés par an pendant trois ans.

Donc les activités se font de plus en plus nombreuses dans ce domaine et les progrès se sont accélérés en 1975. On a commencé d'abord au printemps dernier par grouper des États sous la conduite de la Californie et il y a je crois maintenant 50 États qui s'efforcent de coordonner leurs programmes d'éducation.

Monsieur, O'Hagan, avez-vous une autre remarque à apporter?

M. O'Hagan: Le Bureau de l'éducation se prépare à lancer 50 projets destinés à coordonner et à mettre en œuvre les éléments du système métrique aux États-Unis dans le cadre des systèmes scolaires. A nouveau, comme M. Weaver l'a indiqué plus tôt, les Assemblées législatives des États n'attendaient qu'un signe de la part du gouvernement Fédéral pour prendre des mesures concrètes et j'espère que beaucoup de ces premières mesures serviront à lancer officiellement le système métrique dans le système scolaire.

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton West): Then we come to something that is very familiar to the public as a whole, notwithstanding that in athletics, for instance, many of the races are run on the basis of metric distances because of the Olympics and the international competitions. Then we get into the old business of the length of a football field and the rules of the game. I mean the 10 yards and all that sort of thing and in baseball, 90 feet on the base pads and that sort of thing. Is there anything developing that way? This is where the proof of the pudding is, in so far as public acceptance is concerned.

Mr. Weaver: I comment in two ways on that. First of all, the tradition is being broken, or established, whichever way you want to look at it. Starting with the track and field events and the swimming events, traditionally in the States we had a 440 yard run and a 220 yard run and the 100 yard hurdles and this sort of thing. Very gradually those are disappearing and they are being replaced with metric distances. That clearly is a reflection of the international system. The same thing is happening in swimming.

With respect to the two traditional sports that you talked about, there have been many people in the States saying that those will not change or will not have to change because that is really the tradition of the sport. Just recently we have seen stirrings that maybe that is not going to be the case, maybe they are going to change.

I cannot be sure. I cannot be an oracle and tell you that it is or is not. But I can tell you that the sports authorities are now setting up to look at that, and are asking the questions should they or should they not, and how should they handle it. I am sure you are aware that a couple or three of the baseball parks in the States have started to dual-dimension the distances to the outfield. It causes some interesting comments from the sports commentators when they look out and see that it is 109 metres to the outfield wall. Of course, in my opinion the baseball people have made a mistake, because they have said 109.45 metres and made it sound very precise. Yes, that is happening. I think there will be some reconsideration.

Mr. Lambert (Edmonton West): That comes to something that is much more legal. I think one of the problems that we face here, and what I consider is one of the weaknesses of what we have done so far, is that there have been no agreements between the Government of Canada through its metric Commission and the Governments of the provinces with regard to the target dates for the conversion of the land registry systems so that you get into effective dates—say four years down the road that all legal descriptions with regard to land transactions shall be in the metric system and that there will be then a system of conversion of existing titles so as to see how long that will take to establish. And since in Canada each of the provinces is absolute master within its own jurisdiction with regard to this, some have been gently moving towards it. In others it has been totally disregarded but we face the rather dismal prospect of finishing up in 1980, which is the target date for total conversion to metric system, with many parts of our legal relationships without the framework in which to express themselves and no obligation. This is the point. What about in the United States? Do you sense that there will be this? It is rather a full-out commitment to the system which is not quite apparent here yet.

[Interprétation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Puis nous arrivons à quelque chose de fort connu dans le public en général, c'est-à-dire au domaine des sports. Évidemment, déjà en athlétisme, les distances des courses sont évaluées selon le système métrique comme par les Jeux Olympiques et pour les compétitions internationales; mais lorsqu'il s'agit de cette vieille affaire de la longueur du terrain de football et des règles du jeu, je veux parler des 10 verges, etc. et, en baseball, des 90 pieds en rapport avec les coussins, songe-t-on à établir quelque chose en système métrique? A mon avis, c'est là pour le public la question essentielle car «à l'œuvre on reconnaît l'artisan» . . .

M. Weaver: Je répondrai de deux façons: d'abord, la tradition est brisée ou établie, cela dépend sous quel aspect vous la considérez; mais, pour parler des courses d'athlétisme et des compétitions de natation, traditionnellement nous avions par exemple des courses de 440 verges, de 220 verges et de 100 verges haies, etc., mais petit à petit, ces distances disparaissent et sont remplacées par des distances en mesures métriques, ce qui indique bien qu'on adopte le système international. Cette adoption se produit aussi en natation.

Pour parler des deux sports traditionnels, il y en a beaucoup qui disent aux États-Unis qu'on ne changera jamais rien, mais ce n'est pas certain, d'après certains indices dont nous avons eu connaissance récemment.

Je ne puis l'affirmer, car je ne suis pas un oracle, mais les responsables dans le domaine des sports s'attaquent actuellement à cette question, c'est-à-dire qu'ils veulent savoir si c'est indiqué et comment procéder. Vous êtes certainement au courant qu'aux États-Unis, pour deux ou trois terrains de baseball, on utilise déjà les deux systèmes de mesure pour les distances allant jusqu'au champ extérieur ou l'arrière-champ. Ceci nous permet d'obtenir des remarques intéressantes de la part des commentateurs sportifs, qui disent, par exemple, qu'il y a 109 mètres pour atteindre le mur du champ extérieur. Je crois cependant que les spécialistes du baseball sont dans l'erreur, car ils prétendent que c'est très précisément 109.45 mètres. Mais je crois qu'on va réétudier la question.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): On en arrive à quelque chose de plus légal, mais je pense qu'un des problèmes qui se pose ici c'est qu'il n'y a pas eu d'accord de passé entre le gouvernement fédéral, soit entre la Commission du système métrique et les Gouvernements des provinces pour établir un calendrier de conversion au système du cadastre. On aurait dû établir, par exemple, que dans 4 ans, toutes les descriptions juridiques de transactions relatives aux terrains devraient être données en mesures métriques et on aurait dû établir un système de conversion des titres actuels afin de prévoir un échéancier. Étant donné que chacune des provinces a entière juridiction dans ce domaine, certaines d'entre elles se sont graduellement engagées dans cette direction. On a complètement laissé de côté cette question dans certaines autres, et en 1980, une date-cible de la conversion totale au système métrique, nous nous attendons à ce que de nombreuses relations juridiques manquent d'une charpente qui leur permette de s'exprimer et de s'engager. Qu'en est-il aux États-Unis? Croyez-vous retrouver ce problème chez vous? L'engagement total au système nous manque encore ici.

[Text]

[Interpretation]

• 2105

Mr. Weaver: I can only make some personal observations. I really have not looked at that problem or that opportunity in any great depth. I know we still have two different feet in the city of Philadelphia. We have a north south foot and an east-west foot, and they are different in length. The property in the city of Philadelphia, the legal descriptions of it, is in those terms.

Mr. Lambert (Edmonton West): That may have been the source of the term "Philadelphia lawyer".

Mr. Weaver: That is your comment, sir. I also know that we still have in the United States many of the original Spanish deeds in the southwest that have really been in the same hands for years, for generations of families, for example, and are still listed in the old Spanish vara, which was the unit of measure at that time. With the propensity of the people of the United States not to spend extra money in making changes, I would doubt that there will be any mass effort to go back and redo a lot of records, but rather to let them work themselves out of the system. Now that is a judgment call on my part.

Mr. Lambert (Edmonton West): This is my last question. I can see it where in western Canada particularly, where you have the *torrens* system, which I think may be matched in part in the United States, the definition of a quarter section and a section of land being so many acres and that is so many feet or yards or rods in length and the land is divided off in this geometric pattern, then comes the question of converting it to a readily acceptable metric definition. Just what is being done? It is a mammoth job.

Mr. Weaver: I really must admit that I am not that well founded in the problem. I know a little bit about it but that is all.

Mr. Lambert (Edmonton West): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Mr. Clermont, followed by Mr. Roy.

M. Clermont: Merci. Monsieur Weaver, je me joins à mes collègues pour vous remercier de votre présence, ainsi que de celle du D^r O'Hagan, devant ce Comité, ce soir, pour répondre à nos questions concernant la conversion au système métrique. Les États-Unis semblent aussi vouloir se joindre à d'autres pays qui connaissent ce système.

Voici ma première question, monsieur Weaver. Quelle est la réaction du public américain ou du consommateur américain au sujet des pesanteurs? Est-ce que le public américain ou le consommateur américain semble craindre le fait qu'il n'est pas très familier présentement avec ces mesures métriques ou ces pesanteurs et qu'il pourrait se faire jouer?

Mr. Weaver: I think the observation I would make is that really the average American consumer has had very little exposure to the metric system to date. He is probably, if anything, concerned about the unknown, but there is not much further reaction. That is one of the reasons, in response to an earlier question, that I suggested it is of prime importance that the communication to the consumer be done promptly, intelligently, and as clearly and as carefully as possible.

M. Weaver: Mes commentaires seront des commentaires personnels; je n'ai pas étudié cette question, mais je sais que nous avons deux mesures du pied à Philadelphie. Nous avons un pied nord-sud et un pied est-ouest, et leur longueur n'est pas la même. Les descriptions juridiques des propriétés de Philadelphie sont énoncées en ces termes.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est peut-être la source de l'expression «l'avocat de Philadelphie».

M. Weaver: Cela se peut. Dans le sud-ouest des États-Unis, il reste de nombreux documents rédigés au temps des conquistadors, et ces documents se sont transmis de génération en génération; les terres y sont mesurées en *vara*, unité de mesure en vigueur à cette époque. Les Américains n'aiment pas consacrer trop d'argent aux changements, et je doute qu'on fasse les efforts nécessaires pour changer les registres; on tentera plutôt de les laisser absorber par le système. Il s'agit cependant là de mon opinion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Voici ma dernière question: dans l'Ouest du Canada, on a le système *torrens*, dont la contrepartie existe aux États-Unis. On part des sections de terre et des quarts de section, équivalant à un certain nombre d'acres, qui, à leur tour, sont divisées en pieds, en verges ou en perches, et les terres sont divisées selon un dessin géométrique; la difficulté survient lorsqu'on essaye de les convertir en unités métriques acceptables. Que faites-vous dans ce domaine? C'est un travail énorme.

M. Weaver: Il me faut avouer que je ne connais pas trop bien ce problème.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Lambert. Monsieur Clermont, suivi de monsieur Roy.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Weaver. I wish to join my colleagues in welcoming you and Mr. O'Hagan. The United States are, I believe, joining many other countries in converting to the metric system.

This is my first question, Mr. Weaver. What has been American public reaction to weights? Is the public well aware of the weight system; or does it believe it might be taken for a ride?

M. Weaver: Si je puis apporter une observation ici, je dirais qu'en fait le consommateur américain moyen a fort peu eu affaire au système métrique jusqu'ici; probablement qu'il s'inquiète au sujet de l'inconnu mais il n'y a pas beaucoup d'autres réactions. C'est pourquoi, en réponse à une question posée plus tôt, j'ai indiqué qu'il était de la plus haute importance d'établir rapidement, intelligemment, clairement et prudemment des rapports avec le consommateur.

[Texte]

I just do not believe there is that much knowledge at the consumer level yet.

• 2110

Mr. Clermont: You said to one of my colleagues that there is no projection, no time limit for conversion to the metric system in the United States. You told us that the Senate on December 8 passed the law as it was passed by the House of Representatives in September.

What kind of bill did they pass? You mentioned that they established a board. What responsibilities will that board have, because I understand your council is a non-profit organization?

Mr. Weaver: That is correct. The bill in the United States will set in place a formal United States Metric Board that will be charged with assisting and co-ordinating research in terms of metric conversion for the country. The lack of a timetable, I believe, recognizes that many sectors of the country have not yet considered the problem sufficiently long to intelligently determine what would make sense for a timetable. Therefore the intent of the legislation is to encourage that activity.

I think the legislation also considers the fact that if one were to set an arbitrary time in a vacuum while some companies would convert rather readily, they may in fact wait for a sizeable amount of the period to pass before taking any action. The real intent, as I understand it, is to encourage the work that the metric council has been doing, and also in those sectors that have not yet become active to encourage them to start that plan.

I see nothing at all that prohibits the United States Metric Board, at some later date when their planning has been put in place and people understand a little bit better, from coming back and recommending over-all timetables.

Mr. Clermont: You know that in Canada our Metric Commission has four phases—investigation, unification, scheduling and implementation. Do you expect the United States Board to go that way, or will they use another method or procedure?

Mr. Weaver: I see nothing wrong with the Canadian approach, as I read the text of the Sector Committees. One could substitute those words, “investigate” and “implement” just directly. One must do this in order to have an effective plan.

Mr. Clermont: Will there be some kind of co-ordination between that new board and your council?

Mr. Weaver: We believe it will be very positive co-ordination, because of the amount of work that the private sector has done. In the United States there is a substantial amount of planning and co-ordination just in the federal establishment itself; as well as the co-ordination of the several states and the co-ordinating of all that with the activities of the private sector. It is our belief that the private sector work that has been put in place will be a resource for the United States Metric Board.

Mr. Clermont: How will the Board be made up, Mr. Weaver? Will it be made up of public servants only? Or of representatives from the business world, from labour, from all sectors of society?

[Interprétation]

Je pense que le consommateur n'est pas encore conscient du problème à ce niveau.

M. Clermont: Vous avez dit à un de mes collègues qu'on n'a fait aucune prévision, qu'on n'a établi aucune date limite pour la conversion au système métrique aux États-Unis et vous nous avez dit que le 8 décembre, le Sénat américain avait adopté la loi comme l'avait fait, en septembre, la Chambre des représentants.

Quel était ce bill qui a été adopté? Vous avez mentionné qu'on avait établi une commission; or quelles sont ses responsabilités car, si je comprends bien, votre conseil est une organisation à but non lucratif?

M. Weaver: C'est exact. Ce bill américain établira une commission officielle américaine pour le système métrique qui aura la responsabilité d'aider à faire des recherches dans ce domaine aux États-Unis et d'en assurer la coordination. Le fait qu'on n'ait pas établi d'échéancier indique que dans certains secteurs aux États-Unis on n'a pas étudié encore suffisamment le problème. L'objectif donc de cette loi est d'encourager cette orientation.

Je crois que la Loi aussi tient compte de ce fait que si on voulait établir des dates arbitraires certaines sociétés en profiteraient pour attendre le plus longtemps possible avant de prendre des mesures. Le véritable objectif de la Loi, si je comprends bien, est d'encourager le travail dans ce domaine où œuvre déjà le Conseil du système métrique et aussi dans les secteurs où jusqu'ici rien n'a encore été fait.

Je ne vois pas pourquoi cette nouvelle commission ne pourrait pas, après avoir établi sa planification et avoir attendu que les gens deviennent plus conscients du problème, recommander qu'on suive un échéancier pour l'ensemble des opérations.

M. Clermont: Vous savez qu'au Canada notre Commission du système métrique a prévu 4 phases de conversion: l'investigation, la planification, l'ordonnement, et l'implantation. Est-ce que vous pensez que la Commission américaine va faire de même ou pensez-vous qu'elle va utiliser une autre méthode?

M. Weaver: Après avoir lu le texte du comité sectoriel, je ne vois rien de mal avec cette façon canadienne d'aborder le problème. On pourrait substituer directement ces mots: «investigation» et «implantation». Il faut procéder ainsi si on veut obtenir un programme efficace.

M. Clermont: Est-ce qu'il y aura une coordination qui s'établira entre cette nouvelle commission et votre conseil?

M. Weaver: Nous pensons que très certainement cette coordination se fera, compte tenu de l'immense travail fait par le secteur privé. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral travaille avec une grande planification et une coordination d'importance; de plus, plusieurs États fournissent leur apport, et nous essayons d'unir tous ces efforts à ceux du secteur privé. Le travail accompli dans le secteur privé constituera une importante ressource pour le Conseil du système métrique des États-Unis.

M. Clermont: Comment l'office sera-t-il constituée, monsieur Weaver? Sera-t-il composé uniquement de fonctionnaires? Ou bien groupera-t-il des représentants du monde des affaires, du monde du travail et de tous les autres secteurs?

[Text]

• 2115

Mr. Weaver: I can give you an idea of that from the Senate act. Let me read briefly from this, if that is all right. This may be modified, by the way, by the interaction between the House and the Senate as they resolve their differences.

The Senate has suggested that the Board shall consist of 17 individuals as follows: A chairman: a qualified individual who shall be appointed by the President by and with the advice and consent of the Senate.

That is a typical point in the procedure.

... Sixteen members who shall be appointed by the President by and with the consent of the Senate on the following basis: one to be selected from lists of qualified individuals recommended by engineers and organizations representative of engineering interests; one to be selected from lists of qualified individuals recommended by scientists, the scientific and technical community, and organizations representative of scientists and technicians; one to be selected from a list of qualified individuals recommended by the National Association of Manufacturers; one to be selected from lists of qualified individuals recommended by the United States Chamber of Commerce retailers and other commercial organizations; two to be selected from lists of qualified individuals recommended by the American Federation of Labour and the Congress of Industrial Organizations; one to be selected from a list of qualified individuals recommended by the National Governors Conference, the National Council of State Legislatures and organizations representative of state and local government; one to be selected from qualified individuals recommended by organizations representative of small business; one to be selected by representatives from the construction industry; one to be selected from qualified individuals recommended by the National Conference of Weights and Measures and standards-making organizations; one to be selected from lists recommended by educators, the educational community and organizations representative of educational interests; and five at-large members to represent consumers and other interests deemed suitable by the President.

Mr. Clermont: Would they be salaried, or paid only for their expenses?

Mr. Weaver: They will be compensated, I believe, on a *per diem* basis, with expenses in addition.

Mr. Clermont: No doubt there will be an executive staff.

Mr. Weaver: There will be a staff, yes; and it will be a paid staff.

Mr. Clermont: Your Council is a nonprofit organization.

Mr. Weaver: That is correct.

Mr. Clermont: What kind of sources do you have for meeting your expenses?

Mr. Weaver: All financial support for the American National Metric Council comes from two or possibly three sources. The major source of funds is the subscription fees of our member subscribers—that is, the companies, the organizations, the departments of the government and the individuals who subscribe to our services. The second largest source of funds is the sale of our publications to our subscribers and the general public. The third source

[Interpretation]

M. Weaver: La loi du Sénat peut nous donner une très bonne idée de cet aspect; je vais en lire un extrait, si vous me le permettez bien. Cette loi peut, bien entendu, être modifiée par la Chambre et le Sénat s'ils veulent planifier le tout:

Le Sénat suggère que l'Office soit constitué de dix-sept personnes, dont le président, une personne compétente nommée par le Président (des États-Unis) sur l'avis du Sénat et avec son consentement.

C'est typique de notre procédure.

Seize membres seront nommés par le Président, le Sénat y consentant, de la façon suivante: il y aura un représentant désigné par les ingénieurs et par les organismes représentant les intérêts de ces derniers; un représentant du monde scientifique et technique, des organismes représentant les intérêts du monde scientifique et technique; un représentant désigné par l'Association nationale des fabricants; un représentant désigné par les détaillants ou autres organismes de la Chambre de commerce des États-Unis; deux représentants de l'*American Federation of Labour* et du *Congress of Industrial Organizations*; un représentant désigné par la *National Governors Conference*, par la Conférence des gouverneurs des États-Unis, par le Conseil national des législateurs d'État et par les organismes représentant le gouvernement des États et des régions; un représentant désigné par les organismes représentant la petite entreprise; un représentant de l'industrie de la construction, un représentant désigné par la Conférence nationale des poids et mesures et les organismes d'établissement des normes; un représentant de la communauté de l'éducation; et cinq représentants des consommateurs ou des autres collectifs dont l'intérêt à la question est jugé acceptable par le président.

M. Clermont: Seraient-ils salariés, ou ne leur rembourserait-on que leurs dépenses?

M. Weaver: Je crois qu'on leur versera un salaire journalier, en plus de défrayer leurs dépenses.

M. Clermont: Il vous faudra sans doute un conseil exécutif.

M. Weaver: En effet, et les employés de cet office toucheront un salaire.

M. Clermont: Votre Conseil est une organisation sans but lucratif, n'est-ce pas?

M. Weaver: C'est exact.

M. Clermont: Quelles sont les sources des fonds que vous avez à dépenser?

M. Weaver: L'appui financier accordé au Conseil du système métrique national des États-Unis vient de deux ou trois sources. La plus importante source de fonds provient de cotisations versées par nos membres: les sociétés, les organismes, les ministères du gouvernement et les particuliers qui se prévalent de nos services. Notre deuxième source de revenu, c'est la vente des publications à nos adhérents et au grand public. La troisième source, la

[Texte]

of funds is individuals grants and donations for specific purposes, which is a very small amount.

M. Clermont: Merci, monsieur le président. . . .

Le président: Merci, monsieur Clermont.

M. Clermont: Merci, monsieur Weaver.

The Chairman: Mr. Roy, followed by Mrs. Appolloni. Mr. Roy.

M. Roy (Laval): Monsieur le président, je me joins à mes collègues pour féliciter notre distingué invité. Ma première question va être précédée d'une espèce de révision de la situation au Canada depuis la création en 1971 de la Commission du système métrique. Depuis, nous avons procédé à des sondages privés concernant la sensibilisation du public à la conversion, et en 1972, 56 p. 100 des Canadiens étaient sensibilisés aux changements futurs.

• 2120

En 1974, 77 p. 100 des Canadiens et enfin en 1975, 97 p. 100 des Canadiens étaient sensibilisés au fait qu'il y aurait changement au système métrique. Est-ce qu'aux États-Unis vous avez procédé à de tels sondages d'opinion publique depuis la création de votre Commission?

Mr. Weaver: I am sure that polls have been taken, I am sorry, I do not know the answer to the question.

The Chairman: Dr. O'Hagan?

Dr. O'Hagan: To my knowledge, there have not been any public polls.

M. Roy (Laval): Les chiffres que je vous ai soumis sont publiés dans le deuxième rapport de la Commission du système métrique du Canada. Est-ce que vous sentez une certaine réaction de la part des consommateurs, face au changement au système métrique?

Mr. Weaver: As I said earlier in response to a question, I do not believe we have proceeded far enough in the consumer goods area with positive programs to get much of a reaction from consumers to date. I really believe that is an area in which we have much more to do. But again, the automotive area of introducing new cars is really the first large-scale publication and advertisement of metric design in the United States—other than this labelling of packages on a dual basis—and it really is quite transparent to the consumer today. Dr. O'Hagan?

Dr. O'Hagan: May I add a comment? I think it is interesting that the President of the Consumer League, in her testimony before the Senate and before the House, supported the bills that were before both Houses.

M. Roy (Laval): Maintenant, vous avez mentionné qu'en ce qui concerne les petites entreprises, vous n'avez pas de subsides spéciaux ou de dégrèvements d'impôt pour l'ajustement au système métrique.

Mr. Weaver: There is no special program for compensation or for payment for tools. As I said, the bill charges the Metric Board with the responsibility for identifying where a special hardship situation might occur, studying it, and recommending action. I should point out that it has long been the policy in the United States, with regard to income tax, that the purchase of tools, books to advance one's professional career, education and so forth, are directly deductible as expenses. So there is a way of looking at that.

[Interprétation]

moins importante, est constituée de dons particuliers affectés à une question précise.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Weaver.

Le président: M. Roy, suivi de M^{me} Appolloni. Monsieur Roy.

Mr. Roy (Laval): Mr. Chairman, I wish to join my colleagues in welcoming our distinguished guest. Before asking you any questions I would like to review the situation in Canada since the setting up, in 1971, of the Metric Commission. Since that time, there have been various private campaigns made in order to sensitize the Canadian public to conversion; in 1972, 56 per cent of Canadians were aware of this future changes.

In 1974, 77 per cent of Canadians were aware of this change, and by 1975, the percentage had increased to 97. Has any public poll of this kind been taken by your Council in the United States?

M. Weaver: On a sans doute fait des sondages, mais je ne puis malheureusement pas me prononcer quant à la réponse.

Le président: Monsieur O'Hagan?

M. O'Hagan: A ma connaissance, il n'y a pas eu de sondage public.

Mr. Roy (Laval): The figures I tabled were published in the second report of the Canadian Metric Commission. Do you feel that there has been some kind of reaction, on the part of consumers, to metric conversion?

M. Weaver: Comme je l'ai dit plus tôt, je ne crois pas que nous ayons été assez loin en ce qui concerne les consommateurs pour obtenir une réaction concrète. C'est un domaine où il nous faudra travailler bien plus. Par contre, les effets de l'adoption du système métrique sont évidents dans la campagne de publicité automobile, première campagne métrique aux États-Unis, exception faite de la campagne de l'emballage sous les deux formes, et elle est fort évidente au consommateur. Monsieur O'Hagan?

M. O'Hagan: Puis-je me permettre un commentaire? Il est intéressant de noter que la présidente de l'Association des consommateurs, dans le témoignage qu'elle a présenté au Sénat et à la Chambre, accorde son appui aux bills soumis aux deux Chambres.

Mr. Roy (Laval): You mentioned that for small business, you had no special subsidy or deduction program in order to help them adjust to the metric system.

M. Weaver: Nous n'avons pas de programme spécial, que ce soit pour compenser ou pour défrayer le coût de l'outillage. Comme je l'ai dit, le bill donne à la Commission du système métrique la responsabilité de voir où il existe une situation difficile, ainsi que l'autorisation de recommander certaines mesures. Il me faut indiquer qu'aux États-Unis, depuis longtemps, les achats d'outillage ou de livres servant à améliorer la carrière professionnelle ou l'éducation sont déductibles en tant que dépenses. On peut donc étudier cet aspect.

[Text]

I do not know whether I also added in the past, in response to questions, that metric conversion was identified in the hearings in front of the Congress as an acceptable basis for applying for loans under our existing Small Business Administration. So there are a number of ways in which a small businessman, a tool purchaser or whatever, can find some relief or assistance in the United States under existing programs.

M. Roy (Laval): Vous avez mentionné à mon collègue, M. Clermont, les trois sources de financement prévues, soit des frais de souscription de la part des compagnies, des ventes de publications et des subventions individuelles. Cette source de financement offre des avantages très intéressantes. Nous recevons d'associations qui demandent une contribution importante de la part du gouvernement fédéral et à ce moment-là, cela va nécessairement se répercuter sur les impôts.

• 2125

Est-ce que vous pouvez nous donner des exemples sur votre façon de procéder pour la vente de publications, de matériel, etc? Est-ce vendu dans les kiosques, les écoles? Quel est votre réseau de vente du matériel?

Mr. Weaver: Generally speaking, our material is offered to our subscribers because it is one of the services we provide for them. Dr. O'Hagan has those figures much more directly, so Malcolm why do you not . . .

Dr. O'Hagan: Most of the sales are to our subscribers, companies and organizations. A typical document is our metric editorial guide of which we have distributed 60,000 or 70,000 copies to date. We have also developed special publications dealing with special metric subjects, for example, metric conversion in engineering and manufacturing. We have offered it for sale to our subscribers. Shortly, we will be publishing a book dealing with the management of metric conversion in a company. Again, it will be available to anybody who is interested in purchasing it.

M. Roy (Laval): Merci monsieur le président.

Le président: Merci monsieur Roy. Mrs. Appolloni.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Weaver, I, too, would like to add my word of welcome to you. I do not suppose this is your first time in Canada. If you come again, I hope the weather is more clement.

Mr. Weaver: Thank you.

Mrs. Appolloni: Mr. Weaver, my colleague, Mr. Martin and myself were privileged to be in Washington, D.C., a few months ago. We were studying consumerism when we were there. We were very impressed by the high degree of consumer awareness and consumer action in your nation's capital. Therefore, I am rather surprised to find in your brief, speaking of food and grocery products, under "Consumer Products" on page three, that you say:

... there is little incentive to convert to metric and consequently there is little activity in the industry.

[Interpretation]

Je ne sais pas si je l'ai déjà indiqué, mais la conversion au système métrique constitue une base acceptable pour une demande de fonds en vertu de notre administration des petites entreprises. Il y a plusieurs façon dont le petit commerçant, celui qui achète l'outillage peut obtenir de l'aide en vertu de programmes déjà existants aux États-Unis.

Mr. Roy (Laval): You mentioned to Mr. Clermont that the three sources of income which you could foresee were membership fees for companies, revenues from publications and individual grants. This source of revenue offers, it seems, great advantages. We have received from associations requesting the Federal Government to provide them with a goodly sum of money and this will obviously have some repercussions on income tax.

How are your publications sold? Are they sold in schools or newstands?

M. Weaver: Généralement, on offre notre matériel à nos adhérents parce que c'est l'un des services qu'on leur offre. M. O'Hagan a cependant des chiffres plus précis . . .

M. O'Hagan: La plupart de nos ventes sont faites à nos adhérents, aux organismes et aux sociétés. Une publication assez typique, c'est notre guide du système métrique, dont nous avons fait la distribution de 60,000 ou 70,000 exemplaires jusqu'ici. Nous avons préparé diverses publications traitant de sujets précis, par exemple, de la conversion au système métrique, dans l'ingénierie et dans la fabrication. Nous l'offrons à nos adhérents. Nous publierons bientôt un livre traitant de la gestion de la conversion au système métrique à l'intérieur des sociétés. Là encore, ce livre sera disponible pour tous les intéressés à l'acheter.

Mr. Roy (Laval): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Roy. Madame Appolloni.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président. J'aimerais aussi vous souhaiter la bienvenue, monsieur Weaver. Je ne crois pas cependant que ce soit votre première visite au Canada. Lorsque vous reviendrez, j'espère que la température sera plus clémente.

M. Weaver: Merci.

Mme Appolloni: Monsieur Weaver, mon collègue, M. Martin et moi-même avons eu l'occasion de visiter Washington, il y a quelques mois. Nous y étudions les affaires des consommateurs. Ce qui nous a frappé, c'est le point auquel les consommateurs de votre capitale sont intéressés à toutes ces questions et il me surprend donc de vous voir affirmer dans votre présentation sous l'en-tête «Produits de consommation»:

... il est très peu encouragé à se convertir au système métrique; par conséquent, l'activité n'est pas très poussée dans l'industrie.

[Texte]

I am surprised because I thought American consumers, as much as Canadian consumers, would be concerned about the tremendous proliferation of package sizes and what not, which are absolutely riotous when it comes to the poor consumer trying to find out how much he or she is going to pay for each package. Also, we have many other fields that they eventually just add to the costs. First, do you have unit pricing in most of your supermarkets?

Mr. Weaver: First, let me be quite clear that unit pricing is not one of my better subjects. Unit pricing, I believe, varies almost by state in the United States. In many states it is a requirement. I do not know of any further statistics.

Mrs. Appolloni: All right, that is enough for me. You were speaking of the President of the Consumer League when she was before the Senate. Was concern expressed then, at this proliferation of various sizes?

Mr. Weaver: Malcolm.

Dr. O'Hagan: This is indeed a concern. It was expressed by Mrs. Peterson who was testifying. It is generally considered that standardized packaging, in many cases, is a more attractive alternative to unit pricing. We have seen one example in the wine case, where metric conversion has been used to advantage to reduce proliferation. In our conversion we will be reducing the number of bottles from sixteen to seven. We feel that many opportunities exist similar to this in the area of packaged goods. This will be receiving very careful consideration.

Mrs. Appolloni: Can I be indiscreet and ask what the various Ralph Nader groups think of metric conversion? Have I been too indiscreet?

Dr. O'Hagan: No, I can answer you in the only way I know how. We made a contact with Mr. Nader's group. He was not in the office and was to call back. He was aware that we were from the Metric Council and we were concerned with metric conversion. We have not heard from him, so I can only assume it is not yet a burning issue with him.

An hon. Member: No headlines.

• 2130

Mrs. Appolloni: Thank you it was just a matter of interest.

The Chairman: Thank you, Mrs. Appolloni. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Just one question, Mr. Chairman, to Mr. Weaver. Is there any planning in the construction industry to convert to metric and is there any intention on the part of the lumber and steel industries to plan their retooling to accommodate any conversion to metric in the construction industry?

Mr. Weaver: I believe that question has about three different parts to it. Let me see if I can sort them out.

The construction industry in the U.S. is probably going to react to the initiative of the architects and designers because I believe the opportunities for modular design are quite attractive. I think the impetus is coming from there.

[Interprétation]

Cela me surprend parce que je croyais que les consommateurs américains tout autant que les consommateurs canadiens s'ingieraient de la prolifération des emballages de grosseur différente qui sèment la confusion chez les consommateurs désireux de savoir ce qu'ils vont payer. Il y a bien des domaines dans lesquels les producteurs vont pouvoir ajouter au coût. Vos supermarchés implorent-ils la technique de prix à l'unité?

M. Weaver: Il me faut vous avouer que je ne connais pas trop bien le système de prix à l'unité. Je crois que ce système varie d'un État à l'autre aux États-Unis. Dans bien des États, il s'agit même d'une exigence. Cependant, je ne connais pas de statistique.

Mme Appolloni: Merci, cela ira. Vous avez eu des entretiens avec la présidente de la Ligue des consommateurs lorsqu'elle a comparu devant le Sénat. A ce moment-là, a-t-on exprimé une certaine anxiété quant à cette prolifération de contenants de diverses grosseurs?

M. Weaver: Malcolm.

M. O'Hagan: Oui, c'est une anxiété qu'a exprimée Mme Peterson. On reconnaît généralement que l'emballage normalisé, dans de nombreux cas, représenterait une solution de rechange acceptable au prix unitaire. Dans le cas des vins, par exemple, on a saisi l'occasion de la conversion au système métrique pour réduire la prolifération. Lors de notre conversion, nous réduirons de 16 à 7 le nombre des bouteilles de grosseurs différentes. Il existe sans doute de nombreuses occasions de le faire dans d'autres domaines de l'emballage. Nous étudierons la question de façon sérieuse.

Mme Appolloni: Puis-je vous demandé ce que pensent les groupes de type Ralph Nader de la conversion au système métrique? Est-ce là une question un peu trop indiscreète?

M. O'Hagan: Non. Je puis vous répondre nous sommes entrés en communication avec le groupe de M. Ralph Nader, mais M. Nader n'était pas là et devait nous rappeler. Il savait que nous représentions le conseil du système métrique et que nous nous intéressions à la question. Cependant, il ne nous a pas donné de réponse, et il nous faut supposer que cette question ne lui semble pas trop urgente.

Une voix: Pas de nouvelle sensationnelle donc.

Mme Appolloni: Merci, c'était simplement pour savoir.

Le président: Merci, madame Appolloni. Monsieur Herbert.

M. Herbert: Je voudrais poser une question, monsieur le président, à M. Weaver. A-t-on préparé quelque chose dans l'industrie de la construction pour assurer la conversion au système métrique et est-ce que dans les industries du bois et de l'acier on se prépare à convertir les machines, les outils en mesures métriques?

M. Weaver: Je crois qu'il faut diviser cette question en trois parties. Je vais essayer.

Dans l'industrie de la construction américaine je crois que l'initiative va venir des architectes et des dessinateurs, du fait de l'avenir des conceptions modulaires.

[Text]

There is considerable planning going on under the Council's coordinating committee for construction industries, leading to a definition of a program of work. We have seen, so far, some reluctance to lead the way on the part of the contractors and builders. They would like to have the question go round and round rather than focusing, but under the leadership of the architects and designers, I believe conversion is starting to make some sense.

It is not far enough along to have any definitive results at this point but there is a well-established plan in place. I would be pleased to furnish you people with a copy of the plans, I believe Mr. Boire has a copy. If not, we will see that they are delivered here. There are plans being set up in that area.

Now, respecting the lumber industry, it is my understanding that these people see metric conversion as a true opportunity and are looking seriously at metric modular dimensions. As I indicated in my statement, they have put forth on the table the 100-millimetre module as a basic dimension and are trying to size that in various building components to see just what the fall-out and the effects are. They have offered that to other parts of our coordinating committees to see the interaction and get the effects back there.

I believe, quite sincerely, that the lumber and wood products people feel there are sufficient advantages here to push ahead rather vigorously. I think we will see strong leadership from that sector.

Now, respecting building materials in the steel and metal trades, I personally believe that will move rather slowly. I believe we will see the early and relatively easy offering of metric sizes in sheet, bar, strip, and rod stock, but when one gets into structural shapes, I think that will take somewhat longer.

Mr. Herbert: Because of the cost of retooling and so on?

Mr. Weaver: Because of two or three factors: the cost of retooling is certainly a substantial one; the entire physical analysis and strength of materials and safety and structural concerns of that nature need to be understood when one changes shapes to any dramatic extent. I know that the people in that industry are quite concerned about the safety of their product. They are clearly looking to optimize the safety factor and the weight-per-function performance of the goods, so changing the sizes must be done rather carefully: I know that is a concern.

Mr. Herbert: You implied that the design profession is quite positive in their attitude towards conversion.

Mr. Weaver: Yes.

Mr. Herbert: In Canada, because of the high cost of on-site construction, there is quite a move towards prefabrication. I would assume that probably the same thing is happening in the U.S. to try to cut costs. And, of course, it will be in shop fabrication that it will be relatively easy to make the switchover, so that the product, when it comes out of the shop, is already going to be metric.

• 2135

Mr. Weaver: By the way, I must make an observation here. I may sound as though I am thoroughly versed in all of these fields; my specialty is physics and the computer business. It is only through my concerns and interest in the Metric Council that I have gone through a very rapid

[Interpretation]

Le comité de coordination du Conseil s'occupe énormément à l'heure actuelle d'établir un programme de travail. Jusqu'ici, il y a eu de l'hésitation de la part des entrepreneurs et des constructeurs, qui semblent tourner en rond, mais sous l'impulsion donnée par les architectes et les dessinateurs je crois que la conversion va commencer à progresser.

Pour l'instant, nous n'avons aucun résultat, mais il y a un plan qui a été bien établi. Je suis prêt à vous en fournir des exemplaires de ce plan et je crois que M. Boire en a déjà. Si ce n'est pas le cas, nous allons vous en fournir.

Dans le cas de l'industrie du bois, je crois qu'on veut saisir l'occasion de la conversion au système métrique pour l'appliquer aux dimensions modulaires. Comme je l'ai indiqué dans ma déclaration, le module de 100 millimètres a été établi comme base et on cherche à savoir quelles en seront les répercussions pour les différents éléments des bâtiments. Cette proposition a été faite par cette industrie à nos comités de coordination afin qu'on puisse en étudier les conséquences au point de vue réciprocité d'action et en voir les répercussions.

Je crois que dans l'industrie du bois cette conversion représente suffisamment d'avantages pour qu'on s'y lance résolument. Ce secteur à mon avis donnera l'exemple.

Quant aux matériaux de construction dans le domaine de l'acier et des métaux, je crois que les progrès seront lents. Il sera facile d'adopter des mesures métriques dans le cas des feuilles, des plaques, des barres, etc., mais lorsqu'il s'agira des profils de structure, à mon avis le processus prendra plus de temps.

M. Herbert: Est-ce à cause des frais pour convertir les outils, etc.?

M. Weaver: Ce processus prendra plus de temps pour deux ou trois raisons: naturellement, il en coûtera énormément pour convertir les machines, les outils, et il faut tenir compte, lorsqu'on fait des modifications de cette envergure, de toute l'analyse physique, de la résistance des matériaux, des facteurs de sécurité, des questions de structure. Je sais que dans l'industrie on s'inquiète beaucoup du facteur sécurité du produit, de même que du rendement en fonction du poids. Aussi, lorsqu'on change les tailles, il faut agir prudemment.

M. Herbert: Vous avez laissé entendre que les dessinateurs, ceux qui font la conception, sont fort dynamiques et veulent la conversion.

M. Weaver: Oui.

M. Herbert: Au Canada, vu que la construction sur place coûte extrêmement cher, on se dirige de plus en plus vers les produits préfabriqués. Je suppose que c'est la même situation aux États-Unis; il s'agit de réduire les frais. Naturellement, ce sera à l'atelier que la conversion se fera le plus facilement. Ainsi, lorsqu'un produit sortira de l'atelier, il sera en mesures métriques.

M. Weaver: Je voudrais apporter une remarque ici: j'ai l'air de m'y connaître énormément dans tous ces domaines, mais réellement je me spécialise en physique et en ordinateurs. Ce n'est qu'à la suite de l'intérêt que je portais au Conseil du système métrique que j'ai rapidement

[Texte]

learning period over these last several years. I have acquired a lot of learning, but please do not feel that I am an expert in any of these fields.

Mr. Abbott: I can only say that you have a long way to go before you find anybody here who is remotely as expert.

Mr. Weaver: I have lost my point. Thank you, you took me aside.

Mr. Abbott: I am sorry.

Mr. Herbert: Maybe I could finish up with a question, since you mention the computer systems, on the practical change in computer operation itself. Since everything is at present tied in—paper sizes, machine sizes, and so on—that is going to be quite a changeover. They are going to have to work side by side for a while, I assume; the life of these machines is many years, and so on. Are there any problems in having machines operating according to metric measurements, for example, operating alongside the older machines?

Mr. Weaver: Absolutely not. Now you are in a field of my expertise; let me just make a couple of comments. I think we ought to be quite clear that the fact of adopting the international metric system around the world does not say that every unit we deal with is going to be ideally metric standard—for example, paper sizes or line spacing or character spacing. These have been standardized internationally for years; the printers that are built in Germany, and the paper spacing and the character spacing are all to an international agreement. All of those units will interact and handle the same kind of material.

As the world adopts a uniform method of measurement—in the same vein—they have already brought into the fold international standards that they have accepted, many of which are based on technology from North America. It is my understanding—and perhaps you can assist me here, Malcolm, or Paul—that the sizes of cast-iron pipe, around the world, are conventional inches, whether they are stated in metric measure or whether they are stated in the inches as we know them. The sizes for the links of chain for hawsers for ships are in customary units; they might be cited in a metric measurement and dimension, but they are standardized in inches. That same philosophy follows in many of these areas. In the computer area, the line spacing is one increment, it is standardized around the world at six per inch, for example. It might be stated in metric measurement, but it is standard that way.

So yes, quite clearly, a machine designed to the new metric measure is still going to have to handle the international standards that have been agreed upon. Do I make myself clear on that?

Mr. Herbert: Yes. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert. I would like to thank Mr. Weaver and Dr. O'Hagan for their appearance before our Committee tonight, and wish them a safe return home.

[Interprétation]

assimilé ces connaissances ces dernières années. Donc, j'ai beaucoup appris, mais je vous prierais de ne pas me considérer comme un expert dans un de ces domaines.

M. Abbott: J'ajouterai simplement qu'il vous faudra chercher beaucoup pour trouver quelqu'un ici qui soit de loin aussi compétent que vous.

M. Weaver: Je n'ai donc pas réussi à vous convaincre. Merci de m'avoir ainsi mis sur un piédestal.

M. Abbott: Je m'excuse.

M. Herbert: Je pourrais peut-être terminer en posant une question: puisque vous avez parlé des systèmes d'ordinateurs, j'aimerais vous demander quels sont les changements pratiques qui ont été fait dans ce domaine. Il me semble que l'opération va être compliquée car actuellement tout est lié: le format du papier, les machines, etc. il va donc falloir une coopération de tous ces secteurs, et la durée des machines est aussi à considérer. Est-ce que vous rencontrez des problèmes pour la conversion de ces machines au système métrique, par exemple dans le domaine de la continuité d'utilisation des machines plus anciennes?

M. Weaver: Certainement pas. Je suis là dans ma spécialité, aussi je vais vous faire quelques remarques: le fait que nous adoptons le système métrique international dans le monde ne veut pas dire que chaque unité doit-être en mesures métriques normalisées, par exemple l'espace-ment des lignes, le format des papiers, l'espacement des caractères. Il y a déjà des années qu'il y a eu normalisation internationale dans ce domaine et les imprimeuses qui sont construites en Allemagne ont tenu compte, par exemple, de cet espacement. Ces facteurs ont été l'objet d'un accord international et toutes les unités traiteront le même genre de documents.

A vrai dire, dans le monde, on a déjà adopté des normes internationales dont beaucoup sont basées sur la technologie d'Amérique du Nord. Je crois comprendre, et peut-être pourrez-vous m'aider ici, Malcolm ou Paul, que les dimensions des conduits de fonte dans le monde sont établies en pouces ordinaires qu'il s'agisse de mesures métriques ou de pouces tels que nous les connaissons. Les tailles des maillons d'une chaîne d'amarre de navire sont en unités ordinaires; on peut en donner les mesures selon le système métrique, mais la normalisation est en pouces. Dans bien d'autres domaines, on suit le même principe. Et dans le domaine des ordinateurs, l'espacement des lignes est d'un «accroissement», espace qui est normalisé dans le monde à six par pouce, par exemple. On peut, naturellement l'exprimer en mesures métriques.

Donc, il est évident que les machines conçues pour utiliser le système métrique devront continuer à utiliser les normes internationales qui ont été acceptées; est-ce clair?

M. Herbert: Oui, merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Herbert. Je voudrais remercier M. Weaver et M. O'Hagan pour avoir bien voulu comparaître ce soir devant le Comité, et je leur souhaite un retour sans encombre chez eux.

[Text]

The Committee is adjourned until 3.30 p.m., Thursday, December 11, 1975, in the same room, when we shall have the Canadian Labour Congress before us. Thank you.

[Interpretation]

Nous ajournons le comité jusqu'à jeudi le 11 décembre 1975 à 15 h 30, dans la même pièce, et nous recevrons alors le Congrès du travail du Canada. Merci.

APPENDIX "XX"

A SUBMISSION
TO
HOUSE OF COMMONS
STANDING COMMITTEE ON
FINANCE, TRADE, AND ECONOMIC AFFAIRS

"METRIC CONVERSION"

SUBMITTED BY
CANADIAN FEDERATION OF INDEPENDENT BUSINESS

October 30, 1975
James R. Conrad
Director, Policy & Research

HOME OFFICE: 15 COLDWATER ROAD, DON MILLS, CANADA M3B 3J1

INDEX

<u>SECTION</u>		<u>PAGE</u>
I	INTRODUCTION	1
II	BACKGROUND	1
	1. Aims and Objectives	1
	2. Size of Independent Business Community	1
	3. Economic Benefits of a Healthy Small Business Community	2
	4. Some Benefits in Preserving Independent Business	2
III	MANDATE PROGRAMME OF THE FEDERATION	3
IV	MEMBERS' VOTE ON SELECTED METRIC CONVERSION ISSUES	5
V	NEED FOR ENABLING LEGISLATION ON METRIC CONVERSION	7
VI	PURPOSE OF LEGISLATION ON METRIC CONVERSION	7

I INTRODUCTION

The Canadian Federation of Independent Business appreciates this opportunity to present a brief to the House of Commons Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

II BACKGROUND

In order to put the results of our members' vote on selected metric conversion issues in the proper context, let us present the following background information on the Canadian Federation of Independent Business.

1. Aims and Objectives of the Canadian Federation of Independent Business

The Federation is a non-partisan, political action organization of small and medium-sized, Canadian-owned businesses in every corner of the country. Our membership has grown in only four years to over 30,000 members. About 800 new members net join each month. We have a staff of over seventy full-time employees. Our members are Canadian owner-managers.

We are an activist political body representing the views of Canada's independent business community. The Federation's objective is to promote and protect a system of free competitive enterprise in Canada and to give the independant a greater voice in laws governing business and the nation.

2. The Size of the Independent Business Community

Some insights into Canada's small business community might be of interest to the Committee. The following data has been obtained from the most recent taxation statistics.

There are approximately 735,000 independent businesses in Canada, made up of 378,000 proprietors, 106,000 property-owners, 74,000 professionals, 27,000 self-employed salesmen, and approximately 150,000 small corporations eligible for the small business tax incentive. As well, there are approximately 303,000 farmers and fisherman, who are independent businessmen. Over one-half of all working Canadians are employed by small and medium-sized independent business.

3. What are the Economic Benefits of a Healthy, Small Business Community?

The Federation believes that the best way to preserve competition is to have numerous competitors in a dynamic and free market system. This means a diverse mix of small, medium and large firms in every sector, with a constant flow of new entrants, as well as some firms which are forced to leave the market system. It must be a fundamental goal of industrial policy to sustain this diverse mix of numerous competitors in each sector of the economy, to ensure that competition can be maintained in the long run.

4. Some Benefits in Preserving Independent Business

It is very difficult to separate the vitality of any community, rural or urban, from that of the local, independent business which often is the principal political and economic force in the community. The independent businessman has a financial and personal stake in the community and helps stabilize the economic environment. His reaction to falling sales is to cut prices, rather than lay-off trusted employees. By contrast, the big firm often responds to the same situation by raising prices and laying-off employees. The independent thus simultaneously fights the twin evils of inflation and unemployment.

Small firms are often able to make decisions more quickly and efficiently than big firms. They can develop new techniques and marketing approaches without red tape, and minimize internal, bureaucratic inefficiency. Technological innovations often come from small firms who are flexible and close to the market.

The individual is the backbone of small business. The entrepreneur is our most important resource.

Small business is the vital factor in a healthy, free market economy, and in preserving competitive markets.

III MANDATE PROGRAMME OF THE FEDERATION

Major Goal

To poll our members to gain their opinions and views on current public policy issues.

Objectives

- . To present a national and unified voice to government at all levels
- . To obtain statistically valid data from our members
- . To ensure that public spokesmen for the Federation present only members' opinions and views
- . To enhance the credibility and the influence of the Federation

Basis of Selection of Public Policy Issues

- . Must be relevant to the members
- . Must be currently before Parliament or the legislatures, or being actively discussed within the civil service, or before the Canadian public for debate by means of White Paper, etc.
- . Must be achievable by legislative action

Research

- . Must be thorough and professional
- . Must be understandable in both official languages
- . Must present complete background on issue and demonstrate relevance to members and to current public policy discussions
- . Must present arguments, both for and against, in a balanced, fair and objective manner
- . Must refer to best research materials available from all sources e.g. books, background papers, speeches, Hansard, media
- . Must discuss issues with knowledgeable and expert persons, in public life, in civil service and in private enterprise
- . Must make certain that solicitations and discussions with various individuals represent, in all cases, both sides of the issue being examined

Publication

- . Nine times per year, while Parliament is in session
- . Summer Report contains Annual Financial Statement

IV MEMBERS' VOTE ON SELECTED METRIC CONVERSION ISSUES

Our members' vote is based on a rough average of approximately 25,000 members, and on an average response in excess of 20%. This vote represents the opinion of approximately 5,000 members of the Federation from all regions of Canada.

1. Mandate Number 25, September, 1974

Are you for or against metric conversion in Canada?

Most countries in the world use the metric system. Even in England, where the Imperial foot-pound system originated, the metric system has been instituted. Other than Canada, the U.S. is the only large nation that has not converted to the metric system, although that country plans to do so. In Canada, the federal government established the Metric Commission in June, 1971. The Commission is responsible for the national planning, guidance and co-ordination of conversion to the metric system. At present, there is no Canadian legislation to enforce metric conversion. The Commission has established numerous committees to co-ordinate the conversion in most segments of the economy, on a voluntary basis. Most large corporations in Canada and the U.S. have done considerable work to prepare for the conversion which may begin to be implemented, on a gradual basis, as soon as 1977.

Arguments for:

World trade would be simplified if all partners were to use the metric system. The metric system is easy to learn. The Canadian monetary system is metric, as are scientific measures. Large corporations regard metric conversion as inevitable and are in a position to impose the changeover on smaller suppliers.

Arguments against:

The costs of conversion fall more heavily on smaller firms which do not enjoy the benefits of international trade. Costs will be incurred to train employees, convert machinery and equipment, and to carry inventories of products in both metric and Imperial measures. Consumer resistance will be high.

Members vote:	For	72.0%
	Against	24.1%
	No Opinion	3.9%

2. Mandate Number 35, October, 1975

Are you for or against providing tax relief to employees purchasing metric tools?

A proposal has been made to government to provide a tax credit to employees who are required to own measurement sensitive tools in order to earn their livelihood. Approximately one worker in 10 in manufacturing will be affected with costs of new tools from \$50 to \$600. Approximately 200,000 motor mechanics will face costs up to \$2,000. Similarly employees in tool manufacturing and construction will be affected.

Arguments for:

Costs of metric conversion, which is supposed to benefit all Canadians, should be borne by all Canadians. The tax credit approach is less bureaucratic than system of individual grants. Without tax relief employers could be asked to bear many of those costs.

Arguments against:

The system could be abused since it would be difficult to distinguish between initial and replacement tool purchases. Tax credits for tools could result in demands for special tax credits from other sectors of society. A major loss of government revenue would result.

APPENDICE «XX»

UNE SOUMISSION

AU

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES, DU COMMERCE

ET DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

PRÉSENTÉE PAR

LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE

30 octobre 1975

James R. Conrad

Directeur, directives et recherche

INDEX

<u>SECTION</u>		<u>PAGE</u>
I	INTRODUCTION	1
II	HISTORIQUE	1
	1. Buts et objectifs	1
	2. Importance de la communauté d'entreprises indépendantes	2
	3. Bénéfices économiques d'une saine communauté d'entreprises indépendantes	2
	4. Quelques-uns des bénéfices qu'il y a à préserver l'entreprise indépendante	2
III	PROGRAMME MANDAT DE LA FÉDÉRATION	3
IV	VOTE DES MEMBRES SUR UN CHOIX DE QUESTIONS CONCERNANT LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE	5
V	BESOIN DES LOIS QUI RENDENT POSSIBLE LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE	8
VI	BUT DES LOIS SUR LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE	8

I INTRODUCTION

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante apprécie l'occasion qui lui est offerte de présenter un exposé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques de la Chambre des communes.

II HISTORIQUE

Afin de situer les résultats du vote de nos membres sur un choix de questions concernant la conversion au système métrique dans le contexte approprié, nous aimerions donner les renseignements suivants concernant la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.

1. Buts et objectifs de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

La Fédération est une organisation non partisane, d'action politique, de petites et moyennes entreprises de propriété canadienne situées dans tous les coins de notre pays. En quatre ans, le nombre de nos membres a atteint plus de 30,000. Environ 800 nouveaux membres viennent s'ajouter chaque mois. Notre personnel se compose de plus de soixante-dix personnes à temps complet. Nos membres sont des propriétaires-directeurs canadiens.

Nous sommes un organisme politique activiste qui représente les points de vue de la communauté de l'entreprise canadienne indépendante. Le but de la Fédération est de favoriser et de protéger un système de libre entreprise et de concurrence au Canada, et de donner voix au chapitre à l'entreprise indépendante en ce qui concerne les lois qui régissent les affaires et le pays en général.

2. Importance de la communauté d'entreprises indépendantes

Un aperçu de la communauté d'entreprises indépendantes au Canada serait sans doute intéressant pour le Comité. Les données suivantes sont extraites des plus récentes statistiques fiscales.

Il y a environ 735,000 entreprises indépendantes au Canada, qui se composent de 378,000 propriétaires, 106,000 propriétaires fonciers, 74,000 professionnels, 27,000 vendeurs à leur compte et environ 150,000 petites compagnies qui se qualifient pour l'encouragement d'ordre fiscal aux petites entreprises. Il y a également environ 303,000 agriculteurs et pêcheurs, qui sont des hommes d'affaires indépendants. Plus de la moitié des Canadiens qui travaillent sont employés par de petites et moyennes entreprises indépendantes.

3. Quels sont les bénéfices économiques d'une saine communauté de petites entreprises ?

La Fédération pense que la meilleure façon de préserver la concurrence est la présence de nombreux concurrents dans un système de marché libre et dynamique. Cela signifie un mélange divers de petites, moyennes et grosses entreprises, dans tous les secteurs, avec un apport constant de nouveaux arrivants, ainsi que certaines entreprises qui sont obligées d'abandonner le système de marché. Un but essentiel de la politique industrielle doit être d'entretenir ce mélange divers de nombreux concurrents dans chaque secteur de l'économie, afin de garantir que la concurrence puisse être maintenue à longue échéance.

4. Quelques-uns des bénéfices qu'il y a à préserver l'entreprise indépendante

Il est difficile de séparer la vitalité de toute communauté,

rurale ou urbaine de celle de l'entreprise locale indépendante, qui est souvent la principale force politique et économique de la communauté. L'homme d'affaire indépendant a un intérêt financier et personnel dans la communauté et il aide à la stabilisation de l'environnement économique. Lorsque les ventes déclinent, sa réaction est de réduire les prix plutôt que de débaucher des employés de confiance. Par contraste, la grosse entreprise agit souvent dans la même situation en augmentant les prix et en licenciant des employés. L'entrepreneur indépendant combat, ainsi, simultanément ces deux maux que sont l'inflation et le chômage.

De petites entreprises peuvent souvent prendre des décisions plus rapidement et plus efficacement que des grosses. Elles peuvent mettre au point de nouvelles techniques et méthodes de mise en marché, sans paperasserie, et minimiser l'inefficacité bureaucratique interne. Des innovations technologiques viennent souvent de petites entreprises qui sont flexibles et proches du marché.

L'individu est le pivot des petites entreprises. L'entrepreneur est notre plus importante ressource.

Les petites entreprises sont le facteur vital dans une économie saine de libre marché, ainsi que pour préserver les marchés concurrentiels.

III PROGRAMME MANDAT DE LA FEDERATION

But principal

Recueillir par vote les opinions et points de vue de nos membres sur des questions de politique publique courante.

Objectifs

- . Présenter une voix nationale et unifiée à tous les niveaux de gouvernement

- . Obtenir de nos membres des données valables sur le plan statistique
- . S'assurer que les porte-parole publics pour la Fédération ne présentent que les opinions et les points de vue des membres
- . Rehausser la crédibilité et l'influence de la Fédération

Base de sélection des questions de politique publique

- . Elles doivent concerner les membres
- . Elles doivent être actuellement devant le Parlement ou les législatures ou faire l'objet de discussions actives au sein du service civil, ou devant le public canadien pour débat au moyen de Livres blancs, etc....
- . Elles doivent pouvoir s'obtenir par une action législative

Recherche

- . Elle doit être poussée et professionnelle
- . Elle doit être compréhensible dans les deux langues officielles
- . Elle doit présenter l'historique complet de la question et démontrer son à-propos vis-à-vis des membres et des discussions de politique publique en cours
- . Elle doit présenter les arguments, à la fois pour et contre, d'une façon équilibrée, impartiale et objective
- . Elle doit se référer aux meilleurs documents de recherche disponibles de toutes les sources, par exemple, livres, documentation, discours, Hansard, média
- . Elle doit discuter les questions avec des personnes bien informées et expertes, dans la vie publique, le service civil et l'entreprise privée

- . Elle doit s'assurer que les sollicitations et discussions avec divers individus représentent, dans tous les cas, les deux aspects du problème étudié.

Publication

- . Neuf fois par an, pendant que le Parlement est en session
- . Le Rapport d'été contient l'état financier annuel

IV VOTE DES MEMBRES SUR UN CHOIX DE QUESTIONS CONCERNANT LA CONVERSION AU SYSTEME METRIQUE

Le vote de nos membres est basé sur une moyenne approximative d'environ 25,000 membres, et sur une réponse moyenne dépassant 20%. Ce vote représente l'opinion d'environ 5,000 membres de la Fédération dans toutes les régions du Canada.

1. Mandat #25, septembre 1974

Etes-vous pour ou contre la conversion au système métrique au Canada?

La plupart des pays du monde utilisent le système métrique. Même en Angleterre, où le système impérial pied-livre a vu le jour, le système métrique est actuellement en vigueur. Exception faite du Canada, les Etats-Unis sont les seuls, parmi les grandes nations qui n'aient pas encore effectué la conversion au système métrique, bien qu'ils projettent de le faire. Au Canada, le gouvernement fédéral a instauré la Commission du Système Métrique en juin 1971. Elle est responsable de la planification nationale, de l'orientation et de la coordination de la conversion au système métrique. Actuellement, il n'y a pas de loi canadienne qui mette en vigueur la conversion au système métrique. La Commission a instauré de

nombreux comités pour coordonner la conversion volontaire dans la plupart des secteurs de l'économie. La plupart des grandes compagnies, au Canada et aux Etats-Unis, ont effectué un travail considérable pour préparer la conversion, laquelle sera implantée graduellement dès 1977.

Arguments pour:

Le commerce mondial serait simplifié d'autant si tous les partenaires utilisaient le système métrique. Le système métrique est facile à apprendre. Le système monétaire canadien est métrique, de même que les mesures scientifiques. Les grandes entreprises considèrent la conversion au système métrique comme inévitable et elles sont en mesure de l'imposer aux entreprises de moindre importance.

Arguments contre:

Le coût de la conversion pèsera beaucoup plus sur les plus petites firmes qui ne possèdent pas les avantages du commerce international. La formation des employés, la conversion des machines et de l'équipement, et la constitution des stocks de produits tant en mesures métriques qu'impériales entraîneront des dépenses considérables. La résistance du consommateur sera très forte.

Vote des membres:	Pour	72.0%
	Contre	24.1%
	Sans opinion	3.9%

2. Mandate #35, octobre 1975

Etes-vous pour ou contre un allègement d'impôt pour les employés qui achètent des outils métriques?

Members vote:	For	55.5%
	Against	38.8 %
	No Opinion	5.7%

V NEED FOR ENABLING LEGISLATION ON METRIC CONVERSION

The issue here is government by the democratic process or by beaurecratic fiat.

It is part of our heritage that enabling legislation is put before the Parliament of Canada for free and open debate on public policy issues.

The special joint resolution presently being considered by the Committee has no force in law.

VI PURPOSE OF LEGISLATION ON METRIC CONVERSION

The purposes would be several:

1. Intent of Parliament clear.
2. Metric Commission report regularly to Parliament.
3. Legislation, on various assistance programs would have force of law.
4. Principles governing metric conversion would be established by Parliament.

V NECESSITÉ D'UNE LOI D'AUTORISATION POUR LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

Le problème est de déterminer si le gouvernement agit par un processus démocratique ou par un ukase bureaucratique.

Le fait qu'une loi d'autorisation doive être débattue librement et ouvertement au Parlement du Canada en ce qui concerne les questions de politique publique fait partie de notre héritage.

La résolution spéciale qu'étudie en ce moment le Comité n'a pas de base légale.

VI RAISONS D'ÊTRE D'UNE LOI SUR LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

Il y aurait plusieurs raisons:

1. Clarifier les intentions du Parlement.
2. La Commission du système métrique présenterait régulièrement un rapport au Parlement.
3. Une base légale serait donnée aux divers programmes de subvention.
4. Faire déterminer par le Parlement les principes gouvernant la conversion au système métrique.

CHAIRMAN
FCQ
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 78

Thursday, December 11, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 78

Le jeudi 11 décembre 1975

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Government's program on guideline
dates for metric conversion

CONCERNANT:

Programme gouvernemental fixant
des échéances pour la conversion au
système métrique

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75

Première session de la

trentième législature, 1974-1975

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott
Appolloni (Mrs.)
Clermont
Gray
Herbert

Hnatyshyn
Joyal
Kempling
Lambert
(Bellechasse)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert
(Edmonton West)
Martin
McGrath
Nystrom

Philbrook
Ritchie
Roy (Laval)
Towers
Whittaker—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité.

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 11, 1975
(98)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 3:46 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Abbott, Mrs. Appolloni, Messrs. Comtois, Gray, Herbert, Joyal, Kempling, Martin, Nystrom, Ritchie and Roy (*Laval*).

Witnesses: From the Canadian Labour Congress: Messrs. J. Morris, President and Ron W. Lang, Director, Legislation Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to the Government's program of guideline dates for metric conversion. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, October 21, 1975, Issue No. 59.*)

Mr. Morris made a statement.

*Ordered,—*That the brief submitted by the Canadian Labour Congress be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "YY"*).

The witnesses answered questions.

At 4:45 o'clock p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 11 DÉCEMBRE 1975
(98)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 15 h 46 sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: M. Abbott, M^{me} Appolloni, MM. Comtois, Gray, Herbert, Joyal, Kempling, Martin, Nystrom, Ritchie et Roy (*Laval*).

Témoins: Du Congrès du travail du Canada: MM. J. Morris, président, Ron W. Lang, directeur, Direction de la législation.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi portant sur le Programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion au système métrique. (*Voir procès-verbal du mardi 21 octobre 1975, fascicule n° 50.*)

M. Morris fait une déclaration et répond aux questions.

*Il est ordonné,—*Que le mémoire du Congrès du travail du Canada soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir appendice «YY».*)

Les témoins répondent aux questions.

A 16 h 45, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, December 11, 1975.

[Text]

The Chairman: Order, please.

I invite the delegation from the Canadian Labour Congress to come up to the table, please.

• 1549

We shall resume consideration of our Order of Reference relating to the government's program of guideline dates for metric conversion.

I would like to welcome Mr. Morris, the President, and his delegation from the Canadian Labour Congress. I would ask Mr. Morris to introduce the other members of his delegation at this time.

Mr. J. Morris (President, Canadian Labour Congress): I have with me, Mr. Chairman, Mr. Ronald Lang, the Director of the legislative department of the Canadian Labour Congress.

The Chairman: Thank you, sir. Would you like to make an opening statement, Mr. Morris?

Mr. Morris: Would you wish us to read the brief?

The Chairman: Maybe not, maybe just summarize it.

Mr. Morris: Mr. Chairman, the brief has been in the hands of the Committee for a long time. It is a very short brief and expresses our position in respect of the main problem that we see facing the workers of this country, the cost of tools. We deal with our general approach to the question of metric conversion and the relationship to the import and export situation. Also we deal in the final part of our submission with the question of the retraining of workers who will be affected by the conversion to the metric system.

We have attached herewith three appendices, one of which deals with the report of the working group on employees' privately owned tools, which was made to the Metric Commission on July 11. Appendix II is some cost figures that we have run in respect of the cost to members of the work force for replacement of tools, and Appendix III is a paper produced by a committee of the Congress regarding the training of the labour force in the use of metric systems.

The Chairman: Thank you, sir.

Is it agreed that the brief submitted by the Canadian Labour Congress be printed as an appendix to today's *Minutes of Proceedings and Evidence*.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Who is first for questioning? Mr. Kempling.

Mr. Kempling: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Morris, generally I gather you agree with the metric conversion that is proposed by the government.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 11 décembre 1975

[Interpretation]

Le président: A l'ordre s'il vous plaît.

Je vais maintenant inviter les représentants du Congrès du travail du Canada à venir s'asseoir à notre table.

Nous allons aujourd'hui poursuivre l'examen du programme lancé par le gouvernement pour la conversion au système métrique.

Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à M. Morris, président du Congrès du Travail du Canada, et lui demander de nous présenter les personnes qui l'accompagnent aujourd'hui.

M. J. Morris (président du Congrès du Travail du Canada): Monsieur le président, je suis accompagné de M. Ronald Lang, directeur du service du contentieux du Congrès du Travail du Canada.

Le président: Merci. Avez-vous quelque chose à dire en guise d'introduction monsieur Morris?

M. Morris: Voulez-vous que je lise le mémoire?

Le président: Cela n'est peut-être pas nécessaire, mais pourriez-vous cependant le résumer?

M. Morris: Monsieur le président, ce mémoire est entre les mains des membres du comité depuis un certain temps déjà. Le texte en est très concis et il définit notre position vis-à-vis des principaux problèmes auxquels les travailleurs canadiens devront faire face, notamment les frais d'achat des outils nécessaires. Nous parlons également de la relation existant entre la conversion au système métrique et les problèmes d'importation et d'exportation. Nous terminons notre mémoire en analysant le problème du recyclage des travailleurs qui seront touchés par la conversion au système métrique.

Ce mémoire comporte également trois annexes, la première faisant état du rapport du groupe de travail sur les outils appartenant aux employés, rapport qui a été présenté à la Commission du système métrique le 11 juillet dernier. L'annexe II indique le montant des coûts qu'auront à assumer les membres de la population active pour remplacer leurs outils et l'annexe III résume un document produit par un comité du Congrès et portant sur la familiarisation des travailleurs avec le système métrique.

Le président: Merci, monsieur.

Êtes-vous d'accord pour que le mémoire soumis par le Congrès du Travail du Canada soit imprimé en annexe au procès-verbal d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

Le président: Qui est le premier à prendre la parole? Monsieur Kempling.

M. Kempling: Merci, monsieur le président. Il me semble, monsieur Morris, que, de façon générale, vous êtes d'accord avec le programme de conversion au système métrique proposé par le gouvernement.

[Texte]

Mr. Morris: Yes.

Mr. Kempling: Your main concern as I go through your brief seems to be in two areas, one, the retraining and, two, the cost of tools. Those seem to be your major areas of concern. We have had some other witnesses before us, in fact, one who was in the tool industry, and we seem to be getting conflicting figures on the cost of conversion. I realize, of course, there are various trade categories and groups involved. You are suggesting here that motor mechanics, at least you say in your brief:

The National Automotive Trades Association submitted figures which would indicate in excess of 200,000 motor mechanics in Canada are required to supply their own tools. The Association estimates the cost to the employee to be about \$2,000.

Many of the mechanics own metric tools today. Many of the cars on the market today, all of the European cars as a matter of fact, the Japanese are on metric, the Italian cars are on metric and now many of the American produced cars are going to metric, notably the new General Motors mini-car, which is almost 100 per cent metric. This has been sort of an ongoing thing and when we were talking to one of the tool manufacturers who was here with the CMA he certainly did not indicate a \$2,000 figure, it was certainly substantially less than that for the average mechanic. Have you done anything other than to accept the statement from the National Automotive Trade Association?

• 1555

Mr. Morris: Yes, we had it checked by some of our unions that are involved, and they say that the costs would run on an average of about that figure. Some will have more tools than others and some will have less tools. It may be argued that some people already have tools that print the metric measurements, but that is only for a part and not the major part of the automotive repair industry, and if they do have them, they have had to buy them already out of their own money. Here you are talking about a total conversion, and in a total conversion no one should be expected to bear an unfair load of a decision which is not of their own making.

Mr. Kempling: You are suggesting here that you are not in favour of an outright grant. You in fact are suggesting that we look at a tax allowance over and above the \$150 allowance that is given now. On page 2 of your submission you say:

... the implementation of a tax credit system for employees required to own measurement sensitive tools in order to earn their livelihood and having to provide themselves with duplicate tools because of metric conversion.

Do you have any suggestion of a figure over and above what we are presently looking at in the Income Tax Act, the \$150 maximum?

Mr. Morris: No. We are suggesting that there be an actual cost allowance given to them so that the total cost of the tools does not become a charge on the worker's income. We also believe there should be some procedure of checking to make sure that ...

[Interprétation]

M. Morris: C'est exact.

M. Kempling: Vos deux principales préoccupations semblent être celle du recyclage et celle du coût des outils. Or, nous avons entendu d'autres témoins dans ce comité et notamment un représentant de l'industrie de l'outillage qui nous a donné des chiffres apparemment contradictoires avec les vôtres. Je sais bien que tout ce programme touche plusieurs catégories et groupes professionnels mais vous dites dans votre mémoire, à propos des mécaniciens:

La National Automotive Trades Association a présenté pour sa part des chiffres selon lesquels plus de 200,000 mécaniciens d'automobile au Canada sont tenus de fournir leurs propres outils. L'Association évalue le coût par employé à environ \$2,000.

Je voudrais cependant vous faire remarquer qu'un grand nombre de mécaniciens possèdent déjà leurs propres outils métriques. En effet, toutes les voitures européennes, japonaises, italiennes ... sont fabriquées selon le système métrique; par ailleurs, un nombre de plus en plus grand de voitures américaines sont maintenant fabriquées selon le système métrique, et je vous donnerais l'exemple de la mini voiture de *General Motors* qui est quasi entièrement métrique. Il s'agit donc d'une évolution qui a commencé il y a déjà quelque temps, et ce représentant de l'industrie de l'outillage, qui a comparu devant nous avec l'AMC, a cité un chiffre moyen bien inférieur à \$2,000. Avez-vous vérifié ces chiffres présentés par la *National Automotive Trade Association*?

M. Morris: Oui, nous l'avons fait faire par quelques-uns de nos syndicats, qui ont confirmé ces chiffres. Je vous le répète, il s'agit d'une moyenne puisque certains mécaniciens devront acheter plus d'outils que d'autres. D'aucuns prétendent que certains mécaniciens ont déjà des outils gradués selon le système métrique; à ceux-là je réponds que ce n'est pas du tout la généralité et qu'il s'agit en fait d'un secteur mineur de l'industrie de la réparation des automobiles; de toute façon, si ces mécaniciens possèdent leurs propres outils métriques, cela signifie qu'ils les ont achetés avec leur argent personnel. Cependant, étant donné que le gouvernement a lancé un programme de conversion totale, certains travailleurs ne devraient pas être lésés par une décision qu'ils n'ont pas prise.

M. Kempling: Par ailleurs, vous vous déclarez en faveur, non pas d'un système d'allocation forfaitaire, mais plutôt d'une exemption fiscale qui viendrait s'ajouter à l'exemption de \$150.00 accordée actuellement. Vous recommandez ainsi, à la page 2 de votre mémoire:

... «la mise en œuvre d'un système de crédit d'impôt pour les employés qui doivent avoir leurs propres outils de précision pour gagner leur vie et que la conversion au système métrique oblige à s'en procurer un autre jeu.»

Avez-vous déjà calculé le montant de cette exemption qui viendrait s'ajouter au maximum de \$150.00 prévu par la Loi de l'impôt sur le revenu?

M. Morris: Non. Nous préconisons plutôt un système d'allocations qui seraient versées aux employés pour compenser le coût total des outils qu'ils ont dû acheter. Nous pensons également que certaines procédures de vérification devraient être instaurées pour que ...

[Text]

Mr. Kempling: That is the difficulty.

Mr. Morris: Yes, to make sure that when people claim that they are legitimately claiming.

Mr. Kempling: Yes, I appreciate that.

Mr. Morris: They should only have the right to claim once.

Mr. Kempling: Yes.

Mr. Morris: Not for a replacement, but for tools they have already bought.

Mr. Kempling: Yes. It has been suggested before the Committee that perhaps a one-time allowance in the life of a person requiring special tools, or metric tools, would be perhaps the better way to handle it.

Mr. Ron W. Lang (Director, Legislation Branch, Canadian Labour Congress): But that does not cut the actual cost.

Mr. Morris: The trouble with a one-time allowance is that it applies equally, of course, to everyone.

Mr. Kempling: That is right.

Mr. Morris: And different trades will require different levels of tool expenditure, and because there are different levels of tool expenditure and because no matter which way you look at it, the cost of those tools becomes a charge on the individual's income.

Mr. Kempling: Yes.

Mr. Morris: Then his individual income should be reimbursed. The trouble with a flat charge is that in order to being in what someone may call a system of equity, you may suggest that the write-off be higher than some people will need, but it will also be less than other people should have. So, we have come to the conclusion that the sensible way to approach it is to give people the right to write off their own personal costs of conversion.

Mr. Lang: May I say something, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, Mr. Lang.

Mr. Lang: I think it is very important to recognize that the working group consisted of both industry and labour people, and we have attached in Appendix I the groups of people and organizations which were involved, and we studied this problem for some considerable length of time. We set up a subcommittee to go into it further, of which the Canadian Manufacturers' Association was a part, as well as the CLC, and there was unanimity without one dissent within that group of manufacturers and labour that a tax credit system was the best system of trying to solve this problem. So, I think it is important to recognize that, last May, the government was looking for a consensus, and they have one. Industry and labour agree that they have.

Mr. Kempling: I think we agree with you that probably it is the best way to handle it. How to control it is an administrative problem that they will have to deal with.

[Interpretation]

M. Kempling: C'est là le problème.

M. Morris: Il faudra naturellement pouvoir vérifier le bien-fondé de ces réclamations.

M. Kempling: Je suis content de vous l'entendre dire.

M. Morris: Et de telles réclamations ne devront étre présentées qu'une seule fois.

M. Kempling: Bien.

M. Morris: Il ne s'agira pas de demander le remboursement d'outils qui devraient étre remplacés mais d'outils qui ont déjà été achetés.

M. Kempling: Certains témoins ont déjà suggéré aux membres de ce Comité le versement d'une seule allocation à chaque employé ayant dû acheter des outils spéciaux ou des outils métriques.

M. Ron W. Lang (Directeur du service du contentieux du Conseil du travail du Canada): Mais cela ne compense pas le coût réel.

M. Morris: Un système d'allocation unique présente un inconvénient car cette allocation serait évidemment un montant forfaitaire, donc la même pour tout le monde.

M. Kempling: C'est exact.

M. Morris: Chaque profession a ses propres outils et les coûts varient; en conséquence, une allocation forfaitaire lèserait ceux qui doivent acheter les outils les plus chers.

M. Kempling: Vous avez raison.

M. Morris: En conséquence, celui qui a payé davantage devrait étre remboursé. Comme je l'ai dit tout à l'heure, un montant forfaitaire favorise ceux qui n'ont pas besoin de dépenser la totalité du montant et lèse ceux qui auraient besoin d'une allocation supérieure. Nous en avons donc conclu que la solution la plus pratique était de permettre à chaque employé de déduire de ses revenus le prix d'achat de ses outils métriques.

M. Lang: Puis-je ajouter quelque chose, monsieur le président?

Le président: Monsieur Lang.

M. Lang: Je dois vous rappeler que le groupe de travail comprenait des représentants du patronat et des travailleurs et que l'annexe 1 vous donne la liste des groupes et organismes qui y ont participé; je peux vous dire que nous avons étudié ce problème en long et en large. Nous avons même constitué un sous-comité, dont l'Association des manufacturiers du Canada faisait partie, ainsi que le CTC, et les membres de ce sous-comité ont été unanimes à déclarer qu'un système de crédit d'impôts était sans doute la meilleure solution à ce problème. Il est donc important de souligner que le gouvernement, qui réclamait un consensus en mai dernier, en a maintenant un puisque les ouvriers et le patronat sont d'accord.

M. Kempling: Je crois que nous sommes d'accord avec vous pour dire que c'est là la meilleure façon de procéder. La question de la surveillance constituera un problème administratif à régler.

[Texte]

• 1600

Mr. Lang: That was part of the recommendation too in the working group report. We said very clearly that the income tax system where the individual fills out his form, where he verifies it with a receipt from the retailer saying they are for measurement-sensitive tools, where it can be verified by the employer that they were required in the course of his employment and is signed by the employee as well, and where there are penalties under the Income Tax Act for an inaccurate statement is a very good control mechanism already in place. It would not need X more number of people to administer it.

Mr. Kempling: Fine. We agree with you on that point.

On the matter of retraining, how difficult do you see it as being from your point of view? Many of the industries are moving now into retraining—the larger industries are at least. I suspect there is maybe some difficulty with the smaller industries, but we had witnesses tell us that four, five or six hours instruction at the most would be adequate for retraining as far as measurement is concerned. Have you made any studies into this aspect?

Mr. Morris: We have not done any calculations, at least not at the progress level. I understand the Committee had thorough discussions on this, but it seems to us that the tradesmen are already trained in the practices of the trade. What they really have to know, when the conversion comes into effect, is simply the different measurements and the different calculations.

It should not be a major retraining job, but all people do not learn at the same rate. Some people are slower to learn than others and some people may take a little longer to be trained. Purely from a guessing point of view, it seems that eight hours instruction would be at the outset our . . .

Mr. Lang: We had discussions in the subcommittee group and we do not think there is significant problem on the question of retraining. Perhaps the most serious problem presents itself in the construction industry where there is no one permanent employer. If the employer does not have the responsibility, who does?

He is certainly not going to train workers and to bear the cost if the job is only going to last for two weeks, a month or two months. What happens in that case? We are also concerned about the small shops out in the small towns in Alberta or Ontario. How do these small shops train their one, two, three or ten employees? Where do they go for their training? What facilities are available? Do they send their employees to a manpower school or to a secondary institution, or does the government make people available to go around these small towns and provide on-the-job training or what? These are merely questions we asked and we do not have the answers to them. We see it as a problem, perhaps.

Mr. Kempling: Yes. There are many ways, I am sure, that it can be handled. I know that many of the trade associations themselves are working very closely together and they have been on this for three or four years. I have seen some very excellent wall charts that are quite self-explanatory. I concede it is a problem, but I think it can be handled. I assume this gave rise to your . . .

[Interprétation]

M. Lang: C'était là aussi, en partie, la recommandation faite dans le rapport du groupe de travail. Nous avons clairement indiqué qu'il existait déjà un excellent moyen de contrôle qui est le suivant: les employés admissibles aux déductions fiscales seront tenus de présenter les reçus de caisse pour tout achat d'outils et ces reçus devront porter un signe de vérification de la part du détaillant, pour attester que l'achat consistait exclusivement en outils de précision; de plus, l'employeur devra confirmer sur ces mêmes reçus que les outils de précision sont nécessaires à l'employé dans son travail; et l'employé devra aussi signer ces reçus. Des pénalités sont imposées en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu en cas d'inexactitude des déclarations. On n'aurait pas besoin alors de plus de personnel pour appliquer ce système.

M. Kempling: Très bien. Nous sommes d'accord avec vous.

En ce qui a trait au recyclage, quelle est votre idée? Beaucoup d'industries, du moins parmi les plus importantes, se lancent dans cette voie. Je suppose que du côté des petites industries des difficultés surgissent; mais des témoins ici nous ont dit qu'il suffirait de 4, 5 ou 6 heures d'instructions au maximum, pour assurer le recyclage dans le domaine des mesures. Avez-vous étudié cette question?

M. Morris: Non, tout au moins pas au niveau de l'état des progrès accomplis. J'ai cru comprendre que le Comité avait discuté cette question d'une façon approfondie; mais, il nous semble que les hommes de métier sont déjà au courant des spécialités et qu'il leur suffira de connaître, lorsque la conversion sera mise en application, les différentes mesures et les différents calculs.

Nous ne devrions pas avoir à accomplir un important travail de recyclage mais tout le monde n'apprend pas au même rythme. Il me semble qu'au début on pourrait avoir 8 heures d'instructions . . .

M. Lang: Nous en avons discuté au sous-comité et nous ne croyons pas que le problème du recyclage soit grave. Peut-être que la question se pose d'une façon plus délicate pour l'industrie de la construction, car là les employeurs ne sont pas permanents et, par conséquent, si ce n'est pas l'employeur qui en prend la responsabilité, qui va le faire?

Dans la construction, l'employeur ne va certainement pas former des travailleurs et assumer ces coûts, lorsque le travail à accomplir ne durera que deux semaines, un mois ou deux mois. Alors que ferons-nous dans ce cas? Nous nous inquiétons aussi du cas des petits ateliers dans les petites villes de l'Alberta ou de l'Ontario; comment ceux-ci vont-ils former un, deux ou trois employés? Où la formation se fait-elle à l'heure actuelle? Quelles sont les installations disponibles? Est-ce que ces ateliers envoient leurs employés à une école établie par la main-d'œuvre ou dans une institution secondaire ou est-ce que le Gouvernement veut envoyer là des représentants et permettre à ces employés de recevoir une formation en cours d'emploi? Voilà les questions que nous posons et nous n'en avons pas les réponses.

M. Kempling: Il y a bien des façons de résoudre ce problème: je sais que beaucoup d'associations de métiers travaillent en collaboration étroite depuis trois ou quatre années dans ce domaine. J'ai vu des excellentes cartes murales avec diagrammes qui sont suffisamment claires. C'est évidemment là un problème à résoudre mais je crois qu'on peut y faire face. Je suppose que ceci vous a . . .

[Text]

The Chairman: You have one last question, Mr. Kempling.

Mr. Kempling: Thank you. I see this gave rise to your comment on page 4 that:

No employee should have his position or employability jeopardized or advancement hampered through lack of familiarity with metric S1.

• 1605

This is pertaining primarily to the construction worker who has a number of employers. Is this what you are getting at primarily there?

Mr. Lang: That comment would apply to industry generally.

Mr. Morris: Many small fabricating shops will be in the same position; people that are fabricating either for the construction industry or fabricating for some other manufacturing process where you have a problem. But I think part of the problem will be minimized because a significant percentage of the skilled people we have in this country are immigrants from Europe who grew up using the metric system. Not only will this have an effect on the program generally but there will be a lot of on-the-job training between workers. This will aid the formal retraining that might have to be done. So I think implementation of the training program will not be as big a problem at it may seem.

Mr. Kempling: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Kempling. Mr. Martin followed by Mr. Joyal.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I have a couple of questions on the appendix to the submission, which is headed: Report of the Working Group of Employees' Privately-Owned Tools. I notice that Mr. Gossage, was the Chairman of that subcommittee. I know he is with us today.

Mr. Morris, would you be prepared to discuss questions on this report or would you rather Mr. Gossage replied?

Mr. Morris: Mr. Lang will discuss this question. He was the spokesman for the workers' section of that subcommittee.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I would be interested in Mr. Lang's comments about the proposed costs that might face workers who have their own sets of tools. I gather that there is quite a difference, particularly in the automotive trades where the costs seem to be the highest. Is this figure of \$2,000 deemed to be an average? Is that an unusual type of cost that would be encountered?

Mr. Lang: My understanding is that that is an average cost.

Mr. Martin: Does that mean that members of the National Automotive Trades Association, 200,000 motor mechanics, would individually be confronted with a probable cost of \$2,000 in order to prepare for metric conversion?

[Interpretation]

Le président: Monsieur Kempling, c'est votre dernière question.

M. Kempling: Merci. Je suppose que ceci vous a conduit à cette remarque que vous présentez à la page 4:

Le manque de familiarité avec le système métrique international ne doit aucunement compromettre le poste, l'employabilité ni les chances d'avancement d'un employé.

Il s'agit surtout du travailleur de la construction qui travaille pour plusieurs employeurs. C'est surtout à cela que vous voulez en venir, n'est-ce pas?

M. Lang: Mon commentaire s'applique à l'industrie en général.

M. Morris: Beaucoup de petites fabriques se trouveront dans la même situation; des ateliers qui fabriquent des outils soit pour l'industrie de la construction soit pour des industries connexes où il y a un problème. Mais ce problème se trouvera en partie diminué vu le pourcentage élevé de travailleurs spécialisés qui nous sont venus d'Europe comme immigrants et qui ont grandi en utilisant le système métrique. Non seulement cela aura-t-il des répercussions sur le programme en général, mais il y aura beaucoup de formations en cours d'emploi entre les travailleurs eux-mêmes. Le recyclage structuré s'en trouvera facilité. Par conséquent, je ne crois pas que la mise en œuvre d'un programme de formation constituera un problème aussi important que celui d'abord envisagé.

M. Kempling: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Kempling. M. Martin suivi de M. Joyal.

M. Martin: Monsieur le président, j'ai quelques questions à poser au sujet du texte en annexe à l'exposé intitulé: Rapport du groupe de travail sur les outils appartenant aux employés. Je remarque que M. Gossage était président de ce sous-comité. Je sais qu'il est ici aujourd'hui.

Monsieur Morris, êtes-vous disposé à répondre à des questions au sujet de ce rapport ou préférez-vous que je m'adresse à M. Gossage?

M. Morris: M. Lang répondra. Il était le porte-parole du groupe des travailleurs au sous-comité.

M. Martin: Monsieur le président, Je suis très curieux d'entendre les commentaires de M. Lang au sujet du coût que les travailleurs devront éventuellement subir pour acquérir leur propre jeu d'outils. Je conclus qu'il existe des différences assez grandes, surtout dans le domaine de l'industrie automobile où le coût serait le plus élevé. Le montant de \$2,000 que vous donnez semble-t-il être la moyenne? Ce chiffre constitue-t-il un coût exceptionnel?

M. Lang: A ma connaissance, il s'agit du coût moyen.

M. Martin: Cela signifie-t-il que les membres de la National Automotive Trades Association qui réunit 200,000 mécaniciens automobiles devront déboursier chacun \$2,000 afin de se préparer à la conversion au système métrique?

[Texte]

Mr. Lang: Yes, that is our understanding.

These are figures that are supplied, of course, by the National Automotive Trades Association, and were verified by those on the committee who were themselves heads of companies manufacturing tools. Our people verified a submission from the machinist's union that, indeed, a complete tool kit can cost over \$4,000.

Mr. Martin: I gather that in looking at possible solutions, you tend to discount the category of the current allowance that is available to all taxpayers for employee expenses. You tend to disagree with this; is that correct?

Mr. Lang: For this particular purpose, yes.

Mr. Martin: I suppose this would be an administrative matter, but if the 200,000 people involved asked for the appropriate certified receipts from their employers, do you not feel that this really would be an unworkable method of achieving that you are after, particularly if it was to extend over more than one year? I think you are proposing that it would extend over the lifetime of the lead-in period to the actual conversion, is that correct?

Mr. Lang: On the conversion period, and after the official conversion period ends, which is supposed to be around 1980.

Mr. Martin: For how many taxation years would you envisage this special type of arrangement being provided?

• 1610

Mr. Lang: I would be loath to put a figure on that, particularly if you are looking at heavy industry and that is where much of the cost is going to come from, because heavy industry has machinery now which has a life span of 40 years, 50 years or more. Surely if you are going to keep the cost of metric conversion to a minimum, then you do not throw these good machines out and put in metric machines. These machines will be imperial machines, they will last for 20, 30, 40 years.

Apprentices coming into the trade 20 or 30 years from now, if they have to buy an imperial set of tools and a metric set of tools, ought to have one of those sets provided for under the tax credit system. As long as apprentices coming into the trade have to buy two sets of tools, either imperial or metric, then this program should stay in place.

Mr. Martin: Well, let us continue to deal for a moment with just the motor mechanics. I am just focusing on that because of the seemingly high expenditure in each case and the 200,000 individuals that are part of that group.

Do you envisage that, when metric conversion takes place, that each of those 200,000 people will have to have two sets of tools. Is that the point you are making because of the need . . .

Mr. Lang: No.

Mr. Martin: I am sorry, could you elaborate? I thought you indicated that they would probably still need the imperial set and a metric set.

[Interprétation]

M. Lang: Oui, c'est ce que nous avons compris.

Ces chiffres nous ont été fournis bien sûr par la *National Automotive Trades Association* et vérifiés par les membres du comité qui dirigent des entreprises de fabrication d'outils. Ils ont vérifié le mémoire présenté par le Syndicat des machinistes et ont constaté que de fait, un jeu complet d'outils peut coûter plus de \$4,000.

M. Martin: J'ai l'impression qu'en examinant les solutions possibles, vous ne tenez pas compte du dégrèvement actuel dont peuvent se prévaloir tous les contribuables au chapitre des dépenses professionnelles. Vous êtes porté à rejeter ceci, n'est-ce pas?

M. Lang: Dans ce cas, oui.

M. Martin: Je suppose qu'il s'agit en fait d'une question administrative, mais si les 200,000 personnes en cause devaient demander des pièces justificatives à leurs employeurs, ne croyez-vous pas que cela ne constituerait pas une méthode viable d'arriver à vos fins, surtout s'il s'agissait d'une période de plus d'un an? Je crois que vous proposez, n'est-ce pas, que les dispositions devraient viser la période d'entrée en vigueur de la conversion?

M. Lang: La période de conversion et même après qu'aura pris fin cette période officielle vers 1980.

M. Martin: Pendant combien d'années croyez-vous qu'on devrait envisager ce genre de dispositions spéciales pour l'impôt sur le revenu?

M. Lang: J'hésite à avancer un chiffre, surtout dans le cas de l'industrie lourde où les dépenses seront les plus élevées, car ce secteur utilise de l'équipement qui dure en moyenne 40 ou 50 ans, ou même plus. Il est évident que si vous voulez que la conversion au système métrique coûte le moins cher possible, vous n'allez pas vous débarrasser de cet équipement en bon état et acheter de l'outillage métrique. L'équipement en place est en mesures impériales et durera encore 20, 30 ou 40 ans.

Les apprentis qui commenceront à travailler dans 20 ou 30 ans, s'ils doivent acheter un jeu d'outils de chaque mesure, devraient pouvoir amortir au moyen de déductions d'impôts, un de ces jeux. Aussi longtemps que les apprentis auront à acheter deux jeux d'outils, impérial et métrique, le programme devrait être maintenu.

M. Martin: Parlons, un instant, si vous le voulez bien des mécaniciens automobiles. Si ce groupe attire particulièrement mon attention, c'est à cause de la dépense qui semble à première vue très élevée pour chacun des 200,000 membres de ce groupe.

Croyez-vous que lors de la conversion au système métrique, chacun de ces 200,000 membres devra posséder deux jeux d'outils? Est-ce le point que vous foulez faire valoir à cause du besoin . . .

M. Lang: Non.

M. Martin: Excusez-moi, voulez-vous préciser? J'avais cru comprendre que ces travailleurs auraient probablement besoin d'un jeu impérial et d'un jeu métrique.

[Text]

Mr. Lang: They may, but then that is an individual case. For instance, a motor mechanic working on strictly European cars at the present time, he of course would have a metric set of tools. However, if he changed his employment and was working on North American cars, that would mean he would have to replace that metric set with an imperial set.

Mr. Morris: I think there is another part to this problem that should be looked at. Not all countries in the world that are presently on the imperial system of measurement will go to metric at the same time. Many of the products that we produce in this country will be going there.

The biggest factor is when will the U.S. convert to metric? Will they convert to metric the same time as we do or will they phase in sometime afterwards? As two-thirds, approximately, of our export and import business is with the U.S., we have a big problem. There are also other countries like Australia and New Zealand where we sell that are presently on imperial measurements, when do they phase in.

So a lot will depend on the particular circumstances that their mechanics are engaged in. As most of the shops are one man or two men shops and they all pack their own tools, you might find that in many instances they will have two sets of tools.

Mr. Martin: I only have time for one more question and it is a subject I would like to pursue quite a bit further, I gather then from this commentary that most motor mechanics in recognized dealers' repair shops and also in other repair garages across the country provide their own sets of tools.

Now a new chap coming into the system, coming in as a qualified motor mechanic within two years after conversion, would presumably need the two sets in order to be able to handle the older cars that are still on the imperial system. Is that correct?

Mr. Lang: Yes, sir.

Mr. Martin: In other words, it would not just be new equipment, he would need two sets of tools in order to do his job properly?

Mr. Lang: Yes.

Mr. Martin: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Martin. Mr. Joyal, followed by Mr. Abbott and Mr. Nystrom. Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Mr. Chairman, on a point of order, I think Mr. Abbott asked for the floor before me and you recognized me before him. I do not want that situation to create some misunderstanding between Mr. Abbott and myself.

The Chairman: You are one after the other. I do not mind taking Mr. Abbott first.

Mr. Abbott: I will be very brief. I would hate the bell to intervene because sometimes . . .

[Interpretation]

M. Lang: Il se peut, mais c'est là un cas individuel. Par exemple, un mécanicien automobile qui travaille uniquement sur des voitures européennes à l'heure actuelle, a bien sûr un jeu d'outils métriques. Toutefois, s'il changeait d'emploi et travaillait à réparer des voitures nord-américaines, cela signifierait qu'il devrait se procurer un jeu d'outils impériaux.

M. Morris: Je crois qu'il y a un autre aspect de ce problème que nous devons envisager. Tous les pays qui ont en ce moment un système impérial n'adopteront pas le système métrique en même temps. Beaucoup des produits fabriqués dans notre pays seront envoyés à l'étranger.

Le facteur le plus important est de savoir quand les Américains vont adopter le système métrique. Le feront-ils en même temps que nous, ou après nous? Puisque environ les deux tiers de notre commerce import, export se fait avec les États-Unis, nous avons un problème d'envergure. D'autres pays également, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, chez qui nous vendons, fonctionnent actuellement selon le système impérial, il faut savoir quand ils vont changer.

Par conséquent, la situation des mécaniques dépendra en grande partie de leurs circonstances particulières de travail. Comme la plupart des ateliers n'emploient qu'un homme ou deux et qu'ils ont tous leurs propres outils, il se peut fort bien qu'ils aient déjà, dans nombre de cas, deux jeux d'outils.

M. Martin: Je n'ai le temps que de poser encore une question, sur un sujet que j'aimerais fouiller un peu plus, si j'ai bien compris votre réponse, la plupart des mécaniciens automobiles qui travaillent dans des ateliers de concessionnaires reconnus ou dans des ateliers de réparation dans tout le pays, doivent fournir leurs propres jeux d'outils.

Ainsi, un nouveau qui entrerait dans le système, comme mécanicien automobile compétent deux ans après la conversion aurait probablement encore besoin de deux jeux d'outils afin de pouvoir travailler sur les voitures plus anciennes construites selon le système impérial. Est-ce exact?

M. Lang: Oui, monsieur.

M. Martin: En d'autres mots, il ne s'agit pas seulement d'un nouvel équipement, il aurait besoin de deux jeux d'outils afin de bien travailler?

M. Lang: Oui.

M. Martin: Merci.

Le président: Merci, monsieur Martin. Monsieur Joyal, et ensuite M. Abbott et M. Nystrom. Monsieur Joyal.

M. Joyal: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je crois que M. Abbott a demandé la parole avant moi, et que vous me l'avez accordée avant lui. Je ne voudrais pas qu'il y ait malentendu entre M. Abbott et moi, pour cette raison.

Le président: Vous êtes l'un après l'autre. Je veux bien que M. Abbott parle le premier.

M. Abbott: Je ferai très vite. Je m'en voudrais si le timbre se mettait à sonner, car parfois . . .

[Texte]

An hon. Member: That is bad news too.

Mr. Abbott: I wanted to ask a question that is perhaps a little controversial, on this paragraph 2. I would like to read it:

It must be stated at the beginning that the sheer magnitude of the conversion task is placing a tremendous demand upon labour organizations in terms of time and manpower.

• 1615

Mr. Morris, that sounds a little heavy. Would you explain why this time is being expended?

Mr. Morris: Why our time is being expended?

Mr. Abbott: Yes.

Mr. Morris: Why we expend the time. We have a responsibility to our people. That is why we expend the time.

Mr. Abbott: I question whether as much time as you seem to indicate here would be required for what is surely that extensive a chore.

Mr. Morris: You are very sadly misinformed . . .

Mr. Abbott: That is why I am asking Mr. Morris . . .

Mr. Morris: The department is responsible for the work that is being done in here. I just hand out the work. They have to do it. He can tell you how much time he has to spend . . .

Mr. Abbott: That is why I am asking the question—to ascertain this heavy load that is being put upon you.

Mr. Lang: The heavy load is that I am not only on Sector Committee 9.6, which involves a number of meetings, but I was also chairman of the worker's group delegation on the working group. I am also chairman of the subcommittee on legislation, and I am also vice-chairman of the group that is looking at the question of standards and safety regulations.

The reason that it is greatly expanded of course is because there are only two people in my department, and if you are looking at labour organizations in general, you will find that it is awfully difficult to even find the time to set a meeting where you have to look after the many problems that are coming up on our metric conversion in addition to everything else. I am saying to you right now quite straightforwardly that it is an awful lot of extra work.

Mr. Abbott: It is clear, Mr. Lang, that it has placed tremendous demand on your time.

Mr. Lang: You are using the words in our brief.

Mr. Abbott: Your brief says "a tremendous demand on labour organizations".

Mr. Lang: That is correct and the same thing applies for the CBRT, the machinists' union, CUPE, IBEW and all those who are participating along with the building trades. The same thing applies.

[Interprétation]

Une voix: Ce serait triste en effet.

M. Abbott: J'aimerais poser une question qui peut porter à controverse, au sujet du paragraphe 2. J'aimerais vous le lire:

Il faut dire tout d'abord qu'en soi, déjà, l'ampleur de la tâche nécessitée par cette conversion exige des syndicats ouvriers énormément de temps et de personnel.

Monsieur Morris, cela me semble un peu forcé. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi cela prendrait du temps?

M. Morris: Pourquoi?

M. Abbott: Oui.

M. Morris: Vous voulez dire pourquoi nous prenons le temps. Nous avons une responsabilité envers nos membres. C'est pourquoi nous prenons le temps.

M. Abbott: Je doute qu'il faille autant de temps que vous semblez le prétendre pour cette tâche qui n'avait tout de même pas une envergure énorme.

M. Morris: Vous êtes très mal renseigné si . . .

M. Abbott: C'est pourquoi je pose la question, monsieur Morris . . .

M. Morris: Les employés responsables de cette tâche sont ici. Moi, je leur donne à faire. Mais eux doivent le faire. Et il peut vous dire combien de temps il a pris pour . . .

M. Abbott: C'est pourquoi je pose la question, afin de juger l'ampleur de la tâche que vous vous êtes fixée.

M. Lang: La tâche est lourde non seulement parce que je fais partie du comité sectoriel 9.6 qui organise nombre de réunions, mais je suis également président de la délégation des travailleurs qui fait partie du groupe de travail. J& suis également président du sous-comité sur les mesures législatives et vice-président du groupe qui s'intéresse à la question des normes et des règlements visant la sécurité.

S'il nous faut beaucoup de temps, c'est que je n'ai que deux employés dans mon service et du point de vue des syndicats ouvriers en général, vous constaterez qu'il est très difficile de trouver même le temps de fixer une réunion à laquelle vous pourrez examiner les nombreux problèmes soulevés par la conversion au système métrique en plus du reste. Je vous dis donc, très franchement, que cela constitue beaucoup de travail supplémentaire.

M. Abbott: Il est évident, monsieur Lang, que cela a exigé énormément de votre temps.

M. Lang: Vous citez notre exposé.

M. Abbott: L'exposé dit «exige des syndicats ouvriers énormément de temps».

M. Lang: C'est juste et il en est de même pour la Fraternité canadienne des cheminots, le Syndicat des machinistes, le SCFP et le IBEW (la Fraternité internationale des travailleurs en électricité) et tous les autres qui se sont associés aux métiers de la construction pour cette étude.

[Text]

Mr. Morris: You must remember that many of our affiliates have problems because of metric conversion. We had to consult with them. Mr. Lang just told you about his involvement, but that is only part of the story. We have other people who are involved in the discussions that go on with our affiliates regarding their position.

We have to ascertain what their problems are if we are going to be able to lay them before the Commission. We have other people involved. We do not have that big a staff. No trade union organization has that kind of staff.

Mr. Abbott: I do not take issue, for a moment, that if heavy demands are being placed upon you, you naturally have only so many resources in manpower and time. Having had a little experience serving on a subcommittee under Mr. Gossage in a trade area, I was just questioning why so inordinately heavy a burden would be placed on your sector than that which might be placed on some other. It is obvious, as Mr. Lang points out, that it had a tremendous impact on his time.

Mr. Morris: This is a subject that has some serious implications. We are changing the whole ball game for these people to be sure that everyone understands what it is all about and to be sure we know what their feelings are so that we can have them expressed both here and before the Committee.

Mr. Abbott: We had a debate on Friday in private members' hour involving this subject area. It was raised by a Conservative member of Parliament to provide a better provision than the Income Tax Act presently provides—3 per cent or \$150 for workers generally because of their ownership of tools.

I would like to take this advantage to speak on the bill. It did not unfortunately or fortunately come to a vote, but I stated at that time that I felt there should be very real provisions made for metric conversion by individual persons who own tools and had to take this step. I trust this is going to come about.

• 1620

I was interested in a point raised by Mr. Balfour, and I think he put this bill before the House, he said that quite frequently an employee, or self-employed person owning such tools might spend as much as \$900 to \$1,000 per year on just his normal replacement requirements. This seemed to me to be a little on the heavy side.

Mr. Morris: It depends on how many light-fingered customers you have.

Mr. Abbott: Yes. It may be.

We had before us the other day the American president and chairman and the executive director of the Metrication Committee, and we asked about this question of automobile dealers and the needs of shops and garages. He pointed out that with the heavy importation of foreign cars a very large proportion of garages have already acquired these tools. Would that be a fact?

[Interpretation]

M. Morris: Vous devez vous rappeler que nombre de nos adhérents ont des problèmes découlant de la conversion au système métrique. Nous les avons consultés. M. Lang vous a parlé de sa participation, mais ce n'est pas tout. D'autres personnes participent aux discussions qui ont lieu avec nos adhérents sur leur position.

Il nous faut établir quels sont leurs problèmes si nous voulons pouvoir les présenter à la Commission. Beaucoup de nos membres participent et nous ne sommes pas très nombreux. Aucun syndicat ouvrier n'a un personnel de ce genre.

M. Abbott: Je ne mets pas en doute, un instant, que si votre tâche est énorme, vous n'avez naturellement pas des ressources en personnel et en temps inépuisables. Comme j'ai acquis un peu d'expérience lorsque j'ai fait partie d'un sous-comité sur le travail sous la présidence de M. Gossage, et je voulais simplement savoir comment il se faisait qu'un fardeau si lourd vous était dévolu plutôt qu'à un autre secteur. Il est évident, comme l'a souligné M. Lang, que la tâche a pris énormément de son temps.

M. Morris: Ce sujet a quelques implications sérieuses. Nous changeons les choses du tout au tout pour ces personnes et nous voulons nous assurer que tous comprennent ce qui se passe, ce qu'ils ressentent de façon à ce que nous puissions vous transmettre ces sentiments ici en comité.

M. Abbott: Vendredi dernier au cours de l'heure réservée aux députés, une question portant sur ce sujet a été soulevée par un député conservateur qui souhaitait voir améliorer la disposition actuelle de la Loi de l'impôt sur le revenu qui accorde 3 p. 100 ou \$150 aux travailleurs d'une façon générale pour acquérir leurs outils.

J'aimerais profiter de l'occasion pour donner mon point de vue quant à ce bill. Malheureusement ou heureusement, on n'a pas encore pris le vote, mais vendredi j'ai déclaré qu'à mon avis, on devrait prévoir des dispositions pertinentes visant la conversion au système métrique dans le cas de personnes qui possèdent des outils et doivent en acheter d'autres. J'espère que cela se fera.

Je voudrais revenir sur une question soulevée par M. Balfour; je crois que c'est lui du reste qui a déposé ce projet de loi à la Chambre. Il dit que très fréquemment il arrivera qu'un employé ou une personne travaillant à son compte devront dépenser entre \$900 et \$1,000 par année pour ce genre d'outils et ceci, chaque année, à seule fin de tenir compte de la casse ou de la perte. Cela me semble un peu exagéré.

M. Morris: Je suppose que cela dépend de l'honnêteté des clients.

M. Abbott: Entre autres choses.

L'autre jour, nous avons entendu le témoignage du président et du directeur exécutif du Comité américain sur la conversion au système métrique. Nous avons alors abordé le sujet des marchands de voiture et des besoins d'un atelier de réparation ou d'un garage. Le président de ce comité nous a dit qu'en raison des fortes importations de voitures étrangères aux États-Unis, une quantité de garages avaient déjà les outils nécessaires. Est-ce que cela ne serait pas vrai ici également?

[Texte]

Mr. Morris: That is a fact, but we have a much different situation in Canada than that in the United States. In Canada we tend to have garages that specialize in foreign cars, whereas in the United States you find all garages handling cars no matter where they come from. It seems to have been the trend in the Canadian automotive repair industry to have people who specialize in foreign cars. In some cases they will specialize only certain makes of foreign cars; you will find that some garages will specialize purely and simply in English cars.

Mr. Abbott: Yes.

Is this my last question?

The Chairman: You still have two minutes.

Mr. Abbott: Have you found in your negotiations or discussions with the sort of employer who would be requiring employees to be trained, any reluctance to accept this responsibility?

Mr. Morris: We have not had any reluctance reported to us.

Mr. Abbott: I wondered if the trade groups, who were largely going to impose this requirement, have sought any assistance from the government to provide this kind of training?

Mr. Lang: I am not familiar with that at all, I not aware of it even. It is my understanding that the employers in the other sectors working within the Commission have accepted that it is an employer responsibility. Having accepted that, I would have no hesitation in saying that they will follow through with it.

Mr. Abbott: Probably their industry representatives on the committees you have sat on would indicate one way or the other.

Mr. Lang: It is in their interest to do it, because they need an informed work force.

Mr. Abbott: Right.

Mr. Morris: The committee that represents the trades in their discussions with us have told me that they envisage no problem. Most of the training is under provincial jurisdiction, and in every provincial jurisdiction they have representatives on the standing committees on trades. They feel there will be no problem there.

Mr. Abbott: This is not going to happen overnight, is it?

Mr. Morris: No.

Mr. Abbott: Thank you, sir.

The Chairman: Thank you, Mr. Abbott. Mr. Joyal followed by Mr. Nystrom, Mr. Ritchie and Mr. Gray.

Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Thank you, Mr. Chairman. I would like, first, to apologize to our witnesses for having arrived late at this meeting.

[Interprétation]

M. Morris: C'est juste mais au Canada, la situation est différente car les garages ici se spécialisent dans la réparation des voitures étrangères alors qu'aux États-Unis tous les garages réparent toutes les voitures qu'elles soient importées ou fabriquées sur place. Il semble qu'au Canada cette tendance se soit dessinée: certains garages se sont concentrés sur la réparation des voitures étrangères. Parfois même, ils se spécialisent dans la réparation de certaines marques de voitures étrangères, comme par exemple les voitures anglaises.

M. Abbott: Oui, je sais.

Est-ce ma dernière question?

Le président: Vous avez encore 2 minutes.

M. Abbott: Dans vos négociations ou dans les discussions que vous avez eues avec les employeurs, avez-vous remarqué une certaine réticence de leur part à assumer la responsabilité d'exiger de leurs employés une formation à l'utilisation du système métrique?

M. Morris: Non, pas que nous sachions.

M. Abbott: Je me demande si les syndicats, qui allaient notamment exiger une telle formation, ont demandé une aide du gouvernement pour ce genre de formation?

M. Lang: Je ne connais pas très bien le sujet, je ne savais même pas quelle était la situation. Je croyais que les employeurs d'autres secteurs de l'industrie, qui siègent à la Commission, avaient reconnu que c'était là une responsabilité de l'employeur. Puisqu'ils ont accepté ce principe, j'ai tendance à croire qu'ils s'y conformeront dans la pratique.

M. Abbott: Je me demandais si parfois les représentants de l'industrie au comité où vous avez siégé vous avaient fait connaître leur point de vue.

M. Lang: Mais ils ont tout intérêt à se conformer à cette exigence car il leur faut une main-d'œuvre bien renseignée.

M. Abbott: Très juste.

M. Morris: Le comité qui représente les métiers m'a assuré qu'il ne prévoyait aucun problème. La formation est en grande partie de juridiction provinciale et à l'échelle de la province, les employeurs ont des représentants au comité permanent sur les métiers. On ne prévoit aucun problème ici.

M. Abbott: Mais cela ne se fera pas du jour au lendemain, n'est-ce pas?

M. Morris: Non.

M. Abbott: Merci.

Le président: Merci, monsieur Abbott. M. Joyal a maintenant la parole et ensuite, ce sera au tour de MM. Nystrom, Ritchie et Gray.

Monsieur Joyal.

M. Joyal: Merci monsieur le président. Tout d'abord j'aimerais présenter mes excuses à nos témoins car je suis arrivé en retard.

[Text]

My question would be in relation to some of your Quebec members, the Quebec Workers Union. Your report has not been signed by Mr. Laberge, do I understand it . . .

Mr. Morris: Mr. Laberge is not an officer of the Canadian Labour Congress. He is president of the Quebec Federation of Labour, and a vice-president representing the Quebec movement on our council. He is in support of the brief as it is presented, but it is normal only for the four administrative officers to sign any presentation we make to federal commissions.

Mr. Joyal: I want to be clear. I do not want to question the officers, of course, who signed the brief, but the involvement of your Quebec wing was not mentioned in the brief. That is why I asked the question.

Mr. Morris: It is a brief presented on behalf of the national centre, but I can assure you that the brief has been presented to the executive council and Mr. Laberge is in support of the brief in its form.

Mr. Lang: Can I say something to add to that, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes. Mr. Lang.

Mr. Lang: Furthermore, if you look at the brief, particularly the part that takes up most of it, the report of the working group on tools, both the working group and the labour sector committee have gone to considerable length to have both the CSD and the CSN involved in metric conversion because we see it as a non-controversial issue. It is something in which, if you are going to implement metric conversion as smoothly and efficiently as possible, you need all sectors involved. So we have gone out of our way to get agreement with them on everything we have done in the sector committee, including education, safety, whatever.

Mr. Joyal: Thank you very much. That is, I think, a very important point.

My second question relates to what is on page 4 of your brief where you mention programs especially for people in the building industry, pointing to the fact that workers in that field are usually working for a small entrepreneur—and we know well, for instance, that in the Province of Quebec, they are divided into many small units. Do you feel that the present programs of training that are available under the provincial and federal jurisdiction of labour departments are sufficient to solve that very problem that your brief points out: the training of workers that are more on their own than attached, really, to any employer, especially a small one? Do you believe that there should be added some training programs by the government, either provincial or federal—I would think provincial, considering the fact that they are small units and usually operating locally—and that such programs should be added to the over-all services offered by the government to make the conversion easier for those people?

Mr. Morris: But in most provinces now there are trades training programs that accept the basic training that is done through technical institutes. At one time the trades refused to accept people and give them recognition for the fact that they had gone through and graduated from a trade school. They used to make them still start their

[Interpretation]

Ma question a trait à certains de vos membres au Québec, ceux du Syndicat des travailleurs québécois. Votre rapport n'est pas signé par M. Laberge et dois-je en conclure . . .

M. Morris: M. Laberge n'est pas un dirigeant du Congrès du Travail du Canada. Il est président de la Fédération des travailleurs du Québec et, à notre Conseil, il représente, à titre de vice-président, le mouvement syndical québécois. Il appuie le mémoire que nous avons présenté mais il est d'usage que seuls les 4 dirigeants administratifs signent tout mémoire que nous présentons à un comité fédéral.

M. Joyal: Je veux que ce soit bien clair. Je ne veux pas remettre en question la bonne foi des dirigeants qui ont signé l'exposé mais l'apport de votre section québécoise n'y est pas évident. Voilà pourquoi je vous ai posé la question.

M. Morris: C'est un exposé de notre politique à l'échelle nationale et je puis vous assurer que nous avons présenté notre mémoire au Conseil exécutif et que M. Laberge lui accorde son appui tout entier.

M. Lang: Monsieur le président, vous me permettez d'ajouter quelque chose?

Le président: Oui, monsieur Lang.

M. Lang: De plus, si vous regardez le mémoire, et en particulier les paragraphes qui ont trait au rapport du groupe de travail sur les outils, les deux groupes de travail et le comité du secteur de la main-d'œuvre ont fait des efforts considérables pour faire participer la CSD et la CSN à la conversion au système métrique qui, pour nous, est une question qui ne saurait prêter à controverse. Si nous voulons implanter le système métrique sans heurts et avec le plus d'efficacité possible, tous les secteurs doivent coopérer. Nous avons donc fait des efforts pour obtenir leur accord pour tout ce que nous avons fait au comité de secteur, y compris ce que nous avons fait dans le domaine de l'éducation, de la sécurité, etc.

M. Joyal: Merci beaucoup. Cela me semble très important.

J'en viens maintenant à la page 4 de votre mémoire où vous parlez des programmes destinés à l'industrie du bâtiment, où vous soulignez que les travailleurs de ce secteur travaillent d'ordinaire pour un petit entrepreneur; comme nous le savons tous, dans la province de Québec, ces entreprises sont très morcelées. Pensez-vous que les programmes de formation des ministères du Travail provincial et fédéral soient suffisants pour résoudre le problème dont vous parlez dans votre mémoire: la formation de travailleurs qui sont pratiquement à leur propre compte ou qui travaillent pour un très petit entrepreneur? Pensez-vous que le gouvernement, qu'il soit provincial ou fédéral, provincial j'imagine, doive créer de nouveaux programmes de formation puisqu'il s'agit de petites entreprises, très souvent locales; ces programmes pourraient venir compléter les services que le gouvernement offre en général pour faciliter la conversion?

M. Morris: Mais dans la plupart des provinces, il existe actuellement des programmes de formation pour les différents métiers et les programmes des instituts techniques sont reconnus. Fut un temps où les corps de métier refusaient d'accepter les travailleurs qui sortaient d'une école de métier et de reconnaître leurs qualifications. A cette

[Texte]

apprenticeship and go through for the full five years. But they do not do that any longer: they accept the qualifications that people get coming out of a trade school or a technical institution. So that there really is no problem there.

We do not think that there need be any further major support programs. The present programs needed to start people into a trades qualification program are already in place. It is a question of, if necessary, stepping up the utilization of them, rather than to put new programs in. And the qualifications are accepted by most trades schools now, so that there is no bar to people coming in through that medium.

Mr. Joyal: My last question is in relation to Paragraph 15 of your brief, mentioning that the conversion might be included in some collective bargaining for such classes of workers. Could you give us some idea of how you see that, or how you think that those problems might be solved? Because, to my mind, it might happen that the conversion might be related, for instance, to automation in some sophisticated area, and that might be a question on which the negotiations might be difficult at one point.

I wonder whether it would not be wise in the beginning to establish some kind of guidelines for conversion, especially in industries where high technology or automation might be an issue, to avoid that kind of joint problem which would make it more difficult to arrive at a satisfactory settlement.

Mr. Morris: There already is a provision in the Canada Labour Code to provide for negotiations for technological change, so that part of it is a matter of law now.

• 1630

What we are simply saying here is that if conversion causes problems that should be dealt with in the collective bargaining process, then the process should not be denied to unions in any matter that can affect the contractual relationship. If it is a matter that does not come within the normal sphere of collective bargaining, then okay. It would not come in anyway, but if it does come into that sphere then it should become a subject.

It may be, with regard to the introduction of some new technology, that there might be a need to put something in the contract to take care of it. In that case, it should become a subject. That is not barred now under the Canada Labour Relations Act. The machinery to do it is there, so I cannot see any part of this really causing a major problem in the collective bargaining area.

Mr. Joyal: If I may ask another question, Mr. Chairman, we had last week representatives from the Canadian Consumers Association. They were quite concerned about the fact that the consumers might have to bear part of the cost of the conversion. They extended to us some suggestions to the effect that consumers who feel that the price has been changed or who feel that the cost is too heavy for them might report to a group or a body that would lead a proper investigation.

Did you pay any attention to that part of the conversion—I would say the social cost of conversion—in the overall framework of anti-inflation measures that the government has taken in the past months to try to cope with a certain level of increased prices that might be acceptable within our economy.

[Interprétation]

époque, on exigeait qu'ils passent par les cinq ans d'apprentissage. Mais ce n'est plus le cas: on reconnaît aujourd'hui les qualifications des diplômés d'écoles de métier ou d'institutions techniques. Il n'y a donc plus de problèmes.

Nous ne pensons pas que de nouveaux programmes de soutien soient nécessaires, des programmes existent déjà qui permettent aux gens de se qualifier pour un métier. Je ne pense pas qu'il convienne de créer de nouveaux programmes, il vaudrait mieux faire en sorte que les gens profitent dans une plus large mesure de ceux qui existent déjà. A l'heure actuelle, les compétences sont reconnues par la plupart des écoles de métier, si bien que rien n'empêche les gens de suivre cette voie.

M. Joyal: Une dernière question qui porte sur le paragraphe 15 de votre mémoire; vous dites que pour ces catégories de travailleurs, dans certains cas la conversion pourrait faire partie des conventions collectives. Pouvez-vous nous donner une idée de la façon dont vous pensez résoudre ces problèmes? A mon sens, dans certains domaines complexes, la conversion pourrait être liée à l'automation, ce qui risque un jour ou l'autre de compliquer les négociations.

Ne conviendrait-il pas d'établir dès le début certaines directives pour la conversion; surtout dans les secteurs de l'industrie où le degré de technologie ou d'automation risque de poser un problème; on éviterait ainsi de multiplier les problèmes et on faciliterait la conclusion d'accords satisfaisants.

M. Morris: Le Code canadien du travail prévoit déjà certaines directives pour les négociations portant sur des changements technologiques, cela est donc déjà prévu par la loi.

Si la conversion pose des problèmes, nous pensons simplement que ceux-ci doivent trouver leur solution lors des négociations collectives, et lorsque des relations contractuelles sont en cause, les syndicats doivent toujours avoir la possibilité d'en négocier. D'autre part, s'il s'agit de questions qui n'entrent pas d'ordinaire dans le domaine des négociations collectives, alors, je suis d'accord. Dans le cas contraire, cela doit faire l'objet de négociations.

Il est fort possible que l'apparition d'une nouvelle technologie nécessite une mention de la question dans le contrat. Dans ce cas, il convient d'en négocier. Rien dans la Loi sur les relations de travail ne l'interdit. Le mécanisme existe déjà, je ne vois donc pas pourquoi cela poserait des problèmes dans le domaine des négociations collectives.

M. Joyal: Monsieur le président, vous me permettez une autre question; la semaine dernière nous avons reçu des représentants de l'Association canadienne des consommateurs. Ils s'inquiétaient du fait que les consommateurs devraient défrayer une partie de la conversion. Ils ont proposé que les consommateurs qui estiment les prix changés ou les coûts trop élevés puissent s'adresser à un groupe ou à un organisme qui entreprendrait une enquête.

Vous êtes-vous attachés à cet aspect de la conversion, c'est-à-dire aux coûts que cela représente pour la société, dans le cadre des mesures anti-inflation prises par le gouvernement depuis quelques mois dans un effort pour juguler l'augmentation des prix en tenant compte de notre économie?

[Text]

Mr. Morris: We have considered it, but we know where the eventual cost is going to come from anyway. We did not waste our time trying to think up some fancy mechanism that might shift the burden from one place to the other. If we are going to convert, we are going to convert. Society as a whole will have to bear the cost of conversion—whatever it is. We will just have to accept that.

Mr. Joyal: Thank you.

The Chairman: *Merci*, Mr. Joyal. Mr. Nystrom will be followed by Mr. Ritchie and Mr. Gray. Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I wonder, Mr. Morris, whether or not you can see any negative effect on jobs and employment in this country because of the metric conversion. I think you stated that about two-thirds or so of our trade was in the United States. They are on the imperial system. Can you visualize any additional costs in trade between us and the United States that might have the effect of lessening trade with that country and therefore there would be fewer jobs for Canada.

Mr. Morris: No, we think it will not materially affect our trade with the United States, which has not always been a static thing anyway. It fluctuates. A lot will depend on the speed of conversion. I understand that the enabling legislation has now passed both Houses of the U.S., and that they too would be in the process of conversion.

The only problem we can see is the pace. For a long time, we will have metric production and imperial standard production going side by side anyway. We do not envisage that we will be out of production geared to imperial standards before the turn of the century anyway. We feel that there will still probably be some considerable production geared to imperial standards done at that time. We do not really see a serious problem developing.

Mr. Nystrom: Could you visualize any problems in industries such as the automotive industry, automotive parts and the autopact, that might have a negative effect on employment?

• 1635

Mr. Morris: I think, the autopact will take care of that. Car production in North America is geared primarily to one huge market which includes both the U.S. and Canada. When they go metric in that industry, they will all go metric. Otherwise they would cause real hangups for themselves. The only part of the industry that will stay on Imperial measurement for any appreciable time would be the parts industry. Of course, it is now fairly-well geared to a system of division of production. It does not appear that there will be any major problems. At least, this is the information we have from the UAW.

Mr. Nystrom: Because the bells are ringing, Mr. Chairman, I will just ask one more general question. Mr. Morris, can you see any other major cost to workers besides tools, and perhaps retraining in some cases? Is there anything else you would like to add that may not be in your brief?

Mr. Morris: No, we do not envisage any other major cost, other than tools. Everything else is geared to the normal working conditions anyway, so only tools are going to cause the problem.

[Interpretation]

M. Morris: Nous avons étudié la question, mais de toute façon, nous savons qui finira par assumer les coûts. Nous n'avons pas perdu de temps à essayer de mettre sur pied un mécanisme compliqué qui permettrait de faire passer le fardeau d'un secteur à l'autre. Puisque nous nous sommes décidés en faveur de la conversion, nous n'avons pas le choix, la société dans son ensemble en défraiera les coûts, quels qu'ils soient. Il faut nous y résoudre.

M. Joyal: Merci.

Le président: *Merci*, monsieur Joyal. M. Nystrom, suivi de MM. Ritchie et Gray. Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Monsieur Morris, pensez-vous que la conversion au système métrique puisse avoir des répercussions fâcheuses sur l'emploi et le chômage dans ce pays? Vous avez dit, je pense, que les deux tiers environ de notre commerce se faisait avec les États-Unis. Les États-Unis ont toujours le système impérial. Pensez-vous que notre conversion au système métrique risque d'augmenter les coûts du commerce avec les États-Unis, ce qui pourrait ralentir ce commerce et diminuer le nombre d'emplois au Canada?

M. Morris: Non, nous ne pensons pas que notre commerce avec les États-Unis puisse être affecté; c'est un secteur qui, de toute façon, n'a jamais été statique, qui connaît des fluctuations. Beaucoup dépendra de la rapidité de la conversion. Je crois qu'aux États-Unis le projet de loi a été adopté par les deux chambres et que le processus de conversion va commencer là-bas également.

Le seul problème est un problème de vitesse. Pendant longtemps encore nous produirons dans le système métrique et dans le système impérial. Nous ne pensons pas pouvoir abandonner les normes impériales avant le fin du siècle. A ce moment-là, une partie considérable de notre production se fera probablement encore d'après des normes impériales. Nous n'envisageons pas de problèmes graves.

M. Nystrom: Pouvez-vous entrevoir certains problèmes dans l'application du pacte de l'automobile, l'industrie de l'automobile et celle des pièces, problème qui pourrait affecter l'emploi?

M. Morris: À mon avis, le Pacte de l'automobile aidera à résoudre ces problèmes. La production automobiles en Amérique du Nord vise principalement un marché immense, comprenant les États-Unis et le Canada. Toutes les sociétés se convertiront en même temps au système métrique, sinon cela pourrait leur causer de réels problèmes. Le seul secteur de cette industrie qui gardera encore assez longtemps les mesures impériales sera celle des pièces d'automobiles. En ce moment, le système de production est bien divisé. On n'envisage aucun problème important du moins d'après ce qu'en a dit le syndicat des travailleurs de l'automobile.

M. Nystrom: Comme la cloche sonne, je poserai une dernière question générale. Monsieur Morris, à part les outils, prévoyez-vous une autre dépense importante pour les travailleurs et même dans certains cas, un recyclage? Avez-vous quelque chose à ajouter à votre mémoire?

M. Morris: Non, nous ne prévoyons aucune autre grande dépense à part les outils. Les conditions de travail resteront les mêmes; seuls les outils devront être changés.

[Texte]

The Chairman: Thank you. Perhaps we could take a few minutes. We still have two names, Mr. Ritchie and Mr. Gray, perhaps one or two questions each. Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Do you think the time changes should be embodied in definite dates by the government? Or should they tend to be flexible and not so mandatory? Should we process from a flexible view, or should we plunge ahead and make the dates the same as we have done with the temperature change?

Mr. Morris: I think we might run into problems if you picked a date, say August 1, 1978, for everyone to be on metric. I think there are a lot of phasing problems you are going to run into. The problems will differ from industry to industry. A lot will depend on conversion in some of our own industries. I can see a real problem developing in the construction industry because of cutting timber and things like that to size, especially when they are still working on a big volume of business with countries that are on the Imperial system. It seems to us, one of these the phase-in programs had better be given very serious consideration before a firm date for conversion is effected. I think we might set a date at which conversion should commence and a period at which it should be mainly finished. We have the feeling that some of our industry will still be on Imperial measure by the turn of the century, so we really do not think a permanent date would be a smart thing.

The Chairman: Thank you, Mr. Ritchie. Mr. Gray.

Mr. Gray: Mr. Chairman, I will be very brief. Obviously the Canadian Labour Congress does not agree that the present \$150 deduction is adequate to deal with the additional cost burden on workers created by the necessity to re-equip themselves with new metric tools. It is endorsing the court of the working group of the Metric Commission that there be a tax credit. The only other thing I wanted to say, Mr. Chairman, is that I am glad we have had this submission by the Canadian Labour Congress, in view of the burden that they have, in responding to all the requests by people at the various levels of government for views. One reason that I and others were very anxious to have hearings of this sort was to make sure that there was an input into the deliberative process of the views of the Congress and that this process also had a parliamentary base which did not exist until now. So I am glad we have this submission before us.

The Chairman: Thank you, Mr. Gray.

I would like to thank Mr. Morris and Mr. Lang for their appearance before our Committee this afternoon. The Committee is adjourned to the call of the Chair.

[Interprétation]

Le président: Merci. Peut-être pourrions-nous continuer encore quelques minutes, car j'ai deux autres noms sur ma liste, MM. Ritchie et Gray. Ils pourraient peut-être poser une ou deux questions chacun. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Croyez-vous que le calendrier des modifications devrait comporter des dates fixées par le gouvernement? Ces dates devraient-elles être plutôt laissées à la discrétion des intéressés? Devrions-nous nous montrer plutôt souples ou, comme dans le cas des températures, établir une date précise?

M. Morris: Si l'on fixait une date, par exemple, le 1^{er} août 1978, on pourrait faire face à certains problèmes. La planification des diverses phases sera difficile puisque les problèmes varient d'une industrie à l'autre. Cela dépendra beaucoup de la conversion faite dans nos propres industries. L'industrie de la construction entre autres éprouvera bien de la difficulté à cause de la coupe du bois et d'autres matériaux, surtout que plusieurs de ces sociétés font beaucoup d'affaires avec des pays employant les mesures impériales. Il faudra vérifier tous les aspects des programmes de conversion graduelle avant d'imposer une date limite. Toutefois, il serait possible de fixer la date du débat de la conversion et le moment où celle-ci devrait être terminée. Nous croyons que certaines sociétés emploieront encore les mesures impériales à la fin du siècle. Il ne serait donc pas sage de fixer une date.

Le président: Merci, monsieur Ritchie. Monsieur Gray.

M. Gray: Monsieur le président, je serai très bref. Il est évident que le Congrès du travail du Canada n'est pas lui aussi d'avis que la déduction actuelle de \$150 suffit pour dédommager les travailleurs qui doivent assumer une dépense supplémentaire puisqu'ils doivent s'acheter toute une nouvelle série d'outils en mesure métriques. Le Congrès appuie l'opinion du groupe de travail de la Commission du système métrique, à savoir qu'on accorde un crédit fiscal. De plus, je tiens à dire à quel point je suis heureux de ce mémoire présenté par le Congrès du travail du Canada, car c'est toute une tâche que de répondre à toutes les demandes d'opinions soumises par les divers paliers de gouvernement. Il y a une raison pour laquelle moi-même et d'autres personnes étions très désireux d'écouter des témoignages de ce genre; nous voulions nous assurer qu'il y ait un apport au processus de délibération quant aux vues du Congrès du travail, et nous voulions que ce processus ait également une base parlementaire qui n'existait pas jusqu'à présent. Je suis donc heureux que l'on nous ait fait cet exposé.

Le président: Merci, monsieur Gray.

J'aimerais remercier M. Morris et M. Lang de leur comparution devant notre Comité cet après-midi. La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

APPENDIX "YY"

Submission
by the
Canadian Labour Congress
to the
Standing Committee on Finance,
Trade and Economic Affairs

October 24, 1975

Submission by the Canadian Labour
Congress to the Standing Committee
on Finance, Trade and Economic Affairs,
October 24, 1975

Mr. Chairman and Committee Members:

1. The Canadian Labour Congress welcomes this opportunity to present a brief to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs and to appear before it to discuss the problems that are confronting working people with the conversion of Canada to the metric system of measurement.
2. It must be stated at the beginning that the sheer magnitude of the conversion task is placing a tremendous demand upon labour organizations in terms of time and manpower. The scarce resources available to devote to the problems of metric conversion mean that other services traditionally offered are in danger of declining. Conversely there is the danger that the full participation of labour people in metric conversion is not forthcoming because priorities lie elsewhere. The tremendous task of dealing with federal and provincial legislative changes which affect labour in terms of collective bargaining, safety and compensation is in itself a time consuming job. In other areas education, retraining and the cost of metric tools of workers also demand a great deal of attention. The Congress believes that the Committee should be aware that when programmes of the magnitude of metric conversion are being implemented, the impact makes heavy demands on organizations involved in the implementation. In terms of costs, this is a factor which is very often overlooked and impossible to compute.

Exports and Imports

3. The argument most often put forward in favour of Canada's

conversion to metric is that it offers greatly expanded opportunities in terms of trade. More often than not this is couched in terms of Canada's trade with the European Community, the developing countries, Australia or Japan. It must be remembered however, that approximately two-thirds of Canada's exports and imports are with the United States and this must surely be the governing factor in terms of Canada's decision to go metric and the speed with which conversion takes place. The Congress is of the opinion that metric conversion in Canada must be geared intelligently to coincide with that of its largest single trading partner.

Tradesmen's Privately Owned Tools

4. From the time the Congress began participating in the deliberations of the Metric Commission some three years ago, the fear was expressed to the Commission that employee tradesmen who were required to own their own tools as a condition of their employment would be discriminated against because of their employee status and the government's policy that "costs must lie where they fall". Because of the Congress' position the Metric Commission agreed to establish a Working Group made up of labour and industry people to study the problem. This study is now complete and its findings and recommendations are attached for the benefit of the Standing Committee. (1)

5. It is enough to elaborate here that the Working Group, after conducting surveys among employers and trade unions, recommended ---

"the implementation of a tax credit system for employees required to own measurement sensitive tools in order to earn their livelihood and having to provide themselves with duplicate tools because of metric conversion".

6. The immediate cost to employees who must purchase their own tools is estimated to be in the neighbourhood of about \$700 million. (2)

(1) See Appendix 1

(2) See Appendix 2

7. It is extremely difficult to arrive at the total estimated cost, but the results of the survey along with the 1971 census data on Occupational Classifications (which describes job classifications and the number employed in each classification) suggests to us that the immediate cost will be of this general magnitude in the next four or five years to 1980.

8. Although the target date for completion is 1980 it should be pointed out that machinery and equipment requiring imperial measurement tools will still be in operation for 20 or 30 years or more in the future. It will not be uncommon therefore for apprentices entering the workforce at the turn of the century to be required to purchase two sets of tools. The total cost of metric tools for the skilled sector of the workforce is likely to be in excess of 1 billion dollars. The Report of the Working Group has considered this in its deliberations and has concluded that the tax credit should remain in place for the foreseeable future. The Group also recommended that the tax credit be made available for the current taxation year.

Labour Force Training in Metric

9. The Labour Sector Group has completed a policy paper on the education and retraining of the labour force for metric conversion.(3)

10. The policies are straightforward and uncomplicated but are perhaps in need of greater explanation, particularly the fundamental principle that training workers in metric SI is the employers' responsibility.

11. For industry in general there will be little if any problem in applying this principle. It is with the construction industry that most of the problems are expected to be centred for the construction worker does not have a single continuous employer. The nature of this

(3) See Appendix 3

industry is such that the employment relationship may be for a few weeks, months or years. There is thus a problem created of where the responsibility lies and of how it is to be met.

12. Even though there is a transitory relationship in the construction industry it would be expected that as metric conversion progresses each employer would be expected to provide on the job training as conditions demand. If the need is such that formal instruction is required for some trades or in any other sector of industry and if this means loss of income, then the Congress believes that the employee must not be compelled to shoulder the costs.

13. As a general rule, the experience of other countries which have or are converting, indicates that the retraining of the workforce should not be a major difficulty. As the policy paper points out, the employee only needs that amount of training which will permit him to do his work.

14. The other major principles enunciated are that:

- (1) No employee should have his position or employability jeopardized or advancement hampered through lack of familiarity with metric SI.
- (2) Employers should enter into close and continuing consultation with trade unions' representatives in the development of metric SI training.

15. If metric conversion is to be implemented in the workforce with the minimum of disruption and the maximum of efficiency it must be done in close consultation with the union involved, or if none, with the employees affected. There is no good reason why it should become a major area of dispute or conflict. This is not to say however, that if metric conversion is of the order that it affects

rates of pay it is not a proper subject for collective bargaining. Indeed, it is visualized that in some instances where costs are involved, the bargaining agent would be delinquent if it did not attempt to negotiate on this issue.

Respectfully submitted by the,

CANADIAN LABOUR CONGRESS

Joseph Morris, President

Donald Montgomery, Secretary-Treasurer

Shirley Carr, Executive Vice-President

Julien Major, Executive Vice-President

Ottawa, Ontario

October, 1975

Appendix 1

REPORT OF THE WORKING GROUP
ON EMPLOYEES' PRIVATELY OWNED TOOLS
TO THE METRIC COMMISSION
DATED JULY 11TH, 1975.:

Preamble

The Metric Commission established a Working Group on Employees' Privately Owned Tools as a consequence of representations that there might be a problem pertaining particularly to employees who are required to own tools in order to earn their livelihood. The committee was composed of representatives from the following:

Canadian Construction Association - Construction Trade Contractors
Canadian Electrical Manufacturers' Association
Canadian Hardware and Housewares Association
Canadian Labour Congress
Canadian Manufacturers' Association
Centrale des Syndicats démocratiques
Confédération des Syndicats Nationaux
Canadian Tooling Manufacturers' Association
National Automotive Trades Association of Canada
Ontario Retail Gasoline and Automotive Service Association

This committee has studied this problem and sets forth its observations and recommendations herein.

The Problem

The first problem confronting the Working Group was the lack of empirical data pertaining to privately owned tools and as a consequence the Working Group invited participation in a survey by the constituents of the Working Group. The purpose of the survey was to determine whether or not there were employees who were required to purchase their own tools, the numbers of employees in this category and the kinds and number of measurement sensitive tools. The survey was in the form of questionnaires developed by the Working Group. Separate questionnaires went out from the management and labour representation respectively on the Working Group. The returns from the survey proved most significant. The cost of measurement sensitive tools conversion for employees required to own duplicate tools to earn their livelihood was as follows:

- The Canadian Manufacturers' Association submitted results which would indicate that one worker in ten in Canadian manufacturing industries is required to own some of his own tools. The Association estimates costs to the individual employee affected will range from about \$50 for assembly workers to \$300 for skilled workers with a possible high of \$600 for some specialist groups.

- The National Automotive Trades Association submitted figures which would indicate in excess of 200 000 motor mechanics in Canada are required to supply their own tools. The Association estimates the cost to the employee to be about \$2 000.
- The Canadian Tooling Manufacturers' Association indicated that approximately 85 000 employees are required to own some of their tools, with the average cost per employee affected being about \$350.
- The Canadian Construction Association corroborated the findings of the above groups, highlighting major impact among workers in such trades as refrigeration mechanics, general mechanics, elevator mechanics, etc.
- The Canadian Labour Congress findings were in accord with those referred to set forth above.

The Working Group in reviewing the results of the survey determined that an actual cost burden has been established which falls upon those employees who are required to own duplicate measurement sensitive tools under a contract of service.

Corporations and self-employed persons operating their own businesses can under the Income Tax Act (Canada) receive amelioration for such costs which the employee cannot. The Working Group unanimously agreed that some comparable form of tax relief should be provided for the employees required to own measurement sensitive tools in order to earn their livelihood.

Possible Solutions

The Working Group reviewed various solutions, including subsidies, grants and the utilization of taxation methods. The Working Group did not consider grants or subsidies as a desirable solution, because the application of subsidies and/or grants would cause governmental administrative difficulties; would be difficult to control; lead to immediate cash flow outlay problems for the government; and affect simplicity of operation. It appeared to the Working Group that the utilization of taxation methods might provide a workable solution to the problem.

The present Income Tax Act (Canada), Section 8 (1)a, provides an employment expense deduction of 3% of employment income up to a maximum of \$150. This is available to every employed taxpayer in Canada regardless of the fact that he has no employment expense outlay. An increase in this \$150 maximum was considered but rejected because the allowable deduction from income to determine taxable income would create inequities dependent upon the varying tax rates applicable to the employees who have to provide their own tools.

To achieve a neutrality of application for employment expenses incurred by conversion to metric tools, the most neutral method would be to allow a proportional deduction of such metric expenses as a tax credit from taxes payable. In those cases where the tax credit is in excess of the income tax payable or due, a refund of the excess would be forthcoming from the government. This is the solution considered most desirable in cases where employees who own measurement sensitive tools and are required to duplicate them because of metric conversion.

RECOMMENDATIONS

The Working Group recommends the implementation of a tax credit system for employees required to own measurement sensitive tools in order to earn their livelihood and having to provide themselves with duplicate tools because of metric conversion.

To prevent frivolous use of the proposed tax credit, it will be necessary to maintain strict control over eligibility of tool purchases. Consequently, it is recommended that employees eligible for tax credits be required to produce sales slips for each initial tool purchase. Such sales slips must carry the retailer's verification that the purchase consisted of measurement sensitive tools only. In addition, the sales slips must be verified by the employer as being the duplicate measurement sensitive tools required by the employee in his employment. It will be incumbent upon the employee to retain and submit such sales slips to the Department of National Revenue, Taxation, at the end of the tax year in which such expenses are incurred.

It is recommended that the tax credit be made available for the current taxation year, continued for the period during which the employees are affected by the metric conversion process and be applicable only to the initial duplicate purchase of any measurement sensitive tool.

The Metric Commission is urged to give prompt endorsement to this recommendation and to submit it to the appropriate levels of government for implementation.

CONCLUSION

All individuals and groups in Canadian society will benefit from the conversion to metric. However, the employee who is required to own tools in order to earn his livelihood, as a member of the community, will benefit neither more nor less than his fellow members from the conversion process. Since he will not receive greater benefits than other members of the community, the community should not demand of him a greater sacrifice.

The present Income Tax Act (Canada) in its provision for a \$150 employment expense allowance already recognizes the principle of offsetting employment costs, through the taxation system. The Working Group's recommendations on tax credits should, therefore, be seen as an extension of that principle.

These recommendations are not intended in any way to infringe upon or alter the existing collective bargaining relationships between respective parties.

S. M. Gossage

Chairman, Working Group on Employees' Privately Owned Tools.

Appendix 2

Estimates of Costs of
Employees' Privately Owned Tools

	<u>No. of Wage Earners</u>	<u>Average Cost Per Worker</u>	<u>Estimated Total Cost</u> \$Thousands
Machining and Related Occupations	240,000	\$ 350	84,000
Mechanics and Repairmen	193,000	2,000	386,000
Other Fabricating and Repairing Occupations	405,000	200	81,000
Construction Plumbers	43,000	600	25,800
Other Construction Tradesmen	476,000	200	95,200
Sub Total	1,357,000		672,000
All Other	403,000	50	20,150
Total Wage-Earners in Above Occupations From Labour Force Survey in August, 1975	1,760,000		692,150

August 18, 1975

Appendix 3

Sector Committee 9.6Labour OrganizationsPosition PaperTraining the Labour Force in the Use of Metric SII. General Principles and Assumptions

1. Training workers in metric SI is an employer responsibility.
2. This responsibility extends only to the degree of metric SI required to permit the employee to do his work.
3. No employee should have his position or employability jeopardized or advancement hampered through lack of familiarity with metric SI.
4. Employers should enter into close and continuing consultation with trade union representatives in the development of metric SI training.
5. The major function of Sector Committee 9.6 is to ensure that industry is planning employee training and that training facilities be brought to industry's attention.

II. Potential Sources of Training Facilities

Not all the following potential sources presently offer training in metric SI. All of them should be considered so as to assure that no class of training need goes unserved.

1. Provincial governmental manpower training programs.
2. Federal governmental manpower training programs.
3. In-house company training programs.
4. Educational institutions
 - a) at the institution
 - b) at the place of work.
5. Labour union programs - when supported by employers.
6. Trade association training programs.
7. Training consultants. .

Due to this large number of training sources, there is a danger of proliferation in the development of training materials, etc. Lists of available films, aids, guides, courses, etc., should be compiled by the Metric Commission and made available to trainers.

111. Categories of Labour Requirements and Suggested Sources

The following classification has been devised on the basis of accessibility to training facilities. It classifies individual workers according to their status when they receive their training. Under each category, prime training sources are identified.

A. UNEMPLOYED LABOUR

Prime sources: 1, 2, 4a.

B) EMPLOYED LABOUR

1. IN A FIRM WITH TRAINING FACILITIES

Prime source: 3.

2. IN A FIRM WITHOUT TRAINING FACILITIES

Prime source: 1, 2, 4a, 4b.

APPENDICE «YY»

Mémoire
du
Congrès du Travail du Canada
au
Comité permanent des finances,
du commerce et des questions économiques

24 octobre 1975

Mémoire présenté par le Congrès du
Travail du Canada au Comité perma-
nent des finances, du commerce et
des questions économiques, le 24
octobre 1975.

Monsieur le président et Membres du Comité,

1. Le Congrès du Travail du Canada saisit avec empressement cette occasion de soumettre un mémoire au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques et de se présenter devant lui pour discuter des problèmes que la conversion au système de mesure métrique entraîne pour les travailleurs canadiens.
2. Il faut dire tout d'abord qu'en soi, déjà, l'ampleur de la tâche nécessite par cette conversion exige des syndicats ouvriers énormément de temps et de personnel. Vu le peu de ressources dont nous disposons pour trouver une solution aux problèmes de la conversion au système métrique, d'autres services habituellement offerts pourraient fort bien souffrir. D'autre part, l'urgence d'autres préoccupations risque de compromettre la participation intégrale des groupements syndicaux à la conversion. Il faut au départ consacrer beaucoup de temps à l'énorme tâche d'appliquer les modifications des lois fédérales et provinciales qui touchent les travailleurs en matière de négociation collective, de sécurité et de compensation. L'éducation, le recyclage et le coût des outils métriques réclament aussi beaucoup d'attention. De l'avis du Congrès, le Comité doit comprendre que la mise en oeuvre de programmes ayant l'envergure de la conversion au système métrique impose un lourd fardeau aux organisations qui y sont engagées. C'est là un élément de dépenses qu'on oublie trop souvent et qu'on ne saurait par ailleurs calculer.

Exportations et importations

3. L'argument le plus en vogue pour justifier la conversion au système métrique dans notre pays se rattache aux possibilités accrues de commerce international. Le plus souvent, on pense aux échanges avec

la Communauté européenne, les pays en voie de développement, l'Australie ou le Japon. N'oublions pas, cependant, que les deux tiers environ des exportations et importations canadiennes se font avec les Etats-Unis, ce qui doit assurément guider la politique du Canada quant aux modalités et à l'allure de la conversion. Le Congrès soutient que le Canada doit judicieusement graduer la conversion en l'adaptant au rythme de son plus important partenaire commercial.

Outils appartenant aux hommes de métier

4. Dès les débuts de sa participation aux délibérations de la Commission du système métrique, il y a quelque trois ans, le Congrès a exprimé la crainte que les hommes de métier non autonomes et tenus de fournir leurs propres outils ne fassent l'objet de discrimination parce qu'ils sont des employés et que le gouvernement a pour principe: "que ceux qui font les dépenses en portent le fardeau". Vu la position du Congrès, la Commission a bien voulu charger un groupe d'étude composé de représentants des syndicats et de l'industrie de se pencher sur ce problème. Cette tâche est maintenant accomplie; les constatations et recommandations du Groupe sont annexées au présent mémoire pour votre utilité. (1)

5. Il suffit de préciser ici qu'après avoir fait des sondages auprès du patronat et des syndicats, le Groupe d'étude a recommandé:

"la mise en oeuvre d'un système de crédits d'impôt pour les employés qui doivent avoir leurs propres outils de précision pour gagner leur vie et que la conversion au système métrique oblige à s'en procurer un autre jeu".

6. On estime qu'il en coûtera immédiatement quelque 700 millions de dollars aux employés qui doivent acheter leurs propres outils. (2)

7. Il est extrêmement difficile d'évaluer le coût total, mais les résultats du sondage ainsi que les données du recensement de 1971 sur les catégories de professions (définissant les catégories et indiquant

(1) Voir Annexe 1

(2) Voir Annexe 2

le nombre d'employés dans chacune) donnent à croire que le coût immédiat atteindra généralement cette envergure pendant les quatre ou cinq prochaines années, d'ici à 1980.

8. Même si tout devrait être terminé en 1980, disons-nous bien que les machines et le matériel exigeant un outillage aux mesures impériales seront encore utilisés dans 20 ou 30 ans ou même davantage. Par conséquent, il ne sera pas rare que les nouveaux apprentis de l'an 2000 doivent se procurer deux jeux d'outils. Le coût total des outils métriques pour les ouvriers spécialisés dépassera probablement un milliard de dollars. Le Groupe d'étude a tenu compte de ce facteur dans ses délibérations et a conclu qu'il faudra maintenir les crédits d'impôt pour de nombreuses années à venir. Il a recommandé en outre d'appliquer ces crédits dès la présente année fiscale.

Apprentissage du système métrique aux travailleurs

9. Le groupe du secteur du travail a rédigé un énoncé de politique sur la formation et le recyclage des travailleurs en fonction du système métrique. (3)

10. Énoncées de façon directe et simple, ces politiques requerraient peut-être de plus amples explications, surtout quant au principe fondamental suivant lequel il appartient à l'employeur d'habituer les travailleurs au système métrique international.

11. L'application de ce principe ne posera pas trop de problèmes dans l'ensemble de l'industrie, mais il n'en sera pas ainsi dans la construction où le travailleur n'est pas continuellement au service du même patron. Vu la nature de cette industrie, les relations de travail peuvent ne durer que quelques semaines, quelques mois ou quelques années. Ainsi se pose le problème de savoir qui doit assumer la responsabilité de l'apprentissage et de quelle façon.

12. Même si les relations de travail sont généralement transitoires dans la construction, on s'attendrait à ce que, au fur et à mesure de la

(3) Voir Annexe 3

conversion, chaque employeur procure l'apprentissage requis en cours d'emploi. Si le besoin d'instruction formelle se fait sentir pour certains métiers ou d'autres secteurs de l'industrie et qu'il en résulte une perte de revenu, le Congrès soutient qu'il ne faudrait pas alors contraindre les employés à en porter les frais.

13. De façon générale, l'expérience d'autres pays qui ont effectué ou effectuent la conversion permet de conclure que le recyclage de la main-d'oeuvre ne présentera pas d'obstacle majeur. Ainsi que la déclaration de politique le souligne, l'employé n'a besoin d'apprentissage que dans la mesure où son travail le requiert.

14. Voici les autres grands principes énoncés:

- (1) Le manque de familiarité avec le système métrique international ne doit aucunement compromettre le poste, l'employabilité ni les chances d'avancement d'un employé.
- (2) Les employeurs doivent entretenir avec les représentants syndicaux des rapports étroits et assidus de consultation touchant les modalités d'apprentissage au système métrique international.

15. Si l'on veut habituer les travailleurs au système métrique avec le moins de heurts et le plus d'efficacité possible, il faut avoir bien soin de consulter le syndicat compétent ou, en l'absence de syndicat, les employés intéressés. Il n'y a aucune raison valable d'envisager cette transformation comme une source notoire de litiges ou de conflits. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que la conversion sera exclue de la négociation collective même, lorsqu'elle est de nature à influencer sur les échelles de salaire. On conçoit même que, dans les cas où des frais sont encourus, l'agent négociateur manquerait à son devoir s'il ne s'efforçait d'incorporer ce point dans les négociations.

Respectueusement soumis par le

CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA

Joseph Morris, président

Donald Montgomery, secrétaire-trésorier

Shirley Carr, vice-présidente exécutive

Julien Major, vice-président exécutif

Ottawa (Ontario)

Octobre 1975

Annexe 1

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL
SUR LES OUTILS APPARTENANT AUX EMPLOYES
PRESENTE A LA COMMISSION DU SYSTEME METRIQUE
LE 11 JUILLET 1975

Préambule

La Commission du système métrique a institué un Groupe de travail sur les outils appartenant aux employés, à la suite des observations qui lui ont été faites sur les problèmes qui risquaient de se présenter, particulièrement dans le cas d'employés dont le métier exige qu'ils possèdent leurs propres outils. Le Comité était composé de représentants des organismes suivants:

Association canadienne de la construction - Entrepreneurs des
métiers de la construction
Association canadienne des fabricants de matériel électrique
Canadian Hardware and Housewares Association
Congrès du Travail du Canada
Association des manufacturiers canadiens
Centrale des syndicats démocratiques
Confédération des syndicats nationaux
Canadian Tooling Manufacturers' Association
National Automotive Trades Association of Canada
Ontario Retail Gasoline and Automotive Service Association

Le comité a étudié le problème et expose ici ses observations et ses recommandations.

Le problème

Le Groupe de travail s'est tout d'abord heurté à l'absence de données empiriques en ce qui concerne les outils appartenant à l'utilisateur; chacun des organismes constituants a donc été invité à participer à un sondage ayant pour but de déterminer s'il est vrai que des employés sont obligés de se procurer leurs propres outils, combien d'employés appartiennent à cette catégorie ainsi que le genre et le nombre d'outils pour lesquels le système de mesure importe. Ce sondage a pris la forme de questionnaires établis par le Groupe de travail. Les représentants du patronat et des syndicats ont envoyé des questionnaires distincts. Les résultats se sont révélés particulièrement intéressants. Voici ce que coûte la conversion aux employés qui, pour gagner leur vie, sont tenus de posséder deux jeux d'outils:

- Selon les données présentées par l'Association des manufacturiers canadiens, il semble qu'un travailleur sur dix dans les industries canadiennes de fabrication soit tenu de fournir lui-même une partie au moins de ses outils. L'Association évalue le coût par employé à environ \$50 dans le cas des monteurs, \$300 pour les travailleurs spécialisés et un maximum possible de \$600 dans le cas de certains spécialistes.

- La National Automotive Trades Association a présenté pour sa part des chiffres selon lesquels plus de 200,000 mécaniciens d'automobile au Canada sont tenus de fournir leurs propres outils. L'Association évalue le coût par employé à environ \$2,000.
- La Canadian Tooling Manufacturers' Association a précisé qu'environ 85,000 employés doivent eux-mêmes fournir une partie de leurs outils, ce qui leur coûte en moyenne \$350 chacun.
- L'Association canadienne de la construction est arrivée à des conclusions semblables à celles des groupes précédents, tout en faisant ressortir les répercussions sérieuses sur les travailleurs de la mécanique de réfrigération, de la mécanique générale, de la mécanique d'ascenseurs et autres métiers semblable
- Les constatations du Congrès du Travail du Canada concordaient avec celles des autres associations.

En analysant les résultats du sondage, le Groupe d'étude a conclu à la présence d'un fardeau financier réel sur les épaules des employés qui doivent posséder en propre un double jeu d'outils de précision aux termes d'un contrat de service.

En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), les corporations et les personnes à leur compte qui exploitent leur propre entreprise peuvent, à la différence des employés, bénéficier d'un allègement d'impôt pour l'achat d'outils. Le Groupe d'étude a été unanime à convenir qu'une forme comparable d'allègement fiscal devrait être accordée aux employés qui doivent avoir leurs propres outils de précision pour gagner leur vie.

Solutions possibles

Le Groupe de travail s'est arrêté à diverses solutions, dont les subventions, les octrois et les méthodes d'ordre fiscal. Il a jugé que les octrois et les subventions ne constituaient pas une solution souhaitable car leur mise en pratique créerait au gouvernement des problèmes d'administration, serait difficile à contrôler, susciterait des problèmes immédiats de disponibilités pour le gouvernement et entraînerait des complications de fonctionnement. Il a semblé au Groupe de travail que les moyens d'ordre fiscal apporteraient une solution valable.

L'article 8 (1) a) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) permet de déduire, pour les frais d'emploi, 3 p. 100 du revenu de l'emploi jusqu'à concurrence de \$150, et cela pour tout contribuable salarié au Canada, qu'il ait ou non des dépenses d'emploi. Le groupe s'est demandé s'il ne fallait pas songer à accroître ce maximum de \$150, mais n'a pas retenu cette possibilité vu qu'une déduction fixe sur le revenu imposable créerait des inégalités étant donné les taux d'imposition variables s'appliquant aux employés qui doivent fournir leurs propres outils. Pour indemniser les employés des frais encourus par la conversion de leur outillage au système métrique, la méthode la plus impartiale consisterait à permettre de déduire du revenu imposable une fraction proportionnelle des frais de conversion au système métrique. Dans les cas où

de telles déductions fiscales dépasseraient l'impôt à payer sur le revenu, le gouvernement paierait l'excédent. Telle est la solution jugée préférable dans le cas des employés qui, ayant leurs propres outils de précision, doivent en acquérir un autre jeu par suite de la conversion au système métrique.

RECOMMANDATIONS

Le Groupe de travail recommande la mise en oeuvre d'un système de déductions fiscales pour les employés qui doivent posséder leurs propres outils de précision pour gagner leur vie et qui doivent en acquérir un deuxième jeu par suite de la conversion au système métrique.

Pour prévenir tout usage intempestif des déductions fiscales proposées, il faudra surveiller de près l'admissibilité aux achats d'outils. Il est donc recommandé que les employés admissibles aux déductions fiscales soient tenus de présenter les reçus de caisse pour tout achat initial d'outils. Ces reçus doivent porter un signe de vérification de la part du détaillant pour attester que l'achat consistait exclusivement en outils de précision. De plus, l'employeur doit confirmer sur ces mêmes reçus que la réplique métrique des outils de précision est nécessaire à l'employé dans son travail. Il incombera à l'employé de garder ces reçus de caisse et de les soumettre à Revenu Canada - Impôt à la fin de l'année fiscale au cours de laquelle il a fait ces dépenses.

Il est recommandé d'appliquer ces déductions fiscales à l'année fiscale courante, de les garder en vigueur pour toute la période pendant laquelle le processus de conversion au système métrique affectera les employés, et de le réserver à l'achat initial de la réplique métrique d'un outil de précision.

La Commission du système métrique est priée de faire sienne cette recommandation au plus tôt et de la présenter aux paliers gouvernementaux compétents pour qu'ils la mettent en oeuvre.

CONCLUSION

Tous les particuliers et les groupements de la société canadienne bénéficieront de la conversion au système au métrique. L'employé qui doit posséder ses propres outils pour gagner sa vie en bénéficiera au même degré que ses concitoyens. Donc, puisqu'il n'en tirera pas de plus grands avantages que les autres membres de la communauté, celle-ci ne devrait pas exiger un plus grand sacrifice de sa part.

En prévoyant une déduction de \$150 pour les frais d'emploi, la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) admet déjà le principe de la compensation des frais d'emploi par l'intermédiaire du système de taxation. Il faudrait donc voir, dans les recommandations du Groupe de travail sur les déductions fiscales, le prolongement de ce principe. Ces recommandations ne visent aucunement à empiéter sur les rapports de négociation collective établis entre les parties ni à les modifier.

S. M. Gossage

Président, Groupe de travail sur les outils appartenant aux employés.

Annexe 2Coût estimatif des outils
appartenant aux employés.

	<u>Nombre de salariés</u>	<u>Coût moyen par travailleur</u>	<u>Coût total prévu</u> (milliers de dollar)
Usinage et métiers connexes	240,000	\$ 350	84,000
Mécanique et réparation	193,000	2,000	386,000
Autres métiers de la fabri- cation et de la réparation	405,000	200	81,000
Plomberie de construction	43,000	600	25,800
Autres métiers de la construction	476,000	200	95,200
Total	1,357,000		672,000
Autres	403,000	50	20,150
Ensemble des salariés des métiers susdits d'après l'enquête d'août 1975 sur la main-d'oeuvre	1,760,000		692,150

18 août 1975

Annexe 3Comité directeur 9.6Syndicats ouvriersDéclaration de principesApprentissage aux travailleurs de l'utilisation du système métrique internationalI. Principes et postulats généraux

1. Il appartient à l'employeur d'habituer les travailleurs au système métrique international.
2. Cette responsabilité ne s'applique que dans la mesure où la connaissance du système métrique est nécessaire au travail de l'employé.
3. Le manque de familiarité avec le système métrique international ne doit aucunement compromettre le poste, l'employabilité ni les chances d'avancement d'un employé.
4. Les employeurs doivent entretenir avec les représentants syndicaux des rapports étroits et assidus de consultation touchant les modalités d'apprentissage au système métrique international.
5. Le Comité directeur 9.6 veillera principalement à ce que l'industrie prévoie l'apprentissage des employés et à ce qu'elle soit au courant des possibilités d'apprentissage offertes.

II. Sources possibles de programmes d'apprentissage

Les sources énumérées ci-après n'offrent pas toutes actuellement des programmes d'apprentissage du système métrique international. Toutefois, il importe de s'arrêter à chacune afin de ne négliger aucune forme d'apprentissage requis.

1. Programmes de formation de la main-d'oeuvre des gouvernements provinciaux.
2. Programmes de formation de la main-d'oeuvre du gouvernement fédéral.
3. Programmes de formation en milieu de travail offerts par l'entreprise.
4. Programmes offerts par des institutions d'enseignement
 - a) à l'institution
 - b) au travail

5. Programmes syndicaux, moyennant l'appui de l'employeur.
6. Programmes de formation des associations professionnelles.
7. Conseillers en formation.

Vu la multiplicité des sources possibles, il y a danger de prolifération du matériel d'apprentissage, etc. Pour y parer, la Commission du système métrique devrait compiler des listes de films, matériaux, guides, cours, etc. et les mettre à la disposition des instructeurs.

III. Sources proposées selon les catégories de travailleurs

La classification suivante a été conçue en fonction de l'accessibilité aux programmes d'apprentissage. Elle regroupe les travailleurs selon leur condition au moment de l'apprentissage. Sous chaque catégorie, on indique les sources préférables d'apprentissage.

A. TRAVAILLEURS SANS EMPLOI

Sources: 1, 2, 4a.

B. TRAVAILLEURS DETENANT UN EMPLOI

1. DANS UNE ENTREPRISE DOTÉE DE PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE

Source: 3.

2. DANS UNE ENTREPRISE SANS PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE

Sources: 1, 2, 4a, 4b.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 79

Tuesday, December 16, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 79

Le mardi 16 décembre 1975

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finance, Trade and Economic Affairs

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill S-29, An Act to enable The Eastern Canada Savings and Loan Company and Central & Nova Scotia Trust Company to amalgamate.

Bill C-78, An Act to repeal An Act respecting the Halifax Relief Commission and to authorize the continuation of pensions, grants or allowances paid by the Halifax Relief Commission.

Government's program on guideline dates for metric conversion.

INCLUDING:

The Tenth, Eleventh and Twelfth Reports to the House.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75

CONCERNANT:

Bill S-29, Loi autorisant la compagnie The Eastern Canada Savings and Loan Company et la compagnie Trust Central et Nouvelle-Écosse à fusionner.

Bill C-78, Loi portant abrogation de la Loi concernant la Commission de secours d'Halifax et autorisation de prise en charge des pensions, subventions ou allocations versées par ladite Commission.

Programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion au système métrique.

Y COMPRIS:

Les dixième, onzième et douzième Rapports à la Chambre.

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Première session de la

trentième législature, 1974-1975

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott
Appolloni (Mrs.)
Breau
Clermont
Côté

Dionne (Northumber-
land-Miramichi)
Hnatyshyn
Kempling
Lambert (Bellechasse)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert
(Edmonton-West)
McCleave
McGrath
Nystrom

Philbrook
Ritchie
Roy (Laval)
Towers
Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, December 16, 1975:

Mr. McCleave replaced Mr. Whittaker
Mr. Côté replaced Mr. Gray
Mr. Trudel replaced Mr. Martin
Mr. Dionne (Northumberland-Miramichi)
replaced Mr. Joyal

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 16 décembre 1975:

M. McCleave remplace M. Whittaker
M. Côté remplace M. Gray
M. Trudel remplace M. Martin
M. Dionne (Northumberland-Miramichi) rem-
place M. Joyal

ORDERS OF REFERENCE

Thursday, December 11, 1975

Ordered,—That Bill S-29, An Act to enable The Eastern Canada Savings and Loan Company and Central & Nova Scotia Trust Company to amalgamate, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

Friday, December 12, 1975

Ordered,—That Bill C-78, An Act to repeal An Act respecting the Halifax Relief Commission and to authorize the continuation of pensions, grants or allowances paid by the Halifax Relief Commission, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

ATTEST

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

ORDRES DE RENVOI

Le jeudi 11 décembre 1975

Il est ordonné,—Que le Bill S-29, Loi autorisant la compagnie The Eastern Canada Savings and Loan Company et la compagnie Trust Central et Nouvelle-Écosse à fusionner, soit déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le vendredi 12 décembre 1975

Il est ordonné,—Que le Bill C-78, Loi portant abrogation de la Loi concernant la Commission de secours d'Halifax et autorisation de prise en charge des pensions, subventions ou allocations versées par ladite Commission, soit déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

ATTESTÉ

REPORTS TO THE HOUSE

Tuesday, December 16, 1975

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs has the honour to present its

TENTH REPORT

In accordance with its Order of Reference of Thursday, December 11, 1975, your Committee has considered Bill S-29, An Act to enable The Eastern Canada Savings and Loan Company and Central & Nova Scotia Trust Company to amalgamate, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issue No. 79*) is tabled.

Wednesday, December 17, 1975

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs has the honour to present its

ELEVENTH REPORT

In accordance with its Order of Reference of Friday, December 12, 1975, your Committee has considered Bill C-78, An Act to repeal An Act respecting the Halifax Relief Commission and to authorize the continuation of pensions, grants or allowances paid by the Halifax Relief Commission, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issue No. 79*) is tabled.

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs has the honour to present its

TWELFTH REPORT

In accordance with its Order of Reference of Monday, July 28, 1975, your Committee has considered the Government's program of guideline dates for metric conversion and reports the same to the House.

Your Committee held nine meetings and was assisted in its deliberations by the evidence adduced from telegrams, letters and briefs submitted by different organizations. Furthermore, your Committee heard the Honourable Donald C. Jamieson, Minister of Industry, Trade and Commerce and the following witnesses:

From the Metric Commission:

Mr. S. M. Gossage, Chairman.

From the Canadian Manufacturers' Association:

Mr. Lyle Doering, Chairman, CMA Metric Committee and Vice-President, Steel Company of Canada Ltd., Toronto;

Mr. Alex Gray, Vice-Chairman, CMA Metric Committee and President Gray Forgings and Stampings Ltd., Bramalea;

RAPPORTS À LA CHAMBRE

Le mardi 16 décembre 1975

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a l'honneur de présenter son

DIXIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du jeudi 11 décembre 1975, votre Comité a étudié le Bill S-29, Loi autorisant la compagnie The Eastern Canada Savings and Loan Company et la compagnie Trust Central et Nouvelle-Écosse à fusionner, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (*fascicule n° 79*) est déposé.

Le mercredi 17 décembre 1975

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a l'honneur de présenter son

ONZIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 12 décembre 1975, votre Comité a étudié le Bill C-78, Loi portant abrogation de la Loi concernant la Commission de secours d'Halifax et autorisation de prise en charge des pensions, subventions ou allocations versées par ladite Commission, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (*fascicule n° 79*) est déposé.

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a l'honneur de présenter son

DOUZIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 28 juillet 1975, votre Comité a étudié le programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion au système métrique et fait rapport à la Chambre à cet égard.

Votre Comité a tenu neuf séances et a été assisté dans ses délibérations par les témoignages et les télégrammes, lettres et mémoires que lui ont soumis divers organismes. En outre, votre Comité a entendu l'honorable Donald C. Jamieson, ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que les témoins suivants:

De la Commission du système métrique:

M. S. M. Gossage, président.

De l'Association des manufacturiers canadiens:

M. Lyle Doering, président, Comité du système métrique de l'AMC et vice-président, Steel Company of Canada Ltd., Toronto;

M. Alex Gray, vice-président, Comité du système métrique de l'AMC et président, Gray Forgings and Stampings Limited, Bramalea;

Mr. Roy Phillips, Executive Director;

Mr. Graeme Hughes, Director of Legislation, Technical and Taxation Group;

Mr. John Bramsen, Coordinator Metric Resources Centre;

Mr. Don Jupp, Ottawa Representative.

From the Standards Council of Canada:

Mr. Jean-Paul Carrière, President;

Mr. G. H. Spencer, Director, Metric Conversion.

From the Retail Council of Canada:

Mr. Alasdair J. McKichan, President;

Mr. Robert Berilla, President, Canadian Grocery Distributors' Institute;

Mr. Arthur Southwood, Co-Chairman of the Working Group on Scales in the Retail Food Industry.

From Metric Steel (The Task Force for Metric Conversion in the Canadian Iron and Steel Industry):

Mr. P. M. McCooey, Administrator.

From the Consumers' Association of Canada:

Mrs. M. Lister, Chairman, Metric Advisory Committee.

From the Canadian Federation of Independent Business:

Mr. John F. Bullock, President;

Mr. James R. Conrad, Director, Policy and Research.

From the Canadian Feed Manufacturers' Association:

Mr. Curtis L. Friend, Executive Secretary.

From the American National Metric Council:

Mr. Adrian G. Weaver, Chairman;

Dr. M. O'Hagan, Executive Director.

From the Canadian Labour Congress:

Mr. J. Morris, President;

Mr. Ron W. Lang, Director, Legislation Branch.

Throughout its deliberations, your Committee was ably assisted by Mr. Paul C. Boire, Executive Director of the Metric Commission, who acted as technical advisor to the Committee.

After study of the briefs submitted and extensive questioning of witnesses by the members of the Committee, there appeared to be much support for the approval of the government's program on guideline dates for metric conversion.

Your Committee affirms its support of the policies and principles contained in the White Paper on Metric Conversion tabled in the House of Commons in January 1970.

M. Roy Phillips, directeur général;

M. Graeme Hughes, directeur du Groupe de la législation, de l'impôt et des affaires techniques;

M. John Bramsen, coordonnateur, Centre des ressources du système métrique;

M. Don Jupp, représentant à Ottawa.

Du Conseil canadien des normes:

M. Jean-Paul Carrière, président;

M. G. H. Spencer, directeur, Conversion au système métrique.

Du Conseil canadien du commerce de détail:

M. Alasdair J. McKichan, président;

M. Robert Berilla, président, Institut canadien de la distribution alimentaire;

M. Arthur Southwood, co-président du groupe d'études sur les balances utilisées par l'industrie alimentaire de détail.

De Metric Steel (Groupe d'étude sur la conversion au système métrique dans l'industrie canadienne du fer et de l'acier):

M. P. M. McCooey, administrateur.

De l'Association des consommateurs du Canada:

M^{me} M. Lister, présidente, comité consultatif sur le système métrique.

De la Fédération canadienne des entreprises indépendantes:

M. John F. Bullock, président;

M. James R. Conrad, directeur, Politique et recherche.

De l'Association canadienne des manufacturiers de moulées:

M. Curtis L. Friend, secrétaire exécutif.

Du Conseil national du système métrique des États-Unis:

M. Adrian G. Weaver, président;

M. M. O'Hagan, directeur exécutif.

Du Congrès du travail du Canada:

M. J. Morris, président;

M. Ron W. Lang, directeur, division de la législation.

Au cours de ses délibérations, votre Comité a pu bénéficier de la compétence de M. Paul C. Boire, directeur exécutif de la Commission du système métrique, qui assistait aux audiences en qualité de conseiller technique du Comité.

L'étude des mémoires qui lui ont été soumis et le témoignage éloquent des témoins ont permis au Comité de constater qu'on approuvait généralement le programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion au système métrique.

Votre Comité confirme l'appui qu'il porte aux politiques et aux principes énoncés dans le Livre blanc sur la conversion au système métrique présenté à la Chambre des communes en janvier 1970.

Your Committee affirms and recommends the voluntary adoption of the International System of Units (SI) as the single coherent system of measurement units to be used in Canada.

Your Committee recognizes that for a voluntary program of metric conversion to be carried out effectively and efficiently there must be an overall program of guideline dates and is of the opinion that the implementation of such a program would be greatly encouraged by support from Parliament and all levels of government.

Your Committee recognizes that dissemination of information to the public on metric conversion is an essential element in the success of a voluntary program and therefore recommends that the Government give consideration to the advisability of providing adequate funds to the Metric Commission to ensure that the public is appropriately informed of the remaining phases of planning, scheduling and implementation of this program.

Your Committee recognizes that financial difficulties may be encountered in changing over to the metric system and therefore recommends that the Government give consideration to the advisability of providing the following for the purchase of parts and other equipment necessary for metric conversion:

- a) exemption from sales tax and import duties;
- b) accelerated write-off privileges;
- c) loans of adequate term at a reasonable rate of interest;
- d) the implementation of a tax credit system for employees who must purchase metric tools.

Your Committee is of the opinion that it is essential that the Metric Commission report progress on the implementation of this program on an annual basis to the House and therefore recommends that an annual report on metric conversion be provided by the Metric Commission and that officials of the Metric Commission appear before this Committee annually.

Your Committee recommends that the House consider the advisability of giving approval to the program of guideline dates for metric conversion.

Your Committee further recommends that the government give consideration to the advisability of bringing forward legislation to provide an additional base for metric conversion.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos. 59, 60, 61, 75, 76, 77, 78 and 79*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président
ROLAND COMTOIS
Chairman

Votre Comité appuie et recommande l'adoption volontaire du Système métrique d'unités (SI) comme seul système d'unités de mesure à utiliser au Canada.

Votre Comité reconnaît que la conversion volontaire et ordonnée au système métrique exige qu'on établisse des échéances et estime que la mise en œuvre d'un programme de cette nature serait grandement facilitée par l'appui du Parlement et de tous les échelons de gouvernement.

Votre Comité reconnaît que la diffusion au public de l'information relative à la conversion au système métrique est une condition essentielle du succès d'un programme volontaire et recommande que le gouvernement étudie l'opportunité d'accorder à la Commission du système métrique des fonds suffisants pour lui permettre de dispenser une information appropriée quant aux étapes futures de la planification et de la mise en œuvre du programme.

Votre Comité reconnaît que des difficultés financières pourraient surgir par suite de la conversion au système métrique, et recommande que le gouvernement étudie l'opportunité de prendre les mesures suivantes relativement à l'achat de pièces et de l'outillage nécessaire:

- a) exemption de la taxe de vente et des droits de douane;
- b) dépréciation accélérée; et
- c) prêts à terme suffisant et à des taux d'intérêt raisonnables;
- d) mise en œuvre d'un système de crédits d'impôts à l'intention des employés qui doivent acheter des outils métriques.

Votre Comité estime qu'il est essentiel que la Commission du système métrique fasse rapport à la Chambre tous les ans de l'évolution de la mise en œuvre du programme et recommande que la Commission du système métrique présente un rapport annuel à cet égard, et que ses hauts fonctionnaires comparaissent devant le Comité tous les ans.

Votre Comité recommande à la Chambre d'étudier l'opportunité d'adopter le programme gouvernemental fixant des échéances pour la conversion au système métrique.

Votre Comité recommande d'autre part que le gouvernement étudie la possibilité de présenter de nouvelles mesures législatives afin de donner une base supplémentaire à la conversion au système métrique.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n^{os} 59, 60, 61, 75, 76, 77, 78 et 79*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 16, 1975
(99)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Abbott, Mrs. Appolloni, Messrs. Breau, Cafik, Clermont, Comtois, Côté, Dionne (*Northumberland-Miramichi*), Joyal, Kempling, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), McCleave, Roy (*Laval*), Towers and Trudel.

Witnesses: On Bill S-29, An Act to enable The Eastern Canada Savings and Loan Company and Central & Nova Scotia Trust Company to amalgamate: Mr. Herb Breau, Member of Parliament, Sponsor of the Bill; Mr. John D. Richard, Parliamentary Agent; *From the Central and Nova Scotia Trust Company:* Messrs. Henry B. Rhude, Q.C., President and Donald R. Munroe, Executive Vice-President; *From the Eastern Canada Savings and Loan Company:* Messrs. Donald M. Smith, President and John MacInnes, Q.C., Director; *From the Department of Insurance:* Mr. R. G. Page, Director.

On Bill C-78, An Act to repeal An Act respecting the Halifax Relief Commission and to authorize the continuation of pensions, grants or allowances paid by the Halifax Relief Commission: Mr. Jacques-L. Trudel, Parliamentary Secretary to the Minister of Finance; *From the Canadian Pension Commission:* Mr. Allan O. Solomon, Chairman; *From the Treasury Board:* Mr. H. D. Clark, Director, Pensions and Insurance Division.

The Committee proceeded to consider its Order of Reference dated Thursday, December 11, 1975, which is as follows:

Ordered,—That Bill S-29, An Act to enable The Eastern Canada Savings and Loan Company and Central & Nova Scotia Trust Company to amalgamate, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

On the Preamble,

The Sponsor of the Bill and the Parliamentary Agent made statements and, with the witnesses, answered questions.

The Preamble carried.

Clauses 1 to 4 were severally carried.

The Title carried.

The Bill carried.

Ordered,—That the Chairman report Bill S-29, without amendment, to the House.

The Committee proceeded to consider its Order of Reference dated Friday, December 12, 1975 which is as follows:

Ordered,—That Bill C-78, An Act to repeal An Act respecting the Halifax Relief Commission and to authorize the continuation of pensions, grants or allowances paid by the Halifax Relief Commission, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 16 DÉCEMBRE 1975
(99)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 15 h 40 sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: M. Abbott, M^{me} Appolloni, MM. Breau, Cafik, Clermont, Comtois, Côté, Dionne (*Northumberland-Miramichi*), Joyal, Kempling, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), McCleave, Roy (*Laval*), Towers et Trudel.

Témoins: Au sujet du bill S-29, Loi autorisant la compagnie The Eastern Canada Savings and Loan Company et la compagnie Trust Central et Nouvelle-Écosse à fusionner: M. Herb Breau, député, parrain du bill; M. John D. Richard, Agent parlementaire; *de la compagnie Trust Central et Nouvelle-Écosse:* MM. Henry B. Rhude, c.r. président, et Donald R. Munroe, vice-président exécutif; *d'Eastern Canada Savings et Loan Company:* MM. Donald M. Smith, président et John MacInnes, c.r., administrateur; *du département des assurances:* M. R. G. Page, directeur.

Le bill C-78, Loi portant abrogation de la Loi concernant la Commission de secours d'Halifax et autorisation de prise en charge des pensions, subventions ou allocations versées par ladite Commission: M. Jacques L. Trudel, secrétaire parlementaire du ministre des Finances; *de la Commission canadienne des pensions:* M. Allan O. Solomon, président; *du Conseil du trésor:* M. H. D. Clark, directeur, Division des pensions et des assurances.

Le Comité entreprend l'étude de son ordre de renvoi daté du jeudi 11 décembre 1975, qui est rédigé comme suit:

Il est ordonné,—que le bill S-29, Loi autorisant la compagnie The Eastern Canada Savings and Loan Company et la compagnie Trust Central et Nouvelle-Écosse à fusionner, soit déferé au Comité des finances, du commerce et des questions économiques.

Le préambule.

Le parrain du bill et l'agent parlementaire font des déclarations, et, avec les témoins, répondent aux questions.

Le préambule est adopté.

Les articles 1 à 4 sont adoptés séparément.

Le titre est adopté.

Le bill est adopté.

Il est ordonné,—que le président fasse rapport du bill S-29, sans modification, à la Chambre.

Le Comité entreprend l'étude de son ordre de renvoi daté du vendredi 12 décembre 1975, qui est rédigé comme suit:

Il est ordonné,—que le bill C-78, Loi portant abrogation de la Loi concernant la Commission de secours d'Halifax et autorisation de prise en charge des pensions, subventions ou allocations versées par ladite Commission, soit déferé au Comité des finances, du commerce et des questions économiques.

The Chairman called Clause 2.

The Parliamentary Secretary made a statement and with the witnesses answered questions.

Clauses 2 to 10 severally carried.

Clause 1 carried.

The Preamble carried.

The Title carried.

The Bill Carried.

Ordered,—That the Chairman report Bill C-78, without amendment, to the House.

By unanimous consent, the Committee proceeded to sit *in camera*.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to the Government's program of guideline dates for metric conversion. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, October 21, 1975, Issue No. 59*).

The Committee proceeded to consider a draft Report to the House, adopted it as amended and ordered that the Chairman present it to the House as the Committee's Twelfth Report.

At 4:25 o'clock p.m., the Committee adjourned until 11:00 o'clock a.m. on Thursday, December 18, 1975.

Le président met en délibération l'article 2.

Le secrétaire parlementaire fait une déclaration et, avec les témoins, répond aux questions.

Les articles 2 à 10 sont adoptés séparément.

L'article 1 est adopté.

Le préambule est adopté.

Le titre est adopté.

Le bill est adopté.

Il est ordonné,—que le président fasse rapport du bill C-78, sans modification, à la Chambre.

Du consentement unanime, le Comité entreprend de siéger à huis clos.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi portant sur le programme des dates indicatrices pour la conversion au système métrique. (*Voir les procès-verbaux et témoignages du mardi 21 octobre 1975, fascicule n° 59*).

Le Comité entreprend l'étude du projet de rapport à l'intention de la Chambre, l'adopte, sous sa forme modifiée, et ordonne au président de la présenter à la Chambre à titre de Douzième rapport du Comité.

A 16 h 25, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 18 décembre 1975, à 11 heures.

Le greffier du Comité

Lois A. Cameron

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, December 16, 1975.

• 1538

[Texte]

The Chairman: Order. Today we will consider Bill S-29, An Act to enable The Eastern Canada Savings and Loan Company and Central & Nova Scotia Trust Company to amalgamate.

Should we have the Clerk read the Order of Reference or dispense?

Some hon. Members: Dispense.

The Chairman: Agreed.

I would like the sponsor, Mr. Breau, M.P., to introduce the Parliamentary Agent for that Bill. Mr. Breau.

M. Herb Breau (député, parrain du bill): Merci, monsieur le président. L'agent parlementaire des compagnies est M. John D. Richard. Vous me permettrez peut-être de vous présenter les représentants des deux compagnies. The President of Central & Nova Scotia Trust Company, Mr. Harry Rhude and the President of Eastern Canada Savings and Loan Company, Mr. Donald Smith. Mr. Richard, I believe, will have a brief statement opening consideration of the Bill.

The Chairman: I shall call the preamble and invite Mr. Richard to make some comments. Mr. Richard.

M. John D. Richard (agent parlementaire): Monsieur le président, messieurs les membres du Comité. We appreciate very much your making this time available to us to appear before you.

This is a bill which will provide for enabling legislation to allow a trust company and a loan company to amalgamate. There are no provisions in their respective federal statutes that provide for the amalgamation of a loan company with a trust company, although there are provisions for a trust company amalgamating with another trust company, the same as a loan company with another loan company.

We have the president of the two companies available to answer any inquiries which you may have, Mr. Chairman.

• 1540

The Chairman: Mr. Richard, thank you.

Mr. McCleave: I have one question, but it is not to them or to the Parliamentary Agent. It is simply a matter that since there is a wedding or a marriage of convenience involved between a trust company and a loan company, if there is any—and I presume this would have to be screened somewhere within the Department of Finance—special attitude expressed there, whether there was even so much as a raised eyebrow or whether they thought this transaction was quite in order. That is the only question I have in mind.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 16 décembre 1975.

[Interprétation]

Le président: A l'ordre. Aujourd'hui, nous reprenons l'étude du Bill S-29, Loi autorisant la compagnie *The Eastern Canada Savings and Loan Company* et la compagnie Trust central et Nouvelle-Écosse à fusionner.

Est-il nécessaire de demander au greffier de lire l'ordre de renvoi?

Des voix: Non.

Le président: D'accord.

Je demanderai au parrain du bill, le député Breau, de nous présenter l'agent parlementaire. Monsieur Breau.

Mr. Breau (M. P. Sponsor of the Bill): Thank you, Mr. Chairman. The parliamentary agent for these companies is Mr. John D. Richard. With your permission, I should like to introduce representatives from both companies. Le président de la compagnie Trust central et Nouvelle-Écosse, M. Harry Rhude ainsi que le président de la compagnie *The Eastern Canada Savings and Loan Company*, M. Donald Smith. Je crois que M. Richard doit faire une déclaration ayant trait à l'étude de ce projet de loi.

Le président: Je ferai l'exposé des motifs du projet de loi et j'inviterai M. Richard à nous faire part de ses observations. Monsieur Richard.

Mr. John D. Richard (Parliamentary Agent): Mr. Chairman, members of the committee—Nous vous savons gré de nous avoir permis de comparaître devant vous.

Ce projet de loi autorisera le fusionnement d'une société fiduciaire et d'une société de prêts. Leurs statuts fédéraux respectifs ne prévoit pas le fusionnement d'une société de crédit et d'une société fiduciaire, bien qu'ils comportent des dispositions sur le fusionnement de deux sociétés fiduciaires ou de deux sociétés de crédit.

Le président de chacune des deux sociétés est présent pour répondre aux questions des membres du Comité.

Le président: Merci, monsieur Richard.

M. McCleave: J'ai une question qui ne s'adresse ni à eux ni à l'agent parlementaire. Je suppose que le fusionnement d'une société de crédit et d'une société fiduciaire n'est qu'un mariage de convenance, qui, cependant doit recevoir l'approbation du ministère des Finances. Je me demande quelle était la position du Ministère concernant ce fusionnement. L'a-t-on vu comme une transaction tout à fait acceptable? Voilà la seule question que j'ai à poser.

[Text]

An hon. Member: We have a representative . . .

The Chairman: Yes, we have Mr. Page of the Department of Insurance with us this afternoon. Maybe Mr. Page could . . .

Mr. R. G. Page (Director, Trust and Loan Division, Department of Insurance): We have no objections to the proposed amalgamation, as far as it has gone, as yet.

The Chairman: And you will leave this to the Committee.

Mr. Page: Yes.

The Chairman: Thank you, Mr. Page. Mr. McCleave.

Mr. McCleave: That is my question. Thank you.

The Chairman: Thank you.

Mr. Richard: I might say, Mr. Chairman, that the Minister of Finance has approved the amalgamation in principle.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Oui, c'était la question que je voulais poser, s'il y avait un représentant soit du Département des assurances, soit du ministère des Finances, pour nous faire part de leur réaction à un tel bill. Alors, nous avons celle du surintendant du Département des assurances. Notre collègue, M. Breau a mentionné que le ministre des Finances semble être favorable . . . Comme nous avons l'assurance du représentant du surintendant du Département des assurances, cela me suffit.

Le président: Merci, monsieur Clermont.

Shall the preamble carry?

Preamble agreed to.

The Chairman: Mr. Dionne.

Mr. Dionne (Northumberland-Miramichi): I have a question or two I would like to put to the officials of the proposed company. I would like them to explain to me very briefly, if they would, how this company will function vis-à-vis the banks with regard to making loans.

Mr. Rhude: Both companies have been in competition with the banks ever since the banks have been in the mortgage lending field. We believe that by putting these two companies together we will have a stronger base and be in a better competitive position vis-à-vis the banks, but we will continue to make mortgage loans just as we have in the past.

I might say that we both have mortgage portfolios which approach \$400 million, for a figure approaching \$800 million at the time of amalgamation. In the case of Central Nova Scotia Trust Company, approximately 76 per cent of our mortgage loans are on residential construction, with an average loan presently of about \$21,000 over the whole portfolio. The Eastern Canada Savings and Loan Company have approximately 87 per cent of their mortgage in residential properties and with an average loan of somewhat in excess of \$20,000. I do not know if that answers your question, sir.

[Interpretation]

Une voix: Il y a un représentant . . .

Le président: M. Page du Département des assurances est présent cet après-midi. Il pourrait peut-être nous . . .

M. R. G. Page (Directeur, Division des sociétés de fiducie et des prêts, Département des assurances): Nous ne nous opposons pas au fusionnement proposé à cette étape de la transaction.

Le président: C'est donc au Comité d'en décider.

M. Page: C'est exact.

Le président: Merci, monsieur Page. M. McCleave a la parole.

M. McCleave: C'est la réponse à ma question. Merci.

Le président: Merci.

M. Richard: Je dois dire en passant que le fusionnement a reçu l'approbation de principe du ministre des Finances.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: I was just going to ask if there was an official from the Insurance or Finance Department to give us their reaction to this bill. The director of the Insurance Department is present with us today, and our colleague, Mr. Breau, mentioned that the Finance Department seems to be in favour of the bill. I find the testimony of the Director Insurance Department quite satisfactory.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Le préambule, est-il adopté?

Adopté.

Le président: Monsieur Dionne, vous avez la parole.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): J'ai une ou deux questions à poser aux fonctionnaires de la société proposée. J'aimerais connaître la politique de cette nouvelle société en ce qui concerne les prêts, en comparaison de la politique des banques.

M. Rhude: Ces deux sociétés ont fait concurrence aux banques depuis que celles-ci prêtent sur hypothèque. Nous sommes d'avis que le fusionnement placerait la nouvelle société plus forte du point de vue de la concurrence, mais nous continuerons à prêter sur hypothèque comme auparavant.

Je dois dire que nous avons des valeurs en portefeuille sous forme d'hypothèques de presque 400 millions de dollars, ce qui nous donne un total de presque 800 millions de dollars au moment du fusionnement. Dans le cas de la compagnie Trust Central et Nouvelle-Écosse, environ 76 p. 100 des hypothèques sont destinées à la construction de résidences, ce qui nous donne une moyenne d'environ \$21,000 par hypothèque dans l'ensemble de ce portefeuille. Environ 87 p. 100 des hypothèques de la compagnie *The Eastern Canada Savings and Loan Company* sont également destinées à la construction de résidences, et la moyenne des prêts est de \$20,000 par hypothèque. Est-ce que cela répond à votre question?

[Texte]

Mr. Dionne (Northumberland-Miramichi): Yes it does, but it leads to another one or two. With regard to your mortgage loans, do you plan to cater only to urban areas or to the rural areas of Eastern Canada as well?

Mr. Rhude: To both, sir. We have branches in the major centres, and I would like to tell you where else we have branches. We have them in Bathurst, New Brunswick; Campbellton, New Brunswick; Edmunston, New Brunswick; Kentville, Newcastle and Port Hawkesbury, Nova Scotia; Sussex, New Brunswick; Truro, Nova Scotia; Yarmouth, Nova Scotia. Those are some of the places where we have branches. They are small centres, as you know, and they are usually centres which cater to a larger farming community or a rural community around it, and from those branches we lend money by way of mortgages not only in the smaller towns but also in the villages and environs around the smaller towns.

• 1545

Mr. Dionne (Northumberland-Miramichi): Some companies in the mortgage business have a restriction on their loans, such that they will not lend within a radius of, say, 15 miles from a major centre. Does that apply to your company?

Mr. Rhude: It does not apply to either of the companies, sir; we have no such restriction.

Mr. Dionne (Northumberland-Miramichi): Will you be making personal loans? Will you be in the personal loan field as well as the mortgage field?

Mr. Rhude: Yes, but only in a very minor way. It is not a branch of either company's business that appears to be developing rapidly. We are both in it in a small way.

Mr. Cafik: Where do you get an application form?

Mr. Dionne (Northumberland-Miramichi): How does your interest rate on personal loans compare with that of banks and with the finance companies, which are ripping off so many people these days?

Mr. Rhude: Our interest rates are much lower than those of the finance companies; I think they would approximate the rate charged by banks. Mr. Munro, the Executive Vice-President of Central & Nova Scotia Trust, just nodded to me that they are the same, our rates are the same as those of the banks for personal loans.

Mr. Dionne (Northumberland-Miramichi): That is high enough. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Dionne.

Clauses 1 to 4 agreed to.

Preamble agreed to.

Title agreed to.

The Chairman: Shall I report the bill?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you gentlemen, for appearing before our Committee this afternoon.

[Interprétation]

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Oui, mais cela débouche sur d'autres questions. En ce qui concerne ces hypothèques, avez-vous l'intention de desservir seulement les régions urbaines, ou allez-vous également travailler dans les régions rurales de l'Est du pays?

M. Rhude: Nous allons travailler dans les deux domaines. Nous avons des succursales dans les villes les plus importantes, mais nous en avons également à Bathurst, Campbellton, Edmunston, et à Sussex au Nouveau-Brunswick; ainsi qu'à Kentville, Newcastle, Port Hawkesbury, Truro, et à Yarmouth en Nouvelle-Écosse. Voilà les endroits où se trouvent quelques-unes de nos succursales. Il s'agit là, comme vous le savez, de petites villes qu'on, le plus souvent, sont situées au milieu d'une région agricole importante. Ces succursales consentent des hypothèques dans les villages et dans les localités environnantes et non pas seulement dans les villes que j'ai mentionnées.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Certaines sociétés de prêts sur hypothèques imposent une limite sur leurs prêts, par exemple elles décident de ne pas prêter dans un rayon disons de 15 milles d'un centre important. Est-ce le cas pour votre société?

M. Rhude: Ce n'est le cas pour aucune société, monsieur, nous n'imposons aucune limite de ce genre.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Allez-vous consentir des prêts à des particuliers en plus des prêts sur hypothèques?

M. Rhude: Oui, mais très peu. Ce genre d'activités ne prend pas d'expansion rapide dans aucune des sociétés. Les deux sociétés en consentent très peu.

M. Cafik: Où peut-on obtenir une formule de demande?

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Quel est votre intérêt sur les prêts personnels par comparaison avec celui des banques et des compagnies fiduciaires qui est excessif?

M. Rhude: Nos taux d'intérêt sont beaucoup plus bas que ceux des compagnies fiduciaires; je crois qu'ils sont à peu près semblables à ceux des banques. M. Munro, le vice-président du *Central and Nova Scotia Trust* vient d'acquiescer, nos taux sont les mêmes que ceux des banques pour ce qui est des prêts personnels.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Ils sont assez élevés. Merci.

Le président: Merci, monsieur Dionne.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le préambule est adopté.

Le titre est adopté.

Le président: Dois-je faire rapport du Bill?

Des voix: D'accord.

Le président: Messieurs, je vous remercie d'avoir comparu ce matin devant notre Comité.

[Text]

We have something else on the order paper for today. We have for consideration, Bill C-78, An Act—respecting the Halifax Relief Commission and to authorize the continuation of pensions, grants or allowances paid by the Halifax Relief Commission.

Shall I have the Clerk read the Order of Reference or dispense?

Some hon. Members: Dispense.

The Chairman: Agreed. Appearing we have Mr. Jacques Trudel, the Parliamentary Secretary to the Minister of Finance. I would like him to introduce his witness from the Treasury Board. Mr. Trudel.

Mr. Jacques Trudel (Parliamentary Secretary to the Minister of Finance): Thank you, Mr. Chairman. To my immediate right is Mr. H. D. Clark, Director, Pensions and Insurance Division, Treasury Board; to his right Mr. A. O. Solomon, Chairman, Canadian Pension Commission.

The Chairman: Thank you.

Mr. Trudel: I have some remarks, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes. I will call Clause 2 and introduce the witnesses, and the Committee may be disposed to permit general questioning on the bill at this point.

On Clause 2—*Definitions*

The Chairman: Mr. McCleave.

Mr. McCleave: I would like to ask questions after my colleague has made his remarks. I think he has in mind some of the questions raised by Mr. Knowles and myself in the House of Commons.

The Chairman: Thank you, Mr. McCleave. Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, this will be brief. The subject matter: results from the devastating explosion, which occurred in Halifax Harbour on the morning of December 6, 1917; some 1,635 persons were killed, and there were about 10,000 cases of injury originally reported. The purpose of the bill was to provide financial assistance on a long-term basis to the victims of the explosion and their dependents, as well as to assist in the rehabilitation of the Halifax—Dartmouth area which had been damaged by the explosion.

The Halifax Relief Commission was created by an order in council in January, 1918. The federal government was given the responsibility, through the Governor in Council, for operational matters such as the appointment of commissioners.

The main purpose of the Commission, and its most important trust, was the administration of a system of allowance granted to the widows of those who were killed and to those suffering from disabilities caused by the explosion. While some 3,000 of the original 10,000 injuries were classified as serious, most were not of a permanent nature. This is evidenced by the fact that in 1920 there were 1,028 survivor and disability pensions being paid by the Commission. The total has gradually decreased, and today there are 65 persons as of this month.

[Interpretation]

Nous avons autre chose à l'ordre du jour aujourd'hui. Nous devons étudier le Bill C-78 «Loi concernant la Commission de secours d'Halifax et autorisation de prise en charge des pensions, subventions ou allocations, versées par ladite Commission».

Le greffier doit-il lire l'ordre de renvoi ou en est-il dispensé?

Des voix: Dispensé.

Le président: D'accord. Notre témoin est M. Jacques Trudel, secrétaire parlementaire du ministre des Finances. J'aimerais qu'il présente les témoins du Conseil du Trésor. Monsieur Trudel.

M. Jacques Trudel (Secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Merci, monsieur le président. A ma droite, M. H. D. Clark, directeur de la division des pensions et des assurances du Conseil du Trésor; à sa droite, M. A. O. Solomon, président de la Commission canadienne des pensions.

Le président: Merci.

M. Trudel: J'ai quelques observations à faire, monsieur le président.

Le président: Oui. Je vais mettre en délibération l'article 2 et ensuite je présenterai les témoins et l'on pourra poser des questions en général sur le Bill.

Article 2—*Définitions.*

Le président: Monsieur McCleave.

M. McCleave: J'aimerais poser des questions après que mon collègue aura fait ses observations. Je crois qu'il se reporte à certaines des questions soulevées par M. Knowles et moi-même à la Chambre des communes.

Le président: Merci, monsieur McCleave. Monsieur Trudel.

M. Trudel: Monsieur le président, je serai bref. Le sujet du Bill résulte de l'explosion dévastatrice qui a eu lieu dans le port d'Halifax le matin du 6 décembre 1917; environ 1,635 personnes ont été tuées et 10,000 blessées. L'intention de ce Bill était de fournir une aide financière à long terme aux victimes de l'explosion et aux personnes à leur charge et d'aider à la reconstruction de la région Halifax-Dartmouth qui avait été endommagée par l'explosion.

La Commission de secours d'Halifax a été créée par un décret du conseil en janvier 1918. Le gouvernement fédéral était ainsi chargé, par l'entremise du Gouverneur en conseil, du fonctionnement de la Commission comprenant la nomination des commissaires.

Le rôle principal de la Commission, et sa charge la plus importante, était de gérer un régime d'indemnités accordé aux veuves des victimes et à ceux souffrant d'incapacité causée par l'explosion. Bien qu'environ 3,000 des 10,000 blessures aient été jugées graves, la plupart n'étaient pas permanentes. Cet état de chose est prouvé par le fait qu'en 1920, la Commission payait 1,028 pensions aux survivants souffrant d'incapacité. Ce total a baissé progressivement et, ce mois-ci, elle ne verse que 65 pensions.

[Texte]

Over the last 25 years, this guidance has been directed towards the winding up of the affairs of the Commission as the passage of time reduced the extent of its responsibilities to the point where the federal and the provincial governments have agreed that the continuation of a separate establishment is not warranted, and that the transfer of the responsibility for the payment of pensions to another more permanent government body should be made.

I think that is the purpose of the bill, Mr. Chairman.

• 1550

This has been the result of consultation between the government of Nova Scotia—complimentary legislation, it is my understanding, is being prepared in Nova Scotia following this one here. The two governments have agreed that the Canadian Pension Commission, which has the responsibility for administering the Pension Act under which war disability pensions are paid, would be an appropriate body to which the responsibilities of the Halifax Relief Commission could be transferred.

The bill also contemplates the establishment of a special interest-bearing account in the consolidated Revenue Fund, into which will be paid the proceeds of the assets of the Commission apart from the reserve set aside for the superannuation plan of the staff which has been approved by the Governor in Council. That reserve will be transferred to the federal superannuation account from which the pensions under the superannuation plan will be paid.

The explosion survivor and disability pensions will be paid from the special account.

Its final balance, Mr. Chairman, which is not required for the benefit of pensioners is to be used for the continued rehabilitation of the area which was damaged in the 1917 explosion.

The various transfers which I have mentioned will take place at a time which is mutually acceptable to the various parties concerned after the provincial legislation has been passed by the provincial legislature.

In concluding, Mr. Chairman, I would certainly like to pay tribute to the devoted work over the years of the staff of the Commission and the various commissioners, of whom the last two are the present Chairman, Mr. Allan Butler, and Mr. Frank H. Flynn.

As Mr. McCleave has mentioned, there was some concern expressed in the House at second reading regarding the pensions, and I think one point that was raised was the review of pensions. The other point was the contact that should be established, or should be available for the people who are still being aided by this fund.

I may add that as for the pension, the revision of the amounts payable to the people, the recipients, is directly tied to the medical report, and this can be escalated according to the damage or the injuries—the escalation of the injuries. This was available under the present plan when it was administered by the Commission. It is directly tied into the medical report, and this would be assessed.

I understand that Mr. McCleave has a suggestion to make, Mr. Chairman, regarding the availability of contact that could be made in the Halifax region if the Commission is removed, and I will leave that point to him. If there are any other questions, I am ready to answer them.

[Interprétation]

Au cours des 25 dernières années, on s'est de plus en plus orienté vers la fin des activités de la Commission étant donné qu'avec les années ses responsabilités ont tellement diminué que les gouvernements fédéral et provincial ont convenu que cet organisme distinct n'était plus nécessaire et qu'il faudrait transférer la responsabilité de verser des pensions à un autre organisme gouvernemental permanent.

Je crois que c'est l'intention du Bill, monsieur le président.

Il y a eu consultation avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse; je crois savoir que la Nouvelle-Écosse prépare une loi similaire à celle-ci. Les deux gouvernements ont convenu que la Commission canadienne des pensions, qui s'est vue confier l'application de la Loi sur les pensions, laquelle régit les pensions pour invalidité de guerre, est l'organisme auquel peuvent être transmises les attributions de la Commission de secours d'Halifax.

Le bill prévoit aussi la création d'un compte spécial portant intérêt dans le fonds du revenu consolidé, auquel compte serait versés les actifs de la Commission, sauf pour ce qui est des réserves mises de côté pour le fonds de pension du personnel qui a été approuvé par le gouverneur en conseil, lesdites réserves devant être versées au fonds de pension de la Fonction publique fédérale à partir duquel le paiement des pensions doit se faire.

Les pensions aux survivants de l'explosion et les pensions d'invalidité seront versées à partir de ce compte spécial.

Le solde qui ne serait pas requis par les pensionnés, monsieur le président, sera utilisé pour le rétablissement de la région qui a été endommagée lors de l'explosion de 1917.

Les divers transferts seront faits à un moment qui sera déterminé par les parties en cause une fois que la loi provinciale aura été adoptée par l'Assemblée législative de la province.

En terminant, monsieur le président, je voudrais rendre hommage au personnel qui s'est succédé au sein de la Commission au cours des années ainsi qu'aux commissaires dont les deux derniers représentants sont le président actuel, M. Allan Butler, et M. Frank H. Flynn.

Comme M. McCleave l'a souligné, il y a eu certaines inquiétudes manifestées à la Chambre lors de l'étape de la deuxième lecture, inquiétudes qui avaient trait à la révision des pensions ainsi qu'à la communication à établir avec ceux qui sont encore bénéficiaires du fonds.

En ce qui concerne les pensions, la révision des montants dépend toujours des rapports médicaux; ils peuvent être augmentés selon les blessures ou l'aggravation des blessures. C'était une des caractéristiques du régime tel qu'il a été appliqué par la Commission. La révision dépendait des rapports médicaux.

Je crois savoir que M. McCleave a une suggestion à faire concernant la communication à établir dans la région d'Halifax si la Commission est abolie. Je m'en remets à lui. S'il a des questions, je suis prêt à lui répondre.

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel.

Mr. McCleave.

Mr. McCleave: I did have two questions. The first one I suppose might be directed to Mr. Solomon. I am thinking about the 65 pensioners. I believe that party would cover all the class that one could see as having any claim whatsoever for these funds. But what basis or what sort of formula is used to determine the amount that they are paid now? Does Mr. Solomon know that?

Mr. Allan O. Solomon (Chairman, Canadian Pension Commission): Mr. Chairman, we have—or we will have—from the Halifax Relief Commission the formulas which they have been using, and which they established some years ago. I would anticipate that we would use those formulas as a starter and from there, depending again on how much money there is available for the purpose, we would eventually try to evolve a formula which we feel would be fair to all concerned, and try to relate as much as possible to the disability pensions which we pay for similar types of cases on the war disabled.

Mr. McCleave: Would the pensioners, Mr. Chairman, be then on a similar footing as say somebody who had suffered severe injury in the trenches in the First World War?

Mr. Solomon: They are not on a similar footing financially now, and it is hard to say of course in advance if they would become on a similar footing later. But certainly we would hope to bring them as close together as we possibly can.

Mr. McCleave: What concerns me then—and Mr. Solomon is probably reading my mind—is that there would be more a spirit of generosity in dealing with these people than a spirit of being a little tight with them.

Mr. Solomon: I think, Mr. Chairman, that it is fair to reply to Mr. McCleave this way, to say that the Canadian Pension Commission I believe is fairly well known for its social awareness and its sympathetic attitudes, and I would see that this would certainly continue for this small group of people.

Mr. McCleave: How would they proceed? Would they go to the Pensions Advocates? Would this be the way the Commission thinks it would proceed?

• 1555

Mr. Solomon: No, Mr. Chairman, we do not see that the Pensions Advocates will become involved in this at all. There is only a very small group, all of whom have been pensioners for a very long time. With this group who are now pensioners, we would see that they would maintain a direct contact with our offices in Halifax in the case of the majority of them who live in that area. Others will be in touch with us in the various districts in Canada in which they live. The few that live in the United States could be in touch with us by mail. We will be able to arrange, I am quite sure, for those who live outside of Canada to have medical examinations as required through the facilities of other governments.

Mr. McCleave: Some of these pensioners, I know from personal experience as a member of Parliament, just love to get in with documents, some of them dating back almost half a century, and proceed to bend one's ear with their problems. I am just wondering if Mr. Solomon could indicate whether there would be any specific person whose ear would be lent to be bent in such manner.

[Interpretation]

Le président: Merci, M. Trudel.

Monsieur McCleave.

M. McCleave: J'ai deux questions à poser. La première s'adresse à M. Solomon. Je pense qu'il y a 65 pensionnés actuellement. Ils représentent les seules personnes à qui on doit verser des pensions à partir du fonds. Monsieur Solomon sait-il quelle est la formule qui est employée pour le versement de ces pensions?

M. Allan O. Solomon (président de la Commission canadienne des pensions): Monsieur le président, nous avons ou nous aurons très bientôt de la Commission de secours d'Halifax les formules qui sont employées et qui ont été établies il y a quelques années. Je suppose que nous allons utiliser ces formules pendant un certain temps, après quoi, selon le montant d'argent qui sera disponible, nous essayerons d'en établir de nouvelles qui soient justes et équitables pour tout le monde, et qui tiennent compte, dans la mesure du possible, des pensions d'invalidité de guerre qui sont versées dans le même genre de situation.

M. McCleave: Les pensionnés seraient-ils à ce moment-là sur le même pied que ceux qui ont subi des blessures dans les tranchées au cours de la première guerre mondiale?

M. Solomon: Ils ne sont pas sur le même pied actuellement et il est difficile de dire pour l'instant s'ils pourraient l'être. Nous pourrions seulement espérer qu'ils le soient le plus possible.

M. McCleave: Dans ce cas, je me demande, monsieur Solomon, si l'esprit qui règnerait à l'égard de ces gens serait davantage de la générosité que la sévérité.

M. Solomon: En réponse à M. McCleave, je dirais, monsieur le président, que la Commission canadienne des pensions a toujours été reconnue pour son sens social et son attitude bienveillante. Il y a tout lieu de croire que cet esprit continuera de régner pour ce petit groupe de pensionnés.

M. McCleave: Comment procéderaient-ils? S'adresseraient-ils aux avocats du Régime des pensions? Est-ce de cette façon que la Commission songe à procéder?

M. Solomon: Non, monsieur le président, nous ne voyons pas du tout comment les avocats du Régime des pensions pourraient y être mêlés. Ce n'est qu'un petit groupe de pensionnés de longue date et nous verrions à ce qu'ils demeurent en contact direct avec nos bureaux d'Halifax où la majorité se trouvent. Les autres communiqueront avec nous en divers endroits du Canada où ils habitent; les quelques uns qui vivent aux États-Unis peuvent nous écrire. Je ne doute pas que nous pourrions nous entendre avec les gouvernements étrangers pour que ceux qui vivent en dehors du Canada subissent les examens médicaux exigés.

M. McCleave: Certains de ces pensionnés, comme ma propre expérience de député me l'apprend, aiment exhiber de vieux documents qui datent quelquefois d'une cinquantaine d'années pour nous rabattre les oreilles. Est-ce que M. Solomon pourrait nous dire qui est prêt à se faire rabattre les oreilles de cette façon?

[Texte]

Mr. Solomon: I do not think, Mr. Chairman, we could say that there would be a specific person. We have our district offices, and the people in charge of the offices there will be available to these people, to these pensioners, the same as they are to the war disability pensioners.

Mr. McCleave: Would these be the offices of Kentville Hospital in . . .

Mr. Solomon: Kentville Hospital in Halifax.

Mr. McCleave: . . . the case of those pensioners who live in the Halifax-Dartmouth area?

Mr. Solomon: Yes, it would.

Mr. McCleave: In brief then to conclude this particular portion of the line of questioning, should somebody come in asking for the change in pension claiming medical aggravation of some sort of medical condition, how quickly could that sort of situation be dealt with? I take it that it does not go before the usual hearings of the Pension Commission.

Mr. Solomon: That is right, Mr. Chairman. As we see it, the procedures would not necessarily follow the same procedures as the Pension Commission. We would not get involved with impediment boards and review boards and so on. These can be fairly quick decisions made by the Commission itself. I do not think there would be any great delay.

I think one of the things that we would have to do initially is, in the realization that most of these 65 pensioners have disabilities relating to blindness, make our initial contact with the Canadian Institute for the Blind. They have complete records on all of these people as well as the records of the Halifax Relief Commission. We will work together with them. Frankly, I think we can do a fairly good job fairly quickly.

Mr. McCleave: I think so and I know where your heart is, Mr. Solomon. I have no hesitancy on that particular score.

May I ask this perhaps of Mr. Clark, what happens to the current two commissioners and perhaps is there still not a member of staff who is . . . ?

The Chairman: Mr. Clark.

Mr. Clark: The two commissioners and the two members of the staff who are still actively employed will retire on pension in accordance with the provision of the superannuation scheme for the staff, which is mentioned in Clause 7 of the bill and the Department of Insurance will give a valuation on their pensions. The sum set aside for them will be transferred into our main superannuation account here and they will receive their pensions so long as they are payable from that account.

Mr. McCleave: And finally, finally, Mr. Chairman, and colleagues . . .

Some hon. Members: Hear, hear.

Mr. McCleave: I agree too. I would be cheering myself too for a very short, snappy question.

The amount we are dealing with, I take it, is not all that large so those who anticipate some large amounts being available for municipal purposes in Halifax or Dartmouth will be disappointed because that simply will not happen. It is what, about \$1.5 million now?

[Interprétation]

M. Solomon: Je ne crois pas, monsieur le président, qu'on puisse désigner une personne en particulier. Nous avons des bureaux régionaux dont le personnel est à la disposition de ces personnes tout comme au service des pensionnés de guerre.

M. McCleave: Est-ce que les bureaux de l'hôpital Kentville à . . .

M. Solomon: L'hôpital Kentville à Halifax.

M. McCleave: . . . le cas des pensionnés qui habitent la région de Halifax-Dartmouth?

M. Solomon: Oui.

M. McCleave: En bref, si quelqu'un sollicite un changement de pension pour aggravation d'une maladie ou de l'état de santé, en combien de temps le cas peut-il être réglé? Je présume qu'il ne passe pas par les audiences habituelles de la Commission des pensions.

M. Solomon: En effet, monsieur le président. La procédure ne serait pas nécessairement la même que celle qui est suivie par la Commission des pensions. Cela ne supposerait pas l'intervention des conseils de révision et ainsi de suite. La Commission peut prendre de promptes décisions. Je ne crois pas que le délai serait notable.

Il faudrait immédiatement, si nous constatons que 65 p. 100 de ces pensionnés souffrent de cécité à des degrés divers, entrer en contact avec l'Institut canadien des aveugles. L'Institut possède le dossier de toutes ces personnes ainsi que les dossiers de la Commission d'assistance de Halifax. Nous travaillerions de concert. Je pense que nous pouvons faire beaucoup en peu de temps.

M. McCleave: Je le pense aussi et je suis persuadé que vous vous y dévouez de tout cœur, monsieur Solomon.

Pourrais-je demander à M. Clark, peut-être, quel est le rôle des deux commissaires et s'il n'y a pas encore un membre du personnel qui est . . .

Le président: Monsieur Clark.

M. Clark: Les deux commissaires et les deux employés encore actifs seront mis à la retraite conformément aux dispositions de l'article 7 du Bill concernant la caisse de pension de retraite et le département des assurances fera l'évaluation de la pension de retraite qui leur sera versée. La somme qui leur sera réservée sera transférée à notre compte principal des pensions de retraite et la pension leur sera versée jusqu'à épuisement de ce compte.

M. McCleave: Et, enfin, monsieur le président et chers collègues . . .

Des voix: Bravo, bravo.

M. McCleave: Je suis d'accord. Je me féliciterai volontiers d'une question très brève et très pertinente.

Le montant dont il est question n'est pas énorme et ceux qui attendaient la grosse somme pour des ouvrages municipaux à Halifax ou Dartmouth seront désappointés car elle n'arrivera simplement pas. Quel est ce montant, environ \$1.5 million à l'heure actuelle?

[Text]

Mr. Clark: We have the figures, Mr. McCleave, if the Chair will . . .

Mr. McCleave: I just wanted a rough, round figure.

Mr. Clark: The total assets are \$1.44 million.

Mr. McCleave: It is pretty well an actuarial basis, is it not, the . . . ?

• 1600

Mr. Clark: Mr. Chairman, each year, the liability set is the present value of the pensions. They are valued by the department's insurance and there is a small balance left. These pensions are also escalated each year in line with the cost of living, and as you can appreciate, that tends to reduce the balance.

The Chairman: Thank you, Mr. McCleave.

Clauses 2 to 10 inclusive agreed to.

Clause 1 agreed to.

Preamble agreed to.

Title agreed to.

Bill C-78 agreed to.

The Chairman: Shall I report the bill to the House?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you, gentlemen, for your appearance this afternoon before our Committee.

We have under consideration the draft report to the House on Metric Conversion. We will now go in camera. Please remain another five or ten minutes.

We will circulate the draft report.

Mrs. Appolloni: Mr. Chairman, could I raise a point?

The Chairman: Yes, Mrs. Appolloni.

Mrs. Appolloni: It was brought to my attention, only today because of the mail strike, that the Departments of Education of the provinces anticipate having considerable trouble with metric conversion unless they have some sort of funding from the federal government. I did not realize we were so near the end of our hearings and I suggested they should submit a brief.

The Chairman: Mrs. Appolloni, we have written to every provincial minister responsible for metric conversion, asking them if they wanted to present briefs. We have received only three letters and there was no intention of presenting any briefs. They said they agreed with the program and they would support it. That is all. We have received no representation whatsoever from the provinces, nothing at all.

Mr. Trudel.

Mr. Trudel: I just want a copy of the report.

[Interpretation]

M. Clark: Nous avons les chiffres, monsieur McCleave si le président veut bien . . .

M. McCleave: Un chiffre approximatif suffira.

M. Clark: La garantie globale est de l'ordre de \$1.44 million.

M. McCleave: Selon les calculs des actuaires, n'est-ce pas?

M. Clark: Monsieur le président, chaque année, la garantie qui est établie est calculée en fonction de la valeur actuelle des pensions. Elles sont évaluées par le service de l'assurance du ministère et il reste un petit solde. Ces pensions sont indexées au coût de la vie chaque année et, comme vous le comprendrez sans doute, cela tend à diminuer le solde.

Le président: Merci monsieur McCleave.

Les articles 2 à 10, inclusivement, sont adoptés.

L'article 1^{er} est adopté.

Le préambule est adopté.

Le titre est adopté.

Le Bill C-78 est adopté.

Le président: Dois-je faire rapport du bill à la Chambre des communes?

Des voix: D'accord.

Le président: Messieurs, je vous remercie de votre comparution cet après-midi devant notre Comité.

Nous étudions maintenant le projet de rapport à la Chambre sur la conversion au système métrique. La séance va se dérouler à huis clos. Vous pouvez rester encore cinq ou dix minutes.

Nous allons distribuer le projet de rapport.

Mme Appolloni: Monsieur le président, j'aimerais soulever une question.

Le président: Oui, madame Appolloni.

Mme Appolloni: On m'a fait remarquer, aujourd'hui seulement en raison de la grève des postes, que les divers ministères de l'Éducation des provinces prévoient beaucoup de difficultés quant à la conversion au système métrique, à moins que le gouvernement fédéral ne leur apporte une certaine aide financière. Je ne me rendais pas compte que nous étions si près de la fin de nos témoignages, et j'ai suggéré qu'ils présentent un mémoire.

Le président: Madame Appolloni, nous avons écrit à chaque ministre provincial responsable de la conversion au système métrique, en lui demandant de présenter un mémoire s'il y avait lieu. Nous n'avons reçu que trois lettres, et nul n'a manifesté l'intention de présenter un mémoire. Ils ont tous dit être d'accord avec le programme et l'appuyer. C'est tout. Nous n'avons reçu aucune représentation des provinces.

Monsieur Trudel.

M. Trudel: Je voulais simplement un exemplaire du rapport.

[Texte]

The Chairman: So, you all have the draft report.

The meeting adjourned.

[Interprétation]

Le président: Vous avez donc, tous, un exemplaire du projet de rapport.

La séance est levée.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 80

Thursday, December 18, 1975

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 80

Le jeudi 18 décembre 1975

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill S-30, An Act to incorporate
Continental Bank of Canada

CONCERNANT:

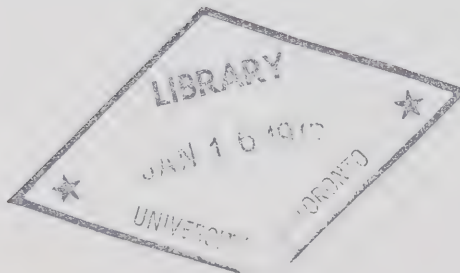
Bill S-30, Loi constituant en corporation
la Banque Continentale du Canada

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75

Première session de la

trentième législature, 1974-1975

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott	Dionne (<i>Northumberland-</i>
Anderson	<i>Miramichi</i>)
Appolloni (Mrs.)	Herbert
Clarke	Hnatyshyn
(<i>Vancouver Quadra</i>)	Joyal

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Kempling	Philbrook
Lambert	Reid
(<i>Edmonton-West</i>)	Ritchie
McCleave	Rondeau
Nystrom	Towers
	Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Thursday, December 18, 1975:

Mr. Rondeau replaced Mr. Lambert (*Bellechasse*)
Mr. Clarke (*Vancouver Quadra*) replaced Mr.
McGrath

Mr. Anderson replaced Mr. Côté
Mr. Herbert replaced Mr. Clermont
Mr. Reid replaced Mr. Breau
Mr. Joyal replaced Mr. Roy (*Laval*)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 18 décembre 1975:

M. Rondeau remplace M. Lambert (*Bellechasse*)
M. Clarke (*Vancouver Quadra*) remplace M. McGrath

M. Anderson remplace M. Côté
M. Herbert remplace M. Clermont
M. Reid remplace M. Breau
M. Joyal remplace M. Roy (*Laval*)

ORDER OF REFERENCE

Friday, December 12, 1975

Ordered,—That Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le vendredi 12 décembre 1975

Il est ordonné,—Que le Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada, soit déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 18, 1975

(100)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 11:16 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Anderson, Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Comtois, Herbert, Hnatyshyn, Joyal, Kempling, Philbrook, Reid, Rondeau, Towers and Trudel.

Other Members present: Messrs. Allard and Fortin.

In attendance: Mr. J. M. Coyne, Parliamentary Agent.

Witnesses: Mr. John Reid, Member of Parliament, Sponsor of Bill S-30,—An Act to incorporate Continental Bank of Canada. Mr. C. L. Read, Inspector General of Banks. *From the IAC Limited, Toronto:* Messrs. J. S. Land, President, S. F. Melloy, Executive Vice-President and F. P. Paradis, Senior Vice-President.

The Committee proceeded to consider its Order of Reference, dated Friday, December 12, 1975, which is as follows:

*Ordered,—*That Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

The Chairman called the Preamble.

Mr. Land made a statement and with the other witnesses from the IAC Limited answered questions.

Mr. Read, the Inspector General of Banks, answered questions.

*Ordered,—*That the brief submitted by the IAC Limited be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "ZZ"*).

At 12:37 o'clock p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 18 DÉCEMBRE 1975

(100)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 11 h 16 sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: MM. Anderson, Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Comtois, Herbert, Hnatyshyn, Joyal, Kempling, Philbrook, Reid, Rondeau, Towers et Trudel.

Autres députés présents: MM. Allard et Fortin.

Aussi présent: M. J. M. Coyne, agent parlementaire.

Témoins: M. John Reid, député, parrain du bill S-30,—Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada. M. C. L. Read, inspecteur général des banques. *De la IAC Limitée, Toronto:* MM. J. S. Land, président, S. F. Melloy, vice-président exécutif et F. P. Paradis, premier vice-président.

Le Comité entreprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 12 décembre 1975 qui se lit comme suit:

*Il est ordonné,—*Que le bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada, soit déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le président met en délibération le préambule.

M. Land fait une déclaration et répond aux questions ainsi que les autres témoins de IAC Limitée.

M. Read, inspecteur général des banques, répond aux questions.

*Il est ordonné,—*Que le mémoire présenté par IAC Limitée soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*Voir Appendice "ZZ"*).

A 12 h 37, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, December 18, 1975

[Texte]

• 1114

The Chairman: Order, please. We have for consideration Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada. Should I have the Clerk read the order of reference, or dispense? Dispense.

Mr. Martin, on a point of order.

Mr. Martin: Mr. Chairman, just a small house-keeping point of order before we start off, if I may. It is with reference to members of the Committee receiving notices of our meetings. I have a particular function on the Committee on our side, and my office received no notice of this meeting today. I understand the reason it did not receive a notice was that, although I am a regular member of the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs, I happened to have a concurrent meeting at the time of our last Finance meeting and therefore could not be at the Finance Committee meeting. Therefore I no longer receive the notice of the next Finance Committee meeting and therefore it is very difficult for me to carry out the function that I have on this side for the following meetings. I would like to ask if it is possible, Mr. Chairman—through you to the Clerk—that there could be a point made of keeping the notation of the regular members of the Finance Committee—and I would think that would apply on all sides—to ensure that they always receive notices of subsequent meetings.

The Chairman: Mr. Herbert.

• 1115

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I have been raising this point for some three years now. It becomes a farce when, for example, one must leave a meeting 10 to 15 minutes before the end of a meeting, and in order to maintain a quorum or for some other good reason one is replaced for the remaining 10 or 15 minutes, one does not get the green sheet and as a result, unless one is referring to the total Committee list, one does not know there is going to be a meeting. The result is that I am in the position this morning of not having had a green sheet, not having prepared for this meeting and not having brought with me the documentation which I should have in my hands when I want to come to this kind of meeting. I think it is high time that we regularized our procedures and made sure that the members that we want present at a meeting be notified, rather than the members who were present at the end of some previous meeting dealing with some completely different subjects.

An hon. Member: Hear, hear!

The Chairman: Yes, Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, on a point of order. I respectfully submit that there may be some difficulty on the organization of the other members on the other side of the Committee, but we have not had the same experience over here.

An hon. Member: We read the elevator notices.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 18 décembre 1975

[Interprétation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le Comité est chargé d'étudier le Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada. Dois-je demander au greffier de lire l'ordre de renvoi ou suis-je dispensé de le faire? J'ai donc votre permission.

M. Martin invoque le Règlement.

M. Martin: Monsieur le président, je tiens à aborder un point de procédure mineur avant que nous ne commençons. Il a trait aux avis de convocation pour les séances de comités. Je représente mon parti au comité. Or, je n'ai pas reçu d'avis de convocation pour la réunion de ce matin. Je crois comprendre que la raison en est même si je suis membre régulier du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, que j'ai dû être absent de la dernière réunion de ce Comité parce que je devais assister à une autre réunion qui était tenue en même temps. Il semble que je ne sois plus habilité à recevoir les avis de convocation pour les réunions du Comité des finances, ni en mesure de remplir, à l'avenir, la tâche qui m'a été confiée en tant que représentant de mon parti. Je vous prie donc, monsieur le président, de faire le nécessaire auprès du greffier pour qu'il tienne un registre des membres réguliers du Comité des finances afin que ceux-ci soient avisés de toutes les réunions à venir. Je pense qu'une telle suggestion ne peut que profiter à tous les partis.

Le président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: Monsieur le président, c'est un point sur lequel je reviens constamment depuis trois ans. Il est vraiment ridicule de se voir privé de recevoir les avis de convocation quand on a dû, 10 ou 15 minutes avant la fin d'une réunion, quitter pour aller compléter le quorum ailleurs ou pour une autre bonne raison. On est forcé à ce moment-là de consulter la liste de tous les comités pour savoir s'il y a une réunion ou non. Ainsi, comme j'en ai pas reçu l'avis de convocation, je me trouve ce matin mal préparé pour la réunion et privé de la documentation que j'aurais souhaité avoir pour l'occasion. J'estime qu'il est grand temps de modifier la procédure pour faire en sorte que soient avisés les membres qu'on souhaite voir au Comité plutôt que ceux qui ont pu assister à la dernière réunion et qui pouvaient être intéressés à un sujet totalement différent.

Une voix: Bravo!

Le président: Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): A ce sujet, monsieur le président, je signale que les membres du Comité qui se trouvent de ce côté-ci de la table n'ont jamais eu les difficultés que semblent éprouver leurs collègues d'en face.

Une voix: Ils lisent les avis qui sont affichés dans les ascenseurs.

[Text]

The Chairman: Thank you. I will . . .

An hon. Member: If you are large numbers, then you are all quite aware of the meeting.

An hon. Member: We are all in the right place.

The Chairman: Mr. Martin.

Mr. Martin: It would seem that the problem, perhaps, does not exist if there are only going to be two members from the other side appear at the meetings, but we tend to try to get out as many as we can.

The Chairman: I think that is a very valid point and I will take it into account and try to solve it to the satisfaction of the regular members of the Committee. Thank you. Yes, Mr. Anderson.

Mr. Anderson: I was also concerned because, although I sat through most of the hearings on Bill C-73 and did receive notices, since then I have received no notices and I am not aware of my particular position, whether I am on the Committee or not on the Committee.

The Chairman: You see, Mr. Anderson, the Chair is not responsible for the membership of the Committee, but I will see to it that the regular members are advised of the meetings of the Committee. Thank you.

I would like to introduce the sponsor of the bill, Mr. John Reid, member of Parliament, and ask him to introduce the members of the delegation from the proposed Continental Bank of Canada. Mr. Reid.

Mr. John M. Reid (M.P.): Members of the Committee, I would like to introduce the President of IAC Limited, Mr. J.S. Land, who is sitting immediately to the right of the Chairman. Next to him is Mr. S.F. Melloy, the Executive Vice-President. Next to him is Mr. F.P. Paradis, Senior Vice-President. Sitting at my right is Mr. J.M. Coyne, who is the Parliamentary Agent for this Parliamentary legislation. Behind here, to be called on if required, is Mr. J.L. O'Brien, Q.C., who is from Montreal and is counsel for IAC. Next to him is Mr. R.S. O'Brien, Q.C., Montreal, also counsel. Next to them is Mr. James C. Baillie, Toronto, and he is also counsel for IAC.

The Chairman: Thank you, Mr. Reid. I would also like to introduce Mr. C.L. Read, the Inspector General of Banks, to the Committee. He will also be available for questioning.

I will call the Preamble and then open the discussion. At this time I will ask Mr. Land to speak. I believe he has a short opening remark to make to the Committee. Mr. Land.

• 1120

Mr. J. S. Land (President, IAC Limited, Toronto): Mr. Chairman and hon. members, it is my understanding that a brief memorandum has been circulated to clarify certain aspects of Bill S-30. So, with your agreement I shall confine my remarks to a very few basic points.

Mr. Herbert: On a point of order, many members do not have that particular memorandum.

The Chairman: The memorandum was delivered by hand to each member who was listed on the Committee, so some regular members did not get it, but we have some here and they are being distributed at the moment.

[Interpretation]

Le président: Je vous remercie. Je vais . . .

Une voix: Lorsqu'on est en nombre suffisant, on est toujours au courant des réunions.

Une voix: Nous sommes tous venus au bon endroit.

Le président: Monsieur Martin.

M. Martin: Il n'y a pas de problème, semble-t-il, lorsque seulement deux membres d'en face sont présents aux réunions, mais l'idée est d'en avoir le plus possible.

Le président: La plainte est justifiée. Je vais essayer de régler le problème à la satisfaction de tous les membres réguliers du Comité. Je vous remercie. Monsieur Anderson.

M. Anderson: Je ne sais pas très bien où j'en suis, non plus. J'ai assisté à presque toutes les réunions pour l'étude du Bill C-73, et ai reçu les avis de convocation pour ces réunions, mais je n'en reçois plus, de sorte que je me demande si je fais toujours partie du Comité.

Le président: Malheureusement, monsieur Anderson, la présidence n'a pas à s'occuper de nommer les membres du Comité, mais elle peut certainement veiller à ce qu'ils soient avisés des réunions. Je vous remercie.

Je cède maintenant la parole à M. John Reid, député et parrain du bill; je lui demanderais de bien vouloir faire la présentation des membres de la délégation de la Banque Continentale du Canada. Monsieur Reid.

M. John. M. Reid (député): Je vous présente d'abord le président de l'IAC Limitée M. J. S. Land; il se trouve tout de suite à la droite du président. Ensuite, dans l'ordre, M. S. F. Melloy, vice-président administratif, M. F. P. Paradis, premier vice-président. A ma droite, M. J. M. Coyne, agent parlementaire. Derrière lui, prêt à intervenir au besoin, M. J. L. O'Brien, avocat de Montréal et conseiller juridique de l'IAC. Ensuite, dans l'ordre, M. R. S. O'Brien, c.r., avocat de Montréal et conseiller juridique, M. James C. Baillie, de Toronto, conseiller juridique de l'IAC également.

Le président: Je vous remercie, monsieur Reid. Je tiens à vous présenter, pour ma part, M. C. L. Read, inspecteur général des banques. Il est prêt à répondre aux questions qu'on voudra bien lui poser.

Je mets en délibération le préambule, avant de céder la parole à M. Land qui a une brève déclaration à faire. Monsieur Land.

M. J. S. Land (président, IAC Limitée, Toronto): Monsieur le président, membres du Comité, vous avez reçu un court mémoire qui donne les points saillants du Bill S-30. Donc, si vous le voulez bien je limiterai mes remarques à quelques points fondamentaux.

M. Herbert: J'invoque le Règlement. Beaucoup de membres n'ont pas ledit mémoire.

Le président: Il a été livré par porteur à chaque membre inscrit sur la liste du Comité et par conséquent certains membres réguliers ne l'ont pas reçu, mais j'en ai quelques copies ici, on les distribue maintenant.

[Texte]

Mr. Herbert: It seems there are a lot of regular members who did not get their copies.

The Chairman: We will see to that, Mr. Herbert.

Mr. Land, please.

Mr. Land: I think it might be appropriate to commence these few remarks by giving the reasons why IAC Limited desires to become a chartered bank.

First of all, its belief that it will improve its ability to serve an established market of individuals and small and medium-sized businesses. Second, the motivation is to broaden the range of financial services it can provide to those customers through the addition of banking services which would constitute a natural adjunct to its existing activities.

Third, to attract additional funds from institutional investors and individuals and to put its equity capital of more than \$200 million to more effective use.

Four, to employ its trained and efficient staff more effectively. Five, to be of sufficient size to compete effectively with the existing chartered banks.

In short, IAC believes it can make a worthwhile contribution to the Canadian economy as a chartered bank. I might say that we held a special general meeting of our shareholders and have the complete concurrence of that group in what we are proposing.

The exemptions requested in the bill are necessary because IAC is a large, established financial company, publicly owned, with assets in excess of \$2 billion. In order to accomplish the objective of becoming a chartered bank, a transition period is necessary.

Since it is proposed that IAC and the bank as chartered would amalgamate and become one within ten years, both IAC and such bank would be subject to the Bank Act upon creation of the bank. Therefore some latitude is necessary during the interim period.

Once the bank has been created and commences business, all eligible business—that is, eligible for a bank—will be written in the bank.

Thank you, hon. members. We shall be pleased to try to answer your questions.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Land. Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I would . . .

Mr. Herbert: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Herbert, on a point of order.

Mr. Herbert: This bill has been through Senate committee, I assume.

[Interprétation]

M. Herbert: Il semble que beaucoup de membres réguliers n'en ont pas reçu copie.

Le président: Nous y verrons, monsieur Herbert.

Monsieur Land, s'il vous plaît.

M. Land: Il serait peut-être approprié que je commence par faire quelques commentaires expliquant les raisons pour lesquelles IAC Limitée désire être constituée en banque à charte.

Tout d'abord, nous croyons ainsi améliorer nos possibilités de servir un marché établi composé de particuliers et de petites et moyennes entreprises. Ensuite, nous voulons élargir la gamme de services financiers que nous pouvons offrir à nos clients en ajoutant des services bancaires qui constituent le complément normal de nos activités actuelles.

Troisièmement, nous croyons pouvoir attirer des investissements supplémentaires en provenance d'institutions de placement et de particuliers et utiliser ainsi notre capital souscrit qui se chiffre à plus de \$200 millions d'une façon plus efficace.

Quatrièmement, nous voulons utiliser plus avantageusement notre personnel bien formé et efficace. Cinquièmement, nous désirons être assez puissants pour concurrencer efficacement les banques à charte actuelles.

Bref, IAC croit pouvoir à titre de banque à charte faire une contribution valable à l'économie canadienne. J'ajouterais que nous avons tenu une réunion générale spéciale de nos actionnaires à laquelle nous avons reçu leur appui unanime dans ce projet.

Les exemptions proposées dans le projet de loi sont nécessaires parce que IAC est une importante société financière établie, à propriété publique dont l'actif dépasse \$2 milliards. Afin de réaliser notre objectif de devenir une banque à charte, il est nécessaire de prévoir une période de transition.

Puisqu'il est prévu que IAC et la banque seraient fusionnées dans un délai de 10 ans, IAC et ladite banque seraient assujetties à la Loi sur les banques après la fusion. Par conséquent, il faut prévoir une certaine latitude au cours de la période de transition.

Une fois la banque constituée, et les affaires en marche, tout sera transféré à la banque—enfin, tout ce qui pourra relever de la banque.

Je vous remercie, messieurs. Il nous fera plaisir d'essayer de répondre à vos questions.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Land. Monsieur Martin.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais . . .

M. Herbert: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Herbert, au sujet du Règlement.

M. Herbert: Je présume, que le présent bill a été étudié en comité au Sénat.

[Text]

The Chairman: Yes.

Mr. Herbert: Are the Senate committee hearings available to us?

The Chairman: Well, you have received them in your office, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Once again, I guess I am just asking if those can be distributed.

An hon. Member: They are delivered. Everybody gets the Senate material.

Mr. Herbert: I understand, but we also receive a tremendous pile of Senate material.

The Chairman: We do not have any additional ones this morning.

Mr. Herbert: Okay, I will send for it.

The Chairman: Thank you. Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I must say I am rather ill prepared for this particular session this morning, not having known of the meeting ahead of time. I would like to ask, perhaps, a general question. Then I would like to have the opportunity perhaps to ask one or two questions of the Inspector General of Banks, if that would be in order.

• 1125

Mr. Land, would this mean that IAC, as we know it today in Canada, would cease to exist as such and would become a regular chartered bank with today's IAC operations as a subsidiary of the bank?

Mr. Land: It is proposed that IAC would initially own all of the shares of a new bank. After a period, limited to 10 years, IAC and the bank would merge and the continuing institution would be the bank, not IAC.

Mr. Martin: And would the operations of IAC, as they are today, be quite permissible under the over-all umbrella of a Canadian chartered bank?

Mr. Land: No, sir. Some of the types of business which IAC does today could not currently be done under the Bank Act as it now exists. Principally, this would be in the area of the leasing of capital assets and high-ratio mortgages, high-ratio being in excess of 75 per cent of appraised value.

Mr. Martin: So would the carrying out of your plan be dependent on some substantial changes to the Bank Act next year?

Mr. Land: No. The proposals contained in the bill are so arranged that the business which would not be eligible for the bank to do would be carried on by IAC, but it could not be increased. In other words, taking the example of leasing, once the bank is chartered, then IAC could not increase its leasing; and at the end of the 10-year period, some provision would have to be made whereby whatever remained of the portfolio would have to be dealt with by a subsidiary company or something of that nature. The chartered banks currently do have such subsidiary companies.

Mr. Martin: Assuming you were to get the approval you are seeking, and the bill passed and proclaimed, when would you see the new bank being established?

[Interpretation]

Le président: Oui.

M. Herbert: Les procès-verbaux des séances du Comité du Sénat sont-ils disponibles?

Le président: Ils ont été livrés à votre bureau, monsieur Herbert.

M. Herbert: Encore une fois, je vais devoir demander qu'on les distribue.

Une voix: Ils sont livrés. Tout le monde reçoit les documents du Sénat.

M. Herbert: Je comprends, mais nous recevons aussi une quantité énorme de documents du Sénat.

Le président: Nous n'avons pas d'exemplaires supplémentaires ce matin.

M. Herbert: Très bien, je vais l'envoyer chercher.

Le président: Merci. Monsieur Martin.

M. Martin: Monsieur le président, je dois avouer que je ne suis pas très bien préparé pour la réunion de ce matin, parce que je n'ait pas été prévenu. J'aimerais donc poser une question d'ordre général. J'aimerais ensuite avoir l'occasion, si vous le permettez, de poser une ou deux questions à l'inspecteur général des banques.

Monsieur Land, devons-nous conclure que IAC, cesserait d'exister sous sa forme actuelle et deviendrait une banque à charte ordinaire, qui possèderait comme filiale ce que représente IAC aujourd'hui?

M. Land: Il est proposé qu'à l'origine IAC détiendrait toutes les actions de la nouvelle banque. Après une période limitée à dix ans, IAC et la banque fusionneraient; l'organisme ainsi créé serait la banque et non IAC.

M. Martin: Et les affaires que brasse IAC aujourd'hui seraient-elles permises dans le cadre d'une banque à charte canadienne?

M. Land: Non, monsieur. Un certain nombre des activités d'IAC ne pourrait pas continuer en vertu de la Loi sur les banques sous sa forme actuelle. Il s'agit surtout du domaine de la location de biens d'immobilisation et d'hypothèques aux pourcentages élevés, c'est-à-dire plus de 75 p. 100 de la valeur reconnue.

M. Martin: La réussite de votre projet dépend-elle de l'adoption d'amendements importants à la Loi sur les banques l'an prochain?

M. Land: Non. Les dispositions du projet de loi prévoient que les affaires qui ne peuvent être faites par une banque seraient effectuées par IAC, mais ne seraient pas augmentées. En d'autres termes, si nous prenons la location par exemple, une fois la banque constituée, IAC n'augmentera pas ses activités de location; à la fin de la période de dix ans, il faudra décider si les contrats seront respectés par une filiale ou un autre procédé du genre. A l'heure actuelle, les banques à charte ont de telles filiales.

M. Martin: Supposons que vous obteniez l'accord que vous cherchez, que le bill soit adopté et promulgué, quand croyez-vous qu'on créera la nouvelle banque?

[Texte]

Mr. Land: We have currently, sir, 260 branches operating in 216 geographical locations but we would not contemplate offering full banking services in all of these very quickly: this will be a phased operation. It is difficult to give a positive or definite answer to your question other than to say that we would hope to be operating within a matter of a very few months, if the charter is received. But we would not be able to say that we were extending full and complete banking services in every one of our locations at that point in time.

Mr. Martin: Thank you.

Mr. Chairman, may I address one or two questions to the Inspector General?

The Chairman: Oh, yes.

Mr. Martin: Mr. Chairman, through you to Mr. Read, I wonder if you might perhaps make a general observation on this point. I have been a member of Parliament for only a year-and-a-half, yet I am now sitting at a session of the Finance Committee where we are in the process of incorporating, I believe, the third bank since last fall. I happen to be one of those who are very keen on additional competition in this general area, and I think it is probably healthy; but I am just wondering whether you might have any general observation to make on the seemingly large number of banks that have suddenly come on to the Canadian scene within the last 12 months or so.

Mr. C. L. Read (Inspector General of Banks, Department of Finance): As you say, this is the third bank that has been before Parliament for incorporation within the last few months, but this is the first bank seeking charter by converting from an ongoing institution. I suppose that this is perhaps not a surprising development if one goes back to the encouragement of competition both within the banking industry and between the banking system and other financial institutions which was dealt with by the Porter Commission and followed through with the legislation at the time of the last decennial revision and by legislation affecting other institutions, which had the effect of broadening the powers of a lot of the institutions and hence broadening the competition among them, so that we have a lot of financial institutions that are competing in the retail area. Similarly we have a lot of financial institutions competing in the commercial area.

• 1130

With this growing tendency to have similar powers and similar operations, it is not surprising that we do have now an ongoing institution that proposes to convert to a bank. I think it is consistent with the policy and objective of improving and increasing competition within the industry.

Mr. Martin: Mr. Chairman, one more question to Mr. Read through you. This is being incorporated through a special act. Am I correct in understanding that there is a point where there will no longer be a requirement for special acts to have to go through Parliament and the committee stage for the incorporation of new banks?

Mr. C. L. Read: You may be referring to Bill C-7 which proposed that the alternative of incorporation by letters patent be available as it is in respect of other federal financial institutions, but it left a continuing alternative of incorporation by special act.

[Interprétation]

M. Land: Nous avons déjà 260 bureaux régionaux dans 216 lieux différents, mais nous ne pouvons pas envisager d'offrir tous les services bancaires très bientôt; il faudra procéder par étapes. Il est difficile de donner une réponse positive ou définitive, mais si nous recevons la charte, nous espérons mettre les choses en marche en quelques mois. Nous ne sommes pas en mesure de dire que nous offrirons des services bancaires complets dans tous ces endroits à ce moment-là.

M. Martin: Merci.

Monsieur le président, puis-je poser une ou deux questions à l'inspecteur général?

Le président: Oui.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Read, s'il le peut, de faire quelques commentaires généraux sur le point suivant. Je suis député depuis un an et demi, pourtant, je fais maintenant partie du Comité des finances où nous sommes en train d'incorporer, à ma connaissance, la troisième banque depuis l'automne dernier. Je suis l'un de ceux qui voit avec beaucoup d'intérêt la naissance d'une plus grande concurrence dans ce domaine et je crois que c'est probablement une bonne chose; mais je me demande si vous avez des commentaires d'ordre général à faire au sujet de ce qui me semble être le grand nombre de banques qui sont tout à coup apparues sur la scène canadienne depuis douze mois.

M. C. L. Read (Inspecteur général des banques, ministère des Finances): Comme vous l'avez mentionné, il s'agit de la troisième banque à venir demander au Parlement son incorporation depuis quelques mois, mais c'est bien la première banque qui était auparavant un organisme financier commercial qui demande une charte. À vrai dire, la tournure des événements n'est peut-être pas si surprenante, si l'on retourne en arrière et qu'on se souvienne des encouragements visant à stimuler la concurrence au sein même du secteur bancaire et entre le système bancaire et les autres institutions financières, tels qu'envisagés dans le rapport de la Commission Porter auquel on avait donné suite en présentant une loi au moment de la dernière révision décennale, loi qui visait d'autres organismes, ce qui a eu pour effet d'élargir les pouvoirs de beaucoup d'institutions financières et par conséquent d'augmenter la concurrence entre elles. De même, nous avons également beaucoup d'institutions financières qui se font concurrence au niveau commercial.

Vu la tendance actuelle vers des pouvoirs semblables et des services semblables, il n'est pas surprenant qu'une société commerciale se propose de devenir une banque. Je crois que cela répond aux objectifs d'améliorer et d'augmenter la concurrence dans ce domaine.

M. Martin: Monsieur le président, encore une question à l'intention de M. Read. Il faut une loi spéciale pour incorporer cette société. Ai-je bien compris qu'il viendra un temps où il ne sera plus nécessaire d'adopter une loi spéciale pour incorporer de nouvelles banques?

M. C. L. Read: Vous parlez sans doute du Bill C-7, permettant de constituer une banque par lettres patentes comme c'est le cas d'autres institutions financières fédérales, mais également par loi spéciale.

[Text]

Mr. Martin: Just a final question: how does the fact that three bills for the incorporation of banks have come before us in the last three months compare to the number of similar applications that might have come forward, say, in the prior three years? Would you be aware of how many applications were received for incorporation of new banks in, say, the three-year period?

Mr. C. L. Read: I think there were none, except the Unity, yes. The Unity Bank was incorporated, but there were no applications that I am aware of which were not dealt with by Parliament.

Mr. Martin: Is Unity, then, the only bank of recent date that has been incorporated by Parliament other than the two we have had before us in this Parliament?

Mr. C. L. Read: I think in this decennial period since 1967 there is the Unity bank and the three that you have mentioned.

Mr. Martin: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Martin. Mr. Clarke followed by Mr. Kempling. Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman. Mr. Land, could I ask you about the name of the bank and how it got to be chosen? Perhaps at the same time, I might ask you if you have any concern with the \$5½ million fraud involving a company in a province, called Continental Financial Corporation of Montreal.

Mr. Land: Mr. Clarke, I would prefer that this fraud had not occurred, obviously. I do not really have concern because I think there is sufficient difference in the name. The proposed name for the Bank is the Continental Bank of Canada, and it is pretty clear.

There have been, and are still, various other institutions conducting fundamentally a financial type of business that have used "continental" in some form or other, including a very, very large American bank. But we feel that we gave this a great deal of study before selecting the name.

The considerations involved were a question of our existing operations which do extend from Newfoundland to the Northwest Territories and British Columbia. It is continental in its scope. We do a large proportion of our business in the French language. It is easy to translate: *Banque Continentale du Canada* is a very nice translation. And for many other reasons. I am not certain I have answered your question specifically.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I think so. Is there any implication in the name that you plan to expand into the rest of the continent?

• 1135

Mr. Land: One never knows what might emerge in the course of time but we have no current plans, even in the infancy stage, to move outside of Canada.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I think you may have covered this before, but there is no connection, I understand, between you and the bank in the United States?

[Interpretation]

M. Martin: Une dernière question; comment le fait que nous avons été saisis de trois bills visant la constitution de banques au cours des trois derniers mois, se compare-t-il au nombre de demandes semblables qui ont pu être présentées au cours des trois dernières années? Êtes-vous au courant du nombre de demandes reçues pour la constitution de nouvelles banques, au cours de cette période de trois ans?

M. C. L. Read: Je crois qu'il n'y en a pas eu, sauf l'Unité. On a constitué l'Unité Banque, mais à ma connaissance, toutes les demandes présentées ont fait l'objet d'une étude par le Parlement.

M. Martin: L'Unité Banque est donc la seule banque qui récemment ait été constituée par le Parlement, sauf les deux demandes qui lui ont été présentées?

M. C. L. Read: Je crois qu'au cours des dernières dix années, il n'y a eu que l'Unité Banque et les trois que vous avez mentionnées.

M. Martin: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Martin. M. Clarke et ensuite M. Kempling. Monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci, monsieur le président. Monsieur Land, puis-je vous poser une question au sujet du nom de la Banque et pouvez-vous me dire comment on a choisi ce nom? En même temps, j'aimerais vous demander si vous avez des inquiétudes au sujet de la fraude de 5 millions et demi de dollars, mettant en cause une société appelée *Continental Financial Corporation of Montreal*.

M. Land: Monsieur Clarke, il est évident que j'aurais préféré que cette fraude ne se soit pas produite. Je ne suis pas vraiment inquiet, car je crois que les noms sont suffisamment différents. Le nom envisagé est Banque Continentale du Canada et c'est très clair.

Il y a eu, et il y a toujours, diverses sociétés ayant des activités financières et qui utilisent le nom «continental» sous une forme ou une autre, y compris une banque américaine très importante. Mais nous avons longuement réfléchi à la question avant de choisir un nom.

Les éléments considérés incluent le fait que nos activités s'étendent de Terre-Neuve aux Territoires du Nord-Ouest et à la Colombie-Britannique. Nos activités sont à l'échelle continentale. Un pourcentage élevé de nos affaires se traitent en français. Le titre se traduit facilement: cela fait une belle traduction *Banque Continentale du Canada*. Et il existe beaucoup d'autres raisons. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je pense que oui. Est-ce que le nom de votre banque veut dire que vous avez l'intention d'étendre vos activités au reste du continent?

M. Land: On ne sait jamais ce qui peut arriver mais à l'heure actuelle nous n'avons pas l'intention de devenir une société multinationale.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je pense que vous avez déjà répondu à cette question, mais j'ai cru comprendre qu'il n'y a pas de lien entre votre banque et celle qui existe aux États-Unis?

[Texte]

Mr. Land: None whatever. I am sorry, sir, on a point of being extremely precise, there is a connection in this respect, the bank in question and IAC Limited are shareholders in an insurance company which insures real estate mortgages, but that is the extent of the association.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Is that something like MIC, or something like that?

Mr. Land: It is newer, not as large, but the same type of operation.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Okay. I notice that there is some import put on the fact that 96 per cent of the common shareholders are Canadian and also 96 per cent of the common shares are held by Canadians. Now, in reading your annual report I note that the figure is not in fact identical, it just happens that they round to the same number. I also notice in the annual report that the words "domiciled in Canada" is used rather than "Canadian". Now I suppose, in fact, you really do not know whether the shareholders who receive their dividends in Canada are actually Canadians.

Mr. Land: There is no way of knowing that.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Similarly, there is no way of knowing whether a Canadian corporation was one of them and whether it was in fact controlled or owned by a foreign corporation. There would be no way of knowing that either?

Mr. Land: It might be difficult to be certain. I am not certain how one would know that. All we know is where the shares are registered, that is our reference in the annual report.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Right. I understood you to say earlier that there is one block of shares of about 19 per cent.

Mr. Land: A little better than that, 19.8 per cent, I think.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): If there were any other large blocks that through some series of interconnections were owned by foreigners, would you know about it?

Mr. Land: Yes, I think we would, we would know that. We are aware, I think, of the holders of any other major sized blocks. In connection with the shareholders to whom you referred, we are assured that this company which actually holds our shares is in fact a Canadian-owned company, but this is a verbal assurance of the shareholders of that company.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Would it be safe to say then that the directors of IAC Limited and of the bank subsequently, have no security of tenure. I mean, you can get turfed out at any annual meeting that the shareholder want to—there is no control group that assures your...

Mr. Land: No, sir. That is the largest single group but I do not think that represents control.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Land to explain to me—and perhaps the Committee would be interested—how it is or why it is that the IAC, which has operated successfully for what is it, 40 years now...

[Interprétation]

M. Land: C'est exact, il n'y a aucun lien. Je suis désolé, monsieur, il y a un lien en ce sens que la banque en question et IAC Limitée détiennent des actions d'une compagnie d'assurances qui assure les hypothèques immobilières, mais tel est le seul rapport entre les deux banques.

M. Clarke (Vancouver Quadra): S'agit-il d'une société telle que MIC?

M. Land: Elle est plus récente et moins importante, mais elle est analogue.

M. Clarke (Vancouver Quadra): D'accord. On souligne le fait que 96 p. 100 des actionnaires sont Canadiens et que les Canadiens sont propriétaires de 96 p. 100 des actions. Cependant, les chiffres que vous donnez dans votre rapport annuel ne sont pas identiques, bien qu'ils soient à peu près les mêmes. J'ai constaté également qu'au lieu de dire «Canadiens» dans le rapport annuel l'on dit plutôt «domiciliés au Canada». J'imagine donc que vous ne connaissez pas les actionnaires qui reçoivent leurs dividendes au Canada et qui sont des citoyens canadiens.

M. Land: Il n'y a aucun moyen de le savoir.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Il n'y a aucun moyen de savoir si une société canadienne figure parmi les actionnaires et si une société étrangère la contrôle ou en est le propriétaire. Il serait impossible d'obtenir de tels renseignements?

M. Land: Il serait difficile d'en être certain. Je ne sais pas comment on pourrait obtenir de tels renseignements. Tout ce que nous savons c'est l'endroit où les actions sont enregistrées, et c'est ce que nous indiquons dans notre rapport annuel.

M. Clarke (Vancouver Quadra): D'accord. Si j'ai bien compris vous avez dit tout à l'heure qu'il y a un bloc d'actions d'à peu près 19 p. 100.

M. Land: Un peu plus; environ 19.8 p. 100 je pense.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Si d'autres blocs importants appartenaient à des étrangers, vous le sauriez?

M. Land: Je pense que nous connaissons les propriétaires de tout autre bloc important. En ce qui concerne les actionnaires dont vous avez parlé, on nous assure que cette société qui détient nos actions appartient en fait à des Canadiens, mais il s'agit d'une assurance verbale de la part des actionnaires de la société en question.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Aurais-je raison de dire que les directeurs de IAC Limitée, et donc de la banque, n'ont pas de sécurité d'emploi? Je veux dire qu'on pourrait vous mettre à la porte lors d'une réunion annuelle si les actionnaires le voulaient—il n'y a aucun groupe de contrôle qui vous assure...

M. Land: Non, monsieur. Le groupe en question est le plus important, mais je ne pense pas qu'il détienne le contrôle.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Land qu'il m'explique quelque chose et il est possible que le Comité s'y intéresse également: comment ou pourquoi se fait-il que l'IAC, qui exerce ses activités avec succès depuis 40 ans...

[Text]

Mr. Land: Fifty years.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Fifty years, sorry. Has this ratio of roughly 10 times equity to assets, or assets to equity I guess you call it, 10 times assets to equity, whereas the bigger banks, the biggest banks, the ratio is about 40 times. It would seem to me that in a bank with this huge leverage there must be some danger to the equity of the shareholders because a very small slip could wipe out the shareholders' equity.

Mr. Land: Banks, of course, traditionally have been much more highly levered than companies such as ours. The commonly used measurement is debt to equity, rather than assets to equity, which is about the same thing but you arrive at a different number.

• 1140

The regulations with respect to the chartered banking system are such that equity investors do not seem to be concerned about the possibility of loss. They assume that our banks will continue to be extremely well-managed, that adequate control will be maintained by the public officials who are responsible, and I, speaking for myself, do not feel that the ratios in the case of the Canadian chartered banks are excessive.

We have an effective ratio of 7-to-1 debt-to-equity. This is not due to any greater sense of concern as to the exposure represented by this leverage but rather it is imposed on us by institutional lenders through custom, I suppose because we are not operating under the Bank Act, among other things.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Clarke.

Mr. Kempling, followed by Mr. Rondeau.

Mr. Kempling: Thank you.

To the Inspector General of Banks: sir, are you aware of any other finance-type companies who are considering taking similar action to that of IAC Limited? Have you had any indication that any others are going to make this move?

Mr. C. L. Read: No, not at present.

Mr. Kempling: Fine, thank you.

Mr. Land, as you know, we revise that Bank Act every 10 years and you are asking for virtually a 10-year exemption from some provisions of the Bank Act as it is now constituted. Why have you chosen the 10-year period? It seems like a long period of time to...

Mr. Land: Mr. Kempling, this was established by a study in depth of certain existing obligations we have. As a going organization, and quite a large one, we have, in round figures, a billion-and-a-half dollars' worth of debt, much of it subject to restrictions and covenants embodied in various trustees. Some of this debt can be called earlier and some of it cannot be—this was one aspect of it.

Another aspect of it is that, in those activities which are not permitted currently to the chartered banks, we could not suddenly walk away from that and leave a vacuum. We would have half-a-billion dollars of leasing, for example, that we would have to allow, go along for this period. So, 10 years is really not related to the fact that the Bank Act is revised decennially: it was entirely based on IAC's own position.

[Interpretation]

M. Land: Cinquante ans.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Cinquante ans, je suis désolé. Comment se fait-il que vous ayez environ dix fois plus d'avoir que d'actif, ou plutôt l'inverse, tandis que pour les banques les plus importantes le rapport est de 40 fois? Il me semble qu'une banque d'une telle envergure doit faire face à certains dangers car une erreur peu importante pourrait liquider l'avoir des actionnaires.

M. Land: Il est évident que les banques ont toujours eu plus d'avantages que des sociétés comme la nôtre. D'habitude on fait la comparaison entre le passif et l'actif plutôt qu'entre l'avoir et l'actif, qui sont à peu près les mêmes, mais le résultat des calculs est différent.

Les règlements qui régissent les banques à charte font que les actionnaires ne craignent pas les pertes. Ils sont tels que les banques continueront d'être bien administrées, que les hauts fonctionnaires chargés de veiller sur leurs opérations continueront d'exercer un contrôle adéquat. Si vous voulez une opinion personnelle, je vous dirai que les coefficients qui s'appliquent aux banques à charte canadiennes ne sont pas excessifs.

Le coefficient de la dette par rapport au capital investi est de 7 contre 1. L'établissement d'un coefficient ne signifie pas nécessairement qu'il y a un risque; c'est une limite qui a toujours été imposée par les institutions qui prêtent, probablement du fait que la Loi sur les banques ne s'applique pas dans notre cas.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Clarke.

M. Kempling, puis M. Rondeau.

M. Kempling: Je vous remercie.

Je m'adresse ici à l'inspecteur général des banques. Savez-vous s'il y a d'autres compagnies de prêts qui sont sur le point d'imiter l'IAC Limitée?

M. C. L. Read: Pas pour le moment.

M. Kempling: Je vous remercie.

Monsieur Land, vous devez savoir que la Loi sur les banques est révisée à peu près tous les 10 ans. Or, vous demandez d'être exempté de certaines dispositions de cette loi pour une période de 10 ans. Pourquoi 10 ans? C'est bien long...

M. Land: Monsieur Kempling, nous en sommes venus à établir cette période après avoir examiné de près nos obligations. Nous constituons une grande société et notre passif se situe à environ 1 milliard et demi de dollars, sous réserve, pour la plus grande partie, des restrictions et des stipulations imposées par les divers fiduciaires. Une partie de cette dette est exigible tôt, l'autre ne l'est pas.

Il y a aussi le fait que nous ne pouvons quitter tout d'un coup le champ que nous occupons et qui est réservé aux institutions autres que les banques à charte. Par exemple, nous pourrions être forcés de laisser aller pour un demi-milliard de dollars en «leasing» ou location. La période de 10 ans n'est donc pas due au fait que la loi sur les banques est révisée sur cette base; elle est le résultat d'une étude de la situation de l'IAC.

[Texte]

Mr. Kempling: You have contractual obligations that will require 10 years to work themselves out, in other words?

Mr. Land: That is right.

Mr. Kempling: Fine.

Mr. Land: Excuse me, but do you have anything to add to that, Mr. Melloy?

Mr. S. F. Melloy (Executive Vice-President, IAC Limited): No, I do not, other than mentioning about 3 per cent of the total debt is callable in 10 years from now.

Mr. Kempling: I see.

Mention was made of the one shareholder that holds something like 19.8 per cent of IAC's stock, and this would have to be reduced I assume this would have to take place over a period of time. Have you any scheduling for that? What arrangements would be made in that regard, bearing in mind the market conditions and everything else?

Mr. Land: The proposal in Bill S-30 is that these shareholders be permitted to vote their shareholding for a maximum period of four years. During that period, I presume it was thought that they would divest themselves of some of these shares because, at the end of the four-year period, with the exemptions granted, they lose all voting rights if they still have in excess of the maximum shareholding permitted by the Bank Act.

Mr. Kempling: They lose all voting rights to all their shares, not just the excess over 10 per cent?

Mr. Land: That is right, sir.

Mr. Kempling: Fine.

The only other question I have—and I am sure you are tired of hearing this—relates to the directors and the fact that many of them are directors of chartered banks; I think this is a concern to some of the members on the Committee, at least.

• 1145

I would like you to comment on that, if you would, for the record, so that everyone would know just what your plans are in this regard, and what discussions you have had with directors, and the presidents of the various banks who may also hold directorships.

Mr. Land: The bill asks for a limited interim period during which they might be permitted to serve on our board, as well as on the board of the other deposit-taking institution. The whole purpose in asking for this exemption is in the fact that we are talking about a substantial number of directors, and we are going to have need of all of the advice, experience, and help we can get—as any corporation as large as ours does. It was difficult to visualize the replacement of a large number of directors all at one time. Having said that, we do not know, truthfully, at this time what directors might elect to remain, with us which ones might elect to stay with the other board, which ones might feel impelled to resign forthwith if this bank is incorporated. We have not reached that point of discussion yet, but we did ask for that latitude as a purely business consideration.

[Interprétation]

M. Kempling: En d'autres termes, vous avez des obligations contractuelles qui vous tiennent pour une période de 10 ans?

M. Land: Exactement.

M. Kempling: D'accord.

M. Land: Je m'excuse, vous avez quelque chose à ajouter, monsieur Melloy?

M. S. F. Melloy (vice-président administratif, IAC Limitée): Je voulais simplement signaler qu'environ 3 p. 100 de la dette totale est exigible d'ici 10 ans.

M. Kempling: Je vois.

Il a été question d'intérêts qui détiennent 19.8 p. 100 des actions de l'IAC et du fait qu'ils devraient réduire leur part. Je suppose que cette réduction se fera sur une certaine période. Avez-vous établi un calendrier? De quelle façon procéderiez-vous dans le contexte actuel?

M. Land: Le Bill S-30 prévoit que ces actionnaires auront un droit de vote correspondant à leurs actions pendant une période maximale de 4 ans. Il est normal de penser qu'au cours de cette période ils voudront se départir de certaines de leurs actions puisqu'à la levée de l'exemption de 4 ans, ils perdront tout droit de vote s'ils dépassent toujours le maximum prévu par la Loi sur les banques.

M. Kempling: Ils perdent tout droit de vote, non pas seulement le droit de vote qui correspond à ce qui dépasse 10 p. 100?

M. Land: C'est exact.

M. Kempling: D'accord.

J'ai encore une question qui vous a déjà été posée et que vous êtes sans doute fatigué d'entendre. Elle a trait au fait que plusieurs de vos directeurs sont aussi directeurs de banques à charte, ce qui ne va pas sans inquiéter un certain nombre de membres de ce Comité.

J'aimerais que vous nous disiez ce que vous en pensez, que vous exposiez vos projets dans ce domaine et que vous nous fassiez part des discussions que vous avez eues avec les administrateurs et les présidents des différentes banques susceptibles d'employer des administrateurs.

M. Land: Le projet de loi propose de leur accorder une certaine période intérimaire au cours de laquelle ils pourront participer à la fois à notre conseil et à celui de l'autre société autorisée à recevoir des dépôts. Le nombre des administrateurs est suffisamment important pour justifier la demande d'une telle exemption, et nous aurons besoin de tous les conseils, de toute l'expérience et de toute l'aide possibles. Il n'a pas été facile d'envisager d'un seul coup de remplacer un grand nombre d'administrateurs. Ceci dit, nous ne savons pas encore avec certitude quels administrateurs seront désignés pour rester avec nous, lesquels seront assignés à l'autre conseil et lesquels se sentiront obligés de démissionner sur le champ, si cette banque est incorporée. Nous n'avons pas encore abordé cette question mais nous avons demandé cette marge à titre purement administratif.

[Text]

Mr. Kempling: In other words, the continuity of your operation is vital at this stage, when you are getting going.

Mr. Land: Vital to our own staff, vital to our institutional investors and holders of our shares, and so on.

Mr. Kempling: And the confidence in your organization.

Mr. Land: Right.

Mr. Kempling: That is all I have, Mr. Chairman, for the moment.

The Chairman: Thank you, Mr. Kempling. Mr. Rondeau, followed by Mr. Anderson.

Mr. Rondeau:

M. Rondeau: Merci, monsieur le président. You do not mind if I speak in French?

Mr. Land: No sir. We understand French, but I think I had better rely on this.

Mr. Rondeau: Maybe I could get along, as far as I can. First, you want to call your bank the CBC Bank?

Mr. J. Reid (Kenora-Rainy River): It is better in English than it would have been in French.

Mr. Rondeau: I will be serious. What I want to know from you is whether there are any reasons, other than the ones specified on page 6 in the English version of your statement this morning, for the conversion. There are four reasons there: first, to improve its ability; second, to attract additional funds; third, to broaden the range of financial services; four, to contribute to the Canadian economy. Is there any other reason why you want to become a bank that is not specified there?

Mr. Land: No, sir; I believe those cover our motivation very completely and very fairly.

Mr. Rondeau: How come these things cannot be attained through a financial institution such as IAC is now? Except, maybe, the third one, by broadening the range of financial services, I mean, accept deposits. I know that IAC could do any of those four, but not accept deposits.

Mr. Land: That is right.

Mr. Rondeau: IAC, as IAC is now, I believe could improve its ability to your present standard, could attract additional funds, and could contribute to the Canadian economy. But broaden the range of financial services? I think IAC cannot accept deposits; that is all that cannot be done right now. The only thing you could do as a bank, and you cannot do right now, is accept deposits.

Mr. Land: I think there is more than that that you cannot do now, Mr. Rondeau. It might illustrate our position if we were to cite an example. We do roughly 65 per cent of our business with commercial and industrial clients, as opposed to consumers, so we are dealing with a medium- or small-size manufacturer. We are financing certain of his equipment, machinery. We may have a mortgage on his building. Every time he wants to make a payment to us he has to draw a cheque on a chartered bank across the road. We can only give him service up to a certain point. We do not have the advantages the banks have in certain types of security under the Bank Act. We cannot take that type of security.

[Interpretation]

M. Kempling: En d'autres termes, il est indispensable à ce stade que vous continuiez de fonctionner.

M. Land: C'est indispensable pour notre personnel, pour les personnes qui ont investi dans notre institution, pour nos actionnaires, etc.

M. Kempling: C'est également indispensable au crédit de votre organisme.

M. Land: C'est exact.

M. Kempling: C'est tout ce que j'avais à dire, monsieur le président, pour le moment.

Le président: Merci monsieur Kampling. M. Rondeau, suivi par M. Anderson.

Monsieur Rondeau:

Mr. Rondeau: Thank you, Mr. Chairman. Voyez-vous un inconvénient à ce que je m'exprime en français?

M. Land: Non monsieur. Nous comprenons le français mais je crois que je ferais mieux de m'en remettre à ceci.

M. Rondeau: Bon, je ferai donc de mon mieux. Vous voulez donc appeler votre banque la BCC?

M. J. Reid (Kenora-Rainy River): Cela sonne mieux en anglais qu'en français.

M. Rondeau: Soyons sérieux. J'aimerais savoir s'il y a d'autres raisons en faveur de la conversion que celles qui sont énumérées à la page 6 de la version anglaise de votre déclaration de ce matin. Les quatre raisons données ici sont les suivantes: d'abord améliorer son aptitude; deuxièmement, obtenir des fonds supplémentaires; troisièmement, élargir l'éventail des services financiers; quatrième, contribuer à l'économie canadienne. Y a-t-il d'autres raisons pour lesquelles vous voulez devenir une banque?

M. Land: Non monsieur; je crois que c'est là l'ensemble de nos motivations.

M. Rondeau: Comment se fait-il qu'une société financière telle que IAC ne puisse pas atteindre ces objectifs? A l'exception peut-être du troisième objectif qui est d'élargir l'éventail des services financiers, j'entends, d'accepter des dépôts. Je sais que IAC peut atteindre ces quatre objectifs mais n'a pas le droit d'accepter des dépôts.

M. Land: C'est exact.

M. Rondeau: Dans l'état actuel des choses, je crois que IAC pourrait améliorer son aptitude conformément à vos normes actuelles, pourrait obtenir des fonds supplémentaires et contribuer à l'économie canadienne, mais pourrait-elle élargir l'éventail des services financiers? Je crois que IAC ne peut pas accepter de dépôts; c'est la seule chose qu'on ne peut pas faire pour le moment alors que si vous étiez une banque, vous pourriez accepter des dépôts.

M. Land: Je crois qu'il y a d'autres choses que l'on ne peut pas faire, monsieur Rondeau. Je tâcherai d'illustrer mon point de vue en citant un exemple. Nous faisons environ 65 p. 100 de nos affaires avec des clients commerciaux et industriels par opposition aux consommateurs. Nous avons donc affaire à une moyenne ou petite entreprise. Nous fournissons des fonds nécessaires à l'achat de ces équipements et de ces machines. Nous avons une hypothèque sur ses locaux. Chaque fois qu'il veut nous payer, il doit tirer un chèque sur une banque à charte en face. Nous ne pouvons lui offrir qu'un certain nombre de services. Nous n'avons pas les avantages qu'ont les banques en ce qui concerne certains genres de garantie en vertu de la Loi sur les banques. Nous ne pouvons pas accepter ce genre de garantie.

[Texte]

[Interprétation]

• 1150

The acceptance of deposits is only one of the many considerations involved. In terms of the reference here to putting the equity capital to more effective use, as a finance company, as IAC, we cannot borrow the same proportion of funds for use in our business relative to our equity as we could as a bank, as a chartered bank. So there again, even without the acceptance of deposits, we have a limitation.

The Chairman: Is there anything you want to say, Mr. Melloy?

Mr. Melloy: Relative to the borrowing ability of IAC, that is governed to some consideration degree by our ability to get lines of credit from the Canadian chartered banks as well as lines of credit from the U.S. banks. At the present time the lines of credit that IAC have established amount to \$625 million. Of that \$625 million there is \$365 million with banks in the United States and \$255 million with Canadian banks. As a finance company it is essential to have these lines of credit with chartered banks and foreign banks in order to borrow in the commercial paper market. So our borrowing is determined to some considerable degree by our ability to get lines of credit from these banks.

Mr. Rondeau: In the English version of your statement this morning, on page 2, the last line there:

... IAC's average cost of borrowing is generally higher than that of the chartered banks.

How would you explain that?

Mr. Melloy: The chartered banks are able and do have a good base of personal deposits which are at lower cost than we can borrow in the money market. The chartered banks can also borrow large corporate deposits at lower rates than finance companies can.

Mr. Rondeau: Would you explain how come they have a lower cost—low cost of their money, lower cost?

Mr. Melloy: They pay less for their money, Mr. Rondeau, than we do. Unfortunately we are not able to borrow as cheaply as the banks can.

Mr. Rondeau: I have many more questions, but I think my time will run out before I am able to go through them.

The Chairman: You still have three minutes.

Mr. Rondeau: You mean that IAC has to borrow money at a higher price on the market than the bank.

Mr. Melloy: That is correct.

Mr. Rondeau: If I understood well, Mr. Paradis, when we had a meeting—you want to be a bank so you will be able to compete with the banks, because now the banks are putting you out of the market as far as your growing business is concerned?

Le président: Monsieur Paradis, voulez-vous répondre à cette question?

La possibilité d'accepter des dépôts n'est qu'un des facteurs en jeu. Quant à l'utilisation plus efficace du capital fourni par les actionnaires, en tant que société de finance, à savoir IAC, nous ne pouvons pas emprunter la même proportion de fonds qu'une banque à charte. Nous sommes donc soumis à ces restrictions.

Le président: Monsieur Melloy, voulez-vous faire des commentaires?

M. Melloy: La possibilité pour l'IAC de contracter des emprunts est liée dans une grande mesure à la possibilité d'obtenir que les banques à charte canadienne et les banques américaines nous fassent crédit. Actuellement, on a accordé à l'IAC la possibilité d'emprunter jusqu'à 625 millions de dollars, dont 365 millions de dollars proviennent de banques américaines et 255 millions de dollars de banques canadiennes. Notre qualité de société de finance, il est essentiel que les banques à charte et les banques étrangères nous fassent crédit afin que nous puissions emprunter sur le marché commercial. Nos emprunts dépendent dans une certaine mesure des possibilités que ces banques nous fassent crédit.

M. Rondeau: Dans votre déclaration de ce matin, vous dites:

Que pour l'IAC, la moyenne du coût d'emprunt est généralement supérieure à ce qu'elle est pour les banques à charte.

Comment expliquez-vous cela?

M. Melloy: Les banques à charte ont une base importante de dépôts personnels qui leur coûte moins cher que l'argent que nous devons emprunter sur le marché monétaire. Les banques à charte peuvent également emprunter de l'argent aux sociétés à des taux plus bas que des sociétés de finance.

M. Rondeau: Pourriez-vous expliquer pourquoi les taux seraient plus bas?

M. Melloy: Le loyer de leur argent est moins élevé que le nôtre, monsieur Rondeau. Malheureusement, nous ne pouvons emprunter de l'argent à un taux aussi bas que les banques.

M. Rondeau: J'ai beaucoup de questions, mais je pense que mon temps sera écoulé avant que je puisse terminer.

Le président: Il vous reste trois minutes.

M. Rondeau: Vous voulez dire que l'IAC doit emprunter de l'argent à un prix plus élevé que les banques.

M. Melloy: C'est exact.

M. Rondeau: Si je vous ai bien compris, monsieur Paradis, lorsque nous nous sommes rencontrés, vous voulez être en mesure de concurrencer les banques, car les banques vous excluent du marché en ce sens qu'elles empêchent votre expansion...

The Chairman: Mr. Paradis, would you like to answer this question?

[Text]

• 1115

M. F. P. Paradis (premier vice-président, IAC Limitée, Toronto): Monsieur Rondeau, si vous regardez à la page 7 de la version française du mémoire, vous allez voir, par exemple, quelle a été la croissance des banques dans les dix dernières années, soit de 1964 à 1974. Et vous allez voir quelle a été la croissance des sociétés de crédit à la vente et de prêts à la consommation. Maintenant, si vous projetez cela dans le futur et si cette tendance continue, il est évident qu'une institution comme l'IAC voit son marché diminuer. C'est ce dont nous avons parlé ensemble. Le taux de croissance annuel moyen des banques à charte a été de 19.8 au cours des dix dernières années, celui des sociétés comme la nôtre a été de 4.5.

M. Rondeau: Ça veut dire que votre taux de croissance est...

M. Paradis: Beaucoup plus restreint.

M. Rondeau: ... 20 p. 100 environ du taux de croissance des banques, actuellement.

M. Paradis: Oui.

M. Rondeau: Étant donné que vous êtes la onzième institution financière canadienne, vous ne voulez pas tomber en bas, mais plutôt atteindre l'échelon des institutions financières.

M. Paradis: C'est ça. On veut s'en aller dans les «grandes ligues».

M. Rondeau: Vous voulez vous en aller dans les ligues professionnelles.

Mais, monsieur Paradis, en dehors du pouvoir d'emprunt à meilleur marché, et tenant compte de la différence entre le coût d'emprunt d'une banque et celui d'une compagnie de finance, il y a certainement aussi d'autres raisons qui ne sont spécifiées ici: une charte de banque vous donne plus de pouvoir, de prêter qu'elle m'en donne à une compagnie de finance habituellement.

M. Paradis: Nous allons offrir une plus grande variété de services, si vous voulez.

M. Rondeau: Monsieur Paradis, il faut ajouter aussi qu'une charte de banque vous permet de prêter seize fois le dépôt, comme nous avons convenu l'autre jour, en vertu de la Loi sur les banques.

Alors, c'est un avantage extraordinaire qui vous est conféré en vertu d'une charte de banque, elle vous permet de vous maintenir au statut d'une banque et d'augmenter votre croissance économique au taux des banques de 19.8 et non de 4.5.

M. Paradis: D'accord.

M. Rondeau: Est-ce que j'ai raison?

M. Paradis: Oui.

M. Rondeau: Merci, monsieur Paradis.

Le président: Merci, monsieur Rondeau. Monsieur Anderson—followed by Mr. Towers.

Mr. Anderson: Thank you very much, Mr. Chairman.

This is a rather interesting situation because I think this is the first time in the history of the Canadian banks where a financial institute of another kind wishes to convert into a bank. I think this is brand new ground for this Committee as well as for the banking circles of Canada.

[Interpretation]

Mr. F. P. Paradis (Senior Vice-President, IAC Limited, Toronto): Mr. Rondeau, if you look at page 7 of the French version of the brief, you will see, for example, how the banks have grown in the past decade, from 1964 to 1974. And you will also see how sales finance and consumer loan companies have grown. If you project this trend into the future, it is clear that an institution such as IAC will be faced with a diminishing market. That is the problem we discussed. The average annual growth rate of chartered banks has been 19.8 per cent over the past 10 years, while that of associations such as ours have been 4.5 per cent.

Mr. Rondeau: That means that your rate of growth is...

Mr. Paradis: Much smaller.

Mr. Rondeau: ... about 20 per cent of that of the banks.

Mr. Paradis: Yes.

Mr. Rondeau: Since you are the eleventh Canadian financial institution, you do not want to be at the bottom of the ladder but rather to be in the top bracket of financial institutions.

Mr. Paradis: Exactly. We want to play in the major leagues.

Mr. Rondeau: You wish to play in the professional leagues.

However, Mr. Paradis, apart from the power to borrow at better rates, and bearing in mind the difference between the cost of borrowing of a bank of a finance company, there must certainly be other reasons that are not stated here: a bank charter would give you greater powers to lend than you now have as a finance company.

Mr. Paradis: We would also offer a much wider range of services.

Mr. Rondeau: Mr. Paradis, it should also be mentioned that under the Bank Act, a bank charter would enable you to lend 16 times the amount of your deposits, as we agreed the other day.

So a bank charter gives you an unusual advantage by enabling you to take on the status of a bank and to increase your rate of growth from 4.5 to 19.8 per cent.

Mr. Paradis: That is so.

Mr. Rondeau: Am I right?

Mr. Paradis: Yes.

Mr. Rondeau: Thank you, Mr. Paradis.

The Chairman: Thank you, Mr. Rondeau. Mr. Anderson, suivi de M. Towers.

M. Anderson: Merci beaucoup, monsieur le président.

Cette situation est assez intéressante car c'est la première fois au Canada qu'une institution financière désire se transformer en banque. Je pense que c'est un domaine nouveau pour ce Comité et pour le secteur bancaire au Canada.

[Texte]

The first question I have concerns page 9 the 19 per cent shareholdings of Carena-Bancorp Inc. I wish I could say that I am sufficiently knowledgeable to know who these people are. Can you give me some information about Carena-Bancorp?

Mr. Land: I cannot tell you the specifics of the way the interest of these people are split up between various corporations, but Carena-Bancorp, among other things, I believe controls the Montreal Forum and the *Canadiens* hockey team, and they have other rather major investments. I believe Carena-Bancorp itself is owned by certain family trusts of the Bronfman family. As I say, I am not in a position to tell you what the percentage holdings are, and so on, but perhaps that adequately identifies Carena-Bancorp.

Mr. Anderson: It is basically a Canadian corporation with Bronfman as the main controlling interest.

Mr. Land: That is right.

Mr. Anderson: This is a question which perhaps I should not be asking you, regarding the interests of a multinational corporation, as represented by the Bronfmans who would be the largest shareholder in the bank, because there is an inquiry being held at present regarding the ownership and structures of corporations in Canada. Does that give you any concern or did you consider this?

Mr. Land: I do not think Carena-Bancorp or the particular Messrs. Bronfman who are involved in that particular company are international in their holdings. We are told that Carena-Bancorp is a Canadian company and that the owners of the shares are Canadian. There are other Bronfmans, members of the same family, cousins, who are operating very major international businesses, notably Seagrams, and so on, but this is another branch of the family.

Mr. Anderson: Thank you very much again, through you, Mr. Chairman. I was looking in the *Globe and Mail* and I see that your shares are presently trading at 18 and a quarter this morning. As I understand it, IAC will be the parent company holding the shares in the Continental Bank. With respect to this 10-year period, I wonder if you could give me the infrastructure of how this would occur. Will IAC still be considered to be listed in the stock market up to that 10-year period or past the 10-year period?

Mr. Land: No. Up to only.

• 1200

Mr. Anderson: Up to only, and then at the 10-year period these shares would somehow be transferred into a new share called Continental Bank. Is that correct?

Mr. Land: That is right.

Mr. Anderson: I notice your capitalization of so many shares at \$10. This transfer of stock poses no problem at the end of a 10-year period?

Mr. Melloy: No, it would not pose a problem. We would do whatever restructuring was necessary to make the amalgamation effective.

Mr. Anderson: I wonder if I could ask the Inspector General a question. As I said in my opening remarks, because of the nature of one financial institute attempting to change into a different type there are many exceptions and many exceptions to your normal Bank Act. I wonder if you could perhaps comment on this. Because there are exceptions, do you have any concern or could you give us any guidance as to how you see these changes?

[Interprétation]

Ma première question porte sur la page 9 où l'on mentionne 19 p. 100 d'actions détenues par Carena-Bancorp Inc. J'aimerais pouvoir dire que je connais cette société. Pourriez-vous me donner quelques renseignements à propos de Carena-Bancorp?

M. Land: Je ne pourrais vous donner de détails sur les activités de Carena-Bancorp, mais je pense que cette société contrôle le Forum et l'équipe de hockey de Montréal, Les Canadiens; elle a également d'autres investissements importants. Je pense que la société elle-même appartient à une certaine société de fiducie de la famille Bronfman. Je ne suis pas en mesure de vous dire quel est le pourcentage d'actions que détient cette société mais cela donne une idée assez claire de Carena-Bancorp.

M. Anderson: Il s'agit essentiellement d'une société canadienne contrôlée principalement par la Bronfman.

M. Land: C'est exact.

M. Anderson: Ma prochaine question devrait peut-être s'adresser à quelqu'un d'autre, elle a trait aux intérêts d'une société multinationale, du type Bronfman, qui serait le principal actionnaire de la banque, étant donné qu'une commission est en train d'enquêter sur les structures des sociétés au Canada. Est-ce que cela vous inquiète ou avez-vous tenu compte de ces facteurs?

M. Land: Je ne pense pas que Carena-Bancorp ni les messieurs Bronfman qui sont impliqués dans cette société, soient des actionnaires au niveau international. On nous dit que Carena-Bancorp est une société canadienne et que les propriétaires des actions sont Canadiens. Il y a d'autres Bronfman, cousins des premiers, qui exploitent des entreprises internationales importantes, en particulier Seagrams, mais ce n'est pas la même branche de la famille.

M. Anderson: Merci beaucoup, monsieur le président. J'ai vu dans le *Globe and Mail* que vos actions se vendent ce matin à 18¼. Si je comprends bien, IAC sera la société mère qui détiendra les actions de la Banque continentale. Au sujet de ce délai de dix ans, ne pourriez-vous pas m'expliquer la façon dont cela va s'appliquer. L'IAC aura-t-elle des actions en bourse jusqu'à l'expiration du délai de dix ans ou au-delà de celui-ci.

M. Land: Non. Jusqu'à l'expiration seulement.

M. Anderson: Et au bout de dix ans, ses actions deviendraient des actions de la Banque continentale, n'est-ce pas?

M. Land: C'est exact.

M. Anderson: Je remarque votre capitalisation de tant d'actions à \$10. Ce transfert de valeurs ne posera-t-il pas de problèmes au terme des dix ans?

M. Melloy: Pas du tout. Nous effectuerons les réorganisations nécessaires à la fusion.

M. Anderson: J'aimerais maintenant poser une question à l'inspecteur général. Comme je l'ai dit dans mes remarques préliminaires, puisqu'il s'agit d'une institution financière désirant changer de structure, il y a bien des exceptions et des exemptions à une loi normale sur les banques. Étant donné ces exceptions, éprouvez-vous certaines craintes et pourriez-vous nous faire part de votre opinion sur ces modifications?

[Text]

Mr. Read: Mr. Chairman, there are a number of basic problems that need to be faced in converting from one ongoing institution to another in all aspects, really, in its assets side, in its liabilities side and in its capital structure. These have been discussed thoroughly with us and within the envelope of the 10-year period that is being proposed it should be able to adjust all of those aspects satisfactorily and then the amalgamation, when they do amalgamate and come under the Bank Act, there are very minor exceptions to the Bank Act which are required.

Mr. Anderson: One thing that struck me after reading through the 10-year period, and so forth, is this. I suppose it is a point of faith that this will occur within a certain period of time, although it is put down in the bill, but if you were not in a position to do that at the 10-year period I suppose extensions would be asked for. No?

Mr. Melloy: I believe, as it is in the bill, that if we do not amalgamate at the end of 10 years, we do not do business. In other words, we lose our licence . . .

Mr. Anderson: I suppose the point I was making is that it would be very hard to close you down at that point and say, "Sorry, but you are out of business." However, as I say, because this is a new venture into uncharted waters, where you are going from one type of institute to another, I think there are questions that naturally come up that perhaps cause a bit of doubt and a bit of uncertainty. I noticed also on page 11 where you say:

The Bank would be prohibited from lending funds to either IAC or to any of its subsidiaries. . . however, this would not prohibit the Bank from lending funds to its own subsidiaries . . .

I wonder what you have in mind as subsidiaries of the Continental Bank itself?

Mr. Melloy: We have nothing specifically in mind other than what other chartered banks are permitted to do in that situation, whether they are subsidiaries or affiliates of the bank, that under the existing rules a chartered bank could lend money to . . .

Mr. Anderson: I see. So there is no . . .

Mr. Land: We are not contemplating any subsidiaries.

Mr. Anderson: No. All right. I just wondered because I did see that statement there.

• 1205

Mr. Land: Yes.

Mr. Anderson: The second thing, in the following paragraph also, you said that:

. . . subject to the discretion of the Minister of Finance to extend the period for an additional two years, to bring its shareholdings in The Sovereign Life Assurance Company of Canada and The Sovereign General Insurance Company into compliance with the Bank Act.

What are your holdings in The Sovereign Life Assurance Company?

Mr. Land: We are the complete owners of the shares of The Sovereign Life Assurance Company of Canada and Sovereign General Insurance; there are no outside shareholders.

[Interpretation]

M. Read: Monsieur le président, lorsqu'on veut convertir une institution active en une autre, on doit faire face à un certain nombre de problèmes fondamentaux touchant l'actif, le passif et la structure du capital. On en a discuté longuement avec nous, et, en deça de ce délai proposé de dix ans, nous devrions être capables de composer suffisamment bien avec ces problèmes pour qu'au moment de la fusion bien peu d'exceptions à la Loi sur les banques soient nécessaires.

M. Anderson: Voici ce qui m'a frappé après avoir pris note de ce délai de dix ans: je suppose que vous croyez présentement être capables d'effectuer les modifications nécessaires en deça du délai proposé dans le bill, mais, si c'était impossible, ne seriez-vous pas obligés de demander une prolongation?

M. Melloy: Si nous ne sommes pas capables de réaliser la fusion au bout de dix ans, c'est que nous ne sommes plus en affaires. Car alors nous perdons notre permis . . .

M. Anderson: Là où je voulais en fait en venir, c'est justement qu'il serait très difficile de vous dire à ce moment-là: «Excusez-nous, mais vous ne pouvez plus faire d'affaires.» Toutefois, comme il s'agit d'une toute nouvelle équipée dans des eaux inconnues, à savoir changer le type d'institution, certaines questions soulèvent naturellement doute et incertitude. En outre, vous dites à la page 14:

Il serait interdit à la Banque de prêter des fonds soit à IAC, soit à l'une ou l'autre de ses filiales. Cette disposition n'empêcherait cependant pas la Banque de prêter des fonds à ses propres filiales.

A quelles filiales de la Banque continentale faites-vous allusion?

M. Melloy: A aucune en particulier sinon que toute banque à charte a le droit, en vertu des règlements actuels, de prêter de l'argent à ses succursales ou filiales . . .

M. Anderson: Je comprends. Il n'y a donc pas de . . .

M. Land: Nous n'envisageons aucune filiale.

M. Anderson: Non. Ça va. Je me demandais simplement de quoi il s'agissait.

M. Land: Oui.

M. Anderson: Ensuite, dans le paragraphe suivant, vous dites:

. . . sous réserve du pouvoir discrétionnaire accordé au ministre des Finances de prolonger ce délai d'une période de deux ans, pour rendre les investissements dans ces compagnies conformes aux exigences de la Loi sur les banques.

Combien d'actions de La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada, détenez-vous?

M. Land: Nous détenons toutes les actions de La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada, et de La Souveraine, compagnie d'assurances générales; il n'y a aucun autre actionnaire.

[Texte]

Mr. Anderson: I see. So what you are in fact saying then is that you require a two-year period to divest yourself of those interests. That seems like quite a chore, Mr. Land, or am I mistaken?

Mr. Land: It could be. I am optimistic. These companies would be attractive to investors.

Mr. Anderson: What size of life assurance companies are they?

Mr. Land: The Sovereign Life Assurance Company of Canada has business in force in the general area of \$1 billion. It would have assets in the area of \$80 million. The Sovereign General Insurance Company, which is a casualty company, has annual writings of I guess around \$10 million. They could be described perhaps as medium-sized companies in the insurance industry. The both are in a profit-making position, and I would expect that we could...

Mr. Anderson: Was Sovereign established from your IAC Niagara business for insuring loans? Is this how this...

Mr. Land: No, Sovereign Life Assurance Company, to which I presume you refer, is a very old company established in 1890 or thereabouts in Winnipeg. IAC purchased all the shares of this company, as I recall, in 1962 or 1963. It does business as any other insurance company. It has its own agencies, force, and so on. Certain of the coverages used by IAC as parts of its sales package for its customers are covered by Sovereign Life, but this is not the primary purpose of the company.

Mr. Anderson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Anderson. Mr. Towers, followed by Mr. Trudel. Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. I could not let this pass without bringing to the attention of the Committee one of the more important aspects—perhaps not that, but a very important aspect—of the submission by the Committee this morning. That is the fact that I see one of their branches is located at Red Deer, Alberta.

I am wondering, Mr. Land, whether this would be a fair question to ask. Do you find in your present position that you have to loan your money to higher risk ventures because your money costs you more?

Mr. Land: Mr. Chairman, I guess the answer to that question would be, in some instances, yes. I do not think any of us delude ourselves into thinking we get the very best risks in Canada as a finance company. There is a difference in the attitude of people to chartered banks versus finance companies. We do not get the pick of the business and therefore I suppose we have to engage in somewhat more risky business. As a consequence of that our rates tend to be higher.

This is a broad generalization. I think we are directly competitive in some of the commercial and industrial areas of our business because we are then operating on an equal basis or an equal footing, if you will, with some of the other institutions. In the area of personal loans, there is no question that our portfolio is not comparable to that of one of the major bank portfolios in that type of business.

[Interprétation]

M. Anderson: Vous demandez donc une période de deux ans pour vous départir de ces intérêts. Je me trompe ou la tâche semble pénible?

M. Land: Ce serait bien possible. Je suis optimiste; je crois que ces sociétés pourraient bien attirer des investisseurs.

M. Anderson: Quelle est l'importance de ces compagnies d'assurance?

M. Land: La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada, a un chiffre d'affaires d'environ un milliard de dollars et un actif de l'ordre de \$80 millions. La Souveraine, compagnie d'assurances générales s'occupant des accidents, a un chiffre d'affaires annuel d'environ \$10 millions. On peut les considérer comme des compagnies d'importance moyenne en assurances. Elles sont toutes deux rentables et je suppose que nous pourrions...

M. Anderson: La Souveraine a-t-elle été créée en fonction de l'IAC Niagara afin d'en assurer les prêts?

M. Land: Non, La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada, à laquelle vous faites probablement allusion, est une très ancienne société fondée aux environs de 1890 à Winnipeg. IAC en a acheté toutes les actions en 1962 ou 1963, si ma mémoire est bonne. La Souveraine fait affaire comme toute autre compagnie d'assurances. Elle a ses propres agences et son propre personnel. Certaines des assurances offertes par IAC à ses clients sur certains types de prêts sont émises par La Souveraine, compagnie d'assurance-vie, mais ce n'est pas là son but premier.

M. Anderson: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Anderson. M. Towers, suivi de M. Trudel. Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président. Je ne peux laisser passer cela sans porter à l'attention du Comité l'un des aspects les plus importants, ou du moins un aspect très important du mémoire présenté ce matin au Comité. Il semble qu'il y ait une succursale de l'IAC à Red Deer en Alberta.

Je me demande, M. Land, s'il ne serait pas juste de poser cette question: étant donné votre situation actuelle, devez-vous prêter à des entreprises beaucoup plus risquées puisque l'argent vous coûte plus cher?

M. Land: Monsieur le président, c'est vrai dans certains cas. Personne ne se fait d'illusions et personne ne croit qu'au Canada une compagnie de finance trouve les entreprises les moins risquées. Les gens se comportent différemment vis-à-vis des banques à charte par rapport aux sociétés de finance. Nous ne sommes pas le premier choix et nous sommes donc souvent obligés de prendre plus de risques. C'est la raison pour laquelle par exemple nos taux d'intérêt sont plus élevés.

Tout de même, je généralise. Je crois que dans les domaines commercial et industriel, nous sommes directement concurrentiels car nous sommes sur un pied d'égalité avec certaines autres institutions. Par contre, dans le domaine des prêts personnels, nous ne pouvons absolument pas comparer notre portefeuille avec celui des grandes banques.

[Text]

Mr. Towers: Would it be a fair assumption, then, that if you are provided with the facility of accepting personal deposits the return to these deposits would be less than the money is now costing you, and that you in turn would be loaning this money out at a lesser interest rate.

• 1210

Mr. Land: We would contemplate being more competitive in our rate structures with the other banks than we are currently.

Mr. Towers: I notice that you have suggested that much of your present loans are to industries and industry development. Do you presume this will continue in your bank or will you be getting more into the personal loans business?

Mr. Land: I would expect that the makeup of our business might continue its present trend of moving into the commercial and industrial areas. However, I think it would be reasonable to assume that this activity will be largely with small to medium-sized businesses. Certainly in its early years, I do not think the Continental Bank of Canada would be in a position to take over all of the financing for a major steel complex or a major company. Our staffs are trained to deal with small and medium-sized clients, and I do not think there would be much change in that.

Mr. Towers: I was just wondering, Mr. Chairman, whether Mr. Land could enlarge to some degree on this summation where it is stated that the equity capital more than \$200 million would be put to more effective use. Would that effective use be for the benefit of the bank or for the consuming public?

Mr. Land: We would hope both because the reference there really is to the ability to borrow more against the equity as a chartered bank than we could as a finance company. Therefore, there would be more funds available at probably a somewhat lower rate. This means, of course, there would be an expansion in our ability to serve people in terms of numbers, in terms of size, and we would have some flexibility if we can, in fact, accomplish reduced costs of our money which we use, which is our stock in trade and this would, of course, pass on, at least in part, to the consumer. That is essentially what we mean there.

Mr. Towers: In the general transformation from IAC to the bank, how do you propose to make this transformation take place? For instance, in Red Deer, will you make a general transformation in regions or branches such as that and will there be some substantive change? Will you do them all gradually or will it be an over-all program through the regional branches?

Mr. Land: We have not quite determined our course of action and precisely how we are going to do it, but I think it would be safe to say that we will not do it regionally. There is a question of leases. Some of our premises would be suitable for use as a chartered bank and some would not. This would be one factor. The other factor would be the competition in the market area. Another factor might be the potential in some particular market. So many considerations enter into it that we currently visualize conversion as individual branch conversions, regardless of whether the branch might be in St. John's, Newfoundland, in Red Deer, in Vancouver or where it might be. This will be phased in over the period.

[Interpretation]

M. Towers: Serait-il juste de présumer que si l'on vous permettait d'accepter des dépôts personnels, les revenus que vous en tireriez seraient inférieurs à ce que vous coûte en ce moment l'argent et que vous prêteriez cet argent à un taux d'intérêt moindre.

M. Land: Nous envisagerions de rendre nos taux plus concurrentiels que présentement par rapport à ceux des autres banques.

M. Towers: Vous avez dit que la plupart de vos prêts actuellement ont pour but le développement industriel. Croyez-vous que lorsque IAC sera une banque cela continuera d'être ainsi ou accepterez-vous plus de prêts personnels?

M. Land: Je crois qu'on servira de plus en plus le commerce et l'industrie. Toutefois, il ne serait pas faux de présumer que cette activité se limitera en grande partie aux entreprises de petite et moyenne envergure. Il est certain que dans les premières années la position de la Banque Continentale du Canada ne lui permettra pas de financer une grande aciérie ou une société importante. Nos employés sont formés pour faire affaire avec des clients de moindre et moyenne importance, et je ne crois pas que cela change tellement.

M. Towers: Je me demande, monsieur le président, si M. Land ne pourrait pas expliquer comment l'avoir de \$200 millions sera utilisé plus efficacement. Cette utilisation plus efficace se ferait-elle au profit de la Banque ou des consommateurs?

M. Land: Des deux, espérons-nous, car nous faisons plutôt allusion ici à la possibilité d'emprunter davantage d'argent en tant que banque à charte qu'en tant que société de finance. On pourra donc mettre plus de fonds à la disposition du public et sans doute à un taux d'intérêt inférieur. Cela signifie bien entendu qu'il nous faudra augmenter le nombre de nos clients et le montant des prêts. En outre, cela nous laisserait une certaine souplesse car, si nous pouvons diminuer le coût de l'argent dont nous nous servons, et qui est pour nous notre fonds de commerce, nous pourrions aussi en réduire le coût pour le consommateur. Voilà en fait ce que nous entendons par là.

M. Towers: Comment vous proposez-vous de transformer IAC en une banque? Par exemple, allez-vous apporter des changements importants au bureau régional ou à la succursale de Red Deer? Ces changements seront-ils apportés graduellement ou se feront-ils dans le cadre d'un programme d'ensemble concernant les divers bureaux régionaux?

M. Land: Nous n'avons pas encore décidé de la façon de procéder mais cela m'étonnerait beaucoup que nous procédions par régions. D'abord, il y a des baux à respecter car certains locaux ne pourraient être transformés en succursale d'une banque à charte. Ensuite, il faut tenir compte de la concurrence sur le marché, et du potentiel de certains marchés en particulier. En fait, il faut tenir compte de tellement de détails que nous pensons réaliser la conversion succursale par succursale, qu'elles se trouvent à Saint-Jean (Terre-Neuve), à Red Deer, à Vancouver ou ailleurs. Les conversions se feront par étape.

[Texte]

Mr. Melloy: Might I add something?

Mr. Land: Yes.

Mr. Melloy: The plan that we are working on is that all of our offices across the country will be credit service offices of the bank as soon as the bank commences business. All of the business that is done in all our offices now across the country that is eligible for the bank will be done in the bank when the bank commences business, and then, on a phased basis, these branches will become full-service bank branches over a period. However, the customer will see his account's being handled by the bank, not by any of IAC's subsidiaries or IAC itself.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

• 1215

The Chairman: Thank you, Mr. Towers.

Mr. Trudel, followed by **Mr. Cafik.**

Monsieur Trudel.

M. Trudel: Merci, monsieur le président.

Mr. Land, when he was answering questions earlier, said that he would not expect to have 270 outlets—and I would agree with him—of banking facilities across Canada.

But have you a number in mind, **Mr. Land,** once this bank is in full operation, that you would like to pick? It is hypothetical, if you wish, but you must be, in your planning stage, looking at a certain number of outlets. Would you like to comment on that particular number.

Mr. Land: We would like to think that when the bank becomes operative, there will be some services of the bank available in 216 cities in Canada. I said "some services" because we will not be in a position to take deposits in all these locations; we will not be able to do some of the other traditional things the chartered banks do. But as **Mr. Melloy** indicated, we would be service branches of the bank, and the business eligible for a bank would be done in, we hope, our 216 geographical locations. On the confusion between the one figure of 270 and the other of 216, one relates to branches and the other relates to municipalities.

Mr. Trudel: Your statement on page 6 mentions "attract additional funds". The bill calls for \$100 million and your present equity is \$200 million. According to your annual statement, it seems . . .

Mr. Land: Somewhat over that, yes.

Mr. Trudel: What would be the intent of the directors concerning the investment of the unrequired capital? You are talking of a much larger number than what you are actually seeking. It seems that you have a sufficient amount of capital within your organization without issuing one single note, debenture, or share.

Mr. Melloy: I am not sure, sir, that I understand your question.

Mr. Trudel: I will rephrase it. The bill calls for \$100 million at \$10 a share.

[Interprétation]

M. Melloy: Me permettez-vous d'ajouter quelque chose?

M. Land: Oui.

M. Melloy: Selon le plan que nous sommes en train d'élaborer, tous nos bureaux deviendront des bureaux de crédit de la Banque dès que celle-ci entrera en activité. Les diverses affaires menées un peu partout seront prises en charge par la Banque si elles sont du domaine de sa compétence puis, graduellement, les succursales deviendront de véritables succursales bancaires. Toutefois, les comptes des clients seront administrés par la Banque et non par IAC ou l'une de ses filiales.

M. Towers: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Towers.

M. Trudel, suivi de **M. Cafik.**

Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Thank you Mr. Chairman.

M. Land, alors qu'il répondait aux questions tout à l'heure, a déclaré qu'il ne penserait pas avoir 270 succursales dans tout le Canada, et je suis d'accord avec lui.

Mais, monsieur Land, avez-vous un chiffre à l'esprit, une fois que cette banque fonctionnera à plein rendement? Ce sera évidemment un chiffre hypothétique, mais vous devez, même à l'étape de la planification, savoir combien de succursales vous comptez avoir. Pouvez-vous nous dire ce qu'il en est?

M. Land: Nous aimerions, une fois que la banque est constituée et qu'elle fonctionne, qu'elle offre certains services dans 216 villes du Canada. J'ai dit «certains services» parce que nous ne pourrions pas prendre des dépôts dans tous ces endroits; nous ne serons pas capables de rendre certains des autres services ordinaires que rendent les banques à charte. Toutefois, comme l'a indiqué **M. Melloy**, ce serait quand même des succursales de la banque, et les affaires de nature bancaire pourraient être menées, nous l'espérons, dans 216 endroits. S'il y a confusion entre le chiffre de 270 et le chiffre de 216, c'est parce que le premier a trait au nombre de succursales et que l'autre a trait au nombre de municipalités ou de villes.

M. Trudel: Dans votre déclaration, à la page 8, vous parlez «d'attirer des fonds additionnels». Le projet de loi parle de 100 millions de dollars et votre capital effectif actuel s'élève à 200 millions de dollars. Selon votre rapport annuel . . .

M. Land: En effet, ou un peu plus.

M. Trudel: Quelle serait l'intention des directeurs en ce qui concerne l'investissement du capital non nécessaire? Vous parlez d'un chiffre beaucoup plus élevé que ce que vous demandez en réalité. Il semble que vous avez suffisamment de capital dans votre organisme, sans que vous ayez besoin d'émettre des billets, des obligations ou des actions.

M. Melloy: Je ne suis pas certain, monsieur, de bien comprendre votre question.

M. Trudel: Je vais la reformuler. Le bill vous accorde un capital social de 100 millions de dollars, la valeur des actions s'élevant à \$10.

[Text]

Mr. Melloy: Yes.

Mr. Trudel: You already have on the market at present, if I multiply that, according to your annual statement, over \$200 million in equity.

Mr. Melloy: Right.

Mr. Trudel: Therefore there is a difference in this. If I read this correctly, and according to your statement this morning, you are trying to attract additional funds. My feeling is that you have a sufficient amount of funds to fund this new bank without even going to the market.

Mr. Melloy: Yes, we propose to do that, sir. The capital that is going into the bank will be going in from IAC. IAC will be putting the capital in, and it will continue to put in capital as it is required in the bank, from its own resources. On amalgamation, whatever is the total capital then of IAC will be the capital of the bank. For example, if in 10 years from now the total capital of IAC is over \$300 million, then that will be the capital of the bank, that is the equity capital of the bank.

Mr. Trudel: Therefore you could operate without attracting any additional funds.

Mr. Melloy: We are thinking of borrowed funds, sir, ...

Mr. Trudel: Yes.

Mr. Melloy: ... when we are talking about additional funds. We think we could attract additional borrowed funds.

Mr. Trudel: All right.

Either Mr. Melloy or Mr. Land mentioned that the cost of the money to be obtained at present will be higher because the banks have to take a certain rent on the money that you borrow from them. But as I look at page 40 of your annual statement, most of your money is not coming from the bank but is coming from other sources.

Mr. Melloy: No sir, we do not borrow from the banks other than on a daily adjustment basis; we borrow from large institutions on a long-term or medium-term basis. We borrow in the money market on terms anywhere from 24 hours to 365 days. We do have to have lines of credit from the banks but we do not use these lines of credit.

Mr. Trudel: Then may I ask what would be the average cost of money that you are paying on your secured notes at present, or do you have this figure with you?

• 1220

Mr. Melloy: On our secured notes, borrowing in the money market as of this moment, our cost is running about 9.5 to 9.75 per cent.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, on page 14 of the annual statement, item 18, contingent liabilities, there is:

The company is defendant in legal actions amounting to approximately \$4 million.

[Interpretation]

M. Melloy: Oui.

M. Trudel: Vous avez déjà sur le marché, actuellement, si je multiplie cela, selon le rapport annuel, plus de 200 millions de dollars en capital effectif.

M. Melloy: En effet.

M. Trudel: Or, selon votre déclaration de ce matin, vous essayez d'attirer des fonds supplémentaires. Je pense que vous avez suffisamment de fonds pour financer cette nouvelle banque, et ce sans même vous lancer dans de nouvelles opérations.

M. Melloy: Oui, et voilà ce que nous proposons de faire: le capital affecté à la banque proviendra de l'IAC. IAC fournira le capital, et continuera de le fournir à la banque à mesure que cela sera nécessaire, en le tirant de ses propres ressources. Lors de la fusion, le capital total d'IAC à ce moment, quel qu'il soit, constituera le capital de la banque. Par exemple, si dans 10 ans, le capital total d'IAC s'élève à plus de 300 millions de dollars, le capital de la banque, c'est-à-dire le capital effectif de la banque, s'élèvera au même montant.

M. Trudel: Vous pourriez donc fonctionner sans attirer de fonds supplémentaires.

M. Melloy: Nous pensons à des fonds empruntés, monsieur ...

M. Trudel: Oui.

M. Melloy: ... lorsque nous parlons de fonds supplémentaires. Nous pensons pouvoir attirer des fonds supplémentaires empruntés.

M. Trudel: D'accord.

Je ne sais plus si c'est M. Melloy ou M. Land qui a mentionné que le coût actuel d'obtention de l'argent sera plus élevé parce que les banques doivent tirer une rente de l'argent qu'elles vous prêtent. Mais je remarque, à la page 40 de votre rapport annuel, que la plus grande partie de votre argent ne provient pas de banques mais bien d'autres sources.

M. Melloy: Non, monsieur, nous n'empruntons pas d'argent des banques sinon sur une base ajustée quotidienne; nous empruntons de l'argent de grandes institutions, et ce à long ou à moyen terme. Nous empruntons du marché financier avec des échéances allant de 24 heures à 365 jours. Nous devons avoir des lignes de crédit des banques, mais nous ne nous en servons pas.

M. Trudel: Puis-je alors vous demander quel serait le coût moyen pour l'argent que vous payez actuellement pour vos billets garantis? Avez-vous ce chiffre avec vous?

M. Melloy: Pour nos billets garantis, empruntés actuellement dans le marché financier, notre coût est de 9.5 à 9.75 p. 100.

M. Trudel: Monsieur le président, à la page 14 du rapport annuel, au poste 18, passif éventuel, il est écrit:

La compagnie est défenderesse dans des demandes en justice qui ont été formulées pour un montant d'environ 400 millions de dollars.

[Texte]

Would you care to give some details of that particular item?

Mr. Land: Yes, sir. In companies such as ours, it is almost inevitable that there be lawsuits from time to time. As indicated in the note, counsel are of the opinion that there is, in fact, little likelihood of this liability ever having to be settled.

To give you an idea of what is involved, in one of these suits it is a question of an automobile dealer who is suing the manufacturer and IAC jointly, and I guess severally, for putting him out of business. This has been inactive. We have had no word from the individual for a long time and, as I say, counsel tells us that we do not have, in fact, any real liability there. That is the type of thing that gets in there.

Mr. Trudel: This is the advice that you are getting from your counsel, but it could still be overturned by the courts. They could still find you guilty, and you have a reserve for that particular contingency.

Mr. Land: Yes, but in a business as large as this, inevitably you do have some litigation, no matter how carefully you operate.

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I am looking at the market mix on page 5 of the annual statement and at the chart. In your brief you say that you want to improve your ability to serve the established market of loans to individuals and for small- and medium-sized businesses. I think you indicated that clearly when you made your statement. I am a bit concerned that you would say that when I look at your annual statement and at your market mix.

In your business financing, which involves 65 per cent of your transactions, you are only getting 53 per cent of your gross income from that source, and you would like to continue that and you would like to enhance it, according to the statement. When I look at residential mortgages, it shows 9 per cent of your over-all gross, and your gross income is 9 per cent, so that would be consistent. On consumer loans you have 10 per cent, and you get 17 per cent of your returns. Yet if we look at 1972 and 1973, it has been diminishing. You have less on consumer loans than you had two years ago. You have less in consumer-purchase credit. Would you like to comment on why you would like to continue that type of business because you are getting less and less profit from a larger and larger share of your actual existing business?

Mr. Melloy: Yes. What we are referring to there, sir, is gross income. Of course, in the consumer area or any area where you are dealing with small balances, the costs are very much larger, and it is necessary that you receive a higher gross. If you look at another factor, I think you would find, over the years, that our percentage of expense to total income is decreasing. The reason it is decreasing is because we are doing more business lending and, consequently, there is less expense involved per dollar outstanding. So that in one case, although we might get a very large gross income from certain areas, our net income is no greater than it would be from a particular area where the expense structure was less.

[Interprétation]

Pouvez-vous nous donner certains détails au sujet de ce poste?

M. Land: Oui, monsieur. Dans des sociétés telles que la nôtre, il est presque inévitable qu'il y ait des poursuites judiciaires de temps en temps. Comme la dit le note, les conseillers juridiques sont d'avis qu'en fait il est peu probable que ce passif soit jamais ajusté.

Pour vous donner une idée de ce qui se passe dans certaines de ces poursuites, prenons l'exemple de ce concessionnaire de voitures qui poursuit conjointement et solidairement le fabricant de voitures et IAC pour l'avoir amené à la faillite. Or, il ne s'est rien produit. Ce particulier n'a agi dans aucun sens depuis bien longtemps et, comme je l'ai dit, nos conseillers juridiques nous disent que nous n'avons en fait aucune responsabilité. Voilà le genre de choses dont traite ce poste.

M. Trudel: C'est là l'avis de nos conseillers juridiques, mais la décision des tribunaux pourrait être contraire. En effet, on pourrait vous trouver coupable, et je me demande si vous avez des réserves quant à cette éventualité.

M. Land: Oui, mais dans une entreprise aussi grande que la nôtre, il est inévitable d'avoir certains litiges, quel que soit le soin qu'on apporte aux opérations.

M. Trudel: Monsieur le président, à la page 5 du rapport annuel, on traite de la composition des comptes; il y a également un graphique. Dans votre mémoire, vous déclarez que vous voulez améliorer votre aptitude à servir le marché établi de prêts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Je pense que vous avez indiqué cela clairement dans votre déclaration. Or, en voyant la composition des comptes, je trouve un peu étonnant que vous disiez cela.

Dans vos affaires, le financement constitue 65 p. 100 de vos opérations; vous obtenez uniquement 53 p. 100 de vos recettes nettes de cette source; vous voudriez poursuivre cela et vous aimeriez même, selon votre rapport, améliorer ce chiffre. Pour ce qui est des hypothèques domiciliaires, vous indiquez 9 p. 100 de votre chiffre brut total et vos recettes brutes sont de 9 p. 100; donc cela est normal. Pour ce qui est des prêts à la consommation, ils constituent 10 p. 100, et ils vous fournissent 17 p. 100 de vos recettes. Pourtant, si l'on compare 1972 à 1973, on remarque une diminution. Vous avez moins de prêts à la consommation que vous n'en aviez il y a deux ans. Vous avez moins de crédit à l'achat des consommateurs. Auriez-vous l'amabilité de nous expliquer pourquoi vous voulez poursuivre ce genre d'affaires si vous obtenez de moins en moins de profits d'une part toujours croissante de vos opérations actuelles?

M. Melloy: Oui. Nous traitons ici, monsieur, des recettes brutes. Bien sûr, dans le domaine de la consommation ou dans tout domaine où l'on traite de petits soldes, les coûts sont beaucoup plus élevés et il est nécessaire d'obtenir un chiffre brut plus élevé. Il y a toutefois un autre facteur; vous vous apercevrez qu'au cours des années le rapport procentuel des dépenses aux recettes totales diminue. La raison pour laquelle ce pourcentage diminue est que le nombre de nos opérations de prêts augmente et qu'il nous faut donc dépenser moins par dollar à récupérer. Donc, bien que nous puissions obtenir des recettes brutes très élevées dans certains domaines, nos recettes nettes ne sont pas supérieures à ce qu'elles seraient dans un domaine particulier où les dépenses sont moindres.

[Text]

Mr. Trudel: There are other charts bearing out what you are saying, I think, in your annual statement. I agree with you on that.

One last question, and you are free to answer it if you wish. If we assume that the charter is given to the bank you are saying that you are paying slightly over 9 per cent at present for the rent on your money. What kind of improvement would you be looking at?

• 1225

Mr. Melloy: Yes, sir. On the historical basis of banks of finance companies, on an over-all basis, our cost of funds has generally been running about 1.5 to 2 per cent higher than the average cost of funds in the chartered banks.

Mr. Trudel: And this would level out with the new charter?

The Chairman: This will be your last question, Mr. Trudel.

Mr. Melloy: Not immediately, sir, but I think over a period of time, as we build up a base of deposits, it will improve the relative cost and that also we will be able to borrow less expensively in the money market.

As I mentioned a little earlier, we have \$625 million that we have to maintain in lines of credit with banks. Most of that is with banks in the United States. We have to keep on deposit 10 per cent of these lines—which at the moment is approximately \$40 million, which we get nothing on at all—just to have these lines of credit to support our operations in the money market.

Mr. Trudel: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Merci, Mr. Trudel. Mr. Cafik.

Mr. Cafik: Thank you, Mr. Chairman. I see it is 12:30; I will just ask a couple of brief questions.

Is it generally true that IAC and other financial institutions of your type have a tendency to lend money in more risk situations than an ordinary chartered bank would do?

Mr. Land: I think it could be said that companies such as ours do not get the pick of the business. Perhaps the quality of the credit is quite acceptable, but it may not be the very best credit. To that extent, yes, I think there is that tendency.

Mr. Cafik: In other words, there are people who go to financial institutions like yours who perhaps cannot finance directly through a bank, or they would not have gone there in the first place. Is that not generally true?

Mr. Land: Generally, I think that is right.

Mr. Cafik: The thing that concerns me to some extent, if this bill were to go through, is who is going to fill that gap. It seems to me that there is clearly a need for institutions in our country that are, perhaps, a little more flexible in terms of security and the amount of risk to be taken than a chartered bank is. You, I think by your own words, fill that gap to some extent now. What is going to happen, after the 10-year amalgamation, to people who would be denied credit as a consequence of IAC's perhaps being put out of business? Where would they go? Are there sufficient other institutions to fill up that gap to meet the needs of those borrowers?

[Interpretation]

M. Trudel: Il y a, en effet, dans votre rapport annuel, des graphiques qui concordent avec vos dires. Je conviens donc de cela avec vous.

Une dernière question, et vous êtes libre d'y répondre ou pas. En supposant que la charte soit accordée à la banque, vous dites que vous versez actuellement un peu plus de 9 p. 100 pour les rentes sur votre argent. Quelles sont les améliorations que vous envisagez?

M. Melloy: Oui, monsieur. D'après l'historique des banques et des sociétés de finance et de façon générale, le coût de nos emprunts est de 1.5 à 2 p. 100 plus élevé que le coût moyen des emprunts de banques à charte.

M. Trudel: La nouvelle charte rétablirait-elle l'équilibre?

Le président: C'est votre dernière question, monsieur Trudel.

M. Melloy: Pas immédiatement, monsieur, mais au cours d'une certaine période. Ceci nous permettra de constituer un fonds de dépôt et de diminuer nos frais relatifs ainsi que nos emprunts sur le marché.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous sommes obligés de maintenir un crédit de 625 millions de dollars avec les banques. La majorité de ces transactions a lieu avec des banques américaines. Nous devons garder en réserve 10 p. 100 de ces crédits, soit environ 40 millions de dollars, sur lesquels nous ne percevons aucun intérêt. De telles dispositions ont été prises en vue d'appuyer nos transactions sur le marché.

M. Trudel: Merci, monsieur le président.

Le président: Thank you, monsieur Trudel. Monsieur Cafik.

M. Cafik: Merci, monsieur le président. Il est 12 h 30; je ne poserai que quelques questions brèves.

De façon générale, est-ce vrai que l'IAC et d'autres sociétés de finance du même genre ont tendance à courir plus de risques au chapitre des prêts que les banques à charte ordinaires?

M. Land: Des sociétés, telles que la nôtre, n'ont pas la possibilité de choisir les meilleures affaires. La qualité du crédit peut être acceptable, mais il ne s'agit pas toujours du meilleur crédit. Ainsi, je suis d'accord avec vous, cette tendance existe.

M. Cafik: En d'autres termes, n'est-il pas vrai que les personnes qui empruntent auprès des sociétés de finance, telles que la vôtre, le font parce qu'il leur est impossible d'obtenir un prêt d'une banque?

M. Land: De façon générale, je crois que vous avez raison.

M. Cafik: Si le projet de loi est adopté, je me demande qui comblera cette lacune. A mon avis, le Canada a besoin de sociétés de finance un peu plus souples que les banques à charte au chapitre des garanties et des risques. Jusqu'à un certain point, il me semble que votre société comble cette lacune. Qu'arrivera-t-il aux personnes qui ne pourront obtenir de prêt de sociétés telles que l'IAC parce que celle-ci aura disparu à la suite de la période de fusionnement de 10 ans? Y a-t-il d'autres sociétés qui peuvent combler cette lacune afin de subvenir aux besoins de ces personnes?

[Texte]

Mr. Land: I do not know whether there would be sufficient institutions but I would hasten to assure you, sir, that I do not think there is going to be any substantial change in the credit policies of IAC when it is no longer IAC but the Continental Bank of Canada.

We have now, I guess, roughly 2,800 employees, all of whom have been trained to our credit standards. I just cannot feel that, overnight, because the charter under which we operate is different, they are going to change all of what they have learned over many years of use. Speaking for myself, I have no fear that anyone who is worthy of credit will be rejected just because we have a different name.

Mr. Cafik: Yes, but you might be in a position to be able to seek out and search out more lending opportunities that are less risk. Consequently, by just a gradual attrition of that other approach, you would get into the same position as that of chartered banks at the present moment—you have to have the money before you can borrow it, more or less, is the general feeling.

Mr. Melloy: Mr. Chairman, I would like to add something to what Mr. Land has said. While it is true that some of the customers who do business with us might be classed as being of a little higher risk than some who do business with the chartered banks, we have found over many years that we do have an ability, through the training of our people, to deal with these types of risks. Consequently, our loss experience over many many years is not so much greater than that of the chartered banks, even though we are dealing with a different type of risk. It is not the intention to move away from that risk, but we would certainly like to have the ability to spread the risk as well, and to move into other areas in addition to the ones we are now servicing.

• 1230

Mr. Cafik: One last question, Mr. Chairman. It appears to me—and I am not familiar with all the details—that some functions I see performed now in the lending markets you will not be able to perform after you become a chartered bank and have amalgamated after 10 years. Would you like to spell out to me what are those functions that you are presently performing that you will not be able to perform? And who is going to pick up the slack by virtue of the fact that you are no longer performing those essential functions in the marketplace?

Mr. Melloy: There are two. Leasing which is not an eligible business under the Bank Act, as it now exists. We will be continuing to do leasing up to the level of our outstandings when the bank is chartered. We will not be entirely out of the field but we will not be able to add to our outstandings.

Mr. Cafik: That is the point. The leasing market is a rapidly growing market, I think. Almost anybody would admit that. And, if you are frozen at your present level of activity in terms of leasing, then what I am concerned about in terms of the broad public interest is whether we are drying up one source of funds in one legitimate activity in the process of making yourselves the Continental Bank, and that area is not going to be able to be adequately served after that period as it is at the present time?

[Interprétation]

M. Land: Je ne sais pas s'il y a suffisamment de sociétés qui peuvent remplir ce rôle, mais je peux vous assurer que l'IAC sur l'obtention de sa charte, n'apportera pas de modification importante à ses politiques de crédit.

A l'heure actuelle, nous employons environ 2,800 personnes qui ont été formées selon nos normes de crédit. Je ne crois pas qu'à la suite de l'adoption d'une nouvelle charte, ces employés soient tentés d'apporter des changements au mode de fonctionnement qu'ils connaissent depuis déjà longtemps. Je ne crois pas que nous rejeterons les demandes de prêt de la part de personnes qui offrent de bonnes garanties simplement parce que nous serons désignés d'une autre façon.

M. Cafik: Oui, mais vous aurez la possibilité d'effectuer des prêts qui entraînent moins de risques. A la longue, vous adopterez la position des banques à charte actuelles qui préconisent qu'une personne doit présenter une garantie équivalente avant qu'on lui accorde un prêt.

M. Melloy: Monsieur le président, j'aimerais ajouter quelque chose aux propos de M. Land. Quoique certains de nos clients présentent de plus gros risques que les clients de banques à charte, nous avons découvert que notre personnel, qui a reçu une formation spéciale, est tout à fait capable de venir à bout de cette difficulté. Par conséquent, notre société a enregistré des pertes à peu près équivalentes à celles des banques à charte au cours de nombreuses années, bien que notre clientèle soit assez différente. Nous n'avons pas du tout l'intention de laisser tomber les prêts comportant de tels risques, mais nous aimerions avoir la possibilité de faire d'autres investissements et d'assurer de nouveaux services dans le domaine des finances.

M. Cafik: Une dernière question, monsieur le président. Si j'ai bien compris—et j'avoue que je ne suis pas au courant de tous les détails—vous ne participerez plus à certaines transactions relevant des sociétés de finances lorsque vous aurez obtenu votre charte à la suite de la période de fusionnement de dix ans. Quelles transactions devrez-vous abandonner? Qui comblera la lacune puisque vous ne pourrez plus assurer ces services essentiels au sein du marché?

M. Melloy: Nous devons abandonner deux genres de transactions. En vertu de la Loi sur les banques, nous ne pourrions plus faire de location; cependant, lorsque nous aurons obtenu notre charte, nous continuerons à le faire dans la mesure où nous avons des créances à recouvrer. Ainsi, nous participerons toujours à ces transactions mais nous ne pourrions pas nous engager dans de nouvelles affaires qui augmenteraient les créances à recouvrer.

M. Cafik: Exactement. A mon avis, le marché de location est en pleine expansion. Personne ne peut le nier. Si vous devez suspendre vos transactions de location, je me demande si c'est vraiment dans l'intérêt du public puisque nous épuiserions une source de financement pour une activité légitime. De plus, la Banque continentale du Canada ne pourra plus assurer les mêmes services qu'à l'heure actuelle.

[Text]

Mr. Melloy: It could be, sir. I really could not answer that one. There is a lot of competition in the leasing business. We are possibly the largest lessor in Canada at the moment. We have a tremendous number of companies, the financial services companies of the U.S. banks that are operating here and other finance companies that are operating in the business, as well as some of the trust companies. It is a very competitive business. And, again, I do not think any major financial institution should attempt in any way to predicate its future on leasing, because that could disappear at some stage as an alternative, depending on tax laws and other things.

Mr. Cafik: On the leasing side and in connection with your approved activities as a bank, do I understand it properly that you could control a subsidiary that was in that field, as the Continental Bank?

Mr. Melloy: We could be in a joint venture with someone else and do leasing, yes.

Mr. Cafik: Is there any thought at the present time to continue to be involved in those areas of activity that you would not be permitted to be involved in as a bank on a joint venture operation, as a subsidiary of the Continental Bank?

Mr. Melloy: I think we would do as the other chartered banks have done in that area and set up an affiliate that would be in compliance with the Bank Act.

Mr. Cafik: So you are effectively then, in answer to an earlier question, answering it a bit more directly now by saying if there was a shortfall in terms of financing in these particular areas that would be generally overcome by your intention to continue in those areas in a permissible way on a joint venture basis. Is that what you are saying?

Mr. Melloy: That is correct, but of course it would be in a much more limited way.

Mr. Cafik: Limited in what respect?

Mr. Melloy: Limited to the extent that our ability to do leasing as a major financial corporation now is much greater than it would be in an affiliate of the bank.

Mr. Cafik: All right. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Cafik.

Mr. Herbert, on a point of order.

Mr. Herbert: I have two points of order, Mr. Chairman. First, I note that the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce do not follow our general practice of printing as an appendix to their proceedings the submission to the Committee. I would, therefore, request first of all that the submission of IAC be printed as an appendix to today's proceedings.

May I also suggest, subject to the approval of the Committee, that other briefs which were submitted and are referred to in the proceedings of the Senate committee also be printed as an appendix to our proceedings, so as to give us a complete picture of what transpired at the Senate hearings. That is my first point of order.

The Chairman: Mr. Herbert, maybe we could get copies from the briefs presented to the Senate and distribute them to the members. These were not really referred to us. But we could print this one in today's proceedings.

[Interpretation]

M. Melloy: C'est fort possible, monsieur. J'avoue que je ne peux répondre à cette question. Il y a beaucoup de concurrence dans le domaine de la location. A l'heure actuelle, notre société participe à plus de transactions de location que toute autre société du même genre. Un bon nombre de sociétés, telles que les sociétés de finance des banques américaines ainsi que les sociétés fiduciaires, assurent les mêmes services. Il y a beaucoup de concurrence dans ce domaine. Aucune société de finance importante ne devrait s'en tenir uniquement à la location, puisqu'à un moment donné, la location peut devenir impossible à la suite de dispositions fiscales notamment.

M. Cafik: Lorsque la Banque continentale du Canada sera constituée, aurez-vous la possibilité de contrôler une filiale qui s'occuperait de location?

M. Melloy: Oui, nous pourrions participer à une entreprise en commun qui s'occuperait de location.

M. Cafik: A l'heure actuelle, prévoyez-vous rester en contact avec une entreprise qui assurerait des services qu'il vous serait impossible d'assurer en tant que banque à charte?

M. Melloy: Nous prendrions les mêmes mesures que les autres banques à charte qui ont constitué une filiale en conformité de la Loi sur les banques.

M. Cafik: Voilà une réponse beaucoup plus claire à une question qui a été posée antérieurement. En effet, vous avez déclaré qu'un déficit dans ce domaine ne vous empêcherait pas de participer à une entreprise de location pourvu que cela soit acceptable.

M. Melloy: Exactement. Toutefois, je tiens à souligner que nos transactions seraient beaucoup plus limitées.

M. Cafik: Que voulez-vous dire?

M. Melloy: En tant que filiale d'une banque, le volume de nos transactions en matière de location serait certainement inférieur au volume de transactions que nous enregistrons dans ce domaine à l'heure actuelle.

M. Cafik: Très bien. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Cafik.

M. Herbert, une question relative au Règlement.

M. Herbert: Monsieur le président, j'ai deux questions relatives au Règlement. Tout d'abord, je remarque que le Comité permanent du Sénat des banques et du commerce ne publie pas les mémoires déposés au Comité en appendice au procès-verbal. Je propose donc que le mémoire de l'IAC soit publié en appendice au procès-verbal d'aujourd'hui.

Sous réserve d'obtenir l'approbation du Comité, je propose que les autres mémoires qui ont été soumis et auxquels fait allusion au procès-verbal du Comité du Sénat, soient publiés en appendice à notre propre procès-verbal afin de présenter un tableau complet de ce qui s'est passé aux séances du Comité du Sénat. C'était ma première question ayant trait au Règlement.

Le président: Monsieur Herbert, nous pourrions peut-être distribuer aux membres de ce Comité des exemplaires des mémoires qui ont été soumis au Comité du Sénat. Cependant, nous pourrions publier le mémoire qui nous a été soumis aujourd'hui, en appendice à notre procès-verbal.

[Texte]

• 1235

Mr. Herbert: And the Clerk would also obtain for us then, the other briefs which were submitted.

The Chairman: Yes.

Mr. Herbert: Thank you. My second point of order refers...

The Chairman: Is it agreed that we print the brief as an appendix?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Herbert: My second point of order, Mr. Chairman, is just for information purposes. Did the subcommittee discuss the witnesses who would be requested to appear before this Committee in connection with this bill?

The Chairman: The steering committee? No, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: So as of right now that has not been discussed?

The Chairman: No. Thank you. Yes, Mr. Martin, on the point of order.

Mr. Martin: It is really a question. I notice that in the Senate Committee hearings there was an indication that there was some hope that this particular bill would go through this session of Parliament. I am assuming that is not anticipated at this point.

The Chairman: Mr. Martin, the session is not over yet. There is a question of an adjournment, but the same session is supposed to continue in January.

Mr. Martin: Is that supposition still prevalent? Are we still assuming that this particular item will be reported back to the House in time to be considered in this session?

The Chairman: We always hope, Mr. Martin. Mr. Reid.

Mr. Reid: I might say that the latest totally-unfounded rumour is that the House will rise on December 19 and return, I believe, on January 26 to continue for two or three weeks, or until the legislative package has been completed. At that point the House will probably take a weekend of prorogation and a new Speech from the Throne would come down, and we would continue, so there is probably another two to three weeks, which would give the House an opportunity to make a decision on this bill if this Committee decides to report it.

The Chairman: Mr. Martin.

Mr. Martin: I have taken note of that, Mr. Chairman. My other question is this. I wonder if the steering committee has considered how many meetings they might be planning for this particular bill.

[Interprétation]

M. Herbert: Le greffier pourrait donc obtenir des exemplaires des autres mémoires qui ont été présentés.

Le président: Oui.

M. Herbert: Merci. Ma deuxième question a trait...

Le président: Les membres du Comité sont-ils d'accord pour que soit publié en appendice le mémoire qui a été soumis aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

M. Herbert: Deuxièmement, monsieur le président, j'aurais besoin de certains renseignements. Est-ce que le sous-comité a discuté des témoins qui seront appelés à comparaître devant ce Comité dans le cadre de l'étude de ce projet de loi?

Le président: Le comité de direction? Non, monsieur Herbert.

M. Herbert: Donc, jusqu'à maintenant on n'a pas discuté de cette question.

Le président: Non. Merci. Oui, monsieur Martin, un rappel au Règlement.

M. Martin: Il s'agit plutôt d'une question. En lisant les procès-verbaux du Comité du Sénat, j'ai remarqué que l'on espérait que ce projet de loi serait adopté pendant la présente session. Je suppose que tel n'est pas le cas à l'heure actuelle.

Le président: Monsieur Martin, la session n'est pas encore terminée. La question de l'ajournement se pose, mais la même session se prolongera en janvier.

M. Martin: Est-ce que tel est toujours le cas? Pouvons-nous supposer que ce projet de loi sera rapporté à la Chambre au cours de cette session?

Le président: Nous pouvons toujours l'espérer, monsieur Martin. Monsieur Reid.

M. Reid: Si j'en crois les dernières rumeurs, qui sont dénuées de fondement, il semble que la Chambre ajournera le 19 décembre et reprendra ses travaux le 26 janvier pour deux ou trois semaines afin de terminer l'étude des projets de loi. A ce moment-là, la Chambre mettrait fin à la session parlementaire pour revenir la semaine suivante après un nouveau discours du Trône. Donc, la session se poursuivra au cours de deux ou trois semaines, ce qui permettra à la Chambre de prendre une décision au sujet de ce projet de loi, si notre Comité décide de le renvoyer à la Chambre.

Le président: Monsieur Martin.

M. Martin: Monsieur le président, j'ai pris bonne note de ces renseignements. J'aimerais poser une autre question. Est-ce que le comité de direction a pris une décision au sujet du nombre de séances qui auront lieu à la suite de l'étude de ce projet de loi?

[Text]

The Chairman: The subcommittee will surely meet on their return after the Christmas holiday.

It being after 12.30 o'clock, I wish to thank the witnesses for their appearance before the Committee this morning.

The Committee is adjourned to the call of the Chair.

[Interpretation]

Le président: Le sous-comité se réunira certainement après les vacances de Noël.

Puisque nous avons dépassé 12 h 30, je tiens à remercier les témoins d'avoir bien voulu comparaître devant nous ce matin.

La séance est levée jusqu'à nouvel ordre.

APPENDIX "ZZ"

CONTINENTAL BANK OF CANADA

THE PROPOSED CONVERSION
OF IAC LIMITED INTO
A CANADIAN CHARTERED BANK

A BACKGROUND BRIEF

November 3, 1975

TABLE OF CONTENTS

Introduction
IAC and the Financial Industry
Reasons for the Conversion
Principal Features of Bill S-30
Implementation of the Conversion
Conclusion
Appendix A - Businesses of the IAC Companies	

Introduction

On October 28, 1975, An Act to incorporate Continental Bank of Canada was introduced in the Senate and on October 30, 1975, it received second reading. The Bill, if passed by Parliament, will convert a major Canadian financial institution, IAC Limited, into a chartered bank. Such a Bill is without precedent in Canadian legislative or financial history. This brief explains the background of the Bill and provides material to assist Parliament in its consideration of the Bill.

IAC Limited, which was founded in 1925, is 96% owned by Canadians and has approximately 12,000 shareholders. IAC carries on business at 270 locations in all ten provinces and the Yukon and employs over 2,800 people in these locations and in four divisional headquarters in Halifax, Montreal, Toronto and Vancouver. The major developments in the Company's operations over the past 50 years are described in the introduction to the Company's 1974 annual report.

IAC, with consolidated assets exceeding \$2 billion, is Canada's largest sales finance and consumer loan company and its 11th largest financial institution (excluding insurance companies). If IAC were a chartered bank, it would be Canada's sixth largest chartered bank in terms of equity and eighth largest in terms of assets.

A substantial portion of IAC's present business, the types of which are described in Appendix A, is similar to that done by chartered banks. Approximately 70% of the assets of IAC result from financing activities of a type that

are carried on by chartered banks whereas the balance, lease receivables and uninsured high-ratio mortgages, are not permitted for banks. In contrast to the banks which finance their activities through deposits, IAC raises its funds through the issuance of short, medium and long-term notes and debentures at a higher interest cost than banks pay for deposits.

During the past several years, it has become evident that the Company's competitive environment is changing. In light of changing conditions and after a study of a number of alternative courses of action, the Company concluded that its conversion into a chartered bank would make the most effective use of its \$200 million of Canadian-owned equity capital.

The conversion of IAC Limited into a Canadian chartered bank will make IAC more competitive with other major financial institutions carrying on business in Canada which should benefit not only IAC but also its customers and indirectly the Canadian economy.

IAC and the Financial Industry

During the fifty years since it was formed, IAC has had an enviable record of success. As the following table indicates, in terms of consolidated total assets, IAC is now the 11th largest Canadian financial institution and in terms of equity it is the 6th largest Canadian financial institution (with the 5 largest being chartered banks). This record of success has been attained despite the fact that IAC's average cost of borrowing is generally higher than that of the chartered banks.

Selected Canadian Financial Institutions
(excluding life insurance companies)

(1974 Fiscal Year End)

	<u>Assets</u> (\$ millions)	<u>Equity</u>
Royal Bank of Canada	\$21,669.9	\$516.8
Canadian Imperial Bank of Commerce	18,946.9	520.4
Bank of Montreal	17,651.0	402.9
The Bank of Nova Scotia	13,462.5	403.2
The Toronto-Dominion Bank	11,857.0	334.7
Banque Canadien Nationale	4,125.9	102.6
The Royal Trust Company	3,122.0	102.5
Banque Provinciale du Canada	2,556.8	59.2
The Huron and Erie Mortgage Corporation	2,223.6	88.8
Canada Permanent Mortgage Corporation	2,212.8	107.2
IAC Limited	2,139.5	203.6
General Motors Acceptance Corporation of Canada, Limited*	1,098.6	39.8
Victoria and Grey Trust Company	1,072.8	37.5
Guaranty Trust Company of Canada	1,034.7	49.1
National Trust Company, Limited	1,027.7	53.9
Traders Group Limited	983.9	109.0
The Montreal City & District Savings Bank	873.8	26.1
The Mercantile Bank of Canada	698.9	41.3
Montreal Trust Company	696.3	39.3
Credit Foncier Franco-Canadien	665.0	63.0
Ford Motor Credit Company of Canada Limited*	664.7	21.4

* Indebtedness guaranteed by U.S. parent corporations.

IAC's success has been largely attributable to the expertise of its staff and the customer base that it has developed among Canadian individuals and small and medium size businesses. The highlights of IAC's position at December 31, 1974 are indicated in the following table:

IAC Limited (consolidated with Subsidiaries)

December 31, 1974

Total Assets	- \$2,139,457,000	Dividend Record :	paid 39 years in succession
Shareholders' Equity	- \$ 203,645,000		
Net Income, 1974	- \$ 23,336,000	Receivables Distribution	
Common Shareholders	- 11,853	- business	65%
Percentage of Common Shareholders-Canadian	- 96%	- sales finance	16%
		- consumer loans	10%
Percentage of Common Shares held by Canadians	- 96%	- residential mortgages	9%

Changes in the Canadian financial industry have accelerated since the 1967 revisions to the Bank Act. Total assets of Canada's financial institutions have grown at an average rate of 13.0% during the past seven years compared to the 11.4% growth rate for Canada's Gross National Product. However, the rates of growth of different types of institutions have varied considerably, ranging from 17.5% for the chartered banks to 8.2% for life insurance companies. The growth rates and the share of financial assets for the different types of institutions are compared in the following table:

Canadian Financial Assets of Selected Financial Institutions

	Average Annual Growth Rates	Share of Assets	
	Years Ended		
	<u>1967-1974</u>	<u>1967</u>	<u>1974</u>
Chartered Banks	17.5%	37.9%	42.6%
Credit Unions	17.3	4.8	7.1
Trust Companies*	15.9	7.0	8.6
Mortgage Loan Companies	13.6	4.5	4.7
Trusteed Pension Funds	12.4	13.8	12.7
Fire and Casualty Companies	11.2	2.7	3.4
Sales Finance and Consumer Loan	10.9	7.5	6.5
Life Insurance Companies	8.2	<u>21.8</u>	<u>14.4</u>
Total	13.0	<u>100.0%</u>	<u>100.0%</u>

* Excluding estate, trust and agency funds.

In an area of particular significance to IAC, consumer credit, the growth of the banks has been even greater than their total rate of asset growth. This is indicated by the following table:

Consumer Credit

	Average Annual Growth Rates	Share of Balance Outstanding	
	1964-1974	1964	1974
	<u>1964-1974</u>	<u>1964</u>	<u>1974</u>
Chartered Banks	19.8%	28.6%	52.5%
Credit Unions	14.6	11.3	13.4
Retail Dealers	7.0	22.5	13.4
Sales Finance and Consumer Loan	4.5	31.0	14.6
Others	11.7	<u>6.6</u>	<u>6.1</u>
Total	12.7	<u>100.0%</u>	<u>100.0%</u>

Reasons for the Conversion

IAC's equity capital of over \$200 million is substantially under-utilized in comparison with many other financial institutions. As a major Canadian-owned financial company with a long history of service to the nation's economy, IAC recognizes its responsibility to its shareholders to employ their capital as effectively as possible. IAC has carefully considered the necessity of change in order to enable it to continue its record of success and to serve its customers. Studies conducted with independent advisors indicated that conversion to a chartered bank would enable IAC to:

- improve its ability to serve its established market of individuals and small and medium size businesses, a service that will be of particular importance during the coming decade when the demands of major resource and industry ventures will place severe strains on Canadian capital markets;
- attract additional funds from the institutional investors and individuals in order to put its Canadian-owned equity capital of more than \$200 million to more effective use;
- broaden the range of financial services that it can provide to its customers through the addition of banking services that IAC is not currently able to provide but which constitute a natural adjunct to its existing activities;
- contribute to the Canadian economy in the ways described above and be of sufficient size to compete effectively with existing major chartered banks;

put its trained and efficient staff to more effective use.

For these reasons, discussions were initiated with senior government officials and technical analyses were conducted to determine whether it would be feasible to effect the conversion. The contents of the Bill reflect the results of those discussions and analyses and IAC believes that passage of the Bill would enable it to convert into a chartered bank in a way that would attain all of the above objectives and make a contribution to the Canadian economy.

Principal Features of Bill S-30

Creation of the Bank

The Bank would be incorporated with an authorized capital stock of \$100,000,000, divided into shares having a par value of \$10 each and would be a wholly-owned subsidiary of IAC. Its head office would be in Metropolitan Toronto and it would carry on business under the English name Continental Bank of Canada and under the French name Banque Continentale du Canada. Initially, the Company would subscribe for \$50,000,000 of the capital stock and further contributions to the equity of the Bank will be made either by way of subscriptions for additional shares or by contributions to the Bank's rest account. Provision would be made for the Company to hold and to vote all of the shares of the Bank and the Company would be prohibited from selling or transferring such shares except on such conditions as shall be agreed to by the Minister of Finance.

Directors of the Bank

The Bank and IAC would have identical boards of directors. Accordingly, provision would be made for the relevant sections of the Bank Act to apply to the directors of the Company. Those directors of the Company who presently would be ineligible to serve on the board of the Bank because they serve on the boards of other deposit-taking institutions, such as banks or trust companies, would be given an exemption for a period of two years in order to facilitate an orderly transition, although such directors would be prohibited from serving as officers of the Bank. Any director who ceases to be a member of the board of either the Bank or the Company would automatically cease to be a director of the other.

Share Structure of IAC

Since the Bill would give IAC the right to own 100% of the Bank it is appropriate that certain provisions of the Bank Act be made applicable to IAC and its shareholders. The provisions of the Bank Act which would be applied to IAC include those dealing with share structure and transferability of shares, including limitations on the number that may be transferred to or voted by any one person and his associates, or by non-residents.

In addition, any issue of additional shares by IAC, other than pursuant to the conversion of the outstanding convertible debentures of IAC into common shares would be by way of a "rights offering" whereby the existing shareholders of the Company would be given the right to subscribe for the additional shares that may be issued. Concurrently with the receipt of the proceeds of such an issue,

the Company would apply an amount equal to the net cash proceeds to the purchase of additional shares of the Bank or as a contribution to the Bank's rest account or some combination of the two.

Rights of Holders of Shares and Convertible Debentures of IAC

In that the provisions of the Bank Act to be made applicable to IAC do not contemplate preferred shares for a chartered bank, the Bill would contain specific provision to allow the presently existing preferred shares to remain outstanding until the amalgamation. The rights of the holders of the convertible debentures of the Company to convert such debentures into common shares would not be affected by either the private Act or the Bank Act. If the amalgamation should occur prior to the expiry of any conversion privilege, such debentures would be permitted to remain outstanding with the consent of the Minister of Finance and would be convertible into shares of the Bank.

In addition, since the Bank Act contains a provision prohibiting the exercise of voting rights where a shareholder owns in excess of 10% of the issued and outstanding shares, an exemption from the application of that provision for a period of four years would be given to any such shareholder of the Company with respect to any shares owned by him on October 28, 1975, the date of the introduction of the Bill in Parliament.

The only shareholder of IAC that holds more than 10% of its outstanding shares is Carena-Bancorp Inc., 2313 St. Catherine Street West, Montreal, Quebec, which on September 30, 1975, was the beneficial owner of 2,628,220 common shares of IAC being 19.4% of the outstanding common shares.

Business Activities of IAC and Its Subsidiaries

The basic principles underlying the provisions in the Bill dealing with business activities are that the Bank should carry on all the business of the IAC companies which is permitted for a chartered bank ("eligible business") and that IAC and its other subsidiaries would only conduct leasing and mortgage lending business on a limited basis ("non-eligible business").

Specifically the Bill provides that from the date that the new Bank commences business, the Company and its subsidiary companies (other than the Bank and its subsidiaries) would not initiate any business which is eligible to be carried on by a chartered bank. Such activities would only be undertaken by the Bank. This provision, however, would not prohibit the continued ownership by the Company of any "eligible" assets held prior to this provision taking effect. Prior to amalgamation, the Company and its other subsidiary companies would be permitted to acquire from the Bank "eligible" assets so long as the aggregate value of the "eligible" assets held from time to time does not exceed the aggregate value of such "eligible" assets held at the time this provision takes effect.

The provision allowing the Company to acquire "eligible assets" from the bank would be necessary to permit the Company to fulfill its obligations under certain trust indentures which require the Company to maintain collateral for its outstanding secured notes until their maturity.

Prior to the date of the amalgamation, the Company and its other subsidiary companies (other than the Bank and its subsidiaries) would continue to carry on

the business of leasing and the business of lending funds on the security of mortgages where such mortgages are not permitted for the Bank and to acquire assets related to such businesses, provided that the aggregate value of such "non-eligible assets" held from time to time does not exceed the aggregate value of such "non-eligible" assets held on the date that the private Act comes into force. The Company would, however, be permitted to satisfy commitments outstanding on the date the legislation becomes effective.

The Bank Act allows a chartered bank to invest in residential mortgages up to an amount ranging from 2% to 10% of the bank's deposit and debenture liabilities depending upon the number of years completed since its date of incorporation. The new Bank would be able to carry on this mortgage business in the same proportions that are permitted for the established chartered banks.

The Bank would be prohibited from lending funds to either IAC or to any of its subsidiaries. This provision, however, would not prohibit the Bank from lending funds to its own subsidiaries.

The Company would be given a period of two years, subject to the discretion of the Minister of Finance to extend the period for an additional two years, to bring its shareholdings in The Sovereign Life Assurance Company of Canada and The Sovereign General Insurance Company into compliance with the Bank Act.

The Amalgamation

The Bank and IAC would be required to amalgamate within a period of ten years following the passage of the private Act. Following the amalgamation, the

business and capital structure of the continuing Bank must fully comply with the Bank Act except with respect to the convertible debentures and other non-redeemable debt of the Company. The Minister of Finance may consent to this debt remaining outstanding until it becomes redeemable if the Minister is satisfied that the Company, having made reasonable efforts, is unable to secure the consent of lenders to redemption.

The preferred shares and the redeemable funded debt of the Company may not remain outstanding after the amalgamation as securities of the continuing Bank. This may require the redemption, prior to the amalgamation, of the preferred shares and redeemable funded debt of the Company.

Implementation of the Conversion

IAC Limited contemplates an initial equity investment of \$50 million in the Bank and would increase this investment as the Bank's lending and borrowing activities expand. Growth of the Bank's assets would result from writing most of the business which would otherwise have been written by the IAC companies and from undertaking new types of banking business. The Bank's potential for rapid growth is indicated by the fact that at December 31, 1974 about \$870 million or 42% of IAC's consolidated receivables and \$773 million or 51% of IAC's consolidated payables would have matured within one year. During its first year of operation, more than 75% of the new business of the IAC companies would be undertaken by the new Bank. Within ten years the new Bank would succeed to the entire assets and liabilities of IAC Limited and its equity which currently exceeds \$200 million.

This expansion can be initiated using IAC's present branch facilities, personnel and expertise. The full range of banking services would be offered gradually as trained staff, resources and additional facilities are developed. The ability to develop business through an established branch network together with the expertise of existing staff would, at the outset, provide a strong foundation for the new Bank.

The new Bank would finance its activities through the commercial money market in much the same manner as the Company currently finances its operations. It is expected that as the Bank establishes a favourable operating record, it would be able to attract funds from institutional depositors at a lower cost than might have been available to the Company. Also, as the Bank gradually establishes deposit-gathering facilities through its branches, a significant volume of deposits may be obtained from the general public. This would enable IAC to make loans at interest rates more competitive with other financial institutions.

Conclusion

IAC Limited believes that the Bill represents a carefully designed and workable proposal for its conversion into a chartered bank. This conversion would be beneficial to the Canadian economy as well as to IAC and its customers and shareholders. IAC hopes that the Bill will receive the support of Parliament.

APPENDIX ABUSINESSES OF THE IAC COMPANIESSales FinancePurchase Credit (Motor Vehicle, Mobile Home, Furniture, Appliances, etc.)

IAC buys manufacturers' wholesale contracts for inventories delivered to dealers, and dealers' retail contracts for units sold to customers. Dealers repay IAC as units are sold and customers repay in instalments as stipulated in their contracts.

Machinery and Equipment

IAC buys contracts covering all types of industrial machinery and equipment delivered to the customer from a variety of dealers, distributors or other suppliers. The customer then repays IAC in instalments as agreed in the contracts.

Inventory

IAC buys contracts covering inventories shipped by manufacturers and/or suppliers to retailers. IAC is then repaid as each unit is sold from retail inventory. Meanwhile, IAC conducts regular audits of the inventory in stock.

Leasing

The customer selects the unit or units he wishes to lease and negotiates the purchase price with the supplier. IAC then buys the item(s) at the agreed price and leases them to the customer, who makes monthly rental payments over an agreed lease term.

Commercial Mortgages and Business Loans

IAC makes mortgage loans on land under development and revenue-producing commercial properties such as office buildings and shopping centres, and the mortgagors make regular payments over the agreed term in the usual manner. Cash loans for business purposes are also available.

Capital Assets Leasing

Technically the same as the leasing service offered by the other IAC Divisions, but applied to equipment leases for major corporations. Because of the number of assets covered in each lease and the high capital cost usually involved, these leases are often quite sophisticated and complex.

Consumer Loans

Cash loans ranging from a few hundred dollars up to \$5,000 are made, usually without collateral, and are repaid in monthly instalments by the borrower.

Residential Mortgages

Niagara Realty makes first and second mortgage loans on residential properties across Canada, which the mortgagors repay in conventional monthly instalments.

APPENDICE «ZZ»

BANQUE CONTINENTALE DU CANADA

PROJET DE CONVERSION DE
IAC LIMITÉE
EN UNE BANQUE À CHARTE CANADIENNE

M É M O I R E

le 3 novembre 1975

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	
IAC et le milieu de la finance	
Raisons de la Conversion	
Caractéristiques principales du Bill S-30	
Mise en oeuvre de la Conversion	
Conclusion	
Annexe "A" - Activités des Compagnies IAC	

INTRODUCTION

Une loi pour constituer en corporation Banque Continentale du Canada a été déposée au Sénat le 28 octobre 1975, et le 30 octobre 1975 elle a été adoptée en deuxième lecture. S'il est adopté par le Parlement, le bill convertira IAC Limitée, une institution financière canadienne considérable, en une banque à charte. Ce bill constitue un précédent dans l'histoire législative ou financière canadienne. Le présent mémoire explique l'historique du bill et apporte certains renseignements qui pourraient rendre service au Parlement dans son étude du bill.

Fondée en 1925, IAC Limitée est détenue à 96% par des Canadiens et compte approximativement 12,000 actionnaires. IAC fait affaire dans les dix provinces et au Yukon, par l'entremise de 270 succursales; plus de 2,800 personnes sont à l'emploi d'IAC dans ces succursales et dans les quatre bureaux régionaux d'Halifax, Montréal, Toronto et Vancouver. L'introduction du rapport annuel de la Compagnie pour l'année 1974 décrit la diversification importante des activités de la Compagnie survenue durant les 50 dernières années.

IAC, qui a un actif consolidé de plus de \$2 milliards, est la plus importante compagnie de financement des ventes et de prêt

au consommateur et la llième plus grosse institution financière au Canada, à l'exclusion des compagnies d'assurance. Si IAC était une banque à charte, elle serait la sixième plus importante banque à charte en termes d'avoir et la huitième en termes d'actif.

Une portion substantielle des présentes activités d'IAC, dont une description est donnée à l'annexe "A", est analogue à celles qu'exercent les banques à charte. Environ 70% de l'actif d'IAC provient d'activités financières du genre de celles qu'exercent les banques à charte alors que le solde, composé de créances à recevoir découlant de baux et de prêts hypothécaires non-assurés à coefficient élevé provient d'activités qui ne sont pas permises aux banques. Par contraste avec les banques qui financent leurs activités par l'entremise de dépôts, IAC amasse ses fonds en émettant des billets et des débentures à court, moyen et long terme, à un taux d'intérêt plus élevé que celui que les banques paient sur leurs dépôts.

Il est devenu manifeste au cours des dernières années que le milieu concurrentiel où évolue la Compagnie est en voie de changement. A la lumière de ce changement et après une étude des différents choix qui s'offraient à elle, la Compagnie en est venu à la conclusion que sa conversion en banque à charte serait la

façon la meilleure d'utiliser le plus efficacement possible ses ressources financières de 200 millions qui sont la propriété de Canadiens.

La conversion d'IAC Limitée en une banque à charte canadienne la rendra plus concurrentielle au sein des autres institutions financières importantes qui font affaire au Canada, et ceci au profit non seulement de IAC mais aussi de ses clients et indirectement de l'économie canadienne.

IAC ET LE MILIEU DE LA FINANCE

Durant ses cinquante années d'existence, IAC a connu des succès enviables. Comme le tableau qui suit l'indique, IAC est la 11^{ième} plus importante institution financière canadienne pour ce qui est de l'actif total consolidé et la 6^{ième}, pour ce qui est de l'avoir (les 5 plus importantes étant des banques à charte). Cette marque de succès a été obtenue en dépit du fait que le coût moyen d'emprunt d'IAC est généralement plus élevé que celui des banques à charte.

Choix de certaines Institutions Financières Canadiennes

(A l'exclusion des compagnies d'assurance-vie)

(Fin de l'exercice financier de 1974)

	<u>Actif</u> (en millions de dollars)	<u>Avoir</u> (en millions de dollars)
Banque Royale du Canada	\$21,669.9	\$516.8
Banque de Commerce Canadienne Impériale	18,946.9	520.4
Banque de Montréal	17,651.0	402.9
La Banque de Nouvelle Ecosse	13,462.5	403.2
La Banque Toronto-Dominion	11,857.0	334.7
Banque Canadienne Nationale	4,125.9	102.6
Compagnie Trust Royal	3,122.0	102.5
La Banque Provinciale du Canada	2,556.8	59.2
The Huron and Erie Mortgage Corporation	2,223.6	88.8
Canada Permanent Mortgage Corporation	2,212.8	107.2
<hr/>		
IAC Limitée	2,139.5	203.6
<hr/>		
*General Motors Acceptance Corporation of Canada, Limited	1,098.6	39.8
Victoria and Grey Trust Company	1,072.8	37.5
Compagnie Guaranty Trust du Canada	1,034.7	49.1
Compagnie du Trust National Limitée	1,027.7	53.9
Le Groupe Traders Limitée	983.9	109.0
La Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal	873.8	26.1
La Banque Mercantile du Canada	698.9	41.3
Compagnie Montréal Trust	696.3	39.3
Crédit Foncier Franco-Canadien	665.0	63.0
*Ford Motor Credit Company of Canada Limited	664.7	21.4

*dont la dette est garantie par la compagnie-mère américaine

Le succès d'IAC est largement attribuable à la compétence de son personnel et à la clientèle qu'elle s'est développée au sein de la population et des petites et moyennes entreprises. Les faits saillants qui ressortent de la situation d'IAC au 31 décembre 1974 sont dans le tableau qui suit:

IAC LIMITEE
(consolidation comprenant ses filiales)
31 décembre 1974

Actif total	- \$2,139,457,000	Dividendes: payés durant 39 années consécutives
Avoir des Actionnaires	- \$ 203,645,000	
Revenu Net, 1974	- \$ 23,336,000	Distribution des effets à recevoir
Actionnaires ordinaires	- 11,853	- entreprises 65%
Pourcentage des Actionnaires ordinaires canadiens	96%	- crédit à la vente 16%
Pourcentage des Actions ordi- naires détenues par des Canadiens	96%	- prêts à la consommation 10%
		- hypothèques domiciliaires 9%

Les milieux financiers ont connu de très nombreux changements depuis la révision de la Loi sur les banques, en 1967. L'actif total des institutions financières du Canada s'est accru à un taux moyen de 13.0% durant les sept dernières années en comparaison du taux d'accroissement de 11.4% du produit national brut du Canada.

Cependant, le taux d'accroissement a varié considérablement d'un genre d'institution à un autre, s'étendant de 17.5% pour les banques à charte à 8.2% pour les compagnies d'assurance-vie. Les taux de croissance et la portion des actifs financiers de différents genres d'institutions sont comparés dans le tableau qui suit:

Actif Financier Canadien de quelques Institutions Financières choisies

	Taux de croissance annuelle moyenne		Portion de l'actif	
	Années terminées en			
	1967-1974		1967	1974
Banques à charte	17.5%		37.9%	42.6%
Caisses de crédit	17.3		4.8	7.1
Compagnies fiduciaires*	15.9		7.0	8.6
Compagnies de prêts hypothécaires	13.6		4.5	4.7
Caisses de retraite en fiducie	12.4		13.8	12.7
Compagnies d'assurance contre le feu et les accidents	11.2		2.7	3.4
Sociétés de crédit à la vente et de prêts à la consommation	10.9		7.5	6.5
Compagnies d'assurance-vie	8.2		<u>21.8</u>	<u>6.5</u>
Total	13.0		<u>100.0%</u>	<u>100.0%</u>

* A l'exception des fonds de successions, en fidécommis et provenant de mandants.

Dans un domaine qui revêt une importance particulière pour IAC, le crédit au consommateur, la croissance des banques a même été plus grande que leur taux global d'accroissement d'actif. Ceci ressort du tableau qui suit:

	<u>Crédit au Consommateur</u>		
	<u>Taux de croissance annuelle moyenne</u> <u>1964-1974</u>	<u>Portion de solde en circulation</u>	
		<u>1964</u>	<u>1974</u>
Banques à charte	19.8%	28.6%	52.5%
Caisses de crédit	14.6	11.3	13.4
Commerçants au détail	7.0	22.5	13.4
Sociétés de crédit à la vente et de prêts à la consommation	4.5	31.0	14.6
Autres	11.7	<u>6.6</u>	<u>6.1</u>
Total	12.7%	<u>100.0%</u>	<u>100.0%</u>

LES RAISONS DE LA CONVERSION

L'avoir d'IAC qui est de plus de \$200 millions est loin d'être pleinement mis en valeur en comparaison de plusieurs autres institutions financières. A titre de compagnie financière d'importance détenue par des Canadiens, étant au service de l'économie de la nation depuis longtemps, IAC reconnaît sa responsabilité envers ses actionnaires d'employer leur capital aussi efficacement que

possible. IAC a attentivement étudié la nécessité d'un changement afin de lui permettre de continuer dans la voie du succès et de servir ses clients. Des études effectuées avec l'aide de consultants indépendants ont conclu que la conversion en banque à charte permettrait à IAC:

- d'augmenter son aptitude à servir son marché établi d'individus et de petites et moyennes entreprises, un service qui revêtait une importance particulière durant la prochaine décennie alors que les demandes de grandes entreprises dans les domaines de l'industrie et des ressources naturelles imposeront de sévères tensions aux marchés canadiens de capitaux;
- d'attirer des fonds additionnels des institutions de placement et des individus de façon à utiliser de façon plus efficace son avoir-capital canadien de plus de \$200 millions;
- d'élargir l'éventail des services financiers qu'elle peut fournir à ses clients, par l'addition de services bancaires que IAC est incapable, dans le moment présent, de fournir mais qui constituent un complément naturel à ses activités existantes;
- de contribuer à l'économie canadienne de la façon décrite ci-haut et d'être d'une grandeur suffisante pour

concurrencer efficacement les autres banques à charte importantes;

- d'utiliser plus efficacement son personnel expérimenté et efficace.

Pour ces raisons, des discussions ont été entreprises avec des hauts fonctionnaires du gouvernement et des analyses techniques ont été conduites afin de déterminer s'il était possible d'effectuer la conversion. Le contenu du bill reflète les résultats de ces discussions et analyses et IAC est d'avis que l'adoption du bill lui permettrait de devenir une banque à charte d'une manière qui lui permettrait d'atteindre tous les objectifs précités et de contribuer à l'économie canadienne.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU BILL S-30

Constitution de la Banque

La banque serait incorporée avec un capital social autorisé de \$100,000,000, réparti en actions d'une valeur au pair de \$10 chacune et serait une filiale à parts entières d'IAC. Son siège social serait situé en la municipalité métropolitaine de Toronto et elle exercerait ses activités sous le nom de Continental Bank of Canada en anglais et de Banque Continentale du Canada en français. Au début, la compagnie souscrirait \$50,000,000 du capital-actions et effectuerait des contributions supplémentaires à l'avoir

de la banque, soit au moyen d'achats d'actions additionnelles ou par des apports au fonds de réserve de la banque. Il serait spécifiquement prévu que la compagnie a le droit de détenir toutes les actions de la banque et d'en exercer les droits de vote et qu'il lui est interdit de vendre ou de transférer ces actions sauf aux conditions approuvées par le Ministre des finances.

Administrateurs de la banque

Le conseil d'administration de la banque serait le même que celui de la compagnie. Aussi, on prévoirait l'assujettissement des administrateurs de la compagnie aux articles pertinents de la Loi sur les banques. Les administrateurs de la compagnie qui seraient présentement inaptes à siéger au sein du Conseil de la banque parce qu'ils siègent au sein de Conseils d'autres institutions qui acceptent des dépôts, comme les banques ou compagnies de fiducie, jouiraient d'une exemption de 2 ans de façon à faciliter une transition ordonnée, malgré qu'il serait interdit à ses administrateurs d'agir à titre de fonctionnaires-dirigeants de la banque. Tout administrateur qui cesse d'être administrateur de la banque ou de la compagnie cesse automatiquement d'être administrateur de l'autre.

Capital social d'IAC

Etant donné que le bill accorderait à IAC le droit d'être propriétaire de la banque à 100%, il est approprié que IAC et ses actionnaires soient assujettis à certaines dispositions de la Loi

sur les banques. Les dispositions de la Loi sur les banques qui s'appliqueraient à IAC ont trait au capital social et à la transmissibilité des actions, y compris des restrictions au nombre d'actions qui peuvent être transférées ou votées par une personne et ses associés, ou par des non-résidents.

De plus, toute émission d'actions additionnelles par IAC, faite autrement que conformément à la conversion en actions ordinaires des débentures convertibles d'IAC en circulation, serait faite au moyen d'une "offre de droits" en vertu de laquelle les actionnaires existants de la compagnie obtiendraient le droit de souscrire les actions additionnelles qui pourraient être émises. Concurrément à la réception du produit d'une telle émission, la compagnie affecterait un montant égal au produit comptant net à l'achat d'actions additionnelles de la banque ou au fonds de réserve de la banque ou le diviserait entre ces deux emplois.

Droits des détenteurs d'actions et des détenteurs
de débentures convertibles

Etant donné que les dispositions de la Loi sur les banques qui seront rendues applicables à la compagnie ne contiennent aucune disposition permettant à une banque à charte d'émettre des actions privilégiées, le bill comprendra des dispositions expresses pour permettre les actions privilégiées de la compagnie qui existent présentement jusqu'à la fusion. Les droits des détenteurs de débentures convertibles de la compagnie de convertir ces débentures en actions ordinaires ne seraient affectés ni par la loi privée

ni par la Loi sur les banques. Si la fusion survenait avant l'expiration des privilèges de conversion, ces débentures pourraient alors demeurer en circulation avec le consentement du Ministre des finances et seraient convertibles en actions de la banque.

De plus, étant donné que la Loi sur les banques contient une disposition interdisant l'exercice des droits de votes lorsqu'un actionnaire possède plus de 10% des actions émises et en circulation, une exemption de l'application de cette disposition pour une période de quatre ans serait accordée à tout tel actionnaire de la compagnie en ce qui a trait aux actions qu'il possédait le 28 octobre 1975, jour où le bill a été déposé au Parlement.

Le seul actionnaire d'IAC qui détient plus de 10% de ses actions en circulation est Carena-Bancorp Inc., 2313 ouest, rue Ste Catherine, Montréal, Québec, qui au 30 septembre 1975 était le propriétaire bénéficiaire de 2,628,220 actions ordinaires de IAC soit 19.4% des actions ordinaires en circulation.

Activités commerciales d'IAC et de ses filiales

Les principes fondamentaux des dispositions du bill concernant les activités commerciales sont à l'effet que la banque devrait poursuivre toutes les activités des compagnies IAC qui sont permises à une banque à charte ("activités admissibles") et qu'IAC et ses autres filiales ne s'occuperaient que de location et de prêts hypothécaires et ce d'une façon restrictive ("activités non admissibles").

Spécifiquement, le bill prévoit qu'à compter de la date d'entrée en opération de la nouvelle banque, la compagnie et ses filiales (autres que la banque et ses filiales) n'entameraient aucune

activité pouvant être exercée par une banque à charte. Ces activités seraient exercées par la banque seulement. Cette disposition, d'autre part, n'interdirait pas à la compagnie de continuer à posséder des éléments d'actif "admissibles" détenus avant l'entrée en vigueur de cette disposition. Avant la fusion, il serait permis à la compagnie et à ses filiales d'acquérir de la banque tout élément d'actif "admissible" en autant que la valeur totale des éléments d'actif "admissibles" détenus de temps à autre n'excéderait pas la valeur totale de ces éléments d'actif "admissibles" détenus au moment de l'entrée en vigueur de cette disposition.

La disposition qui permet à la compagnie d'acquérir de la banque des "éléments d'actif admissibles" serait nécessaire pour permettre à la compagnie de remplir ses obligations en vertu de certains actes de fiducie qui requièrent la compagnie de maintenir certaines garanties collatérales jusqu'à l'échéance de ces billets garantis en circulation.

Avant la date de la fusion, la compagnie et ses autres filiales (autres que la banque et ses filiales) continueraient à faire le commerce de la location et celui des prêts d'argent sur la garantie d'hypothèques dans la mesure où la banque n'a pas la permission de prendre ces hypothèques et d'acquérir des éléments d'actif ayant trait à ces commerces, en autant que la valeur totale de ces "éléments d'actif non admissibles" détenus de temps à autre n'excède pas la valeur totale de ces mêmes éléments détenus à la date d'entrée en vigueur de la loi privée. La compagnie aurait,

d'autre part, le droit de tenir ses engagements en cours à la date de l'entrée en vigueur de la législation.

La Loi sur les banques permet à une banque à charte d'investir dans des hypothèques domiciliaires jusqu'à concurrence d'un montant allant de 2% à 10% du passif dépôt et des débentures, selon le nombre d'années écoulées depuis la date de son incorporation. La nouvelle banque pourrait exercer ce commerce d'hypothèques dans la même mesure que les banques à charte établies ont le droit de le faire.

Il serait interdit à la banque de prêter des fonds soit à IAC ou à l'une ou l'autre de ses filiales. Cette disposition n'empêcherait cependant pas la banque de prêter des fonds à ses propres filiales.

En ce qui a trait aux commerces d'assurance exercés par la Souveraine, Compagnie d'assurance-vie du Canada et par la Souveraine, Compagnie d'assurance générale, la compagnie se verrait accorder un délai de deux ans, sous réserve du droit discrétionnaire du Ministre des finances de prolonger ce délai d'une période additionnelle de deux ans, pour rendre ses investissements dans ces compagnies conformes aux exigences de la Loi sur les banques.

La fusion

La banque et IAC seraient obligées de fusionner dans un délai de dix ans suivant l'adoption de la loi privée. Après la fusion, les opérations et la structure financière de la banque née

de la fusion, doivent être pleinement conformes à la Loi sur les banques sauf en ce qui a trait aux débentures convertibles et à d'autres dettes non rachetables de la compagnie. Le Ministre des finances pourra consentir à ce que ces dettes demeurent en circulation jusqu'à ce qu'elles deviennent rachetables, s'il est persuadé que la compagnie après avoir fourni des efforts raisonnables, est incapable d'obtenir le consentement des prêteurs au rachat.

Les actions privilégiées et les dettes avec fonds de rachat de la compagnie ne peuvent demeurer en circulation à titre de valeurs de la banque après la fusion. Ceci pourra requérir le rachat des actions privilégiées de la compagnie, avant la fusion.

MISE EN OEUVRE DE LA CONVERSION

IAC Limitée prévoit un investissement initial de \$50 millions en capital-actions de la banque et augmentera cet investissement au fur et à mesure que les activités de prêts et d'emprunts de la banque progresseront. L'accroissement de l'actif de la banque résulterait de l'acceptation de la plupart des affaires qui auraient autrement été traitées par les compagnies IAC et de la mise en oeuvre de nouveaux genres d'opérations bancaires. La

propension de la banque à connaître une croissance rapide ressort du fait qu'au 31 décembre 1974 environ \$870 millions, soit 42% des effets à recevoir consolidés d'IAC et \$773 millions, soit 51% des montants à payer consolidés auraient été échus en deçà d'un an. Plus de 75% des nouvelles affaires des compagnies IAC seraient transigées par la nouvelle banque, pendant sa première année d'opération. Dans les dix ans, la nouvelle banque succèdera à IAC Limitée quant à la totalité de son actif et de son passif et quant à son avoir qui dépasse \$200 millions dans le moment.

Cette expansion pourra être amorcée par l'utilisation des succursales et du personnel existant d'IAC ainsi que de son expérience. L'éventail complet des services bancaires serait offert au fur et à mesure de l'entraînement de personnel nouveau et de l'addition de ressources et de disponibilités nouvelles. L'habileté à développer ces services par l'entremise d'un réseau implanté de succursales doublée de l'expérience de son personnel existant contribuerait à former une base solide pour la nouvelle banque.

La nouvelle banque financera ses activités par l'entremise du marché monétaire commercial à peu près de la même façon que la compagnie finance présentement ses opérations. On s'attend à

ce qu'au fur et à mesure que la banque atteindra un rendement opérationnel favorable, elle sera en mesure d'obtenir de déposants institutionnels des fonds à un coût moindre que celui qui aurait été encouru par la compagnie. De plus, au fur et à mesure que la banque installera des commodités de dépôts dans ses succursales, un montant substantiel des dépôts pourra être obtenu du grand public. Ceci permettra à IAC de faire des prêts à des taux d'intérêt pouvant mieux concurrencer les autres institutions financières.

CONCLUSION

IAC Limitée est d'avis que le bill constitue une proposition soigneusement élaborée et réalisable de sa conversion en une banque à charte. Cette conversion bénéficierait aussi bien à l'économie canadienne qu'à IAC et à ses clients et actionnaires. IAC espère que le bill recevra l'approbation du Parlement.

ANNEXE "A"

ACTIVITÉS DES COMPAGNIES IAC

Financement des ventes

Crédit d'achat (véhicules, maisons transportables, meubles, appareils ménagers, etc.)

IAC achète de fabricants des contrats de gros pour les stocks livrés aux concessionnaires ainsi que les contrats de vente au détail entre concessionnaires et acheteurs. Les concessionnaires remboursent IAC au fur et à mesure de leurs ventes et les consommateurs font les versements stipulés par leur contrat.

Machines et outillages

IAC achète des contrats se rapportant à toutes sortes de machines et d'outillages livrés par divers concessionnaires, distributeurs et autres fournisseurs, à leurs clients, qui remboursent IAC en mensualités établies par contrat.

Stocks

IAC achète des contrats se rapportant aux stocks expédiés par les fabricants ou les fournisseurs aux détaillants. IAC est ensuite remboursée au fur et à mesure des ventes au détail. IAC fait des vérifications périodiques des stocks.

Location

Le client choisit les articles qu'il veut louer et en négocie le prix d'achat avec le fournisseur. IAC achète alors ces articles et les loue au client, qui fait des versements mensuels pendant une période de location donnée.

Hypothèques et prêts commerciaux

IAC consent des hypothèques sur des terrains en mise en valeur et sur des propriétés commerciales productives de revenus, comme des édifices à bureaux et des centres commerciaux. Le débiteur rembourse à intervalles réguliers, de façon usuelle. On offre aussi des prêts commerciaux en espèces.

Location - immobilisations

Il s'agit essentiellement du même service de location que celui qu'offrent d'autres divisions de IAC, mais pour l'outillage de grandes entreprises. Couvrant des immobilisations nombreuses et fort chères, les contrats sont souvent complexes.

Prêts à la consommation

On consent des prêts allant de quelques centaines de dollars à \$5,000, habituellement sans garantie subsidiaire. L'emprunteur rembourse par mensualités.

Hypothèques domiciliaires

La compagnie Immeubles Niagara consent des premières et deuxièmes hypothèques domiciliaires partout au Canada. Les remboursements se font par mensualités ordinaires.

CAN XC 26
751
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 81

Tuesday, January 27, 1976

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 81

Le mardi 27 janvier 1976

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill S-30, An Act to incorporate
Continental Bank of Canada

CONCERNANT:

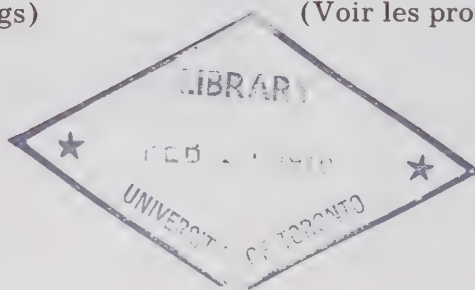
Bill S-30, Loi constituant en corporation
la Banque Continentale du Canada

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Clarke (*Vancouver-
Quadra*)
Clermont
Collenette
Darling

Foster
Francis
Herbert
Hnatyshyn
Kempling

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert (*Bellechasse*)
Lambert
(*Edmonton West*)
Leblanc (*Laurier*)
Maine

Nystrom
Philbrook
Ritchie
Towers
Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, January 27, 1976:

Mr. Darling replaced Mr. McCleave
Mr. Collenette replaced Mr. Reid
Mr. Foster replaced Mr. Abbott
Mr. Maine replaced Mrs. Appolloni
Mr. Lee replaced Mr. Dionne (*Northumberland-
Miramichi*)
Mr. Clermont replaced Mr. Joyal
Mr. Leblanc (*Laurier*) replaced Mr. Anderson
Mr. Francis replaced Mr. Lee
Mr. Lambert (*Bellechasse*) replaced Mr. Rondeau

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 27 janvier 1976:

M. Darling remplace M. McCleave
M. Collenette remplace M. Reid
M. Foster remplace M. Abbott
M. Maine remplace M^{me} Appolloni
M. Lee remplace M. Dionne (*Northumberland-
Miramichi*)
M. Clermont remplace M. Joyal
M. Leblanc (*Laurier*) remplace M. Anderson
M. Francis remplace M. Lee
M. Lambert (*Bellechasse*) remplace M. Rondeau

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JANUARY 27, 1976

(101)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 8:17 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Cafik, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Darling, Foster, Francis, Herbert, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), Leblanc (*Laurier*), Nystrom, Ritchie and Trudel.

Other Member present: Mr. Duquet.

In attendance: Mr. J. M. Coyne Q.C., Parliamentary Agent.

Witnesses: From the IAC Limited, Toronto: Messrs. J. S. Land, President; S. F. Melloy, Executive Vice-President, F. P. Paradis, Senior Vice-President; Mr. C. L. Read, Inspector General of Banks.

The Committee resumed consideration of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada.

On the Preamble,

The witnesses from the IAC Limited answered questions.

Mr. Read, the Inspector General of Banks, answered questions.

At 10:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 27 JANVIER 1976

(101)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 20 h 17 sous la présidence de M. Cafik, vice-président.

Membres du Comité présents: MM. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Darling, Foster, Francis, Herbert, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), Leblanc (*Laurier*), Nystrom, Ritchie et Trudel.

Autre député présent: M. Duquet.

Est présent: M. J. M. Coyne, C.R., agent parlementaire.

Témoins: De IAC Limitée, Toronto: MM. J. S. Land, président; S. F. Melloy, vice-président exécutif et F. P. Paradis, vice-président principal; M. C. L. Read, Inspecteur général des banques.

Le Comité reprend l'étude du bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada.

Préambule:

Les témoins de IAC Limitée répondent aux questions.

M. Read, Inspecteur général des banques, répond aux questions.

A 22 h 02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, January 27, 1976

• 2016

[Text]

The Vice-Chairman: We shall resume consideration of Bill S-30, an Act to incorporate the Continental Bank of Canada. At present, we are on the preamble.

I would like to welcome Mr. J. M. Coyne, Q.C., Parliamentary Agent; Mr. Read, the Inspector General of Banks; and the witnesses from IAC Limited. Mr. Land will introduce the witnesses for the proposed Continental Bank.

Mr. J. S. Land (President, IAC Limited): To my immediate right, Mr. Chairman and hon. members, Mr. S. F. Melloy, Executive Vice-President of Finance; Mr. F. P. Paradis, Senior Vice-President and General Manager; Mr. Coyne has already been introduced; Mr. J. L. O'Brien, Q.C., Counsel; Mr. R. S. O'Brien, Q.C., Counsel; Mr. James C. Baillie, Counsel.

The Vice-Chairman: As I pointed out, we are on the preamble. The Chairman will now take questions from the members. Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would like to start off here with what we have available. We have the transcript of the Senate Committee hearings on this bank. Certainly those hearings were of considerable assistance to members of the Committee here. I would like to set this vote incorporating the Continental Bank into the context that we are on the eve of a revision of the Bank Act. We are seeing briefs from various groups, including the sales finance companies, who say they want to see the powers of the banks curbed. In other words, they want the chartered banks to move out of the personal loan field. May I ask why does the IAC, who have a considerable volume of personal loan business or sales finance business, want to move into the field of chartered banks where their association wishes to exclude chartered banks in their submissions to the Minister of Finance?

Mr. Land: Mr. Chairman, Mr. Lambert, if IAC becomes a chartered bank it does not propose to vacate the field of personal loans. The motivation behind our bill is to make better use of the strengths which we believe we have, in the interests of our customers, shareholders and personnel. We do not subscribe to some of the briefs which have been submitted, which would constrict the powers of the chartered banks. It is our feeling that we would do our business in accordance with the Bank Act, but that we would do essentially the same type of business we are doing now, if we should become a bank.

The reason for our wishing to be a bank is, as I mentioned earlier, that we feel we would have an opportunity of making better use of our capital of something in excess of \$200 million. And if we were a bank, we feel that we would be able to make better use of our 250 locations and our staff of approximately 2,800 trained people. Essentially, this is our motivation.

• 2020

Mr. Lambert (Edmonton West): Have you, in this move, considered what possible changes might be introduced into the Bank Act, which would naturally become your charter? And by asking at the present time—and I think we have discussed this little problem, as to some of the difficulties you might run into at this time with the

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Mardi le 27 janvier 1976

[Interpretation]

Le vice-président: Nous allons commencer notre examen du Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada. Jusqu'ici nous n'en avons étudié que le préambule.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. J. M. Coyne, C.R., agent parlementaire; M. Reid, inspecteur général des banques, et les témoins de IAC Limitée. M. Land va nous présenter ceux qui sont venus parler au nom de la Banque Continentale prévue par le présent bill.

M. J. S. Land (président, IAC Limitée): Messieurs, je vous présente M. S. F. Melloy, vice-président administratif chargé des finances, M. F. P. Paradis, premier vice-président et directeur général; M. Coyne vous a déjà été présenté; M. J. L. O'Brien, C.R., avocat; M. R. S. O'Brien, C.R., avocat; M. James C. Baillie, avocat.

Le vice-président: Comme je vous l'ai déjà dit, nous en sommes toujours au préambule. Nous pouvons maintenant passer aux questions. Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'aimerais faire allusion d'abord aux délibérations du Comité du Sénat sur ce projet de banque. Les sénateurs ont réalisé un travail d'une grande utilité pour nous. J'aimerais parler de ce projet de loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada dans le cadre d'une révision imminente de la Loi sur les banques. Beaucoup d'organismes, dont certaines institutions financières, ont demandé une réduction des pouvoirs accordés aux banques. On demande en particulier que les banques à charte n'aient plus le pouvoir de consentir des prêts personnels. J'aimerais savoir pourquoi votre société, l'IAC Limitée, qui fait beaucoup dans le domaine de prêts personnels et le financement d'entreprises commerciales, veut s'ériger en banque charte quand l'association qui la représente essaie de faire exclure de ce domaine les banques à charte?

M. Land: Monsieur le président, monsieur Lambert, si l'IAC devient une banque à charte, elle continuera à s'occuper de prêts personnels. L'objectif de ce projet de loi est de nous permettre de tirer un meilleur parti de nos avantages afin de mieux servir les intérêts de nos clients, nos actionnaires et notre personnel. Nous ne sommes pas d'accord avec certains des mémoires visant à restreindre le pouvoir des banques à charte. Nous voulons traiter de nos affaires selon la Loi sur les banques mais les opérations que nous ferions seraient essentiellement les mêmes que celles que nous faisons actuellement.

La seule raison pour laquelle nous voulons nous constituer en banque, comme je l'ai indiqué plus tôt, c'est que nous pensons pouvoir alors mieux utiliser notre capital qui est de plus de 200 millions de dollars. Nous pourrions aussi mieux utiliser les 250 bureaux dont nous disposons ainsi que les 2,800 personnes entraînées qui font partie de notre personnel.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Est-ce que lorsque vous avez décidé de prendre cette voie, vous avez aussi envisagé que la Loi sur les banques pourrait être modifiée? Car naturellement la Loi sur les banques deviendrait votre charte? Je crois que nous en avons discuté et que vous êtes au courant de certaines difficultés qui pourraient se pré-

[Texte]

exceptions to the present Bank Act that you have sought, and which are incorporated in the Senate Report and are provisions in your bill—that if the Bank Act, to be adopted and in operation, say, within the next two years, were to be quite counter to your charter as you would like to see it now, just what sort of a corner would you find yourself painted into?

Mr. Land: It would be very difficult to speculate on what type of changes might occur in the Bank Act as revised. We feel that we would be able to operate satisfactorily under most of the changes which one could speculate on. With respect to the exemptions which we have requested, most of these would be necessary, presumably, even under a revised Bank Act because of the fact that we are an existing organization of fairly major size and most of the essential exemptions which we have requested are to enable us to bring our structure and our organization into conformity with the Bank Act as it now exists.

Mr. Lambert (Edmonton West): I think, perhaps, Mr. Read, that you and your associates realize the rather peculiar position the Committee is put into here and in the other place, in that you come with not inconsequential amendments to the Bank Act for your charter knowing full well that we are going to go through an exercise—either this Committee, or a select committee of the House and of the other place; or it may be a joint committee, I do not know—to consider the new Bank Act where many of the parts that you are seeking to set aside are really integral parts of any Bank Act; and we would be asking that all banks conform to that, but then we say, “Ah, but yes: IAC Continental. We have just waived that for their particular case”.

I must confess, while I see what you are trying to do, that I have some difficulties, Mr. Read, and I have explained these to you and Mr. Melloy before. I am not happy with the present Bank Act. I want to see a much wider, a much more active Bank Act. Anybody who deals in the business of banking today should be under that Bank Act all the way through, as far as I am concerned, so that the Minister of Finance has really, shall we say, a position to establish monetary policy over the credit-granting institutions of the country. I am perplexed at some of these proposals and I think we will have to discuss them. That is all I am going to say now. I think you know the ones; I do not know, for instance, how you can operate with any directors of present banks on your board. That is one item I think is going to have to go, as far as I am concerned; I do not know how they would possibly tolerate their directors on your board, it is just not in the cards.

• 2025

Mr. Land: Mr. Lambert, on that particular point, I fully appreciate your views. As I have stated in evidence before, our purpose in asking for a period of time, during which certain directors who are on our board could continue to serve on our board while being members of the boards of other banks, was merely an effort to allow for an orderly replacement. We at no time were suggesting that it would be appropriate as a continuing thing, but in as much as 10 of our 18-member board are members of the boards of other deposit-taking institutions, it would create quite a considerable upheaval, and perhaps worse than an upheaval if

[Interprétation]

senter dans le cas des exceptions à la Loi actuelle sur les banques dont vous avez demandé à profiter et qui se trouve dans le rapport du Sénat et dans votre bill? C'est-à-dire que si la nouvelle Loi sur les banques était adoptée et mise en vigueur mettons d'ici deux ans et qu'elle allait à l'encontre de votre charte telle que vous la concevez à l'heure actuelle, avez-vous songé à la situation dans laquelle vous vous trouveriez?

M. Land: Il nous est difficile de dire quelles sont les modifications qui seront apportées à la Loi sur les banques. Nous espérons pouvoir continuer à faire nos opérations d'une façon satisfaisante malgré les changements prévus. Pour ce qui est des exceptions que nous avons demandées, je crois qu'elles s'imposeraient de toute façon même dans le cadre d'une loi révisée sur les banques car notre organisation est assez importante et la plupart de ces exceptions ont pour objectif de faire cadrer notre structure et notre organisation avec la Loi actuelle sur les banques.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je pense, monsieur Read, que vous et vos associés vous rendez compte des problèmes que vous allez causer aux comités de la Chambre et du Sénat en présentant des modifications qui ne découlent pas de la Loi sur les banques, dans le cas de votre charte, tout en sachant fort bien que le présent Comité ou un comité choisi par la Chambre et le Sénat ou un comité mixte serait obligé d'examiner la possibilité d'établir une nouvelle loi sur les banques alors que les exceptions que vous demandez font en réalité partie intégrante de toute loi sur les banques. Et alors que nous demanderons à toutes les banques de se conformer aux nouvelles règles, vous direz que l'IAC Continental profite d'une exception que nous avons faite en sa faveur.

Même si je conçois fort bien où vous voulez en venir, je crois que cette façon de procéder nous crée des difficultés et ces règles, je vous les ai exposées ainsi que M. Melloy auparavant. Je ne suis pas satisfait de la Loi sur les banques telle qu'elle existe à l'heure actuelle car elle n'est pas suffisamment efficace et toute personne qui travaille dans le domaine bancaire devrait relever de cette loi dans toutes ses opérations afin que le ministre des Finances soit en mesure d'établir une politique monétaire mettons pour toutes les institutions qui fournissent du crédit dans notre pays. Il y a plusieurs points qui me préoccupent au sujet de votre proposition. Il faudra en discuter. Je n'en dirai pas davantage. Vous savez ce que je veux dire. Par exemple, je ne vois pas du tout comment vous pouvez tolérer que des directeurs de banques actuelles siègent au sein de votre conseil. J'estime, quant à moi, que c'est tout à fait inacceptable. Je ne vous comprends pas de considérer que c'est normal.

M. Land: Je comprends votre point de vue, monsieur Lambert. Comme je l'ai déjà dit plus tôt devant le comité, nous avons voulu continuer temporairement avec certains directeurs, même s'ils faisaient partie du conseil d'autres banques, pour faire en sorte que leur remplacement se fasse d'une façon ordonnée. Nous n'avons jamais proposé que ce soit sur une base permanente. Dix des 18 membres de notre conseil font également partie du conseil d'institutions d'épargne. Les effets auraient été absolument néfastes si nous avions procédé au remplacement massif de nos investisseurs, de nos clients, de notre personnel. C'est là

[Text]

we look at the effect of a mass replacement on investors in our in our customers and in our personnel. This was our motivation.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right.

Out of that group of eight, how many are chartered banks and how many are trust companies? Trust companies are somewhat different, because you may recall that the Bank Act, when it was changed in 1967, did allow a period of transition for bank directors to become divorced from trust companies or *vice versa*. One might look at that. But you know you are testing the credulity of the Committee, at least of this member of the Committee, to say that you could, with equanimity, during a period of, say, two years have a man or men or persons—let us put it that way, “persons”—sit on the boards of competing banks. Somebody has to make a decision.

The Vice-Chairman: Mr. Lambert, your time has expired, and I have been overly generous. I think there will be ample opportunity to get back rather quickly, I do not think there are many questioners. Mr. Land, if you would like to respond to that?

Mr. Land: I would like to answer the specific question as to the number, Mr. Lambert: eight of our board members are members of bank boards, and two are members of trust company boards.

The Vice-Chairman: Mr. Lambert, Bellechasse.

M. Lambert (Bellechasse): Merci, monsieur le président. Pour ne pas faire perdre le temps du Comité, je vais m'adresser d'abord au témoin qui est immédiatement à votre droite et lui demander la signification de l'abréviation IAC. Qu'est-ce que ça signifie, IAC?

The Vice-Chairman: Excuse me, I think we are having some difficulty with the translation.

M. F. P. Paradis (premier vice-président, IAC Limitée, Toronto): Est-ce que je peux répondre?

M. Lambert (Bellechasse): Oui.

M. Paradis: Originellement, c'était *Industrial Acceptance Corporation Limited*.

M. Lambert (Bellechasse): Je suis heureux que vous l'ayiez confirmé. On a souvent entendu des propos assez sévères à l'endroit de *Industrial Acceptance Corporation*, concernant les prêts consentis à des taux d'intérêt qu'on qualifiait d'usuraires et de toute sorte de qualificatifs de même nature qui rendaient les gens méfiants.

En examinant le rapport je m'aperçois que les Canadiens n'ont pas été aussi méfiants qu'on a bien voulu laisser entendre, car vous avez fait des «affaires d'or». Vous avez consenti des prêts en très grand nombre. Pouvez-vous dire devant ce comité quel a été le taux d'intérêt des prêts consentis par votre compagnie en 1975?

M. Paradis: Pour répondre à votre question, monsieur Lambert, il faudrait tenir compte des différentes catégories de prêts que nous faisons à l'IAC. Vous avez des prêts pour financer l'achat d'automobiles ou d'équipements divers, vous avez des prêts hypothécaires, et vous avez une compagnie subsidiaire qui fait des prêts personnels. Alors il y a une catégorie de taux qui varient selon le risque, selon les montants prêtés et selon la catégorie de prêts si vous voulez.

[Interpretation]

raison pour laquelle nous avons agi comme nous l'avons fait.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): D'accord.

De ce groupe de huit, combien appartiennent à des banques à charte et combien appartiennent à des compagnies de fiducie? Il faut faire une différence entre ces compagnies de fiducie et des banques puisque la loi sur les banques, modifiée en 1967, accorde aux directeurs de banque une période de transition pour qu'ils puissent quitter les compagnies de fiducie et vice versa. C'est donc une possibilité. Mais vous n'ignorez pas que vous mettez à l'épreuve la crédulité du Comité, ou du moins de ce membre du comité, lorsque vous dites que pour une période de deux ans il pourrait y avoir des personnes qui soient chez vous et qui siègent en même temps au conseil de banques concurrentes. Il faut que quelqu'un prenne une décision à ce sujet-là.

Le vice-président: Je regrette, monsieur Lambert, votre temps est écoulé; j'ai été plus que généreux. Vous aurez sûrement l'occasion de poser d'autres questions, il n'y a pas tellement d'orateurs sur ma liste. Vous voulez avoir l'occasion de répondre, monsieur Land?

M. Land: Je voudrais répondre à la question de M. Lambert en ce qui concerne la répartition des directeurs. 8 sont membres du conseil de banques à charte et 4, de compagnies de fiducie.

Le vice-président: Monsieur Lambert, Bellechasse.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, Mr. Chairman. I do not want to take too much of your Committee's time. I would like to address the witness who is sitting immediately to your right and ask him what the abbreviation “IAC” stands for.

Le vice-président: Je vous demande pardon, je n'ai pas très bien compris la traduction.

Mr. F. P. Paradis (Senior Vice-President, IAC Limited, Toronto): May I answer?

Mr. Lambert (Bellechasse): Certainly.

Mr. Paradis: Originally it was *Industrial Acceptance Corporation Limited*.

Mr. Lambert (Bellechasse): I am glad to know that. There were in the past severe criticisms toward *Industrial Acceptance Corporation* as to the exorbitant or usurious rates of interest on loans made by the company which made people suspicious.

Looking at the report, I see that Canadians were more trusting than suspicious since you made a lot of money. You granted a very large number of loans. Can you tell the Committee what the interest rate was on loans granted by your company in 1975?

Mr. Paradis: In answering your question, Mr. Lambert, we must distinguish between different categories of loans granted by IAC. There are loans for buying a car or various other equipment, there are mortgage loans, and there is a subsidiary that makes personal loans. The rates vary according to risk, the amounts of the loan and the category into which it falls.

[Texte]

M. Lambert (Bellechasse): Auriez-vous une classification de ces différentes catégories et pourriez-vous nous la donner?

M. Paradis: Une classification? Si vous partez d'un taux de financement d'une automobile, cela peut débiter à 14.9, mais pour un taux de financement d'équipement, cela peut être 14, 13 1/2, ou 14. Un prêt hypothécaire peut atteindre ces taux-là aussi.

M. Lambert (Bellechasse): Pouvez-vous nous dire s'il est arrivé que des prêts consentis à des clients ont coûté à ces derniers jusqu'à 24 p. 100 d'intérêt par année.

M. Paradis: Si vous considérez le taux permis par la loi aux prêts aux consommateurs, *Small Loans Act*, la Loi des prêts aux consommateurs, il y a une catégorie de taux, dans les montants très bas, qui peuvent aller jusqu'à ces taux-là, c'est évident. La loi le permet. C'est une loi fédérale.

M. Lambert (Bellechasse): Maintenant, est-ce que vous considérez qu'il y aurait avantage pour votre compagnie de détenir une charte de banque en vertu de la Loi des banques à charte au Canada?

M. Paradis: Certainement, monsieur Lambert, parce que notre objectif est de mieux servir les Canadiens, mieux servir nos clients tout en ayant accès à un marché monétaire où le taux d'intérêt sera avantageux. Quand nous aurons constitué ce marché-là, il est bien évident que nos taux d'intérêt seront plus abordables pour nos clients.

M. Lambert (Bellechasse): Dans ce cas-là, vous prévoyez que si vous obtenez ce que vous demandez, en fonction du Bill S-30, vous serez en mesure de prêter à un taux d'intérêt moindre.

M. Paradis: Peut-être pas demain matin, mais très certainement au fur et à mesure que nos frais diminueront.

M. Lambert (Bellechasse): Actuellement vous travaillez, vous l'avez dit tout à l'heure brièvement, en conformité avec les lois du Canada. C'est donc en vertu des lois des différentes compagnies de finance. Est-ce que vous avez actuellement le pouvoir de consentir des prêts qui ne sont pas en rapport avec les dépôts réels de vos clients? Avez-vous ce pouvoir-là d'augmenter les dépôts de vos clients, si vous recevez des dépôts? Actuellement vous ne l'avez pas.

M. Paradis: Non.

M. Lambert (Bellechasse): Bon, c'était cela que je voulais vous voir préciser. Mais étant donné que vous ne l'avez pas, cela veut dire que vous prêtez présentement à vos clients l'argent de vos actionnaires et que vous êtes en mesure, de cette façon-là, d'intéresser éventuellement d'autres personnes à devenir actionnaires! C'est comme cela que l'IAC a pu atteindre le chiffre astronomique de 2 milliards de dollars! C'est de cette façon qu'on a procédé?

M. Paradis: IAC emprunte continuellement sur les marchés monétaires, elle obtient de l'argent à court terme, à moyen terme et à long terme, par l'entremise des courtiers, du public, des institutions financières. C'est ainsi que la compagnie se finance dans le moment.

• 2035

M. Lambert (Bellechasse): Supposons que l'IAC obtienne ce qu'elle demande, est-ce qu'elle continuera ses opérations en tant que compagnie, soit par des filiales quelconques au Canada?

[Interprétation]

Mr. Lambert (Bellechasse): Do you have a classification of the various categories of loans, and could you give it to us?

Mr. Paradis: A classification? If we are talking about the rate for automobile financing, it might start at 14.9, but for financing equipment it might be 14, 13.5, or 14 per cent. Mortgage loans would also be around those figures.

Mr. Lambert (Bellechasse): Can you tell us whether your customers have ever received loans that cost them up to 24 per cent in annual interest?

Mr. Paradis: If you will refer to the interest rates permitted under the Small Loans Act, la Loi des prêts aux consommateurs, there is one category of rates, for very small amounts, which obviously does reach that kind of figure. It is permitted under the act, which is federal legislation.

Mr. Lambert (Bellechasse): Do you feel that it would be to the advantage of your company to obtain a bank charter under a Canadian Chartered Bank Act?

Mr. Paradis: Definitely, Mr. Lambert, because our aim is to give better service to Canadians, better service to our customers, and at the same time to have access to money markets with the best interest rates. Once we have built up those markets, our interest rates will obviously be easier for our customers to afford.

Mr. Lambert (Bellechasse): In that case you would expect to be able to lend at lower interest rates if your application under Bill S-30 is successful.

Mr. Paradis: Perhaps not right away, but definitely so as our costs decrease.

Mr. Lambert (Bellechasse): You operate at present, as you said briefly just now, in conformity with Canadian law. By that I mean with the laws governing the various finance companies. Do you at present have the authority to grant loans without reference to the real deposits of your customers? Do you have the power to increase your customers' deposits, if you receive deposits? At present you do not have that power.

Mr. Paradis: No.

Mr. Lambert (Bellechasse): All right, that is what I wanted you to make clear. But given that you do not have that power, you must at present be lending to your customers money belonging to your shareholders, and you are thus in a position to possibly get more people interested in becoming shareholders! And that is how the IAC managed to reach the astronomic figure of \$2 billion! Is this how it was done?

Mr. Paradis: IAC borrows regularly on the money markets and obtains funding from brokers, the public and financial institutions for short, medium and long-term ranges. This is IAC finances at the present time.

Mr. Lambert (Bellechasse): If IAC's application was to be granted would the company as such continue to have branch operations throughout Canada?

[Text]

M. Paradis: Ce n'est pas du tout ce à quoi vise le projet de loi: tout le commerce qui tombe sous le coup de la Loi sur les banques va être fait par la Banque Continentale du Canada dès que la charte sera obtenue, si elle l'est.

M. Lambert (Bellechasse): Alors IAC va continuer d'exister?

M. Paradis: Elle va continuer d'exister pour une période intérimaire jusqu'à ce que la fusion complète soit faite entre l'IAC et la Banque.

M. Lambert (Bellechasse): Bon.

M. Paradis: C'est le but du projet de loi en ce moment.

M. Lambert (Bellechasse): Alors, dès que le bill est adopté, cela veut dire que l'IAC disparaît définitivement, elle ne peut plus faire d'opérations financières.

M. Paradis: L'IAC ne disparaît pas immédiatement.

M. Lambert (Bellechasse): Non non non, mais si...

M. Paradis: Éventuellement si l'IAC disparaît.

M. Lambert (Bellechasse): Est-ce que vous prévoyez que les opérations financières qui seront faites en vertu de la Loi sur les banques à charte, seront plus profitables pour vos actionnaires qu'elles ne le sont sous l'empire de la loi actuelle?

M. Paradis: C'est une question à laquelle il est difficile de répondre à l'heure actuelle.

M. Lambert (Bellechasse): Bien, il y a beaucoup de questions auxquelles on ne peut pas répondre facilement, on escompte toujours sur l'avenir. Tout d'abord espérez-vous qu'à l'avenir, les opérations financières qui seront faites en vertu de la Loi sur les banques à charte seront plus profitables pour vos actionnaires, plus rentables que celles que vous faites en vertu des lois actuelles?

M. Paradis: Pas nécessairement, monsieur Lambert, mais nous espérons que le chiffre d'affaires sera plus élevé.

M. Lambert (Bellechasse): Est-ce que vous voyez le système monétaire de notre pays comme un service ou comme une marchandise qui peut être commercialisée comme toute autre marchandise au Canada?

M. Paradis: C'est évident que nous voyons ce système bancaire comme un service à la population, aux clients.

M. Lambert (Bellechasse): Je ne parle pas du système bancaire, je parle du système monétaire.

M. Paradis: Vous m'entraînez dans des discussions qui dépassent à mon sens le présent bill, si vous me demandez de parler du système monétaire au Canada. Je pense que cela dépasse l'objet du présent bill.

M. Lambert (Bellechasse): Bien, moi, je pose la question parce que cela rapporte justement au système monétaire. Les banques opèrent en vertu du système monétaire canadien.

M. Paradis: Oui.

M. Lambert (Bellechasse): Alors, elles ont des privilèges qui leur sont consentis et renouvelés, la dernière fois c'était en 1967, actuellement on prévoit encore une révision de cette loi-là et pour ma part je suis toujours renversé lorsque j'étudie les rapports des banques, j'ai cela devant moi ici pour les dix banques qui existent. Lorsqu'on demande des informations au ministère des Finances, on s'étonne de constater que la masse monétaire est de «x» milliards et les dix banques en détiennent 62 milliards, quand notre banque à nous, Canadiens, qui devrait être la véritable banque des Canadiens, en détient seulement 5

[Interpretation]

Mr. Paradis: This is not at all the aim of the bill. All such activities permitted by the Bank Act will be carried out by the Continental Bank once and if it obtains its charter.

Mr. Lambert (Bellechasse): In other words, IAC will continue to exist.

Mr. Paradis: Yes, for an interim period preceding the total merger of IAC and the bank.

Mr. Lambert (Bellechasse): I see.

Mr. Paradis: This is what the bill is attempting to achieve.

Mr. Lambert (Bellechasse): So, once this bill is passed, IAC will definitely disappear from the scene and cease operations.

Mr. Paradis: Not immediately.

Mr. Lambert (Bellechasse): No, but if...

Mr. Paradis: It will eventually disappear.

Mr. Lambert (Bellechasse): Do you expect that the financial operations you will be allowed to carry out under the Bank Act will be more profitable to your shareholders than your present activity?

Mr. Paradis: It is difficult to answer that question at the present time.

Mr. Lambert (Bellechasse): There are lots of questions that have no easy answer. Do you expect that your future operations carried out under the Bank Act will be more profitable to your shareholders than your present activities?

Mr. Paradis: Not necessarily, Mr. Lambert, but we hope to have a higher turnover.

Mr. Lambert (Bellechasse): Do you consider the monetary system in Canada to be a service or in your opinion does it just provide a marketable item to be sold like any other?

Mr. Paradis: Obviously, we consider the banking system to be a service offered to the population and customers.

Mr. Lambert (Bellechasse): I am not talking about the banking system but the monetary system.

Mr. Paradis: If you are asking me to comment on the monetary system in Canada, it seems to me that we are going beyond the object of the present bill.

Mr. Lambert (Bellechasse): I am asking this question because banks operate in the complex of the Canadian monetary system.

Mr. Paradis: Yes.

Mr. Lambert (Bellechasse): They have been granted certain privileges which were renewed in 1967 and at the present time consideration is being given to a new revision of the Bank Act. Personally speaking, I am always astounded when I read bank reports. I have with me reports from the 10 existing banks. In view of the fact that the money supply is fixed at a specific amount it is amazing to note that the 10 chartered banks hold \$62 billion when the Bank of Canada, which should be a genuine bank serving Canadians, has only \$5 billion. Money supply is a vital aspect of the monetary system...

[Texte]

milliards. Alors c'est la masse monétaire qui constitue le système monétaire...

Le vice-président (M. Cafik): Monsieur Lambert...

M. Lambert (Bellechasse): ... de notre pays à mon point de vue. Pardon?

The Vice-Chairman: Mr. Lambert, I wonder if I could direct your attention to the fact that we are dealing with a specific bill. Your questions can be as broad as you like, within the confines of that bill under the preamble, but it seems to me to be relatively unfair to ask these representatives in dealing with Bill S-30 to deal with that kind of question.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je ne suis pas d'accord du tout sur les remarques que vous venez de faire. Je veux bien me soumettre aux restrictions que vous voulez m'imposer, mais j'ai devant moi la Loi sur les banques à charte, c'est cela qu'ils demandent par le bill: ils veulent avoir une charte en vertu de la Loi sur les banques à charte du Canada. Si nous ne voulons pas discuter des dispositions contenues dans cette loi qui va régir la Banque Continentale du Canada, je pense bien que nous manquons à notre devoir. Si nous sommes ici uniquement pour dire que votre affaire a du bon sens, que vous allez faire beaucoup plus d'argent comme cela et que vous allez rendre plus de services aux Canadiens, c'est vite réglé cela!

J'ai une conception différente de notre système, je voudrais qu'à un moment donné, tout en laissant aux banques cette possibilité d'opérer un système bancaire au Canada, qu'elles ne deviennent pas plus puissantes que le gouvernement. Puis actuellement c'est la situation, je considère que le gouvernement, c'est l'autorité suprême dans un pays et qu'il doit avoir le pouvoir de régir. On s'informe au ministre des Finances, à la Chambre, qui détermine les taux d'intérêts, il ne le sait pas. On le demande au gouverneur de la Banque du Canada, il ne le sait pas. Est-ce que vous pouvez nous le dire, est-ce que vous allez déterminer les taux d'intérêt? Est-ce que vous allez voir à ce qu'ils baissent afin que l'inflation diminue, parce que c'est une des causes de l'inflation. Si vous obtenez cette charte de banque, est-ce que vous allez être en mesure de contribuer à la diminution des taux d'intérêts?

Est-il pertinent, monsieur le président, de parler des taux d'intérêts?

The Vice-Chairman: Mr. Lambert, I would simply say that if you are going to ask these witnesses how they are going to establish their rates of interest and so on if they become a bank, I think that is quite in order. But if you are going to talk about over-all general economic policy of the Bank of Canada or the authority of the Bank Act and so on, and questions not directly related to Bill S-30, I am going to have to rule you out of order. However, I will not have to do that, at least in this round, because your time has now expired.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, I will be brief so Mr. Lambert can come back and ask some more questions in a few moments.

I want to be very parochial and ask the witnesses what this new bank, if incorporated, will do for me in my province of Saskatchewan. What will it do for the prairies? Why should I, as a prairie member, be interested in facilitating the passage of this bill?

[Interprétation]

The Vice-Chairman (Mr. Cafik): Mr. Lambert...

Mr. Lambert (Bellechasse): ... of our country in my opinion. What?

Le vice-président: Monsieur Lambert, j'aimerais vous rappeler que nous étudions un projet de loi précis. Vous pouvez poser des questions générales se rapportant au préambule de ce projet de loi mais il me semble injuste de soulever ce genre de sujet auprès des représentants de la Banque Continentale.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, I am in complete disagreement with what you have just said. I am quite willing to respect your restrictions, but I have before me the Chartered Bank Act, which is what is involved in the bill: they want a charter under the Canadian Chartered Bank Act. If we are not willing to discuss the provisions of that act, which is to govern the Continental Bank of Canada, then I think we are failing in our duty. If we are here merely to say that what you propose is a good idea, that you will make a lot of money by it, and provide more services for Canadians, then there is little else to discuss!

I have a different conception of our system; let us allow banks to function within the Canadian banking system, but let us not allow them to become more powerful than the government. After all, that is the present situation, in my opinion the government is the supreme authority within a country, and it must have the power to govern. If we ask the Minister of Finance, in the House, who sets interest rates, he does not know. We ask the Governor of the Bank of Canada, and he does not know. Can you tell us whether you will be setting interest rates? Are you going to make sure that they come down in order to reduce inflation, because that is one cause of inflation. If you get your charter, will you be in a position to help bring down interest rates?

Is it in order, Mr. Chairman, to talk about interest rates?

Le vice-président: Monsieur Lambert, si vous allez simplement demander à ces témoins comment ils envisagent de fixer les taux d'intérêt une fois qu'ils auront reçu leur charte, cela est parfaitement recevable. Mais si par contre, vous voulez discuter de la politique économique générale et globale de la Banque du Canada, ou des pouvoirs qui découlent de la Loi sur les banques, et ainsi de suite, bref, de questions n'ayant aucun rapport avec le Bill S-30, je vais devoir déclarer irrecevable votre intervention. En tout cas, je n'aurai pas à le faire, du moins pendant ce tour de questions, car votre temps de parole vient de s'écouler.

M. Nystrom a la parole.

M. Nystrom: Je serai bref, monsieur le président, pour que M. Lambert puisse avoir la possibilité de reprendre la parole avant bien longtemps.

Pour rester dans ma paroisse, je vais demander aux témoins de nous dire ce que cette nouvelle banque, une fois constituée en corporation, pourra contribuer à ma province de la Saskatchewan. Que va-t-elle contribuer aux Prairies? Pourquoi un député des Prairies comme moi devrait-il faciliter l'adoption de ce projet de loi?

[Text]

Mr. Land: Mr. Nystrom, we, of course, do have substantial current operations in the Province of Saskatchewan, and we would hope not only to continue those operations but to amplify them.

We suffer from certain problems because of the nature of our corporation at present. We are not able to raise funds from institutional and other lenders in proportion to our equity as we would be able to do as a chartered bank. Therefore, there is some limitation on the amount of money which we have available for servicing Saskatchewan and the various other areas of Canada. We feel that if we become a bank not only will we be able to engage in a larger fashion in financing constructive things in the country but we will be able to widen our scope of operations.

We are not currently permitted under our corporate status to take deposits; we cannot offer deposit facilities to customers. If we finance a piece of farming equipment for someone in the prairies and if that individual chooses to pay us on some kind of monthly or term basis, he is drawing a cheque on what is almost a competitive organization across the street, a chartered bank. The whole transaction cannot be conducted by IAC as it is now constituted.

Furthermore, we do feel that we are handicapped in that we have to rely on the existing chartered banks for lines of credit to support our activities. So, in effect, we are customers as well as competitors.

We feel that by having a changed status, and over a period of time, we will be able to offer broader services, services of a larger nature, and hopefully build on our existing chain and be better represented even than we are currently—and certainly Saskatchewan will be one area in which that would be our objective.

Mr. Nystrom: To be a bit more specific: I think you said you had over 200 locations in Canada where you are established as IAC?

• 2045

Mr. Land: Yes.

Mr. Nystrom: Roughly how many of these locations would be on the Prairies? If this Act goes through, would your activities be roughly in the same proportion as IAC activities are now? Do you have any specific expansion plans for the Prairies, and, if so, into what particular field?

Mr. Land: To answer your first question, sir: currently, in Alberta—if we include that in the Prairies—we have 12 branches, in Saskatchewan we have 7, and in Manitoba we have 3; which, I think, relates to the population rather well—relative to, for example, Ontario, where we have more, or Quebec.

To answer the second part of your question, we feel that essentially the type of business we will do will be what we currently do. We do not expect that, from day one of the Continental Bank of Canada, if chartered, that we will be in a position to take on major accounts, such as the long established banks have. We will still be serving those people whom we currently serve who are the small- and medium-size businessman, the farmer, the workman, the salaried worker, etc.; but we will have the opportunity and the scope and the size to expand beyond that.

[Interpretation]

M. Land: Vous savez sans doute, Monsieur Nystrom, que nous poursuivons déjà des opérations importantes dans la province de la Saskatchewan, présence que nous entendons non seulement maintenir mais aussi étendre.

Certains de nos problèmes actuels découlent du caractère même de notre société, dans sa forme actuelle. Nous n'avons pas, comme les banques à charte, la possibilité d'obtenir des fonds des institutions financières et autres prêteurs en fonction de notre capital. De ce fait, les montants que nous pouvons mettre à votre service en Saskatchewan se trouvent limités. C'est aussi le cas dans certaines autres régions du Canada. Nous croyons qu'en devenant une banque, nous pourrions non seulement engager plus de fonds dans des projets constructifs au Canada, mais également étendre notre champ d'action.

Notre statut actuel ne nous permet pas d'accepter de dépôts; nos clients ne peuvent pas déposer leur argent chez nous. Si par exemple nous finançons l'achat de matériel agricole pour un cultivateur des Prairies qui préfère nous rembourser à terme, ou par mensualités, le client doit nous faire un chèque tiré sur la banque à charte d'en face, qui représente pour nous presque un concurrent. En vertu de la constitution actuelle de l'IAC, il n'y a pas moyen de traiter la transaction entière sous notre toit.

Nous nous estimons également handicapés du fait d'être obligés de compter sur les banques à charte actuelles pour obtenir les crédits nécessaires à nos activités. Par conséquent, nous sommes des clients en même temps que des concurrents.

Nous espérons qu'en changeant notre statut, et après un certain temps, nous serons en mesure d'offrir une plus grande gamme de services et d'agrandir notre chaîne actuelle de filiales, nous pourrions donc être mieux représentés que nous ne le sommes actuellement. Je vous assure que l'une des régions où nous chercherons à réaliser cet objectif est la Saskatchewan.

M. Nystrom: J'aimerais avoir quelques précisions: Avez-vous bien dit que la IAC était installée dans plus de 200 endroits au Canada?

M. Land: Oui.

M. Nystrom: Combien de ces établissements sont situés dans les Prairies? Si la loi à l'étude est adoptée, les activités de la IAC auront-elles plus ou moins la même envergure qu'actuellement? Avez-vous des projets précis d'expansion dans les Prairies et, si oui, dans quel domaine en particulier?

M. Land: D'abord votre première question. Si j'inclus l'Alberta aux Prairies, nous avons actuellement 12 filiales dans cette province, 7 en Saskatchewan et 3 au Manitoba; ces chiffres sont proportionnels à la population de chaque province: en effet, nous avons plus de filiales en Ontario et au Québec.

Pour répondre à votre deuxième question, nous estimons que le genre d'affaires que nous concluons sera le même qu'il est actuellement. Nous n'escomptons pas, dès la formation de la Banque continentale du Canada en banque à charte être en mesure de nous occuper de comptes importants comme les banques établies depuis longtemps. Nous continuerons à desservir les mêmes personnes qu'actuellement, c'est-à-dire les petites et moyennes entreprises, les agriculteurs, les travailleurs, les ouvriers salariés, etc.; toutefois, nous aurons la possibilité, ainsi que la compétence et la taille voulues, pour élargir encore plus le champ de nos activités.

[Texte]

Mr. Nystrom: Right.

I notice that—and I am using your figures—about 10 per cent of your office locations would be in the Prairies. Is this representative of the money you lend? Is roughly 10 per cent of your activity in the Prairies?

Mr. Land: In dollars?**Mr. Nystrom:** In dollars, in the Prairies.

The reason I ask that is because, as you probably are aware, those of us in the Prairie provinces sometimes feel that because financial institutions have their head offices outside the Prairies, we get the short end of the stick when it comes to financial activities...

Mr. Land: Right.

Mr. Nystrom: ... which is one reason why there is a movement in the Prairies for a bank of our own in the Prairie provinces. It is also why the credit unions are very strong and why the co-operatives are very strong. I am just wondering whether or not your financial institution reflects...

Mr. Land: I believe that our proportion in the Prairies in dollars is somewhat higher than it is in other parts of Canada. I can give you specific figures, as at the end of September.

In Manitoba, we had \$53.7 million; in Saskatchewan we had \$37 million; and in Alberta we had \$196 million. The reason, of course, for Alberta being so much larger is the oil development and other things that have been going on in that province. This is out of a total of \$1,482 million of financing. That excludes leasing of various types of capital assets.

In terms of accounts, in Manitoba we had a total of 10,900; in Saskatchewan, 8,600; and in Alberta, 33,000.

Mr. Nystrom: I think that pretty well covers it, Mr. Chairman, unless the witnesses could tell me of any specific plans or aspirations they might have in the Prairie provinces, which would deviate from this type of pattern.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Nystrom. Mr. Land, do you have any comments respecting that last point?

Mr. Land: I do not think that I could enlarge on what I have already said. We have great ambition to enlarge our investment in all of the provinces of Canada. This is the nature of our business and we hope that we will be able to accomplish that.

The Vice-Chairman: Mr. Herbert.

• 2050

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. I want to follow up on some of the points about which Mr. Lambert of Edmonton West was talking. First, I am certainly happy to see another bank being chartered which has the obvious financial resources that you will be putting into this effort. From this view I have no opposition. My concern, the same as Mr. Lambert's, is that in this year we are considering revisions to the Bank Act. You say you have given consideration to the changes that may take place, but it could be a new ball game. The move may be to make more drastic changes than the chartered banks presently anticipate. Would we not be putting ourselves in a difficult position if we go ahead and approve something in this bill that we may want to specifically exclude when we come to re-

[Interprétation]

M. Nystrom: Très bien.

Si je reprends vos chiffres, je remarque qu'environ 10 p. 100 de vos bureaux seront établis dans les Prairies. Ce chiffre est-il proportionnel aux prêts que vous faites? Estimez-vous à environ 10 p. 100 de vos activités totales les transactions que vous effectuez dans les Prairies?

M. Land: En dollars?**M. Nystrom:** Oui, en dollars et dans les Prairies.

En effet, comme vous le savez sans doute, ceux d'entre nous qui viennent des Prairies ont parfois le sentiment d'être défavorisés, pour la simple raison que les institutions financières n'ont pas leur siège social dans ces provinces.

M. Land: Je vois.

M. Nystrom: Vous comprendrez donc pourquoi il existe un mouvement chez nous visant à créer une banque qui soit propre aux provinces des Prairies. C'est aussi pourquoi nos caisses populaires ainsi que nos coopératives sont si puissantes. Je me demande si votre institution financière ne traduit pas...

M. Land: Je pense que la proportion en dollars est plus élevée dans les Prairies que dans d'autres régions du Canada. Je peux vous donner des chiffres précis, comme par exemple les chiffres à la fin de septembre.

Au Manitoba, nos activités se sont chiffrées à \$57.7 millions; en Saskatchewan, à \$37 millions; et en Alberta, à \$196 millions. Vous comprenez aisément que le chiffre est beaucoup plus élevé en Alberta en raison des ressources pétrolières et autres découvertes dans cette province. Sur un financement total de \$1,482 millions, ces sommes ne comprennent pas le leasing.

Pour ce qui est des comptes, nous en avons ouvert un total de 10,900 au Manitoba, de 8,600 en Saskatchewan, et de 33,000 en Alberta.

M. Nystrom: Je n'ai plus rien à demander, monsieur le président, à moins que les témoins ne nous fassent part de projets précis ou d'aspirations qu'ils pourraient avoir pour les Prairies et qui diffèreraient des modèles déjà énoncés.

Le vice-président: Merci, monsieur Nystrom. Monsieur Land, avez-vous des commentaires à ajouter à cela?

M. Land: Je ne m'étendrai pas plus sur ce que j'ai déjà dit. Nous avons simplement l'ambition d'agrandir le total de nos investissements dans toutes les provinces du Canada. Voilà quelle est la nature de nos opérations, et nous espérons bien y arriver.

Le vice-président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. J'aimerais discuter plus longuement de certains points dont M. Lambert, député d'Edmonton-Ouest, a parlé tout à l'heure. Premièrement, je serais tout à fait d'accord pour que l'on accorde une charte à une autre banque qui a les ressources financières voulues. Je n'y vois aucun inconvénient. Cependant, tout comme M. Lambert, je suis un peu préoccupé du fait que cette année nous étudions les révisions à la Loi sur les banques. Vous nous avez dit tout à l'heure que vous avez songé aux modifications susceptibles d'être apportées, mais nous pourrions avoir des surprises. Il se peut que l'on apporte des changements beaucoup plus importants que ceux auxquels s'attendent présentement les banques à charte. Est-ce que nous ne risquons pas de

[Text]

sions of the Bank Act? And of course, I am talking about the area of operation.

If, for example, there is a change to the Bank Act that might in some way interfere with the present operation of the IAC, is that not going to make life extremely complicated for us, having approved Bill S-30 under the existing Bank Act, to then come along a few months later and say, "Well, we are going to make changes." How are you going to feel, for example, if you suddenly find the real interests of IAC conflict as the result of changes that may be incorporated in the Bank Act?

Mr. Land: Mr. Chairman, I guess in making almost any business decision there is always an element of risk. Before we originally submitted our request to the government, we talked with our board of directors and our shareholders and we had unanimity about what we proposed. Obviously, therefore, the owners of the company are prepared to risk some changes that might be adverse in the new Bank Act as opposed to the current Bank Act.

I do not think the problem is so much a question of our not being able to operate under a bank act that has quite considerable structural change. The problem is that if we do not become a bank, we are automatically putting a ceiling on our scope. In the 50 years of our history I think we have demonstrated our ability to be flexible enough to operate successfully under varying conditions, for example, under wars and depression. To put it bluntly, if the existing banks can operate under whatever changes the new Bank Act might bring, then I feel sure that we can.

Mr. Herbert: There is some slight difference, the existing banks do not all have an IAC.

Mr. Land: No, quite true.

Mr. Herbert: I have no hangups as far as the word "profit" is concerned. Although you have gone into a lengthy explanation of what you are going to do for the country and for Mr. Nystrom and so on, surely the real reason for going through this exercise is to broaden your scope so that you can do more business and make more profits for your shareholders. This is the basic reason for the exercise. In the last session you said it meant you will be able to borrow at lower rates, which means you will be more competitive and do more business. There is nothing wrong with this, I do not oppose that at all. However, Mr. Lambert has touched on the subject of directors and this will be quite an issue because we are looking, more and more, into the director relationships in different companies. You must have given some thought to this. Are you going to live up to a directive that there cannot be the multi-director-ships as exist at present?

Mr. Land: We advanced this request in the hope, as I mentioned earlier, of permitting an orderly retirement of our existing directors.

I think it would be fair to say—and perhaps this answers Mr. Lambert's remark as well—that we do not consider this exemption essential in terms of creating the Continental Bank of Canada; it is a request, but it is not an essential exemption. In other words, we would be prepared to do what is felt is best in the interests of all concerned. If this is going to be a hang-up, then we are prepared to meet the problem.

[Interpretation]

nous retrouver dans une situation difficile en approuvant une partie de ce bill que nous voudrions peut-être exclure au moment de réviser la Loi sur les banques? Évidemment, je veux parler de l'exploitation.

Si, par exemple, une modification à la Loi sur les banques est susceptible de nuire de quelque façon aux activités actuelles de l'IAC, ne risquons-nous pas de nous compliquer l'existence lorsque, après avoir approuvé le Bill S-30 en nous fondant sur la Loi actuelle sur les banques, il nous faudra dire dans quelques mois «bon, il faut y apporter des modifications». Que va-t-il se passer par exemple si l'on s'aperçoit tout à coup que les intérêts réels de l'IAC sont en conflit à cause de certaines modifications à la Loi sur les banques?

M. Land: Monsieur le président, dans les affaires, presque toute décision comporte un élément de risque. Avant de présenter notre demande au gouvernement pour la première fois nous en avons discuté avec notre conseil d'administration et nos actionnaires qui ont accepté à l'unanimité ce que nous vous avons proposé. Il est donc évident que les propriétaires de la société sont prêts à courir ce risque.

Je ne crois pas que nous ayons raison de craindre de ne plus pouvoir fonctionner si des changements structuraux considérables sont apportés à la Loi sur les banques. Cependant, si notre banque n'est pas constituée en corporation, nos activités seront automatiquement limitées. Pendant les 50 années de notre histoire nous avons démontré que nous savons être suffisamment flexibles pour pouvoir fonctionner avec succès dans diverses situations, par exemple, les guerres et la crise. Autrement dit, si les banques actuelles sont capables de fonctionner en dépit de toute modification à la nouvelle Loi sur les banques, je suis persuadé que nous le pourrions également.

M. Herbert: Il y a une petite différence, en ce sens que les banques actuelles n'appartiennent pas toutes à l'IAC.

M. Land: Non, vous avez raison.

M. Herbert: L'expression «bénéfices» ne me préoccupe aucunement. Bien que vous nous ayez longuement expliqué ce que vous ferez dans l'intérêt du pays et de M. Nystrom et ainsi de suite, votre but premier est certainement d'élargir le champ de vos activités afin de pouvoir négocier davantage et d'accorder des bénéfices accrus à vos actionnaires. C'est la raison pour laquelle vous êtes ici. Lors de la dernière session vous avez déclaré que vous pourriez ainsi emprunter à des taux moins élevés, ce qui vous rendra plus concurrentiels et vous permettra de conclure plus de transactions. Il n'y a rien de mal à cela, et je ne m'y oppose aucunement. Toutefois, M. Lambert a parlé de la question des directeurs, question qu'il nous faudra examiner de près puisque nous tentons de plus en plus d'établir les rapports qui existent entre les directeurs de diverses sociétés. Vous y avez sans doute songé. Y aura-t-il moins de directeurs qu'il y en a à l'heure actuelle?

M. Land: Notre requête, je l'ai déjà mentionnée, tendait à permettre la mise à la retraite ordonnée de nos administrateurs actuels.

Peut-être serait-il juste de dire—et cela peut répondre au commentaire de M. Lambert également—que nous n'estimons pas cette exemption indispensable à la création de la Banque Continentale du Canada; nous le demandons, mais l'exemption n'est pas indispensable. Nous sommes prêts à accepter ce qui pourrait le mieux servir les intérêts de toutes les parties concernées. Si cela mêle les cartes, nous sommes prêts à refaire le jeu.

[Texte]

I fully appreciate the effects . . .

Mr. Herbert: So you would face that possibility.

• 2055

Mr. Land: Yes.

Mr. Herbert: Okay. Now, at the last meeting you mentioned a block of shares on which I believe you gave a sort of verbal assurance that it was Canadian owned, but I felt there was a doubt expressed. In other words, you were not that sure; you did not know for sure. The figure I wrote down was 19.8 per cent. This is of concern to me; the fact that there was not a positive response: yes, we know that that is a Canadian owned block—because that could be a consideration too.

Mr. Land: Perhaps, Mr. Herbert, it was my inborn caution that made me appear to be uncertain. I think I also said, however, that I had been assured—now I have no positive proof—but I have been assured that this is a Canadian-owned block of shares. I am taking the assurance on that from the people who hold the shares.

Mr. Herbert: You mentioned the Bronfman family trust.

Mr. Land: Yes.

Mr. Herbert: The people of this country, maybe even the politicians who might be considering the Bank Act revisions, may be looking for something more than that verbal assurance from someone who owns a block of 20 per cent. Have you faced that?

Mr. Land: Yes. My associate has had just a little bit more to do with this particular thing than I have.

Mr. Herbert: You realize I am not asking for . . .

Mr. Land: Oh, no, no.

Mr. Herbert: . . . anything today; I am not asking for any more, but have you faced the situation that someone is going to say: it is not good enough that one person or someone who apparently is in authority gives his word. We may need something more. You must have looked at this possibility.

Mr. S. F. Melloy (Executive Vice-President, IAC Limited): Yes, sir, we have looked at that possibility. We have had discussions with the people who have ownership of the companies that own that block of stock and, as the president said, they have assured us. We have some data on it. I think we would be prepared to meet the question that is raised when it is necessary to do so without getting into all of the complexities of the various corporations.

The Carena-Bancorp Inc., which is the shareholder that has this block of stock, is a company that is listed on the stock exchange. Part of it is publicly owned and part of it is owned by other corporations with control emanating as certainly we have been assured, through the Bronfman Trust.

We also have been assured that there is no control outside of Canada in this corporation or in any of the corporations that are involved in this block.

Mr. Herbert: I always get quite hesitant when one uses the word *control*.

[Interprétation]

Je me rends parfaitement compte des conséquences . . .

M. Herbert: Vous seriez prêt à envisager cette possibilité?

M. Land: Oui.

M. Herbert: Très bien. Vous avez mentionné, au cours de la dernière séance, un bloc d'actions au sujet desquels vous avez assuré verbalement, me semble-t-il, qu'il appartenait à des Canadiens; cependant, j'ai cru saisir un doute. Autrement dit, vous n'étiez pas sûr, vous n'étiez pas absolument certain. J'ai noté le chiffre 19.8 p. 100. Cela me préoccupe car la réponse n'est pas positive: oui, nous savons que ce bloc d'actions appartient à des Canadiens—et il faudra aussi en tenir compte.

M. Land: Monsieur Herbert, c'est peut-être ma prudence naturelle qui m'a fait sembler indécis. Il me semble toutefois avoir également dit qu'on m'avait assuré—sans preuve certaine—que ces actions appartenait à des Canadiens. Ce sont ceux qui détiennent les actions qui me l'assurent.

M. Herbert: Vous avez mentionné le trust de la famille Bronfman.

M. Land: Oui.

M. Herbert: Il est possible que les Canadiens, et même les hommes politiques qui doivent envisager des révisions de la Loi sur les banques, exigent plus qu'une assurance verbale de la part de quiconque détient 20 p. 100 du bloc d'actions. Y avez-vous songé?

M. Land: Oui. Mon associé s'y est intéressé de plus près.

M. Herbert: Vous comprenez que je ne demande pas . . .

M. Land: Oh, non, non.

M. Herbert: . . . quoi que ce soit aujourd'hui; je n'en demande pas davantage, mais avez-vous prévu le cas où l'on pourrait dire: il ne suffit pas de la parole d'une seule personne ou de quiconque occupe un poste officiel. Nous pourrions avoir à exiger davantage. Vous devez avoir envisagé cette possibilité.

M. S. F. Melloy (Vice-président administratif de l'IAC Limited): Oui, monsieur, nous avons envisagé cette possibilité. Nous avons eu des entretiens avec les propriétaires des sociétés qui détiennent ce bloc d'actions et, comme l'a affirmé le président, ils nous ont rassurés. Nous avons des données à ce sujet. Nous serions prêts à faire face à la question lorsqu'elle sera soulevée, si nous le devons, sans passer par tous les méandres des diverses sociétés.

La Carena-Bancorp Inc., qui détient ce bloc d'actions, est cotée à la Bourse. Une partie de ses actions appartient au public, et une autre partie à d'autres sociétés, sous le contrôle, tel qu'on nous l'a assuré, du trust Bronfman.

On nous a également assuré qu'il n'y a aucune emprise sur cette société, en dehors du Canada, ni sur aucune des sociétés détenant ce bloc d'actions.

M. Herbert: Je me méfie des expressions contrôle, mainmise, emprise.

[Text]

In view of the discussions that took place on Mercantile, we can certainly anticipate that there is going to be quite an issue. If you say you have faced it and are prepared to live by anything that is brought in in legislation that is going to force you into this position, then this is fine, because I can anticipate that this can be a consideration too.

• 2100

Mr. Melloy: I am sorry, sir, the question was directly asked of the owners of the company that owns this block of shares as to whether they could confirm that none of the shares were foreign-owned, and they said: yes, they could confirm that they were not foreign-owned.

The Vice-Chairman: Mr. Herbert, you have one last question.

Mr. Herbert: One last question.

Quite obviously, what is going to apply for one bank must apply for the others, so when we consider the area of operation of this particular bank, that is going to be equally applicable to the others. Whether the scope is to be increased or decreased it is going to be the same for them all. That is why I introduced as my first question the question of possible limitation on the operation of IAC Limited as it exists. You have recognized this and you have answered the question fairly well. But it could equally extend not just on limiting but also to an extension of the area of banking for the other chartered banks.

Mr. Melloy: Yes.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Herbert.

Mr. Leblanc: You pass? Mr. Darling.

Mr. Leblanc (Laurier): I pass. Merci.

Mr. Darling: Thank you, Mr. Chairman. Just a few brief questions.

Mr. Land: I am just wondering what your supercousins, the present chartered banks, think of your treading on their hallowed ground. Are they going to welcome you with open arms or are they looking on you as a usurper and an interloper?

Mr. Land: I think I can say with complete certainty that everything we have seen or heard to date indicates that we will be welcomed. To the extent that we have been offered co-operation in certain things we have to know about and learn of and that sort of thing, the banks have taken a very broadminded approach to our proposed entry into their direct field of operations.

Mr. Darling: Thank you.

I believe there was mention made of 216 present locations of IAC branches. Is that correct?

Mr. Land: We have a number of ways of defining branches. We have, I believe, in terms of geographical location, 216. Now there might be more than one branch. This deals with locations as opposed to offices.

[Interpretation]

Suite aux discussions concernant la mercantile, nous devons prévoir que cela fera couler beaucoup d'encre. Puisque vous assurez l'avoir envisagé et être prêts à vous conformer aux stipulations législatives susceptibles de vous refouler, ça va, car j'estime qu'il faudra envisager cela.

M. Melloy: Je m'excuse, monsieur, la question a été directement posée aux propriétaires de la compagnie qui détient ce paquet d'actions, et ils ont confirmé qu'aucune de ces actions n'étaient détenues par des étrangers.

Le vice-président: Monsieur Herbert, il vous reste une dernière question.

M. Herbert: Une dernière question.

Il est évident que ce qui va s'appliquer à une banque devra s'appliquer aux autres et, compte tenu du genre d'opérations de cette banque en particulier, cela devra s'appliquer également aux autres. Que la portée soit accrue ou diminuée, cela sera la même chose pour toutes. C'est la raison pour laquelle j'ai tout d'abord abordé la question de la possibilité d'une limitation des opérations de l'IAC Limited, telle qu'elle existe à l'heure actuelle. Vous avez admis cette possibilité et vous avez assez bien répondu à la question. Mais cela pourrait également dépasser la simple limitation et toucher à l'expansion du domaine d'opération des autres banques à charte.

M. Melloy: Oui.

Le vice-président: Je vous remercie, monsieur Herbert.

Monsieur Leblanc, vous passez? Monsieur Darling.

M. Leblanc (Laurier): Je passe. Thanks.

M. Darling: Je vous remercie, monsieur le président, quelques brèves questions.

Monsieur Land, je me demande ce que vos supercousins, les banques à charte actuelles, pensent de cet empiètement sur leur territoire sacré. Vont-elles vous accueillir à bras ouverts, ou vont-elles vous considérer comme un usurpateur et un intrus?

M. Land: Je crois pouvoir dire avec assurance que tout ce que nous avons vu ou entendu jusqu'à aujourd'hui indique que nous serons accueillis à bras ouverts. On nous a fait des offres de coopération au sujet de certaines choses qu'il nous faudra apprendre à connaître. Les banques ont accueilli avec un esprit très ouvert notre proposition d'entrer dans leur domaine direct d'opération.

M. Darling: Je vous remercie.

Je crois qu'on a avancé le chiffre de 216 succursales de l'IAC actuellement ouvertes. N'est-ce pas?

M. Land: Les définitions du terme «succursale» sont nombreuses, chez nous. Sauf erreur, du point de vue géographique, le chiffre est bien de 216. Maintenant, il se peut qu'il y ait plus d'une succursale. Il s'agit de la répartition géographique et non pas du nombre de bureaux.

[Texte]

Mr. Darling: Oh, I wondered, because I thought you would have more than that in Ontario.

Mr. Land: Well, we have a great number of offices but we only count one office in that 216 figure.

Mr. Darling: Well, you have a tremendous number of offices. I am thinking of the offices in my own riding, in small towns like Huntsville or Bracebridge and so on.

Mr. Land: In terms of towns, 270 towns. But if you take our various companies and use that, then I guess we are in excess of 400 offices. But that is a meaningless figure because we might have two or three offices in the same location.

Mr. Darling: Well, I wondered about that because IAC is pretty well known. As a former general insurance agent, I have more than a passing interest in finance companies.

You lend money on automobiles and so on, and as my colleague, Mr. Lambert, mentioned, the interest rate is as high as 24 per cent. I believe Mr. Paradis mentioned, and I bring this to the attention of the committee, that your high rate of 24 per cent is usually on loans of \$500 on which you really do not make a fortune. I am quite sure your books would show that you lose money on most of those 24 per cent loans. Is that so?

Mr. Land: You are quite right, sir. To be specific, the 24 per cent would apply only to loans up to \$300 . . .

Mr. Darling: Oh, \$300.

Mr. Land: . . . under the Small Loans Act. The rate gradually diminishes as the amount increases. In terms of automobile financing, as Mr. Paradis has said, in the case of a new car, for example, we do not even approach such a figure as 24 per cent. It would be closer to 14 or 15; within a reasonable range of the rate obtainable from one of the current loans of the chartered banks.

Mr. Darling: Now, one other thing. I am getting parochial, like my colleague, Mr. Nystrom.

You are going to do a lot of things for the cities but what about the small towns? The cities and the big towns have banks, three and four of them. Are you going to become the sixth bank in, let us say, the town of Huntsville? There are five banks there now, you are going to become the sixth bank. A lot of these small towns of 1,500 and 2,000 only have one bank, and you know what kind of monopoly they have. Would not you be much better advised to go into a town? Some of them may have no banking facilities at all, a town of maybe 1,000, but a good farming area or area around it. Would you consider going into small towns?

• 2105

Mr. Land: Providing there is an adequate market area to support an office. We have, sir, as you are no doubt aware, made it a practice to go into small towns. We have many small towns. In one instance I well recall having to identify for one of our directors, when we were proposing the opening of an office, the province in which this particular town was located, because he had never heard of it. Providing there is a market, providing that we can look for a reasonable return, the small town is fine; we like operating in small places.

[Interprétation]

M. Darling: Je me le demandais, car j'avais pensé que vous en aviez plus que cela en Ontario.

M. Land: Nous avons un grand nombre de bureaux, mais nous n'en avons compté qu'un dans ce chiffre de 216.

M. Darling: Le nombre de vos bureaux est énorme. Je pense aux bureaux dans ma propre circonscription, dans des petites villes comme Huntsville, Bracebridge, etc.

M. Land: Pour ce qui est des villes, le chiffre est de 270. Mais si l'on compte toutes nos différentes compagnies, cela dépasse alors les 400 bureaux. Mais c'est un chiffre sans signification car nous pouvons très bien avoir deux ou trois bureaux au même endroit.

M. Darling: Je me posais la question car l'IAC est très connue. Ancien assureur moi-même, les compagnies de financement m'intéressent tout particulièrement.

Vous prêtez de l'argent pour l'achat d'automobiles etc., et comme mon collègue, M. Lambert, l'a mentionné, le taux d'intérêt est de 24 p. 100. Je crois que M. Paradis a mentionné, et j'attire l'attention du Comité sur ce fait, que votre taux élevé de 24 p. 100 s'applique généralement à des prêts de \$500 qui ne vous rapportent pas véritablement une fortune. Je suis pratiquement certain que vos livres de comptabilité démontreraient que pour la plupart de ces prêts à 24 p. 100, vous êtes perdants. N'est-ce pas?

M. Land: Vous avez tout à fait raison, monsieur. Pour être plus précis, ce taux de 24 p. 100 ne s'applique qu'aux prêts ne dépassant pas \$300 . . .

M. Darling: Oh, \$300.

M. Land: . . . en vertu de la Loi sur les petits prêts. Le taux diminue progressivement au fur et à mesure que la somme augmente. Pour ce qui est du financement d'achat d'automobiles, comme M. Paradis l'a dit, dans le cas d'une voiture neuve, par exemple, nous sommes loin de ces 24 p. 100. Il s'agit plutôt de 14 ou 15 p. 100, assez près des taux de prêt courants proposée par les banques à charte.

M. Darling: Passons à autre chose. Comme mon collègue, M. Nystrom, c'est ma région avant tout qui m'intéresse.

Vous allez beaucoup faire pour les grandes villes, mais qu'en est-il pour les petites? Les villes, grandes et moyennes, ont des banques, souvent 3 ou 4. Deviendrez-vous la sixième banque, par exemple, dans la ville de Huntsville? Il y existe déjà 5 banques, vous y deviendriez la sixième. Un grand nombre de petites villes de 1,500 à 2,000 habitants n'ont qu'une seule banque, laquelle exerce donc un véritable monopole. Ne vaudrait-il pas mieux pour vous de vous implanter dans les petites villes? Certaines n'ont pas de banque du tout, celles de 1,000 habitants environ, mais se situent au centre d'excellentes régions agricoles. Envisageriez-vous de vous établir dans les petites villes?

M. Land: Oui, pourvu que la population soit suffisante pour rentabiliser une succursale. Comme vous le savez sans aucun doute, monsieur, nous avons coutume de nous établir dans les petites villes. Je me souviens d'une fois où nous discussions de l'ouverture d'une succursale dans une ville en particulier, et nous avons dû préciser à l'un de nos administrateurs dans quelle province elle était située car il n'en avait jamais entendu parler. Pourvu que les débouchés soient suffisants, pourvu qu'un rendement minimal nous soit assuré, nous aimons nous établir dans les petites villes.

[Text]

Mr. Darling: Coming back to your additional services, as has been mentioned, certainly you are going into the banking business because you are hoping it is more profitable. But I, and a great many of my colleagues, are well aware that there are many people for whom the banks are no damn good at all, except to put their money in. The banks will not lend them a nickel, and they go to you people. I am talking now of finance companies. Granted they have to pay high interest, but I have also stated this: they pay 24 per cent interest, people who need the money in the worst way, and at least you give it to them. Are you going to be more lenient as a finance company than one of the present chartered banks?

Mr. Land: I do not think we have, at any time, had any intention of changing the standards of our 2,800 employees. They have been trained in the granting of credit on the basis on which we have operated for many years, and I would not expect that that would change.

Mr. Darling: So all the people who are on the lower end of the totem pole would have, probably, a better break from the Continental on these small loans and so on, as compared with the others, because you are going to treat them as you do through your finance company?

Mr. Land: Sir, I guess I could not say "better than the others" without casting some aspersions on the others. But I would say this: our people are used to taking the available business, which has been the business of the small man and the medium-sized business, and I do not think we could, even if we wanted to, hope suddenly to leave our market behind and go off into the wild blue yonder with nothing but major corporate financing. So to answer your question, sir: we expect to deal with the same people in the same way, hopefully on more favourable terms and with broader service, and at the same time, as Mr. Herbert suggested, making more money for our shareholders.

Mr. Darling: I know in my particular area, and in a great many rural areas, people want mortgages. Granted the banks have changed a bit, but I am thinking of trust companies and life insurance companies, who did not mind taking the premiums, collecting them. Then, when it came to investing them, all they would do is say they wanted to get up on the roof of their building and as far as they could see with, maybe, field glasses, is the only place they would loan the money. When it came into the country, they would not loan a damn nickel. This is why I am hoping that, when you go into these smaller areas, the money will be ploughed back and mortgages and substantial loans could be made to the people right there.

Mr. Land: One of our subsidiary companies is currently making mortgage loans in both rural and small town areas. Again, I would not anticipate any withdrawal from this field.

Mr. Darling: That is Niagara?

Mr. Land: That is right, Niagara Realty. As a bank, we will not be able to deal on quite the same basis because there is no limitation on the amount of advance, but the customer will probably be just the same.

Mr. Darling: Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

[Interpretation]

M. Darling: Pour en revenir aux services supplémentaires que vous avez mentionnés, j'imagine que vous vous intéressez à la banque parce que vous espérez que c'est plus profitable. Pour ma part, et je suis sûr qu'il en est de même d'un grand nombre de mes collègues, je sais très bien que pour beaucoup de gens les banques sont uniquement un endroit où ils déposent de l'argent, un point c'est tout. Les banques ne leur prêtent pas un sou, et c'est alors qu'ils s'adressent à vous; c'est-à-dire aux compagnies de finances. Certes, ils vous paient des taux d'intérêt élevés, jusqu'à 24 p. 100, mais au moins vous leur prêtez cet argent. Allez-vous vous montrer plus généreux que les banques à charte actuelles?

M. Land: Nous n'avons nullement l'intention de modifier les critères en fonction desquels nos 2,800 employés accordent des prêts. Ils ont reçu une formation à ce sujet et ils continueront à opérer comme nous le faisons depuis de nombreuses années.

M. Darling: Donc, la Continentale réservera un sort meilleur à tous ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale en leur accordant des petits prêts, etc., car vous leur accorderez le même traitement que votre compagnie de finances?

M. Land: Je ne dirais pas que nous ferons mieux que les autres car ce serait leur faire injure. Mais du moins, nos représentants sont habitués à ne pas laisser passer les affaires qui se présentent, c'est-à-dire les prêts aux particuliers et aux moyennes entreprises et, même si nous le voulions, nous ne pourrions pas changer aussi soudainement notre fusil d'épaule et ne plus nous intéresser qu'aux grandes sociétés. Donc, pour répondre à votre question, nous prévoyons conserver le même genre de clientèle, en espérant lui accorder des conditions plus favorables et des services plus vastes tout en réalisant des bénéfices pour nos actionnaires, comme M. Herbert l'a donné à entendre.

M. Darling: Je sais que dans la région d'où je viens, et dans beaucoup d'autres régions rurales, les gens ont besoin d'hypothèques. Certes, les banques ont quelque peu évolué, mais je pense aux sociétés fiduciaires et aux compagnies d'assurance-vie qui voulaient bien empocher vos primes mais, lorsqu'il s'agissait de les réinvestir, tout ce qu'elles faisaient c'était de monter sur le toit de leur édifice et elles limitaient leurs prêts à la région qu'elles pouvaient découvrir du haut de ce bâtiment, avec peut-être quand même des jumelles. Dans les campagnes, elles n'accordaient pas un sou de prêt. C'est pourquoi j'espère que vous allez vous implanter dans les petites localités et que vous y accorderez des hypothèques et des prêts substantiels à la population locale.

M. Land: L'une de nos filiales accorde actuellement des prêts hypothécaires dans les campagnes et dans les petites villes. Encore une fois, nous n'avons pas l'intention d'abandonner ce secteur.

M. Darling: Est-ce de Niagara que vous parlez?

M. Land: C'est exact, la Niagara Realty. En tant que banque, nous ne pourrions pas accorder les prêts sur la même base car il n'y a pas de limite quant au montant de l'avance, mais la clientèle sera probablement la même.

M. Darling: Je vous remercie. Je vous remercie, monsieur le président.

[Texte]

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Darling.
Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Thank you, Mr. Chairman.

• 2110

I would like to direct a question to Mr. Read. I would like to preface the question by saying that it is no reflection at all on the witnesses we have appearing before us.

The question is the following one. During the last year, in the United States, the Federal Reserve Board has had to write off \$730 million in losses by reason of risk or bad loans that were made to various customers of the banks. The reason I pose this question—and it is outside the purview of this bill, Mr. Chairman—is because we granted a charter to a bank in the last while which filed a financial statement last year with a loss of over \$1.2 million through bad risks and loans. Here again, I am saying that is has nothing to do with these witnesses, and I will come back to the risk element.

The question that I would like to ask is: if the trend that is now in existence in the United States was to cut across our border, would our banks or would the Central Bank have sufficient reserves to write off losses to the extent of those that are now being faced by many banks in the United States?

I would like to direct that question to Mr. Read.

The Vice-Chairman: Mr. Read.

Mr. C. L. Read (Inspector General of Banks): The chartered banks all have fairly substantial reserves, both in the form—using the technical language that they apply—of their rest account and their general and tax-paid reserves. So that there is, generally, a substantial reserve to meet losses and increases in losses such as in the trend that you were mentioning had developed in the last few years.

Mr. Trudel: You see no evidence of a problem being created here? All the banks now, except one, are making large, substantial profits; but if there were a resersal, you see no problems? The reserves are sufficient to cover these losses should they occur?

Mr. Read: In general, that is right.

Mr. Trudel: The question that I would like to raise with the witnesses, Mr. Chairman, is this. I was looking at their annual statement and at their market mix, and I see no provision for losses, though there must be some losses incurred. Despite all the caution that they exercise in the selection of their market mix, which is judicious—I see no problem with their mix and I think Mr. Melloy was saying that he would anticipate no changes—there must have been some provision made at some time, because they are in the field of sometimes risky people who come to them in the small towns, some of whom have a very high credit rating but others of whom offer a great risk. So I was wondering if they could indicate where the provisions for losses have been made in their annual statement.

Mr. Land: Mr. Chairman, on page eight of the annual report, the consolidated balance sheet of the company, you will note that immediately under "Receivables" is an item, "Allowance for Doubtful Receivables", which consists of \$20.6 million.

[Interprétation]

Le vice-président: Merci, monsieur Darling.
La parole est à M. Trudel.

M. Trudel: Je vous remercie, monsieur le président.

J'aimerais poser une question à M. Read. Je préfacerais ma question en disant que mes paroles ne sont nullement dérogatoires pour aucun des témoins présents.

Ma question est la suivante. Au cours de la dernière année, aux États-Unis, le *Federal Reserve Board* a dû défalquer pour 730 millions de dollars de pertes à cause de risques qui avaient été pris ou de mauvais prêts qui avaient été consentis à certains clients des banques. Je sais que ce n'est pas une question qui se rattache au bill actuel, monsieur le président, mais nous avons dernièrement accordé une charte à une banque qui a présenté l'année dernière un bilan faisant état de pertes de 1.2 million de dollars au poste des risques et des mauvais prêts. Je répète que tout cela n'a rien à voir avec les témoins qui sont ici ce soir. Je reviens à l'élément de risque.

La question est donc la suivante: Si la tendance qui se manifeste actuellement aux États-Unis venait à nous atteindre, nos banques ou notre banque centrale pourraient-elles absorber des pertes aussi considérables?

Je pose ma question à M. Read.

Le vice-président: Monsieur Read.

M. C. L. Read (Inspecteur général des banques): Les banques à charte ont des réserves considérables, tant à leur compte de réserve, pour utiliser le terme technique, que sous forme de réserves générales et de réserves nettes d'impôt. Il y a donc là suffisamment pour couvrir les pertes et, même, les pertes du genre de celles qui se sont manifestées au cours des dernières années comme vous l'avez souligné.

M. Trudel: Vous ne prévoyez aucun problème ici? Toutes les banques, sauf une, font actuellement des profits considérables. Vous ne voyez pas de problèmes advenant le cas où cette tendance nous atteindrait? Vous croyez vraiment qu'il y a suffisamment de réserves pour couvrir ce genre de pertes?

M. Read: De façon générale, oui.

M. Trudel: Il y a une question que je voudrais encore poser aux témoins, monsieur le président. J'ai examiné leur bilan ainsi que la répartition de leur marché, et je me suis aperçu qu'il n'y avait pas de poste pour les pertes. Il doit bien y avoir des pertes. Malgré tout le soin qu'ils ont apporté à répartir leur marché—je dois dire que c'est un choix judicieux, je ne vois aucun problème, et M. Melloy a bien dit qu'il n'y aurait pas de changements à ce niveau—il y a bien dû y avoir des prévisions établies pour les pertes. Après tout, c'est un domaine où il y a passablement de risques; il y a des gens dans les petites villes qui ont un excellent crédit, mais ce n'est pas le cas de tout le monde. Je voudrais savoir des témoins où ils ont prévu ces pertes dans leur bilan annuel.

M. Land: Monsieur le président, à la page 8 du bilan annuel, soit à la page des totaux, il y a sous «Comptes recevables» un poste «Allocations pour comptes recevables douteux», soit un montant de 20.6 millions de dollars.

[Text]

Mr. Trudel: This would cover the item that I am concerned about. So, in other words, you would be talking about 1 per cent of your total over-all annual growth.

Mr. Land: And our annual consolidated loss net, in 1974, the year for which this report was issued, was 0.24 per cent.

Mr. Trudel: There is nothing wrong with that.

The other question is this. I was satisfied by the answers that I got the last time regarding the market mix, and the ratio of loans to equity was given then as 10 to 1. You had \$200 million, roughly, of equity and loans in excess of \$2 billion. Now, am I correct in assuming that with this charter, by raising the amount of \$100 million—which is anticipated at the present time: I think you are talking about \$50 million or an over-all \$100 million—you could, with the same market mix, anticipate loans of close to or in excess of \$6 billion, if you use the same ratio that the banks are using at the present time?

Mr. Land: Approximately, sir. There are a number of different ways of computing what we like to call leverage, which is what we are talking about. In some instances, in addition to equity, the analysts also include debentures issued by the chartered banks, which is akin to equity but is not technically equity. Now if you do that, the ratio drops, but I think that somewhere in the general area of 30 to 1 is about right for the banking system as a whole.

Mr. Trudel: I was using 20 to 1, but it could go to 30 to 1. It could vary between 20 to 30 . . .

Mr. Land: I believe that legally the trust companies are permitted a 20 to 1 ratio.

Mr. Trudel: You could have available, for the same kind of customers that you have now by raising the agreed capital under this charter, three times the amounts of money. Is that correct? Or more?

Mr. Land: Which would give us the ability to do a larger volume of business per shareholder dollar, and presumably we could thereby enhance the position of our shareholder and probably pass along some of the savings in the form of lower rates to our customers.

Mr. Trudel: One last question, Mr. Chairman. I think this is what we are striving for, all of us, when we see a new charter coming about.

I think the figure on rent on moneys used at present with the lines of credit that you have with various banks and various fund-raising capacities was 9.25. I think you were saying it could be roughly 9 or . . .

Mr. Melloy: Mr. Chairman, that is what we pay for money in the short-term money market. Our average cost of funds, taking into consideration all the debt we have outstanding, long term issues which were negotiated years ago on which the money is outstanding plus the current short-term money rates, would be just over 8½ per cent. It was 9 per cent in 1974.

Mr. Trudel: With the charter I think it has been indicated that you would have a different profit picture. Could you quantify the difference in securing funds to loan? Can you at this time envisage the savings on your cost of borrowing by becoming a bank?

[Interpretation]

M. Trudel: C'est donc le poste qui m'intéresse. En d'autres termes, il s'agit de 1 p. 100 de votre croissance annuelle totale.

M. Land: Et en 1974, soit l'année pour laquelle le bilan a été préparé, les pertes annuelles consolidées se totalisaient à 24 p. 100.

M. Trudel: C'est très bien.

Une autre question. J'ai été satisfait, la dernière fois, des précisions que j'ai reçues concernant la répartition du marché et le rapport entre les prêts et le capital, lequel s'établissait à 10 pour 1. Vous aviez un capital d'environ 200 millions de dollars et des prêts pour un peu plus de 2 milliards de dollars. Maintenant, si vous obtenez la charte et que vous portez le capital à 100 millions de dollars—je pense que c'est ce qui a été prévu; d'abord 50 millions, puis un total de 100 millions de dollars—et qu'enfin vous gardez la même répartition du marché, vous prévoyez des prêts d'un peu plus de 6 milliards de dollars, ce qui vous donnerait à peu près le même rapport que les autres banques actuellement. C'est exact?

M. Land: A peu près. Il y a différentes façons d'établir ce rapport dont vous parlez. Dans certains cas, en plus du capital comme tel, les analystes incluent les obligations qu'émettent les banques à charte et qui sont comme du capital. Or, si vous faites cela, le rapport diminue, mais, sauf erreur, quelque chose de l'ordre de 30 pour 1 est tout à fait raisonnable pour l'ensemble du système bancaire.

M. Trudel: J'ai pris 20 pour 1, mais cela pourrait aller jusqu'à 30 pour 1. Cela pourrait varier entre 20 et 30 . . .

M. Land: Je crois que la loi autorise les compagnies fiduciaires à pratiquer un rapport de 20 pour 1.

M. Trudel: Vous pourriez multiplier par 3 les sommes que vous mettez actuellement à la disposition de vos clients en augmentant le capital agréé en vertu de cette charte. N'est-ce pas? Ou encore plus?

M. Land: Cela nous permettrait d'augmenter le volume des transactions par actionnaire, et nous pourrions vraisemblablement ainsi renforcer la position de nos actionnaires et faire bénéficier nos clients de ces économies en leur offrant des taux moins élevés.

M. Trudel: Une dernière question, monsieur le président. Je crois que c'est ce qui nous intéresse tous lorsque nous voyons la naissance d'une nouvelle charte.

Le chiffre avancé pour le loyer de l'argent à l'heure actuelle étant donné les formes de crédit dont vous bénéficiez auprès des différentes banques et grâce à vos différentes possibilités de financement était de 9.25 p. 100. Vous disiez qu'il pourrait être, en gros, de 9 ou . . .

M. Melloy: Monsieur le président, c'est ce que nous payons sur le marché monétaire à court terme. Notre coût moyen, tenant compte de tout notre passif, des engagements à long terme qui ont été négociés il y a des années et qui ne sont pas encore réglés plus les taux actuels du marché à court terme, dépasse juste les 8.5 p. 100. Ce taux était de 9 p. 100 en 1974.

M. Trudel: On a dit que cette charte modifierait vos marges bénéficiaires. Pourriez-vous nous donner un chiffre? Pourriez-vous dès maintenant chiffrer l'économie dans vos emprunts en devenant une banque?

[Texte]

Mr. Melloy: It is very difficult, sir, to determine what the actual saving would be, but traditionally our average cost of funds has been about $1\frac{1}{2}$ to 2 points over the average cost of funds of the chartered banks. Again, to get the same return on shareholder equity when you are operating on a leverage of 7 to 1 requires a much larger spread between the borrowing and the lending costs than it does operating on a higher leverage. So the net result on the higher leverage is that your charges to the consumer or the businessman would be lower. Consequently we would become more competitive with the existing chartered banks than we are at present. That is one of the things we would like to be.

Mr. Trudel: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Trudel.

Now on the second round we have Mr. Lambert, Edmonton West.

Mr. Lambert (Edmonton West): Would the conversion of any of the convertible debentures of IAC affect the equity distribution materially? It seems to me that there must be about \$103 million worth, is there not?

Mr. Melloy: No. If all the debentures were converted—there is a little more than \$24 million in convertible debentures—I think it would add about 1.2 million shares to our present outstanding shares of 13.5 million. It would increase the outstanding shares of the company by 1.2 million, which would of course drop the percentage of any existing bloc.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes.

Under the amendments you propose, these are subject to be carried on with the permission of the Minister of Finance after your amalgamation. Are these long-term liabilities of IAC?

• 2120

Mr. Melloy: Yes, they are primarily longterm liabilities of IAC which cannot be called within the 10 year period.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, I see.

Mr. Melloy: That represents about 3 per cent of the total debt that is outstanding.

Mr. Lambert (Edmonton West): Another aspect I mentioned concerns the directors, but maybe we can come to a workable solution on that.

Concerning your subsidiaries, as you know, the chartered banks can have service companies. Are any of your premises, or any of your physical assets—computers and what have you—which are used in the course of your business, owned by an operating subsidiary, much like other banks? In other words, this is hived off into the hands of a service corporation. This is permitted under the Bank Act.

Mr. Land: We have a property holding company known as Premier Property Limited which owns a building in the town of Mount Royal, Quebec, which was formerly our administrative office. It also owns a building in Saint Johns, Newfoundland. Other than these, I know of nothing being held by any subsidiary.

[Interprétation]

M. Melloy: Il est très difficile, monsieur, de déterminer quelle serait exactement l'économie réalisée, mais d'une manière traditionnelle, l'argent nous a toujours coûté en moyenne $1\frac{1}{2}$ à 2 points de plus que la moyenne pour les banques à charte. Une fois de plus, pour qu'une action ait le même rendement, quand les transactions se font à un taux de 7 pour 1, il faut que la différence entre les coûts d'emprunt et de prêt soit beaucoup plus grande que lorsque le rapport est plus élevé. En conséquence, le taux est inférieur pour le client. Nous pourrions alors lutter à armes plus égales avec les banques à charte. C'est une des choses que nous aimerions pouvoir faire.

M. Trudel: Je vous remercie, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Trudel.

Pour le deuxième tour, nous avons maintenant M. Lambert, Edmonton-Ouest.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Est-ce que la conversion des obligations convertibles de l'IAC affecterait la répartition matérielle des capitaux? Il me semble que cela doit aller chercher dans les 103 millions de dollars, n'est-ce pas?

M. Melloy: Non. Si toutes les obligations étaient converties—elles correspondent à un peu plus de 24 millions de dollars—s'ajouteraient à nos actions actuelles de 13.5 millions de dollars environ 1.2 million de dollars d'actions. Cela augmenterait de 1.2 million le nombre d'actions en circulation de la compagnie ce qui, bien entendu, réduirait le pourcentage de tout bloc existant.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui.

Par suite des amendements que vous proposez, ces propositions pourraient être acceptées avec l'autorisation du ministre des Finances lorsque vous aurez fusionné. Ce sont des échéances à long terme de IAC?

M. Melloy: Oui, il s'agit principalement d'un passif à long terme de l'IAC qui ne peut être remboursé avant 10 ans.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, je vois.

M. Melloy: Cela représente environ 3 p. 100 de la dette globale à rembourser.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Un autre aspect que j'ai mentionné concerne les administrateurs, mais peut-être pourrions-nous trouver à cela une solution pratique.

Au sujet de vos filiales, vous n'ignorez pas que les banques à charte peuvent être alliées à des sociétés de services. Est-ce que certains de vos locaux d'affaires ou de vos biens corporels qui servent à l'exploitation de votre entreprise, comme des ordinateurs et autres appareils du genre, appartiennent à une filiale active, de la même façon que dans d'autres banques? C'est-à-dire qu'une activité serait déléguée à une société de services. Cela est permis en vertu de la loi sur les banques.

M. Land: Nous avons une société d'investissement immobilier appelée la *Premier Property Limited* qui possède un immeuble à Ville-Mont-Royal, dans le Québec, qui était autrefois notre centre d'administration. La société possède également un immeuble à Saint-Jean, Terre-Neuve. Je ne connais rien d'autre appartenant à une filiale.

[Text]

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes. Personally, I think it is a tidier operation to have it away from your general banking operations and your banking statements and so forth.

What about this life insurance company? I understand you want to operate this for two years, plus two years, with the permission of the Minister of Finance.

Mr. Land: This is what we have requested.

Mr. Lambert (Edmonton West): The life insurance company and the mortgage insurance company—are they, or are they not to provide you insurance coverage on your IAC finance contracts?

Mr. Land: Only partially, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I mean, that is standard practice.

Mr. Land: Well, Sovereign Life Assurance Company of Canada is a life insurance company which does business as does any other life insurance company. It does provide some coverages which we use in the business of the parent company, but it has its own agency force, it writes business for every prospect it can locate. It is a long-established company we acquired a number of years ago. The insurance business it does for us is not terribly important in the operation of our business. In making the acquisition we felt it was a viable company and it has so proven.

The casualty company is now known as Sovereign General Insurance Company and does provide certain coverages too. This company is involved in casualty and fire insurance, but it is more of a headache than anything. It also has agents. As a matter of fact, most of the agents are dually licensed to handle either of the Sovereign types of business.

The purpose of suggesting a period of two years with an extension for a further period of two years, with the Minister's approval, was merely to give us sufficient time to make some appropriate disposition of these companies.

• 2125

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, well there is no question that anybody would want you to dispose of them at a fire sale. After all, the chartered banks had this opportunity 10 years ago when they came in under these restrictions of ownership in other corporations.

Mr. Melloy was talking about the shares of Carena-Bancorp. You say that there is an understanding or an agreement. Is that reduced to writing in any way? I am thinking of the disposition. You know, sometimes there can be some falling out, or there is an advantage to sell to someone else, or for some other reason these shareholdings of Carena-Bancorp could become tied up in some sort of legal process. What is there to prevent their disposal away, say, to a foreign interest? True enough, the 10-per cent rule would apply, but still 10 per cent is fairly substantial and usually places somebody on the board. Is there anything in writing that there are restrictions by Carena-Bancorp in disposing of its interests in IAC and that this is deposited with the Superintendent of Banking? You know, something meaningful, not just an understanding over lunch—yes, sure, you are covered; we are not going to sell. But these things do happen.

[Interpretation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. J'estime quant à moi que l'opération est plus nette si elle est détachée de l'activité bancaire générale, avec bilans distincts, et ainsi de suite.

Que dire de cette compagnie d'assurance-vie? Je crois comprendre que vous avez l'intention de l'exploiter pendant deux ans, et encore deux autres années avec l'autorisation du ministre des Finances.

M. Land: C'est ce que nous avons demandé.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): La compagnie d'assurance-vie et la compagnie d'assurance-hypothèques doivent-elles, oui ou non, couvrir les contrats d'assurance de votre activité financière IAC?

M. Land: En partie seulement, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est-à-dire que c'est pratique courante?

M. Land: C'est-à-dire que la Souveraine Compagnie d'assurance-vie du Canada, est une compagnie d'assurance-vie dont l'activité est semblable à celle de toute autre compagnie d'assurance-vie. Elle offre des garanties qui soutiennent l'activité de la société mère; mais elle fonctionne indépendamment, et souscrit toutes les assurances qu'elle peut recueillir. C'est une compagnie depuis longtemps établie dont nous avons fait l'acquisition il y a quelques années. Son activité en matière d'assurance n'est pas d'une importance majeure dans nos opérations. Nous en avons fait l'acquisition parce que nous avons jugé l'entreprise rentable et la preuve en est faite.

La société d'assurance-accidents s'appelle maintenant la Souveraine, compagnie d'assurance générale, et elle offre aussi certaines garanties. Cette compagnie couvre les cas d'accidents et d'incendies, mais elle est plus embarrassante que profitable. Elle emploie aussi des agents, dont la plupart sont doublement brevetés, selon les exigences des secteurs d'entreprise de l'une et l'autre Souveraine.

Si nous avons proposé une période de 2 années et un supplément de 2 années encore, eu égard à l'autorisation du ministre, c'était afin d'avoir le temps de disposer de ces sociétés.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, nul doute que tout le monde serait heureux de vous en voir disposer dans une vente de feu. Après tout, les banques à charte ont pu le faire il y a une dizaine d'années, lorsque leur emprise sur d'autres sociétés a été restreinte.

M. Melloy a parlé d'actions de la Carena-Bancorp. Vous-même avez mentionné un accord ou une entente. Est-ce une entente écrite? J'avais en tête la question de l'aliénation. Vous savez qu'il peut se produire un fléchissement, qu'il est parfois avantageux de vendre à quelqu'un d'autre, qu'il peut arriver que pour une raison quelconque, les actions de la Carena-Bancorp soient bloquées lors de procédures juridiques. Avez-vous prévu quoi que ce soit pour empêcher leur vente à des intérêts étrangers, par exemple? Il est certain que la règle du 10 p. 100 s'applique, mais j'estime quand même que le chiffre de 10 p. 100 est assez important pour permettre à quelqu'un de faire partie du conseil de la banque. Y a-t-il quelque disposition écrite qui prévoit des restrictions quant à la transmission des intérêts de la Carena-Bancorp au sein de l'IAC? Cette disposition a-t-elle été déposée auprès du surintendant de la Banque? Je ne parle pas d'un petit arrangement conclu au cours d'un repas, mais d'une entente valable; certes, vous êtes protégés. Nous ne voulons pas vendre, mais ce sont des choses qui arrivent.

[Texte]

Mr. Melloy: Mr. Chairman, I think my reference was to the assurance that Carena-Bancorp gave us that there was no foreign control of those shares at the present time.

Relative to the second part of your question, there were two things, I guess. Number one is the Investment Companies Act relative to foreign shareholdings in finance companies, which is restricted to 10 per cent of the shareholdings in any company, as it is in the Bank Act. Of course, the Bank Act itself restricts any foreign shareholder to 10 per cent.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right.

I would like to have a bit of explanation of page 10 of what you might call your prospectus, the proposed conversion. It is the first paragraph and the second paragraph—some clarification of terms here. What do you mean by:

and that

I am reading from line 4:

and that IAC and its other subsidiaries would only conduct leasing and mortgage lending business on a limited basis ("non-eligible business").

Can you, Mr. Melloy, perhaps, or Mr. Land tell me how you are going to separate that which is eligible and that which is noneligible?

And then the question later on, where you say:

the Company and the subsidiary companies (other than the Bank and its subsidiaries) would not initiate any business which is eligible to be carried on by a chartered bank.

What do you understand by that?

Mr. Melloy: The provisions in the bill prohibit, really, IAC or any of its subsidiaries doing any business that can be done by a chartered bank when the bank commences operations. Almost all of the business that is done by IAC and its subsidiaries, other than the insurance subsidiaries, at the present time is business that is eligible for a chartered bank, with the exception of leasing and high-ratio mortgage lending. The leasing and high ratio mortgage lending will be limited when the Bill is passed, after Royal Assent, that whatever the level of our leasing outstandings is at that time and whatever the level of our mortgage lending, that is high ratio mortgage lending, is at that time will be the ceiling. We will not be able to increase it. So the Company is being restricted, IAC and its subsidiaries, in doing business in these particular areas.

Mr. Lambert (Edmonton West): Am I right that IAC and its subsidiaries will not be able to carry on any new personal loan business because that is permitted to the banks.

Mr. Melloy: That is correct.

Mr. Lambert (Edmonton West): Now some of the banks do carry on leasing activities through the intermediary of subsidiaries. It is done.

[Interprétation]

M. Melloy: Monsieur le président, je faisais allusion à l'assurance que nous avait donnée la Carena-Bancorp, à savoir que ses actions n'étaient pas actuellement sous contrôle étranger.

Pour ce qui est de la deuxième partie de votre question, je pense qu'elle comprend deux éléments. D'abord, il y a la Loi sur les sociétés d'investissement des compagnies relativement à la participation étrangère dans les sociétés de finance, qui est restreinte à 10 p. 100 des actions de toute société, disposition que prévoit aussi la Loi sur les banques. Bien sûr, la Loi sur les banques elle-même restreint à 10 p. 100 le nombre d'actions de l'actionnaire étranger.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien.

J'aimerais que vous me donniez des explications supplémentaires au sujet de la page 12 de votre «prospectus» intitulé *Projet de conversion*. J'aimerais vous voir clarifier certains termes que je retrouve aux cinquième et sixième paragraphes. Je suis à la ligne 21.

Que signifie:

«et qu'IAC et ses autres filiales ne s'occuperaient que de location et de prêts hypothécaires et ce d'une façon restrictive («activités non admissibles»).

Peut-être M. Melloy ou M. Land pourront-ils m'expliquer comment ils feront la distinction entre ce qui est admissible et ce qui est non admissible?

Je continue plus loin. Vous déclarez:

la compagnie et ses filiales (autres que la banque et ses filiales) n'entameraient aucune activité pouvant être exercée par une banque à charte.

Que signifie cela?

M. Melloy: Le projet de loi inclut des dispositions empêchant IAC ou ses filiales de conclure toute transaction qui peut être entreprise par une banque à charte, au moment où la banque commence ses opérations. Presque toutes les transactions effectuées par l'IAC et par ses filiales, hormis les filiales ne s'occupant que d'assurance, sont des transactions qui à l'heure actuelle sont permises à une banque à charte, sauf pour ce qui est des locations et des prêts hypothécaires à taux élevé. Les baux et le taux élevé de prêts hypothécaires seront restreints lorsque le bill sera adopté et qu'il aura reçu la sanction royale. Ainsi, quel que soit le niveau des baux en vigueur à l'époque et le niveau des prêts hypothécaires le taux élevé des prêts hypothécaires, cela constituera le plafond. On ne pourra donc pas l'augmenter et par conséquent, la compagnie, l'IAC et ses filiales, se verront limiter dans leurs affaires dans ces domaines particuliers.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ai-je raison de dire que l'IAC et ses filiales ne pourront plus faire de nouveaux prêts personnels du fait que ces opérations sont permises aux banques?

M. Melloy: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pourtant il y a des banques qui font des prêts par l'intermédiaire des filiales.

[Text]

Mr. Melloy: Oh yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): Will that be open to Continental to operate that way?

Mr. Melloy: It will be open to Continental as it exists in the present Bank Act.

Mr. Lambert (Edmonton West): What about some of the new activities of the banks—are you geared to take them on—such as payroll maintenance and the utilization of your computers and the total servicing by a bank, deductions, total payroll services, which is being done. It is something I think we have to look at when we are undertaking revision of the Bank Act if there are any grey areas in regard to this and whether it is going to be the view that this should be limited in that it gives too much leverage to a bank over some of its customers, that it gets it all tied up, just where do you fit in there?

Mr. Melloy: We do not have that facility.

Mr. Lambert (Edmonton West): Easily leased. There are people sitting on your door step I am sure quite willing to put it in.

Mr. Land: It is my impression, Mr. Chairman, that we will be fully occupied converting the more traditional areas of our business to banking type activities without getting into some of the specialized services. We will be required at some time to phase in all of our branches into offering complete banking services as we know them. So I would not think we would be very much concerned with the activities which you have cited, certainly in the near term.

Mr. Lambert (Edmonton West): How is my time, Mr. Chairman?

The Vice-Chairman: Well your time has expired but let us have another question anyway.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes. I want to move into another area here and this is something that perhaps, I think, Mr. Read might lend a special ear to as well. It seems to me that many of the banks, if not most of the banks, are what you might call management dominated and that, shall we say, non-management shareholders can be left quite out in the cold. I want to look at a theory that says that the Chairman of the Board shall not be the President or Chief Executive Officer of the Company, that you have this separation within Boards. What do you say about that? You may want to think about that. Perhaps Mr. Read might have some views about that. There have been some rather interesting revelations and some rather interesting situations presently exist where the whole operation is management dominated and locked up and even though there may be some shareholder directors who are not part of the executive committee. The chairman of the board may also be the chief executive officer in some instances depending on the titles, the functions. What actual review should there be on behalf of the shareholders of the chief operating officer? Maybe I am talking to some interested people, and Mr. Read, I am offering this as something that we are going to look at down the road.

• 2135

The Vice-Chairman: Mr. Lambert, I did indicate that your time had expired. If anyone would like to volunteer an answer to this question that is not directly related to the bill, although indirectly ...

[Interpretation]

M. Melloy: Certainement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Est-ce que *Continental* pourra procéder ainsi?

M. Melloy: Oui, tel que prévu dans la Loi sur les banques.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais pour ce qui est de certaines des nouvelles opérations faites par les banques, est-ce que vous êtes organisés pour les assumer: faire des déductions, tenir à jour des listes de salaires, pour cela utiliser vos ordinateurs, offrir la totalité des services bancaires, comme cela se fait? Ce sont des questions qu'il faudra examiner au moment de la révision de la Loi sur les banques afin de dissiper les incertitudes et voir s'il ne faudrait pas limiter cette opération afin de ne pas donner trop de moyens de pression à la banque sur ses clients.

M. Melloy: Nous n'avons pas ces services.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je suis sûr qu'il y a des gens qui sont tout prêts à vous les installer.

M. Land: Je pense que nous aurons suffisamment à faire pour convertir les opérations traditionnelles de nos affaires à des activités bancaires sans nous occuper de certains services spécialisés. Il nous faudra dans nos succursales offrir des services bancaires complets et aussi je ne crois pas qu'à courte échéance nous nous intéressions aux activités que vous venez de mentionner.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Que me reste-t-il comme temps, monsieur le président?

Le vice-président: Votre temps est terminé, mais je vous donne la permission de poser une autre question.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. J'aimerais passer à un autre domaine qui devrait aussi intéresser M. Read. Il me semble que beaucoup de banques, sinon la plupart, sont vraiment sous l'emprise de la direction et que les actionnaires qui n'en font pas partie, par exemple, peuvent fort bien se trouver relégués à l'extérieur. Que pensez-vous de la théorie qui veut que le président du conseil d'administration ne soit pas le président ou l'agent exécutif de la compagnie? Que pensez-vous de cette distinction établie entre les conseils? Monsieur Read aurait-il quelque chose à nous dire à ce sujet? Car nous avons eu des révélations fort intéressantes indiquant qu'il se produisait actuellement des cas où tout était sous l'emprise de la direction et où certains administrateurs, même actionnaires, ne faisaient pas partie du comité exécutif. Le président du conseil d'administration peut également être l'agent exécutif suivant les titres et les fonctions. Quel devrait être l'examen appliqué à la fonction de l'agent exécutif dans l'intérêt des actionnaires? Cela intéressera peut-être certaines personnes et M. Read, et je propose qu'on examine cette question à une date ultérieure.

Le vice-président: Monsieur Lambert, je vous ai déjà dit que votre temps est écoulé. Si quelqu'un veut répondre à cette question, qui n'est pas directement reliée au bill, bien qu'indirectement ...

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh yes, it is Mr. Chairman, because there are officers here.

The Vice-Chairman: I do not want to argue the point but I think it is indirectly related.

All right. Mr. Lambert, Bellechasse.

Mr. Lambert (Bellechasse): Merci, monsieur le président. Il y a une réponse qui a été donnée tout à l'heure et qui m'a intrigué énormément: il s'agit des taux d'intérêt. Le témoin a dit que les taux d'intérêt étaient plus élevés sur les petits prêts. Qu'est-ce que l'on entend par «petits prêts»? Jusqu'à quel montant un prêt est-il considéré «petit»?

Mr. Land: The company which is engaged in the making of small loans within the IAC group of companies is Niagara Finance Company Limited, which is licensed under the Small Loans Act. The Small Loans Act deals with loans in amounts up to \$1,500. The lowest segment up to \$300 carries a maximum permissible rate of 2 per cent per month. From \$300 to \$500, on that portion between \$300 and \$500, the rate is—I am sorry, \$300 to \$1,000, the rate is one per cent a month and on that portion from \$1,000 to \$1,500, the rate is one half of one per cent a month. Beyond that the act does not apply—in loans beyond the \$1,500 currently.

Mr. Lambert (Bellechasse): Est-ce que la majorité de ces emprunteurs-là est constituée de petits salariés empruntant régulièrement ou qui, occasionnellement, contractent des emprunts, pour acheter de l'ameublement ou pour compléter leurs versements sur l'achat d'une maison dont ils veulent régler définitivement toute la dette? Est-ce qu'il s'agit surtout de journaliers, de petits salariés?

Mr. Land: I think the answer to that, Mr. Chairman, would be, yes, generally speaking they are people of small salary.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mais quelle est la raison qui justifie ces taux d'intérêt plus élevés? Est-ce parce qu'ils gagnent moins, ou est-ce parce que cela occasionne des opérations comptables plus considérables? Il me semble que, humainement parlant, quand il s'agit de «gagne-petits», on devrait en demander moins, au lieu d'en demander davantage!

Mr. Land: Mr. Chairman, the answer, of course, is that the rate is higher in the smaller amounts because a great percentage of the costs are fixed. The only cost which is not fixed in a small loan is the cost of the money involved, but the servicing is just the same as it would be on a large loan and the rationale behind the higher rate is the fact that it is unprofitable, even at that rate, to make these small loans. I believe we feel that we do not break even on any loan below \$600 or \$700. Every loan of \$300 is a loss proposition as far as we are concerned, and I guess the drafters of the Small Loans Act took this fact into consideration in establishing these rates. While the percentage rate seems high, the dollars involved in a \$300 loan are very small.

• 2140

Mr. Lambert (Bellechasse): Ma dernière question, monsieur le président, a trait à un paragraphe de la page 16 du texte français de votre mémoire.

[Interprétation]

Mr. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais oui, elle l'est, monsieur le président, car certains dérangeants sont ici même.

Le vice-président: Je ne tiens pas à en discuter, mais selon moi cette question n'est reliée au bill qu'indirectement.

Très bien. Monsieur Lambert, Bellechasse.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, Mr. Chairman. A while ago somebody gave an answer that confused me to a great extent: it was about interest rates. The witness said that interest rates were higher on smaller loans. What is meant by "small loans"? Up to what amount is a loan considered "small"?

Mr. Land: La Niagara Finance Company Limited, autorisée en vertu de la Loi sur les petits prêts, s'occupe des petits prêts au sein du groupe des sociétés de l'IAC. La Loi sur les petits prêts traite des prêts allant jusqu'à \$1,500. La partie la moins élevée, allant jusqu'à \$300, permet un taux d'intérêt de 2 p. 100 par mois. Entre \$300 et \$500, le taux est de—pardon, entre \$300 et \$1,000, le taux est de 1 p. 100 par mois, et entre \$1,000 et \$1,500, le taux est de ½ p. 100 par mois. La loi ne s'applique pas au-delà de ce montant, c'est-à-dire aux prêts que sont présentement supérieurs à \$1,500.

Mr. Lambert (Bellechasse): Are these borrowers for the most part small wage earners who borrow money regularly or once in a while to buy furniture or finish payments on a house? Are they mainly small wage earners?

Mr. Land: En général, monsieur le président, il s'agit en effet de petits salariés.

Mr. Lambert (Bellechasse): But what is the reason behind these higher interest rates? Is it because they earn less, or is it because these transactions involve greater accounting operations? Humanly speaking, it seems to me that when small wage earners are concerned the rates should be lower instead of higher!

Mr. Land: Monsieur le président, la raison pour laquelle le taux est plus élevé lorsqu'il s'agit de petits emprunts est qu'un grand pourcentage des coûts sont fixes. Le seul coût qui n'est pas fixe dans un petit prêt est celui de l'argent lui-même, mais le service est le même que lorsqu'il s'agit d'un prêt plus élevé et la raison pour laquelle le taux d'intérêt est plus élevé est que, même à ce taux, les petits prêts sont peu rentables. A moins d'un prêt de \$600 ou de \$700, nous ne faisons aucun bénéfice. Chaque prêt de \$300 représente une perte et ceux qui ont rédigé la loi sur les petits prêts en ont tenu compte. Bien que le taux d'intérêt semble élevé, en fait le montant en dollars dans le cas d'un prêt de \$300, est extrêmement réduit.

Mr. Lambert (Bellechasse): My last question, Mr. Chairman, has to do with a paragraph on page 12 on the English text of your brief.

[Text]

A un moment donné, on dit:

Plus de 75% des nouvelles affaires des compagnies IAC seraient transigées par la nouvelle banque pendant sa première année d'opération.

Et on continue:

Dans les dix ans, la nouvelle banque succédera à IAC Limitée quant à la totalité de son actif et de son passif et quant à son avoir qui dépasse \$200 millions dans le moment.

Est-ce que l'on pourrait donner un peu plus d'explications, qu'est-ce que cela signifie exactement? On parle de 75 p. 100 alors, il va demeurer un 25 p. 100 qui ne sera pas transigé par la nouvelle banque. Ce 25 p. 100, est-ce que l'IAC va continuer les opérations telles qu'elles se font actuellement? Pourquoi une période aussi longue de 10 ans?

M. Paradis: Ce que nous voulons dire quand nous parlons de 75 p. 100 des nouvelles affaires, c'est que la liquidation de la dette de l'IAC va être considérable au cours des premières années mais, elle va s'échelonner sur une période assez longue, la dette et aussi des effets à recevoir. C'est ce que nous voulons dire.

M. Lambert (Bellechasse): Ah! C'est ce à quoi vous visez?

M. Paradis: C'est cela, il faut liquider nos dettes et il faut liquider les effets à recevoir, alors, il faut une période de temps pour pouvoir faire tout cela, mais, à partir de la première journée où nous opérerons comme une banque, à l'exception du *leasing*, à l'exception des prêts hypothécaires, tout le commerce va se transiger par la Banque continentale du Canada.

M. Lambert (Bellechasse): Je vous remercie, monsieur le président. Je ne voudrais pas empiéter sur le terrain des autres. Alors, je concède mon droit de parole.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. I thought I was through, but a few more items just came up. First of all, a chance remark I just heard concerning the small loans and the subsidiary, Niagara. You mentioned 0.5 per cent per month; do you really lend money at 6 per cent per annum?

Mr. Land: It is on the top portion of the loan. Mr. Herbert, maybe this could best be expressed in terms of the over-all rate on a loan at the maximum of \$1,500: the effective over-all rate, the effect of this mix...

Mr. Herbert: I understand that point. I am just asking you bluntly, do you not stop at that point where the effective rate from that point on becomes 6 per cent?

Mr. Land: We do not stop. We do not seek business in that area, nor do any other lenders, because our cost of money is 50 per cent higher than that.

Mr. Herbert: That is what I thought. So it sounds good to talk about 0.5 per cent per month.

[Interpretation]

You say, in part,:

During its first year of operation, more than 75 per cent of the new business of the IAC companies would be undertaken by the new bank.

And you go on to say:

Within 10 years the new bank would succeed to the entire assets and liabilities of IAC Limited and its equity which currently exceeds \$200 million.

Could you give some more explanation as to what exactly that means? You mention 75 per cent, which will leave 25 per cent not undertaken by the new bank. On that 25 per cent, will IAC continue to operate as it does at present? And why so long a period as 10 years?

Mr. Paradis: What we mean when we say 75 per cent of new business is that it will require considerable funds to reduce the IAC debt during the early years, but this will be spaced out over a long period, both for the debt and the payables. That is what was meant by that passage.

Mr. Lambert (Bellechasse): Oh! That is what you are aiming at.

Mr. Paradis: Yes, we must pay off our debts and other payables, and that will require some time to do, but from the very first day on which we operate as a bank, except for leasing, except for mortgage loans, all business will go through the Continental Bank of Canada.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, Mr. Chairman. I should not like to stray into other peoples' areas of interest, so I will pass on the rest of my time.

Le vice-président: Merci, monsieur Lambert. Monsieur Herbert a la parole.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. Je croyais avoir terminé, mais certaines autres questions viennent d'être mises sur le tapis. D'abord, j'ai entendu une remarque faite en passant au sujet des petits prêts et de la société filiale Niagara. Vous avez parlé de 0.5 p. 100 par mois; est-ce possible que vous prêtiez de l'argent à 6 p. 100 par an?

M. Land: Ce taux s'applique seulement aux montants supérieurs du prêt. On pourrait peut-être mieux l'expliquer, monsieur Herbert, en parlant du taux global du prêt, jusqu'à un maximum de \$1,500: le taux global réel, si l'on fusionne les différents taux...

M. Herbert: Je comprends bien cela. Je vous demande tout net si vous permettez aux prêts de dépasser le montant à partir duquel le taux réel n'est plus que de 6 p. 100?

M. Land: Nous n'arrêtons pas le prêt. Nous ne cherchons pas une clientèle de ce genre, pas plus que les autres prêteurs, car il nous en coûte 50 p. 100 de plus qu'aux autres pour obtenir notre argent.

M. Herbert: C'est bien ce que je pensais. Cela paraît bien beau de parler de 0,5 p. 100 par mois.

[Texte]

Mr. Land: However, we do attempt, to some extent at least, to service our customers who want precisely \$1,400 or \$1,500. But this element has had the effect of discouraging loans in those sizes.

Mr. Herbert: I am glad you made that point, because I think it sounds good to talk about 0.5 per cent per month, but if you cannot get money at 0.5 per cent per month it does not mean a damn thing, does it?

Mr. Land: That is right.

Mr. Herbert: Okay, fine.

I want to pursue the point that Mr. Lambert, Edmonton West, started on, and that is the board, the functions of the directors, the executive committee. You have an executive committee of seven and you have a board of sixteen.

Mr. Land: Eighteen, sir.

Mr. Herbert: Oh, I did not count them correctly.

Mr. Land: You did, sir, but it was changed subsequent to that report, which is for 1974.

• 2145

Mr. Herbert: Okay.

Some of us, at least I will say myself, are somewhat concerned at the boards of the chartered banks. They also have large boards and they have executive committees—operational. I understand the need for this, I understand that one cannot operate with these large boards. But I certainly am questioning why we go through what I call a fiction of boards that are set up to represent all parts of the country, to look good on paper, but as far as the real responsibilities of the directors are concerned do not amount to very much. I get the impression that most of the directors that are put on a board because they come from a particular province, to dress up the geographical aspects and so on, are not too well aware of what is going on as far as the inner workings of the company are concerned. I wonder, when I look down at the names of these directors, if this really is not probably the same situation with IAC?

Mr. Land: I would assure you, Mr. Herbert, that while we do have an executive committee, the executive committee minutes are made available to the board as a whole, admittedly after the fact, and the board as a whole takes a very keen interest. This may not be so in every company, I do not know; but I am quite confident that any one of IAC's directors is well aware of what is going on. The primary function of the executive committee in a company such as ours is the approval of certain larger credits and from a practical point of view, you can call together an executive committee a little more easily than a full board.

Mr. Herbert: I do not disagree with that at all. I am really introducing this point because I believe that we possibly have got to be looking more closely at the responsibilities of a director and to tie him a little closer to what we consider his real responsibilities. I just want to bring in the point now, because this may also come up when we are looking at the Bank Act.

You are not in the mortgage business at all, nor are any of your subsidiaries?

[Interprétation]

M. Land: Nous essayons, cependant, du moins dans une certaine mesure, de desservir les clients qui désirent emprunter exactement \$1,400 ou \$1,500. Mais la situation ne manque pas de décourager les prêts de cet ordre.

M. Herbert: Je suis content que vous l'ayez dit, car c'est bien beau de parler de 0,5 p. 100 par mois, mais si, en fait, il est impossible d'emprunter de l'argent à 0,5 p. 100 par mois, eh bien, cela ne veut plus rien dire, n'est-ce pas?

M. Land: C'est exact.

M. Herbert: Très bien.

Je désire donner suite à la question soulevée par M. Lambert, d'Edmonton-Ouest, au sujet du conseil d'administration, des fonctions des administrateurs et du comité exécutif. Vous avez un comité exécutif de 7 membres, et un conseil d'administration de 16.

M. Land: De 18 membres, monsieur.

M. Herbert: Ah, j'ai mal compté.

M. Land: Au contraire, monsieur, mais cela a été changé à la suite de ce rapport, qui porte sur 1974.

M. Herbert: Très bien.

Certains d'entre nous, en tout cas moi, s'inquiètent au sujet des conseils d'administration des banques à charte. Ces banques aussi ont de grands conseils d'administration ainsi que des comités exécutifs au niveau des opérations. Je comprends que cela est nécessaire, je comprends qu'il est impossible de renvoyer toutes les questions à ces grands conseils d'administration. Mais je mets certainement en question ce que j'appellerais des conseils imaginaires créés en vue de représenter toutes les parties du pays, ce qui est très bien sur papier, mais ne représente pas grand chose lorsqu'il s'agit de la responsabilité réelle des directeurs. J'ai l'impression que la plupart des directeurs qui sont nommés à un conseil d'administration parce qu'ils représentent une province donnée, tenant ainsi compte des aspects géographiques de la question, ne sont pas très bien au courant du fonctionnement de la société. En regardant le nom de ces directeurs je me demande si la même situation n'existe pas à l'IAC?

Mr. Land: Je vous assure, monsieur Herbert, que bien qu'il y ait un comité exécutif, ces comptes rendus sont accessibles à tous les directeurs, après chaque réunion, et suscitent l'intérêt de tous. Ce n'est peut-être pas ainsi dans chaque société, je n'en sais rien. Mais je suis persuadé que chaque directeur de l'IAC est au courant de ce qui se passe. Le comité exécutif d'une société telle que la nôtre a pour fonction première d'approuver certains des crédits les plus importants; sur le plan pratique, il est beaucoup plus facile de réunir un comité exécutif que tout un conseil d'administration.

M. Herbert: Je suis tout à fait d'accord avec vous là-dessus. J'ai soulevé cette question car nous devrions peut-être songer à examiner davantage les responsabilités d'un directeur et le lier d'un peu plus près à ce qui constitue, selon nous, ses responsabilités réelles. J'ai tenu à soulever cette question dès maintenant, car elle peut surgir lorsque nous étudierons la Loi sur les banques.

Ni vous ni vos filiales ne vous occupez de la question des hypothèques?

[Text]

Mr. Land: Yes, we are, sir. IAC itself is not in the mortgage business, but we have two subsidiaries engaged in mortgage lending.

The larger of the two is *Niagara Realty of Canada Limited* which operates, as Mr. Melloy indicated earlier, largely in the high-ratio mortgage lending; that is, where by law the chartered banks are required to restrict their advances against appraised value to 75 per cent unless there is mortgage insurance. *Niagara Realty* would increase this to 85 per cent. The business of *Niagara Realty* is primarily in residential mortgages; in fact, almost exclusively in residential mortgages.

In addition to that, we have another subsidiary which is engaged in commercial mortgage lending sometimes by way of first mortgage, sometimes by way of second mortgage. Between the two, I would think our investment in mortgage lending would be in the area of about \$315 million. Would that be what it is, in total, Mr. Melloy?

Mr. Melloy: Yes, it would be around that.

Mr. Land: Just over \$300 million.

Mr. Herbert: Is that mortgage operation likely to be affected at all by the passage of this bill?

Mr. Land: A good proportion of the business of *Niagara Realty of Canada* would be eligible business for a chartered bank, and that portion of it could be carried in the bank. In fact, I guess all of it could be carried on by a bank if either the advance against appraised value were modified somewhat in future business or if there were insurance instituted in the so-called excess portion.

I guess the best answer to your question, sir, would be that I do not think we will diminish our efforts to lend money by way of mortgage, though we may have to do it in a different fashion and under different rules.

Mr. Herbert: There could be a sale of mortgages from the subsidiary to the parent?

Mr. Land: There could be, with certain limits; because *Niagara Realty* has certain trust deeds outstanding which place a charge against its receivables, so it could not sell those receivables to the parent, necessarily. Some part of them probably could be.

Mr. Herbert: Just for a moment, I want to ask you a question concerning your pension fund, both the pension fund of the parent company and of the subsidiaries. How is this controlled?

• 2150

Mr. Land: It is controlled by trustees. The trustees are partly directors of the company, outside directors and partly senior officers and directors of the parent company.

The investments are looked after by the Investment Department of the parent company under the supervision of the trustees.

Mr. Herbert: Some of those trustees are employees and some are directors?

Mr. Land: Right.

Mr. Herbert: Is there any exchange of securities between the company and the pension fund?

[Interpretation]

M. Land: Mais si. L'IAC lui-même ne s'occupe pas de ce genre de transactions, mais deux de nos filiales consentent des prêts hypothécaires.

La plus importante des deux est *Niagara Realty of Canada Limited* qui s'occupe, comme M. Melloy l'a indiqué plus tôt, des prêts hypothécaires à taux élevés; c'est-à-dire, lorsqu'en vertu de la Loi les banques à charte sont tenues de limiter leurs prêts à 75 p. 100 de la valeur estimée, à moins qu'il y ait une assurance hypothécaire. *Niagara Realty* augmenterait ce taux à 85 p. 100. Cette société s'occupe surtout des hypothèques résidentielles; en fait, presque exclusivement.

En outre, une autre de nos filiales consent des prêts hypothécaires commerciaux, parfois en première, parfois en deuxième hypothèque. Notre investissement en prêts hypothécaires dans ces deux sociétés se chiffre environ à 315 millions de dollars. Est-ce exact, monsieur Melloy?

M. Melloy: Oui, c'est à peu près cela.

M. Land: Un peu plus de 300 millions de dollars.

M. Herbert: L'adoption de ce bill risque-t-elle de nuire à ces opérations?

M. Land: Une bonne partie des transactions de la *Niagara Realty of Canada* pourrait être effectuée par une banque à charte et la banque pourrait donc se charger de ces opérations. En fait, la banque pourrait se charger de tout si l'on modifiait le taux du prêt par rapport à la valeur d'estimation ou alors si l'on pouvait fournir une assurance sur ce que l'on appelle l'excédent.

Pour mieux répondre à votre question, je vous dirai que nous ne diminuerons vraisemblablement pas nos prêts hypothécaires, bien que nous serons peut-être obligés de procéder autrement et de suivre des règles différentes.

M. Herbert: Aucune filiale ne pourrait vendre une hypothèque à la société-mère?

M. Land: Si, dans une certaine mesure; en effet, certains actes fiduciaires de la *Niagara Realty* sont en suspens, c'est-à-dire qu'il y a encore des effets à recevoir; elle ne pourrait évidemment les vendre à la société mère. Mais probablement une partie.

M. Herbert: J'aimerais vous poser une question au sujet de votre caisse de retraite, c'est-à-dire celle de la société mère et celle des filiales. Comment est-elle contrôlée?

M. Land: C'est contrôlé par les administrateurs. Les administrateurs sont constitués en partie par les directeurs de la compagnie, les directeurs de l'extérieur les principaux cadres et les directeurs de la société mère.

C'est le département des investissements de la société mère qui s'occupe des investissements, sous la supervision des administrateurs du fonds.

M. Herbert: Certains de ces administrateurs sont des employés et d'autres sont des directeurs?

M. Land: Oui.

M. Herbert: Y a-t-il échange de titres entre la société et le fonds de pension?

[Texte]

Mr. Land: No, sir.

Mr. Herbert: At any time?

Mr. Land: No, sir. It is strictly understood by the trustees of the pension fund that the pension fund must not hold the securities of IAC or any of the subsidiaries of IAC which issue securities.

Mr. Herbert: Let us be clear, now, since I introduced the subject of mortgages. If IAC were to purchase mortgages from a subsidiary, would it then be in a position to sell those mortgages to the pension fund?

Mr. Land: No. Our pension fund is partially managed from outside. The trustees are still responsible for the pension fund as such, but we do have certain institutional assistance. For example, all of the employees' portion of the pension fund—that portion which the employee contributes by way of salary deduction, goes to an outside agency which has no relationship with the parent company. It happens to be a life insurance company but it is not Sovereign.

Mr. Herbert: Excuse me, but naturally I am thinking of the Bank Act and possible revisions and what I am looking at is what presently goes on with our chartered banks and the transfer of securities between the chartered banks and what are theoretically, independently controlled pension funds. So long as the trustees of those pension funds are employees and directors, one can question how independently they operate. I want to express that fear. This is why I questioned how you ran your pension fund.

Mr. Land: This would never happen in our pension fund sir.

Mr. Herbert: You have studied what some of the other banks do with their assets and their allied operations.

Mr. Land: I think we are somewhat aware. I might say that we have tried to be so Simon pure in this respect. When we acquired Sovereign Life Assurance Company, it held certain securities of IAC and we had them sold.

Mr. Herbert: I see the Chairman indicates that my time is up.

The vice-chairman: Yes. Thank you, Mr. Herbert. Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, when the transition from the IAC to the bank is fully completed will there be much business that you are now carrying on that will not be carried on by the bank? That is, business that would be prohibited because you are making a change from an acceptance corporation to a bank. I get the impression that you are now doing things through the IAC that are not allowed under the Bank Act. In other words, are there types of business that will be dropped once you make the change from being an acceptance corporation to a bank?

Mr. Land: I would think, Mr. Chairman, that there may be some change in the methods if and when the bank becomes fully operative. The two areas which are not currently eligible for a bank to do directly are leasing and high-ratio mortgage lending. Leasing has been mentioned, but as has also been pointed out, the banks do engage in some leasing through subsidiary companies today. In the course of time they may do more of this. I do not know.

[Interprétation]

M. Land: Non, monsieur.

M. Herbert: Jamais?

M. Land: Non, monsieur. Les administrateurs du fonds de pension savent que celui-ci ne peut détenir de titres de l'IAC ni d'aucune des filiales de l'IAC qui émettent des titres.

M. Herbert: Puisque c'est moi qui ai soulevé la question des hypothèques, soyons précis. Si l'IAC achetait des hypothèques à une filiale, serait-elle en mesure de vendre ces hypothèques au fonds de pension?

M. Land: Non. Notre fonds de pension est partiellement géré par des administrateurs de l'extérieur. Les administrateurs sont responsables du fonds de pension en tant que tel, mais nous avons une certaine aide institutionnelle. Par exemple, toute la portion des employés dans le fonds de pension, c'est-à-dire les cotisations des employés déduites de leur salaire, vont à une agence étrangère à la compagnie qui n'a aucun lien avec la société mère. Il se trouve que c'est une compagnie d'assurance-vie, mais il ne s'agit pas de la Sovereign.

M. Herbert: Excusez-moi d'insister, mais je songe à la loi sur les banques et aux modifications éventuelles qui peuvent y être apportées et à ce qui se passe actuellement dans le cas de nos banques à chartes, des transferts de titres entre ces banques et qui sont directement des fonds de pension indépendants. Aussi longtemps que les administrateurs de ces fonds de pension sont des employés et des directeurs, on peut mettre en doute leur indépendance. C'est là une crainte qui me paraît légitime et c'est pourquoi je vous ai posé la question sur votre fonds de pension.

M. Land: Ceci ne pourrait jamais arriver dans notre fonds de pension, monsieur.

M. Herbert: Vous avez étudié ce que font les autres banques de leur actif, etc?

M. Land: Oui, nous sommes au courant. Nous avons tout fait pour être blancs comme neige à cet égard. Lorsque nous avons acheté la société d'assurance Sovereign Life, elle détenait certains titres de l'IAC et nous les avons vendus.

M. Herbert: Je vois le président me faire signe que mon temps de parole est écoulé.

Le vice-président: Oui. Je vous remercie, monsieur Herbert. La parole est à M. Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, après la fin de la période de transition, est-il beaucoup d'activités de l'IAC qui ne seront pas poursuivies par la nouvelle banque? Je veux parler là d'activités que la banque ne pourrait plus conserver. J'ai l'impression que par l'intermédiaire de l'IAC vous réalisez des affaires qui ne seraient pas permises par la loi sur les banques. En d'autres mots, est-il des types d'activités que vous devrez abandonner lorsque vous serez une banque à part entière?

M. Land: Je pense, monsieur le président, qu'il pourrait y avoir une certaine évolution des méthodes une fois que la banque sera pleinement opérationnelle. Les deux domaines dans lesquels nous devons cesser nos activités du fait qu'une banque ne peut y exercer directement sont le leasing et les prêts hypothécaires à taux élevés. On a mentionné le leasing, mais les banques le pratiquent néanmoins par l'intermédiaire de filiales aujourd'hui. Elles en font de plus en plus, d'ailleurs.

[Text]

The other area which could be affected is high-ratio mortgage lending which could still be done, providing it were done in a somewhat different fashion.

Would you have anything to add to that, Mr. Melloy?

• 2155

Mr. Melloy: No. Mr. Chairman, as I mentioned the only two areas other than the insurance companies is the leasing and the high ratio mortgage lending. Other than that everything that we do is eligible as for a bank.

Mr. Ritchie: What percentage of your business now falls into these two categories?

Mr. Melloy: Well, on the basis of outstandings, of the \$2 billion, there is approximately—I say approximately because I have not seen the final year-end figures—there will be approximately \$600 million in leasing and in residential mortgage, about \$200 million, but the \$200 million that we do have outstanding in residential mortgage lending at the moment is not necessarily ineligible because a lot of that residential mortgage lending we do is first mortgages, but it is secondary lending because it is done in many situations in small towns and so on where the traditional lenders do not go. However, that does not make it ineligible for a bank so, therefore, we could do that business in the bank.

Mr. Ritchie: Well, do you foresee yourselves getting out of some of the things you are already doing? You know, I live in a town where the traditional mortgagors do not go. I think your company has holdings in my area; I have heard of them. But will there be less services? Will you be one company with somewhat less services when you make the change?

Mr. Melloy: No, sir, that is not our intention. The intention is to be able to provide more services, a greater range of services, and also, more of the same things in these towns because we are limited at the present time. We have a staff; we have a premises; but there is only so much we can do because we are not competitive in many areas.

Mr. Ritchie: Is there lots of institutions to take up the slack in this area where you may have a bit of difficulty as you say? Is it well canvassed now or does it tend to be a portion of the lending field that requires a lot of servicing?

Mr. Melloy: No. I do not think so. Certainly, if we talk about mortgage lending, we are going to be doing that as we are doing it now to some extent and to the extent that we could do mortgage lending in the bank. In the leasing area where we are going to be limited under the Bill, certainly, there are a large number of customers that we will not be able to service in the leasing area.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Before I call this meeting to a close tonight, I would like to remind members who are on the subcommittee that there is a meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure immediately following this meeting and I would hope that Messrs. Clermont, Trudel, Lambert, Clarke, Lambert (Bellechasse), would remain behind for a short meeting to discuss our future deliberations. I now call this meeting to adjournment until Thursday, January 29, at 11:00 A.M. in this same committee room, 209 West Block.

[Interpretation]

L'autre domaine qui pourrait être affecté sont les prêts hypothécaires à taux élevés, que nous pourrions maintenir, mais sous une forme quelque peu différente.

Avez-vous quelque chose à jouter à cela, monsieur Melloy?

M. Melloy: Non. Monsieur le président, comme je l'ai mentionné, les deux seuls domaines en dehors de l'assurance, sont le *leasing* et les prêts hypothécaires à taux élevé. En dehors de cela, une banque peut tout faire.

M. Ritchie: Quel pourcentage de votre activité entre dans ces deux catégories actuellement?

M. Melloy: Sur nos 2 milliards de chiffre d'affaires, il y a environ, je dis environ car je n'ai pas encore vu les chiffres finaux pour l'année, 600 millions en *leasing* et 200 millions en hypothèques résidentielles, et ces hypothèques résidentielles ne sont pas nécessairement prohibées, car beaucoup d'entre elles sont des premières hypothèques, celles-ci étant considérées comme des prêts secondaires simplement parce qu'ils sont accordés souvent dans des petites villes où les prêteurs traditionnels n'opèrent pas. Cependant, cela n'est pas interdit à une banque et nous pourrions donc maintenir cette activité.

M. Ritchie: Prévoyez-vous cependant de devoir abandonner une partie de vos activités actuelles? Vous savez, je vis dans une petite ville où il n'y a guère d'établissements de prêt traditionnels. Je crois que votre société a des succursales dans ma région, et j'en ai entendu parler. Devrez-vous réduire vos services? Votre compagnie offrira-t-elle des services plus réduits une fois que vous serez érigés en banque?

M. Melloy: Non monsieur, ce n'est pas notre intention. Nous avons l'intention de fournir davantage de services, une plus grande gamme de services tout en développant les services existant dans ces petites villes, car nous sommes limités actuellement. Nous avons du personnel, nous avons des locaux, mais nous ne pouvons pas tout faire, car nous ne sommes pas concurrentiels dans de nombreuses régions.

M. Ritchie: Existe-t-il beaucoup d'établissements qui exercent dans ce domaine où vous rencontrez des difficultés? Est-ce un marché bien couvert ou bien est-ce un marché qui reste encore à desservir?

M. Melloy: Je ne pense pas. En ce qui concerne les prêts hypothécaires, nous allons les maintenir dans toute la mesure du possible, mais en ce qui concerne le *leasing*, pour lequel la loi limite notre activité, il y a un grand nombre de clients que nous devons abandonner.

M. Ritchie: Je vous remercie, monsieur le président.

Le vice-président: Avant de lever la séance, je tiens à rappeler aux députés qui siègent au sous-Comité de l'Ordre du jour et de la procédure que celui-ci va se réunir immédiatement après cette séance et j'espère que MM. Clermont, Trudel, Lambert, Clarke, Lambert (Bellechasse), resteront pour discuter de nos prochaines délibérations. Je lève maintenant la séance jusqu'au jeudi 29 janvier à 11 h du matin, dans la même pièce, c'est-à-dire pièce 209, Édifice de l'Ouest.

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, on a point of order, I had indicated to you earlier that due to prior commitments I cannot be here next Thursday . . .

The Vice-Chairman: Yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): . . . and this may naturally follow through because it may be that we will have discussions with the proposers or with the witnesses as to the points I raised. But there was another matter that I wanted to refer to which followed on the questioning that I was on and I do not know when I can put those questions unless we should defer till next week.

The Vice-Chairman: Defer the subcommittee meeting, you mean?

Mr. Lambert (Edmonton West): No. Defer the next meeting so that I can continue my questioning. Now I realize this causes some delay. These people have been on the boat a long time, and time is money.

The Vice-Chairman: I was wondering Mr Lambert, whether it is possible to have those questions put by one of your colleagues?

Mr. Lambert (Edmonton West): No, it would not be.

The Vice-Chairman: Well, perhaps we can discuss that in our meeting on agenda and procedure.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, because next Tuesday would be the first time, I understand.

The Vice-Chairman: Tuesday morning we have an opening but I think that is a matter that should be discussed in the steering committee.

Did you have a point to be made, Mr. Herbert?

Mr. Herbert: Yes, on the same procedural point, since, I am not on the steering committee, I raised it at the 1st meeting and I discussed witnesses, can I assume that is on the agenda of the steering committee that is to follow this meeting?

The Vice-Chairman: Well the agenda for the steering committee is to decide what we are going to do in connection with this bill and whether in fact we will be hearing witnesses or accept any briefs. I think all members realize that there will be no briefs or witnesses before the Senate Committee on this same subject, and I, as Vice-Chairman, presiding, would like to know how we are going to deal with that question. And it will be raised.

If you have a specific point or a specific witness you would like to make representations in respect of, I think maybe you should bring it to the attention of Mr. Trudel or one of your colleagues so that it can be dealt with in our meeting immediately following.

This meeting is adjourned until Thursday. I have already announced that.

[Interprétation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je vous avais fait savoir que, du fait d'engagements préalables, je ne pourrais pas être ici jeudi prochain . . .

Le vice-président: Oui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il se peut que l'on discute ce jour-là des points que j'ai soulevés. Il y a une autre question que j'aimerais aborder et je ne sais pas quand je pourrai la poser, à moins que nous remettions notre prochaine séance à la semaine prochaine.

Le vice-président: Remettre la réunion du sous-comité?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non. Repousser la prochaine séance de façon à ce que je puisse poser mes questions. Je sais que cela retarde les choses, que les témoins attendent depuis longtemps et que le temps est de l'argent.

Le vice-président: Serait-il possible, monsieur Lambert, que vos questions soient posées par l'un de vos collègues?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non, ce n'est pas possible.

Le vice-président: Peut-être pourrions-nous en discuter au sein du sous-comité.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, parce que je crois comprendre que mardi prochain serait la première occasion.

Le vice-président: Il est vrai que mardi matin fournit une possibilité, mais je crois que cette question devrait faire l'objet d'une discussion au sein du comité directeur.

Aviez-vous quelque chose à dire, monsieur Herbert?

M. Herbert: Oui, en ce qui concerne la même question de procédure. J'en avais parlé lors de la dernière séance. Devrais-je comprendre que le comité de direction sera saisi de la question lors de sa réunion qui aura lieu après cette séance?

Le vice-président: Le comité directeur doit décider si nous allons entendre des témoins ou accepter des mémoires concernant ce bill. Je crois que vous savez tous que le comité sénatorial qui étudie le même sujet n'acceptera pas de mémoire et ne recevra pas de témoins. C'est une question que nous devons bientôt régler.

Si vous avez un point précis que vous aimeriez présenter ou un témoin à recommander, vous devriez peut-être en parler à M. Trudel ou un autre collègue afin que nous puissions en discuter pendant notre réunion.

La séance est levée jusqu'à jeudi.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 82

Thursday, February 5, 1976

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 82

Le jeudi 5 février 1976

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finance, Trade and Economic Affairs

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill S-30, An Act to incorporate
Continental Bank of Canada

CONCERNANT:

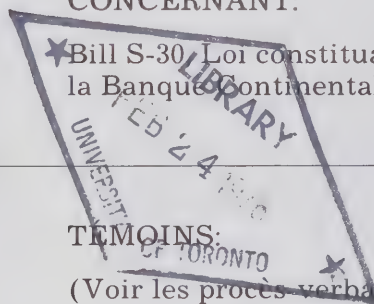
★ Bill S-30, Loi constituant en corporation
la Banque continentale du Canada

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

★ TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session
Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la
trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott
Appolloni (Mrs.)
Clermont
Darling
Gray

Herbert
Joyal
Kempling
Lambert
(Bellechasse)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert
(Edmonton West)
Martin
McCain
Philbrook

Rynard
Saltsman
Scott
Trudel
Wise—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Friday, January 30, 1976:

Mr. Kaplan replaced Mr. Collenette
Mr. Gray replaced Mr. Foster
Mr. Joyal replaced Mr. Maine
Mr. Abbott replaced Mr. Francis
Mr. Martin replaced Mr. Leblanc (*Laurier*)

On Thursday, February 5, 1976:

Mr. Wise replaced Mr. Towers
Mr. Scott replaced Mr. Ritchie
Mr. Rynard replaced Mr. Hnatyshyn
Mr. McCain replaced Mr. Clarke (*Vancouver Quadra*)
Mr. Saltsman replaced Mr. Nystrom
Mrs. Appolloni replaced Mr. Kaplan

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 30 janvier 1976:

M. Kaplan remplace M. Collenette
M. Gray remplace M. Foster
M. Joyal remplace M. Maine
M. Abbott remplace M. Francis
M. Martin remplace M. Leblanc (*Laurier*)

Le jeudi, 5 février 1976:

M. Wise remplace M. Towers
M. Scott remplace M. Ritchie
M. Rynard remplace M. Hnatyshyn
M. McCain remplace M. Clarke (*Vancouver Quadra*)
M. Saltsman remplace M. Nystrom
M^{me} Appolloni remplace M. Kaplan

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, FEBRUARY 5, 1976
(102)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 3:45 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Abbott, Mrs. Appolloni, Messrs. Clermont, Comtois, Joyal, Lambert (Bellechasse), Lambert (Edmonton West), Martin, McCain, Rynard, Saltsman, Scott and Wise.

Witnesses: From the Equipment Lessors Association of Canada: Mr. R. G. Hunkin, President and Mr. M. L. O'Brien, Legal Counsel; *From the Department of Finance:* Mr. C. L. Read, Inspector General of Banks.

The Committee resumed consideration of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada.

The Chairman presented the THIRTEENTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure, which is as follows:

Your Sub-committee met at 10:07 o'clock p.m., Tuesday, January 27, 1976, to plan its future business with respect to Bill S-30, An Act to incorporate the Continental Bank of Canada.

Your Sub-committee agreed to make the following recommendations:

1—That no witnesses be invited to appear before the Committee on Bill S-30.

2—That in response to a request by Mr. Righton, of Shibley, Righton and McCutcheon, a law firm based in Toronto, to submit a brief on behalf of the Equipment Lessors Association of Canada, the Clerk of the Committee be instructed to advise them to submit their brief as soon as possible.

3—That a meeting scheduled for Thursday, January 29, 1976, at 11:00 a.m., be cancelled in order that the Chairman confer with Mr. Land, President, IAC Limited, with regard to proposed amendments to Bill S-30.

4—That another meeting of the Sub-committee on Agenda and Procedure be called in order to discuss the following:

a) If it is justifiable to invite the Equipment Lessors Association of Canada to appear after studying their brief.

b) To schedule future meetings of the Main Committee for clause-by-clause study of Bill S-30.

At 10:30 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned at the call of the Chair.

On motion of Mrs. Appolloni, it was agreed,—That the Thirteenth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be concurred in.

The Chairman presented the FOURTEENTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure, which is as follows:

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 5 FÉVRIER 1976
(102)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui, à 15 h 45, sous la présidence de M. Comtois, président.

Membres du Comité présents: M. Abbott, M^{me} Appolloni, MM. Clermont, Comtois, Joyal, Lambert (Bellechasse), Lambert (Edmonton-Ouest) Martin, McCain, Rynard, Saltsman, Scott et Wise.

Témoins: de la Equipment Lessors Association of Canada: M. R. G. Hunkin, président et M. M. L. O'Brien, conseiller juridique; *du ministère des Finances:* M. C. L. Read, Inspecteur général des banques.

Le Comité reprend l'étude du bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada.

Le président dépose le TREIZIÈME RAPPORT du Sous-comité du programme et de la procédure, que voici:

Votre sous-comité s'est réuni le mardi 27 janvier 1976, à 22 h 07 pour élaborer le plan de ses travaux futurs en ce qui a trait au Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada.

Votre sous-comité a fait les recommandations suivantes:

1—Qu'aucun témoin ne soit invité à comparaître devant le comité au sujet du Bill S-30.

2—Qu'en réponse à la demande de M. Righton, de Shibley, Righton and McCutcheon, cabinet d'avocats établi à Toronto, de présenter un mémoire au nom de la *Equipment Lessors Association of Canada*, le greffier du comité lui demande de présenter son mémoire le plus tôt possible.

3—Que la réunion qui devait avoir lieu le jeudi 29 janvier 1976, à 11 h 00 soit annulée afin que le président puisse consulter M. Land, président de la IAC Limitée, au sujet des modifications que l'on propose d'apporter au Bill S-30.

4—Que l'on convoque une nouvelle réunion du sous-comité du programme et de la procédure afin de discuter des deux points suivants:

a) La nécessité d'inviter la *Equipment Lessors Association of Canada* à comparaître après examen de son mémoire.

b) L'établissement du calendrier des futures séances du comité principal pour une étude détaillée de chaque article du Bill S-30.

A 22 h 30 le sous-Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Sur motion de M^{me} Appolloni, il est convenu,—Que le Treizième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

Le président dépose le QUATORZIÈME RAPPORT du Sous-comité du programme et de la procédure que voici:

Your Sub-committee met at 11:41 o'clock a.m., Tuesday, February 3, 1976, to plan its future business with respect to Bill S-30, An Act to incorporate the Continental Bank of Canada.

Your Sub-committee agreed to make the following recommendations:

1. That the Equipment Lessors Association of Canada be invited to appear on Thursday, February 5, 1976 at 3:30 p.m.
2. That the Main Committee meet on Friday, February 6, 1976 at 9:30 a.m. for further questioning the witnesses of IAC Ltd. and possibly commence clause-by-clause study of Bill S-30.

At 12:05 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned at the call of the Chair.

On motion of Mr. Lambert (*Edmonton West*), it was agreed,—That the Fourteenth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be concurred in.

On the Preamble,

Mr. O'Brien made a statement.

Ordered,—That the brief submitted by the Equipment Lessors Association of Canada be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (See Appendix "AAA").

The witnesses from the Equipment Lessors Association of Canada answered questions.

Mr. Read, the Inspector General of Banks, answered questions.

At 5:45 o'clock p.m., the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m., Friday, February 6, 1976.

Le Sous-comité s'est réuni le mardi 3 février 1976 à 11 h 41 pour planifier ses travaux futurs relativement au Bill S-30, Loi constituant en corporation Banque Continentale du Canada.

Le Sous-comité est convenu de faire les recommandations suivantes:

1. Que la *Equipment Lessors Association of Canada* soit invitée à comparaître le jeudi 5 février 1976 à 15 h 30.
2. Que le Comité se réunisse le vendredi 6 février 1976 à 9 h 30 pour interroger à nouveau les témoins de la IAC Limitée, et possiblement commencer l'étude article par article du Bill S-30.

A 12 h 05, le Sous-comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Sur motion de M. Lambert (*Edmonton-Ouest*), il est convenu,—Que le Quatorzième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

Préambule:

M. O'Brien fait une déclaration.

Il est ordonné,—Que le mémoire présenté par la *Equipment Lessors Association of Canada* soit joint en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*Voir Appendice «AAA»*).

Les témoins de la *Equipment Lessors Association of Canada* répondent aux questions.

M. Read, Inspecteur général des banques, répond aux questions.

A 17 h 45, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 9 h 30, le vendredi 6 février 1976.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, February 5, 1976.

[Texte]

The Chairman: Order. We shall resume consideration of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada. I have two reports of the Subcommittee on Agenda and Procedure to read for the Committee's approval.

(See Minutes of Proceedings)

The Chairman: We will now move on to the bill, and at this time I would like to welcome the delegation of the Equipment Lessors Association of Canada. On my right is Mr. M. L. O'Brien, the legal counsel; next to him is Mr. R. G. Hunkin, the president; and next to him is Mr. R. W. Neal, the general manager. I would now invite the principal spokesman to make some comments or, preferably, read the brief, since it is very short.

Mr. Abbott: Mr. Chairman, is a copy of the brief available?

The Chairman: We did not distribute copies of the brief because we did not have the French translation; but since it is very short, it will be read and translated as we go. We should have the translation around four o'clock, but if the Committee wishes, we could distribute the copies of the brief that are in English. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Voici, monsieur le président. Je suis le seul député d'expression française, et c'est toujours à moi que revient la responsabilité de vous opposer une objection.

Est-ce que l'association ici présente est une association nationale?

Une voix: de Toronto.

M. Clermont: Alors, si cette association se prétend nationale et si le mémoire est très court, pourquoi n'avoir pas pensé à préparer ce dit mémoire dans les deux langues officielles du Canada?

Le président: Monsieur Clermont, c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas distribué le mémoire et j'ai demandé au Comité s'il en acceptait la distribution maintenant, étant donné que nous aurons la traduction vers 16 h.00.

M. Clermont: Monsieur le président, je n'opposerai pas d'objection cette fois-ci, mais je pense qu'une association qui se dit nationale, devrait accepter les responsabilités qui vont avec le mot national.

Le président: Merci, monsieur Clermont.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Cela, c'est une arme à deux tranchants.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 5 février 1976

[Interprétation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous allons reprendre l'étude du Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada. J'ai devant moi deux rapports du Sous-comité du programme et de la procédure pour l'approbation du Comité.

(Voyez Procès-verbal)

Le président: Passons maintenant à l'étude du bill. J'aimerais tout d'abord accueillir parmi nous les représentants de *Equipment Lessors Association of Canada*. A ma droite se trouve M. M. L. O'Brien, conseiller juridique; vient ensuite M. R. G. Hunkin, le président, puis, M. R. W. Neal, le directeur général. Je demanderais maintenant à leur porte-parole de nous faire quelques remarques préliminaires, ou même, de préférence, de nous lire le mémoire puisqu'il est très court.

M. Abbott: A-t-on des exemplaires du mémoire?

Le président: Nous n'avons pas fait distribuer les exemplaires du mémoire aux membres parce que nous n'avions pas la traduction française. Mais puisqu'il est très court, on va le lire et vous aurez l'interprétation au fur et à mesure. La traduction française sera prête vers 16 heures, mais si c'est le désir du comité, nous pourrions distribuer la version anglaise. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I am the only French-speaking member of the Committee, and I am always the one who has to make objections.

Is the association appearing today a national organization?

A voice: It is based in Toronto.

Mr. Clermont: If they claim to be a national organization, and if the brief is very short, why did they not think of presenting a brief in both official languages?

The Chairman: The French version was not available, and that is why we did not hand out the brief. I have asked the Committee if they would be satisfied with the English version for the moment, since we shall be getting the French version around 4 o'clock.

Mr. Clermont: I shall not insist this time, but any organization that claims to represent all of Canada should accept the responsibility which is part of such a claim.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Mr. Lambert (Edmonton West): That works both ways.

[Text]

M. Clermont: Comment?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Cela est un couteau à double tranchant.

• 1550

M. Clermont: Ah! Voici, monsieur Lambert, je sais que vous m'avez déjà dit, à propos de telles remarques, que c'était de l'enfantillage. Je laisse cela à votre discrétion.

Si, de temps à autre, des témoins, venaient ici et déposaient des documents en français seulement!

J'aimerais voir votre visage et votre réaction.

Non, je sais. Monsieur Lambert, moi aussi je comprends l'anglais et je le parle, pas comme vous, mais je le comprends et je le parle. Mais pour moi, c'est un principe.

Le président: J'invite maintenant M. O'Brien à lire le mémoire.

Mr. M. L. O'Brien (Counsel, Legal Equipment Lessors of Canada): Thank you, Mr. Chairman. Members of the Committee...

Mr. Martin: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Yes, Mr. Martin, on a point of order.

Mr. Martin: You mentioned that this was an extremely brief brief. We are not suggesting that the spokesman is going to read the entire brief, which does not appear to be quite so brief...

The Chairman: Mr. Martin, there is some explanation for that coming up.

Mr. O'Brien: Let me start with the explanation first then. The brief is only composed of the first four pages. The next part is a copy of a brief which was presented by this association on the Bank Act review and it is really a schedule to our brief. The last few pages are copies of certain sections of the Bank Act which we think are violated by certain provisions of the proposed Bill to incorporate the Continental Bank.

M. Clermont: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Il a été décidé à la réunion du Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure que les témoins qui ont demandé à être entendus par ce Comité traiteront du Bill S-30, pas des amendements qui pourraient être apportés dans un an ou deux à la Loi sur les banques. M. Cafik, qui présidait cette réunion, s'était engagé à s'assurer que les témoins qui ont demandé de venir devant ce Comité traiteraient du Bill S-30 et de la Loi sur les banques actuelle et non pas des possibilités de modifications dans un avenir X.

Le président: Merci, monsieur Clermont.

D'ailleurs, je pense que ce qui a été ajouté au mémoire n'est que de l'information et il n'en sera pas question cet après-midi. Please go on, Mr. O'Brien.

[Interpretation]

Mr. Clermont: What did you say?

Mr. Lambert (Edmonton West): That is an argument which cuts both ways.

Mr. Clermont: You have already pointed out on previous occasions that objections such as the one I have just made were a childish waste of time. You can talk that way if you so like.

I would just like to see the expression on your face if a witness appeared before this Committee with documents in French only.

I know, I know.

I understand and speak English, perhaps not as well as you, but well enough just the same. But I am fighting for the principle.

The Chairman: I shall now ask Mr. O'Brien to read the brief.

M. M. L. O'Brien (Conseiller juridique, Equipment Lessors of Canada): Merci, monsieur le président. Messieurs les députés,...

M. Martin: J'invoque le Règlement.

Le président: M. Martin invoque le Règlement.

M. Martin: Vous dites que le mémoire est très court. Il ne nous semble pas si court que cela, et il serait peut-être mieux qu'on ne le lise pas en entier.

Le président: On va vous donner une explication.

M. O'Brien: Commençons donc par l'explication. Le mémoire comme tel comprend les 4 premières pages seulement. La partie suivante est une copie d'un mémoire présenté par une autre organisation au sujet que la révision de la Loi sur les banques. Il s'agit donc d'une annexe à notre mémoire d'aujourd'hui. Les quelques dernières pages reproduisent les articles de la Loi sur les banques qui, à notre avis, se trouveront violés par certaines dispositions du projet de loi sur la constitution en corporation de la Banque Continentale du Canada.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: At a meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure, it was decided that the witnesses who asked to appear before us limit themselves to Bill S-30, and not refer to amendments which could be made to the Bank Act in a year or two from now. Mr. Cafik was Chairman at that meeting, and he promised that he would see to it that the witnesses appearing before us would indeed limit their remarks to Bill S-30 and the present Bank Act, and not bring up possible changes to be made to that act some time in the future.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

The documents annexed to today's brief are only there for information purposes, and they will not be the subject of our discussion today. Veuillez continuer, monsieur O'Brien.

[Texte]

Mr. O'Brien: In the brief the Equipment Lessors Association, which represents the majority of companies in this business in Canada, refers to the fact that it presented the brief on the Bank Act which was referred to as being in the schedule. In that brief we review the equipment leasing industry in Canada—and I believe there was also a brochure entitled "*Equipment Leasing in Canada*" which was passed to the members—and we comment upon the problems which may be associated in permitting banks to go directly into the leasing business or through the ownership of a 100 per cent subsidiary. We suggested that this would put undue concentration of power in the hands of the banks and could cause a substantial reduction in government cash flow by approximately \$500 million per annum.

It is our submission in this brief that the way the bill is now presented, if it is permitted to be enacted in this form, would permit indirectly a bank, namely the Continental Bank, to carry on indirectly activities and to acquire assets in contravention of Section 76 of the Bank Act and to acquire indirectly more than 50 per cent of the shares of a leasing company in contravention of Section 75 of the Bank Act. The Bank Act does not permit a bank to hold more than 50 per cent of the shares of a leasing company and what in reality is happening here is the reverse situation; a leasing company owning a 100 per cent of a bank. If this Committee approves Clauses 17 and 18 of Bill S-30 as proposed a bank would be permitted to do exactly what the legislature did not permit in the last revision of the Bank Act.

In the Bank Act brief the association has noted the tax savings which may be generated through the use of an integrated portfolio of investments producing taxable income combined with investments producing capital cost allowances. There is no need to repeat those observations here except to reiterate again that a taxpayer with taxable income to shelter through the use of capital cost allowances has a tremendous competitive advantage over a taxpayer who does not have taxable income produced from non-leasing. It is this deferral of tax which constitutes an unwarranted advantage; it is in reality a government subsidy.

• 1555

The effect of Section 17 and 18 is to permit IAC Limited and any restricted corporation as defined in the bill as being a subsidiary, other than the Continental Bank of Canada or a direct subsidiary of that bank: . . . to acquire assets for the purpose of leasing such assets to its customers and IAC Limited may enter into leases of any such assets and may permit any restricted corporation to enter into leases of any such assets.

The acquisition of assets for leasing, the making of loans or advances of money upon the security of mortgages or chattel mortgages are powers which would not be permitted to a bank by Section 75(3) or 75(4) of the Bank Act. Such assets are defined in Section 17(1)(c) as non-eligible assets.

Bill S-30 imposes only one limitation on the business of IAC Limited and its restricted subsidiaries, namely, that each of the aggregate value of eligible assets and the aggregate value of non-eligible assets on the day the act comes into effect cannot be exceeded. This limitation is

[Interprétation]

M. O'Brien: Dans le mémoire de l'*Equipment Lessors Association of Canada*, qui représente la majorité des sociétés s'occupant de location d'équipement au Canada, nous rappelons que ladite association avait présenté un mémoire concernant la révision de la Loi sur les banques, lequel figure en annexe au mémoire d'aujourd'hui. Dans ce mémoire, nous passons en revue l'industrie de la location d'équipement au Canada—les membres du comité ont également un document intitulé "*Equipment Leasing in Canada*"—et nous parlons des problèmes qui naîtront peut-être si on autorise les banques à exploiter un commerce de location directement ou par l'intermédiaire d'une filiale leur appartenant à 100 p. 100. Nous signalons que les banques bénéficieraient alors d'une concentration induite de pouvoir et que les avoirs en espèces que le gouvernement tire des impôts subiraient une réduction substantielle d'environ 500 millions de dollars par année.

Dans ce mémoire, nous disons que, si le bill est adopté dans sa forme actuelle, il autoriserait la Banque Continentale à mener indirectement des activités et à acquérir des valeurs en violation des dispositions de l'article 76 de la Loi sur les banques, et à acquérir indirectement plus de 50 p. 100 des actions d'une société de location, en violation des dispositions de l'article 75 de la Loi sur les banques. La Loi sur les banques ne permet pas à une banque d'acquérir plus de 50 p. 100 des actions d'une société de location, mais l'inverse se produit ici: une société de location acquiert 100 p. 100 des actions d'une banque. Si le Comité approuve les articles 17 et 18 du Bill S-30 tel que proposé, une banque aurait le droit de faire exactement ce que le Parlement lui a interdit lors de la dernière révision de la Loi sur les banques.

Dans son mémoire sur la Loi sur les banques, l'Association a relevé quelles économies fiscales peuvent résulter d'un portefeuille intégré d'investissements qui produisent un revenu imposable, et, d'investissements qui permettent des déductions d'amortissement. Il n'est pas nécessaire d'y revenir sauf pour insister sur le fait qu'un contribuable qui touche un revenu imposable et qui peut le «protéger» en se prévalant de déductions pour amortissement, dispose d'un avantage énorme par rapport au contribuable qui n'a pas de revenu imposable découlant d'activités de location. Le report d'impôt constitue un avantage injustifiée, car c'est en réalité une subvention de la part du gouvernement.

Les articles 17 et 18 ont comme effet de permettre à IAC Limited et à toute société limitée décrite selon la définition du projet de loi comme étant une filiale autre que la Banque continentale du Canada ou toute institution directement affiliée à la Banque, l'acquisition d'actif aux fins de prêts à ses clients, et IAC Limited peut louer de tels actifs ou permettre à toute société limitée de participer à la location de tels actifs.

L'acquisition d'actifs en vue de location, les prêts ou avances monétaires sur la garantie de valeurs hypothécaires ou de cheptel, ne serait pas autorisé à l'égard d'une banque suivant l'article 75(3) ou 75(4) de la Loi sur les banques. Ces actifs sont définis à l'article 17(1)(c) comme n'étant pas admissibles.

Le Bill S-30 n'impose de contrainte qu'à l'activité commerciale de IAC Limited et de ses filiales, les agrégats financiers de l'actif admissible ou de l'actif non admissible le jour de la mise en vigueur de la Loi ne pouvant être dépassés. Cette restriction comporte des réserves en ce que

[Text]

qualified in that non-eligible assets may be acquired if required pursuant to commitments made prior to the date the act came into effect.

IAC Limited would therefore be able to concentrate its new business in non-eligible assets, with the highest available capital cost allowance, and utilize the capital cost allowance to shelter taxable income generated by high-income-producing eligible assets acquired from time to time from the bank. The tax deferred may be effectively utilized to generate additional income.

To permit IAC Limited and the bank to be able to arrange their affairs so as to minimize taxation during the 10-year transitional period is an unwarranted benefit being granted to a bank which has never been granted to any other chartered bank under the Bank Act.

The Association submits that the other chartered banks, when making their submissions on the review of the Bank Act, will point to this benefit being granted to the Continental Bank and will say: Why not us? At that point, Parliament, if it does not wish to extend the provisions of the Bank Act to permit banks to enter the leasing field directly or indirectly to any greater extent than now permitted under the Bank Act, would be placed in the inevitable position of attempting to say no to the other chartered banks while the same at the same time having the Continental Bank in a preferred position.

We submit that the transition period up to a maximum of 10 years is unnecessary. Other sections of the act provide for substantially shorter transition provisions. Pursuant to the provisions of Section 14, IAC Limited is required within two years, as set out in Section 76 of the Bank Act, unless a further two-year extension is granted, to divest itself of certain holdings in insurance companies.

Other provisions do not allow for any transition period. Section 13 prohibits IAC Limited from issuing additional shares unless the proceeds are applied to purchase additional shares in the bank, and any issue of shares must be made in accordance with the requirements set out in the Bank Act. We submit that a preferable transitional provision relating to the business operations of IAC Limited would be to prohibit IAC Limited or any restricted subsidiary from undertaking any new leasing transactions other than through a 50 per cent owned company, as permitted by the Bank Act. Commitments made as of the effective day of the act would be excepted from the total restrictions on new leasing business. Renewals would be permitted only if there is an unqualified right in the lessee to renew; or, permit IAC Limited to continue in the leasing business but be required to reduce the aggregate value of its non-eligible assets by the end of the fourth year from the coming into force of the act to 75 per cent of the aggregate value at the coming into force of the act.

If Parliament in its review of the Bank Act sees fit to extend the privilege of engaging in leasing activities to banks, then Continental Bank would be entitled to the same privileges as all other Banks and would occupy no preferential position.

In summary, the Association says that the effect of Sections 17 and 18 as now proposed is to (1) place in the hands of the Continental Bank powers denied under the Bank Act to other chartered banks; (2) give to the present dominant company in the leasing field even greater com-

[Interpretation]

de l'actif non admissible peut être acquis au besoin, par suite d'engagements contractés avant la date d'entrée en vigueur de la Loi.

IAC Limited pourrait donc concentrer sa nouvelle activité sur l'actif non admissible, avec allocation la plus élevée sur le coût du capital, et appliquer l'allocation sur le coût du capital au revenu imposable résultant de l'actif admissible très productif obtenu de temps à autre de la Banque. L'impôt différé pourrait s'appliquer de manière efficace à l'accumulation de nouveaux revenus.

De permettre à IAC Limited et à la Banque d'arranger leurs affaires de façon à réduire l'imposition, durant la période de transition de 10 ans, c'est accorder à une banque un bénéfice injustifié qui n'a jamais été accordé à aucune banque à charte en vertu de la Loi sur les banques.

L'Association prétend que les autres banques à charte, lorsqu'elles participeront à la révision de la Loi sur les banques, feront état de ce bénéfice accordé à la Banque Continentale et réclameront la même faveur. Si le Parlement n'est pas disposé à ce moment-là à étendre les dispositions de la Loi sur les banques de façon à permettre aux banques de s'engager directement ou indirectement et davantage dans le domaine de la location, il devra opposer le veto aux autres banques à charte tout en préservant la situation privilégiée de la Banque Continentale.

Nous soutenons qu'une période transitoire de 10 années au plus n'est pas nécessaire. D'autres articles de la Loi stipulent des périodes beaucoup plus brèves. Conformément aux dispositions de l'article 14, IAC Limited doit avant 2 ans, en conformité de l'article 76 de la Loi sur les banques, s'il n'y a pas une nouvelle extension de 2 ans, sacrifier certains investissements de ses compagnies d'assurance.

D'autres dispositions ne prévoient aucune période de transition. L'article 13 interdit à IAC Limited d'émettre des nouvelles actions, sauf pour l'acquisition de nouvelles parts dans la Banque, et toute émission d'actions doit se faire dans les conditions imposées par la Loi sur les banques. Une disposition transitoire s'appliquant aux opérations commerciales de IAC Limited et qui interdise à IAC Limited ou toute autre filiale limitée de se livrer à toute nouvelle transaction relative à la location sans l'intermédiaire d'une compagnie lui appartenant à 50 p. 100, comme l'autorise la Loi sur les banques, nous semblerait préférable. Les engagements déjà pris seraient exempts, à compter du jour de l'entrée en vigueur de la Loi, des restrictions générales concernant les nouvelles d'entreprises de location. La relocation ne serait autorisé que si le locataire avait le droit absolu de renouveler son bail; ou IAC Limited serait autorisée à continuer la location mais obligée de réduire l'agréat financier de son actif non admissible à 75 p. 100 avant la fin de la quatrième année de la mise en vigueur de la Loi, de sa valeur au moment de l'entrée en vigueur de la Loi.

Si le Parlement, au cours de sa révision de la Loi sur les banques, estime à propos d'étendre aux banques le privilège de location, la Banque Continentale bénéficierait alors des mêmes privilèges que les autres banques mais sans situation privilégiée.

En bref, l'Association déclare que l'effet des articles 17 et 18 tels que présentement proposés, est de: premièrement, conférer à la Banque continentale des pouvoirs qui sont refusés en vertu de la Loi sur les banques à d'autres banques à charte; deuxièmement, accorder à la société

[Texte]

petitive advantages than it now holds, namely, lower average cost of funds and greater leverage; (3) grant to the Continental Bank an unwarranted tax advantage which is in reality a form of subsidy; and (4) place Parliament in its review of the Bank Act in an unenviable position.

• 1600

Since doing the brief we have had an opportunity to review the proceedings of this Committee on January 27, and in those proceedings a lot of evidence was given about the fact that the Continental Bank will start to do business in eligible assets, and that once it opens its doors no business of this nature will be carried on by IAC, and great lengths are gone to to illustrate that point. But nowhere in this evidence does it show that in reality, yes, they are acquiring the business themselves, but can then immediately pass it up to IAC. Yes, banking business will be done by the Continental Bank, but indirectly it will also be done by the procedure whereby assets can be transferred upstairs.

In part of the evidence there is a suggestion that there is approximately \$600 million in leasing in IAC. We do not know how that is set up or how that figure is arrived at. This appears on page 81:28, January 27, 1976, Mr. Melloy's comments.

Some companies set up a figure like that based upon the total of the receivables under the lease, the total of the rentals receivable under the lease, which would represent a full payout of the asset value behind those leases, so I can only guesstimate, but assuming there is \$400 million worth of assets behind that \$600 million in leasing, and assuming a 30 per cent capital cost allowance, that give \$120 million of capital cost allowance which can be used to shelter taxable income in the bank, which at a 50 per cent tax rate, of course, is a saving of \$60 million in taxes.

I do not have anything further to say.

The Chairman: Since Mr. O'Brien skipped some parts of his brief, is it the wish of the Committee that we print the brief as an appendix or—Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, je suggère qu'on imprime en appendice seulement ce qui regarde le projet de lois que nous avons devant nous.

Le président: Les 4 pages . . .

M. Clermont: Le reste ne s'applique pas du tout au Bill S-30 et n'a aucun rapport avec ce que nous avons à considérer.

Mr. O'Brien: I meant the first four pages only.

Mr. Lambert (Edmonton West): With the greatest respect, I would ask for the fifth page, because that gives an indication of what the association is and who are its members at the foot of the list, because beyond that is an opener in the Bank Act review brief, and I agree it is not germane to these proceedings. It could be taken as additional . . .

[Interprétation]

maîtresse du domaine de la location des avantages encore plus grands que ceux dont elle dispose à l'heure actuelle, soit une moyenne inférieure du coût des capitaux et plus de latitude; troisièmement, accorder à la Banque Continentale un avantage fiscal injustifié et qui constitue en réalité une subvention; et quatrièmement, placer le Parlement dans une situation intenable relativement à sa révision de la Loi sur les banques.

Depuis la rédaction du présent mémoire, nous avons eu l'occasion d'étudier le compte rendu de la séance du Comité du 27 janvier dernier, séance au cours de laquelle il avait été répété à plusieurs reprises que la Banque Continentale commencerait à traiter des avoirs éligibles dès qu'elle aurait ouvert ses portes et qu'alors la IAC ne s'en occuperait plus. Or, rien ne dit dans ces témoignages que c'est eux qui acquièrent l'affaire et qu'ils peuvent simplement remettre ces transactions à la IAC. Donc la Banque Continentale s'occuperait effectivement d'affaires bancaires tandis que l'actif continuerait à être indirectes, transféré à la société mère.

Les témoignages font état de 600 millions de dollars de contrats de location entre les mains de la IAC. Nous ignorons comment ces chiffres ont été établis. Ils figurent notamment à la page 81:28 en date du 27 janvier 1976, dans l'intervention de M. Melloy.

Certaines sociétés calculent ces chiffres d'après le montant global de leurs factures à recevoir pour les contrats de location, ce qui représenterait donc la valeur globale de l'actif garantissant ces contrats de location; mais supposons que ces 600 millions de dollars de contrats de location soient effectivement garantis par \$400 millions d'actif et en prenant des déductions de coût en capital au taux de 30 p. 100, cela donne 120 millions de dollars de déduction qui peuvent être transférés à la banque où ils sont exonérés d'impôts, ce qui à un taux de 50 p. 100, représente une économie de 60 millions de dollars d'impôts.

C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président: Comme M. O'Brien a laissé tomber une partie de son mémoire, le Comité est-il d'accord pour faire imprimer le mémoire en annexe de notre compte rendu? Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman I suggest that we print as an appendix only that part of the brief which relates to the bill we have before us.

The Chairman: Four pages.

Mr. Clermont: The rest does not apply to Bill S-30 and has no connection whatsoever with the subject under review.

M. O'Brien: Je pensais justement aux quatre premières pages.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'aimerais que la cinquième page soit également imprimée, étant donné qu'elle donne la liste des membres de l'association ainsi que leurs qualités. La suite traite en effet du mémoire sur la Loi sur les banques, ce qui effectivement n'a aucun rapport avec l'objet de la présente réunion.

[Text]

The Chairman: On the fifth page only, the list of the members?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes. There is nothing on the record so far which shows what this association is and who are its members, and I think that is useful information.

The Chairman: Is it agreed? Mr. Saltzman.

Mr. Saltzman: Mr. Chairman, I would like to see the entire thing appended. My reason for this is that it seems to me we have enormously valuable equipment that has been placed before us. One of the interesting things about this brief is that—and I guess it is typical of some of the problems we face in this Committee—really about the only way you get information about what is going on is from members who are intimately involved in what is going on. I do not think any of this information has ever been dug out by any member of this Committee, or even by our research people, and I think a lot of what is said throughout this brief, even though it does not deal specifically with Bill C-30, deals with some of the problems we are going to face when the Bank Act comes up for review. We might say the brief can be given to us again, that is true, but it also deals with existing situations in the banking field, the relationship between the chartered banks and some of the corporations that are set up for leasing purposes, and I think everything that I see here, both in the brief that we received today and the background to it, are of great benefit and value to this Committee and should be included for future reference.

The Chairman: Well, this really was not submitted to the Committee. It was given only as a reference.

• 1605

Mr. Saltzman: Well, it has appeared before the Committee and I presume the Committee is master of...

The Chairman: It was just circulated as some information for the Members but the brief is only four pages and that is what is before the Committee.

Mr. Saltzman: Well, it seems to me that if the Committee chooses to do so, they can include what they want in the minutes of the Committee. I wish, Mr. Chairman, that you would put this proposal to the Committee and see if they are agreeable to it.

The Chairman: Are there comments on this point?

M. Clermont: Voici, monsieur le président. Premièrement, nous n'avons pas quorum; deuxièmement, M. Lambert était présent à la réunion où on a décidé de recevoir le groupe de témoins que nous avons aujourd'hui. Nous avons pris un engagement, sauf le respect que je dois à M. Saltzman, qui n'était pas présent. M. Saltzman sait aussi bien que n'importe quel membre de ce Comité, que nous étudions présentement le Bill S-30. De plus, selon le témoin lui-même, à partir de la cinquième page, cela ne traite pas du tout du bill S-30. M. Saltzman dit que le document est très important pour la révision de 1977. M. Saltzman a le document en sa possession, il peut le lire.

[Interpretation]

Le président: Donc à la page 5 uniquement, la liste des membres?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui. Nous n'avons rien d'officiel quant aux membres de l'association, et je pense que ce serait là un renseignement fort utile.

Le président: Vous êtes d'accord? Monsieur Saltzman.

M. Saltzman: Je préférerais, monsieur le président, que le mémoire tout entier soit annexé à notre compte rendu. J'estime qu'il contient des renseignements de la plus haute importance. La seule façon d'obtenir des renseignements sur ce qui se passe, c'est d'entendre l'avis des gens du métier. A ma connaissance, les membres du Comité, pas plus que nos chercheurs, n'ont jamais réussi à obtenir ces renseignements; même si une partie du mémoire ne traite pas directement du Bill S-30, cela nous intéresse néanmoins en vue de la révision de la Loi sur les banques. On pourrait bien entendu nous remettre le mémoire par la suite, mais comme il traite également de la situation dans le domaine bancaire, des rapports entre les banques à charte et des sociétés s'occupant de location, j'estime que son contenu tout entier présente le plus haut intérêt pour les membres du Comité et qu'il devrait dès lors faire partie du compte rendu de la réunion de façon à ce qu'on puisse s'y référer à l'avenir.

Le président: En fait, cela n'avait pas vraiment été soumis au comité puisqu'il ne s'agissait que d'un texte de référence.

M. Saltzman: Cependant, il a été distribué au comité et je pense que nous sommes maîtres...

Le président: Ce document a été distribué aux députés simplement à titre d'information, mais l'exposé en lui-même ne comporte que 4 pages et c'est ce que nous avons à étudier précisément.

M. Saltzman: A mon avis, le Comité peut décider d'annexer à ses délibérations tout ce qu'il veut. J'espère, monsieur le président, que vous allez soumettre cette proposition aux autres membres du comité afin de voir s'ils sont d'accord.

Le président: Quelqu'un a-t-il quelque chose à dire à ce sujet?

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I would like to say that, first, we do not have a quorum; in second place, Mr. Lambert was present at the meeting when we decided to hear the group of witness we have today. We made a commitment, and that is what I have to say to Mr. Saltzman who was not present at this meeting. He knows very well, as any Member of this Committee, that we are studying Bill S-30. Besides, the witness himself recognizes that, beyond the fifth page, the text does not deal at all with Bill S-30. Mr. Saltzman said that this document is very important for the revision of the Bank Act in 1977. In any event, Mr. Saltzman has this document in his hands and can consult it whenever he wants to do so.

[Texte]

Si le Comité décide en majorité de l'annexer, je ne peux rien y faire, mais cela irait à l'encontre des règlements des comités.

Le président: Oui, je pense que vous avez raison, monsieur Clermont. Ce mémoire-là a été soumis pour la révision de la Loi sur les banques, et n'est donné au Comité qu'à titre de renseignement. Je pense que nous devons nous en tenir au mémoire qui est soumis par l'association présente devant nous cet après-midi, tout en sachant que l'information de toute façon est disponible aux membres du Comité.

Le Comité est-il d'accord à cette façon de procéder?

The Chairman: The first on my list is Mr. Abbott.

Mr. Abbott: Thank you, Mr. Chairman. I am very pleased we were given a copy of this brief because I think most of us would agree the point raised is a technical one and not of easy comprehension to the layman. It was a pleasure to see Mr. O'Brien, who presented it. He was the gold medalist in my class at Osgoode Hall Law School. That was a particularly brilliant class, as you might guess, therefore, to be the gold medalist was really a distinction.

I think in presenting us with this brief today, he has raised a question which comes upon us without any opportunity to study the matter at point, but I gather the essence of it is that because IAC is predominantly a leasing company and it will be the parent of a bank, this bank will inherit a situation which would not be available to any other bank and which will permit them, in the transition period, some tax free earnings that no other bank could enjoy. This will be a competitive disadvantage to existing leasing companies. Would that be correct?

Mr. O'Brien: Yes.

Mr. Abbott: So, is the essence of your recommendation that IAC be compelled to reduce its present leasing asset portfolio, or alternatively, that they be prohibited from undertaking any new leasing transactions?

Mr. O'Brien: Well, we did it in the alternative. We suggested that either they be asked to act exactly as a bank is permitted to act now; namely, put their leasing portfolio into a 50 per cent sub, or a transitional provision which is not as broad or as beneficial as the one they have proposed; namely, that they reduce their non-eligible assets, the assets which would throw off the capital cost allowance to something considerably less than they have right now.

We could go to the other extreme and say absolutely no, they have to sell the leasing portfolio off.

• 1610

Mr. Abbott: You are not, in other words, coming here to say that they should not be permitted to incorporate a bank, but that, in deference to your industry, there should be some prohibitions that would make them more or less equal to the banking community as it exists.

[Interprétation]

If the majority of the Committee decide to print it, I cannot do anything about it. Nevertheless, that would be contrary to the rules of our Committees.

The Chairman: Yes, I think you are right, Mr. Clermont. This brief has been submitted for the revision of the Bank Act and has been given to the Committee only for information purposes. I think we should limit our study to the brief which has been submitted by the association which appears before us this afternoon, knowing that this information is available to the Members of this Committee.

Do you agree with this procedure?

Le président: Le premier sur la liste est M. Abbott.

M. Abbott: Merci, monsieur le président. Je suis très heureux d'avoir reçu un exemplaire de ce mémoire, car vous serez sans doute tous d'accord avec moi pour dire que cette question est extrêmement technique et difficile à comprendre pour de simples profanes. J'ai été très heureux de revoir M. O'Brien, qui a fait l'exposé. En effet, il avait reçu la médaille d'or de ma promotion à la faculté juridique d'Osgoode Hall et je peux vous assurer que cette promotion était particulièrement brillante, comme vous pouvez vous en douter. Ainsi, le fait de recevoir une médaille d'or était une distinction particulièrement appréciée.

Au cours de son exposé, M. O'Brien a soulevé une question qui semble assez peu reliée au sujet que nous étudions à l'heure actuelle mais qui me semble tout à fait justifiée étant donné que la Société IAC est essentiellement une société de location et qu'elle est sur le point de devenir la société mère d'une banque. Cette banque se trouvera donc dans une situation absolument unique en comparaison des autres banques puisque cette fusion permettra à la banque, pendant la période de transition, de bénéficier de certaines exemptions fiscales auxquelles aucune autre banque n'a droit. Les sociétés de location déjà existantes se trouveront donc dans une situation désavantagée, est-ce bien cela?

M. O'Brien: Oui.

M. Abbott: En conséquence, vous recommandez que la Société IAC soit contrainte de déduire son portefeuille actuel en ce qui concerne son actif de location ou bien qu'on lui interdise de conclure toutes nouvelles transactions de location?

M. O'Brien: Oui, ce sont les deux solutions que nous avons proposées. Nous avons suggéré soit d'obliger cette banque à opérer comme toute autre banque est autorisée à le faire à l'heure actuelle, à savoir qu'elle place son portefeuille de location dans une filiale à 50 p. 100, soit que l'on prévoie une disposition provisoire qui ne soit pas aussi générale ou aussi avantageuse que celle qui est proposée; en d'autres termes, que cette banque réduise son actif non admissible, c'est-à-dire l'actif qui permettrait de réduire l'allocation pour frais d'établissement à un niveau bien inférieur au niveau actuel.

Nous pourrions passer à l'autre extrême et affirmer que la banque doit alors vendre le portefeuille de location.

M. Abbott: En d'autres termes, vous n'êtes pas venu nous dire que cette société ne devrait pas être autorisée à se constituer en banque mais que, par égard pour votre secteur industriel, elle devrait être soumise à certaines interdictions afin de jouir, plus ou moins, des mêmes avantages que les autres banques.

[Text]

Mr. O'Brien: Yes and no on the first part, but we also have some qualms as to what is going to happen with the review of the Bank Act, in that we will have in fact a bank carrying on a leasing business through a 100 per cent sub, although you have flipped it over. Bob, would you like to add something?

Mr. R. G. Hunkin (Official from the Equipment Lessors of Canada): Well, if I may, Mr. Chairman, just...

The Chairman: Mr. Hunkin

Mr. Hunkin: I have a point or two to make. The concern first, Mr. Abbott, is that the effect—although Mr. O'Brien said it is really a reverse corporate situation to a chartered bank being able to lease directly—is essentially the same, so we are concerned that our efforts to put forth our case, in so far as the Bank Act review is concerned, will be effectively negated. Secondly, I think the clause in the bill that permits IAC to purchase at will—if I can use those words—eligible assets from the bank essentially should enable it—as we understand the bill—to maintain its taxable income at its present level, if you will, so that the effect will be the same as a chartered bank allowed to lease directly. That, I think, is the key point in our summation, that we would like that privilege to be one determined in the Bank Act review rather than effectively determined in this particular bill.

Mr. Abbott: What I would like to know is this, and perhaps Mr. O'Brien, Mr. Lambert or somebody can tell me. If we find that by incorporating a bank we create—because of the structure and the parent corporation of it—an institution which exists contrary to the provisions of the Bank Act, (a), can we do so without seeking an amendment or, (b), can we indeed compel or recommend that an amendment be made to this bill to make the proposed bank comply with the situation prevailing in other banks? In other words, first of all, can we build into the bill the kind of prohibitions that are suggested here or indeed, if we do not do so, can we permit this bank to become incorporated if its character is directly contrary to that of the Bank Act? I do not know; I am asking the question. Mr. Lambert, of course, would know these things and his chance will come to...

Mr. O'Brien: I am a tax counsel, so I really cannot answer that either, except to say that if an amendment was proposed to Section 17 to not permit the bank to transfer eligible assets to IAC, then the effect would be the same. In other words, you would leave it with a pot of ineligible assets, which is fine, it creates no problem.

Mr. Abbott: I simply query whether this Committee or Parliament can build into a bill prohibitions into the business activity of the bank. I guess we can do anything, but I wonder whether it is part of our job here to force this institution to comply in A, B, C, D, E and F categories with the Bank Act, or should they not come to us with a situation that is clean of any contravening of that Act as it now stands. Whether it is our task, in other words, to clean up their act.

[Interpretation]

M. O'Brien: Oui et non à la fois; nous avons en effet certaines appréhensions quant à ce qui va se passer avec la révision de la Loi sur les banques car, à ce moment-là, une banque aura déjà été autorisée à poursuivre des activités de location par l'intermédiaire d'une filiale à 100 p. 100; avez-vous quelque chose à ajouter?

M. R. G. Hunkin (représentant de l'Association Equipment Lessors of Canada): Monsieur le président, avec votre permission, je voudrais simplement...

Le président: Monsieur Hunkin.

M. Hunkin: Je voudrais préciser une ou deux choses. Tout d'abord, M. O'Brien a dit qu'il s'agissait d'une situation renversée où une banque à charte est autorisée à poursuivre directement des activités de location; nous craignons cependant que les efforts que nous déployons pour plaider notre cause, en ce qui concerne la révision de la Loi sur les banques, soit en fait contrecarrés. En second lieu, je pense que l'article du bill permettant à l'IAC d'acheter, selon son bon vouloir, si je peux employer cette expression, des biens admissibles à la banque, devraient lui permettre de maintenir son revenu imposable à son niveau actuel afin que l'effet soit le même que s'il s'agissait d'une banque à charte autorisée à poursuivre directement des activités de location. Je pense que c'est là l'essentiel de notre argumentation, à savoir que ce privilège devrait être précisé au cours de la révision de la Loi sur les banques plutôt que dans ce bill particulier.

M. Abbott: J'aimerais savoir une chose, et monsieur O'Brien ou monsieur Lambert pourront peut-être me répondre. Si nous constatons que, en constituant une banque, nous créons, à cause de sa structure et de la nature de sa société mère, un établissement qui n'est pas conforme aux dispositions de la Loi sur les banques, j'aimerais savoir si nous pouvons le faire sans passer par un amendement ou si nous pouvons recommander qu'un amendement soit apporté à ce bill pour que la banque proposée se trouve dans la même situation que les autres banques? En d'autres termes, j'aimerais savoir si nous pouvons insérer dans le bill le genre d'interdiction que vous nous avez suggérée, et, sinon, pouvons-nous autoriser cette banque à se constituer si sa nature va directement à l'encontre des dispositions de la Loi sur les banques? Pour ma part, je n'en sais rien et c'est pour cette raison que je pose la question. Monsieur Lambert sait sans doute tout cela, mais son tour viendra...

M. O'Brien: Je ne suis qu'un conseiller fiscal, de sorte qu'il m'est difficile de répondre à votre question; je pourrais cependant vous dire que si un amendement est proposé à l'article 17 dans le but d'interdire à la banque de transférer des avoirs admissibles à la société IAC, l'effet en serait le même. En d'autres termes, vous lui laisseriez un certain volume d'avoirs inadmissibles, ce qui ne pose aucun problème.

M. Abbott: J'aimerais simplement savoir si ce Comité ou le Parlement peut insérer dans le bill certaines interdictions relatives aux activités commerciales de la banque. Il me semble que nous pouvons faire tout ce que nous voulons, mais j'aimerais savoir si cela fait partie de notre travail que de forcer cet établissement à se conformer aux dispositions a, b, c, d, e et f de la Loi sur les banques, ou bien si cet établissement ne devrait plutôt nous présenter une situation absolument conforme à la loi actuelle. En résumé, j'aimerais savoir si c'est à nous d'éclaircir sa loi.

[Texte]

Mr. O'Brien: That is being accomplished in the bill as it now stands, namely, the one as to directorships, where you have directors of a trust company or a bank sitting as a director of IAC. That is going to be permitted for a four-year period. That is completely contrary to the Bank Act.

Mr. Abbott: All right. I think I have made my point. I am not sure that I am able to determine whether the points you raised—from this quick reading—are indeed sustainable. It would be interesting to hear from the proposers whether they have a rationale to oppose the points you are making, but I simply raised this as a question. So we have to clean up this application in every area to make it comply, or should we not as a committee or as Parliament say that if you make an application to form a bank, you should come prepared to conform in every respect with the current provisions of the Bank Act. It is a question; it is not a position.

The Chairman: Thank you, Mr. Abbott.

• 1615

Mr. Lambert, Edmonton West.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I would like to comment on a couple of things that Mr. Abbott said. It must be remembered that the Bank Act becomes the charter, or the by-laws, in essence, of the bank, and there is no doubt in my mind that Parliament would have power to introduce amendments in the incorporating bill to the Bank Act which would be, shall we say, to give it powers within its charter to do otherwise, and I think there is quite sufficient power to do that. There is nothing that stops us from changing one bill and amending another.

Secondly, I would like to draw, though, emphasize, that this is a unique situation that at no time since in the almost 20 years I have been here that we have seen the incorporation of banks have we come with a major financial institution wishing to change its character. All of the other banking corporations have been proposals to start from square one, where they had a—well, some of them did not have \$50,000 in the pot at that time—and that there was no problem; they had nothing in which to operate; they had no board of directors; they had no assets; no business; and I think it is one of the problems that has faced me—and I am sure it is facing a number of the Committee members here, and I believe in the other place, too—that this is a new situation. We want to do right under the Bank Act, but on the other hand, I do not think anybody wants to deliberately set out to sabotage IAC and its shareholders, any of those people who have capital invested in this company. Therefore, it is a question of seeing what we can do. Now it is known that I have objected to the question of the directors of banks; there has been a counter proposal from the incorporators which I think we will soon settle on the wording and that will meet my objects. And I think I am quite satisfied with regard to the transitional period as to the trust company directors which are not quite in the same category.

I must say that I do share some serious reservations as to the length of transition period about the holding of some of the assets. I am not painting as gloomy a picture as Mr. O'Brien here because if one looks at the list of people, Mr. O'Brien represents a good number of banks in his association, because if you look at the list, I think you will find some six or seven bank-controlled leasing companies—

[Interprétation]

M. O'Brien: C'est ce que fait actuellement le bill, dans sa forme actuelle, plus précisément en ce qui concerne les administrateurs, dans le cas où des administrateurs d'une société de fiducie ou d'une banque exercent des fonctions d'administrateur de IAC. Ceci va être autorisé pendant une période de 4 ans et c'est absolument contraire aux dispositions de la Loi sur les banques.

M. Abbott: Très bien. Je pense m'être fait comprendre. Cependant, je ne suis pas sûr que les arguments que vous avez avancés au cours de votre exposé soient vraiment justifiables. Il serait intéressant de savoir, des promoteurs eux-mêmes, s'ils ont des arguments à vous opposer à ce sujet, mais c'est une autre question. Pour en revenir à ce que je disais tout à l'heure, devons-nous veiller à ce que tous les détails de cette demande de constitution soient conformes à la loi ou bien devons-nous exiger, en tant que Comité ou en tant que Parlement, que toute demande de constitution d'une banque soit censée être conforme aux dispositions actuelles de la Loi sur les banques? Je pose une question, je n'affirme pas une position.

Le président: Merci, monsieur Abbott.

Monsieur Lambert, Edmonton-Ouest.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, j'aimerais revenir sur plusieurs choses mentionnées par M. Abbott. Il ne faut pas oublier que la Loi sur les banques est en quelque sorte la charte ou, si vous voulez, les statuts de toute banque et il ne fait aucun doute à mon esprit que le Parlement a le pouvoir d'insérer, dans le projet de loi de constitution, des amendements à la Loi sur les banques afin d'autoriser la banque en question à exercer d'autres activités. Rien ne nous empêche de modifier un bill et d'en amender un autre.

En second lieu, je voudrais insister sur le fait qu'il s'agit d'une situation unique puisque jamais, depuis près de 20 ans, je n'ai rencontré le cas où un organisme financier important voulait se convertir en banque. En effet, dans tous les autres cas de constitution de banque, on partait de zéro et, dans certains cas, le capital initial était même inférieur à \$50,000; cependant, il n'y avait pas de problème. Il n'y avait pas de structures déjà établies, de conseil d'administration, d'actif, d'activités commerciales, etc. C'est donc un problème nouveau pour moi, comme pour un certain nombre d'autres députés ici. Nous voulons agir conformément à la Loi sur les banques mais, d'autre part, je ne pense pas que quelqu'un ait vraiment l'intention de saboter la Société IAC, ses actionnaires et ceux qui y ont investi. Il s'agit donc de savoir ce que nous pouvons faire. Comme vous le savez, je me suis opposé à la question des administrateurs de banque. Les promoteurs ont alors fait une contre-proposition qui, j'espère, nous permettra de nous mettre d'accord sur le libellé et mettra ainsi un terme à mes objections. Par ailleurs, je suis tout à fait satisfait de la période de transition dans la mesure où les administrateurs de la Société de fiducie n'appartiennent pas tout à fait à la même catégorie.

Cependant, j'ai de sérieuses réserves quant à la durée de la période de transition et la détention de certains éléments de l'actif. Je ne suis pas aussi pessimiste que M. O'Brien car, si l'on jette un coup d'œil sur la liste de ses membres, l'association de M. O'Brien représente un grand nombre de banques; en effet, vous pourrez y trouver au moins six ou sept sociétés de location contrôlées par des banques et, si

[Text]

will get down to the nitty gritty on this—that whether the Royal Bank in its leasing operations, or the Banque Canadienne Nationale, or Toronto-Dominion, Nova Scotia, or the Commerce, they are all in there. The one that sits the most beautifully, of course, is Mercantile, with no control on it at all, because City Bank of New York owns a subsidiary and the Bank Act has no application whatsoever to the subsidiary, and, gentlemen, here I do not think the Mercantile would be in any worse position in so far as leasing is concerned than would IAC Continental. Mr. O'Brien, would they?

Mr. Hunkin: May I answer you, Mr. Lambert? The difference, I think, sir, is that these are subsidiary companies, so that there is not the ability to use capital cost allowance from the acquisition of assets for lease to shelter taxable income from banking profits. The banks now are limited to a 50 per cent shareholding in a leasing company.

Mr. Lambert (Edmonton West): That is right.

Mr. Hunkin: We do have one of our members that is owned wholly by two banks, if you will; one with 50 per cent and the other with 50 per cent.

• 1620

Mr. Lambert (Edmonton West): That is the Mercantile?

Mr. Hunkin: Scotia, Toronto-Dominion.

Mr. Lambert (Edmonton West): What about the one that is...

Mr. Hunkin: It is an association between the Mercantile and Citi-Corp Leasing (Canada) Limited, I think it is, an association through common shareholders. But again, tax losses created in Citi-Corp cannot be used to offset taxable income in Mercantile, nor can losses from excess capital cost allowance, if you will, in Scotia Toronto-Dominion Leasing be used to offset taxable income of Bank of Nova Scotia, or the Toronto-Dominion Bank.

Mr. Lambert (Edmonton West): I am not sufficient of a tax rebel. Would you explain to me, Mr. O'Brien, or you sir, how two separate corporate entities such as Continental Bank, which is a taxpayer, and IAC its parent taxpayer, could be differentiated from the Royal Bank and the RoyNat situation that you would, as you said, pass upstairs? How would Continental be able to pass assets to IAC without, shall we say, crossing a tax barrier?

Mr. Hunkin: The bill says that IAC may buy eligible assets from the bank at will.

Mr. Lambert (Edmonton West): There is a transfer of ownership.

Mr. Hunkin: Right, so the bank...

Mr. Lambert (Edmonton West): And there is a tax barrier, right there.

[Interpretation]

l'on veut aller plus loin, on peut remarquer que la Banque Royale, avec ses activités de location, la Banque Canadienne Nationale, la Toronto Dominion, la Nova Scotia ou la Banque du Commerce figurent toutes sur cette liste. Celle qui trône le plus majestueusement est bien sûr la Mercantile, qui n'a aucun contrôle là-dessus car le «City Bank» de New York possède une filiale et la Loi sur les banques ne régit aucunement les filiales; je prétends, messieurs, que la banque «Mercantile» ne se trouverait pas dans une situation pire que la Banque Continentale en ce qui concerne les activités de location. Monsieur O'Brien, êtes-vous d'accord avec moi?

M. Hunkin: Puis-je vous répondre, monsieur Lambert? La différence est qu'il s'agit de filiales qui n'ont pas la possibilité d'investir, dans des activités de location, l'allocation de frais d'établissement qu'elles reçoivent de l'acquisition d'éléments d'actif, et ceci, afin de diminuer le revenu imposable accumulé par des activités bancaires. A l'heure actuelle, les banques ne doivent pas posséder plus de 50 p. 100 des actions d'une société de location.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est exact.

M. Hunkin: Nous avons le cas de l'un de nos membres qui appartient entièrement à deux banques à raison de 50 p. 100 pour une et 50 p. 100 pour l'autre.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il s'agit de la banque «Mercantile»?

M. Hunkin: Non, de la Nouvelle-Écosse et de Toronto-Dominion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Qu'en est-il de celle qui...

M. Hunkin: Il s'agit d'une association entre la banque «Mercantile» et la société «Citi-Corp Leasing (Canada) Limited», plus précisément d'une association par actionnaires communs. Cependant, les remises d'impôts accordées à «Citi-Corp» ne peuvent pas être utilisées pour compenser le revenu imposable de «Mercantile», pas plus que les remises d'impôts d'une allocation excessive en frais d'établissement pour la Société «Scotia Toronto-Dominion Leasing» ne peuvent être utilisées pour compenser le revenu imposable de la banque de Nouvelle-Écosse ou de la banque Toronto-Dominion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pourriez-vous m'expliquer, monsieur O'Brien, comment on peut séparer deux entités commerciales comme la Banque Continentale qui est un contribuable, et IAC, qui est sa société mère et qui est en même temps un contribuable; comment peut-on distinguer ce cas de celui de la banque Royale et de la «RoyNat» où l'on fait passer au palier supérieur? Comment la Banque Continentale pourrait-elle transférer à IAC certains avoirs sans, pour ainsi dire, contourner la loi?

M. Hunkin: Selon le projet de loi, IAC peut acheter des avoirs admissibles à la banque selon son gré.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il y a un transfert de propriété.

M. Hunkin: Oui, de sorte que la banque...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais il y a un obstacle fiscal.

[Texte]

Mr. Hunkin: As I understand it, from day one of the bank's operations, it will do all the eligible-asset business, if you will, in the group; IAC Limited may purchase only noneligible assets. The bank makes a loan today, an eligible-asset loan, sells it to IAC the same day; the profits from that loan will be in IAC Limited, not the bank. There is nothing, as I see it, in the bill that makes it necessary, if you will, that Continental Bank be a taxpayer.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. Let us investigate that then. What tax advantage is a neutral transaction for Continental Bank?

Mr. Hunkin: The advantage will be in IAC Limited, as we said earlier. The difficulty in this—and I have great difficulty and I think Mr. O'Brien does as well—is in explaining properly that the effect is the same as in the case of a bank leasing directly, even though the ownership is reversed. Here we have a leasing company owning 100 per cent of the bank, as opposed to the bank's operating the leasing business directly. But the key to success, or the key to the competitive advantage in leasing, is to have taxable income.

Ordinarily, if IAC could not buy eligible assets from the bank, the bank is going to start in business, it is going to do all of the eligible-asset business that IAC has been doing, plus some new business presumably, so that normally the profits from that business would remain in Continental Bank and, as you quite properly say, could not be used to shelter leases. But as long as IAC can buy eligible assets from the bank at any time it wants, and all the eligible assets that may be purchased by the bank and held in IAC Limited for the term of the 10 years, it seems to us, if we understand the bill correctly, that all the taxable income generated from those assets will be able to be used to shelter capital cost allowances from leasing.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but there is one point, that determination of what are eligible assets. A chartered bank, Continental, cannot make a loan on the strength of a chattel mortgage; it is prohibited by the Bank Act.

Mr. Hunkin: I thought it could, sir.

Mr. Lambert (Edmonton West): To make a loan on the strength of a chattel mortgage?

Mr. Hunkin: The bank? Yes, it can. The last Bank Act, I think, permitted it.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. Okay. It was my understanding that...

Mr. McCain: There is not much difference between chattel mortgage—and they can secure themselves by chattel mortgage as well, because they have...

Mr. Lambert (Edmonton West): Do not get lost in 88 on equipment...

Mr. Hunkin: On automobile financing, chattel mortgage and...

[Interprétation]

M. Hunkin: Si je comprends bien, dès sa création, la banque pourrait exercer toutes les activités possibles dans le domaine des avoirs admissibles: la société «IAC Limited» ne pourra acheter que des avoirs non admissibles. Si la banque fait un prêt aujourd'hui, un prêt portant sur des avoirs admissibles, elle peut le vendre à IAC le même jour; les profits tirés de ce prêt appartiendront à «IAC Limited» et non pas à la banque. Rien dans le projet de loi ne stipule que la Banque Continentale doit obligatoirement être un contribuable.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien. Poussons un peu plus loin. Quel avantage fiscal représente une transaction neutre pour la Banque Continentale?

M. Hunkin: C'est la société «IAC Limited» qui en aura l'avantage, comme nous l'avons dit tout à l'heure. Mais il est cependant difficile d'expliquer clairement que l'effet en sera le même que si la banque exerçait directement des activités de location, même si les droits de propriété étaient inversés. Nous avons ici le cas d'une société de location qui a 100 p. 100 d'intérêt dans la banque, par opposition à la banque qui exerce directement des activités de location. En ce qui concerne la concurrence dans le domaine de la location, la clé du succès est d'avoir un revenu imposable.

Normalement, si la société IAC ne peut pas acheter des avoirs admissibles à la banque, la banque va se lancer dans toutes les activités d'avoirs admissibles que la société IAC poursuivait, ainsi que de nouvelles activités sans doute, de sorte que, normalement, les profits de ces activités appartiendraient à la Banque Continentale et, comme vous l'avez très bien dit, ne pourraient pas être utilisés pour diminuer le revenu imposable des activités de location. Tant que IAC peut acheter des avoirs admissibles à la banque, lorsque bon lui semble, et tant que les avoirs admissibles que peut acheter la banque sont détenus par la société «IAC Limited» pour cette période de 10 ans, il nous semble que la totalité du revenu imposable tiré de ces avoirs pourrait être utilisée pour protéger les allocations de frais d'établissement des activités de location.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, mais il faut d'abord déterminer ce que sont des avoirs admissibles. Une banque à charte, la Continentale par exemple, ne peut pas octroyer un prêt par la garantie d'une hypothèque sur bien meuble; en effet, cela est interdit par la loi sur les banques.

M. Hunkin: Je croyais que non.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Qu'elle pouvait octroyer un prêt sur la garantie d'une hypothèque sur bien meuble?

M. Hunkin: La banque? Oui, je croyais qu'elle le pouvait. Il me semble que la dernière loi sur les banques le permettait.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien. Je croyais que...

M. McCain: Il n'y a pas beaucoup de différence avec l'hypothèque sur bien meuble car...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ne vous égarez pas...

M. Hunkin: Des services de financement des automobiles, des hypothèques sur bien meuble et...

[Text]

Mr. Lambert (Edmonton West): I am looking at what are eligible assets. All right then, let us put the reserve flow on. I am asking for information here. As an example, RoyNat engaged in leasing of a construction equipment. Why could not either one of the banks acquire that asset from RoyNat?

• 1625

Mr. Hunkin: The Bank Act does not prohibit the ownership of assets by a bank for use by others. That is how the Bank Act effectively keeps the banks out of leasing directly. It says the banks can only own personal property for their own use.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but I am not suggesting to you that it... It is not buying the property and the equipment, it is buying the chattel mortgage. And it would be the same thing with regard to... It is true enough that by a chattel mortgage property passes over, but what is the difference between a piece of construction equipment that is covered by a chattel mortgage in favour of Continental that is then, as you say, the next day passed upstairs to IAC, and a similar piece of construction equipment that is mortgaged to RoyNat that passes upstairs to either The Royal Bank or to the Banque Canadienne Nationale?

Mr. Hunkin: I am trying to relate it to the leasing business, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right, then let us put it on...

Mr. Hunkin: The leased asset cannot be owned by a bank.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. So therefore...

The Chairman: One last question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes.

Mr. Hunkin: I am not explaining this very well.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. In the leasing business the ownership is in the financial institution...

Mr. Hunkin: The one that wants the capital cost allowance.

Mr. Lambert (Edmonton West): It is in the financial institution.

Mr. Hunkin: Right.

Mr. Lambert (Edmonton West): And it leases it to the customer.

Mr. Hunkin: Correct.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. Now, how can Continental acquire construction equipment, because it is going to have ownership,...

Mr. Hunkin: No.

Mr. Lambert (Edmonton West): ... enter into lease, then the next day, as you said, pass the asset upstairs, which is the ownership of the asset subject to the lease.

[Interpretation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je cherche à savoir ce que sont vraiment des avoirs admissibles. Simplement à titre d'information. Par exemple, «RoyNat» s'est lancé dans des activités de location de matériel de construction. Pourquoi une autre banque ne pourrait-elle pas acheter ces éléments d'actif à «RoyNat»?

M. Hunkin: La Loi sur les banques n'interdit pas à une banque d'être propriétaire d'éléments d'actif que d'autres personnes ou organismes utilisent. C'est ainsi que la Loi sur les banques trouve en fait le moyen d'empêcher les banques de s'occuper directement de location. Il y est établi que les banques ne peuvent avoir de propriété personnelle que pour leur propre utilisation.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, mais je ne veux pas dire qu'elles... elles n'achètent pas la propriété et le matériel, elles achètent l'hypothèque sur les biens meubles. Et il en serait de même en ce qui concerne... il est vrai que par une hypothèque sur les biens meubles, la propriété est transférée, mais quelle est la différence entre un morceau de matériel de construction qui est couvert par l'hypothèque sur les biens meubles en faveur de la Banque Continentale et qui est ensuite, comme vous le dites, le jour suivant, passé à IAC, et un morceau semblable de matériel de construction qui est hypothéqué au nom de RoyNat et qui passe à la Banque Royale ou à la Banque Canadienne Nationale?

M. Hunkin: J'essaie de lier cela à la location, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien, alors parlons de...

M. Hunkin: La valeur louée ne peut pas appartenir à une banque.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien. Donc,...

Le président: Une dernière question, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui.

M. Hunkin: Je ne crois pas expliquer ceci très bien.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Bon. Dans l'industrie de la location, la propriété revient à l'institution financière...

M. Hunkin: Celle qui veut la déduction pour amortissement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Elle revient à l'institution financière...

M. Hunkin: Exactement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): ... qui la loue au client.

M. Hunkin: Exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien. Or, comment le Banque Continentale peut-elle acquérir du matériel de construction, puisqu'elle va être propriétaire,...

M. Hunkin: Non.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): ... s'occuper de location, et le jour suivant, comme vous l'avez dit, passer l'élément d'actif au palier supérieur, ce qui revient à être propriétaire de l'actif, qui est sujet à la location.

[Texte]

Mr. Hunkin: No. Continental Bank will not own assets and will not lease. That is not a concern of our Association. It is the fact that by being able to sell income-earning assets, if you will, the IAC's interest in the leasing business . . . I will have to start that again.

Mr. Lambert (Edmonton West): You started off on the wrong leg there. The income-earning asset is that piece of equipment, subject to a lease. We will take the two cases. RoyNat acquires it in one instance, Continental Bank acquires it in the other example. All right. Now, Continental cannot acquire that equipment to lease it, so how can it pass it upstairs?

The Chairman: That was your last question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): No, no, let us get the answer.

Mr. Saltsman: Mr. Chairman, let Mr. Lambert continue, let us make an exception because of the complicated nature of the question. I think we should see this question through.

Mr. Lambert (Edmonton West): This is the heart and soul of it in here.

Mr. O'Brien: When the act comes into effect there will be a segregation of the assets owned by IAC into eligible assets and ineligible assets, ineligible being all these equipments under lease, because a bank cannot own those. Assuming that Mr. Melloy's figures are correct in here and my assumption is correct that out of \$600 million there is about \$400 million of assets, there would be \$400 million worth of ineligible assets segregated. That value cannot be exceeded, but as it goes down it can always be brought up to \$400 million.

Now, eligible assets are only accumulated in the Continental Bank—no equipment, no title, no nothing. So each year you could do a projection of how much depreciation is going to be available from the ownership of \$400 million worth of assets.

Mr. Lambert (Edmonton West): By IAC?

Mr. O'Brien: BY IAC. So now you send your instruction down to your bank managers and say that we now need—we have, say, \$120 million of capital cost allowance—we now must produce in IAC \$120 million worth of taxable income. So they go to the bank and they take off the high-interest-rate loans, or whatever it may be, of eligible assets and they sell them up to IAC, which has the effect of transferring \$120 million of income from the Continental Bank to IAC, which is sheltered by the capital cost allowance, producing zero income tax in IAC. So we have effectively moved \$120 million worth of income out of the Continental Bank at no tax cost and we have saved \$60 million worth of income taxes. That \$60 million, which would otherwise have been paid in taxes, can then be loaned down from IAC to the Bank, or it can do what it wants with it. It can pay dividends to its shareholders, if it wants.

[Interprétation]

M. Hunkin: Non. La Banque Continentale ne sera pas propriétaire d'avoirs et ne s'occupera pas de location. Cela ne préoccupe pas notre association. Il s'agit plutôt du fait qu'en étant capable de vendre des éléments d'actif permettant l'obtention de recettes, si vous voulez, les intérêts de IAC dans les activités de location. . . je ferais mieux de recommencer.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Vous êtes parti du mauvais pas. L'élément d'actif qui entraîne l'obtention de recettes est ce morceau de matériel qui est sujet à la location. Prenons deux exemples. Dans un cas, RoyNat l'acquiert, dans l'autre cas, la Banque Continentale l'acquiert. Très bien. Or, la Banque Continentale ne peut pas acquérir ce matériel pour le louer; comment donc peut-elle le passer au palier supérieur?

Le président: C'était là votre dernière question, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non, non, il nous faut une réponse.

M. Saltsman: Monsieur le président, je vous prie de laisser M. Lambert poursuivre; je pense que nous devrions faire une exception en vue de la nature compliquée de la question. Je pense que nous devrions traiter ce sujet à fond.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je crois que c'est là l'essentiel de l'affaire.

M. O'Brien: Quand la Loi entrera en vigueur, il y aura séparation des éléments d'actif appartenant à IAC en éléments d'actif admissibles et éléments d'actif inadmissibles, les éléments inadmissibles étant composés de tout le matériel de location, parce qu'une banque ne peut pas en être propriétaire. En supposant que les chiffres de M. Melloy sont exacts, et que ma supposition que, sur 600 millions de dollars, il y a environ 400 millions de dollars d'éléments d'actif est également exacte, il y aurait environ 400 millions de dollars d'éléments d'actif inadmissibles. Ce chiffre ne peut pas être dépassé, mais à mesure qu'il diminue, il peut toujours être ramené à 400 millions de dollars.

Or, les éléments d'actif admissibles sont seulement accumulés à la Banque Continentale—il n'y a pas de matériel, pas de titre, il n'y a rien. Donc, chaque année, on pourrait projeter la dépréciation qui proviendrait de la propriété de 400 millions de dollars d'éléments d'actif.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Propriété de IAC?

M. O'Brien: De IAC. On envoie donc des instructions aux directeurs de banques, et en supposant que nous ayons besoin—nous avons, disons, 120 millions de dollars de déduction pour amortissement—nous devons produire maintenant dans IAC une valeur de 120 millions de dollars de revenus imposables. Les directeurs de banque vont donc à la banque, et retirent les prêts à taux d'intérêt élevés, ou ce que vous voudrez, des éléments d'actif admissibles, et ils les vendent à IAC, ce qui a pour effet de transférer 120 millions de dollars de recettes de la Banque Continentale à IAC qui est protégée par la déduction pour amortissement, ce qui permet à IAC de déclarer n'avoir réalisé aucun revenu imposable. De cette manière, on retire donc, en fait, 120 millions de dollars de revenus de la Banque Continentale, et on évite ainsi de payer environ 60 millions de dollars d'impôt sur le revenu. Ces 60 millions de dollars, qui auraient autrement été versés en impôt sur le revenu, peuvent alors être prêtés par IAC à la banque; IAC pourrait même en faire ce qu'elle veut. Elle pourrait verser des dividendes à ses actionnaires si elle le désirait.

[Text]

Mr. Lambert (Edmonton West): That is your case?

• 1630

Mr. Hunkin: Yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. We have it crystallized. The next time, Mr. Chairman, we can have the sponsors of the bank.

The Chairman: Tomorrow morning, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. They can analyze this proposition, because I am not a tax lawyer.

The Chairman: Thank you. Mr. Saltsman.

Mr. Saltsman: Thank you, Mr. Chairman. We have a figure of \$.5 billion of benefit that could arise from the establishment of a bank by IAC. Basically what you are telling us is that IAC could receive \$.5 billion in benefits from deferred taxation.

Mr. Hunkin: I do not think so, Mr. Saltsman. I believe our brief suggests that if chartered banks were allowed to lease directly that would be the ultimate . . .

Mr. Saltsman: That would be the figure. Is the figure for IAC \$50 or \$60 million?

Mr. Hunkin: I am not certain of the deferred taxes at the moment in IAC. I am sure their witnesses can tell you, perhaps \$40 or \$50 million in deferred tax at the moment.

Mr. Saltsman: Suppose they were to proceed along the lines that you suggest, that is the same line as the chartered banks are proceeding with a subsidiary company. Is there any tax shelter or tax deferral benefit to IAC under that plan? On this one, for argument's sake, they get \$40 million from this arrangement. Do they get any tax benefit from the arrangement that you are suggesting?

Mr. Hunkin: Not if they are restricted to a 50 per cent ownership of a subsidiary, which is the requirement in the current bank act. Nor I suppose, for that matter, if they were not able to purchase eligible assets from the bank, as I understand the way it would operate, and then the taxable income in IAC Limited would gradually decline as the noneligible assets decline. Whether you would have to combine a prohibition against purchase of eligible assets with a requirement that the noneligible assets be made to decline at a certain percentage, I am not certain. As the bill is written now, there is only the restriction that during the 10-year period the noneligible assets cannot exceed the original aggregate value plus all commitments then outstanding, which might be \$1 billion or something like that.

Mr. Saltsman: It seems to me then that if IAC were restricted along the lines you suggest there would not be any point to their opening up a bank.

[Interpretation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est là votre opinion?

M. Hunkin: Oui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien. Voici la situation tirée au clair. La prochaine fois, monsieur le président, j'espère que nous pourrions parler aux parrains de la banque.

Le président: Demain matin, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien. Ils pourront analyser la question; je ne suis pas spécialiste des questions fiscales.

Le président: Merci. Monsieur Saltsman.

M. Saltsman: Merci, monsieur le président. Il existe un chiffre de un demi-milliard de dollars, chiffre qui représente les bénéfices qu'IAC pourrait retirer de l'établissement d'une banque. Essentiellement, ce que vous voulez nous dire, c'est qu'IAC pourrait recevoir un demi-milliard de dollars de bénéfices grâce à une prorogation d'impôt.

M. Hunkin: Je ne pense pas, monsieur Saltsman. Je pense que notre mémoire précise que si les banques à charte avaient la permission de louer directement, ce serait la dernière . . .

M. Saltsman: C'est le chiffre. Pour IAC, le chiffre est-il de 50 ou de 60 millions de dollars?

M. Hunkin: Je ne suis pas certain du montant des impôts prorogés actuellement pour IAC; je suis sûr que leurs représentants pourront vous le dire; il s'agit peut-être de 40 ou de 50 millions de dollars en impôts prorogés pour l'instant.

M. Saltsman: Supposons qu'IAC procède de la manière que vous proposez, c'est-à-dire de la manière avec laquelle les banques à charte procèdent actuellement avec leurs filiales. Y a-t-il un refuge fiscal ou une prorogation fiscale qui avantagerait IAC aux termes de ce système? Dans ce cas-ci, par exemple, supposons qu'ils obtiennent 40 millions de dollars grâce aux dispositions actuelles. Retirent-ils un avantage fiscal quelconque des dispositions que vous proposez?

M. Hunkin: Pas s'ils sont limités à n'être propriétaire que de 50 p. 100 de la filiale, ce qui correspond aux exigences de la Loi sur les banques actuelle. Je suppose également, qu'IAC ne retirerait aucun bénéfice si elle était incapable d'acheter des éléments d'actif admissibles de la banque de la manière dont cela devrait fonctionner, si je comprends bien; dans ce cas-là, les revenus imposables d'IAC diminueraient graduellement à mesure que diminueraient les éléments d'actif non admissibles. Je ne suis pas certain s'il faudrait combiner la défense d'acheter des éléments d'actif admissibles avec l'exigence que les éléments d'actif non admissibles doivent diminuer selon un certain pourcentage. De la manière dont le projet de loi est rédigé actuellement, il n'existe qu'une restriction, à savoir que, pendant la période de 10 ans, les éléments d'actif non admissibles ne peuvent pas dépasser la valeur totale originale, plus les engagements restant à rembourser, ce qui pourrait s'élever à environ un milliard de dollars.

M. Saltsman: Il me semble donc, que si IAC est limitée comme vous le donnez à entendre, il ne vaudrait pas la peine qu'elle fonde une banque.

[Texte]

Mr. Hunkin: Well, they have other very important reasons, as we gather from the evidence, for wanting to charter a bank. I guess the improvement of earnings and their shareholders equity is a prime reason, which I think they would expect to see from improved leverage and from a lower average cost of funds. I do not think there is any question in the minds of any of our members that IAC should be encouraged to become a bank. No doubt we all wish them well in the venture, it makes great sense. I think they would be an excellent addition to the group of chartered banks in Canada. We suggested two alternatives but, personally, I think the one that required them to limit their ownership to a 50 per cent leasing subsidiary is probably more than would be required. I think, if there is obviously any intention to make it easy for them to convert their branches, convert their people and operations to a banking one, not having to suddenly get out of the leasing business—they are the largest lessor in Canada and they have built up a substantial expertise and they have a lot of people employed in that area.

Mr. Lambert (Edmonton West): And independent.

• 1635

Mr. Hunkin: And independent, right. And Canadian owned.

Mr. Saltsman: How many widows and orphans? That is the only thing we are missing.

Mr. Hunkin: So there has to be some compromise. I do not think there is any question about that. We are suggesting that the bill goes too far in the area of compromise.

The Chairman: Mr. Saltsman? Mr. Lambert (Bellechasse) followed by ...

Monsieur Lambert (Bellechasse), suivi de M. Clermont.
Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Merci bien, monsieur le président. D'après les recherches fort brèves que j'ai pu effectuer, c'est la première fois que notre Comité est saisi d'un projet de loi aussi important. A première vue il ne semble pas l'être tellement, mais lorsque l'on va au fond des choses, on constate que c'est vraiment un projet de loi très important. Parce qu'il s'agit non pas de millions, mais de milliards qui sont en jeu et également d'une puissance que l'on veut conférer à une organisation: une puissance monétaire, une puissance financière au sein de notre économie.

A ce point de vue-là, je rejoins mon collègue d'Edmonton-Ouest pour dire qu'à ma connaissance, le fait qu'une compagnie de finance demande à être incorporée en vertu de la Loi sur les banques est exceptionnel. Si on remonte dans l'histoire de notre pays, et si on peut découvrir qu'un autre cas de même nature a pu se présenter, bien mon Dieu, je serais bien heureux d'être éclairé par les autres membres du Comité.

En deuxième lieu, monsieur le président, j'ai des difficultés à comprendre pourquoi l'IAC demande une période de dix ans pour sa fusion en banque à charte. C'est un point sur lequel les témoins d'aujourd'hui pourraient peut-être nous éclairer. Je ne connais pas la position des témoins, à savoir s'ils sont pour ou contre le projet de loi, le Bill S-30, mais je serais bien intéressé à connaître leur position. Si les témoins d'aujourd'hui sont en faveur de l'adoption du Bill S-30, j'aimerais bien, avec votre permission, monsieur

[Interprétation]

M. Hunkin: Eh bien, il existe d'autres raisons très importantes, comme nous l'indique les témoignages, pour qu'elle veuille fonder une banque à charte. Je pense que l'amélioration des recettes et de l'avoir des actionnaires constitue une raison première, et il me semble qu'IAC s'attend à cela à cause d'une amélioration de l'amplification et d'une diminution du coût moyen des fonds. Je ne pense pas qu'il y ait le moindre doute dans l'esprit de n'importe lequel de nos membres quant à la nécessité d'encourager IAC à devenir une banque. Au contraire, nous leur souhaitons tous bon vent. Je crois que cela constituerait un excellent ajout au groupe de banques à charte du Canada. Nous avons proposé deux choix mais, quant à moi, je pense que l'exigence de limiter leur propriété à 50 p. 100 d'une filiale de location est sans doute plus qu'il n'en faut. Je pense que si nous avons la moindre intention de leur rendre facile de transformer leurs succursales et de transformer leur fonctionnement actuel en un fonctionnement bancaire, il ne faudrait pas qu'ils aient à se dissocier soudainement des activités de location. IAC constitue la plus grande entreprise dans ce domaine au Canada, elle y a acquis une expérience considérable, et elle y emploie un nombre très élevé de personnes.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Et indépendant.

M. Hunkin: Et indépendant, d'accord. Et appartenant aux Canadiens.

M. Saltsman: Combien de veuves et d'orphelins? C'est tout ce qui manque.

M. Hunkin: Il faut faire des compromis sans aucun doute. Nous croyons que le bill en fait trop.

Le président: Monsieur Saltsman? Monsieur Lambert (Bellechasse) suivi de ...

Mr. Lambert (Bellechasse), followed by Mr. Clermont.
Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, Mr. Chairman. According to the very brief research I have been able to carry out, this is the first time that our Committee has had to study so important a bill. At first glance it does not seem so important, but when we get down to basics, we see that this truly is a very important bill. It involves not millions but billions of dollars and it also deals with granting power to an organization; we are dealing with monetary or financial power within the economy.

I thus agree with my colleague from Edmonton West when he says that it is very unusual for a finance company to ask to be incorporated under the Bank Act. If we can go back into our country's past and discover another case of this kind I would be only too happy to hear about such a thing from any of the Members of this Committee.

Secondly, Mr. Chairman, I have difficulty understanding why IAC is asking for a ten year transition period before becoming a chartered bank. This is a point on which the witnesses here today might enlighten us. I do not know what the witnesses' position is or whether they are for or against Bill S-30, but I would be interested in hearing what their position is. If today's witnesses are in favour of the passage of Bill S-30, with your permission, Mr. Chairman, I would like to ask them what the major reasons are in

[Text]

le président, leur demander quelles sont les raisons majeures qui militent en faveur de l'adoption de ce projet de loi; en deuxième lieu, quelles sont les raisons majeures qui militent en faveur de son rejet?

Voilà deux questions que je pose très sérieusement et j'espère bien que messieurs les témoins pourront nous éclairer sur cette importante question. Je crois bien qu'en tant que membres de ce Comité nous avons besoin de lumière, nous avons besoin de savoir le pourquoi, afin que nous puissions, le moment venu, nous prononcer d'une façon consciencieuse et en toute connaissance de cause.

Messieurs les témoins, si vous êtes en faveur de l'adoption du bill, dites-nous pourquoi, les principales raisons, si vous êtes contre, donnez-nous les principales raisons. Après quoi, nous tâcherons de porter un jugement le plus éclairé possible et le plus honnêtement possible.

Le président: Monsieur Lambert, M. O'Brien va tenter de répondre à vos questions.

Mr. O'Brien: Frankly, I do not understand the 10-year transition period. I do not know the need for it or the reason for it. The only explanation I can even ascertain from what has gone before is from the proceedings on January 27. It was Mr. Lambert's question, beginning on page 81:24, in which he reads from the bill and suggests that 75 per cent of the new business of IAC would be undertaken by the new bank. He asks the question:

Could you give some more explanation as to what exactly that means? You mention 75 per cent, which will leave 25 per cent not undertaken by the new bank.

The answer was:

What we mean when we say 75 per cent of new business is that it will require considerable funds to reduce the IAC debt during the early years, but this will be spaced out over a long period, both for the debt and the payables. That is what was meant by that passage.

We do not understand that. There appears to be some argument as to the debt that is in IAC. Why the 10 years? We do not know.

• 1640

Mr. Hunkin: On the passage of the principle of Bill S-30, our Association, for many of the reasons that have been given by the IAC witnesses, feels that the addition of Continental Bank would be a good thing. Rightly or wrongly, we all think we have too few large banks. We think they make a good contribution. So we are in favour of the passage of the bill but we would like to see it amended to accommodate, at least to some extent, the criticism we have as far as the non-eligible leasing business is concerned.

As to main reasons in favour—Mr. Saltsman referred to the widows and orphans—we think it would be a good thing to have a Canadian-owned established company with offices from coast to coast become a bank. That would be added competition which I think would be a good thing for this country.

Our Association's only criticisms of the bill relate to Sections 17 and 18 respecting the leasing business.

[Interpretation]

favour of the passage of this bill. Secondly, I would ask them what the main reasons would be for not passing it?

Those are the two very serious questions that I would like to ask and I hope that the witnesses will be able to enlighten us on this important matter. I firmly believe that as Members of this Committee we need to be enlightened and to know the why and wherefore before we can conscientiously make a decision on this matter at the appropriate time.

Gentlemen, if you are in favour of the passage of the bill tell the main reasons why; if you are against it tell us why. We can then attempt to make the most enlightened and honest decision possible.

The Chairman: Mr. Lambert, Mr. O'Brien will attempt to answer your questions.

M. O'Brien: Franchement, je ne comprends pas la raison d'être de cette période de transition de dix ans. Je ne sais pas pour quelle raison on en a besoin. La seule explication que je puisse trouver est tirée du procès-verbal du 27 janvier. Il s'agit de la question de M. Lambert, qui commence à la page 81:2, dans laquelle il cite le bill et estime que 75 p. 100 des nouvelles affaires de l'IAC serait reprises par la nouvelle banque. Il pose la question suivante:

Est-ce que l'on pourrait donner un peu plus d'explications, qu'est-ce que cela signifie exactement? On parle de 75 p. 100 alors, il va demeurer un 25 p. 100 qui ne sera pas repris par la nouvelle banque.

La réponse a été:

Ce que nous voulons dire quand nous parlons de 75 p. 100 de nouvelles affaires, c'est que la liquidation de la dette de l'IAC va être considérable au cours des premières années, mais elle va s'échelonner sur une période assez longue, la dette et aussi les effets à recevoir. C'est ce que nous voulons dire.

Nous ne comprenons pas cela. Il semble qu'on ne sache pas très bien quelles sont les dettes d'IAC. Pourquoi une période de transition de 10 ans? Nous ne le savons pas.

M. Hunkin: Quant au principe du bill S-30, notre association pense, pour beaucoup de raisons citées par les témoins de l'IAC, que la création de la Banque Continentale serait une bonne chose. Que nous ayons tort ou raison, nous pensons tous qu'il n'y a pas assez de banques de grande envergure. Nous pensons qu'elle ferait une bonne contribution. Nous sommes donc en faveur de l'adoption du bill, mais nous aimerions qu'il soit modifié en tenant compte des critiques que nous avons faites sur les activités de location non admissibles.

Quant aux raisons principales qui militent en faveur de l'adoption du bill—et M. Saltsman a parlé des veuves et des orphelins—nous pensons qu'il serait bon qu'une société appartenant à des Canadiens et qui a des bureaux à travers le pays se transforme en banque. Cela fournirait de la concurrence additionnelle, ce qui serait bon pour le pays.

Les seules critiques que notre association voudrait faire de ce bill ont trait aux articles 17 et 18, ayant trait à la location.

[Texte]

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, ma deuxième question. Si j'ai bien compris, IAC est un compagnie assez puissante il y a plusieurs filiales qui s'y rattachent. Est-ce qu'automatiquement, d'après vous, toutes ces filiales seront dissoutes par le fait que l'IAC sera, en vertu du projet de loi, autorisée à opérer sous un autre nom, la Banque Continentale du Canada et relèvera d'une loi différente.

Est-ce que toutes les filiales, *Niagara Finance*, et toutes les autres que vous me dispenserez d'énumérer, est-ce que toutes ces filiales disparaîtront, à votre point de vue, automatiquement en même temps que IAC?

Le président: Monsieur Lambert, les représentants de IAC vont être devant le Comité demain matin, à 9 h 30...

M. Lambert (Bellechasse): Je suis au courant de cela, oui.

Le président: ... et ils pourront répondre à ce moment-là, parce que ce sont des questions qui concernent IAC spécifiquement et je pense que cela ne serait pas à nos témoins d'aujourd'hui de répondre à cette question-là.

M. Lambert (Bellechasse): Merci, monsieur le président.

Le président: Demain matin...

M. Lambert (Bellechasse): Ma question était posée et je persiste à croire qu'elle était pertinente, mais je me soumetts à votre décision.

Je voudrais poser une autre question. On a parlé, il y a un instant, d'un montant de 60 millions, on me corrigera si j'ai mal saisi la traduction, d'un montant de 60 millions de dollars qui normalement devrait être payé en impôts, mais qui ne le sera pas à la suite de l'adoption du Bill S-30.

Monsieur le président, je voudrais demander aux témoins, si j'ai bien saisi la question, ce 60 millions qui devrait, normalement être payé en impôts, cela voudrait dire que ce serait tous les Canadiens qui en bénéficieraient. S'ils ne le font pas payer en impôts, à qui ces 60 millions vont-ils bénéficier?

Mr. O'Brien: IAC would benefit.

• 1645

M. Lambert (Bellechasse): Qui va en profiter? IAC va profiter des 60 millions. Bien, monsieur le président, je pense que notre pays est à court d'argent présentement, on adopte des mesures qu'on appelle «anti-inflation» pour restreindre les dépenses et tout cela. Je pense bien qu'avec une réponse aussi catégorique que celle que vous venez de nous donner, les 60 millions de dollars vont profiter aux actionnaires de l'IAC. Je vais vous poser la question suivante: en vertu de quelle loi cette organisation peut se permettre de s'exempter de payer au trésor public cette somme de 60 millions de dollars?

Et, en deuxième lieu, si c'est conforme à la loi, si c'est légal, comment pouvez-vous favoriser l'adoption d'un tel projet de loi qui va priver les Canadiens, le trésor public, d'un montant aussi imposant que 60 millions de dollars?

Mr. O'Brien: The law really is because of the regulations under the Income Tax Act which permit charges against income which recognize depreciation of assets. I was before this Committee some five or six years ago on the White Paper and one of the points under discussion was the use of real estate tax shelters by professionals and other income earning people. They would buy a building at the end of a taxation year, in December, use a full year's

[Interprétation]

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, this is my second question. If I have understood correctly, IAC is a rather powerful company with several subsidiaries. In your opinion, will all these subsidiaries be automatically dissolved when IAC is authorized by this bill to operate under another name, namely the Continental Bank of Canada, thus being subject to a different law?

Will subsidiaries such as *Niagara Finance* and all the others which I will not list, automatically disappear at the same time as IAC?

The Chairman: Mr. Lambert, the representatives of IAC will be appearing before this Committee tomorrow morning at 9.30 a.m.

Mr. Lambert (Bellechasse): I am aware of that.

The Chairman: They will be able to answer your question because both matters concern IAC specifically and I do not believe that it is up to today's witnesses to answer that particular question.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Tomorrow morning...

Mr. Lambert (Bellechasse): I have asked my question and I still believe that it was relevant, but I will bow to your decision.

I would like to ask another question. At one point, mention was made of an amount of \$60 million, and you may correct me if I have misunderstood the translation: this \$60 million sum that would normally be paid in taxes would not be paid if Bill S-30 were passed.

Mr. Chairman, I would like to ask the witnesses whether I have understood correctly and whether this means that the \$60 million that would normally be paid in taxes would be of benefit to all Canadians. If such an amount were not paid in taxes, who would benefit from it?

M. O'Brien: IAC en bénéficierait.

Mr. Lambert (Bellechasse): Who is going to benefit? IAC will benefit from the \$60 million. In that case, Mr. Chairman, I think that our country is already hard enough pressed for funds; what are referred to as anti-inflation measures have been adopted in order to limit expenditures and so on. In view of the categorical answer you have just given, to the effect that the \$60 million will benefit IAC's shareholders, I am going to ask you the following question: under what law can the organizations be exempted from paying this \$60 million into the public purse?

Secondly, if this is in accordance with law, that is if it is legal, how can you be in favour of the passage of such a bill which will deprive the Canadian public treasury of so large an amount as \$60 million?

M. O'Brien: Cette loi découle des règlements en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, qui autorise des déductions en tenant compte de l'amortissement des biens. J'ai comparu devant ce Comité il y a cinq ou six ans au moment de l'étude du Livre blanc et l'une des choses dont on discutait c'était l'utilisation de la protection fiscale des biens immobiliers par les membres des professions libérales ou d'autres salariés. Ces gens achetaient un édifice à la fin d'une

[Text]

depreciation to shelter income and thereby avoid paying income tax.

This is really only an extension of that principle, namely that if you have assets that you buy in a year, you are entitled to depreciate them and use that excess depreciation against other income—income from all sources. As you recall, when they amended the Income Tax Act in the regulations they provided that the real estate shelter is now only available against real estate income or it is available to companies whose principal business is real estate developments. So it is the same type of principle, it is the use of excess depreciation to avoid paying income tax on other income. It is perfectly legal.

An hon. Member: Two years ago.

Mr. O'Brien: For real estate it was, but not for equipment leasing.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, for real estate, it has been put back to more or less the original position.

Mr. O'Brien: Yes, on multifamily residences.

Mr. Lambert (Edmonton West): Quite right, but that was what was being built. It was a stupid decision in the first place, because it killed off the building of rental accommodation.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, me permettez-vous encore une question?

Le président: Oui, oui.

M. Lambert (Bellechasse): Je vous remercie infiniment. Étant donné la compétence dans le domaine de la finance de nos témoins d'aujourd'hui, puis-je me permettre de demander, à l'un ou l'autre des témoins si leur organisation a eu connaissance qu'au cours de la dernière année, l'année 1975, nos institutions financières régies par la Loi sur les banques à charte, ont réalisé des profits raisonnables? Et dans l'affirmative, est-ce qu'il est de votre connaissance également qu'un jeu de chiffres quelconque permet à ces institutions de s'exempter de payer au fisc des montants considérables en invoquant la clause de réserve pour des prêts qui sont susceptibles d'être en danger, les créanciers ne pouvant pas rembourser et le reste. Est-ce qu'il est à votre connaissance que des montants considérables ont été déduits ou vont l'être sous forme d'impôts, pour la dernière année?

Pour vous aider, il arrive parfois que des gens plus malins que je peux l'être appellent ça des réserves cachées.

M. Clermont: Monsieur le président.

Le président: M. Clermont, invoque le Règlement.

• 1650

M. Clermont: Sauf le respect que je dois à M. Lambert, (Bellechasse), sa question également s'adresse à un groupe de personnes qui représentent des compagnies qui n'ont pas comme spécialité la fiscalité. Peut-être M. Lambert pourrait-il poser sa question à l'Inspecteur général des banques qui est à ma gauche. Vous posez une question, monsieur Lambert, qui s'adresse à des spécialistes dans les questions de banques, alors que ces messieurs-là représentent les compagnies de location d'équipement.

[Interpretation]

année fiscale, en décembre, et étaient l'amortissement sur une année entière pour protéger leurs revenus et ainsi d'éviter les impôts sur le revenu.

Ceci n'est qu'une extension du principe: si vous avez des biens que vous avez achetés pendant l'année, vous avez le droit de les amortir et de déduire le montant d'amortissement excédentaire de vos revenus de toute autre source. Si vous vous souvenez, quand on a modifié la Loi de l'impôt sur le revenu on a prévu dans les règlements que la protection fournie par les biens immobiliers ne s'appliquerait qu'aux revenus découlant de ces biens: ces dispositions ne s'appliquent qu'aux sociétés qui s'occupent surtout des biens immobiliers. Le principe est donc le même; on se sert de l'amortissement excédentaire pour éviter les impôts sur d'autres revenus. Cela est tout à fait légal.

Une voix: Il y a deux ans.

M. O'Brien: Pour les biens immobiliers, mais non pas pour la location d'équipement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, en ce qui concerne les biens immobiliers, on est revenu plus ou moins à la situation initiale.

M. O'Brien: Oui, pour ce qui est des maisons plurifamiliales.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est exact, mais c'est ce qu'on construisait. La décision était stupide car cela a mis fin à la construction de maisons de rapport.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, may I ask another question?

The Chairman: Yes.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you very much. Since our witnesses are experts in the field of finance, may I ask them whether their organization is aware that in 1975 our financial institutions, that are governed by the Bank Act, had reasonable profits? And, if so, are you also aware that by playing with figures these institutions can obtain exemptions from paying large amounts of taxes, by invoking the reserve clause for loans that may be in danger when debtors are unable to repay? Are you aware that very large amounts have been deducted or will be deducted for last year, and this in the form of taxes?

It may help you to know that some more malicious people than I refer to this as having hidden reserves.

Mr. Clermont: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Clermont, on a point of order.

Mr. Clermont: With all respect to Mr. Lambert (Bellechasse), his question is put to a group of people representing companies who do not specialize in tax matters. Mr. Lambert might perhaps put his question to the Inspector General of Banks who is seated on my left. The question you are asking, Mr. Lambert, is being put to specialists in the banking field while these gentlemen represent equipment leasing companies.

[Texte]

M. Lambert (Bellechasse): Je m'excuse, monsieur le président, si j'ai posé une question qui dépasse la compétence des témoins. Je la retirerai tout simplement...

M. Clermont: Monsieur Lambert, sauf le respect que je vous dois, je n'ai pas dit que les personnes que nous avons devant nous n'avaient pas la compétence pour répondre à votre question, mais ils sont venus aujourd'hui traiter d'un champ d'activité qui n'est peut-être pas leur spécialité.

Mr. Saltsman: Mr. Chairman, when it is a question of competence we should let the witnesses decide whether they wish to answer the question.

The Chairman: Yes, I was coming to that.

M. Clermont: Monsieur Saltsman, j'ai fait cette suggestion parce que j'ai remarqué que les trois témoins en avant se regardaient et se demandaient s'ils devaient répondre ou non.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je ne veux embêter personne avec ça. J'étais de bonne foi lorsque j'ai posé ma question, et le public se pose souvent la même question que je viens de poser. On parle dans les chroniques financières des journaux, de réserves cachées des banques sur lesquelles aucun impôt n'est payé. Alors, je voudrais tout simplement savoir de ces témoins s'ils sont au courant d'une telle situation et qu'est-ce que ça peut représenter pour la dernière année, en millions? Tout comme on vient de mentionner 60 millions d'exemption pour l'IAC. Alors si vous considérez que ma question n'est pas recevable, bien, mon Dieu, vous avez tout simplement à la déclarer comme telle, et je vais me conformer à votre décision.

Le président: Monsieur Lambert, je vais laisser aux témoins le soin de répondre, s'ils le désirent et s'ils le peuvent.

Mr. Hunkin: I do not think we feel confident to comment on the question of reserves, Mr. Lambert. We know from our considerations, preparatory to our brief to the Minister of Finance with regard to the Bank Act review, that Canadian chartered banks paid taxes last year in the area of about \$600 million. That is, I think, the only comment we could make.

Le président: Merci, monsieur Lambert. Votre temps est écoulé.

M. Lambert (Bellechasse): Merci beaucoup.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, si M. Lambert (Bellechasse) a d'autres questions à poser, comme nous avons donné la permission à M. Lambert (Edmonton-Ouest) de continuer, nous pouvons la lui donner à lui aussi.

Le président: Je suis bien d'accord, monsieur Clermont, mais M. Lambert a déjà eu cinq minutes de plus que son temps.

M. Clermont: Très bien. Moi, je n'ai pas vraiment de question à poser aux témoins, monsieur le président, mais les commentaires inclus dans le premier paragraphe me laissent perplexe. Et selon les commentaires que mon collègue, M. Abbott, a faits, que c'est un document très technique, imaginez-vous qu'il l'est encore davantage pour moi qui suis d'expression française.

[Interprétation]

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, I am sorry if I have asked a question which these witnesses are not qualified to answer. I will simply withdraw it...

Mr. Clermont: Mr. Lambert, with all due respect, I did not say that the persons appearing here today were not qualified to answer your question, but they have appeared today to deal with a field of activity that is not perhaps their specialty.

M. Saltsman: Monsieur le président, si on parle de compétence, nous devrions permettre aux témoins de décider s'ils veulent répondre à la question ou non.

Le président: Oui, j'allais justement le dire.

Mr. Clermont: Mr. Saltsman, I made the suggestion because I noticed that the three witnesses were looking at each other and wondering whether they should answer or not.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, I do not want to cause any problems for anyone with my questions. I asked in good faith and the public often asks the very question I have asked. In the financial columns of the newspapers there are discussions of the banks hidden reserves on which they pay no taxes. So I simply wanted to know from these witnesses whether they were aware of such a situation and what amount might be involved for last year in millions of dollars? Just as someone mentioned the \$60 million exemption for IAC. So if you think that my question is not in order you simply have to say so and I will abide by your decision.

The Chairman: Mr. Lambert, I leave it up to the witnesses to decide whether or not they want to and can answer.

M. Hunkin: Monsieur Lambert, nous ne pouvons pas répondre à votre question sur les réserves. En préparant notre mémoire soumis au ministre des Finances ayant trait à la révision de la Loi sur les banques, nous avons constaté que les banques à charte canadiennes ont payé quelque 600 millions de dollars en impôts l'année dernière. C'est le seul commentaire que nous pouvons faire.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Your time is up.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you very much.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, if Mr. Lambert from Bellechasse has any other questions to ask we can allow him to continue as we did with Mr. Lambert from Edmonton West.

The Chairman: I quite agree with you, Mr. Clermont but Mr. Lambert has already had five minutes more than his allotted time.

Mr. Clermont: Very well. I do not really have any questions to put to the witnesses, Mr. Chairman, but the comments in the first paragraph leave me somewhat perplexed. According to the comments made by my colleague Mr. Abbott, this is a very technical document so you can imagine how much more difficult it is for me since I am French speaking.

[Text]

Ne serait-il pas possible, monsieur le président, d'avoir l'opinion d'une personne indépendante au sujet du premier paragraphe? J'ai dit que ces commentaires-là me laissent perplexe, et comme mon collègue de Bellechasse l'a dit, nos témoins laissent entendre qu'il y aurait la possibilité d'une échappatoire de 60 millions de dollars. Et à la question de M. Lambert (Bellechasse), ils ont répondu que ce serait les actionnaires d'IAC qui en bénéficieraient. Moi, j'aimerais avoir l'opinion d'une personne complètement indépendante, non pas celle des représentants de l'IAC, ou bien des témoins que nous avons devant nous aujourd'hui, mais l'opinion d'une personne indépendante qui pourrait éclairer les membres de ce Comité sur ces commentaires.

Deuxièmement, comme mon collègue d'Edmonton-Ouest, j'ai moi aussi des réserves concernant la période de dix ans et j'ai aussi des réserves concernant le libellé des modifications qui sont suggérées par les représentants de l'IAC relativement au paragraphe 7.3.

Merci.

Le président: Monsieur Clermont, nous avons au Comité M. Read qui est l'Inspecteur général des banques. Peut-être pourrions-nous lui demander de s'approcher de la table.

M. Clermont: Voici, monsieur, j'ai posé la question directement, en privé, à M. Read.

Le président: Je m'excuse.

M. Clermont: Il m'a dit, comme on le sait, que la Loi de l'impôt sur le revenu permet une telle chose. Elle le permet. Mais, sans vouloir en aucune façon blesser M. Read, il pourra peut-être me corriger, est-il une personne reconnue comme un expert dans le champ de la fiscalité? S'il l'est, j'aimerais entendre ses commentaires.

I am sorry I did not say it in English.

• 1655

The Chairman: Mr. Read, would you come to the table and possibly try to ...

Monsieur Clermont, vous pouvez peut-être poser votre question de nouveau à M. Read.

Mr. Clermont: I spoke with Mr. Read in private regarding the comments made in the first paragraph of the brief that we have before us for consideration. He told me, as I already knew, that income tax law allowed such a thing.

One of the witnesses said, and he gave us some kind of explanation, that with a transfer of loans with the highest rate of interest, from the bank to the IAC, at the end of the year it could mean that the IAC will not pay income tax and will save \$60 million.

I asked Mr. Read in private and he told me that according to Canadian income tax law it is legal. But this is not my question.

My other question is this, Mr. Chairman: can somebody suggest an amendment to Bill S-30 that will not allow such a thing? I understand the other banks are not allowed to do so. That is what I want.

The Chairman: Mr. Read, would you like to comment on Mr. Clermont's remarks?

[Interpretation]

Would it not be possible, Mr. Chairman, to have the opinion of an independent person on this first paragraph? I have said that the comments contained in it leave me somewhat perplexed, and as my colleague from Bellechasse has already said, our witnesses implied that there was a possibility of a \$60 million loophole. In answer to Mr. Lambert (Bellechasse) they said that IAC's shareholders would benefit from this. I would therefore like to have the opinion of a totally independent person other than the representatives of IAC or the witnesses appearing today, so that the Members of this Committee can be enlightened on this matter.

Secondly, like my colleague from Edmonton West I also have some reservations about the 10-year transition period as well as about the wording of the amendments suggested in paragraph 7.3 by the IAC representatives.

Thank you.

The Chairman: Mr. Clermont, we have with us in the Committee room Mr. Read, the Inspector General of Banks. We might ask him to come forward to the table.

Mr. Clermont: I have already asked Mr. Read this question in private.

The Chairman: Excuse me.

Mr. Clermont: He told me, as we know, that the Income Tax Act permits such a thing. Without wishing to hurt Mr. Read's feelings, and he might perhaps want to correct me, but can he tell us whether he is a recognized expert on tax matters? If he is I would like to hear his comments.

Je regrette de ne l'avoir pas dit en anglais.

Le président: Monsieur Read, voulez-vous vous approcher de la table et essayer de ...

Mr. Clermont, perhaps you could ask your question again of Mr. Read.

M. Clermont: J'ai parlé en privé à M. Read au sujet des observations faites dans le premier paragraphe du mémoire qui nous a été présenté. Il m'a dit, comme je le savais déjà, que les lois de l'impôt sur le revenu permettaient une telle situation.

Un des témoins a dit, en donnant des explications à l'appui, qu'en transférant des prêts au taux d'intérêt le plus élevé, de la Banque à IAC, à la fin de l'année IAC pourrait ne pas avoir à payer d'impôts sur le revenu et épargner ainsi 60 millions de dollars.

J'ai demandé en privé à M. Read si cela se pouvait, et il m'a affirmé qu'aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada cela était légal. Mais là n'est pas ma question.

Voici la question que j'aimerais poser, monsieur le président: Peut-on proposer une modification au Bill S-30 qui empêcherait cela d'avoir lieu? Si je comprends bien, les autres banques n'ont pas la permission d'en faire autant. C'est tout ce que je veux.

Le président: Monsieur Read, voulez-vous répondre à M. Clermont?

[Texte]

Mr. C. L. Read (Inspector General of Banks): I think I would simply like to say, Mr. Chairman, that in response to Mr. Clermont's question I had pointed out that the use of capital cost allowance, of course, is a general provision under the tax law which may be used.

On his second question, on the relevance here of the ten-year period which is being proposed as a transition period for the IAC transition, I think I would prefer to have that explanation made by the promoters. There is quite a complex consideration involved here and I would prefer that they speak to the proposed term of transition.

Mr. Clermont: Mr. Read, would it be possible to bring an amendment to Bill S-30 that will not allow the new bank to do what it is claimed can be done here is that statement?

Mr. Read: I think I would simply say that the problem of transition involves both the liability side of the ongoing institution as well as the handling of the asset side and these two are being related in the proposed transition period. I would prefer that the promoters themselves speak to this relationship.

Mr. Clermont: But in my mind, Mr. Read, it will not be an independent opinion. That is what I sought from the Chairman. I wanted an independent opinion on the contents of the first paragraph of the brief. But if it is not possible...

Le président: Monsieur Clermont, demain matin nous pourrions discuter de cette question avec les représentants de l'IAC.

M. Clermont: Mais comme je l'ai dit auparavant, monsieur Comtois, le contenu du premier paragraphe me laisse perplexe.

Le président: Oui. Merci, monsieur Clermont.

Mr. Martin, are you on a point of order?

Mr. Martin: No.

The Chairman: I am sorry. On a point of order, Mr. Abbott?

Mr. Abbott: I just wanted to ask a question of Mr. Read.

The Chairman: I still have some names on my list. I have Mr. McCain and Mr. Martin. Mr. McCain, please.

Mr. McCain: Mr. Chairman, I would like to ask the witnesses what is the purpose of their presentation. I do not mean to be facetious, I just may have missed it completely.

The basic thrust of the presentation is that the Government of Canada is going to lose a tax opportunity and beyond that you do not make very many remarks in your presentation to indicate that you as an association or any of your members will be damaged by the tax loss to the Government of Canada. Now if I have missed your point, I beg your pardon.

• 1700

Mr. Hunkin: I think the damage we feel will occur to us as an association, Mr. McCain, is that we believe if the bill is passed as it is, a bank will be allowed to do indirectly what it is not permitted today to do directly. As a result, Parliament's review of the Bank Act will be prejudiced thereby. Our submissions with respect to that Bank Act review will be prejudiced simply because there will be one

[Interprétation]

M. C. L. Read (Inspecteur général des banques): J'aimerais simplement dire, monsieur le président, qu'en réponse à la question de M. Clermont, j'ai précisé que le recours à la déduction pour amortissement fait partie bien sûr des dispositions générales permises par les lois fiscales.

Quant à sa seconde question, au sujet de la pertinence de la période de dix ans proposée à titre de période de transition pour IAC, je pense que je préférerais que ce soit les parrains qui donnent cette explication. Il y a bien des choses à envisager là-dedans, et je préfère que ce soit eux qui s'expliquent au sujet de la transition proposée.

M. Clermont: Monsieur Read, serait-il possible d'apporter au Bill S-30 une modification qui empêcherait la nouvelle banque de faire ce qu'il semble qu'elle puisse faire aux termes de ce mémoire?

M. Read: Je pense pouvoir dire que le problème de la transition porte tant sur les responsabilités de l'institution actuelle que sur le traitement de l'actif et que ces deux choses sont liées l'une à l'autre dans la période de transition proposée. C'est pourquoi je préférerais que ce soit les parrains eux-mêmes qui parlent de ce rapport.

M. Clermont: Mais, à mon avis, monsieur Read, il ne pourra pas s'agir d'une opinion impartiale. C'est ce que j'essayais d'obtenir en posant ma question à M. le président. Je voulais une opinion impartiale sur la teneur du premier paragraphe du mémoire. Mais si cela est impossible...

The Chairman: Mr. Clermont, we could discuss this matter tomorrow morning with the representatives from IAC.

Mr. Clermont: As I said before, Mr. Comtois, the contents of the first paragraph leaves me bewildered.

The Chairman: Yes. Thank you, Mr. Clermont.

Monsieur Martin, voulez-vous faire un rappel au Règlement?

M. Martin: Non.

Le président: Je m'excuse. Voulez-vous faire un rappel au Règlement, monsieur Abbott?

M. Abbott: Je voulais simplement poser une question à M. Read.

Le président: Il me reste encore d'autres noms sur la liste. Il y a M. McCain et M. Martin. Monsieur McCain, s'il-vous-plaît.

M. McCain: Monsieur le président, j'aimerais que les témoins m'informent quant à l'objet de leur présentation. Je n'y entends pas malice; il se peut fort bien que je n'y ait rien compris.

Le propos fondamental de cet exposé est que le gouvernement du Canada risque de perdre des recettes en impôts; outre cela, vous ne faites pas beaucoup d'observations dans votre exposé pour indiquer si votre association ou n'importe lequel de ses membres souffrira des pertes d'impôts subies par le gouvernement du Canada. Si j'ai mal compris, je vous prie de m'en excuser.

M. Hunkin: Ce que nous craignons en tant qu'association, monsieur McCain, c'est que si le bill est adopté dans son libellé actuel, une banque sera autorisée à faire indirectement ce qu'elle n'a pas le droit de faire directement en ce moment. Par conséquent, la révision que le Parlement doit faire de la Loi sur les banques sera préjugée. Nos recommandations quant à cette révision seront aussi préju-

[Text]

bank already, one chartered bank, effectively permitted to lease directly.

Mr. McCain: This is not relieved by virtue of the fact that there is a ten-year expiry date.

Mr. Hunkin: Will there be another Bank Act review in ten years? You know, it covers quite a period.

Mr. McCain: There is a ten-year expiry date in the opportunity to participate, as you suggest.

Mr. Hunkin: Right.

Mr. McCain: This does not alleviate your problem in any way, the fact that it is temporary.

Mr. Hunkin: No, we do not think so. I think the fact that it would occur now, would occur prior to the current—if that is the right word—Bank Act review, is the real crux of our problem.

Mr. McCain: And in your case, then, you feel perhaps it would not affect some of those listed on this sheet, particularly, for instance, the Scotia Dominion structure; it would not affect them because they are already there, are they not?

Mr. Hunkin: Well, in the sense that IAC is already a major leasing company, and if it were to continue as such, we could not complain. They compete on the same basis as we do. We are saying in our bank brief that we do not think competition from the banks in our business would be, in effect, fair competition and we do not think they should be permitted to do more than they can do now, own 50 per cent of a leasing subsidiary. We say, in essence, they are already in the leasing business. They should not be allowed to get further in, if you will.

But the effect of Bill S-30, if we understand it correctly, would be to give the Continental Bank what we are suggesting to the government should not be given to any of the chartered banks.

Mr. McCain: You are finding it difficult, then, to associate yourself with this bill in any way without at the same time relating to the pending restructuring of the Bank Act.

Mr. Hunkin: Absolutely.

Mr. McCain: And you do not feel that the two can be treated in an unrelated fashion.

Mr. Hunkin: No, we do not see how they can, sir, if Bill S-30 can be modified so that, in effect, IAC Limited, for its ten years, would be no further in the leasing business than it is today or that there would be no way the Continental Bank could do indirectly what it cannot do directly. Then we could have no objections. And then I think we could separate it from the Bank Act review.

Mr. Saltsman: Mr. Chairman, if I might be permitted something supplementary to that, just to clear a point.

The Chairman: All right, Mr. Saltsman.

Mr. Saltsman: This is a question to you, Mr. Chairman. Has there been any representation from the chartered banks to this Committee against the incorporation of Continental?

[Interpretation]

gées pour la simple raison qu'il existera déjà une banque à charte autorisée à louer directement.

M. McCain: Le fait qu'il y ait un délai d'expiration de 10 ans n'y fait-il rien?

M. Hunkin: Fera-t-on une nouvelle révision de la Loi sur les banques dans 10 ans? Vous savez, 10 ans c'est long.

M. McCain: Comme vous le dites, on prévoit un délai d'expiration de 10 ans pour ce qui est de la chance de participer.

M. Hunkin: C'est cela.

M. McCain: Le fait que ce soit temporaire ne règle rien à votre problème.

M. Hunkin: Nous ne le croyons pas. En fait, la pierre d'achoppement c'est bien qu'une telle loi soit adoptée juste avant la révision de la Loi sur les banques.

M. McCain: Et dans votre cas, vous croyez peut-être que cela n'affectera pas certaines des sociétés figurant sur cette liste, en particulier la *Scotia Dominion*, puisqu'elle s'occupe déjà de ce secteur, n'est-ce pas?

M. Hunkin: Eh bien, étant donné que IAC est déjà une compagnie de location importante, si elle continuait de fonctionner sous ce nom, nous ne nous plaindrions pas car elle serait concurrentielle mais sur le même pied que nous. Nous disons dans notre mémoire qu'une concurrence faite par les banques ne serait pas juste et qu'elles ne devraient donc pas être autorisées à faire plus qu'elles le peuvent, à savoir posséder 50 p. 100 des actions d'une filiale s'occupant de location. Bref, nous disons qu'elles s'occupent déjà de location et qu'elles ne devraient pas être autorisées à s'en occuper davantage.

Mais si nous le comprenons bien, le Bill S-30 aura pour effet d'accorder à la Banque Continentale un droit que le gouvernement ne devrait accorder à aucune banque à charte.

M. McCain: Vous trouvez difficile de commenter ce bill sans mentionner la restructuration éminente de la Loi sur les banques.

M. Hunkin: C'est bien cela.

M. McCain: Et vous ne croyez pas que l'on puisse discuter des deux sujets indépendamment l'un de l'autre?

M. Hunkin: Nous ne voyons pas comment, à moins que le Bill S-30 ne soit modifié de façon à ce que IAC Limitée ne puisse, pour les 10 prochaines années, s'occuper de location davantage qu'aujourd'hui, ou que la Banque Continentale ne puisse en aucune façon faire indirectement ce qu'elle ne peut faire directement. A ce moment-là, nous n'aurions aucune objection et pourrions distinguer le bill de la révision de la Loi sur les banques.

M. Saltsman: Monsieur le président, permettez-moi d'ajouter quelques commentaires pour éclaircir un point.

Le président: Très bien, monsieur Saltsman.

M. Saltsman: J'aimerais vous poser une question, monsieur le président. Le Comité a-t-il reçu beaucoup de mémoires de banques à charte s'opposant à la constitution en corporation de la Banque Continentale?

[Texte]

The Chairman: Not to my knowledge, Mr. Saltzman.

Mr. Saltzman: One would have expected them to make representation.

An hon. Member: They are happy with it.

Mr. Saltzman: As a matter of fact, very happy with the coming of the Bank Act. This is, I think, one of the points we might draw as a conclusion.

Mr. Hunkin: One mighty drawback, that is true.

Mr. O'Brien: Just to supplement what Mr. Hunkin said, I think it just sets a dangerous precedent.

An hon. Member: What a precedent.

An hon. Member: Yes.

The Chairman: Mr. McCain. You are not far on the list, Mr. Lambert. Mr. McCain.

Mr. McCain: Then, you would assume, if I understand you correctly, that either the amendments to the Bank Act as introduced by the government or the presentations made by people to the Bank Act will be influenced by the passing of the bill we now have under consideration.

Mr. Hunkin: That is correct.

Mr. McCain: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. McCain. Mr. Martin followed by Mr. Joyal.

• 1705

Mr. Martin: Mr. Chairman, I have one or two questions for the witnesses and then I would like to address a couple of questions to Mr. Read, if I may, as well.

Mr. O'Brien, I believe you indicated in your conclusion number two that you feel the granting of this charter would give to the present dominant company in the leasing field even greater competitive advantages than it now holds. In other words, you are concerned about the advantages it would have in your field because of also having the bank affiliation. Conversely, I realize that you are not in the banking business, but are you of the opinion that because of its being in the leasing field it would give it, also, a dominant position in the banking field that would give it unfair competition in that area? Or make unfair competition in that area?

Mr. Hunkin: It would certainly help them to be competitive with the existing chartered banks.

Mr. O'Brien: Any time there is a tax deferral, when you have use of dollars that would otherwise go to Her Majesty, you have a competitive advantage.

Mr. Martin: On that point of tax deferral, any company in the business of leasing equipment is in a favourable tax position from a point of view of capital-cost allowance, is it not? It would not matter whether they are hooked into a bank or any other form of business, the capital-cost allowance will rise by virtue of a heavy investment in equipment?

[Interprétation]

Le président: Pas à ma connaissance, monsieur Saltzman.

M. Saltzman: On aurait pu s'attendre à ce qu'elles présentent des instances.

Une voix: Elles en sont heureuses.

M. Saltzman: D'ailleurs, elles ont bien hâte à la révision de la Loi sur les banques. Ce pourrait même être là notre conclusion.

M. Hunkin: Tout un désavantage en effet.

M. O'Brien: Pour compléter ce qu'a dit M. Hunkin, je pense que c'est tout simplement établir un précédent dangereux.

Une voix: Quel précédent.

Une voix: En effet.

Le président: Monsieur McCain. Votre tour viendra bientôt, monsieur Lambert. Monsieur McCain.

M. McCain: Vous présumez donc, si je vous comprends bien, que soit les amendements qui sont apportés à la Loi sur les banques par le gouvernement, soit les instances présentées par les particuliers à ce sujet, seront influencées par l'adoption de ce bill que nous étudions présentement.

M. Hunkin: C'est exact.

M. McCain: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur McCain. Monsieur Martin, suivi de monsieur Joyal.

M. Martin: Monsieur le président, j'ai une ou deux questions à poser au témoin puis j'aimerais aussi, si c'est possible, poser deux questions à M. Reid.

Monsieur O'Brien, vous dites dans votre deuxième conclusion que l'octroi de cette charte accordera à la société qui actuellement domine dans le secteur de la location une possibilité de concurrence encore plus grande. Autrement dit, vous vous inquiétez des avantages qu'elle aurait dans votre domaine puisqu'elle serait en outre une banque. Je me rends bien compte que vous ne vous occupez pas de transactions bancaires, mais êtes-vous personnellement d'avis que puisque cette société s'occuperait également de location, cela la placerait dans une position supérieure dans le domaine bancaire où elle pourrait aussi opposer une concurrence meilleure?

M. Hunkin: Cela l'aiderait sûrement à concurrencer les autres banques à charte.

M. O'Brien: Chaque fois qu'il y a une possibilité de différer les impôts, et que l'on peut profiter de dollars qui reviendraient normalement à Sa Majesté, on devient un concurrent favorisé.

M. Martin: Du point de vue des impôts différés, toute société qui s'occupe de louer de l'équipement se retrouve dans une position fiscale favorable étant donné la déduction des dépenses d'immobilisation, n'est-ce pas? Qu'il s'agisse d'une banque ou d'une autre société, cette déduction des dépenses d'immobilisation augmente à cause de l'énorme investissement en équipement?

[Text]

Mr. Hunkin: That is true, except that you start from day one with the leasing company without other taxable income from other business, if you will. Then you will never be able to use all the capital-cost allowances produced by the leases you buy. The real advantage comes from being able to start in the leasing business with predictable taxable income from other sources. That is, of course, the thing that frightens us, as an association, with the prospect of the chartered banks being permitted to lease directly. There is \$600 million or \$1.02 billion of taxable income there already, available for shelter.

Mr. Martin: But would that not apply to any company going into the leasing business that was already engaged in some other line of business? They would have a similar ability to shift the capital-cost allowance to their benefit from their other sources of taxable income? In other words, it is not because they might become affiliated with a bank, as such, that would give them this advantage; it would be because they had another business.

Mr. Hunkin: That is true. But there is another practical prohibition, that you have to have a reasonably high leverage, a reasonably high dead-equity ratio to make it all make sense. That is why you do not, in fact, see whiskey distillers, brewers, manufacturing companies in the leasing business, although they have the taxable income there to shelter. They may be looking at traditional direct ratios of one to one or less than one to one, so that more than offsets the advantage from the tax deferral. I think it must be a financial services company, one that can operate with a better than seven to one, say, debt-to-equity ratio to make the other seem sensible—which is another advantage in the hands of the banks, which operate with a dead-equity ratio of closer to 30 to 1. I do not think there is a leasing company, as such, that would have better than perhaps a 10 to 1 dead-equity ratio—IAC's, I think, is seven to one.

Mr. Martin: Mr. Chairman, to Mr. Read, if I might: I wonder, Mr. Read, if you would comment on what I believe I understood in the course of an earlier discussion with a concern, that it could be possible for the Continental Bank, because of its affiliation with a company that is prominent in the leasing field, to be able to shift loans back and forth to move the income from those loans to where it would give it the most advantage? Do you see this as a possibility in view of this relationship? Or would there not be some prevention as the result of certain clauses under the Bank Act?

• 1710

Mr. Read: Under the proposed bill, the provision is that any eligible business for a bank will be done by the bank. On the other hand, the liability structure of IAC is such that the asset structure of IAC must be maintained and the adjustments made to the liability side over a period of time. So the proposal is that assets may be transferred from the bank to the IAC structure.

I understand that the suggestion is that it would be advantageous for IAC for the transfer of high-earning assets to be transferred from the bank to the continuing-leasing operation. I find this a difficult proposition to foresee or expect: that high-earning assets of the bank would be transferred out of the bank in circumstances where the institution is, first of all, just being begun; and second, in the circumstances where this bill provides that

[Interpretation]

M. Hunkin: C'est vrai, sauf que l'on fonde une compagnie de location sans tirer de revenus imposables d'autres entreprises. A ce moment-là, on ne pourra jamais profiter de toutes les déductions de dépenses d'immobilisation auxquelles donnent droit les concessions achetées. L'avantage c'est de se lancer dans la location tout en sachant pouvoir tirer des revenus imposables d'autres sources. Ce qui nous effraie en tant qu'association, c'est que les banques à charte puissent être autorisées à louer directement. Elles pourraient alors récupérer des revenus imposables de \$600 millions ou de \$1.02 milliard et les soustraire à l'impôt.

Mr. Martin: Mais alors cela ne s'arrêterait-il pas à toute société se lançant dans la location alors qu'elle mène déjà d'autres formes d'entreprise? Elle pourrait aussi profiter de la déduction de leur immobilisation des autres sources de revenu imposable. Autrement dit, ce n'est pas parce que la compagnie devient affiliée à une banque qu'elle jouit de cet avantage; c'est tout simplement parce qu'elle a déjà une autre entreprise.

M. Hunkin: C'est exact. Mais il y a une autre interdiction d'ordre pratique car, pour que cela ait du sens, il faut un rapport de capitaux immobilisés raisonnablement élevé. C'est pourquoi on ne voit pas de distilleries, de brasseries ou de manufactures se lancer dans la location même si elles ont des revenus imposables qu'elles aimeraient bien protéger. Elles peuvent rechercher le rapport direct traditionnel de un pour un ou de moins de un pour un, ce qui ne compense nettement pas pour l'avantage que présentent les impôts différés. Il faut que ce soit une compagnie offrant déjà des services financiers, c'est-à-dire une société qui puisse fonctionner avec un rapport actif-passif de plus de sept pour un pour que le rendement semble raisonnable; voilà donc un autre avantage pour les banques qui ont un taux de capitaux immobilisés de près de 30 pour 1. Il ne se trouve pas une compagnie de location qui présente un rapport supérieur à 10 pour 1, celui d'IAC est, je crois, de sept pour un.

M. Martin: Monsieur le président, permettez-moi de poser une question à M. Read. Pourriez-vous commenter ce que j'ai cru comprendre un peu plus tôt, à savoir que la Banque Continentale pourrait, à cause de son affiliation avec une société très importante dans le domaine de la location, jouer avec les prêts et inscrire les revenus tirés de ceux-ci là où c'est le plus à son avantage? Croyez-vous que cela serait possible? Étant donné certaines dispositions de la Loi sur les banques, ne pourrait-on pas empêcher une telle situation?

M. Read: D'après le libellé du bill, tout type de transaction habituellement mené par une banque pourra être mené pas la Banque Continentale. En revanche, la structure du passif d'IAC est telle qu'on pourra garder la structure de son actif et échelonner sur une certaine période les ajustements apportés à son passif. On croit donc que l'actif de la banque pourrait être ajouté à la structure d'IAC.

Il semble que IAC aurait avantage à ce que les actifs très rentables de la banque lui soient confiés alors qu'elle continue à s'occuper de location. Il serait étonnant que cela se passe ainsi, car les actifs très rentables de la banque seraient transférés alors que cette institution est toute nouvelle et puis, comme le bill stipule que la banque est l'institution qui continuera d'exister au terme de la période de fusion, ce sera dans l'intérêt de la banque et de nous

[Texte]

the bank is the institution that will be continuing at the end of the amalgamation. Therefore it will be in the interest of the institution as well as of any of those of us on the regulatory side who will be following the development of that bank to maintain its higher-earning assets in the bank.

Mr. Martin: Would you comment, Mr. Read, on the first point of the conclusion where the witnesses have indicated that, in their view, approval of Bill S-30, as now proposed, would indeed place in the hands of the Continental Bank powers that are denied under the Bank Act to other banks?

Mr. Read: Well, this is true, of course, in several respects under the bill before you. There are several temporary exemptions that are proposed.

Mr. Martin: In the 10-year framework?

Mr. Read: Within the 10-year framework, yes.

Mr. Martin: Does this point concern you as the Inspector General of Banks?

Mr. Read: The objective here is one which generally is supported in that we have for the first time an ongoing institution that is converting to a bank which, I think, generally is felt to be desirable. To do that you have to take into account the existing structure of that institution. In this case we do have a part of their assets side which is in ineligible business and which is not now eligible for banks. The proposal is that there be a temporary exemption for this, but that the requirements in the bill are that the non-eligible business of the whole structure must be eliminated and brought in conformity with the Bank Act within that period.

Now in respect of leasing itself, that would mean that either the whole of the leasing business must be divested or else put into exactly the same position as currently the banks are permitted to do under the Bank Act, under Section 76, which would be a 50 per cent owned subsidiary. So the proposal is that, within that period, it will be brought entirely within the present structure of the Bank Act.

Mr. Martin: One last question, if I may, Mr. Read.

Would you comment on point four of the conclusion where it is felt that those in positions such as yourself before this comes to Parliament, the people responsible for the review of the Bank Act, would indeed be placed in an unenviable position? Would you give us your views on that particular conclusion—assuming that Bills S-30 was to be approved in its present form?

Mr. Read: Well, of course, I cannot speak for Parliament but I would like to emphasize that the discussions respecting this bill with myself and other officials took place prior to any public debate on the subject of the decennial revision, and that any considerations of this bill were based only and entirely on the present Bank Act.

Mr. Martin: Just one supplementary. When did the discussions take place?

• 1715

Mr. Read: I think the first consideration or the first time it was raised would have been last summer which is really two years before the end of the present decennial period.

[Interprétation]

tous qui suivons son développement de garder au sein de la banque les actifs très rentables.

M. Martin: Monsieur Read, pourriez-vous commenter le début de la conclusion, à savoir que l'adoption du Bill S-30, dans son libellé actuel, donnerait à la Banque Continentale des pouvoirs que l'on refuse aux autres banques en vertu de la Loi sur les banques?

M. Read: C'est bien vrai à plusieurs égards. On trouve dans le bill plusieurs exemptions temporaires.

M. Martin: A l'intérieur du délai de dix ans?

M. Read: En effet.

M. Martin: A titre d'inspecteur général des banques, ce point vous préoccupe-t-il?

M. Read: L'objectif envisagé ici est appuyé par tous puisque pour la première fois une société déjà existante sera convertie en une banque, ce que d'ailleurs la plupart des gens jugent souhaitable. Pour ce faire, il faut tenir compte de la structure actuelle de cette société. Dans le cas qui nous occupe, une partie de son actif se trouve dans des entreprises non escomptables et, donc, non bancables présentement. On propose à ce sujet qu'il y ait une exemption temporaire mais que le bill pose comme condition que ces affaires non escomptables soient éliminées pour qu'au cours de la période déterminée la société devienne conforme à la Loi sur les banques.

Maintenant, en ce qui concerne la location même, cela signifierait que la société doit, soit se défaire de ces activités, soit faire comme toutes les banques en vertu de l'article 76 de la Loi sur les banques, c'est-à-dire faire de cette entreprise de location une filiale dont elle posséderait 50 p. 100 des actions. Autrement dit, au cours du délai prévu, la société se conformera aux dispositions actuelles de la Loi sur les banques.

M. Martin: Permettez-moi une dernière question, monsieur Read.

Pourriez-vous commenter la quatrième conclusion où l'on dit que ceux comme vous qui sont responsables de la révision de la Loi sur les banques se retrouveront dans une situation peu enviable? Pourriez-vous nous donner votre opinion au sujet de cette conclusion à supposer que le Bill S-30 soit adopté dans son libellé actuel?

M. Read: Bien entendu, je ne peux parler au nom du Parlement, mais j'aimerais rappeler que les discussions que j'ai mené au sujet de ce bill avec d'autres hauts fonctionnaires ont eu lieu avant que ne commence le débat public sur une révision décennale et que toutes les dispositions du bill reposent uniquement sur la loi actuelle sur les banques.

M. Martin: Une simple question supplémentaire. Quand ces discussions ont-elles eu lieu?

M. Read: Cette question a été posée pour la première fois l'été dernier, soit deux ans avant la fin de l'actuelle décennie.

[Text]

Mr. Martin: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Martin.

Monsieur Joyal, followed on the second round by Monsieur Lambert, Edmonton West, Mr. Abbott and Mr. Saltsman.

Monsieur Joyal.

M. Joyal: Monsieur le président je voudrais adresser mes questions à l'inspecteur général des banques. Est-ce que l'inspecteur peut nous dire s'il partage l'opinion qui a été émise à la page 1 du mémoire, à savoir: le projet de loi S-30 tel que proposé actuellement est en violation avec l'article 76 et l'article 75 de la Loi des banques? Est-ce que dans votre discussion ou dans l'évaluation que vous avez faite du projet de loi S-30 avec les promoteurs de la banque vous avez en l'occasion de parler de ce conflit possible entre l'article 75 et 76 d'une part et les dispositions du projet de loi S-30 d'autre part?

Mr. Read: I think the answer to your question is yes, we considered, of course, all the exceptions to the Bank Act that were being proposed. We also considered, of course, what aspects of the Bank Act were proposed and to be applied to IAC during the transitional period.

M. Joyal: Est-ce qu'il y a à votre avis d'autres éléments dans le projet de loi S-30 qui viennent en conflit avec la Loi des banques actuelle?

Mr. Read: No, I know of no contravention of the Bank Act or exception to the Bank Act which is not specifically provided for in the bill.

M. Joyal: Est-ce que, dans l'article 75 de la Loi des banques aux paragraphes 3 et 4, le statut particulier qui serait accordé à la banque proposée et qui aurait pour effet de donner un avantage qui ne serait pas donné aux autres banques canadiennes, ne créerait pas à l'intérieur du marché financier actuel une situation privilégiée que précéderait la Loi des banques vise à normaliser? Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction entre les situations particulières que l'on veut légaliser dans le projet versus les objectifs plus globaux du projet de la Loi des banques qui eux visent à faire en sorte que la compétition existe à l'intérieur du marché des banques actuelles?

Mr. Read: I do not have the Bank Act in front of me. You are probably referring to the ability of the IAC to continue leasing. The provision in this bill, of course, does not permit and will not permit the bank itself to engage in ineligible business. The problem was how quickly and under what conditions could IAC, which wants to convert to a bank, eliminate the business that it is now doing which is ineligible to a bank. This consists of the provisions that are made in this special bill which identifies the areas and makes specific requirements on IAC itself in order to make that transition.

M. Joyal: Y a-t-il eu précédemment d'autres cas où la période admissible à l'intérieur de laquelle des nouvelles banques devaient se conformer aux dispositions de la Loi des banques ait été aussi longue que 10 ans? Une autre question: est-ce que cette période de 10 ans est basée sur des facteurs qui sont compressibles ou si c'est un chiffre qui est véritablement le chiffre inférieur que l'on peut accepter dans les circonstances dues aux liquidités et aux activités antérieures de la compagnie dont on veut transférer les liquidités à l'intérieur de la nouvelle banque?

[Interpretation]

M. Martin: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Martin.

La parole est maintenant à M. Joyal qui sera suivi par MM. Lambert (Edmonton-Ouest), Abbott et Saltsman.

Mr. Joyal.

Mr. Joyal: Mr. Chairman, I wish to address my questions to the Inspector General of Banks. Could the inspector tell us whether he shares the opinion put forward on page one of the brief, according to which Bill S-30 violates sections 75 and 76 of the Bank Act? During your discussions with the sponsors of the bank concerning Bill S-30, have you had a chance to mention a possible conflict between sections 75 and 76 of the Act and the provisions of Bill S-30?

M. Read: Oui, nous avons examiné toutes les exceptions à la Loi sur les banques qui ont été proposées. Nous avons également envisagé quelles dispositions de la Loi sur les banques seraient appliquées à l'IAC au cours de la période de transition.

Mr. Joyal: In your opinion are there other aspects of Bill S-30 which contravene the Bank Act in its present form?

M. Read: Non, à ma connaissance, il n'y a pas d'exceptions ou de conflits en ce qui a trait aux dispositions de la Loi sur les banques qui n'aient pas été prévus dans le présent bill.

Mr. Joyal: Would you not agree that the special status granted to this bank would give it an advantage over other Canadian banks, creating a privileged situation within the financial market, which is against the provisions of the Bank Act. Would you not say that there is a contradiction between the provisions of this bill and the general objectives of the Bank Act which aims at safeguarding competition among existing banks?

M. Read: Je n'ai pas le texte de la Loi sur les banques devant moi. Vous faites sans doute allusion à l'autorisation qui serait faite à l'IAC de continuer de s'occuper de location. Les dispositions du présent bill, bien entendu, ne permettraient pas à la banque elle-même de faire des affaires qui ne sont pas admissibles. La question était de savoir à quelle allure l'IAC parviendrait à se débarrasser d'affaires qu'elle traite actuellement mais qui ne sont pas acceptables pour une banque. C'est justement en ceci que consistent les dispositions spéciales du présent bill, lequel stipule les modalités de transition de l'IAC.

Mr. Joyal: Do you know of any previous cases where the transitional period during which new banks had to comply with the provisions of the Bank Act have been 10 years long? Another question: do you feel that this 10-year period could possibly be reduced or is it the minimum in view of the cash flow of the company and its previous activities, its assets having to be transferred to the new bank?

[Texte]

Mr. Read: I think I understood his question.

• 1720

On your first question, to my knowledge there has not been a previous proposal or an ongoing financial institution to convert to a bank, as Mr. Lambert was saying earlier. The other cases that Parliament has dealt with have been banks which are starting from scratch, organizing from scratch, or a *de novo* bank, as it is sometimes referred to.

An hon. Member: Or a new bank.

Mr. Read: Or a completely new bank. This will be a new bank as well.

The second question is on the period of transition. There has not been any precedent on a period of transition. As IAC representatives have mentioned before, they do have a structure of liability that runs over a period of up to 20 years so that the ten-year period is a compromise, if you will, in providing for a period during which these adjustments can be reasonably made.

M. Joyal: Est-ce que d'après vous il y aurait possibilité de réduire encore davantage cette période de conversion sans causer des inconvénients majeurs ou tels qu'ils compromettraient la création de cette banque?

Mr. Read: I would prefer that that question be answered specifically by the sponsors, but from our discussions with them my view would be that a shorter period would be difficult.

M. Joyal: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Joyal.

Mr. Lambert, Edmonton West, followed by Mr. Abbott, Mr. Saltzman and Mr. Martin. Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I am a little puzzled by this insistence on ten years in carrying on, shall we say, business not allowed to the banks. Here I think Mr. Read is going to be of assistance to me. When I read Sections 4 and 5 of the Bank Act, it is my interpretation that notwithstanding anything which may apply to a bank's charter under a previous bank act, the new bank act becomes its charter.

At page 6 of the Bank Act of Chapter B-1 it says:

4. This Act applies to each bank named in Schedule A and does not apply to any other bank.

5. Each bank named in Schedule A is a body politic and corporate and this Act is its charter.

That will appear in any revision of the Bank Act.

Now, by Section 24 of Bill S-30, Schedule A is amended to include the Continental Bank of Canada. What I would like to know is, notwithstanding what we do in Bill S-30 with regard to assets eligible or ineligible and the carrying on of business in that way, that when the new Bank Act comes in, that a specific mention shall have to be made that certain sections do not apply to the Continental Bank if these powers or these special exemptions have to continue.

[Interprétation]

M. Read: J'ai compris la question.

Pour répondre à votre première question, à ma connaissance il n'y a pas eu d'institution financière existante qui ait demandé à être convertie en banque, comme M. Lambert l'a dit tantôt. Le Parlement a eu à se prononcer lorsque des banques ont été constituées à partir de zéro.

Une voix: Une nouvelle banque.

M. Read: Une banque tout à fait nouvelle. Mais celle-ci aussi sera une nouvelle banque.

La deuxième question se rapporte à la période de transition. Il n'y a pas de précédent en cette matière. Ainsi que les représentants de l'IAC l'ont expliqué, leur passif s'étalant sur une période de 20 ans, la période de transition de dix ans constitue donc un compromis qui devrait leur permettre de faire des ajustements de façon raisonnable.

Mr. Joyal: Do you think that it would be possible to further shorten this transition period without causing it major hardships or jeopardizing the creation of the bank?

M. Read: Je préférerais que vous adressiez cette question aux promoteurs, mais à mon avis, il serait difficile de raccourcir cette période.

Mr. Joyal: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Joyal.

Monsieur Lambert, Edmonton Ouest. Ensuite, M. Abbott, M. Saltzman et M. Martin. Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton Ouest): Je trouve étrange que l'on insiste tellement pour permettre à cette société de poursuivre pendant dix ans des affaires interdites aux autres banques. M. Read pourrait peut-être m'aider sur ce point. D'après les articles 4 et 5 de la Loi sur les banques, nonobstant ces dispositions, une charte de banque aux termes d'une précédente Loi sur les banques, la nouvelle Loi sur les banques constitue la charte de ladite banque.

A la page 6 de la Loi sur les banques, le chapitre B-1 est libellé comme suit:

4. Cette Loi s'applique à chaque banque mentionnée à l'annexe A et ne s'applique à aucune autre banque.

5. Chacune des banques nommées en l'annexe A est un organisme doté d'une personnalité morale et la présente loi forme sa charte.

Cela figurera nécessairement dans toute révision de la Loi sur les banques.

Or, l'article 24 du bill S-30 modifie l'annexe A pour inclure la Banque Continentale du Canada. Quoi que le bill S-30 prévoit en ce qui concerne les avoirs admissibles ou non, et les affaires ainsi traitées, lorsque la nouvelle Loi sur les banques sera adoptée, celle-ci devra stipuler que tel et tel article ne s'applique pas à la Banque Continentale si l'on tient à ce que ces exemptions restent en vigueur.

[Text]

If, on the other hand, no specific exemption is made in the Bank Act, say of 1977, then the Continental Bank will find itself in the same pool with all the other banks, and there will be no difference between any of them and it will have to scramble like the blazes to conform. Am I right or wrong?

• 1725

Mr. Read: If I understand you, sir, I think you are right. The Bank Act will apply to the new bank with whatever exceptions Parliament decides to give them under the bill that is before you. That is what will apply to the bank.

You are also being asked to legislate in respect of other than the bank. You are asked to legislate in respect of operations of the IAC, and I think this is what is really being discussed today.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but then the operations of the IAC are not the subject of the determination under the Bank Act unless . . .

Mr. Read: That is right.

Mr. Lambert (Edmonton West): . . . our attention is drawn to it particularly in that Act, and if no mention of these exemptions or exceptions is made in the next version of the Bank Act, I think I am correct that notwithstanding anything we do today, the Continental Bank will have to line up with all the others and conform. Am I right or wrong?

Mr. Read: As to the bank itself, I think perhaps some exceptions which you may have made in their particular bill may carry through. For instance, if you are giving a four-year period on something, presumably this would prevail as being applicable to that particular bank.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but I want this interpretation in that. We may run into something here. Counsel may have a difference here.

This Bank Act says that this Act is the charter; nothing else is the charter, no incorporating bill, nothing. This Act that I hold in my hand is the charter of the bank.

Mr. Read: with exceptions.

Mr. Lambert (Edmonton West): Without exceptions, unless those exceptions are noted in this bank. There are the Mercantile Bank clauses in this act. That is why they were put there, to apply specifically to the Mercantile Bank.

In the new Bank Act, if these conditions that are being asked for in S-30 as the subject of this brief are being asked for, they will have to be provided for by way of exception to the new Bank Act. Am I not right, Mr. Read?

Mr. Read: I am not sure you are right.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would rather suspect that my argument is a pretty arguable one, that is, a pretty strong argument, but I am subject to correction. I am not going to say that, but it would be my opinion at this time that that would be the case, and to that extent, therefore, what is being asked at this time does not operate to the prejudice of the revision of the Bank Act. This is why this argument I have been making, all this will of course—Continental, I think, are going to have to look at this point.

[Interpretation]

Si, d'autre part, la nouvelle Loi sur les banques qui serait adoptée disons en 1977 ne prévoyait pas d'exemptions spéciales, la Banque Continentale se trouverait dans une situation identique à celle des autres banques, sans qu'il y ait la moindre différence, ce qui l'obligera à faire diligence pour se conformer aux dispositions de la loi. C'est exact?

M. Read: Je crois bien que vous avez raison. La Loi sur les banques s'appliquerait à la nouvelle banque de même que toute exception adoptée par le Parlement aux termes du présent bill. L'ensemble de ces dispositions s'appliquera à la nouvelle banque.

Vos décisions s'appliqueront non seulement à la banque mais également à l'IAC, ce qui à proprement parler fait l'objet de la discussion d'aujourd'hui.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): D'accord mais les transactions de l'IAC ne sont pas assujetties à la Loi sur les banques à moins que . . .

M. Read: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): A moins que la Loi ne le stipule clairement. Or, si la prochaine version de la Loi sur les banques ne contient pas ces exemptions et exceptions, je pense que quoi que nous fassions ou décidions aujourd'hui, la Banque Continentale sera obligée de se conformer. Est-ce bien exact?

M. Read: Je pense que certaines exceptions que vous avez insérées dans leur bill continueront à s'appliquer. Ainsi, une période spéciale de 4 ans serait applicable à la Banque.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'aimerais avoir votre interprétation sur ce point car notre conseiller juridique pourrait être d'un avis contraire.

D'après la Loi sur les banques, la Loi constitue la charte d'un banque à l'exception de tout autre document. Donc seule cette Loi dont j'ai le texte en main constitue la charte de la banque.

M. Read: Avec les exceptions.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Sans les exceptions, sauf si celles-ci sont reprises dans le texte de la Loi. Dans le cas de la *Mercantile Bank*, les exceptions figurent dans le texte de la Loi. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle elles ont été insérées dans la Loi.

Donc les conditions spéciales prévues aux termes du présent Bill S-30 devront être reprises éventuellement sous forme d'exceptions dans la nouvelle Loi sur les banques, n'est-ce pas?

M. Read: Je ne suis pas certain.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ma thèse peut se défendre; mes arguments me semblent bons, mais je peux me tromper. Si tel est bien le cas, ces dispositions ne porteront nullement préjudice à la révision éventuelle de la Loi sur les banques. Il va donc falloir examiner cette question de plus près.

[Texte]

This means that whenever the revision of the Bank Act will come forward, and it was not without some interest that I asked the Minister of Finance today what he planned on doing with regard to a new Bank Act, and as you can see he has modified his position, it is not to be a draft bill definitely, as Mr. Turner had said, but there may be a White Paper. If we talk about a White Paper during 1976, a new Bank Act will only come down the pipe late in 1977 for possible application on January 1, 1978.

Mr. Read, you are not being asked to comment here.

Mr. Read: Thank you.

Mr. Lambert (Edmonton West): But I think you would generally agree with me that on the basis of general timing, if a White Paper comes down that it will require that, even of the draft bill route is used, that much the same will apply, although certainly we are out of line now for January 1, 1977. There will have to be an extension bill somewhere.

Mr. Read: The deadline is June 30, 1977.

Mr. Lambert (Edmonton West): June 30, 1977.

Mr. Read: July 1.

Mr. Lambert (Edmonton West): July 1.

Mr. Read: July 1.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right. I would say that maybe a draft bill might get under the wire, but a White Paper will not get under the wire. All right. So, that is a point that has to be considered.

The other point, Mr. O'Brien, that concerned me was the utilization of a capital cost allowance to offset income. But that only postpones the evil day, does it not? Certainly it is so in the case of real estate, because having utilized the capital-cost allowance, there comes a day when there is no more capital-cost allowance. This argument applies to you people, too.

Mr. Hunkin: That is quite correct.

• 1730

Mr. Lambert (Edmonton West): IAC has not a special privilege of utilizing/capital-cost allowance and other high-earning assets. I know of some other companies that might be named, who are members of your association.

Mr. Hunkin: That is correct.

Mr. Lambert (Edmonton West): They are in the same boat as you people are. What is the difference, then?

Mr. Hunkin: The difference is that, indirectly, a bank can shield its income by capital-cost allowance, from a competitive point of view.

To go back to your question, there is no...

Mr. Lambert (Edmonton West): Let us look at the diversified operations of some of the outfits like RoyNat—what is it, the Canadian Bank of Commerce...

An hon. Member: Kinross.

Mr. Lambert (Edmonton West): That is not in here for leasing, but...

[Interprétation]

C'est dans cet optique d'ailleurs que j'ai demandé aujourd'hui au ministre des Finances quand il comptait revoir la Loi sur les banques; or, d'après sa réponse, il s'agit non plus d'un projet de loi comme du temps de M. Turner, mais d'un livre blanc. Si le livre blanc est déposé dans le courant de 1976, le nouvelle Loi sur les banques ne serait adoptée que vers la fin de 1977 pour entrer en vigueur le 1er janvier 1978.

Ce n'était pas une question, monsieur Read.

M. Read: Je vous remercie.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Vous conviendrez qu'un livre blanc exige du temps et que même si on se décidait pour un projet de loi, il est déjà trop tard pour le 1er janvier 1977. Il faudra donc proroger le Bill.

M. Read: Le dernier délai est le 30 juin 1977.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le 30 juin 1977?

M. Read: Le 1er juillet.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, le 1er juillet.

M. Read: Le 1er juillet.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Donc, il se pourrait qu'on arrive à temps avec un projet de loi, mais certainement pas avec un livre blanc. Il va donc falloir tenir compte de cet aspect de la question.

L'utilisation de la déduction pour amortissement afin de réduire les revenus est une autre question qui me préoccupe. Or ceci ne fait que retarder l'échéance, n'est-ce pas? C'est certainement vrai dans le cas de l'immobilier, car s'étant servi de l'amortissement, vient un jour où il n'y en a plus. Cet argument s'applique à vous également.

M. Hunkin: C'est juste.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): L'IAC n'a pas de privilège particulier pour se servir d'amortissements ni d'autres actifs très productifs. Je connais d'autres sociétés que l'on pourrait nommer et qui font partie de votre association.

M. Hunkin: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ils sont dans le même bateau que vous. Quelle est la différence alors?

M. Hunkin: La différence est qu'indirectement, une banque peut protéger son revenu par l'amortissement, du point de vue concurrentiel.

Pour revenir à votre question, il n'y a pas...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Prenons par exemple les activités diversifiées de certaines maisons comme RoyNat, qu'est-ce que c'est, la Banque Canadienne de Commerce...

Une voix: Kinross.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Elle n'est pas mentionnée ici pour la location, mais...

[Text]

Mr. Hunkin: It is not a leasing company.

Mr. Lambert (Edmonton West): No. Let us look at Scotia Toronto-Dominion Leasing Limited, and Citi-Corp Leasing International Limited, being a Canadian company, pays Canadian income tax but it carries on. Certainly I know RoyNat does. It carries on lots of things.

Mr. Hunkin: Quite right. There is no question, as you said earlier, that you are not—I think you said, postponing the evil day; you are not putting it off forever, you are deferring tax, not avoiding it.

Mr. Lambert (Edmonton West): This is the point I want to make, because there were one or two members of the Committee saying that this tax deferral was something that was, shall we say, the prize in the popcorn package. It is a deferral, even in the words of the witness.

Mr. Saltsman: It is not an inconsiderable benefit.

Mr. Lambert (Edmonton West): It is deferred.

Mr. Hunkin: That is right. You are effectively borrowing the money without having to pay interest on it, so it affects your return on your investment.

Mr. Lambert (Edmonton West): Anyone with an asset that gets depreciation on it does the same thing—anyone here who owns a house that he rents.

Mr. Hunkin: You are quite right.

The Chairman: Mr. Lambert, that was your last question. One comment, Mr. O'Brien.

Mr. O'Brien: There is a deferral, but a deferral can also be monetized. You can find out what the present value of having to pay tax 10 years from now is, but I suggest to you that the evil day is 10 years down the road, that certain manoeuvres can be undertaken at the end of that 10-year period that could cause that deferral to be deferred again, one being that you transfer to a 50-per cent owned sub. You can defer it again.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but that is subject to the Department of National Revenue's allowing you to do it, and also the Inspector General of Banks. Let us not say that this is necessarily a *fait accompli*...

Mr. O'Brien: I agree.

Mr. Lambert (Edmonton West): ... because some people have the impression that IAC at the present on this thing here would, as I say, pick up a prize in the popcorn package worth \$60 million. No way.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. It is after 5.30 p.m., and I think I still have three names. Perhaps we could have short questions and answers for the remaining three: Mr. Abbot, Mr. Saltsman and Mr. Martin. Mr. Abbott.

• 1735

Mr. Abbott: I do want to make this one point. It seemed to me that in relation to the period for conversion, the 10-year period, the impetus behind it was to assist IAC, notwithstanding some anomalies—such as the existence of directors being directors of other trust companies and so on—and certain matters that are not, perhaps, of fundamental importance, that it was worth giving them this provision to create a valuable new financial enterprise. But I will certainly look forward to tomorrow morning, to see whether that 10-year period was also to facilitate them, at the expense of the Canadian taxpayer, to tax deferral.

[Interpretation]

M. Hunkin: Ce n'est pas une société de location.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non. Voyons la Scotia Toronto-Dominion Leasing Limited et la City-Corp Leasing International Limited, qui est une société canadienne, qui paie des impôts canadiens, mais elle persévère. Je sais que c'est le cas de RoyNat. Elle persévère dans beaucoup de choses.

M. Hunkin: C'est vrai. Il n'y a pas de doute, comme vous l'avez dit plus tôt, du moins je le crois, que vous ne retardez pas l'échéance. C'est un report et non pas une évocation d'impôt.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est exactement ce que je voulais dire, car un ou deux membres du Comité ont dit que ces reports de taxes étaient en quelque sorte le prix d'un paquet de popcorn. C'est un report, selon l'expression même du témoin.

M. Saltsman: Ce n'est pas un avantage négligeable.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est un report.

M. Hunkin: C'est juste. En fait vous empruntez de l'argent sans avoir à payer l'intérêt; par conséquent, cela affecte votre profit sur votre investissement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Quiconque a un actif qui se déprécie fait la même chose, comme toute personne ici qui a une maison et qui la loue.

M. Hunkin: Vous avez tout à fait raison.

Le président: Monsieur Lambert, c'était votre dernière question. M. O'Brien a une remarque à faire.

M. O'Brien: Il s'agit donc d'un report, mais un report peut également être monétisé. Vous pouvez savoir ce qu'est la valeur actuelle de la taxe que vous devrez payer dans dix ans, mais je souligne que l'échéance sera dans dix ans, et que certaines manoeuvres peuvent être entreprises à ce moment-là pour que le report de taxe soit de nouveau reporté; par exemple, vous pouvez transférer dans une filiale qui vous appartient à 50 p. 100. Vous pouvez donc reporter cela de nouveau.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, mais cela dépend si le ministère du Revenu national vous permettra de le faire de même que l'inspecteur général des banques. Nous ne disons pas que c'est nécessairement un fait accompli...

M. O'Brien: Je suis d'accord.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): ... car certaines personnes ont l'impression que l'IAC, à ce sujet, reçoit le prix contenu dans le paquet de popcorn et qui vaut 60 millions de dollars. Il n'en est rien.

Le président: Je vous remercie, monsieur Lambert. Il est un peu plus de 17 h 30 et j'ai encore trois noms. Nous pourrions peut-être avoir de courtes questions et de courtes réponses pour ces trois dernières personnes: MM. Abbott, Saltsman et Martin. Monsieur Abbott.

M. Abbott: Je voulais dire ceci. Il me semble que pour la période de conversion, pour la période de dix ans, on a mis l'accent sur ce fait que pour aider l'IAC, en dépit de certaines anomalies, comme l'existence d'administrateurs qui sont également administrateurs d'autres sociétés fiduciaires par exemple, et d'autres questions qui ne sont pas d'une importance fondamentale, que cela valait la peine de leur donner cette disposition afin de permettre l'établissement d'une nouvelle entreprise financière de valeur. Mais j'attends avec impatience la matinée de demain pour voir si cette période de 10 ans devait les aider, au dépend du contribuable canadien, à reporter leurs impôts.

[Texte]

I do not think, as I recall, that conversion period ever contemplated that there was to be a subsidy from the Canadian taxpayer to the bank's start-up period. Obviously the point made by these people is that it is a subsidy to the bank from the Canadian taxpayer; it is a competitive disadvantage to their competitors—well, that is the point they make—but it is a competitive disadvantage not to the bank's competitors but to the leasing company, other leasing companies.

Mr. Lambert (Edmonton West): To be tied up with a bank. That is all. To be tied up with a bank.

Mr. Abbott: Right; and further, that it, of course, induces the other banks to complain as to why they should not receive similar treatment, to be given a 100 per cent opportunity. So all I say is that I am sure, knowing the reputable people who are behind the Continental Bank, that they will want to address themselves to this problem tomorrow morning. But I just suggest that I do not think that that conversion period ever contemplated that it was to put a material advantage in the pockets of IAC that they would not have had.

The Chairman: Thank you, Mr. Abbott.

Mr. Saltzman.

Mr. Saltzman: A question to Mr. Read, Mr. Chairman. Would it be possible for IAC to still start up a bank if they were prohibited from transferring their noneligible assets—could only transfer their eligible assets? They could still start a bank, could they not? They would still have sufficient assets for starting a bank?

Mr. Read: I think this is a question that IAC should answer. They are the ones who have to decide, I think, under what conditions they can convert.

Mr. Saltzman: It is really a question of how large their capital structure is going to be and how large a bank they are going to be, rather than whether they can start a bank or not by being prohibited from transferring their noneligible assets. If we were to prohibit these transfers, they could still start a bank except that they would have to apply fresh capital or use less capital than they had anticipated.

Mr. Read: I would prefer that they speak to their problems of an on-going institution which is converting to a bank as a whole.

Mr. Saltzman: Okay. One short question to the gentleman in front of us—a point of curiosity. Is IAC a member of your organization? Or was it ever a member of the organization?

Mr. Hunkin: No, it is not, and it was not.

The Chairman: Thank you, Mr. Saltzman.

Mr. Martin.

Mr. Martin: A few short comments, Mr. Chairman, and one question.

Relating to Mr. Lambert's points a few moments ago, I found his point about the Bank Act and the fact that the Bank Act becomes a charter, rather interesting, but I would draw, perhaps, a different conclusion than he did from that. It seems to me that if, indeed, the new Bank Act would obliterate any particular special provisions that had been provided in Bill S-30, there would be perhaps more pressure on those responsible for bringing in the new Bank

[Interprétation]

Je ne crois pas, si je me souviens, que la période de conversion ait jamais été considérée comme une subvention du contribuable canadien pour cette période de lancement de la banque. Il est évident que ces personnes soutiennent, que c'est une subvention à la banque de la part du contribuable canadien; mais leurs concurrents sont dans une situation concurrentielle désavantageuse, du moins ils le prétendent, mais c'est une concurrence désavantageuse non pas pour les concurrents de la banque, mais pour la société de location, et pour les autres sociétés de location.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Être lié à une banque. C'est tout. Être lié à une banque.

M. Abbott: C'est juste. De plus, évidemment, les autres banques pourront se plaindre et vouloir savoir pourquoi elles ne reçoivent pas le même traitement, cette opportunité de 100 p. 100. Je suis certain, connaissant des personnes de bonne réputation à la Banque continentale, qu'elles s'attaqueront au problème, demain matin. Je vous souligne qu'à mon avis cette période de conversion n'a jamais été prévue comme un avantage matériel pour l'IAC qu'elle n'aurait pas eu autrement.

Le président: Je vous remercie, monsieur Abbott.

Monsieur Saltzman.

M. Saltzman: J'ai une question à poser à M. Read, monsieur le président. Serait-il possible pour l'IAC de mettre sur pied une banque, si les responsables ne pouvaient transférer leurs avoirs non admissibles mais seulement ceux qui sont admissibles? Ils pourraient quand même lancer leur banque, n'est-ce pas? Ils auraient quand même suffisamment d'actifs pour le faire, n'est-ce pas?

M. Read: C'est une question à laquelle l'IAC devrait répondre. Ce sont ses représentants qui doivent décider dans quelles conditions ils peuvent convertir.

M. Saltzman: Il s'agit vraiment de savoir quelle sera leur structure financière et quelle importance aura leur banque plutôt que de savoir s'ils peuvent mettre sur pied une banque si on les empêche de transférer leurs actifs non admissibles. Si nous empêchions ces transferts, ils pourraient quand même débiter sauf qu'ils leur faudrait se servir de nouveaux capitaux ou se servir de moins de capitaux qu'ils ne l'avaient anticipé.

M. Read: Je préférerais qu'ils discutent de leurs problèmes en tant qu'institution existante qui se convertit en banque.

M. Saltzman: Très bien. Une courte question, pour satisfaire ma curiosité, que j'adresse au monsieur devant nous. Est-ce que l'IAC fait partie de votre organisation? En a-t-elle déjà fait partie?

M. Hunkin: Non, elle n'en fait pas partie, elle n'en a jamais fait partie.

Le président: Je vous remercie, monsieur Saltzman.

Monsieur Martin.

M. Martin: Quelques remarques, monsieur le président et une question.

Pour ce qui est des points soulevés par M. Lambert, il y a quelques instants, je trouve la question concernant la Loi sur les banques et le fait que la Loi sur les banques devienne une charte plutôt intéressante, mais je tirerais peut-être une conclusion différente de la sienne. Il me semble que si, en vérité, la nouvelle Loi sur les banques retranchait toute disposition spéciale particulière prévue dans le Bill S-30, il y aurait peut-être plus de pressions qui

[Text]

Act to either carry over the exceptions for a bank that was already incorporated or to ensure that the new Bank Act was so set up so that those exceptions were automatically part of the act. I think it is an important point to look at.

The other point that I would like to make is that on this matter of capital cost allowance, I think one can put forward quite a forceful argument that capital cost allowance basically constitutes a tax deferral and ultimately, really, is a tax saving because there are many cases where you just never reach the cross-over point. But I will just leave that comment.

A question to Mr. Read. At an earlier session—I am not sure whether it was at one of the sessions regarding this bank or an earlier one—you mentioned that there had only been one bank incorporated, I think, in the five years prior to the Thirtieth Parliament. We are now looking at the third one. There are just two years to go before a new Bank Act comes in. Could you tell us if you have any knowledge of any other prospective banks that are, shall we say, moving to get under the wire in order to be on the books prior to a new Bank Act coming out?

Mr. Read: I think it would be fair to say that, at the moment, there are none.

• 1740

Mr. Martin: You are not aware of or there are no serious discussions of recent date that would indicate that this would not be the last bank that we would be looking at prior to the change in the Bank Act?

Mr. Read: I could not say that, but I think I could say that as far as I am aware, there are no other active promoters of a bank.

Mr. Martin: One last question. Is it essential to have a new bank act on the books effective January 1, 1978. In other words, does this Bank Act automatically expire, or does it only expire when the new act comes in?

Mr. Read: The powers of the existing banks to carry on business, expires on June 30, 1977.

Mr. Martin: On June 30, 1977? Not December 31?

Mr. Read: It is the middle of 1977—June 30, 1977. So, some action by Parliament has to be taken prior to that date for the banks to have the power to carry on business.

Mr. Martin: In other words, there has to be a new bank act, having received Royal Assent prior to June 30, 1977?

An hon. Member: No, an extension of this bill.

[Interpretation]

s'exerceraient sur les personnes responsables de la nouvelle loi pour reprendre les exceptions dans le cas d'une banque qui a déjà été constituée en corporation ou pour s'assurer que la nouvelle loi soit rédigée de manière que ces exceptions fassent automatiquement partie de la nouvelle loi. C'est un point important qu'il faudrait examiner.

Le second point que je voudrais mentionner, c'est la question d'amortissement. On pourrait présenter un argument très fort pourtant que l'amortissement fondamentale constitue un report de taxes et, finalement, en fait, une diminution de taxes, car dans bien des cas, on ne se rend jamais au point de rencontre. Mais s'arrête là mes commentaires.

J'ai une question qui s'adresse à M. Read. A une réunion précédente, je ne me souviens plus si c'est à une réunion concernant cette banque-ci ou à une autre précédente, vous avez dit qu'il n'y avait eu qu'une banque constituée en corporation au cours des cinq années précédant la 30^e législature. Nous examinons maintenant la troisième. Nous n'avons que deux ans avant que la nouvelle Loi sur les banques entre en vigueur. Pouvez-vous nous dire si vous connaissez d'autres banques qui s'appêtent, dirons-nous, à passer sous la clôture afin d'être inscrites dans les livres avant que la nouvelle Loi sur les banques soit imposée?

M. Read: Je pense qu'en toute honnêteté, à ce moment-ci, il n'y en a pas.

M. Martin: Vous ne savez pas s'il y a eu récemment des discussions sérieuses indiquant que ce ne serait pas la dernière banque que nous examinerons avant le changement de la Loi sur les banques?

M. Read: Je ne dirais pas cela; autant que je sache, il n'y a pas d'autres promoteurs actifs pour une banque.

M. Martin: Une dernière question. Est-il essentiel d'avoir une nouvelle Loi sur les banques en vigueur le premier janvier 1978? Autrement dit, la Loi sur les banques actuelle expire-t-elle automatiquement, ou n'expire-t-elle que lorsque la nouvelle loi entrera en vigueur?

M. Read: Les pouvoirs en vertu desquels les banques actuelles peuvent exercer expirent le 30 juin 1977.

M. Martin: Vous dites le 30 juin 1977 et non pas le 31 décembre?

M. Read: C'est au milieu de 1977, le 30 juin. Par conséquent, le Parlement doit prendre des mesures avant cette date pour que les banques aient les pouvoirs de continuer leur exercice.

M. Martin: Autrement dit, il faut qu'il y ait une nouvelle Loi sur les banques, et qu'elle ait reçu l'assentiment royal avant le 30 juin 1977?

Une voix: Non, une prolongation de ce projet de loi.

[Texte]

Mr. Read: Some act of some kind has to take place before then.

The Chairman: Thank you, Mr. Martin. I would like to thank the witnesses from The Equipment Lessors Association of Canada for their appearance before the Committee this afternoon. Thank you gentlemen.

The Committee is adjourned until tomorrow morning at 9.30 in the same room. Thank you.

[Interprétation]

M. Read: Il faut faire quelque chose avant cette date.

Le président: Je vous remercie, monsieur Martin. J'aimerais remercier les témoins de *The Equipment Lessors Association of Canada* qui nous ont visités cet après-midi. Merci messieurs.

La séance est levée jusqu'à demain matin, 9 h 30, ici même. Merci.

APPENDIX "AAA"

BRIEF OF EQUIPMENT LESSORS ASSOCIATION OF CANADA

TO HOUSE OF COMMONS STANDING COMMITTEE ON FINANCE, TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS COMMENTING UPON BILL S-30, AN ACT TO INCORPORATE CONTINENTAL BANK OF CANADA

Introduction

The Equipment Lessors Association of Canada, which represents the majority of companies carrying on the business of equipment leasing in Canada, recently presented a brief on the Review of the Bank Act (the "Bank Act Brief"), and we understand that copies of the Bank Act Brief have been provided to the members of this Committee.

In the Bank Act Brief, the Association reviewed the magnitude of the equipment leasing industry in Canada, in the United States and the United Kingdom, and commented upon various alternatives that could effect our industry as a result of the current review of the Bank Act. The basic comments were that if the Banks were permitted either to carry on the leasing business directly or through the 100% ownership of a subsidiary, the Banks would be given undue concentration of power in the field and there would be a substantial reduction in the Government's cash flow from taxes by approximately five hundred million dollars per annum.

Submission

It is the Association's submission that to permit IAC Limited to acquire "eligible assets" from its subsidiary, the Continental Bank, is to permit a Bank (i) to carry on indirectly activities and to acquire assets in contravention of Section 76 of the Bank Act, and (ii) to acquire indirectly more than 50% of the shares of a leasing company in contravention of Section 75 of the Bank Act.

If this Committee approves Sections 17 and 18 of Bill S-30 as proposed, a Bank would be permitted to do exactly what the Legislature did not permit in the last revision of the Bank Act.

Comments

In the Bank Act Brief, the Association has noted the tax savings which may be generated through the use of an integrated portfolio of investments producing taxable income combined with investments producing capital cost allowances. There is no need to repeat those observations here except to reiterate again that a taxpayer with taxable income to "shelter" through the use of capital cost allowances has a tremendous competitive advantage over a taxpayer which does not have taxable income produced from non-leasing. It is this deferral of tax which constitutes an unwarranted advantage and is in reality a government subsidy.

The effect of Sections 17 and 18 of Bill S-30 is to permit IAC Limited and any restricted corporation (defined as any subsidiary of IAC Limited other than (i) the Continental Bank (the "Bank"), or (ii) a subsidiary of the Bank): "Section 17(1)(b)—... to acquire assets for the purpose of leasing such assets to its customers and IAC Limited may enter into leases of any such assets and may

APPENDICE «AAA»

MÉMOIRE DE EQUIPMENT LESSORS ASSOCIATION OF CANADA

AU COMITÉ PERMANENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DES FINANCES, DU COMMERCE ET DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES AU SUJET DU BILL S-30, LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA BANQUE CONTINENTALE DU CANADA

Introduction

Equipment Lessors Association of Canada, qui représente la majorité des sociétés s'occupant de location d'équipement au Canada, a récemment présenté un mémoire concernant la révision de la Loi sur les banques («Mémoire concernant la Loi sur les banques»), dont les membres du Comité ont, semble-t-il, reçu des copies.

Dans le mémoire susmentionné, l'Association passait en revue l'industrie de la location d'équipement au Canada, aux États-Unis, et au Royaume-Uni, afin d'en déterminer l'importance et commentait les divers effets que pourrait avoir sur l'industrie la révision actuelle de la Loi sur les banques. Dans ces commentaires, l'Association alléguait surtout que si on autorisait les banques à exploiter un commerce de location directement ou par l'intermédiaire d'une filiale leur appartenant à 100%, elles détiendraient une concentration indue de pouvoir dans ce domaine et que les avoirs en espèces que le gouvernement tire des impôts subiraient une réduction substantielle d'environ \$500 millions par année.

Opinion de l'Association

De l'avis de l'Association, autoriser IAC Limitée à acquérir «des avoirs admissibles» par le truchement de la succursale, la banque Continentale du Canada, ce serait autoriser la banque (i) à mener indirectement des activités et à acquérir des valeurs en violation des dispositions de l'article 76 de la Loi sur les banques et (ii) à acquérir indirectement plus de 50% des actions d'une société de location en violation des dispositions de l'article 75 de la Loi sur les banques.

Si le Comité approuve les articles 17 et 18 du bill S-30 tel que proposé, une banque aura le droit de faire ce que le Parlement lui a interdit lors du dernier réexamen de la Loi sur les banques.

Commentaires

Dans son mémoire sur la Loi sur les banques, l'Association a pris connaissance des économies fiscales pouvant résulter d'un porte-feuille d'investissements intégrés qui produit un revenu imposable, combiné à des investissements qui permettent des déductions d'amortissement. Il n'est pas nécessaire d'y revenir, sauf pour insister sur le fait qu'un contribuable qui reçoit un revenu imposable et qui peut le «protéger» en bénéficiant de déductions par amortissement, dispose d'un avantage marqué par rapport au contribuable qui n'a pas de revenu imposable découlant d'activités autres que la location. Ce report d'impôt constitue un avantage injustifié car c'est en réalité une subvention de la part du gouvernement.

Les articles 17 et 18 du bill S-30 ont pour effet de permettre à la société IAC Limitée ou à toute corporation à pouvoirs restreints autorisée par IAC (définie comme étant toute filiale de la société IAC limitée autre que (i) la Banque Continentale (la «banque»), ou (ii) une filiale de la banque): «d'acquérir des éléments d'actif en vue de leur location à ses clients et IAC Limitée peut conclure des

permit any restricted corporation to enter into leases of any such assets;” “.

The acquisition of assets for leasing, the making of loans or advances of money upon the security of mortgages or chattel mortgages are powers which would not be permitted to a Bank by Sections 75(3) or 75(4) of the Bank Act. Such assets are defined in Section 17(1)(c) as non-eligible assets.

Bill S-30 imposes only one limitation on the business of IAC Limited and its restricted subsidiaries that each of the aggregate value of eligible assets and the aggregate value of non-eligible assets on the day the Act comes into effect cannot be exceeded. (This limitation is qualified in that non-eligible assets may be acquired if required pursuant to commitments made prior to the date the Act came into effect.)

IAC Limited would therefore be able to concentrate its new business in non-eligible assets, with the highest available capital cost allowance, and utilize the capital cost allowance to shelter taxable income generated by high income producing eligible assets acquired from time to time from the Bank. The tax deferred may be effectively utilized to generate additional income.

To permit IAC Limited and the Bank to be able to arrange their affairs so as to minimize taxation during the ten year transitional period is an unwarranted benefit being granted to the Bank which has never been granted to any other Chartered Bank under the Bank Act.

The Association submits that the other Chartered Banks when making their submissions on the review of the Bank Act will point to this benefit being granted to the Continental Bank and will say, “Why not us?” At that point in time Parliament, if they do not wish to extend the provisions of the Bank Act to permit Banks to enter the leasing field directly or indirectly to any greater extent than now permitted by the Bank Act, would be placed in the unenviable position of attempting to say no to the other Chartered Banks while at the same time having the Continental Bank in a preferred position.

We submit that the transition period, up to a maximum of ten years is unnecessary. Other sections of the Act provide for substantially shorter transition periods. Pursuant to the provisions of Section 14, IAC Limited is required within the two year period set out in Section 76(6) and 76(7) of the Bank Act (unless a further two year extension is granted by the Minister of Finance) to divest itself of its unauthorized holdings in the capital stock of Sovereign Life Assurance Company of Canada and of Sovereign General Insurance Company.

Other provisions do not allow for any transition period. Section 13 prohibits IAC Limited from issuing additional shares unless the proceeds are applied to purchase additional shares in the Bank and any issue of shares must be made in accordance with the requirements set out in Sections 33 to 35 of the Bank Act.

baux relatifs à ces éléments d'actif et peut permettre à toute corporation à pouvoirs restreints de conclure des baux s'y rapportant;» alinéa 17(1)(b).

L'acquisition d'éléments d'actif en vue de leur location, les prêts d'argent ou les avances de fonds consentis sur la garantie d'une hypothèque sur un immeuble ou sur des biens meubles constituent des pouvoirs qu'une banque n'est pas autorisée à exercer en vertu des paragraphes 75(3) ou 75(4) de la Loi sur les banques. L'alinéa 17(1)(c) définit ces éléments d'actif comme étant des éléments d'actif non admissibles.

Le bill S-30 n'impose qu'une restriction aux activités commerciales de IAC Limitée et de ses corporations à pouvoirs restreints: elles ne peuvent dépasser la valeur totale des éléments d'actif admissibles et la valeur totale des éléments d'actif nonadmissibles qu'elles détenaient à la date d'entrée en vigueur de la Loi. (Il y a exception lorsqu'elles doivent acquérir des éléments d'actif non admissibles pour respecter des engagements contractés avant la date d'entrée en vigueur de la Loi.)

IAC limitée pourrait par conséquent axer sa nouvelle entreprise sur des éléments d'actif non admissibles, avec une déduction pour coûts d'immobilisation la plus élevée possible et utiliser cette déduction pour couvrir un revenu imposable découlant d'éléments d'actif admissibles à revenu élevé acquis de temps à autre de la banque. Le report d'impôt peut être utilisé efficacement pour produire un revenu additionnel.

Le fait de permettre à IAC limitée et à la banque de mener leurs affaires de façon de réduire l'imposition au minimum au cours de la période de transition de dix ans, accorde à la banque un avantage injustifié qui n'a jamais été accordé à aucune autre banque à charte en vertu de la Loi sur les banques.

L'Association est d'avis que lorsque les autres banques à charte présenteront leur mémoire sur la révision de la Loi sur les banques, elles souligneront cet avantage accordé à la Banque Continentale, et diront «Pourquoi pas nous»? Le Parlement, s'il ne veut permettre aux banques d'entrer sur le marché de la location directement ou indirectement, dans une plus grande mesure que la Loi actuelle ne le leur permet, sera alors dans la difficile situation de devoir dire non aux autres banques à charte tout en conservant à la Banque Continentale sa situation privilégiée.

Nous sommes d'avis qu'une période de transition pouvant atteindre un maximum de 10 ans est inutile. D'autres articles de la Loi prévoient des périodes de transition beaucoup plus courtes. Conformément aux dispositions de l'article 14, IAC Limitée est tenue, dans les deux ans prescrits par les paragraphes 76(6) et 76(7) de la Loi sur les banques (à moins qu'une prolongation de deux ans ne soit accordée par le ministre des Finances), de se départir de ses actions non autorisées du capital social de la Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada, et de la Souveraine, compagnie d'assurance générale.

D'autres dispositions ne prévoient aucune période de transition. L'article 13 interdit à IAC Limitée d'émettre des actions additionnelles, à moins que les recettes ne servent à acheter des actions additionnelles de la banque, et toute émission d'actions doit se faire conformément aux exigences définies dans les articles 33 à 35 de la Loi sur les banques.

Proposal

We submit that a preferable transitional provision relating to the business operations of IAC Limited would be to

(a) prohibit IAC Limited or any restricted subsidiary from undertaking any new leasing transactions other than through a 50% owned company as permitted by the Bank Act (commitments made as of the effective date of the Act would be excepted from the total restriction on new leasing business). Renewals would be permitted only if there is an unqualified right in the lessee to renew; or

(b) permit IAC Limited to continue in the leasing business but be required to reduce the aggregate value of its non-eligible assets by the end of the fourth year from the coming into force of the Act to 75% of the aggregate value at the coming into force of the Act.

If Parliament in its review of the Bank Act sees fit to extend the privilege of engaging in leasing activities to Banks, then Continental Bank would be entitled to the same privileges as all other Banks and would occupy no preferential position.

Conclusion

In summary, the Association says that the effect of Sections 17 and 18 of Bill S-30 as now proposed is to

(1) place in the hands of Continental Bank powers denied under the Bank Act to other Chartered Banks;

(2) to give to the present dominant company in the leasing field even greater competitive advantages than it now holds (lower average cost of funds and greater leverage);

(3) to grant to the Continental Bank an unwarranted tax advantage which is in reality a form of subsidy; and

(4) to place Parliament in its review of the Bank Act in an unenviable position.

Proposition

Nous sommes d'avis qu'il est préférable qu'une disposition transitoire concernant les opérations commerciales de IAC Limited

(a) interdise à IAC Limited ou à toute filiale restreinte d'entreprendre tous nouveaux contrats de location autrement que par l'entremise d'une société dont elle détiendrait 50% des actions comme l'autorise la loi sur les banques (les engagements pris lors de l'entrée en vigueur de la loi seraient exemptés de la restriction totale appliquée aux nouveaux contrats de location) Les renouvellements de contrats ne seraient autorisés que si le locataire en a le droit exprès; ou

(b) permettre à IAC Limited de poursuivre ses activités de location pourvu qu'elle réduise la valeur totale de ses biens non admissibles pour la fin de la quatrième années qui suivra l'entrée en vigueur de la loi, à 75% de la valeur totale qu'ils représentaient lors de l'entrée en vigueur de ladite loi.

Si, au cours de son examen de la loi sur les banques, le Parlement juge à propos d'étendre aux banques le droit d'exercer des activités de location, alors la Banque Continentale aura les mêmes droits que toutes les autres banques et n'occupera pas de place préférentielle.

Conclusion

En résumé, l'Association est d'avis que les articles 17 et 18 du projet de loi S-30 dans leur libellé actuel

(1) accordent à la Banque Continentale des pouvoirs refusés à d'autres banques à charte aux termes de la loi sur les banques;

(2) accordent à la société (prédominante) actuelle en matière de location des avantages concurrentiels encore plus grands que ceux dont elle jouit actuellement (coût moyen plus bas de financement et possibilités d'endettement plus élevées).

(3) accordent à la banque Continentale un avantage fiscal injustifiable qui constitue en réalité une sorte de subvention

(4) placent le Parlement chargé de revoir la loi sur les banques dans une position peu enviable.

THE ASSOCIATION AND ITS MEMBERS

The Equipment Lessors Association of Canada represents the majority of companies carrying on the business of equipment leasing in Canada. A list of Association members follows:

Associates Leasing	
(Canada) Limited	Toronto
Barclays Canada Limited	Toronto
Burlington Leasing Limited	Burlington
CBT Leasing Limited	Massachusetts, U.S.A.
Canadian-Dominion	
Leasing Corp. Limited	Toronto
CanPac Leasing Limited	Montreal
Citicorp Leasing	
International Inc.	Toronto
Commercial Credit	
Corporation Limited	Toronto
Equilease Limited	Toronto
First Chicago Investments	
Canada Limited	Toronto
Greyhound Leasing &	
Financial of Canada Ltd.	Toronto
The Hamilton Group Limited	Burlington
Harris & Partners-Dominion	
Securities Ltd.	Toronto
Leaseguard Financial	
Services Limited	Toronto
Leasewriters of Canada	
Limited	Montreal
McLeod, Young, Weir &	
Company Limited	Toronto
Metrocan Leasing	
Limited	Montreal
J.P. Morgan of Canada	
Limited	Toronto
North Continent Capital	
Limited	Vancouver
RoyMarine Leasing	
Limited	Montreal
RoyNat Limited	Toronto
Scotia-Toronto Dominion	
Leasing Limited	Toronto
Tele-Direct Limited	Montreal
Tiger Leasing Group, North	
American Car (Canada) Limited	Montreal
Traders Group Limited	Toronto
Unilease Inc.	Toronto
United Dominions	
Investments Limited	Toronto

L'ASSOCIATION ET SES MEMBRES

L'Équipement Lessors Association of Canada représente la majorité des sociétés s'occupant de location d'équipement au Canada. Voici une liste des membres de l'Association

Associates Leasing	
(Canada) Limited	Toronto
Barclays Canada Limited	Toronto
Burlington Leasing Limited	Burlington
CBT Leasing Limited	Massachusetts, U.S.A.
Canadian-Dominion	
Leasing Corp. Limited	Toronto
CanPac Leasing Limited	Montreal
Citicorp Leasing	
International Inc.	Toronto
Commercial Credit	
Corporation Limited	Toronto
Equilease Limited	Toronto
First Chicago Investments	
Canada Limited	Toronto
Greyhound Leasing &	
Financial of Canada Ltd.	Toronto
The Hamilton Group Limited	Burlington
Harris & Partners-Dominion	
Securities Ltd.	Toronto
Leaseguard Financial	
Services Limited	Toronto
Leasewriters of Canada	
Limited	Montreal
McLeod, Young, Weir &	
Company Limited	Toronto
Metrocan Leasing	
Limited	Montreal
J.P. Morgan of Canada	
Limited	Toronto
North Continent Capital	
Limited	Vancouver
RoyMarine Leasing	
Limited	Montreal
RoyNat Limited	Toronto
Scotia-Toronto Dominion	
Leasing Limited	Toronto
Tele-Direct Limited	Montreal
Tiger Leasing Group, North	
American Car (Canada) Limited	Montreal
Traders Group Limited	Toronto
Unilease Inc.	Toronto
United Dominions	
Investments Limited	Toronto

CA 180 26
F5
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 83

Friday, February 6, 1976

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 83

Le vendredi 6 février 1976

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill S-30, An Act to incorporate
Continental Bank of Canada

CONCERNANT:

Bill S-30, Loi constituant en corporation
la Banque Continentale du Canada

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott
Appolloni (Mrs.)
Clermont
Darling
Gray

Herbert
Joyal
Lambert (*Bellechasse*)
Lambert
(*Edmonton West*)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Macquarrie
Martin
McCain
McKenzie
Philbrook

Saltsman
Scott
Trudel
Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Friday, February 6, 1976:

Mr. McKenzie replaced Mr. Wise
Mr. Woolliams replaced Mr. Rynard
Mr. Macquarrie replaced Mr. Kempling

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 6 février 1976:

M. McKenzie remplace M. Wise
M. Woolliams remplace M. Rynard
M. Macquarrie remplace M. Kempling

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, FEBRUARY 6, 1976
(103)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 9:52 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Abbott, Clermont, Comtois, Darling, Gray, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), Macquarrie, Martin, McKenzie, Saltsman and Woolliams.

In attendance: Mr. J. Maingot, Law Clerk and Parliamentary Counsel.

Witnesses: From the IAC Limited, Toronto: Mr. J. S. Land, President; Mr. S. F. Melloy, Executive Vice-President and Mr. F. P. Paradis, Senior Vice-President. *From the Department of Finance:* Mr. C. L. Read, Inspector General of Banks.

The Committee resumed consideration of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada.

On the Preamble,

The witnesses from the IAC Limited answered questions.

Mr. Read, the Inspector General of Banks, answered questions.

At 11:05 o'clock a.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, February 10, 1976.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 6 FÉVRIER 1976
(103)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 9 h 52, sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: MM. Abbott, Clermont, Comtois, Darling, Gray, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), Macquarrie, Martin, McKenzie, Saltsman et Woolliams.

Aussi présent: M. J. Maingot, secrétaire légiste et conseiller parlementaire.

Témoins: De IAC Limited, Toronto: M. J. S. Land, président; M. S. F. Melloy, président exécutif et M. F. P. Paradis, premier vice-président. *Du ministère des Finances:* M. C. L. Read, inspecteur général des banques.

Le Comité reprend l'étude du Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada.

Sur le préambule,

Les témoins de la IAC Limited répondent aux questions.

M. Read, l'inspecteur général des banques répond aux questions.

A 11 h 05, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 10 février 1976, à 20 heures.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Friday, February 6, 1976

• 0951

[Text]

The Chairman: We shall resume consideration of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada. As there are seven members present we can continue with the questioning of our witnesses this morning. We are on the preamble of the bill and our witnesses this morning are Mr. J. S. Land, President of IAC Limited; Mr. S. F. Melloy, Executive Vice-Président and Mr. F. P. Paradis, Senior Vice-President. We also have Mr. Read, the Inspector General of Banks, and Mr. Maingot, the Law Clerk and Parliamentary Counsel.

Mr. Land, would you like to make a few comments at the opening or shall we start with the questioning right away?

Mr. J. S. Land (President, IAC Limited): I think perhaps with the questioning, Mr. Chairman.

The Chairman: With the questioning. Mr. Abbott and then Mr. Lambert.

Mr. Abbott: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Land, we were very interested, as you know, yesterday in the comments by the association lessors that were here, the substance of their message being that you are apparently achieving, through the fact that your IAC will remain the parent company and wholly own the bank in the transitional period, a position to enhance your situation by some deferred tax credits and you will be placing other lessors in a competitively disadvantageous position. I wonder whether you have a reaction to that.

Mr. Land: Mr. Chairman, I think I should first make a general statement. The object of all the thinking, planning and discussions which we have had with senior governmental officials in various departments has been for the sole purpose of converting IAC Limited to a chartered bank. That was in fact our only purpose. Any exemptions that we have asked for in the bill or, if you will, the fact that we do have some receivables which would not be eligible for a bank directly are incidental. The heavy exemptions have been asked for to achieve our objective of converting IAC to a bank.

The suggestion was made, I believe, in the submission yesterday that there was some danger that the bank would transfer high yielding receivables to IAC, thereby enhancing IAC's taxable income against which it could offset capital cost allowance. This would not happen for a number of reasons. In the first place, those receivables to which capital cost allowance applies themselves generate sufficient income to absorb the capital cost allowance. There would be no point in transferring other business.

• 0955

Secondly, since our final goal is the achieving of nothing but a chartered bank, the disappearance of the other companies, it would not make very much business sense for us to be moving the higher-yielding receivables from the bank we are trying to build into another company which, by the terms of the bill, is going to be phased out. We would want to show those higher earnings in the bank itself.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le vendredi, 6 février 1976

[Interpretation]

Le président: Nous allons continuer l'étude du Bill S-30: Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada. Les sept présences nous permettent de poursuivre l'interrogatoire des témoins. Nous en sommes au préambule du projet de loi et nos témoins ce matin sont M. J. S. Land, président de IAC limitée; M. S. F. Melloy, vice-président administratif et M. F. P. Paradis, premier vice-président. Nous accueillons aussi M. Read, inspecteur général des banques et M. Maingot, secrétaire légiste et conseiller parlementaire.

Monsieur Land, préférez-vous faire quelques commentaires ou passer directement à l'interrogatoire?

M. J. S. Land (président de l'IAC Limitée): Peut-être serait-il préférable de répondre aux questions, monsieur le président.

Le président: Interrogeront M. Abbott et M. Lambert.

M. Abbott: Merci, monsieur le président. Monsieur Land, vous n'ignorez pas que notre attention a été retenue hier par des commentaires de la part de Equipment Lessors Association dont les témoins ont dit en substance que vous réussissiez, du fait que IAC demeurera la compagnie mère entièrement propriétaire de la banque durant la période transitoire, à acquérir une position encore plus avantageuse grâce à des crédits fiscaux différés et que vous mettiez les autres locataires dans une situation concurrentielle désavantageuse. Quelle est votre réaction à ce sujet?

M. Land: Monsieur le président, je crois qu'il serait bon que je fasse d'abord une déclaration générale. L'évaluation, la planification et la discussion dans nos entretiens avec les hauts fonctionnaires des divers services officiels visait toujours à convertir IAC Limitée en une banque à charte. C'est là notre seul objectif. Les exemptions que nous sollicitons dans le projet de loi ou, si vous aimez mieux, le fait que certains de nos comptes à recevoir ne sont pas admissibles directement pour l'institution de la banque n'est qu'une incidence. Nous sollicitons de fortes exemptions afin d'atteindre l'objectif de la conversion de IAC en une banque.

Il me semble qu'on a laissé entendre dans les témoignages d'hier qu'il serait à craindre que la banque transfère des comptes à recevoir à fort rendement à IAC, élevant ainsi le revenu imposable de IAC à l'égard duquel se déduirait l'allocation du coût des capitaux. Cela ne peut se produire et pour diverses raisons. D'abord, ces comptes à recevoir auxquels l'allocation du coût des capitaux s'applique produisent un revenu suffisant pour absorber l'allocation du coût des capitaux. Nous n'aurions aucun intérêt à transférer d'autres avoirs.

Deuxièmement, puisque notre objectif ultime n'est que d'instituer une banque à charte et d'éliminer les autres compagnies, il ne serait pas très habile de notre part de transférer des effets à recevoir à fort rendement de la banque que nous cherchons à instituer à une autre compagnie qui, selon les dispositions du projet de loi, doit disparaître. Nous préfererions inscrire ces gains supérieurs au compte de la banque.

[Texte]

The third thing is that there is a prohibition—there is a ceiling, if you will—imposed by, I think, the proposed Section 17 of the bill limiting the amount which may be transferred of either eligible or noneligible receivables from the bank to IAC Limited.

There are those three things. We are currently in the business of leasing. If we have an advantage we have it now, and anything contained in this bill is not going to change that.

I think that is it, Mr. Chairman. Is there something you would like to add, Mr. Melloy?

Mr. S. F. Melloy (Executive Vice-President, IAC Limited): I think, Mr. Chairman, a very important reason why there is in the bill a provision that receivables can be transferred from the bank to IAC is that it is absolutely essential that the debt covenants under which IAC has borrowed substantial amounts of money not go into default. We have to have the flexibility that, as the receivables in IAC reduce, should there be any possibility that in doing that any of our covenants could be in default, we would have to be able to transfer some business from the bank to make sure that does not occur. We cannot anticipate exactly that the liquidation of the receivables we have outstanding will exactly match the liquidation of our debt. As a matter of fact, the receivables will run off faster than the liquidation of the debt. Therefore there is an income consideration and also a debt-covenant consideration.

Mr. Abbott: The people yesterday were suggesting that you, or IAC, be prohibited from leasing other than through a 50-per-cent-owned subsidiary. Does this suggestion appeal to you?

Mr. Melloy: No, sir, it does not appeal to us. If it were possible for us to accomplish in some other way the objective which the President has mentioned of becoming a bank, I think we certainly would have given consideration to any way in which we could accomplish what we want to accomplish in the simplest way possible. The planning that has been going on for this bank has extended over many years. The discussions we have had with the government officials have taken place over many months. Most of the exemptions we have in the bill are exemptions that are considered absolutely essential for us, and these were concurred in by the officials, who also brought them under very close scrutiny in our discussions.

Mr. Abbott: Yes, I dare say the point raised would not have been in the forefront of anybody's mind at the time except these people.

Mr. Land, you have given what really amounts to a firm refutation of this by giving almost an undertaking that no such taxable income will be moved up to the parent company.

Mr. Land: The whole purpose of making any transfer from the proposed bank to the parent company would be for purposes of complying with requirements imposed on us by the covenants in our trusteeship.

Mr. Abbott: There would be no intention, and indeed you are stating as a matter of record that it would be quite outside your intentions, to move any taxable income up to it.

[Interprétation]

Troisièmement, il y a une interdiction—disons qu'il y a plafonnement—d'après les dispositions de l'article 17 du bill, qui limite le montant des effets à recevoir admissibles ou non admissibles pouvant être transférés de la banque à IAC Limitée.

Ces trois facteurs entrent donc en ligne de compte. Nous faisons présentement de la location. Si nous bénéficions d'un avantage, c'est maintenant, et aucune disposition de ce projet de loi ne peut le changer.

Il me semble, monsieur le président, que telle est la situation. Auriez-vous quelque chose à ajouter, monsieur Melloy?

M. S. F. Melloy (vice-président administratif de IAC Limitée): Monsieur le président, une des raisons majeures, me semble-t-il, qui explique la disposition du projet de loi voulant que les comptes à recevoir puissent être transférés de la banque à IAC, c'est qu'il est indispensable qu'on ne faillisse pas aux contrats par lesquels IAC a emprunté des sommes importantes et contracté une dette. Nous devons avoir une certaine flexibilité afin que, à mesure que les comptes recevables de IAC baissent, advenant la possibilité de défaut, nous puissions transférer une partie des affaires de la banque, afin d'éviter cela. Nous ne pouvons prévoir exactement que la liquidation des comptes à recevoir non échus, correspondra exactement à la liquidation de notre dette. En fait, les comptes à recevoir seront liquidés plus rapidement que la dette. Il faut donc tenir compte du revenu ainsi que des obligations de la dette.

M. Abbott: On a suggéré hier que vous-mêmes ou l'IAC ne soyez autorisés à la location que par l'intermédiaire d'une filiale propriétaire à 50 p. 100. Est-ce que cela vous agréé?

M. Melloy: Non, monsieur, cela ne nous convient pas. Si nous pouvions par d'autres moyens atteindre l'objectif mentionné par le président, soit transformer notre société en banque, nous aurions déjà examiné tous les moyens pouvant nous permettre d'atteindre cet objectif de la façon la plus simple. Nous travaillons à l'organisation de cette banque depuis de nombreuses années. Nous avons eu pendant de longs mois des entretiens avec les hauts fonctionnaires de l'État. La plupart des exemptions que nous demandons dans ce projet de loi nous sont absolument indispensables, comme le reconnaissent les hauts fonctionnaires qui les ont analysées avec soin au cours de nos entretiens.

M. Abbott: Oui, j'oserais dire que cela n'est venu à l'esprit de nul autre à ce moment-là.

Monsieur Land, nous pourrions dire que vous l'avez réfuté fermement en garantissant presque que ce revenu imposable ne serait pas passé à la compagnie mère.

M. Land: Le seul but du transfert proposé, de la banque à la compagnie mère, serait de nous conformer aux exigences de nos contrats en fidéicommis.

M. Abbott: Sans nulle intention—et vous consignez que cela serait tout à fait étranger à vos intentions—de transférer quelque revenu imposable.

[Text]

Mr. Land: That is right, sir.

• 1000

Mr. Abbott: Yes.

Mr. Land: Furthermore, I would point out, with all due respect, that there is a limitation on the amount of leasing we can do imposed by some of the clauses in the bill itself. Really, all we seek in the way of advantage, if it could be described as an advantage, is necessary, as Mr. Melloy has stated, to comply with things that we have to do. Mr. Chairman, most of the difficulties we encounter emerge from the fact that we are a very major financial organization with assets in excess of \$2 billion and a very substantial amount of debt outstanding, something in the nature of \$1.5 billion, and you simply cannot convert that over night to complete compliance with everything in the Bank Act without having some little bit of latitude on a temporary basis to enable you to get on site.

Mr. Abbott: Probably I should have been in the first two sessions, but why are you so anxious to convert yourselves into a bank? You seem to have done very well as a finance company. I realize you have in your brief...

Mr. Land: Yes, Mr. Chairman. First of all perhaps I should start out by saying that we have equity in excess of \$200 million in the corporate form in which we now operate. It is our view that we are not making adequate use of this very substantial equity by reason of the fact that as a finance company, if you will—and I have never found out precisely what a finance company is but we are categorized as such—there is a limitation in your borrowing imposed by institutional lenders from whom we obtain most of our borrowed money. Traditionally, companies of our nature would perhaps be considered, if their credit were good, entitled to a borrowing ratio of \$6 of borrowed money to \$1 of equity as opposed to the trust companies which, by statute, I think, have a 20 to 1 ratio, or as opposed to chartered banks which for practical purposes might be in the area of 25 or 30 to 1. This means that we are not very competitive because in order to achieve the same dollar of earnings we are using far more of our own money and far less of borrowed money and losing the spread on the borrowed money. That is one aspect of it.

Another aspect of it is that we are operating well over 200 branches in Canada in all provinces and there are services which we would like to provide which we cannot provide except as a bank. We can take a customer, whether it be a business or a commercial undertaking or an individual, and do certain things for him but then we must stop because we are not a chartered bank. So we feel that we could do a better job of servicing our customers.

Thirdly, a very quick scrutiny of the trend of assets in the financial institutions of Canada indicates that the chartered banks are acquiring a larger and larger share of, if we could call it, the pie. This is a trend which is very apt to continue and we do not feel that we can offer our own personnel the feature opportunities which we would like to. Our company is 50 years old. We have a good growth record but we cannot foresee that same pattern of growth continuing under the current competitive situation. There are other reasons, too, Mr. Abbott, but these are...

[Interpretation]

M. Land: C'est exact.

M. Abbott: Bien.

M. Land: J'ajouterais, si vous me le permettez, qu'il y a une limite à la quantité de location qu'il nous est possible d'entreprendre, limite imposée par certains des articles du bill lui-même. Tout ce que nous demandons comme avantage, si l'on peut appeler cela un avantage, c'est qu'il soit possible de satisfaire à nos obligations, comme l'a dit M. Melloy. Monsieur le président, la plupart de nos difficultés proviennent du fait que nous constituons un organisme financier très important avec un actif dépassant les 2 milliards de dollars, mais avec également des créances à recouvrer fort considérables de l'ordre de 1.5 milliard de dollars. Il est impossible de convertir tout cela d'un jour à l'autre pour satisfaire à la Loi sur les banques il nous faut temporairement un peu de latitude pour nous rajuster.

M. Abbott: Je sais que j'aurais dû assister aux deux premières séances, mais je ne comprends pas pourquoi vous êtes si pressés de vous convertir en banque? Vous avez pourtant bien réussi à tant que société de crédit. Je vois que dans votre mémoire...

M. Land: Monsieur le président, en tant que corporation nous avons actuellement des avoirs qui dépassent les 200 millions de dollars. Nous estimons ne pas utiliser adéquatement la grande quantité de nos avoirs simplement parce que, en tant que société de crédit—je n'ai jamais bien compris ce qu'était une société de crédit mais nous sommes inscrits dans la catégorie—les institutions limitent les prêts qu'elles nous accordent. Par tradition, les sociétés comme la nôtre qui ont un bon crédit, ont droit à un rapport de prêt de \$6 par dollar d'avoir, alors que les compagnies fiduciaires, par statut, ont un rapport de 20 pour 1, et que les banques à charte, à des fins pratiques, ont un rapport de 25 ou 30 à 1. Cela signifie que nous ne sommes pas dans une position très forte de concurrence, puisque pour obtenir le même gain, nous utilisons une plus grande partie de notre argent et une moins grande partie d'argent emprunté, et que nous perdons le bénéfice de l'écart. C'est l'une des facettes de la question.

D'un autre point de vue, nous avons au Canada 200 bureaux et plus répartis dans toutes les provinces et qui ne peuvent offrir les services que nous voudrions, parce que nous ne sommes pas une banque. Si nous acceptons un client, que ce soit à titre d'entreprise, de commerce ou de particulier, les services que nous lui offrons sont limités parce que nous ne sommes pas une banque à charte. Nous aimerions pouvoir mieux servir nos clients.

Troisièmement, en examinant rapidement le mouvement des actifs depuis quelques années parmi les institutions financières du Canada, on remarque que les banques à charte en ont acquis une portion de plus en plus grande, c'est-à-dire qu'elles sont les mieux cotées. Cette tendance peut très bien se continuer; nous ne pouvons offrir à notre propre personnel des possibilités aussi attrayantes que nous le voudrions. Notre société a déjà 50 ans. Nous avons beaucoup grandi au cours des années, mais nous ne prévoyons pas continuer si l'actuelle situation de concurrence se maintient. Il y a bien d'autres raisons, monsieur Abbott, mais celles que je vous ai mentionnées sont...

[Texte]

Mr. Abbott: Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Abbott. Mr. Lambert, Edmonton West, followed by Mr. Lambert, Bellechasse.

• 1005

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I think that the hypothetical question which I raised last night as a result of, shall we say, the new Bank Act wiping out everything—I have had a good look at the Interpretation Act and I see that Section 35 of the Act takes care of it. Therefore I need not even read 35 in and so that question is set aside.

May I say, too, Mr. Chairman, that I am satisfied now that as far as I am concerned we have produced amendments that will meet the requirements of members of the Committee with regard to the directors, that is the wording, so that they can be properly introduced by someone. I am quite prepared to propose the amendments if need be.

Thirdly, on this question that was posed last night about actually the new bank's being provided with a cash flow from its parent company as a result of the transfer, as they said, upstairs, of high-yield assets and to offset capital cost allowances, I would think it does not take too much ingenuity for a number of the members of the lessors association to do the same thing, bearing in mind their relationship with a number of banks, both domestic and foreign. Many of these leasing companies that appeared on this list yesterday have foreign bank connections through an affiliate or are directly owned by the foreign bank. So I am not that much concerned.

But if it were of any particular import, I am wondering whether a solution such as Mr. Abbott was looking at was that, notwithstanding Mr. Land's commitment, not with the approval of the Superintendent of Bank, but under the supervision of the Superintendent of Banks, this could be done. In other words, the movement of these assets would have to be shown to the Superintendent of Banking as not being done to gain an undue advantage in a cash flow but merely being done as the company has quite properly stated, to maintain its portfolio obligation under existing debentures.

I offer that as a possible way out for someone perhaps to take a pot shot at. Let us give that idea a run to see whether it could be done under the supervision of the Superintendent of Banks, so that therefore he just merely knows that is happening. I did not go as far as saying, "with the approval of."

I am prepared to hear your comments. Mr. Land, you gave a commitment that this would not be done, but as we say, a Minister's word in the House is merely a Minister's word in the House. The commitment by you here is a verbal commitment at the witness table. What about this other idea, or does that place you under serious difficulties? You might want to consult with counsel. I am tossing this out and you can think about it before you reply.

Mr. Land: Mr. Chairman, through you, I would like, I think, to give an immediate response, which is not a considered response. My own reaction, Mr. Lambert, would be that I would see no objection to this. I would have no idea how the Inspector General of Banks would look at this or anything else, but certainly, since we ourselves are abso-

[Interprétation]

M. Abbott: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Abbott. M. Lambert, d'Edmonton-Ouest, suivi de M. Lambert, de Bellechasse.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, je reviens à la question hypothétique que j'ai soulevée hier soir, parce que j'avais l'impression que la nouvelle loi sur les banques réglait tous les problèmes. J'ai lu avec attention la Loi d'interprétation et je me suis aperçu que l'article 35 règle la question. Par conséquent, je n'ai même plus besoin de vous lire l'article 35.

Monsieur le président, permettez-moi d'ajouter que je suis convaincu, pour ma part, que nous avons réussi à rédiger des amendements qui répondront aux exigences exprimées par les membres du Comité en ce qui a trait aux administrateurs, puisque c'est ainsi qu'on les nomme, et qu'on peut en faire la présentation. Je suis prêt à les proposer, si cela est nécessaire.

Troisièmement, je me reporte maintenant à hier soir, lorsque l'on a parlé du fait que la nouvelle banque obtienne des liquidités de fonds de la compagnie mère, par suite du transfert des actifs à gros rendement, et du recours aux indemnités de premier établissement; à mon sens, il n'est pas trop difficile à divers des membres de Equipment Lessors Association de faire la même chose, puisqu'ils ont des liens avec bon nombre de banques, canadiennes et étrangères. Une grande partie des sociétés de prêt énumérées sur la liste d'hier ont des liens avec des banques étrangères par l'intermédiaire d'une filiale ou sont directement possédées par une banque étrangère. Par conséquent, cela ne m'inquiète pas.

Cependant, si cela se révélait d'une certaine importance, je me demande si, comme le suggérait M. Abbott, il serait possible, malgré l'affirmation de M. Land, de procéder à ce transfert, non pas avec l'approbation du surintendant des banques, mais sous sa surveillance. En d'autres termes, il faudrait prouver au surintendant des banques que les actifs sont transférés, non pas dans le but d'obtenir un avantage injustifié dans la liquidité de fonds, mais simplement, comme l'a bien précisé la société, dans le but de satisfaire à ses obligations dans le cas des débetures existantes.

C'est une simple suggestion que je lance en l'air. Nous pourrions peut-être examiner cette idée pour voir s'il est possible d'arriver aux mêmes fins sous la surveillance du surintendant des banques, pourvu qu'il sache ce qui se passe. Je n'irai pas jusqu'à demander qu'il approuve cette transaction.

J'attends vos commentaires. Monsieur Land, je sais que vous vous êtes engagé à ce que cela ne se fasse pas, mais comme tout le monde le sait, la parole d'un ministre en Chambre n'est pas parole d'évangile. L'engagement que vous avez pris en tant que témoin n'est qu'un engagement verbal. Que pensez-vous de mon idée? Pensez-vous qu'elle peut entraîner de grandes difficultés? Vous voudrez peut-être consulter votre conseiller avant de répondre. Comme je l'ai dit, ce n'est qu'une suggestion à laquelle vous pouvez réfléchir avant de répondre.

M. Land: Monsieur le président, je pense pouvoir donner une réponse immédiate, mais qui n'est pas donnée en dernière analyse. Monsieur Lambert, ma première impression m'inciterait à vous répondre que je ne vois aucune objection à cette idée. Je ne sais pas comment réagirait l'inspecteur général des banques, mais comme nous sommes abso-

[Text]

lutely certain as to the circumstances under which we would be transferring these assets, we would have no hesitation about being able to justify them.

[Interpretation]

lument certains des circonstances dans lesquelles se déroulerait le transfert des actifs, nous serions en mesure de le justifier sans hésiter.

• 1010

Mr. Lambert (Edmonton West): Now, may I continue that, then, and ask Mr. Read whether he feels that he would be empowered actually to supervise this, or whether he sees that it would be a meaningless gesture. What is your reaction to that idea? What I want to do is, I think, to allay a residual fear among, I think, some of the members of the Committee and, I think, the witnesses last night that there could be an ulterior purpose and an ulterior benefit that is frowned upon by some as a result of the set-up that is being contemplated. And frankly, I can recognize the obligation on the part of IAC, Continental, to do as they propose.

Mr. C. L. Read (Inspector General of Banks, Department of Finance): Mr. Chairman, I do not think there would be any difficulty in supervising the transfer of assets from the bank to the other subsidiary. If the proposal is that there would be supervision of the use of the income from those specific assets, that would be a more difficult accounting proposal but one that would not be impossible, I would think.

Mr. Lambert (Edmonton West): I was not proposing that you go down into the operations of the bank. Mr. Chairman, I was not proposing that the Inspector General go down into the operations of the bank to trace the use of that money.

Mr. Read: Just the transfer.

Mr. Lambert (Edmonton West): But I would state that a reasonable observation, a reasonably diligent observation, of what was being done would soon indicate to you that something was perhaps off base.

Mr. Read: One could . . .

Mr. Lambert (Edmonton West): If there were an undue amount, shall we say, I will not speculate here, but certainly, in my mind, I think your office is quite equipped and competent to examine what transfers are being made and see if there are any difficulties.

Mr. Read: Yes, that is right.

Mr. Lambert (Edmonton West): Is there not already maybe—?

Mr. Land: Mr. Chairman, with your permission, I wonder if I could call to the attention of the Committee that on page 14 of the brief there are . . .

An hon. Member: Of the bill.

Mr. Land: Of the bill, I am sorry, there are two sub-clauses, Clauses 17.(2) and Clauses 17.(3) respectively, which do effectively impose restrictions . . .

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes.

Mr. Land: . . . on the transfer. This may not completely answer your point, Mr. Lambert, but it does indicate that . . .

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Puis-je continuer et demander à M. Read s'il pense qu'il a présentement l'autorité d'exercer cette surveillance, ou s'il pense que ce serait un geste inutile. Qu'en pensez-vous? Je veux faire disparaître une peur qui existe chez certains membres du comité et chez les témoins d'hier soir, soit qu'il pouvait y avoir un but ultérieur ou des bénéfices ultérieurs peu admissibles résultant de l'opération envisagée. Et franchement, je reconnais l'obligation de la part de l'IAC, de la Continentale, d'agir comme ils le proposent.

M. C. L. Read (Inspecteur général des banques, ministère des Finances): Monsieur le président, je ne pense pas qu'il y aurait des difficultés à surveiller le transfert des actifs de la banque à l'autre filiale. Si la proposition demande de surveiller l'utilisation des revenus découlant de ces actifs cela serait beaucoup plus difficile mais non impossible, je pense.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ma proposition ne mentionnait pas les opérations de la banque. Monsieur le président, je ne proposais pas que l'inspecteur général vérifie les opérations de la banque afin de connaître l'utilisation de cet argent.

M. Read: Simplement le transfert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais je dirais qu'une surveillance raisonnable, diligente, de ce qui se ferait vous permettrait bien vite de voir si quelque chose n'est pas dans l'ordre.

M. Read: On pourrait . . .

M. Lambert (Edmonton-Ouest): S'il y avait un montant excessif disons. Je ne veux pas spéculer, mais je suis certain que votre bureau possède les compétences et le personnel pour examiner ces transferts et voir s'il y a des problèmes.

M. Read: Oui, c'est juste.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): N'y a-t-il pas déjà, peut-être, un . . .

M. Land: Monsieur le président, avec votre permission, à la page 14 du mémoire, il y a . . .

Une voix: Du bill.

M. Land: Du bill, je regrette, il y a deux paragraphes, l'article 17.(2) et l'article 17.(3), respectivement qui effectivement imposent des restrictions . . .

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui.

M. Land: . . . sur les transferts. Cela ne répond peut-être pas tout à fait à votre question, monsieur Lambert, mais cela indique . . .

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh yes, I think the Committee were quite well aware that there is a ceiling placed . . .

Mr. Land: Right.

Mr. Lambert (Edmonton West): . . . under this mix of assets that concerns us at this present time, but that ceiling necessarily does not mean that the other situation could not arise.

Mr. Melloy: Mr. Chairman, there are two ceilings. There is a ceiling with respect to ineligible assets. There is also a ceiling with respect to eligible assets.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes.

Mr. Melloy: And the ceiling with respect to eligible assets means that also it is frozen because it cannot exceed the total of eligible assets that are outstanding when the bank commences business.

• 1015

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I have nothing further to say about this except that now, the question is whether this supervision by the Inspector General of Banks should be incorporated in the statute by simply saying, subject to the supervision of the Inspector General of Banks—there is this power to transfer the assets—or whether it is up to the Committee that they feel that the undertaking we have here and a discussion with Mr. Read would impose a very, shall we say, heavy moral burden on the incorporators of the Continental Bank that we would not see any breach of it.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

M. Lambert (Bellechasse), puis ce sera le tour de messieurs Saltzman et Clermont.

Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Merci bien, monsieur le président. Étant donné que le temps passe très vite, je vais me limiter à deux ou trois questions.

Monsieur le président de l'IAC Limitée peut-il nous dire si sa compagnie a consenti des prêts à long termes, et si oui, quelle en a été la durée maxima?

Mr. Land: Mr. Chairman, I guess I would first have to inquire what we mean by long-term. Perhaps I should state that we do a number of different kinds of business. One of them is lending by way of mortgage. In this instance the term would tend to be longer than it would be, for example, in the financing of a piece of capital equipment. I do have, I believe, with me here—with the Committee's indulgence I will have a look—the maturity of all of our debt. If Mr. Lambert does not want a specific answer I can say that in general our lending or financing would tend to be of a medium-term. Medium being defined as four years to ten years in transactions involving real estate financing or durables. In terms of personal loans, I believe our average term would be in the general area of something over 24 months. So it is very hard to arrive at an average length of time.

M. Lambert (Bellechasse): J'ai posé cette question-là pour avoir un peu plus de lumière à propos de la condition exigée dans le projet de loi, à savoir: la fusion s'échelonne sur une période de dix années. Si vous n'avez pas de prêts qui dépassent cinq ou six ans, pourquoi demande-t-on dix ans pour opérer la fusion? S'il n'y a pas de prêts à très long terme, cela veut dire qu'en l'espace de quatre ou cinq ans IAC pourra recouvrer tous ses comptes recevables. Et

[Interprétation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, je pense que le Comité est au courant qu'il y a un plafonnement d'établi.

M. Land: C'est cela.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est ce mélange d'actifs qui nous préoccupe présentement, mais ce plafonnement n'élimine pas la possibilité qu'une autre situation se présente.

M. Melloy: Monsieur le président, il y a deux plafonnements. Il y a un plafonnement pour les actifs admissibles. Il y a un plafonnement pour les actifs non-admissibles.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui.

M. Melloy: Et le plafonnement concernant les actifs admissibles signifie qu'il est gelé parce qu'il ne peut pas dépasser le total des actifs admissibles recevables au moment où la banque entre en fonction.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, je n'ai rien de plus à dire à propos de ceci: la question est de savoir si la question de la surveillance pour l'inspecteur général des banques devrait être ajoutée à la loi en disant simplement, sous réserve de la surveillance de l'inspecteur général des banques, il est permis de transférer les actifs, ou bien si le Comité pense que l'engagement de la part de M. Read et la discussion que nous avons eue ici, pèseraient moralement assez sur les personnes responsables de l'incorporation de la Banque Continentale pour que nous n'en envisagions pas de violation.

Le président: Merci, monsieur Lambert.

Mr. Lambert, Bellechasse, followed by Mr. Saltzman and Mr. Clermont.

Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, Mr. Chairman. Since time goes by quite fast, I will restrain myself to two or three questions.

Can the President of IAC Limited tell us if his company has long-term loans, if so, what is the maximum duration of those loans?

M. Land: Monsieur le président, je voudrais d'abord demander ce que l'on veut dire par long terme. Je devrais d'abord dire que nous avons beaucoup d'affaires différentes. L'une d'entre elles consiste en des prêts hypothécaires. Dans ce cas-là la période serait plus longue que, par exemple, le financement de matériel. J'ai ici avec moi, je pense—si le Comité me permet de regarder—la date de maturité de toutes nos dettes. Si M. Lambert ne veut pas une réponse précise, je peux dire qu'en général notre prêt ou notre financement est de durée moyenne. La durée moyenne est de quatre à dix ans dans les transactions sur des biens immobiliers ou durables. En ce qui a trait aux prêts personnels, je crois que la durée moyenne serait en général de 24 mois. Alors il est très difficile d'en arriver à une moyenne de temps.

Mr. Lambert (Bellechasse): I ask this question to have an explanation about the requirement in the bill that is the amalgamation will be done on a period of 10 years. If you do not have any loans exceeding five or six years, why do you ask 10 years for the amalgamation? If there are no long-term loans, this means that in four or five years IAC can collect all its receivable accounts. Automatically, this would permit an amendment to the bill to reduce this

[Text]

automatiquement cela permettrait d'apporter un amendement au bill pour réduire la période de dix ans à cinq ans, parce que franchement, je trouve que dix ans c'est un peu long.

Mr. Land: Mr. Chairman, while the average term of individual transactions might be around that area, in fact our debts, our borrowings are in some instances quite lengthy. The purpose of the request for 10 years exemption is because we have certain debt outstanding which by covenant cannot be redeemed in advance, even at a penalty. We must therefore have time to allow us to pay off this debt. We borrow in the short-term while rolls over rather quickly. We borrow in the medium-term and we borrow in the long-term. Some of our debt for example does not mature until I guess 1989. Now it would be our hope that where we can in fact retire this debt legally under the terms of the borrowing agreements we would attempt to do this, but some of it we know we cannot. Therefore, it would be irresponsible to suggest to this Committee that we could do it in less than 10 years when we are not certain that we could. This 10-year exemption requested does not relate to our lending of money, but rather the money we have borrowed to make the loans that we are making. In other words, it is a question of liabilities as opposed to assets, sir.

• 1020

M. Lambert (Bellechasse): Évidemment, ceci va dans les deux sens. Je pensais surtout aux clients et aux redevances qu'ils peuvent avoir à l'endroit de l'IAC.

Un tableau de votre mémoire indique que l'avoir des actionnaires est de 203 millions et que l'actif total de l'IAC est de 2 milliards ou un peu plus. Maintenant je n'ai vu nulle part le montant global de la dette de IAC, tant de la compagnie mère que de ses filiales.

Mr. Land: With your permission, Mr. Chairman, Mr. Melloy has all of the debt here.

Mr. Melloy: Mr. Chairman, the outstanding debt of IAC and its subsidiaries at the present time is \$1.510 billion and of that debt about \$700 million is short-term debt which we can pay off roll-over from day to day in the money market, but there is some \$800 million of debt which is from medium term to long term and the longest term of any debt we have outstanding goes to 1994.

Mr. Land: Mr. Chairman, I might add, if Mr. Lambert has a copy of our financial statement, all of the maturities of the debt are listed, Mr. Lambert, in the financial statement—if you do not have one, I will be glad to give you one to look at—but the debt is all outlined in that with the maturity dates and so on.

M. Lambert (Bellechasse): C'est dans ce mémoire?

M. Land: Non, non c'est...

Le président: C'est dans le rapport annuel de la compagnie.

M. Lambert (Bellechasse): Ah bon. Je ne l'ai pas. C'est pourquoi je pose ces questions, je n'ai pas les chiffres en main. En bon français, à part cela! Ah! je n'en doute pas, parce que l'argent, ça n'a pas de langue...

[Interpretation]

period of 10 years to five years, because frankly, I think that 10 years is a bit long.

M. Land: Monsieur le président, alors qu'en moyenne les transactions individuelles sont de cette durée, en fait, nos dettes, nos emprunts sont dans certains cas de très longue durée. Si nous avons demandé dix ans d'exemption, c'est parce que nous avons certaines dettes qui ne peuvent pas être payées avant maturité, même avec une pénalisation. Donc, il nous faut du temps pour nous permettre de payer ces dettes. Nous empruntons à court terme, ce qui se rembourse assez rapidement. Nous empruntons à moyen terme et nous empruntons à long terme. Certains de nos emprunts, par exemple, n'arrivent pas à maturité avant 1989 je crois. En fait, s'il y avait possibilité de racheter cette dette légalement d'après les termes du contrat d'emprunt, nous essaierions de le faire, mais dans certains cas nous savons que nous ne pouvons pas. Il serait donc irresponsable de proposer à votre Commission que nous puissions le faire en moins de dix ans alors que nous ne sommes même pas certains de pouvoir le faire. Cette exemption portant sur dix années que nous sollicitons n'a aucun rapport avec les prêts d'argent mais plutôt avec l'argent que nous avons emprunté pour accorder ces prêts que nous faisons. C'est-à-dire que c'est une question de passif contre actif.

Mr. Lambert (Bellechasse): Evidently, this works both ways. I was thinking of customers and returns to IAC.

The table in your brief indicates an equity of 203 million and total IAC assets of 2 billion or more. Nowhere have I seen mentioned the total amount of the debt either of the parent companies or the subsidiaries of IAC.

M. Land: Si vous le permettez, monsieur le président, M. Melloy peut vous donner la ventilation de la dette.

M. Melloy: Monsieur le président, la créance à recouvrer de IAC et ses filiales présentement est de l'ordre de 1.510 milliard de dollars, dont environ 700 millions de dollars à payer à brève échéance, et que peut combler peu à peu le roulement quotidien; mais il reste quelque 800 millions de dollars de dette à moyen ou à long terme avec dernière échéance en 1994.

M. Land: Monsieur le président, j'ajouterais, si M. Lambert a un exemplaire de notre bilan, que toutes les dates d'échéance de la dette sont inscrites dans l'état financier—si vous ne l'avez pas, je puis vous en fournir un exemplaire—mais la dette est complètement ventilée avec les dates d'échéance, et ainsi de suite.

Mr. Lambert (Bellechasse): In this brief?

Mr. Land: No, no in...

The Chairman: In the annual report of the company.

Mr. Lambert (Bellechasse): Very well. I have not got it. I am asking these questions because I have no data at hand. And in French, over the market! Ah! no doubt, for money talks, in any language...

[Texte]

Le président: Monsieur Lambert est-ce que vous avez d'autres questions?

M. Lambert (Bellechasse): Oui j'aurais une autre question, je vais tâcher d'être bref. A tout événement, je vous remercie et je consulterai cela. A la page 9 de votre mémoire, quelque chose m'intrigue: «Constitution de la banque». On y dit ceci:

La banque serait incorporée avec un capital social autorisé de 100 millions réparti en actions d'une valeur au pair de \$10 chacune et serait une filiale à parts entières d'IAC

J'y perds mon latin. La banque va devenir une filiale de l'IAC. Lois de la dernière séance, on m'a répondu à une question que je posais, qu'IAC disparaîtra graduellement. Alors je voudrais avoir des détails là-dessus.

• 1025

Mr. Melloy: Mr. Chairman, IAC will own the bank. It will be a subsidiary of IAC, but only during the transition period. IAC, as it is presently structured, could not be a chartered bank, so in order for us to become a chartered bank, we have to establish a chartered bank as a subsidiary of IAC and then over the transition period bring everything into line so that at the end of 10 years the bank and IAC amalgamates as ont. The only thing that is left then is the chartered bank which will be in full conformity with the BAnk Act as it then exists. It is the transition period in which the subsidiary will operate.

M. Lambert (Bellechasse): Durant la même période de transition, est-ce que l'IAC va continuer à faire des affaires comme elle en fait actuellement, ou bien si c'est seulement pour liquider ses affaires, récupérer ce qui est dû et exécuter les paiements?

Mr. Melloy: It is not going to be able to write any business that can be done by a bank. All the loans that we have outstanding that could be done by a bank will be done by the bank and there will be a liquidation of the existing business on the books of IAC. The only business that IAC will do that cannot be done by the bank is the leasing business which IAC is doing now and has been doing for quite a number of years; that cannot be done by the bank but it will be done by IAC. Its present portfolio will be maintained at the level which it is at when the act is passed. But IAC is basically on a path of liquidation.

M. Lambert (Bellechasse): Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Lambert. Mr. Saltzman followed by Mr. Clermont and Mr. Martin.

Mr. Saltzman: Thank you, Mr. Chairman. It seems that the only potential issue before us is the question of whether with the formation of this new bank, IAC should be permitted to use noneligible assets as a capital.

Is there anything to prevent IAC from forming this bank using only eligible assets or as you say you are underutilizing your capital, is to transfer some of the capital from IAC to form a new bank? I presume even under those circumstances you will be starting off with more capital than the other banks have started off with, the smaller banks that recently have been incorporated.

[Interprétation]

The Chairman: Do you have other questions, Mr. Lambert?

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes, one more. I will try to make it short. In any event, I thank you and will look this over. At page 7 of your brief my attention is focused on this: "Creation of the Bank", quotation follows:

The bank would be incorporated with an authorized capital stock of \$100 million, divided into shares having a par value of \$10 each and would be a wholly-owned subsidiary of IAC.

I am completely lost. The bank is to become a subsidiary of IAC. At the last meeting I was told, in answer to one of my questions, that IAC was to be phased out. I would like to be better informed about this.

M. Melloy: Monsieur le président, IAC sera propriétaire de la banque. La banque sera une filiale de IAC, mais seulement durant la période de transition. La société, IAC, telle que présentement constituée, ne peut être une banque à charte; pour transformer notre société en banque à charte, nous devons instituer une banque à charte, filiale de IAC et, au cours de la période de transition, tout remettre en ligne afin que dans dix ans la banque et IAC soient fusionnées, ne formant qu'une seule entité. La seule chose qui reste est donc la question de la banque à charte, qui sera entièrement conforme à la loi sur les banques telle qu'elle existe à l'heure actuelle. Il s'agit de la période de transition pendant laquelle la filiale exercera ses fonctions.

Mr. Lambert (Bellechasse): During the same transition period, will the IAC continue to make transactions as it does presently, or will it be only liquidating its business, obtaining reimbursement of outstanding amounts and making payments?

M. Melloy: Elle ne pourra liquider les affaires dont peut se charger une banque. Tous les prêts à recouvrer qui pourraient l'être par une banque seront confiés à la banque et on liquidera les affaires de l'IAC. Les seules affaires dont l'IAC se chargera seront celles qui ne peuvent être liquidées par une banque, soit les prêts dont l'IAC se charge depuis bon nombre d'années; la banque ne pourra y voir mais l'IAC le fera. Son porte-feuille actuel sera maintenu au niveau où il était lorsque le loi a été adoptée. Mais l'IAC est en voie d'être liquidée.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. M. Saltzman, suivi de M. Clermont et de M. Martin.

M. Saltzman: Merci, monsieur le président. Il semble que la seule question que l'on puisse étudier est de savoir si après la création de cette nouvelle banque l'IAC devrait avoir le droit de se servir des valeurs non-banquables à titre de capitaux.

Peut-on empêcher l'IAC de créer cette banque en se servant uniquement de valeurs bancaables ou, puisque vous avez dit que vos capitaux ne sont pas utilisés à leur pleine puissance, pourrait-on transférer certains capitaux de l'IAC afin de former une nouvelle banque? J'imagine que même dans de telles circonstances vous débuterez avec des capitaux beaucoup plus importants que les autres banques, les plus petites qui viennent d'être formées en société.

[Text]

Mr. Land: One of the problems there, Mr. Chairman, is the fact that we cannot transfer capital from IAC without violating a number of our obligations in connection with our existing debt. Credit is granted to organizations such as ours on several bases, one of which is that there be x numbers of shareholders' dollars in the company to support the debt. From a practical point of view I do not think this could be done, Mr. Saltzman.

Mr. Saltzman: You are saying that you are underutilizing your shareholders' equity at the moment; this is one of the statements you say. Is this any different from any other leasing company? Are you really saying that all leasing companies are underutilizing their capital in comparison to other financial institutions?

Mr. Melloy: Mr. Saltzman, leasing is one part of our business but the company is a very large financial organization doing many things of which leasing is one part of what it does, and the capital structure of IAC as it exists at the moment we consider is underutilized. But if we can form the bank, as the bank grows then IAC will put more of its equity capital into the bank. And as its debt comes down, then also its debt-equity ratio comes down in IAC. At the end of 10 years all the capital in IAC will be the capital of the bank. If in 10 years the capital of IAC is \$300 million, then the capital of the bank will be \$300 million because the bank will end up with all that capital, but that again is going to come into the bank as the assets of the bank grow.

Mr. Saltzman: All right. I just want to be clear on this. You are saying that in fact you cannot remove any capital from IAC without some problems with your creditors, or without affecting your credit position.

• 1030

Mr. Land: No, I...

Mr. Saltzman: I am sorry, but I thought that was it.

Mr. Land: I am afraid I do not understand the question.

Mr. Saltzman: I asked why you could not take some of the capital or some of your eligible assets and use them to start the bank with, without taking the noneligible assets. You said that you were restricted from doing that because they were guarantees, part of your credit structure, and you would not be permitted by your creditors to do that.

Mr. Land: I think I have the question now, Mr. Saltzman. My reference was to the fact that we could not transfer assets because of certain covenants we have relative to our debt. With respect to the receivables, for the most part we have either granted a charge against them or they are physically pledged to support our borrowings. We cannot move those from the borrowing company over into the bank. That is the asset part of it.

With respect to the capital part of it, of course we do propose to move capital, not necessarily IAC's capital, but some capital over to the bank. In fact, we are suggesting that it might be capitalized at \$100 million with \$50 million subscribed immediately. I do not know whether that answers your question entirely.

[Interpretation]

M. Land: Il y a un problème, monsieur le président, en ce sens que nous ne pouvons transférer les capitaux de l'IAC sans enfreindre un bon nombre de nos obligations relatives à notre dette actuelle. On accorde un crédit à des organisations telles que la nôtre à plusieurs conditions, dont l'une veut qu'il y ait un nombre x de dollars d'actionnaires dans la compagnie afin de garantir la dette. D'un point de vue pratique, je ne crois pas que cela soit possible, monsieur Saltzman.

M. Saltzman: Vous avez dit qu'à l'heure actuelle les valeurs de vos actionnaires ne sont pas utilisées à leur pleine puissance. La situation est-elle différente dans d'autres sociétés de prêts? Voulez-vous dire par là que toutes les sociétés de prêts n'utilisent pas les capitaux à leur pleine puissance en comparaison avec d'autres institutions financières?

M. Melloy: Monsieur Saltzman, une partie de nos fonctions consiste à prêter de l'argent, mais notre société est une organisation financière très importante ayant plusieurs fonctions, et nous considérons que la structure des capitaux de l'IAC telle qu'elle existe à l'heure actuelle n'est pas utilisée au maximum. Mais si nous pouvons créer la banque, au fur et à mesure qu'elle grandira l'IAC pourra y investir de plus en plus de valeurs. Au fur et à mesure que sa dette diminuera, le rapport entre les valeurs et la dette diminuera également. Au bout de dix années, tout le capital de l'IAC appartient à la banque. Si dans 10 ans le capital d'IAC se chiffre à hauteur de 300 millions de dollars alors le capital de la banque sera de 300 millions parce que la banque va recevoir tout ce capital, mais encore une fois la banque va recevoir ce capital au fur et à mesure que son actif va croître.

M. Saltzman: Très bien, je veux que ceci soit clair. Vous dites en fait que vous ne pouvez pas enlever le capital à IAC sans faire face à des problèmes vis-à-vis vos créanciers, ou sans nuire à votre crédit.

M. Land: Non, je...

M. Saltzman: Je regrette, je pensais que vous aviez dit cela.

M. Land: Je ne comprends pas la question.

M. Saltzman: J'ai demandé pourquoi vous ne pouviez pas prendre le capital ou une partie de votre actif admissible et l'utiliser pour former la banque, sans toucher à votre actif non admissible. Vous avez dit que vous ne pouviez faire cela parce qu'ils s'agissait des garanties, faisant partie de votre structure de crédit, et que vos créanciers ne vous le permettraient pas.

M. Land: Je pense que j'ai compris la question, monsieur Saltzman. J'ai fait allusion au fait que nous ne pouvions pas transférer les actifs à cause de certains liens vis-à-vis nos emprunts. En ce qui a trait à nos comptes revevables, pour la plus grande partie nous les avons mis en garantie ou bien ils servent à payer nos emprunts. Nous ne pouvons pas transférer ces actifs de la compagnie prêteuse à la banque. C'est-à-dire l'actif.

En ce qui a trait au capital, bien sûr, nous proposons de transférer le capital, pas nécessairement le capital de l'IAC, mais une partie du capital serait transféré à la banque. En fait nous nous proposons de créer un capital de 100 millions dont 50 millions seraient souscrits immédiatement. Je ne sais pas si cela répond à votre question.

[Texte]

Mr. Saltzman: Yes, it does, but what I am trying to find out is whether you can move any capital under the present circumstances. The sort of impression I have from you is that you cannot move any of your capital unless you go the route that you have proposed. It seems to me that your capital is being under-utilized, that there should be some capital available for you to move out of IAC in order to start a bank in the same way that other banks have been started recently.

Mr. Melloy: We propose to do this, Mr. Saltzman. We will move from IAC \$50 million in cash and, as a matter of fact, buy the shares of the bank. When it is formed and we capitalize it, we will have to buy for cash the \$50 million shares of the bank. So, \$50 million will go into the bank, and that will be some of the shareholders' capital that is in IAC. We cannot move assets from the present company into the bank, but we can move equity capital into the bank.

Mr. Saltzman: Yes. I still do not understand why you cannot do that without the sort of special exemptions that you are asking for in this bill. In other words, there is nothing to really prevent you from starting a bank by moving some of your capital out of IAC and using that as capital for the new bank, without taking noneligible assets.

Mr. Melloy: I am sorry, sir. If I misunderstand . . .

Mr. Saltzman: In other words, you start a completely new company, a new bank, which is not a subsidiary of IAC. In other words, the same people who are associated with IAC can in fact start a new company, can they not?

Mr. Melloy: But that would not serve the object that we have in mind; that is, that IAC convert itself into a bank and that the shareholders, of which there are many across Canada, own the shares of IAC. The object is that at the end of the transition period these shareholders, instead of owning the shares of IAC, they then own shares of the bank in total, and that is the transition that we are looking for. We cannot transfer either eligible or ineligible assets from IAC to the bank. When the bank commences to do business on day one, all the business that we start doing on that date and thereon that is eligible for a bank, will be done by the Continental Bank of Canada and not by IAC, all across Canada.

• 1035

The business that is already on the books of IAC will liquidate so that the customers who are dealing with our organization after the bank goes into business, anybody who makes a loan with us, will be making a loan with the Continental Bank of Canada. Any person or corporation that does a lease with us will be doing the lease, not with the Continental Bank of Canada because it is not permitted to lease. So we can only get the capital into the bank in stages as the bank needs the capital.

If after year one the assets of the bank are \$600 million or \$700 million, then there will be adequate equity capital provided for the bank. The bank, of course, must do its own borrowing. IAC, if it has to borrow, must do its own borrowing. The bank under the bill is not permitted to lend IAC any money. So the whole object is to make certain that during the transition period the bank is built up so that at the end of this transition period, all of the debt in

[Interprétation]

M. Saltzman: Oui, mais ce que je veux savoir c'est si vous pouvez transférer du capital dans les circonstances présentes. Vous me donnez l'impression que vous ne pouvez transférer aucun capital à moins de suivre la filière que vous avez proposée. Il me semble que votre capital est sous-utilisé, vous devriez avoir des capitaux disponibles que vous pouvez retirer d'IAC pour faire démarrer la banque de la même façon que d'autres banques ont démarré récemment.

M. Melloy: C'est ce que nous proposons de faire, monsieur Saltzman. Nous allons retirer d'IAC 50 millions comptant et de fait, nous allons acheter les actions de la banque. Lorsque la banque sera formée nous allons capitaliser cet argent et nous allons acheter comptant 50 millions d'actions de la banque. Alors ces 50 millions iront à la banque, et cet argent représente une partie du capital des actionnaires d'IAC. Nous ne pouvons pas transférer les actifs de la compagnie actuelle à la banque, mais nous pouvons transférer l'excédent des capitaux à la banque.

M. Saltzman: Oui, je ne comprends toujours pas pourquoi vous ne pouvez pas le faire avec le genre d'exemptions spéciales que vous demandez dans ce Bill. En d'autres mots, il n'y a rien qui vous empêche vraiment de former une banque en transférant du capital d'IAC pour la nouvelle banque sans toucher les actifs non admissibles.

M. Melloy: Je regrette, si j'ai mal compris . . .

M. Saltzman: En d'autres mots, vous créez une compagnie tout à fait nouvelle, une nouvelle banque qui n'est pas une filiale d'IAC. En d'autres mots, les gens qui font partie d'IAC peuvent en fait mettre sur pied une nouvelle compagnie, n'est-ce pas vrai?

M. Melloy: Mais ce n'est pas ce que nous avions à l'esprit; c'était que IAC se transforme en une banque et que les actionnaires, il y en a beaucoup à travers le Canada, détiennent les actions d'IAC. Le but que nous visons c'est qu'à la fin de cette période de transition les actionnaires, au lieu d'avoir les actions d'IAC seront alors propriétaires des actions de la banque en entier, et c'est cette transition que nous voulons. Nous ne pouvons pas transférer des actifs admissibles ou non admissibles d'IAC à la banque. Dès sa première journée d'opération toutes les affaires qui peuvent être faites par une banque et qui sont admissibles pour une banque se feront à la Banque Continentale du Canada et non pas à IAC, et ce à travers le Canada.

Les affaires actuelles de l'IAC seront liquidées, de façon que les clients de notre organisme après l'ouverture de la banque, ceux par exemple qui font un emprunt chez nous, seront des clients de la Banque Continentale du Canada. Toute personne ou toute société qui signe un bail avec nous le signera avec la Banque Continentale du Canada, car nous ne sommes pas autorisés actuellement à accorder des baux. La banque ne pourra donc accumuler de capital qu'au fur et à mesure de ses besoins.

Le chiffre de 600 ou de 700 millions de dollars représenterait un capital-actions parfaitement adéquat à la fin de la première année des opérations de la banque. Évidemment, la banque devra négocier ses propres emprunts. L'IAC devra, de son côté, négocier ses propres emprunts. En vertu de ce projet de loi, la banque n'est pas autorisée à prêter de l'argent à l'IAC. Notre objectif est donc d'assurer que la banque est construite progressivement pendant la période

[Text]

IAC that can be liquidated will be liquidated, and whatever assets are left that are eligible will be moved into the bank. If there are ineligible assets that the bank is not permitted to have, they will have to be disposed of, we will not be able to transfer them into the bank.

The Chairman: Thank you, Mr. Saltsman. Mr. Clermont, followed by Mr. Martin.

M. Clermont: Monsieur le président, je m'excuse auprès des témoins que nous avons devant nous parce que mes premières remarques ne les touchent pas directement, et je sais que je vais tomber encore sur les nerfs de mes collègues d'expression anglaise mais à tout événement je me dois de le faire.

Hier après-midi, vous m'avez informé, par l'entremise de notre greffier, que la version française du document qui nous a été présenté hier par *Equipment Lessors Association of Canada* me parviendrait vers 4 h. 00. Je ne sais, monsieur le président, si vous avez pris connaissance de la version française du document. Je dis, monsieur le président, que c'est de la discrimination contre les députés de langue française et je ne fais absolument aucun reproche à nos traducteurs parce qu'on leur demande, monsieur le président, à la dernière minute, de faire un travail sur un document qui, selon mon collègue M. Abbott est très technique. Je ne sais pas, monsieur le président, si vous avez pris connaissance du document qu'on nous a fait parvenir. Je ne sais pas si vous trouvez que c'est un document présentable. Il y a du texte dactylographié et de l'écriture à la main. On a de la difficulté à lire. De nouveau, monsieur le président, j'insiste, je ne blâme pas du tout les traducteurs parce qu'on leur demande souvent de faire un travail très technique à la dernière minute.

Alors j'espère, monsieur le président que la prochaine fois qu'on aura un document très technique à nous présenter, on y pensera. En fin de compte, la parti du document d'hier qui nous intéressait directement comportait seulement quatre pages. Alors, les témoins hier auraient pu nous en fournir les deux versions.

Voici le document qui a été distribué aux députés de langue anglaise; c'est très lisible. Et voici celui que j'ai moi, comme député de langue française.

Et, je le répète pour la troisième fois: je ne jette aucun blâme aux traducteurs parce qu'il est injuste de leur demander de faire un tel travail à la dernière minute. Alors, j'espère, monsieur le président, que quand la chose se répètera, le document ne sera pas distribué et que les députés de langue anglaise seront comme moi, forcés d'écouter les témoins. Je m'excuse de nouveau auprès des témoins de ce matin.

Le président: Merci, monsieur Clermont. Vos remarques seront prises en très sérieuse considération par le président.

M. Lambert (Bellechasse): Sur le même sujet, monsieur le président.

Le président: Sur le même sujet, monsieur Lambert.

• 1040

M. Lambert (Bellechasse): J'endosse en tous points les remarques de mon collègue et je voudrais faire une suggestion pour aider le président dans son travail; et j'espère que cela vaudra pour tous les autres comités. Est-ce qu'il serait possible de demander aux organisations ou aux témoins invités qui ont un mémoire à présenter, de le préparer dans les deux langues? Cela éviterait énormément de complica-

[Interpretation]

de transition, de sorte qu'à la fin de cette période, il soit possible de liquider toute dette de l'IAC et de transférer ce qui pourrait rester de son avoir à la banque. S'il s'agit d'un avoir inadmissible, que la banque ne peut légalement détenir, il faudra bien l'écouler ailleurs, car il sera impossible de le transférer à la banque.

Le président: Merci, monsieur Slatsman. M. Clermont a la parole, suivi de M. Martin

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I wish to apologize to the witnesses we have before us, because my first remarks will not be of interest to them, and I realize that once again, I will be getting on the nerves of my English-speaking colleagues. However, this is something that must be said.

Yesterday afternoon you informed me, through our Committee Clerk, that the French version of the documents submitted to us yesterday by Equipment Lessors Association of Canada would reach me by four o'clock. I do not know, Mr. Chairman, if you have looked at the French version of the document. I submit, Mr. Chairman, that this is a case of discrimination against French-speaking members of Parliament, and this is not to blame our translators, because they are asked at the last minute to work on what, according to my colleague, Mr. Abbott, is a highly technical document. I do not know, Mr. Chairman, if you have looked at the document that was sent to us. I do not know if you find it to be a presentable document. Part of the text is typed, and part handwritten. It is extremely hard to read. Again, Mr. Chairman, I must stress that I am not blaming the translators in the least, because they are often asked to take on highly-technical work at the last minute.

But I hope, Mr. Chairman, that next time we are to receive a highly technical document, this will be taken into consideration. Basically, only four pages of yesterday's document really concerned us directly. So yesterday's witnesses could have provided us with versions in both languages.

Here is the document that was sent up to English-speaking members; it is quite readable, and here is the one that I received, as a French-speaking member.

Let me say again, for the third time: I am definitely not blaming the translators, because it is unfair to ask them to take on such a task at the last minute. But I trust, Mr. Chairman, that when this happens again, that document involved will not be distributed, and that English-speaking members will have, like me, to listen to the witnesses reading it. Once again, I apologize to this morning's witnesses.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont. The Chair will give thorough consideration to your remarks. Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): On the same point, Mr. Chairman.

The Chairman: On the same point, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): I thoroughly agree with my colleague's remarks, and I should like to make a suggestion that could help the Chairman in this respect; it is something which, I trust, will also help all other Committees. Might it not be possible to ask organizations or witnesses who have a brief to present to have it prepared in both languages? That would save a tremendous amount

[Texte]

tions comme celles que nous avons eues. Ici, quant à la traduction, il est quelque peu difficile d'avoir le nombre suffisant de personnes pour nous satisfaire en tant que députés. Si en plus il faut leur demander de traduire des documents qui devraient être préparés d'avance par les organisations citées devant le Comité, ces gens doivent travailler à la hâte et je prétends qu'ils ne peuvent faire que ce qu'ils peuvent. C'est une suggestion que je vous fais. J'aimerais bien si c'est possible, que vous nous informiez des résultats de vos démarches à ce sujet, pour qu'à l'avenir l'on sache bien où l'on va!

Le président: Monsieur Lambert, les témoins qui ont comparu devant le Comité hier, devaient se présenter avec leur mémoire dans les deux langues officielles, et au dernier moment ils sont arrivés avec leur mémoire dans une seule langue.

Alors, nous avons essayé d'en avoir une traduction le plus rapidement possible. On a envoyé la première épreuve à tous les députés mais l'épreuve finale est en train d'être tapée à la machine et sera distribuée aujourd'hui. Je comprends très bien le point de vue des députés de langue française et, à l'avenir, nous essaierons de faire beaucoup mieux.

Mr. Abbott: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Abbott, on the same point.

Mr. Abbott: On the same point of order, I believe we are the masters of our own rules. We are the masters of the rules of this Committee, providing they are within the... I suggest that we make it a condition precedent to an appearance before this Committee that a brief, especially one involving such complexities as this one, be translated. Mr. Lambert, Mr. Clermont, perhaps Mr. Joyal and others that were here, I suggest to you, were unable to deliver the kind of penetrating observations they normally would be able to do when something is in English. It was a very complicated thing, and I do not know if we can even say that the points were treated fairly or exhaustively. I would say that this committee and others should say that anybody appearing must, as a condition precedent to doing so, if they are coming with a brief, provide it in both official languages. Otherwise, somebody like Mr. Clermont has every reason to say that we should adjourn the hearing because he is unable to comprehend the contents of the brief. I think it is not just a discourtesy; it is an absolute bar to Mr. Clermont fully understanding the points being raised. I almost believe that somebody... It is not just a simple discourtesy; it is a reason for throwing them out.

The Chairman: Mr. Abbott, you know that anybody can present a brief or document to Parliament in either of the two languages. What we ask of them is to present them early enough so we can have the translation made properly. But the problem is always the same; they come at the last minute. They are supposed to supposed to come with both official versions, and they do not.

Mr. Abbott: I have been on the other side, and I have been told that briefs must be presented in time for translation or they must be put forward in both languages. When I speak of "condition precedent", I mean that if you are going to present a brief either it must be delivered so many

[Interprétation]

of complications such as we have just experienced. It is rather difficult here to have enough people available to provide a satisfactory translation for members of Parliament. What is more, we necessarily ask them to translate documents which should be prepared in advance by the organizations which the Committee invites to appear; our people have to work at top speed, and they are only human. This is therefore what I have to suggest. If possible, I should like you to report back to us on the results of your representations in this respect, so that we may know what to expect in future!

The Chairman: Mr. Lambert, the witnesses who appeared before the Committee yesterday were supposed to submit their brief in both official languages, and then at the last minute, when they got here, they only had it in one language.

We therefore tried to have a translation done as fast as possible. We sent the first draft out to all members, but the final version is still being typed, and will be sent out today. I understand perfectly well the point of view of French-speaking members, and we will try to do much better in future.

M. Abbott: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Abbott, sur ce même sujet.

M. Abbott: A propos du même rappel au Règlement, je crois que nous sommes maîtres de notre règlement interne. Nous sommes les maîtres du Règlement de ce Comité, à la condition de se conformer à— Je propose que nous exigions pour qu'un témoin puisse comparaître devant ce Comité, que son mémoire soit traduit, surtout dans le cas d'un mémoire aussi compliqué que celui-ci. Je crois pouvoir affirmer que MM. Lambert, Clermont, et peut-être Joyal et d'autres, ont été empêchés de nous faire profiter des commentaires efficaces qu'ils font habituellement alors que ce texte est en anglais. Il s'agissait d'un document extrêmement compliqué, et je ne crois pas pouvoir affirmer que toutes les questions ont été traitées adéquatement. A mon avis, il faudrait que ce Comité exige que tout témoin, avant de pouvoir comparaître, doit, s'il veut présenter un mémoire, le préparer dans les deux langues officielles. Si non, un député tel que M. Clermont aurait raison d'exiger que la séance soit ajournée, étant donné qu'il serait incapable de bien comprendre tout le contenu du mémoire. Il ne s'agit pas à mon avis, d'un simple manque de courtoisie; c'est un empêchement à cause duquel M. Clermont est privé du droit de bien comprendre les questions que l'on soulève. J'aurais tendance à dire que quiconque— Il ne s'agit pas d'un simple manque de politesse, c'est une raison suffisante pour refuser un témoin.

Le président: Monsieur Abbott, vous savez parfaitement que n'importe qui peut présenter un mémoire ou un document au Parlement, dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. Ce que nous exigeons des témoins, c'est qu'ils présentent leur mémoire assez tôt pour qu'il nous soit possible de le traduire. Mais c'est toujours le même problème qui se pose; les témoins arrivent à la dernière minute. Ils sont censés se présenter avec les deux versions officielles, et ils ne le font pas.

M. Abbott: J'ai été de l'autre côté, et on m'a dit que les mémoires doivent être présentés suffisamment tôt pour qu'il soit possible de les traduire, ou bien les présenter dans les deux langues. Quand je parle de «condition préalable», j'entends que si on doit présenter un mémoire, il faut

[Text]

days in advance or you must deliver it in both languages. I am not going too far when I say that.

The Chairman: The thing is that most of the time, Mr. Abbott, the associations or witnesses assure us they will come with both versions, and they do not.

Mr. Abbott: Mr. Chairman, in this case these people yesterday have had this problem gnawing at them for a long time. If they were going to make a presentation, they knew they could have had it here in advance.

I think Mr. Clermont is on absolutely sound ground. If it were a simpler matter—but they came forward with some pretty complicated material and I do not think he really was able to digest it fully. It is all over now; he cannot...

The Chairman: I think, Mr. Abbott, this is a question that perhaps could be studied more deeply by the steering committee.

Mr. Abbott: Right. I would recommend that.

• 1045

The Chairman: And before deciding to receive any witnesses we could make sure that we have both versions of any briefs. Mr. Martin.

M. Martin: Sur le même sujet, monsieur le président. J'aimerais appuyer la position de M. Clermont et de M. Lambert, de Bellechasse.

Si un document comme celui-là nous arrivait en langue française, et que je sois forcé de le comprendre, surtout un document très technique comme celui-là je serais dans une situation impossible. Et c'est pour cette raison que j'appuie très fortement la position de M. Lambert et M. Clermont.

M. Clermont: Lambert, Bellechasse.

Le président: Je suis tout-à-fait d'accord, monsieur Martin, avec les remarques que vous avez faites et je puis vous assurer que nous ferons l'impossible pour que cette situation ne se représente plus.

M. Gray: Monsieur le président, je dois faire une petite mise au point. Le Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure a décidé de donner le droit de comparution à "l'Association de location d'équipement" il y a quelques jours seulement, et le Comité a insisté pour que cette association compareisse devant nous cette semaine. S'il avait été possible de repousser la date de la séance, il leur aurait peut-être été plus facile de faire la traduction nécessaire.

Il faut établir un équilibre entre deux droits: le droit des députés de faire leur travail dans l'une ou l'autre des deux langues officielles et l'autre droit c'est le droit de n'importe quel citoyen d'avoir accès au Parlement canadien dans une ou l'autre des deux langues officielles. Je ne pense pas que nous ayons le droit nous-mêmes d'insister pour qu'un citoyen nous donne un document dans les deux langues. Il y a une lacune dans notre système parlementaire s'il n'est pas possible de faire la traduction dans des délais raisonnables. Si un groupe francophone, par exemple, désirait comparaître devant nous, je ne pense pas qu'il serait équitable d'insister pour qu'il fasse faire la traduction à ses frais. Peut-être qu'il y a des groupes très importants qui ont les ressources nécessaires pour faire la traduction, mais il est bien possible qu'il y ait des groupes de consommateurs, des groupes de gens à faibles revenus pour lesquels un tel règlement, serait bien impossible à suivre. Alors,

[Interpretation]

qu'il soit fourni tant et tant de jours à l'avance, ou bien présenté dans les deux langues officielles. Je ne crois pas que cela dépasse le règlement du Comité.

Le président: Ce qui se passe la plupart du temps, monsieur Abbott, c'est que les associations ou les témoins nous promettent de se rendre ici avec les deux versions, et puis qu'ils ne le font pas.

M. Abbott: Dans ce cas précis, monsieur le président, pour les témoins d'hier, le problème était présent depuis bien longtemps. S'ils devaient présenter un mémoire, ils étaient parfaitement capables de nous le fournir à l'avance.

Je crois que M. Clermont est parfaitement justifié. Encore s'il s'agissait d'un document plus simple, mais ce qu'ils ont présenté était vraiment assez compliqué, et j'estime qu'il devait être incapable de bien le comprendre. Maintenant, c'est fait, il ne peut plus...

Le président: J'estime, monsieur Abbott, que c'est une question qui mériterait d'être étudiée plus en profondeur par le Comité de direction.

M. Abbott: D'accord. Je recommanderai donc cela.

Le président: Avant de décider d'entendre d'autres témoins, nous pourrions nous assurer que nous ayons les deux versions des mémoires. Monsieur Martin.

Mr. Martin: On this same point, Mr. Chairman, I would like to support the position taken by Mr. Clermont and Mr. Lambert (Bellechasse).

If a document such as the one submitted to us arrived only in French and I was forced to try to understand it, I would be in an impossible position, since it is a very technical document. For this reason, I strongly support the position taken by Mr. Lambert and Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Lambert, Bellechasse.

The Chairman: I completely agree with your comments, Mr. Martin, and I can assure you that we will do everything possible to ensure that such a thing does not happen again.

Mr. Gray: Mr. Chairman, I would like to clarify one point. The Subcommittee on Agenda and Procedure's decision to allow the Equipment Lessors Association to appear was made only a few days ago, and the Committee insisted that the Association appear before us this week. If it had been possible to postpone the date of their appearance, it might have been easier for them to have the necessary translation done.

We must maintain some kind of balance between the rights of the two parties: that of the member to do their work in one of the two official languages, and on the other hand, the right of any citizen to have access to the Canadian Parliament in either of the two official languages. I do not believe that we have the right to insist that a citizen submit documents to us in both languages. There is something lacking in our parliamentary system if it is not possible to have translation done in a reasonable time. For example, if a French-speaking group wishes to appear before us, I do not believe that it would be fair to insist that it have the translation done at its own expense. There are perhaps some very large groups with the necessary resources for translation purposes. But it is quite possible that there are groups of consumers or low-income people who would be unable to comply with such a regulation. It is therefore up to us to do our best in order to strike a

[Texte]

nous devons nous-mêmes faire notre possible pour atteindre un équilibre entre ces deux droits que j'ai mentionnés. Et j'ai la plus grande sympathie possible avec notre collègue, M. Clermont, sur cette question.

Le président: Monsieur Gray, le problème est survenu parce que les témoins d'hier avaient promis d'apporter leur mémoire dans les deux langues officielles. Ils sont arrivés avant la séance avec un mémoire en une seule langue. C'est de là qu'est venu tout le problème, ces gens-là s'étaient engagés à présenter leur mémoire dans les deux langues. Et c'était, M. Clermont l'a souligné, une association nationale. Alors, je pense qu'ils avaient les moyens de faire faire la traduction.

Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, cela me surprend toujours d'entendre les grognements venant d'un certain côté. Pourtant, certains des candidats à la direction de ce parti disent qu'ils vont appuyer les politiques du bilinguisme, mais j'entends toujours certains grognements. Je sais à peu près ce qu'ils veulent dire.

Pour répondre à M. Gray voici le début du document que les témoins nous ont donné hier:

The Equipment Lessors Association of Canada which represents the majority of companies carrying on the business of equipment leasing in Canada ...

Et je comprends très bien qu'il serait exagéré de demander à tous les témoins qui peuvent venir devant les comités de produire des documents dans les deux langues. Je n'exige pas que les témoins les préparent, monsieur, mais j'exige que les documents qui sont présentés à un comité pour la considération des députés, soient dans les deux langues. Je ne le demande pas aux témoins, mais quand une compagnie se dit compagnie nationale ou dit représenter toute l'industrie à travers le Canada, et nous présente seulement un document unilingue—Mais je crois que j'embarrasse mes amis conservateurs, alors je vais poser mes questions aux témoins.

Le président: Merci, monsieur Clermont. Si vous voulez continuer avec vos questions.

M. Clermont: Voici, monsieur le président, hier, j'ai posé la question à M. Read concernant les remarques tenues dans le mémoire des témoins de la *Equipment Lessors of Canada* au sujet du transfert d'obligations, d'actifs; M. Lambert, Edmonton-Ouest, en a fait certaines références et il a suggéré, entre autres, que vous, en tant qu'inspecteur général, ou une autre personne de votre service, pourriez suivre les activités de la nouvelle banque.

Puis-je vous demander, monsieur Read, combien de fois vos représentants vont contrôler les livres des banques à charte au Canada?

Mr. Read: Mr. Chairman, the number of visits required by legislation is at least one examination a year but I think the important thing is that the banks are required to provide information on a regular basis so that there is a very close monitoring of the operations of the bank, which would be also the case here, with the special provisions that the Office of the Inspector General will be supervising or monitoring the ceilings which are provided in this bill.

M. Clermont: Mais est-ce que vous pouvez assurer les membres de ce Comité que cela peut se faire d'une manière efficace?

[Interprétation]

balance between the rights of the two groups that I have mentioned. I am very sympathetic towards our colleague, Mr. Clermont, on this matter.

The Chairman: Mr. Gray, the problem arose because the witnesses who appeared yesterday had promised to bring their brief in both official languages. They arrived at the meeting with a brief in only one language. That is how the problem arose, since they had promised to present their brief in both languages. And as Mr. Clermont pointed out, it is a national association. I therefore think that they had the means at their disposal to have the translation done.

Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, it always surprises me to hear this grumbling coming from across the way. Nonetheless, some of the candidates for that party's leadership say that they will support bilingualism policies but I still hear some complaining. I know what they mean to say.

In answer to Mr. Gray's question, I will read the beginning of the document presented by yesterday's witnesses.

The Equipment Lessors Association of Canada which represents the majority of companies carrying on the business of equipment leasing in Canada ...

I fully realize that it would be too much to ask that every witness appearing before a Committee produce documents in both languages. I am not asking for the witnesses to do such preparation, sir, but I do ask that documents presented to the Committee for consideration by members be in both languages. I am not asking the witnesses to do so, but when a company that claims to be national or to represent industries across Canada, presents a unilingual document... But I believe that I am embarrassing my conservative friends so I will go ahead and put my questions to the witnesses.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont. If you wish, you may continue with your questions.

Mr. Clermont: Well, Mr. Chairman, yesterday I asked Mr. Read a question concerning the comments in the Equipment Lessors of Canada's brief, with regards to the assets and bonds transfers; Mr. Lambert, Edmonton West, has referred to those and suggested, among other things, that yourself, as a General Inspector, or another member of your staff, could follow the activities of the new bank.

Could I ask you, Mr. Read, how many times your representatives audit the Canadian charter bank's books?

M. Read: Monsieur le président, la loi exige que l'on examine les livres au moins une fois par année mais les banques sont également tenues de nous fournir régulièrement des renseignements afin de nous permettre de surveiller de très près leurs activités ce qui serait également le cas ici. Des dispositions spéciales prévoient également que le Bureau de l'inspecteur général surveillera ou contrôlera les plafonds prévus dans ce bill.

Mr. Clermont: But can you give the members of this Committee any assurance that this will be done efficiently?

[Text]

En fin de compte, monsieur Read, les remarque qui ont été faites par ce groupe de témoins ont laissé les membres de ce Comité très perplexes; on a avancé un montant de 60 millions, j'espère que ces témoins ne l'ont pas fait à la légère, ils représentent un groupe de personnes très responsables au Canada. Mais cela crée beaucoup de problèmes, si c'est une chose qu'il est possible de faire. Je sais que la Loi de l'impôt sur le revenu permet certaines choses dans ce secteur.

Mr. Read: Mr. Chairman, I am required under the provisions of this act to supervise the ceilings on the noneligible and eligible assets and, as I said yesterday, if there were, which I would not expect, transfers of assets from the bank to the IAC structure for reasons of higher income, I think I could give the assurance to the Committee that I would find this an objectionable practice and one which I would not expect to see.

M. Clermont: En réponse à une des questions de mon collègue, M. Abbott, M. Land, je crois, a laissé entendre qu'il s'engageait à ce que de telles transactions n'aient pas lieu, mais c'est là un engagement verbal. M. Land est président de l'IAC Limitée dans le moment, une autre personne dans X nombre de mois ou d'années peut le remplacer et il est possible que cette personne se sente pas du tout liée par l'engagement que M. Land a pris devant ce Comité.

Alors, monsieur Read, serait-il possible d'apporter un amendement que interdirait de telles choses? Pensez-y, monsieur Read. Je dois vous informer, monsieur Read, que pour ma part, j'ai l'intention de vous demander des explications sur chaque article du Bill S-30. C'est un projet de loi très compliqué; jusqu'à l'article 12, il fait références aux articles, où on retrouve l'expression «nonobstant», de la Loi sur les banques, jusqu'à présent, j'en ai relevé 58. On fait aussi référence à la Loi sur les corporations canadiennes, à la Loi sur la corporation commerciale canadienne. Alors, j'ai l'intention, monsieur Read, lors de l'étude de chaque article de vous demander des explications très courtes; que signifie cet article? Comme j'ai pris beaucoup plus que mon temps pour d'autres sujets, monsieur le président, je réserve d'autres questions aux témoins, lorsque nous étudierons le Bill S-30 article par article.

Le président: Merci monsieur Clermont.

Mr. Martin, followed by Mr. Abbott.

• 1055

Mr. Martin: Mr. Chairman, I will try to be very brief in recognition of the hour, and realizing that we will have further opportunities to question the witnesses. Really I would like once again to get back to the Inspector General for a moment. I do not imagine there are very many of us on this Committee who are in any way experts in the Bank Act itself or in the banking institutions. Certainly I would not count myself among that group. To me it is a rather foreign document, a very important document, and I think what we do in the banking area in this country is a very important move, whether we are making a move or not making a move that should be made.

I would like to ask Mr. Read, in connection with this particular bank that is now before us—the consultations that were held with your office starting last summer, are there some formal types of requirements in the method of these consultations that are required by groups coming forward with the intention of bringing in legislation to

[Interpretation]

Finally, Mr. Read, the comments made by this group of witnesses have somewhat puzzled the members of this Committee; they were talking about an amount of \$60 million, and I hope they do not treat this matter lightly because they are representing a group of very responsible Canadians. But this gives rise to many problems, if it is something which it is possible to do. I know that the Income Tax Act allows certain things in that area.

M. Read: Monsieur le président, en vertu des dispositions de cette loi, je suis tenu de surveiller les plafonds des avoirs bancaires et non bancaires et, comme je l'ai dit hier, s'il y avait, ce dont je doute fort, des transferts de valeurs entre la banque et l'IAC, parce que le revenu de cette société est plus élevé, je puis assurer le Comité que je m'opposerais à une telle pratique bien que je doute fort qu'elle ait lieu.

Mr. Clermont: In an answer to one of the questions of my colleague, Mr. Abbott, Mr. Land, I think, has said that he would see to it that such transactions would not be made, but that is a verbal commitment. Mr. Land is President of the IAC Limited for the time being, but in X number of months or years another person may replace him and this person may not feel at all committed by Mr. Land's statement.

Then, Mr. Read, would it be possible to bring forward an amendment forbidding such practices? Think about it, Mr. Read. I must inform you, Mr. Read, that as far as I am concerned, I intend to ask you for explanations on every section of Bill S-30. It is a very complicated bill; up to Section 12, it refers to the Sections where we may find the expression "notwithstanding" of the bank's act up until now, and I have counted 58 of them. There is also a reference to the Canadian Corporation Act, the Canadian Commercial Corporation Act. Therefore, Mr. Read, during the section by section study of the bill I intend to ask you for very short explanations; what does this section mean? Since I have taken more than the time I was allowed for other matters, Mr. Chairman, I would like to save other questions for the witnesses when we will be studying Bill S-30 section by section.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Monsieur Martin, vous avez la parole puis ce sera M. Abbott.

M. Martin: Monsieur le président, compte tenu de l'heure avancée je serai très bref et je sais aussi que nous aurons d'autres possibilités de poser des questions aux témoins. Je voudrais parler pour l'instant de l'inspecteur général et je ne crois pas que beaucoup d'entre nous dans ce Comité soient vraiment des experts dans toutes les questions concernant la Loi sur les banques, et concernant les institutions bancaires. En tous les cas je ne suis pas parmi ce groupe d'experts. Pour moi, il s'agit d'un document très important mais auquel je suis plutôt étranger, mais je pense que ce que nous faisons ici c'est de prendre des mesures fort importantes; par contre je ne sais pas si nous devons prendre ces mesures.

Je vais demander à M. Read dans le cadre de l'établissement de cette banque que nous avons ici, s'il peut nous dire à la suite des consultations qui ont été tenues avec votre bureau et qui ont commencé l'été dernier si on a établi des exigences officielles au point de vue méthodes de consultations des groupes qui se présentent en vue de demander

[Texte]

form a new bank? Could you elaborate a little on the extent of these kinds of consultations and the extent of your requirements?

Mr. Read: Mr. Chairman, there are no formal requirements for involvement of the Inspector General or the other officials, or the Minister, under the Bank Act, in connection with the chartering of a bank. But the Bank Act provides that the authority to commence business may be given only on the basis of an Order in Council. In connection with the Order in Council, it is assumed that the Minister and government will wish to have the advice of those involved with the Bank Act. So it has become a practice, I think, for those who are promoting a bank to touch base with officials for that reason.

Mr. Martin: Would you say, Mr. Read, that your involvement or your consultations in connection with this particular bank, with this Bill S-30, have been rather minimal? Or would you say they have been very involved?

Mr. Read: They have not been minimal, because this is a precedent and the first case of an ongoing institution converting to a bank. This, of course, was a brand-new operation and one in which we went into great detail with the promoters.

Mr. Martin: During these consultations was careful consideration given to the probable timing of a new bank act that could indeed affect the operations that might be established under Bill S-30?

Mr. Read: The initial discussions on this subject took place last summer. Of course, that is two years before the expiry of the present decennial period. It was clear in all our discussions that we were discussing conversion of a bank on the basis of the present Bank Act.

Mr. Martin: So there was no particular consideration given to the impact that a new act might have on Bill S-30, or alternatively that the passing of Bill S-30 might have in terms of influencing those of us responsible for looking at the conditions of a new bank act.

Mr. Read: At that time there had been no consideration of a new bank act.

Mr. Martin: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Abbott.

Mr. Abbott: Mr. Chairman, I would like to draw attention to my interest in two areas that are apparently going to have a time period in which to comply with the bank act: the question of directors and the question of major shareholder. I would like to have a list of the directors and the present conflicts they would have, were the Bank Act to apply—the other financial institutions of which they are directors. I would also like to know why their directorial responsibilities to those other institutions or to this one are so onerous that they cannot sever their connections more quickly than in two years. I do not see if a man is a director of the Royal Bank, why he cannot resign from the Royal Bank directorate immediately.

Mr. Lambert (Edmonton West): They have agreed. The proposers have agreed that all the directors of banks shall have resigned from this bank by the day they apply for the certificate to commence business.

[Interprétation]

l'introduction d'une loi pour créer une nouvelle banque? Pourriez-vous nous dire de quel genre de consultations il s'agit et quelles sont vos exigences?

M. Read: Monsieur le président, dans le cas de l'inspecteur général ou des autres fonctionnaires, ou du ministre, la Loi sur les banques n'établit aucune exigence officielle pour l'octroi d'une charte pour la constitution d'une nouvelle banque. Mais la Loi sur les banques prévoit que le début des opérations bancaires ne pourront se faire qu'à la suite d'un décret du Conseil. Dans le cadre de ce décret, on présume que le ministre et le gouvernement voudront obtenir les conseils de ceux qui s'occupent de la Loi sur les banques. Par conséquent ceux qui veulent établir une banque ont l'habitude de se mettre en rapport avec ces fonctionnaires.

M. Martin: Vous nous dites donc, monsieur Read, que dans le cadre de ce Bill S-30, vos consultations ou vos relations ont été réduites au minimum? Ou alors est-ce qu'il y a eu au contraire beaucoup de consultations, etc?

M. Read: Ces consultations n'ont pas été réduites au minimum, car il y a déjà un précédent dans ce cas. Nous avons déjà eu le cas d'une institution existante qui se convertissait en banque; naturellement, il s'agit d'une nouvelle opération et par conséquent nous avons dû entrer dans les détails dans nos discussions avec les promoteurs.

M. Martin: Au cours des consultations, a-t-on soigneusement établi le calendrier des opérations qui auront lieu éventuellement à la suite de l'adoption de ce Bill S-30?

M. Read: Les premières discussions ont donc eu lieu l'été dernier. Naturellement, c'est deux ans avant la fin de la période actuelle de dix ans. Il est clair que dans nos discussions nous envisagions la conversion d'une banque dans le cadre de la Loi actuelle sur les banques.

M. Martin: Par conséquent, dans ces discussions au sujet du Bill S-30, il n'a pas été question des répercussions dans l'optique de l'établissement de la nouvelle Loi sur les banques, dont l'examen est sous notre responsabilité.

M. Read: Non, on n'avait pas envisagé à l'époque l'éventualité d'une nouvelle Loi sur les banques.

M. Martin: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Abbott.

M. Abbott: J'aimerais attirer l'attention sur deux domaines où des délais existeront en vue de respecter la Loi sur les banques: la question des administrateurs et la question des actionnaires principaux. J'aimerais obtenir la liste des administrateurs et savoir quels seraient les conflits qui dans le cadre de l'application de la Loi sur les banques pourraient être soulevés en rapport avec d'autres institutions financières lorsqu'ils en sont aussi administrateurs. J'aimerais aussi savoir pourquoi ces responsabilités d'administration en rapport avec ces autres institutions ou celle-ci sont si onéreuses qu'il leur faut deux ans pour couper les relations. Je ne vois pas pourquoi un administrateur de la Banque royale ne pourrait pas démissionner sur le champ.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ils sont d'accord. Le promoteurs se sont mis d'accord pour que tous les administrateurs de banques aient démissionné le jour où ils auront fait leur demande de certificat pour entreprendre l'affaire.

[Text]

Mr. Abbott: Pardon me.

• 1100

The other question, then, would be why the corporation, which holds a nineteen-and-some percentage, would find it impossible, prior to the date that you are incorporated, to divest themselves of the necessary percentage. Has that also been amended?

Mr. Land: No, it has not, Mr. Abbott.

Mr. Abbott: I just ask why they cannot conform. Are their shareholdings difficult to unload?

Mr. Lambert (Edmonton West): Wait a minute, wait a minute. No, that shareholding is in IAC.

Mr. Abbott: Right.

Mr. Lambert (Edmonton West): But they do not hold 19 per cent of . . .

Mr. Abbott: They will, indirectly.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, in 10 years.

Mr. Abbott: I am asking why they cannot comply more rapidly by divesting themselves of the percentage necessary to bring them within the bill.

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, wait a minute. They have.

Mr. Abbott: Maybe I can hear from Mr. Land on this subject.

Mr. Lambert (Edmonton West): No, but the only point is, this has been discussed, though. With the greatest respect, this has been discussed. As a matter of fact, I think there is a provision that if they do not divest themselves of it, they cannot vote anything.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I would suggest to the witnesses that when they have amendments to clauses, they send them to the Clerk. I have the impression that it is Mr. Lambert who is replying for the witnesses once in a while. I saw some movement from one side to the other, to Mr. Lambert.

I am a member of this Committee, like Mr. Abbott and Mr. Martin and all the others, and would appreciate it if any amendment that the witnesses have on Bill S-30 could, be circulated, if it is not possible to circulate them before the meeting. But I do agree with Mr. Lambert that I have received copies of the suggested amendments to Clause 7.(3) and Clause 15.(1).

Speaking for myself, I prefer, on Clause 7.(3), that instead of saying: "when the Bank started business", we say "when the bank received the certificate to operate". But I do not know if the witnesses will agree to that.

Le président: Monsieur Clermont, dès que nous aurons des amendements de proposés, le greffier les fera parvenir à tous les membres du comité.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Bon, je vais vous dire ceci.

[Interpretation]

M. Abbott: Excusez-moi.

L'autre question que je voulais poser est donc: pourquoi la corporation qui détient 19 et quelque chose de pourcentage ne pourrait-elle pas, avant cette date de constitution en société, se départir du pourcentage nécessaire. A-t-on modifié aussi ce point?

M. Land: Non, monsieur Abbott.

M. Abbott: Je me demande pourquoi ils ne peuvent pas satisfaire à cette exigence. Est-ce qu'il leur est difficile de se débarrasser de leurs actions?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Un instant. Cette participation se trouve dans l'IAC.

M. Abbott: C'est exact.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais ils ne détiennent pas 19 p. 100 de . . .

M. Abbott: Ils le détiendront indirectement, si.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, dans 10 ans.

M. Abbott: Je me demande pourquoi ils ne peuvent pas se débarrasser plus rapidement du pourcentage nécessaire pour pouvoir répondre aux exigences du bill.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Un instant; ils l'ont fait.

M. Abbott: Peut-être que M. Land pourrait nous en parler.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non, on en a cependant discuté. En fait, je crois qu'il y a une stipulation qui indique que s'ils ne se débarrassent pas eux-mêmes de ce pourcentage, ils n'auront pas alors le droit de voter.

M. Clermont: Monsieur le président, j'indiquerai aux témoins que lorsqu'ils présentent des amendements à des articles, ils doivent les envoyer au greffier. J'ai l'impression que c'est M. Lambert qui répond de temps en temps à la place des témoins. J'ai vu des signes d'un côté et l'autre en direction de M. Lambert.

Je fais partie du Comité, comme M. Abbott et M. Martin, ainsi que tous les autres, et nous aimerions que tous les amendements présentés par les témoins au sujet du bill S-30 soient distribués si possible avant la séance. Mais je suis d'accord avec M. Lambert pour dire que j'ai reçu les amendements proposés au paragraphe (3) de l'article 7 et au paragraphe (1) de l'article 15.

A titre personnel, je préférerais, dans le cas du paragraphe (3) de l'article 7, qu'au lieu de dire: «lorsque la banque a commencé ses affaires», nous disions: «lorsque la banque a reçu le certificat lui permettant de commencer ses affaires». Je ne sais pas cependant si les témoins seront d'accord.

The Chairman: Mr. Clermont, as soon as we have the suggested amendments, the Clerk will circulate them to members of the Committee.

Mr. Lambert (Edmonton West): So, I will tell you this.

[Texte]

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je me proposais d'apporter les amendements puisque quelqu'un doit en proposer. J'en ai parlé à M. Abbott et actuellement je les ai en manuscrit. Vous les aurez en anglais et en français, parce que j'ai eu la version française avant la réunion; vous les aurez lundi, monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur Lambert...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Tout le monde, tous les membres du Comité les auront.

M. Clermont: Cela fait sourire quand on dit «Edmonton-Ouest». Le fait que l'on ait deux messieurs Lambert députés, eh bien, on est obligé de le préciser...

The Chairman: Thank you.

Comme il est 11 heures, la séance est levée. Prochaine réunion mardi 10 février à 20 heures.

The Committee is adjourned.

[Interprétation]

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I will then suggest amendments as somebody has to do it. I have discussed about it with Mr. Abbott and presently I have them written. You will receive them in French and English, as I have had a French version before the meeting, and you will get them Monday, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Lambert...

Mr. Lambert (Edmonton West): All the members of the Committee will get them.

Mr. Clermont: It makes you smile when we say Edmonton West, but we have, in fact, two members whose name is Mr. Lambert. So we have to be precise.

Le président: Merci.

As it is 11 o'clock, the meeting is adjourned. The next meeting will take place on February 10 at 8 o'clock p.m.

La séance est levée.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 84

Tuesday, February 10, 1976

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 84

Le mardi 10 février 1976

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finance, Trade and Economic Affairs

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill S-30, An Act to incorporate
Continental Bank of Canada

CONCERNANT:

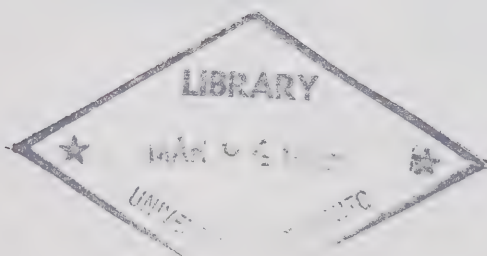
Bill S-30, Loi constituant en corporation
la Banque Continentale du Canada

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott
Appolloni (Mrs.)
Clarke (*Vancouver*
Quadra)
Clermont

Darling
Hnatyshyn
Joyal
Kaplan
Lambert (*Bellechasse*)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert
(*Edmonton West*)
Martin
Philbrook
Reid

Ritchie
Saltsman
Scott
Towers
Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Friday, February 6, 1976:

Mr. Kempling replaced Mr. Scott
Mr. Towers replaced Mr. McKenzie
Mr. Ritchie replaced Mr. Woolliams
Mr. Hnatyshyn replaced Mr. Macquarrie

On Tuesday, Friday 10, 1976:

Mr. Reid replaced Mr. Herbert
Mr. Clarke (*Vancouver Quadra*) replaced Mr. McCain
Mr. Kaplan replaced Mr. Gray

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 6 février 1976:

M. Kempling remplace M. Scott
M. Towers remplace M. McKenzie
M. Ritchie remplace M. Woolliams
M. Hnatyshyn remplace M. Macquarrie

Le mardi 10 février 1976:

M. Reid remplace M. Herbert
M. Clarke (*Vancouver Quadra*) remplace M. McCain
M. Kaplan remplace M. Gray

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, FEBRUARY 10, 1976
(104)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 8:36 o'clock p.m. this day, Mr. Trudel, the Acting Chairman presiding.

Members of the Committee present: Mr. Abbott, Mrs. Appolloni, Messrs. Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Darling, Hnatyshyn, Joyal, Kaplan, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), Martin, Reid, Saltsman, Towers and Trudel.

Other Member present: Mr. Fortin.

In attendance: Mr. J. M. Coyne, Q.C., Parliamentary Agent.

Witnesses: Mr. John Reid, Member of Parliament, Sponsor of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada. *From the IAC Limited, Toronto:* Mr. J. S. Land, President; Mr. S. F. Melloy, Executive Vice-President and Mr. J. L. O'Brien, Q.C., Montreal, Counsel. *From the Department of Finance:* Mr. C. L. Read, Inspector General of Banks.

On motion of Mr. Lambert (*Edmonton West*), seconded by Mr. Lambert (*Bellechasse*); *Resolved*,—That Mr. Trudel be appointed Acting Chairman of the Committee during consideration of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada.

On motion of Mrs. Appolloni,—*Ordered*,—That on behalf of the Committee a telegram of condolence be sent to Mr. Comtois, Chairman of the Committee.

The Committee resumed consideration of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada.

On the Preamble,

The witnesses from IAC Limited answered questions.

Mr. Read, the Inspector General of Banks, answered questions.

Agreed,—That the Preamble be allowed to stand.

Clauses 1 to 6 inclusive carried.

On Clause 7

Mr. Lambert (*Edmonton West*) moved, seconded by Mr. Abbott,—That Clause 7 be amended by striking out lines 12 to 15 inclusive on page 3 and substituting the following therefor:

“the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to Section 13 of the Bank Act for approval for the Bank to commence the business of banking, a person referred to in subsection”

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 10 FÉVRIER 1976
(104)

[traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 20 h 36, sous la présidence de M. Trudel (président suppléant).

Membres du Comité présents: M. Abbott, M^{me} Appolloni, MM. Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Darling, Hnatyshyn, Joyal, Kaplan, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), Martin, Reid, Saltsman, Towers et Trudel.

Autre député présent: M. Fortin.

Aussi présent: M. J. M. Coyne, c.r., agent parlementaire.

Témoins: M. John Reid, député, parrain du bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada. *De IAC Limitée, Toronto:* M. J. S. Land, président; M. S. F. Melloy, vice-président exécutif et M. J. L. O'Brien, c.r., avocat de Montréal. *Du ministère des Finances:* M. C. L. Read, inspecteur général des banques.

Sur motion de M. Lambert (*Edmonton-Ouest*), appuyé par M. Lambert (*Bellechasse*), il est décidé: Que M. Trudel soit nommé président suppléant du Comité durant l'étude du bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada.

Sur motion de M^{me} Appolloni, il est ordonné: qu'un télégramme de condoléances soit adressé au nom du Comité à M. Comtois, président du Comité.

Le Comité reprend l'étude du bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada.

Préambule:

Les témoins de IAC Limitée répondent aux questions.

M. Read, inspecteur général des banques, répond aux questions.

Il est convenu: Que le préambule soit réservé.

Les articles 1 à 6 inclusivement sont adoptés.

Article 7

M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) appuyé par M. Abbott propose: Que l'article 7 soit modifié en remplaçant les lignes 14 à 18 inclusivement par ce qui suit:

«terminant à la date où la Banque demande au Gouverneur en Conseil, conformément à l'article 13 de la Loi sur les Banques, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires, une»

And debate arising thereon.

Il s'élève un débat.

At 9:41 o'clock p.m., the Committee adjourned until 11:00 o'clock a.m. Thursday, February 12, 1976.

A 21 h 41, le Comité suspend ses travaux jusqu'au 12 février 1976 à 11 heures.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, February 10, 1976

• 2031

[Texte]

The Clerk: Order. I wish to inform you that the Chairman and the Vice-Chairman of the Committee are unable to be here this evening. Do you wish to appoint an Acting Chairman for consideration of Bill S-30, an Act to incorporate Continental Bank of Canada?

Mr. Lambert (Edmonton West): I propose Mr. Trudel who is a former Chairman of the Committee.

Mr. Kaplan: I second the motion.

Mr. Trudel: I must declare that I am a Parliamentary Secretary and I do not know whether this would create some problems.

Mr. Lambert (Edmonton West): There have been many committees in the past that actually have been chaired by Parliamentary Secretaries.

M. Fortin: Madame, j'appuie la motion de M. Lambert. Je pense qu'il est très compétent.

The Clerk: Excuse me. Mr. Fortin is not a member of the Committee so I cannot accept him. Mr. Lambert, it has been moved...

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, that is a terrible motion.

The Clerk: Mr. Lambert (Edmonton West) seconded by Mr. Lambert (Bellechasse) moves that Mr. Trudel be the Acting Chairman of this Committee. Mr. Trudel.

Mrs. Appolloni: Would it be in order for me to move that we make a vote of sincere condolences to our Chairman on his great loss.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Yes, I think we can do so, but we are not aware of what has happened. Possibly, you would inform the Chair so we would know.

Mrs. Appolloni: I believe his mother has died.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Oh, because I think not all the members knew what had happened. I knew Mr. Comtois was away. I think it is quite proper that we should. I think it would be in order to send a telegram. I think this would be the best. It would get there in time. I think this could be entertained by the Chair.

Mrs. Appolloni: I so move.

Motion agreed to.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Now, I would like to thank you for the confidence that you have placed in me. We are going to try to expedite the business we have before us. As you know, we have certain constraint this evening because we will be called by the bell and we will be summoned to another place.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 10 février 1976

[Interprétation]

Le greffier: A l'ordre. Je regrette d'avoir à vous informer que le président et le vice-président du Comité ne peuvent assister à la séance de ce soir. Est-ce que vous désirez désigner un président suppléant pour l'étude du Bill S-30: Loi constituant en corporation la Banque continentale du Canada?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je propose M. Trudel, ancien président de notre comité.

M. Kaplan: J'appuie la motion.

M. Trudel: Je dois vous signaler que je suis secrétaire parlementaire et je ne sais si cela ne suscite certaines difficultés.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): De nombreux comités dans le passé ont été présidés par des secrétaires parlementaires.

Mr. Fortin: Madam, I second the motion introduced by Mr. Lambert. I trust his high competence.

Le greffier: Pardon, mais M. Fortin n'est pas membre du Comité et son appui n'est donc pas acceptable. Monsieur Lambert, il a été proposé...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oh, cette motion est déplorable.

Le greffier: M. Lambert (Edmonton-Ouest), appuyé par M. Lambert (Bellechasse), propose que M. Trudel soit désigné comme président suppléant du Comité. Monsieur Trudel.

Mme Appolloni: Serait-il acceptable, de ma part, selon le Règlement, que de proposer un vote de sincères condoléances à l'adresse de notre président afin de marquer notre sympathie de l'épreuve qui le frappe.

Le président suppléant (M. Trudel): Oui, je le pense, mais nous ne savons pas quelle a été cette dure épreuve. Auriez-vous l'obligeance d'en informer le président.

Mme Appolloni: Je crois qu'il a perdu sa mère.

Le président suppléant (M. Trudel): Nous n'étions pas tous au courant bien que j'aie eu connaissance que M. Comtois ait été absent. Il me semble qu'il serait conforme au Règlement d'envoyer un télégramme de sympathie. Je pense que c'est le mieux que nous puissions faire. Le message pourrait arriver à temps. Le président est prêt à recevoir une motion à cet effet.

Mme Appolloni: J'en fais la proposition.

La motion est adoptée.

Le président suppléant (M. Trudel): Je vous remercie de la confiance que vous m'accordez. Nous allons nous hâter d'accomplir nos travaux, sous contrainte d'un appel de la sonnerie nous convoquant à l'autre endroit.

[Text]

We shall resume consideration of Bill S-30, an Act to incorporate the Continental Bank of Canada.

The sponsor of the bill is Mr. Reid whom I believe is here. We have Parliamentary Agent, Mr. Coyne. The witnesses from the IAC are Mr. Land, Mr. Melloy and Mr. Paradis. We also have at our disposal the Inspector General of Banks, Mr. Read.

We are on the preamble of the bill. This is not the first meeting. Are there any members who intend to pose questions of the various witnesses that are before us this evening? Mr. Abbott.

Mr. Abbott: Mr. Chairman, thank you. I think the last time I had an interest in questioning the witnesses on this question of the principal shareholder, of IAC being the corporation mentioned that has some 17 or 18 per cent—I have forgotten the name of that...

An hon Member: Carena-Bancorp Inc.

• 2035

The Acting Chairman (Mr. Trudel): It was 19 per cent, I understand, if my memory serves correctly.

Mr. Abbott: Yes. Right. I do not find anything particularly wrong at all with the transitional period between the time they are asking that the bank be incorporated and registered to do business and the time those shareholdings must be reduced to the level permitted by the Bank Act. I am really asking why that period is requested. Why do they need this exceptional privilege?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Land.

Mr. J. S. Land (President, IAC Limited): Perhaps if I reviewed very, very briefly the history of the shareholding of Carena-Baucorp it might be a little clearer why this period is requested. The original acquisition of shares was by a company now, I believe, a subsidiary of Carena-Bancorp known as Canadian Arena Company, and the shares were acquired over a period of months in early 1974. The first advice that IAC had, as I recall, was in May or June of 1974.

Mr. Abbott: I am sorry, the first advice that the shares were being acquired?

Mr. Land: That a substantial number of shares had been acquired. This was in May or June of 1974 and it came to the officers of IAC by way of a call from one of the principals in the Canadian Arena Company. Subsequently, a meeting was held with these principals on June 14, 1974 and a press release was issued indicating that there was a shareholding of 2.3 million shares. The press release stated and the management of the company were assured that the Canadian Arena Company did not contemplate participation in the management of the company nor in obtaining an absolute majority position in share ownership.

The management of the company was assured that the ultimate objective in terms of share ownership was 20 per cent of the common shares. These digs I think, are significant, in the sense that all the acquisition of shares, or virtually all, occurred prior to any decision or formalized planning with respect to a change in the nature of the character of the operations of IAC Limited. In other words, Mr. Chairman, the shares were acquired in good faith with no thought that there should at some point occur a situation where the amount of the holding would be in contravention with the conditions and the limitations imposed by the Bank Act.

[Interpretation]

Nous allons reprendre l'étude du Bill S-30: Loi constituant en corporation la Banque continentale du Canada.

M. Reid est le parrain du projet de loi et je crois qu'il est ici présent. Un agent parlementaire, M. Coyne, est aussi présent. Les témoins que nous entendrons sont MM. Land, Melloy et Paradis, de l'IAC Limitée. M. Bead, inspecteur général des banques, est aussi à notre disposition.

Nous en sommes toujours à l'étude du préambule du projet de loi. Nous n'en sommes pas à notre première réunion. Y a-t-il des membres, qui ont l'intention de poser des questions aux témoins qui sont ici ce soir? Monsieur Abbott.

M. Abbott: Monsieur le président, merci. Il me semble que, la dernière fois, je voulais poser des questions aux témoins au sujet de l'actionnaire principal, si j'ai bien compris la société IAC détenait 17 ou 18 p. 100... J'ai oublié le nom...

Une voix: Carena-Bancorp Inc.

Le président suppléant (M. Trudel): Il s'agissait de 19 p. 100, si j'ai bonne mémoire.

M. Abbott: Oui. En effet. Je n'ai rien à redire sur toute cette question de la période de transition, c'est-à-dire le moment où sera demandé l'incorporation et l'enregistrement de la banque pour qu'elle puisse faire des affaires et le délai nécessaire pour réduire la proportion d'actionnaires à ce qu'autorise la Loi sur les banques. Ce que je veux savoir, en fait, c'est pourquoi on demande un tel délai. Pourquoi ont-ils besoin d'un tel privilège exceptionnel?

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Land.

M. J. S. Land (président, IAC Limitée): Peut-être si je vous donnais très brièvement l'historique de la vente des actions de Carena-Bancorp, il vous serait plus facile de voir pourquoi nous demandons ce délai. A l'origine, les actions furent acquises par une société qui est, je crois, maintenant, une filiale de la Carena-Bancorp, appelée la Canadian Arena Company, transaction qui s'échelonna sur une période de mois au début de 1974. La société IAC a d'abord pris connaissance de cette vente, si je me souviens bien, au mois de mai ou juin 1974.

M. Abbott: Excusez-moi, c'est alors que vous avez pris connaissance qu'on acquerrait des actions?

M. Land: Qu'on acquerrait un nombre important d'actions. C'était donc au mois de mai ou juin 1974; les représentants de l'IAC ont été mis au courant par l'un des principaux actionnaires de la Canadian Arena Company. Par la suite, on a rencontré ces actionnaires, le 14 juin 1974, et l'on a publié un communiqué pour annoncer que le nombre d'actions vendues se chiffrait à 2.3 millions. On disait dans le communiqué que la direction de la société avait reçu l'assurance de la Canadian Arena Company qu'elle n'envisageait pas de participer à la gestion de la société ni d'obtenir la majorité absolue des actions.

On a assuré la direction de la société que l'objectif ultime de la Canadian Arena Company était d'acquérir 20 p. 100 des actions ordinaires. Ces faits sont, je crois, importants en ce sens que l'acquisition de toutes ces actions, ou presque toutes, s'est faite avant qu'une décision ou même des plans concrets soient faits quant au changement de la nature ou du caractère des exploitations d'IAC Limitée. En d'autres termes, monsieur le président, ces actions ont été achetées de bonne foi, sans qu'on pense une seule minute qu'à un certain moment, la situation serait telle que le nombre d'actions détenues irait à l'encontre des conditions et limitations imposées par la Loi sur les banques.

[Texte]

Mr. Abbott: Now, if I may ask you to pause there for one moment, the management of IAC and its directors had not discussed nor was it public knowledge that they had any intention of converting into a bank at the time of this large acquisition of shares.

Mr. Land: That is quite right, sir.

Mr. Abbott: There had been never any public disclosure of this intention.

Mr. Land: Nor had there been any discussion within the Board of IAC as to this intention.

Mr. Abbott: Right. So this intention was then expressed after this block of shares was acquired.

Mr. Land: That is right, sir.

Mr. Abbott: Was it after that block of shares was represented on the Board or is that block represented on the Board?

Mr. Land: That block is represented on the board, and the recommendations of management that IAC seek to become a chartered bank were revealed to the board after these shareholders were represented on the board. I can give you precise dates, as a matter of fact.

Mr. Abbott: I am sure the formal dates, the dates and the formality of the advice to the board would post-date but, in other words then, the shareholding of Canadian Arena Company and its new ...

Mr. Land: Now known as Carena-Bancorp.

• 2040

Mr. Abbott: ... Carena-Bancorp was made, presumably, as a portfolio investment by Canadian Arena Company without any more intention than to hold a 20-per cent interest in a major financial institution which was going to continue in the ... And then management presented to the board, now represented in addition to its other by the Arena block, that this was a good idea but that it required certain conditions precedent to success.

Mr. Land: That is right, sir.

Mr. Abbott: Could you continue your narrative?

Mr. Land: The representatives of Carena-Bancorp on the board subscribed to the conclusions of management that the proper course for IAC to follow in the on-going picture was to seek charter as a chartered bank, at the same time recognizing the particular section of the Bank Act relevant to the size of a holding. Management was asked to do its best to preserve the voting rights of Carena-Bancorp. This was a request, but it was made in the context of subscribing to the plan advanced by management to seek a charter as a bank.

Mr. Abbott: Right. Well, what is the objective of Carena-Bancorp to this exception or exemption?

Mr. Land: The problem lies in the fact that it is a very difficult thing to divest oneself of a major shareholding of this size in a limited period of time. We must recognize that Carena-Bancorp currently holds in excess of 2 million shares, quite a lot in excess of 2 million shares, out of a total of 13 million plus. To dispose of these represents what would normally be many, many, many months of trading in IAC shares on the market, and these shares could not simply be placed on the market for sale without a catastrophic influence on the price of the shares.

[Interprétation]

M. Abbott: Bon, si je peux vous demander de vous arrêter là un instant, dites-moi, la direction d'IAC et ses administrateurs n'avaient jamais discuté ni rendu public que quelque intention de se transformer en banque au moment de cette importante acquisition d'action.

M. Land: C'est très juste, Monsieur.

M. Abbott: On n'a jamais rendu publique cette intention.

M. Land: Pas plus qu'il n'en a été question au conseil d'administration d'IAC.

M. Abbott: Très bien. On a donc fait connaître cette intention après l'acquisition de ces actions.

M. Land: En effet, monsieur.

M. Abbott: Cela s'est-il fait après qu'il y a eu des représentants de ces actions au conseil d'administration? Ces actions sont-elles représentées au conseil?

M. Land: Cette tranche d'actions est représentée au sein du conseil d'administration, et le conseil n'a appris que la direction recommandait que l'IAC cherche à devenir une banque à charte qu'après la date où les actionnaires en question soient représentés au conseil. Je suis d'ailleurs en mesure de vous donner les dates précises.

M. Abbott: Je ne doute point que l'avis formel au conseil soit plus récent que cette représentation, mais cela veut-il dire, donc, que cette acquisition d'actions de la part de la Canadian Arena Company et de sa nouvelle ...

M. Land: Connue maintenant sous le nom de Carena-Bancorp.

M. Abbott: ... par la Carena-Bancorp a été réalisée simplement comme un investissement routinier par la Canadian Arena Company, sans d'autre but que d'acquérir 20 p. 100 des actions d'une grande entreprise financière qui devait suivre une voie ... et alors, la direction a fait valoir devant le conseil, où était représentée maintenant également la tranche des actions de l'Aréna, qu'il s'agissait là d'une bonne idée que l'on ne mènerait pourtant à bien qu'à certaines conditions précises.

M. Land: C'est exact, monsieur.

M. Abbott: Voulez-vous continuer votre récit?

M. Land: Les représentants de la Carena-Bancorp au sein du conseil ont entériné la recommandation de la direction selon laquelle la meilleure voie à suivre, pour l'IAC, consistait à demander une charte de banques, tout en respectant l'article pertinent de la Loi sur les banques au sujet de l'importance de la tranche d'actions qu'ils détenaient. On a demandé à la direction de tâcher de faire en sorte que la Carena-Bancorp conserve ses droits de vote. Il s'agissait d'une simple demande, mais une demande faite dans le contexte de l'approbation du projet soumis par la direction, qui consistait à demander une charte de banques.

M. Abbott: Exact. Eh bien, quel est l'objectif de la Carena-Bancorp au sujet de cette exemption?

M. Land: La difficulté découle du fait qu'il est extrêmement difficile de se défaire, en une période de temps limitée, d'une aussi importante tranche d'actions. N'oublions pas que la Carena-Bancorp détient actuellement plus de 2 millions d'actions, même bien plus de 2 millions, sur un total de plus de 13 millions. La vente de ces actions prendrait ordinairement de nombreux mois de transactions sur le marché boursier, car une vente subite de tant d'actions entraînerait infailliblement une baisse catastrophique du prix des actions.

[Text]

Mr. Abbott: May I ask this without disputing that point: has the announcement of the conversion to a bank had a deflationary effect on the trading? What is the price since the announcement?

Mr. Land: The variation in price has not been substantial. I would guess that it would be reasonable to state, and accurate to state, that the per share price of IAC on the market might have had swings upwards or downwards in the general area of \$2 a share on, let us say, a median price of \$18 or thereabouts. Would you say that is right, Mr. Melloy? There has not been any remarkable change in the price of the shares.

Mr. Abbott: In other words, the provision you are seeking on behalf of this major shareholder is simply to facilitate their disposing of that proportion of the stock that would bring them down to the 10 per cent on a gradual basis, rather than have them dump this large amount of stock on the market.

• 2045

Mr. Land: I do not think I could state positively that that would be the major reason for it. As you know, the bill provides that they would have voting rights for four years, after which, had they not reduced their shareholding to the 10 per cent permitted by the Bank Act, they would lose voting rights on all of their shares, not just the excess above 10 per cent.

It would be very rash of me to assume that they would bring their shareholding down to 10 per cent or that they would elect to retain their shares and lose voting rights. This I do not know. They are a shareholder in the company and we have many others, and I am sure I cannot determine what course of action these various shareholders might take.

I would also emphasize that in seeking this exemption we felt that it was a question of attempting to present fairly the position of the Carena-Bancorp shareholder in terms of the fact that these shares had been acquired in good faith, with no knowledge at that point in time that this problem might emerge.

Mr. Abbott: Yes. If I could just conclude, Mr. Chairman, by saying that I certainly was concerned—not deeply concerned, but concerned—about this aspect; whether the shares had been acquired in anticipation of this decision and I could not see why, if they had acquired them in 1974 in the market, they could not disperse them in that same market up to that extent. However, because I do not believe it is going to make any material difference to either the bank or to the public, I certainly would not propose an amendment to change that provision, but I did want to make quite sure that they were not acquiring this block in anticipation of this bank being formed.

Mr. Land: I think I can assure you of that, Mr. Abbott.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Thank you, Mr. Abbott. Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, if I may, I would like to address one or two questions again to Mr. Read, whom I see is with us again tonight.

[Interpretation]

M. Abbott: Sans contester ce point, je voudrais vous demander si la déclaration de la conversion au statut de banque a eu des effets déflationnistes sur le marché? Quel est le prix des actions depuis cette déclaration?

M. Land: Les variations de prix n'ont pas été très importantes. Je crois pouvoir raisonnablement affirmer, sans risque d'erreur, que le prix par action de l'IAC sur le marché a pu fluctuer vers la hausse ou vers la baisse d'environ \$2, mettons, autour d'un prix moyen de \$18 environ. Est-ce bien exact, monsieur Melloy? Il n'y a pas eu de variation notable du prix des actions.

M. Abbott: En d'autres mots, vous demandez, pour cet important actionnaire, que l'on facilite simplement la vente de cette tranche des actions, de sorte qu'il puisse la baisser petit à petit à ce chiffre de 10 p. 100, lui évitant ainsi d'inonder le marché.

M. Land: Je ne crois pas pouvoir affirmer que c'est là la raison principale. Comme vous le savez, le bill prévoit que cet actionnaire aura des droits de vote pendant quatre ans et, qu'après cette période, s'il n'a pas réduit sa participation au 10 p. 100 permis par la Loi sur les banques, il perdra son droit de vote pour toutes ses actions, et non pas seulement pour la part qui dépasse les 10 p. 100.

Il ne serait pas prudent de ma part d'assumer qu'il diminuera sa participation pour atteindre ces 10 p. 100 ou qu'il préférera conserver ses actions, quitte à perdre ses droits de vote, car je ne puis me mettre à sa place. C'est un des actionnaires de la compagnie et nous en avons bien d'autres, et ce n'est pas moi qui peut prédire leur conduite.

Je soulignerais aussi le fait que, lorsque nous avons demandé cette exemption, c'était parce que nous voulions essayer d'être justes pour l'actionnaire de la banque, Carena, car ces actions ont été acquises de bonne foi, sans qu'on ait pu prévoir à l'époque le problème qui allait surgir.

M. Abbott: Oui. Je conclurai, monsieur le président, en disant que très certainement je me suis inquiété de cet aspect de la question, peut-être pas trop mais, enfin, je me suis inquiété de savoir si cette initiative avait été prise en prévision de cette décision, et je ne pouvais comprendre pourquoi, si elle avait été prise en 1974, sur le marché, pourquoi cet actionnaire ne pourrait pas liquider ses actions dans la même mesure sur ce même marché. Toutefois, je ne pense pas que, pour la banque ou le public, la question puisse faire une différence, et je ne proposerais très certainement pas d'amendement en vue de modifier cette stipulation, mais j'ai voulu m'assurer qu'il n'avait pas acquis ce bloc d'actions parce qu'il prévoyait que cette banque allait être créée.

M. Land: Je puis vous assurer que non, monsieur Abbott.

Le président suppléant (M. Trudel): Merci, monsieur Abbott. Monsieur Martin, vous avez la parole.

M. Martin: Si vous le permettez, monsieur le président, j'aimerais poser à nouveau une ou deux questions à M. Read que je vois ici à nouveau, ce soir.

[Texte]

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Would you come to the table, please, Mr. Read?

Mr. Kaplan: Who is Mr. Read?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): The Inspector General of Banks.

Mr. Martin: Mr. Read, roughly how many sections or subsections of the Bank Act would have to be set aside in order for Bill S-30 to be passed as it now is?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Read.

Mr. C. L. Read (Inspector General of Banks): Mr. Chairman, in Clause 7 there are, I think, four particular areas in which exceptions are made, some of them minor. The first one is an exception for the opening of stock books and a meeting of subscribers in circumstances where the parent is 100 per cent owned by the parent. The second one replaces the shareholders' meeting, which would not be required in this circumstance. The third one deals with the interlocking directorships, which has been discussed, and the fourth is the exceptions which would be required to apply the 10-year period. In other words, exceptions to Sections 53 and 54 on the limitations on shareholders. I believe there are one or two other exceptions in Clause 10 of the bill.

Mr. Martin: So there are only approximately six—you mentioned four and a couple of others—sections of the existing Bank Act that would be affected.

Mr. Read: Under Clause 7(4) that I mentioned I think there are five exceptions affecting the 10-year period exception to the shareholding provisions of the Act.

• 2050

Mr. Martin: I am sorry, Mr. Read, what I am trying to get a grapple on is the number of sections or subsections of the Bank Act, as it now exists, that would have to be set aside or altered in terms of Bill S-30 in order for the bank to be incorporated in the form in which Bill S-30 is now constituted? I gather that you say anywhere from four to six sections of the Bank Act would be affected.

Mr. C. L. Read: Yes, something like that.

Mr. Martin: For any other bank incorporations that we have had in the Parliament—I believe there have been two others—has it been necessary to set aside any of the provisions of the Bank Act in order to carry through with those incorporations?

Mr. C. L. Read: I think the two you have in mind are incorporations of banks starting from the beginning. There are no exceptions that I recall in connection with their bills.

Mr. Martin: Do you in any way, Mr. Read, look upon these exceptions that we are making as precedents for other bank incorporations, were they to come before us prior to the revision of the Bank Act, where they were asking for the same kinds of amendments, as it were, to the existing Bank Act as is being asked in this particular case? In other words, would the passing of Bill S-30 in your view, in your opinion, create a precedent that could well be used by other groups who might wish to come before us for an application for approval prior to the revision to the Bank Act?

[Interprétation]

Le président suppléant (M. Trudel): Voulez-vous s'il-vous-plaît vous avancer à la table, monsieur Read?

M. Kaplan: Qui est M. Read?

Le président suppléant (M. Trudel): C'est l'inspecteur général des banques.

M. Martin: Monsieur Read, en gros, combien d'articles ou de paragraphes de la Loi sur les banques faudrait-il outrepasser pour qu'on puisse adopter le bill S-30 tel qu'il est rédigé actuellement?

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Read.

M. C. L. Read (Inspecteur général des banques): Monsieur le président, à l'article 7, je crois qu'on trouve quatre domaines d'exception, dont certains sont de peu d'importance. Premièrement, il y a une exception pour l'ouverture des livres d'actions de la banque et pour l'assemblée des souscripteurs lorsque la filiale est la propriété entière de la société mère. La deuxième exception concerne le remplacement de l'assemblée des actionnaires, ce qui n'est pas nécessaire dans les présentes circonstances. La troisième exception traite des conflits entre des postes d'administrateurs, question dont on a déjà discuté. La quatrième exception est celle qui touche la période de dix années. En d'autres termes, des exceptions aux articles 53 et 54 concernant des restrictions quant aux actionnaires. Je crois que nous trouvons encore une ou deux autres exceptions à l'article 10 du bill.

M. Martin: Il y a donc environ six exceptions: vous en avez mentionné quatre et quelques autres articles de la Loi actuelle sur les banques qui seraient touchés.

M. Read: En vertu du paragraphe (4) de l'article 7 que j'ai mentionné, je crois qu'il y a cinq exceptions visant l'exception pour une période de dix ans qui se rapporte à la

situation concernant la détention d'actions dans le cadre de la Loi.

M. Martin: Ce que je veux savoir, monsieur Read, c'est le nombre d'articles ou de paragraphes de la Loi sur les banques, dans sa forme actuelle, qu'il faudrait outrepasser ou changer pour que la banque reçoive sa charte aux conditions prévues dans le Bill S-30. Vous semblez dire qu'il y aurait de 4 à 6 articles de la Loi sur les banques qui seraient touchés.

M. C. L. Read: C'est exact.

M. Martin: Lors de la constitution en société des autres banques par le Parlement, je pense qu'il y en a eu deux autres, a-t-il été nécessaire d'outrepasser quelque disposition de la Loi sur les banques?

M. C. L. Read: Dans les cas que vous citez, je pense qu'il s'agissait de banques qui étaient créées de toute pièce. Il n'y avait pas, que je sache, d'exceptions qui étaient prévues.

M. Martin: Ne croyez-vous pas, monsieur Read, dans le cas des présentes exemptions qui sont demandées, avant une modification de la Loi sur les banques, qu'elles pourraient servir de précédents pour d'autres groupes qui voudraient s'adresser à nous? En d'autres termes, ne croyez-vous pas que l'adoption du Bill S-30 pourrait créer un précédent qui pourrait être utilisé par d'autres groupes plus tard qui demanderaient une approbation avant que la Loi sur les banques soit modifiée?

[Text]

Mr. C. L. Read: I think, Mr. Chairman, if the proposals were identical, my answer would be no, because the considerations at the official level were prior to any discussions affecting the decennial revisions. If, however, a bank came in now since there has been both public debate on the decennial revision and obviously consideration of decennial revision at the official level, then it would be more difficult in those circumstances.

Mr. Martin: Do you feel in any way that the passing of Bill S-30 in the form it is in now, could in any way be looked upon as a form of amendment to the Bank Act as such?

Mr. C. L. Read: No, I do not. Well, except as provided in the bill.

Mr. Martin: In other words, the bill is doing things that have the effect of amending the Bank Act?

Mr. C. L. Read: In respect of this institution only.

Mr. Martin: I have no other questions, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Thank you, Mr. Martin. Monsieur Fortin, vous avez demandé la parole, mais c'est le tour de M. Lambert qui est membre du Comité. Si M. Lambert voulait bien vous céder son tour, je pense que vous pourriez prendre la parole. Autrement, il va falloir faire un changement.

M. Lambert (Bellechasse): Certainement, monsieur le président. Quand on a un invité, on lui donne la possibilité de participer.

M. Fortin: Une très brève question, monsieur...

Le président suppléant (M. Trudel): J'ai toujours cru à votre gentillesse, monsieur Lambert. Vous confirmez votre savoir-faire. Monsieur Fortin.

M. Fortin: Monsieur Read, d'après l'article 78 de la Loi sur les banques, à propos des valeurs qui peuvent être vendues, les valeurs acquises et détenues par la banque à titre garanti. Pouvez-vous nous expliquer en quoi cela consiste? D'autre part, qu'advient-il des biens acquis au préalable par IAC le jour où elle deviendra Banque Continentale du Canada?

Mr. C. L. Read: Mr. Chairman, Section 78 is the section you referred to. It provides for the situation where a bank in taking security on a loan that it may have outstanding may acquire these in excess of the other provisions of the act subject, I believe, to a period—it is obliged to sell within 12 months. So, it is really dealing with the situation where securities are taken when a default occurs and these are part of the assets that the bank pick up.

• 2055

M. Fortin: Merci monsieur Read. En tant qu'inspecteur général des banques, connaissez-vous la valeur des acquisitions (ou du potentiel) de l'IAC sur le plan réel ou des garanties? Connaissiez-vous les conditions de ces garanties? Avez-vous établi quelle serait la différence entre ces garanties exigées par IAC en tant que compagnie de finance, et celles qui pourront être exigées par IAC en tant que banque?

[Interpretation]

M. C. L. Read: Si les propositions qui pourraient survenir étaient identiques à celles-ci, je ne crois pas que le cas présent pourrait servir de précédent, monsieur le président, parce que les discussions dans le cas qui nous occupe ont commencé de façon officielle avant qu'il ne soit question des modifications à apporter tous les 10 ans. Maintenant qu'il y a eu débat public au sujet de ces modifications à apporter tous les 10 ans et qu'il en a été question à l'échelon officiel, les circonstances ne sont plus les mêmes; la demande pourrait difficilement être reçue.

M. Martin: Croyez-vous que l'adoption du Bill S-30, dans sa forme actuelle, pourrait être considérée comme une modification à la Loi sur les banques?

M. C. L. Read: Je ne crois pas. Sauf pour ce qui est prévu dans le bill, évidemment.

M. Martin: En d'autres termes, le bill a pour effet de modifier la Loi sur les banques?

M. C. L. Read: Pour la présente institution seulement.

M. Martin: Je n'ai pas d'autres questions, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Trudel): Je vous remercie, monsieur Martin. Mr. Fortin, you have requested the floor, but normally it would be Mr. Lambert's turn because he is a Committee member. If Mr. Lambert agrees to give up his turn, you can have the floor. Otherwise, something else will have to be worked out.

Mr. Lambert (Bellechasse): I certainly agree to that, Mr. Chairman. When we have guests, we have to give them the opportunity to speak.

Mr. Fortin: I only have a brief question, Mr. Chairman...

The Acting Chairman (Mr. Trudel): I always thought you were a gentleman, Mr. Lambert. You are only confirming me in my opinion. Mr. Fortin, you have the floor.

Mr. Fortin: Mr. Read, section 78 of the Bank Act deals with titles that can be sold, that can be acquired and held by a bank as security. Can you elaborate on that for us, please? Also, what will happen to the assets acquired beforehand by IAC, the day it becomes the Continental Bank of Canada?

M. C. L. Read: On a bien dit l'article 78, monsieur le président? Il prévoit que lorsqu'une banque prend possession de garanties sur un prêt non remboursé, elle peut les acquérir, malgré les autres dispositions de la Loi, sous réserve, je crois, à un certain délai: elle est obligée de les vendre dans les 12 mois. L'article a trait donc à une situation où l'on prend possession des garanties dans le cas où le prêt n'est pas acquitté, et cela fait partie de l'avoir obtenu par la banque.

Mr. Fortin: Thank you, Mr. Read. As inspector general of banks, do you know the value of the acquisitions or of the potential of IAC, with respect to securities? Do you know the conditions placed on these securities? Have you determined what difference there would be between these securities required by IAC, as a finance company, and those that IAC might be able to require if it were a bank?

[Texte]

Mr. C. L. Read: I am sorry; I am not sure I understand your question.

Mr. Fortin: I try to do my best...

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Have you looked at the assets of IAC?

Mr. C. L. Read: Yes, we have studied the assets structure and the liability structure of IAC in considering their proposals.

Mr. Fortin: What are the conditions of those securities as a finance company called IAC between the same conditions as a bank following the Bank of Canada?

Mr. C. L. Read: I do not have before me a complete list of the assets structure.

Mr. Fortin: You cannot give us any comparison.

Mr. C. L. Read: No, not off-hand.

Le président suppléant (M. Trudel): Si je peux me permettre, monsieur Fortin, les membres du comité avaient... probablement que M. Lambert a devant lui également le rapport annuel de...

M. Fortin: J'ai aussi le rapport annuel, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Trudel): Bon. Je ne sais pas si cela peut vous éclairer. Mais, je pense qu'on en a discuté assez longuement. Il y a peut-être des points précis que vous voulez demander à M. Read d'éclaircir?

M. Fortin: Il s'agit en fait d'expliquer les articles 78 et 79 de la Loi sur les banques...

Le président suppléant (M. Trudel): Oui.

M. Fortin:... de leur application quand il est question des compagnies de finance ou des banques.

Le président suppléant (M. Trudel): La loi permet. M. Read faisait des commentaires sur la capitalisation qui était de 100 millions de dollars dans le... c'est peut-être cela qui vous intéresse actuellement?

M. Fortin: Exact.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): On the issue of \$100 million in capital that we made available. I think Mr. Fortin would like to have some clarification on that.

Mr. C. L. Read: At the time of the establishment of a bank, the minimum capital requirements under the Bank Act is \$1 million subscribed of which 50 per cent should be paid up. Authorized capital of \$100 million is what is being proposed here of which 50 per cent or \$50 million is being subscribed by IAC. That is consistent with the ratios that are set out in the Bank Act for a new bank.

M. Fortin: Je vous comprends. Vous parlez en ce moment, monsieur Read, de l'article 9 de la Loi sur les banques. Je voudrais m'en tenir aux articles 78 et 79 de la Loi sur les banques.

En tant que compagnie de finance, IAC peut consentir des prêts sur garanties, en fonction de certaines conditions que l'emprunteur doit rencontrer. Vous connaissez ces conditions en tant qu'inspecteur. Quelles sont les différences entre ces conditions et celles que la banque pourra exiger en tant que banque d'après les articles 78 et 79? Quels sont les inconvénients ou les avantages de prêts sur garanties entre les deux systèmes? Telle est en substance ma question.

[Interprétation]

M. C. L. Read: Je suis désolé, je ne sais pas si j'ai très bien compris votre question.

M. Fortin: J'essaie de faire de mon mieux...

Le président suppléant (M. Trudel): Avez-vous examiné l'avoir de l'IAC Limitée?

M. C. L. Read: Oui, nous avons étudié la structure de l'actif et la structure du passif de l'IAC quand nous avons étudié sa proposition.

M. Fortin: Quelles sont les conditions de ces garanties exigées par IAC, en tant que compagnie de finance, et celles qui pourront être exigées par IAC en tant que banque?

M. C. L. Read: Je n'ai pas devant moi une liste complète de la structure de leur avoir.

M. Fortin: Vous ne pouvez nous donner aucune comparaison?

M. C. L. Read: Non, non pas sans préparation.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): With your permission, Mr. Fortin, committee members had... and Mr. Lambert also probably has before him the annual report of...

Mr. Fortin: I also have the annual report, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Good. I do not know whether that can enlighten you. But I think that we have discussed this long enough. There are perhaps other specific points on which you would like Mr. Read to shed some light?

M. Fortin: I would like him to explain sections 78 and 79 of the Bank Act...

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Yes.

Mr. Fortin:... as they apply to finance companies and to banks.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): The Act allows... Mr. Read was commenting on the capitalization, which was \$100 million in the... Is that what you are interested in?

Mr. Fortin: Precisely.

Le président suppléant (M. Trudel): Je pense que M. Fortin aimerait avoir quelques explications quant aux \$100 millions en capitaux que nous avons autorisés.

M. C. L. Read: Lors de la création d'une banque, la loi sur les banques exige un capital minimal de \$1 million sous forme de souscription, dont 50 p. 100 devrait être déjà payé. On propose ici un capital autorisé de \$100 millions, dont 50 p. 100 ou \$50 millions sous souscrits par IAC. Cela est conforme aux propositions établies pour une nouvelle banque dans la Loi sur les banques.

Mr. Fortin: I understand. You are now dealing, Mr. Read, with section 9 of the Bank Act. I would like to stick to sections 78 and 79 of the Bank Act.

As a finance company, IAC can grant loans on security, subject to certain conditions which the borrower must meet. As an inspector, you are aware of what these conditions are. What are the differences between these conditions and those that the bank may require as a bank under sections 78 and 79? What are the advantages or disadvantages of loans on security in these two systems? That is the essence of my question.

[Text]

Mr. C. L. Read: The translation is coming through as "garantees". Is this guaranteed by finance companies and by banks? Or are you referring to the lending?

• 2100

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Read, if I may, in Section 78 of the Bank Act we use the word in English, "security" and in French it says, *garantie*. I believe Mr. Fortin is referring to the French text and using the word *garantie* not "security."

Mr. C. L. Read: I see. I am not familiar with the operations of finance companies, but I suppose they would have the same kind of authority to take securities in the case of a default of a loan, as is provided here.

M. Fortin: En d'autres termes, le jour où ce bill est adopté, l'IAC continue d'exister, mais elle détient un certain nombre de garanties en valeur monétaire. Qu'arrive-t-il de ces garanties? Je pourrais peut-être adresser ma question à un représentant de l'IAC.

Mr. C. L. Read: Under this proposed bill, the IAC will continue its business during the interim period, subject to the terminal period of 10 years. The bank will start as a new bank, and its business will be done in accordance with the Bank Act.

Mr. Fortin: On the same conditions as... finance or a bank.

Mr. C. L. Read: As all other banks, yes.

Mr. Fortin: On the same basis?

Mr. C. L. Read: On the same basis of Sections 78-79, they will have all the powers under the Bank Act, the bank will; IAC will have a continuing business...

Mr. Fortin: Would it be with the same rate of interest?

Mr. C. L. Read: I think you should put that question to them.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Paradis, Mr. Melloy, Mr. Land; would you want to comment?

Mr. Fortin: Could I direct this question to anybody from IAC? Would it be with the same rate of interest?

Mr. Land: It would be my hope that, with the advantages a chartered bank enjoys in terms of the cost of its money and its borrowing ratios, we could pass along to the users of our services some savings. I would not predict the point in time at which this might occur. Obviously, the bank is starting new, as the Inspector General of Banks has said. It will take a little while before a substantial amount of business has been done by the bank, but the trend—I think it would be perfectly safe to say—would be downward, in terms of costs.

Mr. Fortin: A last question, Mr. Chairman. What do you mean by those advantages?

Mr. Land: The advantages would be, first of all, in the fact that as a finance company there is a limitation on the amount of borrowed money we can use in our business relative to our capital. In other words, most finance companies work on a ratio of \$6 of borrowed funds to \$1 of shareholders' funds. There is variance in that ratio between companies; we have achieved a ratio as high as 7 to 1, and at other times it is less than that. Traditionally banks, in common with other types of financial institutions, notably trust companies, do have the ability to borrow more per shareholder's dollar than do finance com-

[Interpretation]

M. C. L. Read: Selon la traduction, vous parlez de garanties. S'agit-il d'une garantie fournie par une banque, de la fourniture de garanties par des compagnies de finance et des banques, ou parlez-vous de prêts mêmes?

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Read, dans l'article 79 de la Loi sur les banques, on utilise le mot anglais «security» et, en français, le mot «garantie». Je crois que M. Fortin lit le texte français et parle donc du sens français du mot «garantie».

M. C. L. Read: Je vois. Je connais mal le fonctionnement des sociétés de finance, mais j'imagine qu'elles ont pareillement le pouvoir de saisir les valeurs en cas de non remboursement d'un prêt.

Mr. Fortin: In other words, on adoption of this bill, IAC will continue to exist but it will hold a certain amount of securities having monetary value. What happens to those securities? My question should perhaps be directed to a representative of IAC.

M. C. L. Read: Aux termes du projet de loi, l'IAC maintiendra ses activités pendant la période intérimaire, pendant un maximum de 10 ans. La banque commencera ses activités comme une banque nouvelle et elle mènera ses affaires en conformité de la Loi sur les banques.

M. Fortin: Aux mêmes conditions qu'une banque?

M. C. L. Read: Comme toutes les autres banques, oui.

M. Fortin: Sur la même base?

M. C. L. Read: Sur la base des articles 78 et 79, elle disposera de tous les pouvoirs que confère la Loi sur les banques; IAC continuera à...

M. Fortin: Pratiquera-t-elle le même taux d'intérêt?

M. C. L. Read: Je pense que c'est à elle que vous devez poser la question.

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Paradis, monsieur Melloy, monsieur Land, avez-vous quelque chose à dire?

M. Fortin: Puis-je poser cette question à quelqu'un de l'IAC? Le taux d'intérêt pratiqué sera-t-il le même?

M. Land: J'espère que, avec les avantages dont bénéficie une banque à charte du point de vue de son taux d'emprunt, nous pouvons faire bénéficier notre clientèle de certaines réductions. Je ne peux pas prédire à quel moment cela se produira. De toute évidence, la banque part de zéro, comme l'a dit l'inspecteur général des banques. Il faudra attendre que la banque se soit mise en route, mais la tendance générale du taux d'intérêt sera à la baisse.

M. Fortin: Une dernière question, monsieur le président? De quels avantages parlez-vous?

M. Land: L'avantage c'est que, tout d'abord, en tant que compagnie de finance, le montant que nous pouvons emprunter dans nos activités est limité à une certaine proportion de notre capital. En d'autres mots, la plupart des compagnies de finance ont le droit d'emprunter \$6 pour \$1 de capital. Cette proportion varie selon les compagnies et, pour notre part, nous avons atteint un rapport de 7 à 1, mais parfois moins que cela. Traditionnellement, les banques, de même que d'autres types d'établissements financiers et, notamment, les compagnies fiduciaires, ont la possibilité d'emprunter davantage par rapport à leur capi-

[Texte]

panies. There is an economy in this, in that you can pass along to your shareholder earnings on his dollar if you are able to borrow a larger amount of money on which there might be a spread between what you pay for the money and what you employ it at. That is one economy.

The other economy is that, traditionally, the banks have been able to borrow at lower rates than have finance companies. These are two economies; there may be others, but I guess those are the principal ones.

Mr. Fortin: Yes. Is there any third economy, in fact, that you can create money?

Le président suppléant (M. Trudel): Je ne sais pas si les témoins voudront faire des commentaires à ce sujet, monsieur Fortin, je les laisse entièrement libres de le faire.

Mr. Fortin: That is a good question. Right on, Mr. Chairman.

• 2105

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Would you like to comment on that, Mr. Land?

Mr. Land: Mr. Chairman, I have never learned the secret of creating money, but I am sure it would be a very economical pursuit if one could do that, but we do not propose to benefit by being a chartered bank, if Parliament passes our bill, through the creation of money. We hope to enjoy the benefits which I have already outlined.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Thank you, Mr. Fortin. Mr. Clermont.

Mr. Fortin: I just want to give a good trick to him. Just read Article 72.

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur, je pense que les témoins nous ont assurés qu'il s'en tiendraient aux règlements régissant les banques et je suis convaincu qu'ils ont lu la Loi sur les banques attentivement, monsieur Fortin.

Monsieur Clermont.

M. Clermont: Merci. Voici, monsieur le président, avant que je pose mes questions, je tiens à vous dire que je crois qu'il est mathématiquement impossible de passer le Bill ce soir, parce que nous devons arrêter à 21 h 30. J'ai suggéré vendredi dernier que M. Read, le surintendant général des banques, nous fournisse certaines explications au sujet de certains articles. Alors, j'ai quelques...

Le président suppléant (M. Trudel): Si vous me le permettez, monsieur Clermont, je n'ai pas d'objection; si les membres veulent adopter ce projet de loi, je ne m'y oppose nullement.

Une voix: Allons-y.

Le président suppléant (M. Trudel): Il n'en tient qu'aux membres du Comité, s'il ont des questions à poser...

M. Clermont: Monsieur Land, vous avez dit à mon collègue, M. Abbott, qu'il y avait eu une transaction assez importante en 1974 faite par une compagnie *Carena Bank-corporation Incorporated*. Est-ce que, en 1975, au cours des mois d'août et septembre, cette même compagnie n'a pas aussi acheté un certain nombre d'actions?

[Interprétation]

tal que les compagnies de finance. Il y a à cela un avantage, car vous pouvez verser davantage de bénéfices à vos actionnaires si, pour un même montant de capital, vous pouvez emprunter davantage et faire fructifier cet argent. Voilà donc une économie.

L'autre économie est que traditionnellement les banques peuvent emprunter à des taux d'intérêt plus faibles que les compagnies de finance. Voilà donc deux économies. Il y en a peut-être d'autres, mais je pense que ce sont les principales.

M. Fortin: Oui. Y a-t-il une troisième économie, le fait que vous puissiez créer de l'argent?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): I do not know if the witnesses want to comment on this, Mr. Fortin. I will leave it up to them.

M. Fortin: C'est une bonne question. Juste à point, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Trudel): Vous voulez répondre à la question, monsieur Land?

M. Land: Monsieur le président, malheureusement, je n'ai jamais su comment fabriquer de l'argent. Je suis sûr que si quelqu'un savait le faire, ce pourrait être très avantageux pour lui. En ce qui nous concerne, nous ne voulons pas devenir une banque à charte, si le Parlement adopte le bill, pour fabriquer de l'argent. Nous espérons seulement tirer les avantages que nous avons déjà indiqués.

Le président suppléant (M. Trudel): Je vous remercie, monsieur Fortin. Monsieur Clermont.

M. Fortin: Je vais vous donner un bon truc. Lisez l'article 72.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): I think the witnesses have said that they would adhere to the laws and regulations governing banks. I am sure that they have read very carefully the Bank Act, Mr. Fortin.

Mr. Clermont.

Mr. Clermont: First of all, Mr. Chairman, I want to say that it is mathematically impossible to adopt the bill tonight. We have to stop at 9:30. I had suggested, last Friday, that Mr. Read, the Inspector General of Banks, give us some explanation on different sections of the bill. I have a few questions...

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Excuse me, Mr. Clermont, but I have no objection if the Committee wants to adopt the bill tonight. Personally, I am not opposed.

An hon. Member: Let us do it.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): It is up to the members of the Committee; if they have questions to ask...

Mr. Clermont: Mr. Land, in answer to a question directed to you by my colleague, Mr. Abbott, you said that there was an important deal made in 1974 by the *Carena Bank Corporation Incorporated*. During the months of August and September of 1975, has not this company also bought a number of shares?

[Text]

Mr. Land: There were purchases during the year 1975, Mr. Chairman. The last report which was filed with the Ontario Securities Commission indicated that at that time Carena owned 2,629,000 shares, so that between the 2,300,000 shares to which I made reference previously and November 7, 1975, there was obviously an acquisition of some 300,000 shares. However...

Mr. Clermont: In November of 1975, sir?

Mr. Land: This was not an acquisition in November of 1975, Mr. Chairman, this was the amount reported as the total holding in November of 1975. As far as I have been able to determine, the only shares purchased after disclosure of planning to make application to Parliament for charter was an amount of 1,500 shares acquired in the month of October, which was explained by standing orders with certain brokers and which, relative to the total shareholding of 2,600,000, 1,500 was a very, very small amount. So, I believe the answer to the question would be that after disclosure the number of shares acquired was inconsequential.

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Clermont.

M. Clermont: De nouveau, je vais citer mon collègue, M. Abbott: quand les directeurs d'IAC ont-ils été informés des plans de l'exécutif? Parce que M. Read nous avait dit, vendredi dernier, que les membres de l'exécutif ou d'autres directeurs d'IAC ont eu des discussions, des périodes d'information avec lui depuis un an ou deux. Mais quand et à quelle date les directeurs d'IAC ont-ils été informés « officiellement » ou « officieusement » que c'était l'intention de la compagnie IAC de faire une demande pour l'incorporation d'une banque?

Mr. Land: Mr. Chairman, the first meeting at which any mention was made of any plans with respect to making application for a bank charter and the recommendation of management was given to the executive committee—it was on September 17, 1975. This matter was then referred to the full Board of the company on September 22, 1975 and subsequently a meeting of the shareholders of the company was held on November 3, 1975. Mr. Chairman, with your permission, we have here a complete record, which Mr. Melloy will be pleased to read, concerning the registration of shares subsequent to August 1975.

• 2110

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Is it the wish of the Committee? Mr. Melloy.

Mr. S. F. Melloy (Executive Vice-President, IAC Limited): These come from the Ontario Securities Commission's records which are filed monthly. The purchases by Carena-Bancorp in the month of September totalled 49,600 shares.

An hon. Member: Is this 1974?

Mr. Melloy: No, this is September 1975. The public disclosure was made on September 22, 1975 and there was a communiqué issued from the company at that time. After that date, on September 23, there were 3,200 shares purchased and on October 19, 1,500 shares purchased, so that after the announcement on this basis there were about 4,700 shares purchased.

[Interpretation]

M. Land: Il y a eu des achats au cours de 1975, monsieur le président. Le dernier rapport présenté à la Commission ontarienne des valeurs indiquait que Carena détenait alors 2,629,000 actions; entre le chiffre de 2,300,000 actions que j'ai déjà mentionné et le chiffre cité pour le 7 novembre 1975, il y a évidemment une différence de 300,000 actions. Il reste que...

M. Clermont: Vous avez bien dit novembre 1975?

M. Land: Il ne s'agit pas d'un achat qui a été fait en novembre 1975; le total en novembre 1975 était simplement celui-là. D'après ce que j'ai pu en juger, les seules actions qui ont été achetées après l'annonce de la demande de charte au Parlement, ont été les 1,500 acquises au mois d'octobre, et la vente s'explique du fait que certains courtiers avaient des commandes sur une base permanente. 1,500, sur un total de 2,600,000, ce n'est pas beaucoup. Pour répondre à votre question, je dirais donc que l'annonce de la demande n'a pas eu d'effet véritable sur l'achat d'actions.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Again, I come back to Mr. Abbott's line of questioning. When were the directors of IAC informed of the executive's plans? Mr. Read told us, last Friday, that members of the executive and other directors of IAC had with him discussions, briefings, for a year or two. When exactly were the directors of IAC informed, either officially or unofficially, that it was the company's intention to request its incorporation into a bank?

M. Land: Monsieur le président, la première réunion à laquelle il a été question d'une demande de charte et d'une recommandation de la part des directeurs au comité exécutif, a eu lieu le 17 septembre 1975. La question a ensuite été déferée à l'ensemble du conseil de la société, le 22 septembre 1975, à la suite de quoi une assemblée des actionnaires s'est tenue le 3 novembre 1975. Monsieur le président, nous permettez-vous de vous communiquer le dossier complet, que M. Melloy vous lira avec plaisir, au sujet des actions qui ont été enregistrées après le mois d'août 1975.

Le président suppléant (M. Trudel): Le comité le souhaite-t-il? La parole est à M. Melloy.

M. S. F. Melloy (vice-président administratif de l'IAC Limitée): Les chiffres que j'ai proviennent de la Commission ontarienne des valeurs, dont les états sont déposés chaque mois. Les achats de la Carena-Bancorp pour le mois de septembre se sont chiffrés à 49,600 actions.

Une voix: Pour 1974?

M. Melloy: Non, pour septembre 1975. Ce chiffre a été rendu public le 22 septembre 1975 et la société a émis en même temps un communiqué. A la suite de cela, le 23 septembre, 3,200 actions ont été achetées, et 1,500 autres achetées le 19 octobre, de sorte que le total d'actions achetées après la déclaration se chiffrait à environ 4,700.

[Texte]

M. Clermont: Ma question suivante, monsieur le président: dans ma question j'ai mentionné «officiellement» et «officieusement», pouvons-nous avoir l'assurance que les informations obtenues à la suite de démarches qui ont été entreprises par un certain nombre de membres de l'exécutif d'IAC auprès du Surintendant général des banques, n'ont pas été portées à l'attention d'autres membres de la direction?

Mr. Land: Mr. Chairman, if the final reference to "executive" refers to the executive committee, I could without any hesitation assure this Committee that the dates which I have related are accurate, that there was no communication to the executive committee prior to September 17, 1975, that management was prepared to recommend the application for a charter from Parliament as a chartered bank. This can be confirmed by the minutes of the corporation, the minutes of the executive committee. I do not know in what other respect I could convince the Committee that there had not been communication. If we are talking, however, about the executive of the company, which is comprised of the officers of the company, obviously we would have had to have had discussions internally but this was not divulged to any shareholder other than shareholders that happened to be officers of the company and was not divulged to the shareholder in question.

I might say that our motivation in asking for this exemption is based on the desire to be fair to this shareholder in the same way that we would hope to be fair to any shareholder. This exemption obviously is not necessary to the operation of the bank. We are simply trying to do the right thing to people that have convinced us and assured us that they made the share acquisitions in good faith. Unlike most of the exemptions requested, this one is not essential to accomplishing the objective of converting IAC Limited into a chartered bank.

Le président suppléant (M. Trudel): Dernière question, monsieur Clermont.

M. Clermont: Voici, monsieur Land, vous attribuez une grande partie du succès d'IAC à votre personnel qui est compétent dans le secteur des compagnies de finance. Mais est-ce que ces personnes-là ont les qualités requises pour administrer une banque ou est-ce que vous avez l'intention, en tant que bon administrateur, d'aller chercher des compétences à l'extérieur? Vous mentionnez dans votre mémoire qu'au début la banque occupera les bureaux que vous avez ici et là au Canada?

Est-ce qu'il va y avoir une séparation entre les opérations de IAC et celles de la banque? Si vous occupez le même bureau, cela peut poser certains problèmes ou donner lieu à une certaine interprétation. Ce sera la première fois que l'on verra dans le même bureau, je ne parle pas dans le même édifice, mais dans la même pièce, une banque et une compagnie de finance.

Mr. Land: Through you, Mr. Chairman, to Mr. Clermont we would anticipate that the present personnel of IAC would be competent to operate the branches of Continental Bank of Canada. In the bill, it is envisaged that all new business eligible for a bank, would be done in the bank, so that the division between what IAC will do and what the bank will do is quite clear.

[Interprétation]

Mr. Clermont: I have another question, Mr. Chairman: in my previous question, I spoke about an official or unofficial announcement. Can we be assured that the information received following certain steps taken by a number of members of the executive of IAC with the inspector general of the banks have not been brought to the attention of other members of the executive?

M. Land: Monsieur le président, si l'allusion à «l'exécutif» se rapporte au comité exécutif, je peux sans hésitation assurer le comité que les dates que j'ai données sont exactes: en effet, le comité exécutif n'a pas été mis au courant avant le 17 septembre 1975 de ce que la direction était prête à recommander la demande d'une charte auprès du Parlement en vue d'une transformation en banque à charte. Ces données peuvent être confirmées par le procès-verbal de la séance du comité exécutif de la société. Je ne sais pas comment faire pour convaincre autrement le comité qu'il n'y a pas eu communication auparavant. Toutefois, pour ce qui est des officiels de la société, il est évident que nous avons eu des discussions internes à ce sujet, mais rien n'a été divulgué aux actionnaires, si ce n'est à des actionnaires également officiels de la société; toutefois, nos projets n'ont pas été divulgués à l'actionnaire en question.

Si nous avons demandé cette exemption, c'est en raison de notre désir d'être justes envers cet actionnaire en particulier, tout comme nous voudrions être justes envers quelque actionnaire que ce soit. Il est évident que l'exemption en question n'est pas essentielle au fonctionnement de la banque. Nous essayons simplement de rendre justice à tous ceux qui nous ont donné l'assurance et nous ont convaincus qu'ils avaient acquis les actions en toute bonne foi. Contrairement à la plupart des exemptions qui sont demandées, celle-ci n'est pas essentielle à la transformation d'IAC Limitée en banque à charte.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Your last question, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Land, you say that a large part of IAC's achievements are to be attributed to your personnel and its knowledge of these financial fields. But do you think these people are also qualified to operate banks or does the good manager that you are intend to seek expertise outside? You said in your brief that at the beginning the bank will be located in the offices you have here and elsewhere in Canada.

Will there be a division between the operations of IAC and those of the bank? Being in the same office could raise certain problems or give way to certain interpretations. For the first time we will see in the same office—I am not speaking about the same building—that is in the same room a bank and a finance company.

M. Land: Monsieur le président, monsieur Clermont, nous pensons que le personnel actuel de l'IAC est suffisamment qualifié pour administrer les succursales de la Banque Continentale du Canada. Le bill prévoit que toute nouvelle opération bancaire pourra se faire dans la banque, de sorte que la distinction entre les activités de l'IAC et celles de la banque sera très claire.

[Text]

Now, with respect to the competence of the personnel, we feel that our people have been dealing in the kind of credits that it is expected that Continental Bank of Canada will deal in. We have traditionally dealt with the consumer and with the small to medium-size business man. Our people have granted credits which have been very much akin to bank type credit with perhaps a difference in documentation or a difference in the terms and conditions but the assessment of the credit worthiness, the analysis of the financial position of the individual or the enterprise, has been on a banking type basis. Really, we have done many of the things which a chartered bank does.

Now, when we go beyond that and consider the later development of the Continental Bank of Canada and if we visualize at some point in time becoming specialized in foreign exchange or international operations—which I can assure you, is a long way down the line—then I expect that we would have to look for experts in these various fields.

Mr. Clermont: That is all right.

Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Trudel): Merci, monsieur Clermont.

Mr. Saltsman.

Mr. Saltsman: I will pass.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Thank you. Gentlemen, I have no further questioners. Shall the preamble stand?

Mr. Abbott: Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Oh, I am sorry, I had you as a second round. I had your name tucked away here. I slipped over that. I am sorry, Mr. Abbott.

Mr. Abbott: I am just concerned a little. I do not care about shares that are voting or non-voting or in excess of the Bank Act decision but I am just a little skeptical about one thing and that is this new shareholder in 1974 invested some \$46 million at current market value in this corporation and in 1975 the nominees on the board are surprised by an announcement from management that they are going into the banking business which might be very beneficial to their holdings. I just want to level this thing out a bit; the year Canadian Arena acquired the bulk of their stock was in 1974, can we have a date?

Mr. Land: This was over a period of time, Mr. Chairman. The very large holding obviously dictated the necessity of acquiring these shares over a period of time.

Mr. Abbott: So they acquired them in the market from general shareholdings and there were no major blocks acquired?

Mr. Land: Generally, through what is technically known in the stock brokerage as crosses on the board, that is by acquiring from an institution.

• 2120

Mr. Abbott: They were making offers. They were placing bids...

[Interpretation]

Quant à la compétence du personnel, nous estimons que celui-ci a déjà été occupé aux genres de transactions de crédits dont la Banque Continentale du Canada s'occupera. Nous avons toujours été en contact avec le consommateur et les petites et moyennes entreprises. Notre personnel accorde des crédits qui ressemblent de très près aux crédits bancaires, à l'exception de certaines différences dans les formalités ou dans les termes et conditions, mais l'évaluation de la solvabilité, l'analyse de la position financière d'un individu ou d'une entreprise ont toujours été faites par notre personnel comme on les fait dans les banques. Un grand nombre de nos transactions sont, en fait, des transactions de banques à charte.

D'autre part, si nous voyons plus loin, si nous tenons compte de l'évolution récente de la Banque Continentale du Canada, si nous envisageons de nous spécialiser un jour dans les opérations ou les changes internationaux—et je peux vous assurer que ce n'est pas pour tout de suite—alors nous devons rechercher les services d'experts dans ces domaines.

M. Clermont: C'est très bien.

Thank you very much, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Thank you, Mr. Clermont.

Monsieur Saltsman.

M. Saltsman: Je passe mon tour.

Le président suppléant (M. Trudel): Merci. Messieurs, ma liste est épuisée. Le préambule est-il réservé?

M. Abbott: Monsieur le président.

Le président suppléant (M. Trudel): Oh, excusez-moi, j'avais votre nom au second tour. J'en avais pris note et je l'ai omis. Je suis désolé. Monsieur Abbott.

M. Abbott: J'ai une petite préoccupation. Peu m'importe les actions qui donnent ou qui ne donnent pas le droit de vote ou qui dépassent la décision prise dans le cadre de la loi bancaire, mais je suis un peu sceptique: en 1974 ce nouvel actionnaire a investi quelque 46 millions de dollars à la valeur du marché dans cette société, et en 1975 les membres du conseil d'administration sont surpris d'entendre la direction déclarer que l'entreprise va se lancer dans des transactions bancaires qui feront profiter leurs investissements. Je voudrais une petite précision: c'est bien en 1974, n'est-ce pas, que *Canadian Arena* a acquis la majeure partie de ses actions?

M. Land: Cela ne s'est pas fait d'un seul coup, monsieur le président. Puisqu'il s'agissait d'intérêts considérables, il a été nécessaire d'étaler l'acquisition de ces actions sur une certaine période.

M. Abbott: Ainsi, ces actions ont été achetées d'actionnaires ordinaires et l'on n'a pas acheté de blocs d'actions considérables?

M. Land: En règle générale, il s'est agi de ce que l'on appelle techniquement une opération directe, c'est-à-dire une acquisition d'une institution.

M. Abbott: On présentait des offres. On enchérissait...

[Texte]

Mr. Land: Right.

Mr. Abbott: ... on the market and to anybody that wanted to sell. They were making an acquisition in the most expensive way which is bidding the price up to buy their holdings. Right? And what date would they have done that over?

Mr. Land: I candidly cannot answer that question, Mr. Chairman, because in the early months of 1974 we were not aware of a major purchaser.

Mr. Abbott: All right. I have to rush a little. I see; you were not aware of a major purchaser. I think we all would like to see this go forward. Might I ask when the executive or officers first discussed the proposition of a bank with the Inspector General?

Mr. Land: Mr. Chairman, Mr. Melloy was involved in that; he could answer that.

Mr. Melloy: I have been involved in the planning of the bank for quite some time and the first discussions we had with the Inspector General of Banks, people from the Finance Department of the Bank of Canada, was in June 1975.

Mr. Abbott: June 1975 was the first indication they had of that?

Mr. Melloy: It was the first time we were able to go to them with a plan that was feasible for a corporation to convert itself into a bank and that, then, entailed discussions which lasted quite a number of months.

Mr. Abbott: That was the first time they had any inkling of your interest as a corporation, beyond what they might have ...

Mr. Melloy: We discussed in general terms prior to that with certain people in the Finance Department of the Bank of Canada the possibility that IAC might have to change its structure, and we did not know which way we would be going. That was in March 1974. But this was strictly a general discussion without having done any detailed studies as to which way we would ...

Mr. Abbott: All right. Now, Carena-Bancorp. When did that name come out of the blue? When did they change Canadian Arena to that? Do you know?

Mr. Melloy: Mr. Abbott, I really do not know. It certainly was after they had bought the major portion of their shares.

Mr. Abbott: After they had bought the major portion of their shares but before they were notified through being members of the Board?

Mr. Melloy: Yes.

Mr. Abbott: But this is a subsidiary of Edper Investments Limited?

Mr. Melloy: That is correct, as I understand it.

Mr. Abbott: Does that name suggest that they were interested in banking corporate business?

[Interprétation]

M. Land: En effet.

M. Abbott: ... sur le marché pour quiconque voulait vendre. On acquerraient donc des actions de la façon la plus coûteuse en enchérissant sur le prix pour obtenir les valeurs. N'est-ce pas? Et sur quelle période cela s'est-il fait?

M. Land: A vrai dire, monsieur le président, je ne peux répondre à cette question car au cours des premiers mois de 1974 nous ne connaissions pas l'existence de cet acheteur important.

M. Abbott: Très bien. Il faut que je me dépêche un peu. Bref, vous ne connaissiez pas l'existence de cet acheteur important. Je crois que nous aimerions tous voir comment cela se passait. Puis-je vous demander à quel moment les membres de votre direction ont d'abord discuté avec l'inspecteur général La possibilité de créer une banque?

M. Land: Monsieur le président, M. Melloy s'en est occupé; il peut peut-être répondre à cette question.

M. Melloy: J'ai participé au projet d'élaboration de la banque pendant assez longtemps et les premières discussions avec l'inspecteur général des banques, avec des représentants du service des finances de la Banque du Canada, ont eu lieu au mois de juin 1975.

M. Abbott: Juin 1975 serait donc la première fois que la question était abordée?

M. Melloy: C'était la première fois que nous étions en mesure d'aller les voir avec un projet permettant à une société de se transformer en banque; il va sans dire que les pourparlers se sont échelonnés sur plusieurs mois.

M. Abbott: C'était donc la première fois qu'ils avaient le moindre indice que votre Société s'intéressait, outre ce qu'ils auraient pu ...

M. Melloy: Nous avons indiqué, d'une façon générale, antérieurement, à certaines personnes du service des finances de la Banque du Canada que IAC devrait peut-être modifier sa structure, mais que nous ne savions pas quelle voie nous allions suivre. C'était au mois de mars 1974. Mais je le souligne encore, il s'agissait d'entretiens d'ordre général, sans études préalables détaillée de la voie que nous ...

M. Abbott: Très bien. Maintenant, pour parler de Carena-Bancorp. Quand ce nom est-il apparu? Quand a-t-il remplacé celui de Canadian Arena? Le savez-vous?

M. Melloy: Monsieur Abbott, je ne le sais vraiment pas. Mais c'est certainement après l'achat de la grande majorité des actions.

M. Abbott: Après l'achat de la grande majorité des actions, mais avant qu'on reçoive avis du projet comme membre du conseil de direction?

M. Melloy: Oui.

M. Abbott: Mais il s'agit d'une filiale de Edper Investments Limited?

M. Melloy: A ma connaissance, oui.

M. Abbott: Ce dernier nom laisse supposer que cette société s'intéressait aux affaires bancaires?

[Text]

Mr. Melloy: It would be pure speculation if I said they were. Certainly, in the U.S. "Bancorp" is used as a name for a bank holding company. It is fairly general in the United States; not so in Canada.

Mr. Abbott: I must say, Mr. Chairman, I have no quarrel with this idea that I have except that it would be disappointing to this Committee, to say the least, if it were determined at a later date that this group made a \$46 million investment anticipating that IAC was to be converted into a bank by some unofficial means other than being notified by management and to enjoy a capital gain in the market once the bank becomes established. I am not saying that is the case; I am just saying that there are many facts to give an unsuspecting observer that that is a possible inference. All I am saying is that I hope the day will not come when, out of the blue, somebody talked to somebody and, therefore, we knew a year earlier that this was on its way to being a bank and it was a hell of a good investment, because \$46 million is a lot of money. So, enough said.

I think there is no quarrel with that voting or nonvoting block being there, being reduced to 10 per cent and maybe these shrewd investors saw it as a very likely possibility. All these things are possible. I do not deny that the group knew that this was a logical conversion, but I am suggesting to you that this Committee would be extremely disappointed were that to become public knowledge after we had gone forward.

• 2125

Mr. Land: Mr. Chairman, I wonder if, perhaps, it would be in order if the Committee would permit us to have a word from counsel to the committee, which might deal with the particular problem Mr. Abbot has outlined?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Land, you may consult with him or you may have counsel come to the table if you wish.

Mr. Land: I think he wishes to come to the table. Would you please, sir?

Mr. J. L. O'Brien, Q.C., (Montreal, Counsel): Mr. Chairman, foreseeing that this question might arise, I discussed this with the counsel for Carena-Bancorp. I suggested to him that, if it did, I would like to have their views and I would like to make a statement to the Committee.

In view of the questions that had already arisen, and which might later arise in the hearings before this Committee on the effects of Clause 15(4) of the bill before this Committee, I discussed the question with Mr. Courtois, who is the counsel for Carena-Bancorp. I am authorized to make the following statement on behalf of that shareholder:

1. The acquisition of shares in IAC Limited by Carena-Bancorp was made purely as an investment, and not with the intent of securing voting control over the Company.

2. Carena-Bancorp Inc. is most anxious to do everything possible to assist IAC Limited in its application to Parliament for conversion into a chartered bank and, although it would obviously prefer to retain the full voting rights which were available to it when it acquired the shares of IAC Limited, it is prepared to agree to the deletion of Section 15(4) from the Bill presently before this Commit-

[Interpretation]

M. Melloy: Ce serait pure conjecture de ma part si je le disais. Il est certain qu'aux États-Unis, on utilise le mot «Bancorp» pour indiquer une société bancaire à porte-feuille. Cela se fait de façon assez générale aux États-Unis, mais non au Canada.

M. Abbott: Monsieur le président, je n'insisterai pas, mais il serait navrant pour les membres de notre Comité, c'est le moins qu'on puisse dire, s'il était démontré à l'avenir que ce groupe avait investi 46 millions de dollars, prévoyant, grâce à des renseignements officieux, et non pas à un avis donné par la direction, que IAC se transformerait en banque, pour réaliser un gain de capital sur le marché une fois la banque créée. Je ne dis pas que c'est le cas, mais simplement que beaucoup de faits pourraient le faire croire à l'observateur non averti. Donc, j'espère qu'un jour on n'apprendra pas soudainement que quelqu'un avait parlé à quelqu'un et par conséquent qu'on savait un an à l'avance que c'est ce qui se préparait et que c'était donc un très bon investissement, parce que 46 millions de dollars, c'est beaucoup d'argent. Cela suffit.

Je crois que personne ne s'oppose à ce que ce bloc d'actions avec ou sans droit de vote soit réduit à 10 p. 100, et il est possible que ces investisseurs avertis aient vu là une possibilité vraisemblable. Toutes ces choses sont possibles. Je ne nie pas que le groupe ait su qu'il y avait logiquement possibilité d'une conversion mais, certes, ce Comité serait extrêmement déçu si la chose était connue publiquement après que nous ayons donné notre approbation.

M. Land: Monsieur le président, peut-être le Comité pourrait-il permettre à notre conseiller juridique d'aborder le problème dont M. Abbott a parlé?

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Land, vous pouvez le consulter ou bien lui demander de prendre la parole si vous le désirez.

M. Land: Je pense qu'il désire prendre la parole. Voulez-vous vous avancer, monsieur.

M. J. L. O'Brien, C.R. (avocat, de Montréal): Monsieur le président, pensant que cette question se poserait peut-être, j'en ai discuté avec le conseiller juridique de la Société Carena-Bancorp. Je lui ai dit qu'alors, j'aimerais connaître son point de vue et faire une déclaration au Comité.

Étant donné les questions qui ont déjà été posées et qui se reposeront peut-être au sein de ce Comité au sujet de l'article 15(4) du Bill dont vous avez été saisis, j'ai discuté de ce point avec M. Courtois, qui est conseiller juridique pour la société Carena-Bancorp. Je suis autorisé à faire la déclaration suivante au nom de l'actionnaire:

1. La société Carena-Bancorp a acquis des actions d'IAC Limitée uniquement, à titre d'investissement et non pas dans l'intention, grâce au vote, d'exercer son contrôle sur la société.

2. La société Carena-Bancorp Incorporée a l'intention de faire tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer la demande de conversion en banque à charte de la société IAC Limitée et, tout en préférant bien sûr conserver l'intégrité du droit de vote qu'elle a acquis en même temps que les actions de cette société, elle est disposée à accepter la suppression de l'article 15(4) du Bill dont ce Comité est

[Texte]

tee, and to make all of its holdings in IAC Limited and in Continental Bank of Canada subject to all of the provisions of the Bank Act, including the provisions of Section 54(2) of the Bank Act.

I may add that, having submitted that statement to the counsel for Carena-Bancorp and secured his approval, he also sent me a letter, which he suggested that I might deem it appropriate to read to the Committee, they did not reach this conclusion very willingly. He said:

We believe that it is unfair for the government to insist that the law incorporating Continental Bank of Canada should deprive Carena-Bancorp Inc. of its voting rights immediately upon the coming into force of the legislation. As you know, exceptions to the provisions of the Bank Act have been made before, and it seems to us most unusual that an exception made in favour of a foreign shareholder should not also be made in favour of a Canadian group. However, we recognize that in the view of management, the incorporation of the bank is of vital importance to the welfare of IAC Limited and its shareholders and in the circumstances, if there is no alternative, we reluctantly agree that you may make the statement shown in the memorandum attached to your letter of January 13.

Mr. Abbott: Speaking for myself, Mr. Chairman, I thank Mr. O'Brien for that statement. I am little concerned with the voting or nonvoting or the exception being sought. It does not seem to me unreasonable. I just wanted to place on the record, again speaking for myself, that it would be extremely unfortunate if it were later realized that these investors were not investing it as a mere investment in a finance company, but were looking to the capital gain that would result from a bank's being incorporated. Whether they were or not, I feel these witnesses are on record as saying that it was purely an investment, they had no prior knowledge of the bank's being incorporated and, therefore, it was a new ball game as far as they were concerned and they were stuck with an amount of shares in excess of the limitation of the Bank Act. I certainly am not seeking to have their shares nonvoting, or anything else. This provision seems to me reasonable. I just reiterate that it would be damned unfortunate if there were a disclosure later that they knew all about this, that is all. So I am satisfied. Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Melloy.

Mr. Melloy: Mr. Chairman, I would certainly like to make a comment because I have been involved personally in the planning of this. We had to keep what we were doing secret, and I think that was done. We are a public corporation, we were not in a position to disclose anything until we had something to disclose to the public and we worked in complete confidence. If the Carena-Bancorp or any shareholder maybe speculated that IAC would do something some day, I cannot say anything about that. Certainly, we think from the company's view, they do not have any knowledge.

Mr. Abbott: I am satisfied. Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Thank you, Mr. Melloy.

[Interprétation]

saisi et à se conformer au sujet de toutes ses actions de la société IAC et de la Banque continentale du Canada aux dispositions de la Loi sur les banques, y compris les dispositions de l'article 54(2) de la Loi sur les banques.

J'ajouterais qu'après avoir soumis cette déclaration au conseiller juridique de la société Carena-Bancorp et après avoir obtenu son approbation, j'ai reçu de lui une lettre qu'il me suggérait de lire au Comité; cette décision n'a pas été prise sans mal. Il dit:

Nous pensons qu'il est injuste de la part du gouvernement d'insister pour que la Loi constituant en corporation la Banque continentale du Canada prive la société Carena-Bancorp Incorporée de ses droits de vote dès l'entrée en vigueur de ce projet de loi. Comme vous le savez, des dispenses des dispositions de la Loi sur les banques ont déjà été accordées et il n'est pas très normal qu'une dispense accordée à un actionnaire étranger soit refusée à un groupe canadien. Pourtant, nous reconnaissons que pour la direction la constitution en société de cette banque est d'une importance vitale pour le bien de la société IAC Limitée et pour ses actionnaires, et, dans ces circonstances, s'il n'y a pas d'autres solutions, nous acceptons à regret que vous fassiez la déclaration contenue dans le mémoire accompagnant votre lettre du 13 janvier.

M. Abbott: Pour ma part, monsieur le président, je remercie M. O'Brien de cette déclaration. Cette question du droit de vote et de la dispense m'inquiète peu. Je ne pense pas que cela soit injuste. Je le répète, je parle en mon propre nom et, il me semble que si nous découvriions un jour que ces investisseurs ne se sont pas contentés de faire un investissement dans une compagnie de finance mais prévoyaient de tirer profit de la constitution en société de cette banque, ce serait tout à fait regrettable. Que ce soit le cas ou non, nous avons tous entendu ces témoins déclarer qu'il s'agissait d'un investissement pur et simple et que les intéressés ne savaient pas d'avance que la banque serait constituée en société; pour eux, ce développement est tout à fait nouveau et ils se sont retrouvés avec un nombre d'actions dépassant la limite imposée par la Loi sur les banques. Je n'essaie pas de faire supprimer leur droit de vote ou quoi que ce soit d'autre. Cette disposition me semble juste. Je répète simplement qu'il serait déplorable de constater plus tard qu'ils étaient au courant de la question. C'est tout. Cette réponse me suffit, je vous remercie.

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Melloy.

M. Melloy: Monsieur le président, puisque j'ai pris part à l'élaboration de ce projet, j'ai quelque chose à ajouter. Nous devons conserver le secret de nos intentions et cela a été fait. Nous sommes une société publique et étions dans l'impossibilité de révéler quoi que ce soit avant de pouvoir révéler quelque chose de définitif; nous procédions en toute confiance. Je ne puis toutefois affirmer positivement que la Carena-Bancorp ou les actionnaires n'ont jamais envisagé la possibilité que l'IAC puisse éventuellement prendre une décision de ce genre. Mais, du strict point de vue de la compagnie, nous pouvons affirmer que la Carena-Bancorp ne savait rien de nos intentions.

M. Abbott: Cela me suffit. Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Trudel): Merci, monsieur Melloy.

[Text]

Preamble agreed to.

Clause 1 agreed to.

On Clause 2—*Provisional directors*

M. Clermont: Monsieur le président je crois... une suggestion de vendredi dernier... je voulais avoir des commentaires du Surintendant général des banques, parce que...

Le président suppléant (M. Trudel): Sur quel article voulez-vous avoir des commentaires, monsieur Clermont?

M. Clermont: N'allez pas trop vite, parce que si vous avez l'intention de passer le bill ce soir... je regrette beaucoup, «vous allez le passer à la vapeur», parce que, à certaines questions posées par M. Martin, le Surintendant général des banques a dit qu'il n'y avait seulement que six ou sept articles qui ne s'accordaient pas avec la Loi sur les banques. Moi je peux en énumérer quelques-uns parce que je les ai ici.

Le président suppléant (M. Trudel): Bon.

M. Clermont: Alors je vais un peu plus loin. A certains articles je vais poser quelques questions. J'avais suggéré entre autres, qu'à propos de l'article 7 de l'article 10, de l'article 15, M. Read nous donne certaines explications.

Le président suppléant (M. Trudel): Ce n'est certainement pas...

M. Clermont: Ce n'est pas parce que je n'ai pas lu le bill, j'en ai lu.

Le président suppléant (M. Trudel): Je n'ai pas d'objections à faire, monsieur Clermont. Je m'excuse, j'étais à l'article 1 qui n'a pas encore été adopté.

M. Clermont: En ce qui regarde l'article 1, je n'ai pas d'objection à faire.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président?

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): J'aurais une seule question à poser au directeur, concernant l'article 2(2)

Le président suppléant (M. Trudel): Qualités requises?

M. Lambert (Bellechasse): Oui. De quelle façon cette vérification se fait-elle? Est-ce périodiquement, de façon à ce que l'esprit de la loi soit complètement respecté? Suivez-vous de près cette affaire de qualifications requises pour les administrateurs?

Mr. C. L. Read: Mr. Chairman, the shareholdings of banks are reported quarterly to my office and are tabled in Parliament annually so there is a quarterly check on the shareholders of all banks.

M. Lambert (Bellechasse): Merci.

Le président suppléant (M. Trudel): Est-ce que l'article 2 est adopté?

Article 2 adopté.

[Interpretation]

Le préambule est adopté.

L'article 1 est adopté.

Article 2—*Administrateurs provisoires*

Mr. Clermont: Mr. Chairman, following a suggestion made last Friday, I wanted to hear some commentaries from the Inspector General of Banks, because...

The Acting Chairman (Mr. Trudel): On which clause do you wish to hear the commentaries, Mr. Clermont?

Mr. Clermont: Mr. Chairman, do not go too fast; I hope that you do not have the intention of passing the bill tonight, because if you do, you will have to rush the proceedings. Following certain questions by Mr. Martin, the Inspector General of Banks said that there were only six or seven clauses which did not conform with the Bank Act. I myself can list a few other ones that I have here.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Fine.

Mr. Clermont: I shall go a bit further. I want to ask a few questions on certain clauses. I had asked Mr. Read to give us some explanations on Clause 7, Clause 10 and Clause 15.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): It is certainly not...

Mr. Clermont: It is not because I have not read the bill, I have certainly read it.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Clermont, I have no objections to your questioning. But we are still studying Clause 1 which has not yet been passed.

Mr. Clermont: As far as Clause 1 is concerned, I have no objections.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): I have only one question to ask the director regarding subsection 2(2).

The Acting Chairman (Mr. Trudel): You are talking about the qualifications?

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes. How do you do the monitoring of the shares? Do you do it periodically, so that the intent of the act is completely abided by? Do you follow up closely this business of qualifications required from the directors?

M. C. L. Read: Monsieur le président, on envoie chaque trimestre à mon bureau un rapport de toutes les détentions d'actions des banques, et on dépose ces rapports annuellement au Parlement, de sorte que l'on a une vérification trimestrielle de tous les actionnaires de toutes les banques.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Does Clause 2 carry?

Clause 2 agreed to.

[Texte]

Clauses 3 to 6 agreed to.

L'article 7: *Exceptions à la Loi sur les banques.*

Le président suppléant (M. Trudel): Monsieur Clermont, vous avez indiqué que vous aviez des questions à poser.

M. Clermont: Premièrement, à l'article 7(1). Il y a des exceptions à la Loi sur les banques, monsieur Reid?

Le président suppléant (M. Trudel): Vous avez raison, M. Reid a indiqué ça tantôt.

On Clause 7(1), page 2, there are exceptions to the Bank Act.

Mr. Clermont: Clause 7(1) has exceptions to Section 12(1) of the Bank Act. Clause 7(1) has exceptions to Section 11(1) of the Bank Act. Clause 7(2) has an exception to Section 19 of the Bank Act and so on.

Mr. C. L. Read: Do you have a specific question?

Mr. Clermont: Yes, I would like to have some explanation roughly, about what Clause 7 will do. I do not want five or ten minutes, only a short explanation because I advised Mr. Read that I would seek such subsequent information. Mr. Read himself, told us it is the first time in Canadian history that an existing corporation has applied to incorporate a bank, so it is something new for us.

Mr. C. L. Read: Mr. Chairman, the main things in Clause 7 are, first, since IAC is the only shareholder of the bank for the period permitted under this bill, all the provisions for the operations by the provisional directors need to be exempted here. For instance, there is no need to open stock if there is no need to have a subscribers' meeting. The third one is the temporary two-year exemption for the interlocking directorship, which has been discussed. The fourth, Clause 7(4)(a), provides that the IAC may subscribe and vote all of the shares. Clause 7(4)(b) provides that the directors are to hold qualifying shares in IAC but not in the bank, since the directors of IAC and the bank are to be identical. Clause 7(4)(c) has an exception to the one-fifth requirement in another corporation, because IAC is another corporation and you would need to have an exception there in order to have all the directors of IAC also directors of the bank. Clause 7(4)(d) is an exception to Section 75(2)(g), which limits the liabilities to 20 times the authorized capital in the case of any bank in which one shareholder owns more than 25 per cent and, of course, here this institution already has over \$2 billion in assets. Clause 7(4)(e) is to permit the ongoing institution to have 10 per cent of its mortgages as if it had been an ongoing bank.

• 2135

Mr. Clermont: I understand Mr. Lambert has an amendment to move.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, Mr. Chairman, in order to table it now, and I think this is agreed to by all as everybody has seen it. I move that Clause 7(3) on page 3, lines 12 to 15, be amended by striking out lines 12 to 15 and substituting the following therefor:

[Interprétation]

Les articles 3 à 6 sont adoptés.

On Clause 7—*Exceptions to Bank Act*

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Mr. Clermont, I understood you had certain questions to ask.

Mr. Clermont: Yes, and firstly on subsection 7(1). Mr. Read, are there exceptions to the Bank Act?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): You are right, Mr. Read has already said so.

En effet, au paragraphe 7(1) de la page 2, il y a des exceptions à la Loi sur les banques.

M. Clermont: Le paragraphe 7(1) comporte des exceptions aux paragraphes 11(1) et 12(1) de la Loi sur les banques. De plus, le paragraphe 7(2) comporte une exception à l'article 19 de la Loi sur les banques, ainsi de suite.

M. C. L. Read: N'avez-vous pas de questions précises à me poser?

M. Clermont: Oui. J'aimerais que vous m'expliquiez brièvement la portée de l'article 7. Je ne veux pas que vous répondiez en 5 ou 10 minutes, mais que vous me donniez une explication brève, puisque j'ai prévenu M. Read que j'aurais d'autres renseignements à lui demander. Il nous a dit lui-même que c'était la première fois dans l'histoire du Canada qu'une société existante demandait à se constituer en corporation, et c'est pourquoi cette question ne nous est pas familière.

M. C. L. Read: Monsieur le président, voici les aspects essentiels de l'article 7. Premièrement, l'IAC étant le seul actionnaire de la banque pour toute la période prévue par le projet de loi, toutes les dispositions mises en place pour les transactions faites par les administrateurs provisoires doivent être exemptées. Deuxièmement, il n'est pas nécessaire d'ouvrir les livres des actions s'il n'y a pas d'obligation de tenir d'assemblée d'actionnaires. Troisièmement il y a l'exemption temporaire de deux ans au sujet de l'imbrication des administrations, dont on a parlé. Quatrièmement, la clause 7(4)(a) stipule que IAC peut acquérir des actions et jouir du droit de vote de toutes ces actions. La clause 7(4)(b) stipule que les administrateurs doivent détenir des actions dans l'IAC mais non pas dans la banque, puisque les directeurs de l'IAC et de la banque seront identiques. La clause 7(4)(c) contient une exception à la règle des un cinquième, car IAC est une autre société et il faut une exception pour que tous les directeurs d'IAC puissent également être directeurs de la banque. La clause 7(4)(d) est une exception à l'article 75 (2)(g) qui limite le passif à 20 fois le capital autorisé dans le cas de toute banque dans laquelle un actionnaire détient plus de 25 p. 100 du capital et, bien sûr, cet établissement-ci a déjà un actif de plus de 2 milliards. La clause 7(4)(e) vise à permettre à IAC d'avoir 10 p. 100 de ses prêts sous forme d'hypothèques, comme si elle était une banque permanente.

M. Clermont: Je crois que M. Lambert veut présenter un amendement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, monsieur le président, j'aimerais le déposer maintenant et d'ailleurs tout le monde l'a déjà vu. Je propose que l'article 7(3), page 3, soit modifié en remplaçant les lignes 14 à 18 inclusivement, par ce qui suit:

[Text]

the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to Section 13 of the Bank Act for approval for the Bank to commence the business of banking, a person referred to in subsection

and close the amendment.

You will see in the explanatory note that this actually takes care of not only the present directors of IAC who are directors of banks, but of any other deposit-taking institution. So, this amendment goes further than really what I was prepared to give trust company directors, a little time, but this accomplishes it and the incorporators are willing to do it, so I will say that I am quite prepared to move this motion.

J'ai la version française de cette motion.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): You have in your hands, gentlemen, the amendment of Mr. Lambert's amending Clause 7(3). It reads:

the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to Section 13 of the Bank Act for approval for the Bank to commence the business of banking, a person referred to in subsection

Is it your wish to ...

Mr. Saltsman: Mr. Chairman, in view of the hour, I would like to move we adjourn. I want to take a look at it.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Then we have ...

Mr. Lambert (Edmonton West): You put up the travel expenses.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): Am I to assume, gentlemen, that Clauses 7(1) and (2) are agreed to and we are standing the amendment made by Mr. Lambert?

Mr. Martin: Mr. Chairman, would you repeat that again?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): We are at Clause 7 and we have an amendment to Subclause (3).

Mr. Martin: But have we covered Subclauses (1) and (2)?

The Acting Chairman (Mr. Trudel): It is my understanding. There has been no discussion on it, but no one has asked ...

Mr. Martin: Do they involve amendments to the Bank Act?

An hon. Member: They were outlined by Mr. Read.

The Acting Chairman (Mr. Trudel): As discussed twice. I think Mr. Abbott and Mr. Clermont questioned on that.

Mr. Kaplan: Mr. Chairman, I was interested in Mr. Lambert's reflection that there might well be a possibility of completing the bill tonight. Maybe if there is a substantial consensus to do that, Mr. Saltsman might withdraw his objection.

Mr. Saltsman: No, you are not going to rush.

Mr. Lambert (Edmonton West): Do your homework between now and then.

[Interpretation]

«terminant à la date où la banque demande au gouverneur en conseil, conformément à l'article 13 de la Loi sur les banques, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires, une»

Vous verrez dans la note explicative que ceci règle le cas non seulement des administrateurs actuels d'IAC qui sont directeurs de banque, mais de tous les autres établissements recevant des dépôts. Ainsi, cet amendement va un peu plus loin que ce que j'étais prêt à donner aux administrateurs des compagnies fiduciaires, et puisque les postulants sont prêts à observer une telle disposition, je propose ma motion.

I have the French version of this motion.

Le président suppléant (M. Trudel): Messieurs, vous avez entre les mains l'amendement de M. Lambert modifiant la clause 7(3). En voici le texte:

«terminant à la date où la banque demande au gouverneur en conseil, conformément à l'article 13 de la Loi sur les banques, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires, une»

Souhaitez-vous ...

M. Saltsman: Monsieur le président, étant donné l'heure, je propose que nous levions la séance. J'aimerais examiner l'amendement plus en détail.

Le président suppléant (M. Trudel): Dans ce cas ...

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est nous qui payons les frais de voyage.

Le président suppléant (M. Trudel): Dois-je conclure, messieurs, que les clauses 7(1) et (2) sont adoptées et que nous réservons l'amendement de M. Lambert?

M. Martin: Monsieur le président, voulez-vous répéter?

Le président suppléant (M. Trudel): Nous en sommes à la clause 7 et nous avons un amendement au paragraphe (3).

M. Martin: Mais nous avons déjà expliqué les paragraphes (1) et (2)?

Le président suppléant (M. Trudel): Il me semble. Il n'y a pas eu de débat, mais personne n'a demandé ...

M. Martin: S'agit-il d'amendements à la Loi sur les banques?

Une voix: Ils ont été exposés par M. Read.

Le président suppléant (M. Trudel): On en a discuté deux fois. Je crois que M. Abbott et M. Clermont ont posé des questions à ce sujet.

M. Kaplan: Monsieur le président, M. Lambert a dit souhaiter l'adoption du projet de loi ce soir. Peut-être, si l'avis général va dans ce sens, M. Saltsman pourrait-il retirer son objection.

M. Saltsman: Non, cela n'ira pas aussi vite.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Faites donc vos devoirs d'ici la prochaine fois.

[Texte]

The Acting Chairman (Mr. Trudel): May I advise the Committee that the next meeting will be held in the same room on Thursday at 11 a.m., and the notices will be sent to your various offices.

I would like to thank the witnesses and adjourn this meeting.

[Interprétation]

Le président suppléant (M. Trudel): J'informe le Comité que la prochaine séance se tiendra dans la même salle jeudi à 11 h 00, et que les convocations vous seront envoyées à votre bureau.

Je remercie les témoins et je lève la séance.

CA1 KC 26
F-11
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 85

Tuesday, February 17, 1976

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 85

Le mardi 17 février 1976

Président: M. Roland Comtois

Gouvernement
Publicat

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Bill S-30, An Act to incorporate
Continental Bank of Canada

INCLUDING:

The thirteenth Report to the House

CONCERNANT:

Bill S-30, Loi constituant en corporation
la Banque Continentale du Canada

Y COMPRIS:

Le treizième rapport à la Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

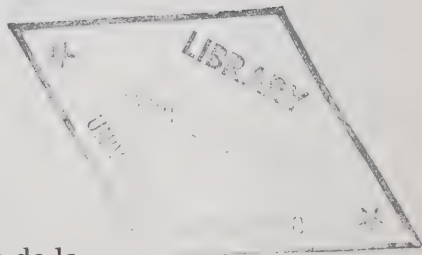
(Voir les procès-verbaux)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976



STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois
Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott	Darling
Appolloni (Mrs.)	Hnatyshyn
Clarke (Vancouver Quadra)	Joyal
Clermont	Kaplan
	Kempling

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois
Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert (Bellechasse)	Reid
Lambert	Ritchie
(Edmonton West)	Saltsman
Martin	Towers
Philbrook	Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité
Santosh Sirpaul
Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)
On Tuesday, February 17, 1976:
Mr. Kempling replaced Mr. Scott

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement
Le mardi 17 février 1976:
M. Kempling remplace M. Scott

REPORT TO THE HOUSE

Tuesday, February 17, 1976

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs has the honour to present its

THIRTEENTH REPORT

In accordance with its Order of Reference of Friday, December 12, 1975, your Committee has considered Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada, and has agreed to report it with the following amendments:

Clause 7

Strike out lines 12 to 15 inclusive, on page 3, and substitute the following therefor:

“the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to section 13 of the *Bank Act* for approval for the Bank to commence the business of banking, a person referred to in subsection”

Clause 12

Strike out line 38, on page 8, and substitute the following therefor:

“construed as a reference to five hundred paid-up common”

Strike out lines 43 to 48 on page 8 and lines 1 and 2 on page 9 and substitute the following therefor:

“(c) the common shares without par value of the capital stock of IAC Limited shall be deemed to have a par value of twenty dollars or such other amount as the Minister of Finance may require.”

Clause 15

Strike out lines 25 to 28 inclusive, on page 10, and substitute the following therefor:

“on the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to section 13 of the *Bank Act* for approval for the bank to commence the business of banking, a person referred to in”

Your Committee has ordered a reprint of Bill S-30, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 80, 81, 82, 83, 84 and 85*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président
ROLAND COMTOIS
Chairman

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mardi 17 février 1976

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a l'honneur de présenter son

TREIZIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 12 décembre 1975, votre Comité a étudié le Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada, et a convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

Article 7

Retrancher les lignes 14 à 18 inclusivement, à la page 3, et les remplacer par ce qui suit:

«terminant à la date où la Banque demande au gouverneur en conseil, conformément à l'article 13 de la *Loi sur les Banques*, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires, une»

Article 12

Retrancher la ligne 40, à la page 8, et la remplacer par ce qui suit:

«actions ordinaires libérées du capital social de IAC»

Retrancher les lignes 44 à 47 inclusivement, à la page 8 et les lignes 1 à 4 inclusivement, à la page 9, et les remplacer par ce qui suit:

«c) les actions ordinaires sans valeur au pair du capital social de IAC Limitée sont réputées avoir une valeur au pair de vingt dollars ou de tout autre montant que le Ministre des finances peut exiger.»

Article 15

Retrancher les lignes 25 à 29 inclusivement, à la page 10, et les remplacer par ce qui suit:

«se terminant à la date, où la Banque demande au gouverneur en conseil, conformément à l'article 13 de la *Loi sur les Banques*, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires, une»

Votre Comité a ordonné la réimpression du Bill S-30, tel que modifié, pour l'usage de la Chambre des communes, à l'étape du rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce Bill (*fascicules nos 80, 81, 82, 83, 84 et 85*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, FEBRUARY 17, 1976
(105)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 10:00 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Comtois, Kempling, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), Martin, Reid, Saltsman, Towers and Trudel.

In attendance: Mr. J. M. Coyne, Q.C., Parliamentary Agent.

Witnesses: Mr. John Reid, Member of Parliament, Sponsor of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada. *From the IAC Limited, Toronto:* Mr. J. S. Land, President; Mr. J. L. O'Brien, Q.C., Montreal, Counsel; Mr. James C. Baillie, Toronto, Counsel. *From the Department of Finance:* Mr. C. L. Read, Inspector General of Banks.

The Committee resumed consideration of Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada.

On Clause 7,

The Committee resumed debate on the motion of Mr. Lambert (*Edmonton West*), seconded by Mr. Abbott, which reads as follows:—

That Clause 7 be amended by deleting lines 12 to 15 inclusive on page 3 and substituting the following therefor:

"the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to Section 13 of the *Bank Act* for approval for the Bank to commence the business of banking, a person referred to in subsection"

The question being put on the motion, it was agreed to.

And the question being put on Clause 7, as amended, it was carried.

Clauses 8 to 11 inclusive carried.

On Clause 12,

Mr. Reid moved,—That Clause 12 be amended by:

(a) deleting line 38 on page 8 and substituting the following therefor:

"construed as a reference to five hundred paid-up common"

(b) deleting lines 43 to 48 on page 8 and lines 1 to 2 on page 9 and substituting the following therefor:

"(c) the common shares without par value of the capital stock of IAC Limited shall be deemed to have a par value of twenty dollars or such other amount as the Minister of Finance may require."

After debate thereon, the question being put on the motion, it was agreed to.

And the question being put on Clause 12, as amended, it was carried.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 17 FÉVRIER 1976
(105)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 10 heures, sous la présidence de M. Comtois, (président).

Membres du Comité présents: MM. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Comtois, Kempling, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), Martin, Reid, Saltsman, Towers et Trudel.

Aussi présent: M. J. M. Coyne, C.R., Agent parlementaire.

Témoins: M. John Reid, député, parrain du bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada. *De la IAC Limited, Toronto:* M. J. S. Land, président; M. J. L. O'Brien, C.R., Montréal, conseiller; M. James C. Baillie, Toronto, conseiller. *Du ministère des Finances:* M. C. L. Read, inspecteur des banques.

Le Comité reprend l'étude du Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada.

Article 7,

Le Comité reprend le débat sur la motion de M. Lambert (*Edmonton-Ouest*), appuyé par M. Abbott, qui se lit comme il suit:

Que l'article 7 soit modifié par le retranchement des lignes 14 à 18 inclusivement, à la page 3, et leur remplacement par ce qui suit:

«terminant à la date où la Banque demande au Gouverneur en Conseil, conformément à l'article 13 de la Loi sur les Banques, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires, une»

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'article 7 modifié, mis aux voix, est adopté.

Les articles 8 à 11 inclusivement sont adoptés.

Article 12,

M. Reid propose,—Que l'article 12 soit modifié:

a) en remplaçant la ligne 40, page 8, par ce qui suit:

«actions ordinaires libérées du capital social de IAC»

b) en remplaçant les lignes 44 à 47, page 8, et 1 à 4, page 9, par ce qui suit:

«c) les actions ordinaires sans valeur au pair du capital social de IAC Limitée sont réputées avoir une valeur au pair de vingt dollars ou de tout autre montant que le Ministre des finances peut exiger.»

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

L'article 12 modifié, mis aux voix, est adopté.

Clauses 13 and 14 carried.

On Clause 15,

On motion of Mr. Lambert (*Edmonton West*), it was agreed,—That Clause 15 be amended by deleting lines 25 to 28 on page 10 and substituting the following therefor:

“on the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to section 13 of the *Bank Act* for approval for the Bank to commence the business of banking, a person referred to in”

And the question being put on Clause 15, as amended, it was carried.

Clauses 16 to 24 inclusive carried.

The Preamble carried.

The Title carried.

The Bill, as amended, carried.

Ordered,—That the Chairman report Bill S-30, as amended, to the House.

On motion of Mr. Kempling,—*Ordered*,—That Bill S-30 be reprinted, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

During the course of the meeting, the witnesses from the IAC Limited answered questions.

Mr. Read, the Inspector General of Banks, answered questions.

At 10:46 o'clock a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

Article 15,

Sur motion de M. Lambert (*Edmonton-Ouest*), il est convenu,—Que l'article 15 soit modifié par le retranchement des lignes 25 à 29 inclusivement, à la page 10, et leur remplacement par ce qui suit:

«se terminant à la date, où la Banque demande au Gouverneur en Conseil, conformément à l'article 13 de la *Loi sur les Banques*, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires, une»

L'article 15 modifié, mis aux voix, est adopté.

Les articles 16 à 24 inclusivement sont adoptés.

Le préambule est adopté.

Le titre est adopté.

Le bill modifié est adopté.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport du Bill S-30 modifié à la Chambre.

Sur motion de M. Kempling, il est ordonné,—Que le Bill S-30 soit réimprimé tel que modifié, pour l'usage de la Chambre des communes, à l'étape du rapport.

Au cours de la séance, les témoins de la IAC Limited répondent aux questions.

M. Read, inspecteur général des dépenses, répond aux questions.

A 10 h 46, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, February 17, 1976.

• 1001

[Text]

The Chairman: Order. We shall resume consideration of Bill S-30, an Act to Incorporate Continental Bank of Canada. Again this morning we have with us Messrs. Land, Melloy and Paradis, of IAC, Mr. Coyne, the Parliament Agent, Mr. John Reid, the sponsor of the bill, and Mr. C. L. Read, the Inspector General of Banks.

Avant de commencer, j'aimerais remercier les membres du Comité du message qu'ils m'ont fait parvenir à l'occasion du décès de ma mère. Cela a été très réconfortant pour ma famille et moi-même et je vous en remerci bien sincèrement.

I wish to point out to the members of the Committee that we have received a letter from the Senior Editor, Committee Reporting Service, dated February 16, 1976, which reads as follows:

Issue 84—Error in printed copy pages 84:19 and 84:20

At the bottom of page 84:19, first column, the last line should read:

“The Acting Chairman (Mr. Trudel): Thank you, Mr. Melloy. Shall the Preamble stand?”

At the top of page 84:20, first column, the first line should read:

“Preamble allowed to stand.”

We have already passed Clauses 1 to 6 inclusive and we are now on Clause 7. At our last meeting Mr. Lambert (Edmonton West) moved an amendment which reads as follows:

That Clause 7 be amended by striking out lines 14 to 17 inclusive on page 3 and substituting the following therefor:

The day on which application is made to the Governor in Council pursuant to Section 13 of the Bank Act for approval for the Bank to commence the business of banking a person referred to in subsection . . .

Are there any questions on that amendment?

Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Just to put it in this section of the transcript, this amendment removes any question about conflict of interest between directors of deposit receiving institutions and their duties as directors of the Continental Bank if and when this is incorporated. It is I think a very satisfactory amendment and I commend the proposers of the bill for readily agreeing to what I realize is a difficult thing for them, but on the other hand I think it would have been even more difficult for the persons involved.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 17 février 1976

[Interpretation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous reprenons l'étude du Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada. Nous retrouvons ce matin MM. Land, Melloy et Paradis, de l'IAC, M. Coyne, agent parlementaire, M. John Reid, parrain du projet de loi et M. C. L. Read, Inspecteur général des banques.

Before starting, I would like to thank the Committee members for their message on the occasion of my mother's death. It was of great comfort to my family and myself and I sincerely thank you all.

Je vous signale que nous avons reçu une lettre datée du 16 février 1976 du premier rédacteur reviseur du Service des comptes rendus des Comités et je vous le lis:

Fascicule 84—Erreur dans le texte des pages 84:19 et 84:20.

Au bas de la page 84:19, deuxième colonne, remplacer la dernière ligne par ce qui suit:

«Le président suppléant (M. Trudel): Merci, monsieur Melloy. Le préambule est-il réservé?»

En haut de la page 84:20, deuxième colonne, remplacer la première ligne par:

«Préambule réservé».

Nous avons déjà adopté les articles 1 à 6 et nous en sommes maintenant à l'article 7. Lors de notre dernière réunion, M. Lambert (Edmonton-Ouest) a proposé un amendement que je vous lis:

Qu'on modifie l'article 7 en remplaçant les lignes 15 à 19 inclusivement, page 3, par ce qui suit:

«terminant à la date où la banque demande au gouverneur en conseil, conformément à l'article 13 de la Loi sur les banques, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires,»

Y a-t-il des questions au sujet de cet amendement?

Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Simplement pour que l'on puisse trouver l'explication immédiatement après la motion, je précise que cet amendement élimine toute question de conflit d'intérêts entre le titre d'administrateurs d'établissements pouvant recevoir des dépôts et les fonctions d'administrateurs de la Banque Continentale si celle-ci vient à être incorporée. Je crois donc que cet amendement est très satisfaisante et je félicite ceux qui proposent le projet de loi de l'avoir immédiatement accepté car j'ai l'impression que cela ne leur arrive pas souvent. Par contre, je crois que les choses auraient sans cela été encore plus difficiles pour les intéressés.

[Texte]

The Chairman: Thank you. Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

Clause 7 as amended agreed to.

The Chairman: Shall Clause 8 carry?

Monsieur Lambert, Bellechasse.

M. Lambert (Bellechasse): Avant de passer à l'article 8, j'aurais une explication à demander concernant l'alinéa 7(4). Dans les notes explicatives, on dit que cet article:

... modifierait le paragraphe 75(4) de la *Loi sur les banques* quant à son application à la banque.

J'aimerais demander au président ou à M. Reid s'il est possible, en vertu de ce projet de loi, d'apporter une modification à l'article 75(4) de la Loi sur les banques ou bien si le passage que j'ai cité ne correspond pas exactement à ce que l'on vise.

Le président: A l'article 7, monsieur Lambert?

M. Lambert (Bellechasse): 7(4), oui.

Le président: 7(4).

M. Lambert (Bellechasse): Oui.

Le président: Nous venons d'adopter l'article 7...

M. Lambert (Bellechasse): Oui, mais je pense bien que...

Le président: Je m'excuse. C'est un éclaircissement que vous demandez?

M. Lambert (Bellechasse): Oui.

• 1005

Mr. J.S. Land (President, IAC Limited, Toronto): Mr. Chairman, this point relates to the provision incorporated in the Bank Act which limits the amount of a bank's investment in residential mortgages to 10 per cent of its deposit and debenture liabilities, but the bank is permitted to reach this level after eight years. This was introduced in I believe the last revision to the Bank Act, at which time the banks were not mortgage lenders. The rationale behind the request for the exemption in the case of Continental Bank of Canada stems from the fact that IAC, through subsidiaries, is already large in the mortgage lending business and already has a very large mortgage portfolio, and if the rules applying to the banks in terms of limitation of growth in mortgages were applied, we would very likely have to find some way of disposing of some of our mortgages. So really all we are interested in doing is having the same privileges which the chartered banks have in terms of the 10 per cent, but having them right away because we have been operating in this field up until now.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Oui, mais, monsieur le président, il ne s'agit pas de cela. Je vous demande ceci: a-t-on le pouvoir, en vertu du Bill S-30, de modifier le paragraphe 75.4 de la Loi sur les banques? Je doute de cela en ce qui me concerne, vous savez.

Le président: Bon.

M. Lambert (Bellechasse): C'est pourquoi j'aimerais avoir des explications là-dessus.

[Interprétation]

Le président: Merci. L'amendement est-il adopté?

Amendement adopté.

Article 7 tel qu'amendé, adopté.

Le président: L'article 8 est-il adopté?

Mr. Lambert, Bellechasse.

Mr. Lambert (Bellechasse): Before proceeding with Clause 8, I would ask a clarification on subparagraph 7(4). In the explanatory notes, we read that this clause:

... would modify subsection 75(4) of the Bank Act in its application to the bank.

Could I ask the Chairman or Mr. Reid whether it is possible, in accordance with this bill, to allow a modification to subsection 75(4) of the Bank Act or whether the lines quoted do not exactly correspond to the objective aimed at.

The Chairman: On Clause 7, Mr. Lambert?

Mr. Lambert (Bellechasse): Clause 7(4), yes.

The Chairman: Clause 7(4).

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes.

The Chairman: We have just carried Clause 7 but...

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes, but I think that...

The Chairman: I am sorry. Are you asking for clarification?

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes.

M. J. S. Land (président, IAC Limitée, Toronto): Monsieur le président, cette question a trait à la disposition de la Loi sur les banques qui restreint les investissements d'une banque dans des hypothèques sur immeubles résidentiels à 10 p. 100 de ses dépôts et débetures; toutefois, la banque a le droit d'atteindre ce niveau après 8 ans. Cette disposition a été incluse lors de la dernière révision de la Loi sur les banques et à ce moment-là, les banques ne faisaient pas de prêts hypothécaires. La Banque Continentale du Canada a fait cette demande d'exemption puisque l'IAC, par l'entremise de ses filiales, s'occupe déjà de prêts hypothécaires. Donc, si les règlements ayant trait aux maximums investis par une banque des prêts hypothécaires s'appliquaient, il faudrait trouver un moyen de nous débarrasser de ce genre d'affaires. Nous voulons tout simplement jouir des mêmes privilèges que les banques à charte, surtout en ce qui concerne le 10 p. 100, mais nous tenons à jouir de ces privilèges dès maintenant puisque nous sommes déjà engagés dans ce domaine.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes, but, Mr. Chairman, that is not the point. This is my question: by virtue of Bill S-30, are we in a position to amend Clause 75.4 of the Bank Act? As far as I am concerned, I do not think that we have the power to do so.

The Chairman: I see your point.

Mr. Lambert (Bellechasse): For this reason, I should like to have explanations concerning this question.

[Text]

Le président: Oui. Un bill a le pouvoir d'amender un autre bill.

M. Lambert (Bellechasse): Ce n'est pas ce qui s'est passé dans un comité tout récemment. Le président en a décidé tout autrement.

Le président: Je pense qu'en fait, monsieur Lambert, chaque article de ce bill-ci amende d'une certaine façon, pour cette banque-là, certains articles de la Loi des banques.

M. Lambert (Bellechasse): Oui, c'est justement ce que je ne peux pas m'expliquer. Comment se fait-il qu'on demande une incorporation en vertu de la Loi sur les banques et qu'en même temps on amende cette loi, alors qu'il est prévu seulement de le faire plus tard?

The Chairman: Maybe we could ask Mr. Read, the Inspector General of Banks, to comment on this point.

Mr. C.L. Read (Inspector General of Banks, Department of Finance): Mr. Chairman, this act does not I believe amend the Bank Act. It provides an exception to the application of this particular section to the Continental Bank if it is incorporated, but the act itself will continue to apply to all other banks. It does not I think amend the Bank Act per se. It provides an exception to the Continental Bank only. On this particular point I might add that this limitation, the 10 per cent of liabilities and debentures, the basic objective at the time of the last decennial revision, was to bring the banks into the mortgage business on a graduated basis. In fact, the limitation has not applied. The banks have not reached the ceiling; that is, the bigger banks. The limitation has really only applied to and limited the new smaller banks.

M. Lambert (Bellechasse): C'est parce que, monsieur le président, nous créons un précédent. De toute façon, j'ai fait valoir mon idée...

Le président: Oui.

M. Lambert (Bellechasse): ... et je ne suis pas d'accord, mais enfin, on peut faire passer l'article 8 si vous en décidez ainsi.

Le président: Merci.

The Chairman: Shall Clause 7 as amended carry?

Clause 7 as amended agreed to.

The Chairman: Shall Clause 8 carry?

Clause 8 agreed to.

The Chairman: Shall Clause 9 carry?

M. Clermont: Il ne faudrait pas aller trop, trop vite parce que...

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: ... moi, je voudrais avoir des explications.

Le président: Oui, nous sommes à la l'article 9, monsieur Clermont.

[Interpretation]

The Chairman: Yes. It is possible to amend a bill with another bill.

Mr. Lambert (Bellechasse): However, that is not at all what happened in another committee recently. The Chairman adopted the opposite position.

The Chairman: Mr. Lambert, each part of this bill amends in fact, to a certain extent, certain clauses of the Bank Act.

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes, therein lies the difficulty. I cannot understand how we concede incorporation by virtue of the Bank Act while at the same time we amend this Act, especially since we all know that the Bank Act is scheduled for revision at a later date.

Le président: Nous pourrions peut-être demander à M. Reid, l'inspecteur général des banques, de nous faire part de ses commentaires à ce sujet.

M. C. L. Reid (Inspecteur général des banques, ministère des Finances): Monsieur le président, je ne crois pas que cette loi apporte des modifications à la Loi sur les banques. Il s'agit plutôt d'une exception à cet article, compte tenu de la constitution en corporation de la Banque Continentale du Canada. Toutefois, les dispositions de cette loi s'appliquent toujours aux autres banques. Il ne s'agit pas de modifications à la Loi sur les banques. C'est tout simplement une exception dans le cas de la Banque Continentale du Canada. Cette restriction à 10 p. 100 des dépôts et des débetures a été apportée lors de la dernière révision décennale dans le but de faire participer les banques aux prêts hypothécaires sur une base graduelle. En fait, cette restriction n'a pas été appliquée. Les banques n'ont pas encore atteint leur plafond; en tout cas pas les banques les plus importantes. Cette restriction s'applique surtout aux nouvelles banques moins importantes.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, I feel that we are setting a precedent. In any case, I have made my opinion clear...

The Chairman: Yes.

Mr. Lambert (Bellechasse): ... and I do not agree, but we can move to Clause 8 if you so decide.

The Chairman: Thank you.

Le président: L'article 7 tel que modifié est-il adopté?

L'article 7 tel que modifié est adopté.

Le président: L'article 8 est-il adopté?

L'article 8 est adopté.

Le président: L'article 9 est-il adopté?

Mr. Clermont: We should not proceed too rapidly because...

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: ... I should like to have some clarification.

The Chairman: Yes, we are on Clause 9, Mr. Clermont.

[Texte]

L'article 9 est-il adopté?

Article 9 adopté.

The Chairman: Shall Clause 10 carry?

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: ... à l'article 10, monsieur le président, au sous-paragraphe 6a), j'aimerais demander à M. Read, lorsqu'on dit:

• 1010

a) si leurs conditions ne permettent pas au débiteur d'acquitter, à son gré,

J'aimerais avoir une explication à ce sujet parce que, en fin de compte, quand il y a une obligation cela devrait être au gré des deux parties?

At page 6, Mr. Read, Clause 10, subclause (6) (a), where we say:

(a) the terms thereof do not permit the debtor, at its option, to discharge the ...

in French we have:

a) si leurs conditions ne permettent pas au débiteur d'acquitter, à son gré,

Do you have an explanation of that?

Mr. C. L. Read: Mr. Chairman, this applies to liabilities that I see.

Mr. Clermont: I know that.

Mr. C. L. Read: There is not every option to redeem prior to amalgamation.

Mr. Clermont: But, Mr. Read, an obligation binds two parties and here we are saying that IAC can do it on its own. What about the other party?

Monsieur Lambert, j'ai posé mes questions aux témoins de l'IAC ou bien à M. Read.

Mr. Lambert (Edmonton West): I find it difficult that he cannot read the language.

M. Clermont: Bien voici. Je ne me prends pas pour une autre personne, monsieur Lambert, je me prends pour Gaston Clermont, je ne me prends pas pour Marcel Lambert député d'Edmonton-Ouest.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Bon. C'est une bonne chose.

M. Clermont: Est-ce que vous avez un nouveau langage, monsieur Lambert? Au lieu de parler vous grognez?

Le président: Monsieur Clermont?

Mr. Clermont: Yes, I did ask Mr. Read, the Superintendent, what acquitted à son gré means in French,

The Chairman: Anyhow, at Clause 10,

M. Trudel: Monsieur le président, avant de laisser ce point-là, je pense que sans vouloir être difficile, si on regarde les mots utilisés en anglais et les mots utilisés en français cela peut porter à confusion, et je demanderais que ce soit étudié par les gens qui ont rédigé le projet de loi. En anglais on dit:

[Interprétation]

Shall Clause 9 carry?

Clause 9 agreed to.

Le président: L'article 10 est-il adopté?

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: ... Mr. Chairman, I should like to ask Mr. Read a question dealing with Clause 10, subsection 6(a).

a) the terms thereof do not permit the debtor, at its option, to discharge,

I should like to have an explanation concerning this because it seems to me that an agreement on an obligation should suit both parties.

A la page 6, monsieur Read, l'article 10, paragraphe (6) (a), et je cite:

(a) si leurs conditions ne permettent pas au débiteur d'acquitter, à son gré, ...

la version anglaise ...

a) the terms thereof do not permit the debtor, at its option, to discharge,

Pourriez-vous me fournir des explications à ce sujet?

M. C. L. Read: Monsieur le président, cela s'applique au passif.

M. Clermont: Je le sais très bien.

M. Read: Il n'est pas toujours possible de rembourser avant la fusion.

M. Clermont: Mais, monsieur Read, une obligation lie les deux parties et, d'après ce libellé, il semble que l'IAC puisse agir à son gré. Qu'arrive-t-il à l'autre partie?

Mr. Lambert, I addressed my questions to the IAC representatives or to Mr. Read.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il est inconcevable qu'il ne puisse lire et comprendre le texte.

Mr. Clermont: Very well. I know that I am in Gaston Clermont's shoes and not in Mr. Lambert's shoes.

Mr. Lambert (Edmonton West): Very well. And it is a very good thing.

Mr. Clermont: Are you speaking a new language, Mr. Lambert? Are you grunting instead of speaking?

The Chairman: Mr. Clermont?

M. Clermont: Oui, j'ai adressé une question à M. Read car en français «acquitter à son gré»...

Le président: De toute façon, à l'article 10...

Mr. Trudel: Mr. Chairman, I do not wish to be difficult but before going on to something else, you should examine the English version and the French version closely. The wording can cause some confusion and I feel that we should address ourselves to those who vote the bill in order to obtain an explanation. The French version is as follows:

[Text]

(a) the terms thereof do not permit the debtor ...

En français on dit:

a) si leurs conditions ne permettent pas au débiteur d'acquitter, à son gré.

Je pense que c'est là le point qui est soulevé et on pourrait peut-être demander que ce soit clarifié dans le texte.

Le président: Monsieur Trudel, je pense que dans la version anglaise vous avez:

Subsections (4) and (5) apply to any indebtedness and any debentures referred to therein only if ...

Alors dans la version française, le «si» est dans le paragraphe a)

M. Trudel: Oui, je suis au courant de cela.

M. Clermont: D'accord. Très bien, monsieur le président.

Le président: Ça va? Monsieur Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I would like to just get clear in my mind this matter of the 10-year period. I wonder if I might ask Mr. Read a couple of questions in this regard.

Mr. Read, in your experience, what exceptions have been made to the provisions of the Bank Act in any prior incorporations that might have extended over a lengthy period of time, and what was that period of time?

Mr. C. L. Read: Mr. Chairman, under Section 57 of the Bank Act a new bank may be given a period by Governor in Council during which the limitation to 10 per cent by all shareholders under the Bank Act may be excepted. In the case of one bank, this exception was given for a period of 10 years.

Mr. Martin: Which bank was that?

Mr. C. L. Read: That was the Bank of Western Canada.

Mr. Martin: Is that the only exception or the only case that you are aware of where a similar type of provision has been made over a lengthy period?

Mr. C. L. Read: I think that is the only case where a request has been made by the new bank for a period. I might mention that in Bill C-7, which was given first reading and withdrawn, the proposal there was that the Governor in Council be permitted to give a period of exception but only for a period of 10 years, not in excess of 10 years. The present act does not identify 10 years but Bill C-7 did.

Mr. Martin: This seems to me to be a rather lengthy period. As Inspector General of Banks, Mr. Read, does this give you any particular concern?

• 1015

Mr. C. L. Read: In the discussions with the promoters of this bank, as they have pointed out, some of their liabilities have terms of maturities up to 20 years. I think perhaps they would have preferred to have had a situation where they would amalgamate as soon as this was possible or convenient, which could be up to a period of 20 years if they were going to eliminate all of the ineligible liabilities, but 10 years is an attempt to provide a limit on the time during which they are in the process of transition from an ongoing institution to a bank.

[Interpretation]

(a) si leurs conditions ne permettent pas au débiteur ...

The English version is as follows:

a) the terms thereof do not permit the debtor, at its option, to discharge,

That is the point and I think that we should seek some clarification.

The Chairman: Mr. Trudel, the French text reads as follows:

Les paragraphes (4) et (5) ne s'appliquent à toutes dettes et débetures y mentionnées que ...

However, the English text is different. The "if" is part of subparagraph a) in the French text.

Mr. Trudel: Yes, I am fully aware of that.

Mr. Clermont: Very well, Mr. Chairman.

The Chairman: Is everything all right? Mr. Martin.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais obtenir des explications au sujet de la période de dix ans. J'aimerais adresser certaines questions à M. Read à ce sujet.

Monsieur Read, d'après votre expérience, quelles exceptions ont été faites aux dispositions de la Loi sur les banques lors de constitutions en corporation antérieures qui auraient été prolongées pendant une période assez longue? De plus, pourriez-vous nous dire combien de temps cette période a duré?

M. C. L. Read: Monsieur le président, selon l'article 57 de la Loi sur les banques, le gouverneur en conseil peut accorder une période d'exemption à la limitation de 10 p. 100 aux actionnaires d'une nouvelle banque. Par exemple, une exemption de ce genre a été accordée à une banque pendant dix ans.

M. Martin: De quelle banque s'agit-il?

M. C. L. Read: Il s'agit de la Bank of Western Canada.

M. Martin: S'agit-il de la seule exemption ou du seul cas où un tel genre de disposition a été pris et portait sur une période assez longue?

M. C. L. Read: C'est le seul exemple d'une demande de la part d'une nouvelle banque pour une exemption s'étendant sur une longue période. Selon le bill C-7, qui a subi la première lecture et qui a été retiré ensuite, le gouverneur en conseil devait avoir le pouvoir d'accorder une exemption pour une période ne dépassant pas dix ans. La loi actuelle ne précise pas dix ans, mais le bill C-7 l'avait fait.

M. Martin: A mon avis, il s'agit d'une période assez longue. En tant qu'inspecteur général des banques, monsieur Read, est-ce que cela vous cause certaines inquiétudes?

M. C. L. Read: Lors de discussions avec les fondateurs de cette banque, j'ai appris que certaines de leurs obligations ne seraient échues que dans vingt ans. Je crois qu'ils auraient préféré avoir la possibilité de fusionner aussitôt que possible. En effet, cette période pourrait se prolonger jusqu'à vingt ans s'ils sont obligés d'éliminer toutes les obligations inadmissibles, mais l'exemption de dix ans tente de limiter la période de transition.

[Texte]

Mr. Martin: I have no further questions.

The Chairman: Thank you. Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, can we have a very, very short explanation from Mr. Read on Clause 10(10) dealing with confirming agreements, a very short definition.

Le président: Monsieur Clermont, ce que vous désirez, c'est une clarification de cet article-là?

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I did ask in English for a very short explanation on Clause 10(10). For me it is clear, but if I have to use another language, I will.

The Chairman: Mr. Read, would you like to comment on this?

Mr. C. L. Read: I am at a bit of a loss. This is a particularly legal...

Mr. Clermont: So you are at a loss. You cannot figure out how people who do not belong to the legal profession are...

Mr. C. L. Read: This refers to the provisions in Clause 10 in respect of the indebtedness which remains outstanding after the amalgamation, and in respect of those convertibles, and this provision provides that agreements may be made in respect to the provision of those continuing liabilities when they are taken over by the bank.

Mr. Clermont: Thank you.

The Chairman: Shall Clause 10 carry?

Clause 10 agreed to.

On Clause 11—Continuing bank

The Chairman: Shall Clause 11 carry?

Mr. Reid.

Mr. Reid (Kenora-Rainy River): Mr. Chairman, if we are on Clause 12, I have...

The Chairman: It is Clause 11. Shall Clause 11 carry?

Clause 11 agreed to.

On Clause 12—Application of Bank Act

The Chairman: Mr. Reid.

Mr. Reid (Kenora-Rainy River): I have a technical amendment, Mr. Chairman. Perhaps I could read it out. I believe it has been circulated to members. It reads as follows: that Bill S-30, an Act to incorporate Continental Bank of Canada, be amended in Clause 12, (a) by deleting line 38 and substituting the following therefor:

"construed as a reference to five hundred paid-up common"

(b) by deleting lines 43 to 48 at page 8 and lines 1 to 2 at page 9 and substituting the following therefor:

"(c) the common shares without par value of the capital stock of IAC Limited shall be deemed to have a par value of twenty dollars or such other amount as the Minister of Finance may require."

[Interprétation]

M. Martin: Je n'ai plus de question à poser.

Le président: Merci. Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, puis-je demander à M. Read de nous fournir une courte explication au sujet de l'article 10(10) ayant trait aux conventions de ratification.

The Chairman: Mr. Clermont, do you wish to obtain an explanation of the afore mentioned clause?

M. Clermont: Monsieur le président, j'ai demandé en anglais à M. Read de me fournir une courte explication au sujet de l'article 10(10). Cela me semble très clair, mais s'il me faut employer une autre langue, je le ferai.

Le président: Monsieur Read, pourriez-vous nous faire part de vos commentaires à ce sujet?

M. C. L. Read: Je suis pris au dépourvu. Il s'agit d'un aspect juridique...

M. Clermont: Vous êtes pris au dépourvu. Alors, imaginez que des personnes qui ne font pas partie de la profession juridique puissent...

M. C. L. Read: Il s'agit des dispositions de l'article 10 ayant trait aux dettes qui subsistent après la fusion et qui sont convertibles. Cette disposition prévoit que des ententes ayant trait au passif peuvent être conclues lorsque la banque les reprend.

M. Clermont: Merci.

Le président: L'article 10 est-il adopté?

Adopté.

L'article 11—Banque subsistant à la fusion.

Le président: L'article 11 est-il adopté?

Monsieur Reid.

M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur le président, si nous en sommes à l'article 12, j'ai...

Le président: Nous en sommes à l'article 11. L'article 11 est-il adopté?

Adopté.

L'article 12—Application de la Loi sur les banques.

Le président: Monsieur Reid.

M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur le président, j'ai un amendement d'ordre technique. Je pourrais peut-être le lire. Je crois que des copies ont été distribuées aux membres du Comité. Voici l'amendement: qu'on modifie l'article 12 du bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada, a) en remplaçant la ligne 40, page 8, par ce qui suit:

«actions ordinaires libérées du capital social de IAC»

b) en remplaçant les lignes 44 à 47, page 8, et 1 à 4, page 9, par ce qui suit:

«c) les actions ordinaires sans valeur au pair du capital social de IAC Limitée sont réputées avoir une valeur au pair de vingt dollars ou de tout autre montant que le Ministre des finances peut exiger.»

[Text]

The purpose of this amendment is to remove any possible sources of ambiguity in the interpretation of Clause 12 which governs the application of the Bank Act to IAC Limited.

The Chairman: Moved by Mr. Reid that Bill S-30, An Act to incorporate Continental Bank of Canada, be amended in Clause 12

• 1020

(a) by deleting line 38 and substituting the following therefor:

construed as a reference to five hundred paid-up common

(b) by deleting lines 43 to 48 at page 8 and lines 1 to 2 at page 9 and substituting the following therefor:

(c) the common shares without par value of the capital stock of IAC Limited shall be deemed to have a par value of twenty dollars or such other amount as the Minister of Finance may require.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Lambert, Edmonton West.

Mr. Lambert (Edmonton West): The first part is quite understandable. The second part, I wonder what was the motivation of this amendment, because, true enough, the reference comes out to much the same, 250 shares at \$20 each, let us say, having an aggregate value of more than \$5,000, shall be construed, but why was this turned around? Why was this turned around?

Mr. J. L. O'Brien: Perhaps I could assist, Mr. Chairman, if I am permitted.

The Chairman: Mr. O'Brien, would you move to the table, please.

Mr. J. L. O'Brien: The fact that there were preferred shares at par value had been overlooked, and everything was being transferred into common shares of no par value, so that to cover the situation where you have preferred shares with a par value, it was deemed necessary to give a deemed par value to the common shares.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right.

Mr. J. L. O'Brien: It is purely a technical amendment.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but then the latter part of paragraph (c) of Clause 12 says:

... or such other number of common shares of that capital stock as the Minister of Finance may require.

But then the reference in the amendment is:

... to have a par value of twenty dollars or such other amount as the Minister of Finance may require.

Now, you may reach the same objective, but I was wondering by what means you are reaching that same objective, and that it was. It is understandable in the Bill, but there must be a very compelling reason to move this amendment. Is it only for clarification, or is it a different procedure?

[Interpretation]

Cet amendement a pour but d'éliminer toute ambiguïté dans l'interprétation de l'article 12 qui régit l'application de la Loi sur les banques à IAC Limitée.

Le président: M. Reid propose que l'on modifie l'article 12 du bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada,

a) en remplaçant la ligne 40 page 8, par ce qui suit:

«actions ordinaires libérées du capital social de IAC»

b) en remplaçant les lignes 44 à 47, page 8, et 1 à 4, page 9, par ce qui suit:

c) les actions ordinaires sans valeur au pair du capital social de IAC Limitée sont réputées avoir une valeur au pair de vingt dollars ou de tout autre montant que le Ministre des finances peut exiger».

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président.

Le président: Monsieur Lambert, Edmonton Ouest.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): La première partie est fort compréhensible. Je me demande toutefois quel est le but de la deuxième partie de cet amendement, puisque le résultat est à peu près le même, soit 250 actions à \$20 chacune, ayant par exemple une valeur totale supérieure à \$5,000, mais pourquoi apporter ce changement?

M. J. L. O'Brien: Peut-être que je pourrais vous aider, monsieur le président, si vous le permettez.

Le président: Monsieur O'Brien, voulez-vous vous approcher de la table, s'il vous plaît.

M. J. L. O'Brien: On n'avait pas tenu compte du fait qu'il y avait des actions privilégiées au pair, et l'on avait tout transféré sous forme d'actions ordinaires sans valeur au pair, de sorte que dans une situation où il existe des actions privilégiées ayant une valeur au pair, il est nécessaire de donner l'équivalent d'une valeur au pair aux actions ordinaires.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien.

M. J. L. O'Brien: Il s'agit là d'un amendement purement technique.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, mais la dernière partie de l'alinéa c) de l'article 12 stipule:

... ou tout autre nombre d'actions de ce capital social que le Ministre des finances peut exiger.

Mais l'amendement, lui, stipule:

... avoir une valeur au pair de \$20 ou de tout autre montant que le Ministre des finances peut exiger.

On atteindra peut-être ainsi le même objectif, mais je me demandais par quel moyen on y parviendra. La question est compréhensible dans ce bill, mais il doit y avoir une raison pour laquelle vous proposez cet amendement. Est-ce uniquement pour préciser l'article ou pour une autre raison?

[Texte]

The Chairman: Mr. O'Brien.

Mr. J. L. O'Brien: Perhaps I was not sufficiently clear the first time. Sir, there are now outstanding in IAC preferred shares of a par value of \$100. Without this amendment, all shares would be deemed to be no par value common shares.

Mr. Lambert (Edmonton West): Thank you.

The Chairman: All right.

Amendment agreed to.

Clause 12 as amended agreed to.

Clauses 13 and 14 agreed to.

On Clause 15—*Exceptions to Bank Act*

Mr. Lambert (Edmonton West): I have an amendment. This is the same type of amendment that was moved at Clause 7, and it is as follows:

That we amend Clause 15.(1) by deleting lines 25 to 28 at page 10 and substituting the following therefor:

on the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to section 13 of the Bank Act for approval for the bank to commence the business of banking a person referred to in . . .

Et comme je l'ai dit, monsieur le président, il est nécessaire que l'administration de la nouvelle banque fasse application au gouverneur en conseil pour obtenir son certificat qui l'autorise à commencer ses affaires bancaires, et alors, la question du bureau d'administration et du personnel, des administrateurs, sera réglée conformément à l'article 7 du présent bill tel qu'amendé.

Le président: Merci monsieur Lambert.

It has been moved by Mr. Lambert, Edmonton West:

That Bill S-30, An act to incorporate Continental Bank of Canada be amended in Clause 15(1) by deleting lines 25 to 28 at page 10 and substituting the following therefor: on the day on which application is made to the Governor in Council pursuant to Section 13 of the Bank Act for approval for the bank to commence the business of banking, a person referred to in

Amendment agreed to

M. Clermont: Monsieur le président, . . .

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Une courte question à M. Read.

Le président: Sur l'amendement, monsieur Clermont?

M. Clermont: Non.

Le président: Non, sur l'article. L'amendement étant adopté . . .

Shall Clause 15 as amended carry?

[Interprétation]

Le président: Monsieur O'Brien.

M. J. L. O'Brien: Peut-être que je n'ai pas été assez précis la première fois. Monsieur, il existe à l'heure actuelle dans l'IAC des actions privilégiées non libérées ayant une valeur au pair de \$100. Sans cet amendement, toutes les actions seraient réputées être des actions ordinaires sans valeur au pair.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Merci.

Le président: Très bien.

L'amendement est adopté.

L'article 12 tel qu'amendé est adopté.

Les articles 12 et 14 sont adoptés.

Article 15—*Exceptions à la Loi sur les Banques.*

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'ai un amendement. Il s'agit du même genre d'amendement qui a été proposé à l'article 7 et, il se lit comme suit:

Qu'on modifie le paragraphe 15(1) du Bill S-30, en remplaçant les lignes 25 à 29 inclusivement, page 10, par ce qui suit:

«se terminant à la date, où la Banque demande au gouverneur en Conseil, conformément à l'article 13 de la *Loi sur les Banques*, de permettre à une banque de commencer ses opérations bancaires, une»

And as I said, Mr. Chairman, the administration of the new bank will have to apply to obtain the approval of the Governor in Council to commence the business of banking, and then, the question of the administration and personnel office, of administrators, will be settled in agreement with Section 7 of this bill as amended.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

M. Lambert, Edmonton-Ouest, propose:

Qu'on modifie le paragraphe 15(1) du Bill S-30, Loi constituant en corporation la Banque Continentale du Canada, en remplaçant les lignes 25 à 29 inclusivement, page 10, par ce qui suit: «se terminant à la date, où la Banque demande au Gouverneur en Conseil, conformément à l'article 13 de la *Loi sur les banques*, de permettre à la banque de commencer ses opérations bancaires, une»

L'amendement est adopté.

Mr. Clermont: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: I would like to ask Mr. Read a brief question.

The Chairman: On the amendment, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: No.

The Chairman: No, on the clause. The amendment having been adopted already . . .

Est-ce que l'article 15 tel qu'amendé est adopté?

[Text]

M. Clermont: Non, un instant. Bien, voici ...

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Je dis non, je n'ai seulement qu'une question.

Monsieur Read, l'article 15. (4) ... c'est article 15. (4) qui permet à tout actionnaire qui détient plus de 10 p. 100 des actions de pouvoir voter ... ce droit est-il valable pour une période de quatre ans?

Both three and four.

Mr. C. L. Read: Four years.

M. Clermont: Merci.

Voici, monsieur Read, j'ai seulement une question. Je vois ici dans les explications, que le paragraphe 15. (4) accorderait aux seuls actionnaires de IAC Limitée qui possèdent plus de 10 p. 100 des actions de IAC Limitée d'exercer leurs droits de vote afférents à ces actions durant un délai de quatre ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Alors, après quatre ans, si le même actionnaire détient encore plus de 10 p. 100 des actions, il perd son droit de vote!

Mr. C. L. Read: That is correct.

Mr. Clermont: Thank you.

Le président: Merci monsieur Clermont.

L'article 15 tel qu'amendé est-il adopté?

Article 15, tel qui amendé, adopté.

On Clause 16—*Prohibited Activities*.

Monsieur Trudel.

M. Trudel: On a accepté tantôt l'article 14 or à la fin de cet article, à la ligne 20 en dit, je vais le lire textuellement:

... those shares in the capital stock of those corporations does not make Section 16 applicable to those corporations.

La question que je veux poser est celle-ci: est-ce que les obligations financières contractuelles des compagnies qui sont mentionnées vont être assumées par la nouvelle banque?

Mr. Land: Sorry, I did not get the question, Mr. Trudel.

Le président: Voulez-vous répéter monsieur?

Mr. Trudel: Sorry, Mr. Chairman. When looking at Clause 14, I think you have to look at in the context of Clause 16. Mr. Chairman, will any contractual obligations by the corporations that are named in Clause 14 be carried over and assumed by the new bank?

Mr. Land: Mr. Chairman, with your permission I would ask counsel to answer that question, it is a technical point.

The Chairman: Mr. Baillie, would you come to the table please?

[Interpretation]

Mr. Clermont: No, one moment. Well, ...

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: I have only one question to ask.

Mr. Read, it is Clause 15 (4) which allows any shareholder having more than 10 per cent of the shares to vote ... Is this right good for a four-year period?

Pour 3 et 4 ans.

M. C. L. Read: Quatre ans.

Mr. Clermont: Thank you.

Well, Mr. Read, I only have one more question to ask. I see here in the explanation that subclause 15 (4) would grant only to those shareholders of IAC Limited who won more than 10 per cent of IAC Limited shares the possibility of exercising those voting rights pertaining to these shares during a four-year period after the adoption of this Act.

Then, after four years, if the same shareholder still holds more than 10 per cent of the shares, he loses his right to vote.

M. C. L. Read: C'est exact.

M. Clermont: Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Shall Clause 15 as amended carry?

Clause 15 as amended carried.

Article 16—*Opérations interdites*

Mr. Trudel.

Mr. Trudel: A while ago we have carried Clause 14 but at the end of that clause, at line 20, it says, and I quote:

... de ces actions du capital social de ces corporations ne leur rend pas applicables les dispositions de l'article 16 de la présente loi.

The question I would like to ask is the following. Will the financial contractual obligations of the companies that are mentioned become the responsibility of the new bank?

M. Land: Je m'excuse, je n'ai pas saisi la question, monsieur Trudel.

The Chairman: Will you please repeat, sir?

M. Trudel: Je m'excuse, monsieur le président. En examinant l'article 14, je crois qu'il soit nécessaire de se reporter au contexte de l'article 16. Monsieur le président, est-ce que la nouvelle banque sera responsable des obligations contractuelles des sociétés nommées à l'article 14?

M. Land: Monsieur le président, avec votre permission, je demanderai à notre conseiller juridique de répondre à cette question puisqu'il s'agit d'un point d'ordre technique.

Le président: Monsieur Baillie, voulez-vous vous approcher de la table s'il vous plaît?

[Texte]

Mr. James C. Baillie (Counsel, Toronto, Industrial Acceptance Corporation Limited): Mr. Chairman, as I understand the question, it is whether the contractual obligations of the insurance companies referred to in Clause 14 would be assumed by the new bank, and the answer is no.

Mr. Trudel: Thank you.

Clauses 16 and 17 agreed to.

The Chairman: Shall Clause 18 carry?

Le président: Monsieur Lambert, Edmonton-Ouest.

Mr. Lambert (Edmonton-West): Would you advise me how the bank proposes to hive off its real estate that it uses for its operating purposes, as most of the other banks have, because these will not be carried as an active asset in the balance sheet because that is not the usual practice in the banks?

Mr. Land: Mr. Chairman, IAC Limited currently has only two pieces of real estate, one of which consists of what used to be our administrative headquarters in the town of Mount Royal, Quebec, which is a relatively large building and quite a large tract of land currently in use as a divisional office of the company. The other piece of property used by the company for its purposes is in St. John's, Newfoundland, and it is a relatively low value investment. I would visualize these could be carried on because of their usefulness to the company. They would not be carried as current assets of the bank. Actually this is a subsidiary company currently which holds these, a company known as Premier Property Limited, a wholly-owned subsidiary of IAC Limited.

Mr. Lambert (Edmonton-West): Then all other branch accommodation is on a leased basis.

Mr. Land: All rented, Mr. Chairman, yes.

Mr. Lambert (Edmonton West): Has this proved to be, shall we say, secure enough or stable enough, in the experience of IAC, to guarantee you in your operations as a bank the strategic locations that you may want to acquire on a permanent basis, because leases sometimes have a bad habit of forcing people to put up a sign that says "Forced to Move" because the owner decides to do something within the terms of the lease, or they are not even prepared to renew the lease.

Mr. Land: I am sure, Mr. Chairman, that the standards which we have applied in the past in signing leases would have to be materially altered in consideration of the fact, as stated by Mr. Lambert, that this is so. At this point in time we do not contemplate the acquisition of a substantial amount of real estate for use by the bank. In the course of time and as the bank progresses this might become necessary, certainly in certain major metropolitan areas.

Mr. Lambert (Edmonton West): In other words, Continental is not about to engage early in a prestige race in major centres, as we have known other banks to have done, but effectively hived off, of course.

Mr. Land: I suspect, Mr. Chairman, that in the initial years of conversation we will be guided by the old precept that one must cut the suit to fit the cloth.

[Interprétation]

M. James C. Baillie (conseiller juridique, Toronto, Industrial Acceptance Corporation Limited): Monsieur le président, si j'ai bien compris la question, il s'agit de savoir si les obligations contractuelles des sociétés d'assurance dont il est question à l'article 14 deviendront la responsabilité de la nouvelle banque, et la réponse est négative.

M. Trudel: Merci.

Les articles 16 et 17 sont adoptés.

Le président: L'article est-il adopté?

The Chairman: Mr. Lambert, (Edmonton West).

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pouvez-vous me dire comment la banque se propose de se débarrasser des valeurs immobilières qui lui servent dans ses opérations bancaires, comme la plupart des autres banques d'ailleurs, puisqu'elles ne figureront pas au bilan comme une valeur active car habituellement les banques ne procèdent pas de cette façon?

M. Land: Monsieur le président, l'IAC Limitée ne possède à l'heure actuelle que deux propriétés foncières, dont l'une était notre siège administratif situé à ville Mont-Royal, Québec, et qui comprend un édifice assez grand construit sur un assez grand terrain qui sert présentement de bureau de district à la société. L'autre propriété dont la société se sert dans le cadre de ses activités est située à Saint-Jean, Terre-Neuve, et n'a que très peu de valeur. J'imagine que la société les conversera car elles lui sont très utiles. Elles ne seraient toutefois pas considérées comme actif courant de la banque. En fait, c'est une filiale connue sous le nom de *Premier Property Limited*, filiale à part entière de l'IAC Limited, qui possède ces propriétés.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Alors, tous les autres bureaux sont loués.

M. Land: En effet, monsieur le président.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Cette façon de procéder s'est-elle avérée, comment dirais-je, suffisamment stable ou sûre afin de garantir à la banque l'emplacement stratégique qu'elle voudra peut-être acquérir en permanence, puisque parfois les locataires sont forcés de déménager parce que le propriétaire décide de modifier ou simplement de ne pas renouveler le bail.

M. Land: Je suis persuadé, monsieur le président, que les normes que nous avons appliquées par le passé à la signature de nos baux devront être modifiées si ce dont M. Lambert a parlé se produisait. A l'heure actuelle, nous n'envisageons pas l'acquisition d'une quantité considérable de valeurs immobilières aux fins de la banque. Au fur et à mesure que la banque grandira, cela sera peut-être nécessaire, surtout dans les grands centres métropolitains.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Autrement dit, la Banque Continentale n'est pas sur le point de s'engager dans une course au prestige dans les grands centres, comme d'autres banques l'ont fait, même si cela semble avoir cessé maintenant.

M. Land: J'imagine, monsieur le président, que dans les premières années de la conversion nous tenterons de suivre le vieil adage selon lequel il vaut mieux savoir tirer partie de ce que l'on a.

[Text]

Clause 18 agreed to.

L'article 19.

Clause 19 agreed to.

The Chairman: Shall Clause 20 carry?

Monsieur Lambert, (Bellechasse).

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, l'article 20 nous reporte à l'article 7(4) de la présente loi et prévoit que si la banque ne se conforme pas aux exigences de la loi qui régit les banques à charte, le ministre des Finances pourra retirer les exceptions qui auront été accordées en vertu de la présente loi.

Puis-je demander à M. le président de IAC ceci: y a-t-il une formalité de prévue afin d'informer le public du moment où IAC cessera ces opérations? IAC limitée devra-t-elle également, en cessant ses opérations émettre un avis public quelconque en vertu d'une loi que je ne peux pas citer là, et publier dans la gazette officielle cet avis annonçant que les opérations d'IAC et de ses filiales sont totalement terminées?

Mr. Land: Mr. Chairman, IAC will not immediately cease all operations. This is the purpose of . . .

• 1035

M. Lambert (Bellechasse): Je comprends, mais lorsque la banque sera en opération définitivement . . .

Mr. Land: It is contemplated, Mr. Chairman, that IAC with its current business and its obligations outstanding, will continue to be an active business except that it will be forbidden by the terms of this bill from doing anything which is eligible for a bank. In the course of time when the merger between IAC and the bank occurs, of course, there will be obviously adequate notice given because the shareholders of IAC will then become shareholders of the bank. As far as publication now that IAC is ceasing business, we have not done this.

However, we have already drawn up plans for announcement of the bank and its functions. From the day on which a licence is granted, the bank will be a functioning organization and you may be very sure, Mr. Chairman, that the public will be well apprised of this situation because it is in the interests of the bank obviously to do so. But I do not think we would give any formal notice that IAC is terminated until such time as the actual amalgamation takes place.

M. Lambert (Bellechasse): Si je pose cette question, monsieur le président, c'est justement parce qu'en vertu de ce bill, vous allez jouir d'un privilège; vous n'êtes pas tenu d'en informer le public mais dans l'intérêt général, je pense qu'il serait tout à fait logique, même si la loi ne vous en oblige pas, de donner ces informations. Car nous vous donnons, le Parlement vous donne, de par cette loi, des privilèges consentis uniquement aux banques à charte. Si en opérant à titre de banque à charte, on découvre qu'à un moment donné, pour quelque raison que ce soit, IAC continue certaines opérations ou certaines de ses filiales continuent certaines de ces opérations, je pense qu'à ce moment-là le public n'est pas suffisamment protégé. Alors il ne faudrait tout de même pas que les parlementaires vous accordent des privilèges qui seraient de nature à tromper le public sur les opérations de ces institutions financières. C'est pour cette raison que je pose ma question et je vous en remercie.

[Interpretation]

L'article 18 est adopté.

On Clause 19.

L'article 19 est adopté.

Le président: L'article 20 est-il adopté?

Mr. Lambert, Bellechasse.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, Clause 20 refers to Section 7(4) of this Act and states that if the bank does not abide by the Chartered Bank Act, the Minister of Finance may withdraw the exceptions that have been granted by this Act.

May I ask the President of IAC whether anything has been devised to inform the public of the date when IAC will cease its activities? When and if it does, will IAC Limited issue a public notice, in accordance with some legislation that I am unable to quote at the moment, and publish that notice in the official Gazette so that the public will know that the activities of IAC and its subsidiaries have come to an end?

M. Land: Monsieur le président, IAC ne mettra pas immédiatement fin à toutes ses activités. C'est justement l'objectif . . .

Mr. Lambert (Bellechasse): I understand, but when the bank will finally be operating—

M. Land: On envisage, monsieur le président, que IAC, étant donné ses activités actuelles et ses obligations non réglées, poursuivra son commerce en se conformant toutefois aux termes de ce projet de loi qui lui interdisent de se livrer aux activités réservées aux banques. D'ici la fusion de IAC et de la banque, des avis seront évidemment publiés car les actionnaires de IAC deviendront alors actionnaires de la banque. Quant à annoncer publiquement que IAC doit mettre fin à ses activités, nous ne l'avons pas encore fait.

Toutefois, nous avons déjà dressé des plans pour lancer la nouvelle de la création de la banque et de ses fonctions. Le jour où la licence sera accordée, la banque sera en état de fonctionner et vous pouvez être assuré, monsieur le président, que le public sera bien informé de la situation. Il y va d'ailleurs de l'intérêt de la banque elle-même. Mais je ne pense pas que nous annonçons de façon officielle que IAC cesse ses activités tant que la fusion ne sera pas chose faite.

Mr. Lambert (Bellechasse): If I am asking this question, Mr. Chairman, it is precisely because, according to this bill, you are going to be privileged; you do not have to inform the public, but I think that in the general interest, it would be quite logical to give this information even though you are not legislatively obliged to do so. Because we are giving you, Parliament is giving you, through this bill, some privileges that are only granted to chartered banks. If, while operating as a chartered bank, it is discovered at a certain time, for whatever reason, that IAC or some of its subsidiaries has continued some operations, I think the public will not have been adequately protected. I do not think that members of Parliament should grant you privileges that might fool the public on the operations of these financial institutions. This is why I am asking this question and I thank you.

[Texte]

Le président: Merci, monsieur Lambert.

L'article 20 est-il adopté?

Article 20 adopté.

Is clause 21 agreed to?

Mr. Clermont.

M. Clermont: Je sais que l'article 21 est très court, mais voici ma question: pourquoi les représentants de IAC prévoient-ils qu'il n'y ait peut-être pas fusion entre les deux, hein? Parce que s'il faut que la chose arrive, je ne voudrais pas être appelé à régler tous les problèmes qui...

Mr. Land: If I understand the question correctly, Mr. Chairman, it is to the effect that if IAC sees the opportunity of amalgamation in less than 10 years?

• 1040

Mr. Clermont: My question was, Mr. Land, as the representative of IAC do you envisage that it will not be possible within 10 years to amalgamate with the bank?

Mr. Land: Mr. Chairman, we would not be subscribing to Clause 21 if we foresaw the possibility that we would not be able to do this, because this would be tantamount to running ourselves out of business.

Mr. Clermont: That clause is a kind of safety valve.

Mr. Land: It is a safety valve, Mr. Chairman, and also I believe it is intended as a reassurance in terms of our bill. We are asking for certain privileges and exemptions and by the same token we are prepared to concede that if we do not perform as we propose, then we should pay a penalty.

Mr. Clermont: Thank you.

Le président: Merci, monsieur Clermont.

Clauses 21 to 24 inclusive agreed to.

The Chairman: Shall the preamble carry?

Mr. Saltsman: Mr. Chairman, I wish to indicate that we intend to vote. I am voting against the preamble and against the bill, and we intend to do so in the House.

We do not see that the exemptions are being provided and the creation of the new bank is in any way in the public interest or provides public benefit. We think it creates a difficult precedent in view of the coming revisions to the Bank Act.

The Chairman: Thank you. Shall the preamble carry? Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I would like to make one brief comment on that point. As one who is very much in favour of seeing increasing competition in the banking areas in Canada, I think it is a healthy thing. I think probably the discussions during the course of these Committee hearings have indicated that more than one member has indicated some concern over the necessity in this particular case to set aside certain provisions of the Bank Act for as long as a period of 10 years.

[Interprétation]

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

Is Clause 20 agreed to?

Clause 20 carried.

L'article 21 est-il adopté?

Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: I know that Clause 21 is very short but I have a question: why do the representatives of IAC envisage that there might not be an amalgamation between the two? Because if this should happen, I would not want to be asked to solve all the problems that...

M. Land: Si je comprends bien la question, monsieur le président, on demande si IAC envisage la fusion en moins de dix ans...

Mr. Clermont: Non, monsieur Land, je vous demandais si, à titre de représentant de l'IAC vous envisagiez que la fusion ne puisse se faire dans les 10 ans?

M. Land: Monsieur le président, nous n'aurions pas accepté l'article 21 si nous prévoyions ne pas pouvoir fusionner car cela reviendrait à nous contraindre à cesser toute activité.

M. Clermont: Cet article est alors une sorte d'issue de secours.

M. Land: Oui, monsieur le président, et je crois qu'elle vise également à rassurer tout le monde sur la portée du projet de loi. Nous demandons certains privilèges et exemptions mais nous nous engageons par ailleurs à payer une amende si nous n'arrivons pas à nos fins.

M. Clermont: Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Articles 21 à 24 inclusivement, adoptés.

Le président: Le préambule est-il adopté?

M. Saltsman: Monsieur le président, je précise que nous avons l'intention de voter. Je vote contre le préambule et contre le projet de loi et c'est ce que nous entendons faire à la Chambre.

Nous ne pensons pas que les exemptions accordées et la création d'une nouvelle banque servent l'intérêt public ni n'avantagent en aucune façon le public. Nous pensons plutôt que cela crée un précédent peu souhaitable étant donné les révisions attendues quant à la Loi sur les banques.

Le président: Merci. Le préambule est-il adopté? Monsieur Martin.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais dire un mot à ce sujet. Étant particulièrement favorable au développement de la concurrence entre les banques canadiennes, je pense que c'est au contraire une très bonne chose. Les délibérations du comité ont montré que nombre de députés estimaient qu'il était nécessaire dans ce cas particulier de passer outre à certaines dispositions de la loi sur les banques pour une période pouvant atteindre 10 ans.

[Text]

It would certainly be my hope that indeed in the case of the Continental Bank, while wishing this bank every success as it may move into law, we are not creating a precedent that will affect either any deliberations of this Committee in terms of any other bank that may come before us, a proposed bank incorporation between now and the time of the new Bank Act, or the deliberations we will undoubtedly be having in the not too distant future relating to the revision to the Bank Act itself. I think that is an important point, and I certainly would hope that we are not creating a precedent of that sort.

Mr. Saltsman: Mr. Chairman, I wish it were as simple as all that. Surely it is grossly unfair to say that we are prepared to make these provisions for one company, anybody else who comes before us is not going to be entitled to those things. I think anyone who finds himself in a similar position or has similar arguments could with all fairness come to this Committee and say, you have done it for other people. Why are we not entitled to argue on the basis of law and justice that they be considered?

We just cannot say we are going to give it to one company and that is the end of it and nobody else is going to be heard and it is not going to be a precedent. It obviously is a precedent, and we would be wrong to take any other position. If we are prepared to do it for one group of people, we have to be prepared to do it for others who come before us.

Le président: Monsieur Lambert, Bellechasse.

M. Lambert (Bellechasse): Merci, monsieur le président. J'approuve les remarques de mon collègue, M. Martin, de même que celles de M. Saltsman. Pour ma part, j'ai certaines réserves quant aux commentaires entendus au cours de cette séance et je crains que le précédent que nous sommes en train de créer, (parce que je crois qu'il s'agit d'un précédent) que ce précédent, dis-je, va nous apporter éventuellement certains problèmes. Si d'autres sociétés, d'autres compagnies, se présentent devant le Comité et demandent également, en vertu d'une loi, certains privilèges, nous allons être mal placés pour leur refuser.

Un deuxième point, c'est que nous allons prochainement réviser la Loi sur les banques. Alors, si nous avons accordé des privilèges à l'IAC et puis que lors de la révision de la loi, nous nous rendons compte qu'il faut conserver pour les autres les dispositions mêmes dont nous avons voulu exempter IAC, cela va nous placer dans une mauvaise situation. Alors je pense bien qu'il est de mon devoir d'exprimer ces réserves et l'avenir nous dira où cela va nous conduire.

Merci.

• 1045

Le président: Merci, monsieur Lambert.

Preamble agreed to.

Title agreed to.

Bill S-30 as amended agreed to.

[Interpretation]

J'espère bien sûr que le cas de la Banque Continentale, à qui je souhaite d'ailleurs tout le succès possible si le projet de loi est adopté, ne créera pas un précédent qui pourrait influencer les délibérations du comité à propos d'une autre banque qui pourrait venir nous demander d'être constituées en corporation avant que la nouvelle Loi sur les banques ne soit adoptée. Je ne voudrais pas non plus que cette décision ait une incidence quelconque sur nos délibérations, vraisemblablement assez proches, sur la révision de cette Loi sur les banques. Je pense que cela est important et j'espère donc que nous ne créons pas là un précédent.

M. Saltsman: Monsieur le président, j'aimerais que les choses soient aussi simples. Il est certainement injuste de déclarer que nous sommes disposés à adopter ces dispositions pour une société mais que cela ne veut pas dire que nous accorderons les mêmes exemptions à une autre société qui viendrait nous en faire la demande. Je crois que quiconque se trouverait dans une situation similaire ou nous présenterait des arguments semblables pourrait venir nous demander de lui accorder ce que nous accordons par ce projet de loi. La loi et la justice devraient alors nous commander d'étudier leur cas.

On ne peut déclarer qu'on va accorder ce privilège à une société et que cela s'arrête là, que personne d'autre ne pourra en bénéficier et que cela ne va pas créer le précédent. De toute évidence cela en est un et nous aurions bien tort de le considérer autrement. Si nous sommes prêts à accepter cela pour un groupe, nous devons le faire pour d'autres.

The Chairman: Mr. Lambert, Bellechasse.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you, Mr. Chairman. I endorse my colleagues, Mr. Martin's and Mr. Saltsman's remarks. I indeed have some reservations about the comments heard during this meeting and I fear that the precedent that we are creating, because I do think it is a precedent, may bring about some problems. If other companies appear before this Committee also asking for certain statutory privileges, we will not be in a very good position to refuse their request.

A second point is that we are soon going to review the Bank Act. So if we guaranteed IAC certain privileges only to discover on reviewing the Bank Act that we have to retain those very provisions which apply to all the others and from which we have exempted IAC, we would be in a very difficult situation. I therefore think that it is my duty to express these reservations and the future will reveal what the results will be.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

Le préambule est adopté.

Le titre est adopté.

Le bill S-30 est adopté tel qu'amendé.

[Texte]

The Chairman: Shall I report the bill to the House?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: May I have a motion that Bill S-30 be reprinted as amended for the use of the House of Commons at report stage?

Mr. Kempling: I so move.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you, gentlemen, and good luck with your new bank.

The Committee is adjourned to the call of the Chair.

[Interprétation]

Le président: Dois-je faire rapport du bill à la Chambre?

Des voix: D'accord.

Le président: Pourrait-on proposer que le bill S-30 soit réimprimé tel qu'amendé à l'intention de la Chambre des communes lors de l'étape du rapport?

M. Kempling: Je le propose.

La motion est adoptée.

Le président: Merci, messieurs et je vous souhaite bonne chance avec votre nouvelle banque.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 86

Tuesday, March 9, 1976

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 86

Le mardi 9 mars 1976

Président: M. Roland Comtois

Government
Publication

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B)
1975-76 under FINANCE

CONCERNANT:

Budget Supplémentaire (B)
1975-1976 sous la rubrique FINANCE

APPEARING:

The Honourable Donald S. Macdonald,
Minister of Finance.

COMPARAÎT:

L'honorable Donald S. Macdonald,
Ministère des Finances.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76



Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois

Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Clarke (*Vancouver*)
Quadra)
Clermont
Corriveau
Gendron

Hees
Herbert
Joyal
Kempling
Lambert (*Bellechasse*)

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois

Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Lambert
(*Edmonton West*)
Langlois
Martin
Philbrook

Ritchie
Saltsman
Stevens
Towers
Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Thursday, February 19, 1976:

Mr. Gray replaced Mrs. Appolloni
Mr. Herbert replaced Mr. Reid

On Thursday, February 26, 1976:

Mr. Stevens replaced Mr. Scott

On Tuesday, March 2, 1976:

Mr. Hees replaced Mr. Darling

On Tuesday, March 9, 1976:

Mr. Kempling replaced Mr. Hnatyshyn
Mr. Corriveau replaced Mr. Kaplan
Mr. Langlois replaced Mr. Abbott
Mr. Gendron replaced Mr. Gray

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 19 février 1976:

M. Gray remplace M^{me} Appolloni
M. Herbert remplace M. Reid

Le jeudi 26 février 1976:

M. Stevens remplace M. Scott

Le mardi 2 mars 1976:

M. Hees remplace M. Darling

Le mardi 9 mars 1976:

M. Kempling remplace M. Hnatyshyn
M. Corriveau remplace M. Kaplan
M. Langlois remplace M. Abbott
M. Gendron remplace M. Gray

ORDER OF REFERENCE

Tuesday, March 2, 1976

Ordered,—That Vote 35b relating to Consumer and Corporate Affairs;

Votes 5b, 14b, L31b and L17b relating to Finance;

Votes 1b, 10b, L37b, 65b and 70b relating to Industry, Trade and Commerce;

Votes 1b, 5b and 10b relating to National Revenue, for the fiscal year ending March 31, 1976, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le mardi 2 mars 1976

Il est ordonné,—Que le crédit 35b, Consommation et Corporations,

les crédits 5b, 14b, L31b et L17b, Finances,

les crédits 1b, 10b, L37b, 65b et 70b, Industrie et Commerce, et

les crédits 1b, 5b et 10b, Revenu national, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, soient renvoyés au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 9, 1976
(106)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 8:20 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Comtois, Corriveau, Hees, Herbert, Kempling, Martin, Saltsman, Stevens, Towers and Trudel.

Appearing: The Honourable Donald S. Macdonald, Minister of Finance.

Witnesses: From the Department of Finance: Mr. William C. Hood, Associate Deputy Minister and Mr. H. D. Clark, Special Assistant to the Deputy Minister.

The Committee proceeded to consider its Order of Reference, dated Tuesday, March 2, 1976, which is as follows:

Ordered.—That Vote 35b relating to Consumer and Corporate Affairs; Votes 5b, 14b, L31b and L17b relating to Finance; Votes 1b, 10b, L37B, 65b and 70b relating to Industry, Trade and Commerce; Votes 1b, 5b and 10b relating to National Revenue, for the fiscal year ending March 31, 1976, be referred to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs.

The Chairman presented the FIFTEENTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure, which is as follows:

Your Sub-committee met at 11:10 o'clock a.m. Tuesday, March 9, 1976, to plan its future business in relation to its Orders of Reference relating to Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 1976 and the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1977.

Your Sub-committee agreed to make the following recommendations:

1. That SUPPLEMENTARY ESTIMATES (B) 1975-76 be considered as follows:

Tuesday, March 9, 1976 at 8:00 p.m.—FINANCE

Thursday, March 11, 1976 at 11:00 a.m.—CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

Tuesday, March 16, 1976 at 9:30 a.m.—INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE

Thursday, March 18, 1976 at 3:30 p.m.—FINANCE

Friday, March 19, 1976 at 9:30 a.m.—INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE

If it is possible to schedule an extra meeting outside the Block System, it will be scheduled during the week of March 15 to 19 to consider Supplementary Estimates (B) 12 relating to NATIONAL REVENUE.

2. That in considering the MAIN ESTIMATES 1976-1977 the following schedule be adopted:

Tuesday, March 23, 1976 at 8:00 p.m.—ECONOMIC COUNCIL OF CANADA

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 9 MARS 1976
(106)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 20 h 20 sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: MM. Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Comtois, Corriveau, Hees, Herbert, Kempling, Martin, Saltsman, Stevens, Towers et Trudel.

Comparait: L'honorable Donald S. Macdonald, ministre des Finances.

Témoins: Du ministère des Finances: M. William C. Hood, sous-ministre associé et M. H. D. Clark, adjoint spécial du sous-ministre.

Le Comité entreprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 2 mars 1976 qu'on lit comme suit:

Il est ordonné.—Que le crédit 35b, Consommation et Corporations, les crédits 5b, 14b, L31b et L17b, Finances, les crédits 1b, 10b, L37b, 65b et 70b, Industrie et Commerce, et les crédits 1b, 5b et 10b, Revenu national, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, soient renvoyés au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le président présente le quinzième rapport du sous-comité du programme et de la procédure que voici:

Votre sous-comité s'est réuni à 11 h 10 le mardi 9 mars 1976 pour organiser ses prochains travaux portant sur l'ordre de renvoi concernant le budget supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976 et le budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977.

Votre sous-comité est convenu de faire les recommandations suivantes:

1. Que LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (B) 1975-1976 soit étudié comme il suit:

Le mardi 9 mars 1976, à 20 heures,—FINANCES

Le jeudi 11 mars 1976, à 11 heures,—CONSOMMATION ET CORPORATIONS

Le mardi 16 mars 1976, à 9 h 30,—INDUSTRIE ET COMMERCE

Le jeudi 18 mars 1976, à 15 h 30,—FINANCES

Le vendredi 19 mars 1976, à 9 h 30,—INDUSTRIE ET COMMERCE

Prévoir, si possible, une autre séance en dehors du système de blocs, au cours de la semaine du 15 au 19 mars pour étudier le budget supplémentaire (B) du ministère du REVENU NATIONAL.

2. Qu'en ce qui a trait à l'étude du BUDGET PRINCIPAL 1976-1977, les priorités suivantes soient établies:

Le mardi 23 mars 1976, à 20 heures,—CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

Thursday, March 25, 1976 at 11:00 a.m.—Vote 65—
FOREIGN INVESTMENT REVIEW AGENCY

Tuesday, March 30, 1976 at 9:30 a.m.—Votes 1, 5, L15
and L20—INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE

Thursday, April 1, 1976 at 3:30 p.m.—Votes 1, L25,
L30 and L35—INDUSTRY, TRADE AND COM-
MERCE

Friday, April 2, 1976 at 9:30 a.m.—Vote 60—FEDER-
AL BUSINESS DEVELOPMENT BANK

Vote 70—STANDARDS COUNCIL OF CANADA

Tuesday, April 6, 1976 at 8:00 p.m.—FINANCE

Thursday, April 8, 1976 at 11:00 a.m.—FINANCE

Tuesday, April 13, 1976 at 9:30 a.m.—STATISTICS
CANADA

Tuesday, April 27, 1976 at 9:30 a.m.—Vote 1—NA-
TIONAL REVENUE

Thursday, April 29, 1976 at 3:30 p.m.—INDUSTRY,
TRADE AND COMMERCE

Friday, April 30, 1976 at 9:30 a.m.—Vote 5—NATION-
AL REVENUE

Tuesday, May 4, 1976 at 8:00 p.m.—FINANCE

At 11:50 o'clock a.m., the Sub-committee adjourned to the
call of the Chair.

Mr. Cafik moved,—That the Sub-committee Report on
Agenda and Procedure be amended by cancelling the meet-
ing scheduled for Thursday, March 11, 1976 at 11:00 a.m.
and instead additional meetings be scheduled as follows:

Wednesday, March 17, 1976 at 3:30 p.m.—NATIONAL
REVENUE

Thursday, March 18, 1976 at 8:00 p.m.—ANTI
INFLATION BOARD under CONSUMER AND
CORPORATE AFFAIRS—The Minister of Finance to
appear.

The question being put on the amendment, it was agreed
to.

And on motion of Mr. Trudel, the Fifteenth Report of the
Sub-committee on Agenda and Procedure, as amended, was
concurred in.

By unanimous consent, the Chairman called Votes 5b,
14b, L31b and L17b under FINANCE.

The Minister made a statement.

The Minister and the witnesses answered questions.

At 10:10 o'clock p.m., the Committee adjourned until 9:30
a.m. Tuesday, March 16, 1976.

Le jeudi 25 mars 1976, à 11 heures,—Crédit 65—
AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT
ÉTRANGER

Le mardi 30 mars 1976, à 9 h 30—Les crédits 1, 5, 10,
L15 et L20—INDUSTRIE ET COMMERCE

Le jeudi 1^{er} avril 1976, à 15 h 30—Les crédits 1, L25,
L30 et L35—INDUSTRIE ET COMMERCE

Le vendredi 2 avril 1976, à 9 h 30,—Crédit 60—
BANQUE FÉDÉRALE D'EXPANSION DES
ENTREPRISES COMMERCIALES

Crédit 70—CONSEIL CANADIEN DES NORMES

Le mardi 6 avril 1976, à 20 heures,—FINANCES

Le jeudi 8 avril 1976, à 11 heures,—FINANCES

Le mardi 13 avril 1976, à 9 h 30,—STATISTIQUE
CANADA

Le mardi 27 avril 1976, à 9 h 30,—crédit 1—REVENU
NATIONAL

Le jeudi 29 avril 1976, à 15 h 30,—INDUSTRIE ET
COMMERCE

Le vendredi 30 avril 1976, à 9 h 30,—Crédit 5—
REVENU NATIONAL

Le mardi 4 mai 1976, à 20 heures,—FINANCES

A 11 h 50, le sous-comité a suspendu ses travaux jusqu'à
nouvelle convocation du président.

M. Cafik propose,—Que le rapport du sous-comité du
programme et de la procédure soit modifié par l'annulation
de la séance prévue pour le jeudi 11 mars 1976, à 11 heures
et qu'il remplacera plutôt par les séances suivantes:

Le mercredi 17 mars 1976, à 15 h 30—REVENU
NATIONAL

Le jeudi 18 mars 1976, à 20 heures—COMMISSION
ANTI-INFLATION sous la rubrique CONSOMMA-
TION ET CORPORATIONS—Comparution du minis-
tre des Finances.

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

Sur motion de M. Trudel, le Quinzième rapport du sous-
comité du programme et de la procédure modifié, est
adopté.

Du consentement unanime, le président met en délibéra-
tion les crédits 5b, 14b, L31b et L17b sous la rubrique
FINANCES.

Le ministre fait une déclaration.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

A 22 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi
16 mars 1976, à 9 h 30.

Le greffier du Comité
Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, March 9, 1976.

• 2021

[Text]

The Chairman: Order. We have as our order of reference Supplementary Estimates (B). For the Fiscal year ending March 31, 1976 for the following departments—I would ask the Clerk to read the order of reference, or do you want to dispense with the order?

Some hon. Members: Dispense.

The Chairman: Dispensed.

I will read the 15th report of the subcommittee on agenda and procedure, and then delay the adoption until we have a quorum.

(See Minutes of Proceedings)

Mr. Cafik: Do you want any comments at this time, or are you going to deal with this report later?

The Chairman: Yes, I could hear comments, Mr. Cafik.

Mr. Cafik: It has been brought to my attention Mr. Chairman, that on Thursday, March 11, at 11 a.m. we have listed in the subcommittee report Consumer and Corporate Affairs, and under that it was my understanding that we intended to hear the Anti-Inflation Board. I gather that there has been a technical mistake here, in that the Anti-Inflation Board answers to Parliament through the Minister of Finance. Furthermore, it has been brought to my attention that the Minister of Finance would not be able to be with us on Thursday at 11 o'clock because of cabinet commitments. Furthermore, I am informed that Mr. Pepin, the Chairman of the Anti-Inflation Board would not be fully prepared, nor would it accord with his present scheduling arrangements, to be at a meeting of that time and date either. I would therefore respectfully suggest that we defer that meeting referred to, for Thursday, March 11 at 11 a.m., until Thursday, March 18; and in light of the fact that we cannot adjust or make a switch with March 13, because that also involves the Department of Finance, perhaps we could bring into the March 11 date a meeting with National Revenue, which we had already discussed in the steering committee as a possible alternative if someone was not available at one of these earlier dates.

The Chairman: So the change would be to . . .

• 2025

Mr. Cafik: The change, Mr. Chairman, very simply, is that on Thursday, March 11, I would propose that National Revenue be heard, and that on Thursday, March 18, we would hear Finance and the Anti-Inflation Board.

Mr. Trudel: We would have two meetings that day?

Mr. Cafik: Well, no. It could be one and the same meeting or could be two distinct meetings on that date, if you could fit it into the block system.

The Chairman: Yes, we could have one meeting in the afternoon, at 3.30, and one meeting at 8 p.m. on Thursday, March 18.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 9 mars 1976.

[Interpretation]

Le président: A l'ordre. Nous avons comme ordre de renvoi le Budget supplémentaire (B) de l'année financière qui se termine le 31 mars 1976 concernant les ministères suivants—est-ce que vous désirez que le greffier lise l'ordre de renvoi ou pouvez-vous vous en dispenser?

Des voix: Nous pouvons nous en dispenser.

Le président: Nous nous en dispensons.

Je vais lire le 15^e rapport du Sous-comité de la Procédure et de l'organisation et remettre son adoption au moment où nous aurons le quorum.

(Voir Procès-verbaux et témoignages)

M. Cafik: Est-ce que vous êtes disposé à entendre des commentaires ou avez-vous l'intention de traiter de ce rapport plus tard?

Le président: Oui, je suis prêt à entendre les commentaires, monsieur Cafik.

M. Cafik: On m'a fait remarqué, monsieur le président, que le jeudi 11 mars 11 h 00 du matin nous avons à l'ordre du jour le rapport du Sous-comité des corporations et de la consommation, or j'avais l'impression que nous devions entendre, à cette occasion, les membres de la Commission de la lutte contre l'inflation. Je crois déceler ici une erreur technique, soit que la Commission de la lutte contre l'inflation est responsable auprès du Parlement par l'entremise du ministre des Finances. En outre, on m'a signalé que le ministre des Finances ne pourrait comparaître jeudi à 11 h 00 à cause d'une réunion du Cabinet. On m'informe aussi que M. Pepin, le président de la Commission de la lutte contre l'inflation, ne sera pas parfaitement préparé et que cela ne concorde pas avec son horaire. Je propose donc que la réunion du jeudi 11 mars à 11 h 00 du matin soit reportée au jeudi 18 mars et, comme nous ne pouvons la remettre au 13 mars, parce que cela engage le ministère des Finances, peut-être pourrions-nous la fixer au 11 mars et entendre le Revenu national comme nous l'avons déjà proposé au Comité directeur, en remplacement de ceux qui ne pourraient comparaître.

Le président: La date serait donc changée à . . .

M. Cafik: Le changement, monsieur le président, serait tout simplement que le jeudi 11 mars on entende le Revenu national et le jeudi 18 mars les Finances et la Commission de la lutte contre l'inflation.

M. Trudel: Nous aurions deux séances le même jour?

M. Cafik: Non. Le tout pourrait se résumer en une ou deux séances distinctes à cette date si notre horaire le permet.

Le président: Oui, nous pourrions avoir une réunion à 5 h 30 et une autre le jeudi 18 mars à 20 h 00.

[Texte]

Mr. Cafik: That is agreeable to me.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra) : Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Further on the subject of the meeting of Thursday, March 11, at 11 a.m., there are at least three and probably four members of this Committee previously committed to attend an already slated meeting of the Public Accounts Committee at that hour, and that would also apply to the Thursday meeting of March 25, at 11 a.m., as well as that of Thursday, April 8, at 11 a.m.

The Chairman: There is a possibility that we could have Wednesday, March 17 at 3.30 p.m., and could then have National Revenue here. There will be a slot available then.

Mr. Cafik: As opposed to Thursday, March 11?

The Chairman: Yes.

Mr. Cafik: So you would propose, then, to cancel the March 11 meeting and . . .

The Chairman: Yes. Cancel the March 11 meeting and have that one meeting on Thursday, March 18 at 8 p.m.

Mr. Cafik: Yes.

The Chairman: Have two meetings that day and have another one with National Revenue on Wednesday, March 17, at 3.30 p.m.

Is it agreed?

Mr. Hees: And cut out the meeting on Thursday March 11?

The Chairman: Yes. The one on March 11 at 11 o'clock; we would cut that one out.

Mr. Hees: And substitute Tuesday . . .

The Chairman: So that the list would be: Tuesday March 9—that is tonight; then we would move to Tuesday, March 16 at 9.30 a.m., Industry, Trade and Commerce; Wednesday, March 17, 3.30 p.m., National Revenue; Thursday, March 18 at 3.30 p.m., Finance, and at 8 p.m., the Anti-Inflation Board with Finance; and then on Friday, March 19 at 9.30 a.m., Industry, Trade and Commerce. That would be the schedule for next week.

Shall the amendment as moved by Mr. Cafik be adopted?

Amendment agreed to.

The Chairman: Shall the report as amended be adopted?

Mr. Trudel: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Before you move to that, I was wondering if we should consider, for the meetings of April 6, April 8 and May 4, listing the votes as you have done for Industry, Trade and Commerce. I would propose, if this is agreeable to the meeting, that on April 6 we would have Votes 1, 5 and 10; that on April 8, we would have Votes 1 and 20; and on May 4, Votes 1 and 25. The officials could be here and address themselves to the various departments.

[Interprétation]

M. Cafik: Cela me va.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président?

Le président: Oui, monsieur Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Au sujet de la réunion qui pourrait avoir lieu le jeudi 11 mars à 11 h 00, il y a probablement trois ou même quatre membres de notre Comité qui sont déjà pris car ils doivent assister à une séance du Comité des comptes publics à cette heure-là, et de même le jeudi 25 mars et le jeudi 8 avril.

Le président: Nous pourrions peut-être nous réunir le mercredi 17 mars à 17 h 30 et entendre le Revenu national. Il y aura un creux à ce moment-là.

M. Cafik: Par opposition au jeudi 11 mars?

Le président: Oui.

M. Cafik: Vous proposeriez donc d'annuler la séance du 11 mars et . . .

Le président: Oui, annuler la séance du 11 mars et remettre la réunion au jeudi 18 mars à 20 h 00.

M. Cafik: Oui.

Le président: Nous aurions deux séances dans la journée et une autre avec le Revenu national le mercredi 17 mars à 15 h 30.

Êtes-vous d'accord?

M. Hees: Et annuler la séance du jeudi 11 mars?

Le président: Oui. La séance de 11 h 00 du 11 mars pourrait être annulée.

M. Hees: Et remplacée le mardi . . .

Le président: L'horaire serait donc le suivant: le mardi 9 mars—soit ce soir; puis nous irions au mardi 16 mars à 9 h 30 et comparaitrait les représentants du ministère de l'Industrie et du Commerce; le mercredi 17 mars à 15 h 30 ce serait le tour du Revenu national; le jeudi 18 mars à 15 h 30, les Finances; et à 20 h 00 la Commission de la lutte contre l'inflation et les Finances; et enfin, le vendredi 19 mars à 09 h 30, encore le ministère de l'Industrie et du Commerce. Ce serait l'horaire de la semaine prochaine.

Est-ce que l'amendement proposé par M. Cafik a été adopté?

L'amendement est adopté.

Le président: Est-ce que le rapport tel que modifié est adopté?

M. Trudel: Monsieur le président?

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Avant de passer à cette question, ne pourrions-nous envisager pour les séances du 6 avril, du 8 avril et du 4 mai, de dresser la liste des crédits comme vous l'avez fait pour le ministère de l'Industrie et du Commerce. Je propose, si cela convient au Comité, que nous examinions le 6 avril les crédits 1, 5 et 10; que le 8 avril, nous examinions les crédits 1 et 20; et que le 4 mai, nous examinions les crédits 1 et 25. Les représentants des ministères pourraient fournir les réponses désirées.

[Text]

The Chairman: Is it agreed that the change proposed by Mr. Trudel be accepted for these three meetings?

• 2030

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Tuesday, April 6, at 8.00 p.m. we would have from the Department of Finance Votes 1, 5 and 10; Thursday, April 8, 11.00 a.m., from Finance, Votes 1 and 20; and on Tuesday, May 4, at 8.00 p.m., Finance again, Votes 1 and 25.

Mr. Trudel: I move that the report as amended carry.

Motion agreed to.

The Chairman: We have the following votes under Finance:

DEPARTMENT OF FINANCE

Municipal Grants Program

Vote 5b—Municipal Grants—Grants to municipalities in accordance with the Municipal Grants Act and grants to municipalities in lieu of redevelopment—\$3,209,000

Special Program

Vote 14b—Special Program—(a) Payment of \$31,000 to the Foreign Claims Fund established by Finance Vote 22a, Appropriation Act No. 9, 1966—\$23,179,263

Vote L31b—to authorize the Minister, on behalf of Her Majesty in Right of Canada, in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council—\$1

Auditor General

Vote L17b—to increase from \$25,000 to \$50,000 the amount that may be outstanding at any time against the United Nations Working Capital Advance Account—\$25,000

These votes are listed in your blue book under Finance, pages 38 to 47. Is it agreed that I call all these votes at this time?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Cafik.

Mr. Cafik: No, I want to get on the questioning list. I agree with everything you are doing.

The Chairman: All right.

I would like to welcome at this time the Honourable Donald S. Macdonald, Minister of Finance, and ask him to introduce his officials.

Hon. Donald S. Macdonald (Minister of Finance): Thank you, Mr. Chairman. On my immediate right is Mr. Bill Hood, Associate Deputy Minister of Finance; on Mr. Hood's right is Mr. Steve Handfield-Jones, Assistant Deputy Minister, Fiscal Policy and Economic Analysis. Accompanying us is a group of officials, all whose names are household words in counting houses and credit bureaux across the country. They are here to support us in these particular estimates, as the circumstances may require.

[Interpretation]

Le président: Est-ce que vous acceptez le changement proposé par M. Trudel pour ces trois séances?

Des voix: D'accord.

Le président: Le mardi 6 avril à 20 h 00, nous étudierons les crédits 1, 5 et 10 du ministère des Finances; le jeudi 8 avril à 11 h 00 du matin, les crédits 1 et 20 des Finances; et le mardi 4 mai à 20 h 00, nous étudierons les crédits 1 et 25 du ministère des Finances également.

M. Trudel: Je propose que le rapport tel que modifié soit adopté.

La motion est adoptée.

Le président: Nous avons à étudier les crédits suivants des Finances:

MINISTÈRE

Programme des subventions aux municipalités

Crédit 5b—Subventions aux municipalités—Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités et subventions aux municipalités en remplacement des frais de réaménagement—\$3,209,000

Programme spécial

Crédit 14b—Programme spécial—(a) Paiement de \$31,000 à la Caisse des réclamations étrangères, établie par le crédit 22a (Finances) de la Loi des subsides n° 9 de 1966—\$23,179,263

Crédit L31b—Pour autoriser le Ministre, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, à garantir un prêt ne dépassant pas \$2,000,000 à l'Association récréative du service civil d'Ottawa—\$1

Auditeur général

Crédit L17b—Pour porter de \$25,000 à \$50,00 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances du fonds de roulement des Nations Unies—\$25,000

Ces crédits sont énumérés dans votre Livre bleu à la rubrique des Finances, pages 38 à 47. Acceptez-vous que je vous propose tous ces crédits en même temps?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Cafik.

M. Cafik: Non, je veux être inscrit sur la liste. Je suis d'accord avec tout ce que vous faites.

Le président: Très bien.

J'aimerais souhaiter maintenant la bienvenue à l'honorable Donald S. Macdonald, ministre des Finances, et lui demander de présenter ses collaborateurs.

L'honorable Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Merci, monsieur le président. Voici, à ma droite, M. Bill Hood, sous-ministre associé des Finances; à la droite de M. Hood, M. Steve Handfield-Jones, sous-ministre adjoint de la politique fiscale et de l'analyse économique. Nous sommes accompagnés d'un groupe de hauts fonctionnaires réputés qui ont déjà fait leur armes dans les chambres de compensation et les bureaux de crédit du pays. Ils viennent nous prêter leur appui.

[Texte]

If I could, Mr. Chairman, I would like to give a quick tour d'horizon of the amounts involved here to explain the background to them. I am sure members will want to come back to specific items.

Referring first to Vote 5b, Municipal Grants. Members, of course, will be familiar with the provisions of Section 125 of the British North America Act, which makes it impossible for provinces or municipalities to tax federal property. Under federal statute, however, the federal government pays to municipalities or, in the appropriate case, to a province, grants in lieu of taxes for such portions of federal real property as are within the municipality or province. The elements involved here are increases—this is a customary item every year—resulting in taxation, or increases in amounts paid in lieu of taxation, resulting from an increase in the 1975 property tax rate in various provinces across the country; or taxation put on new federal construction or property acquisition during the year 1975; and, in some cases, also the finalization of outstanding tax accounts, or grants in lieu of tax accounts, from previous years. As I said, these are in relation to both the municipalities and the provinces. The item is broken down under the activity: the *municipalities*, \$2,909,000; the *provinces*, \$300,000.

Moving to page 40 of the Supplementary Estimates: the Public Debt Program—an amount of \$155 million. The first of the items there under the activity is an amount in excess of \$72 million. It substantially represents additional interest payable in respect of the Canada Savings Bond issue of last fall, plus additional interest payable in relation to additional treasury bill issues. That is the amount of \$72.3 million.

• 2035

The item for \$82 million referred to as Interest on Other Liabilities is substantially two amounts: one is to make good a larger than expected actuarial deficiency credit in the Canadian Forces Superannuation Account; second, amounts involved to accommodate the changes in the Government of Canada annuities which as members will recall were increased by a substantial amount during the current session of Parliament.

The next of the items is with regard to the Fiscal Transfer Payments Program and it is of some complexity. Perhaps I could dispose of the easiest first with respect to the Public Utilities Income Tax Transfer Act. This is income tax normally collected from corporations involved in the distribution and generation of electrical energy, gas and steam to the public. That amount is normally paid to the provinces because of the profit squeeze experienced by public utilities due to fixed rates in the face of inflationary cost increases. This is actually estimated to reduce the federal tax and so this is a negative amount rather than a positive amount that is accounted for in the estimates.

Shifting over to the Fiscal Transfer Payments Program and dealing with the items *seriatim*: first there is an amount payable in respect of equalization payments to the provinces. There is actually a decrease of \$78.8 million in equalization payments resulting primarily from a decrease of approximately \$873 million in estimated provincial revenues to be equalized.

[Interprétation]

Si vous le permettez, monsieur le président, j'aimerais faire un rapide tour d'horizon et expliquer l'origine des montants réclamés. Les membres du Comité voudront sans aucun doute obtenir davantage de précisions sur certains postes.

Et, d'abord, passons au crédit 5b: Programme des subventions aux municipalités, je rappelle simplement les dispositions de l'article 125 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui vous est familier et qui interdit aux provinces et aux municipalités de taxer la propriété fédérale. En vertu du statut fédéral, toutefois, le gouvernement fédéral paie aux municipalités ou, à la province, des subventions au lieu de taxes sur la propriété foncière fédérale à l'intérieur d'une municipalité ou d'une province. Ce qui retient notre intérêt ici, ce sont les augmentations—régulières d'une année à l'autre—résultant de l'imposition ou de la hausse du montant versé au lieu de l'impôt, et qui provient d'une hausse en 1975 du taux d'imposition sur la propriété foncière dans diverses provinces canadiennes, la taxe qui accompagne la construction de nouveaux immeubles fédéraux ou l'acquisition de terrains durant l'année 1975 et, dans certains cas, le paiement définitif de taxes dues, ou subventions au lieu d'imposition des années antérieures. Ceci s'applique, comme je l'ai dit, tant aux municipalités qu'aux provinces. La répartition se fait par activité: \$2,900,000 pour les municipalités et \$300,000 pour les provinces.

Passons à la page 41 du Budget supplémentaire: Programme du service de la dette publique, nous remarquons un montant de 155 millions de dollars. Le premier des postes inscrits sous la rubrique «Activité» est de l'ordre de plus de 72 millions de dollars. Cela représente en grande partie le surplus d'intérêt à payer sur les obligations d'épargne du Canada émises l'automne dernier et l'intérêt supplémentaire sur d'autres bons du Trésor, cela se chiffre à environ 72,3 millions de dollars.

Le poste de 82 millions de dollars d'intérêt sur le reste du passif comprend surtout deux montants: l'un pour combler un déficit de la Caisse de retraite des Forces armées canadiennes et, l'autre, pour tenir compte des changements du Canada du Régime des rentes, sur l'État décrétés par le Gouvernement durant la présente session du Parlement, augmentation notable comme vous le savez.

Les postes suivants relatifs au programme des transferts fiscaux sont plutôt complexes. Je pourrais peut-être commencer par le plus facile, celui des services d'utilité publique et de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu. C'est l'impôt sur les corporations qui produisent et fournissent l'énergie électrique, le gaz et la vapeur. Ce montant est ordinairement payé par les provinces, parce que la marge de bénéfices est si faible que les taux fixes ne combleront pas la hausse des coûts dus à l'inflation. On présume que cela réduit l'impôt fédéral et constitue un poste négatif plutôt que positif du budget.

Quant aux programmes de transfert fiscal, notons d'abord les paiements de péréquation aux provinces réduits de 78,8 millions de dollars par suite principalement d'une baisse de quelque 873 millions de dollars des revenus provinciaux exigeant la péréquation.

[Text]

With a slowdown in the provincial economies and due to tax reductions such as Alberta's reduction of its individual income tax and Ontario's temporary reduction of its sales tax rate, the provincial revenues decreased and for that reason the equalization liability on the federal government decreased.

The next item covered here is under Part V of the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act, a payment normally payable to the provincial governments, a provincial share of federal tax on 1971 undistributed income on hand, and here the main estimates provided \$14 million to cover the share to be paid to the provinces. The actual data shows that the provincial 20 per cent share payable in 1975-76 is \$14.04 million so this is an additional \$40,000 over that originally estimated.

The next item is with regard to Part IV of the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act and that is the revenue guarantee. Under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act to encourage a uniform income tax system throughout Canada, the federal government guaranteed that any province which followed federal tax reform proposals would receive as much as they would have received under the pretax reform structure. So the present estimate provides for an additional expenditure of \$120.5 million, which with the \$340 million in the main estimates, means total federal payment to the provinces collectively under the revenue guarantee of \$460.5 million.

I have referred to the Public Utilities Income Tax Transfer Act. Payments under the Oil Export Tax Act refer to the export tax that was charged against Canadian oil exported during the six-month period October 1973 to March 1974. This particular amount was tied up with pending litigation between oil company and National Revenue. The litigation has now been settled and the supplementary payment of \$206,000 provides for payment to the four oil-exporting provinces in respect of their share of that particular tax.

• 2040

Moving on to the statutory payments to Quebec under the Established Programs (Interim Arrangements) Act, members will recall again that this is an arrangement that was offered by the federal government but taken up only by the Province of Quebec, under which the province had transferred tax points but was entitled to receive — transferred tax points in respect of a number of provincial programs which in other provinces are dealt with by cost-sharing arrangements, in this particular case hospital costs and payments in the welfare field. What the federal government has done is to abate its taxation in favour of the provincial taxation in the particular province. But if the value of the abatement falls short of the cost which the federal government would have borne had the province not assumed responsibility for a program, an operating cost adjustment payment is made to the province. This represents an increase of \$71,400,000 in the cash adjustment for 1975-76, first because of an increase in hospitals costs due to a salary settlement, and secondly because employees in the hospital and welfare field came under a provincial superannuation plan.

[Interpretation]

Le ralentissement de l'économie provinciale et la réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers, par exemple en Alberta, et la réduction provisoire en Ontario du taux de la taxe de vente, ont diminué les revenus des provinces, diminuant de ce fait les paiements de péréquation du gouvernement fédéral.

Le poste suivant, qui découle de la partie V de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et payé d'habitude aux gouvernements provinciaux, représente la part de l'impôt fédéral sur le revenu non-réparti de 1976 à verser aux provinces et que le budget principal estimait de l'ordre de 14 millions de dollars. Les données absolues indiquent que les 20 p. 100 payables aux provinces en 1975-1976 se chiffrent à 14,04 millions de dollars, soit \$40,000 de plus que la première estimation.

Le poste suivant touche la partie IV de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces qui garantissent le revenu. En vertu de cette loi, et afin d'encourager un régime uniforme d'impôt sur le revenu au Canada, le gouvernement fédéral garantit, à toute province qui se conforme aux dispositions fédérales concernant l'impôt, un montant égal à celui qu'elle recevait avant la réforme fiscale. Ce crédit prévoit donc une dépense supplémentaire de 120,5 millions de dollars, qui, ajoutée aux 340 millions de dollars du budget principal, représente un paiement global du fédéral aux provinces de l'ordre de 460,5 millions de dollars au titre de la garantie du revenu.

J'ai parlé de la Loi du transfert de l'impôt sur le revenu des services d'utilité publique. Les paiements versés en vertu de la Loi de l'impôt sur l'exportation du pétrole concernent l'impôt sur l'exportation du pétrole canadien durant le semestre compris entre octobre 1973 et mars 1974. Ce montant a été mis en réserve en attendant le règlement du litige entre la compagnie pétrolière et le Revenu national. Le litige est maintenant réglé, et la somme supplémentaire de \$206,000 constitue le paiement aux quatre provinces exportatrices de pétrole; le paiement est proportionnel à la part qu'elles ont dans cette taxe en question.

Passons maintenant au service voté au Québec suivant les dispositions de la Loi sur les programmes établis (arrangements provisoires). Vous vous rappellerez qu'il s'agit d'un arrangement fiscal offert par le gouvernement fédéral à toutes les provinces, mais que seule le Québec a accepté. Aux termes de cet arrangement, la province a transféré certains secteurs d'impôt portant sur plusieurs programmes provinciaux qui, dans les autres provinces, sont des programmes à coûts partagés; il s'agit ici des coûts d'hôpitaux des programmes de bien-être social. Le gouvernement fédéral a décidé de réduire son impôt en faveur de l'impôt provincial dans la province de Québec. Toutefois, si l'abattement s'avère inférieur au coût pris en charge par le gouvernement au cas où la province n'assumerait pas la responsabilité de ce programme, on devra verser à la province une somme destinée à compenser les coûts de fonctionnement. Cette somme représente une augmentation de \$71,400,000 pour 1975-1976, en raison de la hausse des coûts d'hôpitaux qu'a entraînée une négociation salariale et, deuxièmement, parce que les employés des hôpitaux et des services sociaux sont assujettis à un régime de retraite provincial.

[Texte]

The next item is with regard to the activities of the Foreign Claims Commission. Members will recall that in relation to a number of outstanding claims, either by the Government of Canada or by persons within Canada entitled under international law to be regarded as entitled to benefits of Canadian citizenship, there are claims outstanding against a number of foreign countries, including not only Romania as mentioned in this particular item but also with respect to a number of other Eastern European countries.

Mr. Handfield-Jones is it just Romania, this particular one?

Mr. S. Handfield-Jones (Assistant Deputy Minister, Fiscal Policy and Economic Analysis Branch, Department of Finance): I think Mr. Clark knows the details.

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, perhaps if there is a specific question we can deal with it. But it is really in relation to discharging of liabilities of the foreign countries to Canada or to Canadians. This is the supplementary estimate to provide for the discharging of an outstanding obligation of the Government of Romania, one that was created immediately after the First World War and which has fallen into arrears since 1940. As a result of this arrangement with Romania, the amount of this debt is now being written off the books of the Government of Canada.

The final item is Vote L31b to authorize a guarantee of a loan of \$2 million to the Ottawa Civil Service Recreational Association. The RA, as it is known, as members will recall, provides recreation services for public servants in Ottawa. The federal government policy does not give room for a financial payment to the RA in this respect, but they are being accommodated by a guarantee of their bank loan to a commercial bank which will enable them to construct additional facilities.

So that is, Mr. Chairman, a quick tour of the items outstanding. We would be glad to elaborate on any or all of these.

The Chairman: Thank you, Mr. Macdonald. On my list I have Mr. Stevens, followed by Mr. Cafik.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, perhaps we could come back to the statutory item, interest and annual amortization of bond discounts, referred to by the Minister. I was wondering if the Minister or one of his officials could give a breakdown of what is the total unmatured debt referred to in one of the subheadings, and what is the total of the other liabilities referred in another subheading. While they are doing that, could they tell us what is the effective rate of interest, the average rate of interest that these two amounts represent with regard to the unmatured debt and the other liability heading?

Mr. Chairman, while the officials are looking that up perhaps I could put a question to the Minister.

When the former minister of finance brought in his June 23 budget he referred to capital requirements being approximately \$5 billion. I believe the Minister before us tonight has confirmed that he would anticipate that that would be the capital requirement of the government.

[Interprétation]

Nous passons ensuite au crédit concernant les activités de la Commission des réclamations étrangères. Un certain nombre de réclamations sont en instance, soit de la part du gouvernement du Canada ou de la part de personnes résidant au Canada qui, en vertu du droit international, peuvent se prévaloir de certains bénéfices de par leur citoyenneté canadienne; il existe quelques réclamations en instance concernant un certain nombre de pays, non seulement la Roumanie, comme le mentionne ce crédit-ci, mais aussi certain autres pays de l'Europe de l'Est.

Monsieur Handfield-Jones, s'agit-il simplement de la Roumanie?

M. S. Handfield-Jones (sous-ministre adjoint, Direction de l'analyse économique et de la politique fiscale, ministère des Finances): M. Clark pourra vous répondre en détail.

M. Macdonald (Rosedale): Eh bien, si l'on nous pose une question précise, nous essaierons d'y répondre. Il s'agit surtout d'acquitter les dettes des pays étrangers envers le Canada ou les Canadiens. Ce crédit supplémentaire vise à faire annuler une dette en souffrance du gouvernement de la Roumanie, dette qui a été créée immédiatement après la première guerre mondiale et qui porte un arriéré depuis 1940. Cet accord conclu avec la Roumanie prévoit que la totalité de la dette est rayée des registres du gouvernement du Canada.

Passons au dernier postes, le crédit L31b qui doit autoriser le ministre à garantir un prêt de 2 millions de dollars à l'Association récréative du service civil d'Ottawa. L'AR, comme on l'appelle, offre des services récréatifs aux fonctionnaires d'Ottawa. A ce point de vue, la politique du gouvernement fédéral ne prévoit pas verser un paiement en espèces à l'Association, mais prévoit la garantie d'un prêt bancaire auprès d'une banque commerciale, prêt qui lui permettra de construire des installations supplémentaires.

Monsieur le président, j'ai fait un tour d'horizon rapide des postes en souffrance. Nous serons heureux de donner plus de détails, si c'est nécessaire.

Le président: Merci, monsieur Macdonald. J'ai d'abord M. Stevens sur ma liste, puis M. Cafik.

M. Stevens: Monsieur le président, je voudrais revenir au service voté—intérêt et amortissement annuel d'escomptes sur les obligations. Le ministre ou l'un de ses collègues pourrait-il nous donner une ventilation de la totalité de la dette non échue signalée dans les sous-titres, et nous expliquer ce que sont les autres exigibilités mentionnées par la suite. En même temps, pourrait-il nous dire quel est le taux d'intérêt en vigueur, et le taux d'intérêt moyen que représentent ces deux sommes, eu égard à la dette non échue et aux autres exigibilités?

Monsieur le président, pendant que les représentants du Ministère préparent leur réponse, j'aimerais poser une autre question au ministre.

Lorsque l'ancien ministre des Finances a présenté son budget, le 23 juin, il a mentionné des besoins en capitaux d'environ 5 milliards de dollars. Le ministre actuel nous a ensuite déclaré ce soir qu'il s'attendait à ce que l'on atteigne bien ce chiffre.

[Text]

In view of the fact that spending estimates have jumped by \$1.856 billion, would the Minister indicate if he is now prepared to revise his estimate of cash requirements for the current fiscal year that we are in, 1976?

• 2045

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, the estimate that we would make at the moment is for a cash requirement in the current fiscal year of 1975-76 of somewhere between \$5.5 billion and \$6 billion.

Mr. Stevens: Would the Minister indicate what he would anticipate the cash requirement would be for the fiscal year ending in 1977?

Mr. Macdonald (Rosedale): Of course, Mr. Chairman, this would be subject to whatever specific provisions are made in the forthcoming budget, but it would be somewhere of the same order.

Mr. Stevens: In view of the fact then that we are contemplating cash requirements of \$11 billion to \$12 billion in these two years, would the Minister indicate if he feels that there will be undue pressure brought to bear by the federal government on the capital markets of the nation?

Mr. Macdonald (Rosedale): I think, Mr. Stevens, the conclusion generally would be that there would not be undue pressure as a result of this financing. Certainly, I think, the experience up to this point on meeting the current year's requirements is that we have been able to cover them and cover them quite successfully, not only in a highly successful short-term fund raising under the Canada savings bonds but in a number of the longer-term bond issues.

Mr. Stevens: But I think the Minister would agree that in covering your cash needs you have relied heavily on Canada savings bonds as opposed to other types of funding. Is this not an undesirable trend to have so much of the federal debt building up on a demand basis as opposed to a relatively longer-term basis?

Mr. Macdonald (Rosedale): I think you would try to provide a balance between the two Mr. Stevens. I do not know if Dr. Hood would like to comment at all on the relative division between short- and long-term debts. It is about a third in Canada savings bonds.

I suppose one might argue that at a time of relatively high interest rates and with some hope that with the reduction in the rate of inflation in Canada the rates might go down, that perhaps holding it in short-term rather than in long-term is not disadvantageous.

Mr. Stevens: Would the Minister indicate this: if there is a one-third ratio right now, is that looked upon by the department as a ceiling that should not be exceeded, or are you prepared to go significantly higher with the Canada savings bond type of funding?

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not think one could regard it as being a fixed ceiling. There are obviously some upward amounts beyond which you would not want to go in short-term obligations because to move into this area, for example, would be to deprive deposit-taking institutions of some of their liquidity. I think it is hard to say that there is a fixed ceiling of a third, or a fixed figure that we would put on it.

[Interpretation]

Étant donné que les dépenses ont grimpé de 1,856 milliards de dollars par rapport aux prévisions, le ministre est-il prêt à réviser le chiffre de l'année financière 1976?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, nous estimons actuellement que les prévisions pour l'année financière 1975-1976 se situeront entre 5.5 et 6 milliards de dollars.

M. Stevens: Le ministre peut-il nous dire quelles sont ses prévisions pour l'année financière se terminant en 1977?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, cela dépendra des dispositions précises qui seront rajoutées au prochain budget, mais je suppose que le chiffre sera du même ordre.

M. Stevens: Comme les prévisions pour ces deux années seront d'environ 11 à 12 milliards de dollars, le ministre pense-t-il que certaines pressions exagérées s'exerceront sur le gouvernement fédéral au sein des marchés canadiens de capitaux?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Stevens, nous avons pu conclure en général qu'il ne s'exercerait aucune pression inopportune par suite de ce mode de financement. Nous avons jusqu'à présent réussi fort bien à répondre aux besoins de l'année en cours, non seulement en recueillant des fonds à court terme grâce aux obligations d'épargne du Canada, mais aussi grâce à l'émission d'obligations à long terme.

M. Stevens: Le ministre conviendra certainement que, pour répondre aux besoins, il a eu recours aux obligations d'épargne du Canada plus qu'à tout autre mode de financement. Le fait que la dette fédérale dépende de la demande plutôt que des dettes à plus long terme, n'est pas très souhaitable, n'est-ce-pas?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Stevens, il faudrait arriver à établir un équilibre entre les deux types de dette. M. Hood voudra peut-être expliquer la division relative existant entre les dettes à court terme et les dettes à long terme. Elles correspondent à environ un tiers des obligations d'épargne au Canada.

A une époque où le taux d'intérêt est relativement élevé, et si l'on espère que la réduction du taux d'inflation entraînera la réduction des taux d'intérêt, le fait d'avoir des dettes à court terme plutôt qu'à long terme ne constitue pas en soi un inconvénient.

M. Stevens: Monsieur le ministre, le ministère des Finances estime-t-il que le rapport d'un tiers constitue un plafond qui ne devrait pas être dépassé, ou est-il prêt à le dépasser encore de beaucoup par le financement d'obligations d'épargne du Canada?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne considère pas ce rapport comme un plafond fixe. Il est évident qu'on ne voudrait pas dépasser un certain niveau avec des obligations à court terme parce que cela pourrait, par exemple, priver les institutions de dépôt d'une certaine partie de leur liquidité. Mais on ne peut pas dire que le plafond est fixé à un tiers ou à quelque autre chiffre.

[Texte]

Mr. Stevens: Mr. Minister in relation to the bank rate increase and the prime lending rates of several of the banks having now gone up in response to that bank rate increase, would you indicate that a contributing factor that influenced you and the Bank of Canada in raising domestic rates was the need for federal government funding in the coming months?

• 2050

Mr. Macdonald (Rosedale): I think the words of the Governor are really to be taken on their face; to refer to his release of last Friday, the Governor said that the Bank is firmly committed to a policy of keeping the rate of monetary expansion within limits.

Mr. Stevens: But, surely, an interest rate increase has nothing directly to do with keeping monetary increases within limits?

Mr. Macdonald (Rosedale): Excuse me, Mr. Stevens, it has everything to do with that. This is the instrument by which the Bank of Canada is in a position to control the size and the growth of the M-1, or monetary mass in Canada...

Mr. Stevens: Mr. Macdonald, are you seriously suggesting to this Committee that the control of reserves in our chartered banks is not a much more effective way of controlling the monetary growth in this country than any control that might, indirectly, come from an increase of interest rates?

Mr. Macdonald (Rosedale): Dr. Hood might like to comment on this, but you are really talking about the same thing, Mr. Stevens. If you are going to control the amount of money available by increasing the reserves, for example, you are obviously are going to be depriving some potential borrowers of the benefits of those particular funds. From there, you have then to move to some appropriate mechanism of choosing between them which of course is the interest rate itself. This is the mechanism, rather than any attempt at direct controls by the Bank, by which the size of the M-1 is controlled.

Mr. Stevens: I would suggest that you are fudging what happened Friday with your reply, Mr. Macdonald. The fact is if the Bank of Canada wished to constrict they could do so very effectively through their control over the reserves in our chartered banks. What you are saying is that the indirect consequence of that will be rising interest rates. That may be so, but that is totally different from the Bank of Canada's announcing, arbitrarily, a bank rate increase as far as interest rates are concerned.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Stevens, you, I take it, in turn are not denying that if there were an increase in the reserve requirements this would bring about an increase in the bank's interest rate charges to its customers. What the Governor has really done in this particular case is to set a target by reason of the bank rate itself, in effect in support of the public statement he had made as to his intentions with regard to monetary supply.

Mr. Stevens: I think it is the most backward way of approaching it.

But to come to the initial point I was making concerning the increase of the bank rate, would you not agree that a contributing factor, in your mind, in agreeing to the Bank's increasing the rate and to the Bank's actually increasing the rate, was the need for federal funding to the extent of, you say, \$5.5 to \$6 billion in the coming fiscal year?

[Interprétation]

M. Stevens: Devant l'augmentation des taux bancaires et, par conséquent, l'augmentation des taux de base des prêts dans plusieurs banques, diriez-vous que l'un des facteurs qui vous ont influencés à hausser les taux vous et la Banque du Canada, c'était le besoin d'avoir suffisamment de fonds pour financer le gouvernement canadien dans les mois à venir?

M. Macdonald (Rosedale): Je pense que les paroles du gouverneur sont claires; dans son article de presse de vendredi dernier il a mentionné que la banque s'est fermement engagée à maintenir une politique visant à restreindre dans certaines limites le taux d'accroissement de la masse monétaire.

M. Stevens: La restriction de l'accroissement de la masse monétaire n'a aucun lien direct avec la majoration du taux d'intérêt.

M. Macdonald (Rosedale): Au contraire, monsieur Stevens, il y a un lien direct. C'est l'instrument qui permet, à la Banque du Canada de contrôler le volume et l'accroissement de la masse monétaire au pays...

M. Stevens: Monsieur Macdonald est-ce que vous essayez sérieusement de nous faire croire que le contrôle des réserves dans nos banques à charte n'est pas une façon de contrôler l'accroissement de la masse monétaire au pays beaucoup plus efficace que tout autre contrôle indirect provenant d'une majoration du taux d'intérêt?

M. Macdonald (Rosedale): Le professeur Hood voudra peut-être faire des commentaires, mais en réalité vous parlez de la même chose monsieur Stevens. Par exemple si l'on contrôle les disponibilités en augmentant les réserves on va évidemment priver de cet argent des personnes désirant emprunter. A partir de ce moment-là vous avez besoin d'un mécanisme adéquat pour choisir entre ces emprunteurs et ce mécanisme sera bien sûr le taux d'intérêt. Plutôt que d'essayer d'imposer un contrôle direct, c'est le mécanisme par lequel la banque contrôle le volume de la masse monétaire.

M. Stevens: Je crois que vous faites cadrer ce qui s'est passé vendredi avec votre réponse, monsieur Macdonald. En réalité, si la Banque du Canada veut limiter l'accroissement de la masse monétaire au pays, elle peut le faire de façon très efficace en contrôlant les réserves des banques à charte. Et vous dites que ceci provoquerait une majoration des taux d'intérêts. C'est fort possible, mais c'est une autre paire de manches lorsque la Banque du Canada annonce, de façon arbitraire, une majoration du taux bancaire.

M. Macdonald (Rosedale): A votre tour, monsieur Stevens, vous ne niez pas qu'une augmentation des réserves nécessaires aurait comme conséquence une majoration des taux d'intérêts consentis par les banques à leurs clients. En fait, dans ce cas-ci le gouverneur a fixé l'objectif par le biais du taux bancaire lui-même, à l'appui sa déclaration publique annonçant ses intentions concernant la masse monétaire.

M. Stevens: Je pense que c'est la façon la plus illogique d'aborder le problème.

Mais pour en revenir à ma question du début sur la majoration des taux bancaires, n'estimez-vous pas qu'un des facteurs vous ayant amené à accepter cette majoration du taux par la banque, est que le fédéral avait besoin de 5.5 à 6 milliards de dollars pour la prochaine année financière?

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): I would say that the prime contributing factor to the current level of the interest rate is, of course, the rate of inflation in the country . . .

Mr. Stevens: Mr. Macdonald, I said a contributing factor.

Mr. Macdonald (Rosedale): Oh, yes. And . . .

Mr. Stevens: You would agree?

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not think one can answer it in quite such simplistic terms, that is all. Certainly it would be . . .

Mr. Stevens: It is either a contributing factor or it is not. Would you agree that it is a contributing factor?

Mr. Macdonald (Rosedale): The extent to which the federal government has had to come into the market for the purpose of meeting its own requirements rather than, for example, taking it off by taxation, has made some contributions. I do not think one should exaggerate the extent to which that has been a factor, though.

Mr. Stevens: Mr. Macdonald, I was wondering if you could give the Committee any indication of the amount of foreign borrowing that has taken place over the last 12 months with respect to all institutions in Canada, be it the federal, provincial, municipal or corporate borrowing activity? Have we any ready figure on the amount of money that has been contracted with foreign lending institutions?

• 2055

Mr. Macdonald (Rosedale): Just in response to your earlier question, Mr. Stevens, I am furnished with the following figures:

at the moment, as of March 31, 1975, total unmatured debt, \$33,086 million; total of other liabilities in the context of these estimates as of March 31, 1975, \$29,609 million. The average interest rate on the unmatured debt in the period 1974-75 was 7.24 per cent.

The Chairman: Mr. Stevens, would you try to relate your questions to one of the votes under consideration?

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I anticipated your coming up with that technical argument but I would point out that the Minister, when he gave us a statement, went through everything appearing in the subsidy. I think, in fairness, if any member of this Committee wishes to question the Minister concerning the remarks he has made respecting the interest and annual amortization of bond discount, although it is a statutory item, surely the Committee has the right to question the Minister on all the items that he himself covered in his statement.

Dr. William C. Hood (Associate Deputy Minister of Finance): Mr. Chairman, may I answer the question of Mr. Stevens? I am about to quote a figure for the calendar year 1975, which is the issues of negotiable securities in the United States or in other foreign countries. In that calendar year the figure was \$4.250 billion, that is net new issues of securities.

Mr. Stevens: Have you any comparable figure for January and February?

Dr. Hood: The figure for January is about \$711 million. I do not have the figures for February here.

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): Je dirais que le facteur principal du taux actuel d'intérêt est bien sûr le taux d'inflation au pays.

M. Stevens: Monsieur Macdonald, j'ai dit un facteur.

M. Macdonald (Rosedale): Ah oui. Et . . .

M. Stevens: Seriez-vous d'accord?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne pense pas qu'on puisse répondre à cette question en termes aussi simples c'est tout. Ce serait certainement . . .

M. Stevens: Est-ce que c'est l'un des facteurs oui ou non. Seriez-vous d'accord pour dire que c'est l'un des facteurs?

M. Macdonald (Rosedale): Le fait que le fédéral a dû emprunter pour faire face à ses propres besoins plutôt que d'augmenter les impôts y a jusqu'à un certain point contribué. Mais je pense qu'on ne devrait pas exagérer l'importance de cet élément.

M. Stevens: Monsieur Macdonald, est-ce que vous pourriez renseigner ce Comité sur le montant des prêts faits à l'étranger depuis les 12 derniers mois en ce qui concerne toutes les institutions canadiennes, qu'elles soient fédérales, provinciales, municipales ou qu'il s'agisse de sociétés? Avez-vous des chiffres indiquant les montants empruntés à des organismes de prêts étrangers?

M. Macdonald (Rosedale): En réponse à votre question précédente, monsieur Stevens, on vient de me donner les chiffres suivants:

Présentement, en date du 31 mars, 1975, total des emprunts non échus, \$33,086 millions; total de l'ensemble des autres dettes dans le contexte de ce budget en date du 31 mars, 1975, \$29,609 millions. Le taux d'intérêt moyen sur les emprunts non échus pour la période 1974-1975 était de 7.24 p. 100.

Le président: Monsieur Stevens, pourriez-vous nous dire à quel crédit se rapporte votre question?

M. Stevens: Monsieur le président, j'avais prévu cet argument technique, mais je vous fais remarquer que le ministre dans sa déclaration a touché à tout ce qui apparaît sous cette rubrique. Si un membre de ce comité désire questionner le ministre sur les remarques qu'il a faites concernant les intérêts et l'amortissement annuel des escomptes, bien que ce soit un poste du budget, c'est son droit. Le Comité a le droit de questionner le ministre sur tous les postes dont lui-même a parlé dans sa déclaration.

Professeur William C. Hood (sous-ministre adjoint aux finances): Monsieur le président, puis-je répondre à la question de M. Stevens? Je vais citer des chiffres de l'année civile 1975 à propos des titres négociables aux États-Unis, et dans d'autres pays étrangers. Les nouvelles émissions nettes de titres pour cette année civile étaient de \$4,250 milliards.

M. Stevens: Avez-vous ces chiffres pour janvier et février?

Professeur Hood: Je n'ai pas ces chiffres pour le mois de février, mais pour janvier c'est environ \$711 millions.

[Texte]

Mr. Stevens: So, in a 13-month period then, 12 months of 1975 and one month of 1976, \$5 billion has been borrowed from foreign concerns by Canadians?

Dr. Hood: Pretty close, pretty close. Four point nine I make it.

Mr. Stevens: Mr. Minister, in dealing again with the increase of the bank rate and anticipating not only the federal government demands but also that we may have a further trade deficit in the current year of \$4 billion, would you indicate to the Committee if a further contributing factor to the bank-rate increase was the fact that you anticipate further foreign borrowing at a level comparable to what we have had in the past year, referred to as about a \$5 billion borrowing in a 13-month period?

The Chairman: That will be your last question.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, it is difficult to relate the two points that Mr. Stevens makes. I would have to go back to the point that the Governor has made, namely that to have a monetary policy that would support the anti-inflation program we are going to have to run a restrictive monetary policy, if one can refer to one that is operating between the parameters of 10 and 15 per cent as restrictive. In that sense, as I have said, there is going to be upward pressure in interest rates to achieve that. It seems to me that there is really not much more to be said about it.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, may I just have a supplementary to that question? Mr. Minister, is it not a contributing factor, if you wish to attract foreign funds to Canada, that our domestic rates be relatively high in relation to world rates, and that that is the contributing factor to your decision to raise the bank rate in the country.

Mr. Macdonald (Rosedale): No. That has not been the objective of monetary policy. The Governor's objective has been the objective he set out in his statement of last Friday.

• 2100

The Chairman: Mr. Cafik, followed by Mr. Kempling.

Mr. Cafik: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Macdonald, I would like to raise a couple of questions on Vote 5b and the application of the Municipal Grants Act, in relation to a rather serious problem in my own constituency with respect to the application of this particular law. You may recall that I have corresponded with you in the past on this subject of municipal grants, and your most recent reply to me did indicate that you would be looking into the matter further.

To put the question in proper perspective, the Municipal Grants Act provides for the Crown to make a grant in lieu of taxes. However, in cases where the federal property is leased out to others, the municipality or the agency concerned, whatever level of government it might be, is obligated to collect the taxes directly from the person who leases the property from the Crown. There is a caveat within the Municipal Grants Act which, by my interpretation, allows the Minister to make an exception to that if he so chooses.

[Interprétation]

M. Stevens: Donc pour une période de 13 mois, soit 12 mois en 1975 et un mois en 1976, des Canadiens ont emprunté à des organismes de prêts étrangers 5 milliards de dollars?

Professeur Hood: Presque. Plus précisément 4.9.

M. Stevens: Monsieur le ministre, pour revenir à la majoration du taux bancaire, en prévision non seulement des besoins du gouvernement fédéral mais aussi d'un plus grand déficit commercial pour l'année, soit de l'ordre de 4 milliards de dollars, pouvez-vous dire au comité si le fait d'avoir prévu pour l'année prochaine d'autres emprunts étrangers à un niveau comparable à celui de l'année passée, lequel était d'environ 5 milliards de dollars pour une période de treize mois, n'a pas contribué à la majoration du taux bancaire?

Le président: Ce sera votre dernière question.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, il est difficile de faire le lien entre les deux questions soulevées par M. Stevens. Je vais devoir revenir aux propos du gouverneur c'est-à-dire que si la politique monétaire doit appuyer le programme anti-inflation, nous devons adopter une politique monétaire restrictive, si l'on peut appeler restrictive une politique monétaire basée sur un pourcentage de 10 à 15 p. 100. Dans ce sens-là, comme je l'ai dit, il y aura des pressions pour majorer le taux d'intérêt afin d'atteindre ce but. Il me semble qu'on ne peut pas ajouter grand-chose là-dessus.

M. Stevens: Monsieur le président, puis-je poser une question complémentaire? Monsieur le ministre, pour attirer des investissements étrangers au Canada notre taux d'intérêt doit être relativement plus élevé que le taux mondial mais est-ce que ceci n'a pas contribué à la décision de majorer le taux bancaire.

M. Macdonald (Rosedale): Non, ce n'était pas le but de la politique monétaire. Le but du Gouverneur est celui mentionné dans sa déclaration de vendredi dernier.

Le président: M. Cafik, suivi de M. Kempling.

M. Cafik: Merci, monsieur le président.

Monsieur Macdonald, j'aurais quelques questions sur le crédit 5b et la Loi sur les subventions aux municipalités, questions qui portent plus précisément sur le problème assez grave que pose dans ma circonscription l'application de cette loi. Vous vous souviendrez peut-être que je vous ai déjà écrit au sujet des subventions aux municipalités et dans votre dernière lettre vous m'avez dit que vous étudiez la question plus en détail.

Afin de situer la question dans son contexte, disons que la Loi sur les subventions aux municipalités permet à la Couronne d'accorder une subvention au lieu de payer des taxes. Toutefois, dans les cas où les propriétés fédérales sont louées à d'autres, la municipalité ou l'agence intéressée, quel que soit le niveau de gouvernement, est obligée de percevoir les taxes directement auprès de la personne qui loue la propriété de la Couronne. Il y a une opposition à l'intérieur de la Loi sur les subventions aux municipalités qui, selon moi, permet au Ministre d'y déroger s'il le désire.

[Text]

The question that bothers me considerably is in relation to the Pickering airport. In this particular case the federal government has expropriated 18,000 acres of land. A large part of that land has been leased back to individual farmers or residents. In those particular cases the individual who has leased the property is obligated to pay the taxes to the municipality. The municipality feels aggrieved by this particular procedure because they have no leverage to collect the taxes. They cannot go and take over the property for back taxes because the Crown itself owns the property.

This is aggravated further in this unique circumstance by the fact that those who were expropriated for the property and are leasing it back feel rightly or wrongly that they have a grievance against the Crown and therefore are using whatever methods they can lay their hands on in order to frustrate whatever the government may legitimately or illegitimately attempt to do. Thus they refuse to pay their taxes to the municipality.

The municipality is in the position that it cannot enforce payment because it does not have access to the property directly. They go to the Crown and ask for a grant in lieu of taxes and the Crown of course responds, saying the Municipal Grants Act does not provide for a grant under these circumstances.

The real point is this. Under these unique circumstances, Mr. Macdonald, I would very strongly urge you to give consideration to making the exemption which you are entitled to do under the Act, and in fact to make a grant in lieu of taxes for these specific pieces of property. If the Crown wishes to recover that money, they can do so through other means, by adding on an additional amount in terms of the lease rate to recover the amount they presumed they would have to pay to the municipality in lieu of taxes itself.

I wonder, Mr. Macdonald, if you have given any thought to this particular problem, that you might explain what is going to happen or what is happening within the department in connection with that very serious problem which has frustrated our relationships with the municipalities, not only of Pickering but of Markham and others.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Cafik, I would not want to discourage you in this regard, but then I do not want to encourage you too much either.

I would say the position that you have, as you mentioned, set out to me previously is one that we have been giving some consideration to, and upon which we have not come to a final conclusion. Perhaps I could mention some of the relevant factors at this point. There is no doubt that you are correct in saying the Minister could make grants under the Municipal Grants Act, but this would set a precedent that we would be reluctant to acknowledge. Generally speaking we have not paid on tenant-occupied properties anywhere in Canada, and there are thousands of such leases. There would be difficult administrative problems if we were to pay. It is related in part to the fact that the tenants are actually liable for taxes and they would still be liable even if we actually paid grants.

• 2105

Some of the occupants at Pickering are not taxable because they have not yet settled with Public Works and they do not yet have leases. In these cases we do pay grants to the municipality. However, once leases are entered into

[Interpretation]

La question qui me préoccupe touche à l'aéroport de Pickering. Dans ce cas, le gouvernement fédéral a exproprié 18,000 acres de terrain. Une grande partie de ces terres ont été louées à des fermiers ou à des résidents. Ces locataires sont obligés de payer les taxes municipales. La municipalité déplore cette procédure puisqu'elle n'a aucun pouvoir de percevoir ces taxes. On ne peut pas saisir ces propriétés pour arrérages de taxes puisqu'elles appartiennent à la Couronne.

C'est d'autant plus compliqué que les personnes expropriées qui sont devenues locataires des mêmes terrains pensent, à tort ou à raison, qu'elles ont un grief contre la Couronne et utilisent tous les moyens dont elles disposent pour contrecarrer toute action administrative, légitime ou non. Donc, elles refusent de payer des taxes à la municipalité.

La municipalité ne peut pas obliger les gens à payer parce qu'elle n'a aucun droit sur ces propriétés. Elle demande à la Couronne une subvention au lieu des taxes et la Couronne lui répond en disant que la Loi sur les subventions municipales ne prévoit pas de subventions dans de telles circonstances.

Le fond de la question est le suivant. Dans des circonstances uniques, monsieur Macdonald, j'insisterais beaucoup pour que vous accordiez cette dérogation que la loi vous permet de faire, et que vous accordiez une subvention au lieu des taxes pour ces terrains. La Couronne si elle le désire peut recouvrer l'argent par d'autres moyens en augmentant la location en fonction de la somme qu'elle verserait en subventions à la municipalité à la place des taxes.

Je me demande, monsieur Macdonald, si vous avez pensé à cet aspect du problème et à ce que fera le ministère par rapport à ce problème très grave qui a aigri nos relations avec les municipalités, non seulement de Pickering mais entre autres Markham.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Cafik, je ne veux pas vous décourager mais je ne veux pas vous encourager non plus.

Je dirais que nous avons beaucoup étudié la situation dont vous m'avez fait part et que nous n'avons pas encore abouti à une conclusion. Je pourrais peut-être mentionner quelques-uns des facteurs importants. Sans aucun doute vous avez raison lorsque vous dites que le Ministre pourrait octroyer une subvention selon la Loi sur les subventions aux municipalités mais ceci créerait un précédent et nous n'y sommes pas prêts. De façon générale, nous n'avons jamais rien versé pour des propriétés en location et il y en a des milliers. Si nous décidions de payer, cela susciterait de graves problèmes administratifs. C'est partiellement dû au fait que les locataires sont présentement imposables et qu'ils le demeureraient même si nous versions des subventions.

Certains des locataires de Pickering ne sont pas imposables parce qu'ils n'ont pas encore conclu d'entente avec les Travaux publics et qu'ils n'ont pas encore de bail. Dans ce cas nous versons des subventions aux municipalités. Tou-

[Texte]

the occupants become taxable and the responsibility for grant payment is theirs. As I say, I have noted your suggestion that in effect we might pay the grants in lieu of taxes and then charge the tenant a higher rent to recover it to the Crown. It is a question that I have undertaken to consider on your behalf, but I do not want, by having said so, to encourage you to early expectations in this regard.

Mr. Cafik: No. I wonder whether I could make a point, not by way of argument, Mr. Minister. You have made really two or three points here that I would like to comment upon.

Number one is that I think you implied that the individual taxpayer or, in this particular instance, the one who has leased the property from the Crown would be under some legal obligation to pay the taxes, even if a grant in lieu of was paid in respect to that particular property. I know of no such legal base for that position. You might have that checked out if that appears to be an impediment to your moving in a given direction, because I know of no basis in law that would require them to pay taxes in any legal way to the municipality if the federal government were to act in the way that I have suggested.

The second point is the precedent argument and it is one that concerns me a bit. I can certainly understand a great concern by the federal government in light of the magnitude of this problem across Canada. But this particular expropriation, a huge one involving an enormous tract of land, where there have been all the upset relationships that already exist, has given rise to a rather unique occurrence. That is the willingness of local people simply to not pay the tax because they feel aggrieved. I do not think that is the traditional attitude of one who would lease land from the Crown, and therefore perhaps it could be done in this unique way without having to become a precedent in the global sense of the term.

The third point that was raised is in connection with our paying grants in lieu of taxes for those with whom we have not entered leases because their cases have not been settled with Public Works. To my knowledge I know of no instance where that is in fact the case. If the criterion were settlement with the Crown, then no one would be renting at all. There would not be a handful of cases out of hundreds that have been settled with the Crown in terms of amount of compensation. So that has not been the basis.

In the instances where, in fact, leases exist where there has been no settlement with the Crown, and there have been lots of those,—oh, pardon me, I should say where there has not been a lease with the Crown, the Crown is still not paying grants in lieu of taxes because they are saying that the individual owes that money in spite of the fact that he has not signed the lease. That seems to me to be at least a technical violation of the Municipal Grants Act and that question might be looked at as to how it in fact is being applied.

I have one more question on this, but maybe the Minister would like to respond to those points I have raised.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Cafik, I believe our interpretation of the law is correct, but I would be glad to re-examine it in the light of your comment.

[Interprétation]

tefois lorsque les baux sont signés les locataires deviennent imposables et la responsabilité du versement des subventions leur revient. Comme je l'ai dit, j'ai pris bonne note de votre suggestion selon laquelle nous pourrions en effet verser des subventions pour remplacer les taxes et ensuite majorer le loyer à la Couronne de récupérer son argent. C'est une question que j'étudie pour vous mais je ne veux pas vous donner de vains espoirs.

M. Cafik: Non, vous avez soulevé deux ou trois questions que j'aimerais commenter monsieur le ministre.

Premièrement je pense que vous avez laissé entendre que le contribuable ou dans ce cas-ci le locataire de la Couronne serait légalement obligé de payer des taxes même si une subvention était versée en compensation des taxes de cette propriété. Juridiquement je ne connais rien sur quoi on peut se baser pour défendre cette position. Vous ferez bien de vérifier cela si c'est ce qui vous empêche de vous orienter dans une certaine direction parce que je ne connais aucune raison légale qui les obligerait à payer des taxes à la municipalité si le gouvernement fédéral agissait de la façon que je lui ai suggérée.

Le deuxième point qui me concerne un peu c'est l'argument précédent. Je comprends certainement l'inquiétude du gouvernement fédéral quant à l'ampleur de ce problème à travers le pays. Mais dans le cas de cette expropriation touchant une énorme étendue de terres et où toutes les relations ont été bouleversées, on a créé une situation particulière. C'est-à-dire la volonté de ces gens de simplement ne pas payer de taxes parce qu'ils se sentent lésés. Je ne pense pas que ce soit l'attitude traditionnelle de ceux qui louent des terrains à la Couronne, donc on pourrait agir de cette façon sans créer de précédent.

Le troisième point soulevé concerne les subventions que nous payons au lieu des taxes pour ceux qui n'ont pas encore signé leur bail parce que leur cas n'a pas été réglé avec les Travaux publics. À ma connaissance il n'y a pas de cas semblable. Si le critère était une entente avec la Couronne il n'y aurait pas de location du tout. Il ne resterait même pas une poignée de cas sur les centaines qui ont été réglés avec la Couronne en termes d'indemnisation. Alors ce n'est pas une raison.

Dans les cas où il y a un bail et où il n'y a pas eu d'arrangement avec la Couronne, or ces cas sont nombreux,—excusez-moi, je devrais dire que lorsqu'il n'y a pas eu de bail signé avec la Couronne, celui-ci ne verse pas de subvention en compensation des taxes parce qu'elle maintient que le locataire est responsable même s'il n'a pas signé de bail. Cela me semble pour le moins une violation technique de la Loi sur les subventions aux municipalités et on pourrait étudier la façon dont on applique cette loi.

J'ai une autre question sur le même sujet mais vous aimerez peut-être mieux répondre à celle que je viens de soulever.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Cafik, je crois que notre interprétation de la loi est correcte mais je serais heureux de la réétudier à la lumière de vos observations.

[Text]

Mr. Cafik: Okay.

Now there is one other problem related to this too, but in rather a remote way. I think it is more of an equity argument than it is an argument of the law itself. It surrounds what would appear to be a rather modest problem, but it is not modest to those municipalities that are affected, and particularly Pickering.

It so happens that in the neighbourhood of the expropriated area a community exists called Brougham. Brougham is largely expropriated as well. But in that community existed a volunteer fire department, and that fire department looked after the fire needs of the local community, including all the expropriation area. Now, the municipality is in the unenviable position of having to set up a permanent fire fighting department in that particular area because, as a result of expropriation, the volunteers who normally served on that fire department, and did a good job, are no longer available for the use of the municipality. Consequently, the municipality is faced with the need to hire three full-time fire fighters to replace that which was previously volunteered. Now, it would seem to me that that is a direct consequence on taxation in the area as a result of expropriation, and perhaps in some way, if there was a disposition to do so, that kind of consideration should perhaps be taken into account when determining the amount of grants in lieu of taxes

• 2110

Mr. Macdonald (Rosedale): Thank you, Mr. Cafik. I think probably the provision of parallel services, if that was to be under consideration, would have to be dealt with either by my colleague, the Minister of Transport, or the Minister of Public Works. I would be glad to bring this representation to his attention and remind my advisers here of the argument when the time comes to review the situation.

Mr. Cafik: I have attempted the other routes and I have found that perhaps you might be more amenable to these arguments of equity than I have found some of our colleagues to be. In any event, on behalf of my constituents I am prepared to make representations to any source in the hope that I might find a responsive ear.

Mr. Macdonald (Rosedale): I have noticed that in many areas, Mr. Cafik, about your representations.

Mr. Cafik: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Cafik.

Mr. Saltzman: I wonder if I might just make a short sentence on this. I hope the Minister does establish a precedent because then we can go after the provincial government, who have done the same thing with their regionalization of government. You establish the precedent and we will sue the provincial government.

Mr. Macdonald (Rosedale): I would be very careful about establishing precedents in any direction.

The Chairman: Thank you, Mr. Cafik. Mr. Kempling, followed by Mr. Herbert.

Mr. Kempling: Thank you, Mr. Chairman. I want to ask the Minister some questions on particular items in Supplementary Estimates (B) but for a moment I just would like to go back to these interest rates and so forth that my colleague Mr. Stevens was discussing. The latest reading I have is that the Bank of Canada were issuing money at an annual rate of about 16.5 per cent. I find a great deal of

[Interpretation]

M. Cafik: Très bien.

Maintenant il y a un autre problème qui se rattache à ceci mais pas d'aussi près. Je pense que c'est une question d'équité plutôt que de droit. Cela peut paraître un problème modeste mais cela ne l'est pas pour les municipalités concernées et particulièrement Pickering.

Il se trouve que dans le voisinage de la région expropriée il y a une localité qui s'appelle Brougham. Brougham a également subi beaucoup d'expropriations. Mais il y avait dans cette localité un service d'incendie constitué de volontaires qui répondait aux besoins de cette localité y compris toute la région expropriée. Maintenant la municipalité est obligée de créer une station permanente de sapeurs-pompiers pour desservir la région, les volontaires qui jusqu'à présent assuraient ce service à la satisfaction de tous, n'étant plus à la disposition de la municipalité en raison de l'expropriation. La municipalité va donc devoir engager trois sapeurs-pompiers à plein temps. Voilà un résultat direct de l'expropriation dont il faudrait, je trouve, tenir compte lors du calcul des subventions destinées à remplacer les taxes.

M. Macdonald (Rosedale): Je vous remercie, monsieur Cafik. Les services parallèles relèvent de la compétence du ministre des Transports ou du ministre des Travaux publics. Mais je me ferais un plaisir de signaler ce fait à leur attention ainsi qu'à celle de mes conseillers lorsque le moment sera venu d'examiner cette situation.

M. Cafik: J'ai pensé que vous seriez peut-être plus sensible que certains de vos collègues à un argument fondé sur les principes de justice. Quoi qu'il en soit, je suis prêt, au nom de mes électeurs, à m'adresser à quiconque prêterait une oreille bienveillante à l'exposé de cette situation.

M. Macdonald (Rosedale): Ce n'est pas la première fois que vous procédez de cette façon monsieur Cafik.

M. Cafik: Je vous remercie monsieur le président.

Le président: Je vous remercie monsieur Cafik.

M. Saltzman: J'espère que le ministre créera ainsi un précédent, ce qui nous permettrait de poursuivre le gouvernement provincial qui a fait la même chose dans le domaine de la régionalisation.

M. Macdonald (Rosedale): J'hésiterais beaucoup avant de créer des précédents, quels qu'ils soient.

Le président: Je vous remercie, monsieur Cafik. La parole est maintenant à M. Kempling suivi par M. Herbert.

M. Kempling: Je vous remercie monsieur le président. Je voudrais poser plusieurs questions au ministre concernant certains postes figurant au Budget supplémentaire (B); mais je vais d'abord revenir au problème des taux d'intérêt soulevé par mon collègue M. Stevens. D'après les derniers renseignements obtenus, la Banque du Canada prête de l'argent à un taux annuel d'environ 16.5 p. 100. Je

[Texte]

difficulty in dealing with Mr. Bouey's statements of between 10 and 15 per cent annual increase and an objective to get down to 5 per cent—I think you mentioned that in Halifax in a speech—at some time in the future. Yet we are looking at higher and higher prime rates and consequential higher rate to the borrowers. I look down—and I am sure you are familiar with what is going on—at our neighbours to the South. I was in Washington recently and they are looking at a super prime rate of 5 per cent with triple-A rated accounts. They are increasing their money supply by 4.8 per cent annually. Much of the industrial activity in that country is being spawned by these very low interest rates from the chartered banks.

I would like your comment on how you expect our industry here to expand and pick up the slack in unemployment when they have not only high interest rates to pay at the bank for their operating accounts but a lid on top of their profits as well by the anti-inflation legislation. Where are they going? They are all concerned.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Kempling, the Governor's concern about maintaining the money supply growth within the limits he has set is the reason for his taking this step by way of a higher interest rate to check the rate of increase in institutional or bank lending in Canada. I think it has to be borne in mind that he is dealing with policy instruments which produce a result, rather than over a short monthly flow, over a rather longer flow. As I said in reply to Mr. Stevens, this of course is the instrument by which the bank is in a position to control the reserves, and of course declaration of a bank rate is an indication of the rate of lending in Canada for the institutions which will provide some kind of restraint on the increase in liabilities of the chartered banks.

• 2115

With regard to the economic conditions in the United States, I think it is fair to point out that they are substantially different from those in Canada. Looking at the American economy from a positive side, they are at the moment enjoying a lower level of inflation than we are in Canada. On the other hand, they have been in a far deeper recession than we in Canada and are still undergoing higher rates of unemployment than is the case with the Canadian economy.

I think it is correct to say—it certainly was several weeks ago—that the prime concern of the Federal Reserve Bank at that time was to increase the money supply rather than reduce it, for reasons we cannot be sure of, because of the relatively less buoyant conditions there in the current quarter than we have here in Canada.

So you are looking at a different economic performance in the American economy than in Canada and for this reason you have the different results from the operation of the central bank.

Mr. Kempling: They are estimating that if their economic growth continues they will possibly go up to 7 or 7.5 per cent as far as the money supply is concerned, but that would be under certain conditions.

The thing I am concerned about is talking to people in industry who are planning long-term projects, Mr. Minister. They are having a great deal of difficulty planning long-term projects at the current rate of interest and inflation and so forth that we have in the country, and I can only say that we are certainly not going to bounce back as

[Interprétation]

ne vois pas comment concilier les déclarations de M. Bouey prévoyant une augmentation annuelle de 10 à 15 p. 100 et votre objectif, tel que vous l'avez exposé récemment dans un discours à Halifax, de ramener l'augmentation à 5 p. 100. Or l'augmentation répétée du taux d'escompte entraîne la hausse des taux bancaires. Vous connaissez bien entendu la situation aux États-Unis. Ainsi lors de mon passage récent à Washington, il y était question d'un taux d'escompte de 5 p. 100 accordé aux emprunteurs privilégiés. Par ailleurs, la masse monétaire y accuse une augmentation de 4.8 p. 100 l'an. Une part importante de l'activité industrielle de ce pays est imputable aux taux d'intérêt extrêmement bas accordés par les banques à charte.

Comment à votre avis notre industrie peut-elle assurer son expansion et résorber le chômage alors qu'elle doit payer des taux d'intérêt très élevés pour ses comptes courants, sans parler du blocage des bénéfices prévus par la Loi anti-inflation?

M. Macdonald (Rosedale): C'est pour empêcher la masse monétaire de dépasser le taux de croissance prévu que le gouverneur de la Banque du Canada a majoré le taux de l'escompte afin de restreindre le montant des prêts accordés par les banques. Il ne faut pas oublier que la manipulation du taux de l'escompte ne peut fournir des résultats qu'à long terme. Ainsi que je l'ai déjà expliqué à M. Stevens, ceci permet à la Banque du Canada de contrôler le niveau des réserves monétaires, la hausse du taux d'escompte officiel devant en principe réduire le nombre de prêts et par voie de conséquence, restreindre l'augmentation de l'endettement des banques à charte.

Quant à la situation économique aux États-Unis, celle-ci diffère sensiblement de la nôtre. Il est vrai que le taux d'inflation y est inférieur au nôtre. Par contre, la récession y a été plus grave et le taux de chômage plus élevé.

C'est vrai qu'il y a quelques semaines, la Federal Reserve Bank s'était fixé pour objectif d'accroître la masse monétaire et non pas de la réduire, sans doute en raison de la conjoncture laquelle au cours de l'actuel trimestre, a été moins favorable aux É.-U. qu'au Canada.

La situation économique n'étant pas la même aux États-Unis, les mesures prises par la banque centrale de ce pays diffèrent des nôtres.

M. Kempling: Les Américains prévoient que si leur croissance économique poursuit sur sa lancée actuelle, la masse monétaire accuserait une augmentation de 7 ou 7.5 p. 100.

Ce qui me préoccupe plus particulièrement c'est les plans à long terme de certains de nos industriels. Or, la planification à long terme est particulièrement difficile à l'heure actuelle en raison du taux élevé de l'intérêt et de la gravité de l'inflation; en dépit de la gravité de la situation enregistrée aux États-Unis tant au plan de la croissance économique

[Text]

fast as the Americans, in spite of the depth they were down to in growth and unemployment. We are certainly not going to bounce back in any comparison to them or other countries as long as our rates stay as high as they are. So there has to be some other way to get about it.

I note as well that one of the determining factors in their low interest rates was the high level of deposit accounts. In other words, the banks in the United States had tremendous amounts of money on deposit which indicated people were saving rather than spending and the money was not moving out into the marketplace because of the high interest rates they were charging. Consequently they lowered it and that seems to be the opposite to what is going on here. I am very concerned about it.

Mr. Macdonald (Rosedale): If I could just comment, Mr. Kempling, the rate of deposits in Canada has also been very high.

Mr. Kempling: I am aware of that.

Mr. Macdonald (Rosedale): I think almost historically high.

Mr. Kempling: That is right. And this is the thing I find very disturbing, that we have a high rate of deposit and yet the money is not moving out because of the high rate of interest.

Mr. Macdonald (Rosedale): I am sorry, I do not quite follow that.

Mr. Kempling: I say we are not moving our money out as fast. We have a great deal on deposit and our banks are not rolling it out as fast.

Mr. Macdonald (Rosedale): I think the observation of the central bank is the opposite. The banks were rolling out in the form of strictly commercial loans rather faster than was consistent with the monetary growth rate which the Governor had set for the economy.

Mr. Kempling: But surely the velocity of money has an effect on interest rates. It should have a dampening effect on interest rates and on the amount of money that you print. However, we can talk about this for hours and never get anywhere. I can see that because we are probably talking in hypothetical terms.

I would like to ask a couple of questions about this Vote 14b. I notice you have one of your experts here whose name you say is a household word, so if he would come to the table and talk about this Romania loan. Specifically I want to ask him about this Foreign Claims Fund and what countries are involved and, particularly, do we have any negotiations going on at the present time with Uganda on claims against Uganda by citizens who have come to Canada? I note both India and Britain have made some settlements with the Ugandan government.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Hart Clark has joined me at the table. Mr. Clark informs me that while the actual negotiation is a matter of responsibility of External Affairs, at the moment we have no negotiations under way with Uganda. These relate—I think I am right, Mr. Clark—to substantially Eastern European countries.

[Interpretation]

que du chômage, il ne fait pas de doute que la situation s'y améliorera plus rapidement que chez nous. Tant que nos taux d'intérêts resteront aussi élevés, notre redressement sera forcément plus lent que celui enregistré dans d'autres pays. Dès lors, il faut trouver d'autres solutions.

Je note par ailleurs qu'un des facteurs qui a permis de maintenir les taux d'intérêts à un niveau relativement bas aux États-Unis est l'importance des comptes de dépôt. Autrement dit, les banques américaines détenaient d'énormes montants déposés dans les comptes de dépôt, ce qui montre que les Américains épargnent plutôt que de dépenser et que les taux d'intérêts élevés encouragent la thésau-sisation plutôt que les dépenses. C'est pourquoi les banques ont décidé de réduire les taux d'intérêts alors que nous semblons nous orienter dans la voie contraire. Je trouve que c'est là une situation fort préoccupante.

M. Macdonald (Rosedale): Je vous ferai remarquer monsieur Kempling, que nos comptes de dépôt ont également été fort importants.

M. Kempling: En effet.

M. Macdonald (Rosedale): Je crois même qu'ils ont battu tous les records.

M. Kempling: C'est vrais. C'est justement ce que je trouve préoccupant, notamment qu'en dépit du niveau élevé d'épargne, l'argent ne circule pas en raison du taux d'intérêts très élevé.

M. Macdonald (Rosedale): Je ne suis pas très bien votre raisonnement.

M. Kempling: L'argent ne circule pas assez vite, des quantités trop importantes restent bloquées dans des comptes de dépôt.

M. Macdonald (Rosedale): La banque centrale semble être de l'avis contraire. En effet, les banques avaient accordé des prêts commerciaux à un taux qui n'était pas conforme au rythme de croissance de la masse monétaire tel que prévu par le gouverneur de la banque centrale.

M. Kempling: Mais vous conviendrez que la vitesse de la circulation monétaire se répercute sur les taux d'intérêts. Elle devrait notamment freiner les taux d'intérêts ainsi que le taux de croissance de la masse monétaire. Quoiqu'il en soit, nous pourrions poursuivre ce débat à l'infini sans arriver jamais à une conclusion, toutes ces hypothèses étant purement hypothétiques.

Je voudrais maintenant poser quelques questions au sujet du crédit 14b. Si vous le permettez, j'aimerais que votre expert en la matière s'approche du micro pour me donner des détails concernant le prêt accordé à la Roumanie. Pourriez-vous me donner les détails concernant la caisse de réclamations étrangères et la liste des pays intéressés, je voudrais savoir si les négociations se poursuivent actuellement avec l'Ouganda concernant les revendications de ressortissants de ce pays établis au Canada. Je sais à ce propos que l'Inde et la Grande-Bretagne ont conclu des accords à ce sujet avec le gouvernement ougandais.

M. Macdonald (Rosedale): M. Clark me signale que nous ne menons aucune négociation en ce moment avec l'Ouganda bien qu'entre parenthèses, pareille négociation relèverait du ministère des Affaires extérieures. Les négociations qui se poursuivent concernent essentiellement les pays de l'Europe de l'Est.

[Texte]

• 2120

Mr. H. D. Clark (Special Assistant to Deputy Minister, Department of Finance): That is correct, yes.

Mr. Kempling: To Lithuania, Estonia or . . .

Mr. Macdonald (Rosedale): No, those are—There is one substantial foreign power that regards them as a domestic problem.

Mr. Kempling: Oh, yes.

Mr. Macdonald (Rosedale): We deal with others that the same foreign power regards as sovereign states—Romania, Czechoslovakia, Hungary, Poland and Bulgaria.

The Chairman: One last question, Mr. Kempling.

Mr. Kempling: This loan was made to Romania after the First World War. Is that the idea?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes. You recall, in the First World War Romania . . .

Mr. Kempling: I was not around, then, in spite of my . . .

Mr. Macdonald (Rosedale): Oh, I defer, then.

Mr. Kempling: I had to check you on that.

Mr. Macdonald (Rosedale): Romania had been an ally of ours in the First World War, and this was a credit extended to Romania in the rather difficult conditions of 1919, 1920, 1921 to enable the recovery. As I understand it, the loan continued to be serviced, at least in relation to interest payments, until 1940. At that time, Romania became a belligerent on the other side and, of course, their status internationally merged into the peace treaty arrangements subsequently.

The Chairman: Thank you, Mr. Kempling.

Mr. Kempling: Thank you.

The Chairman: Mr. Herbert, followed by Mr. Saltsman, Mr. Clermont, Mr. Clarke and Mr. Stevens on the second round. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask the Minister, a question concerning the fiscal transfer payments program. He made reference to a change in taxation in the two provinces of Alberta and Ontario as the explanation for the changes that appear in these supplementary estimates. I wonder if he could expand, just in a brief form, on how these calculations are put together and how he arrived at these figures. Can he give us some brief explanation of what process he has gone through to arrive at these figures that appear in the Supplementary Estimates (B)?

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Herbert, one of the nightmares I had, when I assumed the portfolio of Minister of Finance, was that somebody would publicly ask me to explain the equalization payments. You have now put me to the test in this visit.

Mr. Herbert: I am sorry.

Mr. Macdonald (Rosedale): The equalization which, under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act is paid to the provinces for a fiscal year, is based on the estimates of, first, each province's population, second, the tax base potential of each province and, third, the total revenues that all the provinces will raise from each provincial revenue source.

[Interprétation]

M. H. D. Clark (Adjoing spécial au Sous-ministre, ministère des Finances): C'est exact.

M. Kempling: C'est-à-dire la Lituanie, l'Estonie ou . . .

M. Macdonald (Rosedale): La grande puissance intéressée considère ces questions comme relevant de ses problèmes intérieurs.

M. Kempling: D'accord.

M. Macdonald (Rosedale): Par contre, nous traitons avec d'autres pays que cet puissance considère comme étant des états souverains, c'est-à-dire la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Bulgarie.

Le président: Ce sera votre dernière question, monsieur Kempling.

M. Kempling: Le prêt avait donc été accordé à la Roumanie après la Première Guerre mondiale.

M. Macdonald (Rosedale): C'est exact. Vous vous souviendrez sans doute qu'au cours de la Première Guerre mondiale, la Roumanie . . .

M. Kempling: Je n'étais pas encore né.

M. Macdonald (Rosedale): Je m'excuse.

M. Kempling: Je tenais à faire le point.

M. Macdonald (Rosedale): La Roumanie avait donc été notre alliée durant la Première Guerre mondiale, et il s'agit du crédit qui lui avait été accordé pendant la période difficile de 1919, 1920 et 1921 pour lui permettre de redresser sa situation. Les intérêts de ce prêt ont été versés jusqu'en 1940. A cette date, la Roumanie s'étant rangée dans le camp ennemi, son statut international a été défini aux termes du traité de paix conclu par la suite.

Le président: Je vous remercie, monsieur Kempling.

M. Kempling: Je vous remercie.

Le président: La parole est maintenant à M. Herbert, suivi par M. M. Saltsman, Clermont, Clarke et Stevens pour le deuxième tour. Allez-y, monsieur Herbert.

M. Herbert: Je vous remercie, monsieur le président. Je voudrais poser une question au Ministre concernant le programme de paiements de transferts fiscaux. Il avait notamment évoqué une modification de l'impôt dans les provinces de l'Alberta et de l'Ontario pour justifier les changements intervenus dans le présent budget supplémentaire. J'aimerais savoir comment les chiffres figurant au Budget supplémentaire (B) ont été obtenus.

M. Macdonald (Rosedale): Au moment d'assumer la charge de ministre des Finances, j'avais eu un cauchemar au cours duquel une personne m'avait demandé d'expliquer en public le fonctionnement des paiements de péréquation. Et voilà que le rêve se transforme en réalité.

M. Herbert: Je le regrette vivement.

M. Macdonald (Rosedale): Les versements de péréquation prévus aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces sont calculés d'après les prévisions quant à la population de chaque province, les recettes fiscales éventuelles des provinces et également les revenus globaux de celles-ci, quel que soient les sources.

[Text]

As I mentioned, this particular case is where in two provinces—two of the “have” provinces, incidentally—Alberta, by its reduction in individual income tax by 10 points and Ontario, by its temporary reduction of its sales tax rate from seven to five per cent, the provincial tax revenues have been reduced by that much, the federal obligation to pay equalization payments to the “have-not” provinces is, therefore, reduced by as much. If you take the over-all tax capacity of the provinces together, and some of the provinces voluntarily reduce that, the obligation on the federal government to make good that tax revenue to the provinces that do not, the “have-nots” is thereby reduced.

Mr. Herbert: So when the Province of Alberta reduces its taxation because it has large revenues from other sources—natural resources in the case of Alberta—a “have-not” province gets less in equalization payments?

Mr. Macdonald (Rosedale): It gets less from the federal government in equalization payments. Just a further gloss on that, because of the reference to Alberta; because of the dramatic increase in Alberta's revenue through oil royalties and taxation of the oil industry consequent upon what is nearly a trebling of the oil price in Canada. We have also accepted—and this was done in last year's budget—a certain portion, at least, of the additional oil revenues. In fact, if the provinces en masse, by several decisions of those with substantial financial capacity, reduce the over-all provincial take, then the liability obligation on the federal side is also reduced.

Mr. Herbert: Is it, then, not an inequity that the richer the richer provinces get, the less will be funnelled by the federal government into the poorer provinces?

• 2125

Mr. Macdonald (Rosedale): It certainly is a problem, and I think I should explain, Mr. Herbert, that we are on the verge of opening negotiations with the provincial governments on the Fiscal Arrangements Act which will expire on March 31, 1977, and one of the really difficult factors in this over-all equalization system, is that there are a number of provinces—and particularly Alberta—whose total revenue has gone up dramatically and who, because of the current structure of the equalization formula, will not be under the same obligation to make the transfer payment. In a very, very substantial generalization, before the adjustment of the oil revenue, the more the oil revenue of Ontario went up, the more the residents of Ontario had to pay income tax to equalize the payments in the other provinces. And that is not exactly an equitable system or one we feel is sustainable.

Mr. Herbert: The calculations on which these figures are based are open for review, I assume.

Mr. Macdonald (Rosedale): They are, if you have enormous patience.

Mr. Herbert: What I mean by that is, the provinces who are obviously vitally concerned have access to the calculations?

Mr. Macdonald (Rosedale): Oh, indeed. Oh, indeed they do. Mr. Rubinoff reminds me that the provinces provide the data, and Statistics Canada provides the data as well.

[Interpretation]

Or, en l'occurrence, deux des provinces riches du pays, l'Alberta et l'Ontario, ayant réduit leurs recettes, la première en diminuant l'impôt provincial de 10 p. 100 et la deuxième en réduisant provisoirement la taxe de vente de 7 à 5 p. 100 avaient vu leurs recettes fiscales diminuer d'autant, ce qui a entraîné une baisse correspondante des paiements de péréquation dûs par le gouvernement fédéral aux provinces moins bien loties. En effet, si l'on totalise les recettes fiscales de l'ensemble des provinces et que certaines de celles-ci réduisent délibérément leurs recettes, cela diminue d'autant l'obligation du gouvernement fédéral de verser les paiements de péréquation aux provinces moins riches.

M. Herbert: Donc si la Province de l'Alberta décide de réduire ses impôts en raison des recettes importantes qu'elle retire de ses ressources naturelles, les provinces plus pauvres obtiendront moins sous forme de paiements de péréquation?

M. Macdonald (Rosedale): C'est exact. Encore un mot en ce qui concerne l'Alberta; le prix du pétrole ayant presque triplé au Canada, les recettes de l'Alberta provenant des redevances pétrolières et de l'impôt sur l'industrie pétrolière ont augmenté dans les mêmes proportions. Nous avons nous-mêmes d'ailleurs pris en charge une partie de ces revenus pétroliers supplémentaires. Si le montant global des recettes provinciales diminue par suite de décisions prises par les provinces les plus riches, les obligations du gouvernement fédéral diminuent de façon correspondante.

M. Herbert: Ne pensez-vous pas qu'il soit injuste que plus les provinces riches s'enrichissent, moins les provinces pauvres obtiennent du gouvernement fédéral?

M. Macdonald (Rosedale): C'est effectivement un problème et je vous signale à ce propos que nous allons bientôt engager des négociations avec les autorités provinciales concernant les dispositions de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, loi qui expire le 31 mars 1977. En effet une des difficultés du système de péréquation réside justement dans le fait que certaines provinces, et plus particulièrement l'Alberta dont les recettes globales accusent une augmentation extraordinaire, ne sont néanmoins pas tenues d'effectuer les paiements de transfert en raison de la structure actuelle du programme de péréquation. Généralement parlant, avant le rajustement des revenus pétroliers, l'augmentation des recettes pétrolières de l'Ontario entraînait une augmentation correspondante de l'impôt sur le revenu des habitants de cette province, impôt utilisé pour financer les paiements de péréquation versés aux autres provinces. Or à mon avis ce système n'est ni juste ni durable.

M. Herbert: Ces calculs pourraient toutefois faire l'objet de révision je présume.

M. Macdonald (Rosedale): Oui à condition de s'armer de patience.

M. Herbert: J'entends par là les provinces qui ont tout intérêt à connaître les modalités de calculs.

M. Macdonald (Rosedale): Certainement. M. Rubinoff me signale justement que c'est les provinces qui fournissent les données ainsi d'ailleurs que Statistique Canada.

[Texte]

Mr. Herbert: And you tell me that you recognize the inequity in this situation and that there are discussions coming up which will probably deal with this particular problem.

Mr. Macdonald (Rosedale): I am not sure that we can deal with it satisfactorily, Mr. Herbert. At least, I do not see an early solution to the matter, because they are dealing with a basic reality in Canadian public revenues at this time, that one, and perhaps two, provinces have had a dramatic increase in their public revenues, largely resource based. It is not a fault of the formula, if you like; it is the reflection of the public revenue results of resource exploitation.

Mr. Herbert: But is it not, in its simplest form, true to say that the have-not provinces are getting less because some provinces are getting richer?

Mr. Macdonald (Rosedale): They are not getting as much more as they might. In other words, the tax revenues on the whole, aggregated, have been going up.

Mr. Rubinoff is about to say something, but I think they are not getting less. Mr. Rubinoff reminds me that there has been a very substantial increase in equalization. I wonder, have we got any figures to illustrate that?

Mr. Herbert: May I suggest, Mr. Macdonald, because this is a rather complex subject and because we might give some wrong impressions in playing with figures at this moment, could you submit to us some sort of a little statistical sheet illustrating precisely what has happened during this current year that led to the original increase in the fiscal transfer payments and how this adjustment of the fiscal transfer payments? Could you give us some data sheet that we could look at to give us a better understanding of precisely what has happened?

• 2130

Mr. Macdonald (Rosedale): I think this can be done, Mr. Herbert. I think just by way of illustration of my point, the yield of the fiscal arrangements in the fiscal year 1972-73 was—it is a round figure—\$1.69 billion. It had very nearly doubled by the December estimate—well, not quite doubled, but it substantially increased to \$1.900 billion, so that is some indication that the total fund flowing to the have-not provinces had increased by a little over \$800 million.

Mr. Herbert: That is fine. I accept that but it does not get away from the point we discussed earlier that the fact that Alberta taxes were reduced because the province is becoming richer because of its natural resources has resulted in a reduction in transfer payments into the have-not provinces.

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, that has been one of the results. Of course, if, in Ontario for electoral purposes, the sales tax was reduced by two points in 1975, that also resulted in a reduction.

Mr. Herbert: Okay.

The Chairman: Your last question, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: My last question. Then I go to the subject of Vote 14b that Mr. Kempling touched on briefly. You have included the forgiveness of repayment of a loan resulting from an agreement. Is this the only basis on which you write off bad debts? Have you any assessment of the total of what might be considered doubtful debts? You maybe do not want to discuss each individual item to force a decision on it, but can you give us some global figure on what might be considered the present doubtful debt to Canada?

[Interprétation]

M. Herbert: Vous convenez donc que c'est un système injuste et que des discussions vont s'ouvrir incessamment pour chercher à résoudre ce problème.

M. Macdonald (Rosedale): Je ne sais pas si nous y parviendrons monsieur Herbert. Du moins pas dans l'immediat, car c'est un fait qu'une ou deux de nos provinces ont enregistré une augmentation énorme de leurs recettes, essentiellement grâce à la hausse du prix du pétrole. Cette évolution n'est donc pas imputable au programme lui-même mais traduit plutôt les fluctuations des prix des matières premières dont dépendent les recettes fiscales.

M. Herbert: Mais cela revient, en termes clairs, à dire que les provinces pauvres obtiennent moins parce que les provinces riches sont en train de s'enrichir?

M. Macdonald (Rosedale): Les provinces pauvres n'obtiennent pas autant qu'elles auraient pu compte tenu de l'augmentation de masse globale des recettes du pays.

M. Rubinoff voudrait ajouter quelque chose; il me signale que les paiements de péréquation ont augmenté très sensiblement. Je me demande si nous avons les chiffres à l'appui.

M. Herbert: Étant donné la complexité du sujet, je me demande s'il vous serait possible de nous remettre un tableau montrant la genèse de l'augmentation des paiements de transferts fiscaux ainsi que l'actuel rajustement de ces mêmes paiements. Pourriez-vous nous donner des chiffres pour nous permettre de mieux comprendre la question?

M. Macdonald (Rosedale): Certainement monsieur Herbert. Pour vous donner un exemple, le rendement des accords fiscaux de l'année 1972-1973 s'élevait à 1,69 milliard de dollars environ. Ce chiffre avait considérablement augmenté dans les prévisions de décembre puisqu'il s'élevait alors à 1,9 milliard de dollars. Cela vous montre donc que les fonds versés aux provinces les plus pauvres avaient augmenté d'environ 800 millions de dollars.

M. Herbert: Très bien. J'en reviens cependant à l'argument que j'avais tout à l'heure à savoir que la réduction des impôts de l'Alberta, en raison de la richesse croissante de cette province en ressources naturelles, avait entraîné une diminution des paiements de transfert aux provinces les plus pauvres.

M. Macdonald (Rosedale): Oui, vous avez raison. Cependant, la diminution de la taxe de vente en Ontario, pendant l'année électorale de 1975, avait eu les mêmes effets.

M. Herbert: D'accord.

Le président: Ce sera votre dernière question, monsieur Herbert.

M. Herbert: Très bien. Je vais alors revenir au crédit 14b que M. Kempling a tout à l'heure abordé. Ce crédit comprend l'exonération du remboursement d'un prêt octroyé conformément à un accord. Est-ce pour vous la seule façon d'éliminer une mauvaise créance? A votre avis, quel est le montant total de ce genre de dettes? Sans entrer dans les détails, vous pouvez sans doute nous donner un chiffre global?

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): The question is not about all debts written off to the Government of Canada, domestic or foreign; it is owed by other governments to the Government of Canada.

Mr. Clark, can you give any estimate on that? Is it normal to write off a debt without some kind of adjustment agreement of the kind, for example, that we had with China some years ago, or with Romania?

Mr. H. D. Clark (Special Assistant to Deputy Minister, Department of Finance): There is one other debt called an inactive debt with Greece, which would be subject to negotiation, for example.

Mr. Macdonald (Rosedale): So there is one other outstanding, but generally speaking, these debts are written off as a function of a financial renegotiation agreement with the other sovereign state. Can you give any over-all figures of the amount that would have been written off since the end of World War II, for example?

Mr. Herbert: Never mind the write-off; I am more interested in what has not been written off.

Mr. Macdonald (Rosedale): There is the Greek debt that has not yet been written off. I do not know if we can remember the ...

Mr. Herbert: For example, what is older than 20 years?

An hon. Member: Twenty-one.

Some hon. Members: Oh, oh!

Mr. Macdonald (Rosedale): I think I know your question but I must confess that we do not know the answer. Maybe we can fish out some of the figures on that.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert.

Mr. Saltsman followed by Mr. Clermont and Mr. Clarke.

Mr. Saltsman: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I am quite concerned about the increase in interest rates particularly as an indicator that the wage-and-price-control policies of the government are not working as effectively as they might. My understanding of the reasons for wanting some income control policy is to relieve the government of the necessity of having to rely on, let us say, monetary policy in order to control inflation. And yet these high interest rates are at such a level that they would hardly even be acceptable if you did not have a wage and price control policy let alone acceptable with one.

Mr. Macdonald (Rosedale): In a very real sense the high rates in Canada do reflect the rate of inflation in Canada. Without some effective control on the money supply, you cannot really expect that the direct controls alone will bring about a reduction in the rate of inflation in Canada. I really do not think one would call a 10 to 15 per cent rate of increase, by any historic comparison, a tight money supply; but it is slightly tighter than if you let the ...

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): La question n'est pas de savoir quels sont les montants dus au gouvernement du Canada, qu'il s'agisse de dettes nationales ou étrangères, mais plutôt de déterminer le montant des dettes contractées par d'autres gouvernements vis-à-vis du gouvernement du Canada.

Monsieur Clark, pouvez-vous nous donner un chiffre? Est-il normal d'éliminer une dette en l'absence d'un accord d'ajustement comme celui que nous avons conclu, par exemple, avec la Chine ou avec la Roumanie?

M. H. D. Clark (adjoint spécial du sous-ministre, ministère des Finances): Il existe une autre catégorie de dettes, appelées dettes inactives, comme c'est le cas de la Grèce, et ce genre de dettes fait également l'objet de négociations.

M. Macdonald (Rosedale): Il y a également les autres dettes impayées mais, de façon générale, elles sont amorties dans le cadre d'un accord financier avec l'état en question. Pourriez-vous nous donner le chiffre global des dettes qui ont été amorties depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale?

M. Herbert: Peu m'importe les dettes qui ont été amorties, je m'intéresse surtout à celles qui ne l'ont pas été.

M. Macdonald (Rosedale): La dette de la Grèce n'a pas été amortie. Je ne sais pas ...

M. Herbert: Y a-t-il des dettes de plus de 20 ans?

Une voix: Vingt-et-un.

Des voix: Oh! oh!

M. Macdonald (Rosedale): Je comprends maintenant votre question mais, malheureusement, je n'en connais pas la réponse. Nous pourrions cependant faire des recherches à ce sujet.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Herbert.

Je vais maintenant laisser la parole à M. Saltsman qui sera suivi de M. Clermont et de M. Clark.

M. Saltsman: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je constate, avec une certaine inquiétude, que l'augmentation des taux d'intérêt ne témoigne pas beaucoup de l'efficacité des politiques de contrôle des prix et des salaires du gouvernement. Il me semblait qu'un tel programme avait été imposé afin que le gouvernement ne soit plus obligé de compter sur la politique monétaire pour contrôler l'inflation. Or, des taux d'intérêt aussi élevés, qui seraient difficilement acceptables sans contrôle des prix et des salaires, le sont encore moins avec un programme de ce genre.

M. Macdonald (Rosedale): Ces taux élevés au Canada reflètent exactement le taux d'inflation de notre pays. Sans un contrôle réel de l'argent en circulation, vous ne pouvez réellement espérer que des contrôles directs pourront, à eux seuls, entraîner une réduction du taux d'inflation au Canada. Si l'on se réfère au passé, je ne pense pas qu'un taux d'augmentation de 10 à 15 p. 100 indique que l'argent est rare; certes, il est peut-être un peu plus rare que si vous laissez ...

[Texte]

An hon. Member: Tighter rather than loose.

• 2135

Mr. Macdonald (Rosedale): ... money supply expand to the rate of growth of the gross national product.

Mr. Saltsman: I really was not referring to the money supply itself. I was referring only to the prime rate. Our rate of inflation has been higher than it is at present; this is not the historic high at the moment. Yet it seems to me that the interest rate is at an historic high, out of proportion to the rate of inflation. There has been some moderation, according to government claims, in the rate of inflation; yet the interest rate does not reflect that at all. It is as though the incomes' policy has had no effect whatsoever on this matter.

Another thing I can see, in so far as the reason the rate is so high: it seems to be directly related to the need to attract enormous quantities of capital from offshore.

Mr. Macdonald (Rosedale): I would have to say again that it is true the rate of inflation has been higher and I hope we have seen the peak. The rate has, by monthly statistics at least, come down, although one swallow does not make a summer. The fact of the matter is, of course, that at the time the rates were higher, the rate of increase in the money supply was higher. So the interest rates were, to that extent ... You had some relief against higher interest rates, but you had the inflationary impact of a greater increase in the money supply. So there is a trade-off here, which we have elected not to take.

Mr. Saltsman: Yes. At the moment we seemed to be getting the worst of all possible worlds. You could live with an incomes' policy if you could demonstrate that you are having an easing-off somewhere else. But here we have a very restrictive monetary policy, on top of what is supposed to be a restrictive incomes' policy.

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not think I ...

Mr. Saltsman: No growth in the economy and high unemployment.

Mr. Macdonald (Rosedale): I suppose: *Honni soit qui mal y pense* ... Mr. Saltsman, but I do not ...

Mr. Saltsman: Do not swear at me.

Mr. Macdonald (Rosedale): That is a royal motto, if you will.

It seems to me that when an incomes' policy allows an annual increase of 12 per cent, or a rate of growth of the money supply between 10 and 15 per cent, I am not sure that the adjective "restrictive" really applies. They are more restrictive than a higher rate but substantially they are not as tough as they might be. This is a deliberate decision on the part of the government: while trying to break the rate of inflation, we have chosen not to do so by the steep incline.

Mr. Saltsman: One could live with toughness; it is a little more difficult to live with ineffectiveness.

Mr. Macdonald (Rosedale): I think I would have to quote you—you credited the government with having brought down the rate of inflation. I am not making great claims for it, but we hope that we have turned the corner.

[Interprétation]

Une voix: Il serait plutôt rare qu'autre chose.

M. Macdonald (Rosedale): ... l'argent en circulation gonfler au même rythme que le taux de croissance du produit national brut.

M. Saltsman: Je ne parle pas seulement de l'argent en circulation mais également du taux préférentiel. Notre taux d'inflation a été plus élevé qu'il ne l'est à l'heure actuelle; or, il me semble que le taux d'intérêt est aujourd'hui à un niveau record et ne correspond plus du tout au taux d'inflation. Le gouvernement prétend que le taux d'inflation se ralentit, mais cela ne se reflète nullement dans les taux d'intérêt. En fait, c'est comme si la politique des revenus n'avait aucun effet sur les taux d'intérêt.

Par ailleurs, il me semble que le niveau élevé de ces taux d'intérêt s'explique directement par la nécessité d'attirer des capitaux considérables de l'étranger.

M. Macdonald (Rosedale): Vous avez raison, le taux d'inflation n'est plus aussi élevé qu'auparavant et j'espère que cette tendance se maintiendra. En effet, selon les statistiques mensuelles, ce taux a diminué quoique l'on ne puisse jamais jurer de rien. Il est évident que, lorsque les taux étaient élevés, le taux d'augmentation de l'argent en circulation l'était également. Cela compensait donc un peu les taux d'intérêt élevés mais, par contre, l'augmentation de la masse monétaire avait un effet inflationniste. Il faut donc choisir, mais nous n'avons pas voulu courir de risque.

M. Saltsman: Oui. Cependant, il semble que nous nous trouvions dans la pire situation. En effet, il est possible de faire accepter une politique de revenus s'il y a une autre compensation ailleurs. Cependant, au Canada, nous avons une politique de revenus très restrictive et, par-dessus le marché, nous avons une politique monétaire qui l'est également.

M. Macdonald (Rosedale): Je ne pense pas ...

M. Saltsman: Il n'y a aucune croissance de l'économie, par contre le chômage est à son apogée.

M. Macdonald (Rosedale): Il convient peut-être de dire: «*Honni soit qui mal y pense*». Cependant, monsieur Saltsman, je ...

M. Saltsman: Ne m'insultez pas.

M. Macdonald (Rosedale): C'est une devise très noble, vous savez.

A mon avis, lorsqu'une politique du revenu permet une augmentation annuelle de 12 p. 100, ou un taux de croissance de l'argent en circulation entre 10 et 15 p. 100, je ne pense pas que l'on puisse parler de politique «restrictive». Certes, elle pourrait l'être moins, mais le gouvernement a pris la décision d'endiguer l'inflation sans pour autant prendre des mesures draconiennes.

M. Saltsman: On accepte plus facilement des mesures draconiennes que l'inefficacité.

M. Macdonald (Rosedale): Je suis heureux que vous ayez reconnu que le gouvernement avait réussi à diminuer le taux d'inflation. Je ne m'en vante pas outre mesure, mais j'espère vraiment que nous sommes sortis de l'impasse.

[Text]

Mr. Saltsman: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Saltsman.

Mr. Clermont, followed by Mr. Clarke.

An hon. Member: When did you credit ...

Mr. Saltsman: I did not. But if he wishes the *Honni soit qui mal y pense* ... to interpret it that way, very well.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, je voudrais revenir sur le fond des questions adressées au ministre par mon collègue M. Cafik, à propos du programme de subventions aux municipalités.

Monsieur le ministre, est-ce qu'on utilise encore la même formule comme il y a cinq ou dix ans, en ce qui concerne le remboursement des taxes municipales et scolaires aux municipalités? Vous savez très bien que vous avez rencontré des représentants des différentes municipalités de la région de l'Outaouais; encore la semaine dernière au Comité de la Capitale nationale, nous avons reçu des mémoires dont un, entre autres, venant de la Communauté régionale de l'Outaouais. On se plaint d'une perte de revenu, que l'on considère discriminatoire envers les autres propriétaires qui doivent payer le plein montant.

Quelle est la date de la formule employée? Car en fin de compte j'admets que le montant total de \$79,400,000 soit un montant très important en subventions pour un remplacement de taxes. Mais sans doute que le montant serait de beaucoup supérieur à celui-là si le gouvernement était obligé de payer au même titre que les corporations, et les particuliers.

• 2140

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Clermont, si je comprends bien votre question, vous voulez savoir pourquoi le paiement à la municipalité de Hull semble être en arrière et j'ai compris que le terme des paiements était 1969.

M. Clermont: Non ...

Mr. Minister, that was not my question. I said, and I am going to repeat myself, that the municipalities on both sides of the Ottawa River claim they are not getting the revenue that they should get from the government, as an owner of buildings. I was told previously by two of your predecessors, Mr. Benson who was Minister of Finance, and your immediate predecessor, Mr. Turner, that your department was considering another formula that perhaps will be more justified than the formula that you are using—because I said, and I am going to repeat, that \$79 million in subventions in lieu of taxes is an important amount but I am sure that if you were paying the same rate of municipal and school taxes for these buildings that the government owns the amount would be much higher than \$79 million. So that means the owners of houses, corporations and so on, are in a way subsidizing the government.

Mr. Macdonald (Rosedale): Just to complete the answer that I had started, in relation to Hull in particular, when the Place du Portage is taken into account then obviously the payment will go up. And it is in arrears. If I understand well your question, you are saying we appear to be behind and you are asking if we are going to change the formula. Is that it?

[Interpretation]

M. Saltsman: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Saltsman.

M. Clermont, suivi de M. Clarke.

Une voix: Quand avez-vous reconnu ...

M. Saltsman: Je n'ai rien fait de tel. Cependant, s'il préfère interpréter ainsi «Honni soit qui mal y pense», ... très bien.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I would like to come back to the line of questions asked by Mr. Cafik to the Minister that dealt with the program of grants to municipalities.

Mr. Minister, do you still use the same formula as five or ten years ago as far as the refunds of municipal and school taxes to municipalities are concerned? You have met representatives of several municipalities of the Outaouais region; and again, last week, in the Committee on the National Capital, we have received some briefs, one of them being presented by the regional community of the Outaouais. They complained about loss of revenues and they say it is discriminatory for other owners who have to pay the full amount.

When was the present formula defined? Indeed, the total amount of \$79,400,000 is very important; it represents grants in lieu of taxes. But, I think this amount would be much higher if the government had to pay in the same manner as corporations and citizens do.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Clermont, you want to know why the payment to the Municipality of Hull is late since those payments should have been made in 1969.

Mr. Clermont: No ...

Monsieur le ministre, ce n'est pas là ma question. Je vais donc répéter. Les municipalités situées des deux côtés de la rivière Outaouais prétendent qu'elles ne reçoivent pas les revenus qu'elles devraient recevoir du gouvernement en tant que propriétaires immobiliers. Vos prédécesseurs, M. Benson et M. Turner, m'avaient dit que votre Ministère envisageait de définir une formule plus appropriée que la formule actuelle; en effet, je le dis, et je le répète, 79 millions de dollars de subventions en remplacement d'impôts, représentent un montant important, mais je suis sûr que si le gouvernement payait le même taux de taxes municipales et scolaires pour les édifices qu'il possède, ce montant serait bien plus élevé. Doit-on en conclure que les propriétaires de maisons, les corporations etc. subventionnent en quelque sorte le gouvernement?

M. Macdonald (Rosedale): A propos de Hull, lorsque la Place du Portage entrera en ligne de compte, les paiements seront naturellement beaucoup plus élevés. Il y a des arriérés. Si je vous ai bien compris, vous voulez savoir si nous allons modifier la formule?

[Texte]

Mr. Clermont: Yes. And another thing, too, they claim that the evaluation the government put on the books is not the real evaluation and they claim, and I feel with reason, that they are losing revenue.

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, I am advised that these evaluations are usually negotiated with the local assessors. This is obviously a matter of opinion. The comment that is made to me is that perhaps the basis for the national capital area in particular may undergo some changes as a result of the studies that are now under way by the Joint Committee on the national capital region. That is not a promise; that is just a perhaps.

Mr. Clermont: But how long is this Joint Committee going on, Mr. Minister—because in a way I was given that answer by your predecessor, Mr. Turner?

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, he used to represent the national capital area. I am not sure how long it will go on. Perhaps you can tell me.

• 2145

Mr. Clermont: No. I would not be in a position, Mr. Minister, to tell you, because I am what they call a backbencher.

Mr. Macdonald (Rosedale): It is a joint committee of the Senate and the House on the national capital region.

Mr. Clermont: You were asked when the joint committee will make its report, but the mandate we get from Parliament does not deal with the line of questioning I am throwing at you. I know very well what our mandate is, but it has nothing to do with what the federal government is paying in subvention in lieu of taxes.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Clermont, I am not purporting to tell you about the Ottawa Valley, but I understand that the Fullerton Report dealt with this question and that has been a matter of active consideration before that committee.

Mr. Clermont: I am sorry, Mr. Minister, it seems that I am not going anywhere, because . . .

Mr. Macdonald (Rosedale): I am sorry you are not going anywhere too, but . . .

Mr. Clermont: I am asking you whether there will be a new formula to replace the one that you are using to pay subvention in lieu of taxes. The joint committee of Parliament dealing with the NCC and planning in the national capital has nothing to do with my line of questioning.

Mr. Macdonald (Rosedale): I am sorry. I thought you made reference in your question to the Outaouais. If you did not, I beg your pardon.

Mr. Clermont: No.

Mr. Macdonald (Rosedale): Will there be a new formula, I . . .

Mr. Clermont: My relation to the committee, Mr. Chairman and Mr. Minister, was that last week we started to hear briefs from local governments. It was one of their complaints that they are not getting the revenue that they should get from the government for public buildings. That is my line of questioning.

[Interprétation]

M. Clermont: Oui, mais je voudrais ajouter autre chose; ces municipalités prétendent, à juste titre d'ailleurs, que l'évaluation faite par le gouvernement ne correspond pas à la réalité et, qu'en conséquence, elles subissent une perte de revenu.

M. Macdonald (Rosedale): On me dit que ces évaluations sont généralement faites avec les évaluateurs locaux. C'est donc tout simplement une question d'opinion. Je peux vous dire cependant qu'à la suite des travaux du Comité mixte sur la région de la Capitale nationale, l'évaluation de la région de la Capitale nationale subira peut-être certains changements. Ce n'est pas une promesse, ce n'est qu'une possibilité.

M. Clermont: Jusqu'à quand ce Comité spécial va-t-il travailler, monsieur le ministre? Votre prédécesseur, M. Turner, m'avait fait la même réponse que vous.

M. Macdonald (Rosedale): Vous savez, il représentait une circonscription de la région de la Capitale nationale. Je ne sais pas combien de temps cela va durer; vous êtes sans doute mieux placé que moi pour le savoir.

M. Clermont: Non, monsieur le ministre, car je suis ce que l'on appelle un député de l'arrière-banc.

M. Macdonald (Rosedale): Il s'agit bien pourtant d'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la région de la Capitale nationale.

M. Clermont: Je vous ai demandé quand le Comité mixte doit faire son rapport; le mandat que nous avons reçu du Parlement ne portait pas sur les questions que je viens de vous poser. Je sais très bien en quoi consiste notre mandat, mais il n'a rien à voir avec le fait que le gouvernement fédéral verse des subventions tenant lieu d'impôts.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur Clermont, je ne vais rien vous apprendre sur la vallée de l'Outaouais, mais il me semble que le rapport Fullerton traite de cette question, qui a d'ailleurs été longuement examinée devant ce Comité.

M. Clermont: Monsieur le ministre, je crains bien que cela ne nous mène nulle part parce que . . .

M. Macdonald (Rosedale): Je suis désolé pour vous, quant à moi . . .

M. Clermont: Je voudrais simplement savoir si une nouvelle formule sera mise au point pour remplacer celle qui permet au gouvernement de verser des subventions tenant lieu d'impôts. Le Comité mixte du Parlement sur la CCN et sur la planification de la Capitale nationale n'a rien à voir avec ce genre de question.

M. Macdonald (Rosedale): Je m'excuse, mais il me semblait pourtant que vous aviez parlé de l'Outaouais. Pardonnez-moi si je me trompe.

M. Clermont: Je n'en ai pas parlé.

M. Macdonald (Rosedale): Vous voulez donc savoir si une nouvelle formule . . .

M. Clermont: Monsieur le président, la semaine dernière, nous avons commencé à étudier les mémoires présentés par les gouvernements locaux. Or, il semble que le gouvernement fédéral ne leur paie pas suffisamment d'impôts pour les édifices publics.

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): Whether there will be a new formula, I cannot make a promise in that regard.

Mr. Clermont: I am going to try it again; sir, when you come for your regular estimates.

Le président: Merci, monsieur Clermont. Votre temps de parole est écoulé.

Mr. Clermont: Are you considering the time the Minister took with his two officials to find an answer for me? Okay, thank you.

Le président: Merci, monsieur Clermont. Mr. Clarke, followed by Mr. Martin, and then Mr. Stevens. Mr. Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask the Minister about Vote 14b—Special Program, on the Foreign Claims Fund. For some reason or other there seems to me an adding and subtracting of the \$31,000. In vote 14b (a) there is the payment of \$31,000 to the Foreign Claims Fund, then in (b) the big item for Romania and then in (c) there is a reversal of the \$31,000, or a transfer of it, from Finance Vote 1. I would like to know about that, Mr. Chairman, first of all.

Mr. Macdonald (Rosedale): I am advised that there are sufficient funds, that is, \$31,000, from Finance Vote 1, Appropriation Act No. 3, for this purpose, and this merely authorizes the transfer from that amount in effect to Vote 14b (a), so that it may be disbursed.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman are the funds paid out on the advice, I guess it is, of the Foreign Claims Commission provided by Canada, or are they provided by the foreign governments, such as Hungary, Poland, et cetera?

Mr. Macdonald (Rosedale): This amount, the \$31,000, actually represents half the cost of operation of the Commission. So this is not an actual disbursement to a claimant, it is the government's share of the cost of the Foreign Claims Commission.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Of the cost of operation of the Commission.

Mr. Macdonald (Rosedale): The cost of operation of the Commission.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I see. Could we have any estimate of the length of time that the Foreign Claims Commission will be needed? In other words, when will all these foreign claims be settled finally? They have been going on for some time, I understand.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Clark advises me that they hope to finish two programs this year and they would hope to finish the balance by the end of next year, which is the end of 1977.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): That means that all the funds would be paid out by the end of 1977, all the claims settled?

• 2150

Mr. Macdonald (Rosedale): Would you like to comment, Mr. Clark.

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): Je ne peux pas vous promettre qu'il y aura une nouvelle formule.

M. Clermont: Je vous reposerai cette question lorsque nous étudierons le budget principal.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont. Your time is over.

M. Clermont: Avez-vous compté le temps que le ministre a pris pour me donner une réponse? Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont. Je vais laisser maintenant la parole à M. Clarke, qui sera suivi de M. Martin et de M. Stevens.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci, monsieur le président. Je voudrais poser une question au ministre à propos du crédit 14b où il est question d'un programme spécial et d'une Caisse des réclamations étrangères. Je ne comprends par bien ces additions et ces soustractions de ce montant de \$31,000: au crédit 14b, nous avons d'abord un paiement de \$31,000 à la Caisse des réclamations étrangères; au paragraphe b), il est question d'un prêt à la Roumanie et, au paragraphe c), il y a un virement de \$31,000 du crédit 1 des Finances. Pouvez-vous m'expliquer tout cela?

M. Macdonald (Rosedale): On me dit que le crédit 1^{er} de la Loi n° 3 portant affectation de crédits est assez important pour permettre cela et il s'agit simplement d'un transfert de ce crédit au crédit 14b (a) afin que cette somme soit déboursée.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président, ces fonds sont-ils versés sur l'initiative de la Commission des réclamations étrangères, c'est-à-dire le Canada, ou bien le sont-ils sur l'initiative des gouvernements étrangers, c'est-à-dire la Hongrie, le Pologne etc.?

M. Macdonald (Rosedale): Ce montant de \$31,000 représente en fait la moitié des coûts d'exploitation de la Commission. Ce n'est donc pas une dépense véritable à un requérant, mais plutôt la participation du gouvernement aux coûts d'exploitation de la Commission des réclamations étrangères.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Cela représente donc les coûts d'exploitation de la Commission.

M. Macdonald (Rosedale): C'est cela.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Très bien. Quel sera le délai nécessaire à la Commission des réclamations étrangères? En d'autres termes, quand ces réclamations étrangères seront-elles réglées définitivement, car il me semble que cela dure depuis un certain temps?

M. Macdonald (Rosedale): Nous espérons en terminer avec deux programmes cette année et terminer le reste d'ici la fin de l'année prochaine.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Cela signifie donc que tous les fonds auront été versés d'ici la fin de 1977 et que toutes les réclamations auront été réglées?

M. Macdonald (Rosedale): Aimerez-vous faire un commentaire, monsieur Clark.

[Texte]

The Chairman: Mr. Clark.

Mr. H. D. Clark: Mr. Chairman, the claims settlement with Poland and with Czechoslovakia calls for final payments by those countries in 1978 and 1979 respectively so that even though the Foreign Claims Commission may finish its adjudication, as it were, and its recommendations next year, it will not be possible to make the final instalments or payments to the successful claimants in the case of Poland until 1978 and Czechoslovakia until 1979.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Could I ask, Mr. Chairman, about Hungary then?

Mr. H. D. Clark: Mr. Chairman, we hope the Hungarian settlement or distribution will be concluded by the end of June. Substantial payments were made in the last month based on the progress of the Foreign Claims Commission and the commission is hoping to conclude the Hungarian recommendations within the next two or three months. That would permit the final payment.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I believe it was Mr. Clark, or perhaps Mr. Cleveland who had advised some months ago that there was a litigation involved in the Hungarian case. Can Mr. Clark comment on that?

Mr. Macdonald (Rosedale): You mean apart from the process of claims under the Foreign Claims Commission?

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Yes. A litigation having to do with outstanding claims. Claims seem to have been settled. In this specific case it may not be fair to ask that here, but it seems as if the litigation had to do with the Hungarian claims in general. As far as Mr. Clark is concerned now, he expects all the Hungarian claims to be paid out by June of this year.

Mr. H. D. Clark: At the moment, there is something like a dozen claims on which final recommendations are still to be received from the commission, but I am not aware of any problem beyond that. These have been difficult claims but they are near the end of the adjudication.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Perhaps I could take that up with the department in writing.

Mr. Macdonald (Rosedale): I do not know whether it might be an area where the Foreign Claims Commission under External Affairs might be better able to respond in relation to current consideration of claims. However, if you would like to pose the inquiry, we will do our best to respond.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Clarke.

Mr. Martin and Mr. Stevens.

Mr. Martin: Mr. Chairman, through you to the Minister, the amount being requested in the Supplementary Estimates (B) for the Finance Department is in the neighbourhood of \$290 million. On a total budget for the year of some \$6.9 billion, this does not seem like a large amount, but bearing in mind that there are only some 22 days left to run in the year, one must assume most of this \$290 million might already be spent.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Clark.

M. H. D. Clark: Monsieur le président, pour ce qui est du règlement des réclamations avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, les derniers paiements devront être faits respectivement en 1978 et en 1979. Donc, même si la Commission des réclamations étrangères rend son jugement et présente ses recommandations l'an prochain, il sera impossible d'effectuer les derniers versements avant 1978 dans le cas de la Pologne, et avant 1979 dans celui de la Tchécoslovaquie.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Qu'arrive-t-il dans le cas de la Hongrie alors?

M. H. D. Clark: Nous espérons faire le dernier versement à la Hongrie à la fin de juin. Le mois dernier, on a versé des sommes considérables conformément aux décisions de la Commission des réclamations étrangères qui espère présenter les dernières recommandations concernant la Hongrie au cours des deux ou trois prochains mois. Cela nous permettrait donc d'effectuer le dernier paiement.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je pense que c'est M. Clark, ou peut-être M. Cleveland, qui nous a dit il y a quelques mois que le cas de la Hongrie était litigieux. M. Clark pourrait-il nous donner des détails?

M. Macdonald (Rosedale): Voulez-vous dire en outre des réclamations présentées à la Commission des réclamations étrangères?

M. Clarke (Vancouver Quadra): Oui. Il s'agit d'un litige au sujet de réclamations en suspens qui semblent avoir été réglées. Ce n'est peut-être pas le moment de poser une telle question, mais il semble que ce litige ait trait aux réclamations hongroises en général. En ce qui concerne M. Clark, toutes les réclamations de la Hongrie auront été payées d'ici la fin juin.

M. H. D. Clark: Pour l'instant, on attend les recommandations définitives de la Commission au sujet d'une douzaine de réclamations, mais je ne savais pas qu'il y avait des problèmes. Ces réclamations ont été difficiles à régler mais elles sont sur le point de l'être.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je devrais peut-être écrire au ministère à ce sujet.

M. Macdonald (Rosedale): Peut-être feriez-vous mieux de vous adresser à la Commission des réclamations étrangères qui relève des Affaires extérieures. Toutefois, si vous voulez nous poser la question, nous vous répondrons de notre mieux.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Clarke.

M. Martin puis M. Stevens.

M. Martin: Monsieur le président, le Budget supplémentaire (B) du ministère des Finances est d'environ \$290 millions. Par rapport au budget pour l'année d'environ \$6.9 milliards, la somme ne semble pas importante, mais comme il ne reste que 22 jours à l'année financière, on doit supposer que la majeure partie de cette somme a déjà été dépensée.

[Text]

My question is: why would it not have been possible to estimate this additional requirement, say, several months ago in the first set of estimates rather than having to come forward at this very late date?

Mr. Macdonald (Rosedale): Well, Mr. Martin, I suppose one could have made a general estimate but most of these payments are, by their nature, ones that have to be made after the event.

The municipal grants, for example, are in relation to what the various municipal tax rates may be during the year 1975. Of course one cannot be certain with any precision, when you bring down the estimates for 1975-76, as to what the final determination will be of taxes either because additional properties are acquired or because of the rates the municipalities might levy.

In the same way the public debt program of course depends on the actual amounts that have to be disbursed on Treasury Bills. That varies of course with the interest rate payable on the bills.

In the case of the Canada Savings Bonds, it depends directly on how successful the bond campaign is, which as you know, stretches from September to November of 1975.

Similarly with regard to the fiscal transfer payments, most of them are calculated on figures which are determined during the course of the year 1975 and in respect of which one cannot make precise calculation until the facts are in during the course of that calendar year. These are very largely catch-up payments. There is some anticipation they will have to be, but this is really to give an accurate confirmation of the amount to be authorized to be disbursed.

• 2155

Mr. Martin: Is it fair then to say—bearing in mind again that most of this \$290 million would probably have been spent by this point in time. If this appropriation were not put through, what it would result in is the department overspending its estimates for the year by that sum, and that would be reported presumably in the Public Accounts that way. Is that why there is a need for this estimate to come through at this time?

Mr. Macdonald (Rosedale): I am not altogether certain that it is correct to say most of it would have been disbursed. For example, the fiscal transfer payments to the provinces would be disbursed only after the Appropriation Act has been passed.

Actually the statutory items—the authority already exists to make a payment of those. These are put in not for the purpose of appropriation. That appropriation already exists under the statute. They are really put in here for the purpose of information.

With regard to the municipal grants, presumably the municipalities have not had their money yet, and they will only get it after these have been voted. Vote 14b in effect is a book entry to write off an outstanding obligation, and Vote L31b is another kind of book entry, namely to provide statutory authority to make a guarantee. So the actual votes—in the case of the municipal grants they will not get their money, and in relation to the others which are for information purposes only, it has already been paid. You are quite right, but it is under the authority of a statute that is already there.

[Interpretation]

J'aimerais donc savoir pourquoi il a été impossible de prévoir ces dépenses supplémentaires plusieurs mois à l'avance, par exemple lors de la présentation du budget principal.

M. Macdonald (Rosedale): Eh bien, monsieur Martin, on aurait pu faire une prévision approximative mais la plupart de ces paiements, de par leur nature même, ne peuvent être prévus à l'avance.

Les subventions aux municipalités, par exemple, dépendent des divers taux d'imposition municipale dans le courant de l'année 1975. Donc, lorsque l'on présente le budget des dépenses pour 1975-1976, on ne peut déterminer précisément le montant de ces taxes puisque de nouvelles propriétés viennent s'ajouter et que les taux peuvent être modifiés.

De la même façon, le programme du service de la dette publique dépend des sommes qu'il faut déboursier pour les bons du Trésor qui varient selon le taux d'intérêt.

Dans le cas des obligations d'épargne du Canada, cela dépend directement du succès de la campagne qui dure de septembre à novembre 1975.

En ce qui a trait aux paiements de transfert fiscal, la plupart d'entre eux sont calculés à partir de chiffres déterminés dans le courant de l'année 1975. Leur calcul ne peut donc être exact avant la fin de l'année civile. En fait, il s'agit surtout de paiements de rattrapage. C'est en fait pour confirmer avec exactitude le montant qu'il faudra autoriser à déboursier.

M. Martin: Toujours en tenant compte du fait que la majeure partie de ces \$290 millions a sans doute été dépensée, il est juste de dire que si cette somme n'était pas allouée, le ministère ayant dépassé son budget pour l'année, on en trouverait probablement mention dans les comptes publics. Est-ce là la raison pour laquelle ces prévisions sont présentées maintenant?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne suis pas tout à fait certain que la majeure partie de cette somme ait déjà été dépensée. Par exemple, les paiements de transfert fiscal aux provinces ne seront effectués qu'après l'adoption d'une loi des subsides.

En fait, les crédits statutaires sont déjà autorisées. Pas besoin de voter une loi des subsides puisque ces crédits ont déjà été fixés par la loi. On ne les mentionne qu'à titre de renseignement.

En ce qui concerne les subventions aux municipalités, je ne crois pas que ces dernières aient déjà reçu l'argent; il leur faudra attendre que la loi ait été adoptée. Le Crédit 14b n'est qu'une écriture indiquant la défalcation d'un arriéré de dette tandis que le Crédit L31b est un autre type d'écriture ayant pour but de donner l'autorité statutaire de garantir un prêt. Donc, les véritables dépenses par exemple pour les subventions aux municipalités, n'ont pas encore été faites et les autres crédits ne sont là que pour votre gouverne les sommes ayant déjà été dépensées. Vous avez parfaitement raison, mais ces dépenses ont été effectuées en vertu d'une loi.

[Texte]

Mr. Martin: Thank you, Mr. Chairman. Again, if I may, to the Minister—dealing for a few moments with the write-off of the loan to Romania, when was that loan actually made? Was it just after the First World War?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, Mr. Martin. The goods were delivered to Romania in the year 1919.

Mr. Martin: Were goods sold?

Mr. Macdonald (Rosedale): These were relief shipments to Romania in the aftermath of the First World War.

Mr. Martin: Why would we only now be coming to a determination that that loan is bad?

Mr. Macdonald (Rosedale): As I say, it was serviced up to the year 1940 until Romania became a belligerent. It went into default. The Romanians for many years refused to negotiate on it, and it is only recently that the negotiations have been brought to an end.

Mr. Martin: Do you mean we were actually collecting interest until 1940?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes.

Mr. Martin: So this amount is strictly principal. Is it?

Mr. Macdonald (Rosedale): Yes, and I suppose it would be—would some of it be accrued interest?

Some bonds were issued in lieu of interest in 1934. So it is a blended fund.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I have one more question to the Minister.

On the contracting-out payments program, could you explain a little? There is roughly a 50 per cent increase in this supplementary estimate from the original estimate, \$71.4 million being requested as against an original estimate for the year of \$155 million. That is close to a 50 per cent additional amount.

• 2200

Mr. Macdonald (Rosedale): This is a net figure, Mr. Martin.

As I said, under the arrangements that were offered during the sixties, which Quebec was the only province to pick up at the time, we agreed, the federal government agreed, to transfer tax points to the province, provided that the province would undertake to use those tax points for the purpose of paying for these particular programs. We undertook to make an adjusting payment to the province if, as a result of program costs, the yield from the tax points to the province was less than the yield would have been if they had been contracted in as all other provinces were.

Mr. Rubinoff reminds me that, conversely, if the tax points yielded more than they would have got if they had been in the formula, we would have recovered from them.

What occurred in this particular case is that there was a dramatic increase in program costs, as I mentioned, because of the increase of hospital costs due to a salary settlement retroactive to July 1975 which covered hospital employees, including nurses. A similar salary settlement also caused salary increases in the Canada Assistance Plan program. Secondly, employees in the hospital and welfare fields were offered, and accepted, a scheme bringing them under the provincial superannuation plan; and a higher level of benefits under the provincial plan resulted in increased costs to employers. So, in relation to the cost of operating the hospitals—for salary reasons, the similar

[Interprétation]

M. Martin: Merci, monsieur le président. Une dernière question au ministre. Quand ce prêt à la Roumanie, que l'on défalque, a-t-il été fait? Juste après la première Guerre mondiale?

M. Macdonald (Rosedale): Oui, monsieur Martin. Les marchandises ont été livrées à la Roumanie en 1919.

M. Martin: Ces marchandises ont-elles été vendues?

M. Macdonald (Rosedale): Il s'agit de cargaisons de secours à la Roumanie après la première Guerre mondiale.

M. Martin: Pourquoi venons-nous juste de décider que ce prêt est une mauvaise créance?

M. Macdonald (Rosedale): Comme je l'ai dit, les frais de services de la dette ont été réglés jusqu'en 1940, lorsque la Roumanie est entrée en guerre. À ce moment-là, le service de la dette a été négligé. Pendant des années, les Roumains ont refusé de négocier le prêt; c'est pourquoi les négociations viennent tout juste de prendre fin.

M. Martin: Vous voulez dire que nous n'avons perçu de l'intérêt que jusqu'en 1940?

M. Macdonald (Rosedale): C'est bien cela.

M. Martin: Donc ce montant n'est que le capital.

M. Macdonald (Rosedale): Oui et je suppose que cela comprend un peu d'intérêt composé.

Certaines obligations ont été émises avec l'intérêt en 1934, si bien qu'il s'agit d'un fonds mixte.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais poser encore une question au ministre.

Pourriez-vous nous expliquer un peu en quoi consiste le programme des paiements de retrait? L'augmentation par rapport aux prévisions originales est de 50 p. 100. On a demandé au début de l'année \$155 millions et maintenant on demande une somme supplémentaire de \$71.4 millions soit environ la moitié de la somme originale.

M. Macdonald (Rosedale): C'est un chiffre net, monsieur Martin.

Je le répète, en vertu des ententes proposées au cours des années 1960, que le Québec a été la seule province à accepter à ce moment-là, le gouvernement fédéral a accepté de céder à la province un certain nombre de percentiles fiscaux à condition que celles-ci s'engagent à utiliser les sommes ainsi perçues pour défrayer le coût de ces programmes donnés. Nous nous sommes engagés à combler la différence si, étant donné les coûts du programme, les revenus obtenus grâce à ces percentiles fiscaux étaient inférieurs à ce que la province aurait obtenu si elle avait eu un contrat semblable à celui des autres provinces.

M. Rubinoff me rappelle que le contraire est aussi vrai, à savoir que si ces percentiles fiscaux rapportaient plus que l'autre formule, nous recouvrerions cette somme.

Ce qui s'est produit dans ce cas, c'est une augmentation spectaculaire des frais du programme à cause de l'augmentation des frais d'hôpitaux, dus à un règlement salarial rétroactif à juillet 1975, impliquant tous les employés d'hôpitaux, y compris les infirmières. Une convention semblable a entraîné des augmentations de salaire dans le cadre du programme de Régime d'assistance publique du Canada. Ensuite, les employés des hôpitaux et des services de bien-être social ont accepté la proposition de participer au régime de pension de retraite provinciale, et une augmentation du taux des prestations de ce régime a entraîné des frais plus élevés pour les employeurs. Donc, les coûts d'ad-

[Text]

impacts on those under the Canada Assistance Plan and also the superannuation plan, the over-all costs went up.

The total cost of the program was \$1.069 billion with an original tax abatement worth \$913 million, producing a cash adjustment of \$155.569 million. So this change, to adjust that, is \$71,417,000.

Mr. Martin: This would be related to the total rather than just to the \$155 million?

Mr. Macdonald (Rosedale): That is right, related to the total, yes.

Mr. Martin: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Martin. I have one last name, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, in answer to a question that...

Mr. Cafik: I think there may be other people on a second round when the Minister comes back.

The Chairman: Yes, but for tonight that is the last name I have. We will come back on the same votes on March 18 et 3.30 p.m.

Mr. Martin: On the same point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, Mr. Martin.

Mr. Martin: Would it not be more sensible either to have a complete second round or else to hold second round until our next meeting?

Mr. Kempling: We might have a change of members.

The Chairman: I usually go through the names that I have on my list during one meeting, and then we start with another round at the next meeting.

Mr. Clermont: So are you going to accept our names for a second round, because I did not get my answer on my first question?

Mr. Macdonald (Rosedale): Sorry, Mr. Clermont.

Mr. Cafik: I certainly intended to go thought but I did not put my name in because the Minister will be back before us. But, clearly, it seems to me to be an unacceptable principle...

The Chairman: In this Committee, that is the usual practice.

Mr. Cafik: ... to just run out of names. I mean we could be here until four o'clock in the morning.

The Chairman: If I still had 10 names, then I would not start a second round. I have only one name.

Mr. Cafik: We could give you nine more, and then we will adjourn the meeting at 10 o'clock.

[Interpretation]

ministration des hôpitaux ont augmenté pour des raisons salariales, et, à cause de l'augmentation des coûts du Régime d'assistance publique du Canada et du plan de pension de retraite.

Le coût total du programme était de 1.069 milliard de dollars, dont un dégrèvement d'impôts valant à l'origine 913 millions de dollars, entraînant un redressement de 155.569 millions de dollars au comptant. Le supplément est donc de \$71,417,000.

M. Martin: Par rapport au total et non seulement aux 155 millions de dollars?

M. Macdonald (Rosedale): C'est bien cela.

M. Martin: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Martin. J'ai un dernier nom sur ma liste, M. Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, en réponse à une question de...

M. Cafik: Peut-être certains seront-ils intéressés à un second tour de questions si le ministre revient.

Le président: Oui, mais pour ce soir, c'est le dernier nom sur la liste. Nous reviendrons à ces crédits le 18 mars à 15 h 30.

M. Martin: Au sujet de ce rappel au Règlement, monsieur le président.

Le président: Oui, monsieur Martin.

M. Martin: Ne serait-il pas plus raisonnable de tenir tout un second tour de questions ou, alors, de ne pas le commencer avant la prochaine séance?

M. Kempling: Les membres pourraient changer.

Le président: Habituellement, je passe tous ceux qui sont sur ma liste et, lors de la séance suivante, nous entamons un autre tour.

M. Clermont: Vous allez donc accepter nos noms pour un second tour puisqu'on n'a pas répondu à ma première question?

M. Macdonald (Rosedale): Je suis désolé, monsieur Clermont.

M. Cafik: J'avais l'intention de poser d'autres questions, mais je n'ai pas donné mon nom parce que je savais que le ministre reviendrait. Mais je trouve ce principe inacceptable...

Le président: Au sein de ce Comité, c'est ainsi que l'on procède.

M. Cafik: ... épuiser ainsi les noms. On pourrait être appelé à siéger jusqu'à 4 heures du matin.

Le président: Si j'avais encore 10 noms sur ma liste, nous n'entamerions pas un second tour. Mais, je n'en ai qu'un.

M. Cafik: Nous pourrions vous en donner neuf autres, puis nous lèverons la séance à 22 h. 00.

[Texte]

Mr. Kempling: Where are they?

The Chairman: It is up to the Committee. Do you want to hear Mr. Stevens for a few minutes, because we started really late, around 8.20 p.m.?

Mr. Towers: Some of the Liberals did not get here.

The Chairman: It is up to the Committee. I am in the hands of the Committee.

Mr. Cafik: I do not remember you being here, Mr. Towers, but you may have been.

An hon. Member: I doubt it very much.

Mr. Clermont: Mr. Chairman . . .

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, M. Towers pourrait peut-être se souvenir du nombre de fois où les conservateurs sont arrivés en retard dans le passé. Nous pourrions relever plusieurs incidents qui se sont produits. Habituellement, nous siégeons de 20 h 00 à 22 h 00. Il est 22 h 05, je suggérerais donc, monsieur le président, que nous ajournions et à la prochaine séance, M. Stevens sera en tête de liste. Vous aurez d'autres noms pour un deuxième tour.

The Chairman: I would like first to thank the Minister and his officials for their presence here tonight. We will be back on the same votes on March 18 and . . .

Mr. Stevens: Mr. Chairman, on a point of order. If the Liberal members are disinclined to allow me to question further, nevertheless I would recall to the Chairman's attention the fact that, at our subcommittee meeting earlier today, it was agreed that the lead questioner of each of the two major parties would have the right to come back for a second round if his party was willing to have him accept that. But on my point of order, I was wanting to draw to the Minister's attention—and perhaps he could give revised figures at our next meeting—that I requested a breakdown of the unmatured debt and also a breakdown of the other liabilities set out on page 40 of the Supplementary Estimates (B), with an estimate as to the average interest payable on the unmatured debt and on the other liabilities.

Now, the figures that officials have given us . . .

M. Clermont: Monsieur le président, en fin de compte, M. Stevens continue à poser ses questions d'une autre manière. J'étais au Sous-comité du programme et de la procédure ce matin, il n'était pas question, non, monsieur Clarke, . . .

Le président: Monsieur Clermont . . .

M. Clermont: . . . en fin de compte, ce n'est pas la première fois que M. Stevens fait une chose pareille, mais il le fait.

En rappel au Règlement, monsieur le président je vous ai suggéré que nous ajournions, mais par un tour de passe-passe, M. Stevens va poser ses questions. Il laisse entendre que ce matin, à la réunion du Sous-comité du programme et de la procédure, il avait été décidé— bien, je n'ai pas eu connaissance que la question . . .

[Interprétation]

M. Kempling: Où sont-ils?

Le président: C'est au Comité de décider. Voulez-vous entendre M. Stevens pendant quelques minutes. . . N'oubliez pas que nous avons commencé assez tard, vers 20 h 20.

M. Towers: Certains libéraux n'étaient pas arrivés.

Le président: Je m'en remets au Comité.

M. Cafik: Il me semble que vous n'étiez pas ici, monsieur Towers, mais peut-être que je me trompe.

Une voix: J'en doute beaucoup.

M. Clermont: Monsieur le président. . .

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, Mr. Towers should remember how many times the Conservatives have been late in the past, because we could give numerous examples of such cases. We usually sit from 8.00 p.m. until 10.00 p.m. It is now 10.05 p.m., and I would then suggest, Mr. Chairman, that we adjourn and that Mr. Stevens head the list at the next meeting. You would have other names for a second round.

Le président: J'aimerais d'abord remercier le ministre et ses hauts-fonctionnaires d'être venus ce soir. Nous reviendrons à ces crédits le 18 mars et . . .

M. Stevens: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Les députés libéraux ne veulent peut-être pas que je pose d'autres questions, mais j'aimerais tout de même rappeler au président que, lors de la réunion de notre sous-comité plus tôt dans la journée, nous avons convenu que les représentants des deux principaux partis auraient droit à un second tour si leur parti était d'accord. Mais au sujet de mon appel au Règlement, je voulais attirer l'attention du ministre sur le fait que j'ai demandé une ventilation de la dette non échue et des autres créances qui se trouvent à la page 40 du Budget supplémentaire (B), ainsi que le montant prévu de l'intérêt moyen payable pour la dette non échue et les autres créances. Peut-être pourrait-il me donner les chiffres revus lors de la prochaine séance.

Maintenant, quant aux chiffres que nous ont donnés les hauts-fonctionnaires . . .

Mr. Clermont: Mr. Chairman, finally, Mr. Stevens has found another way of asking questions. I was also at the meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedures this morning, and, Mr. Clarke, it was not mentioned that . . .

The Chairman: Mr. Clermont . . .

Mr. Clermont: . . . it is not the first time that Mr. Stevens acts like that, but he still does it.

On a point of order, Mr. Chairman, I suggested that we adjourn, and then, hocus-pocus, Mr. Stevens is asking questions. He suggested that this morning, at the meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedures, it was decided . . . Well, I did not hear anything about it.

[Text]

Le président: Monsieur Clermont, il avait été suggéré que nous fassions cela et . . .

M. Clermont: Mais pourquoi n'en avez-vous pas avisé les membres de ce Comité? Alors, si c'est vrai monsieur qu'un représentant de chaque parti ai le droit, alors nous aussi nous avons encore une chance pour un deuxième tour. Alors . . .

Le président: Oui, monsieur Clermont, tout le monde a une chance à un deuxième tour.

M. Clermont: Bien, à la prochaine séance, monsieur le président. Pour le moment, levez donc la séance.

Le président: Je pense que tout ce que M. Stevens voulait, c'était de demander au ministre . . .

Mr. Stevens: Mr. Chairman, on my point of order . . .

Mr. Cafik: If the meeting is adjourned, Mr. Chairman, I do not know how we can have a point of order taken up at a meeting that no longer exists.

The Chairman: I have not adjourned yet.

Mr. Cafik: Oh, I thought you said it had been adjourned.

The Chairman: We are on a point of order. I would like to hear this and then we will adjourn.

Mr. Cafik: Mr. Chairman, I respectfully submit that it is obviously not a point of order.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): You have not heard it yet.

Mr. Cafik: From what I have heard, it is more a point of disorder than order.

Some hon. Members: Oh, no.

The Chairman: Maybe we could take just a few seconds to hear the point of order.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, my . . .

M. Clermont: Monsieur le président, est-ce vous qui décidez ou est-ce que ce sont les membres?

Le président: Monsieur Clermont, j'ai toujours l'habitude d'accepter les rappels au Règlement, même s'il est une minute ou deux passé l'heure et il n'y a jamais eu de problème dans le passé, je pense bien que nous pouvons poursuivre, c'est simplement pour demander d'apporter certains documents à la prochaine réunion.

M. Clermont: Pourtant, vous connaissez mieux M. Stevens que cela, monsieur le président. Mais quoiqu'il en soit . . .

Le président: Alors, si vous voulez permettre au président d'entendre la remarque pour deux secondes.

M. Clermont: Alors, il va obtenir ce qu'il demandait.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, my point of order is simply this. I think there was a misunderstanding on the part of either the Minister or the officials in answering my question in that they have given me average interest figures with respect to the fiscal year 1975 and have given me the debt figures and the liability figures for the fiscal year as of March 31, 1975. The figures that I would like them to produce would be the figures relevant to the interest calculations or the estimates that we now have in the Supplementary Estimates (B), in that the Bank of Canada shows that the liabilities are about \$38 billion at the end of February 25, not the \$33 billion that you show on March 31, 1975.

[Interpretation]

The Chairman: Mr. Clermont, it was suggested that we do it this way and . . .

Mr. Clermont: Why did you not inform the members of this committee? If it is true that the lead questioner of each party has that right, then we should all be allowed a second round. Then . . .

The Chairman: Yes, Mr. Clermont, everybody is allowed a second round.

Mr. Clermont: But at the next meeting, Mr. Chairman. For now, adjourn.

The Chairman: I think Mr. Stevens simply wanted to ask the minister . . .

M. Stevens: Monsieur le président, au sujet de mon rappel au Règlement . . .

M. Cafik: Si la séance est levée, monsieur le président, je ne crois pas que l'on puisse entendre un rappel au Règlement au sujet d'une séance qui n'a plus cours.

Le président: Je n'ai pas encore levé la séance.

M. Cafik: Pardon, je croyais que vous l'aviez fait.

Le président: Nous entendons présentement un rappel au Règlement. Nous ajournerons ensuite.

M. Cafik: Monsieur le président, je vous fais respectueusement remarquer qu'il ne s'agit évidemment pas d'un rappel au Règlement.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Vous ne l'avez même pas entendu.

M. Cafik: D'après ce que j'ai entendu, c'est plutôt une infraction qu'un appel au Règlement.

Des voix: Ah non.

Le président: Peut-être pourrions-nous prendre à peine quelques secondes pour l'entendre.

M. Stevens: Monsieur le président, . . .

Mr. Clermont: Mr. Chairman, are you the one who decides or is it the members?

The Chairman: Mr. Clermont, I always hear points of order, even if it is one or two minutes past the hour, and there has never been any problem. I think we could very well hear it, since it seems to be only to ask the minister to bring certain documents at the next meeting.

Mr. Clermont: Come on, Mr. Chairman, you know Mr. Stevens better. But, however, . . .

The Chairman: Would you then allow the Chairman to take a couple of seconds to hear the comment?

Mr. Clermont: Then, he will have what he wants.

M. Stevens: Monsieur le président, voici en quoi consiste simplement mon rappel au Règlement. Je pense que le ministre ou les hauts-fonctionnaires ont mal compris ma question puisqu'ils m'ont répondu en donnant les taux d'intérêt moyens au cours de l'année financière 1975 ainsi que les montants de la dette et des créances pour l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1975. Ce que je veux avoir, ce sont les chiffres qui servent au calcul de l'intérêt ou les crédits dans le Budget supplémentaire (B), pour lesquels la Banque du Canada indique des créances d'environ 38 milliards de dollars, au 25 février, et non pas les 33 milliards de dollars au 31 mars 1975, selon vous.

[Texte]

My point of order is simply this: I would like the purport, if you like, of my question to be answered at the next meeting simply by giving the current debt figures and the liability figures, with an interest calculation, as I originally requested.

Mr. Cafik: Put it on the Order Paper.

The Chairman: The Committee is adjourned until Tuesday, March 16, at 9.30 a.m., the meeting with the Department of Industry, Trade and Commerce. Thank you.

[Interprétation]

J'aimerais donc que l'on réponde à ma question, lors de la prochaine séance, en me donnant les montants actuels de la dette et des créances, avec le calcul de l'intérêt, comme je l'ai demandé.

M. Cafik: Qu'on le donne dans le *Feuilleton*.

Le président: Le Comité ajourne ses travaux jusqu'à 9 h 30, le mardi matin 16 mars, lorsque nous rencontrerons les représentants du ministère de l'Industrie et du Commerce. Merci.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 87

Tuesday, March 16, 1976

Chairman: Mr. Roland Comtois

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 87

Le mardi 16 mars 1976

Président: M. Roland Comtois

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Finance, Trade and Economic Affairs

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Government
Publications

Finances, du commerce et des questions économiques

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B)
1975-76 under NATIONAL REVENUE

CONCERNANT:

Budget Supplémentaire (B)
1975-1976 sous la rubrique REVENU NATIONAL

APPEARING:

Mr. Claude G. Lajoie, M.P.
Parliamentary Secretary to the
Minister of National Revenue.

COMPARAÎT:

M. Claude G. Lajoie, député,
Secrétaire parlementaire du
Ministre du Revenu national.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON FINANCE,
TRADE AND ECONOMIC AFFAIRS

Chairman: Mr. Roland Comtois
Vice-Chairman: Mr. Norman Cafik

and Messrs.

Abbott	Harquail
Alkenbrack	Hees
Clarke (<i>Vancouver</i>	Herbert
<i>Quadra</i>)	Joyal
Clermont	Kaplan

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES

Président: M. Roland Comtois
Vice-président: M. Norman Cafik

et Messieurs

Kempling	Philbrook
Lambert (<i>Bellechasse</i>)	Ritchie
Lambert (<i>Edmonton</i>	Saltsman
<i>West</i>)	Stevens
Martin	Trudel—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, March 10, 1976:

Mr. Kaplan replaced Mr. Corriveau
Mr. Abbott replaced Mr. Langlois
Mr. Gray replaced Mr. Gendron

On Tuesday, March 16, 1976:

Mr. Harquail replaced Mr. Gray
Mr. Alkenbrack replaced Mr. Towers

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 10 mars 1976:

M. Kaplan remplace M. Corriveau
M. Abbott remplace M. Langlois
M. Gray remplace M. Gendron

Le mardi 16 mars 1976:

M. Harquail remplace M. Gray
M. Alkenbrack remplace M. Towers

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 16, 1976
(107)

[Text]

The Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs met at 9:42 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Comtois, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Abbott, Alkenbrack, Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Comtois, Harquail, Hees, Herbert, Kaplan, Kempling, Lambert (*Edmonton West*), Martin, Philbrook, Ritchie, Saltzman, Stevens and Trudel.

Appearing: Mr. Claude G. Lajoie, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of National Revenue.

Witnesses: From the Department of National Revenue: Mr. J. P. Connell, Deputy Minister, Customs and Excise; Mr. Paul Shoovert, Director of Collections, Taxation.—Mr. Donald Tansley, Administrator, Anti-Inflation Act.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 2, 1976 relating to the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 1976. (See *Minutes of Proceedings, Tuesday, March 9, 1976, Issue No. 86*).

By unanimous consent the Chairman called Votes 1b, 5b and 10b under NATIONAL REVENUE.

Mr. Lajoie made a statement.

Resolved,—That the revised schedule of meetings sent to the Members of the Committee on March 11, 1976, be approved.

The witnesses answered questions.

Mr. Ritchie moved,—That vote 10b covering the estimates of the office of the administrator of the Anti-Inflation Board, be reduced by \$198,000 in Supplementary Estimates (B) 1975-76.

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was by a show of hands, negatived: YEAS, 7; NAYS, 8.

At 11:10 o'clock a.m. the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. Wednesday, March 17, 1976.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 16 MARS 1976
(107)

[Traduction]

Le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques se réunit aujourd'hui à 9 h 42 sous la présidence de M. Comtois (président).

Membres du Comité présents: MM. Abbott, Alkenbrack, Cafik, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clermont, Comtois, Harquail, Hees, Herbert, Kaplan, Kempling, Lambert (*Edmonton-Ouest*), Martin, Philbrook, Ritchie, Saltzman, Stevens et Trudel.

Comparait: M. Claude G. Lajoie, député, Secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national.

Témoins: Du ministère du Revenu national: M. J. P. Connell, sous-ministre, douanes et accise; M. Paul Shoovert, directeur des recouvrements, impôt.—M. Donald Tansley, administrateur, Loi anti-inflation.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi du mardi 2 mars 1976, ayant trait au Budget supplémentaire «B» pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976. (Voir procès-verbal du 9 mars 1976, fascicule n° 86).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 1b, 5b et 10b sous la rubrique REVENU NATIONAL.

M. Lajoie fait une déclaration.

Il est décidé,—Que le calendrier révisé des séances envoyé aux membres du Comité le 11 mars 1976 soit approuvé.

Les témoins répondent aux questions.

M. Ritchie propose,—Que le crédit 10b couvrant le budget des dépenses du Bureau de l'administrateur de la Commission anti-inflationniste, soit réduit de \$198,000 dans le Budget supplémentaire (B) 1975-1976.

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 8 voix contre 7.

A 11 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mercredi 17 mars 1976, à 15 h 30.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, March 16, 1976.

• 0942

[Text]

The Chairman: Order, please. I wish to advise the members that there has been a change in our schedule with regard to the votes to be considered this morning. It was agreed at the steering committee that we might have to make some changes because of the availability of the witnesses, these changes were made accordingly. All members of the Committee have received the revised schedule of meetings for the next few weeks so that we may approve the changes when we have a quorum of 11 members.

This morning we have the following votes under consideration:

NATIONAL REVENUE

A—Customs and Excise

Vote 1b—Customs and Excise—Program expenditures—To authorize the deletion from the accounts of certain debts due and claims by Her Majesty amounting in the aggregate to \$1,169,216.61—\$1

B—Taxation

Vote 5b—Taxation—Program expenditures—To authorize the deletion from the accounts of certain debts due and claims by Her Majesty amounting in the aggregate to \$7,961,142.13—\$1

B—Taxation—Office of the Administration—Anti-Inflation

Vote 10b—Office of the Administrator—Program expenditures—\$298,000

These votes are listed in your Blue Book on pages 82 to 85. Is it agreed that I call all these votes at this moment?

Some hon. Members: Agreed.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Claude Lajoie, Secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national et je lui demanderais à ce moment-ci de nous présenter les hauts-fonctionnaires du ministère qui l'accompagnent et en même temps je lui demanderais de faire de courtes observations afin d'amorcer la discussion.

Monsieur Lajoie.

M. Claude G. Lajoie (député, Secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): Merci, monsieur le président.

Unfortunately, the Minister of National Revenue is out of the country for a week. I will, however, be glad to reply to your questions in his absence, with the help, of course, of the departmental officials who are sitting on my right.

I would like to introduce Mr. Peter Connell, Deputy Minister of Customs and Excise; Mr. Charles Nowlan, Director of the Intelligence and Enforcement Directorate; Mr. Paul Shoovert, Director of Collections; Mr. Donald Tansley, Administrator under the Anti-Inflation Act.

Perhaps I might give a brief overview of the supplementary estimates you have before you before we get into the detailed questioning.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 16 mars 1976.

[Interpretation]

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Je voudrais tout d'abord vous signaler que notre calendrier a été modifié en ce qui concerne les crédits que nous allons étudier ce matin. Nous en avons en effet convenu, lors de la réunion du comité directeur, en raison de la disponibilité des témoins. Vous avez tous reçu un calendrier modifié de nos séances pour les semaines qui vont suivre et nous pourrions donc approuver ces modifications lorsque nous aurons le quorum, soit 11 députés.

Ce matin, nous allons étudier les crédits suivants:

REVENU NATIONAL

A—Douanes et Accise

Crédit 1b—Douanes et Accise—Dépenses du programme—Pour autoriser la radiation des comptes de certaines créances exigibles et réclamations de Sa Majesté représentant un total de \$1,169,216.61—\$1.

B—Impôt

Crédit 5b—Impôt—Dépenses du programme—Pour autoriser la radiation des comptes de certaines créances exigibles et réclamations de Sa Majesté représentant un total de \$7,961,142.13—\$1.

B—Impôt—Bureau du directeur (Anti-inflation)

Crédit 10b—Bureau du directeur—Dépenses du programme—\$298,000

Ces crédits se trouvent dans votre Livre bleu de la page 83 à 86. Êtes-vous d'accord pour étudier tous ces crédits en même temps?

Des voix: D'accord.

I would like to welcome Mr. Claude Lajoie, Parliamentary Secretary to the Minister of National Revenue, and now call on him to introduce the senior officers of the department who are with him. At the same time I would ask him to make some short observations in order to get the discussion started.

Mr. Lajoie.

Mr. Claude G. Lajoie (Member of Parliament, Parliamentary Secretary to the Minister of National Revenue): Thank you, Mr. Chairman.

Malheureusement, le ministre du Revenu national est à l'étranger pour une semaine, mais je serais ravi de répondre à vos questions en son absence, avec l'aide, bien sûr, des fonctionnaires qui m'accompagnent.

J'aimerais vous présenter M. Peter Connell, sous-ministre des Douanes et Accise; M. Charles Nowlan, directeur des services de sécurité et d'exécution de la loi; M. Paul Shoovert, directeur du recouvrement; M. Donald Tansley, directeur de la Commission anti-inflation.

J'aimerais vous donner quelques brèves explications au sujet du budget supplémentaire que vous avez actuellement devant vous avant de passer à des questions plus détaillées.

[Texte]

I will refer first to the supplementary estimates of Customs and Excise and Taxation. The sums of \$1,169,216.61 and \$7,961,142.13, respectively, represent the amount of uncollectable debt owing to the Crown in respect of domestic sales and excise taxes owing to Customs and Excise, and in respect of debts owed by 453 taxpayers to taxation.

The relevant records, documents and other available information in respect of each of these accounts have been carefully examined by a committee composed of senior officials of the department, who have recommended that for purposes of deletion from the public accounts these accounts must be considered as uncollectables.

• 0945

The provisions of the Financial Administration Act and the operations of the Standing Interdepartmental Committee on Uncollectable Debts Due to the Crown have provided the following lines of demarcation for the purposes of classification of account: amounts not exceeding \$2,000—these debts may be deleted by the appropriate minister; amounts between \$2,000 and \$5,000, which may be deleted by Treasury Board on the recommendation of the appropriate minister; amounts in excess of \$5,000, the figures put forth in the supplementary estimates for Customs and Excise and Taxation are to cover accounts in the third category, that is uncollectable debts in excess of \$5,000.

The amount contained in the supplementary estimates of the Special Administrator is to reimburse the funds allotted for start-up and operating expenses of his office in the last quarter of 1975-76.

Mr. Chairman, I would be very happy, with our officials, to try to answer any questions that the members of this Committee may have on these supplementary estimates.

Le président: Merci, monsieur Lajoie. Pour commencer les questions, j'ai le nom de M. Lambert, d'Edmonton-Ouest suivi de celui de M. Clermont.

Mr. Lambert (Edmonton West): These are pretty stereotyped or very dry looking items.

With regard to the first one under Vote 1b, Mr. Chairman, I wonder if we could get from whoever may give me this information the breakdown of the \$1,169,000 between the three headings, sales tax, excise tax, and import duties, and generally to indicate if there has been any material change in the past fiscal year, the previous one. Is there a trend and, if as a result of this trend, has there been a tightening up! What steps have been taken with regard particularly to sales tax and import duties. That I would like to know. How do you lose import duties and is there any trend or any change? A fuller explanation, please.

I realize that this happens every year on the final supplementary estimates but I think we should know just what is happening. And I want to repeat the question with regard to the taxation side there, although there it may be a trend to bankruptcies and what have you.

The Chairman: Maybe we could start first with Mr. Connell.

Mr. J. P. Connell (Deputy Minister, Customs & Excise, Department of National Revenue): Well, Mr. Lambert, none of this \$1,169,000-odd represents import duties. These are all excise tax deletions. In a sense our import duties tend to be collected at the time, cash on the barrelhead, whereas the excise tax, the sales tax, is paid as a result of

[Interprétation]

En ce qui concerne le budget supplémentaire des Douanes et Accise et de l'Impôt, les sommes de \$1,169,216.61 et de \$7,961,142.13 représentent, respectivement, le montant des dettes non recouvrées qui ont été contractées à l'égard de l'État en ce qui concerne les ventes nationales, et les droits d'accise qui sont dus au ministère des Douanes et Accise, ainsi que les dettes fiscales de 453 contribuables.

Les dossiers et documents pertinents à ces comptes ont été examinés de très près par un comité composé de hauts fonctionnaires du ministère, comité qui a recommandé que ces comptes soient considérés comme non recouvrables et donc radiés des comptes publics.

Les dispositions de la Loi sur l'administration financière et les délibérations du Comité permanent interministériel sur les dettes non recouvrables à l'égard de l'État ont permis de distinguer plusieurs catégories de comptes: tout d'abord, les montants n'excédant pas \$2,000 pourront être radiés par le ministre responsable; deuxièmement, les montants se situant entre \$2,000 et \$5,000 pourront être radiés par le Conseil du Trésor, sur la recommandation du ministre responsable; troisièmement, les montants supérieurs à \$5,000 pourront être couverts par les fonds mentionnés dans le budget supplémentaire des Douanes et Accise et de l'Impôt.

Le montant figurant dans ce budget supplémentaire pour le directeur spécial est destiné à rembourser les fonds qui ont été alloués pour la mise sur pied et le fonctionnement de son bureau pendant le dernier trimestre de 1975-1976.

Monsieur le président, je serais ravi, avec l'aide de nos fonctionnaires, de répondre aux questions que les membres de ce Comité voudront bien me poser.

The Chairman: Thank you, Mr. Lajoie. To begin with the questioning, I have first on my list Mr. Lambert (Edmonton West) followed by Mr. Clermont.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Tous ces postes sont plutôt stéréotypés et assez rébarbatifs.

A propos du crédit 1b, monsieur le président, j'aimerais avoir une ventilation du montant de \$1,169,000 selon les trois rubriques suivantes: les taxes de vente, les taxes d'accise et les droits d'importation. J'aimerais également savoir si des changements notables sont survenus au cours de l'année financière précédente. Par ailleurs, des mesures particulières ont-elles été prises en ce qui concerne la taxe de vente et les droits d'importation? Combien de pertes enregistrez-vous avec ces droits d'importation? Une tendance se dessine-t-elle dans ce domaine?

Je sais que cela se reproduit chaque année à propos du budget supplémentaire final, mais j'aimerais savoir ce qui se passe exactement. J'aimerais également avoir les mêmes détails en ce qui concerne l'impôt, même s'il semble y avoir ici de plus en plus de faillites.

Le président: Je vais tout d'abord laisser la parole à M. Connell.

M. J. P. Connell (sous-ministre des Douanes et Accise, ministère du Revenu national): Monsieur Lambert, ce montant de \$1,169,000 et quelques, ne comprend aucun droit d'importation. Il s'agit uniquement de cas d'annulation de la taxe d'accise. De façon générale, nos droits d'importation sont perçus immédiatement, argent comp-

[Text]

audit. The amount here is made up, really, of two categories.

There is about \$630,000 that has become uncollectable, or so categorized, by reason of bankruptcy of the firms involved. There is approximately another \$538,000 that results from people going out of business and there are no assets against which we can collect our amount although a bankruptcy in those cases has not been declared.

I do not have the figures of previous years as you requested. I do not have those with me although I would be glad to get them for you and provide them, but my impression is that the trend—if that is the word—is stable, and the percentage of the revenue that tends to be written off each year as deleted debts is something like .003 per cent of the revenue, and it does not vary very much.

Mr. Lambert (Edmonton West): That is taking into account inflation and so forth. I mean, inflated dollar values.

• 0950

Mr. Connell: That is right.

Mr. Lambert (Edmonton West): Are there any other areas into which excise tax that is uncollected becomes apparent to you? What about just a straight failure to collect, and how effective is your audit? I think members of Parliament do get a lot of representations sometimes from a variety of types of business, particularly smaller business, where there is a difficulty about accounting records and so forth, about being bugged by auditors—of the excise tax then being made retroactive and then, of course, it not having been collected, that it is a payment out of the businessman's or the firm's pocket.

Just what reaction are you getting from your own inspectors with regard to this, and what is their relationship with customers? I know that in the past, we have had to sometimes suggest a course in public relations. It is a tough job to be a collector—I realize that—or an auditor; but an emphasis on some public relations would be of some help.

Mr. Connell: Well, certainly being an excise tax auditor or a customs collector often has attached to it that sort of reputation of which you speak; but I must say that, in the relatively short period of time that I have been Deputy Minister, Customs and Excise, I have been very heartened by the expressions that I have heard from representatives of business and industry and the executives of various associations about the feelings that they have towards our auditors and towards the way that they do their job.

We try to audit, and we do audit, regularly. Our audit is concerned with what we call tax change, not just tax collection. In other words, what we are interested in is seeing that the tax which is properly paid is paid by the taxpayer, and that may well include, and does include, many dollars of refunds which our auditors discover and bring to the attention of the taxpayer, just as often as they do discover amounts that are owing.

As I indicated, in so far as retroactivity is concerned, any of the mistakes that we find made by a taxpayer, where he should have paid a higher amount, are, of their very nature, retroactive because we are auditing what has happened in the past, it being difficult to audit what is going

[Interpretation]

tant, tandis que les taxes d'accise et les taxes de vente sont perçues après plusieurs vérifications. Le montant figurant ici comprend en fait deux catégories.

Il y a tout d'abord les impôts non recouvrables pour ainsi dire, pour raison de faillite des entreprises en question, et cette catégorie représente \$630,000. En ce qui concerne la deuxième catégorie, qui représente \$538,000, il s'agit de particuliers qui ont fait faillite et qui ne possèdent pas assez de biens pour payer leurs impôts, même si la faillite n'a pas été déclarée de façon officielle.

Je n'ai pas les chiffres correspondant aux années précédentes, comme vous l'avez demandé. Je serais cependant ravi de vous les faire parvenir, mais je puis vous dire cependant, qu'à mon avis, la tendance qui se dessine est assez stable et que le pourcentage de dettes radiées chaque année représente environ 0,003 p. 100 du revenu total, ce qui est donc assez négligeable.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je pense que vous tenez compte ici de l'inflation, de la valeur excédentaire du dollar etc.

M. Connell: En effet.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Y a-t-il d'autres domaines dans lesquels la taxe d'accise n'est pas recouvrée? Y a-t-il des cas où vous avez simplement oublié de percevoir cette taxe? Vos vérifications sont-elles efficaces? En effet, les députés reçoivent beaucoup de témoignages de la part d'hommes d'affaires de toutes sortes, surtout les petits industriels, selon lesquels il leur est difficile de tenir à jour tous les dossiers de comptabilité nécessaires; beaucoup se plaignent également d'être sans cesse harcelés par les vérificateurs de la taxe d'accise etc. De plus, lorsque les taxes non perçues sont rendues rétroactives, c'est l'homme d'affaires qui doit payer de sa poche.

J'aimerais connaître l'opinion de vos inspecteurs à ce sujet ainsi que les relations qu'ils ont avec leurs clients? Nous avons déjà suggéré, dans le passé, d'organiser un cours en relations publiques. Je me rends compte que la tâche d'un percepteur ou d'un vérificateur est particulièrement difficile mais je me demande si le fait d'insister sur l'aspect «relations publiques» n'améliorerait pas la situation.

M. Connell: Il est évident qu'un vérificateur de taxe d'accise ou un percepteur d'impôt a souvent la réputation dont vous avez parlé; cependant, je suis sous-ministre des Douanes et Accise depuis très peu de temps mais je puis vous dire que l'opinion des représentants et chefs d'entreprises vis-à-vis de nos inspecteurs est très positive.

Nous essayons de faire notre travail en procédant par des vérifications régulières. Nous nous occupons non seulement de la perception des taxes, mais aussi des remboursements en cas d'erreur. En d'autres termes, nous veillons à ce que ces taxes soient payées par les contribuables responsables, mais cela ne nous empêche pas de constater, dans certains cas, que ces contribuables ont payé trop d'impôt et que, par conséquent, ils ont droit à un remboursement.

En ce qui concerne la rétroactivité, nous sommes obligés de l'appliquer puisque, lorsque nous repérons une erreur commise par un contribuable qui aurait dû payer un montant plus élevé d'impôt, nous nous référons à une période dans le passé, étant donné qu'il est impossible de vérifier

[Texte]

to happen in the future. We have, of course, discussions and disagreements from time to time with the taxpayers but, by and large, these are relatively amicably resolved as a result of these discussions and examination of the law; and I think that we have, on the whole, a good relationship.

Part of our effort, too, is devoted not only to audit but to what we call "service", which is an activity whereby we visit the taxpayers, not with a view to auditing but with a view to explaining the Excise Tax Act and reviewing with them their method of accounting for sales tax in order that the amount of tax change that may be necessary when an auditor visits is really minimal; and these efforts on our part have been very well received, I think, by the taxpayers.

Mr. Lambert (Edmonton West): Fine. I think I have finished with Vote 1b here. I would like perhaps to have the same sort of explanation about vote 5b, within the time that I have.

• 0955

The Chairman: You have two minutes left, Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes. Well, it is just to get a breakdown on the chief source of this item. What is the trend, and is there any noticeable variation regarding income tax?

The Chairman: Mr. Shoovert.

Mr. Paul Shoovert (Director of Collections, Department of National Revenue): Mr. Lambert, in terms of our uncollectables expressed as a percentage of our receivables, first of all, it is about 1.5 per cent of our total receivables as at March 31 of last year. The total receivables are about \$700 million and our total write-offs this year about \$11 million, of which \$7.9 million is what is being considered here.

In a breakdown of this \$7.9 million, uncollectable categories as we call them, I can report to you that 35 of the 453 accounts that are being considered represent deceased persons who died without estates. That amounted to some \$625,000.

The next category, what we classify as: further collection expense not justified, includes untraceable persons, persons who are indigent; persons who are confined to institutions. There were some 40 individuals in this category, for a total of \$578,000. There were 22 individuals who are no longer resident in Canada, representing a total dollar value of \$733,000.

Corporations inoperative and without assets constitute the largest number. There were 279 of these companies for a total dollar value of \$4.8 million. Undischarged bankruptcies of either a corporation or individuals, where the trustee has been discharged and there are no assets from which recovery could be made, represent 77 accounts for a total dollar value of \$1.1 million.

[Interprétation]

ce qui se produira à l'avenir. Bien sûr, nous contactons les contribuables en question, nous discutons avec eux et, parfois, il y a désaccord mais, de façon générale, ces problèmes sont résolus à l'amiable; je pense donc que, dans l'ensemble, nous avons de bonnes relations avec nos clients.

J'aimerais également vous signaler que nos efforts portent non seulement sur les activités de vérification mais aussi sur ce que nous appelons le «service»; dans le cadre de cette dernière activité, nous rendons visite aux contribuables, non pas dans le but de faire des vérifications, mais plutôt de leur expliquer la Loi sur la taxe d'accise et revoir avec eux leur méthode de comptabilité de la taxe de vente afin de réduire au minimum le montant des remboursements qui s'avèreraient nécessaires lors de la visite du vérificateur; je pense à cet égard que nos efforts ont été très bien accueillis par les contribuables.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Très bien. Je crois que j'en ai maintenant terminé avec le crédit 1b et j'aimerais donc passer au crédit 5b, s'il me reste encore du temps.

Le président: Il vous reste deux minutes, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'aimerais simplement avoir la ventilation du montant de ce poste. J'aimerais également savoir si une tendance se dessine dans ce domaine et si des changements importants vont être apportés à la Loi de l'impôt sur le revenu?

Le président: Monsieur Shoovert.

M. Paul Shoovert (directeur du recouvrement du ministère du Revenu): Monsieur Lambert, le 31 mars 1975, les montants non recouverts représentaient environ 1,5 p. 100 du total des montants à recevoir. Ces derniers représentent environ 700 millions de dollars et, cette année, environ 11 millions ont été radiés, dont 7,9 millions font l'objet du poste à l'étude.

En ce qui concerne ce montant de 7,9 millions de dollars, qui représente les catégories de montants non recouvrables, je puis vous dire que, sur 453 comptes actuellement à l'étude, 35 appartiennent à des personnes qui sont décédées sans laisser de biens. Ces 35 comptes représentent environ \$625,000.

Pour la seconde catégorie, qui représente les comptes pour lesquels des frais de recouvrement ne sont pas justifiés, il s'agit de personnes qu'il est impossible de retracer, de personnes particulièrement démunies ou de personnes internées dans un établissement. Cette catégorie regroupe 40 cas, soit un total de \$578,000. Il y a également 22 personnes qui ne résident plus au Canada et dont les comptes représentent un montant total de \$733,000.

Les sociétés en liquidation et ayant un actif nul représentent le plus grand nombre de ces cas. En effet, 279 de ces sociétés devaient un total de 4,8 millions de dollars. En ce qui concerne les faillis non réhabilités, c'est-à-dire lorsque le curateur a été libéré et qu'aucun bien ne peut être saisi, cette catégorie regroupe 77 comptes pour un total de 1,1 million de dollars.

[Text]

When we look at the revenues, at the type of tax—I can give you a breakdown on that, if you wish, Mr. Lambert. Would you like to know how many are individual taxpayers and how many are corporations?

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, that would be sufficient.

Mr. Shoobert: Fine. Again, of the total of 453 accounts that we are considering, 79, for a total of \$1.6 million, represented individual income tax; 305 were what we call source deductions that are deficiencies by employers in remitting taxes deducted at the source, or Canada Pension Plan contributions or unemployment insurance premiums. There were 305 of these cases for a total dollar value of some \$4 million.

Corporate income tax represented 64 cases for a total of \$1.7 million. One case of 1942 of deferred tax, which was a tax that was applied on investment income payable when an individual dies, we wrote off, for a total of \$24,000. There were four cases of non-resident tax, that is taxes payable on moneys paid to non-residents, for a total of \$230,000.

Mr. Lambert (Edmonton West): Thank you.

Le président: Avant de donner la parole à M. Clermont... I now see a quorum so I would like the Committee to approve the revised schedule of meetings that you all received last week on March 11. Is it agreed that the revised schedule of meetings be approved?

Some hon. Members: Agreed.

Le président: D'accord.

Monsieur Clermont.

M. Clermont: La question que je veux poser fait suite à celles de M. Lambert d'Edmonton Ouest. Le témoin a mentionné que 305 sociétés ont omis de remettre les impôts déduits à même les salaires de leurs employés de même que les contributions au Régime de pensions du Canada. Est-ce que les mesures normales ont été prises pour essayer de recouvrer ce montant? De temps à autre certains de nos commettants viennent nous voir et nous disent: j'ai reçu une lettre recommandée me disant que si je ne paie pas à telle date, on va saisir mon salaire.

• 1000

Vous mentionnez que 305 de ces sociétés n'ont pas fait remise des montants qu'ils ont déduits des salaires de leurs employés. Mais quelle est la limite que vous accordez à ces employeurs? Car, si mon information est correcte, ils doivent faire ces remises le 15 du mois suivant, et s'ils ne font pas ces remises le 15 du mois suivant, qu'arrive-t-il? Est-ce que vous êtes aussi exigeant envers les sociétés, que vous l'êtes envers les particuliers?

Mr. Shoobert: Certainly I can say that we are. As a matter of fact, the source deductions, the deduction of amounts from individual's wages are treated as trust funds and we are more severe in our approach where an employer does deduct money from his employees and fails to remit it. The law itself provides more severe sanctions in the case of a default of payment of these trust funds. So I can assure you that we do pursue these very aggressively. There are provisions in the tax law whereby an employer who fails to remit can be prosecuted. There is no such provision for prosecution of an individual for failure to pay.

[Interpretation]

A propos de ces revenus, je puis vous donner, si vous le désirez, le nombre exact de particuliers et de sociétés auquel ces montants correspondent.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, cela me suffira.

M. Shoobert: Très bien. Sur les 453 comptes qui sont actuellement à l'étude, 79, représentant un total de 1,6 million de dollars, correspondent à des contribuables individuels; en ce qui concerne les 305 autres comptes, il s'agit d'erreurs commises par les employeurs pour le remboursement des impôts déduits à la source, des cotisations du Régime de pensions du Canada et des primes d'assurance-chômage. Ces 305 comptes représentaient un montant de 4 millions de dollars.

Soixante-quatre cas, soit un montant total de 1,7 million de dollars, concernaient l'impôt sur le revenu des sociétés. Un cas de 1942, qui concernait un impôt différé sur le revenu de placements payable au décès d'un individu, a été radié pour un total de \$24,000. Il y avait également 4 cas de contribuables qui ne résidaient plus au Canada, c'est-à-dire des impôts payables sur des sommes versées à des non-résidents, soit un total de \$230,000.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Merci.

The Chairman: Before giving the floor to Mr. Clermont... Puisque nous avons le quorum, j'aimerais que le Comité adopte le nouveau calendrier de nos réunions que vous avez reçu la semaine dernière, le 11 mars. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

The Chairman: Agreed.

Mr. Clermont.

Mr. Clermont: My question is in the same line as Mr. Lambert's. The witness said that 305 companies have omitted to remit taxes deducted at source from their employees' wages as well as the Canada Pension Plan contributions. I would like to know if the normal steps have been taken to try to collect this amount? From time to time, some of our constituents tell us that they have received registered letters stating that if they do not pay on such and such a date their salary will be confiscated.

You say that 305 companies did not remit the amounts deducted from their employees' wages. What sort of deadline do you set in such cases? I was under the impression that payments had to be made by the 15th of the following month and I would like to know what happens if such instructions are not followed. Are you as tough towards companies as you are towards individuals?

M. Shoobert: Je vous assure que nous le sommes. Les déductions à la source, c'est-à-dire les montants retenus du salaire par les employeurs, sont considérés comme des fonds détenus à titre fiduciaire et nous sommes très sévères dans les cas où l'employeur manque de nous les remettre. La loi elle-même prévoit des sanctions plus sévères quand c'est un employeur qui est la partie défaillante. Je puis vous assurer que nous donnons suite à ces infractions de façon très agressive. La loi fiscale prévoit la possibilité de poursuites judiciaires dans le cas d'un employeur qui ne remet pas ces déductions. Il n'en est pas de même quand un particulier est coupable de défaut de paiement.

[Texte]

M. Clermont: Mais ai-je bien compris, monsieur, que dans ce secteur que je viens de mentionner, il y a 305 sociétés qui sont en défaut pour 4 millions de dollars? Alors, si vous dites que vous êtes aussi sévère ou plus sévère vis-à-vis des sociétés qui déduisent à la source l'impôt et la prime pour le Régime de pensions du Canada, comment se fait-il qu'il se soit accumulé 4 millions de dollars? Si vous suivez le même principe, leur demandant de faire leurs remises le 15 du mois suivant, et s'ils ne le font pas, vous envoyez des lettres recommandées; mais ensuite qu'arrive-t-il? Ne prenez-vous pas des procédures comme vous le faites pour les particuliers?

Mr. Shoobert: There certainly are, sir, and they are the same procedure. As I have indicated, they are more stringent. But the majority of these cases would be corporations which have gone bankrupt or which have become inoperative and without assets. This would be the greatest reason for the default in this area of source deductions. Then, of course, we are bound by the provisions of the Bankruptcy Act. And, under the terms of that act, in being a preferred creditor we rank behind such things as wages and arrears of rent and so forth. So we must take our place in line when bankruptcy or insolvency does occur.

M. Clermont: Est-ce qu'il serait possible d'avoir la moyenne de temps—vous dites que ce sont surtout des sociétés qui déclarent faillite, mais est-ce qu'il serait possible de connaître la moyenne de temps de ces compagnies qui ont déclaré faillite; s'il n'ont pas remis pour un mois, deux mois, trois mois, quatre mois ou cinq mois; est-ce qu'il y aurait possibilité d'avoir une telle information?

Mr. Shoobert: Well, it could be yes. Of course, if we have a fairly large company, one month in itself can represent a very substantial amount of unremitted source deductions. We have monthly remitting cycle rather than an annual one, as we have in income tax or corporate tax. So the problem with the source deductions is that they do accumulate very quickly and in a matter of a fairly short period—I mean two or three months—we do have a substantial amount.

M. Clermont: Alors, vous êtes satisfait, car tous les moyens possibles sont appliqués pour recouvrer les dûs qui reviennent à la Couronne?

Mr. Shoobert: I certainly am. Oh, yes, I can assure you of that.

M. Clermont: Voici, monsieur le président. Dans un autre domaine, celui du Bureau du directeur, j'aimerais poser quelques questions. Est-ce que nous avons quelqu'un qui peut y répondre?

Le président: M. Tansley, l'administrateur, est ici.

M. Clermont: Récemment, nous voyions dans les journaux, une grande manchette, à l'effet qu'il en coûterait \$300,000 par mois, pour le Bureau du directeur. Ici, je vois une répartition des montants, et je vois entre autre, \$53,000 pour l'acquisition de matériel. Sans doute que ce \$53,000 sera reparti sur une période de «x» mois. Ensuite, je vois \$6,000 au crédit de la location. Est-ce que vous pourriez donner certaines explications au sujet de ces dépenses? Lorsque j'ai vu cette manchette, cela m'a fait sursauter, qu'il en coûte \$300,000 pour le Bureau du directeur de la Commission anti-inflation.

[Interprétation]

Mr. Clermont: Am I correct in understanding that there are 305 companies in default for \$4 million? If you are as severe or more severe in the case of companies which fail to remit their source deductions for income tax and the Canada Pension Plan, how can there be an outstanding debt of over \$4 million? I assume that they are instructed to make their payments by the 15th of the following month but if they fail to do so, what procedures do you take? Are they the same as your practice in dealing with individuals?

M. Shoobert: Oui, ce sont les mêmes procédures. En fait, comme je l'ai dit, elles sont même plus sévères. Il s'agit surtout de sociétés en faillite ou sociétés liquidées. La plupart des déductions à la source non payées se trouvent dans ces deux catégories. En outre, nous sommes obligés de respecter les dispositions de la Loi sur la banqueroute qui établit l'ordre de priorité des créanciers, selon lequel le paiement des salaires et de l'arriéré de loyer précèdent l'acquiescement de notre dette.

Mr. Clermont: You say that it is mostly companies that have gone bankrupt. Could you tell us the average period of time during which such companies failed to remit their deductions—one, two, three, four or five months?

M. Shoobert: S'il s'agit d'une société assez importante, le non-paiement de déductions à la source pour un mois peut représenter une somme considérable. Comme pour l'impôt sur le revenu, le paiement se fait sur une base mensuelle plutôt qu'annuelle. L'ennui avec les déductions à la source, c'est qu'elles s'accumulent très vite et dans une période assez courte de deux ou trois mois, la somme peut devenir très élevée.

Mr. Clermont: You are satisfied that all possible steps are taken to recover debts due to the Crown?

M. Shoobert: Certainement. Je peux vous en donner l'assurance.

Mr. Clermont: I would now like to ask some questions relating to the Office of the Administrator, Anti-Inflation. Is there anyone to answer?

The Chairman: Mr. Tansley, the Administrator, is present.

Mr. Clermont: Recently, the newspapers stated in large headlines that the Administrator's Office was going to cost \$300,000 a month. Looking at the breakdown in the estimates, I see that \$53,000 has been allotted for the purchase of equipment. I suppose that this sum will be spread over a period of several months. There is another \$6,000 for rental. Could you give some explanation concerning these two items? When I saw headlines about the Office of the Administrator of the Anti-Inflation Board costing \$300,000, I was quite startled.

[Text]

Bien entendu, en lisant les détails cela peut changer, mais la manchette... il y a même un ou deux de nos collègues, qui ont posé des questions en Chambre concernant ce \$300,000 par mois de dépenses pour le directeur de la Commission anti-inflation.

The Chairman: Mr. Tansley.

Mr. Donald Tansley (Administrator, Anti-Inflation Act, Department of National Revenue): Thank you, Mr. Chairman. Perhaps I should explain that these Supplementary Estimates were drawn up at a time when no one was very sure of what the function of the office would be or how it would work out. I myself had very little to do with the drawing up of these estimates and I can assure you that the \$298,000 for the first three months is a figure far in excess of my requirements.

For example, up to the end of February, that is covering the two months, we have spent about \$45,000 and included in that amount are certain figures which are one-shot items because we are setting up the office—costs of partitioning, of furniture, and of equipment for the office. The figures that you particularly referred to, sir, refer to the acquisition of furniture and certain capital construction that was necessary to set up the office. I might also say that about half of the furniture we have used is used furniture.

M. Clermont: Avez-vous mentionné, que pour les deux premiers mois d'opération, les dépenses ont été de \$45,000? Est-ce que vous avez un estimé des coûts d'ici la fin de l'année fiscale, soit le 31 mars 1976?

Mr. Tansley: Again, I am in a rather peculiar position because it is almost impossible to estimate either the size or the nature of the work load we are likely to have. My hope is that we can meet the demands which come to us by using a very small core staff and then borrowing or contracting short term staff as the need arises. And by this means I would hope that our monthly expenditure for the next year would be less than \$40,000 a month.

Mr. Clermont: \$40,000. That means about \$.5 million for the year.

Mr. Tansley: Hopefully less than that.

M. Clermont: Je vois ici un crédit de \$6,000 pour la location. Combien de pieds carrés de plancher avez-vous?

Mr. Tansley: I am afraid I cannot tell you that. I can tell you that we have one floor of the Lord Elgin Plaza, if anybody knows what that constitutes in square feet. I can also tell you, sir, that that amount is probably in excess of our present requirements. It was contracted before I was appointed.

M. Clermont: Est-ce que la location de cet espace est faite par l'entremise du ministère des Travaux publics?

M. Tansley: Je m'excuse, j'ai mal compris.

Mr. Clermont: Through who was the location made? Through the Department of Public Works?

Mr. Tansley: Through the Department of Public Works. Yes.

[Interpretation]

Of course, the headline does not tell the whole story and a look at the article gives a somewhat different impression. A few colleagues have already asked some questions in the House about the \$300,000 a month expenditure for the office of the Anti-Inflation Board Administrator.

Le président: Monsieur Tansley.

M. Donald Tansley (directeur, Loi sur la lutte contre l'inflation, ministère du Revenu national): Merci, monsieur le président. Je devrais vous signaler d'abord que ce budget supplémentaire a été établi à un moment où on ne savait trop quelles seraient la fonction du bureau et la durée de son existence. Personnellement, j'ai très peu participé à la préparation de ce budget et je puis vous assurer que les \$298,000 pour les trois premiers mois excèdent de beaucoup la somme qui sera effectivement nécessaire.

Jusqu'à la fin de février, c'est-à-dire pour les deux premiers mois, nous avons dépensé environ \$45,000 et certaines de ces dépenses ne seront pas renouvelées puisqu'elles ont été nécessitées par l'établissement du bureau; je vous cite, à titre d'exemple, les coûts de meubles et de matériel. Quant aux postes que vous avez mentionnés, il s'agit de l'acquisition de meubles et la construction nécessaire pour l'installation du bureau. Je pourrais également vous dire qu'environ la moitié de nos meubles sont des meubles d'occasion.

Mr. Clermont: You said that for the first two months of operation your expenses were \$45,000. Could you estimate what your total costs will be from now to the end of the fiscal year, that is March 31, 1976?

M. Tansley: Je suis dans une position assez difficile parce qu'il est presque impossible de prévoir la nature et l'importance de notre charge de travail. J'espère pouvoir faire face à toutes les demandes qui nous parviennent avec un personnel très restreint et la possibilité d'augmenter ce personnel de façon temporaire lorsque le besoin se fait sentir. De cette façon, j'espère que nos dépenses mensuelles pour l'année prochaine seront inférieures à \$40,000 par mois.

M. Clermont: \$40,000. Cela veut dire environ \$500,000 pour l'année.

M. Tansley: Encore moins, j'espère.

Mr. Clermont: Six thousand dollars have been set aside for rentals. How many square feet of floor space do you have?

M. Tansley: Malheureusement, je ne sais pas la réponse. Nous avons un étage de l'immeuble Lord Elgin Plaza mais je ne sais pas ce que cela représente en pieds carrés. Compte tenu des exigences actuelles, cet espace est probablement un peu trop grand. Le contrat avait été passé avant ma nomination.

Mr. Clermont: Was this rental made through the Department of Public Works?

Mr. Tansley: I am sorry, I did not quite understand you.

M. Clermont: Est-ce que c'est le ministère des Travaux publics qui a été responsable de cette location?

M. Tansley: Oui.

[Texte]

M. Clermont: Vous avez mentionné que vos dépenses pour la période d'un an, soit du 1^{er} avril 1976 au 31 mars 1977, vous les estimez à \$40,000 par mois. Est-ce que vous avez aussi un estimé du personnel dont vous aurez besoin pendant cette période?

Mr. Tansley: I presently have three professional staff, including myself, and some support staff. Now, I hope to be able to keep the office down to those kinds of numbers, with possibly one or two additional full-time staff and to rely on an ad hoc approach, a case by case approach, borrowing from other departments, contracting with perhaps a chartered accountant firm, but taking on no more permanent staff, hopefully than what I now have.

Le président: Monsieur Clermont?

M. Clermont: Oui.

Le président: Une dernière question.

M. Clermont: Très bien, merci. Premièrement, je remarque à un autre crédit: Pour les services professionnels et spéciaux, vous réclamez \$92,000. Alors quel montant sera affecté aux services professionnels et spéciaux pendant la période d'une année? Parce que vous avez laissé entendre que votre personnel d'appui permanent ne serait pas nombreux et que vous devrez compter sur du personnel venant d'autres ministères ou retenir les services d'un comptable agréé du secteur privé.

• 1010

Alors de cette somme de \$40,000 par mois, quel montant sera affecté aux Services professionnels et spéciaux?

Non, c'est très bien. Je comprends. Lorsque nous étudions les crédits réguliers, je poserai la question. Merci beaucoup.

Le président: Merci monsieur Clermont.

I now have Mr. Abbott, followed by Mr. Saltzman, Mr. Stevens, Mr. Martin and Mr. Ritchie.

Mr. Abbott: Mr. Chairman, I would like to ask one or two questions to the administrator which I think are related to the question of his budget.

There have been a great many wage rollbacks by the AIB, one of which has been dealt with by your branch. I wonder if you could say how and when there may be some price rollbacks, and whether you expect them to be . . .

Mr. Tansley: I think this is a question I am not well placed to answer, Mr. Chairman. As you know, my office operates only on the basis of references made either by the Board or by the Governor in Council. So I am not in touch at all with the day-to-day workings of the Board, nor am I that familiar with their contacts with business. I do know that their first forms are only now coming in, and I think it would probably be some time before they are in a position to deal with the price side of matters.

The Chairman: Mr. Abbott, I can remind you that Thursday night at eight o'clock we will have the Anti-Inflation Board with Mr. Pepin.

[Interprétation]

Mr. Clermont: You said that you estimated your annual expenses for the period April 1, 1976 to March 31, 1977, would be approximately \$40,000 a month. Are you able to estimate the staff that you will need for this period?

M. Tansley: Nous sommes maintenant trois dans la catégorie professionnelle, moi y compris, et il y a aussi le personnel de soutien. Je prévois peut-être un ou deux nouveaux postes permanents et, pour ce qui est du reste, j'espère adapter notre méthode de travail à chaque cas individuel avec la possibilité d'avoir recours à un personnel en détachement ou bien à une firme de comptables agréés, par exemple. Je pense que le personnel permanent ne sera pas augmenté.

The Chairman: Mr. Clermont?

Mr. Clermont: Yes.

The Chairman: Your last question.

Mr. Clermont: Thank you. I see that under the heading Professional and Special Services you are asking for \$92,000. I would like to know what you would estimate your expenditures in this category to be for the period of a year, since you gave us to understand that your support staff would be very small and that you would have to rely on people from other departments or chartered accountants from the private sector, for example.

Do you have any idea of how much of this figure of \$40,000, which you estimated as your monthly operating costs, would go towards special and professional services?

No, you do not. I understand. I will ask the same question when we begin our study of the main estimates. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

M. Abbott, suivi de M. Saltzman, M. Martin, M. Stevens et M. Ritchie.

M. Abbott: Monsieur le président, j'aimerais poser au directeur certaines questions qui me paraissent reliées à son budget.

De nombreuses réductions de salaires ont été décrétées par la Commission de lutte contre l'inflation et votre bureau s'est occupé d'un de ces cas. J'aimerais savoir quand nous pourrions nous attendre à voir des réductions de prix et si vous croyez que . . .

M. Tansley: Je crois que je ne suis pas en mesure de répondre à votre question, monsieur le président. Comme vous le savez, mon bureau s'occupe seulement des cas qui nous sont soumis par la Commission ou par le gouverneur en conseil. Je ne sais pas très bien comment se passe le travail quotidien de la Commission, ni le genre de consultation qu'elle a avec le monde des affaires. Mais puisque la Commission commence seulement à recevoir les premières formules remplies, il me semble que la question des prix devra attendre encore quelque temps.

Le président: Monsieur Abbott, je vous rappelle que la Commission de lutte contre l'inflation sera représentée jeudi soir à 20 h. 00 par M. Pepin.

[Text]

Mr. Abbott: Thank you, Mr. Chairman.

The proposed appeal procedures that are going to be introduced will provide a wide open opportunity for any party affected by an order or a decision of the AIB to appeal to you. Related to your budget—I am not very much concerned with the dollar figures in your budget—I would like to know, are you likely to have a flood of applications from the rulings of the AIB on the assumption that the readiness of the appeal will almost make your office the court of second resort? Do you really not agree that you are going to face a likely flood of applications?

Mr. Tansley: Mr. Chairman, this seems to be one of the uncertainties I have to live with in this particular position. It is almost impossible for me to estimate the number of parties who may feel dissatisfied with decisions of the Board. At the same time I have to be prepared to meet them as they come.

I think one factor may be of interest here. If one reads the legislation, one can see that any reference to the administrator, whether it is made by the Board or whether it is made on the request of a dissatisfied party, is a bit of a two-edged sword. I may agree with the Board. I may disagree with them and feel that they have not been generous enough. I may equally disagree with them and feel that they have been too generous. I think this is an important point to note.

Mr. Abbott: In other words, you do not regard the legislation as creating in your office the task of an enforcer, a kind of bulldog with the teeth to be brought to bear when the moral suasion of the AIB is ignored or disputed.

Mr. Tansley: There is no doubt that my role is one of enforcement, but I think the Act gives me certain powers of investigation which the AIB does not have. It assumes that I could act on the basis of different facts from those the AIB has acted upon.

Mr. Abbott: In other words, you might very well . . .

• 1015

Mr. Tansley: It very well might differ from . . .

Mr. Abbott: Yes, you might very well. If the worst—or however you want to phrase it—happened, and you were to become almost the recipient, just in the nature of things, if only to provide a delay, in some cases you might be getting a really large percentage of the volume enjoyed by the AIB.

Mr. Tansley: This is a possibility.

Mr. Abbott: I would like to ask you what you think the probable effect will be on the status, or even the credibility, of AIB if the administrator is, you might say, the senior appellate court, not dealing simply with questions of law, but dealing with new facts, new economic questions? In other words, if you come to be regarded as the AIB's senior branch, do you think the present organization's credibility will suffer?

Mr. Tansley: I rather doubt this will happen. If we take compensation cases as an example, these lend themselves in large measure to mathematical calculation on which we may sometimes differ, but it would be a marginal difference we would be talking about.

[Interpretation]

M. Abbott: Merci, monsieur le président.

Le projet de procédure d'appel donne d'amples occasions à toute personne affectée par un décret ou une décision de la Commission anti-inflation de faire appel à votre bureau. Ne risquez-vous pas d'être inondé d'appels contre les décisions de la Commission puisque les nouvelles possibilités d'appel sembleraient faire de votre bureau, un tribunal de seconde instance? Ne croyez-vous pas que vous serez inondé de demandes?

M. Tansley: Monsieur le président, cela semble une des incertitudes que je dois accepter dans ma position. Il m'est presque impossible de prévoir le nombre de parties qui pourraient s'estimer lésées par les décisions de la Commission. En même temps, je devrai être prêt à m'en occuper au fur et à mesure.

Il y a un facteur à ne pas oublier. Selon la loi, tout renvoi au directeur, qu'il soit fait par la Commission ou à la demande d'un plaignant qui s'estime lésé, est en quelque sorte une arme à double tranchant. Je peux être d'accord avec la Commission. Je peux également estimer que la Commission n'a pas été assez généreuse ou qu'elle a été trop généreuse. Je crois que c'est là un point important.

M. Abbott: En d'autres termes, selon votre interprétation de la loi, votre bureau ne constitue pas un organisme chargé de faire respecter la loi dans les cas où la persuasion morale de la Commission est contestée.

M. Tansley: Il n'y a aucun doute que notre rôle est de faire exécuter la loi. A mon avis, la loi nous donne également certains pouvoirs d'enquête dont ne jouit pas la Commission de lutte contre l'inflation. La loi prévoit que mes décisions puissent reposer sur des faits différents de ceux qui ont motivé les décisions de la Commission de lutte contre l'inflation.

M. Abbott: Autrement dit, vous pourriez très bien . . .

M. Tansley: Avoir une opinion différente de . . .

M. Abbott: Oui, cela se pourrait fort bien. A la rigueur, si ce n'est simplement pour gagner du temps, vous risquez d'avoir à vous prononcer sur un bon pourcentage des cas traités par la Commission.

M. Tansley: C'est une possibilité.

M. Abbott: Quel serait, selon vous, l'effet sur le statut ou même la crédibilité de la Commission si le directeur joue le rôle d'une cour d'appel, pour ainsi dire, ne traitant pas simplement des vices de forme mais de nouveaux faits économiques? Si votre bureau acquiert cette sorte de supériorité par rapport à la Commission, croyez-vous que la crédibilité de la Commission en souffrira?

M. Tansley: J'en doute fort. Les cas de rémunération, par exemple, se prêtent à des calculs mathématiques sur lesquels il peut y avoir des divergences, mais il s'agirait de différences marginales.

[Texte]

The areas of discretion in compensation cases are a little larger, but by and large we are operating on the same principle. The only difference, I suppose, is that the AIB's job is really to satisfy the court of public opinion, whereas I have to be a little more circumspect and satisfy, possibly, an appeal tribunal. The chances are that I might adhere a little more closely to the regulations, therefore, than the persuader—which is essentially the role of the Anti-Inflation Board.

Mr. Abbott: If the Anti-Inflation Board was—in your words—the persuader, in the Irving case they persuaded to no avail the company and the union. The result was that it went, by simple inevitability, to you. And you not only forced the decision, but you levied a fine against the company. If the only role of the AIB was as a moral persuader, how did the ignoring of their moral decision resulted in a fine?

Mr. Tansley: I am in a bit of a difficulty in discussing a specific case, Mr. Chairman, really for two reasons: one is the confidentiality sections of the act, which prohibit me from talking about the figures; but, perhaps, more important is the fact that this case is undoubtedly to be appealed, and it would be not only inappropriate but improper to comment on the case.

Mr. Abbott: I did not mean to get into that case so much as to use it as the only example we have at hand. Forget that question.

I would like to make, as a final statement, the suggestion that if your worst apprehensions are justified, and you become almost the appellate tribunal as a matter of course, I would suggest that that your operating budget will be inadequate if we are to judge by the expenses being racked up by the AIB.

Mr. Tansley: I would hope you are wrong, sir.

The Chairman: Thank you, Mr. Abbott. Mr. Saltzman, followed by Mr. Stevens.

Mr. Saltzman: Thank you, Mr. Chairman. I have a concern I would like to get some response to, it is about the controls on business profits in Canada. To the extent that the controls are going to be effective, and I am not at all sure that they are going to be effective. It seems to me that Canadian industry is going to lose out very badly in the sense that if it works at all, it will hit Canadian industry far harder than, let us say, branch plants of foreign corporations, and may force a sell-out, accelerate the sell-out of Canadian industry. My reason for saying that is that I raised some questions at the AIB seminar about how we are going to control transfer payments and accounting procedures in branch plants in Canada. I received the answer at that time, "Well, the Department of National Revenue has it well in hand; it has well established procedures for doing that", only to find out that the Department of National Revenue is having its own problems with these transfer payments in trying to figure out how much of it remains in Canada and how much of it gets shifted to the parent company. And my confidence in the department's ability to control that was not particularly reinforced by some answers I got from the Minister in the House.

[Interprétation]

Les domaines où peuvent s'exercer le pouvoir discrétionnaire dans les cas de rémunération sont peut-être assez nombreux mais nous avons le même principe à défendre que la Commission. Tandis que la Commission doit satisfaire surtout l'opinion publique, je dois être un peu plus prudent et offrir des arguments qui soutiennent l'examen d'une cour d'appel. Pour cette raison, il se peut que je me conforme davantage aux règlements que la Commission qui a surtout un rôle de persuasion.

M. Abbott: Si la Commission de lutte contre l'inflation a un rôle de persuasion, comme vous le dites, elle n'a pas réussi à convaincre la société Irving et le syndicat. Par conséquent, ce cas vous a été soumis. Vous avez non seulement confirmé la décision initiale mais vous avez frappé la société d'une amende. Si le rôle de la Commission consiste seulement en une persuasion morale, comment se fait-il que le refus d'obéir à cette décision morale ait entraîné une amende?

M. Tansley: J'ai quelques difficultés à discuter d'un cas précis, monsieur le président, pour deux raisons: d'abord, les dispositions de la loi qui concernent les questions de nature confidentielle m'empêchent de faire allusion aux chiffres; et, ce qui est plus important, c'est le fait que ce cas fera sans doute l'objet d'un rappel et il ne me serait pas loisible de faire des remarques là-dessus.

M. Abbott: Je voulais simplement citer ce cas à titre d'exemple.

Permettez-moi de dire, en conclusion, que si vos appréhensions les plus pessimistes se réalisent et que vous devenez un tribunal d'appel, j'ai bien l'impression que votre budget actuel ne suffira pas, compte tenu des dépenses considérables de la Commission de lutte contre l'inflation.

M. Tansley: J'espère que cela ne se passe pas ainsi, monsieur.

Le président: Merci, monsieur Abbott. M. Saltzman suivi de M. Stevens.

M. Saltzman: Merci, monsieur le président. Je m'inquiète beaucoup des restrictions sur les projets des entreprises au Canada. D'abord, il faut croire à l'efficacité de ces restrictions dans leur ensemble et je n'en suis pas persuadé. A mon avis, l'industrie canadienne y perdra beaucoup, en ce sens que si cela fonctionne, elle sera touchée très fortement, et je songe par exemple aux filiales canadiennes de sociétés étrangères, ce qui pourrait provoquer une liquidation, ou accélérer la liquidation de l'industrie canadienne. Je m'exprime ainsi, car j'ai soulevé certaines questions lors du séminaire de l'AIB pour savoir comment nous allons contrôler les paiements de transferts et les méthodes comptables dans les filiales canadiennes. On m'a répondu à ce moment-là que le ministère du Revenu national avait les choses en main et qu'il pouvait le faire grâce à des méthodes bien éprouvées. Je me suis rendu compte que le ministère du Revenu national éprouve aussi des difficultés avec les transferts de paiements, pour essayer de calculer combien doit demeurer au Canada et combien doit être retourné à la société mère. Certaines réponses du Ministre à la Chambre ne m'ont pas particulièrement rassuré quant à l'aptitude du ministre à contrôler la situation.

[Text]

[Interpretation]

• 1020

So, I would like to ask the Administrator, first of all, what his reply would be to that concern, and I would also appreciate a comment from some of the people in the department as to what progress they are making in establishing more effective monitoring procedures to ensure that the money that is being earned here in Canada is being taxed here rather than transferred for taxation purposes to the parent corporation in some other country.

Mr. Tansley: Mr. Chairman, perhaps I should point out that I am not a member of the board. My office is a completely separate office. On that particular question I do not think my view is of any more interest or importance than that of anybody you find in the street outside. It is simply beyond my mandate to address myself to that question.

Mr. Saltzman: You do not feel you would want to express your view as the man outside either?

Mr. Tansley: I do not think it would be very important.

Mr. Saltzman: All right. We will go to the people in the department then, if some of the people in the department would like to respond.

Mr. Shoobert: Mr. Saltzman, again I am not qualified to speak on that particular point, but rather on the uncollectable write-offs or collection activities, so that I think it would be inappropriate for me to comment on the taxation of multinationals. I believe that is the point you are getting at.

Mr. Saltzman: That is right.

Mr. Shoobert: I am afraid I would have to pass on that. That is not my area of responsibility and it would be inappropriate, I feel, for me to comment on that point.

Mr. Saltzman: I see. Do we have anyone here who could answer that question?

The Chairman: Mr. Saltzman, I would like to remind you that on the Main Estimates for the next year we will have the Department of National Revenue coming back with these general items and there will be questioning at the time. I think it would be proper to wait and limit your questions to the Supplementary Estimates at this time.

Mr. Saltzman: All right. I will restrain my curiosity.

May I ask whether it is within the terms of reference of the group that is here today to deal with the problems that arise from collecting on, let us say, tips of waitresses and taxi drivers and things like that? I have been receiving a number of complaints that the department is being pretty arbitrary in assessing penalties for people who have not declared tips as part of their income. I would like to know whether there is some kind of guide on this, let us say in the case of a waitress who usually works at the minimum wage level. How do the department come to the conclusion as to what they think a waitress owes them if those tips are not declared? And do you have much in the way of actions being taken to recover what the department may feel is coming to them in the way of extra income arising from tips?

J'aimerais demander à l'Administrateur, tout d'abord, ce qu'il pense de mon inquiétude et j'aimerais également que certains représentants du Ministère me disent quels progrès ont été faits pour appliquer des méthodes plus efficaces de contrôle, afin de garantir que l'argent gagné ici au Canada soit imposé ici plutôt que transféré à la société mère dans un autre pays pour des raisons fiscales.

M. Tansley: Monsieur le président, je dois d'abord souligner que je ne fais pas partie du conseil d'administration. Mon bureau est un bureau tout à fait distinct. Pour répondre à la question, je ne crois pas que mon opinion soit plus intéressante ou plus importante que celle de toute autre personne rencontrée sur la rue. Elle est tout à fait en dehors de mes compétences.

M. Saltzman: Vous ne voulez pas non plus donner votre avis en tant qu'homme de la rue?

M. Tansley: Je ne crois pas que cela vaille la peine.

M. Saltzman: Très bien. Nous allons nous adresser à des employés du ministère, s'il y en a qui veulent bien répondre.

M. Shoobert: Monsieur Saltzman, là encore, je ne suis pas assez compétent en la matière, je m'occupe plutôt des annulations non recouvrables ou de la perception, il ne conviendrait donc pas que je donne mon avis sur l'imposition des sociétés multinationales. C'est à ça que vous voulez en venir.

M. Saltzman: C'est exact.

M. Shoobert: Je cède donc ma place, ce n'est pas mon domaine de responsabilités et il ne convient pas que je réponde.

M. Saltzman: Je vois. Avons-nous quelqu'un ici qui peut répondre?

Le président: Monsieur Saltzman, j'aimerais vous rappeler que lors de l'étude du Budget de l'an prochain, le ministère du Revenu national reviendra pour ces postes d'ordre général et nous pourrions alors interroger ses représentants. Il vaudrait mieux attendre et limiter vos questions au Budget supplémentaire pour le moment.

M. Saltzman: Très bien, je vais refréner ma curiosité.

Les problèmes que pose la perception des impôts, notamment sur les pourboires des serveuses et des chauffeurs de taxi relèvent-ils du mandat du groupe qui est ici aujourd'hui? J'ai reçu un certain nombre de plaintes portant que le Ministère est un peu arbitraire dans l'évaluation des amendes à imposer à ceux qui n'ont pas déclaré les pourboires comme faisant partie de leur revenu. J'aimerais savoir si vous avez un guide en la matière, disons par exemple dans le cas d'une serveuse qui travaille habituellement au salaire minimum. Comment le Ministère peut-il décider ce qu'une serveuse lui doit, lorsque les pourboires ne sont pas déclarés? Quelles poursuites pouvez-vous intenter, afin de recouvrer ce que le Ministère croit être son dû comme supplément de revenu découlant des pourboires?

[Texte]

Mr. Shoobert: There are several methods, Mr. Saltsman, that we do use. Oftentimes the tips are recorded on charge sales, so that we do have some documentary evidence of the amount of the tip. It is possible from that to determine the average amount on cash transactions, so there is some basis in fact for many of our assessments of unreported gratuities. There is no question that this is one of the more difficult areas of tax enforcement, and we are continuing to attempt to come to grips with it. I think it is obvious that we do not capture all of the income of this nature that is in fact being paid, but it is an area that we do give attention to and I think wherever possible certainly we base it on factual information, such as the charge sale.

• 1025

Mr. Saltsman: Yes. It seems to me that the facts do not exist, and what you have to do is extrapolate from other experiences and say where we have evidence it shows that 30 per cent, or some figure like that, over and above what you are getting in salary should be going to you in the form of tips. If the person involved says that that may be true some where else but it is not true here, how do you really know, beyond saying that that has been our experience and that is what we are levying against you. How does one appeal against that kind of a decision?

Mr. Shoobert: Of course, the taxpayer who does not agree with the assessment has the right of appeal, and then it is an independent tribunal that will determine the merits of the assessment. Quite often this is done through negotiation with the individual, with the taxpayers, with the waitresses, the waiters, the maître d's, or what have you, but in the absence of documentary evidence, of accounting records, of course, then we try to come to agreement with the individual as to what a reasonable amount by way of gratuities would be.

Mr. Saltsman: Can you give us some idea what that formula is?

Mr. Shoobert: It varies, Mr. Saltsman, with the institution, of course. If it is an inexpensive restaurant, for example, obviously the amount paid in tips you would expect to be less than one of the more fashionable restaurants, and so on, so I am afraid there is no magic formula. There is no 20 per cent or 30 per cent figure, but rather we look at each case and determine what would be a reasonable approach to this particular problem of unreported income.

Mr. Saltsman: So you have kind of a Michelin chart of your own, that sort of thing, showing one star, two stars, a three-star restaurant, depending on how they would tip. May I ask you...

Mr. Shoobert: Give us your list, Max.

Mr. Saltsman: May I ask you this. Has the Department ever considered getting away from this whole tipping business and this kind of arbitrary—I do not want to use the word arbitrary—indefinite or trying to make assessments where there is not any hard evidence and where you have to make assumptions, to a position where all restaurants would have to include it on their bills and get away from tipping, which is a pretty unpleasant business generally anyway and it certainly creates all kinds of problems in terms of assessment. Have you ever given any thought to saying that the tip should be included on the bills?

[Interprétation]

M. Shoobert: Il y a plusieurs méthodes, monsieur Saltsman. Très souvent, les pourboires sont enregistrés sur les factures et, par conséquent, ces documents nous servent de preuve. Il nous est donc possible de déterminer le montant des transactions en espèces, ce qui nous sert de base pour évaluer les pourboires non déclarés. Il est évident que c'est un des problèmes les plus complexes de la fiscalité, et nous essayons toujours de le régler. Sans aucun doute, nous ne pouvons pas connaître tous les revenus de cette nature qui ont été versés, c'est un domaine que nous étudions avec attention et où nous pouvons nous fonder sur des renseignements comme par exemple les factures de vente à crédit.

M. Saltsman: Oui. J'ai l'impression que les faits n'existent pas et qu'il vous faut extrapoler à partir d'autres expériences et conclure que là où vous avez des preuves, 30 p. 100 environ du salaire, viennent s'ajouter sous forme de pourboires. Si la personne en cause vous répond que c'est peut-être vrai ailleurs, mais que cela ne l'est pas ici, comment pouvez-vous vraiment savoir, sauf pour dire que c'est fondé sur votre expérience, et que c'est le montant que vous devez percevoir. Comment une personne peut-elle en appeler de ce genre de décision?

M. Shoobert: Le contribuable qui n'est pas d'accord avec l'évaluation a le droit de faire appel. Un tribunal indépendant pourra juger des mérites de l'évaluation. Plus souvent, cela se fait par négociation avec le particulier, les contribuables, les serveuses, les serveurs et les maîtres d'hôtel notamment mais en l'absence de documents, de dossiers comptables par exemple, nous essayons de déterminer avec le particulier le montant qu'il doit raisonnablement payer pour les pourboires reçus.

M. Saltsman: Pouvez-vous nous donner une idée de cette formule?

M. Shoobert: Cela varie, monsieur Saltsman, selon l'établissement. S'il s'agit d'un restaurant ordinaire par exemple, il est évident que le montant versé sous forme de pourboires sera moindre que dans un restaurant très chic. J'ai bien peur qu'il n'y ait pas de formule magique. Nous ne pouvons pas parler de 20 p. 100 ou de 30 p. 100; nous devons plutôt examiner chaque cas et voir quelle est la façon meilleure façon d'aborder ce problème du revenu non déclaré.

M. Saltsman: Vous avez donc une sorte de guide Michelin qui vous indique les restaurants à une, deux ou trois étoiles, ce qui vous permet de déduire à combien environ s'élèvent les pourboires. Puis-je vous demander...

M. Shoobert: Donnez-vous votre liste, Max.

M. Saltsman: Est-ce que le ministère a songé à ne plus s'occuper de cette question des pourboires, je n'aime pas beaucoup le mot arbitraire mais du moins envisagez-vous de renoncer aux évaluations lorsqu'il n'y a pas vraiment de preuves et que vous devez estimer l'importance des pourboires, en fonction du restaurant ce qui, à mon avis, est assez déplaisant et crée certainement toutes sortes de problèmes. N'avez-vous jamais songé à faire figurer les pourboires dans les factures?

[Text]

Mr. Shoobert: No, we in Revenue have not, or whether tips should be taxable at all, really. That would be, I suppose, more properly the area of the Department of Finance than Taxation but, no, we have not attempted to propose any legislation of that nature which would make it easier to administer this particular part of our- . . .

Mr. Saltzman: Your responsibility is the collection- . . .

Mr. Shoobert: That is right.

Mr. Saltzman: . . . of the moneys.

The Chairman: You still have one minute, Mr. Saltzman.

An hon. Member: Leave us a good tip!

Mr. Saltzman: I could not even say hello in one minute. Would you not feel it was within your competence to make a recommendation that would facilitate the collection procedure and make the collection procedure more certain and less of the sort of piece of guesswork and negotiation that it is now?

Mr. Shoobert: I would suggest it would be a very, very difficult area to legislate, Mr. Saltzman. You are dealing here with a customer and an employee of a restaurant, and normally the amount that is paid is paid by the customer directly to the waitress and the restaurant owner is not involved, so it would be rather difficult to legislate that kind of thing. It is a personal transaction between- . . .

Mr. Saltzman: I know in many countries it is now on the bill. You do not leave it to the discretion of the- . . .

Mr. Shoobert: If it were all on the bill it would make our role easier, I would certainly agree with you there. I do not think we would ever take the initiative in proposing that that be mandatory in any way.

Mr. Saltzman: Thank you.

• 1030

The Chairman: Thank you, Mr. Saltzman. I would like to remind the members that we are on Vote 1b and Vote 5b relating to deletions from the accounts of the government. Mr. Stevens, followed by Mr. Martin.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. I was wondering whether the Administrator could indicate to the Committee why the estimates touching on his office actually come under the National Revenue estimates.

Mr. Tansley: I think it is simply that by Governor in Council the Minister of National Revenue was designated as the Minister responsible for that part of the Anti-Inflation Act covering the Administrator.

Mr. Stevens: Do you report to the Minister of National Revenue?

Mr. Tansley: I report to him in the sense that my estimates come under him and under the legislation all reports of individual cases, or general reports, must be sent to him for tabling in the House.

[Interpretation]

M. Shoobert: Non, ce n'est pas le ministère du Revenu qui a décidé que les pourboires devaient être imposables. C'est le domaine du ministère des Finances, plutôt que celui du revenu et de l'impôt mais, non, nous n'avons pas essayé de proposer des lois de ce genre qui rendraient plus facile l'administration de ce secteur particulier de notre . . .

M. Saltzman: Votre responsabilité est celle de percevoir . . .

M. Shoobert: C'est exact.

M. Saltzman: L'argent.

Le président: Vous avez encore une minute, monsieur Saltzman.

Une voix: Laissez-nous un bon pourboire.

M. Saltzman: Une minute, cela ne me donne même pas le temps de dire bonjour. Ne croyez-vous pas qu'il vous incombe de recommander des méthodes de perception plus sûres et moins tributaires de la conjoncture et de la négociation comme c'est le cas actuellement.

M. Shoobert: Je pense que c'est un domaine où il serait très difficile de légiférer monsieur Saltzman. Vous avez affaire ici à un client et à un employé de restaurant. La somme qui est habituellement payée par le client directement à la serveuse n'a rien à voir avec le propriétaire du restaurant et par conséquent il serait difficile de promulguer une loi de ce genre. C'est une transaction personnelle entre . . .

M. Saltzman: Je sais que dans bien des pays le pourboire fait partie de la facture. Il n'est pas laissé à la discrétion de . . .

M. Shoobert: Si tout était sur la facture, notre rôle serait plus facile, je suis d'accord avec vous. Je ne pense pas que nous proposerions que cela devienne obligatoire.

M. Saltzman: Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Saltzman. J'aimerais rappeler aux membres du Comité que nous étudions les crédits 1b et 5b concernant les retraits des comptes du gouvernement. M. Stevens a la parole, suivi de M. Martin.

M. Stevens: Merci, monsieur le président. L'administrateur pourrait-il dire au Comité pourquoi le budget concernant son bureau figure dans le budget du Revenu national.

M. Tansley: Simplement parce que le Gouverneur en conseil a demandé que le ministre du Revenu national soit désigné comme ministre responsable de cet aspect de la Loi anti-inflation, c'est-à-dire du budget de l'administrateur.

M. Stevens: Est-ce que vous devez présenter un rapport au ministre du Revenu national?

M. Tansley: Oui, dans ce sens qu'il est responsable de mon budget et, en vertu de la Loi, tous les rapports concernant les cas particuliers ou les rapports de nature générale doivent lui être envoyés pour qu'il les dépose à la Chambre.

[Texte]

Mr. Stevens: Mr. Administrator, as you undoubtedly are only too well aware, you have extensive powers to tax or make levies, or whatever you like to call it, under Section 20. Have you any estimate as to what might be the revenue that would come out of your powers in the coming fiscal year?

Mr. Tansley: I would be very pleased indeed, Mr. Chairman, if I could make such an estimate, because I would then know what my workload is going to be and I could estimate my staff requirements. I am afraid it is quite beyond me to make any such estimate. I might say this, however, that under the proposed changes in the legislation we are much more apt, as far as compensation cases are concerned, to receive cases where there has been no contravention, and therefore the likelihood of penalty is much less; well, it is nil if there has been no contravention.

Mr. Stevens: But there was never a ballpark estimate made within the Department of National Revenue or through any other body as to what might be the amount of revenue in 1977?

Mr. Tansley: Certainly none that I am aware of, sir.

Mr. Stevens: Referring to the bill that you have just referred to, Bill C-89, are the provisions in that bill that touch upon your office a result of your recommendations?

Mr. Tansley: Certainly I was consulted on them. With regard to the particular parts of Section 20, those changes are being made on my recommendations, yes. The rest of the bill I was consulted on.

Mr. Stevens: But only those that are touching directly on Section 20 are a result of your recommendation?

Mr. Tansley: That is right.

Mr. Stevens: Earlier, Mr. Clermont dwelt on the specific items in your estimates, including salaries. I was wondering whether you could tell the Committee what the individual salaries are of the three professional staff that you refer to, including yourself.

Mr. Tansley: I can tell you my own salary, which is fixed at that of a federal court judge, which I think is \$50,000 a year...

Mr. Stevens: Is there any expense allowance over and above that?

Mr. Tansley: No. My office is not the kind that dispenses hospitality.

Mr. Stevens: That is not the only form of expense.

Mr. Tansley: My two other staff are both in the SX three range. I think it is about \$37,000 to \$45,000, is it not?

Mr. Connell: I have it here somewhere. I think you are right, \$37,500 to...

Mr. Tansley: And this was part of my whole approach to this office. What we needed was a small core of highly qualified people who could supervise a large number of temporary people if the need arose. The range for an SX-3 apparently is \$35,500 to \$47,500.

[Interprétation]

M. Stevens: Monsieur, comme vous le savez probablement trop bien, vous avez des pouvoirs très étendus qui vous permettent de percevoir des impôts ou des taxes, peu importe leurs noms, en vertu de l'article 20. Avez-vous une idée des revenus auxquels ces pouvoirs donneront lieu au cours de la prochaine année financière?

M. Tansley: J'aimerais bien, monsieur le président, pouvoir faire cette prévision, car je pourrais ainsi savoir ce que représenterait ma charge de travail et je pourrais également prévoir le personnel nécessaire. Mais j'ai bien peur que cela soit tout à fait impossible. J'ajouterai, toutefois, qu'en vertu de la loi modifiée, et en tout état de cause en ce qui concerne les indemnités, il n'y aura pas contravention dans de nombreux cas et, par conséquent, il devrait y avoir beaucoup moins d'amendes.

M. Stevens: Mais vous n'avez jamais fait d'évaluation approximative au ministère du Revenu national ou dans un autre organisme pour savoir quels seraient les montants à percevoir en 1977?

M. Tansley: Pas à ma connaissance.

M. Stevens: Pour en revenir au projet de loi que vous avez mentionné, le Bill C-89, les dispositions qui concernent votre bureau résultent-elles de vos recommandations?

M. Tansley: Certainement, on m'a consulté à leur sujet. Quant aux paragraphes de l'article 20, ces changements ont été faits sur ma recommandation. Pour le reste du bill, on m'a consulté.

M. Stevens: Mais seuls les changements apportés directement à l'article 20 sont le résultat de votre recommandation?

M. Tansley: C'est juste.

M. Stevens: M. Clermont a parlé plus tôt de postes précis dans votre budget, y compris les salaires. Je me demande si vous pourriez dire au Comité quels sont les salaires des 3 employés professionnels dont vous parlez, y compris le vôtre?

M. Tansley: Je peux vous dire quel est mon salaire, qui est équivalent à celui d'un juge de tribunal fédéral, c'est-à-dire, je crois, de \$50,000 par an...

M. Stevens: Avez-vous également des allocations de dépenses?

M. Tansley: Non. Mon bureau n'est pas du genre de ceux qui doivent accorder l'hospitalité.

M. Stevens: Ce n'est pas le seul genre de dépenses?

M. Tansley: Les deux autres personnes qui font partie de mon personnel sont au niveau SX-3 et gagnent environ de \$37,000 à \$45,000, n'est-ce pas?

M. Connell: J'ai ces chiffres quelque part. Vous avez raison, \$37,500 à...

M. Tansley: C'était mon idée quant à la composition de ce bureau. Ce dont nous avions besoin c'était d'un petit groupe de personnes très compétentes qui pouvaient superviser un grand nombre d'employés temporaires au besoin. Le salaire d'un SX-3 s'établit entre \$35,500 et \$47,500.

[Text]

Mr. Stevens: I believe in earlier testimony in response to Mr. Clermont's questions you mentioned that the \$298,000 estimate now before us was far over what you now estimate to be your requirement. What do you estimate to be your requirement up to the end of March?

• 1035

Mr. Tansley: I am a little uncertain here because we are making some alterations, some partitioning and purchasing, furniture. I am not sure just when these bills are coming in but I would be surprised if we exceeded \$100,000 for the three months.

Mr. Stevens: Would you feel that this Committee then would be right in reducing this estimate by \$198,000?

Mr. Tansley: I do not know if that is a question for me. I do not know the powers of the Committee.

Mr. Stevens: Well, if you do not need the money, why should we award it to you?

Mr. Tansley: Well, from my point of view, as I say, \$100,000 is sufficient.

Mr. Stevens: And I could get this out of your 1977 estimates but I do not have them with us. What do you estimate to be your total requirement for the coming fiscal year?

Mr. Tansley: There is no estimate shown in the Blue Book for 1976-77 because I was not appointed early enough to get the estimate in.

Mr. Stevens: Yes. But as far as you are concerned, if we moved this estimate down to an even \$100,000 rather than \$298,000, you would have no objection?

Mr. Tansley: I think that is probably a question which should be addressed to the Minister rather than myself but, from my point of view, my estimate is that I will not need more than \$100,000.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I was wondering if one of the other officials with us could tell us the estimated total revenue received in the last available year as a result of the capital gains tax? I notice that in your returns you do not break this out. You break out many things but you do not actually show the amount of return that you would estimate as a result of the capital gains tax.

Mr. Shoobert: Mr. Stevens, I am not sure that information is available. I am not sure that our records keep the capital gains tax separate but I will attempt to find out. I certainly do not have it today and I rather doubt that we do segregate that element of tax.

Mr. Stevens: Well, it is available. I have it on a private basis and I just think it is something that should be made public. So if you could obtain that, perhaps it could be appended to these minutes.

Mr. Shoobert: Specifically, it is for the taxation year 1975?

Mr. Stevens: Presumably that is your last...

Mr. Shoobert: No, the last complete year would be for 1974, I think.

[Interpretation]

M. Stevens: Vous avez dit plus tôt en réponse à une des questions de M. Clermont, que le budget de \$298,000 que nous étudions dépassait de beaucoup vos prévisions actuelles. Que prévoyez-vous d'ici la fin de mars?

M. Tansley: Je ne suis pas tout à fait certain, comme nous sommes en train d'effectuer certains changements, division de bureaux et achat de meubles. Je ne sais pas quand les factures arriveront, mais je serais surpris que la somme dépasse \$100,000 pour ces trois mois.

M. Stevens: Croyez-vous que le Comité aura raison de réduire ce budget à \$198,000?

M. Tansley: Ce n'est pas à moi de répondre. Je ne connais pas les pouvoirs du comité.

M. Stevens: Si vous n'avez pas besoin de l'argent, pourquoi vous serait-il accordé?

M. Tansley: A mon avis, \$100,000 me semble suffisant.

M. Stevens: Je pourrais le tirer de votre budget de 1977, mais je n'ai pas le document ici. De quoi aurez-vous besoin au total pour la prochaine année financière?

M. Tansley: Nous n'avons pas de budget dans le Livre bleu de 1976-1977, car je n'ai pas été nommé suffisamment tôt pour paraître au budget.

M. Stevens: Oui. Mais du moment que vous êtes concerné, si nous réduisons ce budget à \$100,000 plutôt que de le laisser à \$298,000, vous n'avez pas d'objection.

M. Tansley: C'est une question qu'il faudrait probablement poser au ministre plutôt qu'à moi-même, mais, quant à moi, je ne prévois pas avoir besoin de plus de \$100,000.

M. Stevens: Monsieur le président, je me demande si les autres représentants du ministère pourraient nous dire quel est le revenu total perçu au cours de la dernière année au titre des impôts sur les gains de capital. Ce n'est pas mentionné dans vos recettes. Vous avez donné une ventilation, mais vous n'indiquez pas le montant des recettes prévues au titre des gains de capital.

M. Shoobert: Monsieur Stevens, je ne suis pas certain que ces renseignements soient disponibles. Je ne sais pas non plus si nos dossiers montrent séparément les gains de capital, mais je vais essayer de trouver. Je n'ai pas les chiffres avec moi aujourd'hui, mais je doute de cette dissociation.

M. Stevens: Cela existe. J'ai reçu ces chiffres moi-même mais je crois qu'ils devraient être publiés. Si vous pouvez les obtenir, nous pourrions les annexer au compte rendu.

M. Shoobert: Vous voulez parler de l'année fiscale 1975?

M. Stevens: C'est probablement votre dernière...

M. Shoobert: Non, la dernière année complète serait 1974.

[Texte]

Mr. Stevens: You can give it to me for the full year, whichever year it is.

Dealing with the amounts that are to be written off—in answer to my colleague's question, Mr. Lambert—you broke down in general terms the types of people involved in the write-offs. I was wondering if you could make the individual names available to the Committee of those who are receiving the benefit of these write-offs with particular reference to the 22 individuals that you say are now having their income tax written off as a result of their not being resident in Canada. Surely it would be of interest to the Canadian public exactly who did get these benefits.

Mr. Shoobert: Mr. Stevens, the confidentiality provisions of the act would prevent that information being made public.

Mr. Stevens: Have you a ruling on that? After a debt gets to the position that you have to write it off, why is there a question of its being confidential? It is a debt to the Crown. Other debts are being written off here in other parts of the estimates. There is no hesitation in showing the names of the people involved.

Mr. Shoobert: Well, I believe the statute would require amendment in order for us to make that information available.

• 1040

Mr. Stevens: What is the largest amount written off as far as one individual or one company is concerned?

Mr. Shoobert: I am sorry I do not have that information with us, but that again I could obtain. The largest single amount by an individual?

Mr. Stevens: Yes, or a corporation.

Mr. Shoobert: Or a corporation.

Mr. Stevens: Correct. Could you also give us the largest amount written off by one of these individuals not resident in Canada? And am I correct in assuming that the reason that you feel those amounts are uncollectable is the fact that they are literally just not in Canada, that you do not have a suitable process to collect the money?

Mr. Shoobert: Yes, that is true, although it could be that if they were in Canada the circumstances might be such that we could not collect anyway, but the fact that they are not in Canada means we cannot pursue them to find out their financial situation at the present time.

Mr. Stevens: Yes. So if you could give me the largest amount that is written off in that category, too.

The Chairman: Thank you, Mr. Stevens. Your time is up. Mr. Martin, followed by Dr. Ritchie, then Mr. Trudel and then Mr. Kempling.

Mr. Martin: Mr. Chairman, my questions are somewhat in line with the line of questioning Mr. Stevens has just finished with. My first question is to—is Mr. Connell answering for Taxation?

Mr. Shoobert: No, Customs.

[Interprétation]

M. Stevens: Vous pouvez me donner ces chiffres, quelle que soit l'année.

A la question des montants qui doivent être annulés, en réponse à une question de mon collègue M. Lambert, vous avez dit de façon générale quel genre de personnes étaient impliquées dans ces annulations. Je me demande si vous pourriez donner les noms de ces personnes au Comité, ces personnes qui profitent de ces annulations, surtout des 22 particuliers qui verront leur impôt annulé, étant donné qu'ils ne résident pas au Canada. Le public canadien serait certainement très intéressé à savoir de qui il s'agit.

M. Shoobert: Monsieur Stevens, des dispositions de la loi concernant l'aspect confidentiel de la question empêchent de divulguer ces renseignements.

M. Stevens: Est-ce qu'il y a eu une décision à ce sujet? Lorsqu'une dette en arrive au point où il faille l'annuler, pourquoi cette question est-elle confidentielle? Il s'agit d'une dette envers la Couronne. D'autres dettes sont annulées dans d'autres parties du budget. Il n'y a eu aucune hésitation à indiquer les noms des personnes en cause.

M. Shoobert: Je crois qu'il faudrait amender la loi pour nous permettre de donner ces renseignements.

M. Stevens: Quel est le montant le plus considérable qui a été radié dans le cas d'un particulier ou d'une société?

M. Shoobert: Je n'ai pas ces renseignements ici, mais je pourrais les obtenir. Le montant le plus considérable par particulier?

M. Stevens: Oui, ou par société.

M. Shoobert: Ou par société.

M. Stevens: Exact. Pourriez-vous aussi nous dire quel montant le plus considérable a été radié par un de ces particuliers qui ne réside pas au Canada? Est-il exact que vous estimez ne pas pouvoir percevoir ces montants parce que ces débiteurs ne se trouvent pas au Canada, et qu'il n'existe aucune procédure vous permettant de percevoir cet argent?

M. Shoobert: Oui, c'est exact, mais même s'ils se trouvaient au Canada, les circonstances nous empêcheraient peut-être de percevoir cet argent de toute façon. Mais étant donné que ces personnes ne se trouvent pas au Canada, nous ne pouvons pas connaître leur situation financière.

M. Stevens: Oui. J'aimerais aussi que vous me donniez le montant le plus considérable qui a été radié dans cette catégorie.

Le président: Merci monsieur Stevens. Vos minutes sont écoulées. M. Martin, puis M. Ritchie, M. Trudel et M. Kempling.

M. Martin: Monsieur le président, mes questions ressemblent aux questions soulevées par M. Stevens. Ma première question s'adresse à... M. Connell répond-il aux questions portant sur l'impôt?

M. Shoobert: Non, les douanes.

[Text]

Mr. Martin: Mister?

Mr. Shoobert: Mr. Shoobert.

Mr. Martin: To Mr. Shoobert. I am sure you are aware of the discussions that went on in the Public Accounts Committee last year relating to write-offs of delinquent accounts in Taxation. The term "international skip" was raised at one of those meetings and I think you know the significance of that term. I would like to ask if there are a number of international skips involved in this write-off, and if so, for how much? That would apply to Taxation, and if there are any in Customs and Excise I would like that included as well as a separate item.

Mr. Shoobert: I can answer that. Of the 453 accounts that we are dealing with today, 22 represent individuals not resident in Canada. The total dollar value is \$733,000.

Mr. Martin: I am sorry, could you repeat that amount?

Mr. Shoobert: Yes, 22 individuals for a total dollar value of \$733,000.

Mr. Martin: Of nonresidents in Canada?

Mr. Shoobert: Yes, individuals, individuals who are no longer resident in Canada.

Mr. Martin: I would like to ask as a next question, Mr. Shoobert—and you may not have this information available with you in summary form. If not, I would like to make the request that it be made available to members of the Committee subsequent to our meeting—an aging of the accounts that are being written off by the years to which those assessments apply.

Mr. Shoobert: Yes, that would be possible. I do not have it today but it is possible to obtain that.

Mr. Martin: To you, Mr. Chairman, could this request be a request that the information be indeed distributed?

The Chairman: It could be sent to the Clerk of our Committee and then distributed to the members.

Mr. Martin: Thank you. Mr. Chairman, again through you to Mr. Shoobert, you did earlier give us some grouping of some of these accounts. I would like to request additional information showing a grouping of the accounts by number, the number within each range, and the ranges I would request are of those accounts that are over \$1 million in amount. Could you perhaps indicate whether there are any over \$1 million?

Mr. Shoobert: No, I am sorry I cannot from the information I have with me, but it would be possible to obtain this.

Mr. Martin: Then I would say the four ranges, those over \$1 million, and in those cases I would like to see each one listed with the amounts. The next range would be the number of accounts between \$500,000 and \$1 million, and then between \$100,000 and \$500,000, and then those under \$100,000. I would like to request, Mr. Chairman, that this be made available in the same way that would apply to the prior request.

[Interpretation]

M. Martin: Monsieur?

M. Shoobert: Monsieur Shoobert.

M. Martin: Ma question s'adresse à M. Shoobert. Vous êtes certainement au courant des discussions qui ont eu lieu l'an dernier au Comité des comptes publics au sujet de la radiation des comptes non payés à l'impôt. Au cours d'une de ces réunions on s'est servi de l'expression «fuite internationale» et vous en connaissez la signification. J'aimerais savoir s'il s'est produit un certain nombre de fuites dans le cas de cette radiation, et dans l'affirmative, combien? Cela se rapporte à l'impôt, et s'il y en a aussi dans le cas des douanes et accise j'aimerais qu'on en parle aussi séparément.

M. Shoobert: Je puis répondre à votre question. Parmi les 453 comptes dont nous parlons aujourd'hui, il s'agit dans 22 cas de particuliers ne résidant pas au Canada. Ces comptes s'élèvent au total à \$733,000.

M. Martin: Pourriez-vous répéter ce chiffre?

M. Shoobert: Oui, 22 comptes de particuliers s'élevant au total à \$733,000.

M. Martin: De particuliers ne résidant pas au Canada?

M. Shoobert: Oui, de particuliers qui ne résident plus au Canada.

M. Martin: Il se peut que vous n'ayez pas ici les renseignements pour répondre à ma prochaine question. Si tel est le cas, j'aimerais que vous les transmettiez aux membres du Comité après la réunion. J'aimerais savoir en quelle année ont été évalués les comptes qui sont radiés.

M. Shoobert: Oui c'est possible. Je n'ai pas ces renseignements aujourd'hui, mais je peux les obtenir.

M. Martin: Monsieur le président, pourrais-je demander que ces renseignements soient distribués?

Le président: Ils pourraient être envoyés au greffier du Comité et distribués ensuite aux membres.

M. Martin: Merci. Monsieur le président, je m'adresse à M. Shoobert, tantôt vous avez groupé certains de ces comptes. J'aimerais que vous nous donniez le nombre de comptes par catégorie, par exemple la catégorie des comptes de l'ordre de plus d'un million de dollars. Pourriez-vous nous dire si certains comptes dépassent un million de dollars?

M. Shoobert: Non, je n'ai pas ces renseignements, mais je puis les obtenir.

M. Martin: Je dirais donc quatre catégories, et dans le cas de deux dépassant un million de dollars, j'aimerais avoir la liste des comptes et leurs montants. La deuxième catégorie serait le nombre de comptes entre \$500,000 et un million, ensuite entre \$100,000 et \$500,000, et ceux de moins de \$100,000. Monsieur le président, j'aimerais que ces renseignements nous soient distribués de la même façon que les précédents.

[Texte]

The Chairman: Yes.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I would like to come back for a moment to another point that I think Mr. Stevens touched upon and which was also discussed at our Public Accounts meeting last year, and that relates to the indication of names of debtors to the government whose accounts are ultimately written off which we are talking about here.

• 1045

There was an indication at that meeting and again at this meeting today that, indeed, it is illegal under the Income Tax Act or some other statute for names of debtors whose accounts are written off to be divulged to the public.

I would like to make the point that I think, indeed, the names of people whose accounts are written off should be known to the public, particularly in the case of larger amounts where significant amounts of revenue are involved. I would like to ask, Mr. Chairman, through you to Mr. Shoobert, whether steps are indeed being taken in National Revenue Taxation to promote whatever legislation might be necessary to make this effective in the future.

Mr. Shoobert: I can report to the Committee that there is no such activity at the present time; and to my knowledge, none is contemplated.

Mr. Martin: Does that mean—again through you, Mr. Chairman—Mr. Shoobert, that there was no specific positive action as a result of these comments having been discussed at least once or twice in Public Accounts last year?

Mr. Shoobert: Not to my knowledge.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I would just like to leave the comment and the request again that this matter be given careful consideration. Perhaps we could leave it with the Parliamentary Secretary to talk to the Minister, because I think it is an area where protection is being given that is really unjustified. It is protection to those, in effect, whose accounts have been written off, many of whom have been written off because of certain provisions whereby they are able to get out of the country.

One last general question, through you, Mr. Chairman, to Mr. Shoobert: in the event of a dispute over the amount of salary indicated on a T-4 slip, I was given to understand recently that if a taxpayer disputes this with the district taxation office where he may reside, the normal response is that he should settle his problem with the employer. If in consultation with his employer he is not able to settle the dispute, the attitude of the district taxation office is that the word of the employer is correct and the word of the employee is wrong. Would you comment on that?

Mr. Shoobert: Yes, I would be happy to. Certainly, that impression is incorrect. In these cases—and it is not an uncommon occurrence, we will send a payroll auditor out to the employer's place of business and examine his books and obtain the information from his payroll records as to what the remuneration and what the deductions actually are. There is no hesitation in doing that.

Mr. Martin: So there is this protection available to the employee who may not be satisfied.

[Interprétation]

Le président: Oui.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais revenir pour un instant à un autre point qu'a soulevé M. Stevens, je crois, et dont on a aussi discuté au cours d'une réunion du Comité l'année dernière, et qui porte sur la divulgation des noms des débiteurs du gouvernement dont les comptes ont été radiés et dont nous parlons ici aujourd'hui.

On avait indiqué à cette réunion, et cela vient de nous être répété, que la Loi de l'impôt sur le revenu ou une autre interdisait que soit divulgué au public le nom des personnes ayant bénéficié d'une radiation de dette.

J'estime, pour ma part, que ces noms devraient au contraire être connus du public, particulièrement lorsqu'il s'agit de grosses sommes qui représentent des revenus importants. Je voudrais donc, monsieur le président, demander à M. Shoobert si l'on a pris des mesures au sein du ministère du Revenu national, Impôt, en vue de proposer qu'un texte législatif soit adopté à cette fin.

M. Shoobert: Je puis répondre au Comité qu'à ma connaissance on n'envisage pas actuellement de préparer un tel texte.

M. Martin: Dois-je entendre par là, monsieur le président, que rien n'a été fait de concert suite aux observations répétées au moins à deux occasions l'an dernier au Comité des comptes publics?

M. Shoobert: Pas à ma connaissance.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais en rester là et demander à nouveau que cette question soit soigneusement étudiée. Peut-être pourrions-nous demander au secrétaire parlementaire d'en parler au ministre car c'est à mon avis un domaine où on accorde une protection qui me semble absolument injustifiée. Il s'agit en effet de protéger ceux dont les dettes ont en fait été radiées, et qui, pour beaucoup ont bénéficié de certaines dispositions leur permettant de quitter le pays.

Dernière question générale pour M. Shoobert: au cas où un employé ne serait pas d'accord sur les indications données dans son imprimé T-4, on m'a récemment déclaré que si un contribuable s'adressait à son bureau d'impôt régional on lui répondait normalement qu'il devait régler ce problème avec son employeur. Si, après avoir consulté son employeur, il ne peut régler la chose, le bureau considérerait que la parole de l'employeur prévaut sur celle de l'employé. Qu'en est-il exactement?

M. Shoobert: Je vous répond sans hésitation qu'il n'en est rien. Dans de tels cas en effet, et cela arrive assez souvent, nous envoyons un vérificateur des feuilles de paye examiner les livres de l'employeur et demander les renseignements contenus dans ses dossiers sur la rémunération et les déductions exactes. Cela ne fait aucun doute.

M. Martin: Cette protection existe donc pour l'employé non satisfait?

[Text]

Mr. Shoovert: Oh yes, that is right. Now, in some cases it may be that the records are not available and, indeed, the employer is not available. In those cases, then, it is a question of negotiation with the employee as to, really, basing his T-4 data on the best information available. But if the records are available, if the employer is not available, we will pursue that course very vigorously. There is no question of it.

Mr. Martin: Thank you, Mr. Chairman. I have no further questions.

The Chairman: Thank you, Mr. Martin. Dr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I would like to ask my first question on customs and excise.

The Chairman: Could we have order, please. It is hard for the Chair and the witness to hear the questions.

Mr. Ritchie: As a rural member, I seem to find people having considerable problems with customs in importing stuff, usually single items. In the province of Manitoba it is Winnipeg, and the customs people say to a person living 200 miles away, you had better come and pick up your article in person, whereas, for the people who live in the city, of course, it is fairly easy to do. Is there no authority by which a charge can be levied through the customs and the bill sent and the amount remitted without the individual having to go a couple of hundred miles to pick up an item that probably has to go by truck or comes through the post office anyway?

Mr. Connell: Yes, there is authority, Mr. Chairman, and it is practiced all the time. Notification that an article is in customs is given by the post, by mail. In a great many cases where it is readily ascertainable what the amount of duty is—and that is in most cases—this is specified to the importer; the importer is able then to pay that amount by mail again, and to receive the article sent to the importer by mail. There are, of course, cases where the article itself is not readily transportable through the mail, in which case the importer would have to arrange for it to be picked up. But in small articles, it is handled through the mail every day.

Mr. Ritchie: People do not always seem to know this. It seems to me there is a lack of knowledge by officials, maybe they are junior people.

• 1050

Another seems to be the failure to be able to open, I believe certain types—without authority from the receiver. You get an invoice out; this takes time to write. I do not understand, but I gather that they require permission to open and then, presumably, the invoice is in there and an assessment is made. Are they not privileged to open without authority in certain cases?

Mr. Connell: None that I am aware of, Mr. Ritchie. The customs official has the authority to open and inspect the goods.

Mr. Ritchie: At any time?

Mr. Connell: At any time, to appraise it for its value and to see whether or not it is dutiable.

[Interpretation]

M. Shoovert: Oh, oui, certainement. Bien sûr, il arrive que l'on ne puisse se procurer les dossiers nécessaires ou que l'employeur ne puisse être contacté. Il s'agit alors de négocier avec l'employé pour essayer de faire correspondre au mieux les données contenues dans son T-4 et les informations que l'on a pu obtenir. Mais si l'on peut se procurer les dossiers et si l'on peut communiquer avec l'employeur, on se montre alors tout à fait intransigeant dans cette pratique. On ne peut en douter.

M. Martin: Merci, monsieur le président. Je n'ai pas d'autres questions.

Le président: Merci, monsieur Martin. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, ma première question porte sur les douanes et accises.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous avons ici du mal à entendre les questions.

M. Ritchie: Venant d'une circonscription rurale, j'ai l'impression que beaucoup de mes électeurs ont des problèmes considérables avec les douanes quand ils veulent importer des produits, et plus particulièrement des articles isolés. Au Manitoba, et plus particulièrement à Winnipeg, les douaniers déclarent à l'intéressé qui vit à 200 milles de là qu'il ferait mieux de venir chercher lui-même son paquet. Évidemment, cela est peut-être très facile pour quelqu'un qui réside en ville. Ne serait-il pas possible de prélever des droits par l'intermédiaire des douanes et d'envoyer la facture sans que la personne soit obligée de parcourir 200 milles pour aller chercher un article qui devra probablement être transporté par camion ou par la poste?

M. Connell: Si, monsieur le président, c'est une pratique très courante. On envoie par courrier avis de l'arrivée en douane d'un article. Dans certains cas, lorsqu'il est facile de calculer le montant des droits prélevés, et j'ajouterais que c'est dans la majorité des cas, on l'indique à l'importateur qui peut alors payer cette somme par courrier et recevoir l'article de la même façon. Par contre, il peut bien sûr, arriver que l'article ne puisse être transporté par la poste et que l'importateur doive s'occuper de le faire prendre. Mais pour les petits articles, cela se passe régulièrement par courrier.

M. Ritchie: Il semble que beaucoup ne soient pas au courant de ceci. A mon avis, même les douaniers ne connaissent pas toutes les possibilités mais ils sont peut-être encore nouveaux.

D'autre part, j'ai l'impression que certains paquets ne peuvent être ouverts sans l'autorisation du destinataire. Il faut attendre d'avoir reçu la facture. Je ne comprends pas très bien, mais je crois qu'il faut avoir reçu la permission d'ouvrir avant de pouvoir trouver la facture et ainsi évaluer l'objet. Existe-t-il des cas où les douaniers ne peuvent ouvrir les paquets?

M. Connell: Pas à ma connaissance, monsieur Ritchie. Les douaniers sont autorisés à ouvrir et à inspecter les marchandises.

M. Ritchie: Toujours?

M. Connell: Oui, pour en apprécier la valeur et juger si des droits doivent ou non être perçus.

[Texte]

Mr. Ritchie: I know of cases where goods arrived in Winnipeg, then they write and say you need an invoice or something, they say we cannot open this parcel until you send an invoice or you send some sort of thing. I presume they are requesting permission.

Mr. Connell: There may be some instances where the article has been sent by first class mail; there would be restrictions on whether or not that can be opened.

Mr. Ritchie: One individual I can think of was the woman who imported certain material for pottery making for a local ceramic group. A great delay occurred, one of two or three weeks because the customs people said they could not open it in Winnipeg, that she would have to send in the invoice. Their argument was, apparently, that they could not open it.

Mr. Connell: That may have arrived by first class mail, in which case I believe there are some restrictions. I must confess that I am not aware of the details of those, I will be glad to find them out for you.

Mr. Ritchie: I feel that the customs people are not necessarily obstructionist, but it seems to be a bit complicated. Sometimes they do not even seem to know the exact procedure themselves, and I think rural people get the impression that you must come to the building to pick up your article rather than having it go through mail.

Seeing that Mr. Tansley does not wish to have all this money, I would like to move a motion. I move that Vote 10b, covering the estimates of the Office of the Administrator of the Anti-Inflation Board, be reduced by \$198,000 in Supplementary Estimates (B) For The Fiscal Year Ending March 31, 76.

Mr. Lajoie: Mr. Chairman?

Le président: Monsieur Lajoie.

Mr. Lajoie: I think we should all realize that this is only an estimate; this money is not going to be carried over to the next year, it is going to lapse.

Mr. Stevens: Why should we vote on this?

Mr. Lajoie: I know, but if it is not going to be used, it is not going to be used.

Mr. Stevens: Let us make certain it is not going to be.

• 1055

The Chairman: This is a debatable motion. Anyone who wants to debate the motion...

Mr. Trudel.

M. Trudel: Le débat ne sera pas long, monsieur le président. Je pense qu'on a réellement indiqué que l'administrateur essayait de faire des épargnes et il l'a prouvé à venir jusqu'à présent, contrairement à ce que certains de nos collègues avaient dit, avec des déclarations fracassantes, et puis, on doit plutôt le louer et lui permettre le budget dont il a besoin. Moi, j'ai l'intention de voter contre cette motion.

[Interprétation]

M. Ritchie: J'ai entendu parler de marchandises qui sont arrivées à Winnipeg et pour lesquelles on a envoyé une lettre au destinataire lui demandant une facture sous prétexte que l'on ne pouvait ouvrir le paquet tant que la douane n'avait pas reçu la facture ou tout autre certificat. Je pense qu'il s'agit d'une demande de permission.

M. Connell: L'article peut avoir été envoyé par courrier première classe; certaines restrictions s'appliqueraient dans ce cas.

M. Ritchie: Je pense au cas d'une femme qui avait importé du matériel de poterie pour un atelier local. Elle a dû attendre deux ou trois semaines de plus parce que les douaniers lui ont déclaré qu'ils ne pouvaient ouvrir les paquets à Winnipeg parce qu'ils n'avaient pas la facture. L'argument était apparemment qu'ils n'y étaient pas autorisés.

M. Connell: Peut-être était-ce arrivé par courrier première classe, ce qui impose certaines restrictions. Je dois avouer que je ne connais pas les détails de la chose, mais je ne demanderais pas mieux que de vous les communiquer dès que je les aurai obtenus.

M. Ritchie: Je n'ai pas l'impression que les douaniers fassent nécessairement de l'obstruction, mais cela me semble un tantinet compliqué. Quelquefois, ils ne semblent même pas connaître eux-mêmes la procédure exacte et j'ai l'impression que les gens de la campagne croient qu'ils sont obligés d'aller chercher eux-mêmes leurs paquets plutôt que de se les faire envoyer par courrier.

Étant donné que M. Tansley ne semble pas vouloir tout cet argent, j'aimerais déposer une motion. Je propose que le crédit 10b, couvrant le budget du Bureau du directeur de la Commission anti-inflation soit diminué de \$198,000 dans le Budget supplémentaire (B) pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1976.

M. Lajoie: Monsieur le président.

The Chairman: Mr. Lajoie.

M. Lajoie: Je crois qu'il nous faut bien comprendre qu'il ne s'agit là que de prévisions, et que ces sommes ne seront pas reportées à l'année prochaine mais bien annulées.

M. Stevens: Pourquoi voter là-dessus?

M. Lajoie: Je sais, mais si on ne doit pas les utiliser, on ne les utilisera pas.

M. Stevens: Assurons-vous donc qu'elles ne le seront pas.

Le président: C'est une motion dont on peut débattre. Quelqu'un veut-il prendre la parole?

Monsieur Trudel.

Mr. Trudel: It will not be a long debate, Mr. Chairman. I think it was clearly stated that the administrator was trying to save as much as possible, which he has done so far whatever some of our colleagues have said quite vigorously. So, we should rather praise him for so doing and allow him the money needed. I therefore intend to vote against the motion.

[Text]

An hon. Member: Question.

Le président: Le Comité est-il prêt pour la question?

Une voix: Oui, monsieur.

Le président: Monsieur Stevens.

Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, perhaps I may say a few words before we vote on this. I think it is most extraordinary in reviewing estimates when we have a witness such as we have today in the form of the Administrator who comes before us and says he thinks the estimate, to use his words, "if far over the estimates required," and he indicates that \$100,000 is sufficient not \$298,000. For this Committee not to take the statement of the administrator at face value and reduce the estimate I think is extremely irregular and negligent.

Surely in a period of restraint when the government has been making all kinds of suggestions that they are trying to be restrained in their spending, if we have a clear example of where \$198,000 is not needed, I think the Finance Committee especially should jump on the opportunity to reduce the estimate by that amount I would sincerely hope that the Liberal members back up the various Cabinet members who claim that it is being a government of restraint and show some restraint by reducing this estimate by \$198,000. After all, the Administrator says he does not need the money. Why should we be forcing it on anybody?

M. Clermont: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, le directeur a laissé entendre qu'il n'était pas certain s'il y avait des dépenses en suspens—puis il ne savait pas quand il recevrait la facture. Mais M. Stevens veut laisser entendre que si le directeur ou le Bureau du directeur dépense seulement \$100,000, que le reste, le \$198,000, sera un montant qui sera perdu. Alors, on sait très bien, monsieur le président, que si un crédit n'est pas employé, l'argent ne se perd pas. Alors, en ce qui me regarde, je suis prêt à voter contre la motion déposée par le Dr Ritchie.

Le président: Merci, monsieur.

Monsieur Abbott. Ensuite M. Kempling.

Mr. Abbott: Very simply, I think if Mr. Tansley was able to tell us the volume of business he was going to enjoy next year and matched that against the cost...

Mr. Stevens: It is this year. It is just up to the end of this month.

Mr. Abbott: This year, and the end of this month...

Mr. Stevens: He has already gone on record as saying he needs about \$100,000. So we are saying, let us give him \$100,000.

The Chairman: Mr. Kempling.

Mr. Kempling: Mr. Chairman, to reiterate what Mr. Stevens has said, I think if the Administrator feels he needs only \$100,000, and this Committee does not reduce it by \$198,000, it is going to look pretty ridiculous. If someone tells us that is all he needs, and we are going to say, "No, you must have \$298,000, regardless of what is going to happen to it afterwards," then the Committee is going to look pretty ridiculous if they force \$298,000 on the man who says he needs only \$100,000.

[Interpretation]

Une voix: Votons!

The Chairman: Is the Committee ready for the question?

An hon. Member: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Stevens.

Monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, m'autoriseriez-vous à dire quelques mots avant que nous ne votions? Je crois qu'il est tout à fait extraordinaire lorsque l'on étudie un budget qu'un témoin tel que le directeur ici présent vienne nous déclarer qu'à son avis, et je le cite, le budget qui lui est alloué «dépasse de beaucoup ses besoins», il nous précise que \$100,000 suffiraient. Si donc le Comité ne tient pas compte des propos du directeur et ne diminue pas en conséquence son budget, c'est faire preuve d'une extrême négligence.

Il est bien évident que dans une période de restrictions pendant laquelle le gouvernement fait des tas de déclarations selon lesquelles il essaie de limiter ses dépenses, cet exemple de \$198,000 inutiles devrait être saisi au vol par le Comité des finances qui réduirait d'autant le budget ainsi alloué. J'espère donc sincèrement que les députés libéraux appuieront les divers membres du cabinet qui prétendent que le gouvernement s'impose des restrictions et accepteront donc de réduire ce budget de \$198,000. Après tout, si le directeur déclare qu'il n'a pas besoin de ces fonds, pourquoi devrions-nous les lui imposer?

Mr. Clermont: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, the administrator indicated that he was not quite sure that there were not some expenses pending... that he did not know when he would receive the bill, but Mr. Stevens is saying that if the administrator or his office only spends \$100,000, the balance, being \$198,000, would be lost. Yet, we very well know, Mr. Chairman, that if a vote is not used, the money is not lost. Therefore, I am going to vote against Mr. Ritchie's motion.

The Chairman: Thank you, Mr. Clermont.

Mr. Abbott, then Mr. Kempling.

M. Abbott: Très simplement, je crois que si M. Tansley pouvait nous dire exactement quel serait son volume d'activités pour l'année prochaine et ce que cela représenterait comme frais...

M. Stevens: Il s'agit de cette année. Jusqu'à la fin du mois.

M. Abbott: Cette année, et jusqu'à la fin du mois...

M. Stevens: Il nous a déjà déclaré qu'il lui suffirait d'environ \$100,000. Alors pourquoi ne pas lui donner \$100,000?

Le président: Monsieur Kempling.

M. Kempling: Monsieur le président, pour répéter ce qu'a dit M. Stevens, j'estime que si le directeur ne pense pas avoir besoin de plus de \$100,000, et que si le Comité ne réduit pas son budget de \$198,000, c'est vraiment nous prêter au ridicule. Quand on vient nous dire qu'on n'a pas besoin de plus, il est stupide d'aller répondre: «Non, vous aruez \$298,000, quoiqu'il arrive par la suite». Il est de toute évidence stupide d'imposer \$298,000 à quelqu'un qui vient de nous affirmer qu'il n'en aurait besoin que de \$100,000.

[Texte]

It does not matter. It is the perception.

The Chairman: Mr. Cafik.

Mr. Cafik: I do not know how it is going to look ridiculous when in fact we are not forcing any money on anybody. We are authorizing an expenditure. He says he may not need it, or does not need it. Well, that is fine. He will not use it. I do not see any problem with respect to that.

The Chairman: Mr. Martin.

Mr. Martin: Mr. Chairman, I think it is interesting and credible to note the interest of the Opposition here this morning to want to curtail and keep down government expenditures. This has not been evident in most things that have been going on such as the debate on Bill C-68 where they have indicated an unwillingness to keep some sort of reasonable ceiling on the over-all federal contributions in the medicare field.

This is a relatively small amount that we are talking about. My understanding is that if the money is not spent in the next several days, which is all that is left, indeed this money will revert. So in effect the saving is there at any rate. Therefore I am against the particular motion before us.

The Chairman: Is the Committee ready for the question?

Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Before we vote on the question, Mr. Chairman, let us assume that such a motion was passed and we have an authorization to spend \$100,000, and the Administrator wants to spend another \$10,000, \$15,000 or \$20,000 ...

• 1100

An hon. Member: Or \$1.

Mr. Herbert: ... which, of course, my understanding is that he is unable to do. What do we do, just send the people home for a couple of weeks and tear up the Anti-Inflation program entirely? Can I be told what would happen precisely if we decide on an arbitrary \$100,000 and we wish to spend more than \$100,000—say another \$25,000 more than \$100,000?

Mr. Stevens: Do you need \$198,000 of a buffer, though?

Mr. Herbert: Can that be explained to me so that I can understand?

The Chairman: If the Committee agrees, maybe Mr. Tansley could reply to you Mr. Herbert. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Tansley, would you like to comment on this?

Mr. Tansley: Well, Mr. Chairman, I think the only comment I can make is that the \$298,000 is authority to spend, what direction to spend. Whether the amount is \$298,000 or \$100,000 is not going to influence the pattern of my expenditure for this month.

[Interprétation]

Cela n'a pas d'importance. C'est une question d'opinion.

Le président: Monsieur Cafik.

M. Cafik: Je ne vois vraiment pas ce qu'il y a de ridicule à cela puisque nous n'imposons rien à personne. Nous autorisons une dépense. Le directeur vient de nous dire qu'il n'en aurait probablement pas besoin ou qu'il n'en a pas besoin. Parfait! Il n'utilisera pas les fonds. Je ne vois pas du tout quel problème cela peut poser.

Le président: Monsieur Martin.

M. Martin: Monsieur le président, je trouve qu'il est intéressant de constater l'intérêt que manifeste l'opposition ce matin quand il s'agit de diminuer les dépenses gouvernementales. Cela n'est en effet pas tellement évident en général quand on débat par exemple du bill C-68 où l'opposition s'est montrée bien peu désireuse d'imposer un plafond raisonnable aux contributions fédérales globales dans le domaine des soins médicaux.

Ici il s'agit d'une somme relativement petite. Si les fonds ne sont pas utilisés dans les jours à venir, puisque c'est tout ce qu'il reste, cet argent sera récupéré. Donc l'économie est là de toute façon. Aussi suis-je contre une telle motion.

Le président: Le Comité est-il prêt à voter?

Monsieur Herbert.

M. Herbert: Avant de voter là-dessus, monsieur le président, supposons que l'on adopte une telle motion et qu'ainsi l'on autorise le directeur à ne dépenser que \$100,000. Si d'aventure celui-ci décide de dépenser \$10,000, \$15,000 ou \$20,000 de plus ...

Une voix: Ou \$1.

M. Herbert: ... cela lui serait rendu impossible. Alors que faire? On renvoie les gens chez eux pour deux semaines et on abandonne complètement le programme de lutte contre l'inflation? Que se passerait-il si l'on décidait arbitrairement d'accorder \$100,000 et que tout d'un coup le directeur souhaite en dépenser un peu plus, par exemple \$25,000 de plus?

M. Stevens: Faut-il prévoir \$198,000 pour une telle éventualité?

M. Herbert: Quelqu'un voudrait-il bien m'expliquer?

Le président: Si le Comité est d'accord, M. Tansley voudra peut-être répondre. D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Tansley, voudriez-vous répondre?

M. Tansley: Eh bien, monsieur le président, je crois que tout ce que je puis dire c'est que ces \$298,000 ne constituent qu'une autorisation de dépense. Qu'il s'agisse de \$298,000 ou de \$100,000, cela ne changera rien pour moi ce mois-ci.

[Text]

The Chairman: Thank you.

Mr. Herbert: Do you mean by that, then, Mr. Chairman, that if we authorize \$100,000, he can still spend \$125,000?

Mr. Tansley: No.

Mr. Herbert: Well then, my question has not been answered. What happens if one week from now we have spent \$100,000 and we need another \$25,000 to spend in the last week of March?

An hon. Member: He would have to leave it.

Mr. Herbert: One dollar more than \$100,000. Let us be absolutely ridiculous. If we need \$1 more than \$100,000...

Mr. Kempling: I will give him the dollar.

Mr. Herbert: It seems to me that the thing is a futile exercise.

Mr. Kempling: I will even throw in \$100 to get \$198,000...

Some hon. Members: Question, question!

The Chairman: All those in favour of the motion of Dr. Ritchie?

Motion negatived.

The Chairman: I would like to thank our witnesses for their appearance this morning.

The Committee is adjourned until Wednesday, tomorrow, at 3.30 p.m.

[Interpretation]

Le président: Merci.

M. Herbert: Voulez-vous dire, alors, que si nous vous allouons \$100,000, vous pourriez néanmoins dépenser \$125,000?

M. Tansley: Non.

M. Herbert: Alors vous n'avez pas répondu à ma question. Que se passerait-il si dans une semaine, nous avons déjà dépensé les \$100,000, et qu'il nous faille \$25,000 de plus pour la dernière semaine de mars?

Une voix: Ce ne serait pas possible.

M. Herbert: S'il s'agissait simplement d'un dollar supplémentaire, pour être parfaitement ridicule?

M. Kempling: Je lui donnerais alors le dollar.

M. Herbert: Je trouve que nous faisons-là un exercice futile.

M. Kempling: Je mettrais même \$100 pour avoir ces \$198,000.

Des voix: Votons!

Le président: Tous ceux qui sont en faveur de la motion de M. Ritchie?

Motion rejetée.

Le président: Je voudrais remercier nos témoins d'être venus ce matin.

Le Comité s'ajourne jusqu'à demain, mercredi, 15 h 30.

BINDING SECT. JUL - 3 1979

Government
Publications

